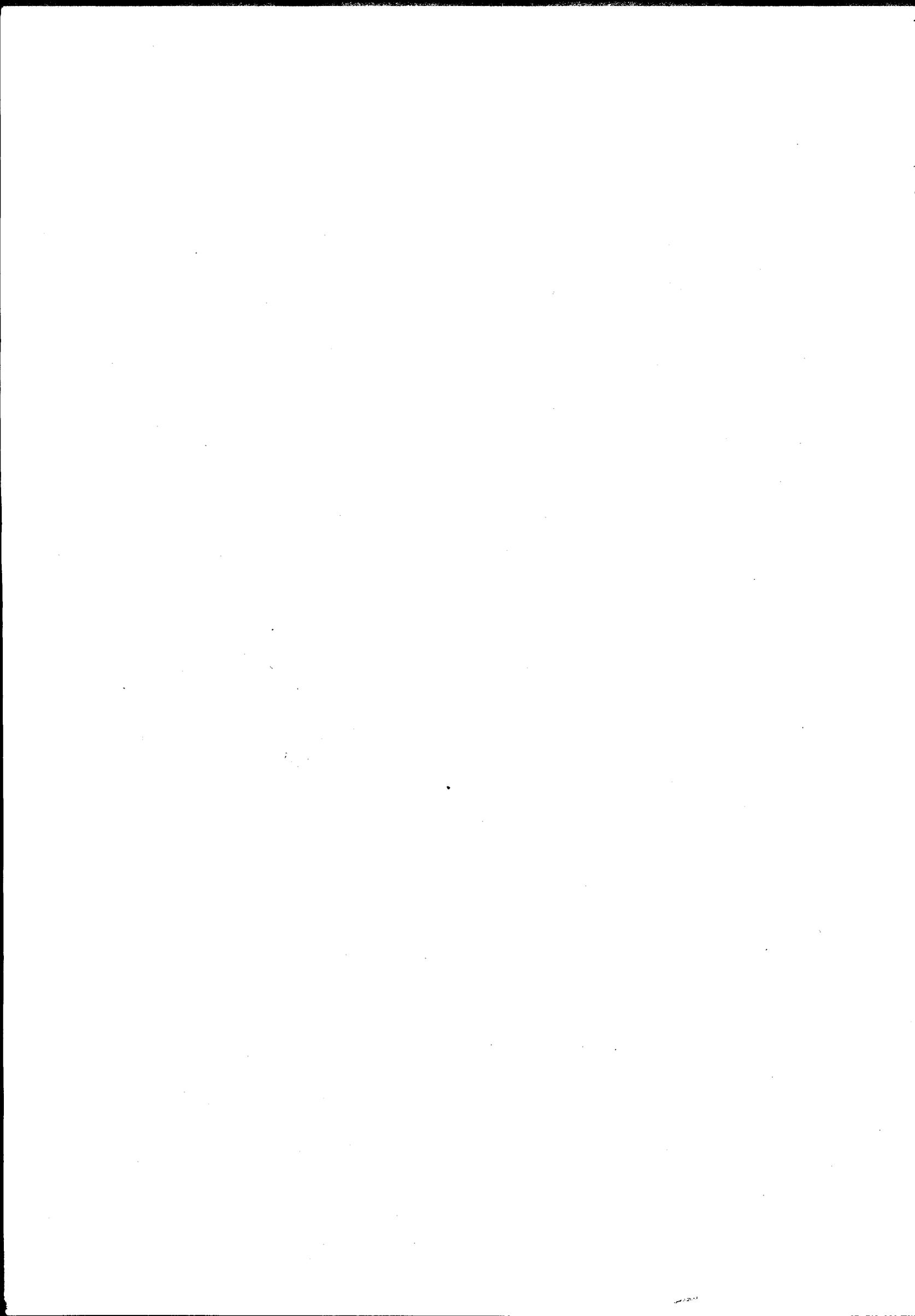


SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

Session extraordinaire	Du 12 janvier au 5 février 1982.
Seconde session ordinaire de 1981-1982 ...	Du 2 avril au 30 juin 1982.
Session extraordinaire	Du 1 ^{er} juillet au 28 juillet 1982.
Session extraordinaire	Du 21 septembre au 1 ^{er} octobre 1982.
Première session ordinaire de 1982-1983 ...	Du 2 octobre au 20 décembre 1982.
Session extraordinaire	Le 21 décembre 1982.

NOTA. — Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'au premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.



AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de deux parties distinctes : une Table nominative et une Table des matières.

Elle met à la disposition du lecteur :

- en regard des noms de MM. les Sénateurs et de MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année (Table nominative) ;
- pour chacune des matières examinées par le Sénat, le résumé et l'analyse des travaux de ladite assemblée (Table des matières).

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les dates, seules, indiquent les dates des séances publiques concernées ; les dates, précédées des mentions « *J O, Débats* », renvoient aux dates du *Journal officiel, Débats parlementaires, Sénat*.

Cette table des matières a été éditée principalement à partir de la base de donnée « *Travaux du Sénat* » élaborée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur le centre serveur du Groupement de la Caisse des Dépôts - Centre d'automatisation pour le management (GCAM).

Des renseignements sur les travaux du Sénat, notamment avant la publication de la table annuelle peuvent être obtenus par les Sénateurs auprès des services et des secrétariats des groupes politiques pourvus d'un terminal d'interrogation.

ABRÉVIATIONS

Groupes :

C	Groupe communiste.
GD	Groupe de la gauche démocratique.
GD - SRG	Formation des sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe de la gauche démocratique aux termes de l'article 6 du règlement.
UCDP	Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès.
UREI	Groupe de l'union des républicains et des indépendants.
RPR	Groupe du rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.
ACTA	Association de coordination technique agricole.	BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	BIT	Bureau international du travail.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	BPA	Brevet professionnel agricole.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.
ADI	Agence de l'information.	BTP	Bâtiment et travaux publics.
AFAT	Association française d'action touristique.	BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	BUS	Bureau universitaire de statistique.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.
AFP	Agence France-Presse.	CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.	CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
AFTRP	Agence foncière et technique de la région parisienne.	CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.	CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.	CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.
AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.	CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
AMG	Assistance médicale gratuite.	CAT	Centre d'aide par le travail.
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.	CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	CDF	Charbonnages de France.
ANDA	Association nationale pour le développement agricole.	CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
ANEFÉ	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.	CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.	CEE	Communauté économique européenne.
ANIL	Association nationale d'information logement.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.	CEP	Centre d'expérimentation du Pacifique.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
AP	Autorisation de programme.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
AP	Assistance publique.	CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
APL	Aide personnalisée au logement.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CET	Collège d'enseignement technique.
ARIM	Association de restauration immobilière.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CFP	Compagnie française des pétroles.
ASE	Agence spatiale européenne.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
ASSU	Association du sport scolaire et universitaire.	CFT	Confédération française du travail.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CGI	Code général des impôts.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CGT	Confédération générale du travail.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CHR	Centre hospitalier régional.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CHS	Comité d'hygiène et de sécurité.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BCC	Banque centrale de compensation.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CIASI	Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (voir CIRI).
BEI	Banque européenne d'investissement.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CIDAR	Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
		CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
		CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
		CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
		CIRI	Comité interministériel de restructuration

	industrielle (remplace le CIASI).		
CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.	CVR	Combattant volontaire de la Résistance.
CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).	DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.	DDAS	Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.	DDE	Direction départementale de l'équipement.
CNAP	Conseil national d'accès à la propriété.	DEPE	Délégués des entreprises pour l'emploi.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	DGA	Délégation générale pour l'armement.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	DGD	Dotation générale de décentralisation.
CNES	Centre national d'études spatiales.	DGE	Dotation globale d'équipement
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	DGF	Dotation globale de fonctionnement.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	DIJA	Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	DJA	Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DOM	Département d'outre-mer.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DOT	Défense opérationnelle du territoire.
CNPF	Conseil national du patronat français.	ECU	European currency unit (unité de compte européenne).
CNR	Compagnie nationale du Rhône.	EDF	Electricité de France.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.	EID	Entente interdépartementale pour la démission.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	ENA	Ecole nationale d'administration.
COB	Commission des opérations de bourse.	ENIM	Etablissement national des invalides de la marine.
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	ENM	Ecole nationale de la magistrature.
CODER	Commission de développement économique régional.	EPAD	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	FAC	Fonds d'aide et de coopération.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires	FAC	Fonds d'action conjoncturelle.
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.	FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.	FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.
CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.	FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
COS	Coefficient d'occupation du sol.	FAR	Fonds d'action rurale.
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.	FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.	FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.	FASO	Fonds d'action sociale obligatoire.
CPP	Code de procédure pénale.	FAU	Fonds d'aménagement urbain.
CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).	FBCF	Formation brute de capital fixe.
CREPS	Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.	FDES	Fonds de développement économique et social.
CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.	FEC	Fonds d'égalisation des charges.
CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.	FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.
CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.	FED	Fonds européen de développement.
CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.	FEDER	Fonds européen de développement régional.
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.	FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.	FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.	FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
CTGREF	Centre technique du génie rural, des eaux et forêts.	FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
CTIFL	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.	FIDA	Fonds international pour le développement agricole.
CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.	FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.	FIDES	Fonds d'investissement et de développement économique et social.
		FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
		FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban.
		FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
		FIQV	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
		FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
		FLNC	Front de libération nationale de la Corse.
		FMF	Fédération des médecins de France.
		FMI	Fonds monétaire international.
		FMO	Force multinationale et d'observateurs.
		FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
		FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et

d'urbanisme.

FNAH Fonds national d'amélioration de l'habitat.

FNAL Fonds national d'aide au logement.

FNAPSUM Fédération nationale des associations de permanence de soins et d'urgences médicales.

FNAT Fonds national d'aménagement du territoire.

FND AE Fonds national pour le développement des adductions d'eau.

FNDS Fonds national pour le développement du sport (ancien Fonds national d'aide au sport de haut niveau).

FNE Fonds national de l'emploi.

FNSEA Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

FONJEP Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.

FORMA Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.

FOST Force océanique stratégique.

FPA Formation professionnelle des adultes.

FROM Fonds régionaux d'organisation des marchés.

FSAI Fonds spécial d'adaptation industrielle.

FSIR Fonds spécial d'investissement routier.

GANIL Grand accélérateur national à ions lourds.

GAPP Groupe d'aide psycho-pédagogique.

GATT General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

GDF Gaz de France.

GEPI Groupe d'études prospectives internationales.

GERDAT Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.

GFA Groupement foncier agricole.

GIE Groupement d'intérêt économique.

GMEM Groupe maritime d'économie mixte.

HLM Habitations à loyer modéré.

IATA Association internationale des transports aériens.

IAURIF Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.

IDHEC Institut des hautes études cinématographiques.

IDI Institut de développement industriel.

IDIA Institut de développement des industries agro-alimentaires.

IDICA Institut de développement industriel des composants automobiles.

IFAC Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.

IGREF Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.

ILM Immeuble à loyer moyen.

ILN Immeuble à loyer normal.

INA Institut national de l'audiovisuel.

INAO Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.

INC Institut national de la consommation.

INED Institut national d'études démographiques.

INPI Institut national de la propriété industrielle.

INPNPP ou IN2P3 Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.

INRA Institut national de la recherche agronomique.

INRIA Institut national de la recherche en informatique et en automatique.

INRP Institut national de la recherche pédagogique.

INRS Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

INSA Institut national des sciences appliquées.

INSEE Institut national de la statistique et des études économiques.

INSEP Institut national du sport et de l'éducation physique.

INSERM Institut national de la santé et de la recherche médicale.

IPES Institut de préparation aux enseignements du second degré.

IRA Instituts régionaux d'administration.

IRAP Instituts régionaux d'administration publique.

IRCAM Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.

IRCANTEC Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

IRIA Institut de recherche d'informatique et d'automatique.

IRPP Impôt sur le revenu des personnes physiques.

IRSID Institut de recherche de la sidérurgie.

ISM Indemnité spéciale de montagne.

ISTPM Institut scientifique et technique des pêches maritimes.

ITEF Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications.

ITEF Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.

IUT Institut universitaire de technologie.

IVD Indemnité viagère de départ.

JET Joint european Torus.

JO Journal officiel.

LCR Lettre de change-relevé.

MIACA Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine.

MIDEM Marché international du disque et de l'édition musicale.

MIDIST Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques.

OCORA Office de coopération radiophonique.

OECE Organisation européenne de coopération économique.

OGAF Opération groupée d'aménagement foncier.

OIT Organisation internationale du travail.

OLP Organisation de la libération de la Palestine.

OMCI Organisation maritime consultative intergouvernementale.

OMS Organisation mondiale de la santé.

ONAC Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

ONERA Office national d'études et de recherches aérospatiales.

ONI Office national d'immigration.

ONIBEV Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.

ONIC Office national interprofessionnel des céréales.

ONISEP Office national d'information sur les enseignements et les professions.

ONIVIT Office national interprofessionnel des vins de table.

ONSER Organisation nationale pour la sécurité routière.

ONU Organisation des Nations unies.

ONUDI Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

OPEP Organisation des pays exportateurs de pétrole.

OPH Opération programmée d'amélioration de l'habitat.

OPPBTP Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

OREAV Organismes d'études d'aménagement des vallées.

ORGANIC Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.

ORSTOM Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.

ORTF Office de radiodiffusion et télévision française.

OTA Office of technology assessment.

OTAN Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

OTASE Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.

OUA Organisation de l'unité africaine.

PACT Propagande et action contre le taudis.

PADOG Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.

PALULOS Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.

PAP Prêt d'accession à la propriété.

PAP Programme d'action prioritaire.

PAPIR Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.

PEGC Professeur d'enseignement général de collège.

PIB Production intérieure brute ou produit intérieur brut.

PLA Prêt locatif aidé.

PLD Plafond légal de densité.

PLR Programmes à loyer réduit.

PMA Pays les moins avancés.

PME Petites et moyennes entreprises.

PMI Petites et moyennes industries.

PMI Protection maternelle et infantile.

PMU Pari mutuel urbain.

PNB Produit national brut.

PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.	SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
POA	Prime d'orientation agricole.	SNI	Syndicat national des instituteurs.
POS	Plan d'occupation des sols.	SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
PRAF	Patriotes réfractaires à l'annexion de fait.	SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
PRDE	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
PRO	Patriotes résistants à l'Occupation.	SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
PSI	Prêt spécial immobilier.	SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
PSR	Programmes sociaux de logement.	SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
PTT	Postes et télécommunications.	SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
RATP	Postes et télécommunications parisiens.	SOP	Service d'observation des programmes.
RBE	Résultat brut d'exploitation.	SS	Sécurité sociale.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.	STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.
RDA	République démocratique allemande.	STO	Service du travail obligatoire.
RFA	République fédérale d'Allemagne.	TDF	Télédiffusion de France.
RIVP	Régie immobilière de la Ville de Paris.	TEF	Techniciens d'études et de fabrication.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	TGV	Train à grande vitesse.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.	TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.	TLE	Taxe locale d'équipement.
SALT (accords)	Strategic arms limitation treaty.	TOM	Territoire d'outre-mer.
	Traité de limitation des armes stratégiques.	TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.
SAMU	Service d'aide médicale urgente.	TPG	Trésoriers-payeurs généraux.
SCIC	Société immobilière de la Caisse des dépôts.	TPS	Taxe sur les prestations de services.
SCPI	Société civile de placement immobilier.	TTFA	Tribunaux territoriaux des forces armées.
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.	UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.
SDR	Société de développement régional.	UEO	Union de l'Europe occidentale.
SEATER	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.	UER	Unité d'enseignement et de recherche.
SEATM	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.	UEREPS	UER d'éducation physique et sportive.
SEFRANE	Service pour l'émigration des Français à l'étranger.	UFAC	Union française des associations de combattants et de victimes de guerre.
SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.	UGAP	Union des groupements d'achats publics.
SFP	Société française de production et création audiovisuelles.	UGB	Unité de gros bétail.
SFT	Société française de télédiffusion.	UGC	Union générale cinématographique.
SIBEV	Société interprofessionnelle du bétail et des viandes.	UNAF	Union nationale des associations familiales.
SICA	Société d'intérêt collectif agricole.	UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
SICAV	Société d'investissement à capital variable.	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.	UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.
SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.	UNSS	Union nationale du sport scolaire.
SIECA	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.	URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.	UTA	Union des transports aériens.
SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple.	VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
SME	Système monétaire européen.	VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
SMIC	Salairé minimum de croissance.	ZAC	Zone d'aménagement concerté.
SNCF	Société nationale des chemins de fer français.	ZAD	Zone d'aménagement différé.
SNECMA	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.	ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
		ZEP	Zone d'environnement protégé.
		ZIF	Zone d'intervention foncière.
		ZUP	Zone à urbaniser en priorité.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des séances du Sénat
avec la date de publication au *Journal Officiel*,
les numéros des débats, la pagination et les numéros des microfiches.

ANNÉE 1982

DATE des séances	DATE de la publication	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches	DATE des séances	DATE de la publication	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches
Questions	8 janv.	1	1 à 64	001	9 juin.	10 juin	55	2629 à 2682	056
12 janv.	13 janv.	2	65 à 118	002	10 juin	11 juin	56	2683 à 2742	057
13 janv.	14 janv.	3	119 à 164	003	11 juin	12 juin	57	2743 à 2774	058
14 janv.	15 janv.	4	165 à 244	004	15 juin	16 juin	58	2775 à 2822	059
19 janv.	20 janv.	5	245 à 282	005	16 juin	17 juin	59	2823 à 2878	060
20 janv.	21 janv.	6	283 à 292	006	17 juin	18 juin	60	2879 à 2942	061
21 janv.	22 janv.	7	293 à 348	007	18 juin	19 juin	61	2943 à 2974	062
26 janv.	27 janv.	8	349 à 410	008	22 juin	23 juin	62	2975 à 3012	063
27 janv.	28 janv.	9	411 à 466	009	23 juin	24 juin	63	3013 à 3092	064
28 janv.	29 janv.	10	467 à 472	010	24 juin	25 juin	64	3093 à 3146	065
29 janv.	30 janv.	11	473 à 476	011	25 juin	26 juin	65	3147 à 3200	066
3 fév.	4 fév.	12	477 à 514	012	29 juin	30 juin	66	3201 à 3280	067
4 fév.	5 fév.	13	515 à 576	013	30 juin	1 ^{er} juil.	67	3281 à 3368	068
5 fév.	6 fév.	14	577 à 592	014	1 ^{er} juil.	2 juil.	68	3369 à 3390	069
Questions	18 fév.	15	593 à 646	015	6 juil.	7 juil.	69	3391 à 3462	070
Questions	25 fév.	16	647 à 684	016	7 juil.	8 juil.	70	3463 à 3482	071
Questions	4 mars.	17	685 à 716	017	8 juil.	9 juil.	71	3483 à 3536	072
Questions	11 mars.	18	717 à 772	018	13 juil.	14 juil.	72	3537 à 3582	073
Questions	18 mars.	19	773 à 816	019	19 juil.	20 juil.	73	3583 à 3646	074
Questions	25 mars.	20	817 à 832	020	20 juil.	21 juil.	74	3647 à 3710	075
2 avril	3 avril	21	833 à 910	021	21 juil.	22 juil.	75	3711 à 3766	076
6 avril	7 avril	22	911 à 964	022	22 juil.	23 juil.	76	3767 à 3782	077
7 avril	8 avril	23	965 à 1028	023	23 juil.	24 juil.	77	3783 à 3806	078
8 avril	9 avril	24	1029 à 1056	024	Questions	19 août	78	3807 à 3918	079
9 avril	10 avril	25	1057 à 1072	025	Questions	2 sept.	79	3919 à 3946	080
13 avril	14 avril	26	1073 à 1104	026	Questions	16 sept.	80	3947 à 3992	081
14 avril	15 avril	27	1105 à 1142	027	21 sept.	22 sept.	81	3993 à 4062	082
20 avril	21 avril	28	1143 à 1220	028	22 sept.	23 sept.	82	4063 à 4118	083
21 avril	22 avril	29	1221 à 1274	029	22 sept.	23 sept.	83	4119 à 4174	084
22 avril	23 avril	30	1275 à 1338	030	23 sept.	24 sept.	84	4175 à 4214	085
23 avril	24 avril	31	1339 à 1360	031	28 sept.	29 sept.	85	4215 à 4266	06
27 avril	28 avril	32	1361 à 1424	032	29 sept.	30 sept.	86	4267 à 4290	087
28 avril	29 avril	33	1425 à 1488	033	30 sept.	1 ^{er} oct.	87	4291 à 4322	088
29 avril	30 avril	34	1489 à 1576	034	1 ^{er} oct.	2 oct.	88	4323 à 4324	089
30 avril	1 ^{er} mai	35	1577 à 1586	035	2 oct.	3 oct.	89	4325 à 4364	090
4 mai	5 mai	36	1587 à 1624	036	5 oct.	6 oct.	90	4365 à 4426	091
5 mai	6 mai	37	1625 à 1654	037	7 oct.	8 oct.	91	4427 à 4448	092
6 mai	7 mai	38	1655 à 1834	038	8 oct.	9 oct.	92	4449 à 4494	093
7 mai	8 mai	39	1835 à 1854	039	12 oct.	13 oct.	93	4495 à 4556	094
11 mai	12 mai	40	1855 à 1908	040	13 oct.	14 oct.	94	4557 à 4570	095
12 mai	13 mai	41	1909 à 1978	041	14 oct.	15 oct.	95	4571 à 4598	096
13 mai	14 mai	42	1979 à 2034	042	15 oct.	16 oct.	96	4599 à 4654	097
14 mai	15 mai	43	2035 à 2082	043	19 oct.	20 oct.	97	4655 à 4708	098
18 mai	19 mai	44	2083 à 2136	044	20 oct.	21 oct.	98	4709 à 4754	099
19 mai	20 mai	45	2137 à 2200	045	21 oct.	22 oct.	99	4755 à 4832	100
25 mai	26 mai	46	2201 à 2284	046	26 oct.	27 oct.	100	4833 à 4880	101
26 mai	27 mai	47	2285 à 2292	047	27 oct.	28 oct.	101	4881 à 4936	102
27 mai	28 mai	48	2293 à 2380	048	28 oct.	29 oct.	102	4937 à 4974	103
28 mai	29 mai	49	2381 à 2400	049	29 oct.	30 oct.	103	4975 à 5030	104
1 ^{er} juin.	2 juin.	50	2401 à 2430	050	2 nov.	3 nov.	104	5031 à 5094	105
2 juin.	3 juin.	51	2431 à 2502	051	3 nov.	4 nov.	105	5095 à 5196	106
3 juin.	4 juin.	52	2503 à 2542	052	4 nov.	5 nov.	106	5197 à 5250	107
4 juin.	5 juin.	53	2543 à 2558	053	5 nov.	6 nov.	107	5251 à 5306	108
8 juin.	9 juin.	54	2559 à 2628	054	8 nov.	9 nov.	107		109
				055					110

DATE des séances	DATE de la publication	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches	DATE des séances	DATE de la publication	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches
9 nov.	10 nov.	108	5307 à 5352	111	3 déc.	4 déc.	126	6229 à 6276	129
10 nov.	11 nov.	109	5353 à 5398	112	4 déc.	5 déc.	127	6277 à 6332	130
12 nov.	13 nov.	110	5399 à 5420	113	6 déc.	7 déc.	128	6333 à 6404	131
15 nov.	16 nov.	111	5421 à 5468	114	7 déc.	8 déc.	129	6405 à 6468	132
16 nov.	17 nov.	112	5469 à 5506	115	8 déc.	9 déc.	130	6469 à 6532	133
17 nov.	18 nov.	113	5507 à 5546	116	9 déc.	10 déc.	131	6533 à 6594	134
18 nov.	19 nov.	114	5547 à 5618	117	10 déc.	11 déc.	132	6595 à 6654	135
19 nov.	20 nov.	115	5619 à 5632	118	11 déc.	12 déc.	133	6655 à 6758	136
22 nov.	23 nov.	116	5633 à 5678	119	13 déc.	14 déc.	134	6759 à 6828	138
23 nov.	24 nov.	117	5679 à 5726	120	14 déc.	15 déc.	135	6829 à 6892	139
24 nov.	25 nov.	118	5727 à 5772	121	15 déc.	16 déc.	136	6893 à 6946	140
25 nov.	26 nov.	119	5773 à 5820	122	16 déc.	17 déc.	137	6947 à 7024	141
26 nov.	27 nov.	120	5821 à 5890	123	17 déc.	18 déc.	138	7025 à 7086	142
27 nov.	28 nov.	121	5891 à 5962	124	18 déc.	19 déc.	139	7087 à 7116	143
29 nov.	30 nov.	122	5963 à 6026	125	20 déc.	21 déc.	140	7117 à 7156	144
30 nov.	1 ^{er} déc.	123	6027 à 6098	126	21 déc.	22 déc.	141	7157 à 7194	145
1 ^{er} déc.	2 déc.	124	6099 à 6144	127					
2 déc.	3 déc.	125	6145 à 6228	128					

RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :	
A. – Liste par ordre alphabétique des sénateurs au 31 décembre 1982 . . .	p. 12 *
B. – Liste par circonscription des sénateurs au 31 décembre 1982 :	
1. Départements de la métropole	p. 15 *
2. Départements d'outre-mer	p. 18 *
3. Territoires d'outre-mer	p. 18 *
4. Collectivité territoriale de la République française	p. 18 *
5. Sénateurs représentant les Français établis hors de France	p. 18 *
C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat	p. 19 *
D. – Élections	p. 20 *
E. – Sénateurs en congé	p. 20 *
F. – Sénateurs décédés	p. 20 *
G. – Anciens sénateurs décédés	p. 20 *
H. – Sénateurs en mission	p. 20 *
I. – Remplacement de sénateurs	p. 20 *
J. – Vacances de siège	p. 20 *
II. – SÉNAT (Bureau)	p. 20 *
III. – SESSIONS	p. 21 *
IV. – GROUPES POLITIQUES	p. 21 *
V. – COMMISSIONS :	
A. – Commissions permanentes	p. 22 *
B. – Commissions spéciales	p. 23 *
C. – Commissions mixtes paritaires	p. 24 *
D. – Commissions d'enquête et de contrôle	p. 34 *
VI. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 34 *
VII. – MISSIONS D'INFORMATION	p. 34 *
VIII. – HAUTE COUR DE JUSTICE	p. 35 *
IX. – REPRÉSENTANTS DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE	p. 35 *
X. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 35 *
XI. – MINISTÈRES	p. 36 *

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique des sénateurs au 31 décembre 1982

A

Michel d'AILLIÈRES, Sarthe.
Mme Jacqueline ALDUY, Pyrénées-Orientales.
Michel ALLONCLE, Charente.
Jean AMELIN, Marne.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne.
Antoine ANDRIEUX, Bouches-du-Rhône.
Alphonse ARZEL, Finistère.
Germain AUTHIÉ, Ariège.

B

Octave BAJEUX, Nord.
René BALLAYER, Mayenne.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or.
André BARROUX, Puy-de-Dôme.
Pierre BASTIÉ, Aude.
Gilbert BAUMET, Gard.
Mme Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise.
Charles BEAUPETIT, Loir-et-Cher.
Marc BÉCAM, Finistère.
Henri BELCOUR, Corrèze.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme.
Jean BÉNARD MOUSSEAU, Indre.
Jean BÉRANGER, Yvelines.
Georges BERCHET, Haute-Marne.
Noël BERRIER, Nièvre.
Guy BESSE, Indre.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime.
Jacques BIALSKI, Nord.
Mme Danielle BIDARD, Seine-Saint-Denis.
René BILLÈRES, Hautes-Pyrénées.
Jean-Pierre BLANC, Savoie.
Maurice BLIN, Ardennes.
Marc BŒUF, Gironde.
André BOHL, Moselle.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle.
Stéphane BONDUEL, Charente-Maritime.
Charles BONIFAY, Bouche-du-Rhône.
Édouard BONNEFOUS, Yvelines.
Charles BOSSON, Haute-Savoie.
Serge BOUCHENY, Paris.
Jean-Marie BOULOUX, Vienne.
Pierre BOUNEAU, Landes.
Amédée BOUQUEREL, Oise.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine.
Raymond BOURGINE, Paris.
Philippe de BOURGOING, Calvados.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie.
Louis BOYER, Loiret.
Jacques BRACONNIER, Aisne.
Louis BRIVES, Tarn.
Raymond BRUN, Gironde.

C

Henri CAILLAVET, Lot-et-Garonne.
Louis CAIVEAU, Vendée.
Michel CALDAGUÈS, Paris.

Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France.
Jacques CARAT, Val-de-Marne.
Pierre CAROUS, Nord.
Marc CASTEX, Gers.
Jean CAUCHON, Eure-et-Loir.
Pierre CECCALDI-PAVARD, Essonne.
Jean CHAMANT, Yonne.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme.
Jacques CHAUMONT, Sarthe.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique.
Adolphe CHAUVIN, Val-d'Oise.
René CHAZELLE, Haute-Loire.
Jean CHÉRIOUX, Paris.
Lionel CERRIER, Nouvelle-Calédonie.
William CHERVY, Creuse.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire.
Félix CICCOLINI, Bouches-du-Rhône.
Jean CLUZEL, Allier.
Jean COLIN, Essonne.
Henri COLLARD, Eure.
François COLLET, Paris.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais.
Francisque COLLOMB, Rhône.
Georges CONSTANT, Lot.
Roland COURTEAU, Aude.
Pierre CROZE, Français établis hors de France.
Michel CRUCIS, Vendée.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France.

D

Georges DAGONIA, Guadeloupe.
Étienne DAILLY, Seine-et-Marne.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis.
Gérard DELFAU, Hérault.
Lucien DELMAS, Dordogne.
Jacques DELONG, Haute-Marne.
Bernard DESBRIÈRE, Saône-et-Loire.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.
Jean DESMARETS, Nord.
Émile DIDIER, Hautes-Alpes.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort.
François DUBANCHET, Loire.
Hector DUBOIS, Oise.
Henri DUFFAUT, Vaucluse.
Raymond DUMONT, Pas-de-Calais.
Charles DURAND, Cher.
Yves DURAND, Vendée.
Émile DURIEUX, Pas-de-Calais.

E

Jacques EBERHARD, Seine-Maritime.
Léon EECKHOUTTE, Haute-Garonne.
Gérard ÉHLERS, Nord.
Raymond ESPAGNAC, Isère.

F

Jules FAIGT, Hérault.
 Edgar FAURE, Doubs.
 Charles FERRANT, Seine-Maritime.
 Louis de LA FOREST, Ille-et-Vilaine.
 Marcel FORTIER, Indre-et-Loire.
 André FOSSET, Hauts-de-Seine.
 Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Saine.
 Jean FRANCOU, Bouches-du-Rhône.
 Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis.

G

Pierre GAMBOA, Essonne.
 Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis.
 Marcel GARGAR, Guadeloupe.
 Gérard GAUD, Drôme.
 Lucien GAUTIER, Maine-et-Loire.
 Jacques GENTON, Cher.
 Jean GEOFFROY, Vaucluse.
 Alfred GÉRIN, Rhône.
 François GIACOBBI, Haute-Corse.
 Michel GIRAUD, Val-de-Marne.
 Jean-Marie GIRAULT, Calvados.
 Paul GIROD, Aisne.
 Henri GÛETSCHY, Haut-Rhin.
 Mme Cécile GOLDET, Paris.
 Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire.
 Jean GRAVIER, Jura.
 Roland GRIMALDI, Nord.
 Mme Brigitte GROS, Yvelines.
 Paul GUILLARD, Loire-Atlantique.
 Robert GUILLAUME, Nièvre.
 Paul GUILLAUMOT, Yonne.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France.
 Marcel HENRY, Mayotte.
 Rémi HERMENT, Meuse.
 Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin.
 Bernard-Charles HUGO, Ardèche.
 Bernard-Michel HUGO, Yvelines.

J

Marc JACQUET, Seine-et-Marne.
 René JAGER, Moselle.
 Maurice JANETTI, Var.
 Paul JARGOT, Isère.
 Pierre JEAMBRUN, Jura.
 André JOUANY, Tarn-et-Garonne.
 Léon JOZEAU-MARIGNÉ, Manche.
 Louis JUNG, Bas-Rhin.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin.

L

Pierre LACOUR, Charente.
 Christian de LA MALÈNE, Paris.
 Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne.
 Tony LARUE, Seine-Maritime.
 Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne.
 Bernard LAURENT, Aube.
 Guy de LA VERPILLIÈRE, Ain.
 Louis LAZUECH, Aveyron.
 Mme Geneviève LE BELLEGOU-BÉGUIN, Var.
 Henri LE BRETON, Morbihan.
 Jean LECANUET, Seine-Maritime.
 France LÉCHENAULT, Saône-et-Loire.
 Yves LE COZANNET, Côtes-du-Nord.
 Charles LEDERMAN, Val-de-Marne.
 Fernard LEFORT, Seine-Saint-Denis.
 Modeste LEGOUEZ, Eure.
 Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique.
 Jean-François LE GRAND, Manche.
 Édouard LE JEUNE, Finistère.
 Max LEJEUNE, Somme.
 Marcel LEMAIRE, Marne.
 Bernard LEMARIÉ, Côtes-du-Nord.
 Louis LE MONTAGNER, Morbihan.
 Charles-Edmond LENGLET, Somme.
 Roger LISE, Martinique.
 Georges LOMBARD, Finistère.
 Maurice LOMBARD, Côte-d'Or.
 Louis LONGEQUEUE, Haute-Vienne.
 Pierre LOUVOT, Haute-Saône.
 Roland du LUART, Sarthe.
 Mme Hélène LUC, Val-de-Marne.
 Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire.

M

Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine.
 Philippe MADRELLE, Gironde.
 Sylvain MAILLOLS, Pyrénées-Orientales.
 Paul MALASSAGNE, Cantal.
 Kléber MALÉCOT, Loiret.
 Michel MANET, Dordogne.
 James MARSON, Seine-Saint-Denis.
 Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle.
 Louis MARTIN, Loire.
 René MARTIN, Yvelines.
 Serge MATHIEU, Rhône.
 Pierre MATRAJA, Bouches-du-Rhône.
 Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine.
 Jacques MÉNARD, Deux-Sèvres.
 Jean MERCIER, Rhône.
 André MÉRIC, Haute-Garonne.
 Pierre MERLI, Alpes-Maritimes.
 Mme Monique MIDY, Hauts-de-Seine.
 Daniel MILLAUD, Polynésie française.
 Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône.
 Gérard MINVIELLE, Landes.
 Michel MIROUDOT, Haute-Saône.
 Josy MOINET, Charente-Maritime.
 René MONORY, Vienne.
 Claude MONT, Loire.
 Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.
 Roger MOREAU, Indre-et-Loire.
 Michel MOREIGNE, Creuse.
 André MORICE, Loire-Atlantique.
 Jacques MOSSION, Somme.
 Georges MOULY, Corrèze.
 Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques.

N

Jean NATALI, Oise.
Pierre NOË, Essonne.

O

Henri OLIVIER, Orne.
Jean OOGHE, Essonne.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France.

P

Dominique PADO, Paris.
Francis PALMERO, Alpes-Maritimes.
Sosefo Makape PAPILIO, Wallis et Futuna.
Bernard PARMANTIER, Paris.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie.
Jacques PELLETIER, Aisne.
Mme Rolande PERLICAN, Paris.
Louis PERREIN, Val-d'Oise.
Pierre PERRIN, Isère.
Guy PETIT, Pyrénées-Atlantiques.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne.
Maurice PIC, Drôme.
Paul PILLET, Loire.
Jean-François PINTAT, Gironde.
Marc PLANTEGENEST, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Alain POHER, Val-de-Marne.
Raymond POIRIER, Eure-et-Loir.
Christian PONCELET, Vosges.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine.
Henri PORTIER, Aube.
Roger POU DONSON, Pas-de-Calais.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle.
Maurice PRÉVOTEAU, Marne.
Jean PUECH, Aveyron.

R

André RABINEAU, Allier.
Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.
Jean-Marie RAUSCH, Moselle.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.
René REGNAULT, Côtes-du-Nord.
Georges REPIQUET, La Réunion.
Michel RINGOU, Charente-Maritime.
Roger RINCHET, Savoie.
Paul ROBERT, Cantal.
Victor ROBINI, Alpes-Maritimes.
Roger ROMANI, Paris.
Marcel ROSETTE, Val-de-Marne.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne.
Jules ROUJON, Lozère.
André ROUVIÈRE, Gard.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin.
Roland RUET, Ain.

S

Pierre SALLENAVE, Pyrénées-Atlantiques.
Pierre SALVI, Val-d'Oise.
Jean SAUVAGE, Maine-et-Loire.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin.
François SCHLEITER, Meuse.
Guy SCHMAUS, Hauts-de-Seine.
Robert SCHMITT, Moselle.
Maurice SCHUMANN, Nord.
Robert SCHWINT, Doubs.
Abel SEMPÉ, Gers.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône.
Édouard SOLDANI, Var.
Michel SORDEL, Côte-d'Or.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne.
Louis SOUVET, Doubs.
Georges SPÉNALE, Tarn.
Raymond SPLINGARD, Pas-de-Calais.

T

Edgar TAILHADES, Gard.
Pierre-Christian TAITTINGER, Paris.
Pierre TAJAN, Tarn-et-Garonne.
Raymond TARCY, Guyane.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher.
René TINANT, Ardennes.
René TOMASINI, Eure.
Henri TORRE, Ardèche.
René TRAVERT, Manche.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres.

V

Raoul VADEPIED, Mayenne.
Jacques VALADE, Gironde.
Edmond VALCIN, Martinique.
Camille VALLIN, Rhône.
Pierre VALLON, Rhône.
Jean VARLET, Nord.
Marcel VIDAL, Hérault.
Louis VIRAPOULLÉ, la Réunion.
Hector VIRON, Nord.
Albert VOILQUIN, Vosges.

W

Frédéric WIRTH, Français établis hors de France.

Y

Joseph YVON, Morbihan.

Z

Charles ZWICKERT, Haut-Rhin.

B. - Liste par circonscription des sénateurs au 31 décembre 1982

1. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 01 - **AIN** (2 Sénateurs).
M. Guy de La Verpillière.
M. Roland Ruet.
- 02 - **AISNE** (3 Sénateurs).
M. Jacques Braconnier.
M. Paul Girod.
M. Jacques Pelletier.
- 03 - **ALLIER** (2 Sénateurs).
M. Jean Cluzel.
M. André Rabineau.
- 04 - **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
M. Fernand Tardy.
- 05 - **ALPES (HAUTES)** (1 Sénateur).
M. Émile Didier.
- 06 - **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
M. Pierre Merli.
M. Francis Palmero.
M. Joseph Raybaud.
M. Victor Robini.
- 07 - **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
M. Bernard-Charles Hugo.
M. Henri Torre.
- 08 - **ARDENNES** (2 Sénateurs).
M. Maurice Blin.
M. René Tinant.
- 09 - **ARIÈGE** (1 Sénateur).
M. Germain Authié.
- 10 - **AUBE** (4 Sénateurs).
M. Bernard Laurent.
M. Henri Portier.
M. Pierre Bastié.
M. Roland Courteau.
- 11 - **AVEYRON** (2 Sénateurs).
M. Louis Lazuech.
M. Jean Puech.
- 12 - **BELFORT (Territoire de)** (1 Sénateur).
M. Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 - **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
M. Antoine Andrieux.
M. Charles Bonifay.
M. Félix Ciccolini.
M. Jean Francou.
M. Pierre Matraja.
M. Louis Minetti.
Mlle Irma Rapuzzi.
- 14 - **CALVADOS** (3 Sénateurs).
M. Philippe de Bourgoing.
M. Jacques Descours Desacres.
M. Jean-Marie Girault.
- 15 - **CANTAL** (2 Sénateurs).
M. Paul Malassagne.
M. Paul Robert.
- 16 - **CHARENTE** (2 Sénateurs).
M. Michel Alloncle.
M. Pierre Lacour.
- 17 - **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
M. Stéphane Bonduel.
M. Josy Moinet.
M. Michel Rigou.
- 18 - **CHER** (2 Sénateurs).
M. Charles Durand.
M. Jacques Genton.
- 19 - **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
M. Henri Belcour.
M. Georges Mouly.
- 20A - **CORSE du SUD** (1 Sénateur).
M. Charles Ornano.
- 20B - **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
M. François Giacobbi.
- 21 - **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
M. Bernard Barbier.
M. Maurice Lombard.
M. Michel Sordel.
- 22 - **CÔTES-DU-NORD** (3 Sénateurs).
M. Yves Le Cozannet.
M. Bernard Lemarié.
M. René Regnault.
- 23 - **CREUZE** (2 Sénateurs).
M. William Chervy.
M. Michel Moreigne.
- 24 - **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
M. Lucien Delmas.
M. Michel Manet.
- 25 - **DOUBS** (3 Sénateurs).
M. Edgar Faure.
M. Robert Schwint.
M. Louis Souvet.
- 26 - **DRÔME** (2 Sénateurs).
M. Gérard Gaud.
M. Maurice Pic.
- 91 - **ESSONNE** (5 Sénateurs).
M. Pierre Ceccaldi-Pavard.
M. Jean Colin.
M. Pierre Gamboa.
M. Pierre Noé.
M. Jean Ooghe.
- 27 - **EURE** (3 Sénateurs).
M. Henri Collard.
M. Modeste Legouez.
M. René Tomasini.
- 28 - **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
M. Jean Cauchon.
M. Raymond Poirier.
- 29 - **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
M. Alphonse Arzel.
M. Marc Bécam.
M. Édouard Le Jeune.
M. Georges Lombard.
- 30 - **GARD** (3 Sénateurs).
M. Gilbert Baومت.
M. André Rouvière.
M. Edgar Tailhades.
- 31 - **GARONNE (HAUTE)** (4 Sénateurs).
M. Léon Eeckhoutte.
M. André Méric.
M. Jean Peyrafitte.
M. Gérard Roujas.

- 32 - **GERS** (2 Sénateurs).
M. Marc Castex.
M. Abel Sempé.
- 33 - **GIRONDE** (5 Sénateurs).
M. Marc Bœuf.
M. Raymond Brun.
M. Philippe Madrelle.
M. Jean-François Pintat.
M. Jacques Valade.
- 92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
M. André Fosset.
M. Jean-Pierre Fourcade.
M. Michel Maurice-Bokanowski.
Mme Monique Midy.
M. Charles Pasqua.
M. Robert Pontillon.
M. Guy Schmaus.
- 34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
M. Gérard Delfau.
M. Jules Faigt.
M. Marcel Vidal.
- 35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
M. Yvon Bourges.
M. Marcel Daunay.
M. Louis de la Forest.
M. Jean Madelain.
- 36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
M. Jean Bénard Mousseaux.
M. Guy Besse.
- 37 - **INDRE-ET-LOIRE** (2 Sénateurs).
M. Marcel Fortier.
M. Roger Moreau.
- 38 - **ISÈRE** (3 Sénateurs).
M. Raymond Espagnac.
M. Paul Jargot.
M. Pierre Perrin.
- 39 - **JURA** (2 Sénateurs).
M. Jean Gravier.
M. Pierre Jeambrun.
- 40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
M. Pierre Bouneau.
M. Gérard Minvielle.
- 41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
M. Charles Beaupetit.
M. Jacques Thyraud.
- 42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
M. François Dubanchet.
M. Louis Martin.
M. Claude Mont.
M. Paul Pillet.
- 43 - **LOIRE (HAUTE)** (2 Sénateurs).
M. René Chazelle.
M. Adrien Gouteyron.
- 44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (4 Sénateurs).
M. Michel Chauty.
M. Paul Guillard.
M. Bernard Legrand.
M. André Morice.
- 45 - **LOIRET** (2 Sénateurs).
M. Louis Boyer.
M. Kléber Malécot.
- 46 - **LOT** (1 Sénateur).
M. Georges Constant.
- 47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
M. Henri Caillavet.
M. Raymond Soucaret.
- 48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
M. Jules Roujon.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Auguste Chupin.
M. Lucien Gautier.
M. Jean Sauvage.
- 50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
M. Léon Jozeau-Marigné.
M. Jean-François Le Grand.
M. René Travert.
- 51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
M. Jean Amelin.
M. Marcel Lemaire.
M. Maurice Prévotau.
- 52 - **MARNE (HAUTE)** (2 Sénateurs).
M. Georges Berchet.
M. Jacques Delong.
- 53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
M. René Ballayer.
M. Raoul Vadepiéd.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (3 Sénateurs).
M. Roger Boileau.
M. Hubert Martin.
M. Richard Pouille.
- 55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
M. Rémi Herment.
M. François Schleiter.
- 56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
M. Henri Le Breton.
M. Louis Le Montagner.
M. Joseph Yvon.
- 57 - **MOSELLE** (4 Sénateurs).
M. André Bohl.
M. René Jager.
M. Jean-Marie Rausch.
M. Robert Schmitt.
- 58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
M. Noël Berrier.
M. Robert Guillaume.
- 59 - **NORD** (9 Sénateurs).
M. Octave Bajeux.
M. Jacques Bialski.
M. Pierre Carous.
M. Jean Desmarests.
M. Gérard Ehlers.
M. Gérard Grimaldi.
M. Maurice Schumann.
M. Jean Varlet.
M. Hector Viron.
- 60 - **OISE** (3 Sénateurs).
M. Amédée Bouquerel.
M. Hector Dubois.
M. Jean Natali.
- 61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
M. Hubert d'Andigné.
M. Henri Olivier.
- 75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
M. Serge Boucheny.
M. Raymond Bourguine.
M. Michel Caldaguès.
M. Jean Chérioux.
M. François O. Collet.

- Mme Cécile Goldet.
M. Christian de La Malène.
M. Dominique Pado.
M. Bernard Parmantier.
Mme Rolande Perlican.
M. Roger Romani.
M. Pierre-Christian Taittinger.
- 62 - **PAS-DE-CALAIS** (6 Sénateurs).
M. Henri Collette.
M. Michel Darras.
M. Raymond Dumont.
M. Émile Durieux.
M. Roger Poudonson.
M. Raymond Splingard.
- 63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
M. André Barroux.
M. Gilbert Belin.
M. Michel Charasse.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
M. Jacques Moutet.
M. Guy Petit.
M. Pierre Sallenave.
- 65 - **PYRÉNÉES (HAUTES)** (2 Sénateurs).
M. René Billères.
M. Hubert Peyou.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Mme Jacqueline Alduy.
M. Sylvain Maillols.
- 67 - **RHIN (BAS-)** (4 Sénateurs).
M. Daniel Hoeffel.
M. Louis Jung.
M. Paul Kauss.
M. Marcel Rudloff.
- 68 - **RHIN (HAUT-)** (3 Sénateurs).
M. Henri Gœtschy.
M. Pierre Schiélé.
M. Charles Zwickert.
- 69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
M. Francisque Collomb.
M. Alfred Gerin.
M. Serge Mathieu.
M. Jean Mercier.
M. Franck Sérusclat.
M. Camille Vallin.
M. Pierre Vallon.
- 70 - **SAÔNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Pierre Louvot.
M. Michel Miroudot.
- 71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Bernard Desbrière.
M. France Léchenault.
M. Marcel Lucotte.
- 72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
M. Michel d'Aillières.
M. Jacques Chaumont.
M. Roland du Luart.
- 73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
M. Jean-Pierre Blanc.
M. Roger Rinchet.
- 74 - **SAVOIE (HAUTE-)** (3 Sénateurs).
M. Charles Bosson.
M. Raymond Bouvier.
M. Bernard Pellarin.
- 76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
M. André Bettencourt.
M. Jacques Éberhard.
- M. Charles Ferrant.
M. Tony Larue.
M. Jean Lecanuet.
M. Geoffroy de Montalembert.
- 77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
M. Étienne Dailly.
M. Marc Jacquet.
M. Jacques Larché.
M. Paul Séramy.
- 93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Mme Danielle Bidard.
M. Marcel Debarge.
M. Claude Fuzier.
M. Jean Garcia.
M. Fernand Lefort.
M. James Marson.
- 79 - **SÈVRES (DEUX)** (2 Sénateurs).
M. Jacques Ménard.
M. Georges Treille.
- 80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
M. Max Lejeune.
M. Charles-Edmond Lenglet.
M. Jacques Mossion.
- 81 - **TARN** (2 Sénateurs).
M. Louis Brives.
M. Georges Spénale.
- 82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
M. André Jouany.
M. Pierre Tajan.
- 94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
M. Jacques Carat.
M. Michel Giraud.
M. Charles Lederman.
Mme Hélène Luc.
M. Alain Poher.
M. Marcel Rosette.
- 95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Mme Marie-Claude Beaudeau.
M. Adolphe Chauvin.
M. Louis Perrein.
M. Pierre Salvi.
- 83 - **VAR** (3 Sénateurs).
M. Maurice Janetti.
Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin.
M. Édouard Soldani.
- 84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
M. Henri Duffaut.
M. Jean Geoffroy.
- 85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
M. Louis Caiveau.
M. Michel Crucis.
M. Yves Durand.
- 86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
M. Jean-Marie Bouloux.
M. René Monory.
- 87 - **VIENNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Robert Laucouret.
M. Louis Longequeue.
- 88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
M. Christian Poncelet.
M. Albert Voilquin.
- 89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
M. Jean Chamant.
M. Paul Guillaumot.

78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).

M. Jean Béranger.
M. Édouard Bonnefous.
Mme Brigitte Gros.
M. Bernard-Michel Hugo.
M. René Martin.

2. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (2 Sénateurs).

M. Georges Dagonia.
M. Marcel Gargar.

GUYANE (1 Sénateur).

M. Raymond Tarcy.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

M. Roger Lise.
M. Edmond Valcin.

LA RÉUNION (2 Sénateurs).

M. Georges Repiquet.
M. Louis Virapoullé.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (1 Sénateur).

M. Marc Plantegenest.

3. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

**ANCIEN TERRITOIRE FRANÇAIS
DES AFARS ET DES ISSAS** (1 Sénateur).

M. N.

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).

M. Lionel Cherrier.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).

M. Daniel Millaud.

ILES WALLIS ET FUTUNA (1 Sénateur).

M. Sosefo Makapé Papilio.

4. COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976)

MAYOTTE (1 Sénateur).

M. Marcel Henry.

5. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(6 Sénateurs).

M. Jean-Pierre Cantegrit.
M. Pierre Croze.
M. Charles de Cuttoli.
M. Jacques Habert.
M. Paul d'Ornano.
M. Frédéric Wirth.

**C. - RENOUELEMENT TRIENNAL PAR TIERS
DU SÉNAT**

**Conformément à l'ordre des séries
des départements et territoires d'outre-mer**

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 - Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959).

SÉRIE A (100 Sénateurs)

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis et Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (2 Sénateurs : M. Pierre Croze et M. Jacques Habert).

Élections en 1989

SÉRIE B (100 Sénateurs)

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Représentants des Français établis hors de France (2 Sénateurs : M. Jean-Pierre Cantegrit et M. Charles de Cuttoli).

Élections en 1983

SÉRIE C (115 Sénateurs)

Rhin (Bas-) à Yonne.

Essonne à Yvelines (****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (2 Sénateurs : M. Paul d'Ornano et M. Frédéric Wirth).

Élections en 1986

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les six sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C à la suite du tirage au sort effectué en séance publique le 9 juin 1959.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. - ÉLECTIONS

M. Jean-François Le Grand, élu sénateur de la Manche, à la suite des opérations électorales du 4 avril 1982, en remplacement de *M. Auguste Cousin*, décédé (6 avril 1982) (p. 912).

E. - SÉNATEURS EN CONGÉ

M. Bourgine (Raymond), sénateur de Paris (12 janvier 1982)(p. 66).

M. Bouneau (Pierre), sénateur des Landes (12 janvier 1982)(p. 66).

M. Grégory (Léon-Jean), sénateur des Pyrénées-Orientales (12 janvier 1982)(p. 66).

M. Bonnefous (Édouard), sénateur des Yvelines (27 janvier 1982) (p. 413).

M. Merli (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (2 avril 1982) (p. 834).

M. Grégory (Léon-Jean), sénateur des Pyrénées-Orientales (2 avril 1982)(p. 834).

M. Grégory (Léon-Jean), sénateur des Pyrénées-Orientales (21 septembre 1982)(p. 3994).

M. Étienne Dailly, sénateur de Seine-et-Marne (22 septembre 1982) (p. 4064).

M. Pierre Merli, sénateur des Alpes-Maritimes (26 octobre 1982) (p. 4757).

F. - SÉNATEURS DÉCÉDÉS

M. Auguste Cousin, sénateur de la Manche, le 10 janvier 1982 (12 janvier 1982) (p. 66).

M. Marcel Mathy, sénateur de Saône-et-Loire, le 20 mars 1982 (2 avril 1982) (p. 834).

M. Philippe Machefer, sénateur des Yvelines, le 15 août 1982 (21 septembre 1982) (p. 3995).

M. Léon-Jean Grégory, sénateur des Pyrénées-Orientales le 22 octobre 1982 (26 octobre 1982) (p. 4757).

M. René Touzet, sénateur de l'Indre, le 18 novembre 1982 (18 novembre 1982) (p. 5549).

G. - ANCIENS SÉNATEURS DÉCÉDÉS

M. Labidi Neddaf, (ancien sénateur d'Alger) (12 janvier 1982) (p. 66).

M. Marc Desaché, (ancien sénateur d'Indre-et-Loire) (19 janvier 1982) (p. 245).

M. André Messenger, (ancien sénateur du Val-d'Oise) (2 avril 1982) (p. 834).

M. Ménouar Salah, (ancien sénateur d'Alger) (2 avril 1982) (p. 834).

M. Jacques Verneuil, (ancien sénateur de Charente-Maritime) (2 avril 1982) (p. 834).

M. René Dubois, (ancien sénateur de Loire-Atlantique) (13 avril 1982) (p. 1073).

M. Paul Béchard, (ancien sénateur du Gard) (28 avril 1982) (p. 1452).

M. Charles Fruh, (ancien sénateur de Paris) (25 mai 1982) (p. 2204).

M. Marcel Lambert, (ancien sénateur du Morbihan) (25 mai 1982) (p. 2204).

M. Robert Liot, (ancien sénateur du Nord) (2 juin 1982) (p. 2434).

M. Eugène Cuif, (ancien sénateur des Ardennes) (22 juin 1982) (p. 2977).

M. Jean Péridier, (ancien sénateur de l'Hérault) (21 septembre 1982) (p. 3995).

M. Marcel Debrieu, (ancien sénateur, membre du Conseil de la République, de Constantine) (12 octobre 1982) (p. 4450).

M. Barthélémy Ott, (ancien conseiller de la République de la Loire) (20 octobre 1982) (p. 4672).

M. Pierre Barbier, (ancien sénateur de la Nièvre) (3 novembre 1982) (p. 5033).

M. Henri Martel, (ancien conseiller de la République du Nord) (30 novembre 1982) (p. 6089).

M. Pierre Prost, (ancien sénateur de l'Essonne) (14 décembre 1982) (p. 6873).

H. - SÉNATEURS EN MISSION

Fin le 24 janvier 1982 de la mission de *M. Marcel Debarge*, sénateur, auprès du ministre de l'Intérieur (26 janvier 1982) (p. 352).

Mission de *M. Bernard Parmantier*, sénateur, auprès du ministre des Transports et auprès du ministre du Temps libre (2 avril 1982) (p. 834).

Fin le 15 juin 1982 de la mission de *M. Franck Sérusclat*, sénateur, auprès du ministre de la Santé (17 juin 1982) (p. 2880).

Fin le 12 septembre 1982 de la mission de *M. Bernard Parmantier*, sénateur, auprès du ministre des Transports et du ministre du Temps libre (21 septembre 1982) (p. 3995).

I. - REMPLACEMENTS DE SÉNATEURS

M. Bernard Desbrière, est appelé à remplacer *M. Marcel Mathy*, sénateur de Saône-et-Loire, décédé le 20 mars 1982 (2 avril 1982) (p. 834).

M. René Martin, est appelé à remplacer *M. Philippe Machefer*, sénateur des Yvelines, décédé le 15 août 1982 (21 septembre 1982) (p. 3995).

Mme Jacqueline Alduy, est appelée à remplacer *M. Léon-Jean Grégory*, sénateur des Pyrénées-Orientales décédé le 22 octobre 1982 (25 octobre 1982) (p. 4757).

M. Guy Besse, est appelé à remplacer *M. René Touzet*, sénateur de l'Indre, décédé le 18 novembre 1982 (19 novembre 1982) (p. 5620).

J. - VACANCE DE SIÈGE :

De *M. Auguste Cousin*, sénateur de la Manche, décédé le 10 janvier 1982 (12 janvier 1982) (p. 66).

II. - SÉNAT

Bureau

Président. - *M. Alain Poher.*

Vice-présidents. - *MM. Maurice Schumann, Robert Lournet, Pierre-Christian Taittinger, Étienne Dailly.*

Questeurs. - *MM. Paul Guillard, Gérard Minvielle, Jean Cauchon.*

Secrétaires. - *MM. Jean Amelin, Jean Béranger, Georges Dagonia, Jacques Eberhard, Jacques Habert* (nommé le 19 novembre 1982 en remplacement de *M. Roland Ruet*, démissionnaire), *Bernard Lemarié, Roland du Luart, Michel Moreigne.*

III. - SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1981-1982 : ouverture (12 janvier 1982) (p. 65) ; modification par décret de l'ordre du jour de la session extraordinaire (20 janvier 1982) (p. 283). - Clôture (5 février 1982) (p. 584) ; sur la clôture : MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

Seconde session ordinaire de 1981-1982 : ouverture (2 avril 1982) (p. 834). - Clôture (30 juin 1982) (p. 3349).

Troisième session extraordinaire de 1981-1982 : ouverture (1^{er} juillet 1982) (p. 3370). - Ajournement (23 juillet 1982) (p. 3795). - Clôture le 28 juillet 1982 (J.O. Lois et décrets 30 juillet 1982, p. 2454).

Quatrième session extraordinaire de 1981-1982 : ouverture (21 septembre 1982) (p. 3994). - Clôture (1^{er} octobre 1982) (p. 4299).

Première session ordinaire de 1982-1983 : ouverture (2 octobre 1982) (p. 4323). - Clôture (20 décembre 1982) (p. 7146).

Première session extraordinaire de 1982-1983 : ouverture et clôture (21 décembre 1982) (p. 7158, 7188).

IV. - GROUPES POLITIQUES

(Composition au 31 décembre 1982
avec les modifications
intervenues au cours de l'année 1982)

Groupe communiste (C)

Membres (23 sénateurs). - Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard, MM. Serge Boucheny, Raymond Dumont, Jacques Eberhard, Gérard Ehlers, Pierre Gamboa, Jean Garcia, Bernard-Michel Hugo, Paul Jargot, Charles Lederman, Fernand Lefort, Mme Hélène Luc, MM. James Marson, René Martin, Mme Monique Midy, MM. Louis Minetti, Jean Ooghe, Mme Rolande Perlican, MM. Marcel Rosette, Guy Schmaus, Camille Vallin, Hector Viron.

Président du groupe : Mme Hélène Luc.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 sénateur).
M. Marcel Gargar.

Modification. - Adhésion de M. René Martin (21 septembre 1982).

Groupe de la gauche démocratique (G D)

Membres (23 sénateurs). - MM. Charles Beaupetit, Georges Berchet, Guy Besse, Édouard Bonnefous, Jean-Pierre Cantegrit, Henri Collard, Georges Constant, Étienne Dailly, Edgar Faure, Paul Girod, Mme Brigitte Gros, MM. Pierre Jeambrun, Bernard Legrand, Max Lejeune, Pierre Merli, Josy Moinet, André Morice, Georges Mouly, Jacques Moutet, Jacques Pelletier, Joseph Raybaud, Paul Robert, Victor Robini.

Président du groupe : M. Jacques Pelletier.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs).
MM. Abel Sempé, Sylvain Maillols.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). - MM. Charles-Edmond Lenglet, Raymond Soucaret.

Formation des Sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe de la Gauche démocratique aux termes de l'article 6 du règlement (13 sénateurs). - MM. Jean Béranger, René Billères, Stéphane Bonduel,

Louis Brives, Henri Caillavet, Émile Didier, François Giaccobi, André Jouany, France Léchenault, Jean Mercier, Hubert Peyou, Michel Rigou, Pierre Tajan.

Modifications. - M. Josy Moinet, appartenant à la formation des sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe, adhère au groupe (14 avril 1982) ; adhésion de M. Edgar Faure (14 avril 1982) ; adhésion de M. Henri Caillavet à la formation des sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe (14 avril 1982) ; démission de M. Charles de Cuttoli (11 juin 1982) ; décès de M. René Touzet (18 novembre 1982), remplacé par M. Guy Besse qui adhère au groupe (25 novembre 1982) ; M. Jacques Pelletier devient président du groupe (8 décembre 1982) en remplacement de M. René Touzet, décédé.

Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès (UCDP)

Membres (61 sénateurs). - MM. Alphonse Arzel, Octave Bajoux, René Ballayer, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Charles Bosson, Jean-Marie Bouloux, Raymond Bouvier, Louis Caiveau, Jean Cauchon, Pierre Ceccaldi-Pavard, Adolphe Chauvin, Auguste Chupin, Jean Cluzel, Jean Colin, François Dubanchet, Charles Ferrant, André Fosset, Jean Francou, Henri Gœtschy, Jean Gravier, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoefel, René Jager, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Jean Lecanuet, Édouard Le Jeune, Bernard Lemarié, Louis Le Montagner, Georges Lombard, Jean Madelain, Kléber Malécot, Daniel Millaud, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Dominique Pado, Francis Palmero, Paul Pillet, Alain Poher, Raymond Poirier, Roger Poudonson, Maurice PrévotEAU, André Rabineau, Jean-Marie Rausch, Marcel Rudloff, Pierre Salvi, Jean Sauvage, Pierre Schiélé, Paul Séramy, René Tinant, Raoul Vadepied, Pierre Vallon, Louis Virapoullé, Joseph Yvon, Charles Zwickert.

Président du groupe : M. Adolphe Chauvin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (9 sénateurs). - MM. Marcel Daunay, Charles Durand, Jacques Genton, Alfred Gérin, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Marcel Lemaire, Roger Lise, Georges Treille.

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1982.

Groupe de l'union des républicains et des indépendants (UREI)

Membres (43 sénateurs). - MM. Michel d'Aillières, Bernard Barbier, Jean Bénard Mousseaux, André Bettencourt, Philippe de Bourgoing, Louis Boyer, Marc Castex, Lionel Cherrier, Pierre Croze, Michel Crucis, Jacques Descours Desacres, Louis de la Forest, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Paul Guillard, Paul Guillaumot, Léon Jozeau-Marigné, Jacques Larché, Guy de la Verpillière, Louis Lazuech, Modeste Legouez, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Jacques Ménard, Michel Miroudot, Guy Petit, Jean-François Pintat, Richard Pouille, Jean Puech, Jules Roujon, Roland Ruet, Pierre Sallenave, François Schleiter, Robert Schmitt, Michel Sordel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, René Travert, Albert Voilquin, Frédéric Wirth.

Président du groupe : M. Philippe de Bourgoing.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 sénateur).
M. Henri Torre.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). - MM. Louis Martin, Henri Olivier.

Modifications. - Décès de M. Auguste Cousin (10 janvier 1982) ; démission de M. Jean Chamant (27 mai 1982) ; démission de M. Paul d'Ornano (6 juillet 1982) ; adhésion de M. Roland du Luart (1^{er} octobre 1982) ; démission de M. Bernard Pellarin (7 octobre 1982).

Groupe du rassemblement pour la République (RPR)

Membres (41 sénateurs). - MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Henri Belcour, Amédée Bouquerel, Jacques Braconnier, Michel Caldaguès, Pierre Carous, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, François O. Collet, Henri Collette, Charles de Cuttoli, Jacques Delong, Marcel Fortier, Lucien Gautier, Michel Giraud, Adrien Gouteyron, Bernard Charles Hugo, Marc Jacquet, Paul Kauss, Christian de La Malène, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Michel Maurice-Bokanowski, Geoffroy de Montalembert, Roger Moreau, Jean Natali, Paul d'Ornano, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Christian Poncelet, Henri Portier, Georges Repiquet, Roger Romani, Maurice Schumann, René Tomasini, Jacques Valade, Edmond Valcin.

Président du groupe : M. Charles Pasqua.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (3 sénateurs).
MM. Yvon Bourges, Raymond Brun, Paul Malassagne.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs). - MM. Marc Bécam, Louis Souvet.

Modifications. - M. Henri Portier, apparenté au groupe, devient membre (8 avril 1982); adhésion de M. Jean-François Le Grand (13 avril 1982); adhésion de M. Jean Chamant (27 mai 1982); adhésion de M. Charles de Cuttoli (11 juin 1982); adhésion de M. Paul d'Ornano (6 juillet 1982).

Groupe socialiste (S)

Membres (64 sénateurs). - MM. Antoine Andrieux, Germain Authié, André Barroux, Pierre Bastié, Gilbert Belin, Noël Berrier, Jacques Bialski, Marc Bœuf, Charles Bonifay, Jacques Carat, Michel Charasse, René Chazelle, William Chervy, Félix Ciccolini, Roland Courteau, Georges Dagonia, Michel Darras, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Lucien Delmas, Bernard Desbrière, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Émile Durieux, Léon Éckhoutte, Raymond Espagnac, Jules Faigt, Claude Fuzier, Gérard Gaud, Jean Geoffroy, Mme Cécile Goldet, MM. Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Maurice Janetti, Tony Larue, Robert Laucournet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Michel Manet, Pierre Matraja, André Méric, Gérard Minvielle, Michel Moreigne, Pierre Noé, Bernard Parmantier, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Maurice Pic, Robert Pontillon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Regnault, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Robert Schwint, Franck Sérusclat, Édouard Soldani, Georges Spénale, Raymond Springard, Edgar Tailhade, Fernand Tardy, Jean Varlet, Marcel Vidal.

Président du groupe : M. André Méric.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs).
MM. Marc Plantagenest, Raymond Tarcy.

Modifications. - Décès de M. Marcel Mathy (20 mars 1982); décès de M. Philippe Machefer (15 août 1982); démission de M. Gilbert Baumet (19 octobre 1982).

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Membre (12 sénateurs). - Mme Jacqueline Alduy, MM. Gilbert Baumet, Pierre Bouneau, Raymond Bourguin, Francisque Collomb, Jean Desmarests, Hector Dubois, Yves Durand, Jacques Habert, Charles Ornano, Bernard Pellarin, Pierre Perrin.

Délégué : M. Jacques Habert

Modifications. - M. Henri Caillavet et M. Edgar Faure quittent la réunion administrative des NI (14 avril 1982); M. Roland du Luart quitte la réunion administrative des NI (1^{er} octobre 1982); M. Bernard Pellarin rejoint la réunion administrative des NI (7 octobre 1982); M. Gilbert Baumet rejoint la réunion administrative des NI (19 octobre 1982);

décès de M. Léon-Jean Grégory (22 octobre 1982) remplacé par Mme Jacqueline Alduy qui rejoint la réunion administrative des NI (26 octobre 1982).

V. - COMMISSIONS

A. - COMMISSIONS PERMANENTES

(Composition au 31 décembre 1982
avec les modifications intervenues
au cours de l'année 1982).

1. - Commission des affaires culturelles

a) *Membres* : MM. Gilbert Baumet, Mme Danielle Bidard, MM. René Billières, Jean-Pierre Blanc, Marc Bœuf, Adolphe Chauvin, Lucien Delmas, Charles Durand, Raymond Espagnac, Jules Faigt, Claude Fuzier, Guy de la Verpillière, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Mme Hélène Luc, MM. Sylvain Maillols, Kléber Malécot, Hubert Martin, Michel Maurice-Bokanowski, Roger Moreau, Dominique Pado, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Jacques Pelletier, Maurice Pic, Roland Ruet, François Schleiter, Guy Schmaus, Abel Sempé, Raymond Soucaret, Pierre-Christian Taittinger, Raymond Tarcy, René Tinant, Edmond Valcin, Pierre Vallon, Marcel Vidal.

b) *Bureau* : *président* : M. Léon Eeckhoutte; *vice-présidents* : MM. Michel Miroudot, Adrien Gouteyron, Jean Sauvage, Jacques Habert; *secrétaires* : MM. James Marson, Jacques Carat, Paul Séramy, Mme Brigitte Gros.

Sont nommés membres de cette commission : M. Raymond Tarcy (19 janvier 1982); M. Sylvain Maillols (2 avril 1982); M. Jean-François Le Grand (4 mai 1982); Mme Jacqueline Alduy (10 décembre 1982).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Michel Charasse (19 janvier 1982); M. Auguste Cousin (10 janvier 1982); M. Léon-Jean Grégory (22 octobre 1982).

2. - Commission des affaires économiques et du plan

a) *Membres* : MM. Octave Bajeux, Bernard Barbier, Georges Berchet, Jean-Marie Bouloux, Amédée Bouquerel, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Chamant, William Chervy, Jean Colin, Henri Collard, Roland Courteau, Marcel Daunay, Bernard Desbrière, Hector Dubois, Émile Durieux, Gérard Ehlers, Roland Grimaldi, Paul Guillaumot, Rémi Herment, Bernard-Charles Hugo, Bernard-Michel Hugo, René Jager, Maurice Janetti, Pierre Jeambrun, Paul Kauss, Pierre Lacour, Robert Laucournet, Bernard Laurent, France Léchenault, Fernand Lefort, Charles-Edmond Lenglet, Paul Malassagne, Serge Mathieu, Daniel Millaud, Louis Minetti, Jacques Mossion, Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Bernard Parmantier, Pierre Perrin, Jean Peyrafitte, Marc Plantagenest, Richard Pouille, Maurice PrévotEAU, Jean Puech, Jean-Marie Rausch, René Regnault, Michel Rigou, Roger Rinchet, Marcel Rosette, Jules Roujon, André Rouvière, Maurice Schumann, Michel Sordel, Raymond Springard, Pierre Tajan, Fernand Tardy, René Travert, Raoul Vadepiéd, Jacques Valade, Frédéric Wirth, Joseph Yvon, Charles Zwickert.

b) *Bureau* : *président* : M. Michel Chauty; *vice-présidents* : MM. Marcel Lucotte, Auguste Chupin, Bernard Legend, Pierre Noé; *secrétaires* : MM. Francisque Collomb, Marcel Lemaire, André Barroux, Raymond Dumont.

Sont nommés membres de cette commission : M. Bernard Laurent (21 janvier 1982); M. Bernard Desbrière (2 avril 1982); M. Jean Chamant (21 octobre 1982).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Marcel Mathy (20 mars 1982); M. Pierre Croze (21 octobre 1982).

3. - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

a) *Membres* : MM. Michel Alloncle, Gilbert Belin, Jean Bénard-Mousseaux, André Bettencourt, Charles Bosson, Yvon Bourges, Raymond Bourguine, Louis Brives, Michel Caldaguès, Jacques Chaumont, Georges Constant, Jacques Delong, Jean Desmarets, François Dubanchet, Louis de la Forest, Jean Garcia, Lucien Gautier, Jacques Genton, Alfred Gerin, Marcel Henry, Christian de La Malène, Édouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Le Montagner, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Louis Martin, René Martin, Pierre Matraja, Jean Mercier, Pierre Merli, Claude Mont, André Morice, Paul d'Ornano, Mme Rolande Perlican, MM. Robert Pontillon, Roger Poudonson, Édouard Soldani, Georges Spénaie, Albert Voilquin.

b) *Bureau* : *président* : M. Jean Lecanuet ; *vice-présidents* : MM. Antoine Andrieux, Georges Repiquet, Émile Didier, Jacques Ménard ; *secrétaires* : MM. Serge Boucheny, Michel d'Aillières, Francis Palmero, Gérard Gaud.

Est nommé membre de cette commission : M. René Martin (28 septembre 1982).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Philippe Machefer (15 août 1982).

4. - Commission des affaires sociales

a) *Membres* : MM. Jean Amelin, Pierre Bastié, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jean Béranger, Noël Berrier, André Bohl, Charles Bonifay, Pierre Bouneau, Louis Caiveau, Jean-Pierre Cantegrit, Marc Castex, Henri Collette, Michel Crucis, Georges Dagonia, Charles Ferrant, Marcel Gargar, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Gravier, André Jouany, Louis Jung, Louis Lazuech, Bernard Lemarié, Pierre Louvot, Jean Madelain, André Méric, Mme Monique Midy, MM. Michel Moreigne, Jean Natali, Charles Ornano, Bernard Pellarin, Raymond Poirier, Henri Portier, Paul Robert, Gérard Roujas, Pierre Sallenave, Louis Souvet, Georges Treille, Jean Varlet.

b) *Bureau* : *président* : M. Robert Schwint ; *vice-présidents* : MM. André Rabineau, Victor Robini, Louis Boyer, Jean Chérioux ; *secrétaires* : MM. Roger Lise, Jacques Bialski, Hubert d'Andigné, Hector Viron.

Sont nommés membres de cette commission : Mme Cécile Goldet (2 avril 1982) ; M. Guy Besse (8 décembre 1982).

Cessent d'appartenir à cette commission : Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (2 avril 1982) ; M. René Touzet (18 novembre 1982).

5. - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

a) *Membres* : MM. René Ballayer, Charles Beaupetit, Stéphane Bonduel, Henri Caillavet, René Chazelle, Pierre Croze, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Marcel Fortier, André Fosset, Jean-Pierre Fourcade, Jean Francou, Pierre Gamboa, Henri Gætschy, Robert Guillaume, Marc Jacquet, Tony Larue, Georges Lombard, Michel Manet, Josy Moinet, René Monory, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Robert Schmitt, René Tomasini, Henri Torre, Camille Vallin.

b) *Bureau* : *président* : M. Édouard Bonnefous ; *vice-présidents* : MM. Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel ; *secrétaires* : MM. Modeste Legouez, Paul Jargot, Yves Durand, Louis Perrein ; *rapporteur général* : M. Maurice Blin.

Est nommé membre de cette commission : M. Pierre Croze (21 octobre 1982).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Jean Chamant (21 octobre 1982).

6. - Commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

a) *Membres* : MM. Alphonse Arzel, Germain Authié, Marc Bécam, Roger Boileau, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Michel Charasse, Félix Ciccolini, François Collet, Charles de Cuttoli, Étienne Dailly, Michel Darras, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Eberhard, Edgar Faure, François Giacobbi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Jean Ooghe, Guy Petit, Hubert Peyou, Paul Pillet, Roger Romani, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Franck Sérusclat, Edgar Tailhades, Jacques Thyraud.

b) *Bureau* : *président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-présidents* : MM. Jean Geoffroy, Pierre Carous, Louis Virapoullé, Paul Girod ; *secrétaires* : MM. Charles Lederman, Roland du Luart, Pierre Salvi, Lionel Cherrier.

Sont nommés membres de cette commission : M. Michel Charasse (19 janvier 1982) ; Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (2 avril 1982).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Raymond Tarcy (19 janvier 1982) ; Mme Cécile Goldet (2 avril 1982).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

a) *Membres* : MM. Gérard Delfau, Marcel Fortier, René Jager, Pierre Jeambrun, Jean Ooghe, Charles Pasqua, Paul Séramy, Albert Voilquin.

b) *Bureau* : *président* : M. François Schleiter ; *secrétaire-rapporteur* : M. Tony Larue.

B. - COMMISSIONS SPÉCIALES

1. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI DE NATIONALISATION.

Communication pour sa création (29 janvier 1982) (p. 474).

Nomination par le Sénat (29 janvier 1982) (p. 474).

Membres : MM. Maurice Blin, Pierre Ceccaldi-Pavard, Michel Charasse, Jean Chérioux, Auguste Chupin, Félix Ciccolini, Étienne Dailly, Henri Duffaut, Raymond Dumont, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Habert, Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Charles Lederman, Daniel Millaud, Josy Moinet, René Monory, Jacques Moutet, Bernard Parmantier, Richard Pouille, René Regnault, Pierre-Christian Taittinger, René Tomasini, Jacques Valade.

Bureau : *président* : M. Daniel Hoeffel ; *vice-présidents* : MM. Jacques Larché, Henri Duffaut, René Tomasini ; *secrétaires* : MM. Raymond Dumont, Josy Moinet, Auguste Chupin ; *rapporteurs* : MM. Étienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux.

2. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DE LA FRANCE.

Communication pour sa création (6 avril 1982) (p. 912).

Nomination par le Sénat (13 avril 1982) (p. 1085).

Membres : MM. Gilbert Baumet, Jean Béranger, Mme Danielle Bidard, MM. Marc Bœuf, Jacques Descours Desacres, William Chervy, Jean-Marie Girault, Mme Cécile Goldet, M. Adrien Gouteyron, Mme Brigitte Gros, MM. Jacques Lavert, Bernard-Michel Hugo, Pierre Lacour, Georges Lombard, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques Mossion, Georges Mouly, Pierre Noé, Jean Puech, Jean-Marie Rausch, Pierre-Christian Taittinger, René Tinant, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Bureau : président : M. Jacques Valade ; *vice-présidents* : MM. Jacques Descours Desacres, Pierre Noé ; *secrétaires* : Mmes Danielle Bidard, Brigitte Gros ; *rapporteur* : M. Jean-Marie Rausch.

3. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF AUX LIBERTÉS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE.

Demande de création (27 mai 1982) (p. 2327). -Vote pour sa création (2 juin 1982) (p. 2434).

Nomination par le Sénat (11 juin 1982) (p. 2760).

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béran-ger, Jacques Bialski, Charles Bonifay, Louis Caiveau, Jean Chérioux, Auguste Chupin, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, André Fosset, Mme Cécile Goldet, MM. Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Louis Lazuech, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Jean Madelain, Jacques Mossion, Jacques Moutet, Louis Perrein, Victor Robini, Robert Schmitt, Louis Souvet, Hector Viron.

Bureau : président : M. André Fosset ; *vice-présidents* : MM. Jacques Larché, Louis Souvet ; *secrétaires* : MM. Robert Schmitt, Jacques Mossion ; *rapporteur* : M. Jean Chérioux.

Demande de création, en application de l'article 16, paragraphe 2, du règlement du Sénat (27 mai 1982) (p. 2327, 2331) : M. Alain Poher, président du Sénat, Mme Hélène Luc, M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Adolphe Chauvin, André Méric, Raymond Bourguine, Jean Béran-ger, Étienne Dailly, Léon Eeckhoutte.

Création de la commission spéciale (2 juin 1982) (p. 2434, 2439) : M. Guy Petit, Hector Viron, André Méric, Pierre Carous, Jean Béran-ger, Robert Schwint, Stéphane Bonduel, Josy Moinet, Mme Cécile Goldet, M. Michel Dreyfus-Schmidt. - Adoption de la demande de création par scrutin public (n° 111, p. 2439 ; liste des votants p. 2500, 2501).

4. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL.

Communication pour sa création (18 juin 1982) (p. 2945).

Nomination par le Sénat (18 juin 1982) (p. 2959).

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béran-ger, Jacques Bialski, Charles Bonifay, Louis Caiveau, Jean Chérioux, Auguste Chupin, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, André Fosset, Mme Cécile Goldet, MM. Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Louis Lazuech, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Jean Madelain, Jacques Mossion, Jacques Moutet, Louis Perrein, Victor Robini, Robert Schmitt, Louis Souvet et Hector Viron.

Bureau : président : M. André Fosset ; *vice-présidents* : MM. Jacques Larché, Louis Souvet ; *secrétaires* : MM. Robert Schmitt, Jacques Mossion ; *rapporteur* : M. Daniel Hoeffel.

5. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ET AU RÈGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL.

Communication pour sa création (23 juillet 1982) (p. 3784).

Nomination par le Sénat (23 juillet 1982) (p. 3785).

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béran-ger, Jacques Bialski, Charles Bonifay, Louis Caiveau, Jean Chérioux, Auguste Chupin, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, André Fosset, Mme Cécile Goldet, MM. Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Louis Lazuech, Roland du

Luart, Marcel Lucotte, Jean Madelain, Jacques Mossion, Jacques Moutet, Louis Perrein, Victor Robini, Robert Schmitt, Louis Souvet et Hector Viron.

Bureau : président : M. André Fosset ; *vice-présidents* : MM. Jacques Larché, Louis Souvet ; *secrétaires* : MM. Robert Schmitt ; *rapporteur* : M. Jacques Larché.

6. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF AUX COMITÉS D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Communication pour sa création (1^{er} octobre 1982) (p. 4292).

Nomination par le Sénat (1^{er} octobre 1982) (p. 4299).

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béran-ger, Jacques Bialski, Charles Bonifay, Louis Caiveau, Jean Chérioux, Auguste Chupin, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, André Fosset, Mme Cécile Goldet, MM. Daniel Hoeffel, Jacques Larché, Louis Lazuech, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Jean Madelain, Jacques Mossion, Jacques Moutet, Louis Perrein, Victor Robini, Robert Schmitt, Louis Souvet, Hector Viron.

Bureau : président : M. André Fosset ; *vice-présidents* : MM. Jacques Larché, Louis Souvet ; *secrétaires* : MM. Robert Schmitt, Jacques Mossion ; *rapporteur* : M. Jacques Mossion.

7. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF AUX ÉTUDES MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES.

Communication pour sa création (8 octobre 1982) (p. 4427)

Nomination par le Sénat (8 octobre 1982) (p. 4435).

Membres : MM. Jean Amelin, Henri Belcour, Mme Danielle Bidard, MM. René Billères, Marc Bœuf, Louis Boyer, Léon Eeckhoutte, Mme Cécile Goldet, MM. Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Yves Le Cozannet, Bernard Lemarié, Maurice Lombard, Pierre Louvot, Jean Madelain, Mme Monique Midy, MM. Michel Miroudot, Michel Moreigne, Raymond Poirier, Victor Robini, Jean Sauvage, Robert Schwint, Pierre-Christian Taittinger et René Touzet.

Bureau : président : M. Robert Schwint ; *vice-présidents* : MM. Bernard Lemarié, Michel Miroudot, Mme Danielle Bidard ; *secrétaires* : MM. Henri Belcour, René Touzet, Jacques Habert ; *rapporteur* : M. Adrien Gouteyron.

C. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX DROITS ET LIBERTÉS DES COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS (5 février 1982) (p. 587).

Communication pour sa création (14 janvier 1982) (p. 235).

Nominations par l'Assemblée nationale (15 janvier 1982) et par le Sénat (19 janvier 1982) (p. 246).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Richard, Michel Sapin, Gilbert Bonnemaïson, Raymond Forni, Guy Du-coloné, Charles Millon, Philippe Séguin ; membres suppléants : MM. Jacques-Roger Marchart, Roger Rouquette, François Massot, Nicolas Alfonsi, Daniel Le Meur, Claude Wolff, Jacques Toubon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Michel Giraud, Jacques Descours Desacres, Étienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Germain Authié, Paul Pillet ; membres suppléants : MM. Marcel Rudloff, Paul Girod, Guy Petit, Roland du Luart, Edgar Tailhades, Jacques Éberhard, François Collet.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Michel Giraud.

2. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI AUTORISANT LE GOUVERNEMENT, PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION, À PROMOUVOIR LES RÉFORMES NÉCESSITÉES PAR LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE (5 février 1982) (p. 587).

Communication pour sa création (21 janvier 1982) (p. 324).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 janvier 1982) et par le Sénat (21 janvier 1982) (p. 324).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Michel Suchod, Alain Richard, René Rouquet, Ernest Moutousamy, Jacques Toubon, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. François Massot, Roger Rouquette, Bertrand Delanoé, Michel Sapin, Georges Bustin, Philippe Séguin, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Pillet, Lionel Cherrier, François Collet, Mme Cécile Goldet, MM. Paul Girod, Jean Geoffroy ; membres suppléants : MM. Louis Virapoullé, Marcel Rudloff, Philippe de Bourgoing, Roland du Luart, Jean Dreyfus-Schmidt, Jacques Eberhard, Marc Bécam.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Roger Rouquette ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Suchod ; au Sénat : M. Paul Pillet.

3. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT STATUT PARTICULIER DE LA CORSE : ORGANISATION ADMINISTRATIVE (5 février 1982) (p. 587).

Communication pour sa création (27 janvier 1982) (p. 460).

Nominations par l'Assemblée nationale (28 janvier 1982) et par le Sénat (27 janvier 1982) (p. 460).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Gilbert Bonnemaïson, Nicolas Alfonsi, Michel Sapin, Vincent Porelli, Philippe Séguin, François Léotard ; membres suppléants : MM. Freddy Deschaux-Beaume, René Rouquet, Roger Rouquette, Jean Zuccarelli, Guy Ducoloné, Jacques Toubon, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Girod, Paul Pillet, Mme Cécile Goldet, MM. Roger Romani, Michel Charasse, Lionel Cherrier ; membres suppléants : MM. François Giacobbi, Louis Virapoullé, François Collet, Roland du Luart, Jean Ooghe, Philippe de Bourgoing, Pierre Salvi.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaïson ; au Sénat : M. Paul Girod.

4. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE NATIONALISATION (5 février 1982) (p. 587).

Communication pour sa création (4 février 1982) (p. 535).

Nominations à l'Assemblée nationale (4 février 1982) et au Sénat (4 février 1982) (p. 535).

Députés : membres titulaires : MM. André Billardon, Michel Charzat, François d'Aubert, Georges Gosnat, Mme Odile Sicard, MM. Maurice Couve de Murville, Jean-Paul Planchou ; membres suppléants : MM. André Laignel, Christian Goux, Guy Bêche, Raymond Forni, François Asensi, Jacques Godfrain, Pierre Méhaignerie.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Daniel Hoeffel, Étienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, Daniel Millaud, Félix Ciccolini, Raymond Dumont ; membres suppléants : MM. Jacques Larché, René Tomasini, Jacques Habert, Pierre Ceccaldi-Pavard, Richard Pouille, Bernard Parmantier, Henri Duffaut.

Bureau : *Président* : M. Daniel Hoeffel ; *vice-président* : M. André Billardon ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Charzat ; au Sénat : M. Jean-Pierre Fourcade.

5. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU TITRE 1^{er} DU LIVRE V DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES (21 avril 1982) (p. 1259).

Communication pour sa création (20 avril 1982) (p. 1171).

Nominations à l'Assemblée nationale (21 avril 1982) et au Sénat (20 avril 1982) (p. 1172).

Députés : membres titulaires : MM. Michel Cossineau, Roland Renard, Michel Sapin, Guy Bêche, Jean Ohler, Jean-Paul Fuchs, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Nicolas Schuffler, Paul Bladt, Gérard Gouze, Charles Metzinger, Germain Gengenwin, Pierre-Charles Krieg, Émile Jourdan.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, André Rabineau, Louis Virapoullé, Charles Bonifay, Pierre Louvot, Jean Chérioux, Marcel Rudloff ; membres suppléants : MM. Jean Béranger, Paul Robert, Pierre Sallenave, Mme Monique Midy, MM. Jacques Larché, Louis Souvet, Jean Madelain.

Bureau : *Président* : M. Michel Coffineau ; *vice-président* : M. Robert Schwint ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Roland Renard ; au Sénat : M. André Rabineau.

6. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU CONSEIL SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (12 mai 1982) (p. 1961).

Communication pour sa création (12 mai 1982) (p. 1921).

Nominations par l'Assemblée nationale (12 mai 1982) et par le Sénat (12 mai 1982) (p. 1921).

Députés : membres titulaires : MM. Michel Suchod, Raymond Forni, Michel Sapin, Jacques Floch, Jean-Jacques Barthe, Jacques Toubon, Philippe Millon ; membres suppléants : MM. Pierre Bourguignon, René Rouquet, Maurice Briand, François Massot, Edmond Garcin, Philippe Séguin, Claude Wolff.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Louis Virapoullé, Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Roger Romani, Jacques Eberhard, Marcel Rudloff ; membres suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Paul Girod, Guy Petit, Félix Ciccolini, François Collet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Roland du Luart.

Bureau : *Président* : M. Louis Virapoullé ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Suchod ; au Sénat : M. Léon Jozeau-Marigné.

7. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX DROITS ET OBLIGATIONS DES LOCATAIRES ET DES BAILLEURS (16 juin 1982) (p. 2858).

Communication pour sa création (25 mai 1982) (p. 2257).

Nominations par l'Assemblée nationale (27 mai 1982) et par le Sénat (27 mai 1982) (p. 2341).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Marie Bockel, Guy Malandain, Mme Martine Frachon, MM. Daniel Le Meur, Jean Tibéri, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Alain Richard, Michel Sapin, François Massot, Roger Rouquette, Jean Combasteil, Robert Galley, Claude Wolff.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Pillet, Robert Laucournet, François Collet, Guy Petit, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Ceccaldi-Pavard ; membres suppléants : MM. Roland du Luart, Paul Girod, Félix Ciccolini, Roger Romani, Philippe de Bourgoing, Charles Lederman, Louis Virapoullé.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Marie Bockel ; au Sénat : M. Paul Pillet.

8. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1982 (16 juin 1982) (p. 2858).

Communication pour sa création (9 juin 1982) (p. 2662).

Nominations par l'Assemblée nationale (10 juin 1982) et par le Sénat (9 juin 1982) (p. 2662).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, Paul Chomat, André Laignel, Jacques Marette, Jean-Paul Planchou ; membres suppléants : MM. Hervé Vouillot, Jean Natiez, Jean-Louis Dumont, François Mortelette, Michel Noir, Gilbert Gantier, Parfait Jans.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Louis Perrein, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Camille Vallin ; membres suppléants : MM. Josy Moinet, Jean-Pierre Fourcade, Henri Duffaut, Yves Durand, Christian Poncelet, André Fosset, Tony Larue.

Bureau : *Président* : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président* : M. Christian Goux ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

9. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET RELATIF AUX CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES ET MODIFIANT LA LOI N° 67-483 DU 22 JUIN 1967 RELATIVE À LA COUR DES COMPTES (23 juillet 1982) (p. 3796).

Communication pour sa création (18 juin 1982) (p. 2959).

Nominations par l'Assemblée nationale (18 juin 1982) et par le Sénat (18 juin 1982) (p. 2968).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Michel, Michel Sapin, Roger Rouquette, Daniel Le Meur, Philippe Séguin, François d'Aubert ; membres suppléants : MM. René Rouquet, Gilbert Bonnemaïson, François Massot, Alain Richard, Ernest Moutoussamy, Jean Foyer, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, André Fosset, Geoffroy de Montalembert, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Louis Perrein, Paul Pillet ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, René Monory, Paul Jargot, Robert Schmitt, Christian Poncelet, Stéphane Bonduel.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : Édouard Bonnefous ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Sapin ; au Sénat : M. André Fosset.

10. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX PRÉSIDENTS DES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES ET AU STATUT DES MEMBRES DES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES (23 juillet 1982) (p. 3796).

Communication pour sa création (18 juin 1982) (p. 2959).

Nominations par l'Assemblée nationale (18 juin 1982) et par le Sénat (18 juin 1982) (p. 2969).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Michel, Michel Sapin, Roger Rouquette, Daniel Le Meur, Philippe Séguin, François d'Aubert ; membres suppléants : MM. René Rouquet, Gilbert Bonnemaïson, François Massot, Alain Richard, Ernest Moutoussamy, Jean Foyer, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Pillet, André Fosset, Jacques Larché, Charles Lederman, Marc Bécam, Michel Dreyfus-Schmidt ; membres suppléants : MM. Pierre Carous, Paul Girod, Félix Ciccolini, Philippe de Bourgoing, Pierre Schiélé, Jacques Eberhard, Roland du Luart.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Paul Pillet.

11. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE À L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE CATASTROPHES NATURELLES (23 juillet 1982) (p. 3796).

Communication pour sa création (23 juin 1982) (p. 3039).

Nominations par l'Assemblée nationale (24 juin 1982) et par le Sénat (23 juin 1982) (p. 3039).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Alain Richard, Jean-Hugues Colonna, Gérard Gouzes, Edmond Garcin, Jacques Toubon, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Worms, Jacques Floch, Michel Sapin, Jacques Roger-Machart, Guy Ducoloné, Philippe Séguin, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Maurice PrévotEAU, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Dumont, Roland Grimaldi, Jacques Moutet, Richard Pouille ; membres suppléants : MM. Octave Bajeux, Georges Mouly, Amédée Bouquerel, Jules Roujon, Fernand Tardy, Louis Minetti, Jacques Mossion.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : M. Octave Bajeux ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Maurice PrévotEAU.

12. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DE LA FRANCE (23 juillet 1982) (p. 3796).

Communication pour sa création (23 juin 1982) (p. 3055).

Nominations par l'Assemblée nationale (23 juin 1982) et par le Sénat (23 juin 1982) (p. 3055).

Députés : membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Bernard Derosier, Alain Richard, Robert Chapuis, Vincent Porelli, Robert Galley, Claude Birraux ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Sueur, Georges Le Bail, Jean-Michel Belorgey, Yves Tavernier, Robert Montdargent, Hyacinthe Santoni, Georges Mesmin.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Valade, Jean-Marie Rausch, Jacques Descours Desacres, Pierre Noé, Mme Danielle Bidard, MM. Georges Mouly, Pierre-Christian Taittinger ; membres suppléants : MM. Adrien Gouteyron, René Tinant, Jacques Habert, Michel Maurice-Bokanowski, Pierre Lacour, Jean Béranger, Marc Bœuf.

Bureau : *Président* : M. Jacques Valade ; *vice-président* : M. Bernard Derosier ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Bassinet ; au Sénat : M. Jean-Marie Rausch.

13. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT SUPPRESSION DES TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMÉES EN TEMPS DE PAIX ET MODIFIANT LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET LE CODE DE JUSTICE MILITAIRE (23 juillet 1982) (p. 3797).

Communication pour sa création (24 juin 1982) (p. 3121).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juin 1982) et par le Sénat (24 juin 1982) (p. 3122).

Députés : membres titulaires : MM. Robert Aumont, Jean Gatel, Maurice Briand, Raymond Forni, Jean Combasteil, Pierre Mauger, Jean Brocard ; membres suppléants : M. Louis Robin, Mme Marie-Thérèse Patrat, MM. Michel Sapin, Marc Verdon, Jean Dutard, Lucien Richard, Loïc Bouvard.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Louis Virapoullé, Marcel Rudloff, Albert Voilquin, Roger Romani, Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod ; membres suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Pierre Carous, Jacques Larché, Charles de Cuttoli, Pierre Schiélé, Félix Ciccolini, Jacques Éberhard.

Bureau : *Président* : M. Robert Aumont ; *vice-président* : M. Louis Virapoullé ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Gatel ; au Sénat : M. Marcel Rudloff.

14. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX PRESTATIONS DE VIEILLESSE, D'INVALIDITÉ ET DE VEUVAGE (23 juillet 1982) (p. 3797).

Communication pour sa création (29 juin 1982) (p. 3204).

Nominations par l'Assemblée nationale (28 juin 1982) et par le Sénat (29 juin 1982) (p. 3222).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean Laborde, Mme Marie Jacq, MM. François Massot, Joseph Legrand, Antoine Gissingier, Francisque Perrut ; membres suppléants : M. Marcel Garrouste, Mme Éliane Provost, MM. Yves Dollo, Lucien Couqueberg, Mme Muguette Jacquaint, MM. Emmanuel Aubert, Jean-Paul Fuchs.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Charles Bonifay, Jean Madelain, Paul Robert, Jean Amelin, Jean Chérioux, Roger Lise ; membres suppléants : Mmes Cécile Goldet, Monique Midy, MM. Pierre Sallenave, André Rabineau, Louis Lazuech, René Touzet, Georges Treille.

Bureau : *Président* : M. Robert Schwint, *vice-président* : M. Claude Evin ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Laborde ; au Sénat : M. Charles Bonifay.

15. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (23 juillet 1982).

Communication pour sa création (29 juin 1982) (p. 3255).

Nominations par l'Assemblée nationale (30 juin 1982) et par le Sénat (29 juin 1982) (p. 3255).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Estier, Bernard Schreiner, Roland Dumas, André Bellon, Mme Jacqueline Osselin, MM. Robert-André Vivien, Alain Madelin ; membres suppléants : MM. Alain Billon, Jean-Jack Queyranne, René Drouin, Jacques Mahéas, Rodolphe Pesce, Jacques Toubon, François d'Aubert.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Éeckhoutte, Charles Pasqua, Jean Cluzel, Adolphe Chauvin, Michel Miroudot, James Marson, Jacques Habert ; membres suppléants : MM. Pierre-Christian Taittinger, Edmond Valcin, Henri Le Breton, Guy de la Verpillière, Adrien Gouteyron, Jacques Carat, Mme Danielle Bidard.

Bureau : *Président* : M. Léon Éeckhoutte ; *vice-président* : M. Claude Estier ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Schreiner ; au Sénat : M. Charles Pasqua.

16. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME DE LA PLANIFICATION (23 juillet 1982) (p. 3798).

Communication pour sa création (1^{er} juillet 1982) (p. 3383).

Nominations par l'Assemblée nationale (1^{er} juillet 1982) et par le Sénat (1^{er} juillet 1982) (p. 3383).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Jean-Paul Planchou, Jean Anciant, Michel Barnier, Michel Charzat, Parfait Jans, Jean-Pierre Soisson ; membres suppléants : MM. Yves Tavernier, Raymond Douyère, Jean-Louis Dumont, Jean Natiez, Michel Couillet, Michel Noir, Emmanuel Hamel.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Bernard Barbier, Henri Collard, Fernand Lefort, Georges Lombard, Jacques Mossion, Pierre Noé ; membres suppléants : MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Jules Roujon, Charles-Edmond Lenglet, William Chervy, Jacques Braconnier, Bernard-Michel Hugo, Rémi Herment.

Bureau : *Président* : M. Michel Chauty ; *vice-président* : M. Christian Goux ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Planchou ; au Sénat : M. Bernard Barbier.

17. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LES PRIX ET LES REVENUS (23 juillet 1982) (p. 3798).

Communication pour sa création (8 juillet 1982) (p. 3525).

Nominations par l'Assemblée nationale (8 juillet 1982) et par le Sénat (8 juillet 1982) (p. 3525).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Jean Anciant, Roland Carraz, Raymond Douyère, Gilbert Gantier, Jean Natiez, Georges Tranchant ; membres

suppléants : MM. Marc Massion, Guy Bèche, Claude Germon, Yves Tavernier, Gérard Bapt, Christian Bergelin, Emmanuel Hamel.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Bernard Barbier, Maurice Blin, Étienne Dailly, Raymond Dumont, André Rabineau, Roger Rinchet ; membres suppléants : MM. Jacques Valade, Jean Colin, Georges Mouly, Bernard Parmantier, Bernard Lefort, Jules Roujon, Francisque Collomb.

Bureau : *Président* : M. Christian Goux ; *vice-président* : M. Raymond Dumont ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Anciant ; au Sénat : M. Michel Chauty.

18. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI TENDANT À ABROGER LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 331 DU CODE PÉNAL (23 juillet 1982) (p. 3798).

Communication pour sa création (8 juillet 1982) (p. 3529).

Nominations par l'Assemblée nationale (12 juillet 1982) et par le Sénat (8 juillet 1982) (p. 3530).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Mme Gisèle Halimi, MM. François Massot, Roger Rouquette, Edmond Garcin, Jean Foyer, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Alain Richard, René Rouquet, Daniel Le Meur, Jean-Pierre Krieg, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : Léon Jozeau-Marigné, Étienne Dailly, Pierre Carous, Pierre Schiélé, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Petit, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Paul Girod, Jacques Larché, Paul Pillet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Charles de Cuttoli, Jacques Éberhard.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Gisèle Halimi ; au Sénat : M. Étienne Dailly.

19. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT STATUT PARTICULIER DE LA RÉGION DE CORSE : COMPÉTENCES (23 juillet 1982) (p. 3798).

Communication pour sa création (20 juillet 1982) (p. 3649).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 juillet 1982) et par le Sénat (20 juillet 1982) (p. 3649).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Richard, Gilbert Bonnemaïson, Freddy Deschaux-Beaume, René Rouquet, Edmond Garcin, Philippe Séguin, Charles Millon ; membres suppléants : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Michel, Roger Rouquette, Michel Sapin, Guy Ducoloné, Jacques Toubon, Raymond Marcellin.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Girod, Jean Francou, Roger Romani, Félix Ciccolini, Lionel Cherrier, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Hubert Peyou, Paul Pillet, Marc Bécam, Michel Darras, Roland du Luart, Marcel Rudloff.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Edmond Garcin ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaïson ; au Sénat : M. Paul Girod.

20. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX LIBERTÉS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE (23 juillet 1982) (p. 3799).

Communication pour sa création (20 juillet 1982) (p. 3699).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 juillet 1982) et par le Sénat (20 juillet 1982) (p. 3699).

Députés : membres titulaires : Mme Ghislaine Toutain, MM. Michel Coffineau, Claude Évin, Robert Le Foll, Jacques Brunhes, Philippe Séguin, Francisque Perrut ; membres suppléants : M. Jean-André Oehler, Mme Marie-France Lecuir, M. Nicolas Schiffler, Mmes Éliane Provost, Muguette Jacquaint, MM. Étienne Pinte, Germain Gengenwin.

Sénateurs : membres titulaires : MM. André Fosset, Jean Chérioux, Daniel Hoeffel, Louis Lazuech, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Hector Viron ; membres suppléants : MM. Jacques Larché, Jacques Mossion, Roland du Luard, Jacques Moutet, Victor Robini, Jean Béranger, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Bureau : *Président* : M. Claude Evin ; *vice-président* : M. André Fosset ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Ghislaine Toutain ; au Sénat : M. Jean Chérioux.

21. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT CRÉATION DU FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX (23 juillet 1982) (p. 3799).

Communication pour sa création (21 juillet 1982) (p. 3748).

Nominations par l'Assemblée nationale (22 juillet 1982) et par le Sénat (21 juillet 1982) (p. 3748).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Paul Planchou, Raymond Douyère, Michel Berson, Claude Germon, Pierre Méhaïgnerie, René Rieubon, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Michel Charzat, François Mortelette, Yves Tavernier, Alain Vivien, Jacques Marette, Edmond Alphanbéry, Paul Chomat.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Josy Moinet, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Auguste Chupin ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Louis Perrein, Paul Jargot, Robert Schmitt, Christian Poncelet, André Fosset.

Bureau : *Président* : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président* : M. Jean-Paul Planchou ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond Douyère ; au Sénat : M. Josy Moinet.

22. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À LA PARTICIPATION DES EMPLOYÉS AU FINANCEMENT DES TRANSPORTS PUBLICS URBAINS (23 juillet 1982) (p. 3799).

Communication pour sa création (22 juillet 1982) (p. 3771).

Nominations par l'Assemblée nationale (22 juillet 1982) et par le Sénat (22 juillet 1982) (p. 3771).

Députés : membres titulaires : MM. Guy Malandain, Alain Billon, Philippe Bassinet, Umberto Battist, Jacques Rim-bault, Robert Wagner, Gilbert Gantier ; membres sup-

pléants : Mme Berthe Fiévet, MM. Roger Rouquette, Claude Bartolone, Jean-Paul Planchou, Jacques Bruhnes, François Grussenmeyer, Charles Fèvre.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Auguste Chupin, Jean Colin, Bernard-Michel Hugo, Charles-Edmond Lenglet, Bernard Parmantier, Richard Pouille ; membres suppléants : MM. Daniel Millaud, Bernard-Charles Hugo, Pierre Noé, Jean-Marie Rausch, Raymond Dumond, Pierre Jeambrun, René Travert.

Bureau : *Président* : M. Philippe Bassinet ; *vice-président* : M. Richard Pouille ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Guy Malandain ; au Sénat : M. Michel Chauty.

23. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À LA CRÉATION D'OFFICES D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE (1^{er} octobre 1982) (p. 4301).

Communication pour sa création (23 septembre 1982) (p. 4168).

Nominations par l'Assemblée nationale (24 septembre 1982) et par le Sénat (23 septembre 1982) (p. 4168).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Michel, Jean-Jacques Benetière, André Billardon, François Patriat, André Soury, Alain Mayoud, Michel Cointat ; membres suppléants : MM. Michel Carletet, Noël Ravassard, Pierre Métais, Jean Valroff, Mme Adrienne Horvath, MM. Maurice Dousset, Maurice Cornette.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Michel Sordel, Marcel Daunay, Pierre Jeambrun, Marcel Lemaire, Louis Minetti, Fernand Tardy ; membres suppléants : MM. Rémi Herment, Richard Pouille, Maurice Janetti, Raymond Dumont, Paul Malassagne, Georges Berchet, Jean Colin.

Bureau : *Président* : M. Claude Michel ; *vice-président* : M. Michel Chauty ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Jacques Benetière ; au Sénat : M. Michel Sordel.

24. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL (1^{er} octobre 1982) (p. 4301).

Communication pour sa création (28 septembre 1982) (p. 4197).

Nominations par l'Assemblée nationale (28 septembre 1982) et par le Sénat (28 septembre 1982) (p. 4197).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Évin, Michel Coffineau, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Michel Sapin, Jean-Paul Fuchs, Mme Huguette Jacquaint, M. Antoine Gissingier ; membres suppléants : MM. Michel Belorgey, Roger Rouquette, Nicolas Suchiffier, Mme Éliane Provost, MM. Francisque Perrut, Jacques Brunhes, Étienne Pinte.

Sénateurs : membres titulaires : MM. André Fosset, Daniel Hoeffel, Jean Chérioux, Louis Souvet, Robert Schmitt, Michel Dreyfus-Schmidt, Hector Viron ; membres suppléants : MM. François Collet, Jacques Mossion, Louis Caiveau, Jean Madelain, Auguste Chupin, Charles Bonifay, Jean Béranger.

Bureau : *Président* : M. André Fosset ; *vice-président* : M. Claude Evin ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Coffineau ; au Sénat : M. Daniel Hoeffel.

25. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX RETENUES POUR ABSENCE DE SERVICE FAIT PAR LES PERSONNELS DE L'ÉTAT, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES SERVICES PUBLICS (20 décembre 1982) (p. 7147).

Communication pour sa création (1^{er} octobre 1982) (p. 4298).

Nominations par l'Assemblée nationale (5 octobre 1982) et par le Sénat (1^{er} octobre 1982) (p. 4298).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Roger Rouquette, Alain Richard, René Rouquet, Guy Ducoloné, Philippe Séguin, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Michel Sapin, Jean-Pierre Worms, Jacques Floch, Alain Brune, Jean-Jacques Barthe, Jacques Toubon, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Girod, Pierre Salvi, Félix Ciccolini, Jacques Eberhard, Marc Bécam, Jacques Larché ; membres suppléants : MM. Philippe de bourgoing, Pierre Schiélé, Franck Sérusclat, Pierre Carous, Roland du Luart, Louis Virapoullé, Hubert Peyou.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Roger Rouquette ; au Sénat : M. Paul Girod.

26. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE L. 680 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE RELATIF AUX ACTIVITÉS DE SECTEUR PRIVÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS (20 décembre 1982) (p. 7147).

Communication pour sa création (1^{er} octobre 1982) (p. 4298).

Nominations par l'Assemblée nationale (5 octobre 1982) et par le Sénat (1^{er} octobre 1982) (p. 4298).

Députés : membres titulaires : M. Louis Lareng, Mme Marie-France Lecuir, MM. Jean-Hugues Colonna, Bernard Derosier, Antoine Gissingier, Yves Sautier, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; membres suppléants : M. Bernard Schreiner, Mme Colette Chaigneau, MM. Louis Besson, Bernard Villette, Mme Hélène Missoffe, MM. Francis Geng, Joseph Legrand.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Louis Boyer, Pierre Louvot, André Rabineau, Paul Robert, Jean Chérioux, Jean Béranger ; membres suppléants : Mme Cécile Goldet, MM. Louis Souvet, Louis Lazuech, Jean Madelain, Jean Amelin, Hector Viron, Jean Natali.

Bureau : *Président* : M. Jean-Hugues Colonna ; *vice-président* : M. Jean Chérioux ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Derosier ; au Sénat : M. Louis Boyer.

27. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ET AU RÈGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL (20 décembre 1982) (p. 7147).

Communication pour sa création (5 octobre 1982) (p. 4339).

Nominations par l'Assemblée nationale (5 octobre 1982) et par le Sénat (5 octobre 1982) (p. 4352).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Oehler, Michel Coffineau, Mmes Marie-France Lecuir, Marie-Josèphe Sublet, MM. Antoine Gissingier, Jean-Paul Fuchs, Jacques

Brunhes ; membres suppléants : MM. Michel Sapin, Nicolas Schiffler, Jean-Hugues Colonna, Bernard Derosier, Étienne Pinte, Germain Gengenwin, Mme Huguette Jacquaint.

Sénateurs : membres titulaires : MM. André Fosset, Jacques Larché, Jean Chérioux, Jean Madelain, Daniel Hoeffel, Hector Viron, Michel Dreyfus-Schmidt ; membres suppléants : MM. Louis Lazuech, François Collet, Jacques Moutet, Jacques Mossion, Louis Souvet, Jean Béranger, Mme Cécile Goldet.

Bureau : *Président* : M. André Fosset ; *vice-président* : Mme Marie-France Lecuir ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Oehler ; au Sénat : M. Jacques Larché.

28. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE ÉLECTORAL ET LE CODE DES COMMUNES ET RELATIF À L'ÉLECTION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX ET AUX CONDITIONS D'INSCRIPTION DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE SUR LES LISTES ÉLECTORALES (20 décembre 1982) (p. 7148).

Communication pour sa création (13 octobre 1982) (p. 4537).

Nominations par l'Assemblée nationale (14 octobre 1982) et par le Sénat (13 octobre 1982) (p. 4537).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Richard, Jean Poperen, Jacques Floch, Michel Sapin, Louis Maisonnat, Philippe Séguin, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Alain Brune, Georges Labazée, Jean-Pierre Michel, Jacques Roger-Machart, Edmond Garcin, Jean Tibéri, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Pierre Schiélé, Charles de Cuttoli, Jacques Eberhard, Daniel Hoeffel, Philippe de Bourgoing, Michel Charasse ; membres suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Jacques Boileau, Pierre Carous, Paul Girod, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Ooghe, Marcel Rudloff.

Bureau : *Président* : M. Alain Richard ; *vice-président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Poperen ; au Sénat : M. Pierre Schiélé.

29. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI (20 décembre 1982) (p. 7148).

Communication pour sa création (19 octobre 1982) (p. 4618).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 octobre 1982) et par le Sénat (19 octobre 1982) (p. 4645).

Députés : membres titulaires : MM. Guy Bèche, Christian Bergelin, Bernard Derosier, Gilbert Gantier, Christian Goux, Dominique Frelaut, Jean Natiez ; membres suppléants : MM. Jean-Louis Dumont, Jean-Paul Planchou, Louis Moulinet, Michel Berson, Georges Tranchant, Alain Madelain, Paul Mercieca.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, André Fosset, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Paul Jargot ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Cluzel, Modeste Legouez, Louis Perrein, Robert Schmitt, Marcel Fortier, Camille Vallin.

Bureau : *Président* : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président* : M. Christian Goux ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Natiez ; au Sénat : M. André Fosset.

30. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À LA COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE (20 décembre 1982) (p. 7148).

Communication pour sa création (20 octobre 1982) (p. 4671).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 octobre 1982) et par le Sénat (20 octobre 1982) (p. 4671).

Députés : membres titulaires : MM. Jacques Guyard, Jean-Hugues Colonna, Lucien Couqueberg, Charles Metzinger, Étienne Pinte, Jean-Paul Fuchs, Joseph Legrand ; membres suppléants : MM. Yves Dollo, Jean Proveux, Louis Besson, Jacques Becq, Bruno Bourg-Broc, Germain Gengenwin, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Louis Souvet, Jean Chérioux, Charles Bonifay, Henri Belcour, Jean Madelain, Pierre Louvot ; membres suppléants : MM. Michel Moreigne, André Bohl, Jean Amelin, Jean Natali, André Rabineau, Mme Monique Midy, M. Bernard Lemarié.

Bureau : *Président* : M. Jean-Hugues Colonna ; *vice-président* : M. Robert Schwint ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jacques Guyard ; au Sénat : M. Louis Souvet.

31. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT ADAPTATION DE LA LOI N° 82-213 DU 2 MARS 1982 RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTÉS DES COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS, À LA GUADELOUPE, À LA GUYANE, À LA MARTINIQUE ET À LA RÉUNION (20 décembre 1982) (p. 7149).

Communication pour sa création (26 octobre 1982) (p. 4813).

Nominations par l'Assemblée nationale (27 octobre 1982) et par le Sénat (26 octobre 1982) (p. 4813).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Michel Suchod, René Rouquet, Roger Rouquette, Ernest Moutousamy, Jacques Toubon, Marcel Esdras ; membres suppléants : MM. Gérard Gouzes, Michel Sapin, Amédée Renault, Alain Richard, Edmond Garcin, Serge Charles, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Louis Virapoullé, Jacques Larché, Marc Bécam, Pierre Salvi, Jacques Eberhard, Michel Dreyfus-Schmidt ; membres suppléants : MM. Guy Petit, Pierre Schiélé, François Collet, Daniel Hoeffel, Michel Charasse, Jean Ooghe, Roland du Luart.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Rouquet ; au Sénat : M. Louis Virapoullé.

32. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX ÉTUDES MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES (20 décembre 1982) (p. 7149).

Communication pour sa création (27 octobre 1982) (p. 4874).

Nominations par l'Assemblée nationale (4 novembre 1982) et par le Sénat (27 octobre 1982) (p. 4874).

Députés : membres titulaires : M. Louis Lareng, Mme Éliane Provost, MM. Claude Évin, Robert Le Foll, Francisque Perrut, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Claude-Gérard

Marcus ; membres suppléants : MM. Georges Hage, Jean-Paul Fuchs, Bernard Derosier, Bernard Schreiner, Jean-Hugues Colonna, Mme Martine Franchon, M. Bruno Bourg-Broc.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Adrien Gouteyron, Pierre Louvot, Henri Belcour, Jean Madelain, Mme Danielle Bidard, M. Pierre-Christian Taittinger ; membres suppléants : MM. Michel Moreigne, Yves Le Cozannet, Bernard Lemarié, Jean Sauvage, Jacques Habert, Mme Monique Midy, M. René Touzet.

Bureau : *Président* : M. Claude Evin ; *vice-président* : M. Robert Schwint ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Louis Lareng ; au Sénat : M. Adrien Gouteyron.

33. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LA PROTECTION DE L'ÉPARGNE (20 décembre 1982) (p. 7151).

Communication pour sa création (3 novembre 1982) (p. 5082).

Nominations par l'Assemblée nationale (12 novembre 1982) et par le Sénat (3 novembre 1982) (p. 5082).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Bonnet, Jean-Louis Dumont, Dominique Frelaut, Jean Natiez, Christian Pierret, Jean-Paul Planchou, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Christian Goux, Raymond Douyère, Hervé Vouillot, Dominique Taddei, Parfait Jans, Michel Inchauspé, Edmond Alphandéry.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, René Monory, Henri Duffaut, Geoffroy de Montalembert, Étienne Dailly, Josy Moinet ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Cluzel, André Fosset, Louis Perrein, Jacques Descours Desacres, Christian Poncelet, Paul Jargot.

Bureau : *Président* : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président* : M. Dominique Frelaut ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. René Monory.

34. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX COMITÉS D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (20 décembre 1982) (p. 7149).

Communication pour sa création (8 novembre 1982) (p. 5287).

Nominations par l'Assemblée nationale (12 novembre 1982) et par le Sénat (8 novembre 1982) (p. 5287).

Députés : membres titulaires : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, Éliane Provost, MM. Nicolas Schiffler, Michel Coffineau, Mme Marie-France Lecuir, MM. Bruno Bourg-Broc, Francisque Perrut ; membres suppléants : M. Bernard Schreiner, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Robert Malgras, Robert Le Foll, Étienne Pinte, Henri Bayard, Joseph Legrand.

Sénateurs : membres titulaires : MM. André Fosset, Jacques Mossion, Jean Chérioux, Jean Madelain, Daniel Hoeffel, Hector Viron, Michel Dreyfus-Schmidt ; membres suppléants : MM. Louis Lazuech, François Collet, Jacques Moutet, Jacques Larché, Louis Souvet, Jean Béranger, Mme Cécile Goldet.

Bureau : *Président* : Mme Marie-France Lecuir ; *vice-président* : M. André Fosset ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; au Sénat : M. Jacques Mossion.

35. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES MESURES RELATIVES À LA SÉCURITÉ SOCIALE (20 décembre 1982) (p. 7150).

Communication pour sa création (15 novembre 1982) (p. 5449).

Nominations par l'Assemblée nationale (23 novembre 1982) et par le Sénat (16 novembre 1982) (p. 5494).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Évin, Bernard Derosier, Mme Martine Franchon, MM. Jean-Michel Belorgey, Joseph Legrand, Jean-Paul Fuchs, Étienne Pinte ; membres suppléants : MM. Louis Moulinet, Joseph Pinard, Yves Dollo, Augustin Bonrepaux, Mme Muguette Jacquaint, MM. Francisque Perrut, Bruno Bourg-Broc.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, André Bohl, René Touzet, Louis Souvet, Paul Robert, Charles Bonifay, Jean Chérioux ; membres suppléants : MM. Jean Béranger, Henri Colette, André Rabineau, Louis Boyer, Henri Belcour, Mme Monique Midy, M. Jean Madelain.

Bureau : *Président* : M. Robert Schwint ; *vice-président* : M. Claude Evin ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Claude Évin ; au Sénat : M. André Bohl.

36. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI MODIFIANT L'ORDONNANCE DU 4 FÉVRIER 1959 RELATIVE AU STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES (20 décembre 1982) (p. 7150).

Communication pour sa création (16 novembre 1982) (p. 5493).

Nominations par l'Assemblée nationale (23 novembre 1982) et par le Sénat (17 novembre 1982) (p. 5532).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Michel, Georges Labazée, Michel Sapin, Daniel Le Meur, Jean Foyer, François d'Aubert ; membres suppléants : MM. Raymond Douyère, Roger Rouquette, François Massot, Alain Richard, Guy Ducoloné, Philippe Séguin, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Daniel Hoeffel, Paul Séramy, Marc Bécam, Félix Ciccolini, Jacques Larché, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Pierre Salvi, Paul Girod, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. François Collet, Marcel Rudloff, Hubert Peyou.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Daniel Hoeffel.

37. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE PARIS, MARSEILLE, LYON ET DES ÉTABLISSEMENTS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (20 décembre 1982) (p. 7149).

Communication pour sa création (18 novembre 1982) (p. 5586).

Nominations par l'Assemblée nationale (23 novembre 1982) et par le Sénat (18 novembre 1982) (p. 5586).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean Poperen, Roger Rouquette, René Rouquet, Jean-Jacques Barthe, Georges Mesmin, Jean Tibéri ; membres suppléants : MM. Michel Sapin, Bertrand Delanoë, Gérard Collomb, Jean-Jack Queyranne, Daniel Le Meur, Jean Rigaud, Michel Noir.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Roger Romani, Pierre Schiélé, François Collet, Roland du Luart, Jacques Eberhard, Michel Charasse ; membres suppléants : MM. Paul Pillet, Marc Bécam, Paul Girod, Jean-Marie Girault, Pierre Salvi, Félix Ciccolini, Charles Lederman.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond Forni ; au Sénat : M. Pierre Schiélé.

38. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE ÉLECTORAL RELATIVES À L'ÉLECTION DES MEMBRES DU CIPAUX DE LYON ET DE MARSEILLE (20 décembre 1982) (p. 7150).

Communication pour sa création (18 novembre 1982) (p. 5596).

Nominations par l'Assemblée nationale (23 novembre 1982) et par le Sénat (18 novembre 1982) (p. 5596).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean Poperen, Roger Rouquette, René Rouquet, Jean-Jacques Barthe, Georges Mesmin, Jean Tibéri ; membres suppléants : MM. Michel Sapin, Bertrand Delanoë, Gérard Collomb, Jean-Jack Queyranne, Daniel Le Meur, Jean Rigaud, Michel Noir.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Roger Romani, Pierre Schiélé, François Collet, Roland du Luart, Jacques Eberhard, Michel Charasse ; membres suppléants : MM. Paul Pillet, Marc Bécam, Paul Girod, Jean-Marie Girault, Pierre Salvi, Félix Ciccolini, Charles Lederman.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond Forni ; au Sénat : M. Pierre Schiélé.

39. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT RÉVISION DES CONDITIONS D'EXERCICE DE COMPÉTENCES DE L'ÉTAT ET DE LEUR RÉPARTITION ENTRE LES COMMUNES, LES DÉPARTEMENTS ET LES RÉGIONS (20 décembre 1982) (p. 7151).

Communication pour sa création (2 décembre 1982) (p. 6212).

Nominations par l'Assemblée nationale (3 décembre 1982) et par le Sénat (3 décembre 1982) (p. 6254).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Worms, Jacques Roger-Machart, Alain Richard, Louis Masonnat, Olivier Guichard, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Michel Suchod, Jacques Floch, Maurice Pourchon, Jean-Pierre Destrade, Jean-Pierre Barthe, Robert Galley, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Girod, Jacques Valade, Jean-Pierre Fourcade, Paul Séramy, Jean Ooghe, Félix Ciccolini ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Jean Madelain, Marc Bécam, Franck Sérusclat, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Pierre Salvi, Roland du Luart.

Bureau : *Président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président* : M. Raymond Forni ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Worms ; au Sénat : M. Paul Girod.

40. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1983 (20 décembre 1982) (p. 7151).

Communication pour sa création (11 décembre 1982) (p. 6749).

Nominations par l'Assemblée nationale (13 décembre 1982) et par le Sénat (11 décembre 1982) (p. 6749).

Députés : membres titulaires : MM. Edmond Alphandéry, Jean-Pierre Balligand, Guy Bêche, Parfait Jans, Jacques Murette, Christian Pierret, Jean-Paul Planchou ; membres suppléants : MM. Georges Tranchant, Gilbert Gantier, Dominique Frelaut, Raymond Douyère, Michel Berson, Michel Charzat, Jean Natiez.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Édouard Bonnefous, Maurice Blin, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Louis Perrein ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Fourcade, René Monory, Tony Larue, Yves Durand, Christian Poncelet, André Fosset, Stéphane Bonduel.

Bureau : *Président* : M. Édouard Bonnefous ; *vice-président* : M. Jean-Paul Planchou ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

41. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION DES TRANSPORTS INTÉRIEURS (20 décembre 1982) (p. 7152).

Communication pour sa création (14 décembre 1982) (p. 6873).

Nominations par l'Assemblée nationale (15 décembre 1982) et par le Sénat (14 décembre 1982) (p. 6873).

Députés : membres titulaires : MM. Gustave Ansart, Charles Fèvre, Roland Vuillaume, Alain Chénard, André Billardon, Robert de Caumont, Claude Michel ; membres suppléants : MM. André Duroméa, Albert Brochard, Pierre Weisenhorn, François Patriat, Roger Lassale, Guy Malandain, Jean-Jacques Benetière.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Colin, Bernard Hugo (Yvelines), Pierre Noé, Jean Puech ; membres suppléants : MM. Serge Mathieu, Bernard Parmantier, Marcel Daunay, Georges Berchet, Raymond Dumont, Raymond Brun, Roland Grimaldi.

Bureau : *Président* : M. Gustave Ansart ; *vice-président* : M. Michel Chauty ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Chénard ; au Sénat : M. Pierre Ceccaldi-Pavard.

42. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU DEUXIÈME PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1982 (20 décembre 1982) (p. 7152).

Communication pour sa création (16 décembre 1982) (p. 7020).

Nominations par l'Assemblée nationale (17 décembre 1982) et par le Sénat (16 décembre 1982) (p. 7020).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Pierret, Michel Charzat, Raymond Douyère, Gilbert Gantier, Paul Mercieca, Jean-Paul Planchou, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Christian Goux, Michel Berson, Jacques Murette, Claude Germon, Emmanuel Hamel, Yves Tavernier, Dominique Frelaut.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Maurice Blin, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Paul Jargot, Charles Beaupetit ; membres suppléants : MM. André Fosset, Louis Perrein, Modeste Legouez, Yves Durand, René Balayer, Camille Vallin, Robert Schmitt.

Bureau : *Président* : M. Jean-Paul Planchou ; *vice-président* : M. Jacques Descours Desacres ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

43. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF À LA COUVERTURE DES FRAIS AFFÉRENTS À L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE NON THÉRAPEUTIQUE ET AUX MODALITÉS DE FINANCEMENT DE CETTE MESURE (20 décembre 1982) (p. 7152).

Communication pour sa création (17 décembre 1982) (p. 7073).

Nominations par l'Assemblée nationale (17 décembre 1982) et par le Sénat (17 décembre 1982) (p. 7073).

Députés : membres titulaires : Mme Éliane Provost, MM. Jacques Becq, Claude Évin, Mme Marie-France Lecuir, M. Francisque Perrut, Mmes Muguette Jacquaint, Hélène Missoffe ; membres suppléants : MM. Louis Lareng, Louis Moulinet, Bernard Bardin, Jean-Hugues Colonna, Jean-Paul Fuchs, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Étienne Pinte.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Bohl, Henri Collette, Jean Madelain, Pierre Louvot ; membres

suppléants : Mme Cécile Goldet, MM. Louis Souvet, Charles Bonifay, Jean Amelin, Louis Lazuech, Bernard Lemarié, Paul Robert.

Bureau : *Président* : M. Robert Schwint ; *vice-président* : M. Claude Evin ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Éliane Provost ; au Sénat : M. Robert Schwint.

44. - COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT ORGANISATION DES RÉGIONS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION (21 décembre 1982) (p. 7189).

Communication pour sa création (21 décembre 1982) (p. 7176).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 décembre 1982) et par le Sénat (21 décembre 1982) (p. 7176).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Michel Suchod, Georges Labazée, René Rouquet, Guy Docoloné, Jacques Toubon, Marcel Esdras ; membres suppléants : MM. Roger Rouquette, Alain Richard, Alain Brune, Maurice Pourchon, Ernest Moutoussamy, Pascal Clément, Pierre-Charles Krieg.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Louis Virapoullé, Jacques Larché, Marc Bécam, Pierre Schiélé, Jacques Eberhard, Michel Dreyfus-Schmidt ; membres suppléants : MM. Guy Petit, Pierre Salvi, François Collet, Daniel Hoeffel, Roland du Luart, Michel Charasse, Jean Ooghe.

Bureau : *Président* : M. Raymond Forni ; *vice-président* : M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Suchod ; au Sénat : M. Louis Virapoullé.

D. - COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE

1. - COMMISSION DE CONTRÔLE DES SERVICES DE L'ÉTAT CHARGÉS DU MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Communication pour sa création (11 mai 1982) (p. 1861).

Élection par le Sénat (11 mai 1982) (p. 1869).

Membres : MM. Henri Caillavet, Roger Boileau, Jean Geoffroy, Marcel Rudloff, Georges Lombard, Pierre Salvi, Edgar Tailhades, Pierre Carous, Jacques Genton, Raymond Bourguine, Henri Duffaut, Yvon Bourges, Paul Girod, René Tomasini, Paul d'Ornano, Guy de La Verpillière, Jean-Marie Girault, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Eberhard.

Bureau : *président* : M. Jean-Marie Girault ; *vice-présidents* : MM. Pierre Salvi, Paul Girod ; *secrétaire* : M. Guy de La Verpillière ; *rapporteur* : M. René Tomasini.

2. - COMMISSION DE CONTRÔLE SUR LES ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS D'ACCUEILLIR LES PERSONNES ÂGÉES.

Élection par le Sénat (20 décembre 1982) (p. 7145).

Membres : MM. Pierre Matraja, Jean Béranger, Mmes Geneviève Le Bellegou-Béguin, Monique Midy, MM. Pierre Gamboa, Jean-Pierre Cantegrit, Pierre Bouneau, Paul Robert, Paul Guillaumot, Louis Jung, Charles Bonifay, Pierre Louvot, Jean Colin, Jean Madelain, Alfred Gérin, Pierre-Christian Taittinger, Louis Souvet, Pierre Ceccaldi-Pavard, François Collet, Jean Chérioux.

VI. - DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire pour les communautés européennes

Membres : MM. Amédée Bouquerel, Michel Caldaguès, Pierre Croze, Marcel Daunay, Robert Laucournet, Pierre Matraja, Michel Miroudot, Josy Moinet, Jacques Mossion, Charles Ornano, Robert Pontillon.

Bureau : *président* : M. Jacques Genton ; *vice-présidents* : MM. Georges Spénale, Bernard Barbier, Adrien Gouteyron, Joseph Raybaud ; *secrétaires* : MM. Jean Garcia, Louis Virapoullé.

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle

Membres de droit : M. Maurice Blin (rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation) ; M. Jean Cluzel (rapporteur spécial de la commission des finances pour la communication audiovisuelle) ; M. Charles Pasqua (rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la communication audiovisuelle).

Membres nommés : M. Félix Ciccolini, Mme Brigitte Gros, M. Dominique Po.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

Membres : M. Jean Amelin, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béranger, Jean Cauchon, Jean Desmarets, Mme Cécile Goldet, MM. Pierre Louvot, Hubert Martin, Michel Moreigne, André Rabineau.

Délégation parlementaire pour la planification

Membres : MM. Bernard Barbier, André Bohl, Jacques Braconnier, Raymond Dumont, Maurice Janetti, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Daniel Millaud, Jacques Mossion, Georges Mouly, Bernard Pellarin, René Regnault, Michel Rigou, Roger Rinchet, Jacques Valade.

VII. - MISSIONS D'INFORMATIONS

1. - Demande de M. Michel Chauty, Président de la commission des affaires économiques tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier, d'une part, les problèmes du développement économique des territoires de la **Polynésie française** et de la **Nouvelle-Calédonie** d'autre part, les conditions de l'expansion économique de la **République de Singapour** et les relations commerciales de ce pays avec la France. (27 mai 1982) (p. 8341). - Octroi de l'autorisation demandée (7 juillet 1982) (p. 3484).

2 et 3. - Demandes de M. Léon Eeckhoutte, Président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information chargées d'étudier la situation des **relations culturelles de la France** : la première avec l'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande** la seconde avec l'**Autriche** et la **Hongrie**. (3 juin 1982) (p. 2526). - Octroi des autorisations demandées (8 juillet 1982) (p. 3484).

4. - Demande de M. Léon Jozeau-Marigné, Président de la commission des lois, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Nouvelle-Calédonie** chargée d'étudier les problèmes institutionnels et juridiques que rencontre ce territoire d'outre-mer, et en particulier de s'informer aussi complètement que possible des premières conséquences des ordonnances que le Gouvernement doit prendre prochainement en vertu de la loi du 4 février 1982 (15 juin 1982) (p. 2803). - Octroi de l'autorisation demandée (8 juillet 1982) (p. 3484).

5. - Demande de M. Jean Lecanuet, Président de la commission des affaires étrangères, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information pour visiter les forces françaises stationnées à Djibouti et pour se renseigner sur la situation internationale dans cette région. (14 décembre 1982) (p. 6873).
- Octroi de l'autorisation demandée (21 décembre 1982) (p. 7177).

VIII. - HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires : MM. Jean Geoffroy, Amédée Bouquerel, Léon Jozeau-Marigné, Kléber Malécot, Jean Colin, Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Edmond Valcin, Félix Ciccolini, René Chazelle, Octave Bajoux, Louis Brives.

Juges suppléants : MM. Georges Berchet, Hubert d'Andigné, Jacques Larché, Edgar Tailhades, Maurice Prévotau, N.

IX. - REPRÉSENTANTS DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants titulaires : MM. Noël Berrier, François Schleiter, Georges Spénale, Louis Jung, Christian Poncelet, Pierre Jeambrun.

Représentants suppléants : MM. Louis Le Montagner, René Jager, Jacques Ménard, Marcel Fortier, Gilbert Belin, Jean Mercier.

X. - ORGANISMES EXTRA PARLEMENTAIRES

Radiodiffusion (commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordées pour la diffusion de programmes de radiodiffusion sonore à modulation de fréquence). - Loi n° 81-994 du 9 novembre 1981.

MM. Charles PASQUA et Jean-Marie RAUSCH, membres titulaires ; MM. Michel MIROUDOT et Édouard BONNEFOUS, membres suppléants (13 janvier 1982) (p. 141) ; commission des affaires culturelles.

Débts de tabac (commission centrale de classement). - Décret n° 78-631 du 2 juin 1978.

M. Michel MANET ; commission des finances (26 janvier 1982) (p. 382).

Finances locales (comité des). - Article L. 234-20 du code des communes.

MM. Jacques DESCOURS DESACRES, Roland du LUART, membres suppléants ; commission des finances (26 janvier 1982) (p. 382).

Violence et criminalité (comité national de prévention). - Décret n° 78-246 du 28 février 1978.

M. Louis LE MONTAGNER ; Président du Sénat (2 avril 1982) (p. 854).

Caisse nationale des banques (conseil d'administration). - Article 26 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982 et article 2 du décret n° 82-173 du 17 février 1982.

M. Henri DUFFAUT ; commission des finances (8 avril 1982) (p. 1035).

Caisse nationale de l'industrie (conseil d'administration). - Article 11 de la loi n° 82-255 du 11 février 1982 et article 2 du décret n° 82-172 du 17 février 1982.

M. Camille VALLIN ; commission des finances (8 avril 1982) (p. 1035).

Haut Conseil du secteur public. - Article 53 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982.

M. Auguste CHUPIN ; commission des affaires économiques. - M. Jean CHÉRIOUX ; commission des affaires sociales. - M. Jean-Pierre FOURCADE ; commission des finances. - M. Étienne DAILLY ; commission des lois (8 avril 1982) (p. 1035).

Caisse nationale de crédit agricole (commission plénière). - Article 2 du décret n° 49-1310 du 12 septembre 1949.

M. Josy MOINET ; commission des finances (9 avril 1982) (p. 1065).

Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingt (Conseil d'administration). - Décret n° 76-169 du 13 février 1976.

Mme Cécile GOLDET ; commission des affaires sociales (22 avril 1982) (p. 1325).

Plan intérimaire (commission placée auprès du ministre du Plan et chargée de suivre l'exécution du Plan intérimaire). - Article 3 de la loi n° 82-6 du 7 janvier 1982. - nomination par le Président du Sénat.

M. Jean LOMBARD ; commission des finances. M. Lucien DELMAS ; commission des affaires culturelles. M. Pierre LOUVOT ; commission des affaires sociales. (22 juin 1982) (p. 3005).

Bruit (Conseil national du). - Article 2 du décret n° 82-538 du 27 juillet 1982. - nomination par le Président du Sénat.

M. Marc BÉCAM.

Information touristique (conseil d'administration de l'agence nationale pour l'information touristique). - Article 4 du décret n° 82-609 du 7 juillet 1982. - nomination par le Président du Sénat.

MM. Pierre VALLON, Yves DURAND, Paul MALASAGNE, membres titulaires ; MM. Marc BŒUF, Stéphane BONDUEL, Daniel MILLAUD, membres suppléants (21 septembre 1982) (p. 4027).

Énergie (Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie). - Article 3 du décret n° 82-404 du 13 mai 1982. - Nomination par le Président du Sénat.

MM. Marcel LUCOTTE et Pierre NOË (23 septembre 1982) (p. 4169).

Retraités et personnes âgées (comité national des). Article 4 du décret n° 82-697 du 4 avril 1982. - nomination par le Président du Sénat.

M. Jean CHÉRIOUX (7 octobre 1982) (p. 4393).

Crédit maritime mutuel (commission supérieure du). - article 4 de la loi du 11 juillet 1975 et article 21 du décret n° 76-1011 du 19 octobre 1976.

M. René REGNAULT, commission des affaires économiques (12 octobre 1982) (p. 4462).

Services publics départementaux et communaux (conseil national du). - Ordonnance n° 45-290 du 24 février 1945 et arrêté du 10 mai 1974.

M. Germain AUTHIÉ, commission des lois (12 octobre 1982) (p. 4462).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (comité consultatif pour la gestion du). - Décret n° 54-962 du 1^{er} octobre 1954.

M. Maurice JANETTI, commission des affaires économiques (12 octobre 1982) (p. 4483).

Fonds d'investissement des départements d'Outre-mer (SIDOM) (Comité directeur du). - Décret n° 79-507 du 28 juin 1979. - Nomination par le Président du Sénat.

Membres titulaire : M. René MONORY, en remplacement de M. René JAGER (20 octobre 1982) (p. 4691).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'Outre-mer (FIDES) (comité Directeur du). - Décret n° 60-85 du 22 janvier 1960. - Désignation par le Président du Sénat.

Membre suppléant : M. Josy MOINET, en remplacement de M. Gustave Héon (20 octobre 1982) (p. 4691).

Audiovisuel (conseils d'administration des organismes de la communication audiovisuelle). - Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982, relative à la communication audiovisuelle.

- TF1 : M. Roger Romani.
- Antenne 2 : M. André Fosset.
- France Régions 3 : M. Michel Miroudot.
- Radio-France : M. Jacques Carat.
- Radio-France Internationale : M. Jean-Pierre Cantegrit.
- Société de radiodiffusion et télévision pour l'Outre-mer : M. Louis Virapoullé.
- Établissement public de diffusion : M. Michel Maurice-Bokanowski.
- Institut national de communication audiovisuelle : M. Jules Faigt
(26 octobre 1982) (p. 4776) ; (27 octobre 1982) (p. 4877).

Enseignement supérieur et recherche (conseil national). - Décret n° 71-140 du 19 février 1981, modifié par le décret n° 75-1346 du 31 décembre 1975.

Membre titulaire : M. Marc Jacquet
Membres suppléants : MM. René Chazelle, Jacques Habert. (27 octobre 1982) (p. 4845 et 4877).

Fréquences (commission consultative d'autorisation des). - Article 87 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 relative à la communication audiovisuelle.

MM. Michel MIROUDOT, Jean-François LE GRAND en tant que membres titulaires, MM. Jean-Marie RAUSCH, Édouard BONNEFOUS, respectivement premier et second suppléants de M. Michel MIROUDOT, MM. Hubert MARTIN, Edmond VALCIN, respectivement premier et second suppléants de M. Jean-François LE GRAND (4 novembre 1982) (p. 5111 et 5173).

Eaux-de-vie des régions de l'Armagnac, du Cognac et du Calvados (groupe de travail chargé d'examiner la situation des producteurs). - Article 2 de l'arrêté du 9 décembre 1982. - Nomination par le Président du Sénat.

MM. Philippe de BOURGOING, Pierre LACOUR, Michel RIGOU et Abel SEMPÉ (15 décembre 1982) (p. 6943).

Forêt et produits forestiers (conseil supérieur). - Décret n° 64-862 du 3 août 1964, modifié par le décret n° 78-1234 du 26 décembre 1978.

MM. Pierre PERRIN, membre titulaire ; Raymond BRUN, membre suppléant ; commission des affaires économiques (20 décembre 1982) (p. 7142).

Débîts de tabac (commission centrale de classement). - Décret n° 78-631 du 2 juin 1978.

M. Michel MANET ; commission des finances (20 décembre 1982) (p. 7142).

XI. - MINISTÈRES

Deuxième cabinet Pierre Mauroy

Nomination du Premier ministre le 22 juin 1981 (J.O. Lois et décrets des 22 et 23 juin 1981) (p. 1779).

Nomination des ministres et secrétaires d'État, le 23 juin 1981 (J.O. Lois et décrets du 24 juin 1981) (p. 1786, 1787).

Ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.	Gaston Defferre.
Ministre d'État, ministre du commerce extérieur	Michel Jobert.
Ministre d'État, ministre des transports	Charles Fiterman.
Ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire	Michel Rocard.
Ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie	Jean-Pierre Chevènement.
Ministre de la solidarité nationale	Mme Nicole Questiaux.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme	Mme Yvette Roudy.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André Labarrère.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet Le Pors.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert Badinter.
Ministre des relations extérieures	Claude Cheysson.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes	André Chandernagor.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Jean-Pierre Cot.
Ministre de la défense	Charles Hernu.
Ministre de l'économie et des finances	Jacques Delors.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget	Laurent Fabius.
Ministre de l'éducation nationale	Alain Savary.
Ministre de l'agriculture	Mme Édith Cresson.
Ministre de l'industrie	Pierre Dreyfus.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie	Edmond Hervé.
Ministre du commerce et de l'artisanat	André Delelis.
Ministre de la culture	Jack Lang.
Ministre du travail	Jean Auroux.
Ministre de la santé	Jack Ralite.
Ministre du temps libre	André Henry.
Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports	Mme Édwige Avice.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Roger Quilliot.
Ministre de l'environnement	Michel Crépeau.
Ministre de la mer	Louis Le Pensec.
Ministre de la communication	Georges Fillioud.
Ministre des P.T.T.	Louis Mexandeau.
Ministre des anciens combattants	Jean Laurain.
Ministre de la consommation	Mme Catherine Lalumière.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel Rigout.
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public	Jean Le Garrec.
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés	Raymond Courrière.
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer	Henri Emmanuelli.
Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille	Mme Georgina Dufoix.
Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Joseph Franceschi.
Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés	François Autain.
Secrétaire d'État auprès du ministre de la défense	Georges Lemoine.
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture	André Cellard.
Secrétaire d'État auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme	François Abadie.

Modifications intervenues en 1982

– *Décret du 29 juin 1982* [J.O. Lois et décrets du 30 juin 1982] (p. 2051) :

Il est mis fin, sur leur demande, aux fonctions de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, et de M Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie.

M. Jean-Pierre Chevènement est nommé ministre d'État ministre de la recherche et de l'industrie.

M. Pierre Beregovoy est nommé ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

M. Jean Auroux est nommé ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail.

Il est mis fin aux fonctions de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public.

M. Jean Le Garrec est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi.

– *Décret du 17 août 1982* [J.O. Lois et décrets du 18 août 1982] (p. 2602) :

Il est mis fin aux fonctions de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

M. Joseph Franceschi est nommé secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

– *Décret du 8 décembre 1982* [J.O. Lois et décrets du 9 décembre 1982] (p. 3702) :

M. Christian Nucci est nommé ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, en remplacement de M. Jean-Pierre Cot.

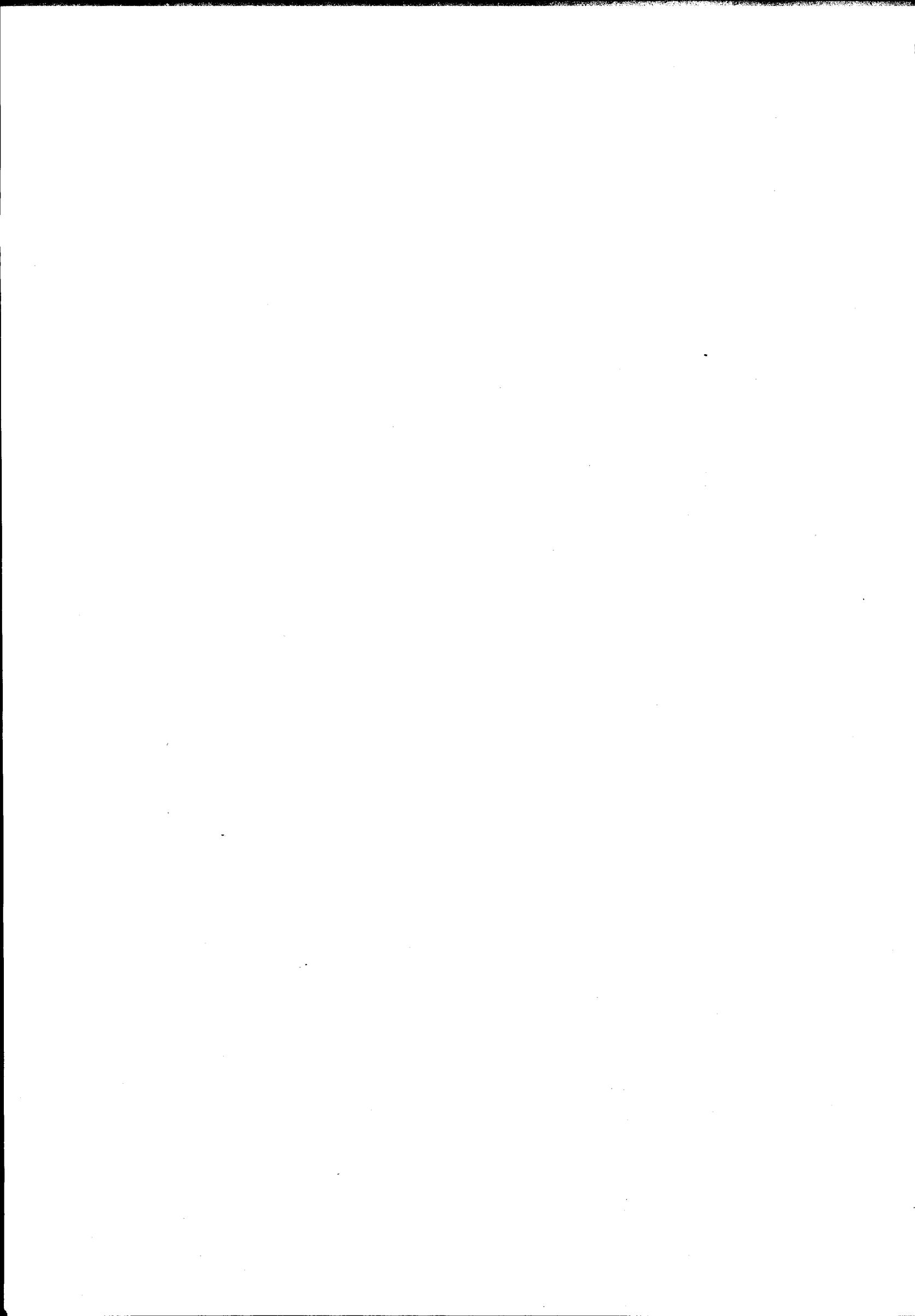
M. Daniel Benoist est nommé secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé des personnes âgées.



SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1982



A**A 320 (avion)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

ABRIS ANTI-ATOMIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ;
Services du Premier ministre II secrétariat général de la
défense nationale

ACCIDENTS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 31

ACCIDENTS DE TRAJET

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale
TRAVAIL, 4, DG

ACCIDENTS DOMESTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Consommation

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1. - Proposition de loi tendant à aménager les conséquences
financières découlant de la faute inexcusable en matière
d'accidents du travail, présentée par M. Jean Cauchon,
sénateur (14 janvier 1981) [n° 178 (81-82)] - Renvoi à la
commission des affaires sociales.

Voir aussi SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 4, DG ; nouvelle lecture, DG

ACCORDS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS

ACCORDS COLLECTIFS

Voir TRAVAIL, 3

ACCORDS COLLECTIFS DE LOCATION

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG

ACCORDS CULTURELS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 40

ACCORDS DE SECURITE SOCIALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 1

ACCORDS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 3, 26

**ACCORDS EN MATIERE DE JUSTICE ET DE DROIT
DES GENS**

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28

ACCORDS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 2

ACCORDS FISCAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 24 ; 25 ; 30

ACCORDS INTERPROFESSIONNELS

Voir AGRICULTURE, 2, art. 5

ACCORDS MILITAIRES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 27

ACCORDS MULTIFIBRES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ;
141, DG

ACCORDS MULTILATERAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 2

ACCORDS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 40

ACTES ADMINISTRATIFS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG ; 2^e lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 106, DG ;
111

ACTION CIVILE

Voir JUSTICE, 1

ACTIONNARIAT OUVRIER

Voir TRAVAIL, 1, DG

ACTION PUBLIQUE

Voir JUSTICE, 1, DG ; GMP

ACTIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 51
VALEURS MOBILIERES

**ACTIONS A DIVIDENDE PRIORITAIRE SANS DROIT
DE VOTE**

Voir EPARGNE, 2, DG

ADDUCTIONS D'EAU

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Environnement

ADJOINTS (conseils municipaux)

Voir ELECTIONS, 6, DG ; nouvelle lecture, DG

ADMINISTRATEURS CIVILS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

ADMINISTRATION (organisation)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances III
budget
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 109 ; 111 ;
137

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer ; Justice

AERONAUTIQUE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Défense et service
des essences (budget annexe)
LOI DE FINANCES RESTIFICATIVE, 2, DG

AERONAUTIQUE NAVALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
(budget annexe)

AEROPORTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Environnement

**AFFAIRE LUCET (caisse d'assurance maladie des
Bouches-du-Rhône)**

Voir SECURITE SOCIALE, 2 DG
TRAVAIL, 2, DG

AFGHANISTAN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

AFRIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

AFRIQUE DU NORD

1. – **Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du nord**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés (1^{er} octobre 1982) [n° 1124] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (12 octobre 1982) [n° 1145] – Urgence – Discussion (21 octobre 1982) – Adoption (21 octobre 1982) [n° 255].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)
(26 octobre 1982) [n° 62 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rudloff (4 novembre 1982) [n° 83 (82-83)] – Discussion (17 novembre 1982) (p. 5508, 5532) – Adoption (17 novembre 1982) [n° 39].

NOUVEL INTITULE « Projet de loi relatif au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 novembre 1982) [n° 1233] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (23 novembre 1982) [n° 1237] – Discussion (24 novembre 1982) – Adoption selon la procédure de l'art. 49 alinéa 3 de la constitution (24 novembre 1982) [n° 269].

PROMULGATION : Loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 4 décembre 1982).

Discussion (Première lecture)

(17 novembre 1982) (p. 5508, 5532).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5508, 5517) : *MM. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean Franco, Pierre Sallenave, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.*

AMNISTIE : COURRIERE (Raymond) (p. 5508, 5509) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5510, 5511) ; **DREYFUS-SCHMIDT** (Michel) (p. 5513, 5514) ; **LEDERMAN** (Charles) (p. 5515, 5516).

ENSEIGNANTS (Afrique du Nord) : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **LEDERMAN** (Charles) (p. 5515).

EXPULSIONS (Afrique du Nord) : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5510).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : COURRIERE (Raymond) (p. 5508, 5509) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5510, 5511) ; **SALLENAVE** (Pierre) (p. 5512) ; **LEDERMAN** (Charles) (p. 5515).

FRANCAIS MUSULMANS : COURRIERE (Raymond) (p. 5509).

OFFICIERS GENERAUX : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5510, 5511) ; **SALLENAVE** (Pierre) (p. 5512, 5513) ; **DREYFUS-SCHMIDT** (Michel) (p. 5513, 5514) ; **LEDERMAN** (Charles) (p. 5514, 5515).

PENSIONS DE RETRAITES : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5510, 5511).

RAPATRIES : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **FRANCOU** (Jean) (p. 5512) ; **DREYFUS-SCHMIDT** (Michel) (p. 5514).

RAPATRIES (indemnisation des) : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **FRANCOU** (Jean) (p. 5512) ; **LEDERMAN** (Charles) (p. 5514).

REVISION DE CARRIERE : COURRIERE (Raymond) (p. 5509) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5511) ; **DREYFUS-SCHMIDT** (Michel) (p. 5513) ; **LEDERMAN** (Charles) (p. 5515).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5517, 5532) : *MM. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat ; Marcel Rudloff, rapporteur ; Charles Lederman, Jacques Thyraud, Michel Dreyfus-Schmidt, Emile Didier, Pierre Sallenave, Fernand Lefort, Georges Mouly, Louis Virapoullé, Dominique Pado.*

Art. 1^{er} (La révision de carrière) (p. 5517).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat et n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de l'exclusion visant les officiers généraux et dispositions d'ordre général prévues dans cet article (p. 5517 ; scrutin public n° 43 ; liste des votants p. 5543, 5544) – Amendement rédactionnel n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5517).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Charles Lederman : exclusion du bénéfice des dispositions de cet article pour les personnes qui se sont rendues coupables de meurtres ou d'assassinats, qui ont soumis des personnes à des tortures ou qui ont assumé un rôle déterminant dans une entreprise tendant à empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat (p. 5518).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5518).

Art. 2 (*Cas de décès résultant de l'exécution d'une condamnation à la peine capitale pour les infractions amnistiées*) (p. 5518).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5519).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif à la prise en compte pour la retraite des annuités correspondant à la période comprise entre la radiation des cadres et la limite d'âge en cas de décès résultant de l'exécution d'une condamnation amnistiée à la peine capitale (p. 5519).

– L'art. 2, ainsi modifié est adopté (p. 5519).

Après l'art. 2 (p. 5519).

Retiré : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : bénéficie d'une révision du droit à pension pour les personnes victimes de faits amnistiés (p. 5520).

Art. 3 (*Emoluments servant de base au calcul de la pension*) (p. 5520).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5520).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5520).

Art. 4 (*Agents ayant perdu leur emploi pour des motifs politiques*) (p. 5520).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5520) – Amendement n° 22 de M. Charles Lederman : dispositions applicables aux fonctionnaires militaires et magistrats justifiant avoir démissionné ou avoir été rayés des cadres ou mis en congé spécial pour des motifs politiques (p. 5521).

Rejeté : amendement n° 23 de M. Charles Lederman : prise en compte des mesures préjudiciables que les intéressés ont subies à leur situation de carrière (p. 5521).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5521).

Après l'art. 4 (p. 5521).

Rejeté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : dispositions de l'art. 4 s'appliquant à tout autre lieu où se sont déroulés les conflits relatifs au processus de décolonisation (p. 5521).

Art. 5 (*Personnels ayant subi un retard à l'avancement du fait de sanctions disciplinaires amnistiées*) (p. 5522).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5522).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5522).

Art. 6 (*Réintégration des officiers généraux dans la deuxième section du « cadre de réserve »*) – *supprimé par l'Assemblée nationale* (p. 5522).

Adopté : amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : réintégration des officiers généraux par dérogation aux dispositions de l'art. 68 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires, dans les cadres pour être admis dans la deuxième section du cadre des officiers généraux (p. 5523 ; scrutin public n° 44 ; liste des votants p. 5544, 5545).

Deviennent sans objet : amendements identiques n° 2 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat et n° 4 de M. Pierre Sallenave : réintégration des officiers généraux dans les cadres pour être admis dans la deuxième section (p. 5523).

– L'art. 6, est rétabli, ainsi rédigé (p. 5523).

Art. 7 (*Services accomplis en Algérie après le 3 juillet 1962 par des agents français de statut civil de droit local*) (p. 5523).

Adopté : amendement n° 33 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : prise en compte de ces mêmes services pour

satisfaire aux conditions de nomination à un grade ou emploi supérieur prévu par des statuts régissant certains emplois des administrations centrales de l'Etat (p. 5524).

Retiré : amendement n° 3 de M. Jean Francou, soutenu par M. Louis Virapoullé : prise en compte, comme période de détachement, de la durée des services accomplis en Algérie après le 3 juillet 1962 par des personnes originaires d'Algérie et de statut civil de droit local réaffectées ou reclassées dans l'administration française (p. 5524).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5524).

Après l'art. 7 (p. 5524).

Devient sans objet : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : prise en compte, pour la retraite, de la période prévue aux articles précédents, subordonnée au versement de la retenue pour pension (p. 5527 ; précédemment réservé p. 5524).

Art. 8 (*Enseignants français d'origine tunisienne et marocaine*) – *Adopté* (p. 5524).

Art. 9 (*Réparation des préjudices de carrière subis par suite d'évènements de guerre par certains fonctionnaires des cadres tunisiens ou marocains intégrés dans la fonction publique métropolitaine*) (p. 5524).

Adopté : amendement n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : bénéficie des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 pour les fonctionnaires ayant servi en Tunisie ou au Maroc, ainsi que pour les fonctionnaires et agents des services publics algériens et sahariens intégrés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine (p. 5525).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5525).

Art. 10 (*Versement de la retenue pour pension et règle de non-cumul des pensions*) (p. 5525).

Adopté : amendement n° 34 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : subordination au versement de la retenue pour pension, pour la prise en compte pour la retraite de la période prévue aux art. 1 à 7 (p. 5527).

Retiré : amendement n° 32 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article relatif à la subordination au versement de la retenue pour pension, calculé sur la base du traitement indiciaire retenu pour la liquidation de la nouvelle pension, pour la prise en compte pour la retraite de la période prévue aux articles précédents (p. 5526).

Deviennent sans objet : amendement n° 26 de M. Charles Lederman : subordination au versement de la retenue pour pension, calculé sur la base du traitement indiciaire, retenu pour la liquidation de la nouvelle pension, pour la prise en compte pour la retraite, de la période prévue à l'art. 7 (p. 5527) – Amendement n° 27 de M. Charles Lederman : prise en compte pour la retraite prévue aux articles 8 et 9 subordonnée au versement de la retenue pour pension calculé sur la base du traitement indiciaire perçu par les intéressés au moment de la validation de leurs services (p. 5527).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5527).

Art. 11 (*Révision des droits à pension des autres catégories de personnels*) (p. 5527).

Adopté : amendement rédactionnel n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5527).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Charles Lederman : extension aux salariés des services publics des dispositions de la présente loi (p. 5527).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5527).

Art. 12 (*Réparation du préjudice subi du seul fait des mesures administratives*) (p. 5527).

Adopté : amendement de coordination n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5527).

Rejeté : amendement n° 29 de M. Charles Lederman : fixation du montant de l'indemnité selon la nature ou la durée de la mesure (p. 5528).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5528).

Après l'art. 12 (p. 5529).

Adopté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : possibilité pour les ressortissants tunisiens, marocains ou algériens, d'obtenir sur leur demande, des administrations concernées justificatifs des mesures administratives prises à leur rencontre (p. 5529).

Rejeté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : abrogation de toute disposition antérieure concernant l'interdiction de rappeler, sous quelque forme que ce soit, les condamnations pénales, disciplinaires ou professionnelles, en relation avec les événements d'Afrique du Nord (p. 5531).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5529).

Art. 13 (*Amnistie des faits imputés à des résistants en relation avec les activités de la résistance*) (p. 5531).

Adoptés : amendements de forme n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5531) – Amendement rédactionnel n° 18 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 5531).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5531).

Intitulé (p. 5531).

Adopté : amendement n° 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : « projet de loi relatif au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale » (p. 5531).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 5531).

Explications de vote : MM. Charles Lederman (p. 5531), Dominique Pado (p. 5531) Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5531).

Scrutin public n° 45 (p. 5532 ; liste des votants p. 5545).

Adoption (17 novembre 1982) (p. 5532).

Voir aussi ANCIENS COMBATTANTS, 1 à 5
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

AFRIQUE DU SUD

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

AGENCE DE LA QUALITE DE L'AIR

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

AGENCE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances, I charges communes

AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (ANAH)

Voir BAUX, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section commune III travail, emploi
TRAVAIL, 1, DG

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

AGENCE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AUTOMATISEE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE (ANIT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 89, DG

AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET LA PROMOTION DES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER (ANT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

AGENCE POUR LA COOPERATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ECONOMIQUE (ACTIM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ; Commerce extérieur

AGENCE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (ANRED)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU CINEMA

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

AGENCES DE BASSIN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

AGENCES DE TOURISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

AGENCES REGIONALES D'INFORMATION SCIENTIFIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

AGENCES TECHNIQUES DEPARTEMENTALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture DG ;
nouvelle lecture
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

AGENTS COMMUNAUX

1. – **Proposition de loi relative aux régimes locaux de retraite du personnel communal d'Alsace et de Lorraine**, présentée par M. Pierre Schiélé, sénateur et plusieurs de ses collègues (2 octobre 1982) [n° 1 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à réglementer l'accès aux fonctions de secrétaire de mairie**, présentée par M. Maurice Lombard, sénateur et plusieurs de ses collègues (27 octobre 1982) [n° 66 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1,
2^e lecture DG

AGENTS NON FONCTIONNAIRES DE L'ETAT

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1

AGRICULTEURS (jeunes)

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer

AGRICULTURE

1. – **Proposition de loi relative au travail occasionnel en agriculture**, présentée par M. Raymond Soucaret, sénateur (15 juin 1982) [n° 388 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole**, Présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture (8 juin 1982) [n° 923] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Jacques Benetière (24 juin 1982) [n° 970] – Discussion (29 et 30 juin, 1^{er} juillet 1982) – Urgence – Adoption (1^{er} juillet 1982) [n° 197].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 juillet 1982) [n° 454 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Sordel (21 septembre 1982) [n° 505 (81-82)] – Discussion (21 septembre 1982) (p. 3996, 4026) ; (22 septembre 1982) (p. 4064, 4090) ; (23 septembre 1982) (p. 4122, 4135 ; 4136, 4168) – Adoption (23 septembre 1982) [n° 149].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'organisation des marchés agricoles** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 septembre 1982) [n° 1091] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Jacques Benetière (28 septembre 1982) [n° 1093].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Michel Sordel (28 septembre 1982) [n° 517 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (27 septembre 1982) [n° 1091] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Jacques Benetière (29 septembre 1982) [n° 1096] – Discussion (29 septembre 1982) – Adoption (29 septembre 1982) [n° 228].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (30 septembre 1982) [n° 528 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Sordel (30 septembre 1982) [n° 529 (81-82)] – Discussion (30 septembre 1982) (p. 4278, 4282) – Rejet (30 septembre 1982) [n° 153].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (30 septembre 1982) [n° 1117] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Jacques Benetière (1^{er} octobre 1982) [n° 1119] – Discussion (1^{er} octobre 1982) – Adoption (1^{er} octobre 1982) [n° 232].

PROMULGATION : Loi n° 82-847 du 6 octobre 1982 (JO Lois et Décrets 7 octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(21 septembre 1982) (p. 3996, 4026) ; (22 septembre 1982) (p. 4064, 4090) ; (23 septembre 1982) (p. 4122, 4135 ; 4136, 4168).

I. DISCUSSION GENERALE (21 septembre 1982) (p. 3996, 4026) ; 22 septembre 1982) (p. 4064, 4074) *Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. Michel Sordel, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Fernand Tardy, Louis Minetti, Serge Mathieu, Roland du Luart, Rémi Herment, Paul Malassagne, Gérard Delfau, Paul Jargot, Josy Moinet, Raymond Poirier, Roland Courteau, France Lechenault, Marcel Daunay, Paul Girod, Jean Cluzel, Pierre Merlé – Jules Faigt, Jacques Genton, Christian Poncelet, Marcel Vidal, Roger Rinchet, André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture.*

AGRICULTEURS (Jeunes) : CRESSON (Edith) (p. 3996) ; **MINETTI (Louis)** (p. 4006).

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE : DELFAU (Gérard) (p. 4013) ; **MERLI (Pierre)** (p. 4026).

APPELLATIONS D'ORIGINE CONTROLEES (AOC) : MALASSAGNE (Paul) (p. 4013) ; **DELFAU (Gérard)** (p. 4014) ; **COURTEAU (Roland)** (p. 4018) ; **LECHENAULT (France)** (p. 4020) ; **CELLARD (André)** (p. 4073, 4074).

CHAMBRES D'AGRICULTURE : POIRIER (Raymond) (p. 4017).

COGNAC : MOINET (Josy) (p. 4015).

COMITES ECONOMIQUES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 3997, 3998, 3999) ; **SORDEL (Michel)** (p. 4001).

COMITE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DE L'HORTICULTURE FLORALE ET ORNEMENTALE (CNIH) : MERLI (Pierre) (p. 4026).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CRESSON (Edith) (p. 3997) ; **DU LUART (Roland)** (p. 4009).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (élargissement de la) : MINETTI (Louis) (p. 4005, 4006); COURTEAU (Roland) (p. 4017); JANETTI (Maurice) (p. 4023).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : DU LUART (Roland) (p. 4009); DELFAU (Gérard) (p. 4014); MOINET (Josy) (p. 4016); COURTEAU (Roland) (p. 4018); MERLI (Pierre) (p. 4026).

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE : CRESSON (Edith) (p. 3998, 3999, 4070); SORDEL (Michel) (p. 4002); TARDY (Fernand) (p. 4004); MATHIEU (Serge) (p. 4008, 4009); HERMENT (Rémi) (p. 4011); DELFAU (Gérard) (p. 4014); CLUZEL (Jean) (p. 4025).

COOPERATIVES AGRICOLES : SORDEL (Michel) (p. 4001); MINETTI (Louis) (p. 4006); DAUNAY (Marcel) (p. 4020).

CUIRS ET PEAUX : CRESSON (Edith) (p. 3999).

DISTILLATION : COURTEAU (Roland) (p. 4019); CELLARD (André) (p. 4072, 4073, 4074).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 3996, 3998); MINETTI (Louis) (p. 4005); JARGOT (Paul) (p. 4014).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : CRESSON (Edith) (p. 3999); SORDEL (Michel) (p. 4002).

ELEVAGE : CRESSON (Edith) (p. 3999, 4069, 4071); CLUZEL (Jean) (p. 4025); RINCHET (Roger) (p. 4068).

ESPAGNE : MINETTI (Louis) (p. 4005, 4006); COURTEAU (Roland) (p. 4017); JANETTI (Maurice) (p. 4023).

EXODE RURAL : COURTEAU (Roland) (p. 4017).

EXPORTATIONS : HERMENT (Rémi) (p. 4010, 4017); GENTON (Jacques) (p. 4066); CRESSON (Edith) (p. 4070); CELLARD (André) (p. 4072, 4073).

FOIRES : MALASSAGNE (Paul) (p. 4013).

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA) : DU LUART (Roland) (p. 4009); CELLARD (André) (p. 4072, 4073).

FONDS D'INTERVENTION ET DE REGULATION DU MARCHÉ DES SUCRES (FIRS) : SORDEL (Michel) (p. 4001); JANETTI (Maurice) (p. 4024).

FONDS D'INTERVENTION D'OUTRE-MER (FIOM) : HERMENT (Rémi) (p. 4011).

FONDS D'ORIENTATION ET DE REGULARISATION DES MARCHES AGRICOLES (FORMA) : SORDEL (Michel) (p. 4001, 4002); HERMENT (Rémi) (p. 4012); COURTEAU (Roland) (p. 4018); CRESSON (Edith) (p. 4069, 4071).

FORMATION PROFESSIONNELLE : MOINET (Josy) (p. 4015); JARGOT (Paul) (p. 4015); FRANC (monnaie) : HERMENT (Rémi) (p. 4010); PONCELET (Christian) (p. 4067).

FRANC « VERT » : HERMENT (Rémi) (p. 4012).

FRUITS ET LEGUMES : MINETTI (Louis) (p. 4004, 4005); JANETTI (Maurice) (p. 4023); GIROD (Paul) (p. 4024); GENTON (Jacques) (p. 4066); CRESSON (Edith) (p. 4071).

GRECE : MINETTI (Louis) (p. 4006).

IMPORTATIONS : CRESSON (Edith) (p. 3996); MINETTI (Louis) (p. 4005); DELFAU (Gérard) (p. 4014); JARGOT (Paul) (p. 4015); COURTEAU (Roland) (p. 4018); JANETTI (Maurice) (p. 4023); FAIGT (Jules) (p. 4065); CELLARD (André) (p. 4072).

IMPOT SUR LA FORTUNE : HERMENT (Rémi) (p. 4011).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : PONCELET (Christian) (p. 4067).

INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE (INAO) : CRESSON (Edith) (p. 3999); DELFAU (Gérard) (p. 4014).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS : DU LUART (Roland) (p. 4009); HERMENT (Rémi) (p. 4012); MALASSAGNE (Paul) (p. 4013); JARGOT (Paul) (p. 4014); DAUNAY (Marcel) (p. 4020); CRESSON (Edith) (p. 4069).

LAVANDE : JANETTI (Maurice) (p. 4023).

MANIOC : CRESSON (Edith) (p. 3996).

MARCHES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 3997, 3998, 3999, 4068, 4070); TARDY (Fernand) (p. 4003); MINETTI (Louis) (p. 4005, 4006); MATHIEU (Serge) (p. 4007); MALASSAGNE (Paul) (p. 4013); COURTEAU (Roland) (p. 4018); LECHENAULT (France) (p. 4019); DAUNAY (Marcel) (p. 4020, 4021, 4022); JANETTI (Maurice) (p. 4023); CLUZEL (Jean) (p. 4025); FAIGT (Jules) (p. 4064, 4065); RINCHET (Roger) (p. 4068).

MONTAGNE : MALASSAGNE (Paul) (p. 4013); COURTEAU (Roland) (p. 4017); RINCHET (Roger) (p. 4068); CRESSON (Edith) (p. 4071).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES : CRESSON (Edith) (p. 3997, 4069, 4071); SORDEL (Michel) (p. 4000); MATHIEU (Serge) (p. 4007); DU LUART (Roland) (p. 4009); HERMENT (Rémi) (p. 4012); MALASSAGNE (Paul) (p. 4012); CLUZEL (Jean) (p. 4025); GENTON (Jacques) (p. 4066).

OFFICE DES VINS : CRESSON (Edith) (p. 3999); MATHIEU (Serge) (p. 4009); MOINET (Josy) (p. 4015); COURTEAU (Roland) (p. 4018).

OFFICES D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE : CRESSON (Edith) (p. 3997, 3999, 4068, 4069, 4070, 4071); SORDEL (Michel) (p. 4002); TARDY (Fernand) (p. 4003); MINETTI (Louis) (p. 4005, 4006); MATHIEU (Serge) (p. 4008, 4009); DU LUART (Roland) (p. 4009); HERMENT (Rémi) (p. 4011); MALASSAGNE (Paul) (p. 4013); DELFAU (Gérard) (p. 4013); JARGOT (Paul) (p. 4014); MOINET (Josy) (p. 4015, 4016); POIRIER (Raymond) (p. 4016); COURTEAU (Roland) (p. 4017); LECHENAULT (France) (p. 4019, 4020); DAUNAY (Marcel) (p. 4020, 4022); JANETTI (Maurice) (p. 4022); GIROD (Paul) (p. 4024); CLUZEL (Jean) (p. 4025); FAIGT (Jules) (p. 4064); GENTON (Jacques) (p. 4065); PONCELET (Christian) (p. 4066, 4067); VIDAL (Marcel) (p. 4067); RINCHET (Roger) (p. 4068).

OFFICE DU BLE : SORDEL (Michel) (p. 4000); TARDY (Fernand) (p. 4003); LECHENAULT (France) (p. 4019); CRESSON (Edith) (p. 4070).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES (ONIC) : SORDEL (Michel) (p. 4001); GIROD (Paul) (p. 4024); OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (ONIVIT) : SORDEL (Michel) (p. 4001); FAIGT (Jules) (p. 4064); CELLARD (André) (p. 4073).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BETAÏL ET DES VIANDES (ONIBEV) : SORDEL (Michel) (p. 4001, 4002); CLUZEL (Jean) (p. 4025); RINCHET (Roger) (p. 4068).

PAYS-BAS : CRESSON (Edith) (p. 3998).

PLANTES A PARFUM AROMATIQUES ET MEDICINALES : CRESSON (Edith) (p. 3999); JANETTI (Maurice) (p. 4022); MERLI (Pierre) (p. 4026).

POLITIQUE AGRICOLE : CRESSON (Edith) (p. 3966, 4068); SORDEL (Michel) (p. 4000, 4001); MINETTI

(Louis) (p. 4005); MATHIEU (Serge) (p. 4007); DU LUART (Roland) (p. 4009); MALASSAGNE (Paul) (p. 4012); JARGOT (Paul) (p. 4015); POIRIER (Raymond) (p. 4016); PONCELET (Christian) (p. 4066); VIDAL (Marcel) (p. 4067, 4068).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : CRESSON (Edith) (p. 3996, 3998, 4070, 4071); SORDEL (Michel) (p. 4000, 4002); TARDY (Fernand) (p. 4003); MINETTI (Louis) (p. 4004, 4006); MATHIEU (Serge) (p. 4007); DU LUART (Roland) (p. 4009); HERMENT (Rémi) (p. 4010); DELFAU (Gérard) (p. 4013); MOINET (Josy) (p. 4015); COURTEAU (Roland) (p. 4017); CLUZEL (Jean) (p. 4018, 4019, 4025); FAIGT (Jules) (p. 4064); GENTON (Jacques) (p. 4065, 4066); PONCELET (Christian) (p. 4066, 4067); CELLARD (André) (p. 4072, 4073).

POLITIQUE FONCIERE : CRESSON (Edith) (p. 3996); JARGOT (Paul) (p. 4014); JANETTI (Maurice) (p. 4024).

PORTUGAL : COURTEAU (Roland) (p. 4017); JANETTI (Maurice) (p. 4023).

PRIX AGRICOLES (garantie) : CRESSON (Edith) (p. 3998); SORDEL (Michel) (p. 4000, 4001); MATHIEU (Serge) (p. 4007); DU LUART (Roland) (p. 4009); HERMENT (Rémi) (p. 4011, 4012); POIRIER (Raymond) (p. 4016); LECHENAULT (France) (p. 4019); DAUNAY (Marcel) (p. 4021, 4022); CLUZEL (Jean) (p. 4025); MERLI (Pierre) (p. 4026); FAIGT (Jules) (p. 4065); PONCELET (Christian) (p. 4066).

PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR : JANETTI (Maurice) (p. 4022); MERLI (Pierre) (p. 4026).

RECHERCHE AGRICOLE : JANETTI (Maurice) (p. 4023); GIROD (Paul) (p. 4024).

REGIONS : TARDY (Fernand) (p. 4004); DELFAU (Gérard) (p. 4014); MOINET (Josy) (p. 4016); POIRIER (Raymond) (p. 4017); LECHENAULT (France) (p. 4020); CRESSON (Edith) (p. 4070).

REVENU AGRICOLE : CRESSON (Edith) (p. 3996, 3998, 4000); TARDY (Fernand) (p. 4003); MINETTI (Louis) (p. 4005); HERMENT (Rémi) (p. 4010, 4011); MALASSAGNE (Paul) (p. 4012); MOINET (Josy) (p. 4015); POIRIER (Raymond) (p. 4016); COURTEAU (Roland) (p. 4017); LECHENAULT (France) (p. 4019); JANETTI (Maurice) (p. 4023); CLUZEL (Jean) (p. 4025); GENTON (Jacques) (p. 4065); PONCELET (Christian) (p. 4067); VIDAL (Marcel) (p. 4067, 4068).

SOCIETE INTERPROFESSIONNELLE DES OLEAGINEUX (SIDO) : SORDEL (Michel) (p. 4001).

SOCIETE POUR L'EXPANSION DES VENTES DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (SOPEXA) : CRESSON (Edith) (p. 3997).

SUCRE : CRESSON (Edith) (p. 3998, 4069).

TAXE DE CORESPONSABILITE SUR LE LAIT : CRESSON (Edith) (p. 3997, 3998, 4071); MINETTI (Louis) (p. 4004).

TAXES PARAFISCALES : MERLI (Pierre) (p. 4025); CRESSON (Edith) (p. 4070) **VINS :** DELFAU (Gérard) (p. 4014); COURTEAU (Roland) (p. 4018); FAIGT (Jules) (p. 4064, 4065); CELLARD (André) (p. 4072, 4073, 4074).

VITICULTURE : CRESSON (Edith) (p. 3997, 4069); DELFAU (Gérard) (p. 4013); COURTEAU (Roland) (p. 4017, 4018); FAIGT (Jules) (p. 4064, 4065); GENTON (Jacques) (p. 4066); VIDAL (Marcel) (p. 4067); CELLARD (André) (p. 4072, 4073).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (22 septembre 1982) (p. 4074, 4090); (23 septembre 1982) (p. 4122, 4135; 4136, 4168) : M. Michel Sordel, rapporteur; Mme Edith Cresson, ministre; MM. Marcel Daunay, Jean Cluzel, Fernand Tardy, Louis Minetti, Roland du Luart, Michel Chauty, président de

la commission des affaires économiques; Jean Colin, Gérard Delfau, Philippe de Bourgoing, Roland Courteau, Pierre Jeambrun, Paul Malassagne - André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture, Maurice Janetti, Michel Rigou, Maurice Schumann, Pierre Jeambrun, Jacques Descours-Desacres, Jacques Pelletier, Maurice PrévotEAU, Pierre Ceccaldi-Pavard.

Intitulé avant l'art. premier (p. 4074).

Adopté : amendement de forme n° 5 de M. Michel Sordel, rapporteur : ajouter : « Titre 1^{er} » (p. 4074).

- L'intitulé avant l'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4074).

Art. 1^{er} (Finalités et nature juridique des offices) (p. 4074).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Michel Sordel, rapporteur : nouvelle rédaction du premier alinéa relatif à la finalité des offices (p. 4077; scrutin public n° 158; liste des votants p. 4116, 4117); sous-amendement n° 123 de M. Rémi Herment soutenu par M. Jean Cluzel : réaffirmation de la responsabilité essentielle de la puissance publique (p. 4077); sous-amendement n° 185 de M. Jean Cluzel : non intervention des offices sur le marché (p. 4077).

Retirés : sous-amendement n° 124 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Jean Cluzel, à l'amendement n° 6 de M. Michel Sordel, rapporteur : organisation des marchés agricoles relevant de la compétence de la puissance publique (p. 4077) - Amendement n° 90 de M. Roland du Luart : création d'offices interprofessionnels (p. 4075) - Amendement n° 125 de M. Marcel Daunay : maintien des missions assurées par les organisations professionnelles et interprofessionnelles (p. 4076) - Amendement n° 104 de M. Fernand Tardy : décret garantissant l'indépendance professionnelle du personnel et permettant son intégration au statut général de la fonction publique (p. 4077) - Amendement n° 74 de M. Louis Minetti : intégration à la fonction publique du personnel des offices rendue possible (p. 4077).

Deviennent sans objet : amendement n° 103 de M. Fernand Tardy : interventions de l'office dans l'intérêt des salariés de la filière (p. 4077) - Amendement n° 73 de M. Louis Minetti : prise en compte des intérêts des salariés des secteurs concernés, par les offices (p. 4077).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4077).

Après l'art. 1^{er} (p. 4078).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : modalités de création et d'organisation des offices; statut du personnel (p. 4079; scrutin public n° 159; liste des votants p. 4117, 4118).

Retiré : sous-amendement n° 96 de M. Jean Colin : offices d'intervention, organismes à caractère privés gérés par la profession avec l'aide de l'Etat (p. 4079).

- Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4079).

Art. 2 (Mission des offices) (p. 4079).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Michel Sordel, rapporteur : respect par les offices des attributions des organismes professionnels et interprofessionnels concernant la définition et la protection des appellations d'origine et des labels (p. 4080) - Amendement n° 9 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte de l'évolution des coûts de production dans les prix; rémunération des facteurs de production; du travail et du capital d'exploitation (p. 4087); sous-amendement n° 126 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Marcel Daunay : réaffirmation de la prise en compte de tous les facteurs de production nécessaires à l'agriculture (p. 4084) - Amendement n° 10 de M. Michel Sordel : mission des offices de contribuer au développement de l'agriculture dans les régions difficiles, notamment de montagne (p. 4083) - Amendement n° 11 de M. Michel Sordel, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux missions des offices (p. 4085); sous-amendement n° 94 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : amélioration du fonctionnement des marchés (p. 4085) - Amendement n° 181 de M. Michel

Sordel, rapporteur : mission des offices de contribuer au développement de la recherche et de l'expérimentation (p. 4085) – Amendement n° 12 de M. Michel Sordel, rapporteur : participation des missions à la préparation de la politique de financement public des investissements dans le cadre de l'orientation de chaque filière (p. 4086) ; sous-amendement n° 95 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : participation des missions à la préparation de la politique de financement public des investissements dans le cadre de l'orientation de chaque filière en coordination avec les instances compétentes en ce domaine (p. 4086) – Amendement n° 107 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Gérard Delfau : intervention des missions dans la préparation et la mise en œuvre de la politique de financement public des investissements dans le cadre de la planification de chaque filière et dans le cadre d'une politique de développement de l'emploi (p. 4086). – Amendement n° 13 de M. Michel Sordel, rapporteur : développement des débouchés sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation par un encouragement aux produits de qualité et prise en compte des actions engagées par les organismes interprofessionnels gestionnaires d'appellations d'origine ou de labels agricoles (p. 4087) ; sous-amendement n° 120 de M. Fernand Tardy : mission des offices de contribuer à la recherche et au développement des débouchés (p. 4087) ; sous-amendement n° 129 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Marcel Daunay : liaison avec les organismes à vocation générale ou spécialisée (p. 4087) – Amendement n° 14 de M. Michel Sordel, rapporteur : non participation des offices à la mise en œuvre des mesures réglementaires ou financières nécessaires à l'accomplissement de leur mission (p. 4087) – Amendement n° 130 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Marcel Daunay : possibilité pour les offices d'agir par l'intermédiaire de sociétés d'intervention (p. 4087) – Amendement n° 15 de M. Michel Sordel, rapporteur : mission des offices de formuler des propositions lors de la fixation des prix agricoles et rôle du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4089) – Amendement n° 16 de M. Michel Sordel, rapporteur : mission des offices de suggérer au conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire les adaptations des dispositions communautaires de nature à améliorer l'organisation et la régularisation des marchés (p. 4089) ; sous-amendement n° 85 de M. Pierre Jeambrun qui le soutient et M. Paul Malassagne : prise en compte par les règlements communautaires de la spécificité des denrées de qualité produites dans des régions déterminées (p. 4089) ; sous-amendement n° 97 de M. Jean Colin : établissement de calendriers et connaissance exacte des volumes importés en provenance des pays tiers (p. 4089) – Amendement n° 17 de M. Michel Sordel, rapporteur : mission des offices de faire respecter la préférence communautaire, les accords existants avec les pays tiers ou susceptibles d'adhérer à la CEE (p. 4089) – Amendement n° 18 de M. Michel Sordel, rapporteur : mission des offices de favoriser le développement des ventes dans les pays tiers et la participation à la lutte contre la faim dans le monde (p. 4089) – Amendement n° 76 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Marcel Daunay : mission des offices de contribuer à la sauvegarde des espèces végétales et des races animales menacées de disparition (p. 4090).

Retirés : amendement n° 127 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Marcel Daunay : suppression de la notion de politique différenciée de formation des revenus (p. 4081) – Amendement n° 86 de M. Bernard Barbier soutenu par M. Philippe de Bourgoing : garantie d'un niveau de vie équitable pour tous les agriculteurs à travers une meilleure valorisation de leurs produits (p. 4081) – Amendement n° 162, de M. Jean Cluzel : mission des offices de contribuer au développement de l'élevage, particulièrement dans les régions où il constitue la principale forme d'exploitation agricole (p. 4082) – Sous-amendement n° 118 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Gérard Delfau, à l'amendement n° 10 de M. Michel Sordel, rapporteur : modes de mise en valeur adaptées au caractère propre de l'agriculture de montagne (p. 4083) – Sous-amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Marcel Daunay, à l'amendement n° 10 de M. Michel Sordel, rapporteur : développement de l'agriculture dans les zones défavorisées et promotion de produits (p. 4083) – Sous-

amendement n° 170 de M. Philippe de Bourgoing, à l'amendement n° 11 de M. Michel Sordel, rapporteur : mission des offices d'améliorer la gestion des marchés devant permettre l'instauration d'une garantie minimum de prix aux producteurs (p. 4085) – Amendement n° 91 de M. Roland du Luart : mission des offices de contribuer à l'organisation des relations entre les partenaires de la filière agro-alimentaire (p. 4084) – Sous-amendement n° 119 de M. Fernand Tardy, à l'amendement n° 13 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte des organismes professionnels et interprofessionnels (p. 4087) – Amendement n° 131 de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Marcel Daunay : mission des offices de prendre au niveau national des mesures d'effet équivalent en cas de carence de la réglementation communautaire (p. 4089).

Devient sans objet : amendement n° 105 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Gérard Delfau : mission des offices d'assurer des conditions normales d'activité aux différents partenaires économiques de la filière (p. 4085) – Amendement n° 106 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Gérard Delfau : mission des offices d'améliorer et de susciter des mécanismes de mise en marché permettant une rationalisation de la collecte des produits agricoles et un regroupement de l'offre (p. 4085).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4090).

Art. 2 bis (Ressources des offices) (p. 4122).

Adopté : amendement n° 19 de M. Michel Sordel, rapporteur : ressources des offices : subventions ; versements du budget communautaire ; taxes parafiscales dans le seul cas d'accord des organisations professionnelles ou interprofessionnelles concernées (p. 4124 ; scrutin public n° 160 ; liste des votants p. 4172, 4173).

Retirés : amendement n° 132 de M. Jean Francou, soutenu par M. Marcel Daunay : ressources des offices constituées par des subventions de l'Etat (p. 4123) – Amendement n° 92 de M. Roland du Luart : ressources des offices : versement du budget communautaire et des subventions de l'Etat ; possibilité de contribution des collectivités territoriales et des établissements publics régionaux au financement d'actions conjointes (p. 4124).

Devient sans objet : amendement n° 108 de M. Fernand Tardy : ressources des offices : possibilité de ressources communautaires (p. 4124) – Amendement n° 98 de M. Jean Colin : ressources des offices : suppression de la possibilité de percevoir le produit de taxes parafiscales (p. 4124) – Amendement n° 109 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Courteau : ressources des offices et taxes parafiscales : substitution de la notion de partenaires économiques à la notion d'opérateurs (p. 4124).

– L'art. 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4124).

Art. 3 (Organes de direction des offices) (p. 4124).

Adopté : amendement n° 20 de M. Michel Sordel, rapporteur : composition du conseil de direction des offices (p. 4127).

Rejetés : sous-amendement n° 171 de M. Philippe de Bourgoing, à l'amendement n° 20 de M. Michel Sordel, rapporteur : présence des organisations syndicales représentatives des productions agricoles (p. 4127) – Sous-amendement n° 110 de M. Maurice Janetti, à l'amendement n° 20 de M. Michel Sordel, rapporteur : représentation de personnalités en raison de leur compétence dans des activités publiques ou privées, ou de leur connaissance des besoins régionaux et locaux (p. 4127).

Retirés : sous-amendement n° 174 de M. Philippe de Bourgoing, à l'amendement n° 20 de M. Michel Sordel, rapporteur : représentation des professions de courtiers (p. 4127) – Amendement n° 79 de M. Paul Girod, soutenu par M. Michel Rigou : composition du conseil de direction des offices dans les secteurs où fonctionnent des organismes interprofessionnels (p. 4126) – Amendement n° 164 de M. Jean Cluzel : représentation des organisations syndicales à vocation générale au sein du conseil de direction des offices (p. 4126) – Amendement n° 163 de M. Jean Cluzel : représentation des

organisations interprofessionnelles reconnues compétentes pour les produits ou groupes de produits concernés (p. 4126) – Amendement n° 134 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Marcel Daunay : élection du président du conseil de direction et nomination du directeur (p. 4126).

Deviens sans objet : amendement n° 172 de M. Maurice Janetti : élection du président du conseil de direction et nomination du directeur (p. 4127).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4127).

Après l'art. 3 (p. 4127).

Adopté : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions d'adoption des délibérations du conseil de direction (p. 4127).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4128).

Art. 3 bis (Délégations régionales des offices) (p. 4128).

Retirés : amendement n° 136 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Marcel Daunay : création de délégations régionales et décision du conseil de direction (p. 4128) – Amendement n° 22 de M. Michel Sordel, rapporteur : création de délégations régionales constituant des services déconcentrés des offices (p. 4128).

– L'art. 3 bis est adopté (p. 4128).

Après l'art. 3 bis (p. 4128).

Adoptés : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : définition des compétences des organisations professionnelles, interprofessionnelles existantes et des offices (p. 4129) – Amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : impossibilité d'associer des organisations interprofessionnelles représentatives de produits de qualité bénéficiant d'une appellation d'origine à des organisations interprofessionnelles à vocation plus étendue (p. 4130).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4129 et 4130).

Art. 4 (Consultation des offices sur les projets de budget des organismes professionnels et interprofessionnels) (p. 4130).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Michel Sordel, rapporteur : droit de tutelle des offices sur la gestion des taxes parafiscales servant au financement des interprofessions (p. 4131) – Amendement n° 26 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la passation de conventions des offices avec les organisations interprofessionnelles reconnues, les comités économiques agricoles agréés et les instituts ou centres techniques (p. 4131).

Rejeté : sous-amendement n° 121 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Maurice Janetti, à l'amendement n° 25 de M. Michel Sordel, rapporteur : avis sur les programmes d'activité et les budgets des organisations interprofessionnelles reconnues (p. 4131).

Retiré : amendement n° 80 de M. Paul Girod, soutenu par M. Pierre Jeambrun : contrôle sur les taxes parafiscales (p. 4131).

Deviens sans objet : amendement n° 111 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Maurice Janetti : possibilité pour les offices de passer des conventions avec d'autres organismes (p. 4131).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4131).

Art. 5 (Intervention des offices en cas de carence des organisations interprofessionnelles) (p. 4131).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Michel Sordel, rapporteur : intégration des dispositions de la loi du 10 juillet 1975 dans ce projet de loi (p. 4132) – Amendement n° 28 de M. Michel Sordel, rapporteur : réunion des membres du conseil de direction par le président de l'office compétent (p. 4132) – Amendement n° 29 de M. Michel Sordel, rapporteur : saisine du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et

alimentaire pour tenter de proposer des solutions d'organisation de la campagne ou des marchés (p. 4132).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4132).

Art. 6 (Possibilité pour les offices de proposer l'extension des règles de production, de vente et de mise en marché) (p. 4132).

Adopté : amendement n° 30 de M. Michel Sordel, rapporteur : possibilité pour les offices et les comités économiques agricoles agréés d'étendre les disciplines de mise en marché et les réglementations éventuelles (p. 4133).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4133).

Art. 7 (Communication des informations à l'office par les agents économiques) (p. 4133).

Adoptés : amendement n° 176 de M. Louis Minetti : information sur la production, le marché et le calendrier des importations prévisibles (p. 4135) – Amendement n° 31 de M. Michel Sordel, rapporteur : information des courtiers de marchandises et des agents commerciaux (p. 4135) – Amendement n° 72 de M. Michel Sordel, rapporteur : modalités de communication des informations par décret (p. 4135).

Retirés : amendement n° 137 de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Marcel Daunay : circulation de l'information nécessaire à la connaissance de la production et du marché (p. 4134) – Amendement n° 81 de M. Paul Girod, soutenu par M. Michel Rigou : information directe de l'office ou par l'intermédiaire des organisations représentatives des professionnels (p. 4135) – Amendement n° 138 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Marcel Daunay : information sur les importations pour l'ensemble de la profession (p. 4134).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4135).

Art. 8 (Réforme du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) (p. 4136).

Adoptés : amendement n° 32 de M. Michel Sordel, rapporteur : référence à la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 (p. 4136) – Amendement n° 34 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions dans lesquelles le Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole pourra donner son avis sur les créations d'offices (p. 4137) – Amendement n° 35 de M. Michel Sordel, rapporteur : délibérations et avis ou recommandations du Conseil (p. 4137) – Amendement n° 36 de M. Michel Sordel, rapporteur : délibérations du Conseil sur les projets de mesures législatives et réglementaires constitutives de la politique agricole et alimentaire (p. 4138) – Amendement n° 37 de M. Michel Sordel, rapporteur : délibérations du Conseil sur la préparation des dispositions de la loi de finances et des budgets annexes relatifs à la politique agricole et alimentaire (p. 4138) – Amendement n° 38 de M. Michel Sordel, rapporteur : délibérations du Conseil sur les propositions des pouvoirs publics tendant à modifier les dispositions de la politique agricole commune (p. 4138) – Amendement n° 187 de M. Michel Sordel, rapporteur : délibérations du Conseil sur les priorités budgétaires retenues en matière agricole sur les pouvoirs publics (p. 4138) – Amendement n° 39 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression de la référence aux coûts de production (p. 4139) – Amendement n° 40 de M. Michel Sordel, rapporteur : consultation du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole sur les dispositions nécessaires à la limitation des coûts de production (p. 4139) – Amendement n° 41 de M. Michel Sordel, rapporteur : consultation du Conseil supérieur sur la mise en œuvre de la politique agricole et sur les moyens nécessaires à sa mise en œuvre (p. 4139) – Amendement n° 43 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions de proposition des règles d'extension des disciplines de mise en marché ou de production par le Conseil supérieur d'orientation (p. 4139) – Amendement n° 44 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions d'émission des recommandations et des avis du Conseil supérieur : majorité qualifiée (p. 4140).

Rejetés : amendement n° 140 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Jean Cluzel : suppression de la possibilité pour le Conseil de délibérer sur les projets de mesures réglementaires à caractère général relatives à l'organisation économique en

agriculture (p. 4140) – Sous-amendement n° 167 de Mme Edith Cresson, ministre, à l'amendement n° 44 de M. Michel Sordel, rapporteur : caractère public des avis et recommandations du Conseil supérieur ; présentation d'un rapport annuel au Parlement, au Gouvernement et au Conseil économique et social (p. 4140).

Retirés : amendement n° 33 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression parmi les représentants du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire des représentants du Parlement (p. 4137) – Amendement n° 42 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression de la notion de caractère général pour les projets de mesures réglementaires relatives à l'organisation économique en agriculture (p. 4139).

Deviens sans objet : amendement n° 186 de Mme Edith Cresson, ministre : consultation du Conseil sur les priorités budgétaires en matière agricole et les modifications des dispositions de la politique agricole commune (p. 4138).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4140).

Après l'art. 8 (p. 4140).

Retiré : amendement n° 142 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Marcel Daunay : mission du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (p. 4142).

Art. 9 (*Relations entre les offices et les collectivités territoriales décentralisées*) (p. 4142).

Adopté : amendement n° 45 de M. Michel Sordel, rapporteur : possibilité pour les offices de passer des conventions avec les établissements régionaux pour appliquer certaines dispositions de politique d'intérêt régional (p. 4161 ; précédemment réservé p. 4143).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4161).

Intitulé avant l'art. 10 (p. 4143).

Adopté : amendement n° 46 de M. Michel Sordel, rapporteur : ajouter à l'intitulé : « Titre II » (p. 4143).

– L'intitulé avant l'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4143).

Art. 10 (*Modification des dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix, pour ce qui concerne les produits de la pêche et de la conchyliculture*) – Adopté (p. 4143).

Art. 11 (*Réglementation des marchés de commercialisation de produits agricoles*) (p. 4143).

Adoptés : amendement n° 49 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions d'agrément des marchés de commercialisation (p. 4145) ; sous-amendement n° 145 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Jean Colin : avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4144) – Amendement n° 50 de M. Michel Sordel, rapporteur : avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire avant décret en Conseil d'Etat (p. 4146).

Rejetés : amendement n° 112 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Gérard Delfau : délai d'agrément des marchés de commercialisation de trois ans à compter de l'inscription des produits concernés sur une liste fixée par décret (p. 4144) – Amendement n° 47 de M. Michel Sordel, rapporteur : délai d'agrément des marchés « physiques » (p. 4144).

Retirés : amendement n° 144 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Jean Colin : délai d'agrément des « marchés physiques » (p. 4144) – Amendement n° 48 de M. Michel Sordel, rapporteur : délai d'agrément de deux ans (p. 4144) – Amendement n° 99 de M. Jean Colin : suppression des dispositions de cet article sur la nécessité pour le marché d'assurer progressivement la facturation centralisée des transactions avant d'obtenir l'agrément (p. 4146) – Amendements identiques n° 113 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Gérard Delfau et n° 178 de M. Philippe de Bourgoing : nécessité pour le marché d'obtenir la centralisation des paiements avant d'obtenir l'agrément (p. 4146).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4146).

Après l'art. 11 (p. 4146).

Adopté : amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : modalités de création d'un fonds de garantie des transactions commerciales dans chacun des secteurs de la production agricole ressortissant aux compétences d'un office (p. 4148).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4148).

Art. 12 (*Réglementation des transactions portant sur les fruits et légumes frais*) (p. 4148).

Adoptés : amendement n° 149 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Jean Colin : suppression du contrôle région par région (p. 4150) – Amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Jean Colin : vente directe du producteur au consommateur et détermination des limites géographiques et quantitatives par décret (p. 4151).

Retirés : amendement n° 87 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : gestion globale des marchés ; respect du pouvoir économique des producteurs et de la diversité des circuits commerciaux (p. 4149) – Amendement n° 148 de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Jean Colin : possibilité de vente directe des producteurs aux consommateurs (p. 4149) – Amendement n° 52 de M. Michel Sordel, rapporteur : maintien des ventes du producteur au consommateur (p. 4149) – Amendement n° 180 de M. Philippe de Bourgoing : suppression dans un délai de cinq ans des ventes effectuées ailleurs que sur un marché physique ou par l'intermédiaire d'un groupement de producteurs (p. 4149) – Amendements n° 2, 3 et 4 de M. Jean Colin : sur la substitution de la notion de recensement à celle de contrôle (p. 4150) – Amendement n° 100 de M. Jean Colin : secteur des fruits et légumes et défense de l'entité propre des couronnes vertes entourant les grandes agglomérations (p. 4151) – Amendement n° 114 de M. Fernand Tardy : transparence des transactions entre producteurs et négociants détaillants et transmission d'une copie des factures à l'office compétent (p. 4152) – Amendement n° 78 de M. Jean Colin : suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité pour les comités économiques d'étendre l'application de certaines disciplines de production ou de mise en marché (p. 4152) – Amendement n° 82 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jacques Pelletier : distinction entre le secteur des fruits et légumes transformés et celui des fruits et légumes frais (p. 4152) – Amendement n° 83 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jacques Pelletier : distinction entre le secteur des fruits et légumes transformés et celui des fruits et légumes frais (p. 4152).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4152).

Art. 13 (*Commercialisation des produits agricoles et des pommes de terre de conservation*) (p. 4152).

Adopté : amendement n° 53 de M. Michel Sordel, rapporteur : dispositions particulières pour les fruits et légumes transformés (p. 4153).

Retiré : amendement n° 84 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jacques Pelletier : marché de la pomme de terre de conservation et décret en concertation avec le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre (p. 4153).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4153).

Art. 14 (*Dispositions relatives au bétail et aux viandes*) (p. 4153).

Adopté : amendement n° 54 de M. Michel Sordel, rapporteur : détermination par décret des modalités d'identification lors des opérations de vente et d'abattage d'animaux après avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4153).

Retiré : amendement n° 55 de M. Michel Sordel, rapporteur : précision par décret des informations fournies à l'éleveur et

des mentions devant figurer sur les documents établis lors des opérations de vente (p. 4153).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4153).

Art. 15 (*Dispositions relatives aux peaux d'animaux*) (p. 4153).

Adopté : amendement n° 56 de M. Michel Sordel, rapporteur : détermination par décret des conditions d'agrément des entreprises d'abattage après avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4154).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4154).

Art. 16 (*Dispositions applicables au commerce de la laine*) (p. 4154).

Adopté : amendement n° 57 de M. Michel Sordel, rapporteur : détermination par décret des conditions de production et de commercialisation de la laine après avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4154).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4154).

Après l'art. 16 (p. 4154).

Adopté : amendement n° 188 (art. additionnel) de Mme Edith Cresson, ministre : exercice des compétences dévolues aux offices dans le secteur des peaux d'animaux et dans celui de la laine par l'office chargé de l'élevage et des viandes (p. 4154).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4154).

Art. 17 (*L'office chargé des vins*) (p. 4154).

Adopté : amendement n° 182 de M. Michel Sordel, rapporteur : possibilité de conventions entre les organisations interprofessionnelles du secteur des vins et eaux de vie à appellation d'origine et l'office chargé des vins (p. 4155).

Retiré : amendement n° 59 de M. Michel Sordel, rapporteur : incompétence des offices pour les vins d'appellation contrôlée (p. 4155).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4155).

Art. 18 (*Réglementation des transactions portant sur les vins*) (p. 4155).

Adopté : amendement n° 61 de M. Michel Sordel, rapporteur : détermination de la liste des produits par arrêté des ministres de l'économie, du budget, de l'agriculture et de la consommation (p. 4155).

Retiré : amendement n° 60 de M. Michel Sordel, rapporteur : transactions en matière viticole et substitution à la notion de visa de celle d'un contrat type homologué transmis à l'office des vins (p. 4155).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 4155).

Art. 18 bis (*Contrôle des produits viticoles, agrément des chais*) (p. 4155).

Adoptés : amendement n° 62 de M. Michel Sordel, rapporteur : garantie de la régularité des transactions commerciales par les entreprises accomplissant des actes de commerce et leurs organisations professionnelles (p. 4158) – Amendement n° 184 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression de l'agrément et avis des organisations interprofessionnelles concernées (p. 4159) – Amendement n° 63 de M. Michel Sordel, rapporteur : détermination par décret des conditions d'application de cet article après avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4159).

Rejetés : amendement n° 88 de M. Serge Mathieu, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression de cet article relatif au passage des vins importés par des chais agréés en vue d'un contrôle (p. 4158) – Amendement n° 77 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : importation de vin et passage par des chais préalablement agréés dont le nombre, l'emplacement et la contenance font l'objet d'une déclaration à l'office chargé des vins (p. 4158).

Retiré : amendement n° 154 de M. Jacques Genton, soutenu par M. Maurice PrévotEAU : déclaration annuelle à l'office chargé des vins relatives au nombre, à l'emplacement et à la contenance des chais (p. 4157).

– L'art. 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4159).

Après l'art. 18 bis (p. 4159).

Retirés : amendement n° 115 (art. additionnel) de M. Roland Courteau : action du poste de douane et de l'office des vins lorsque la déclaration de valeur en douane d'une catégorie de vins fait apparaître un prix inférieur au prix plancher mentionné dans le règlement viticole communautaire (p. 4159)

– Amendement n° 116 (art. additionnel) de M. Roland Courteau : action du poste de douane et de l'office des vins lorsque la déclaration des valeurs en douane d'une catégorie de vins fait apparaître un prix inférieur au prix d'intervention (p. 4159) – Amendement n° 155 (art. additionnel) de M. Alfred Gerin, soutenu par M. Maurice PrévotEAU : cas particulier des vins d'appellation d'origine (p. 4160).

Art. 19 (*Dispositions relatives aux plantes à parfum médicinales et aromatiques*) (p. 4160).

Adopté : amendement rédactionnel n° 117 de M. Fernand Tardy (p. 4160).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 4160).

Art. 20 (*Réglementation des enlèvements et transports des plantes à parfum, aromatiques et médicinales*) – Adopté (p. 4160).

Intitulé avant l'art. 21 (p. 4160).

Adopté : amendement n° 64 de M. Michel Sordel, rapporteur : faire précéder l'intitulé de : « Titre III » ; (p. 4160).

– L'intitulé avant l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4160).

Art. 21 (*Réglementation des plantations et des arrachages des plantes à parfum, aromatiques et médicinales*) (p. 4160).

Adoptés : amendement n° 65 de M. Michel Sordel, rapporteur : problèmes de plantations et accords interprofessionnels (p. 4161) – Amendement n° 66 de M. Michel Sordel, rapporteur : arrachage des plantes à remplacer et modalités de la déclaration à l'office compétent (p. 4161).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4161).

Art. 22 (*Obligation pour les groupements de producteurs reconnus d'adhérer au comité économique agréé correspondant*) – Adopté (p. 4161).

Art. 23 (*Suppression des programmes régionaux d'orientation agricole*) (p. 4161).

Adopté : amendement n° 67 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'abrogation de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1980 d'orientation agricole (p. 4161).

– L'art. 23 est supprimé (p. 4161).

Avant l'art. 24 (p. 4161).

Retiré : amendement n° 68 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : définition des infractions à la présente loi (p. 4162).

Art. 24 (*Agents habilités à constater les infractions à la présente loi*) (p. 4162).

Adoptés : amendement n° 189 de Mme Edith Cresson, ministre : définition des personnes habilitées à constater les infractions aux dispositions de cette loi (p. 4163) – Amendement n° 168 de Mme Edith Cresson, ministre : constatation des infractions aux dispositions de la présente loi par les vétérinaires inspecteurs, les techniciens des services vétérinaires, les préposés sanitaires et les agents techniques sanitaires (p. 4163).

Rejeté : amendement n° 158 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Maurice PrévotEAU : suppression de cet article relatif

aux infractions et à l'extension du champ des investigations et des catégories de fonctionnaires autorisées à y procéder (p. 4163).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 4163).

Art. 25 (*Répression des infractions consistant dans l'opposition aux contrôles et vérifications exigés par le projet de loi*) – Adopté (p. 4163).

Art. 26 (*Application de la loi dans les départements d'outre-mer*).

Adopté : amendement n° 69 de M. Michel Sordel, rapporteur : cas des départements d'outre-mer et avis du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4164).

Retirés : amendement n° 159 de M. Roger Lise, soutenu par M. Maurice PrévotEAU : spécificité des départements d'outre-mer et maintien de la section DOM-TOM du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (p. 4163) – Amendement n° 70 de M. Michel Sordel, rapporteur : mise en place d'une délégation commune à l'ensemble des offices dans chaque département d'outre-mer (p. 4164).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 4164).

In fine (p. 4164).

Adopté : amendement n° 169 (art. additionnel) de Mme Edith Cresson, ministre : modalités de fonctionnement de l'Office national interprofessionnel des céréales (p. 4164).

– Un art. additionnel est inséré à la fin du projet de loi (p. 4164).

Intitulé du projet de loi (p. 4164).

Adopté : amendement n° 71 de M. Michel Sordel, rapporteur : « Projet de loi relatif à l'organisation des marchés agricoles ».

– L'intitulé du projet, ainsi modifié, est adopté (p. 4164).

Seconde délibération : ordonnée (p. 4165) **Art. 2** (p. 4165).

Adoptés : amendement n° 1 de coordination de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4165) – Amendement n° 2 de M. Michel Sordel, rapporteur : établissement d'un calendrier permettant de connaître les volumes importés en provenance des pays tiers (p. 4165).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4165).

Art. 3 ter (p. 4165).

Adopté : amendement n° 3 de M. Michel Sordel, rapporteur : conclusion de conventions par des organisations professionnelles ou interprofessionnelles avec les offices permettant notamment la définition et la mise en œuvre d'actions communes (p. 4165).

– L'art. 3 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 4165).

Art. 17 (p. 4165).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4165).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4165).

Explications de vote : MM. Michel Chauty (p. 4165), Philippe de Bourgoing (p. 4166), Fernand Tardy (p. 4166), Louis Minetti (p. 4166, 4167) ; Maurice PrévotEAU (p. 4167), Michel Rigou (p. 4167) ; intervention de Mme Edith Cresson, ministre (p. 4167, 4168).

Scrutin public (p. 4168 ; n° 161 ; liste des votants p. 4173, 4174).

Adoption (23 septembre 1982) (p. 4168).

Discussion (nouvelle lecture)

(30 septembre 1982) (p. 4278, 4282).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4278, 4281) *MM. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture ; Michel Sordel, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques ; Louis Minetti, Maurice Janetti, Marcel Daunay.*

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE : SORDEL (Michel) (p. 4278) ; JANETTI (Maurice) (p. 4280) ; DAUNAY (Marcel) (p. 4280).

OFFICES : CELLARD (André) (p. 4278) ; SORDEL (Michel) (p. 4278) ; CHAUTY (Michel) (p. 4279) ; MINETTI (Louis) (p. 4279) ; JANETTI (Maurice) (p. 4280) ; DAUNAY (Marcel) (p. 4280, 4281).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : MINETTI (Louis) (p. 4279).

PRIX AGRICOLES (garantie) : DAUNAY (Marcel) (p. 4280).

REVENU AGRICOLE : MINETTI (Louis) (p. 4279) ; JANETTI (Maurice) (p. 4280).

TAXES PARAFISCALES : DAUNAY (Marcel) (p. 4280).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4281, 4282) – *MM. Michel Sordel, rapporteur ; Maurice Janetti, Michel Chauty, président de la commission ; André Cellard, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 4282 ; scrutin public n° 167 ; liste des votants p. 4289).

Rejet (30 septembre 1982) (p. 4282).

3. – Proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des coopératives d'utilisation de matériel agricole, présentée par M. Paul Jargot, sénateur et plusieurs de ses collègues (12 octobre 1982) [n° 30 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi **CORSE, 2, DG**
LOI DE FINANCES, 1, art. 16, art. 20, art. 55 ;
Agriculture ; Départements et territoires d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, nouvelle lecture DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 44

AGRICULTURE (aide à l')

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Prestations sociales agricoles**

AGRICULTURE (ministère)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Agriculture**

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE

Voir **AGRICULTURE, 2, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Relations extérieures

AIDE A LA JEUNESSE POUR L'INITIATIVE ET LA RESPONSABILITE (ASIR)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Temps libre**

AIDE ALIMENTAIRE

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, 29, DG**

AIDE AU LOGEMENT

Voir AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT APL
ALLOCATION DE LOGEMENT
BAUX, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RESTIFICATIVE, 1, DG

AIDE JUDICIAIRE

Voir JUSTICE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 64 ; Justice
TRAITES ET CONVENTIONS, 8, DG

AIDE MEDICALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG

AIDE MEDICALE URGENTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

AIDE MENAGERE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles ;
Affaires sociales II santé, solidarité nationale

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (APL)

Voir BAUX, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

AIDE SOCIALE

Voir AVORTEMENT, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

AIRBUS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

AIR FRANCE

Voir COMPAGNIES AERIENNES
LOI DE FINANCES, 1, Transports
LOI DE FINANCES, 1, Transports
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

AIR INTER

Voir COMPAGNIES AERIENNES
LOI DE FINANCES, 1, Transports

ALCOOLISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; Affaires sociales II santé, solidarité

nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG

ALCOOLS

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
TAXE SUR LES ALCOOLS

ALGER (statut)

Voir COMMUNES, 3, DG

ALGERIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art. 7
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, 79, DG ; 118 ; 119

ALIMENTS DU BETAIL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

ALLIANCE ATLANTIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

ALLOCATION AU DERNIER ENFANT

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 66 ; Economie et finances
I charges communes ; Départements et territoires
d'outre-mer ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG

ALLOCATION DE LOGEMENT

Voir AVORTEMENT, 1, DG
ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

ALLOCATION DE REPOS MATERNEL ET ALLOCATION DE REMPLACEMENT

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

ALLOCATION DE SOLIDARITE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances, I charges communes

ALLOCATION D'ORPHELIN

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

ALLOCATION POUR TIERCE PERSONNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

ALLOCATIONS DE RECHERCHE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir Avortement, 1, DG ; nouvelle lecture ; DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; Prestations sociales agricoles ;
Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

ALLOCATIONS PRENATALES ET POSTNATALES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

ALLOCUTIONS

1. – **Hommage à René Coty**, ancien président de la République, ancien vice-président du Sénat, pour le centième anniversaire de sa naissance et le vingtième anniversaire de sa mort (2 avril 1982) (p. 834) : *M. Alain Poher, président du Sénat.*

2. – **Attentat de la rue Marboeuf** du 22 avril 1982 (22 avril 1982) (p. 1288) : *MM. Adolphe Chauvin, Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. – **Bienvenue à une délégation parlementaire cubaine** (22 avril 1982) (p. 1307) : *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

4 – **De M. Alain Poher, président du Sénat** (Fin de la troisième session extraordinaire de 1981-1982 ouverte le 1^{er} juillet 1982) (23 juillet 1982) (p. 3791, 3794) [n° 492].

M. le président du Sénat (p. 3791) : achèvement d'une période très laborieuse pour la Haute assemblée – Temps de la réflexion nécessaire pour l'ensemble des membres du Parlement – Inquiétudes au terme de cette « très longue session ordinaire prolongée » – Sénat dans l'obligation de siéger de façon presque discontinue depuis le début du mois de septembre 1981 – (p. 3792) : impossibilité pour le Sénat de remplir le rôle de réflexion que lui assigne la Constitution et menace grave pour le caractère bicaméral de nos institutions – Satisfaction devant la décision d'inscrire une fois par mois à l'ordre du jour une séance de questions au Gouvernement – Questions permettant un contrôle plus direct de l'action gouvernementale mais nécessité d'une certaine rigueur dans l'élaboration de ces questions – Mise au point d'un système bicaméral par la Constitution de 1958 – Utilisation de la procédure d'urgence et proclamation prématurée de l'échec d'une commission mixte paritaire (CMP) dénaturant l'équilibre voulu par les constituants et supprimant le dialogue – Problème de l'interprétation de l'art. 45 de la Constitution relatif au fonctionnement des CMP – Préparation d'une modification de notre Règlement demandée prochainement à la commission des lois du Sénat introduisant une procédure à suivre devant la CMP – Intérêt et avantages d'un dialogue sérieusement et librement conduit – Examen du projet de loi sur les droits et obligations des locataires et des bailleurs, démonstration exemplaire de procédure parlementaire – Plusieurs textes de conciliation mis au point par des CMP intéressant la commission des lois – Procédure de la question préalable de nature à altérer le dialogue entre les deux assemblées, conséquence des conditions de travail imposées par le Gouvernement – Nécessité du temps et de l'absence de précipitation pour que le Sénat conduise sa réflexion –

(p. 3793) : mission auprès de M. le ministre des transports et de M. le ministre du temps libre confiée à *M. Bernard Parmantier.*

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (p. 3793) : session particulièrement chargée en raison des nombreux projets préparés par l'actuelle majorité restée dans l'opposition pendant vingt-trois ans – Situation nouvelle concernant les majorités différentes à l'Assemblée nationale et au Sénat – Nombreux amendements sénatoriaux acceptés par le Gouvernement – Plusieurs textes votés à l'unanimité au Sénat et à l'Assemblée nationale – Efforts des ministres pour tenir compte de l'avis du Sénat – Plusieurs textes déposés en premier lieu devant le Sénat – Dialogue entre les deux assemblées parfaitement établi en première lecture pour certains projets de loi – Absence de limitation de temps de parole au Sénat – Une navette de moins en cas de procédure d'urgence – Composition des commissions mixtes paritaires (CMP) à la proportionnelle actuellement à l'Assemblée nationale et absence de représentation de l'opposition sous le gouvernement précédent sauf au Sénat – CMP paralysées compte tenu de la composition différente des majorités du Sénat et de l'Assemblée nationale – Nécessité de déposer des questions d'actualité courtes afin d'obtenir des échanges brefs mais multiples.

5. – **Condamnation du terrorisme au Moyen-Orient (Liban)**, en France et de par le monde (21 septembre 1982) (p. 3994, 3995) : *M. Alain Poher, président du Sénat ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture ; Mme Hélène Luc, M. Robert Schwint.*

6. – **Hommage au général Béthouart et à Pierre Mendès-France (19 octobre 1982)** (p. 4601, 4602) : *MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales.*

7. – **Hommage à une délégation de la République helvétique** (21 octobre 1982) (p. 4720) : *M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.*

8. – **Hommage à une délégation de la chambre des représentants de Chypre** (26 octobre 1982) (p. 4776) : *M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.*

9. – **Hommage à la mémoire du président Léonid Brejnev** (12 novembre 1982) (p. 5400) : *M. Alain Poher, président du Sénat.*

10 – **De M. Alain Poher, président du Sénat** (Clôture de la première session extraordinaire de 1982-1983, ouverte et close le 21 décembre 1982) (21 décembre 1982) (p. 7177, 7178) [n° 168].

M. Le président du Sénat (p. 7177) : rappelle le décès de cinq sénateurs au cours de l'année – Intensité des travaux du Sénat – Vote de textes particulièrement importants : décentralisation, institutions représentatives du personnel, loi électorale – Regrette la fréquence du recours à la procédure d'urgence – Espoir d'un retour au dialogue entre les deux chambres grâce à la commission mixte paritaire (CMP) – Aboutissement de trois CMP dans les domaines ressortissant à la compétence de la commission des lois – Souci du Sénat de contrôler l'action du Gouvernement – Organisation d'une séance mensuelle de questions au Gouvernement – (p. 7178) : création d'une commission de contrôle sur les établissements accueillant les personnes âgées – Difficultés rencontrées par la commission de contrôle des services de l'Etat chargée du maintien de la sécurité publique – Prochaines élections municipales concernant plus de la moitié des sénateurs – Création d'un groupe de réflexion sur l'audiovisuel – Nécessité d'une réflexion sur le rôle actuel du Sénat – Puissance de travail et sagesse : atouts pour une nouvelle dynamique de la Haute assemblée – Présentation de vœux à M. le Premier ministre, aux membres du Gouvernement et particulièrement à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, à la presse parlementaire (efforts de FR3 pour la retransmission de certains débats), aux fonctionnaires et agents du Sénat, aux membres de la Haute assemblée, particulièrement les vice-présidents, présidents et rapporteurs des commissions, prési-

dents des groupes parlementaires – Trêve de Noël et référence aux événements de Pologne.

M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 7178) : travail considérable accompli par le Sénat – Regrette l'absence d'aboutissement des propositions de loi (p. 7179) : remerciements adressés aux sénateurs, au personnel du Sénat et à la presse – Recours à la procédure de déclaration d'urgence – Problème des sessions extraordinaires – Commissions mixtes paritaires – Introduction au Sénat de la procédure des questions au Gouvernement – Remerciements à M. le président du Sénat et aux membres de la conférence des présidents – Reconnaissance d'une image nouvelle et plus juste du Sénat – Importance du rôle des commissions de contrôle – Prochaines élections municipales – Expression des vœux de M. le Premier ministre – Vœux de tolérance et de paix.

ALSACE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
JUSTICE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ;
Affaires sociales II santé, solidarité nationale
NATIONALISATIONS, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 120, DG

ALSACE ET LORRAINE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

ALSACE ET LORRAINE (échevinage)

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2^e lecture,
DG
JUSTICE, 1, DG

ALSACE ET LORRAINE (malgré nous)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

ALSACE ET MOSELLE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 2, 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

ALUMINIUM (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

AMENAGEMENT DU TEMPS

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 100

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. – Proposition de loi tendant à permettre d'accélérer l'installation d'entreprises industrielles et la création de nouveaux emplois en région d'Ile-de-France, présentée par Mme Brigitte Gros, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981 – 2 juillet 1981) [n° 278 (1980, 1981)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun avec le projet n° 49 (82-83), de M. Michel Chauty (3 novembre 1982) [n° 79 (82-83)] – Discussion commune avec ce projet.

2. – Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile de France, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de

M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Rocard, ministre du Plan (2 juin 1982) [n° 916] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Michel Lambert (30 septembre 1982) [n° 1102] – Discussion (15 octobre 1982) – Adoption (15 octobre 1982) [n° 249].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 octobre 1982) [n° 49 (82-83) – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun avec la proposition n° 278 (80-81) de M. Michel Chauty (3 novembre 1982) [n° 79 (82-83)] – Discussion (10 novembre 1982) (p. 5358, 5374) – Adoption (10 novembre 1982) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1214] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Michel Lambert (23 novembre 1982) [n° 1234] – Discussion (24 novembre 1982) – Adoption (24 novembre 1982) [n° 266].

PROMULGATION : Loi n° 82-1020 du 3 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 4 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(10 novembre 1982) (p. 5358, 5374).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5358, 5367) : *MM. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire ; Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Claude Fuzier, Bernard-Michel Hugo, Jean Colin, Georges Repiquet.*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359, 5360, 5366) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360) ; FUZIER (Claude) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5363) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365).

BOURSE DES VALEURS : REPIQUET (Georges) (p. 5365).

BUREAUX (locaux) : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360, 5361).

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT) : REPIQUET (Georges) (p. 5365) ; ROCARD (Michel) (p. 5367).

DECENTRALISATION INDUSTRIELLE : CHAUTY (Michel) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362) ; COLIN (Jean) (p. 5364) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365) ; ROCARD (Michel) (p. 5366).

DECENTRALISATION TERTIAIRE : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359) ; CHAUTY (Michel) (p. 5361) ; FUZIER (Claude) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362, 5363) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365).

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR) : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5363) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365).

EMPLOI : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5360) ; FUZIER (Claude) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362, 5363).

EMPLOIS TERTIAIRES : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360) ; FUZIER (Claude) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362) ; COLIN (Jean) (p. 5364) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365) ; ROCARD (Michel) (p. 5366).

FONDS D'AIDE A LA DECENTRALISATION : CHAUTY (Michel) (p. 5361).

HABITAT : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360).

ILE DE FRANCE : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359, 5360, 5366) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360, 5361) ; FUZIER (Claude) (p. 5361, 5362) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362, 5363) ; COLIN (Jean) (p. 5363, 5364) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : ROCARD (Michel) (p. 5358) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360) ; COLIN (Jean) (p. 5364).

PRIME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : ROCARD (Michel) (p. 5360).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359) ; CHAUTY (Michel) (p. 5361) ; FUZIER (Claude) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362, 5363) ; COLIN (Jean) (p. 5364).

REDEVANCE POUR CREATION DE LOCAUX A USAGE DE BUREAUX ET A USAGE INDUSTRIEL (Ile de France) : ROCARD (Michel) (p. 5358, 5359, 5360, 5366, 5367) ; CHAUTY (Michel) (p. 5360, 5361) ; FUZIER (Claude) (p. 5361) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362) ; COLIN (Jean) (p. 5363, 5364, 5365) ; REPIQUET (Georges) (p. 5365).

VILLES NOUVELLES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5362).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5367, 5374) : *MM. Jean Colin, Michel Chauty, rapporteur ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ; Etienne Dailly, Michel Darras, Georges Repiquet.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 5367).

Rejeté : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Jean Colin : exemption d'agrément pour les opérations afférentes à la création d'activités industrielles par une entreprise indépendante employant moins de cent salariés et à l'extension d'activités industrielles représentant moins de trente emplois par une entreprise indépendante dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 millions de francs (p. 5368).

Art. 1^{er} (*Locaux passibles de la redevance : art. L 520-1 du code de l'urbanisme*) (p. 5368).

Rejetés : amendement n° 1 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'article L. 520-1 du code de l'urbanisme (p. 5369 ; scrutin public n° 39 ; liste des votants p. 5395, 5396) – Amendement n° 13 de M. Michel Giraud : nouvelle rédaction de cet article : « l'article L. 520-1 du code de l'urbanisme est supprimé » (p. 5369).

– L'art. 1^{er} est adopté (p. 5369).

Art. 2 (*Modalités de recouvrement de la redevance : premier et deuxième alinéa de l'article L. 520-2 du code de l'urbanisme*) (p. 5369).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif au changement des mots « du titre de perception » par les mots « de l'avis de mise en recouvrement » (p. 5369).

– L'art. 2 est adopté (p. 5369).

Art. 3 (*Poursuites pour non-paiement de la redevance : article L. 520-2 du code de l'urbanisme, premier et quatrième alinéas*) (p. 5370).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif aux poursuites pour non paiement de la redevance (p. 5370).

– L'art. 3 est adopté (p. 5370).

Art. 4 (*Plafond de la redevance : premier alinéa de l'article L. 520-3 du code de l'urbanisme*) (p. 5370).

Rejetés : amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif au plafond de la redevance (p. 5370) – Amendement n° 15 de M. Jean Colin : nouvelle rédaction de cet article relatif au plafond de la redevance (p. 5371).

– L'art. 4 est adopté (p. 5371).

Art. 4 bis (*Fixation des montants et des périmètres : second alinéa de l'art. L. 520-3 du code de l'urbanisme – Affectation*

du produit de la redevance : deuxième et troisième alinéas de l'article L. 520-4 du code de l'urbanisme) (p. 5371).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à la fixation des montants et des périmètres et à l'affectation du produit de la redevance (p. 5371).

– L'art. 4 bis est adopté (p. 5371).

Art. 5 (*Modalités d'établissement de la redevance : article L. 520-5 du code de l'urbanisme*) (p. 5371).

Rejetés : amendement n° 6 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif aux modalités d'établissement de la redevance (p. 5372) – Amendement n° 16 de M. Jean Colin : non application de la redevance lorsque l'extension de locaux à usage de bureaux ou de locaux de recherche ne dépasse pas 50 % des surfaces de plancher existant à la date de la loi (p. 5372).

Retiré : amendement n° 17 de M. Jean Colin : suppression de la redevance à la demande du redevable après renoncement au bénéfice du permis de construire ou de la déclaration afférente à des travaux exemptés du permis de construire en application de l'art. L. 422-1 (p. 5372).

– L'art. 5 est adopté (p. 5372).

Art. 6 (*Locaux exonérés de la redevance : art. L. 520-7 du code de l'urbanisme*) (p. 5372).

Rejetés : amendement n° 7 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif aux locaux exonérés de la redevance (p. 5372) – Amendement n° 22 de M. Michel Giraud soutenu par M. Georges Repiquet : alinéa additionnel relatif aux exemptions de majoration de la redevance concernant les constructions à usage de bureaux et locaux de recherche (p. 5372).

– L'art. 6 est adopté (p. 5372).

Art. 7 (*Assujettissement de la transformation de locaux : premier alinéa de l'article L. 520-9 du code de l'urbanisme*) (p. 5373).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. Jean Colin (p. 5373).

Rejeté : amendement n° 8 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'assujettissement de la transformation des locaux (p. 5373).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5373).

Art. 7 bis (*Versement d'une redevance différentielle : article L. 520-9 du code de l'urbanisme (alinéa nouveau)*) (p. 5373).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif au versement d'une redevance différentielle (p. 5373).

– L'art. 7 bis est adopté (p. 5373).

Art. 8 (*Majoration de retard : article L. 520-11 du code de l'urbanisme*) (p. 5373).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Jean Colin (p. 5373).

Rejeté : amendement n° 10 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif aux majorations de retard (p. 5373).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5373).

Art. 8 bis (*Rectification formelle pour les articles L. 520-7 et L. 520-11 du code de l'urbanisme*) (p. 5373).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article tendant à remplacer le mot « chapitre » par le mot « titre » (p. 5373).

– L'art. 8 bis est adopté (p. 5373).

Art. 9 (Abrogation de diverses dispositions : articles L. 520-8, L. 520-12 et L. 520-13 du code de l'urbanisme) (p. 5374).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Michel Chauby, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'abrogation de diverses dispositions (p. 5374).

– L'art. 9 est adopté (p. 5374).

Après l'art. 9 (p. 5374).

Retiré : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Jean Colin : article additionnel tendant à supprimer le mot « industrielle » dans l'art. L. 550-1 du code de l'urbanisme (p. 5374).

Adoption (10 novembre 1982) (p. 5374).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire
PLAN, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 129
TRANSPORTS, 1, DG

AMENAGEMENT RURAL

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
CORSE, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

AMENAGEMENT URBAIN

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG

AMENDEMENTS

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, CMP

AMERIQUE CENTRALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

AMERIQUE LATINE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

AMNESTY INTERNATIONAL

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

AMNISTIE

Voir AFRIQUE DU NORD, 1, DG
CORSE, 1, DG
JUSTICE, 1, 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

ANALPHABETISME

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

ANCIENS COMBATTANTS

1. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant

aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979 – 14 mars 1979) [n° 227 (1978-1979)] – Renvoi à la Commission des affaires sociales – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions n°s [115 (1980-1981)], [247 (1980-1981)], [248 (1980-1981)] et [259 (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] n° [260 (1980-1981)].

2. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, présentée par M. Marcel Lucotte, sénateur et plusieurs de ses collègues [25 novembre 1980] [n° 115 (1980-1981)] – Renvoi à la Commission des affaires sociales – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions n°s [227 (1978-1979)], [247 (1980-1981)], [248 (1980-1981)] et [259 (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] n° [260 (1980-1981)].

3. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, présentée par M. Robert Schwint sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980 – 2 avril 1981) [n° 247 (1980-1981)] – Renvoi à la Commission des affaires sociales – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions n°s [227 (1978-1979)], [115 (1980-1981)], [248 (1980-1981)] et [259 (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° 260 (1980-1981)].

4. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, présentée par M. Jean Béranger, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980 – 2 avril 1981) [n° 248 (1980-1981)] – Renvoi à la Commission des affaires sociales – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions n°s [227 (1978-1979)], [115 (1980-1981)], [247 (1980-1981)] et [259 (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° 260 (1980-1981)].

5. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, présentée par M. Pierre Bouneau, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 avril 1981] [n° 259 (1980-1981)] – Renvoi à la Commission des affaires sociales – Rapport commun pour la présente proposition et pour les propositions n°s [227 (1978-1979)], [115 (1980-1981)], [247 (1980-1981)] et [248 (1980-1981)], de M. Robert Schwint [2 avril 1981] [n° 260 (1980-1981)].

Discussion commune des cinq propositions de loi précédentes (30 juin 1982) (p. 3345, 3348).

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 253 bis du code des pensions militaires, d'invalidité et des victimes de guerre.

Adoption (30 juin 1982) [n° 131].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1^{er} juillet 1982) [n° 922] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. André Delehedde (23 septembre 1982) [n° 1087] – Discussion (23 septembre 1982) – Adoption (23 septembre 1982) [n° 225].

PROMULGATION : Loi n° 82-843 du 4 octobre 1982 (JO Lois et Décrets du 5 octobre 1982).

Discussion (Première lecture)

(30 juin 1982) (p. 3345, 3348).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3345, 3347) *MM. Robert Schwint, président et rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean Laurain, ministre des anciens combattants; Fernand Lefort, Léon Jozeau-Marigné.*

ANCIENS COMBATTANTS (Afrique du Nord): SCHWINT (Robert) (p. 3345, 3346); LAURAIN (Jean) (p. 3346); LEFORT (Fernand) (p. 3346, 3347); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 3347).

ANCIENS COMBATTANTS (Carte): SCHWINT (Robert) (p. 3346); LAURAIN (Jean) (p. 3346); LEFORT (Fernand) (p. 3347); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 3347).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3347, 3348)

Art. unique (*Reconnaissance de la qualité de combattant: conditions nouvelles (fin de l'avant dernier alinéa de l'article L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)*) (p. 3347).

Explications de vote: MM. Jacques Genton (p. 3347), André Méric (p. 3348), René Touzet (p. 3348), Robert Schwint, rapporteur (p. 3348).

– L'article unique est adopté (p. 3348).

Intitulé (p. 3348).

Adopté: amendement de M. Robert Schwint, rapporteur: « Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 253 bis du code des pensions militaires, d'invalidité et des victimes de guerre » (p. 3348).

– L'intitulé de la proposition, ainsi rédigé, est adopté (p. 3348).

Adoption (30 juin 1982) (p. 3348).

6. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne ainsi qu'à leur famille, présentée par M. Fernand Lefort, sénateurs et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 173 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi **LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants**
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

ANCIENS COMBATTANTS (Afrique du Nord)

Voir **ANCIENS COMBATTANTS, 1 à 5, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

ANCIENS COMBATTANTS (carte)

Voir **ANCIENS COMBATTANTS, 1 à 5, DG**

ANCIENS COMBATTANTS (légion d'honneur)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération**

ANDORRE (principauté)

Voir **QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, 79, DG; 87**

ANIMATEURS SPORTIFS

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Temps libre**

ANIMATION CULTURELLE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Agriculture**

ANIMAUX

1. – Proposition de loi tendant à renforcer la protection des animaux utilisés par la recherche expérimentale en laboratoire, présentée par M. Philippe Machefer, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 juin 1982) [n° 385 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

ANTARTIQUE

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, 2**

ANTILLES

Voir **GUADELOUPE**

LOI DE FINANCES, 1, Transports; Education nationale; Environnement; Relations extérieures; Départements et territoires d'outre-mer
MARTINIQUE

APPAREILLAGE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants**

APPELLATIONS D'ORIGINE CONTROLEE (AOC)

Voir **AGRICULTURE, 2, DG**

APPRENTISSAGE

Voir **COLLECTIVITES LOCALES, 3**
FORMATION PROFESSIONNELLE
LOI DE FINANCES, 1, art. 17, art. 69, art. 70;
Commerce et artisanat

AQUACULTURE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer**

AQUITAINE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire**

ARABIE SAOUDITE

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, n° 33**

ARBITRAGE

Voir **TRAVAIL, 3**

ARCHEOLOGIE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Culture**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

ARCHITECTES

Voir **BAUX, 1, DG**

ARCHITECTES DES BATIMENTS DE FRANCE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

ARCHITECTURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Urbanisme et logement

ARCHIVES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

ARGENTINE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, 79, DG

ARMEE

1. – Proposition de loi concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités, présentée par M. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues (2 décembre 1981) [n° 88 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun, avec la proposition n° 136, de M. Jacques Genton (9 juin 1982) [n° 381 (81-82)] – Discussion commune avec cette proposition.

2. – Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972, relative au statut général des militaires, présentée par M. Yvon Bourges, sénateur et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1981) [n° 136 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun avec la proposition n° 88, de M. Jacques Genton (9 juin 1982) [n° 381 (81-82)] – Discussion (23 juin 1982) (p. 3063, 3066) – Adoption (23 juin 1982) (n° 118).

NOUVEL INTITULE COMMUN : « Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au statut général des militaires ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1982) [n° 974] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission de la défense.

Discussion (Première lecture)

(23 juin 1982) (p. 3063, 3066).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3064, 3065) *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Charles Hernu, ministre de la défense.*

CUMULS : GENTON (Jacques) (p. 3064) ; HERNU (Charles) (p. 3065).

RETRAITES MILITAIRES : GENTON (Jacques) (p. 3064, 3065) ; HERNU (Charles) (p. 3065).

TRAVAIL (droit au) : GENTON (Jacques) (p. 3064, 3065) ; HERNU (Charles) (p. 3065).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3065)

Art. unique (*Droit au travail garanti aux militaires admis à la retraite avant l'âge fixé par la loi pour bénéficier de la pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 3065).

Intitulé : « Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au statut général des militaires » (p. 3065).

Explications de vote : *MM. Louis Longequeue* (p. 3065), *Louis Jung* (p. 3066), *Serge Boucheny* (p. 3066).

Adoption (23 juin 1982) (p. 3066).

3. – Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les moyens de la défense antiaérienne de l'armée de terre française, par M. Jacques Chaumont (13 octobre 1982) [n° 41 (82-83)].

Voir aussi QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 101

ARMEE (air)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

ARMEE (personnels)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

ARMEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 114

ARMEMENT (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

ARMEMENT (armement nucléaire et atomique)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

ARMES (détention)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

ARMES (ventes d')

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ARMES BACTERIOLOGIQUES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ARMES CHIMIQUES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ARRETES MINISTERIELS

Voir TRAVAIL, 3

ARTISANAT

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce et artisanat ; Départements et territoires d'outre-mer

ARTISANS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2
CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG, art. 13
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 128

ASIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ASIE DU SUD-EST

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ASSAINISSEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Environnement

ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Voir RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

ASSEMBLEE TERRITORIALES

Voir ELECTIONS, 8, DG
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG

ASSEMBLEE UNIQUE (des départements d'outre-mer)

Voir CONSEIL GENERAL ET REGIONAL
PETITIONS

ASSIMILATIONNISME

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

ASSISES DU TEMPS DE VIVRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 8, DG ; 10, DG

ASSISTANCE PUBLIQUE

Voir EXAMENS, CONCOURS ET DIPLOMES, 1, DG

ASSISTANTES MATERNELLES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 77, DG

ASSISTANTS VERIFICATEURS

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 2, DG

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Intérieur et décentralisation
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ASSOCIATION DES PRESIDENTS DE CONSEILS GENERAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

ASSOCIATION DU SUD-EST DE L'ASIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION TOURISTIQUE (AFAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

ASSOCIATION FRANÇAISE DE NORMALISATION (AFNOR)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

ASSOCIATION GENERALE DES INSTITUTIONS DE RETRAITE DES CADRES (AGIRC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (AID)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ASSOCIATION NATIONALE DES ECOLES FRANÇAISES DE L'ETRANGER (ANEFE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; Affaires sociales I section commune
III travail, emploi

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET L'INFORMATION SUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (ARIAD)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ASSOCIATION POUR LE THEATRE PRIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

ASSOCIATION « PRESSE ET AUDIOVISUEL »

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

ASSOCIATION UNIVERSITAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA CULTURE A MADAGASCAR (AUDECAM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

1. – Proposition de loi tendant à favoriser le développement du mécénat et de la vie associative, présentée par M. Maurice Blin et plusieurs de ses collègues (23 juin 1982) [n° 416 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi BANQUES, 1, DG
CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 6 ; Services du Premier ministre I services généraux ; Temps libre ; Culture ; Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale ; avant l'art. 55
PLAN, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

ASSOCIATIONS DE BAILLEURS ET DE LOCATAIRES

Voir BAUX, 1, DG

ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Consommation
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

ASSOCIATIONS FAMILIALES

Voir PLAN, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

ASSURANCE CHOMAGE

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
COUR DES COMPTES
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

ASSURANCE CONSTRUCTION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 27

ASSURANCE MALADIE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE ET MATERNITE DES EXPLOITANTS AGRICOLES (AMEXA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Voir AVORTEMENT, 1
SECURITE SOCIALE, 2
SECURITE SOCIALE, 3

ASSURANCES

Voir BANQUES, 1
CALAMITES, 1
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 10 ; Agriculture ; Environnement

ASSURANCES (contrats)

Voir CALAMITES, 1, DG ; 2° lecture, DG ; CMP

ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG

ASSURANCE VEUVAGE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG

ASSURANCE VIEILLESSE (Généralités)

1. – Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel pensions de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les mines, présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 227 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 65 ; Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 2
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 1, DG

ASSURANCE VIEILLESSE (Régime général)

1. – Proposition de loi tendant à étendre aux fossoyeurs de la ville de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, présentée par M. Serge Boucheny, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 226 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Projet de loi relatif aux prestations de vieillesse et d'invalidité, présenté au sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale (22 avril 1982) [n° 287 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Bonifay (5 mai 1982) [n° 321] (81-82) – Discussion (12 mai 1982) (p. 1921, 1946) – Adoption (12 mai 1982) [n° 79].

NOUVEL INTITULE « Projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1982) [n° 857] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean

Laborde (10 juin 1982) [n° 929] – Discussion (18 et 21 juin 1982) – Adoption (21 juin 1982) [n° 176].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1982) [n° 407 (81-82)] – Rapport de M. Charles Bonifay (23 juin 1982) [n° 415 (81-82)] – Discussion (25 juin 1982) – Adoption (25 juin 1982) [n° 124 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1982) [n° 982] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Laborde (25 juin 1982) [n° 983] – Discussion (28 juin 1982) – Adoption (28 juin 1982) [n° 191].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (29 juin 1982) [n° 436 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Laborde (29 juin 1982) [n° 985] – Discussion [30 juin 1982] – Adoption (30 juin 1982) [n° 195].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Bonifay (29 juin 1982) [n° 443 (81-82)] – Discussion (29 juin 1982) (p. 3264, 3266) – Adoption (29 juin 1982) [n° 126].

PROMULGATION : loi n° 82-599 du 13 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 14 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(12 mai 1982) (p. 1921, 1946).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1921, 1928) : *Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale ; MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; Charles Bonifay, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Robert Schwint, Mme Monique Midy.*

AIDE MENAGERE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 1922, 1928) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 1923).

ALLOCATION DE LOGEMENT : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

ASSURANCE MALADIE MATERNITE : BONIFAY (Charles) (p. 1925) ; MIDY (Monique) (p. 1926, 1927).

ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 1923).

ASSURANCE VEUVAGE : BONIFAY (Charles) (p. 1923, 1924, 1925) ; SCHMIDT (Robert) (p. 1926) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

CUMULS : FRANCESCHI (Joseph) (p. 1923, 1928) ; BONIFAY (Charles) (p. 1924).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : SCHMIDT (Robert) (p. 1926) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : MIDY (Monique) (p. 1927).

HOSPICES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 1922).

LOI (non rétroactivité de la) : BONIFAY (Charles) (p. 1923, 1924).

MENSUALISATION : MIDY (Monique) (p. 1926).

PENSIONS DE REVERSION : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 1922, 1923, 1928) ; BONIFAY (Charles) (p. 1923, 1924, 1925) ; SCHMIDT (Robert) (p. 1925, 1926) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

PENSIONS DE VIEILLESSE : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921, 1922) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 1922, 1923) ;

BONIFAY (Charles) (p. 1924, 1925) ; SCHMIDT (Robert) (p. 1925) ; MIDY (Monique) (p. 1926, 1927).

PENSIONS D'INVALIDITE : SCHMIDT (Robert) (p. 1927) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

PERSONNES AGEES : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921, 1922) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 1922, 1923, 1928) ; BONIFAY (Charles) (p. 1925) ; MIDY (Monique) (p. 1926, 1927).

PRESTATIONS FAMILIALES : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

RETRAITE (âge de) : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 1922) ; MIDY (Monique) (p. 1927).

SECURITE SOCIALE : QUESTIAUX (Nicole) (p. 1921) ; BONIFAY (Charles) (p. 1924).

TAXE D'HABITATION : FRANCESCHI (Joseph) (p. 1928).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1928, 1946) *MM. Charles Bonifay, rapporteur ; Jean Franceschi, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Blanc, Marcel Fortier, Robert Schwint, Joseph Yvon, Stéphane Bonduel, Mme Monique Midy, MM. Pierre Schiélé, Michel Darras.*

Intitulé avant l'art. 1^{er} (p. 1928).

Adopté : amendement n° 1 (intitulé additionnel) précédemment réservé (p. 1928) de M. Charles Bonifay, rapporteur : « Titre 1^{er} – Majoration des pensions de vieillesse de certains retraités » (p. 1929).

– Un intitulé additionnel de titre est inséré dans le projet de loi (p. 1929).

Art. 1^{er} (*Majoration des pensions de vieillesse de L 331 et L 332 du code de la sécurité sociale au titre des art. L 331 et L 332 du code de la sécurité sociale des salariés des assurances sociales agricoles*) – Adopté (p. 1928).

Art. 2 (*Majoration des fractions de pensions de vieillesse qui incombent au régime général et au régime des salariés des assurances sociales agricoles*) – Adopté (p. 1929).

Art. 3 (*Majoration des diverses pensions de réversion et des diverses pensions d'invalidité ou de vieillesse de veuve ou de veuf*) (p. 1929).

Adopté : amendement n° 2 de M. Charles Bonifay, rapporteur : suppression de cet article relatif au taux des pensions de réversion servies par le régime général dont les dispositions sont reportées après l'art. 6 (p. 1929).

– L'art. 3 est supprimé (p. 1929).

Intitulé avant l'art. 4 (p. 1929).

Adopté : amendement n° 3 (intitulé additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : « Titre II – Mesures relatives aux avantages de vieillesse servis aux invalides » (p. 1929).

– Un intitulé additionnel de titre est inséré dans le projet de loi (p. 1929).

Art. 4 (*Pension de vieillesse allouée au titre de l'incapacité au travail*) – Adopté (p. 1929).

Article 5 (*A l'art. L 286-1, II du code de la sécurité sociale, remplacement de l'article L 317 par l'article L 322-1*) – Adopté (p. 1929).

Après l'art. 5 (p. 1929).

Adopté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : applicabilité des dispositions des art. 4 et 5 concernant la non transformation systématique de la pension d'invalidité en retraite à l'âge de soixante ans à compter du 1^{er} juillet 1982 (p. 1930).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1930).

Intitulé avant l'art. 6 (p. 1930).

Adopté : amendement n° 5 (intitulé additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : « Titre III – Amélioration des avantages vieillesse servis aux conjoints des assurés » (p. 1930) – Un intitulé additionnel de titre est inséré dans le projet de loi (p. 1930).

Art. 6 (Proratisation du minimum de pension de réversion) – Adopté (p. 1930).

Après l'art. 6 (p. 1930).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : rétablissement des dispositions de l'article 3 relatives aux pensions de réversion des veuves de fonctionnaires, supprimées antérieurement (p. 1931).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 26 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : augmentation progressive du taux des pensions de réversion pour les veuves de fonctionnaires (p. 1931).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1931).

Art. 7 (Adaptation des règles de cumul applicables aux pensions de réversion servies par le régime général : dernier alinéa de l'article 351 du code de la sécurité sociale (p. 1931).

Adopté : amendement de forme n° 7 de M. Charles Bonifay, rapporteur (p. 1931).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1931).

Art. 8 (Modification des règles de cumul applicables aux pensions d'invalidité de veuf ou de veuve) – Adopté (p. 1931).

Art. 9 (Modification de l'article L 326 du code de la sécurité sociale ; montant annuel de la pension d'invalidité attribuée à la veuve ou au veuf) – Adopté (p. 1931).

Art. 10 (Règles de cumul applicables au secours viager) – Adopté (p. 1932).

Art. 11 (Date d'application des dispositions des articles 4 à 10) (p. 1932).

Adopté : amendement de forme n° 8 de M. Charles Bonifay, rapporteur (p. 1932).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1932).

Après l'art. 11 (p. 1932).

Adoptés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : droit à pension de réversion et régime d'assurance vieillesse ; cas du conjoint survivant ou divorcé (p. 1932) – Amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi du 17 juillet 1978 de toute les femmes divorcées dont la rupture de mariage a été prononcée à leurs torts exclusifs avant la date d'entrée en vigueur de cette loi (p. 1933) – Amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : inapplicabilité des dispositions de l'article 13 au bénéficiaire de pensions de réversion ayant pris effet postérieurement à la date de publication de la loi du 17 juillet 1978 et antérieurement à celle de la présente loi (p. 1934) – Amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : harmonisation des régimes de sécurité sociale (p. 1934) – Amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : alignement des régimes spéciaux sur le régime de la fonction publique (p. 1935) – Amendement n° 14 (art. additionnel), précédemment réservé (p. 1935) de M. Charles Bonifay, rapporteur : pension de réversion et harmonisation des régimes pour les conjoints divorcés d'assurés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 1945) – Amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Joseph Yvon : droit à pension pour les veuves de marin dont la pension a été liquidée avant la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1979, remariées, divorcées ou séparées de corps (p. 1037) – Amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : assurés du régime agricole et pension de réversion au conjoint dont

l'époux a disparu (p. 1937) – Amendement n° 16 (intitulé de titre additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : « Titre IV – Dispositions relatives à l'assurance veuvage » (p. 1937) – Amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : conditions dans lesquelles le conjoint survivant continue à bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie lorsqu'il perçoit l'assurance veuvage (p. 1838) – Amendement n° 19 (intitulé de titre additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : « Titre V – Dispositions diverses » (p. 1938) – Amendement n° 35 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : fin de la forclusion pour les anciens fonctionnaires, magistrats de l'ordre judiciaire et militaire, au regard de leur droit à pension, de leur solde de réforme ou du rétablissement dans les droits qu'ils avaient pu acquérir au titre de l'assurance vieillesse du régime des assurances sociales (p. 1939) – Amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : bonifications aux femmes fonctionnaires pour enfants à charge (p. 1939) – Amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : date d'effet des pensions militaires d'invalidité (p. 1939) – Amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : suppression de la durée minimum d'assurance pour ouvrir droit à une pension du régime de base des professions libérales (p. 1940) –

Amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : validation gratuite des périodes pendant lesquelles certains pensionnés militaires ont bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux ou ont été hospitalisés du fait de cette infection ; applicabilité des dispositions des paragraphes 1 à 3 aux assurés des régimes d'assurance vieillesse d'origine légal ou réglementaire dans le cadre des règles propres à chaque desdits régimes (p. 1941) – Amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : instauration d'un seuil de récupération sur succession des dépenses d'aide sociale (p. 1943).

Retirés : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : prolongement du service de l'allocation de veuvage au conjoint survivant âgé (p. 1937) Amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : levée de la forclusion pour les anciens fonctionnaires et agents au regard de leur pension de jouissance ou de leur solde de réforme ou à leur rétablissement dans les droits qu'ils auraient pu acquérir au titre de l'assurance vieillesse du régime des assurances sociales (p. 1939) – Amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : aide des caisses des régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales, envers les commerçants et artisans affiliés depuis quinze ans au moins à ces régimes et âgés de 60 ans ; dispense de cette condition d'âge pour le commerçant artisan atteint d'une incapacité le rendant inapte à poursuivre son activité (p. 1940) – Amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : généralisation du régime d'assurance maladie maternité (p. 1941) – Amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Georges Treille soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : généralisation du paiement mensuel des pensions de retraite pour l'ensemble des départements français (p. 1942).

Irrecevables (art. 40 de la constitution) : amendement n° 36 (art. additionnel), précédemment réservé (p. 1935) de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat, repris par M. Pierre Schiélé (p. 1944) : choix entre les pensions de réversion du régime général et les pensions de veuves ou de veufs dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 1944) – Amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Jacques Genton soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : rétroactivité de la loi envers tous les retraités fonctionnaires et militaires et les ayants-cause dont les acquis sont antérieurs à la loi du 26 décembre 1964 (p. 1942).

– 15 articles additionnels et 2 intitulés additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1932 à 1943).

Intitulé (p. 1945).

Adopté : amendement n° 24 de M. Charles Bonifay, rapporteur : « Projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité, et de veuvage » (p. 1945).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1945).

Explications de vote : M. Robert Schwint (p. 1945), Mme Cécile Goldet (p. 1945), MM. Pierre Merli (p. 1945), Jean-Pierre Blanc (p. 1945).

Intervention de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (p. 1946).

Scrutin public (p. 1946 ; n° 99 ; liste des votants p. 1976, 1977).

Adoption (12 mai 1982) (p. 1946).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 1982) (p. 3149, 3157).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3149, 3150) : *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; Charles Bonifay, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

ALSACE-MOSELLE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 3149) ; BONIFAY (Charles) (p. 3150).

CUMULS : BONIFAY (Charles) (p. 3150).

MONITEURS (ski) : BONIFAY (Charles) (p. 3149).

PENSIONS DE VIEILLESSE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 3149) ; BONIFAY (Charles) (p. 3149).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARA MEDICALES : BONIFAY (Charles) (p. 3149).

RETRAITE (âge de la) : BONIFAY (Charles) (p. 3149).

SECURITE SOCIALE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 3149) ; BONIFAY (Charles) (p. 3149).

TAXIS : BONIFAY (Charles) (p. 3149).

II DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3150, 3157) : *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat ; Charles Bonifay, rapporteur ; Adolphe Chauvin.*

Art. 1^{er} (*Majoration des pensions liquidées avant 1975*) – Adopté (p. 3150).

Art. 2 (*Majoration des pensions liquidées avant 1975*) – Adopté (p. 3150).

Art. 4 (*Pensions d'invalidité*) (p. 3150).

Adopté : amendement n° 21 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : pension de vieillesse, allouée au titre de l'inaptitude, concédée si l'assuré n'y fait pas opposition (p. 3150).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3150).

Art. 4 bis (*Aide spéciale compensatrice*) – Adopté (p. 3151).

Art. 7 (*Règles de cumul applicables aux pensions de réversion*) – Adopté (p. 3151).

Art. 10 (*Règles de cumul applicables au secours viager*) – Adopté (p. 3151).

Art. 12 (*Rétablissement des droits à pension de réversion de conjoints dont le remariage a pris fin*) – Adopté (p. 3151).

Art. 13 (*Aménagement de la loi du 17 juillet 1978 dans ses dispositions relatives aux pensions de réversion*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3151).

Adopté : amendement n° 2 de M. Charles Bonifay, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à l'art. 44 de loi du 17 juillet 1978 portant diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, à l'exclusion du partage de la pension de réversion avec un conjoint survivant ou d'autres conjoints exclusifs dès lors que le divorce a été prononcé à leurs torts exclusifs (p. 3151).

– L'art. 13 est rétabli, ainsi rédigé (p. 3151).

Art. 14 (*Aménagement de la loi du 17 juillet 1978 dans ses dispositions relatives aux pensions de réversion*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3151).

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles Bonifay, rapporteur : rétablissement de cet article limitant les bénéficiaires des pensions de réversion (p. 3151).

– L'art. 14 est rétabli, ainsi rédigé (p. 3151).

Art. 16 (*Harmonisation des régimes*).

Adoptés : amendement de coordination n° 19 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (p. 3152) – Amendement n° 16 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : partage de la pension de réversion tenant compte de la pluralité de conjoints divorcés (p. 3152) – Amendement n° 20 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : disposition de cet article ne pouvant porter préjudice aux droits des ayants cause autres que ceux visés par le présent article (p. 3152).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3152).

Après l'art. 16 (p. 3152).

Adoptés : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : dispositions relatives aux pensions de réversion : harmonisation entre les régimes, amélioration de la rédaction du code des pensions civiles et militaires de retraite, extension aux fonctionnaires des dispositions introduites dans les autres régimes (p. 3152) ; sous-amendement n° 17 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : harmonisation de code des pensions civiles et militaires avec les dispositions de l'art. 12 du présent projet (p. 3152) – Amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay, rapporteur : harmonisation des dispositions relatives aux pensions de réversion servies aux veuves avec les autres régimes (p. 3153) ; sous-amendement n° 22 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : harmonisation avec les dispositions de l'art. L. 44 du code des pensions civiles et militaires (p. 3153) ; sous-amendement n° 18 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : effets du remariage de la femme divorcée avant le décès de son ex-conjoint (p. 3153).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3152, 3153).

Art. 17 (*Extension de certaines dispositions de la loi aux départements d'Alsace-Moselle*) (p. 3153).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression des dispositions prévoyant l'extension aux trois départements d'Alsace et de Moselle de l'ordonnance du 30 mars 1982 sur le cumul salaire retraite (p. 3154).

– L'art. 17 est adopté (p. 3154).

Art. 18 (*Droits à pension de réversion des veuves de marins*) – Adopté (p. 3154).

Art. 19 (*Conséquences de la disparition d'un assuré dans certains régimes*) (p. 3154).

Adopté : amendement n° 6 de M. Charles Bonifay, rapporteur : durée minimale de la disparition d'un assuré donnant droit à la retraite de réversion fixée à un an ; extension de l'art. L. 351-1 du code de la sécurité sociale au régime d'assurance vieillesse des professions libérales ; dispositions s'appliquant aux disparitions intervenues avant l'entrée en vigueur de la loi (p. 3154).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3154).

Art. 19 bis (*Conséquences de la disparition d'un assuré dans certains régimes*) (p. 3154).

Adopté : amendement n° 7 de M. Charles Bonifay, rapporteur : suppression de l'article pour coordination (p. 3154).

– L'art. 19 bis est supprimé (p. 3154).

Art. 20 bis (*Assurance veuvage*) (p. 3154).

Rejeté: amendement n° 11 de M. André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin: portée rétroactive de cet article relatif à la prestation de veuvage du conjoint survivant accordée aux personnes percevant l'allocation d'adulte handicapé (p. 3155).

- L'art. 20 bis est adopté (p. 3155).

Art. 21 A (*Assurance vieillesse des moniteurs de ski*) - Adopté (p. 3155).

Art. 21 (*Droits des fonctionnaires radiés des cadres avant le 29 janvier 1950 à une pension du régime général*) - Adopté (p. 3155).

Art. 22 (*Bonifications pour enfants accordées aux fonctionnaires*) (p. 3155).

Adopté: amendement de coordination n° 8 de M. Charles Bonifay, rapporteur (p. 3155).

- L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3155).

Art. 22 bis (*Code des marins*) (p. 3155).

Adopté: amendement n° 9 de M. Charles Bonifay, rapporteur; suppression de l'art. pour coordination (p. 3156).

- L'art. 22 bis est supprimé (p. 3156).

Art. 24 (*Suppression de la condition de durée d'assurance dans le régime des professions libérales*) - Adopté (p. 3156).

Art. 24 bis (*Compensation entre régimes*) - Adopté (p. 3156).

Art. 25 (*Validation gratuite par les régimes d'assurance vieillesse des périodes de perception de l'indemnité de soins aux tuberculeux*) - Adopté (p. 3156).

Art. 26 (*Récupération des sommes versées aux personnes âgées par l'aide sociale*) - Adopté (p. 3156).

Art. 27 (*Assurance vieillesse des artisans chauffeurs de taxi*) - Adopté (p. 3156).

Art. 28 (*Conditions d'application dans le temps de la loi*) (p. 3156).

Adoptés: amendement rédactionnel n° 10 de M. Charles Bonifay, rapporteur (p. 3156) - Amendement n° 15 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat: dispositions de la présente loi applicables aux droits résultant de la radiation des cadres ou de décès ouverts à compter de la date d'effet de la présente loi (p. 3157).

- L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 3157).

Explications de vote: Mme Monique Midy (p. 3157), M. Charles Bonifay, rapporteur (p. 3157); intervention de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (p. 3157).

Adoption (25 juin 1982) (p. 3157).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1982) (p. 3264, 3266).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3264, 3265): *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; Charles Bonifay, rapporteur pour le Sénat; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales.*

PENSIONS DE REVERSION: BONIFAY (Charles) (p. 3265); **SCHWINT** (Robert) (p. 3265).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3265, 3266)

Art. 6 bis, 16 et 16 bis (p. 3265).

Art. 16 ter et 28 (p. 3266).

Adoption (29 juin 1982) (p. 3266).

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

Voir SECURITE SOCIALE, 3

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG; 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

ATR 42 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux; Postes et télécommunications
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 147

ATTEINTES A LA VIE PRIVEE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 39

ATTENTATS

Voir ALLOCUTIONS, 2
CORSE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 140
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

ATTENTATS AUX MOEURS

Voir MOEURS, 1, DG

AUDIOVISUEL

1. - **Projet de loi sur la communication audiovisuelle**, présenté, à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Georges Fillioud, ministre de la communication (2 avril 1982) (n° 754) - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Bernard Schreiner (22 avril 1982) (n° 826) - Urgence - Discussion (26, 27, 28, 29, 30 avril et 3, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 14 et 15 mai 1982) - Adoption (15 mai 1982) (n° 147).

Transmission au Sénat (Première lecture) (18 mai 1982) (n° 335 (81-82) - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances (19 mai 1982); à la commission des affaires étrangères (27 mai 1982) - Rapport de M. Charles Pasqua (28 mai 1982) (n° 363 (81-82) - Avis de M. Jean Cluzel au nom de la commission des finances (3 juin 1982) [n° 374 (81-82)], de M. Robert Pontillon au nom de la commission des affaires étrangères (9 juin 1982) [n° 380 (81-82)] - Discussion (10 juin 1982) (p. 2698, 2733); (11 juin 1982) (p. 2744, 2760); (15 juin 1982) (p. 2776, 2785; 2797, 2813); (16 juin 1982) (p. 2824, 2857); (17 juin 1982) (p. 2880, 2912); (18 juin 1982) (p. 2944, 2959); (22 juin 1982) (p. 2977, 3003); (23 juin 1982) (p. 3015, 3030; 3039, 3055); (25 juin 1982) (p. 3157, 3163); (29 juin 1982) (p. 3204, 3254) - Adoption (29 juin 1982) [n° 125 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1982) [n° 987] - Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Bernard Schreiner (1^{er} juillet 1982) [n° 990].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Charles Pasqua (1^{er} juillet 1982) [n° 448 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1982) [n° 987] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Bernard Schreiner

(6 juillet 1982) [n° 1012] – Discussion (7 juillet 1982) – Adoption (7 juillet 1982) [n° 198].

TRANSMISSION (NOUVELLE LECTURE) (7 juillet 1982) [n° 459 (81-82)] – Rapport de la commission des affaires culturelles – Discussion (7 juillet 1982) (p. 3468, 3472) – Rejet (7 juillet 1982) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (8 juillet 1982) [n° 1018] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Bernard Schreiner (8 juillet 1982) [n° 1019] – Discussion (8 juillet 1982) – Adoption (8 juillet 1982) [n° 201].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision du 27 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 29 juillet 1982) déclarant contraires à la constitution certaines dispositions des articles 6, 29, 52 et 109, et conformes à la constitution les autres dispositions de la loi.

PROMULGATION : loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 30 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(10 juin 1982) (p. 2698, 2733); (11 juin 1982) (p. 2744, 2760); (15 juin 1982) (p. 2776, 2785; 2797, 2813); (16 juin 1982) (p. 2824, 2857); (17 juin 1982) (p. 2880, 2912); (18 juin 1982) (p. 2944, 2959); (22 juin 1982) (p. 2977, 3003); (23 juin 1982) (p. 3015, 3030; 3039, 3055); (25 juin 1982) (p. 3157, 3163); (29 juin 1982) (p. 3204, 3254).

I. DISCUSSION GENERALE (10 juin 1982) (p. 2698, 2733); (11 juin 1982) (p. 2744, 2760); (15 juin 1982) (p. 2776, 2785; 2797, 2804) : *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication; Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles; Dominique Pado, Charles Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Jean Cluzel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Edouard Bonnefous, président de la commission des affaires étrangères; Louis Mexandeau, ministre des PTT; Michel Miroudot, Raymond Bourguine, Henri Caillavet, Roger Romani, Louis Perrein, Pierre-Christian Taittinger – James Marson, Roger Lise, Jules Faigt, Charles Lederman, Robert Schmitt, Jean Colin, Jacques Carat, Pierre Gamboa, Mme Danielle Bidard, MM. Jean-Pierre Fourcade, Marcel Lucotte – Adolphe Chauvin, Félix Ciccolini, Jacques Larché, Henri Gaetschy, Jean-François Pintat, Hubert Martin, Jacques Pelletier, Mme Brigitte Gros, MM. Etienne Dailly, Dominique Pado, Jack Lang, ministre de la culture.*

ALSACE : GÆTSCHY (Henri) (p. 2781).

ASSOCIATION « PRESSE ET AUDIOVISUEL » d'OUTRE-MER : LISE (Roger) (p. 2746).

AUDIOVISUEL : FILLIOUD (Georges) (p. 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2709, 2760, 2782, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803); EECKHOUTTE (Léon) (p. 2703, 2704, 2705); PADO (Dominique) (p. 2705, 2724, 2725, 2726, 2801, 2802, 2803); PASQUA (Charles) (p. 2705, 2706, 2707, 2808, 2724); CLUZEL (Jean) (p. 2708, 2709, 2710, 2711); BONNEFOUS (Edouard) (p. 2711); PONTILLON (Robert) (p. 2711, 2712, 2713); MEXANDEAU (Louis) (p. 2713, 2714, 2803, 2804); MIROUDOT (Michel) (p. 2714, 2715, 2716, 2717); BOURGINE (Raymond) (p. 2717, 2718, 2719); CAILLAVET (Henri) (p. 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724); ROMANI (Roger) (p. 2726, 2727, 2728, 2729, 2730); DAILLY (Etienne) (p. 2727, 2798); PERREIN (Louis) (p. 2730, 2731); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2731, 2732, 2733); MARSON (James) (p. 2744, 2745, 2746); Lise (Roger) (p. 2746, 2747); FAIGT (Jules) (p. 2747); LEDERMAN (Charles) (p. 2747, 2748, 2749); SCHMITT (Robert) (p. 2749, 2750); COLIN (Jean) (p. 2750, 2751, 2752); CARAT (Jacques) (p. 2752, 2753, 2754); GAMBOA (Pierre) (p. 2754, 2755); BIDARD (Danielle) (p. 2755); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2756, 2757); LUCOTTE (Marcel) (p. 2757, 2758, 2759, 2760); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2776, 2777, 2785); CICCOLINI (Félix) (p. 2777, 2778, 2779, 2780);

LARCHE (Jacques) (p. 2780, 2781); GÆTSCHY (Henri) (p. 2781, 2782); PINTAT (Jean-François) (p. 2782, 2783); MARTIN (Hubert) (p. 2783); PELLETIER (Jacques) (p. 2783, 2784); GROS (Brigitte) (p. 2784); MAUROY (Pierre) (p. 2785); LANG (Jack) (p. 2804).

AUTOMOBILE (industrie) : BOURGINE (Raymond) (p. 2719); LARCHE (Jacques) (p. 2780).

BICAMERALISME : DAILLY (Etienne) (p. 2798).

CENTRE NATIONAL D'ETUDE DES TELECOMMUNICATIONS (CNET) : MEXANDEAU (Louis) (p. 2804).

CINEMA : EECKHOUTTE (Léon) (p. 2705); MEXANDEAU (Louis) (p. 2713); MIROUDOT (Michel) (p. 2716); ROMANI (Roger) (p. 2728); PERREIN (Louis) (p. 2730); MARSON (James) (p. 2745); CARAT (Jacques) (p. 2752, 2753, 2754); FILLIOUD (Georges) (p. 2797); LANG (Jack) (p. 2804).

CODE DES PTT : FILLIOUD (Georges) (p. 2701).

COLLECTIVITES LOCALES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2756); CICCOLINI (Félix) (p. 2779); GÆTSCHY (Henri) (p. 2781); FILLIOUD (Georges) (p. 2799).

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : GAMBOA (Pierre) (p. 2755).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : ROMANI (Roger) (p. 2727).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL) : CAILLAVET (Henri) (p. 2723); ROMANI (Roger) (p. 2727).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : FILLIOUD (Georges) (p. 2699); PASQUA (Charles) (p. 2705); CLUZEL (Jean) (p. 2709).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : PASQUA (Charles) (p. 2724).

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : CLUZEL (Jean) (p. 2710); MIROUDOT (Michel) (p. 2716); MARSON (James) (p. 2745); LEDERMAN (Charles) (p. 2748); CARAT (Jacques) (p. 2754); CICCOLINI (Félix) (p. 2779).

CONSTITUTION : PASQUA (Charles) (p. 2724); CREATION : FILLIOUD (Georges) (p. 2699, 2702); PASQUA (Charles) (p. 2707); CLUZEL (Jean) (p. 2711); CAILLAVET (Henri) (p. 2722); ROMANI (Roger) (p. 2730); PERREIN (Louis) (p. 2730); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732).

DECENTRALISATION : FILLIOUD (Georges) (p. 2702, 2800); CAILLAVET (Henri) (p. 2720); ROMANI (Roger) (p. 2726); PERREIN (Louis) (p. 2730); MARSON (James) (p. 2744); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); CICCOLINI (Félix) (p. 2779); PELLETIER (Jacques) (p. 2783).

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA RADIO-DIFFUSION TELEVISION FRANCAISE : PASQUA (Charles) (p. 2705); MEXANDEAU (Louis) (p. 2714).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : FILLIOUD (Georges) (p. 2703, 2800); LISE (Roger) (p. 2746, 2747).

DROITS D'AUTEUR : CARAT (Jacques) (p. 2754).

ECOLE NATIONALE DE LA TELEVISION : CAILLAVET (Henri).

ELECTIONS : BOURGINE (Raymond) (p. 2718); ROMANI (Roger) (p. 2727); ENTREPRISES DE COMMUNICATION (statut) : FILLIOUD (Georges) (p. 2701); MEXANDEAU (Louis) (p. 2713).

FILMS : CARAT (Jacques) (p. 2752, 2753, 2754); LUCOTTE (Marcel) (p. 2759).

GREVES : BOURGINE (Raymond) (p. 2719); LARCHE (Jacques) (p. 2780).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : FILLIOUD (Georges) (p. 2701, 2797, 2799, 2803); PASQUA (Charles) (p. 2707); CLUZEL (Jean) (p. 2710); PONTILLON (Robert) (p. 2712); MIROUDOT (Michel) (p. 2715, 2716); BOURGINE (Raymond) (p. 2718, 2719); CAILLAVET (Henri) (p. 2720); PADO (Dominique) (p. 2724, 2726); ROMANI (Roger) (p. 2726, 2727); PERREIN (Louis) (p. 2730); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); MARSON (James) (p. 2745); FAIGT (Jules) (p. 2747); LEDERMAN (Charles) (p. 2748); SCHMITT (Robert) (p. 2749); COLIN (Jean) (p. 2751); CICCOLINI (Félix) (p. 2778); PELLETIER (Jacques) (p. 2783); GROS (Brigitte) (p. 2784).

INFORMATION : MIROUDOT (Michel) (p. 2714); BOURGINE (Raymond) (p. 2717); PERREIN (Louis) (p. 2731); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); LISE (Roger) (p. 2747); SCHMITT (Robert) (p. 2749); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); LUCOTTE (Marcel) (p. 2757, 2758, 2759); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2776); PELLETIER (Jacques) (p. 2783); GROS (Brigitte) (p. 2784); FILLIOUD (Georges) (p. 2799).

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA) : FILLIOUD (Georges) (p. 2702); CLUZEL (Jean) (p. 2709); CARAT (Jacques) (p. 2754).

JOURNALISTES : MARSON (James) (p. 2744); LEDERMAN (Charles) (p. 2748); COLIN (Jean) (p. 2751); LUCOTTE (Marcel) (p. 2757, 2758); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); CICCOLINI (Félix) (p. 2780); FILLIOUD (Georges) (p. 2800, 2802, 2803).

KOUROU (émetteur radio) : PONTILLON (Robert) (p. 2713).

LANGUES REGIONALES : BIDARD (Danièle) (p. 2755).

LIBERTES : FILLIOUD (Georges) (p. 2700, 2797, 2799); BOURGINE (Raymond) (p. 2717); ROMANI (Roger) (p. 2729); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); FAIGT (Jules) (p. 2747); COLIN (Jean) (p. 2750, 2751); LUCOTTE (Marcel) (p. 2760); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2776); CICCOLINI (Félix) (p. 2778, 2779); GÆTSCHY (Henri) (p. 2781) MONOPOLE : FILLIOUD (Georges) (p. 2701); PASQUA (Charles) (p. 2707); ROMANI (Roger) (p. 2726); PERREIN (Louis) (p. 2730); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); FAIGT (Jules) (p. 2747); SCHMITT (Robert) (p. 2749); COLIN (Jean) (p. 2751); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); CICCOLINI (Félix) (p. 2778); MEXANDEAU (Louis) (p. 2803).

« NOUVELLE FORMATION DU JEUNE TELESPECTATEUR » : CICCOLINI (Félix) (p. 2780).

ŒUVRES AUDIOVISUELLES : FILLIOUD (Georges) (p. 2701); ECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); PERREIN (Louis) (p. 2730); MARSON (James) (p. 2746); CARAT (Jacques) (p. 2754); MEXANDEAU (Louis) (p. 2803); LANG (Jack) (p. 2804).

PARLEMENT (contrôle du) : FILLIOUD (Georges) (p. 2702, 2797); CLUZEL (Jean) (p. 2709, 2710); MEXANDEAU (Louis) (p. 2713); CAILLAVET (Henri) (p. 2721); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); DAILLY (Etienne) (p. 2798).

PEDAGOGIE : CICCOLINI (Félix) (p. 2780).

PRESSE : FILLIOUD (Georges) (p. 2702, 2760, 2797); PASQUA (Charles) (p. 2708); MIROUDOT (Michel) (p. 2715); BOURGINE (Raymond) (p. 2717); CAILLAVET (Henri) (p. 2720); PADO (Dominique) (p. 2724); ROMANI (Roger) (p. 2728); PERREIN (Louis) (p. 2730, 2731); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); SCHMITT (Robert) (p. 2750); COLIN (Jean) (p. 2751); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); LUCOTTE (Marcel) (p. 2758, 2760); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); GÆTSCHY (Henri) (p. 2781); PINTAT (Jean-François) (p. 2782); MARTIN (Hubert) (p. 2783); PELLETIER (Jacques) (p. 2783).

PUBLICITE : FILLIOUD (Georges) (p. 2702, 2760, 2782); PASQUA (Charles) (p. 2708); CAILLAVET (Henri) (p. 2721, 2722); PADO (Dominique) (p. 2724); PERREIN (Louis) (p. 2731); SCHMITT (Robert) (p. 2750); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); LUCOTTE (Marcel) (p. 2758, 2759); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); LARCHE (Jacques) (p. 2781); GÆTSCHY (Henri) (p. 2781, 2782); PINTAT (Jean-François) (p. 2782); MARTIN (Hubert) (p. 2783); PELLETIER (Jacques) (p. 2783).

RADIODIFFUSION TELEVISION : PASQUA (Charles) (p. 2707); MARSON (James) (p. 2744); LISE (Roger) (p. 2746, 2747); COLIN (Jean) (p. 2750); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); CICCOLINI (Félix) (p. 2777); LARCHE (Jacques) (p. 2781); FILLIOUD (Georges) (p. 2799, 2800); MEXANDEAU (Louis) (p. 2803).

RADIODIFFUSION TELEVISION (émissions) : ROMANI (Roger) (p. 2727); BIDARD (Danièle) (p. 2755); CICCOLINI (Félix) (p. 2779).

RADIODIFFUSION TELEVISION (informations) : PASQUA (Charles) (p. 2705); BOURGINE (Raymond) (p. 2718); COLIN (Jean) (p. 2751); CICCOLINI (Félix) (p. 2780); LARCHE (Jacques) (p. 2780).

RADIODIFFUSION TELEVISION (personnels) : PASQUA (Charles) (p. 2707); FILLIOUD (Georges) (p. 2709, 2800, 2802, 2803); CLUZEL (Jean) (p. 2710); MIROUDOT (Michel) (p. 2716); CAILLAVET (Henri) (p. 2720, 2722); MARSON (James) (p. 2744); LISE (Roger) (p. 2746, 2747); LEDERMAN (Charles) (p. 2748, 2749, 2750); COLIN (Jean) (p. 2751); CICCOLINI (Félix) (p. 2779); LUCOTTE (Marcel) (p. 2757, 2758).

RADIODIFFUSION TELEVISION (programmes) : PONTILLON (Robert) (p. 2712); MARSON (James) (p. 2744, 2745); LISE (Roger) (p. 2746); LEDERMAN (Charles) (p. 2748) RADIODIFFUSION TELEVISION (radio France internationale) : FILLIOUD (Georges) (p. 2703); PONTILLON (Robert) (p. 2711, 2712); CAILLAVET (Henri) (p. 2723); SCHMITT (Robert) (p. 2750); LUCOTTE (Marcel) (p. 2758).

RADIODIFFUSION TELEVISION (radios locales privées) : ECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); MIROUDOT (Michel) (p. 2716); CAILLAVET (Henri) (p. 2722); ROMANI (Roger) (p. 2729); PERREIN (Louis) (p. 2730); FAIGT (Jules) (p. 2747); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); LUCOTTE (Marcel) (p. 2759, 2760); FILLIOUD (Georges) (p. 2760); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); CICCOLINI (Félix) (p. 2779); GÆTSCHY (Henri) (p. 2781); PELLETIER (Jacques) (p. 2783).

RADIODIFFUSION TELEVISION (retransmission des débats) : PADO (Dominique) (p. 2705).

RADIODIFFUSION TELEVISION (société financière de radiodiffusion, SOFIRAD) : PONTILLON (Robert) (p. 2712); PADO (Dominique) (p. 2726).

RADIODIFFUSION TELEVISION (société française de production SFP) : FILLIOUD (Georges) (p. 2703, 2801, 2802); ECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); CLUZEL (Jean) (p. 2709); ROMANI (Roger) (p. 2729); MARSON (James) (p. 2745); SCHMITT (Robert) (p. 2750); CARAT (Jacques) (p. 2754).

RADIODIFFUSION TELEVISION (sociétés de programme) : FAIGT (Jules) (p. 2747); LUCOTTE (Marcel) (p. 2758); FILLIOUD (Georges) (p. 2782); PINTAT (Jean-François) (p. 2782).

RAPPORT BREDIN (audiovisuel) : MIROUDOT (Michel) (p. 2714); CARAT (Jacques) (p. 2752).

RAPPORT MOINOT (audiovisuel) : CLUZEL (Jean) (p. 2709); MIROUDOT (Michel) (p. 2714); PADO (Dominique) (p. 2725); MARSON (James) (p. 2745); LUCOTTE (Marcel) (p. 2759); GROS (Brigitte) (p. 2784); FILLIOUD (Georges) (p. 2797).

RECHERCHE : FILLIOUD (Georges) (p. 2700).

REDEVANCE TELEVISION : PADO (Dominique) (p. 2724); LISE (Roger) (p. 2746); SCHMITT (Robert) (p. 2750); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); LUCOTTE (Marcel) (p. 2759); CICCOLINI (Félix) (p. 2779); GETSCHY (Henri) (p. 2781, 2782); FILLIOUD (Georges) (p. 2800).

REGIONALISATION : CLUZEL (Jean) (p. 2710); CAILLAVET (Henri) (p. 2721); GAMBOA (Pierre) (p. 2755); BIDARD (Danièle) (p. 2755).

RESEAUX CABLES : PONTILLON (Robert) (p. 2713); BOURGINE (Raymond) (p. 2718); CAILLAVET (Henri) (p. 2720, 2721); ROMANI (Roger) (p. 2728, 2729); PERREIN (Louis) (p. 2730, 2731); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2756, 2757); CICCOLINI (Félix) (p. 2778); FILLIOUD (Georges) (p. 2799, 2800); MEXANDEAU (Louis) (p. 2803).

SATELLITES : FILLIOUD (Georges) (p. 2701, 2800); EECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); PONTILLON (Robert) (p. 2712); CAILLAVET (Henri) (p. 2721); ROMANI (Roger) (p. 2728); PERREIN (Louis) (p. 2731); CARAT (Jacques) (p. 2754); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2756, 2757); CICCOLINI (Félix) (p. 2778); LARCHE (Jacques) (p. 2781); PELLETIER (Jacques) (p. 2784); MEXANDEAU (Louis) (p. 2803, 2804).

SONDAGES ET ENQUETES : COLIN (Jean) (p. 2751); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2777); CICCOLINI (Félix) (p. 2778).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : LUCOTTE (Marcel) (p. 2758); CICCOLINI (Félix) (p. 2779).

TELECOMMUNICATIONS : PONTILLON (Robert) (p. 2712); MEXANDEAU (Louis) (p. 2713); FILLIOUD (Georges) (p. 2797); MEXANDEAU (Louis) (p. 2803).

TELEMATIQUE : MEXANDEAU (Louis) (p. 2713); CAILLAVET (Henri) (p. 2720, 2723); PERREIN (Louis) (p. 2730, 2731); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2757); MEXANDEAU (Louis) (p. 2804).

TELEPHONE (annuaire téléphonique) : MEXANDEAU (Louis) (p. 2804).

TELEVISION : EECKHOUTTE (Léon) (p. 2705); COLIN (Jean) (p. 2751, 2752); CARAT (Jacques) (p. 2752, 2753, 2754); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2756, 2757); LUCOTTE (Marcel) (p. 2757); MARTIN (Hubert) (p. 2783); GROS (Brigitte) (p. 2784); FILLIOUD (Georges) (p. 2800).

TELEVISION (chaînes) : FILLIOUD (Georges) (p. 2701); EECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); PASQUA (Charles) (p. 2705, 2706); CLUZEL (Jean) (p. 2709); MEXANDEAU (Louis) (p. 2714); CAILLAVET (Henri) (p. 2720); PADO (Dominique) (p. 2724); PERREIN (Louis) (p. 2731); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2732); MARSON (James) (p. 2745); LUCOTTE (Marcel) (p. 2757); CICCOLINI (Félix) (p. 2778); PELLETIER (Jacques) (p. 2783).

TELEVISION (émissions) : COLIN (Jean) (p. 2751).

TELEVISION (privée) : LUCOTTE (Marcel) (p. 2759).

TELEVISION (programmes) : FILLIOUD (Georges) (p. 2701); EECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); PASQUA (Charles) (p. 2705, 2706, 2707, 2708); CLUZEL (Jean) (p. 2710); CAILLAVET (Henri) (p. 2721); ROMANI (Roger) (p. 2730); CARAT (Jacques) (p. 2752).

VIDEODISQUES : EECKHOUTTE (Léon) (p. 2704); CARAT (Jacques) (p. 2753); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2757).

ZONES FRONTALIERES : MEXANDEAU (Louis) (p. 2803).

II. DISCUSSION DES ARTICLES : (15 juin 1982) (p. 2805, 2813); (16 juin 1982) (p. 2824, 2857); (17 juin 1982)

(p. 2880, 2912); (18 juin 1982) (p. 2944, 2959); (22 juin 1982) (p. 2277, 3003); (23 juin 1982) (p. 3015, 3030; 3039, 3055); (25 juin 1982) (p. 3157, 3163); (29 juin 1982) (p. 3204, 3254) MM. Georges Fillioud, ministre; Pierre-Christian Taittinger, Charles Pasqua, rapporteur; Jacques Eberhard, James Marson, Jack Lang, ministre de la culture, Jacques Carat, Michel Miroudot, Jean Cluzel, rapporteur pour avis; Henri Caillavet, Charles Lederman - Louis Perrein, Félix Ciccolini, Robert Pontillon, rapporteur pour avis, Jean-Marie Rausch, Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles; Claude Mont, Dominique Pado, André Bohl, Mme Brigitte Gros, MM. Raymond Bourguin, Charles de Cuttoli, Roger Romani, Marcel Rudloff, Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, Michel Caldagues, Pierre Gamboa - Paul Pillet, Daniel Millaud, Jacques Larché - René Touzet, Alphonse Arzel, Robert Schwint - Louis Virapoullé, Georges Dagonia, Louis Jung - Jacques Habert, Paul d'Ornano - Lionel Cherrier, François Collet.

Demande de priorité portant sur l'amendement A-83 et sur le titre V - Adoptée (p. 2805).

Avant le titre I^{er} (p. 2805).

Retiré : amendement A-83 de M. Pierre-Christian Taittinger : titre et article additionnel : « Liberté de la communication audiovisuelle » : « la communication audiovisuelle est libre » (p. 2805).

TITRE V - La diffusion des œuvres cinématographiques

Art. 79 A (*Contribution des organes de communication audiovisuelle au soutien du cinéma*) (p. 2805).

Retirés : amendement n° B-266 de M. Michel Miroudot : précisions portées sur les cahiers des charges (p. 2808) - Amendement n° B-115 de M. Jacques Carat : cahier des charges et précision des conditions de diffusion des œuvres cinématographiques (p. 2808).

- L'art. 79A est adopté (p. 2808).

Art. 79 B (*Délai d'exploitation audiovisuelle d'une œuvre cinématographique*) (p. 2808).

Adopté : amendement n° B 71 de M. Charles Pasqua, rapporteur : limite inférieure du délai d'exploitation simultanée d'un œuvre cinématographique sous forme de support vidéodisque ou de vidéocassette par exemple (p. 2809).

Rejeté : amendement B 267 de M. Michel Miroudot : association de la profession cinématographique au régime des dérogations sur le délai de diffusion (p. 2809).

- L'art. 79 B, ainsi modifié, est adopté (p. 2809).

Art. 79 (*Réforme des circuits de programmation cinématographique - Soumission à agrément préalable des groupements ou ententes de programmation*) (p. 2809).

Adoptés : amendement n° B-73 de M. Charles Pasqua, rapporteur : conditions de délivrance et de retrait de l'agrément fixées par décret en Conseil d'Etat et précision des clauses obligatoires des contrats de programmation et du taux maximum de redevance de programmation (p. 2811); sous-amendement n° B-357 de M. Jack Lang, ministre : précision des conditions de fixation de la redevance de programmation (p. 2811).

Rejeté : amendement n° B-72 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'agrément préalable délivré par le directeur du Centre national de la cinématographie aux groupements ou ententes contribuant à la diversification de l'investissement dans la production cinématographique (p. 2811).

Retirés : amendement n° B-268 de M. Pierre-Christian Taittinger : suppression de cet article relatif à l'agrément préalable pour tout groupement, entreprise et spectacle cinématographique visant à assurer la programmation d'œuvres cinématographiques en salle, par le directeur du centre national de la cinématographie (p. 2810) - Amendement n° B-269 de M.

Pierre-Christian Taittinger : impossibilité pour une même entreprise d'assurer à la fois la programmation des œuvres cinématographiques et leur distribution en salle (p. 2810) – Amendement n° B-270 de M. Pierre-Christian Taittinger : modalités de contribution des groupements ou ententes à la diversification de l'investissement dans la production cinématographique (p. 2810).

– L'art. 79, ainsi modifié, est adopté (p. 2811).

Après l'art. 79 (p. 2811).

Retiré : amendement n° B-271 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger : limitation de l'effet des dispositions de l'article 79 à une période de deux ans (p. 2811).

Art. 79 bis (*Bilan de l'application de l'art. 79 – Rapport au Parlement*) – Adopté (p. 2811).

Art. 80 (*Le médiateur arbitre des conflits cinématographiques*) (p. 2811).

Adoptés : amendement n° B-356 de M. Jack Lang, ministre : rôle du médiateur du cinéma ; possibilité de rendre public le procès-verbal de conciliation ; absence de conciliation et injonction (p. 2813).

Retiré : amendement n° B-272 de M. Michel Miroudot : engagement de la procédure de conciliation et suspension de toute procédure devant la commission de la concurrence pendant une période maximale de trois mois pour toute procédure pénale en refus de prestation de services et pratique discriminatoire de vente (p. 2812).

– L'art. 80, ainsi modifié, est adopté (p. 2813).

TITRE I^{er} Principes généraux

Avant l'art. 1^{er} (p. 2825).

Rejeté : amendement n° A-116 (art. additionnel) de M. James Marson : droit des citoyens à une communication audiovisuelle libre et pluraliste et rôle du service public de la radiodiffusion et de la télévision pour garantir ce droit (p. 2826).

Art. 1^{er} (*Proclamation de la liberté de la communication audiovisuelle – Définition de la notion de communication audiovisuelle*).

Adoptés : amendement n° A-51 de M. Louis Perrein : définition de la communication audiovisuelle et addition de la notion de mise à la disposition du public de « données » (p. 2830) – Amendement n° A-60 de M. Michel Miroudot : non application au domaine de la communication audiovisuelle de certains articles du code des postes et télécommunications relatifs à la tutelle des PTT (p. 2830).

Rejetés : amendement n° A-117 de M. James Marson : suppression, dans la définition de la communication audiovisuelle, de la référence à la communication par câble ; dépôt d'un projet de loi spécifique sur les communications non hertziennes avant le 1^{er} janvier 1983 (p. 2830) – Amendement n° A-50 de M. Louis Perrein : communication par câbles (p. 2830).

Retirés : amendement n° A-133 de M. Claude Mont : droit des citoyens à une communication audiovisuelle libre et pluraliste garanti par la République (p. 2829) – Amendement n° A-122 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : définition de la communication audiovisuelle (p. 2830) – Amendement n° A-113 de M. Robert Pontillon, rapporteur pour avis : substitution à la notion de communication par câble de la notion de communication par réseau câblé audiovisuel (p. 2830) – Amendement n° A-141 de M. Jean-Marie Rausch : exclusion des activités télématiques du champ d'application de la communication audiovisuelle (p. 2830).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2831).

Après l'art. 1^{er} (p. 2831).

Retiré : amendement n° A-61 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : liberté d'utilisation des réseaux câblés (p. 3232 ; précédemment réservé p. 2831).

Art. 2 (*Affirmation du droit à la communication audiovisuelle*) (p. 2831).

Adopté : amendement n° A-1 de M. Charles Pasqua, rapporteur : simplification de la rédaction de cet article relatif au droit des citoyens à une communication audiovisuelle libre et pluraliste (p. 2832).

Devient sans objet : amendement n° A-62 de M. Michel Miroudot : précisions apportées à la notion de liberté de réception : réception des émissions étrangères (p. 2832).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2832).

Art. 2 bis (*Anonymat des choix dans la réception des programmes*) – Adopté (p. 2832).

Art. 3 (*Garantie fondamentale du pluralisme et de la liberté dans la communication audiovisuelle*) (p. 2832).

Adoptés : amendement n° A-87 de Mme Brigitte Gros : élimination de toute tutelle gouvernementale sur les services d'information des sociétés de programme de radiodiffusion et de télévision (p. 2835) – Amendement rédactionnel n° A-2 de M. Charles Pasqua, rapporteur : radiodiffusion sonore (p. 2835) – Amendement n° A-64 de M. Michel Miroudot : mention à cet article de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (p. 2835).

Retirés : amendement rédactionnel n° A-123 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini (p. 2834) – Amendement n° A-63 de M. Michel Miroudot : substitution de la notion de secteur public à la notion de service public (p. 2835) – Amendement n° A-84 de M. Michel Miroudot : condition d'accès aux moyens de diffusion et aux infrastructures et installations (p. 2834).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2835).

Art. 5 (*Mission du service public de la radiodiffusion et de la télévision*) (p. 2836).

Adoptés : amendement de coordination n° A-3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2840) – Amendement rédactionnel n° A-4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2840) – Amendement n° A-5 de M. Charles Pasqua, rapporteur : modification de la rédaction de certains alinéas de cet article relatif aux missions du service public de la radiodiffusion et de la télévision : honnêteté, indépendance et pluralisme de l'information, production et diffusion des œuvres de l'esprit (p. 2840) – Amendement n° A-66 de M. Michel Miroudot : missions du service public de la radiodiffusion et de la télévision et égal accès à l'expression des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion (p. 2840) – Amendement n° A-97 de M. Charles de Cuttoli : missions du service public de la radiodiffusion et de la télévision et réponse aux besoins des Français de l'étranger en matière d'information, de distraction et de culture (p. 2840) – Amendement n° A-45 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : nécessité pour la durée totale des émissions télévisées de publicités de marque diffusées par chaque société nationale, régionale ou territoriale, de rester compatible avec la mission précédemment définie et avec les principes de neutralité et d'égalité du service public (p. 2842).

Retirés : amendement n° A-124 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : nouvelle rédaction plus concise de cet article relatif aux missions du service public de la radiodiffusion et de la télévision (p. 2840) – Sous-amendement n° 88 de Mme Brigitte Gros, à l'amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur : substitution de la notion d'indépendance de l'information à la notion d'honnêteté de l'information (p. 2840).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2842).

Après l'art. 5 (p. 2842).

Retiré : amendement n° A-6 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : publication trimestrielle des résultats des enquêtes réalisées par le centre d'études d'opinion et par le

service d'observation des programmes (p. 2844 ; puis repris par M. Dominique Pado qui le retire, p. 2846).

Après l'art. 12 (p. 2842) Demande de priorité portant sur l'amendement n° A-96 (art. additionnel) de M. Michel Romani : ordonnée (p. 2842).

Retiré : amendement n° A-96 (art. additionnel) de M. Michel Romani : publication régulière des études du centre d'études d'opinion relatives à l'audience et à la satisfaction des programmes du service public, et du relevé mensuel établi par le service d'observation des programmes sur la répartition des temps d'antenne entre le Gouvernement et les formations politiques ou les syndicats (p. 2843).

Art. 6 bis (Droit de réponse dans les entreprises de communication audiovisuelle) (p. 2846).

Adoptés : amendement n° A-7 de M. Charles Pasqua, rapporteur : droit de réponse accordé à toute personne physique ou morale, sans exclusive (p. 2848 ; scrutin public n° 116 ; liste des votants p. 2877) – Amendement rédactionnel n° A-8 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2848) – Amendement n° A-9 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la disposition subordonnant le contenu du décret en Conseil d'État aux dispositions relatives à la Haute autorité (p. 2848) – Amendement n° A-52 de M. Louis Perrein : possibilité de décret particulier pour l'application de l'article 70 de la présente loi, prévoyant un statut général pour la télématique (p. 2849).

Retiré : amendement n° A-126 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : droit de réponse accordé à toute personne physique ou morale, sans exclusive, pour imputations abusives portant atteinte à son honneur, à sa réputation ou à ses intérêts (p. 2848).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2849).

Art. 7 (Abolition du monopole de diffusion) (p. 2849).

Adopté : amendement n° A-10 de M. Charles Pasqua, rapporteur : procédure d'autorisation de l'usage des fréquences limitée aux émissions à partir du territoire national (p. 2850).

Retirés : amendement n° A-70 de M. Michel Miroudot : compétence de la Haute autorité en matière de répartition des fréquences (p. 2850) – Amendement n° A-71 de M. Michel Miroudot : durée minimale de trois ans pour les autorisations d'usage de fréquence (p. 2850) – Amendement n° A-72 de M. Michel Miroudot : procédure obligatoire pour la révocation d'autorisation (p. 2850).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2850).

Art. 9 (Abolition du monopole des équipements) (p. 2850).

Adopté : amendement n° A-11 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'autorisation par l'État des moyens de diffusion ou des infrastructures et installations de communication audiovisuelle empruntant le domaine public ou traversant une propriété tierce (p. 2851).

Retiré : amendement n° A-53 de M. Louis Perrein : limitation de la procédure d'agrément par le ministère des PTT ou l'établissement public de diffusion aux équipements de réception destinés à être connectés aux infrastructures et installations de communication audiovisuelle (p. 2851).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2851).

Art. 9 bis (Accès des services de communication audiovisuelle aux infrastructures et installations) – Adopté (p. 2851).

TITRE III Les institutions de la communication audiovisuelle

CHAPITRE PREMIER

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle

Art. 10 (Composition de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle) (p. 2851).

Adopté : amendement n° A-12 de M. Charles Pasqua, rapporteur : élection par la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle de son bureau (p. 2853).

Retiré : amendement n° A-102 de M. Henri Caillavet : composition de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle : désignation des députés et sénateurs de façon à assurer la représentation proportionnelle à l'intérieur de chacune des assemblées et une représentation équilibrée des formations politiques (p. 2853).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2854).

Art. 11 (Missions de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle) (p. 2854).

Adoptés : amendement n° A-13 de M. Charles Pasqua, rapporteur : identité des prérogatives de tous les membres du bureau de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (p. 2857) – Amendement n° A-14 de M. Charles Pasqua, rapporteur : saisine pour avis de la délégation parlementaire sur tous les décrets d'application de la présente loi, ainsi que pour les décrets fixant ou modifiant le cahier des charges des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision (p. 2857) – Amendement n° A-15 de M. Charles Pasqua, rapporteur : radiodiffusion sonore (p. 2857) – Amendement n° A-148 de M. Georges Fillioud, ministre : délai d'examen des projets de décret par la délégation parlementaire limité à quinze jours si le Gouvernement le demande (p. 2857) – Amendement n° A-17 de M. Charles Pasqua, rapporteur : publication au *Journal officiel* des avis de la délégation parlementaire (p. 2857).

Retirés : amendement n° A-16 de M. Charles Pasqua, rapporteur : consultation de la délégation parlementaire sur les projets de décret et délai de quinze jours porté à trente jours en dehors des sessions du Parlement (p. 2856) – Sous-amendement n° A-149 de M. Félix Ciccolini, à l'amendement n° A-13 de M. Charles Pasqua, rapporteur : exercice des pouvoirs de la délégation par le président ou par un membre de la délégation désigné par elle (p. 2857).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2857).

CHAPITRE II

La Haute autorité de la communication audiovisuelle

Retiré : amendement n° A-89 de Mme Brigitte Gros : dans l'intitulé de ce chapitre, remplacer l'expression « Haute autorité » par l'expression « Conseil exécutif » (p. 2881).

Art. 12 (Institution d'une Haute autorité de la communication audiovisuelle) (p. 2881).

Rejeté : amendement n° A-18 de M. Charles Pasqua, rapporteur : détermination précise de la mission de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (p. 2883).

– L'art. 12 est adopté (p. 2883).

Après l'art. 12 (voir après l'article 5, p. 2842).

Art. 12 bis (Mission générale de la Haute autorité) (p. 2883).

Adopté : amendement n° A-19 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cet article précisant que la Haute autorité veille au respect des missions du service public (p. 2884 ; scrutin public n° 117 ; liste des votants p. 2938, 2939).

Retiré : amendement n° A-136 de M. André Rabineau, soutenu par M. Paul Pillet : élaboration par la Haute autorité d'un code de l'audiovisuel (p. 2883).

– L'art. 12 bis est supprimé (p. 2884).

Art. 13 (Compétence générale de la Haute autorité) (p. 2884).

Adoptés : amendement n° A-20 de M. Charles Pasqua, rapporteur : énumération des règles fixées par la Haute autorité en ce qui concerne le service public de la radiodiffusion et de la télévision (p. 2887) – Première partie de l'amendement

n° A-150 de M. Georges Fillioud, ministre : coordination (p. 2888).

Rejetés : amendement n° A-85 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : fixation par la Haute autorité des règles relatives aux émissions consacrées à l'expression des différents partis politiques dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 2888) – Deuxième partie de l'amendement n° A-150 de M. Georges Fillioud, ministre : Haute autorité déterminant les modalités de mise en œuvre du droit de réponse dans les programmes du service public (p. 2888) – Amendement n° A-54 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Félix Ciccolini : consultation par la Haute autorité de la commission du suivi des expériences de télématique destinées au public (p. 2888).

Retirés : amendement n° A-127 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : énumération des règles fixées par la Haute autorité en ce qui concerne le service public de la radiodiffusion et de la télévision (p. 2886) – Amendement n° A-114 de M. Robert Pontillon, rapporteur pour avis : mission de contrôle de la Haute autorité sur les émissions d'origine extérieure (p. 2886) – Amendement n° A-86 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : Haute autorité fixant dans le service public de la radiodiffusion télévision les règles relatives à l'organisation des campagnes électorales dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 2886).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2888).

Art. 13 bis (*Compétence de la Haute autorité en matière d'élaboration des cahiers des charges et de répartition des moyens financiers*) (p. 2890).

Adoptés : amendement n° A-21 de M. Charles Pasqua, rapporteur : approbation par la Haute autorité des cahiers des charges et de la répartition du produit de la redevance et de la publicité (p. 2895 ; scrutin public n° 118 ; liste des votants p. 2939, 2940) ; sous-amendement n° A-46 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : avis de la Haute autorité public et motivé (p. 2893).

Retirés : amendement n° A-90 de Mme Brigitte Gros : véritable pouvoir conféré à la Haute autorité en ce qui concerne l'établissement des cahiers des charges et la répartition du produit de la redevance et de la publicité (p. 2892) – Amendement n° A-128 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : Haute autorité élaborant les cahiers des charges contenant les obligations du service public (p. 2892).

– L'art. 13 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2895).

Après l'art. 13 bis (p. 2895).

Adopté : amendement n° A-22 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : pouvoir de nomination de la Haute autorité (p. 3053 ; précédemment réservé p. 2896).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3053).

Art. 14 (*Compétence de la Haute autorité en matière d'autorisation de services privés locaux de communication*) (p. 2896).

Adopté : amendement n° A-23 de M. Charles Pasqua, rapporteur : approbation par la Haute autorité du plan de fréquences élaboré par l'établissement public de diffusion (p. 2899).

Devient sans objet : amendement n° A-55 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Félix Ciccolini : délivrance par la Haute autorité des autorisations en matière de services locaux de radiodiffusion sonore et de télévision (p. 2899).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2899).

Après l'art. 14 (p. 2899).

Retiré : amendement n° A-73 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : Haute autorité veillant à l'utilisation maximale des fréquences radio électriques (p. 2899).

Art. 15 (*Compétence de la Haute autorité en matière de conciliation des conflits relatifs à la liberté de conscience*) (p. 2899).

Retirés : amendement n° A-79 de M. Michel Miroudot : suppression de cet article relatif aux conflits opposant les organismes du service public à leurs collaborateurs (p. 2899) – Amendement n° A-129 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : conflits opposant les organismes du service public à leurs collaborateurs soumis à la Haute autorité aux fins de conciliation, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 2899).

– L'art. 15 est adopté (p. 2899).

Art. 16 (*Compétence de la Haute autorité en matière de déontologie publicitaire*) (p. 2899).

Adoptés : amendement rédactionnel n° A-24 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2900) – Amendement n° A-25 de M. Charles Pasqua, rapporteur : Haute autorité définissant des normes en matière de communication publicitaire (p. 2900) – Amendement n° A-81 de M. Michel Miroudot : Haute autorité veillant à l'équilibre des rapports entre le cinéma et les sociétés de télévision (p. 2900).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2900).

Art. 17 (*Intervention de la Haute autorité des sociétés nationales de programme pour le respect des obligations de service public et des cahiers des charges*) (p. 2900).

Adopté : amendement n° A-26 de M. Charles Pasqua, rapporteur : harmonisation des programmes des sociétés nationales (p. 2902).

Retirés : amendement n° A-130 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini : harmonisation des programmes des sociétés nationales (p. 2902) – Amendement n° A-104 de M. Henri Caillavet : conditions de publication du rapport annuel établi par la Haute autorité (p. 2902) – Amendement n° A-47 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : rapport annuel établi par la Haute autorité déposé devant le Parlement en même temps que le projet de loi de finances ; Haute autorité disposant de larges pouvoirs d'investigation pour contrôler l'emploi des fonds publics (p. 2902) – Amendement n° A-105 de M. Henri Caillavet : rapport annuel établi par la Haute autorité sur l'état des recherches en télématique (p. 2902).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2902).

Après l'art. 17 (p. 2902).

Devient sans objet : amendement n° A-131 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini, retiré (p. 2903) puis repris par M. Georges Fillioud, ministre : 1) pouvoir d'injonction de la Haute autorité en cas de manquements graves ou répétés d'une société nationale à ses recommandations ; 2) rapport annuel de la Haute autorité adressé au Président de la République sur l'exécution des cahiers des charges (p. 2949 ; précédemment réservé p. 2903).

Art. 18 (*Représentation internationale du service public de l'audiovisuel*) (p. 2903).

Adopté : amendement rédactionnel n° A-27 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2903).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2903).

Art. 19 (*Rapport annuel de la Haute autorité*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2903).

Adoptés : amendement n° A-28 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif au rapport annuel adressé par la Haute autorité au Président de la République et au Parlement (p. 2905) ; sous-amendement n° A-151 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : rapport annuel de la Haute autorité rendant compte du respect de ses recommandations relatives à la gestion des organismes institués par la présente loi (p. 2905) ; sous-amendement n° A-152 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : large pouvoir

d'investigation de la Haute autorité en ce qui concerne l'exercice de ses missions (p. 2905) ; sous-amendement n° A-153 de M. Henri Caillavet : rapport annuel de la Haute autorité publié au Journal officiel et assorti des réponses des administrations (p. 2904).

– L'art. 19 est rétabli, ainsi rédigé (p. 2905).

Art. 20 (*Nombre, désignation, durée du mandat et remplacement des membres de la Haute autorité*) (p. 2905).

Adopté : amendement n° A-29 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nomination de trois magistrats au sein de la Haute autorité et suppression de la limite d'âge (p. 2912 ; scrutin public n° 119 ; liste des votants p. 2940, 2941).

Retiré : amendement n° A-92 de Mme Brigitte Gros : Haute autorité composée de trois membres désignés par le Président de la République et de six autres désignés par les juridictions suprêmes (p. 2910).

Deviennent sans objet : amendement n° A-119 de M. James Marson, soutenu par M. Charles Lederman : Haute autorité composée de trois membres désignés par le Président de la République, trois magistrats et trois membres élus par le Conseil national de l'audiovisuel (p. 2912) – Amendement n° A-58 de M. Robert Pontillon, rapporteur pour avis : suppression de la limite d'âge pour les membres de la Haute autorité (p. 2912).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2912).

Art. 21 (*Régime des incompatibilités applicables aux membres de la Haute autorité*) (p. 2944).

Adoptés : amendement n° A-30 de M. Charles Pasqua, rapporteur : incompatibilité des fonctions de membre de la Haute autorité de la communication audiovisuelle avec tout mandat électif, toute fonction publique et toute activité professionnelle permanente rémunérée (p. 2945) – Amendement n° A-31 de M. Charles Pasqua, rapporteur : interdiction pour les membres de la Haute autorité de prendre une position publique sur les questions en rapport avec les décisions de la Haute autorité (p. 2945).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2946).

Art. 22 (*Interdiction de tout emploi rémunéré avec les fonctions de membre de la Haute autorité*) (p. 2946).

Adopté : amendement n° A-32 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'incompatibilité des fonctions de président et de membre de la Haute autorité avec tout autre emploi rémunéré (p. 2946).

– L'art. 22, est supprimé (p. 2946).

Art. 23 (*Organisation et gestion financière des services de la Haute autorité*) (p. 2946).

Adopté : amendement n° A-106 de M. Henri Caillavet : impossibilité pour les personnels de ces services d'être administrateurs dans les conseils d'administration des établissements et des sociétés prévus par la présente loi (p. 2947).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2947).

Art. 24 (*Notification, mise en œuvre et entrée en vigueur des actes, décisions et recommandations de la Haute autorité*) (p. 2947).

Adopté : amendement n° A-33 de M. Charles Pasqua, rapporteur : notification des actes de la Haute autorité au Gouvernement et caractère exécutoire ; rôle de la Haute autorité en cas de manquements graves ou répétés d'une société nationale de programme aux cahiers des charges) (p. 2949).

Retiré : amendement n° A-108 de M. Henri Caillavet : caractère exécutoire des décisions à l'issue d'un délai de deux jours francs (p. 2949).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2949).

CHAPITRE III

Le conseil national de la communication audiovisuelle

Art. 25 (*Institution et mission du conseil national de la communication audiovisuelle*) (p. 2949).

Adoptés : amendement de coordination n° A-34 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2950) – Amendement rédactionnel n° A-35 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2950).

Retiré : amendement n° A-109 de M. Henri Caillavet : cas de consultation du conseil national de la communication audiovisuelle (p. 2949).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2950).

Art. 26 (*Composition et fonctionnement du conseil national de la communication audiovisuelle*) (p. 2950).

Adoptés : amendement n° A-59 de M. Marc Bœuf, soutenu par M. Félix Ciccolini : présence au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept représentants des associations culturelles, de jeunesse et d'éducation populaire (p. 2955) – Amendement n° A-36 de M. Charles Pasqua, rapporteur : présence au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept représentants des associations familiales et sociales, des associations de consommateurs et de téléspectateurs (p. 2956) – Amendement n° A-37 de M. Charles Pasqua, rapporteur : présence au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept représentants des entreprises de communication (p. 2956) – Amendement n° A-110 de M. Henri Caillavet : présence au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept représentants des grandes associations spirituelles et philosophiques (p. 2956) – Amendement n° A-154 de M. Charles Pasqua, rapporteur : présence au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept membres représentant respectivement le Conseil supérieur des Français de l'étranger, les organisations professionnelles représentatives et les travailleurs permanents et intermittents de l'industrie cinématographique ainsi que les associations de jeunesse et d'éducation populaire (p. 2957 ; scrutin public n° 121 ; liste des votants p. 2973, 2974) – Amendement n° A-155 de M. Georges Fillioud, ministre : représentation au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept personnalités du monde culturel et scientifique, dont une au moins d'outre-mer (p. 2957).

Rejeté : amendement n° A-120 de M. James Marson : composition du Conseil national de la communication audiovisuelle ; incompatibilité de fonctions avec l'exercice d'un mandat d'administrateur dans un organisme du service public de la communication audiovisuelle, sauf pour la représentation de TDF et des PTT ; règles de fonctionnement du Conseil par décret en Conseil d'Etat (p. 2955).

Retirés : amendement n° A-98 de M. Charles de Cuttoli : représentation de sept membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 2955) – Amendement n° A-56 de M. Jacques Carat : représentation de l'industrie cinématographique au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 2955) – Amendement n° A-57 de M. Jacques Carat : représentation de l'industrie cinématographique au sein du Conseil de la communication audiovisuelle (p. 2955) – Amendement n° A-44 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin : présence au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle de sept représentants des associations familiales, sociales de consommateurs et des associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 2956) – Amendement n° A-82 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Paul d'Ornano : représentation des professionnels du cinéma au sein du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 2956) – Amendement n° A-111 de M. Henri Caillavet : publicité des organisations appelées à désigner leurs représentants (p. 2956).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2957).

CHAPITRE IV

Les comités régionaux de la communication audiovisuelle

Art. 27 (*Création de comités régionaux de la communication audiovisuelle*) – Adopté (p. 2958).

Art. 28 (*Mission des comités régionaux de la communication*) (p. 2958).

Adoptés : amendement rédactionnel n° A-38 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2958) – Amendement de coordination n° A-39 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2959) – Amendement n° A-40 de M. Charles Pasqua, rapporteur : domaine d'exercice et pouvoir d'avis du comité régional (p. 2959).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2959).

Art. 29 (*Composition et règle de fonctionnement des comités régionaux*) (p. 2977).

Adoptés : amendement de coordination n° A 41 de M. Charles Pasqua, rapporteur : représentation des associations de téléspectateurs aux sein des comités régionaux de la communication audiovisuelle (p. 2979) – Amendement de coordination n° A-42 de M. Charles Pasqua, rapporteur : représentants des entreprises de communication au sein des comités régionaux de la communication audiovisuelle (p. 2979) – Amendement n° A-48 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux de la communication audiovisuelle pouvant être inscrits au budget des collectivités locales ; bénévolat de la fonction de membre d'un comité régional (p. 2980).

Rejeté : amendement n° A-95 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. René Touzet : comités régionaux de la communication audiovisuelle composés d'élus désignés par les conseils régionaux (p. 2979).

Retiré : amendement n° A-121 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : composition des comités régionaux de la communication audiovisuelle arrêtée par les conseils généraux ; définition des règles générales de cette composition ; généralisation de l'actuelle commission Holleaux (p. 2979).

Deviennent sans d'objet : amendement n° A-43 de M. Charles Pasqua, rapporteur : crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux de la communication audiovisuelle obligatoirement inscrits au budget des collectivités locales (p. 2980) – Amendement n° A-112 de M. Henri Caillavet : inscription obligatoire de 25 % des crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux de la communication audiovisuelle au budget des collectivités locales (p. 2980).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2980).

Après l'art. 29 (p. 2980).

Adopté : amendement n° A-115 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : insertion d'un art. additionnel relatif aux avis émis par le conseil supérieur des Français de l'étranger vis-à-vis de la politique de la communication audiovisuelle à l'égard des Français à l'étranger (p. 2981).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2981).

TITRE III le service public de la Radiodiffusion et de la télévision

Adopté : amendement rédactionnel n° B1 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2981).

– L'intitulé du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 2981).

CHAPITRE PREMIER

L'action de l'Etat dans le service public

Art. 30 (*Cahier des charges*) (p. 2981).

Adoptés : amendement n° B2 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression du second alinéa relatif aux orientations générales de la politique des programmes et aux missions

particulières de chaque organisme (p. 2983) – Amendement n° B-3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : obligation du service public relative à la diffusion radiotélévisée d'œuvres de haute culture (p. 2983) – Amendement n° B-4 de M. Charles Pasqua, rapporteur : cahiers des charges comportant des conditions concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et notamment la proportion des films étrangers ; précisions concernant les conditions de co-production des films cinématographiques par les sociétés de télévision avec les entreprises de production (p. 2986).

Retiré : amendement n° B 285 de M. Michel Miroudot : cahiers des charges soumis à l'avis de la Haute autorité (p. 2983).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2986).

Art. 31 (*Dispositions particulières relatives à l'accès à l'antenne*) (p. 2986).

Adoptés : amendement n° B-5 de M. Charles Pasqua, rapporteur : émissions relatives aux campagnes électorales soumises à des règles fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 2986) – Amendement n° B-6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression du temps d'antenne accordé aux formations politiques représentées par un groupe à l'Assemblée nationale (p. 2990) – Amendement rédactionnel n° B-7 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2990) – Amendement n° B-287 de M. Michel Miroudot : temps régulier d'antenne accordé aux organisations professionnelles (p. 2991).

Retirés : amendement n° B-123 de M. Henri Caillavet : radiodiffusion ou télévision des débats du Conseil économique et social (p. 2987) – Amendement n° B-182 de M. Jacques Arard, soutenu par M. Félix Ciccolini : temps d'antenne égal accordé aux groupes de la majorité et à ceux de l'opposition lors de la radiodiffusion ou de la télévision des débats des assemblées parlementaires et des assemblées régionales, (p. 2988) – Amendement n° B-124 de M. Henri Caillavet : temps égal et régulier d'antenne accordé aux expressions philosophiques ou idéologiques a-religieuses (p. 2990).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2991).

CHAPITRE II

L'organisation nationale du service public de la radiodiffusion et de la télévision

Intitulé du chapitre II (p. 2991).

Adopté : amendement de coordination n° B-8 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2991).

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 2991).

Section première – l'établissement public de diffusion

Art. 32 (*Statut et missions de l'établissement public de diffusion*) (p. 2991).

Adoptés : amendement rédactionnel n° B-9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2991) – Amendement de coordination n° B-10 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2992) – Amendement de coordination n° B-12 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2993).

Retiré : amendement n° B-289 de M. Michel Miroudot : interdiction de tout brouillage volontaire de la part de l'établissement public (p. 2993).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2993).

Art 33 (*Conseil d'administration de l'établissement public de diffusion*) (p. 2993).

Adopté : amendement n° B-13 de M. Charles Pasqua, rapporteur : durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'établissement public portée à cinq ans au lieu de trois ans ; nouvelle composition de ce conseil d'administration : désignation d'administrateur par le Conseil national de la

communication audiovisuelle et augmentation de la représentation du personnel (p. 2996).

Retiré : amendement n° B-290 de M. Michel Miroudot : représentants du personnel de l'établissement public au sein du conseil d'administration élus dans des conditions précisées par décret en Conseil d'Etat (p. 2995).

Deviennent sans objet : amendement B-155 de M. James Marson, soutenu par M. Charles Lederman : nouvelle composition du conseil d'administration de l'établissement public : représentants de l'Etat nommés par la Haute autorité ; représentants du personnel choisis sur des listes établies par les organisations syndicales représentatives ; représentants des bénéficiaires des autorisations d'émettre (p. 2996) – Amendement n° B-183 de M. Félix Ciccolini : augmentation du nombre des membres composant le conseil d'administration de l'établissement public ; accroissement des pouvoirs de la Haute autorité (p. 2996) – Amendement n° B-126 de M. Henri Caillavet : Haute autorité émettant un avis sur le choix du président du conseil d'administration (p. 2996).

– L'art. 33 ainsi modifié est adopté (p. 2996).

Art. 34 (*Ressources de l'établissement public de diffusion*) (p. 2996).

Adoptés : amendement n° B-14 de M. Charles Pasqua, rapporteur : assiette de la redevance correspondant à une seule taxe par foyer (p. 2997) – Amendement n° B-15 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la distinction faite entre l'exécution des missions de l'établissement public et le financement de ses investissements (p. 3017) ; précédemment réservé p. 2998) – Amendement n° B-125 de M. Henri Caillavet : opérations de protection contre les signaux émis en toute illégalité n'étant pas imputées au budget de l'établissement public de diffusion (p. 3017) ; précédemment réservé p. 2992 et 2998).

Retirés : amendement n° B-291 de M. Michel Miroudot : paiement par les sociétés de programme, sur la base, d'une facturation détaillée, de sommes dues à l'établissement public de diffusion (p. 2996) – Amendement n° B-293 de M. Michel Miroudot : redevance unique pour le droit d'usage des postes récepteurs de télévision (p. 2997).

Deviennent sans objet : amendement n° B-135 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Daniel Millaud : redevance unique pour le droit d'usage des postes récepteurs de télévision (p. 2997) – Amendement n° B-85 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : assiette de la redevance correspondant à une seule taxe par foyer (p. 2997).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 3017).

Section II – *Les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision*

Intitulé de la section II (p. 2998).

Adopté : amendement de coordination de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 2998).

– L'intitulé de la section II ainsi modifié, est adopté (p. 2998).

Art. 35 (*La société nationale de programme de radiodiffusion sonore*) (p. 2998).

Adopté : amendement n° B-17 de M. Charles Pasqua, rapporteur : diffusion des émissions de la société nationale de programme de radiodiffusion sonore (p. 3000).

Rejeté : amendement n° B-184 de M. Félix Ciccolini : société nationale de programme absorbant la société de radio internationale ; mission et gestion de cette société (p. 3000).

Retiré : amendement n° B-86 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : substitution de la notion de conseil d'orientation à celle de comité consultatif (p. 3000).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Art. 36 (*Les sociétés nationales de programme de télévision*) (p. 3000).

Adopté : amendement n° B-19 de M. Charles Pasqua, rapporteur : cahiers des charges fixant les conditions dans lesquelles les sociétés de programme de télévision pourront participer à des accords de coproduction et passer des accords de commercialisation en France (p. 3003).

Rejeté : amendement n° B-156 de M. James Marson, soutenu par M. Charles Lederman : création d'une société nationale chargée de la conception, de la programmation et de la production d'émissions du service public national de télévision (p. 3003).

Retirés : amendement n° B-185 de M. Félix Ciccolini : création d'une société nationale de programme regroupant les sociétés régionales de télévision (p. 3003) – Amendement n° B-299 de M. Michel Miroudot : programme de télévision destiné au grand public à la charge d'une société de programme (p. 3003) – Amendement n° B-300 de M. Michel Miroudot : vocation culturelle d'une des sociétés de programme (p. 3003).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 3003).

Art. 37 (*Conseil d'administration des sociétés nationales de programme de radiodiffusion sonore et de télévision*) (p. 3015).

Adopté : amendement n° B-20 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition du conseil d'administration des sociétés nationales de programme (p. 3016).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 3016).

Après l'art. 37 (p. 3017).

Retiré : amendement n° B-306 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : création d'une chaîne de cinéma payante à partir du réseau 819 lignes (p. 3017).

Art. 38 (*Société nationale de programme de télévision à vocation régionale*) (p. 3017).

Adopté : amendement n° B-21 de M. Charles Pasqua, rapporteur : mission d'une société nationale de programme ; cahier des charges et conseil d'orientation (p. 3019).

Rejeté : amendement n° B-159 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : suppression de cet article relatif à la mission d'une société nationale de programme (p. 3019).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 3019).

Art. 38 bis (*Le conseil d'administration de la société nationale de programme de télévision à vocation régionale*) (p. 3019).

Adopté : amendement n° B-22 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition du conseil d'administration de la société nationale de programme (p. 3021).

Retiré : amendement n° B-127 de M. Henri Caillavet : possibilité pour la Haute autorité de proposer la révocation du président (p. 3020).

– L'art. 38 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3021).

Art. 39 (*Société nationale de programme de radiodiffusion sonore et de télévision pour l'outre-mer*) (p. 3021).

Adoptés : amendement n° B-23 de M. Charles Pasqua, rapporteur : répartition des compétences entre la société nationale de programme de télévision pour l'outre-mer et les sociétés régionales de télévision (p. 3024) – Amendement n° B-139 de M. Louis Virapoullé : société nationale de programme de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer ; filiale commune des sociétés nationales ; répartition du capital par décret (p. 3024).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 3024).

Après l'art. 39 (p. 3024).

Retiré : amendement n° B-180 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : émission par chaque chaîne de télévision métropolitaine d'une heure d'antenne une fois par mois pour les départements d'outre-mer, la collectivité territoriale de Mayotte et les territoires d'outre-mer (p. 3025).

Art. 39 bis (*Conseil d'administration de la société nationale de programme de radiodiffusion sonore et de la télévision pour les DOM-TOM et Mayotte*) (p. 3025).

Adopté : amendement n° B-24 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition du conseil d'administration de la société nationale de programme pour l'outre-mer (p. 3025).

– L'art. 39 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3025).

Art. 41 (*Répartition du capital sonore des sociétés nationales de programme de radiodiffusion sonore et de télévision*) – Adopté (p. 3025).

Art. 42 (*Société nationale de production d'œuvres et de documents audiovisuels*) (p. 3025).

Adopté : amendement n° B-25 de M. Charles Pasqua, rapporteur : production par une société nationale d'œuvres et de documents audiovisuels ; prestations de cette société ; actions nominatives ; participation à des accords de coproduction (p. 3030).

Retirés : sous-amendement n° B-190 de M. Félix Ciccolini, à l'amendement n° B-25 de M. Charles Pasqua, rapporteur : production d'œuvres et de documents pour la radiodiffusion sonore et la télévision (p. 3030) – Sous-amendement n° B-317 de M. Michel Miroudot, à l'amendement n° B-25 de M. Charles Pasqua, rapporteur : participation à titre minoritaire à des accords de coproductions cinématographiques avec le secteur privé (p. 3027) – Amendement n° B-314 de M. Michel Miroudot : détention d'actions par l'Etat possédant 34 pour cent du capital (p. 3027) – Amendement n° B-140 de M. Edouard Le Jeune, soutenu par M. Adolphe Chauvin : interdiction à la société nationale de programme de participer au capital de la société nationale chargée de la production d'œuvres et de documents audiovisuels (p. 3027).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 3030).

Art. 43 (*Conseil d'administration de la société nationale de production d'œuvres et de documents audiovisuels*) (p. 3039).

Adopté : amendement n° B-26 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition des conseils d'administration des sociétés et établissements publics ; durée du mandat des membres du conseil d'administration (p. 3038 ; scrutin public n° 124 ; liste des votants p. 3090).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 3040).

Art. 44 (*Les conditions de production, cession et concession des œuvres et des documents audiovisuels*) (p. 3040).

Adopté : amendement n° B-27 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cet article relatif à la production d'œuvres ou documents audiovisuels dans les conditions fixées par les cahiers des charges par les sociétés et la cession à des tiers des droits possédés sur ceux-ci (p. 3040).

– L'art. 44 est supprimé (p. 3040).

Section III – *L'Institut national de la communication audiovisuelle*

Retiré : amendement n° B-28 de M. Charles Pasqua, rapporteur : intitulé ; « Institut national de l'audiovisuel » (p. 3040).

Art. 45 (*Statut et missions de l'Institut national de la communication audiovisuelle*) (p. 3040).

Adopté : amendement n° B-29 de M. Charles Pasqua, rapporteur : mission de l'Institut national de la communication audiovisuelle ; comité scientifique et problème de la propriété des archives (p. 3042) ; sous-amendement n° B-359, de M. Georges Fillioud, ministre : refus de donner un monopole absolu de la formation et de la recherche à cet institut (p. 3042).

Retiré : amendement n° B-217 de M. Michel Miroudot : aspect pluraliste de la formation (p. 3042).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 3042).

Art. 46 (*Conseil d'administration de l'Institut national de la communication audiovisuelle*) (p. 3042).

Adopté : amendement n° B-30 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition du conseil d'administration de l'Institut national de la communication audiovisuelle (p. 3043).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 3043).

Art. 47 (*Ressource de l'Institut national de la communication audiovisuelle*) (p. 3043).

Adoptés : amendement n° B-31 de M. Charles Pasqua, rapporteur : ressources de l'établissement public et contribution forfaitaire versée par les sociétés nationales de programme de radiodiffusion sonore et de télévision (p. 3043) – Amendement n° B-32 de M. Charles Pasqua, rapporteur : attribution d'une partie du produit de la taxe affectée au service public (p. 3043).

– L'art. 47, ainsi modifié, est adopté (p. 3043).

CHAPITRE III

Organisation décentralisée du service public de la radiodiffusion et de la télévision

Intitulé du chapitre III (p. 3044).

Adopté : amendement n° B-33 de M. Charles Pasqua, rapporteur : intitulé ; Organisation décentralisée du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision (p. 3044).

– L'intitulé du chapitre III, ainsi modifié est adopté (p. 3044).

Art. 48 (*Missions des sociétés régionales de radiodiffusion sonore*) (p. 3044).

Adopté : amendement n° B-34 de M. Charles Pasqua, rapporteur : mission des sociétés régionales de programme de radiodiffusion sonore et des stations locales de radiodiffusion sonore du secteur public de l'audiovisuel (p. 3067).

Rejeté : amendement n° B-165 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : création et mission des sociétés à capital public de radiodiffusion et de télévision dans les régions de métropole et d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer (p. 3047).

Retirés : amendement n° B-296 de M. Michel Miroudot : interdiction faite aux stations locales publiques de se constituer en réseaux d'informations ou de programmes (p. 3046 ; précédemment réservé p. 3000) – Amendement n° B-327 de M. Michel Miroudot : diffusion de programmes propres d'origine locale par les sociétés régionales de radiodiffusion sonore (p. 3047) – Amendement n° B-328 de M. Michel Miroudot : conservation des enregistrements d'émissions pendant un délai de deux mois par les sociétés et les stations (p. 3047).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 3047).

Art. 49 (*Sociétés régionales de télévision*) (p. 3047).

Adopté : amendement n° B-35 de M. Charles Pasqua, rapporteur : mission de production des sociétés régionales de programme de télévision (p. 3050).

Retirés : amendement n° B-89 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : suppression de la notion de délai de quatre ans pour la création de douze sociétés régionales de télévision ; (p. 3049) – Amendement n° B-331 de M. Michel Miroudot : mission particulière du service public au plan régional (p. 3049) – Amendement n° B-333 de M. Michel Miroudot : conclusion par les sociétés régionales de télévision d'une convention avec les régions prévoyant la mise en œuvre de la politique culturelle définie par ces régions (p. 3049).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 3050).

Art. 50 (*Les sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision dans les DOM - TOM*) (p. 3050).

Adopté : amendement n° B-37 de M. Charles Pasqua, rapporteur : régions et territoires d'outre-mer ; attributions de sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision (p. 3051).

Retiré : amendement n° B-360 de M. Georges Fillioud, ministre : ressort d'une ou plusieurs régions d'outre-mer ; mission des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision (p. 3051).

– L'art. 50, ainsi modifié, est adopté (p. 3051).

Art. 51 (*Répartition du capital des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision*) (p. 3051).

Retirés : amendement n° B-169 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : financement des sociétés régionales et autonomie (p. 3052) – Amendement n° B-90 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : accord des collectivités territoriales avec les décisions des sociétés régionales engageant les finances des collectivités territoriales (p. 3052).

– L'art. 51 est adopté (p. 3052).

Art. 52 (*Conseil d'administration des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision*) (p. 3052).

Adopté : amendement n° B-39 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition du conseil d'administration des sociétés régionales ou territoriales de programme (p. 3052).

– L'art. 52, ainsi modifié, est adopté (p. 3052).

CHAPITRE IV

L'action extérieure du service public de la radiodiffusion et de la télévision

Adopté : amendement n° B-40 de M. Charles Pasqua, rapporteur : intitulé ; « Actions extérieures du service public de la radiodiffusion sonore » (p. 3162 ; précédemment réservé p. 3053).

– L'intitulé du chapitre IV du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 3162).

Section première – La radiodiffusion

Adopté : amendement n° B-41 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la section et de son intitulé : « la radiodiffusion » (p. 3163 ; précédemment réservé p. 3058).

– La section première et son intitulé sont supprimés (p. 3163).

Art. 53 (*La société nationale de programme de radiodiffusion sonore à diffusion internationale*) (p. 3053).

Adopté : amendement B-121 de M. Charles de Cuttoli : mission de la société nationale : diffusion internationale, notamment aux Français de l'étranger (p. 3055).

L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 3055).

Art. 54 (*Répartition de capital de la société nationale de programme de radiodiffusion sonore à diffusion internationale*) (p. 3157).

Adopté : amendement de coordination n° B-42 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3157).

– L'art. 54, ainsi modifié, est adopté (p. 3157).

Art. 55 (*Conseil d'administration de la société nationale de programme de radiodiffusion sonore à diffusion internationale*) (p. 3157).

Adopté : amendement n° B-43 de M. Charles Pasqua, rapporteur : composition du conseil d'administration de la société nationale de programme (p. 3159 ; scrutin public n° 126 ; liste des votants p. 3198, 3199).

Retiré : sous-amendement n° B-320 de M. Jacques Habert, à l'amendement n° B-43 de M. Charles Pasqua, rapporteur : désignation par le conseil supérieur des Français de l'étranger d'un administrateur au sein du conseil d'administration de la

société nationale de programme : réduction du nombre des représentants du personnel (p. 3159).

Devient sans objet : amendement n° B-361 de M. Georges Fillioud, ministre : équilibre au sein du conseil d'administration de la société nationale de programme entre les représentants de la société Radio-France et les représentants de l'Etat (p. 3159).

– L'art. 55, ainsi modifié, est adopté (p. 3159).

Section II. La télévision.

Adopté : amendement n° B-44 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cette section et de son intitulé : « section II – la télévision » (p. 3162 ; précédemment réservé p. 3159).

– La section II du chapitre IV du titre III et son intitulé sont supprimés (p. 3162).

Intitulé de chapitre (p. 3159).

Adopté : amendement n° B-45 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : insertion d'un intitulé de chapitre : « chapitre additionnel – la commercialisation des œuvres et documents audiovisuels » (p. 3162 ; précédemment réservé p. 3159).

– Un intitulé de chapitre additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3162).

Art. 56 (*Missions de la société de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels*) (p. 3159).

Adopté : amendement n° B-362 de M. Georges Fillioud, ministre : nouvelle rédaction de cet article relatif à la création et à la mission de la société de commercialisation (p. 3162) ; sous-amendement n° B-363 de M. Charles Pasqua rapporteur : nouvelle société participant à titre accessoire à des accords de coproduction et passant des accords de commercialisation en France et à l'étranger à l'exclusion d'accords lui confiant la diffusion d'œuvres cinématographiques en France (p. 3162).

Retirés : amendement n° B-119 de M. Robert Pontillon, rapporteur pour avis, soutenu par M. Paul d'Ornano : suppression de cet article relatif à la création d'une société de commercialisation des documents audiovisuels français à l'étranger (p. 3162) – Amendement n° B-46 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nouvelle société ne commercialisant pas les œuvres cinématographiques françaises à l'étranger (p. 3161) – Amendement n° B-355 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Paul d'Ornano : accords passés par la société de commercialisation ne concernant pas les œuvres cinématographiques (p. 3162) – Amendement n° B-91 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la création d'une société chargée de commercialiser à l'étranger les œuvres et documents audiovisuels français (p. 3161).

– L'art. 56, ainsi modifié, est adopté (p. 3162).

Art. 57 (*Répartition du capital de la société de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels*) – Adopté (p. 3162).

Art. 58 (*Conseil d'administration de la société de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels*) – Adopté (p. 3162).

CHAPITRE V

Dispositions relatives au financement du service public de la radiodiffusion et de la télévision

Intitulé du chapitre V (p. 3205).

Adopté : amendement de coordination n° B-47 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nouvel intitulé de ce chapitre : dispositions relatives au financement du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision (p. 3205).

– L'intitulé du chapitre V du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 3205).

Art. 59 (*Ressources des établissements publics et des sociétés du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision*).

Adopté : amendement n° B-94 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : approbation chaque année par le Parlement à l'occasion du vote de la loi de finances du montant des ressources spécifiques – redevance et publicité – de l'ensemble des organismes de l'audiovisuel (p. 3205).

– L'art. 59, ainsi modifié, est adopté (p. 3205).

Avant l'art. 60 (p. 3205).

Retiré : amendement n° B-95 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : précision relative aux conditions de répartition de la redevance et au produit de la publicité aux organismes du service public de l'audiovisuel (p. 3206).

Art. 60 (*Approbation annuelle de la redevance par le Parlement*) (p. 3206).

Adopté : amendement n° B-96 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : approbation par le Parlement de la répartition du produit attendu de la redevance et fixation du montant du produit attendu des recettes provenant de la publicité de marques à la télévision (p. 3207).

– L'art. 60, ainsi modifié, est adopté (p. 3207).

Après l'art. 60 (p. 3207).

Retiré : amendement n° B-147 (art. additionnel) de M. André Rabineau, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité pour les téléspectateurs d'exprimer un jugement chiffré sur chacune des sociétés de programme et sur la qualité des programmes (p. 3207).

Art. 61 (*Répartition des ressources des organismes du service public de la radiodiffusion sonore et la télévision*) (p. 3207).

Adoptés : amendement de coordination n° B-49 de M. Charles Pasqua, rapporteur – Amendement n° B-50 de M. Charles Pasqua, rapporteur : approbation par la Haute autorité de la communication audiovisuelle de la répartition des ressources et de la répartition de la redevance (p. 3209) – Amendement n° B-51 de M. Charles Pasqua, rapporteur : prise en compte de l'effort consenti en faveur de la création pour l'attribution de la redevance (p. 3209).

Retirés : amendement n° B-335 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Lionel Cherrier : précisions concernant la part de la redevance affectée à la création et la part affectée à l'achat des œuvres cinématographique (p. 3209) – Amendement n° B-337 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Lionel Cherrier : part de l'augmentation annuelle du montant de la redevance supérieure à la hausse des prix consacrée à la création (p. 3209).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 3209).

Art. 62 (*Approbation parlementaire de la répartition du produit de la redevance*) (p. 3209).

Retiré : amendement n° B-149 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Daniel Millaud : exclusion du bénéfice du produit de la redevance pour certaines sociétés (p. 3209).

– L'art. 62 est adopté (p. 3209).

Art. 63 (*Documents annexés au projet de loi de finances*) (p. 3209).

Adoptés : amendement de coordination n° B-53 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3210) – Amendement n° B-54 de M. Charles Pasqua, rapporteur : reprise de dispositions figurant dans l'art. 74 de la loi de 1974 en vertu desquelles les documents visés à cet article doivent être portés à la connaissance du Parlement (p. 3210) – Amendement n° B-55 de M. Charles Pasqua, rapporteur : documents devant faire apparaître l'effort consenti par les organismes concernés en faveur de la création (p. 3210).

– L'art. 63, ainsi modifié, est adopté (p. 3210).

Art. 64 (*Emissions et recettes publicitaires*) (p. 3210).

Adoptés : amendement n° B-56 de M. Charles Pasqua, rapporteur : fixation de la progression de l'insertion de la publicité dans les programmes et de la détermination des secteurs couverts par elle (p. 3215 ; scrutin public n° 127 ; liste des votants p. 3276) – Amendement n° B-57 de M. Charles Pasqua, rapporteur : fixation à 25 % maximum du total des ressources des organismes visés au titre de la présente loi de la proportion des recettes provenant de la publicité de marque (p. 3215 ; scrutin public n° 128 ; liste des votants p. 3276, 3277) – Amendement n° B-99 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : conditions d'introduction et de progressivité de la publicité de marques sur les antennes des sociétés régionales de télévision (p. 3216) ; sous-amendement n° B-365 de M. Charles Pasqua, rapporteur : limitation à 0,5 % par an de l'augmentation du pourcentage de la durée totale des émissions de publicité de marques pour les années ultérieures (p. 3216).

Retirés : amendement n° B-131 de M. Henri Caillavet : progressivité du volume des recettes publicitaires des sociétés régionales de radiodiffusion et de télévision (p. 3216) – Amendement n° B-118 de Mme Brigitte Gros : fixation par la Haute autorité de la communication audiovisuelle de l'objet de la durée et des modalités de la programmation des émissions publicitaires et limitation à 25 % du total des ressources des sociétés de programme des recettes provenant de la publicité de marques (p. 3215) – Amendement n° B-227 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Lionel Cherrier : interdiction pour la société nationale de programme prévue à l'art. 38 et pour les sociétés régionales de télévision prévues à l'art. 49 de diffuser des messages publicitaires (p. 3215).

Devient sans objet : amendement n° B-130 de M. Henri Caillavet : fixation à 40 % maximum du montant total des recettes publicitaires par rapport au montant de la redevance (p. 3216).

– L'art. 64, ainsi modifié, est adopté (p. 3216).

Art. 65 (*Ressources des sociétés régionales de radiodiffusion sonore*) (p. 3216).

Adopté : amendement rédactionnel n° B-58 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3216).

– L'art. 65, ainsi modifié, est adopté (p. 3216).

Art. 66 (*Ressources des sociétés régionales de télévision*) – Adopté (p. 3217).

Art. 67 (*Ressources des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision des DOM-TOM et de Mayotte*) (p. 3217).

Adopté : amendement n° B-59 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif au financement des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore ou de télévision (p. 3217).

– L'art. 67, ainsi modifié, est adopté (p. 3217).

CHAPITRE VI

Dispositions relatives au personnel

Art. 68 A (*Principes généraux du statut des personnels et des journalistes de l'audiovisuel*) (p. 3217).

Adopté : amendement n° B-60 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cet article relatif aux garanties des droits des personnels et des journalistes des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision (p. 3219).

– L'art. 68 A est supprimé (p. 3219).

Art. 68 (*Statut des personnels des organismes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision*) (p. 3219).

Adopté : amendement n° 101 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : établissement par décret en Conseil d'État des statuts relatifs aux personnels des établissements publics – Personnels permanents et intermittents des sociétés du service

public de la radiodiffusion sonore régis par le titre III du livre premier du code du travail relatif aux conventions collectives (p. 3222 ; scrutin public n° 129 ; liste des votants p. 3277, 3278).

Retirés : amendement n° B-61 de M. Charles Pasqua, rapporteur : personnels permanents et intermittents des organismes du service public ou de la radiodiffusion sonore et de la télévision régis par le titre III du livre premier du code du travail relatif aux conventions collectives (p. 3220) – Amendement n° B-172 de M. James Marson, soutenu par M. Charles Lederman : mise en place d'une convention collective qui ne peut déroger aux droits acquis et définissant des droits nouveaux et des garanties équivalentes à celles accordées par la loi aux salariés du secteur nationalisé (p. 3221).

– L'art. 68, ainsi modifié, est adopté (p. 3222).

Après l'art. 68 (p. 3222).

Retirés : amendement n° B-233 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger : réintégration des personnels licenciés par les sociétés nationales et établissements publics créés par la loi du 7 août 1974 (p. 3222) – Amendement n° B-234 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : bénéfice d'une garantie d'emploi pour les agents des sociétés nationales et établissements publics créés par la loi du 7 août 1974, en fonction avant la promulgation de la présente loi (p. 3223) – Amendement n° B-235 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : substitution de l'organisme d'affectation à l'ancien employeur dans les droits et obligations à l'égard des personnels pris en charge par les organismes visés aux chapitres II et III du présent titre (p. 3223) – Amendement n° B-237 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : répartition des personnels entre les divers organismes de radiodiffusion et de télévision du secteur public sous le contrôle de la Haute autorité après avis d'une commission paritaire (p. 3223).

Avant l'art. 68 bis (p. 3223).

Adoptés : amendement n° B-62 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : établissement d'un code des devoirs professionnels par décret en Conseil d'Etat après avis des organisations syndicales représentatives et déterminant les règles générales relatives au mode d'exercice des fonctions de programmeur ou responsable des programmes de producteur ou de réalisateur (p. 3224) ; sous-amendement n° B-372 de M. Georges Fillioud, ministre : établissement par décret en Conseil d'Etat d'un code des devoirs professionnels après avis de la Haute autorité et des organisations syndicales représentatives (p. 3224) – Amendement n° B-63 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : obligation pour toute personne ayant à quelquelque titre que ce soit fourni une idée ou un sujet pour une ou plusieurs émissions programmées par des sociétés de radiodiffusion sonore et de télévision, de tenir à la disposition de la société le relevé des rémunérations dont elle a bénéficié en contrepartie de son intervention par des personnes physiques ou morales autres que la dite société (p. 3225).

Retiré : sous-amendement n° B-238 de M. Michel Miroudot, à l'amendement n° B-62 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : établissement d'un code des devoirs professionnels par décret en Conseil d'Etat après avis des organisations syndicales représentatives ainsi que des organisations professionnelles (p. 3224).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet (p. 3224, 3225).

Art. 68 bis (*Conditions de mobilité du personnel*) – Adopté (p. 3225).

Art. 69 (*Exercice du droit de grève et service minimum*) (p. 3225).

Adopté : amendement n° B-65 de M. Charles Pasqua, rapporteur : désignation des catégories de personnels ou agents devant demeurer en fonction, par les présidents des organismes

visés au titre III en cas de cessation concertée du travail et de l'organisation d'un service minimum (p. 3227).

Retiré : amendement n° B-208 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article relatif à l'organisation d'un service minimum en cas de cessation concertée du travail (p. 3227).

– L'art. 69, ainsi modifié, est adopté (p. 3227).

Après l'art. 69 (p. 3227).

Adopté : amendement n° B-366 (intitulé du chapitre additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : intitulé de chapitre additionnel : « chapitre additionnel après le chapitre VI dispositions diverses » (p. 3228 ; précédemment réservé p. 3227).

– Un intitulé de chapitre additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3228).

Demande de priorité de l'examen des art. 81 et 82 : ordonnée (p. 3227).

Art. 81 (*Régime juridique des sociétés de service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision*) (p. 3227).

Adopté : amendement de coordination n° B-367 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3227).

– L'art. 81, ainsi modifié, est adopté (p. 3227).

Art. 82 (*Gestion des services communs aux organismes du service public*) (p. 3227).

Adoptés : amendements de coordination n° B-368, B-369, B-370 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3228).

– L'art. 82, ainsi modifié, est adopté (p. 3228).

TITRE IV

Les services de communication audiovisuelle soumis à déclaration ou autorisation

Art. 70 (*Régime juridique applicable aux services de communication audiovisuelle*) (p. 3228).

Retirés : amendement n° B-105 de M. Louis Perrein : soumission à un régime de déclaration préalable de tout service de communication audiovisuel avec le public en général, même si les infrastructures de communication qu'il emprunte sont utilisées en commun avec un service soumis à un régime d'autorisation préalable (p. 3230) – Amendement n° B-173 de M. James Marson : soumission des services de communication audiovisuelle à titre transitoire au régime de l'autorisation préalable jusqu'à l'adoption d'une loi qui devra être déposée avant le 1^{er} janvier 1983 (p. 3230) – Amendement n° B-106 de M. Louis Perrein : bénéfice d'une autorisation pour les services qui, antérieurement à la promulgation de la présente loi, font l'objet d'une expérimentation officielle (p. 3231).

– L'art. 70 est adopté (p. 3231).

Après l'art. 70 (p. 3231).

Adopté : amendement n° B-245 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : soumission aux règles de la correspondance privée de toute action de communication audiovisuelle de personne à personne (p. 3231).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3231).

Art. 71 (*Régime juridique applicable aux services de communication audiovisuelle*) (p. 3231).

Adopté : amendement n° B-108 de M. Louis Perrein : délivrance des autorisations autres que celles qui sont accordées par la Haute autorité en vertu de l'art. 14 ci-dessus par le Premier ministre après consultation d'une commission composée des représentants du Parlement des organisations professionnelles appartenant au domaine de la communication et de l'information, des pouvoirs publics et du Gouvernement – Composition de cette commission fixée par décret (p. 3232).

Rejeté : amendement n° B-107 de M. Louis Perrein : soumission au régime de l'autorisation préalable des services de télétexte diffusés par voie hertzienne (p. 3232).

– L'art. 71, ainsi modifié, est adopté (p. 3232).

Art. 71 bis (*Concession de service public*) (p. 3232).

Rejetés : amendement B-109 de M. Louis Perrein : services de télévision nationaux ne pouvant faire l'objet que de contrats de concession de service public conclus par l'Etat avec des personnes morales de droit public ou de droit privé (p. 3233) – Amendement d'harmonisation n° B-74 de M. James Marson (p. 3233).

– L'art. 71 bis est adopté (p. 3233).

Après l'art. 71 bis (p. 3233).

Rejeté : amendement n° B-110 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : établissement d'un tableau synoptique relatif aux domaines d'application de différents régimes prévus aux art. 70, 71 et 71 bis ainsi que l'autorité compétente pour délivrer les autorisations nécessaires (p. 3233).

Art. 72 (*Bénéficiaire des autorisations*) (p. 3233).

Adoptés : amendement rédactionnel n° B-66 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3234) – Amendement n° B-67 de M. Charles Pasqua, rapporteur : possibilité pour des sociétés dans lesquelles l'Etat est statutairement majoritaire, d'obtenir plusieurs autorisations (p. 3234).

Retiré : amendement n° B-111 de M. Louis Perrein : possibilité pour une personne offrant des services de télétexte diffusés par voie hertzienne d'obtenir plusieurs autorisations au titre de l'art. 71 (p. 3234).

– L'art. 72, ainsi modifié, est adopté (p. 3234).

Art. 73 (*Services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne*) (p. 3234).

Adopté : amendement B-132 de M. Henri Caillavet : possibilité pour les titulaires d'autorisations de diffuser des messages publicitaires dans une limite qui ne peut excéder cinq minutes par heure non cumulables (p. 3236).

– L'art. 73, ainsi modifié, est adopté (p. 3236).

Après l'art. 73 (p. 3236).

Retiré : amendement n° B-112 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : fixation par décret des caractéristiques auxquelles doit répondre un service de communication audiovisuelle pour être considéré comme un service local de radio télévision par câble (p. 3236).

Art. 74 (*Délivrance des autorisations par l'autorité compétente*) (p. 3237) *Retirés* : amendement n° B-256 de M. Michel Miroudot : possibilité d'accorder des autorisations à des bénéficiaires différents chaque fois que cela sera techniquement possible (p. 3237) – Amendement n° B-257 de M. Michel Miroudot : autorisation réputée accordée si le demandeur n'a pas reçu dans les deux mois suivant le dépôt de sa demande notification d'une décision de rejet (p. 3237).

– L'art. 74 est adopté (p. 3237).

Art. 75 (*Cahier des charges des services autorisés*) (p. 3237).

Retirés : amendement B-113 de M. Louis Perrein : octroi et maintien des autorisations subordonnés au respect des conditions fixées dans un cahier des charges (p. 3237) – Amendement n° B-258 de M. Michel Miroudot : conditions de diffusion des œuvres cinématographiques à l'antenne (p. 3238).

– L'art. 75 est adopté (p. 3238).

Art. 76 (*Ressources publicitaires des services de communication audiovisuelle*) (p. 3238).

Rejeté : amendement n° B-176 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : suppression de cet article relatif à la

publicité commerciale à laquelle le demandeur est autorisé à faire appel pour le financement du service proposé et limitation à 80 % du montant total du financement de la part de cette publicité commerciale (p. 3238).

Retiré : amendement n° B-103 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : limitation à 50 % du montant total du financement de la part de la publicité commerciale (p. 3238).

– L'art. 76 est adopté (p. 3238).

Art. 76 bis (*Autorisations dérogatoires relatives aux radios « périphériques »*) (p. 3238).

Adopté : amendement rédactionnel n° B-120 de M. Georges Fillioud, ministre (p. 3239).

– L'art. 76 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3239).

Art. 77 (*Retrait des autorisations*) (p. 3239).

Adopté : amendement n° B-70 de M. Charles Pasqua, rapporteur : délivrance des autorisations pour une durée maximale de dix ans (p. 3239).

– L'art. 77, ainsi modifié, est adopté (p. 3239).

Art. 78 (*Commission consultative des fréquences*) (p. 3239).

Retiré : amendement n° B-116 de M. Marc Bœuf, soutenu par M. Félix Ciccolini : représentation des associations de jeunesse et d'éducation populaire au sein de la commission chargée de donner un avis préalable aux décisions de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (p. 3240).

– L'art. 78 est adopté (p. 3240).

TITRE VI Dispositions diverses

Art. 83 (*Extension des dispositions du code du travail relatives aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle*) (p. 3240).

Adopté : amendement rédactionnel n° B-209 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini (p. 3240).

Retiré : amendement B-74 de M. Charles Pasqua, rapporteur : application des dispositions particulières aux réalisateurs exerçant leur profession dans une ou plusieurs entreprises de communication audiovisuelle (p. 3241).

– L'art. 83, ainsi modifié, est adopté (p. 3241).

Art. 84 (*Obligation de déclaration lors de la vente de récepteur de télévision*) – Adopté (p. 3241).

Art. 85 (*Obligation de communication aux agents de la redevance des documents comptables*) (p. 3241).

Adopté : amendement rédactionnel n° B-75 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3241).

– L'art. 85, ainsi modifié, est adopté (p. 3241).

Art. 87 (*Protection des émissions des entreprises de communication*) (p. 3242).

Adopté : amendement n° B-76 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'autorisation de l'entreprise de communication audiovisuelle pour la diffusion ou la distribution de tout ou partie de ses émissions en vue d'une diffusion ou d'une distribution dans le public à titre onéreux ou gratuit (p. 3242).

Devient sans objet : amendement n° B-117 de M. Robert Pontillon, rapporteur pour avis, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression de l'obligation de l'autorisation préalable lorsqu'un réémetteur ou un réseau de câbles diffuse un programme du service public dans la zone normale de réception ou lorsqu'un réseau de câbles diffuse un autre programme dans une zone déjà desservie par voie hertzienne (p. 3242).

– L'art. 87 est supprimé (p. 3242).

Après l'art. 87 (p. 3242):

Adopté : amendement n° B-207 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : exercice des attributions du conseil supérieur des Français de l'étranger dans l'intervalle de ses sessions par son bureau permanent (p. 3242).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3242).

TITRE VII Dispositions pénales

Art. 88 (*Sanctions des infractions aux dispositions des articles 84 et 85*) – Adopté (p. 3242).

Art. 89 (*Sanction des infractions aux art. 7 et 8*) – Adopté (p. 3243).

Après l'art. 89 (p. 3243).

Adopté : amendement n° B-77 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : pénalités en cas de refus de notification ou de notification incomplète des rémunérations et prestations visées à l'art. 68 bis A de la présente loi (p. 3243).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3243).

TITRE VIII Dispositions transitoires

Art. 90 (*Renouvellement des premiers membres de la Haute autorité*) (p. 3243).

Adopté : amendement n° B-78 de M. Charles Pasqua, rapporteur : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de renouvellement des membres de chaque série de la Haute autorité (p. 3244).

Rejeté : sous-amendement B-373 de M. Georges Fillioud, ministre, à l'amendement n° B-78 de M. Charles Pasqua, rapporteur : désignation des membres de la première Haute autorité dans un délai de trente jours à compter de la promulgation de la présente loi (p. 3244).

Deviens sans objet : amendement rédactionnel n° B-205 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Félix Ciccolini (p. 3244).

– L'art. 90, ainsi modifié, est adopté (p. 3244).

Art. 90 bis (*Dispositions transitoires relatives au conseil national de la communication audiovisuelle*) – Adopté (p. 3244).

Après l'art. 90 bis (p. 3244).

Adopté : amendement n° B-371 (art. additionnel) de M. Georges Fillioud, ministre : possibilité de siéger et de délibérer à titre transitoire et au plus tard six mois après la promulgation de la présente loi pour les conseils d'administration des établissements et sociétés prévus au titre III de la présente loi, dès lors qu'auront été désignés au moins les deux tiers de leurs membres (p. 3244).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3244).

Art. 90 ter (*Représentants du personnel dans les conseils d'administration*) – Adopté (p. 3245).

Art. 91 (*Transferts de patrimoine, des droits et des obligations créés par la loi du 7 août 1974*) – Adopté (p. 3245).

Art. 92 (*Exonération des frais de transfert de patrimoine*) (p. 3245).

Adopté : amendement de coordination n° B-80 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3245).

– L'art. 92, ainsi modifié, est adopté (p. 3245).

Art. 92 bis (*Maintien des droits acquis en cas de transfert des personnels*) (p. 3245).

Retiré : amendement n° B-104 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à la conservation de l'intégralité des droits prévus par le contrat de travail et la législation en vigueur des personnels dont le transfert au sein des organismes visés au titre III de la présente loi est nécessaire (p. 3245).

– L'art. 92 bis est adopté (p. 3245).

Après l'art. 92 bis (p. 3246).

Retiré : amendement n° B-122 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : détermination par une loi de programme pour une période de cinq ans des objectifs et moyens de la politique d'information et de communication audiovisuelle de la France à destination de l'étranger et concernant les Français de l'étranger (p. 3246).

Art. 93 (*Régime transitoire applicable à la décentralisation du service public*) – Adopté (p. 3246).

Art. 93 bis (*Dispositions transitoires applicables aux établissements publics régionaux*) (p. 3246).

Adoptés : amendement rédactionnel n° B-82 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3246) – Amendement n° B-206 de M. Félix Ciccolini : impossibilité pour les établissements publics régionaux régis par la loi du 5 juillet 1972 et la loi du 6 mai 1976 de détenir la majorité du capital des sociétés visées à l'article 51 (p. 3246).

– L'art. 93 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3246).

Art. 94 (*Maintien en vigueur des dérogations au monopole*) – Adopté (p. 3247).

TITRE IX Dispositions finales

Art. 95 (*Applicabilité aux TOM et à Mayotte*) (p. 3247).

Adopté : amendement n° B-84 de M. Daniel Millaud : application de la loi dans les territoires d'outre-mer faisant l'objet de dispositions légales particulières et après consultation des assemblées territoriales concernées (p. 3249 ; scrutin public n° 130 ; liste des votants p. 3278, 3279).

– L'art. 95, ainsi modifié, est adopté (p. 3249).

Art. 96 (*Décrets en Conseil d'Etat et abrogations*) (p. 3249).

Adopté : amendement de coordination n° B-83 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3249).

Rejeté : amendement n° B-179 de M. James Marson, soutenu par M. Charles Lederman : abrogation de l'art. 29 et des alinéas 3, 4, 5 et 6 de l'art. 31 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatifs à la réintégration des agents de la redevance dans le service public (p. 3249).

Retiré : amendement n° B-178 de M. James Marson, soutenu par M. Charles Lederman : abrogation de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 modifiées par la loi n° 79-634 du 26 juillet 1979 (p. 3249).

– L'art. 96, ainsi modifié, est adopté (p. 3249).

Seconde délibération : ordonnée (p. 3250).

Art. 10 (p. 3250).

Adopté : amendement rédactionnel n° 10 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3250).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3250).

Art. 12 (p. 3250).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3250).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3250).

Art. 19 (p. 3250).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3250).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3250).

Art. 26 (p. 3250).

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article définissant la composition du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3250).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 3250).

Art. 45 (p. 3251).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3251).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 3251).

Art. 48 (p. 3251).

Adopté : amendement d'harmonisation n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3251).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 3251).

Après l'art. 69 (p. 3251).

Adoptés : amendements de coordination n° 6 et 7 (art. additionnels) de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3251).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3251).

Art. 81 (p. 3251).

Adopté : amendement n° 8 de M. Charles Pasqua rapporteur : suppression de l'article pour coordination (p. 3251).

– L'art. 81 est supprimé (p. 3251).

Art. 82 (p. 3251).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de l'article pour coordination (p. 3251).

– L'art. 82 est supprimé (p. 3251).

Explications de vote : M. Adolphe Chauvin (p. 3251, 3252), Henri Caillavet (p. 3252), Michel Miroudot (p. 3252) ; intervention de M. Georges Fillioud, ministre (p. 3252) ; MM. Roger Romani (p. 3253), James Marson (p. 3253), Félix Ciccolini (p. 3253, 3254), Charles Pasqua, rapporteur (p. 3254) ; intervention de M. Georges Fillioud, ministre (p. 3254).

Scrutin public (p. 3254 ; n° 131 ; liste des votants p. 3279).

Adoption (p. 3254) (29 juin 1982).

Discussion (Nouvelle lecture)

(7 juillet 1982) (p. 3468, 3474).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3468, 3472) *MM. Georges Fillioud, ministre de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Paul Séramy, Henri Caillavet, Michel Miroudot.*

AUDIOVISUEL : FILLILOUD (Georges) (p. 3468) ; **PASQUA** (Charles) (p. 3468, 3469, 3470) ; **SÉRAMY** (Paul) (p. 3470) ; **CAILLAVET** (Henri) (p. 3470, 3471) ; **MIROUDOT** (Michel) (p. 3471, 3472).

CINEMA : CAILLAVET (Henri) (p. 3471) ; **MIROUDOT** (Michel) (p. 3471).

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : PASQUA (Charles) (p. 3469).

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA RADIO-DIFFUSION TELEVISION FRANCAISE : CAILLAVET (Henri) (p. 3470).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : PASQUA (Charles) (p. 3469) ; **CAILLAVET** (Henri) (p. 3470, 3471) ; **MIROUDOT** (Michel) (p. 3472).

INFORMATION : PASQUA (Charles) (p. 3468, 3469) ; **MIROUDOT** (Michel) (p. 3472).

MONOPOLE : MIROUDOT (Michel) (p. 3472).

PRESSE : PASQUA (Charles) (p. 3469) ; **SÉRAMY** (Paul) (p. 3470) ; **CAILLAVET** (Henri) (p. 3471) ; **MIROUDOT** (Michel) (p. 3471).

PUBLICITE : PASQUA (Charles) (p. 3469) ; **CAILLAVET** (Henri) (p. 3471) ; **MIROUDOT** (Michel) (p. 3471).

RADIODIFFUSION TELEVISION (émissions) : CAILLAVET (Henri) (p. 3471).

RADIODIFFUSION TELEVISION (informations) : PASQUA (Charles) (p. 3468).

RADIODIFFUSION TELEVISION (programmes) : PASQUA (Charles) (p. 3469).

RADIODIFFUSION TELEVISION (radios locales privées) : PASQUA (Charles) (p. 3469) ; **CAILLAVET** (Henri) (p. 3471).

TELEVISION : SERAMY (Paul) (p. 3470).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3472, 3474) : *MM. Charles Pasqua, rapporteur ; Félix Ciccolini, Georges Fillioud, ministre de la communication.*

Adoption de la motion (p. 3474 ; scrutin public n° 133 ; liste des votants p. 3481, 3482).

Rejet (7 juillet 1982) (p. 3474).

Voir aussi **CORSE, 2, DG**

LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Culture ; Relations extérieures

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

AUSTRALIE

Voir **QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG**

AUTODEFENSE

Voir **LEGITIME DEFENSE**

LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

AUTODETERMINATION

Voir **DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG**

AUTOMOBILE (industrie)

Voir **AUDIOVISUEL, 1, DG**

LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Commerce extérieur ; Recherche et industrie

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 91 ; 92, DG ; 145, DG

TRAVAIL, 1, DG

TRAVAIL, 2, DG

TRAVAIL, 3, DG

AUTONOMIE

Voir **CORSE, 1, DG ; nouvelle lecture**

CORSE, 2, DG

AUTORISATION DE POURSUITE

Voir **IMMUNITE PARLEMENTAIRE**

AUTORISATION DE SEJOUR

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation**

AUTOROUTES

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Environnement ; Plan et aménagement du territoire**

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

AUTRICHE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 3

AUXILIAIRES DE JUSTICE

Voir AVOCATS, 1, 2
JUSTICE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 9

AUXILIAIRES DE VIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

AUXILIAIRES MEDICAUX

1. – Proposition de loi relative à l'exercice de la profession de
chiropracteur, présentée par M. Jean Sauvage, sénateur et
plusieurs de ses collègues (6 décembre 1982) [n° 122 (82-83)]
– Renvoi à la commission des affaires sociales.

AUXILIARAT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

AUXILIARIAT (enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; éducation nationale
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

AVANTAGE SOCIAL VIEILLESSE (ASV)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG

AVIATION CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRAITES ET CONVENTIONS, 38

AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 23, DG

AVIATION LEGERE ET SPORTIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Temps libre

AVICULTURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

AVIONS GRUNMANN-TRACKER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

AVOCATS

1. – Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'art. 251 de
la loi du 31 décembre 1971 et de l'art. 41, alinéa 4 in fine de
la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense,

présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de
ses collègues (22 avril 1980) [n° 221 (79-80)] – Renvoi à la
commission des lois – Rapport commun de M. Charles de
Cuttoli (13 mai 1980) [n° 243 (79-80)] sur la présente
proposition et sur la proposition n° 349 (78-79) de M. Henri
Caillavet – Discussion (12 juin 1980) (p. 2666, 2676 –
Commune avec la discussion de la proposition de loi n° 349 de
M. Henri Caillavet).

2. – Proposition de loi tendant à réviser l'art. 25 de la loi du
31 décembre 1971 et protéger la défense de l'avocat en cas de
faute ou de manquement commis à l'audience, présentée par
M. Henri Caillavet, sénateur (29 mai 1979) [n° 349 (78-79)]
– Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M.
Charles de Cuttoli (13 mai 1980) [n° 243 (79-80)] de M.
Charles Lederman – Discussion (12 juin 1980) (p. 2666, 2676)
– Commune avec la discussion de la proposition de loi n° 221
présentée par M. Charles Lederman) – Adoption (12 juin
1980) [n° 77].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à la
procédure applicable en cas de faute professionnelle commise
à l'audience par un avocat ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PRE-
MIERE LECTURE) (13 juin 1980) [n° 1805, 6^e législature]
– (17 juillet 1981) [n° 148, 7^e législature] – Renvoi à la
commission des lois – Rapport de Mme Gisèle Halimi (2 avril
1982) [n° 746] – Discussion (22 avril 1982) – Adoption (22
avril 1982) [n° 141].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)
(28 avril 1982) [n° 303 (81-82)] – Renvoi à la commission des
lois – Rapport de M. Charles Lederman (27 mai 1982) [n° 351
(81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2524, 2526) –
Adoption (3 juin 1982) [n° 108].

PROMULGATION : Loi n° 82-506 du 15 juin 1982 (JO Lois
et décrets du 16 juin 1982).

Discussion (deuxième lecture)

(3 juin 1982) (p. 2524, 2526).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2524, 2526) : MM. Robert
Badinter, ministre de la justice ; Charles Lederman, rapporteur
de la commission des lois.

AVOCATS : BADINTER (Robert) (p. 2524, 2525) ; LEDER-
MAN (Charles) (p. 2525, 2526).

DELIT D'AUDIENGE : BADINTER (Robert) (p. 2524,
2525) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2525).

OUTRAGE A MAGISTRAT : BADINTER (Robert)
(p. 2525) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2525).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2526)

Art. 1^{er} A, 1^{er}, 3, 5 à 6 – Adoptés (p. 2526).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2526).

3. – Proposition de loi tendant à proroger, en matière de
postulation dans la région parisienne, les délais prévus par la
loi n°79-586 du 11 juillet 1979, présentée par M. Charles
Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 juillet
1982) [n° 464 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – Proposition de loi tendant à supprimer la territorialité de
la postulation en région parisienne, présentée par M. Henri
Caillavet, sénateur (9 novembre 1982) [n° 86 (82-83)] –
Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi JUSTICE, 3, DG

AVOIR FISCAL

Voir EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 52

AVORTEMENT

1. - **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme (3 décembre 1982) [n° 1273] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Eliane Provost (7 octobre 1982) [n° 1277] Urgence - Discussion (10 décembre 1982) - Adoption (10 décembre 1982) [n° 281].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1982) [n° 140 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Robert Schwint (15 décembre 1982) [n° 146 (82-83)] - Discussion (17 décembre 1982) (p. 7060, 7073) - Rejet (17 décembre 1982) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1982) [n° 1328] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de Mme Eliane Provost (18 décembre 1982) [n° 1329] - **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)**; rapport de M. Robert Schwint (17 décembre 1982) [n° 158 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1982) [n° 1328] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Eliane Provost (18 décembre 1982) [n° 1330] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption (18 décembre 1982) [n° 301].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1982) [n° 160 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Robert Schwint (18 décembre 1982) [n° 161 (82-83)] - Discussion (18 décembre 1982) (p. 7109, 7112) - Rejet (18 décembre 1982) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1982) [n° 1339] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Eliane Provost (20 décembre 1982) [n° 1341] - Discussion (20 décembre 1982) - Adoption définitive (20 décembre 1982) [n° 308].

PROMULGATION: Loi n° 82 1172 du 31 décembre 1982 (JO lois et décrets du 1^{er} janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1982) (p. 7060, 7073).

I. DISCUSSION GENERALE (7060, 7071) *Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme; MM. Robert Schwint, président et rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. François Collet, Jean Chérioux, Paul Guillard, Mme Cécile Goldet, MM. Yves Le Cozannec, Jacques Pelletier, Maurice Schumann.*

AIDE SOCIALE: CHERIOUX (Jean) (p. 7066); GUILLARD (Paul) (p. 7067).

ALLOCATION LOGEMENT: ROUDY (Yvette) (p. 7062).

ALLOCATIONS FAMILIALES: ROUDY (Yvette) (p. 7062, 7070); CHERIOUX (Jean) (p. 7066); GUILLARD (Paul) (p. 7067); LE COZANNET (Yves) (p. 7069).

AVORTEMENT: ROUDY (Yvette) (p. 7061); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 7064); COLLET (François) (p. 7065); GUILLARD (Paul) (p. 7067); GOLDET (Cécile) (p. 7068); LE COZANNET (Yves) (p. 7069); PELLETIER (Jacques) (p. 7069).

CENTRES DE PLANIFICATION: ROUDY (Yvette) (p. 7061).

CHARTRE EUROPEENNE DE L'ENFANT: COLLET (François) (p. 7065).

CONTRACEPTION: ROUDY (Yvette) (p. 7061); SCHWINT (Robert) (p. 7063); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 7064); GOLDET (Cécile) (p. 7068); PELLETIER (Jacques) (p. 7069).

CONTRACEPTION (campagne d'information): ROUDY (Yvette) (p. 7061).

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME: COLLET (François) (p. 7065).

DEMOGRAPHIE: SCHWINT (Robert) (p. 7062).

DROITS DE LA FEMME: ROUDY (Yvette) (p. 7061, 7070); CHERIOUX (Jean) (p. 7065); LE COZANNET (Yves) (p. 7069).

ENFANTS: COLLET (François) (p. 7064, 7065); GUILLARD (Paul) (p. 7066); GOLDET (Cécile) (p. 7068); LE COZANNET (Yves) (p. 7069).

ENSEIGNANTS: ROUDY (Yvette) (p. 7061).

FAMILLES MONOPARENTALES: ROUDY (Yvette) (p. 7070).

INFORMATION SEXUELLE: ROUDY (Yvette) (p. 7061).

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG) (remboursement): ROUDY (Yvette) (p. 7060); SCHWINT (Robert) (p. 7062); CHERIOUX (Jean) (p. 7065, 7066); GUILLARD (Paul) (p. 7066, 7067); SCHUMANN (Maurice) (p. 7070).

MERES DE FAMILLE (statut): LE COZANNET (Yves) (p. 7069).

MUTUELLES: SCHWINT (Robert) (p. 7063).

POLITIQUE FAMILIALE: ROUDY (Yvette) (p. 7062, 7070); SCHWINT (Robert) (p. 7063); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 7064); COLLET (François) (p. 7065); CHERIOUX (Jean) (p. 7065); GOLDET (Cécile) (p. 7068).

Motion n° 1 de M. Robert Schwint, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 7071): *M. Robert Schwint, rapporteur; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Adoption de la motion (p. 7073; scrutin public n° 117; liste des votants p. 7083, 7084).

Rejet (17 décembre 1982) (p. 7073).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1982) (p. 7109, 7112).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7109, 7110) *Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme; M. Jean Chérioux, vice-président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Robert Schwint, président et rapporteur de la commission des affaires sociales; Etienne Dailly.*

ALLOCATIONS FAMILIALES: DAILLY (Etienne) (p. 7110).

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG) (remboursement): ROUDY (Yvette) (p. 7109); CHERIOUX (Jean) (p. 7110); DAILLY (Etienne) (p. 7110).

POLITIQUE FAMILIALE: DAILLY (Etienne) (p. 7110).

Motion n° 1 de M. Robert Schwint, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 7110): *Jean Chérioux, rapporteur au nom de M. Robert Schwint; Mmes Monique Midy, Yvette Roudy, ministre.*

Adoption de la motion (p. 7112; scrutin public n° 120; liste des votants p. 7114, 7115).

Rejet (18 décembre 1982) (p. 7112).

B**BAILLEURS (droits et obligations des)**

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG ; CMP

BANANE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

BANQUE CENTRALE DE COMPENSATION (BCC)

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

BANQUE DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges communes

BANQUE D'INFORMATIONS POLITIQUES ET D'ACTUALITE (BIPA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

BANQUE FEDERATIVE DE CREDIT MUTUEL (BFCM)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

BANQUE NATIONALE DE PARIS (BNP)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

1. – **Projet de loi portant statut des sociétés de coopératives de banques**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie (6 avril 1982) [n° 759] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (20 avril 1982) [n° 779] – Discussion (20 avril 1982) – Adoption (20 avril 1982) [n° 127].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1982) [n° 274 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances (22 avril 1982) – Rapport de M. Daniel Hoeffel (28 avril 1982) [n° 307 (81-82)] – Avis de M. Josy Moynet (29 avril 1982) [n° 310 (81-82)] – Discussion (5 mai 1982) (p. 1635, 1647) – Adoption (5 mai 1982) [n° 74].

PROMULGATION : Loi n° 82-409 du 17 mai 1982 (JO Lois et Décrets des 17 et 18 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1982) (p. 1635, 1647).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1635, 1644) : *MM. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Josy Moynet, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Félix Ciccolini ; Etienne Dailly.*

ASSOCIATIONS : LE GARREC (Jean) (p. 1636).

COOPERATION : HOFFEL (Daniel) (p. 1637) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1639) ; LE GARREC (Jean) (p. 1640).

COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION : LE GARREC (Jean) (p. 1636).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : LE GARREC (Jean) (p. 1636) ; HOFFEL (Daniel) (p. 1637) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1639).

CONSEIL NATIONAL DU CREDIT : LE GARREC (Jean) (p. 1636, 1641) ; DAILLY (Etienne) (p. 1641).

CONVENTIONS COLLECTIVES : LE GARREC (Jean) (p. 1636, 1641) ; HOFFEL (Daniel) (p. 1638).

ECONOMIE SOCIALE : LE GARREC (Jean) (p. 1636, 1640, 1641) ; MOINET (Josy) (p. 1638) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1639).

NATIONALISATIONS : LE GARREC (Jean) (p. 1636, 1640) ; HOFFEL (Daniel) (p. 1637) ; MOINET (Josy) (p. 1638) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1639) ; DAILLY (Etienne) (p. 1641).

PARTS SOCIALES : LE GARREC (Jean) (p. 1636, 1640).

SOCIETES COOPERATIVES DE BANQUES : LE GARREC (Jean) (p. 1635, 1636, 1637, 1640, 1641) ; HOFFEL (Daniel) (p. 1637, 1638) ; MOINET (Josy) (p. 1638, 1639) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1639) ; DAILLY (Etienne) (p. 1641, 1642).

SOCIETES FILIALES : LE GARREC (Jean) (p. 1641) ; DAILLY (Etienne) (p. 1641).

SOCIETES MUTUALISTES : LE GARREC (Jean) (p. 1636).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : LE GARREC (Jean) (p. 1637) ; MOINET (Josy) (p. 1638).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1644, 1647) : *MM. Etienne Dailly, Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat.*

Art. 1^{er} (*Régime juridique général des sociétés coopératives de banque*) – Adopté (p. 1644).

Art. 2 (*Rémunération des parts de sociétés coopératives de banque*) – Adopté (p. 1645).

Art. 3 (*Composition des organes sociaux ; agrément du président du conseil d'administration ou, selon le cas, du conseil de surveillance et du président du directoire*).

Retiré : amendement n° 1 de M. Pierre Gamboa : représentant des personnels au conseil d'administration ou au conseil de surveillance élus sur des listes présentées par les organisations syndicales les plus représentatives au plan national (p. 1645).

– L'art. 3 est adopté (p. 1645).

Art. 4 (*Statut de banque inscrite ; concours consenti par les sociétés coopératives de banques*) – Adopté (p. 1645).

Art. 5 (*Désignation d'un commissaire du Gouvernement*) – Adopté (p. 1645).

Art. 6 (*Agrément des statuts*) – Adopté (p. 1645).

Art. 7 (*Application dans le temps des dispositions des art. 1^{er}, 2, 3 et 4 de la présente loi*) – Adopté (p. 1645).

Art. 8 (*Procédure permettant aux trois banques concernées de cesser d'être soumises à la loi de nationalisation*) – Adopté (p. 1645).

Explications de vote : Etienne Dailly (p. 1645) ; Raymond Dumont (p. 1646) ; Pierre Lacour (p. 1646) ; René Regnault (p. 1647).

Adoption (5 mai 1982) (p. 1647).

2. – **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance**, présentée par M. Dominique Taddei, député et plusieurs de ses collègues (1^{er} juillet 1982) [n° 1002] – Renvoi à la Commission des finances – Rapport de M.

Dominique Taddei (9 juillet 1982) [n° 1021] – Discussion (13, 20 et 21 juillet 1982) – Adoption (21 juillet 1982) [n° 208].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 JUILLET 1982) [n° 480 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 1, DG
EPARGNE, 2, nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG; Agriculture; Commerce extérieur; Commerce et artisanat; Economie et finances I charges communes; Comptes spéciaux du Trésor; Plan et aménagement du territoire; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG, art. 5
NATIONALISATIONS, 1, DG; nouvelle lecture, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

BARRAGES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 35

BATELLERIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS, 1, DG

BATIMENT (industrie du)

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
BAUX, 1, DG; CMP
LOI DE FINANCES, 1, DG; art. 49; Plan et aménagement du territoire; Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 107, 131, DG; 132; 133
TRANSPORTS, 1

BATIMENT (exportations)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

1. – **Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux**, présenté, à l'Assemblée Nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie (7 juillet 1982) [n° 1016] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Raymond Douyère (9 juillet 1982) [n° 1923] – Discussion (12 juillet 1982) – Urgence – Adoption (12 juillet 1982) [n° 205].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 juillet 1982) [n° 469 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires économiques (13 juillet 1982) – Rapport de M. Josy Moinet (20 juillet 1982) [n° 473 (81-82)] – Avis de M. Auguste Chupin (20 juillet 1982) [n° 475 (81-82)] – Discussion (21 juillet 1982) (p. 3731, 3747) – Adoption (21 juillet 1982) [n° 141].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 juillet 1982) [n° 1041] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Raymond Douyère (22 juillet 1982) [n° 1061].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Josy Moinet (22 juillet 1982) [n° 483].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 juillet 1982) [n° 1041] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Raymond Douyère (22 juillet 1982) [n° 1062] – Discussion (22 juillet 1982) – Adoption (22 juillet 1982) [n° 212].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 juillet 1982) [n° 487 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (23 juillet 1982) [n° 489 (81-82)] – Discussion (23 juillet 1982) (p. 3784, 3785) – Adoption (23 juillet 1982) [n° 144].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 juillet 1982) [n° 1066] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Raymond Douyère (23 juillet 1982) [n° 1067] – Discussion (23 juillet 1982) – Adoption aux termes de l'art. 45, alinéa 4 C de la Constitution (23 juillet 1982) [n° 214].

PROMULGATION: Loi n° 82-669 du 3 août 1982 (JO Lois et décrets du 4 août 1982).

Discussion (première lecture)

(21 juillet 1982) (p. 3731, 3747).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3731, 3742) MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances; Auguste Chupin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Robert Laucournet, Stéphane Bonduel, Paul Jargot, Yves le Cozannet, Jacques Descours Desacres, Paul Girod, Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie.

AGENCE FRANCAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE: MOINET (Josy) (p. 3732, 3733); LE COZANNET (Yves) (p. 3740); HERVE (Edmond) (p. 3741).

AMENAGEMENT RURAL: CHUPIN (Auguste) (p. 3735); LE COZANNET (Yves) (p. 3740).

AMENAGEMENT URBAIN: DELORS (Jacques) (p. 3732); MOINET (Josy) (p. 3733); CHUPIN (Auguste) (p. 3735); JARGOT (Paul) (p. 3739).

BATIMENT (industrie du): DELORS (Jacques) (p. 3731, 3736); MOINET (Josy) (p. 3732); CHUPIN (Auguste) (p. 3734); BONDUEL (Stéphane) (p. 3738); JARGOT (Paul) (p. 3738); LE COZANNET (Yves) (p. 3740); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3740).

BATIMENTS PUBLICS: DELORS (Jacques) (p. 3731).

BUDGET DE L'ETAT: LE COZANNET (Yves) (p. 3740); HERVE (Edmond) (p. 3741).

CHOMAGE: CHUPIN (Auguste) (p. 3734); LAUCOURNET (Robert) (p. 3737); BONDUEL (Stéphane) (p. 3738).

DECENTRALISATION: MOINET (Josy) (p. 3734, 3736); LAUCOURNET (Robert) (p. 3737); BONDUEL (Stéphane) (p. 3738); JARGOT (Paul) (p. 3739); GIROD (Paul) (p. 3741); HERVE (Edmond) (p. 3741).

ELECTIONS MUNICIPALES: LE COZANNET (Yves) (p. 3740).

EMPRUNTS: DELORS (Jacques) (p. 3731); MOINET (Josy) (p. 3733); CHUPIN (Auguste) (p. 3734); LAUCOURNET (Robert) (p. 3737); JARGOT (Paul) (p. 3739); GIROD (Paul) (p. 3741); HERVE (Edmond) (p. 3741).

ENERGIE (économies): DELORS (Jacques) (p. 3731); CHUPIN (Auguste) (p. 3735); LAUCOURNET (Robert) (p. 3737); BONDUEL (Stéphane) (p. 3738); JARGOT (Paul) (p. 3738, 3739); LE COZANNET (Yves) (p. 3740).

EPARGNE : LAUCOURNET (Robert) (p. 3737).

EQUIPEMENT : DELORS (Jacques) (p. 3731) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3738).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : DELORS (Jacques) (p. 3731, 3732, 3736, 3737) ; MOINET (Josy) (p. 3732, 3733, 3734, 3736) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3734, 3735) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3737, 3738) ; JARGOT (Paul) (p. 3739) ; LE COZANNET (Yves) (p. 3740) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3740, 3741) ; GIROD (Paul) (p. 3741) ; HERVE (Edmond) (p. 3741, 3742).

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR) : CHUPIN (Auguste) (p. 3734) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3740) ; GIROD (Paul) (p. 3741).

GEOOTHERMIE : CHUPIN (Auguste) (p. 3735) ; DELORS (Jacques) (p. 3736).

HABITATION A LOYER MODERE (HLM) : MOINET (Josy) (p. 3733) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; JARGOT (Paul) (p. 3739).

IMPOTS DIRECTS : MOINET (Josy) (p. 3734).

INVESTISSEMENTS : MOINET (Josy) (p. 3734) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3734) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3737, 3738).

LOGEMENT : DELORS (Jacques) (p. 3731) ; MOINET (Josy) (p. 3733) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3734, 3735) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3738) ; JARGOT (Paul) (p. 3739).

LOGEMENT SOCIAL : DELORS (Jacques) (p. 3731).

PARLEMENT (contrôle du) : MOINET (Josy) (p. 3733, 3736) ; DELORS (Jacques) (p. 3736) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; HERVE (Edmond) (p. 3741) PRIX (blocage des) : MOINET (Josy) (p. 3733) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3734).

ROUTES : MOINET (Josy) (p. 3733) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3735) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3738) ; JARGOT (Paul) (p. 3739) ; HERVE (Edmond) (p. 3741).

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS : DELORS (Jacques) (p. 3732, 3736) ; MOINET (Josy) (p. 3733) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3734, 3735) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3738) ; JARGOT (Paul) (p. 3739) ; LE COZANNET (Yves) (p. 3740) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3740) ; GIROD (Paul) (p. 3741).

TRAMWAYS : MOINET (Josy) (p. 3733) ; DELORS (Jacques) (p. 3736).

TRANSPORTS EN COMMUN : DELORS (Jacques) (p. 3732) ; MOINET (Josy) (p. 3732, 3733) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3735) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737).

TRANSPORTS URBAINS : DELORS (Jacques) (p. 3732) ; MOINET (Josy) (p. 3732, 3733) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3735) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; JARGOT (Paul) (p. 3739).

TRAVAUX PUBLICS : DELORS (Jacques) (p. 3731, 3732, 3736, 3737) ; MOINET (Josy) (p. 3732, 3733, 3734, 3736) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3734, 3735) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 3737) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3737, 3738) ; JARGOT (Paul) (p. 3738, 3739, 3740) ; LE COZANNET (Yves) (p. 3740) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3740, 3741) ; GIROD (Paul) (p. 3741) ; HERVE (Edmond) (p. 3741).

VOIRIE URBAINE : DELORS (Jacques) (p. 3731) ; MOINET (Josy) (p. 3732) ; CHUPIN (Auguste) (p. 3735).

II. - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3742, 3747) MM. Josy Moinet, rapporteur ; Edmond Hervé, ministre ; Auguste Chupin, rapporteur pour avis ; Stéphane Bonduel, Jacques

Descours Desacres, Paul Girod, Louis Jung, Mme Cécile Goldet.

Art. 1^{er} (Création du fonds spécial de grands travaux) (p. 3742).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Josy Moinet, rapporteur : définition du fonds spécial de grands travaux : établissement public national de caractère administratif (p. 3742) - Amendement n° 2 de M. Josy Moinet, rapporteur : mission du fonds spécial de grands travaux dans les domaines des infrastructures des transports publics, de la circulation routière et de la maîtrise de l'énergie (p. 3744) ; sous-amendement n° 7 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis : aménagement rural (p. 3744 ; scrutin public n° 152 ; liste des votants p. 3764, 3765).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3744).

Après l'art. 1^{er} (p. 3744).

Adopté : amendement n° 3 (article additionnel) de M. Josy Moinet, rapporteur : précision des ressources du fonds spécial de grands travaux (p. 3744).

- Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3744).

Art. 2 (Taxe spécifique sur les produits pétroliers) - Adopté (p. 3744).

Art. 3 (Habilitation du fonds à contracter des emprunts) (p. 3744).

Rejeté : amendement n° 8 de M. Auguste Chupin : recours par le fonds spécial de grands travaux à l'emprunt bénéficiant de la garantie de l'Etat (p. 3745).

- L'art. 3 est adopté (p. 3745).

Art. 4 (Modalités d'intervention du fonds) (p. 3745).

Retiré : amendement n° 4 de M. Josy Moinet, rapporteur : conditions de contribution du fonds à la réalisation de travaux d'équipement et conditions de versement des fonds de concours (p. 3745).

- L'art. 4 est adopté (p. 3746).

Art. 5 (Conseil d'administration du fonds) (p. 3746).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Josy Moinet, rapporteur : composition du conseil d'administration du fonds spécial de grands travaux (p. 3747) ; sous-amendement n° 10 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Louis Jung : représentation de quatre délégués des collectivités territoriales (p. 3747).

Retiré : sous-amendement n° 9 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Louis Jung : représentation de quatre délégués du Parlement (p. 3747).

- L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3747).

Après l'art. 5 (p. 3747).

Adopté : amendement n° 6 (article additionnel) de M. Josy Moinet, rapporteur : rapport gouvernemental au Parlement sur la gestion du fonds (p. 3747).

- Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3747).

Art. 6 (Modalités d'application) - Adopté (p. 3747).

Scrutin public (p. 3747 ; n° 153 ; liste des votants p. 3765, 3766).

Adoption (21 juillet 1982) (p. 3747).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 juillet 1982) (p. 3784, 3785).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3784) M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances.

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : DELORS (Jacques) (p. 3784).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3784, 3785) *MM. Josy Moinet, rapporteur ; Jacques Delors, ministre.*

Art. 1 (p. 3784) *Adopté* : amendement rédactionnel n° 2 de M. Josy Moinet, rapporteur (p. 3784) – L'art. 1, ainsi modifié, est adopté (p. 3784).

Art. 5 (p. 3784) *Rejeté* : amendement n° 1 de M. Josy Moinet, rapporteur : représentation du Parlement et des collectivités locales au conseil d'administration du fonds (p. 3785) – L'art. 5 est adopté (p. 3785).

Adoption (23 juillet 1982) (p. 3785).

BATIMENTS PUBLICS

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
TRIBUNAUX (Palais de Justice)

BATIMENTS SCOLAIRES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

BAUX

1. – **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (31 octobre 1981) [n° 483] Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Bockel (23 décembre 1981) [n° 684] – Discussion (12, 13, 20, 21, 22 et 25 janvier 1982) – Adoption (25 janvier 1982) [n° 106].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 janvier 1982) [n° 193 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires économiques (26 janvier 1982) – Rapport de M. Paul Pillet (2 avril 1982) [n° 239 (81-82)] – Avis de M. Robert Laucournet (2 avril 1982) [240 (81-82)].

Discussion (20 avril 1982) (p. 1172, 1188) ; (21 avril 1982) (p. 1222, 1256) ; (22 avril 1982) (p. 1277, 1323) ; (23 avril 1982) (p. 1351) ; (27 avril 1982) (p. 1363, 1388 ; 1393, 1404) ; (28 avril 1982) (p. 1427, 1441 ; 1463, 1475) ; (29 avril 1982) (p. 1492, 1497 ; 1519, 1550) ; (30 avril 1982) (p. 1578, 1585) ; (4 mai 1982) (p. 1588, 1592) – Adoption (4 mai 1982) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 mai 1982) [n° 847] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Bockel (6 mai 1982) [n° 852] – Discussion (11 mai 1982) – Adoption (11 mai 1982) [n° 106].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 mai 1982) [n° 329 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Pillet (13 mai 1982) [n° 332 (81-82)] – Discussion (25 mai 1982) (p. 2204, 2232 ; 2239, 2257) – Adoption (25 mai 1982) [n° 91].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (26 mai 1982) [n° 897] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Marie Bockel (4 juin 1982) [920] – Discussion (9 juin 1982) – Adoption (9 juin 1982) [n° 161].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Pillet (4 juin 1982) [n° 378 (81-82)] – Discussion (10 juin 1982) (p. 2684, 2697) – Adoption définitive (10 juin 1982) [n° 111].

PROMULGATION : loi n° 82-526 du 22 juin 1982 (JO Lois et décrets du 23 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(20 avril 1982) (p. 1172, 1188), (21 avril 1982) (p. 1222, 1256) ; (22 avril 1982) (p. 1277, 1323) ; (23 avril 1982) (p. 1351) ; (27 avril 1982) (p. 1363, 1388 ; 1393, 1404) ; (28 avril 1982) (p. 1427, 1441 ; 1463, 1475) ; (29 avril 1982) (p. 1492, 1497 ; 1519, 1550) ; (30 avril 1982) (p. 1578, 1585) ; (4 mai 1982) (p. 1588, 1592).

I. DISCUSSION GENERALE (20 avril 1982) (p. 1172, 1188) ; (21 avril 1982) (p. 1222, 1231) : *MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Mercier, Jacques Thyraud, Pierre-Christian Taittinger, Robert Schmitt, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Cluzel, Fernand Lefort, François Collet – Charles Lederman, René Tomasini, Camille Vallin, Pierre Matraja.*

ACCORDS COLLECTIFS DE LOCATION : QUILLIOT (Roger) (p. 1173) ; **PILLET (Paul)** (p. 1175) ; **LAUCOURNET (Robert)** (p. 1177) ; **TAITTINGER (Pierre-Christian)** (p. 1181) ; **CECCALDI-PAVARD (Pierre)** (p. 1183, 1184) ; **LEFORT (Fernand)** (p. 1186) ; **COLLET (François)** (p. 1188).

AGENCE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (ANAH) : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1184) ; **QUILLIOT (Roger)** (p. 1229).

AIDE AU LOGEMENT : QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173) ; **VALLIN (Camille)** (p. 1225, 1226).

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (APL) : VALLIN (Camille) (p. 1225).

ARCHITECTES : CLUZEL (Jean) (p. 1185).

ASSOCIATIONS DE BAILLEURS ET DE LOCATAIRES : PILLET (Paul) (p. 1175) ; **LAUCOURNET (Robert)** (p. 1176) ; **COLLET (François)** (p. 1187) ; **LEDERMAN (Charles)** (p. 1224).

BAILLEURS (droits et obligations des) : QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173, 1174, 1228, 1230) ; **PILLET (Paul)** (p. 1174, 1175) ; **LAUCOURNET (Robert)** (p. 1176, 1177) ; **THYRAUD (Jacques)** (p. 1180) ; **TAITTINGER (Pierre-Christian)** (p. 1181) ; **SCHMITT (Robert)** (p. 1182) ; **CECCALDI-PAVARD (Pierre)** (p. 1183, 1184) ; **CLUZEL (Jean)** (p. 1184) ; **LEFORT (Fernand)** (p. 1186) ; **COLLET (François)** (p. 1187) ; **LEDERMAN (Charles)** (p. 1223, 1224) ; **MATRAJA (Pierre)** (p. 1227).

BATIMENT : QUILLIOT (Roger) (p. 1173) ; **PILLET (Paul)** (p. 1175) ; **LAUCOURNET (Robert)** (p. 1176) ; **TAITTINGER (Pierre-Christian)** (p. 1182) ; **SCHMITT (Robert)** (p. 1182) ; **CECCALDI-PAVARD (Pierre)** (p. 1183) ; **CLUZEL (Jean)** (p. 1184, 1185) ; **LEFORT (Fernand)** (p. 1187) ; **COLLET (François)** (p. 1188) ; **TOMASINI (René)** (p. 1224, 1225) ; **MATRAJA (Pierre)** (p. 1227).

CHARGES LOCATIVES : LEFORT (Fernand) (p. 1187) ; **COLLET (François)** (p. 1187) ; **LEDERMAN (Charles)** (p. 1223) ; **VALLIN (Camille)** (p. 1226).

CONGE (locations) : QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173) ; **PILLET (Paul)** (p. 1175) ; **THYRAUD (Jacques)** (p. 1179) ; **CECCALDI-PAVARD (Pierre)** (p. 1183) ; **LEFORT (Fernand)** (p. 1186).

COMMISSION DELMON (commission permanente pour l'amélioration des rapports entre bailleurs, gestionnaires et usagers) : QUILLIOT (Roger) (p. 1173) ; **PILLET (Paul)** (p. 1175) ; **LAUCOURNET (Robert)** (p. 1177) ; **TAITTINGER (Pierre-Christian)** (p. 1181) ; **CECCALDI-PAVARD (Pierre)** (p. 1183) ; **LEFORT (Fernand)** (p. 1186) ; **TOMASINI (René)** (p. 1224) ; **MATRAJA (Pierre)** (p. 1227).

CONSTRUCTION : QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1228) ; **LAUCOURNET (Robert)** (p. 1176) ; **MERCIER (Jean)** (p. 1179) ; **TAITTINGER (Pierre-Christian)** (p. 1182) ; **SCHMITT (Robert)** (p. 1182) ; **CLUZEL (Jean)** (p. 1184,

1185); VALLIN (Camille) (p. 1225, 1226); MATRAJA (Pierre) (p. 1227).

CONTRAT DE LOCATION (de locaux à usage d'habitation): QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173, 1230); LAUCOURNET (Robert) (p. 1177); MERCIER (Jean) (p. 1179); THYRAUD (Jacques) (p. 1180); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1181); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183, 1184); CLUZEL (Jean) (p. 1184); LEFORT (Fernand) (p. 1186); LEDERMAN (Charles) (p. 1224).

DEPOT DE GARANTIE (locations): LEDERMAN (Charles) (p. 1223).

EPARGNE: QUILLIOT (Roger) (p. 1173); SCHMITT (Robert) (p. 1182); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1173).

EXPULSIONS (logement): QUILLIOT (Roger) (p. 1173); VALLIN (Camille) (p. 1225, 1226) FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (FNH): LEFORT (Fernand) (p. 1187).

HABITAT (amélioration de l'): LAUCOURNET (Robert) (p. 1176); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1181); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183); COLLET (François) (p. 1188); VALLIN (Camille) (p. 1225, 1226); QUILLIOT (Roger) (p. 1231).

HABITAT (droit à l'): QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1231); PILLET (Paul) (p. 1174); LAUCOURNET (Robert) (p. 1176); THYRAUD (Jacques) (p. 1179); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1181); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183); LEFORT (Fernand) (p. 1186); LEDERMAN (Charles) (p. 1223); VALLIN (Camille) (p. 1226); MATRAJA (Pierre) (p. 1227).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM): LAUCOURNET (Robert) (p. 1177); COLLET (François) (p. 1188); VALLIN (Camille) (p. 1225); MATRAJA (Pierre) (p. 1227); QUILLIOT (Roger) (p. 1228).

INVESTISSEMENT IMMOBILIER: QUILLIOT (Roger) (p. 1173); PILLET (Paul) (p. 1175); MERCIER (Jean) (p. 1179); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1182); SCHMITT (Robert) (p. 1182); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183); CLUZEL (Jean) (p. 1185); TOMASINI (René) (p. 1224); MATRAJA (Pierre) (p. 1227).

LOCATAIRES (droits et obligations des): QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173, 1174, 1228, 1230); PILLET (Paul) (p. 1174, 1175); LAUCOURNET (Robert) (p. 1176, 1177); MERCIER (Jean) (p. 1179); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1181); SCHMITT (Robert) (p. 1182); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183, 1184); CLUZEL (Jean) (p. 1184); LEFORT (Fernand) (p. 1186); LEDERMAN (Charles) (p. 1223, 1224); TOMASINI (René) (p. 1225); VALLIN (Camille) (p. 1226); MATRAJA (Pierre) (p. 1227).

LOGEMENTS LOCATIFS AIDES: QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173); LAUCOURNET (Robert) (p. 1177); CLUZEL (Jean) (p. 1185); VALLIN (Camille) (p. 1225, 1226).

LOGEMENT SOCIAL: QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1228, 1231); LAUCOURNET (Robert) (p. 1177); LEFORT (Fernand) (p. 1186, 1187); VALLIN (Camille) (p. 1226).

LOI (domaine de la): PILLET (Paul), (p. 1175).

LOYERS: QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1173, 1230); PILLET (Paul) (p. 1174, 1175); LAUCOURNET (Robert) (p. 1176, 1177); MERCIER (Jean) (p. 1179); THYRAUD (Jacques) (p. 1180); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1181); SCHMITT (Robert) (p. 1182); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183, 1184); LEFORT (Fernand) (p. 1186, 1187); COLLET (François) (p. 1187); LEDERMAN (Charles) (p. 1222); VALLIN (Camille) (p. 1225, 1226).

LOYERS (non paiement et indemnisation): LEFORT (Fernand) (p. 1186); QUILLIOT (Roger) (p. 1231).

« NOUVELLE CITOYENNETE »: QUILLIOT (Roger) (p. 1173); CLUZEL (Jean) (p. 1184).

PARIS: COLLET (François) (p. 1188).

PARLEMENT (rôle du): PILLET (Paul) (p. 1175).

PLUS-VALUES (imposition des): VALLIN (Camille) (p. 1226).

PROPRIETE (accession à la): QUILLIOT (Roger) (p. 1172, 1129); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1184); CLUZEL (Jean) (p. 1185); VALLIN (Camille) (p. 1226).

PROPRIETE (droit de): MERCIER (Jean) (p. 1179); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1183).

REPRISE (droit de): QUILLIOT (Roger) (p. 1174, 1230); PILLET (Paul) (p. 1175); LEFORT (Fernand) (p. 1187) REQUISITION (droit de): VALLIN (Camille) (p. 1226).

SONDAGES ET ENQUETES: QUILLIOT (Roger) (p. 1174); COLLET (François) (p. 1187, 1188).

SPECULATION FONCIERE: LEDERMAN (Charles) (p. 1223); VALLIN (Camille) (p. 1225, 1226); MATRAJA (Pierre) (p. 1227).

II. DISCUSSIONS DES ARTICLES (21 avril 1982) (p. 1232, 1256) (22 avril 1982) (p. 1277, 1323); (23 avril 1982) (p. 1351); (27 avril 1982) (p. 1363, 1388; 1393, 1404); (28 avril 1982) (p. 1427, 1441; 1463, 1475); (29 avril 1982) (p. 1492, 1497; 1519, 1540); (30 avril 1982) (p. 1578, 1585); (4 mai 1982) (p. 1588, 1592) *MM. Paul Pillet, rapporteur; Roger Quilliot, ministre; Robert Laucournet, rapporteur pour avis; Jacques Thyraud, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, François Collet, Jacques Habert, Pierre Ceccaldi-Pavard, Stéphane Bonduel, Raymond Dumont, Paul Giroud. - Fernand Lefort, Jean Mercier, Mme Galdaguès Le Bellegou-Béguin, MM. Félix Ciccolini, Michel Caldaguès, Philippe de Bourgoing, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat; Jean Colin - M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance - M. René Touzet, Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation; MM. Jean Chérioux, Yves Le Cozannet, André Méric, Jacques Moutet - Pierre-Christian Taittinger - Roger Romani - François Autain, secrétaire d'Etat chargé des émigrés; Paul d'Ornano, Mme Cécile Goldet, M. Adolphe Chauvin.*

Art. 1^{er} (Droit à l'habitat) - Réserve ordonnée jusqu'après l'examen de l'art. 58 (p. 1232).

Art. 2 (Caractère d'ordre public et champ d'application du projet de loi) (p. 1232).

Adoptés: amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur: application des dispositions de la présente loi aux garages, places de stationnement, jardins et autres locaux loués accessoirement au local principal par le même bailleur (p. 1234) - Amendement n° 370 de M. Jacques Thyraud: exclusion des communes rurales du champ d'application de la loi (p. 1236) - Amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur: exclusion du champ d'application de la loi des seuls locaux meublés, concernant les bailleurs qui exercent la profession de loueurs en meublé (p. 1236) - Amendement n° 111 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis: caractère saisonnier et aux locaux de plaisance (p. 1236) - Amendement n° 5 de M. Paul Pillet, rapporteur: exclusion du champ d'application de la loi des logements-foyers régis par la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 et ceux accueillant à titre principal des travailleurs migrants (p. 1236) - Amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur: exclusion du champ d'application de la loi des logements faisant l'objet d'un contrat de location-vente ou d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente (p. 1237) - Amendement n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur: exclusion du champ d'application de la loi des immeubles soumis au statut de la copropriété et comprenant uniquement des logements acquis en vue du départ à la retraite (p. 1238); sous-amendement n° 393 de M.

François Collet : exclusion du champ d'application de la loi des immeubles soumis au statut de la copropriété et comprenant uniquement des logements acquis en vue du départ à la retraite (p. 1238) – Amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi étendu aux locations de chambres faisant partie du logement (p. 1240).

Rejetés : sous-amendement n° 110 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi aux garages, places de stationnement, jardins et autres locaux loués accessoirement au local principal par le même bailleur (p. 1234) – Sous-amendement n° 379 de M. Jacques Thyraud, à l'amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur : application des dispositions de la présente loi aux garages, places de stationnement, jardins et autres locaux loués accessoirement au local principal par le même bailleur et dans un même bail (p. 1234) – Sous-amendement n° 374 de M. Charles Lederman, à l'amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi pour les seules locations de chambres faisant corps avec l'appartement du bailleur (p. 1240).

Retirés : amendement n° 251, de M. Michel Dreyfus-Schmitt : exclusion du champ d'application de la loi pour les locations de locaux à usage mixte professionnel et d'habitation (p. 1234) – Amendement n° 252 de M. Michel Dreyfus-Schmitt : suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux locations à des étudiants de chambres faisant partie intégrante du logement occupé par le bailleur ou en cas de sous-location par le locataire principal (p. 1238) – Amendement n° 104 de M. Jacques Habert : exclusion du champ d'application de la loi de la résidence principale en France des français travaillant à l'étranger (p. 1240).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1240).

Après l'art. 2 (p. 1240, 1243 ; 1289, 1291).

Rejeté : amendement n° 253 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmitt : application des dispositions de la présente loi aux locations de locaux à usage mixte professionnel et d'habitation et aux locaux professionnels ; majoration possible du montant du loyer déterminée en application du titre IV de 25 % pour les locations de locaux à usage mixte professionnel et d'habitation et de 50 % pour les locations de locaux exclusivement professionnels (p. 1291 ; précédemment réservé p. 1243).

Art. 3 (Conclusion du contrat de location : écrit, mentions obligatoires et annexes) (p. 1243).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : nouvelles modalités de rédaction et de conditions d'établissement du contrat de location (p. 1251) ; sous-amendement n° 112 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : délivrance à chaque partie du contrat d'un exemplaire du contrat de location (p. 1250).

Rejetés : sous-amendement n° 114 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : à la demande d'une partie, communication obligatoire pour l'autre partie, préalablement à la signature du projet de contrat (p. 1250) – Sous-amendement n° 115 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : précision dans le contrat de sa durée, ainsi que la date à partir de laquelle le bailleur aura la possibilité de résilier le contrat (p. 1250) – Sous-amendement n° 116 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression du deuxième alinéa de l'amendement n° 9, relatif à la remise de la copie de la dernière quittance du locataire précédent (p. 1250) – Sous-amendement n° 117 de M. Robert Laucournet ; rapporteur pour avis, à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : liste des annexions obligatoires au contrat de location (p. 1251) – Sous-amendement n° 118 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité pour les deux parties de se

prévaloir de la violation des dispositions du présent article (p. 1251).

Retirés : sous-amendement n° 113 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité pour chaque partie de demander l'établissement d'un contrat conforme aux dispositions de l'article (p. 1247) – Sous-amendement n° 394 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard qui le soutient, à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : concernant la destination de la chose louée, indication de l'extension possible de son usage aux ascendants, descendants et collatéraux (p. 1250) – Sous-amendement n° 316 de M. François Collet à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de l'obligation d'annexer l'état des lieux établi lors du départ du locataire précédent (p. 1251) – Sous-amendement n° 119 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : jonction au contrat dès qu'ils sont établis de l'état des lieux fait lors de l'entrée du locataire, et celui établi lors du départ du précédent locataire (p. 1251).

Deviennent sans objet : amendement n° 264 de M. Charles Lederman : rédaction du contrat de location par écrit (p. 1251) – Amendement n° 265 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : obligation d'annexion du contrat d'amélioration au contrat de location (p. 1251) – Amendement n° 299 de M. Stéphane Bonduel : suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la possibilité pour le seul locataire de se prévaloir de la violation des dispositions prévues par les alinéas 2 à 15 du présent article et rétablissement de l'équilibre nécessaire entre bailleurs et locataires (p. 1251).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1251).

Art. 4 (Durée du contrat de location : bail de six ans et bail de trois ans) (p. 1251).

Adopté : amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité de choix entre la durée de six ans et la durée de trois ans pour la fixation de la durée du contrat de location (p. 1252).

Rejeté : sous-amendement n° 120 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : fixation d'une durée minimale de trois ans du contrat de location et modalités d'exercice du droit de résiliation (p. 1252).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1252).

Après l'art. 4 (p. 1252).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur : motifs d'ordre familial ou professionnel concernant le bailleur ou le locataire, imposant une location d'une durée inférieure à l'une ou l'autre de celles prévues à l'article précédent (p. 1256 ; scrutin public n° 80 ; liste des votants p. 1273 et 1274) – Sous-amendement n° 171 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Jacques Habert : extension de la possibilité de conclure un contrat pour une durée inférieure à celle prévue à l'article précédent au retour en France des Français établis hors de France (p. 1255 ; scrutin public n° 79 ; liste des votants p. 1272 et 1273).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1256).

Art. 5 (Congé donné par le locataire, lorsque le contrat de location est conclu pour six ans) (p. 1277).

Adopté : amendement n° 12 de M. Paul Pillet, rapporteur : résiliation par le locataire du contrat de location à tout moment pour raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 1279).

Retiré : sous-amendement n° 172 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Jacques Habert à l'amendement n° 12 de M. Paul Pillet, rapporteur : résiliation du contrat de location d'un Français établi à l'étranger lors du retour en France de l'intéressé ou de sa famille (p. 1278).

Deviennent sans objet : amendement n° 121 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : congé du locataire à tout

moment ; résiliation du contrat au cours de la première année pour raisons familiales, professionnelles, de santé ou pour l'inexécution par le bailleur de ses obligations (p. 1279) – Amendement n° 266 de M. Charles Lederman : congé du locataire pendant la première année du contrat pour raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 1279).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1279).

Art. 5 bis (*Congé donné par le locataire lorsque le contrat de location est conclu pour trois ans*) (p. 1279).

Adopté : amendement n° 13 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article sur les possibilités de congé pour le locataire avec un contrat de location de trois ans (p. 1279).

Devient sans objet : amendement n° 267 de M. Charles Lederman : contrat de location de trois ans et possibilité pour le locataire de donner congé pendant la première année pour raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 1279).

– L'art. 5 bis est supprimé (p. 1279).

Art. 6 (*Renouvellement du contrat de location*) (p. 1279).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Paul Pillet, rapporteur : renouvellement du contrat de location pour trois ans et cas de non renouvellement du bail (p. 1282) ; sous-amendement n° 122 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : durée minimale du contrat initial de trois ans (p. 1281) ; sous-amendement n° 245 de M. Paul Girod : avantage du maintien dans les lieux pour les locataires personnes physiques (p. 1282).

Devient sans objet : sous-amendement n° 349 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : renouvellement du contrat par période de trois ans (p. 1281).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1282).

Avant l'art. 6 bis (p. 1282).

Adopté : amendement n° 331 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : contestation lors du congé et saisine par le locataire de la commission départementale du logement (p. 1282).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1282).

Art. 6 bis (*Reprise du logement*) (p. 1282).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : modalités de résiliation du contrat de location par le bailleur (p. 1287) – Sous-amendement n° 123 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : contrat initial de six ans et possibilité de résiliation par le bailleur personne physique au terme annuel pour habiter lui-même le logement (p. 1285) – Sous-amendement n° 254 de M. Michel Dreyfus-Schmidt à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : occupation du logement par le bénéficiaire de la reprise à moins qu'il ne justifie de raisons familiales, professionnelles ou de santé postérieures à l'exercice du droit de résiliation (p. 1287) – Sous-amendement n° 380 de M. Jacques Thyraud, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : expiration du délai de préavis et déchéance de plein droit du locataire de tout titre d'occupation sur le logement (p. 1287) – Sous-amendement n° 300 de MM. Jean Béranger et Stéphane Bonduel, qui le soutient, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : détermination par les parties d'une date limite pour l'exercice du droit de résiliation pendant le cours du contrat initial (p. 1287) – Amendement n° 105 de M. Jacques Habert : possibilité de résiliation du contrat par le bailleur travaillant à l'étranger (p. 1289).

Rejetés : sous-amendement n° 366 de M. Roger Quilliot, ministre, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : occupation du logement par le bénéficiaire de la reprise sans prise en compte de raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 1286) – Sous-amendement n° 124 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : occupation du logement par le bénéficiaire du droit de reprise pour une durée d'un an

(p. 1287) – Sous-amendement n° 126 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : introduction du droit de résiliation dans le contrat de location par les ayants droit du bailleur (p. 1287).

Retiré : sous-amendement n° 125 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : droit de reprise pour le propriétaire à partir de la troisième année de location (p. 1287).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1289).

Art. 6 ter (*Refus du renouvellement ou résiliation du contrat de location en vue de la vente*) (p. 1291).

Adoptés : premier alinéa de l'amendement n° 16 de M. Paul Pillet, rapporteur : congé en vue de la vente par le bailleur (p. 1294) ; second alinéa de l'amendement n° 16, de M. Paul Pillet, rapporteur : modalités de résiliation du contrat de location pour vente du logement par le bailleur (p. 1294 ; scrutin public n° 82 ; liste des votants p. 1337) ; ensemble de l'amendement (p. 1296 ; scrutin public n° 83 ; liste des votants p. 1338).

Rejeté : sous-amendement n° 128 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 16 de M. Paul Pillet, rapporteur : notification par le bailleur en cas de vente de sa décision de résilier le contrat (p. 1293 ; scrutin public n° 81 ; liste des votants p. 1336).

Retiré : amendement n° 270 de M. Charles Lederman : décision du bailleur de ne pas reconduire le contrat à tous les renouvellements successifs du bail (p. 1292).

– L'art. 6 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1296).

Art. 6 quater (*Congé en vue de la vente*) (p. 1296).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Paul Pillet, rapporteur : notification du congé à locataire et offre de vente (p. 1298) ; sous-amendement n° 131 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : prorogation du délai de préavis et du contrat de location, à la demande du locataire, jusqu'à la signature de la promesse de vente (p. 1298).

Rejeté : sous-amendement n° 129 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : modalités du congé envers le locataire (p. 1297).

– L'art. 6 quater ainsi modifié, est adopté (p. 1298).

Après l'art. 6 quater (p. 1298).

Adoptés : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur : assimilation de certaines personnes au bailleur pour l'application des articles 4, alinéa 2, 4 bis, 6 bis et 6 ter, alinéa 2 (p. 1298) – Amendement n° 359 (art. additionnel) de M. Roger Quilliot, ministre : obligation lors de la vente du logement pour le bailleur de communiquer à l'acquéreur le montant du dernier loyer pratiqué (p. 1299) – Amendement n° 386 (art. additionnel) de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : exercice des droits de résiliation et de non renouvellement du contrat à l'égard d'un locataire de plus de 70 ans dont l'impôt sur le revenu est inférieur à 1000 F, uniquement après refus de la troisième offre d'un logement correspondant à ses besoins, à ses ressources et dans le même quartier (p. 1303).

Retirés : sous-amendement n° 399 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, à l'amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité d'invocation des dispositions de ces articles par le bailleur personne morale propriétaire de moins de dix logements (p. 1298) – Amendement n° 165 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : maintien dans les lieux des personnes âgées de plus de 75 ans et détermination des modalités d'application dans une loi ultérieure ; relogement des personnes de plus de 70 ans dont les ressources sont inférieures à une fois et demi le SMIC (p. 1302) – Sous-amendement n° 392 de M. Fernand Lefort, à l'amendement n° 165 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : application de ces disposi-

tions aux personnes âgées de plus de 70 ans et dont l'impôt sur le revenu est inférieur à 2500 F (p. 1303) – Amendement n° 398 de M. Paul Pillet, rapporteur : impossibilité d'exercer ses droits de résiliation et de non renouvellement du contrat à l'égard d'un locataire de plus de 70 ans occupant le local depuis plus de 10 ans, dont les ressources annuelles sont inférieures à une fois et demi le montant annuel du SMIC sans un relogement dans le même quartier correspondant aux besoins et aux possibilités du locataire ; inapplicabilité de ces dispositions si le bailleur est âgé de plus de 60 ans (p. 1302).

– Trois art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1298, 1299 et 1303).

Art. 7 (Cession du contrat de location et sous-location) (p. 1303).

Adopté : amendement n° 19 de M. Paul Pillet, rapporteur : impossibilité pour le locataire de sous-louer sauf autorisation écrite du bailleur ; inapplicabilité des dispositions des articles 4, 5 et 6 au contrat de sous-location ; droits du sous-locataire (p. 1304).

Rejeté : sous-amendement n° 375 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Fernand Lefort : applicabilité des dispositions des articles 6 *ter* et 6 *quater* envers le sous-locataire si le locataire principal n'a pas occupé le local sous-loué pendant deux ans ou s'il est titulaire d'un bail portant sur plusieurs locaux appartenant au même bailleur (p. 1304).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1304).

Après l'art. 7 (p. 1304).

Adopté : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur : décès ou abandon du domicile par le locataire et condition de vie commune au cours de l'année précédente pour les bénéficiaires de la reprise (p. 1305).

Rejeté : sous-amendement n° 246 de M. Paul Girod : prise en compte uniquement du décès du locataire signataire du contrat d'origine (p. 1305).

Retiré : sous-amendement n° 247 de M. Paul Girod : prise en compte uniquement du décès du locataire signataire du contrat d'origine (p. 1305).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1305).

Art. 8 (Congé) (p. 1305).

Adoptés : amendement n° 21 de M. Paul Pillet, rapporteur : modalités de notification du congé et délai de préavis lors du congé (p. 1308) – Sous-amendement n° 135 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : prorogation du contrat de location pour une durée déterminée et non renouvelable (p. 1308) – Amendements identiques n° 136 et 137 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : paiement par le locataire du loyer et des charges pendant la période de préavis (p. 1309).

Retirés : sous-amendement n° 332 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, à l'amendement n° 21 de M. Paul Pillet, rapporteur : allongement du délai de préavis (p. 1308) – Sous-amendement n° 348 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, à l'amendement n° 21 de M. Paul Pillet, rapporteur : réduction des délais de préavis en cas de vente par le bailleur ou de perte d'emploi par le locataire (p. 1308) – Amendement n° 133 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : rectification d'une erreur matérielle (p. 1308).

Devient sans objet : amendement n° 132 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : modalités de notification du congé et délai de préavis lors du congé (p. 1309).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1309).

Art. 9 (Obligations principales du locataire) (p. 1310).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 22 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1310) – Amendement n° 23 de M. Paul Pillet, rapporteur : obligation de paiement par le locataire du loyer et des charges récupérables ; paiement mensuel de droit lorsque

le locataire en a fait la demande (p. 1311) – Amendement n° 24 de M. Paul Pillet, rapporteur : obligation pour le locataire d'user paisiblement de la chose louée suivant la destination donnée par le bail (p. 1311) – Amendement n° 25 de M. Paul Pillet, rapporteur : non prise en charge par le locataire des dégradations et pertes survenues par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement (p. 1312) – Amendement n° 26 de M. Paul Pillet, rapporteur : prise en charge par le locataire de l'entretien courant du logement, des menues réparations et de l'ensemble des réparations locatives définies par décret en conseil d'Etat (p. 1312) ; sous-amendement n° 139 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, prise en charge par le locataire de l'entretien courant du logement et des équipements mentionnés au contrat (p. 1312) – Amendement n° 27 de M. Paul Pillet, rapporteur : obligation pour le locataire de rendre le local tel qu'il l'a reçu ; possibilité pour le bailleur d'exiger la remise immédiate des lieux en état (p. 1313) – Amendement n° 28 de M. Paul Pillet, rapporteur : acceptation par le locataire de la réalisation de réparations urgentes par le bailleur (p. 1313) – Amendement n° 29 de M. Paul Pillet, rapporteur : obligation pour le locataire de s'assurer contre les risques dont il doit répondre en vertu de la loi en sa qualité de locataire (p. 1313).

Retiré : sous-amendement n° 138 de M. Robert Laucournet à l'amendement n° 23 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression des dispositions de cet amendement sur le paiement mensuel de droit lorsque le locataire en a fait la demande (p. 1311).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1313).

Art. 10 (Obligations principales du bailleur) (p. 1313).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 30 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1314) – Amendement n° 140 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : obligation pour le bailleur de délivrer au locataire le logement et les équipements en bon état (p. 1314) – Amendement n° 32 de M. Paul Pillet, rapporteur : obligation pour le bailleur de faire jouer paisiblement le preneur de logement et garantie du locataire contre les vices et défauts (p. 1314) – Amendement n° 33 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant l'obligation pour le bailleur d'informer le locataire avant toute modification de la chose louée ou toute diminution des services rendus (p. 1315).

Rejeté : amendement n° 141 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : après mise en demeure, possibilité pour le locataire de demander au juge l'autorisation d'effectuer des réparations urgentes (p. 1315).

Retiré : amendement n° 274 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : information du locataire avant toute modification de la chose louée ou toute diminution des services rendus et diminution en conséquence du loyer et des charges (p. 1315).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1315).

Art. 11 (Remise gratuite d'une quittance ou d'un reçu au locataire) (p. 1315).

Adopté : amendement n° 34 de M. Paul Pillet, rapporteur : délivrance par le bailleur d'une quittance ou d'un reçu au locataire (p. 1320).

Retiré : sous-amendement n° 317 de M. François Collet, à l'amendement n° 34 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression des dispositions de cet amendement sur la mention de l'imputation que le locataire a déclaré donnée au paiement effectué (p. 1319).

Non pris en considération : amendement n° 142 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : distinction entre le loyer, le droit de bail et les autres charges ; paiement mensuel du loyer et des charges de droit ; possibilité pour le bailleur de réclamer le versement du dépôt de garantie ; délivrance d'une quittance ou d'un reçu de la part du bailleur (p. 1319).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° 371 de M. Roger Quillot, ministre à l'amendement n° 142 de M. Robert

Laucournet, rapporteur pour avis : quitus du bailleur à chaque locataire (p. 1319) – Sous-amendement n° 354 de M. Roger Quilliot, à l'amendement n° 142 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet amendement sur le versement du dépôt de garantie (p. 1319).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1320).

Art. 12 (Etat des lieux lors de la remise et de la restitution des clefs) (p. 1320).

Adoptés : amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : établissement d'un état des lieux dès l'entrée en jouissance du preneur (p. 1323) – Sous-amendement n° 144 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : établissement d'un état des lieux par huissier de justice à défaut de remise des clefs et huit jours après la mise en demeure (p. 1323) – Sous-amendement n° 146 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : état des lieux et prise en compte des éléments de chauffage (p. 1322).

Rejeté : sous-amendement n° 276 de M. Charles Lederman, à l'amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : paiement des frais par la partie qui n'a pas donné suite à la mise en demeure (p. 1323).

Retirés : sous-amendement n° 143 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : établissement d'un état des lieux contradictoirement par les parties dans la forme arrêtée d'un commun accord (p. 1322) – Sous-amendement n° 145 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : établissement d'un état des lieux par huissier de justice ou expert agréé par les tribunaux (p. 1322) – Sous-amendement n° 148 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : paiement des frais par les deux parties pour l'état des lieux (p. 1322) – Amendement n° 275 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : possibilité pour le locataire dans un délai de 15 jours après entrée dans les lieux de modifier ou compléter conjointement avec le bailleur l'état des lieux (p. 1322).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1323).

Art. 13 (Dépôt de garantie) (p. 1363).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Paul Pillet, rapporteur : absence de dépôt de garantie lorsque le loyer est payable d'avance par trimestre, mais exigible par le bailleur en cas de paiement mensuel du loyer. (p. 1364) ; sous-amendement n° 149 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : absence de dépôt de garantie lorsque le loyer est payable d'avance pour une période supérieure à deux mois (p. 1364) – Amendement n° 37 de M. Paul Pillet, rapporteur : restitution du dépôt de garantie dans un délai maximum de trois mois (p. 1365) – Amendement n° 277 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : justification par le propriétaire des réparations locatives incombant au locataire sortant avant retenue sur le dépôt de garantie (p. 1365) – Amendement n° 38 de M. Paul Pillet, rapporteur : interdiction de réviser le dépôt de garantie en cours de contrat de location, et actualisation par le bailleur, lors du renouvellement du contrat, en proportion du prix du loyer (p. 1367) – Amendement n° 318 de M. François Collet : à défaut de restitution dans le délai prévu, le solde du dépôt de garantie restant dû au locataire après arrêté des comptes produira intérêt au taux légal au profit des locataires (p. 1367).

Rejetés : amendement n° 152 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : obligation de restitution du dépôt de garantie après promulgation d'une loi déchargeant le propriétaire de toute obligation dont il peut être tenu du fait du locataire (p. 1366) – Amendement n° 303 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. René Touzet : interdiction de réviser le dépôt de garantie en cours de contrat de location ; révision possible lors du renouvellement du contrat de location (p. 1366).

Retiré : amendement n° 150 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : possibilité pour les deux parties de

substituer au versement du dépôt de garantie un cautionnement, le locataire pouvant à tout moment remplacer ce cautionnement par un dépôt de garantie (p. 1365).

Devient sans objet : amendement n° 153 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : production d'intérêt par le dépôt de garantie au profit du locataire (p. 1367).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1367).

Art. 14 (Définition des charges récupérables) (p. 1367) *Adopté* : amendement n° 39 de M. Paul Pillet, rapporteur : taxes locatives du domaine des charges récupérables (p. 1368).

Rejeté : amendement n° 278 de M. Charles Lederman : obligation pour les locataires de logements non soumis à la loi de 1948, au remboursement sur justification des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles (p. 1368).

Retiré : amendement n° 319 de M. François Collet : dérogation à la liste des charges récupérables en faveur des accords collectifs de location (p. 1368).

– L'art. 14, ainsi modifié est adopté (p. 1369).

Après l'art. 14 (p. 1369).

Retiré : amendement n° 279 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : exclusion de la liste des charges récupérables des frais de pose et de dépose et d'entretien des tapis, des fournitures nécessaires à l'entretien des parties communes, pour les locataires du secteur soumis à la loi de 1948 (p. 1369).

Art. 14 bis (Justification des charges) (p. 1369).

Adoptés : amendement n° 40 de M. Paul Pillet, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux charges locatives et à la justification des charges récupérables (p. 1371) ; sous-amendement n° 280 de M. Charles Lederman : communication par les copropriétaires à leurs locataires des informations relatives aux charges récupérables (p. 1371).

Rejeté : sous-amendement n° 158 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : possibilité pour le locataire de se faire accompagner par une personne de son choix pour consulter les pièces justificatives relatives aux charges récupérables (p. 1371).

– L'art. 14 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1371).

Art. 15 (Prescription des actions en paiement des charges récupérables) (p. 1371).

Adopté : amendement n° 41 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la prescription par cinq ans des actions en paiement des charges récupérables (p. 1372).

Retiré : amendement n° 320 de M. François Collet : prescription quinquennale applicable au loyer principal et aux charges (p. 1372).

– L'art. 15 est supprimé (p. 1372).

Art. 16 (Suspension provisoire des effets de la clause de résiliation de plein droit pour non paiement des loyers et des charges) (p. 1372).

Adoptés : amendement n° 42 de M. Paul Pillet, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à la clause de résiliation de plein droit du contrat de location (p. 1376) ; sous-amendement de coordination n° 352 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, (p. 1376) ; sous-amendement n° 321 de M. François Collet : non suspension de l'exécution du contrat de location par les délais et modalités de paiement des loyers impayés ; délai maximum d'un an accordé par le juge (p. 1376).

Rejeté : amendement n° 306 de M. Charles Lederman : suppression du deuxième alinéa relatif au défaut de libération de sa dette par le locataire et de la saisine du juge (p. 1376) – Sous-amendement n° 163 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 42 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité de renouvellement une fois du délai de

paiement accordé par le juge pour défaut de paiement du loyer (p. 1375) – Sous-amendement n° 161 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis à l'amendement n° 42 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité pour le juge d'accorder des délais de paiement dans le cadre d'une action en résiliation de contrat fondée sur le non paiement du loyer (p. 1376).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1376).

Art. 16 bis (*Art. 819 du code de procédure civile : la saisie-gagerie*) : (p. 1377).

Adopté : amendement n° 43 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la subordination de l'exercice de la faculté de saisie-gagerie à la permission du juge (p. 1378).

– L'article 16 bis est supprimé (p. 1378).

Art. 17 (*Maintien du contrat de location au profit des locataires de bonne foi et privés de moyens d'existence*) (p. 1378) Adopté : amendement n° 44 de M. Paul Pillet, rapporteur : fixation par une loi ultérieure des conditions de rejet par le juge des demandes de résiliation pour défaut de paiement du loyer, si le locataire se trouve privé de moyens d'existence ; des règles d'indemnisation du bailleur et des ressources affectées à cette indemnisation (p. 1379).

– L'art. 17, ainsi modifié est adopté (p. 1379).

Art. 18 (*Clauses réputées non écrites*) (p. 1379).

Adoptés : amendement n° 389 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'exonération de la responsabilité du bailleur de son fait personnel, ou du fait des personnes dont il doit répondre, (p. 1380) – Amendement rédactionnel n° 45 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1381) – Amendement de coordination n° 106 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1382) – Amendement de coordination n° 46 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1382) – Amendement n° 322 de M. François Collet, soutenu par Jean Chérioux : suppression au deuxième alinéa de cet article relatif à l'autorisation pour le locataire d'exercer une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle (p. 1383) – Amendement de coordination n° 402 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1383).

Rejetés : amendement n° 334 de MM. Jean Colin qui le soutient et Pierre Ceccaldi-Pavard : obligation pour le locataire de laisser visiter le local loué, en vue de la vente ou de la location plus de deux heures, les jours ouvrables (p. 1381) – Amendement n° 281 de M. Fernand Lefort : limitation de l'obligation pour le locataire de laisser visiter le local loué, en vue de la vente ou de la location, aux jours fériés et deux fois deux heures par semaine les jours ouvrables (p. 1381) – Amendement n° 169 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : réparation du préjudice subi par le locataire en cas de modification par le bailleur, des lieux loués ou des prestations prévues (p. 1382) – Amendement n° 282 de M. Charles Lederman : non remboursement par le locataire des sommes qui ne sont pas exigibles au titre de la présente loi (p. 1383).

Retirés : amendement n° 168 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : responsabilité collective des locataires en cas de dégradation des éléments communs de la chose louée, en dehors de la préemption établie par l'art. 1734 du code civil (p. 1381) – Amendement n° 170 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : possibilité d'une diminution du loyer lorsque les réparations durent plus de quarante jours (p. 1382).

Deviennent dans objet : amendement n° 167 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : exonération de la responsabilité du bailleur de son fait personnel, ou du fait des personnes dont il doit répondre, ou des choses dont il a la garde (p. 1380) – Amendement n° 323 de M. François Collet, soutenu par Jean Chérioux : nécessité pour le locataire d'un local d'habitation ou d'usage mixte professionnel, de l'accord écrit du bailleur pour domicilier ou établir dans un local à lui loué une personne morale ou un groupement de fait qui y exercerait son activité de manière permanente (p. 1383).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1383).

Art. 19 (*Accords conclus pour un bâtiment ou un ensemble de bâtiments*) (p. 1383).

Adoptés : amendement n° 47 de M. Paul Pillet, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article définissant le régime juridique des accords conclus entre bailleur et locataires d'un immeuble (p. 1388 ; scrutin public n° 84 ; liste des votants p. 1422, 1423) ; sous-amendement n° 324 de M. François Collet soutenu par M. Jean Chérioux : accords collectifs de location pour des habitations comportant au moins trente logements locatifs (p. 1387).

Rejetés : sous-amendement n° 174 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 47 de M. Paul Pillet, rapporteur : accord liant le bailleur et l'ensemble des locataires dès lors que les associations signataires groupant la majorité de ces locataires ont adhéré par écrit – Sous-amendement n° 175 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 47 de M. Paul Pillet, rapporteur : préalablement à la signature d'un accord, information pour chacune des parties de l'existence éventuelle d'accords sur le même objet, conclus sur le plan départemental ou national (p. 1387) – Sous-amendement n° 335 de M. Jean Colin, à l'amendement n° 47 de M. Paul Pillet, rapporteur : accords collectifs de location pour des habitations comportant au moins 50 logements (p. 1387).

Retiré : amendement n° 173 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à la conclusion d'accords entre plusieurs bailleurs et plusieurs associations de locataires pour l'ensemble du patrimoine immobilier du ou des bailleurs (p. 1385).

Deviens sans objet : sous-amendement n° 350 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, à l'amendement n° 47 de M. Paul Pillet, rapporteur : accords collectifs de location pour des habitations comportant au moins trente logements faisant l'objet d'un contrat de location (p. 1387).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1388).

Art. 20 (*Représentativité des associations de locataires au niveau d'un ensemble immobilier*) (p. 1393).

Adoptés : amendement n° 48 de M. Paul Pillet, rapporteur : limitation du champ d'application de cet article à un bâtiment d'habitation ou à un ensemble de bâtiments d'habitation comportant au moins trente logements et conditions de reconnaissance de la qualité d'interlocuteurs par les bailleurs et les gestionnaires (p. 1396) ; sous-amendement de coordination n° 325 de M. François Collet (p. 1396).

Retirés : amendement n° 292 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : limitation du champ d'application de cet article à un bâtiment d'habitation ou à un ensemble de bâtiments d'habitation comportant au moins trente logements faisant l'objet d'un contrat de location (p. 1395) – Amendement n° 337 de M. Jean Colin : possibilité pour les gestionnaires d'apporter leurs conseils et leur appui dans le cadre des rapports collectifs (p. 1395) – Sous-amendement n° 395 de M. Yves le Cozannet à l'amendement n° 48 de M. Paul Pillet, rapporteur : reconnaissance comme interlocuteurs des associations déclarées, susceptibles d'être affiliées dans l'avenir à une association siégeant à la commission nationale des rapports locatifs (p. 1396) – Sous-amendement n° 396 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, à l'amendement n° 48 de M. Paul Pillet, rapporteur : élection pour la désignation de représentants chargés de la gestion des équipements communs dans le cas où aucune association ne représente au moins 20 % des locataires (p. 1396).

Deviens sans objet : amendement n° 176 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : limitation de la reconnaissance comme interlocuteurs des associations déclarées, regroupant au moins dix pour cent des locataires (p. 1396).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1396).

Art. 21 (*Notification au bailleur de la liste des représentants des associations*) (p. 1396).

Adopté : amendement n° 49 de M. Paul Pillet, rapporteur : information des bailleurs, gestionnaires et syndics de copropriété par les associations de locataires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de l'identité de leurs représentants statutaires ; choix du représentant parmi les locataires du bâtiment d'habitation (p. 1399).

Devient sans objet : amendement n° 177 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : représentation d'une association de locataires limitée à 10 % du nombre de logements locatifs du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments ; notification annuelle par les associations de la liste de leurs délégués (p. 1399).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1399).

Art. 22 (Droits des associations de locataires) (p. 1399).

Adoptés : amendement n° 50 de M. Paul Pillet, rapporteur : consultation trimestrielle des représentants statutaires des associations (p. 1400) – Amendement de coordination n° 385 de M. Paul Pillet rapporteur (p. 1400) – Amendement n° 329 de M. Fernand Lefort soutenu par M. Charles Lederman : mise à la disposition des représentants statutaires des associations des documents servant à la détermination des charges locatives dans les locaux où se trouvent ces documents (p. 1401) – Amendement n° 51 de M. Paul Pillet, rapporteur : réservation du panneau d'affichage mis à la disposition des associations de locataires, dans chaque bâtiment, aux informations concernant la vie de l'immeuble (p. 1402).

Rejeté : amendement n° 388 de M. Jean Colin : bénéfice des droits prévus aux articles 20, 21 et 22, en faveur des associations représentant les bailleurs (p. 1403).

Retirés : sous-amendement n° 248 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jacques Moutet à l'amendement n° 50 de M. Paul Pillet, rapporteur : information des représentants statutaires des associations et non consultation (p. 1400) – Amendement n° 304 de M. Stéphane Bonduel : consultation annuelle, sur leur demande, des représentants statutaires des associations (p. 1400) – Amendement n° 305 de M. Stéphane Bonduel : réservation exclusive du panneau d'affichage pour les communications relatives à la gestion de l'immeuble (p. 1402).

Deviennent sans objet : amendement n° 178 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : consultation à chacune de leurs demandes des représentants statutaires des associations (p. 1400) – Amendement n° 180 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : mise à la disposition des bailleurs et des associations de locataires du panneau d'affichage pour leurs communications concernant les problèmes du logement et de l'habitat (p. 1402) ; sous-amendement n° 404 de Mme Catherine Lalumière, ministre : mise à la disposition des seules associations de locataires du panneau d'affichage pour leurs communications concernant les problèmes du logement et de l'habitat (p. 1402).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1403).

Art. 23 (Participation des locataires aux assemblées de copropriété) (p. 1403).

Adoptés : amendement n° 52 de M. Paul Pillet, rapporteur : participation des représentants statutaires d'associations de locataires aux assemblées générales de copropriétaires dans les immeubles en copropriété ; information de ces derniers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (p. 1404) ; sous-amendement n° 181 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : information des représentants statutaires par voie d'affichage et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (p. 1404).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1404).

Art. 24 (Protection des représentants statutaires d'association de locataires en cas de congé) (p. 1433, précédemment réservé p. 1404).

Adopté : amendement n° 53 de M. Paul Pillet, rapporteur : protection des représentants statutaires des associations et intervention de la formation paritaire de la conciliation siégeant au sein de la commission départementale du logement p. 1434).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1434).

Art. 25 (Commissions départementales du logement) (p. 1427).

Adoptés : amendement n° 54 de M. Paul Pillet rapporteur : création d'une commission départementale du logement ; détermination de la composition, du mode de désignation et du fonctionnement de cette commission par un décret en Conseil d'Etat (p. 1433) ; sous-amendement n° 353 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : représentation de gestionnaires, de locataires et de bailleurs dans cette commission (p. 1432).

Rejeté : sous-amendement n° 326 de M. François Collet, à l'amendement n° 54 de M. Paul Pillet, rapporteur : représentation des associations locales, de fédérations départementales ou nationales, de bailleurs et de locataires (p. 1432).

Retiré : amendement n° 186 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : transformation de la commission départementale du logement en une juridiction paritaire présidée par un juge (p. 1431).

Deviennent sans objet : amendement n° 184 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : création dans chaque département d'une commission départementale du logement (p. 1433) – Sous-amendement n° 355 de Mme Catherine Lalumière, ministre, à l'amendement n° 184 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : détermination de la composition, du mode de désignation et du fonctionnement de cette commission par décret en Conseil d'Etat (p. 1433) – Amendement n° 339 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard qui le soutient : présidence de cette commission par un juge (p. 1433) – Amendement n° 340 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard qui le soutient : désignation des membres de cette commission par le président du conseil général (p. 1433).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1433).

Art. 26 (Commission nationale des rapports locatifs) (p. 1434).

Adoptés : amendement n° 187 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : mission de la commission nationale des rapports locatifs et promotion de l'amélioration des rapports entre bailleurs ou gestionnaires et locataires (p. 1435) – Amendement n° 188 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : commission nationale des rapports locatifs et propositions de modification de la liste des charges récupérables (p. 1435) – Amendement n° 55 de M. Paul Pillet, rapporteur : représentation des associations de bailleurs et de locataires dans cette commission (p. 1436) – Amendement n° 189 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : composition de la commission nationale des rapports locatifs : représentants des organisations représentatives au plan national de bailleurs, de gestionnaires et de locataires (p. 1436).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1436).

Art. 27 (Représentativité au plan national ou départemental des associations de bailleurs et de locataires) (p. 1436).

Adopté : amendement n° 56 de M. Paul Pillet, rapporteur : uniformisation des critères de représentativité au niveau national et départemental des associations de bailleurs, de locataires et de gestionnaires ; suppression du critère d'ancienneté de l'association (p. 1438).

Devient sans objet : amendement n° 190 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : extension de la représentativité au plan national aux organisations membres de la commission permanente pour l'étude des charges locatives et des rapports entre les propriétaires, gestionnaires et usagers, commission Delmon, et aux organisations reconnues telles par arrêté interministériel après avis de la commission nationale des rapports locatifs (p. 1438).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1438).

Après l'art. 27 (p. 1438).

Retiré : amendement n° 195 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : accords collectifs de location concernant l'ensemble du patrimoine d'un ou de plusieurs bailleurs (p. 1438).

Art. 28 (*Accords collectifs conclus au niveau national ou départemental*) (p. 1439).

Adoptés : amendement n° 57 de M. Paul Pillet rapporteur : accords collectifs au niveau national ou départemental et délimitation du champ d'application (p. 1441) ; sous-amendement n° 197 de Mme Catherine Lalumière, ministre : secteur locatif et logements appartenant au secteur financier du secteur public (p. 1441).

Rejetés : sous-amendement n° 100 de Mme Catherine Lalumière, ministre : négociation d'accords collectifs de location dans le cadre d'un ou de plusieurs secteurs locatifs (p. 1440) – Sous-amendement n° 196 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : applicabilité de l'accord à l'ensemble des logements des bailleurs adhérents d'une organisation signataire ; inapplicabilité de l'accord si un mois après la signature la majorité des associations représentatives s'y oppose par écrit (p. 1440).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1441).

Art. 28 bis (*Forme des accords collectifs*) – Adopté (p. 1463).

Art. 28 ter (*Durée des accords collectifs*) (p. 1463).

Adopté : amendement n° 200 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : dépôt obligatoire d'un exemplaire des accords collectifs auprès de la commission départementale du logement et de la commission nationale des rapports collectifs ; consultation possible pour les représentants des organisations de bailleurs, de gestionnaires ou de locataires (p. 1464).

– L'art. 28 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1464).

Art. 28 quater (*Dénonciation d'un accord collectif*) – Adopté (p. 1464).

Art. 28 quinques (*Adhésion aux accords collectifs*) – Adopté (p. 1464).

Art. 28 sexies (*Effets de l'accord collectif sur les membres d'une association signataire*) – Adopté (p. 1464).

Art. 28 septies (*Changement de bailleurs*) – Adopté (p. 1464).

Art. 29 (*Objet des accords collectifs de location*) (p. 1465).

Adoptés : premier et second alinéa de l'amendement n° 58 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1467) ; troisième alinéa de l'amendement n° 58 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1468 ; scrutin public n° 85 ; liste des votants p. 1484, 1485) ; ensemble de l'amendement n° 58 de M. Paul Pillet, rapporteur : objet des accords collectifs de location et amélioration des rapports entre bailleurs ou gestionnaires et locataires ; énumération des matières sur lesquelles les accords peuvent porter (p. 1468 ; scrutin public n° 86 ; liste des votants p. 1485, 1486).

Retirés : sous-amendement n° 397 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin qui le soutient, à l'amendement n° 58 de M. Paul Pillet, rapporteur : gestion des équipements communs entre résidents, locataires et co-propriétaires par un conseil de résidents élu au suffrage universel à la représentation proportionnelle (p. 1466) – Amendement n° 202 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : objet des accords collectifs et respect de l'équilibre économique et juridique du contrat de location ; énumération des matières sur lesquelles les accords peuvent porter (p. 1466) – Amendement n° 249 de M. Paul Girod : objet des accords collectifs et maîtrise des charges locatives (p. 1466).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1468).

Art. 29 bis (*Hierarchie des accords*) (p. 1468).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 59, 60 et 61 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1469) – Amendement n° 283 de M. Charles Lederman : modalités des négociations d'un accord à durée déterminée ; accords nationaux et locaux (p. 1471).

Rejeté : amendement n° 203 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : accords locaux et détermination des modalités selon lesquelles un éventuel accord départemental ou national s'appliquera aux deux parties ; applicabilité des accords collectifs conclus antérieurement à la publication de cette loi lorsqu'il ne sont pas contraires à l'objet défini à l'article 29 (p. 1470 ; scrutin public n° 87 ; liste des votants p. 1486, 1487).

– L'art. 29 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1471).

Art. 29 ter (*Application des accords collectifs*) (p. 1471)

Adopté : amendement n° 62 de M. Paul Pillet, rapporteur : limitation de la portée de cet article aux seuls accords d'immeubles conclus en application de l'article 19 du projet de loi (p. 1471).

– L'art. 29 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1471).

Art. 30 (*Extension des accords nationaux*) (p. 1471).

Adopté : amendement n° 63 de M. Paul Pillet, rapporteur : caractère obligatoire des accords conclus au sein de la commission nationale des rapports locatifs par la majorité des associations de bailleurs et de locataires représentées au sein de la commission nationale des rapports locatifs (p. 1472).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1472).

Art. 31 (*Cessation des effets des accords rendus obligatoires*) – Adopté (p. 1472).

Art. 32 (*Adhésion aux accords collectifs des associations représentatives de gestionnaires*) (p. 1472).

Adopté : amendement de coordination n° 64 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1472).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1472).

Art. 32 bis (*Locaux collectifs à l'usage des résidents*) (p. 1472).

Adoptés : amendement n° 65 de M. Paul Pillet, rapporteur : obligation pour tout bâtiment ou ensemble d'habitation de plus de 50 logements de comporter des locaux collectifs à l'usage des résidents (p. 1473) – Amendement n° 66 de M. Paul Pillet, rapporteur : gratuité de l'accession à ces locaux pour les associations de propriétaires ou de locataires du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments (p. 1473).

Retiré : amendement n° 295 de M. Pierre-Christian Taittinger : suppression de cet article relatif à l'obligation pour tout bâtiment ou ensemble de bâtiments d'habitation de plus de 50 logements de comporter des locaux collectifs résidentiels (p. 1473).

– L'art. 32 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1473).

Art. 33 (*Régime juridique général des accords de modération*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 1474).

Adoptés : amendement n° 67 de M. Paul Pillet, rapporteur : conclusion d'un accord de modération des loyers entre les associations de bailleurs et de locataires (p. 1474) ; sous-amendement n° 390 de M. Roger Quilliot, ministre : représentativité des associations au sein de la commission nationale des rapports locatifs ; suppression de la référence au secteur concerné (p. 1474) ; sous-amendement n° 207 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : accord de modération et dispositions de l'art. 32 sur l'adhésion des gestionnaires aux accords locatifs (p. 1474).

– L'art. 33 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1475)

Art. 34 (*Objet des accords de modération : conclusion et renouvellement des contrats*) (p. 1492).

Adoptés : amendement de coordination n° 68 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1492) – Amendement n° 69 de M. Paul Pillet,

rapporteur : non application du taux maximum d'évolution des loyers aux locaux non loués depuis un an et aux locaux vacants du fait du locataire (p. 1494 ; scrutin public n° 88 ; liste des votants p. 1570, 1571) – Amendement n° 70 de M. Paul Pillet, rapporteur : majoration des loyers : prise en compte du coût réel des travaux, sans plafond (p. 1497 ; scrutin public n° 90 ; liste des votants p. 1572) – Amendement rédactionnel n° 211 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 1520) – Amendement n° 212 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : impossibilité pour les accords de modération des loyers d'entraîner un dépassement des loyers plafonds prévus dans les prêts du crédit foncier de France (p. 1522).

Rejetés : sous-amendement n° 391 de M. Roger Quilliot, ministre, à l'amendement n° 70 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression du plafond dans le seul cas de changement de locataire (p. 1497 ; scrutin public n° 89 ; liste des votants p. 1571, 1572) – Amendement n° 284 de M. Charles Lederman : possibilité de minoration des loyers en cas de surévaluation (p. 1497).

Retirés : amendement n° 209 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : détermination de la nature des travaux pouvant entraîner une majoration des loyers (p. 1495) – Amendement n° 210 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : possibilité pour les accords de modération des loyers de comporter des dispositions particulières en cas de travaux d'économie d'énergie (p. 1520).

Deviennent sans objet : amendement n° 208 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : non application du taux maximum d'évolution des loyers aux locaux non loués depuis un an (p. 1494) – Amendement n° 308 de M. François Collet : possibilité pour les accords de modération des loyers de déroger aux règles de plafonnement des loyers des logements ayant bénéficié d'un financement du Crédit foncier de France (p. 1522).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1522).

Art. 34 bis (*Evolution du prix de base des loyers dans les secteurs des organismes des habitations à loyer modéré*) (p. 1522).

Retiré : amendement n° 307 de M. François Collet : accord de modération conclu dans le secteur des organismes d'habitations à loyer modéré, HLM : fixation de l'évolution des prix de base des loyers pour chaque année et possibilité de dérogation aux règles de plafonnement (p. 1522).

– L'art. 34 bis est adopté (p. 1522).

Art. 35 (*Extension des accords de modération des loyers*) (p. 1522).

Adoptés : amendement n° 71 de M. Paul Pillet, rapporteur : procédure d'extension des accords de modération limitée au cas où l'accord a été conclu par la majorité des associations de bailleurs et des associations de locataires représentées au sein de la commission nationale des rapports locatifs (p. 1524) ; sous-amendement n° 309 de M. François Collet : pour l'application de cette procédure au secteur locatif des sociétés d'économie mixte et des sociétés immobilières de la Caisse des dépôts et consignations, priorité donnée au décret d'extension sur toute stipulation contraire résultant des contrats de prêts initiaux signés avec le Crédit foncier ou la Caisse centrale de coopération économique (p. 1524).

Retiré : amendement n° 213 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : procédure d'extension des accords de modération subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations représentatives des bailleurs d'un secteur ou des locataires (p. 1523).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1524).

Art. 36 (*Décret de modération pris à défaut d'accord au sein de la commission nationale des rapports locatifs*) (p. 1524).

Adoptés : amendement n° 72 de M. Paul Pillet, rapporteur : précision sur les conditions d'intervention du pouvoir réglemen-

taire à défaut d'accord conclu dans un secteur locatif (p. 1527) ; sous-amendement n° 310 de M. François Collet : fixation au 1^{er} octobre au lieu du 1^{er} novembre de la date de constatation de l'absence d'accord (p. 1526).

Retirés : amendement n° 214 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : précision sur les conditions d'intervention du pouvoir réglementaire à défaut d'accord de modération (p. 1526) – Amendement n° 215 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : précisions relatives à la date de publication du décret (p. 1526).

Devient sans objet : sous-amendement n° 403 de M. François Autain, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 214 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : augmentation d'un à deux ans de délai de vacance des locaux entraînant leur exclusion du champ d'application de la loi (p. 1526).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1527).

Art. 36 bis (*Intervention du Gouvernement en cas de circonstances économiques graves*) (p. 1527).

Adopté : amendement n° 73 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la fixation du taux d'évolution des loyers par décret en Conseil d'Etat si des circonstances économiques graves l'exigent (p. 1527).

– L'art. 36 bis est supprimé (p. 1527).

Art. 37 (*Saisine de la commission départementale du logement en cas de contestation sur le nouveau loyer*) (p. 1527).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 74 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1528) – Amendement rédactionnel n° 75 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1528).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 1528).

Art. 38 (*Révision du loyer des contrats en cours*) (p. 1528).

Adoptés : amendement n° 76 de M. Paul Pillet, rapporteur : 1^o rédactionnel ; 2^o précision sur l'indice pris en compte en cas d'absence de mention au contrat (p. 1529) ; sous-amendement n° 218 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : assouplissement de la disposition relative à la date annuelle de révision du loyer (p. 1529) – Amendement n° 313 de M. François Collet : révision annuelle du loyer : possibilité dans le cas des immeubles faisant l'objet de prêts à la construction de déroger aux dispositions relatives aux loyers plafonds (p. 1530).

Retiré : sous-amendement n° 312 de M. François Collet, à l'amendement n° 76 de M. Paul Pillet, rapporteur : assouplissement de la disposition relative à la date annuelle de révision du loyer (p. 1529).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 1530).

Art. 40 (*Contrat d'amélioration*) (p. 1530).

Adoptés : amendement n° 77 de M. Paul Pillet rapporteur : modification de cet article relatif à la signature de contrats d'amélioration entre l'Etat et les propriétaires (p. 1533) ; sous-amendement n° 250 de M. Paul Girod : suppression de l'obligation faite aux locataires d'accepter les travaux dans le cas de personnes âgées de plus de 80 ans aux ressources modestes (p. 1532) ; sous-amendement n° 388 de M. Roger Quilliot, ministre : extension du champ d'application des dispositions de cet article à tous les locaux vacants, soumis ou non aux dispositions du titre IV sur les loyers (p. 1533) – Sous-amendement n° 219 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : information du locataire préalable à la décision d'entreprendre des travaux (p. 1533).

Rejeté : sous-amendement n° 287 de M. Fernand Lefort : possibilité pour le locataire qui refuse les travaux de saisir la commission départementale qui statue (p. 1533).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 1533).

Après l'art. 40 (p. 1533).

Adoptés : amendement n° 387 (art. additionnel) de M. Roger Quilliot, ministre : possibilité de signature, entre l'Etat et les

bailleurs, de contrats de garantie d'économie d'énergie (p. 1534) ; sous-amendement n° 405 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : fixation par décret des modalités de calcul de la majoration de loyer pouvant être appliquée dans le cas de contrat de garantie d'économie d'énergie (p. 1534).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1534).

Art. 41 (*Accords entre bailleurs et locataires pour la réalisation des travaux dans les immeubles mis aux normes*) (p. 1534)

Adopté : amendement rédactionnel n° 78 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1534).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 1534).

Après l'art. 41 (p. 1534).

Adopté : amendement n° 226 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : absence de lien de subordination entre la signature de contrats d'amélioration et d'octroi d'aides à l'amélioration de l'habitat (p. 1535).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1535).

Art. 42 (*Remise au locataire d'une fiche de renseignements sur le logement*) (p. 1535).

Adoptés : amendement n° 79 de M. Paul Pillet, rapporteur : mentions complémentaires portées sur la fiche de renseignements remise au tiers lors de la conclusion d'un contrat de location (p. 1536) ; sous-amendement n° 227 de M. Robert Laucournet rapporteur pour avis : indication de la durée du contrat de location sur la fiche de renseignements remise au tiers lors de la conclusion d'un contrat de location (p. 1535) – Amendement n° 80 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression d'une disposition concernant la vente d'un immeuble (p. 1536).

Deviennent sans objet : amendement rédactionnel n° 228 de M. Robert Laucournet rapporteur pour avis (p. 1536) – Amendement rédactionnel n° 296 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Paul d'Ornano (p. 1536).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 1536).

Art. 43 (*Notice d'utilisation et d'entretien des éléments d'équipement*) (p. 1536).

Adopté : amendement n° 81 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion de toutes les mentions relatives à la vente (p. 1536).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 1536).

Art. 43 bis (*Règlement intérieur d'un immeuble*) (p. 1536).

Adopté : amendement rédactionnel n° 82 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1537).

– L'art. 43 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1537).

Art. 44 (*Rémunération des intermédiaires*).

Rejetés : amendement n° 288 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Fernand Lefort : prise en charge des frais d'agence par les seuls bailleurs (p. 1537) – Amendement n° 345 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : conséquences financières d'une réalisation anticipée du bail supporté par la partie responsable (p. 1537).

Retiré : amendement n° 230 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : référence à la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 (p. 1537).

– L'art. 44 est adopté (p. 1538).

Art. 45 (*Désignation d'un administrateur provisoire*) (p. 1538).

Adopté : amendement rédactionnel n° 83 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1538).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 1538).

Art. 46 (*Majorations déguisées du loyer ou des charges : pratique du pas de porte*) (p. 1538).

Adopté : amendement n° 84 de M. Paul Pillet rapporteur : reconnaissance du principe de la double incrimination et diminution du montant maximum de l'amende infligée au bailleur ou locataire (p. 1539).

Retiré : sous-amendement n° 343 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, qui le soutient : suppression des références aux pratiques de reprise (p. 1539).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 1539).

Après l'art. 46 (p. 1539).

Adopté : amendement n° 85 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur : amende civile applicable au bailleur en cas de délivrance d'une quittance comportant des mentions erronées (p. 1539).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1539).

Art. 47 (*Exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non renouvellement du contrat de location en vue de la reprise ou de la vente*) (p. 1539).

Rejeté : amendement n° 86 de M. Paul Pillet, rapporteur : diminution de l'amende pénale applicable au propriétaire qui aura exercé de manière frauduleuse le droit de résiliation ou de non renouvellement du contrat ; suppression des dispositions relatives à la réparation du préjudice causé au locataire évincé (p. 1540).

– L'art. 47 est adopté (p. 1540).

Art. 48 (*Entrave aux droits des associations*) (p. 1540).

Adopté : amendement n° 87 de M. Paul Pillet, rapporteur : meilleure délimitation des droits réellement conférés aux associations : référence aux droits reconnus par les articles 20, 22 et 23 ; diminution de l'amende prévue en cas d'infraction (p. 1541).

– L'art. 48, ainsi modifié est adopté (p. 1541).

Art. 48 bis (*Exercice frauduleux du droit de résiliation ou du refus de renouvellement en vue de la vente*) (p. 1541).

Adopté : amendement n° 88 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article pour coordination avec l'adoption précédente de l'amendement n° 86 (p. 1541).

– L'art. 48 bis est supprimé (p. 1541).

Art. 49 bis (*Sanction des infractions relatives aux prix du loyer*) (p. 1541).

Adopté : amendement n° 89 de M. Paul Pillet, rapporteur : coordination avec la suppression de l'art. 5 de la loi du 30 décembre 1981 relative à la modération des loyers (p. 1542 ; scrutin public n° 91 ; liste des votants p. 1573).

Deviens sans objet : amendement n° 289 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Fernand Lefort : sanction complémentaire prévue en cas de surévaluation d'un loyer lors de la conclusion d'un nouveau contrat (p. 1542).

– L'art. 49 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1542).

Art. 50 (*Etablissement d'un contrat de location conforme aux dispositions de la loi nouvelle*) (p. 1542).

Adoptés : amendement n° 90 de M. Paul Pillet, rapporteur : précision en ce qui concerne les conditions de validité des contrats en cours, distinction entre les contrats à durée indéterminée et les contrats à durée déterminée, détermination des modalités d'établissement d'un éventuel état des lieux et assimilation de l'établissement des contrats de location conformes à la loi à des renouvellements pendant la période transitoire (p. 1544) – Sous-amendement n° 372 de M. Roger Quilliot ministre : stabilité d'occupation minimum de trois ans assurée aux locataires (p. 1544) ; sous-amendement n° 373 de M. Roger Quilliot, ministre : obligation pour le bailleur de justifier la part de l'ancien loyer afférente aux charges récupérables (p. 1544).

Retiré : amendement rédactionnel n° 231 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 1544).

Deviens sans objet : amendement n° 290 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Fernand Lefort : entrée en vigueur de la loi dans le délai d'un an à compter de sa publication ; suppression de la référence aux décrets d'application (p. 1544).

– L'art. 50, ainsi modifié, est adopté (p. 1544).

Art. 51 (*Application de la loi nouvelle aux occupants de bonne foi*) (p. 1544).

Adopté : amendement n° 91 de M. Paul Pillet, rapporteur : définition de l'occupant de bonne foi ; exclusion du bénéfice de cet article des occupants ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion devenue définitive (p. 1546 ; scrutin public n° 92 ; liste des votants p. 1573, 1574).

– L'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 1546).

Art. 52 (*Congés signifiés à compter du 7 octobre 1981*) (p. 1546).

Adopté : amendement n° 92 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de l'article relatif au congé fondé sur un motif sérieux et légitime (p. 1546).

– L'art. 52 est supprimé (p. 1546).

Art. 53 (*Accord de modération des loyers pour l'année 1982*) (p. 1578) – précédemment réservé (p. 1546).

Adopté : amendement n° 406 de M. Roger Quilliot, ministre : nouvelle rédaction de cet article relatif à la date d'application des premiers accords de modération des loyers ; possibilité d'augmentation des loyers au cours de cette première période (p. 1580).

Retiré : amendement n° 93 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la date d'application des premiers accords de modération (p. 1579).

– L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 1580).

Art. 54 (*Dispositions applicables à certaines catégories de logements*) (p. 1580) – précédemment réservé (p. 1546).

Adoptés : amendement de coordination n° 94, 102, 95, 103 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1581).

– L'art. 54, ainsi modifié, est adopté (p. 1581).

Après l'art. 54 (p. 1546).

Adopté : amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur : cessation d'application de la loi de 1948 aux locaux vacants dès l'achèvement des travaux prévus en application de l'art. 40 de la présente loi ; abrogation d'un article de la loi de 1948 relatif aux primes pour travaux d'amélioration (p. 1546).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1546).

Art. 55 (*Abrogation des articles 3 ter et 3 septies de la loi du 1^{er} septembre 1948*) (p. 1546).

Adopté : amendement n° 98 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de l'abrogation de certains articles de la loi de 1948 (p. 1547 ; scrutin public n° 93 ; liste des votants p. 1574, 1575).

Deviennent sans objet : amendement n° 363 de M. Roger Quilliot, ministre : suppression de l'abrogation de l'art. 3 bis de la loi de 1948 relatif aux locaux situés dans les communes de moins de 10 000 habitants (p. 1547) – Amendement de coordination n° 240 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 1547).

– L'art. 55, ainsi modifié est adopté (p. 1547).

Après l'art. 55 (p. 1547).

Adopté : amendement n° 315 (art. additionnel) de M. François Collet : non-application de la majoration de loyer pour insuffisance d'occupation aux grands infirmes civils (p. 1547).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1547).

Art. 55 bis (*Locaux vacants soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948*) (p. 1548).

Adopté : amendement n° 99 de M. Paul Pillet, rapporteur : en conformité avec la nouvelle rédaction de l'art. 55, suppression de cet article relatif aux locaux vacants (p. 1548).

– L'art. 55 bis est supprimé (p. 1548).

Art. 55 ter (*Locaux occupés par un locataire ou un occupant de bonne foi dont le droit au maintien dans les lieux est contesté par le propriétaire*) (p. 1548).

Adopté : amendement n° 100 de M. Paul Pillet, rapporteur : en conformité avec la nouvelle rédaction de l'art. 55, suppression de cet article relatif au maintien dans les lieux (p. 1548).

– L'art. 55 ter est supprimé (p. 1548).

Après l'art. 55 ter (p. 1548).

Adopté : amendement n° 347 de M. Jean Colin, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : possibilité accordée aux promoteurs-constructeurs de louer les logements demeurés invendus pendant au moins un an, par dérogation aux dispositions de l'art. 4 relatif à la durée minimale du contrat de location (p. 1549).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1549).

Art. 57 (*Droit de préemption du locataire ou de l'occupant de bonne foi en cas de vente du local, loi du 31 décembre 1975*) (p. 1549).

Adopté : amendement rédactionnel n° 101 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 1550).

Rejeté : sous-amendement rédactionnel n° 244 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (p. 1550).

– L'art. 57, ainsi modifié, est adopté (p. 1550).

Art. 58 (*Dispositions de la loi du 4 janvier 1980 et de l'art. 57 du projet de loi : validité des ventes antérieurement conclues*) – Adopté (p. 1550).

Art. 1^{er} (p. 1581) – précédemment réservé (p. 1232).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 1 de M. Paul Pillet rapporteur (p. 1582) – Amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : rappel du rôle du secteur d'accession à la propriété pour l'exercice du droit à l'habitat (p. 1583).

Rejeté : amendement n° 109 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : principe du droit à l'habitat et énumération des moyens : secteur locatif public et privé, accession à la propriété, amélioration de l'habitat ; respect du droit de propriété (p. 1582).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1583).

Seconde délibération sur l'art. 47 (p. 1583).

Adopté : amendement n° 407 de M. Paul Pillet, rapporteur : montant des amendes pénales prévues en cas d'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non renouvellement du contrat (p. 1583).

– L'art. 47, ainsi modifié, est adopté (p. 1583).

Explications de vote : MM. Stéphane Bonduel (p. 1583), Robert Laucournet (p. 1583, 1584), Paul Pillet (p. 1584), Pierre Matraja (p. 1584, 1585), François Collet (p. 1588, 1589), Philippe de Bourgoing (p. 1589), Charles Lederman (p. 1589, 1590, 1591), Pierre Ceccaldi-Pavard (p. 1591).

Intervention de M. Roger Quilliot, ministre (p. 1591, 1592).

Adoption (4 mai 1982) (p. 1592).

Discussion (deuxième lecture)

(25 mai 1982) (p. 2204, 2232 ; 2239, 2257).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2204, 2208) : *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Robert Laucournet.*

ACCORDS COLLECTIFS DE LOCATION : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2206) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2207).

BAILLEURS (DROITS ET OBLIGATIONS DES) : PILLET (Paul) (p. 2206).

CHARGES LOCATIVES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205).

CONSTRUCTION : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205).

CONTRAT DE LOCATION (de locaux à usage d'habitation) : LEDERMAN (Charles) (p. 2206) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2207).

INVESTISSEMENT IMMOBILIER : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205).

HABITAT (AMELIORATION DE L') : Pillet (Paul) (p. 2206).

HABITAT (DROIT A L') : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205).

LOCATAIRES (DROITS ET OBLIGATIONS DES) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205) ; PILLET (Paul) (p. 2206).

LOYERS : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2206).

PERSONNES AGEES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 2205).

REPRISE (DROIT DE) : LEDERMAN (Charles) (p. 2206).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2208, 2232 ; 2239, 2257) : *MM. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Paul Pillet, rapporteur ; Robert Laucournet, Charles Lederman, François Collet, Marc Bécarn, Jacques Descours Desacres, Jacques Habert, Stéphane Bonduel, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Dumont, André Méric, Paul Girod, René Touzet, Michel Dreyfus-Schmidt.*

Art. 2 (p. 2208).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi des immeubles soumis au statut de la copropriété et comprenant uniquement des logements acquis en vue de la retraite (p. 2209) – Amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi étendue aux locations des chambres faisant partie du logement (p. 2209).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2209).

Art. 3 (p. 2209).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression des dispositions réglementaires en vigueur relatives aux loyers pour l'établissement du contrat de location (p. 2210) – Amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur : annexion au contrat de la copie des accords collectifs (p. 2210) – Amendement n° 5 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité pour le locataire de se prévaloir de la violation des dispositions du présent article (p. 2211).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2211).

Art. 4 bis (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2211).

Adopté : amendement n° 78 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : possibilité de conclure un contrat de location pour une durée inférieure à l'une ou l'autre de celles prévues à l'article précédent lorsque la durée fixée par les parties se justifie par la réinsertion ou le retour en France ou selon le cas en métropole (p. 2212).

Retiré : amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur : rétablissement de cet article et du texte adopté par le Sénat en première lecture relatif à la fixation de la durée du contrat de location pour la résidence principale du propriétaire et prise en compte des motifs d'ordre professionnel ou du retour en France des Français établis hors de France (p. 2212).

– L'art. 4 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 2212).

Art. 5 (p. 2212).

Adopté : amendement n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur : exclusion des raisons financières des motifs de résiliation du contrat de location par le locataire (p. 2213 ; scrutin public n° 109 ; liste de votants p. 2282, 2283).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2213).

Art. 6 (p. 2214).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : rétablissement de la disposition relative à la fixation du loyer applicable aux contrats renouvelés précédemment adoptée par le Sénat en première lecture (p. 2214).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2214).

Art. 6 bis A – Adopté (p. 2214).

Art. 6 bis (p. 2214).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 81 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2214) – Amendement rédactionnel n° 83 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (p. 2215) – Amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité de conclure un bailleur établi hors de France de résilier le contrat de location en vue de reprendre le logement pour l'habiter lui-même lors de son retour en France (p. 2216 ; scrutin public n° 110 ; liste des votants p. 2283, 2284).

– L'art. 6 bis ainsi modifié, est adopté (p. 2216).

Art. 6 ter (p. 2216).

Adopté : amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur : modalités de résiliation de contrat pour vente du logement par le bailleur en raison de circonstances graves d'ordre familial, professionnel ou de santé ; inapplicabilité de ces dispositions durant les trois années suivant la date d'effet du contrat (p. 2217).

– L'art. 6 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2217).

Art. 6 quater (p. 2217).

Adopté : amendement n° 58 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, qui le soutient, et Jean Colin : rétablissement du texte voté en première lecture par le Sénat relatif à la notification du congé au locataire et à l'inapplicabilité aux actes intervenant entre parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclus (p. 2217).

– L'art. 6 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2217).

Art. 6 quinquies (p. 2217).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2217).

– L'art. 6 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 2217).

Art. 6 sexies – Adopté (p. 2217).

Art. 6 septies (p. 2217).

Adopté : amendement n° 12 de M. Paul Pillet, rapporteur : impossibilité d'exercer ses droits de résiliation et de non renouvellement du contrat à l'égard d'un locataire de plus de 70 ans dont les ressources annuelles sont inférieures à une fois et demi le montant annuel du salaire minimum de croissance sans qu'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités ne lui soit offert dans les limites géographiques prévues à l'art. 13 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948 (p. 2218).

– L'art. 6 septies, ainsi modifié, est adopté (p. 2218).

Art. 7 (p. 2218).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 13 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2218) ; sous-amendement rédactionnel n° 60 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont (p. 2218).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2218).

Art. 7 bis – Adopté (p. 2219).**Art. 8** – Adopté (p. 2219).**Art. 10** (p. 2219).

Adopté : amendement n° 14 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de l'obligation pour le bailleur d'informer le locataire avant toute modification de la chose louée ou toute diminution des services rendus (p. 2219).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2219).

Art. 11 (p. 2219).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur : délivrance par le bailleur d'une quittance ou d'un reçu à la demande du locataire (p. 2220) ; sous-amendement n° 68 de M. Robert Laucournet : remise gratuite sous réserve des droits de quittance d'une quittance à la demande du locataire (p. 2220).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2220).

Art. 12 (p. 2220).

Adoptés : amendement n° 82 de M. Paul Pillet, rapporteur : état des lieux joint au contrat de location (p. 2220) – Amendement n° 16 de M. Paul Pillet, rapporteur : frais d'établissement de l'état des lieux supportés dans tous les cas par moitié par les deux parties (p. 2220).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2220).

Art. 13 (p. 2221).

Adopté : amendement n° 17 de M. Paul Pillet, rapporteur : restitution du dépôt de garantie dans un délai maximum de trois mois (p. 2221).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2221).

Art. 14 bis (p. 2221).

Adopté : amendement n° 18 de M. Paul Pillet, rapporteur : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture relatif aux charges locatives et à la justification des charges récupérables (p. 2222).

– L'art. 14 bis, ainsi modifié est adopté (p. 2222).

Art. 16 (p. 2222).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Paul Pillet, rapporteur : reprise de la rédaction de cet article adopté par le Sénat en première lecture relatif à la clause de résiliation de plein droit du contrat de location (p. 2223) ; sous-amendement n° 69 de M. Robert Laucournet : substitution aux mots « et de ses accessoires » des mots « ou des charges dûment justifiées ou pour non versement de dépôt de garantie » (p. 2223) ; sous-amendement rédactionnel n° 72 de M. Robert Laucournet (p. 2223).

Rejetés : sous-amendement n° 70 de M. Robert Laucournet : possibilité de renouvellement une fois du délai de paiement accordé par le juge pour défaut de paiement du loyer (p. 2223) ; sous-amendement n° 71 de M. Robert Laucournet : possibilité pour le juge d'accorder des délais de paiement dans le cadre d'une action de résiliation du contrat fondée sur le non paiement du loyer ou des charges dûment justifié (p. 2223) ; sous-amendement n° 73 de M. Robert Laucournet : suppression de la limitation à un an du délai de paiement accordé par le juge pour une même dette (p. 2223).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2223).

Art. 17 (p. 2223) – Adopté.**Art. 18** (p. 2224).

Adopté : amendement n° 20 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'exonération de la responsabilité du bailleur de son fait personnel ou du fait des personnes dont il doit répondre (p. 2224) – Amendement n° 21 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour les locataires de l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle (p. 2224).

– L'art. 18, ainsi modifié est adopté (p. 2224).

Art. 19 (p. 2224).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Paul Pillet, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article définissant les conditions et le régime juridique des accords collectifs de location (p. 2226) ; sous-amendement n° 62 de M. Robert Laucournet : accord conclu pour un bâtiment d'habitation ou un ensemble de bâtiments d'habitation liant chaque bailleur signataire (p. 2226) ; sous-amendement n° 61 de M. Robert Laucournet : application des clauses de cet accord aux nouveaux locataires (p. 2226).

– L'art. 19 ainsi modifié, est adopté (p. 2226).

Art. 20 (p. 2226).

Adopté : amendement n° 23 de M. Paul Pillet, rapporteur : limitation du champ d'application de cet article à un bâtiment d'habitation ou à un ensemble de bâtiments d'habitation comportant au moins vingt logements locatifs et fixation d'un seuil de représentativité de 20 % de locataires des associations pour bénéficier de la qualité d'interlocuteur par les bailleurs et les gestionnaires (p. 2228) ; sous-amendement n° 59 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, qui le soutient, et Jean Colin : élection au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle pour la désignation de représentants chargés de la gestion des équipements communs à plusieurs bâtiments en cas d'absence d'association représentant au moins 20 % de locataires (p. 2227).

Rejeté : sous-amendement n° 75 de M. Robert Laucournet : fixation à 10 % de locataires du seuil de représentativité des associations pour obtenir la qualité d'interlocuteur par les bailleurs et les gestionnaires (p. 2227).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2228).

Art. 21 (p. 2228).

Adopté : amendement n° 24 de M. Paul Pillet, rapporteur : information des bailleurs, gestionnaires et syndics de copropriété par les associations de locataires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de l'identité de leurs représentants statutaires, limitation à trois du nombre de représentants par association et à 5 dans les bâtiments d'habitation comportant plus de 200 logements locatifs ; choix du représentant parmi les locataires du bâtiment d'habitation (p. 2229).

Rejeté : amendement n° 63 de M. Robert Laucournet : information des bailleurs, gestionnaires et syndics de copropriété par les associations de locataires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de l'identité de leurs représentants statutaires et limitation à cinq du nombre de représentants par association et à 10 % du nombre de logements locatifs du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments dans les grands ensembles immobiliers (p. 2229).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2229).

Art. 22 (p. 2229).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Paul Pillet, rapporteur : consultation trimestrielle des représentants statutaires des associations à leur demande (p. 2230) – Amendement n° 26 de M. Paul Pillet, rapporteur : réservation du panneau d'affichage mis à la disposition des associations de locataires, dans chaque

bâtiment, aux informations concernant la vie de l'immeuble (p. 2232).

Rejetés : sous-amendement 76 de M. Robert Laucournet, à l'amendement n° 25 de M. Paul Pillet, rapporteur : consultation au moins une fois par trimestre des représentants statutaires des associations à leur demande (p. 2230) – Amendement n° 64 de M. Robert Laucournet : réservation du panneau d'affichage mis à la disposition des associations de locataires dans chaque bâtiment pour leurs communications concernant les problèmes du logement et de l'habitat (p. 2231) ; sous-amendement n° 84 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : réservation du panneau d'affichage mis à la disposition des associations de locataires, dans chaque bâtiment, pour leurs communications concernant le logement et l'habitat (p. 2231).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2232).

Art. 23 (p. 2239).

Adopté : amendement n° 27 de M. Paul Pillet, rapporteur : participation des représentants statutaires d'association de locataires aux assemblées générales de copropriétaires dans les immeubles en copropriété ; information de ces derniers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (p. 2239).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2239).

Art. 24 (p. 2239).

Adopté : amendement n° 28 de M. Paul Pillet, rapporteur : soumission pour avis à la commission départementale des rapports locatifs, préalablement à son exécution, de tout congé donné à un représentant statutaire d'association de locataires visé à l'art. 20 pendant la durée de son mandat et les six mois qui suivent, à l'exception du congé donné dans les conditions des articles 6 bis, 6 ter, et 6 quater (p. 2240).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2240).

Art. 25 (p. 2240).

Adopté : amendement n° 29 de M. Paul Pillet, rapporteur : composition de la commission départementale des rapports locatifs : représentants des organisations départementales de bailleurs, de gestionnaires et de locataires, qu'elles soient ou non affiliées à une organisation représentative au niveau national (p. 2240).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2240).

Art. 26 (p. 2240).

Adopté : amendement n° 30 de M. Paul Pillet, rapporteur : fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition, du mode de désignation de ses membres de l'organisation et des règles de fonctionnement de la commission nationale des rapports locatifs (p. 2241).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2241).

Art. 27 (p. 2241).

Adopté : amendement n° 31 de M. Paul Pillet, rapporteur : uniformisation des critères de représentativité au niveau national et départemental des associations de bailleurs, de locataires et de gestionnaires ; suppression des critères d'ancienneté de l'association (p. 2241).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2241).

Art. 28 (p. 2241).

Adoptés : amendement n° 65 de M. Robert Laucournet : négociation d'accords collectifs de location dans le cadre d'un ou plusieurs secteurs locatifs au sein de la commission nationale des rapports locatifs ou de chaque commission départementale des rapports locatifs et conclusion pour un même secteur locatif entre une ou plusieurs organisations de bailleurs et locataires (p. 2242) – Amendement n° 66 de M. Robert Laucournet : précisions relatives au secteur locatif et fixation de la liste, par décret en Conseil d'Etat, des logements

appartenant à des bailleurs personnes morales à vocation sociale (p. 2242).

Retiré : amendement n° 32 de M. Paul Pillet, rapporteur : négociation d'accords collectifs de location dans le cadre d'un secteur locatif (p. 2242).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2242).

Art. 28 ter – Adopté (p. 2242).

Art. 29 (p. 2243).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 33 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2243) – Amendement n° 34 de M. Paul Pillet, rapporteur : primauté des clauses du règlement de copropriété sur les stipulations des accords locatifs de location (p. 2243).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2243).

Art. 29 ter – Adopté (p. 2243).

Art. 30 (p. 2243).

Adopté : amendement n° 35 de M. Paul Pillet, rapporteur : caractère obligatoire des accords conclus au sein de la commission nationale des rapports locatifs par la majorité des associations de bailleurs et de locataires représentées au sein de la commission nationale des rapports locatifs (p. 2244).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2244).

Art. 32 – Adopté (p. 2244).

Art. 33 – Adopté (p. 2244).

Art. 34 (p. 2244).

Adopté : amendement n° 36 de M. Paul Pillet, rapporteur : rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture relatif à la fixation et à l'application du taux maximum d'évolution du loyer, et des majorations supplémentaires de loyer (p. 2245).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 2245).

Art. 35 (p. 2245).

Adopté : amendement n° 37 de M. Paul Pillet, rapporteur : décret en Conseil d'Etat rendant obligatoire un accord de modération à tous les logements du secteur concerné si cet accord a été conclu par la majorité des associations de bailleurs et des associations de locataires représentés au sein de la commission nationale des rapports locatifs (p. 2246).

Devient sans objet : amendement n° 67 de M. Robert Laucournet : procédure d'extension des accords de modération subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations représentatives des bailleurs d'un secteur ou de la majorité des organisations représentatives de locataires (p. 2246).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 2246).

Art. 36 (p. 2246).

Adopté : amendement n° 38 de M. Paul Pillet, rapporteur : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture relatif aux conditions d'intervention du pouvoir réglementaire à défaut d'accords conclus dans un secteur locatif et règle relative aux locaux vacants (p. 2247).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2247).

Art. 36 bis (p. 2247).

Adopté : amendement n° 39 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la fixation du taux d'évolution des loyers par décret en Conseil d'Etat si les circonstances économiques graves l'exigent (p. 2247).

– L'art. 36 bis est supprimé (p. 2247).

Art. 37 (p. 2247).

Adoptés : Amendement de coordination n° 40 de M. Paul Pillet rapporteur (p. 2247) – Amendement de coordination n° 77 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2248).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 2248).

Art. 38 (p. 2248).

Adopté : amendement de coordination n° 41 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2248).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 2248).

Art. 40.

Adopté : amendement n° 42 de M. Paul Pillet, rapporteur : modification de l'alinéa de cet article relatif à l'exécution des travaux nécessitant l'évacuation temporaire des lieux, le bailleur s'engageant à mettre provisoirement à la disposition du locataire, qui a accepté le nouveau contrat de location, un logement au moins équivalent au logement faisant l'objet des travaux (p. 2249).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 2249).

Art. 41 – Adopté (p. 2249).

Art. 42 (p. 2249).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 80 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (p. 2249) – Amendement de coordination n° 44 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2249).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 2249).

Art. 43 – Adopté (p. 2249).

Art. 46 (p. 2249).

Adopté : amendement n° 45 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression des deux derniers alinéas de cet article relatifs aux sanctions pour inexécution des conditions prévues par la loi lors de l'établissement de la quittance de loyer (p. 2249).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 2249).

Art. 46 bis (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2249).

Adopté : amendement n° 46 de M. Paul Pillet, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à l'amende civile infligée au bailleur en cas de délivrance d'une quittance comportant une mention erronée (p. 2250).

– L'art. 46 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 2250).

Art. 47 (p. 2250).

Adopté : amendement n° 47, de M. Paul Pillet, rapporteur : amende pénale applicable au propriétaire qui aura exercé de manière frauduleuse le droit de résiliation ou le droit de non renouvellement du contrat ; suppression des dispositions relatives à la réparation du préjudice causé au locataire évicé (p. 2250).

– L'art. 47, ainsi modifié, est adopté (p. 2250).

Art. 48 – Adopté (p. 2250).

Art. 48 bis (p. 2250).

Adopté : amendement de coordination n° 48 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2250).

– L'art. 48 bis est supprimé (p. 2250).

Art. 39 bis (p. 2250).

Adopté : amendement n° 49 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la pratique de prix illicites par un bailleur ou son mandataire (p. 2251).

– L'art. 49 bis est supprimé (p. 2251).

Art. 50 – Adopté (p. 2251).

Art. 51 (p. 2251).

Adopté : amendement n° 50 de M. Paul Pillet, rapporteur : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture relatif au bénéfice des dispositions de la présente loi dans les trois mois suivant sa publication pour tout occupant de bonne foi ; exclusion du bénéfice de cet article des occupants ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion devenue définitive (p. 2252).

– L'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 2252).

Art. 52 (p. 2252).

Adopté : amendement de coordination n° 51 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2252).

– L'art. 52 est supprimé (p. 2252).

Art. 53 – Adopté (p. 2252).

Art. 54 (p. 2252).

Adopté : amendement n° 52 de M. Paul Pillet, rapporteur : prise en considération de la mise en ordre devenue nécessaire à la suite des votes qui sont intervenus au cours du débat (p. 2255 ; précédemment réservé p. 2252).

– L'art. 54, ainsi modifié, est adopté (p. 2255).

Art. 54 bis (p. 2253).

Adopté : amendement n° 53 de M. Paul Pillet, rapporteur : rétablissement du paragraphe II de cet article abrogeant l'art. 3 septies de la loi du 1^{er} septembre 1948 (p. 2253).

– L'art. 54 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2253).

Art. 55 (p. 2253).

Adopté : amendement n° 54 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de l'abrogation de certains articles de la loi de septembre 1948 (p. 2254).

– L'art. 55, ainsi modifié, est adopté (p. 2254).

Art. 55 bis A (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2254).

Adopté : amendement n° 55 de M. Paul Pillet, rapporteur : rétablissement de cet article dans le texte voté par le Sénat en première lecture relatif à la non application de la majoration de loyer pour insuffisance d'occupation aux grands infirmes civils (p. 2254).

– L'art. 55 bis A est rétabli, ainsi rédigé (p. 2254).

Art. 55 bis (p. 2254).

Adopté : amendement n° 56 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif aux locaux vacants pour coordination avec la nouvelle rédaction de l'article 55 (p. 2254).

– L'art. 55 bis est supprimé (p. 2254).

Art. 55 ter (p. 2254).

Adopté : amendement n° 57 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif au maintien dans les lieux pour coordination avec la nouvelle rédaction de l'article 55 (p. 2254).

– L'art. 55 ter est supprimé (p. 2254).

Après l'art. 55 quater (p. 2255).

Adoptés : amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : possibilité pour les organismes d'HLM de louer des logements à des associations et définition du statut des personnes accueillies par ces associations (p. 2255) ; sous-amendement n° 85 de M. Paul Pillet rapporteur : perte du bénéfice du droit au maintien dans les lieux pour les sous-locataires mentionnés au premier alinéa de l'art. L. 442-8-1 après le refus d'une offre de relogement définitif correspondant à leurs besoins et à leurs possibilités (p. 2255).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2255).

Explications de vote : MM. Pierre Ceccaldi-Pavard (p. 2255, 2256), Robert Laucournet (p. 2256), Philippe de Bourgoing (p. 2256), François Collet (p. 2256), Charles Lederman (p. 2256, 2257).

Adoption (25 mai 1982) (p. 2257).

Discussion (commission mixte paritaire)

(10 juin 1982) (p. 2684, 2697).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2684, 2687) : *MM. Paul Pillet, rapporteur pour le Sénat ; Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; Robert Laucournet.*

BAILLEURS (droits et obligations des) : **PILLET** (Paul) (p. 2684, 2685, 2686) ; **QUILLIOT** (Roger) (p. 2686, 2687).

BATIMENT (industrie du) : **QUILLIOT** (Roger) (p. 2687).

BICAMERALISME : **LAUCOURNET** (Robert) (p. 2687).

LOCATAIRES (droits et obligations des) : **PILLET** (Paul) (p. 2684, 2685, 2686) ; **QUILLIOT** (Roger) (p. 2686, 2687) ; **LAUCOURNET** (Robert) (p. 2687).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2687, 2697) : *MM. Paul Pillet, rapporteur ; Roger Quilliot, ministre.*

Art. 2 (p. 2687).

Art. 3, 4 bis, 5 et 6 (p. 2688).

Art. 6 bis (p. 2688) – Amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur : possibilité accordée au bailleur, personne physique, tenu de rentrer en France, de résilier le contrat de location en vue d'occuper son logement (p. 2689).

Art. 6 ter, 6 quater, 6 quinquies, 6 septies, 7 et 10 (p. 2689).

Art. 11, 12, 13, 14 bis, 16 et 18 (p. 2690).

Art. 19 à 26 (p. 2691).

Art. 27, 28, 29, 30, 34, 35 et 36 (p. 2692).

Art. 36 bis, 37, 38, 40 et 42 (p. 2693).

Art. 46, 47, 49 bis, 51, 52, 54 et 54 bis (p. 2694).

Art. 55 (p. 2694) – Amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : régime juridique de certains contrats de location (p. 2695).

Art. 55 bis A et 55 bis (p. 2695).

Art. 55 ter (p. 2695) – Amendement de coordination n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2695).

Art. 55 quinquies (p. 2695).

Vote unique sur l'ensemble du projet de loi dans la rédaction proposée par la commission mixte paritaire, modifiée par les trois amendements de M. Paul Pillet, rapporteur, acceptés par le Gouvernement (p. 2695).

Explications de vote : MM. Adolphe Chauvin (p. 2695, 2696), Fernand Lefort (p. 2696), Philippe de Bourgoing (p. 2696, 2697).

Adoption (10 juin 1982) (p. 2697).

2. – Proposition de loi tendant à favoriser la conversion des baux à métayage en baux à ferme, présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (3 février 1982) [n° 202 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1983, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. André Délélis, ministre du commerce et de l'artisanat (15 décembre 1982) [n° 1302] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (16 décembre 1982) [n° 1311] – Urgence – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption (17 décembre 1982) [n° 292].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1982) [n° 162 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Discussion (20 décembre 1982) (p. 7141, 7142) – Adoption (20 décembre 1982) [n° 63].

PROMULGATION : Loi n° 82-1099 du 23 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 26 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1982) (p. 7141, 7142).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7141, 7142) *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois.*

BAUX COMMERCIAUX : **LABARRERE** (André) (p. 7141) ; **PILLET** (Paul) (p. 7142).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7142)

Art. unique (*Coefficient de majoration appliqué au prix des locaux commerciaux*) – Adopté (p. 7142).

Adoption (20 décembre 1982) (p. 7142).

Voir aussi **POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2**

BAUX COMMERCIAUX

Voir **BAUX, 3, DG**

BAUX D'HABITATION

Voir **BAUX, 1**

BAUX RURAUX

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Agriculture**

BEAUX ARTS

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Culture**

BELGIQUE

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, 31 ; 37**

BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX (BIC)

Voir **COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG**

BERCY

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Economie et finances (I charges communes Etat C titre V)**

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Culture**

BIBLIOTHEQUES

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Education nationale**

BICAMERALISME

Voir **AUDIOVISUEL, 1, DG**
BAUX, 1, CMP
CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, CMP

BIENS CULTURELS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 41

« BIENVENUE FRANCE » (groupe d'intérêt économique)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

BIERE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

BIOLOGIE MEDICALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2,
DG ; nouvelle lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 99

BLE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 18, DG

BOIS (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Commerce
extérieur ; Recherche et industrie

BOISSONS

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

BOMBE A NEUTRONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
(budget annexe)
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

BOURSES DE COMMERCE

1. – Projets de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie (6 avril 1982) [n° 243 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois (6 avril 1982) – Rapport de M. Michel Chauty (12 mai 1982) [n° 326 (81-82)] – Avis de M. Etienne Dailly (26 mai 1982) [n° 350 (81-82)] – Discussion (2 juin 1982) (p. 2440, 2482) – Adoption (2 juin 1982) [n° 96].

Discussion (première lecture)

(2 juin 1982) (p. 2440, 2482).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2440, 2445) : MM. André Délelis, ministre du commerce et de l'artisanat ; Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois, et à titre personnel.

BANQUE CENTRALE DE COMPENSATION (BCC) : CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2443).

COMMISSION DES MARCHES A TERME DE MARCHANDISES (COMT) : DELELIS (André) (p. 2440, 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2442, 2443) ; DAILLY (Etienne) (p. 2444).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : DAILLY (Etienne) (p. 2444).

COMMISSIONNAIRES : DELELIS (André) (p. 2440, 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2442) ; DAILLY (Etienne) (p. 2444).

CONTROLE DES CHANGES : DELELIS (André) (p. 2440) ; CHAUTY (Michel) (p. 2443) ; DAILLY (Etienne) (p. 2444).

COURTIERS : DELELIS (André) (p. 2440, 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2443) ; DAILLY (Etienne) (p. 2444).

DEMARCHAGE : DELELIS (André) (p. 2440, 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2442, 2443) ; DAILLY (Etienne) (p. 2444).

ENTREPRISES : DELELIS (André) (p. 2440) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2442).

EPARGNE : DELELIS (André) (p. 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2443).

MARCHES A TERME DE MARCHANDISES : DELELIS (André) (p. 2440, 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2442, 2443) ; DAILLY (Etienne) (p. 2443, 2444, 2445).

MATIERES PREMIERES : DELELIS (André) (p. 2440) ; DAILLY (Etienne) (p. 2445).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : DELELIS (André) (p. 2440).

PRIX : DELELIS (André) (p. 2440) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2442).

SUCRE : DELELIS (André) (p. 2441) ; CHAUTY (Michel) (p. 2441, 2443).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2445, 2482) : MM. Michel Chauty, rapporteur ; André Délelis, ministre ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Michel Sordel.

Art. 1^{er} (Création de la commission des marchés à terme de marchandises COMT) – Adopté (p. 2445).

Art. 2 (Composition de la commission des marchés à terme de marchandises) (p. 2445).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Michel Chauty, rapporteur : définition des ministères compétents (p. 2445) – Amendement n° 2 de M. Michel Chauty, rapporteur : composition de la commission des marchés à terme de marchandises : participation, avec voix consultative, du président de la compagnie des commissionnaires agréés et du président de la banque centrale de compensation (p. 2447) ; sous-amendement n° 119 de M. Etienne Dailly rapporteur pour avis : possibilité de voix délibérative en cas de désignation par l'un des deux ministres compétents (p. 2447) – Amendement n° 3 de M. Michel Chauty, rapporteur : participation à la commission, avec voix consultative, du président de la compagnie des courtiers de marchandises assermentés concernés et du président de l'organisme financier mentionné à l'art. 26 (p. 2447) ; sous amendement n° 120 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité de voix délibérative en cas de désignation par l'un des deux ministres compétents (p. 2447).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : composition de la commission des marchés à terme de marchandises : participation du président de la compagnie des commissionnaires agréés et du président de la banque centrale de compensation (p. 2446).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2447).

Art. 3 (Désignation des membres et fonctionnement de la commission des marchés à terme de marchandises) (p. 2447).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur : mandat renouvelable pour le président et les membres de la commission des marchés à terme de marchandises (p. 2447) – Amendement n° 5 de M. Michel Chauty, rapporteur : présence auprès de la commission d'un seul commissaire du Gouvernement (p. 2448).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2448).

Après l'art. 3 (p. 2448).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : modalités de saisine de la commission des marchés à terme de marchandises (p. 2448).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2448).

Art. 4 (Conseil consultatif des marchés réglementés) (p. 2448).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Michel Chauty, rapporteur : compétence du seul président de la commission des marchés à terme des marchandises ou de son représentant pour présider le conseil consultatif des marchés réglementés (p. 2449) – Amendement n° 8, de rectification d'une erreur matérielle, de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2449) – Amendement rédactionnel n° 9 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2449) – Amendement n° 10 de M. Michel Chauty, rapporteur : fixation par arrêté ministériel de la composition du conseil consultatif et des modalités de désignation de ses membres (p. 2449).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2449).

Art. 5 (Règles de fonctionnement des marchés) (p. 2449).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Michel Chauty, rapporteur : procédure d'établissement du règlement général des marchés et délai d'entrée en vigueur (p. 2449) – Amendement n° 12 de M. Michel Chauty, rapporteur : contenu du règlement général et modalités d'établissement et d'approbation des règlements particuliers de chaque marché (p. 2443) – Amendement rédactionnel n° 13 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2449).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2449).

Art. 6 (Ouverture, suspension et fermeture d'un marché) (p. 2449).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Michel Chauty, rapporteur : avis de la commission des marchés à terme de marchandises préalable à la décision d'ouverture ou de fermeture d'un marché prononcée par décret (p. 2450) – Amendement n° 15 de M. Michel Chauty, rapporteur : décision de suspendre les cotations et consultation du comité technique de marché si les circonstances le permettent (p. 2451) – Amendement de coordination n° 16 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2451) – Amendement n° 17 de M. Michel Chauty, rapporteur : détermination par les règlements particuliers des modalités de compensation et de liquidation des contrats ouverts (p. 2451).

Retiré : amendement n° 111 de M. Michel Sordel : impossibilité pour les produits agricoles non transformés et soumis à une organisation européenne de marchés de faire l'objet d'un marché à terme (p. 2451).

L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2451).

Art. 7 (Contrôle des messages publicitaires relatifs aux marchés à terme de marchandises) (p. 2451).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 18 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2452) – Amendement n° 57 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour la commission de subordonner la délivrance de son visa à la modification de la présentation ou de la teneur des énonciations contenues dans toute publicité (p. 2452).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2452).

Art. 8 (Pouvoirs d'information de la COMT) (p. 2452).

Adoptés : amendement n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : pouvoirs d'investigation de la commission des marchés à terme de marchandises et harmonisation avec les dispositions de l'ordonnance de 1967 relative à la commission des opérations de bourse, COB (p. 2453) ; sous-amendement n° 113 de M. Michel Chauty, rapporteur : procédure d'urgence en cas d'impossibilité de délibération spéciale de la commission (p. 2453).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2453).

Art. 9 (Compétences spécifiques de la COMT) (p. 2453).

Adoptés : amendement n° 21 de M. Michel Chauty, rapporteur : habilitation de la commission des marchés à terme à recevoir de tout intéressé les réclamations, pétitions ou plaintes relatives au fonctionnement de ces marchés (p. 2454) – Amendement n° 22 de M. Michel Chauty, rapporteur : rapport annuel d'activité adressé au Président de la République et publié (p. 2454) ; sous-amendement n° 59 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : rapport également adressé au Parlement (p. 2454).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2454).

Art. 10 (Saisine de la COMT) (p. 2454).

Adopté : amendement n° 60 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour les juridictions pénales d'instruction ou de jugement, pour les juridictions civiles ou commerciales et pour les juridictions administratives et les tribunaux arbitraux, de demander l'avis de la commission (p. 2455).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2455).

Art. 11 (Pouvoir d'action du président de la COMT) (p. 2455).

Adopté : amendement n° 61 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : obligation pour le président de la commission de révéler au procureur de la République tout fait délictueux dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions (p. 2455).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2455).

Art. 12 (Monopole des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris) – Adopté (p. 2455).

Art. 13 (Compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Michel Chauty, rapporteur : mention explicite de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris ; personnalité civile de cette compagnie (p. 2456) ; sous-amendement rédactionnel n° 62 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2456) – Amendement rédactionnel n° 63 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2456) – Amendement n° 64 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : détermination par le règlement général des marchés des modalités de fonctionnement de la caisse mutuelle de garantie (p. 2456) ; sous-amendement n° 114 de M. Michel Chauty, rapporteur : modalités de fonctionnement et de reconstitution de la caisse mutuelle de garantie (p. 2456) – Amendement n° 24 de M. Michel Chauty, rapporteur : rappel du rôle de la compagnie des commissionnaires agréés de promotion du développement des marchés à terme réglementés de marchandises (p. 2457) ; sous-amendement rédactionnel n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2457) – Amendement de coordination n° 66 de Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2457) – Amendement rédactionnel n° 25 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2457) – Amendement n° 67 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : homologation des statuts de la compagnie des commissionnaires agréés par les deux ministres de tutelle, après avis de la commission des marchés à terme de marchandises (p. 2457).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2457).

Art. 14 (Responsabilité des commissionnaires) (p. 2457).

Adopté : amendement n° 68 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : modification des dispositions relatives au crocure et à la responsabilité des commissionnaires agréés quant à la solvabilité des donneurs d'ordres (p. 2458).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2458).

Art. 15 (Obligations des commissionnaires) (p. 2458).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Michel Chauty, rapporteur : interdiction pour les commissionnaires agréés de se porter

contrepartie de leur clientèle, sauf dans les conditions fixées par le règlement général des marchés (p. 2459) – Amendement rédactionnel n° 109 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2459).

Retiré : amendement n° 108 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : interdiction pour les commissionnaires agréés de faire aucune opération de contrepartie et suppression de la mention de l'interdiction du contrat direct (p. 2459).

L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2459).

Art. 16 (Mandat de gestion) (p. 2459).

Adoptés : amendement n° 69 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : mentions obligatoires du contrat de mandat de gestion (p. 2460) – Amendements n° 70 et 71 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : mention obligatoire dans le contrat donnant mandat de gestion de la limite supérieure de l'engagement financier du mandant (p. 2460) – Amendement n° 28 de M. Michel Chauty, rapporteur : modalités de rémunération du mandataire (p. 2460).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2460).

Art. 17 (Organisme financier de liquidation) (p. 2460).

Adopté : amendement n° 72 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'enregistrement de chaque opération par un organisme financier agréé par l'autorité administrative (p. 2461).

– L'art. 17, ainsi modifié est adopté (p. 2461).

Art. 18 (Agrément des commissionnaires) (p. 2461).

Adopté : amendement n° 29 de M. Michel Chauty, rapporteur : délai d'agrément des commissionnaires par la commission des marchés à terme, sur l'avis motivé de la compagnie des commissionnaires agréés (p. 2462).

Rejeté : sous-amendement n° 121 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : agrément par la commission sur avis favorable et motivé de la compagnie des commissionnaires agréés (p. 2462).

L'art. 18, ainsi modifié est adopté (p. 2462).

Art. 19 (Garanties exigées des commissionnaires) (p. 2462).

Adoptés : amendement n° 74 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions d'exercice de la profession de commissionnaire agréé ; obligation de justifier à tout moment de garanties, substituée à la justification d'un actif net (p. 2463) ; sous-amendement d'harmonisation n° 115 de M. Michel Chauty, rapporteur : modification de la nature ou du montant des garanties (p. 2463).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2463).

Art. 20 (Prestation de serment) (p. 2463).

Adopté : amendement n° 75 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : secret professionnel : référence à l'art. 378 du code pénal (p. 2463).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2463).

Art. 21 (Caisse mutuelle de garantie) (p. 2463).

Adopté : amendement n° 76 de M. Etienne Dailly, rapporteur : dépôt de garantie des commissionnaires agréés auprès de la caisse mutuelle de garantie : destination de ces fonds (p. 2464).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2464).

Art. 22 (Sanctions disciplinaires) (p. 2464).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Michel Chauty, rapporteur : substitution dans l'énumération des sanctions disciplinaires du retrait de l'agrément à la radiation (p. 2464) – Amendement n° 37 de M. Michel Chauty, rapporteur : addition d'une possibilité d'amende aux sanctions disciplinaires énumérées (p. 2464) – Amendement n° 77 de M. Etienne Dailly,

rapporteur pour avis : sanctions disciplinaires prononcées par la commission des marchés à terme de marchandises et possibilité d'appel de ces décisions devant la Cour d'appel (p. 2465).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2465).

Art. 23 (Monopole des courtiers assermentés).

– Adopté (p. 2465).

Art. 24 (Sociétés commerciales constituées entre courtiers assermentés) (p. 2465).

Adopté : amendement de coordination n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : application aux courtiers de marchandises assermentés des dispositions adoptées précédemment quant à la constitution de sociétés commerciales entre des commissionnaires agréés (p. 2466).

– L'art. 24, ainsi modifié est adopté (p. 2466).

Après l'art. 24 (p. 2466).

Adoptés : amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : insertion à cet emplacement d'une disposition de l'art. 33 : possibilité pour les courtiers de marchandises assermentés agréés d'exercer le mandat de gestion prévu à l'art. 16 concernant les commissionnaires agréés ; (p. 2466) – Amendement n° 110 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : application aux courtiers assermentés des dispositions relatives aux commissionnaires agréés en matière de duroire (p. 2467).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2466, 2467).

Art. 25 (Caisse mutuelle de garantie) (p. 2467).

Adoptés : amendement de coordination n° 39 de M. Michel Chauty, rapporteur : dépôt obligatoire auprès d'une caisse mutuelle de garantie pour les courtiers assermentés (p. 2467) – Amendement de coordination n° 80 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : précision sur la destination des sommes déposées auprès de la mutuelle de garantie des courtiers assermentés (p. 2467).

– L'art. 25, ainsi modifié est adopté (p. 2467).

Art. 26 (Organisme financier de liquidation).

Adopté : amendement n° 81 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : enregistrement obligatoire de chaque opération (p. 2467).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2467).

Art. 27 (Sanctions disciplinaires) (p. 2467).

Adoptés : amendement de coordination n° 40 de M. Michel Chauty, rapporteur : sanctions disciplinaires des courtiers assermentés (p. 2468) – Amendement de coordination n° 82 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : voie de recours contre les décisions de la commission siégeant en formation disciplinaire (p. 2468).

– L'art 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2468).

Art. 28 (Droit des commissionnaires au démarchage) (p. 2468).

Adopté : amendement rédactionnel n° 83 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2468).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2468).

Art. 29 (Droit des courtiers au démarchage) (p. 2468).

Adopté : amendement rédactionnel n° 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2468).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2468).

Art. 30 (Droit des banques et des établissements financiers au démarchage) (p. 2468).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 85 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2469) – Amendement n° 86 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de l'alinéa donnant à la commission des marchés à terme de marchandises le pouvoir de radier une banque ou un établissement financier inscrit de la liste autorisant le recours au démarchage (p. 2469).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2469).

Art. 31 (*Droit au démarchage des intermédiaires inscrits*) (p. 2469).

Adoptés : amendement de coordination n° 87 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : application aux courtiers assermentés des dispositions adoptées pour les commissionnaires agréés relatives à la détermination par la commission des marchés à terme de marchandises des conditions à remplir pour l'inscription sur la liste des intermédiaires (p. 2470) – Amendement de coordination n° 88 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : obligation pour les courtiers assermentés de justifier à tout moment de garanties (p. 2470) ; sous-amendement n° 116 de M. Michel Chauty, rapporteur : obligation d'aviser la commission si la nature ou le montant des garanties ne satisfont plus aux conditions fixées (p. 2470).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2470).

Art. 32 (*Contrat type entre les commissionnaires ou courtiers et les personnes habilitées à procéder au démarchage*) (p. 2470).

Adopté : amendement n° 89 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : élaboration par la commission des marchés à terme de marchandises d'un contrat type relatif aux modalités d'intervention des banques et établissements financiers ou des intermédiaires inscrits (p. 2471).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2471).

Art. 33 (*Exercice du mandat de gestion par les démarcheurs*) (p. 2471).

Adoptés : amendement de coordination n° 90 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression dans cet article, relatif au mandat de gestion de la mention des commissionnaires agréés (p. 2471) – Amendement n° 46 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression à cet article de la référence aux intermédiaires inscrits (p. 2471).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2471).

Après l'art. 33 (p. 2472).

Adoptés : amendement de coordination n° 47 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : insertion à cet emplacement des dispositions relatives aux intermédiaires inscrits (p. 2472) ; sous-amendement n° 122 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : justification à tout moment de garanties complémentaires (p. 2472).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2472).

Art. 34 (*Carte d'emploi*) (p. 2472).

Adopté : amendement n° 91 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'obligation pour les démarcheurs d'être porteurs d'une carte d'emploi (p. 2472).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 2472).

Après l'art. 34 (p. 2472).

Adoptés : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : définition de l'opération de démarchage (p. 2473) ; sous-amendement rédactionnel n° 118 de M. André Delelis, ministre (p. 2473).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2473).

Art. 35 (*Conditions d'obtention et de retrait de la carte d'emploi*) (p. 2473).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 92 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2473) – Amendement rédactionnel n° 93 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2474) – Amendements n° 49 et 117 de M. Michel Chauty, rapporteur : rectification d'erreurs matérielles (p. 2474) – Amendement n° 94 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : pouvoir disciplinaire du Procureur de la République à l'égard des démarcheurs : possibilité d'interdire la délivrance de la carte d'emploi ou d'ordonner son retrait (p. 2475) – Amendement rédactionnel n° 95 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2475).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 2475).

Après l'art. 35 (p. 2475).

Adopté : amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : responsabilité civile des commissionnaires agréés, courtiers assermentés agréés, banques et établissements financiers et intermédiaires inscrits (p. 2475).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2475).

Art. 36 (*Sanctions disciplinaires applicables aux intermédiaires inscrits et aux démarcheurs*) (p. 2475).

Adoptés : Amendement n° 97 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : extension du pouvoir disciplinaire de la commission des marchés à terme aux banques et établissements financiers, mais exclusion des démarcheurs (p. 2476) – Amendement de coordination n° 98 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2476) – Amendement n° 50 de M. Michel Chauty, rapporteur : addition à la liste des sanctions disciplinaires d'une possibilité d'amende versée au Trésor (p. 2476) – Amendement de coordination n° 99 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité d'appel des décisions de la commission siégeant en formation disciplinaire (p. 2477).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2477).

Art. 37 (*Réglementation du démarchage*) (p. 2477).

Adoptés : amendement n° 52 de rectification d'une erreur matérielle de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 2477) – Amendements n° 53 et 54 de M. Michel Chauty, rapporteur : réduction de huit à sept jours du délai légal de réflexion (p. 2477).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 2477).

Art. 38 (*Exercice illégal du démarchage ou du mandat de gestion*).

– Adopté (p. 2477).

Art. 39 (*Infractions liées à l'accomplissement du mandat de gestion*) (p. 2477).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 100, 101 et 102 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2478).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 2478).

Après l'art. 39 (p. 2478).

Adopté : amendement n° 103 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : visa obligatoire de la commission des marchés à terme de marchandises sur toute publicité et peine d'amende prévue en cas d'inobservation (p. 2478).

– Un art. additionnel, est inséré dans le projet de loi (p. 2478).

Art. 40 (*Non-remise de la carte d'emploi*) (p. 2478).

Adopté : amendement n° 104 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conséquences pénales d'amendements précédemment adoptés relatifs au démarchage et à la carte d'emploi (p. 2479).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 2479).

Art. 41 (*Licéité du démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme réglementés de marchandises*).

– Adopté (p. 2479).

Art. 42 (*Abrogation de l'interdiction du démarchage en vue d'opérations sur les bourses étrangères de commerce ou de marchandises*).

– Adopté (p. 2479).

Après l'art. 42 (p. 2479).

Adopté: amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : entrée en vigueur des dispositions de la loi subordonnée à l'installation préalable de la commission des marchés à terme de marchandises (p. 2479).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2479).

Art. 43 (*Abrogation de textes en vigueur*).

– Adopté (p. 2479).

Après l'art. 43 (p. 2479).

Adopté: amendement n° 106 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement de la commission des marchés à terme des marchandises, détermination par des lois de finances ultérieures des ressources nécessaires à l'application de la loi (p. 2481).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2481).

Art. 44 (*Décret d'application*) (p. 2481).

Adopté: amendement n° 107 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : fixation de la procédure disciplinaire devant la commission des marchés à terme de marchandises par décret pris en Conseil d'Etat : garantie des droits de la défense et procédure contradictoire (p. 2482).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 2482).

Explications de vote : MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2482), Michel Chauty, rapporteur (p. 2482) ; intervention de M. André Délélis, ministre (p. 2482) ; M. Maurice Prévotau (p. 2482).

Adoption (2 juin 1982) (p. 2482).

BOURSE DES VALEURS

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
EPARGNE, 2, DG

BOURSES D'ETUDES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Education nationale ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

BOUSSAC SAINT-FRERES (BSF société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

BRESIL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 10

BREVET DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG

BREVETS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur ; Recherche et industrie

BRIGADES INTERNATIONALES DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

BRUIT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Environnement

BRUXELLES (statut)

Voir COMMUNES, 3, DG

BUDGET

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 27, art. 28, art. 29, art. 30, art. 31, art. 32, art. 34, art. 35
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
LOI DE REGLEMENT, 1

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 22, art. 52, art. 55

BUDGETS ANNEXES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 21, art. 22, art. 34, art. 35, art. 52, art. 55

BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (BRGM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

BUREAU POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIGRATIONS INTERESSANT LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (BUMIDOM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

BUREAUX (locaux)

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG

BUREAUX D'AIDE JUDICIAIRE

Voir JUSTICE, 3, DG

BUREAUX DE POSTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

C**CACAO**

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 15, DG

CADRES

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2^e lecture, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ; 130
 TRAVAIL, 1, DG
 TRAVAIL, 2, DG

CADRES : FUITE DES CERVEAUX

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

CAFE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES MEDECINS FRANÇAIS (CARMF)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

1. - Dépôt par M. Dominique Taddei, député, président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, en application de l'art. 164, paragraphe IV, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, le rapport établi par cette commission sur les opérations de l'année 1981 (23 juin 1982) (p. 3055).

Voir aussi EPARGNE, 1, DG

CAISSE NATIONALE DE L'INDUSTRIE

Voir NATIONALISATIONS, 1

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ; Education nationale

CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles

CAISSE NATIONALE DES BANQUES

Voir NATIONALISATIONS, 1

CAISSES D'EPARGNE

Voir CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE) EPARGNE, 1, DG

CAISSES D'EPARGNE (livret A)

Voir EPARGNE, 1, DG

CALAMITES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement TRAITES ET CONVENTION, 31, DG

CALAMITES (cyclones)

Voir CALAMITES, 1, DG

CALAMITES (inondations)

Voir CALAMITES, 1, DG

CALAMITES AGRICOLES

Voir CALAMITES, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

CALAMITES ET CATASTROPHES

1. - Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, présentée par M. Jean-Hugues Colonna, député et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1981) [n° 528] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain Richard (28 janvier 1982) [n° 718] - Discussion (3 février 1982) - Adoption (3 février 1982) [n° 113].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 février 1982) [n° 207 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Maurice PrévotEAU (21 avril 1982) [n° 275 (81-82)] - Discussion (28 avril 1982) (p. 1452, 1463) - Adoption (28 avril 1982) [n° 69].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 avril 1982) (n° 835) - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain Richard (13 mai 1982) (n° 861) - Discussion (2 juin 1982) - Adoption (2 juin 1982) [n° 154].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 juin 1982) [n° 371 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Maurice PrévotEAU (16 juin 1982) [n° 395 (81-82)] - Discussion (23 juin 1982) (p. 3034, 3038) - Adoption (23 juin 1982) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (23 juin 1982) [n° 967].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (24 juin 1982) [n° 972] - Discussion (28 juin 1982) - Adoption (28 juin 1982) [n° 192].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice PrévotEAU (24 juin 1982) [n° 425 (81-82)] - Discussion (30 juin 1982) (p. 3284, 3286) - Adoption (30 juin 1982) [n° 127].

PROMULGATION : loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 14 juillet 1982).

Discussion (Première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1452, 1463).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1452, 1456) *MM. Jacques Delors, ministre de l'économie ; Maurice PrévotEAU, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Paul Jargot, Marc Boeuf.*

ASSURANCES (Contrats) : DELORS (Jacques) (p. 1453) ; PREVOTEAU (Maurice) (p. 1454) ; JARGOT (Paul) (p. 1455) ; BOEUF (Marc) (p. 1456).

CALAMITES : DELORS (Jacques) (p. 1452, 1453, 1454) ; PREVOTEAU (Maurice) (p. 1454) ; JARGOT (Paul) (p. 1455, 1456) ; BOEUF (Marc) (p. 1456).

CALAMITES (cyclones) : JARGOT (Paul) (p. 1455).

CALAMITES (inondations) : DELORS (Jacques) (p. 1454) ; BOEUF (Marc) (p. 1456).

CALAMITES AGRICOLES : DELORS (Jacques) (p. 1454) ; PREVOTEAU (Maurice) (p. 1454) ; JARGOT (Paul) (p. 1455) ; BOEUF (Marc) (p. 1456).

CONSTRUCTION : PREVOTEAU (Maurice) (p. 1454).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER : JARGOT (Paul) (p. 1455).

EXPLOITANTS AGRICOLES : DELORS (Jacques) (p. 1453).

FORETS (incendie de) : JARGOT (Paul) (p. 1456).

HOPITAUX : JARGOT (Paul) (p. 1455).

MUTUELLES : BOEUF (Marc) (p. 1456).

RESPONSABILITE CIVILE : DELORS (Jacques) (p. 1453).

TRANSPORTS AERIENS : DELORS (Jacques) (p. 1453).

TRANSPORTS MARITIMES : DELORS (Jacques) (p. 1453).

TRAVAUX PUBLICS : JARGOT (Paul) (p. 1455).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1456, 1463) : *MM. Maurice PrévotEAU, rapporteur ; Jacques Delors, ministre ; François Collet, Philippe de Bourgoing, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.*

Art. 1^{er} (*Principe de l'indemnisation des dommages occasionnés par des catastrophes naturelles par la technique de l'assurance*) (p. 1456).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : indemnisation des biens assurés situés en France ; contrats d'assurance des véhicules terrestre à moteur et droit à l'indemnisation en cas de catastrophe naturelle (p. 1457) – Amendement n° 2 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : droit à indemnisation pour tous les assurés couverts contre les pertes d'exploitation ; applicabilité des dispositions de police relatives aux pertes d'exploitation en ce qui concerne la durée d'application (p. 1457) – Amendement n° 3 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : nature des dommages à indemniser ; obligation de prévention à la charge des assurés (p. 1457) – Amendement n° 4 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : mode de constatation de l'état de catastrophe naturelle, par arrêté du représentant de l'Etat dans le département ou par arrêté interministériel (p. 1458).

Rejetés : sous-amendement n° 22 de M. Jacques Delors, ministre, à l'amendement n° 1 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : dommages aux corps de véhicules terrestres à moteur et garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles (p. 1457) – Sous-amendement n° 26 de M. Jacques Delors, ministre, à l'amendement n° 4 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : constatation de l'état de catastrophe naturelle par arrêté interministériel jusqu'au 1^{er} janvier 1985 (p. 1458).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1458).

Art. 2 (*Financement et mise en oeuvre de la garantie*) (p. 1458).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 5 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur (p. 1458) – Amendement n° 6 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : prise en compte de tous les biens mentionnés au contrat et absence d'abattement spécial sur la valeur qui y est portée par la garantie (p. 1458) – Amendement n° 7 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : modification de l'assiette et du taux de la prime ou cotisation additionnelle ; prime comprise entre un plancher et un plafond (p. 1459) – Amendement n° 8 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : calcul des indemnisations dans un délai de trois mois et versement des indemnisations aux assurés ; modalités de cette attribution (p. 1459).

Rejeté : sous-amendement n° 23 de M. Jacques Delors, ministre à l'amendement n° 7 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : prime à taux unique (p. 1459).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1459).

Art. 3 (*Caractère d'ordre public de la clause de garantie*) (p. 1459).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : délai d'un mois à compter duquel les contrats d'assurance devront comporter la clause obligatoire d'extension de garantie (p. 1459) – Amendement n° 10 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : détermination par arrêté avant cette date des clauses types réputées écrites dans ces contrats (p. 1459).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1459).

Art. 4 (*Article L. 431-3 du code des assurances : réassurance des compagnies auprès de la caisse centrale de réassurance*) (p. 1459).

Adopté : amendement n° 11 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur la fixation par décret de l'ensemble des obligations de réassurance incombant aux entreprises d'assurance dans la gestion de cette branche de risques (p. 1460).

– L'art. 4 ainsi modifié, est adopté (p. 1460).

Art. 5 (*Zones exposées aux risques*) (p. 1460).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : obligation d'élaboration par l'Etat de plans d'exposition aux risques et détermination des zones inconstructibles ; extension de la garantie des entreprises d'assurance aux biens et activités situées dans les zones à risques non inconstructibles comme les biens existant préalablement à la publication d'un plan ; création d'un bureau central de tarification ; affectation d'une fraction des primes additionnelles au financement de l'élaboration des plans d'exposition aux risques (p. 1461) – Sous-amendement n° 19 de MM. Jacques Moutet et François Collet qui le soutient : extension de la garantie à l'égard des biens et activités particulièrement exposés sans être couverts par un plan d'exposition aux risques (p. 1461) ; sous-amendement n° 24 de M. Jacques Delors, ministre : suppression des dispositions de cet amendement relatives à l'affectation d'une fraction des primes additionnelles au financement de l'élaboration des plans d'exposition aux risques (p. 1461).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Art. 6 (*Inapplicabilité de la loi aux départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 1461).

Art. 7 (*Maintien du régime spécifique de garantie des calamités agricoles*) (p. 1461).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : limites entre le champ d'application des calamités agricoles et le champ d'application des catastrophes naturelles (p. 1461) ; sous-amendement n° 25 de M. Jacques Delors, ministre : suppression des dispositions de cet amendement concernant les cas d'applicabilité de cette loi aux dommages causés aux exploitations agricoles (p. 1461) – Amendement n° 14 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi des dommages couverts par des

contrats d'assurance aérienne ou maritime (p. 1462) – Amendement n° 15 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : contrats d'assurance contre la grêle et mortalité du bétail ; absence d'obligation de versement de la prime aux cotisations additionnelles (p. 1462).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1462).

Après l'art. 7 (p. 1462).

Adoptés : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : sanction des assurances multiples cumulatives frauduleuses et solidarité entre les assurances ; répartition proportionnelle entre les assurances de la charge du sinistre en cas d'assurances multiples cumulatives de bonne foi (p. 1462) – Amendement de coordination n° 17 (art. additionnel) de M. Maurice PrévotEAU rapporteur (p. 1462) – Amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : applicabilité aux contrats en cours des nouvelles dispositions proposées en cas d'assurances cumulatives non frauduleuses ; nullité des assurances cumulatives frauduleuses pour les contrats souscrits après l'entrée en vigueur de la loi (p. 1463).

– Trois articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 1462 et 1463).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1463).

Discussion (deuxième lecture)

(23 juin 1982) (p. 3034, 3038).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3035) *MM. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture ; Maurice PrévotEAU, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

ASSURANCES (contrats) : PREVOTEAU (Maurice) (p. 3035).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3035, 3038) *MM. André Cellard, secrétaire d'Etat ; Maurice PrévotEAU, rapporteur ; Marc Boeuf.*

Art. 1^{er} – Adopté (p. 3035).

Art. 2 – Adopté (p. 3035).

Art. 5 (p. 3035).

Adopté : amendement n° 1 de Maurice PrévotEAU, rapporteur : plans d'exposition aux risques naturels prévisibles ; compétence du bureau central de tarification ; congé pour les salariés résidant ou habituellement employés dans une zone touchée par une catastrophe naturelle (p. 3038 ; scrutin public n° 124 ; liste des votants p. 3090).

Rejetés : sous-amendement n° 3 de M. André Cellard, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 1 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : volonté d'éviter que les entreprises d'assurance ne garantissent les biens construits en violation d'une réglementation d'urbanisme existante (p. 3037 ; scrutin public n° 122 ; liste des votants p. 3088, 3089) – Sous-amendement n° 4 de M. André Cellard, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 1 de M. Maurice PrévotEAU, rapporteur : bureau central de tarification et limitation de la variation du montant de la prime (p. 3038 ; scrutin public n° 123, liste des votants p. 3089).

Retiré : amendement n° 2 de M. Marc Boeuf : nature et portée des plans d'exposition aux risques ; rôle du bureau central de tarification (p. 3037).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3038).

Art. 7 – Adopté (p. 3038).

Explications de vote : intervention de M. André Cellard, secrétaire d'Etat (p. 3038) ; *MM. Henri Caillavet* (p. 3038), *Marc Boeuf* (p. 3039), *Fernand Lefort* (p. 3039).

Adoption (23 juin 1982) (p. 3039).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(30 juin 1982) (p. 3284, 3286).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3284, 3285) *MM. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire ; Maurice PrévotEAU, rapporteur pour le Sénat.*

ASSURANCES (contrats) : PREVOTEAU (Maurice) (p. 3285).

RESPONSABILITE CIVILE : ROCARD (Michel) (p. 3285).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE 5 (p. 3285, 3286)

Art. 5 (p. 3285).

Adoption (30 juin 1982) (p. 3286).

CAMPAGNES DE PRESSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; information

CAMP DAVID (accords de)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

CAMPING ET CARAVANING

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

CANAQUES

Voir NOUVELLES CALEDONIE, 1, DG

CANAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 20, DG
TRANSPORTS, 1, DG

CANCER (lutte contre le)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

CANTONS

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
PETITIONS

CARBURANTS (détaxation)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE (CVR)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

CARTE DU COMBATTANT

Voir ANCIENS COMBATTANTS, 1 à 5

CARTE ORANGE (transports)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG ; 2^e lecture, DG

CARTE SCOLAIRE

Voir CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

CARTES DE PAIEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 72

CARTE UNIVERSITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

CASA VELASQUEZ

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

CAUTION JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 8, DG

CENTRALES HYDRO-ELECTRIQUES (micro-centrales)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

CENTRALES NUCLEAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 134, 148,
149

CENTRALES THERMIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Plan et aménagement du territoire

CENTRE CULTUREL DU MARAIS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

CENTRE D'EDUCATION ET DE PLANIFICATION FAMILIALE

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG

CENTRE DE PROMOTION DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION (CREDOC)**CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

CENTRE DES HAUTES ETUDES SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

CENTRE D'ETUDE DE L'OPINION (CEO)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

CENTRE D'ETUDE DES REVENUS ET DES COUTS (CERC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

CENTRE D'ETUDE DES SYSTEMES ET DES TECHNOLOGIES AVANCEES (CESTA)

Voir PARLEMENT, 3, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (CFCE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur

CENTRE INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
PARLEMENT, 3, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

CENTRE NATIONAL D'ETUDE DES TELECOMMUNICATIONS (CNET)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (CNES)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCEANS (CNEXO)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

CENTRES DE GESTION ET ASSOCIATIONS AGREES

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 53 ; commerce et artisanat ;
nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art.
23

CENTRES DE PLANIFICATION

Voir AVORTEMENT, 1, DG

CENTRES DE PREPARATION DE L'ADMINISTRATION GENERALE (CPAG)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG

CENTRES DE SANTE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG

CENTRES DE VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

CENTRES D'INFORMATION ET D'ORIENTATION (CIO)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail, emploi

CENTRES D'ORIENTATION ET D'ACTION EDUCATIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

CENTRES HOSPITALIERS ET UNIVERSITAIRES (CHU)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG
EXAMENS ET CONCOURS, 1
HOPITAUX

CENTRES HOSPITALIERS REGIONAUX (CHR)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG

CENTRES INTERNATIONAUX DE DOCUMENTATION ET DE DIFFUSION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

CENTRES LOCAUX D'INFORMATION SUR LES PRIX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Consommation

CENTRES PUBLICS DE FORMATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

CENTRES REGIONAUX D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE ET D'EDUCATION POPULAIRE (CREPS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education
nationale

CENTRE UNIVERSITAIRE DES ANTILLES ET DE LA GUYANE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

CENTRES VILLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

Voir EPARGNE, 2, DG

CESAIRE (Aimé)

Voir ESCLAVAGE, 1, DG

CHAMBRE NATIONALE DE LA BATELLERIE

Voir TRANSPORTS, 1, DG

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Commerce extérieur
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 97, DG

CHAMBRES DES METIERS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

1. - **Projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967, relative à la Cour des comptes**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (22 avril 1982) [n°285 (81-82)] - Renvoi à la commissions des finances - Pour avis à la commission des lois (22 avril 1982) - Rapport de M. André Fosset (18 mai 1982) [n° 337 (81-82)] - Avis de M. Paul Pillet (19 mai 1982) [n° 340 (81-82)] - Urgence - Discussion (27 mai 1982) (p. 2297, 2312 ; 2333, 2341) - Adoption (27 mai 1982) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1982) [n° 907] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Sapin (16 juin 1982) [n° 950] - Discussion (17 juin 1982) - Adoption (17 juin 1982) [n° 173].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1982) [n° 402 (81-82)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; Rapport de M. Michel Sapin (23 juin 1982) [n° 964] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption (24 juin 1982) [n° 184].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Fosset (23 juin 1982) [n° 418 (81-82)] – Discussion (24 juin 1982) (p. 3122, 3125) – Adoption (24 juin 1982) [n° 121].

PROMULGATION : loi n° 82-594 du 10 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 13 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(27 mai 1982) (p. 2297, 2312 ; 2333, 2341).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2297, 2304) : *MM. André Fosset, rapporteur de la commission des finances ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Paul Pillet, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Stéphane Bonduel, Camille Vallin, Louis Perrein.*

ASSOCIATIONS : VALLIN (Camille) (p. 2303).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : FOSSET (André) (p. 2297, 2298) ; PILLET (Paul) (p. 2298, 2299, 2300, 2301) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2300, 2301) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2302) ; VALLIN (Camille) (p. 2302, 2303) ; PERREIN (Louis) (p. 2303, 2304).

COMPTABILITE PUBLIQUE : FOSSET (André) (p. 2298) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2300).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : DEFFERRE (Gaston) (p. 2300).

CONSEIL SUPERIEUR DES CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : DEFFERRE (Gaston) (p. 2301) ; VALLIN (Camille) (p. 2303).

COUR DES COMPTES : FOSSET (André) (p. 2298) ; PILLET (Paul) (p. 2299) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2300, 2301).

COUR DES COMPTES (rapport) : PILLET (Paul) (p. 2300).

DECENTRALISATION : FOSSET (André) (p. 2298) ; PERREIN (Louis) (p. 2303).

DECONCENTRATION : FOSSET (André) (p. 2298).

GREVE (droit de) : VALLIN (Camille) (p. 2303).

MAGISTRATS : FOSSET (André) (p. 2298) ; PILLET (Paul) (p. 2299, 2301) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2301) ; VALLIN (Camille) (p. 2303).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : VALLIN (Camille) (p. 2302).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2304, 2312 ; 2333, 2341) : *MM. André FOSSET, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; Paul Pillet, rapporteur pour avis ; Pierre Gamboa, Raymond Bourguin, André Labarrère, ministre.*

Intitulé du titre 1^{er} (*Les chambres régionales des comptes*) (p. 2304).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2304).

– L'intitulé du titre 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2304).

Art. 1^{er} (*Siège, composition et sections*) – Adopté (p. 2304).

Art. 2 (*Soumission des comptes des comptables aux jugements des chambres régionales*) (p. 2304).

Adopté : amendement n° 2 de M. André Fosset, rapporteur : contrôle des chambres régionales des comptes sur les comptes des établissements publics régionaux (p. 2304).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2304).

Après l'art. 2 (p. 2305) Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. André Fosset, rapporteur : jugements rendus par les chambres régionales des comptes (p. 2305).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2305).

Art. 3 (*Production des comptes-Amendes*) – Adopté (p. 2305).

Art. 4 (*Contrôle des filiales ; organismes couvrant plusieurs régions*) (p. 2305).

Adoptés : amendements de coordination n° 4 et 5 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2305) – Amendement rédactionnel n° 6 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2305) – Amendement rédactionnel n° 22 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (p. 2306).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2306).

Art. 5 (*Pouvoirs de la chambre régionale des comptes – Experts*) (p. 2306).

Adoptés : amendement n° 7 de M. André Fosset, rapporteur : restriction des possibilités de consultation et d'information de la chambre régionale des comptes (p. 2306) – Amendement n° 23 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : désignation et mission des experts désignés par les présidents des chambres régionales des comptes (p. 2308) ; sous-amendement n° 46 de M. Gaston Defferre, ministre : impossibilité pour les experts près les chambres régionales des comptes d'exercer toute activité juridictionnelle.

Retiré amendement n° 8 de M. André Fosset, rapporteur : désignation et mission des experts désignés par les présidents des chambres régionales des comptes (p. 2307).

– L'art. 5 ainsi modifié, est adopté (p. 2308).

Art. 6 (*Formation en nombre impair ; secret des travaux*) (p. 2308).

Adopté : amendement n° 49 de M. André Fosset, rapporteur : liste des documents non soumis aux dispositions de la loi du 17 juillet 1978 (p. 2333 ; précédemment réservé p. 2309).

Retiré : amendement n° 24 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : non application des dispositions de la loi de 1978 aux communications aux autorités administratives qui font suite au contrôle des opérations financières des collectivités locales ou des régions, de leurs établissements publics et leurs filiales (p. 2308) – Amendement n° 9 de M. André Fosset rapporteur : dispositions de la loi de juillet 1978 non applicables aux actes non encore publiés (p. 2333 ; précédemment réservé p. 2309).

– L'art. 6 ainsi modifié est adopté (p. 2333).

Art. 7 (*Révision des jugements*) – Adopté (p. 2309).

Art. 8 (*Appel des jugements*) – Adopté (p. 2309).

Art. 9 (*Pouvoirs dans le cadre du contrôle budgétaire*) (p. 2309).

Retiré : amendement n° 39 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Pierre Gamboa : suppression de la référence au contrôle *a posteriori* de la chambre régionale des comptes.

– L'art. 9 est adopté (p. 2310).

Après l'art. 9 (p. 2310).

Adopté : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : communication aux collectivités des observations portant sur leur gestion et celle des organismes relevant du contrôle de la chambre régionale des comptes .

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2310).

Art. 10 (*Mission de la Cour des comptes*) (p. 2310).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : limitation des pouvoirs des chambres régionales des comptes à des appréciations techniques, inséparables de

l'examen des comptes (p. 2311) – Amendement de coordination n° 26 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (p. 2311).

Retiré : amendement n° 10 de M. André Fosset, rapporteur : référence à l'art. 6 bis de la loi du 22 juin 1967 (p. 2311).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2311).

Art. 11 (Rôle du procureur général) (p. 2311).

Adopté : amendement n° 11 de M. André Fosset, rapporteur : recommandations écrites adressées par le procureur général aux chambres régionales des comptes sur le bon exercice du ministère public (p. 2312).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2312).

Avant l'art. 12 (p. 2333).

Retiré : amendement n° 38 (art. additionnel), de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Raymond Bourguin : recrutement par la Cour des comptes de personnes ayant une certaine expérience de la gestion dans les entreprises privées (p. 2334).

Art. 12 (Mise à disposition d'agents de l'Etat) (p. 2334).

Retiré : amendement n° 37 de MM. Christian Poncelet et Yves Durand, soutenu par M. Raymond Bourguin : mise à disposition de la Cour des comptes des membres des corps et services de l'Etat (p. 2334).

– L'art. 12 est adopté (p. 2334).

Art. 13 (Champ de compétence de la Cour des comptes) (p. 2334).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : possibilité pour les chambres régionales des comptes, jusqu'à la fin de 1986, de contrôler les comptes de certains établissements publics nationaux – Amendement n° 12 de M. André Fosset, rapporteur : contrôle de la Cour des comptes sur les comptables de fait.

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2336).

Art. 14 (Amendes) (p. 2336).

Adopté : amendement de coordination n° 28 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : suppression de la référence à l'apurement administratif des comptes (p. 2336).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2336).

Art. 15 (Champ de compétence de la cour – Filiales) – Adopté (p. 2336).

Art. 16 (Communications de la cour) – Adopté (p. 2336).

Art. 17 (Pouvoirs de la Cour – Experts) (p. 2336).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : possibilité de recrutement et mission des experts désignés par le premier président de la Cour des comptes pour des enquêtes de caractère technique (p. 2337) ; sous-amendement de M. André Labarrère, ministre : experts ne pouvant exercer de fonctions juridictionnelles (p. 2337).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2337).

Art. 18 (Chambres régionales et rapport de la Cour des comptes) (p. 2337).

Adoptés : amendement n° 30 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : énumération des organismes disposant d'un droit de réponse direct dans le rapport public de la Cour des comptes (p. 2337) ; sous-amendement n° 44 de M. André Labarrère, ministre : groupements de collectivités disposant d'un droit de réponse dans le rapport public de la Cour des comptes (p. 2337) – Amendement de coordination n° 31 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (p. 2337).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2337).

Art. 19 (Rapport annuel de la Cour ; rapports particuliers) (p. 2338).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 14 et 15 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2338) – Amendement n° 36 de MM. Jacques Descours Desacres et André Fosset, rapporteur, qui le soutient : contenu du rapport établi par la Cour des comptes lors de la vérification des comptes d'une entreprise publique (p. 2338) – Amendement n° 16 de M. André Fosset, rapporteur : rapport établi par la Cour des comptes après sa décision de vérifier les comptes (p. 2338).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2339).

Art. 20 (Loi du 4 avril 1941 sur la Cour des comptes : contrôle des comptables publics) (p. 2339).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2339).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2339).

Art. 21 (Gestions de fait) (p. 2339).

Adoptés : amendements identiques rédactionnels n° 19 de M. André Fosset, rapporteur et n° 33 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis (p. 2339) – Amendement rédactionnel n° 45 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2339).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2339).

Art. 22 (Apurement administratif dans les TOM) (p. 2339).

Adopté : amendement n° 34 de M. Paul Pillet, rapporteur pour avis : maintien à titre transitoire de la procédure d'apurement administratif pour les seuls territoires d'outre-mer (p. 2340).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2340).

Après l'art. 22 (p. 2340) – *Adopté* : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. André Fosset, rapporteur : maintien de l'apurement administratif par les trésoriers payeurs généraux jusqu'à la fin de l'exercice de 1986 (p. 2340).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2340).

Art. 23 (Renvoi à des décrets d'application) (p. 2340).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. André Fosset, rapporteur (p. 2340).

– L'art. 23, ainsi modifié est adopté (p. 2340).

Après l'art. 23 (p. 2340).

Adopté : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. André Fosset, rapporteur : souhait d'une codification des textes relatifs à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes (p. 2340).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2340).

Explication de vote : M. Pierre Gamboa (p. 2341).

Adoption (27 mai 1982) (p. 2341).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(24 juin 1982) (p. 3122, 3125).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3122, 3123) *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; André Fosset, rapporteur pour le Sénat.*

BICAMERALISME : FOSSET (André) (p. 3122).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : FOSSET (André) : (p. 3122, 3123).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3123, 3125) : *M. André Fosset, rapporteur.*

Art. 1^{er}, 2, 4 (p. 3123).

Art. 5, 6, 8, 10, 11, 13 bis, 17 (p. 3124).

Art. 18, 19, 22 bis, 22 ter, 22 quater, 23, 24 (p. 3125).

Adoption (24 juin 1982) (p. 3125).

2. – **Projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes**, présenté au nom de P. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (22 avril 1982) [n° 286 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances (29 avril 1982) – Rapport de M. Paul Pillet (19 mai 1982) [n° 339 (81-82)] – Avis de M. André Fosset (18 mai 1982) [n° 338 (81-81)] – Urgence – Discussion (27 mai 1982) (p. 2341, 2355) – Adoption (27 mai 1982) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1982) [n° 908] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (10 juin 1982) [n° 927] – Discussion (17 juin 1982) – Adoption (17 juin 1982) [n° 174].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1982) [n° 403 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean Pierre Michel (23 juin 1982) [n° 965] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption (24 juin 1982) [n° 185].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Paul Pillet (23 juin 1982) [n° 423 (81-82)] – Discussion (24 juin 1982) (p. 3125, 3129) – Adoption (24 juin 1982) [n° 122].

PROMULGATION: loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 13 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(27 mai 1982) (p. 2341, 2355).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2341, 2343): *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois; André Fosset, rapporteur pour avis de la commission des finances.*

ASSISTANTS VERIFICATEURS: PILLET (Paul) (p. 2342); FOSSET (André) (p. 2343).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES: PILLET (Paul) (p. 2341, 2342); FOSSET (André) (p. 2343).

COUR DES COMPTES: PILLET (Paul) (p. 2342); FOSSET (André) (p. 2343).

MAGISTRATS: PILLET (Paul) (p. 2341, 2342); FOSSET (André) (p. 2343).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2343, 2355): *MM. Paul Pillet, rapporteur; Gaston Defferre, ministre; Pierre Gamboa, André Fosset, rapporteur pour avis.*

Art. 1^{er} (*Fonction des membres des chambres régionales des comptes*) Adopté (p. 2343).

Art. 2 (*Composition du corps des membres des chambres régionales des comptes*) (p. 2343).

Adopté: amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur: membres des chambres régionales des comptes constituant un corps de magistrats (p. 2343).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2343).

Art. 3 (*Fonctions de président de chambre régionale des comptes*) (p. 2343).

Adopté: amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur: limitation de l'accès aux présidences des chambres régionales des comptes aux seuls présidents de section (p. 2344).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2344).

Art. 4 (*Inamovibilité des magistrats des chambres régionales et des commissaires du Gouvernement*) (p. 2344).

Adoptés: amendement rédactionnel n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2344) – Amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur: magistrats des chambres régionales des comptes pouvant être délégués dans les fonctions de commissaire du Gouvernement (p. 2345).

– L'art. 4 ainsi modifié est adopté (p. 2345).

Après l'art. 4 (p. 2345).

Rejeté: amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Paul Pillet, rapporteur: nominations, promotions et mutations des magistrats des chambres régionales des comptes (p. 2346).

Art. 5 (*Prestation du serment*) (p. 2346).

Retiré: amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur: réintroduction du texte du serment des magistrats dans sa forme intégrale et habituelle (p. 2346) – L'art. 5 est adopté (p. 2346).

Art. 6 (*Interdiction du droit de grève*) – Adopté (p. 2346).

Art. 7 (*Privilège de juridiction*) – Adopté (p. 2347).

Art. 8 (*Obligation de résidence*) – Adopté (p. 2347).

Art. 9 (*Incompatibilités générales ou absolues*) – Adopté (p. 2347).

Art. 10 (*Incompatibilités territoriales*) (p. 2347).

Adoptés: amendement rédactionnel n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2347); sous-amendement rédactionnel n° 25 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2347).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2347).

Art. 11 (*Incompatibilités entre les fonctions de magistrats des chambres régionales et la qualité de comptable de fait*) – Adopté (p. 2347).

Art. 12 (*Limitations au détachement*) – Adopté (p. 2347).

Art. 13 (*Recrutement des conseillers de deuxième classe*) – Adopté (p. 2347).

Art. 14 (*Recrutement extérieur de conseillers de deuxième classe*) (p. 2347).

Adopté: amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur: détermination des conditions d'âge et de durée des services publics requises pour les candidats recrutés au tour extérieur (p. 2349).

Rejeté: sous-amendement n° 27 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Pierre Gamboa: abaissement du seuil d'âge et de durée de services publics (p. 2349).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2349).

Art. 15 (*Recrutement extérieur des conseillers de première classe*) (p. 2349).

Adopté: amendement de coordination n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2349).

Rejeté: sous-amendement de coordination n° 28 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Pierre Gamboa (p. 2349).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2349).

Art. 16 (*Recrutement extérieur des conseillers hors classe*) (p. 2349).

Adopté: amendement de coordination n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2349).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2349).

Art. 17 (*Commission chargée d'examiner les titres des candidats au recrutement extérieur*) – Adopté (p. 2350).

Art. 18 (*Renvoi à un décret pour déterminer les conditions de recrutement extérieur*) (p. 2350).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2350).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2350).

Art. 19 (*Conseil supérieur des chambres régionales des comptes*) – Adopté (p. 2350).

Art. 20 (*Composition du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes*) – Adopté (p. 2350).

Art. 21 (*Nomination des conseillers et des présidents de section*) – Adopté (p. 2350).

Art. 22 (*Nomination des présidents des chambres régionales des comptes*) (p. 2351).

Adopté : amendement n° 13 de M. Paul Pillet, rapporteur : nomination au grade de président de chambre régionale ; modalités de nominations simultanées à la Cour des comptes ; fixation d'une durée minimale d'exercice des fonctions de président de chambre régionale des comptes (p. 2351).

Devient sans objet : amendement n° 26 de M. Gaston Defferre, ministre : renvoi aux conditions d'âge et de services publics requises pour les candidatures à une nomination au tour extérieur de la Cour des comptes (p. 2351).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2351).

Art. 23 (*Exercice du pouvoir disciplinaire*) (p. 2351).

Adopté : amendement 14 de M. Paul Pillet, rapporteur : affirmation de l'unité du régime disciplinaire des magistrats des chambres régionales des comptes ; suppression du régime spécial des commissaires du Gouvernement (p. 2352).

– L'art. 23 ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

Art. 24 (*Procédure disciplinaire devant le conseil supérieur des chambres régionales des comptes*) – Adopté (p. 2352).

Art. 25 (*Procédure disciplinaire devant le conseil supérieur des chambres régionales des comptes*) (p. 2352).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2352).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

Art. 26 (*Régime disciplinaire des commissaires du Gouvernement*) (p. 2352) *Adopté* : amendement n° 16 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de toute référence au pouvoir disciplinaire du ministre de l'économie et des finances ; suspension des fonctions et de la délégation des commissaires du Gouvernement (p. 2353).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2353).

Art. 27 (*Composition de la commission de discipline*) (p. 2353).

Adopté : amendement n° 17 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la composition de la commission de discipline des commissaires du Gouvernement (p. 2353).

– L'art. 27 est supprimé (p. 2353).

Art. 28 (*Saisine du procureur général près la Cour des comptes en matière disciplinaire*) (p. 2353).

Adopté : amendement n° 18 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'organisation du régime disciplinaire propre aux commissaires du Gouvernement (p. 2353).

– L'art. 28 est supprimé (p. 2353).

Art. 29 (*Procédure disciplinaire en vigueur devant la commission de discipline des commissaires du Gouvernement*) (p. 2353).

Adopté : amendement n° 19 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la procédure applicable devant la commission de discipline (p. 2353).

– L'art. 29 est supprimé (p. 2353).

Art. 30 (*Suspension des magistrats des chambres régionales des comptes*) (p. 2353).

Adopté : amendement n° 20 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression de la référence à la suspension des commissaires du Gouvernement (p. 2353).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2353).

Art. 31 (*Pouvoir de donner des avertissements*) (p. 2353).

Adopté : amendement de coordination n° 21 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 2353).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2353).

Art. 32 (*Application du statut général des fonctionnaires*) – Adopté (p. 2354).

Art. 33 (*Nominations initiales des conseillers des chambres régionales*) (p. 2354).

Adopté : amendement n° 22 de M. Paul Pillet, rapporteur : dérogations transitoires relatives à la nomination des membres du corps des magistrats des chambres régionales des comptes (p. 2354).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2354).

Art. 34 (*Jury chargé d'examiner les titres des candidats*) – Adopté (p. 2354).

Art. 35 (*Composition du jury chargé d'examiner les titres des candidats*) – Adopté (p. 2354).

Art. 36 (*Nominations initiales des présidents des chambres régionales des comptes*) (p. 2354).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Paul Pillet, rapporteur : postes de président des chambres régionales occupés pour les deux tiers par des magistrats issus de la Cour des comptes (p. 2355) – Amendement n° 24 de M. Paul Pillet, rapporteur : nécessité d'un stage pratique de six mois à la Cour des comptes pour les candidats extérieurs (p. 2355).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2355).

Art. 37 (*Composition de la commission chargée d'apprécier les titres des candidats aux fonctions de présidents de chambres régionales*) – Adopté (p. 2355).

Explications de vote : M. Pierre Gamboa (p. 2355), M. Claude Fuzier (p. 2355).

Adoption (27 mai 1982) (p. 2355).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 juin 1982) (p. 3125, 3129).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3125, 3127) *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; Paul Pillet, rapporteur pour le Sénat.*

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : FRANCESCO (Joseph) (p. 3125, 3126) ; PILLET (Paul) (p. 3126, 3127).

MAGISTRATS : PILLET (Paul) (p. 3126).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3127, 3129)

Art. 3, 4, 5, 8, 10, 11, 14, 15, 16, 17 (p. 3127).

Art. 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 (p. 3128).

Art. 25, 30, 33, 34, 35, 36 (p. 3129).

Adoption (24 juin 1982) (p. 3129).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture DG COUR DES COMPTES LOI DE FINANCES, 1, DG ; Economie et finances II services économiques et financiers

CHANGE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG

CHARBON

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

CHARGES LOCATIVES

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG

CHARTE DE DECOLONISATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer

CHARTE DE L'ARTISANAT

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

CHARTE DE LA SANTE

Voir ETABLISSEMENT D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

CHARTE DE L'EMPLOI

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail, emploi

CHARTE EUROPEENNE DE L'ENFANT

Voir AVORTEMENT, 1, DG

CHARTES INTERCOMMUNALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

CHASSE

1. – Proposition de loi tendant à réformer le statut juridique des fédérations départementales des chasseurs, présentée par M. Hubert d'Andigné, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 octobre 1982) [n° 36 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Environnement

CHAUFFEURS ROUTIERS

Voir TRANSPORTS, 1, DG

CHEMINOTS

Voir TRANSPORTS, 1, DG

CHEQUES-VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ;
89, DG

CHEQUES POSTAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

CHERCHEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

CHEVAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 138

CHIMIE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG

CHIRURGIE

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

CHIRURGIENS DENTISTES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SERVICE NATIONAL, 1

CHOMAGE

1. – Proposition de loi, relative à la création d'un Institut national d'observation du chômage, présentée par M. Raymond Soucaret, sénateur (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 503 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2^e lecture, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 92, DG ; 110 ; 131, DG
TRAVAIL, 1, DG

CHOMAGE (indemnisation)

1. – Projet de loi relatif au Fonds de solidarité pour l'emploi, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de la solidarité nationale (1^{er} octobre 1982) [n° 1122] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Nabiez

(7 octobre 1982) [n° 1140] – Urgence – Discussion (11 octobre 1982) – Adoption (11 octobre 1982) [n° 245].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 1982) [n° 31 (82-83)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. André Fosset (12 octobre 1982) [n° 32 (82-83)] – Discussion (19 octobre 1982) (p. 4602, 4618) – Adoption (19 octobre 1982) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 octobre 1982) [n° 1158] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Natiez (21 octobre 1982) [n° 1163] – Discussion (21 octobre 1982) – Adoption (21 octobre 1982) [n° 254].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Fosset (21 octobre 1982) [n° 59 (82-83)] – Discussion (26 octobre 1982) (p. 4776, 4778) – Adoption (26 octobre 1982) [n° 21].

PROMULGATION : loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 (JO Lois et décrets du 5 novembre 1982).

Discussion (première lecture)

(19 octobre 1982) (p. 4602, 4618).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4602, 4610) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales ; André Fosset, rapporteur de la commission des finances ; Robert Schwint, Henri Le Breton, Pierre Gamboa* :

ASSURANCE CHOMAGE : BEREGOVY (Pierre) (p. 4602, 4603, 4608) ; FOSSET (André) (p. 4603, 4604, 4605) ; SCHWINT (Robert) (p. 4605) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4607).

BUDGET : LE BRETON (Henri) (p. 4607) ; BEREGOVY (Pierre) (p. 4608).

CHOMAGE : BEREGOVY (Pierre) (p. 4602, 4603, 4608) ; SCHWINT (Robert) (p. 4605) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4607) ; FOSSET (André) (p. 4609, 4610).

COMMERCE EXTERIEUR : FOSSET (André) (p. 4609).

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPF) : GAMBOA (Pierre) (p. 4607).

CONTRATS DE SOLIDARITE : FOSSET (André) (p. 4604) ; SCHWINT (Robert) (p. 4605).

CONTRIBUTION DE SOLIDARITE (chômage) : BEREGOVY (Pierre) (p. 4602, 4603, 4608) ; FOSSET (André) (p. 4604, 4605) ; SCHWINT (Robert) (p. 4606, 4610) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4608).

DEPUTES : BEREGOVY (Pierre) (p. 4603) ; FOSSET (André) (p. 4605).

EMPLOIS (création d') : FOSSET (André) (p. 4604, 4605) ; SCHWINT (Robert) (p. 4605).

ENTREPRISES (charges des) : FOSSET (André) (p. 4605) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : BEREGOVY (Pierre) (p. 4602, 4603) ; FOSSET (André) (p. 4603, 4604) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4608).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : BEREGOVY (Pierre) (p. 4603) ; FOSSET (Anfré) (p. 4605).

FONDS DE SOLIDARITE POUR L'EMPLOI : FOSSET (André) (p. 4604, 4605) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606).

GOUVERNEMENT : BEREGOVY (Pierre) (p. 4603).

INFLATION : BEREGOVY (Pierre) (p. 4608, 4609) ; FOSSET (André) (p. 4609).

PATRONAT : BEREGOVY (Pierre) (p. 4602, 4603) ; SCHWINT (Robert) (p. 4605) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4607).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : BEREGOVY (Pierre) (p. 4603).

SECURITE SOCIALE (financement) : LE BRETON (Henri) (p. 4607) ; BEREGOVY (Pierre) (p. 4608).

SENATEURS : BEREGOVY (Pierre) (p. 4603) ; FOSSET (André) (p. 4605).

SOLIDARITE : BEREGOVY (Pierre) (p. 4603) ; SCHWINT (Robert) (p. 4606, 4610) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : BEREGOVY (Pierre) (p. 4602) ; FOSSET (André) (p. 4604, 4605) ; SCHWINT (Robert) (p. 4605) ; LE BRETON (Henri) (p. 4606) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4607).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4610, 4618) : *MM. André Fosset, rapporteur ; François Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés ; Henri Caillavet, Pierre-Christian Taittinger, Robert Schwint, Jean Gravier, Charles Bonifay, Paul Guillard, André Méric, Pierre Gamboa*.

TITRE I^{er}

Institution d'une contribution de solidarité

Art. 1^{er} (*Création d'un fonds de solidarité pour l'emploi*) (p. 4610).

Adoptés : amendement n° 2 de M. André Fosset, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à la création d'un fonds de solidarité, établissement public national de caractère administratif ayant mission de contribuer au financement du régime d'assurance chômage mentionné à l'art. L 351-2 du code du travail ; administration de ce fonds par un conseil d'administration (p. 4611) ; sous-amendement n° 16 de M. François Autain, secrétaire d'Etat : fonds de solidarité placé sous la tutelle du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, du ministre de l'économie et des finances, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (p. 4611).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4611).

Art. 2 (*Champ d'application – Assiette et modalités de paiement de la contribution de solidarité*) (p. 4611).

Adopté : amendement n° 3 de M. André Fosset, rapporteur : assiette de la contribution exceptionnelle identique à celle retenue en matière de cotisation au régime de sécurité sociale, dans la limite du plafond mentionné à l'art. L 351-12 du code du travail (p. 4612 ; scrutin public n° 10 ; liste des votants p. 4651, 4652).

Retirés : amendement n° 10 de M. Henri Caillavet : versement d'une contribution exceptionnelle de solidarité jusqu'au 31 décembre 1985 (p. 4611) – Amendement n° 13 de M. Pierre-Christian Taittinger : versement d'une contribution exceptionnelle de solidarité jusqu'au 31 décembre 1983 (p. 4611).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4612).

Art. 3 (*Recouvrement et pénalités*) – Adopté (p. 4613).

Art. 4 (*Etablissement d'un seuil pour la définition des redevables*) – Adopté (p. 4613).

Art. 5 (*Taux de la contribution*) – Adopté (p. 4613).

Art. 6 (*Date d'application*) (p. 4613).

Adopté : amendement n° 4 de M. André Fosset, rapporteur : déductibilité de la contribution, du montant brut des

traitements salaires et autres rémunérations servant de base pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu (p. 4613).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté – (p. 4613).

Art. 6 bis (*Assujettissement des députés au versement de la contribution exceptionnelle*) (p. 4613).

Adoptés : amendement n° 5 de M. André Fosset, rapporteur : acquiescement par les sénateurs en exercice à compter du 1^{er} novembre 1982 de la contribution de solidarité prévue à l'art. 2 de la présente loi selon des modalités déterminées par le bureau du Sénat (p. 4616) ; sous-amendement n° 17 de M. Robert Schwint : versement par les sénateurs en exercice à compter du 1^{er} novembre 1982 d'une contribution de solidarité prévue à l'alinéa précédent (p. 4616) ; sous-amendements de forme n° 18 et 19 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (p. 4616).

Rejeté : amendement n° 1 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : versement d'une contribution de solidarité jusqu'au 31 décembre 1984 par les parlementaires en exercice (p. 4615 ; scrutin public n° 11 liste des votants p. 4652, 4653).

Devient sans objet : amendement n° 12 de M. Henri Caillavet : versement d'une contribution de solidarité jusqu'au 31 décembre 1984 par les députés et sénateurs en exercice ; contribution précomptée et versée respectivement par l'Assemblée nationale et le Sénat au fonds de solidarité (p. 4615).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4616).

Après l'art. 6 bis (p. 4616).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. André Fosset, rapporteur : présentation par le Gouvernement chaque année en annexe au projet de loi de finances d'un rapport sur la gestion du fonds (p. 4616).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4616).

TITRE II

Dispositions particulières à certaines catégories de travailleurs

Art. 7 (*Extension pour certaines catégories d'agents publics de l'indemnisation du chômage*) – Adopté (p. 4616).

Art. 8 (*Ouverture des droits aux allocations de chômage à de nouvelles catégories de salariés du secteur public*) (p. 4616).

Adopté : amendement n° 9 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Jean Gravier : droit aux allocations de chômage pour les salariés non statutaires des chambres de métiers (p. 4617).

– L'art. 8 ainsi modifié, est adopté (p. 4617).

Explications de vote : MM. Pierre Gamboa (p. 4617), Jean Béranger (p. 4617), Jean Chérioux (p. 4617), André Méric (p. 4618), Daniel Hoeffel (p. 4618).

Scrutin public (p. 4618 ; n° 12 ; liste des votants p. 4653, 4654).

Adoption (19 octobre 1982) (p. 4618).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 octobre 1982) (p. 4776, 4778).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4776, 4777) : MM. André Fosset, rapporteur pour le Sénat ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : FOSSET (André) (p. 4776, 4777) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4777).

FONDS DE SOLIDARITE POUR L'EMPLOI : FOSSET (André) (p. 4776).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4777, 4778)

Art. 1^{er}, 2, 6, 6 bis, 6 ter, 8 (p. 4777).

Scrutin public (p. 4778 ; n° 16 ; liste des votants p. 4830).

Adoption (26 octobre 1982) (p. 4778).

Voir aussi **COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG**
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

CHOMEURS (longue durée)

Voir **LOI DE FINANCES, 1**, Affaires sociales I section commune III travail, emploi

CHYPRE

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, n° 36**

CINEMA

Voir **AUDIOVISUEL, 1, DG** ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Communication audiovisuelle

CIRCULAIRES MINISTERIELLES

Voir **QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG**
RAPPELS AU REGLEMENT, 2

CIRCULATION ROUTIERE

Voir **BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1**

CIRQUE

Voir **LOI DE FINANCES, 1**, Culture

CITROEN (société)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, DG** ; Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

CLINIQUES PRIVEES

Voir **LOI DE FINANCES, 1**, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

CODE CIVIL

Voir **BAUX, 1**
COMMERCE ET ARTISANAT, 1

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Voir **JUSTICE, 1, DG**

CODE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir **FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e lecture, DG**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG ; 2^e lecture, DG

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Voir AVORTEMENT, 1
 ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
 SOINS ET DE CURE, 1
 PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Voir AVORTEMENT, 1
 SECURITE SOCIALE, 2

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Voir TRANSPORTS, 1, DG
 TRANSPORTS AERIENS, 1

CODE DE L'URBANISME

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

CODE DE PROCEDURE PENALE

Voir JUSTICE, 1
 LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
 d'outre-mer

CODE DES CAISSES D'EPARGNE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG

CODE DES COMMUNES

Voir COMMUNES, 3
 LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
 d'outre-mer
 TRANSPORTS URBAINS, 1

CODE DES DEBITS DE BOISSONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES

Voir AFRIQUE DU NORD, 1
 ARMEE, 1, 2

CODE DES PENSIONS DE RETRAITE DES MARINS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 65

CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

Voir ANCIENS COMBATTANTS, 1 à 5

CODE DES PTT

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

CODE DU SERVICE NATIONAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
 (budget annexe)
 SERVICE NATIONAL, 1

CODE DU TRAVAIL

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1
 COMMERCE ET ARTISANAT, 1
 CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1
 TRANSPORTS URBAINS, 1
 TRAVAIL, 1
 TRAVAIL, 2
 TRAVAIL, 4

CODE ELECTORAL

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1
 ELECTIONS, 6
 ELECTIONS, 7

CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux

CODE GENERAL DES IMPOTS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2
 LOI DE FINANCES, 1, art. 16

CODE PENAL

Voir BAUX, 1
 LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
 d'outre-mer ; Justice
 MOEURS, 1
 TRAVAIL, 2

COGNAC

Voir AGRICULTURE, 2, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

COLLECTIVITES LOCALES

1. - **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (16 juillet 1981) [n° 105] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles (16 juillet 1981), à la commission des finances (16 juillet 1981), à la commission de la production (17 juillet 1981) - Rapport (titres I et II) de M. Alain Richard (24 juillet 1981) [n° 237] - Rapport supplémentaire (titres III et IV) de M. Alain Richard (8 septembre 1981) [n° 312] - Discussion (27, 28, 31 juillet, 1^{er} et 2 août, 8, 9, 10, 11 septembre 1981) - Adoption (11 septembre 1981) [n° 25].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 septembre 1981) [n° 371 (80-81)] - Renvoi à la commission des lois Pour avis à la commission des affaires économiques (17 septembre 1981), à la commission des finances (22 septembre 1981), à la commission des affaires culturelles (30 septembre 1981), à la commission des affaires sociales (29 octobre 1981).

Rapport de M. Michel Giraud (22 octobre 1981) [n° 33 (81-82)] - Avis de M. Joseph Raybaud, au nom de la commission des finances (22 octobre 1981) [n° 34 (81-82)], de M. Auguste Chupin, au nom de la commission des affaires économiques (22 octobre 1981) [n° 35 (81-82)], de M. Jean Madelain, au nom de la commission des affaires sociales (5 novembre 1981) [n° 49 (81-82)].

Discussion (28 octobre 1981) (p. 2224, 2257) ; (9 octobre 1981) (p. 2264, 2287, 2289, 2317) ; (30 octobre 1981) (p. 2347, 2357) ; (3 novembre 1981) (p. 2374, 2392) ; (4

novembre 1981) (p. 2407, 2424); (5 novembre 1981) (p. 2450, 2493); (6 novembre 1981) (p. 2527, 2536); (10 novembre 1981) (p. 2553, 2566); (12 novembre 1981) (p. 2575, 2620); (13 novembre 1981) (p. 2645, 2670); (16 novembre 1981) (p. 2687, 2720); (17 novembre 1981) (p. 2728, 2771); (18 novembre 1981) (p. 2784, 2826); (19 novembre 1981) (p. 2839, 2894).

Adoption (19 novembre 1981) [n° 12].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des régions et des territoires d'outre-mer ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 novembre 1981) [n° 563] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (4 décembre 1981) [n° 595] – Discussion (14, 15, 18, 19 et 20 décembre 1981) – Adoption (20 décembre 1981) [n° 92].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1981) [n° 150 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Giraud rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 177 (81-82)] – Discussion (12 janvier 1982) (p. 68, 83); (13 janvier 1982) (p. 121, 159); (14 janvier 1982) (p. 169, 235) – Adoption (14 janvier 1982) [n° 37].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 janvier 1982) [n° 693] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Alain Richard (19 janvier 1982) [n° 695].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Michel Giraud (20 janvier 1982) [n° 183 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 janvier 1982) [n° 693] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (21 janvier 1982) [n° 697] – Discussion (22 janvier 1982) – Adoption (22 janvier 1982) [n° 105].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (26 janvier 1982) [n° 189 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Giraud (26 janvier 1982) [n° 191 (81-82)] – Discussion (26 janvier 1982) (p. 354, 381) – Adoption (26 janvier 1982) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (27 janvier 1982) [n° 703] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (28 janvier 1982) [n° 706] – Discussion (28 janvier 1982) – Adoption définitive (28 janvier 1982) [n° 110].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant la loi partiellement non conforme à la constitution – 25 février 1982 (J.O. Lois et décrets du 3 mars 1982).

PROMULGATION: Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 (J.O. Lois et décrets du 3 mars 1982) – Rectificatif (J.O. du 6 mars 1982).

Discussion (deuxième lecture)

(12 janvier 1982) (p. 68, 83).

(13 janvier 1982) (p. 121, 159).

(14 janvier 1982) (p. 169, 235).

I. DISCUSSION GENERALE (12 janvier 1982) (p. 68, 83); (13 janvier 1982) (p. 121, 123): *MM. Michel Giraud, rapporteur de la commission des lois; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois; Jacques Descours-Desacres, vice président de la commission des finances; Etienne Dailly, Guy de la Verpillière, Raymond Dumont, Pierre Salvi, Louis Virapoullé, Pierre Schiélé, René Regnault, Lucien Delmas, Paul Girod, Marcel Gargar, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

AGENCES TECHNIQUES DEPARTEMENTALES : LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 73); SALVI (Pierre) (p. 74).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : GIRAUD (Michel) (p. 70); SALVI (Pierre) (p. 74); REGNAULT (René) (p. 79).

CODE DES CAISSES D'EPARGNE : GIRAUD (Michel) (p. 70).

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX : GIROD (Paul) (p. 82).

COMMUNES (petites) : DELMAS (Lucien) (p. 81); DEF-FERRE (Gaston) (p. 122).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : SCHIELE (Pierre) (p. 76).

CONSTITUTION (art. 24) : SALVI (Pierre) (p. 75); SCHIELE (Pierre) (p. 77).

CONSTITUTION (art. 37) : SCHIELE (Pierre) (p. 78).

CONSTITUTION (art. 72) : SCHIELE (Pierre) (p. 76).

COOPERATION INTERCOMMUNALE : REGNAULT (René) (p. 79).

CORSE : GIRAUD (Michel) (p. 70).

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FINANCIERE : GIRAUD (Michel) (p. 70); SALVI (Pierre) (p. 74); REGNAULT (René) (p. 79).

DECENTRALISATION : GIRAUD (Michel) (p. 68); LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 72); DUMONT (Raymond) (p. 73); SALVI (Pierre) (p. 75); SCHIELE (Pierre) (p. 77, 78); GIROD (Paul) (p. 81); GARGAR (Marcel) (p. 82); LABARRERE (André) (p. 82); DEFFERRE (Gaston) (p. 121, 122).

DEPARTEMENTS : GIRAUD (Michel) (p. 68, 69).

DEPARTEMENTALISATION : LABARRERE (André) (p. 82).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER : VIRAPOULLE (Louis) (p. 75); GARGAR (Marcel) (p. 82); DEFFERRE (Gaston) (p. 122).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : GIRAUD (Michel) (p. 69, 70); REGNAULT (René) (p. 80).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : DELMAS (Lucien) (p. 81).

ELECTIONS CANTONNALES : VIRAPOULLE (Louis) (p. 75).

ELUS LOCAUX : GIRAUD (Michel) (p. 69, 70); DUMONT (Raymond) (p. 73); SCHIELE (Pierre) (p. 78).

ELUS LOCAUX (statut des) : REGNAULT (René) (p. 79).

ENTREPRISES (aide aux) : DEFFERRE (Gaston) (p. 122).

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX : LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 73).

FINANCES LOCALES : GIROD (Paul) (p. 81).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : GIRAUD (Michel) (p. 69); SALVI (Pierre) (p. 74); REGNAULT (René) (p. 80); DEFFERRE (Gaston) (p. 122).

IMPOTS LOCAUX : LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 73) ; GIROD (Paul) (p. 81) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 121).

IMPOTS LOCAUX (simulation) : DEFFERRE (Gaston) (p. 121).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : DUMONT (Raymond) (p. 73) ; REGNAULT (René) (p. 79).

REGIONS : GIRAUD (Michel) (p. 68, 69, 70) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 73) ; DUMONT (Raymond) (p. 73) ; SALVI (Pierre) (p. 75) ; SCHIELE (Pierre) (p. 76) ; REGNAULT (René) (p. 79) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 121).

SENAT : SALVI (Pierre) (p. 75) ; SCHIELE (Pierre) (p. 77, 78,) DELMAS (Lucien) (p. 80).

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX : REGNAULT (René) (p. 79).

TAXE D'HABITATION : LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 73) ; GIROD (Paul) (p. 81) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 121).

TAXE PROFESSIONNELLE : GIROD (Paul) (p. 81) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 121) TUTELLE ADMINISTRATIVE : GIRAUD (Michel) (p. 70) ; REGNAULT (René) (p. 78) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 121).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (13 janvier 1982) (p. 123, 159) ; (14 janvier 1982) (p. 169, 235) : MM. Michel Giraud, rapporteur ; Pierre Schiélé, Daniel Millaud, Gaston Defferre, ministre ; André Méric, Marcel Gargar, Roger Lise, Georges Dagonia, Edmond Valcin, Louis Virapoullé, Paul Pillet, Guy Petit, Jacques Descours Desacres, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Ruidloff, Jean-Pierre Fourcade, Guy de la Verpillière, Josy Moynet, René Regnault, André Bohl - Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense ; Remi Herment, Raymond Dumont, Robert Laucournet, Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique ; François Collet, Mme Hélène Luc, MM. René Touzet, Edgar Faure, Paul Jargot, Etienne Dailly.

Art. 1^{er} (p. 123).

Adoptés : amendement n° I-45 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud, soutenu par de dernier : libre administration des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer par des conseils élus (p. 125) - Amendement rédactionnel n° I-58 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 125) - Amendement n° I-1 de M. Michel Girod, rapporteur : application du régime de droit commun dans les départements d'outre-mer (p. 128).

Rejetés : amendement n° I-48 de M. Pierre Schiélé : non intégration des régions aux collectivités territoriales (p. 125) - Amendement n° I-50 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé : entrée en vigueur de la loi après promulgation des dispositions concernant les compétences et les ressources des collectivités territoriales et le statut des personnels des administrations locales (p. 126).

Retiré : I-49 de M. Pierre Schiélé : consultation préalable des conseils municipaux, généraux et régionaux pour l'élaboration des lois relatives à la répartition des compétences et des ressources publiques (p. 126).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 128).

Art. 2 (p. 128).

Adoptés : amendement n° I-59 de M. Gaston Defferre, ministre : liaison du caractère exécutoire des actes des communes à leur transmission au représentant de l'Etat (p. 128) - Amendement de forme I-60 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 129).

Retiré : amendement n° I-53 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Paul Pillet : subordination du caractère exécutoire des actes des autorités communales à la notification au représentant de l'Etat (p. 129).

L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 129).

Art. 3 (p. 129).

Adoptés : amendement n° I-2 de M. Michel Giraud, rapporteur : transmission des délibérations, arrêtés, actes et conventions des autorités communales au représentant de l'Etat (p. 129) - Amendement n° I-3 de M. Michel Giraud, rapporteur : pouvoirs du représentant du Gouvernement dans le département et contrôle *a posteriori* (p. 130) - Amendement n° I-65 de M. Gaston Defferre, ministre : urgence et réduction du délai de recevabilité du recours du représentant de l'Etat dans le département par le tribunal administratif (p. 130) - Amendement n° I-4 de M. Michel Giraud, rapporteur : amendement du maire à sa demande par le représentant de l'Etat de l'absence de recours (p. 130) - Amendement n° I-63 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression des dispositions de cet article sur le dessaisissement du tribunal administratif en faveur du Conseil d'Etat (p. 130) - Amendement n° I-67 de M. Gaston Defferre, ministre : procédure d'urgence en cas de motif sérieux et annulation de la délibération de l'arrêté ; possibilité d'appel de l'ordonnance du président du tribunal administratif et décision du président de la section du contentieux du Conseil d'Etat dans un délai de 48 heures (p. 132).

- L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 132).

Art. 3 bis (p. 132 - supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° I-7 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement de l'article : possibilité de recours accéléré du citoyen auprès du représentant de l'Etat (p. 133).

- L'art. 3 bis, ainsi rédigé, est rétabli (p. 133).

Art. 4 (p. 133).

Adoptés : amendement n° I-8 de M. Michel Giraud, rapporteur : intervention de la commune en matière économique et sociale par des aides indirectes au bénéfice des personnes physiques et morales de droit privé (p. 139) ; sous-amendement n° I-68 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de la référence au plan intérimaire (p. 138) - Amendement n° I-9 de M. Michel Giraud, rapporteur : domaines d'attribution des aides indirectes pour les communes ou leurs groupements (p. 141) - Amendement n° I-10 de M. Michel Giraud, rapporteur : cas des communes rurales et aide directe sous forme de subventions en cas de défaillance de l'initiative privée (p. 141) - Amendement n° I-66 de M. Michel Giraud, rapporteur : taux maximum de la charge annuelle des interventions de la commune ; suppression des dispositions de cet article sur les garanties d'emprunt et la détermination du régime juridique des sociétés d'économie mixte (p. 141).

Rejeté : amendement n° I-69 de M. Gaston Defferre, ministre : domaines et modalités d'intervention des communes actions directes ou indirectes (p. 141 ; scrutin public n° 64, liste des votants, p. 163, 164) - Sous-amendement n° I-85 de M. Michel Giraud, ministre, à l'amendement n° I-8 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet amendement sur l'apport d'aides indirectes par la commune aux personnes physiques et morales de droit privé ; opposition du Gouvernement à la limitation aux aides indirectes des possibilités d'interventions économiques des communes (p. 139 ; scrutin public n° 63, liste des votants p. 163).

Retiré : amendement n° I-11 de M. Michel Giraud, rapporteur : taux maximum de la charge annuelle des interventions de la commune et garanties d'emprunt (p. 141).

Devenus sans objet : amendement n° I-40 de M. Guy de la Verpillière : intervention économique des communes en cas de création d'entreprises (p. 141) - Amendement n° I-41 de M. Guy de la Verpillière : aide aux entreprises en difficultés et conventions entre l'Etat, les communes et les établissements bancaires ou financiers (p. 141).

- L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 141).

Après l'art. 4 (p. 142).

Adopté : amendement n° I-70 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre, retiré par celui-ci et repris par M. Michel Giraud, rapporteur : garantie d'emprunt de la commune et régime juridique des sociétés d'économie mixte (p. 143).

Rejeté : amendement n° I-43 (art. additionnel) de M. René Regnault : création, par le syndicat de communes ou les groupements de communes, d'un service d'assistance juridique, technique et financière (p. 142).

Retiré : amendement n° I-70 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : garantie d'emprunt de la commune et régime juridique des sociétés d'économie mixte (p. 142).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 143).

Art. 5 A (p. 143).

Adoptés : amendement n° I-13 de M. Michel Giraud, rapporteur : établissement du budget en cas de création de nouvelles communes (p. 144) – Amendement n° I-86 de M. Gaston Defferre, ministre : intervention du représentant de l'Etat dans le département lorsque la commune n'adopte pas pour la seconde année consécutive son budget avant le 31 mars de l'exercice en cours (p. 145) – Amendement n° I-87 de M. Gaston Defferre, ministre : saisine de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat dans le département et avis communiqué au conseil municipal (p. 146) – Amendement n° I-88 de M. Michel Giraud, rapporteur : non intervention du représentant de l'Etat quand le défaut d'adoption du budget résulte de l'absence de communication avant le 15 mars d'informations au conseil municipal (p. 146).

Retiré : amendement n° I-12 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur les modalités du contrôle *a posteriori* sur le budget voté (p. 145 ; précédemment réservé p. 144).

– L'art. 5A, ainsi modifié, est adopté (p. 146 ; précédemment réservé p. 144).

Art. 5 (p. 144).

Adopté : amendement n° I-14 de M. Michel Giraud, rapporteur : précision des conditions de l'équilibre réel du budget de la commune et suppression de la procédure de rétablissement de l'équilibre d'un budget en déficit.

(p. 145).

Devient sans objet : amendement de coordination n° I-71 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 145).

– L'art. 5 ainsi modifié, est adopté (p. 145).

Art. 6 (p. 146).

Adoptés : amendement n° I-15 de M. Michel Giraud, rapporteur : déficit du budget de saisine de la chambre régionale des comptes ; proposition de mesures à la commune dans un délai d'un mois après notification (p. 147) – Amendement de coordination n° I-75 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 147) – Amendement n° I-16 de M. Michel Giraud, rapporteur : saisine par le représentant de l'Etat de la chambre régionale des comptes et proposition de mesures par cette chambre dans un délai d'un mois à compter de la saisine (p. 148) – Amendement n° I-17 de M. Michel Giraud, rapporteur : contrôle du budget exécuté en cas de non inscription au budget communal, ou pour une somme insuffisante, d'une dépense obligatoire (p. 149).

Deviennent sans objet : amendement n° I-73 de M. Gaston Defferre, ministre : saisine de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat (p. 148) – Amendement de coordination n° I-72 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 148).

– L'art. 6, ainsi modifiée, est adopté (p. 149).

Art. 7 – Adopté (p. 149).

Art. 8 (p. 149).

Adopté : amendement n° I-20 de M. Michel Giraud, rapporteur : définition des dépenses obligatoires et réduction de la liste des dépenses obligatoires (p. 150).

Retiré : amendement n° I-76 de M. Gaston Defferre, ministre : définition des dépenses obligatoires et réduction de la liste des dépenses obligatoires (p. 149).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 150).

Après l'art. 8 (p. 150).

Adopté : amendement n° I-78 de M. Gaston Defferre, ministre : saisine de la chambre régionale des comptes et possibilité pour le maire ou son représentant de présenter oralement ses observations (p. 150).

Rejeté : amendement n° I-77 de M. Gaston Defferre, ministre : mandatement d'office pour une dépense obligatoire (p. 150).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 150).

Art. 9 – Adopté (p. 150).

Art. 10 (p. 150).

Adoptés : amendement n° I-21 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions de réquisition du comptable et responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition (p. 152) ; sous-amendement n° I-80 de M. Gaston Defferre, ministre : contrôle de conformité des actes du comptable aux règles de la comptabilité publique (p. 152).

Retiré : sous-amendement n° I-84 de M. Gaston Defferre, ministre : notification de l'ordre de réquisition à la chambre régionale des comptes et responsabilité de l'ordonnateur ; fixation par décret de la liste des pièces justificatives que le comptable peut exiger avant de procéder au paiement (p. 152).

– L'art. 10 ainsi modifié, est adopté (p. 152).

Art. 11 (p. 152).

Adopté : amendement n° I-22 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la cour de discipline budgétaire ; dispositions de coopération au plan des établissements publics et des agglomérations nouvelles (p. 153).

Devient sans objet : amendement n° I-44 de M. Louis Longequeue, soutenu par M. René Regnault : responsabilité des conseillers municipaux délégués devant la cour de discipline budgétaire (p. 153).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 153).

Art. 12 (p. 153).

Adopté : amendement de coordination n° I-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 154).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 154).

Art. 13 bis (p. 154).

Adopté : amendement n° I-24 de M. Michel Giraud, rapporteur : dispositions relatives à la Moselle, au Bas-Rhin et au Haut-Rhin (p. 154).

– L'art. 13 bis, ainsi modifié est adopté (p. 154).

Art. 13 ter (p. 154).

Adopté : amendement n° I-25 de M. Michel Giraud, rapporteur : applicabilité des dispositions du présent titre aux communes des départements d'outre-mer et détermination de la chambre régionale des comptes compétente (p. 154).

– L'art. 13 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 154).

Art. 13 quater (p. 154).

Adopté : amendement n° I-26 de M. Michel Giraud, rapporteur : applicabilité des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte et détermination de la chambre régionale des comptes compétente (p. 155).

– L'art. 13 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 155).

Après l'art. 13 quater (p. 155).

Adoptés : amendement n° I-27 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : extension des dispositions du présent titre aux communes des territoires d'outre-mer dans le délai d'un an ; prise en compte par la loi de la spécificité de ces territoires ; consultation des assemblées territoriales intéressées (p. 155) ; sous-amendement n° I-55 de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier : extension des dispositions du code des communes aux territoires d'outre-mer et suppression du délai d'un an (p. 155).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 155).

Art. 14 B (p. 155 – supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendement n° I-28 de M. Michel Giraud, rapporteur : liberté de choix des adjoints de la commune et suppression de la notion d'adjoint réglementaire et adjoint supplémentaire (p. 159 ; précédemment réservé p. 156) ; sous-amendement n° I-82 de M. Gaston Defferre, ministre : fixation du nombre maximum d'adjoints selon le nombre d'habitants de la commune (p. 159 ; précédemment réservé p. 156).

– L'art. 14 B, ainsi rédigé, est rétabli (p. 159).

Art. 14 (p. 156).

Adoptés : amendement n° I-29 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur les vœux politiques ; rémunération des ingénieurs et rétablissement du tableau des adjoints (p. 157) – Amendement n° I-32 de M. Michel Giraud, rapporteur : définition des vœux politiques (p. 157) – Amendements de coordination n° I-33, I-34 et I-37 de M. Michel Giraud, rapporteur sur l'applicabilité des dispositions de cette loi aux départements et territoires d'outre-mer (p. 158) – Amendement n° I-35 de M. Michel Giraud, rapporteur : obligation pour les comptables des communes de produire leurs comptes devant la chambre régionale des comptes (p. 158) – Amendement n° I-36 de M. Michel Giraud, rapporteur : condamnation des comptables à l'amende pour retard dans la production de leurs comptes et dans les réponses aux injonctions formulées par la chambre régionale des comptes (p. 158) – Amendement n° I-38 de M. Michel Giraud, rapporteur : décision des collectivités locales pour les dons et legs (p. 158) – Amendement de coordination n° I-79 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 159).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 159).

Art. 15 – Adopté (p. 159).

Intitulé de chapitre (p. 169).

Adopté : amendement n° II-1 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression de l'intitulé relatif aux institutions départementales (p. 169).

– L'intitulé du chapitre premier est supprimé (p. 169).

Art. 16 (p. 169).

Adopté : amendement n° 2 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatif à la possibilité d'une coopération entre le département et les communes (p. 170).

Rejeté : amendement n° I-61 de M. Rémi Herment : respect des compétences et attributions des collectivités territoriales ou personnes morales de droit public agissant dans le cadre départemental (p. 170).

– L'art. 16, ainsi modifié est adopté (p. 170).

Intitulé de chapitre (p. 170) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Rejeté : amendement n° II-3 de M. Michel Giraud rapporteur : intitulé « chapitre 1 – Transfert du pouvoir exécutif au président du conseil général » (p. 170).

– L'intitulé de chapitre demeure supprimé (p. 170).

Art. 17 (p. 170).

Adoptés : amendement n° II-4 de M. Michel Giraud, rapporteur : élection par le conseil général de son président et d'un ou plusieurs vice-présidents au scrutin uninominal (p. 170) – Sous-amendement n° II-72 de M. Georges Lemoine à l'amendement n° II-4 de M. Michel Giraud : élection du bureau du conseil général au scrutin uninominal (p. 171).

Retiré : sous-amendement n° II-68 de M. Jean Francou soutenu par M. Marcel Rudloff à l'amendement n° II. 4 de M. Michel Giraud, rapporteur : élection du bureau du conseil général à la représentation proportionnelle au plus fort reste (p. 171).

– L'art. 17, ainsi modifié est adopté (p. 171).

Art. 18 (p. 171).

Adoptés : amendements n° II-5 de M. Michel Giraud rapporteur : président et d'exécution des recettes (p. 171) – Sous-amendement n° II-70 de M. Georges Lemoine à l'amendement n° II-5 de M. Michel Giraud, rapporteur : prise en compte des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales locales (p. 171) – Sous-amendement n° II-71 de M. Georges Lemoine, à l'amendement n° II-70 de M. Michel Giraud, rapporteur : pouvoir de délégation (p. 171) – Amendement n° II-6 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatif à la convention passée avec l'Etat sur les transferts des services aux départements (p. 171) – Amendement n° II-74 de M. Georges Lemoine secrétaire d'Etat : principe et modalités d'application du pouvoir de police du président du conseil général (p. 172).

Retiré : amendement n° II-63 de M. Louis Virapoullé soutenu par M. Marcel Rudloff : lien entre création d'un nouveau service départemental et la définition législative d'une nouvelle compétence (p. 174).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 174).

Avant l'art. 18 bis (p. 174).

Adoptés : amendement n° II-73 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : autorité du président du conseil général sur les services ou parties de services nécessaires à l'exercice des compétences départementales ; convention entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général sur le modèle d'une convention type approuvée par le Conseil d'Etat (p. 175) – Son sous-amendement n° II-97 de M. Michel Giraud, rapporteur : période transitoire et conclusion d'une convention entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général (p. 175).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 175).

Art. 18 bis (p. 176).

Adopté : amendement n° II-75 de M. Georges Lemoine secrétaire d'Etat : exercice des compétences du président du conseil général et conditions de mise à disposition des services extérieurs de l'Etat ; (p. 177).

Retiré : amendement n° II-55 de M. René Regnault, soutenu par M. Robert Laucournet : président du conseil général et mise à dispositions des services extérieurs de l'Etat (p. 176).

– L'art. 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 177).

Art. 18 ter (p. 177).

Adopté : amendement n° II-76 de M. Georges Lemoine : autorité du président du conseil général sur les agents de l'Etat effectuant des tâches départementales et du représentant de l'Etat sur les agents du département effectuant des tâches étatiques (p. 178).

– L'art. 18 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 178).

Avant l'art. 18 quater (p. 178).

Adopté : amendement n° II-11 (art. additionnel) de M. Michel Giraud rapporteur : élaboration d'un statut du personnel

départemental et attribution de la qualité de fonctionnaire (p. 179 ; scrutin public n° 65 ; liste des votants p. 241).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 179).

Art. 18 quater – Adopté (p. 179).

Art. 18 quinquies (p. 179).

Adopté : amendement n° II-13 de M. Michel Giraud, rapporteur : modification des règles de calcul du montant des crédits inscrits au budget de l'Etat et à la section de fonctionnement du budget départemental ; prise en compte de la moyenne des dépenses engagées sur les trois dernières années à l'exclusion de toute dépense exceptionnelle (p. 181).

Retiré : amendement n° II-12 de M. Michel Giraud, rapporteur : limitation, à l'année 1982 de la prise en charge par les départements des dépenses supportées normalement par l'Etat (p. 179).

– L'art. 18 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 181).

Art. 18 sexies (p. 181).

Adopté : amendement n° II-14 de M. Michel Giraud, rapporteur : administration départementale et compétence exclusive du président du conseil général (p. 181).

– L'art. 18 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 181).

Art. 18 septies (p. 181).

Adopté : amendement n° II-15 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression de cet article concernant la création d'une agence technique départementale (p. 182).

Retiré : amendement n° II-56 de M. René Regnault soutenu par M. Robert Lancournet : collectivités locales et possibilité de création d'une agence technique départementale (p. 181).

– L'art. 18 septies, est supprimé (p. 182).

Art. 20 (p. 182).

Retiré : amendement n° II-16 de M. Michel Giraud, rapporteur : démission du président du conseil général et remplacement par les vice-présidents dans l'ordre des nominations et à défaut par un conseiller général élu par ses pairs (p. 182).

– L'art. 20 est adopté (p. 182).

Art. 21 (p. 182).

Adoptés : amendement n° II-17 de M. Michel Giraud, rapporteur : nomination par décret d'un représentant unique de l'Etat dans le département (p. 183) – Amendement n° II-65 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Schiélé : commissaire de la République et représentant du Gouvernement dans le département (p. 183) – Amendement n° II-66 de M. Jean Francou, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression des dispositions de cet article définissant le rôle du représentant de l'Etat dans le département (p. 183) – Amendement rédactionnel II-79 de M. Georges Lemoine (p. 183) – Amendement n° II-78 de M. Georges Lemoine : exercice par le représentant de l'Etat des attributions de police du président du conseil général (p. 183).

– L'art. 21, ainsi modifié est adopté (p. 183).

Art. 22 (p. 184).

Rejeté : amendement n° II-19 de M. Michel Giraud, rapporteur : réunion de droit trimestrielle du conseil général ; convocation du conseil à la demande de la moitié au moins de ses membres ; convocation par décret pour circonstances exceptionnelles (p. 184).

– L'art. 22 est adopté (p. 184).

Art. 22 bis (p. 184).

Adopté : amendement n° II-20 de M. Michel Giraud, rapporteur : audition du représentant de l'Etat par le conseil général à la demande du premier ministre (p. 184).

– L'art. 22 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 184).

Art. 23 (p. 185).

Adopté : amendement n° II-21 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression de cet article pour harmonisation avec l'art. 22 (p. 185).

– L'art. 23 est supprimé (p. 185).

Art. 24 bis (p. 185) (Supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendement n° II-22 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la délégation donnée au bureau par le conseil général (p. 185) – sous-amendement n° II-83 de M. Gaston Defferre : absence de pouvoir de délégation en matière budgétaire (p. 185).

– L'art. 24 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 185).

Art. 25 (p. 185).

Rejeté : amendement n° II-23 de M. Michel Giraud, rapporteur : conformité à la loi du règlement intérieur du conseil général reconnue par le tribunal administratif compétent (p. 185).

– L'art. 25 est adopté (p. 185).

Art. 26 Adopté (p. 185).

Art. 27 (p. 185).

Adopté : amendement n° II-60 de M. Paul Girod, soutenu par M. René Touzet : conditions d'organisation du scrutin public et secret au conseil général (p. 186).

– L'art. 27, ainsi modifié est adopté (p. 186).

Art. 28 (p. 186).

Adoptés : amendement n° II-24 de M. Michel Giraud, rapporteur : délai d'examen des rapports sur les affaires inscrites à l'ordre du jour porté à quinze jours (p. 186) – Amendement n° II-25 de M. Michel Giraud, rapporteur : rapport annuel écrit sur la situation du département et de ses services (p. 186) – Amendement n° II-26 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au débat sur le rapport concernant l'état du département (p. 186) – Amendement n° II-27 de M. Michel Giraud, rapporteur : rapport écrit du représentant de l'Etat sur son activité dans le département ; débat joint à celui sur le rapport présenté par le président du conseil général (p. 186).

– L'art. 28, ainsi modifié est adopté (p. 186).

Art. 29 Adopté (p. 186).

Art. 30 (p. 187).

Adopté : amendement n° II-28 de M. Michel Giraud, rapporteur : délégation du droit de vote exclusivement pour maladie, accident, évènement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des Communautés européennes ou d'un conseil régional ; impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat (p. 187).

– L'art. 30, ainsi modifié est adopté (p. 187).

Art. 31 (p. 187).

Adopté : amendement n° II-84 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression des contrôles *a priori* sur les actes des autorités départementales : rapport gouvernemental annuel au Parlement sur le contrôle *a posteriori* exercé à l'égard de ces actes (p. 188).

Retiré : amendement n° II-29 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des contrôles *a priori* sur les actes des autorités départementales ; rapport gouvernemental annuel au Parlement sur le contrôle *a posteriori* exercé à l'égard de ces actes (p. 188).

– L'art. 31, ainsi modifié est adopté (p. 188).

Art. 32 – précédemment réservé (p. 188).

Adopté : amendement n° II-30, précédemment réservé (p. 188) de M. Michel Giraud, rapporteur : notification et contrôle de légalité des actes des autorités départementales par le représentant de l'Etat ; rapport annuel au Parlement sur ce contrôle *a posteriori* (p. 197).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 197).

Art. 34 (p. 188).

Adopté : amendement n° II-31 de M. Michel Giraud, rapporteur : principe et modalités d'application des aides indirectes du département aux personnes physiques et morales de droit privé ; interdiction d'une participation au capital d'une société commerciale ou d'un organisme à but lucratif ; aide directe pour le maintien des services en milieu rural (p. 190).

Rejeté : amendement n° II-90 de M. Gaston Defferre, ministre : aides directes ou indirectes du département pour favoriser le développement économique, assurer le maintien des services en milieu rural ou dans les communes touristiques thermales et aider les entreprises en difficulté ; interdiction de participations dans le capital d'une société commerciale ou de tout autre organisme à but lucratif (p. 190).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 190).

Après l'art. 34 (p. 190).

Adopté : amendement n° II-92 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : garantie départementale à un emprunt ou à un cautionnement en proportion du montant des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget (p. 190).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 190).

Art. 35 (p. 190).

Adopté : amendement n° II-35 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'organisation d'un débat sur les orientations budgétaires, précédant l'examen du budget (p. 190).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 190).

Art. 36 (p. 190).

Adopté : amendement de coordination n° II-93 de M. Gaston Defferre, ministre, (p. 190).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 190).

Art. 37 (p. 191).

Adopté : amendement n° II-36 de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère obligatoire des seules dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes certaines, liquides, exigibles et prévues par la loi (p. 191) – Amendement n° II-94 de M. Gaston Defferre, ministre : principe de la réduction du nombre des dépenses obligatoires pour les départements (p. 191).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 191).

Après l'art. 37 (p. 191).

Rejeté : amendement n° II-95 de M. Gaston Defferre : principe et modalités d'application du mandatement d'office, par le représentant de l'Etat, d'une dépense obligatoire (p. 191).

Art. 38 – Adopté (p. 192).

Art. 39 (p. 192).

Adopté : amendement n° II-37 de M. Michel Giraud, rapporteur : application au comptable et à l'ordonnateur du département des règles applicables à ceux des communes (p. 192).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 192).

Art. 40 (p. 192).

Adopté : amendement II-38 de M. Michel Giraud, rapporteur : application aux établissements publics départementaux, inter-

départementaux et communs aux communes et aux départements, des règles de compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière (p. 192).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 192).

Art. 42 (p. 192).

Adoptés : amendement de coordination n° II-39 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 193) – Amendement n° II-40 de M. Michel Giraud, rapporteur : règles de compétence des établissements et services publics sanitaires et sociaux et application, pour 1982, des règles antérieures (p. 193) – Amendement n° II-41 de M. Michel Giraud, rapporteur : contribution de l'Etat aux dépenses d'action sanitaire et sociale et fixation à deux mois du délai d'acceptation de ses dépenses (p. 193).

Retiré : amendement n° II-67 de M. Jean Francou, soutenu par M. Paul Pillet : suppression de cet article relatif aux établissements et services publics sanitaires et sociaux, aux dépenses d'action sociale et sanitaire et au service départemental d'incendie et de secours (p. 193).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 193).

Après l'art. 42 (p. 193).

Adoptés : amendement n° II-42 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : droits et libertés départementales et application aux départements d'outre-mer (p. 193) – Amendement n° II-43 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : droit et libertés départementales et application à Mayotte (p. 194).

Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 193 et 194).

Art. 44 A (p. 194) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° II-44 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : participation des présidents de conseils généraux aux commissions traitant des questions transfrontalières (p. 194).

– L'art. 44 A est rétabli, ainsi rédigé (p. 194).

Art. 44 (p. 194).

Adoptés : amendement n° II-45 de M. Michel Giraud, rapporteur : maintien des dispositions concernant les vœux politiques et l'information directe des chefs de service (p. 195) – Amendement n° II-82 de M. Gaston Defferre, ministre : création d'ententes interdépartementales et suppression de l'avis du préfet (p. 195) – Amendement n° II-46 de M. Michel Giraud, rapporteur : vœux politiques et respect des dispositions constitutionnelles (p. 195) – Amendement n° II-47 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de l'obligation faite au département d'entretenir l'hôtel de préfecture, (p. 195) ; sous-amendement n° II-81 de M. Gaston Defferre, ministre : application de cette disposition après le vote de la loi sur la répartition des ressources (p. 195) – Amendement n° II-48 de M. Michel Giraud, rapporteur : abrogation de l'interdiction d'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux (p. 195) ; sous-amendement n° II-80 de M. Gaston Defferre, ministre : application de cette disposition après le vote de la loi sur la répartition des ressources (p. 195) – Amendement n° II-50 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement des dispositions concernant le renouvellement d'une série sortante des conseils généraux ; cas de vacances et élection partielle (p. 196) – Amendement n° II-51 de M. Michel Giraud, rapporteur : création des appellations de « représentant de l'Etat » et de « délégué du représentant de l'Etat dans l'arrondissement » (p. 196).

Retiré : sous-amendement n° II-69 de M. Pierre Schiélé, à l'amendement n° II-51 de M. Michel Giraud, rapporteur : création de l'appellation de « délégué du Gouvernement » (p. 196).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 196).

Art. 44 ter.

Adopté : amendement de coordination n° II-52 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 196).

– L'art. 44 ter est supprimé (p. 196).

Art. 45 (p. 197).

Adopté : amendement n° III-1 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression de cet article concernant la transformation de la région en collectivité territoriale (p. 201 ; scrutin public n° 66 ; liste des votants p. 241, 242).

– L'art. 45 est supprimé (p. 201).

Art. 46 (p. 201).

Adopté : amendement n° III-2 précédemment réservé (p. 202) de M. Michel Giraud, rapporteur : maintien du caractère d'établissement public pour les régions jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi sur l'élection des conseils régionaux (p. 220).

– L'art. 46 précédemment réservé p. 202), ainsi modifié, est adopté (p. 220).

Art. 47 – Adopté (p. 202).

Art. 47 bis A (p. 202) (Supprimé par l'Assemblée nationale).

Retiré : amendement n° III-3 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : participation du président du conseil général aux délibérations du conseil régional lorsqu'il n'est pas conseiller régional (p. 202).

– L'art. 47 bis A demeure supprimé (p. 202).

Art. 47 bis (p. 203).

Adopté : amendement n° III-4 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la composition et au fonctionnement des comités économiques et sociaux (p. 203).

– L'art. 47 bis est supprimé (p. 203).

Art. 47 ter (p. 203).

Adopté : amendement n° III-5 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article prévoyant les cas d'intervention du comité économique et social (p. 203).

– L'art. 47 ter est supprimé (p. 203).

Art. 47 quater (p. 203).

Adopté : amendement n° III-6 de M. Michel Giraud, rapporteur : action conjointe, le cas échéant, de la région et de l'Etat ; extension de ces dispositions à l'Ile-de-France (p. 204).

– L'art. 47 quater, ainsi modifié est adopté (p. 204).

Art. 47 quinquies (p. 204).

Adopté : amendement n° III-60 de M. Pierre Schiélé : participation des présidents des conseils régionaux aux commissions transfrontalières créées par des accords internationaux (p. 205).

Retiré : amendement n° III-59 de M. Pierre Schiélé : suppression de l'autorisation du Gouvernement pour la participation du conseil régional aux réunions transfrontalières ou internationales (p. 204).

– L'art. 47 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 205).

Art. 48 (p. 205).

Adopté : amendement n° III-8 de M. Michel Giraud, rapporteur : définition et extension des compétences économiques de la région ; subventions de fonctionnement ; aides directes, participation au capital des sociétés de développement régional et des sociétés d'économie mixte, formation professionnelle (p. 206) – Amendement n° III-9 de M. Michel Giraud, rapporteur : extension des compétences économiques de la région et application à l'Ile-de-France (p. 206).

Retirés : amendement n° III-50 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : aide financière de l'Etat aux investissements privés et consultation des conseils régionaux (p. 206) – Amendement n° III-61 de M. Jean Francou soutenu par M. Pierre Schiélé : principe et contenu du plan régional (p. 206) – Amendement n° III-51 de M. Lucien Delmas ; soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : aide financière de l'Etat aux investissements privés et avis du conseil régional d'Ile-de-France (p. 206).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 206).

Art. 48 bis – Adopté (p. 207).**Art. 48 ter** (p. 207).

Adopté : amendement n° III-10 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création d'un comité des prêts régional (p. 207).

– L'art. 48 ter est supprimé (p. 207).

Art. 48 quater (p. 207) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Retiré : amendement n° III-11 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : régionalisation et élargissement des conditions d'intervention des caisses d'épargne (p. 208).

– L'art. 48 quater demeure supprimé (p. 208).

Art. 48 quinquies (p. 207) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Retiré : amendement n° III-12 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : régionalisation des prêts et augmentation du contingent des prêts Minjoz destinés aux collectivités locales (p. 208).

– L'art. 48 quinquies demeure supprimé (p. 208).

Art. 49 (p. 209).

Adoptés : amendement n° III-89 de M. Gaston Defferre, ministre : caractère exécutoire des actes régionaux par leur transmission au représentant de l'Etat (p. 209) – Amendement n° III-13 de M. Michel Giraud, rapporteur : délais de transmission au représentant de l'Etat, des actes régionaux et de saisine, par celui-ci, du tribunal administratif (p. 209) ; sous-amendement n° III-79 de M. Gaston Defferre, ministre : actes régionaux et recevabilité du recours du représentant de l'Etat en cas d'urgence (p. 209) – Amendement n° III-81 de M. Gaston Defferre : représentant de l'Etat et information du conseil régional en cas de non saisine du tribunal administratif sur la légalité des actes régionaux (p. 209) – Amendement n° III-80 de M. Gaston Defferre, ministre : en ce qui concerne la transmission et non la notification des actes régionaux du représentant de l'Etat (p. 210) – Amendement n° III-82 de M. Gaston Defferre, ministre : principe et modalités d'application du sursis à l'exécution demandé par le représentant de l'Etat suite à un recours en légalité sur un acte régional (p. 210) – Amendement n° III-14 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant les établissements sanitaires et sociaux (p. 210).

Deviennent sans objet : amendement n° III-77 et III-78 de M. Gaston Defferre, ministre : en ce qui concerne la transmission et non la notification des actes régionaux au représentant de l'Etat (p. 209).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 210).

Art. 49 bis Adopté (p. 210).**Art. 50** (p. 210).

Adoptés : amendement n° III-15 de M. Michel Giraud, rapporteur : fonctionnement du conseil régional et extension des règles relatives à celui du conseil général (p. 211) ; sous-amendement n° III-85 de M. Gaston Defferre, ministre : élection du président, du ou des vice-présidents et des membres du bureau du conseil régional au scrutin uninominal (p. 211) – Amendement de coordination n° III-16 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 211).

Retiré sous-amendement n° III-69 de M. Claude Mont soutenu par M. Pierre Schiélé, à l'amendement n° III-15 de M. Michel Giraud rapporteur : élection du président et du bureau du conseil régional à la suite de chaque renouvellement général des assemblées d'origine des conseillers régionaux (p. 211).

– L'art. 50, ainsi modifié, est adopté (p. 211).

Art. 50 bis (p. 211).

Adopté : amendement n° III-17 de M. Michel Giraud, rapporteur : rapport annuel écrit du président du conseil régional et du représentant de l'Etat auprès de la région aux conseillers régionaux ; organisation d'un débat (p. 212).

– L'art. 50 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 212).

Art. 51 (p. 212).

Adoptés : amendement n° III-91 de M. Michel Giraud, rapporteur : pouvoir d'ordonnateur des dépenses et d'exécution des recettes du président du conseil général (p. 212) – Amendement n° III-93 de M. Michel Giraud, rapporteur : autorité du président du conseil régional sur les services régionaux ; convention passée entre le président du conseil régional et le représentant de l'Etat (p. 212).

Retiré : amendement n° III-71 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression des dispositions de cet article relatives à l'organisation des services régionaux (p. 212).

– L'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 212).

Art. 51 bis (p. 212).

Adopté : amendement de coordination n° III-92 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 213).

– L'art. 51 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 213).

Art. 51 ter (p. 213).

Adopté : amendement n° III-74 de M. Gaston Defferre, ministre : autorité du président du conseil régional sur les agents de l'Etat et départementaux affectés à la région ; maintien des droits acquis ; fonctionnaire régional et définition d'un statut (p. 214).

Retiré : amendement n° III-18 de M. Michel Giraud rapporteur : suppression de cet article relatif au statut du personnel régional et au maintien des statuts du personnel des services transférés à la région (p. 214).

– L'art. 51 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 214).

Art. 51 quater – Adopté (p. 214).

Art. 51 quinquies (p. 214).

Adopté : amendement n° III-20 de M. Michel Giraud, rapporteur : maintien de la participation de l'Etat et des départements au fonctionnement des services transférés à la région ; inscription des crédits correspondants et références à la moyenne des dépenses engagées au cours des trois dernières années à l'exclusion de toute dépense exceptionnelle (p. 214).

– L'art. 51 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 214).

Art. 51 sexies – Adopté (p. 214).

Après l'art. 51 sexies (p. 214).

Retiré : amendement n° III-62 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, repris par M. Etienne Dailly (p. 216) : création d'un conseil du développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie auprès du conseil régional et à titre consultatif ; compétence culturelle, de formation professionnelle, d'environnement et touristique (p. 217).

Art. 52 (p. 217).

Adopté : amendement n° III-21 de M. Michel Giraud, rapporteur : coordination avec les dispositions adoptées au titre II relatif au département : appellation de représentant de

l'Etat substituée à celle de commissaire de la République ; représentation du Gouvernement (p. 218).

– L'art. 52, ainsi modifié est adopté (p. 218).

Art. 52 bis (p. 218).

Adopté : amendement rédactionnel n° III-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 218).

– L'art. 52 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 218).

Art. 53 (p. 218).

Adoptés : amendement n° III-24 de M. Michel Giraud, rapporteur : coordination avec les dispositions adoptées au titre II relatif au département : opposition du comptable au paiement et droit de réquisition (p. 219) ; sous-amendement n° III-75 de M. Gaston Defferre, ministre : pouvoir du comptable limité au contrôle de conformité aux règles de la comptabilité publique (p. 219).

– L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 219).

Art. 54 (p. 219).

Adopté : amendement n° III-25 de M. Michel Giraud, rapporteur : contrôle sur les actes budgétaires des autorités régionales et référence aux articles correspondants relatifs aux budgets départementaux (p. 220).

– L'art. 54, ainsi modifié, est adopté (p. 220).

Art. 55 (p. 220).

Adoptés : amendements identiques n° III-26 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° III-63 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression de cet article relatif à la Cour de discipline budgétaire (p. 220).

– L'art. 55 est supprimé (p. 220).

Art. 56 (p. 220).

Adopté : amendement n° III-27 de M. Michel Giraud, rapporteur : composition de la chambre régionale des comptes (p. 221).

– L'art. 56, ainsi modifié, est adopté (p. 221).

Art. 56 bis (p. 221).

Adoptés : amendement n° III-28 de M. Michel Giraud, rapporteur : organisation des chambres régionales des comptes (p. 221) ; sous-amendement n° III-86 de M. Gaston Defferre, ministre : rôle des commissaires du Gouvernement comme correspondants du procureur général près de la Cour des comptes (p. 221) ; sous-amendement n° III-87 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de deux alinéas relatifs au recrutement des conseillers des chambres régionales des comptes (p. 221).

– L'art. 56 bis, ainsi modifié est adopté (p. 221).

Art. 57 (p. 221).

Adoptés : amendement n° III-29 de M. Michel Giraud, rapporteur : précision sur les conditions dans lesquelles la Cour des comptes statue en appel (p. 221) – Amendement de coordination n° III-31 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 222).

Retiré : amendement n° III-30 de M. Michel Giraud, rapporteur : extension des compétences des chambres régionales des comptes au contrôle des comptables publics de l'Etat et des entreprises ou établissements publics (p. 221).

– L'art. 57, ainsi modifié, est adopté (p. 222).

Art. 57 ter (p. 222) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° III-32 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction fixant les conditions dans lesquelles les chambres régionales des comptes peuvent

formuler leurs observations relatives aux communes, aux départements et à la région (p. 223).

– L'art. 57 ter est rétabli ainsi rédigé (p. 223).

Art. 58 (p. 223).

Adopté : amendement n° III-33 de M. Michel Giraud, rapporteur : modification de la rédaction des dispositions de cet article relatives au rapport annuel de la Cour des comptes (p. 223).

– L'art. 58, ainsi modifié, est adopté (p. 223).

Art. 58 bis (p. 223).

Adopté : amendement n° III-90 de M. Michel Giraud, rapporteur : précisions relatives à la mise en place des chambres régionales des comptes et aux conditions de recrutement du corps d'assistants de vérification des chambres régionales (p. 223).

– L'art. 58 bis, ainsi modifié est adopté (p. 223).

Après l'art. 58 bis (p. 223).

Adopté : amendement n° III-34 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : « De l'allègement de la tutelle technique » (p. 224).

– Un intitulé de chapitre est inséré dans le projet de loi (p. 224).

Art. 59 (p. 224).

Adopté : amendement n° III-35 de M. Michel Giraud, rapporteur : extension à la région des dispositions excluant que l'attribution d'un prêt ou d'une aide de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public puisse être subordonné au respect de prescriptions autres que celles mentionnées au même article ; application de la même règle en matière d'attribution de subventions (p. 224).

– L'art. 59, ainsi modifié, est adopté (p. 224).

Après l'art. 59 (p. 224).

Adoptés : amendement n° III-36 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression des rémunérations accessoires versées par les collectivités territoriales ou leurs établissements publics aux agents des services ou établissements publics de l'Etat (p. 225) ; sous-amendement n° III-88 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression du seul versement direct des collectivités locales aux agents de l'Etat (p. 225).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 225).

Art. 61 B – Adopté (p. 225).

Art. 61 (p. 225).

Adopté : amendement n° III-37 de M. Michel Giraud, rapporteur : fixation ultérieure par la loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, des conditions de globalisation de la première part de la dotation culturelle et de son versement direct aux communes et aux départements (p. 225).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 225).

Art. 62 (p. 225).

Adopté : amendement n° III-38 de M. Michel Giraud, rapporteur : délai de trois ans pour la compensation progressive des indemnités de logement des instituteurs par une dotation spéciale de l'Etat aux communes (p. 225).

– L'art. 62, ainsi modifié, est adopté (p. 225).

Art. 63 – Adopté (p. 226).

Art. 64 (p. 226).

Adopté : amendement n° III-39 de M. Michel Giraud, rapporteur : dotation spéciale de l'Etat aux collectivités

territoriales pour compenser les dépenses de fonctionnement et d'équipement supportées par elles au titre du service public de la justice (p. 226) ; sous-amendement n° III-95 de M. Gaston Defferre, ministre : compensation des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'équipement définies en accord avec l'Etat (p. 226).

– L'art. 64, ainsi modifié est adopté (p. 226).

Art. 64 bis (p. 225).

Adopté : amendement n° III-40 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la suppression des rémunérations accessoires (p. 226).

– L'art. 64 bis est supprimé (p. 226).

Art. 65 A (p. 226).

Adopté : amendement n° III-41 de M. Michel Giraud rapporteur : paiement des astreintes et procédure du règlement d'office (p. 227).

– L'art. 65 A, ainsi rédigé, est adopté (p. 227).

Art. 65 B (p. 227).

Adopté : amendement n° III-42 de M. Michel Giraud, rapporteur : codification des textes législatifs et réglementaires et actualisation annuelle de ces codes (p. 227).

– L'art. 65 B, ainsi modifié, est adopté (p. 227).

Art. 65 (p. 227).

Adoptés : amendement n° III-83 de M. Gaston Defferre, ministre : application des dispositions législatives relatives au transfert de l'exécutif après les prochaines élections cantonales (p. 228) – Amendement rédactionnel n° III-96 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 228).

– L'art. 65, ainsi modifié, est adopté (p. 228).

Art. 65 bis – Adopté (p. 228).

Art. 93 (p. 228).

Adoptés : amendement n° III-44 de M. Michel Giraud, rapporteur : fixation ultérieure par la loi relative à la répartition des compétences des conditions d'évolution de la dotation globale d'équipement dont le montant ne pourra être inférieur à celui des subventions qu'elle remplace (p. 229) ; sous-amendement n° III-94 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : fixation par la même loi relative à la répartition des compétences de dispositions permettant aux petites communes de garantir leur capacité d'investissement (p. 229) – Amendement n° III-55 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud qui le soutient : application des dispositions relatives à la dotation globale d'équipement aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 230).

Retiré : amendement n° III-43 de M. Michel Giraud, rapporteur : précision sur la substitution progressive de la dotation globale d'équipement aux subventions spécifiques d'investissement de l'Etat (p. 229).

– L'art. 93, ainsi modifié, est adopté (p. 228).

Art. 100 – Adopté (p. 230).

Après l'art. 103 (p. 230).

Adopté : amendement n° III-45 (art. additionnel) de M. Michel Giraud, rapporteur : extension des droits et libertés de chaque territoire d'outre-mer au sein de la République française par des lois ultérieures, après consultation des assemblées territoriales intéressées (p. 230).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 230).

Intitulé du projet de loi (p. 230).

Adopté : amendement n° III-46 de M. Michel Giraud, rapporteur : nouvel intitulé : « Projet de loi relatif aux droits et

libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer » (p. 203).

– L'intitulé du projet de loi est ainsi rédigé (p. 230).

– **Explications de vote.**

MM. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 230, 231), Michel Rigou (p. 231, 232), Pierre Schiélé (p. 232), Jacques Eberhard (p. 233), Guy de la Verpillière (p. 233), Edmond Valcin (p. 233).

– Intervention de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (p. 234).

Scrutin public (p. 234 ; n° 67 ; liste des votants p. 242, 243).

Adoption (14 janvier 1982) (p. 235).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 janvier 1982) (p. 354, 381).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 354, 357) MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Michel Giraud, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Lacour, Pierre Salvi.

AGENCES TECHNIQUES DEPARTEMENTALES : GIRAUD (Michel) (p. 355).

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FINANCIERE : GIRAUD (Michel) (p. 355) ; LACOUR (Pierre) (p. 356).

DECENTRALISATION : LACOUR (Pierre) (p. 356).

ENTREPRISES (aides aux) : GIRAUD (Michel) (p. 355).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : GIRAUD (Michel) (p. 355) IMPOTS LOCAUX : LACOUR (Pierre) (p. 356).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : GIRAUD (Michel) (p. 356).

PARLEMENT (rôle du) : SALVI (Pierre) (p. 356).

REGIONS : GIRAUD (Michel) (p. 355).

SENAT : GIRAUD (Michel) (p. 356).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 357, 381) MM. Michel Giraud, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; Louis Virapoullé, Jacques Descours Desacres, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Ooghe, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois.

Art. 1^{er} (p. 357).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Michel Giraud, rapporteur : assimilation des communes, des départements et des régions à des collectivités territoriales (p. 357) – Amendement n° 2 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression du dernier alinéa et application identique de la loi dans les départements métropolitains et dans les départements d'outre-mer (p. 358).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 358).

Art. 2 (p. 358).

Adopté : amendement n° 3 de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère exécutoire des actes des autorités communales subordonné à leur transmission au représentant de l'Etat (p. 358 ; scrutin public n° 70 ; liste des votants p. 409).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 358).

Art. 3 – Adopté (p. 358).

Art. 3 bis (p. 358).

Adopté : amendement n° 43 de M. Gaston Defferre : 1° possibilité de recours du citoyen auprès du représentant de l'Etat – 2° mise en oeuvre de la procédure par le représentant de l'Etat même en cas de transmission en dehors du délai prévu (p. 360).

– L'art. 3 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 360).

Art. 4 (p. 360).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Michel Giraud, rapporteur : intervention de la commune en matière économique et sociale par des aides indirectes au bénéfice des personnes physiques et morales de droit privé (p. 360) – Amendement n° 6 de M. Michel Giraud, rapporteur : domaine d'attribution des aides indirectes pour les communes, possibilité d'attribuer à titre exceptionnel des aides directes sous la forme de subventions et taux maximum de la charge annuelle des interventions de la commune (p. 360).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 360).

Art. 4 bis – Adopté (p. 360).

Art. 5 A (p. 360).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Michel Giraud, rapporteur : intervention du représentant de l'Etat dans le département lorsque la commune n'adopte pas pour la seconde année consécutive son budget avant le 31 mars de l'exercice en cours, saisine de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat dans le département, avis communiqué au conseil municipal et règlement du budget rendu exécutoire (p. 361) – Amendement n° 8 de M. Michel Giraud, rapporteur : dans le cas de la création d'une nouvelle commune, en cas d'absence de budget dans les trois mois de sa création, intervention du représentant de l'Etat après avis de la chambre régionale des comptes préalablement communiqué au conseil municipal (p. 361).

– L'art. 5 A, ainsi modifié, est adopté (p. 361).

Art. 5 (p. 361).

Adopté : amendement n° 9 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions de l'équilibre réel du budget de la commune et du rétablissement de l'équilibre d'un budget en déficit par le conseil municipal (p. 362).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 362).

Art. 6 (p. 362).

Adopté, amendement n° 10 de M. Michel Giraud, rapporteur : maintien du déficit et exécution par le représentant de l'Etat des mesures proposées dans le délai d'un mois à compter de sa saisine par la chambre régionale des comptes (p. 362).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 362).

Art. 8 – Adopté (p. 362).

Art. 8 bis A – Adopté (p. 362).

Art. 8 bis – Adopté (p. 362).

Art. 10 (p. 362).

Adopté : amendement n° 11 de M. Michel Giraud, rapporteur : conformité des actes du comptable aux règles de la comptabilité publique, conditions de réquisition du comptable par le maire ; notification à la chambre régionale des comptes de l'ordre de réquisition et de l'opposition au paiement, avis de la chambre dans un délai de huit jours (p. 363).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 363).

Art. 12 (p. 363).

Adopté : amendement rédactionnel n° 46 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 363).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 363).

Art. 13 bis – Adopté (p. 363).

Art. 13 ter (p. 363).

Adopté, amendement n° 12 de M. Michel Giraud, rapporteur : extension des dispositions du présent titre aux communes des départements d'outre-mer (p. 364).

– L'art. 13 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 364).

Art. 13 quater (p. 364) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 13 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : application des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte et détermination de la chambre régionale des comptes compétente (p. 364).

– L'art. 13 quater est rétabli, ainsi rédigé (p. 364).

Art. 14 B (p. 364) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 14 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : réduction du nombre des adjoints obligatoires à un par commune et suppression de la distinction entre adjoint réglementaire et adjoint supplémentaire (p. 364).

– L'art. 14 B est rétabli, ainsi rédigé (p. 364).

Art. 14 (p. 364).

Adopté : amendement de forme n° 47 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 365).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 365).

Art. 16 – Adopté (p. 365).

Art. 17 – Adopté (p. 365).

Art. 18 – Adopté (p. 365).

Art. 18 bis A – Adopté (p. 365).

Art. 18 bis – Adopté (p. 365).

Art. 18 ter – Adopté (p. 365).

Art. 18 quater A (p. 365) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 15 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement de cet article concernant l'élaboration législative d'un statut du personnel communal (p. 366).

– L'art. 18 quater A est rétabli, ainsi rédigé (p. 366).

Art. 18 septies (p. 366).

Adopté : amendement n° 16 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article concernant la généralisation des agences techniques départementales (p. 366).

– L'art. 18 septies est supprimé (p. 366).

Art. 21 (p. 366).

Adopté : amendement n° 17 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression du quatrième alinéa de cet article concernant la limitation du contrôle administratif du représentant de l'Etat aux conditions fixées par la loi (p. 367).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 367).

Art. 22 bis – Adopté (p. 367).

Art. 23 (p. 367).

Adopté : amendement n° 18 de M. Michel Giraud, rapporteur : nécessité d'un quorum de la moitié pour demander la réunion du conseil général (p. 367).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 367).

Art. 27 – Adopté (p. 367).

Art. 28 – Adopté (p. 367).

Art. 30 (p. 367).

Adopté : amendement n° 19 de M. Michel Giraud, rapporteur : précisions et limitation de la délégation de vote des conseillers généraux (p. 368).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 368).

Art. 31 (p. 368).

Adopté : amendement n° 20 de M. Michel Giraud, rapporteur : transmission au représentant de l'Etat des délibérations arrêtées des autorités départementales pour les rendre exécutoires (p. 368).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 368).

Art. 32 – Adopté (p. 368).

Art. 32 bis A (p. 368).

Adopté : amendement n° 48 de M. Gaston Defferre, ministre : personne physique ou morale lésée par un acte administratif d'un département et mise en oeuvre de la procédure prévue à l'article 32 par le représentant de l'Etat lorsque l'acte en cause n'a pas été transmis dans le délai prévu (p. 368).

– L'art. 32 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 368).

Art. 34 (p. 369).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Michel Giraud, rapporteur : intervention du département en matière économique et sociale par des aides indirectes au bénéfice des personnes physiques et morales de droit privé (p. 369) – Amendement n° 23 de M. Michel Giraud, rapporteur : domaine d'attribution des aides indirectes pour les départements, possibilité d'attribuer à titre exceptionnel des aides directes sous la forme de subventions et taux maximum de la charge annuelle des interventions du département (p. 369).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 369).

Art. 34 bis – Adopté (p. 369).

Art. 35 – Adopté (p. 369).

Art. 37 – Adopté (p. 369).

Art. 37 bis – Adopté (p. 369).

Art. 39 (p. 370).

Adopté : amendement n° 24 de M. Michel Giraud, rapporteur : conformité des actes du comptable aux règles de la comptabilité publique, conditions de réquisition du comptable par le président du conseil général ; notification à la chambre régionale des comptes de l'ordre de réquisition et de l'opposition au paiement, avis de la chambre dans un délai de huit jours (p. 370).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 370).

Art. 42 (p. 370).

Adopté : amendement rédactionnel n° 49 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 370).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adoptée (p. 370).

Art. 42 bis (p. 370) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 25 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablir cet article : extension des dispositions du présent titre aux conseils généraux des départements d'Outre-mer (p. 370).

– L'art. 42 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 370).

Art. 42 ter (p. 370).

Adopté : amendement n° 26 de M. Michel Giraud, rapporteur : application des dispositions du présent titre à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 371).

– L'art. 42 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 371).

Art. 44 – Adopté (p. 371).

Art. 45 (p. 371).

Adopté : amendement n° 27 de M. Michel Giraud : suppression de cet article prévoyant la transformation de la région en collectivité territoriale (p. 371).

– L'art. 45 est supprimé (p. 371).

Art. 46 (p. 371).

Adopté : amendement n° 28 de M. Michel Giraud, rapporteur : installation des conseils régionaux élus en application de la loi et maintien jusqu'à cette date du caractère d'établissement public de la région (p. 371).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 371).

Art. 47 bis (p. 371).

Adopté : amendement n° 29 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article concernant la mise en place des nouveaux comités économiques et sociaux (p. 372).

– L'art. 47 bis est supprimé (p. 372).

Art. 47 ter (p. 372).

Adopté : amendement n° 30 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article concernant le rôle du comité économique et social (p. 372).

– L'art. 47 ter est supprimé (p. 372).

Art. 47 quater – Adopté (p. 372).

Art. 47 quinquies – Adopté (p. 372).

Art. 48 (p. 372).

Adopté : amendement n° 31 de M. Michel Giraud, rapporteur : participation aux dépenses de fonctionnement et intervention économique des régions (p. 373).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 373).

Art. 48 ter (p. 372).

Adopté : amendement n° 32 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création d'un comité des prêts par région (p. 373).

– L'art. 48 ter est supprimé (p. 373).

Art. 49 (p. 373).

Adoptés : amendement n° 33 de M. Michel Giraud, rapporteur : caractère exécutoire des actes des autorités régionales subordonné à leur transmission au représentant de l'Etat (p. 374) – Amendement rédactionnel n° 51 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 374) – Amendement de coordination n° 34 de M. Michel Giraud, rapporteur (p. 374) – Amendement de forme n° 52 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 374).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 374).

Art. 49 bis A (p. 374).

Adopté : amendement de coordination n° 35 de M. Michel Giraud, rapporteur, tendant à la suppression de cet article (p. 374).

– L'art. 49 bis A est supprimé (p. 374).

Art. 50 (p. 374).

Adopté : amendement n° 36 de M. Michel Giraud, rapporteur : nécessité d'un quorum de la moitié pour demander la réunion du conseil régional (p. 375).

– L'art. 50, ainsi modifié, est adopté (p. 375).

Art. 50 bis – Adopté (p. 375).

Art. 51 (p. 375).

Adopté : amendement n° 37 de M. Michel Giraud, précédemment réservé (p. 375) : convention passée entre le représentant de l'Etat et le conseil régional fixant la liste des services transférés à la collectivité régionale et transfert du pouvoir exécutif régional au président du conseil régional (p. 378).

– L'art. 51, ainsi modifié, (précédemment réservé p. 375) est adopté (p. 378).

Art. 51 bis – Adopté (p. 375).

Art. 51 quinquies – Adopté (p. 375).

Art. 52 – Adopté (p. 376).

Art. 52 bis A – Adopté (p. 376).

Art. 52 bis – Adopté (p. 376).

Art. 53 (p. 376).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Michel Giraud, rapporteur : conformité des actes du comptable de la région aux règles de la comptabilité publique, conditions de réquisition du comptable par le président du conseil général ; notification à la chambre régionale des comptes de l'ordre de réquisition et de l'opposition au paiement ; avis de la chambre dans un délai de huit jours (p. 376) – Amendement n° 54 de M. Gaston Defferre, ministre : rectification d'une erreur matérielle (p. 376).

– L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 376).

Art. 54 – Adopté (p. 376).

Art. 57 (p. 376).

Adoptés : amendement n° 40 de M. Michel Giraud, rapporteur, précédemment réservé (p. 376) : pouvoirs et compétence de la chambre régionale des comptes (p. 379) – Amendement n° 55 de M. Gaston Defferre, précédemment réservé (p. 376) : définition des conditions du contrôle budgétaire de la chambre régionale des comptes (p. 379).

– L'art. 57, ainsi modifié, (précédemment réservé p. 377) est adopté (p. 379).

Art. 58 – Adopté (p. 377).

Art. 58 bis – Adopté (p. 377).

Art. 61 – Adopté (p. 377).

Art. 62 (p. 377).

Adopté : amendement n° 41 de M. Michel Giraud, rapporteur : rétablissement d'un délai de trois ans pour la mise en place de la dotation spéciale attribuée par l'Etat aux communes pour compenser la charge supportée pour le logement des instituteurs (p. 377).

– L'art. 62, ainsi modifié, est adopté (p. 377).

Art. 64 – Adopté (p. 377).

Art. 64 bis – Adopté (p. 377).

Art. 65 A – Adopté (p. 378).

Art. 65 – Adopté (p. 378).

Art. 93 (p. 378).

Adopté : amendement n° 42 de M. Michel Giraud, rapporteur : application des dispositions de cet article relatif à la création d'une dotation globale d'équipement aux communes des territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 378).

– L'art. 93, ainsi modifié, est adopté (p. 378).

Art. 104 – Adopté (p. 378).

Explications de vote.

M. Philippe de Bourgoing (p. 379) ; *Adolphe Chauvin* (p. 380) ; *Jean Ooghe* (p. 380) ; *Paul Girod* (p. 380, 381) ; *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 381) ; *Jacques Descours Desacres* (p. 381).

Scrutin public (p. 381, n° 71 ; liste des votants p. 410).

Adoption (26 janvier 1982) (p. 381).

2. – Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, présentée par M. Pierre Schiélé, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1982) [n° 259 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport

de M. Pierre Schiélé (28 avril 1982) [n° 308 (81-82)] – Rapport supplémentaire de M. Pierre Schiélé (19 mai 1982) [n° 341 (81-82)] – Discussion (27 mai 1982) (p. 2355, 2367) – Adoption (27 mai 1982) [n° 95].

NOUVEL INTITULE : – « Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1982) [n° 906] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun avec la proposition de loi n° 883, de M. François d'Aubert, député et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et compléter la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, de M. Alain Richard (10 juin 1982) [n° 928] – Discussion (16 juin 1982) – Adoption (16 juin 1982) [n° 169].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1982) [n° 396 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Schiélé (23 juin 1982) [n° 421 (81-82)] – Discussion (30 juin 1982) (p. 3334, 3345) – Adoption (30 juin 1982) [n° 130].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (premier juillet 1982) [n° 993] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (7 juillet 1982) [n° 1015] – Discussion (8 juillet 1982) – Adoption (8 juillet 1982) [n° 202].

PROMULGATION : Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 (J.O. Lois et Décrets 23 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(27 mai 1982) (p. 2355, 2367).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2355, 2358) : *MM. Pierre Schiélé, rapporteur de la commission des lois ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Bernard Legrand.*

ACTES ADMINISTRATIFS : SCHIELE (Pierre) (p. 2356) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2356, 2357) ; LEGRAND (Bernard) (p. 2357).

ALSACE ET LORRAINE : SCHIELE (Pierre) (p. 2356) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2357).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : SCHIELE (Pierre) (p. 2355).

ASSOCIATION DES PRESIDENTS DES CONSEILS GENERAUX : SCHIELE (Pierre) (p. 2355).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : SCHIELE (Pierre) (p. 2356) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2356) ; LEGRAND (Bernard) (p. 2357).

CONSEIL D'ETAT : DEFFERRE (Gaston) (p. 2357).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : SCHIELE (Pierre) (p. 2356) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 2357) ; LEGRAND (Bernard) (p. 2357).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2358, 2367) *MM. Paul Girod, Pierre Schiélé, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; Bernard Legrand, Paul Pillet.*

Art. 1^{er} (Actes pris par les autorités communales : caractère, définition, recours) (p. 2358).

Adoptés : amendement n° 19 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Girod : suppression du délai de 15 jours pour la transmission des actes pris par les autorités communales au représentant de l'Etat dans le département (p. 2359) – Amendement n° 37 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet : sanctions soumises à l'avis du Conseil de discipline (p. 2359) – Amendement n° 20 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Girod : suppression de la motivation des actes

pris par le maire (p. 2362) – Amendement n° 21 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Girod : délai de réponse du représentant de l'Etat (p. 2362) – Amendement n° 23 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Girod : décision définitivement exécutoire en cas de non réponse du représentant de l'Etat dans le délai fixé (p. 2362) – Amendement rédactionnel n° 1 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2362) – Amendement de coordination n° 2 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2362).

Retirés : amendement n° 34 de M. Bernard Legrand : suppression de la saisine obligatoire du tribunal administratif par le représentant de l'Etat en cas de décision du maire réputée illégale (p. 2361) – Amendement n° 22 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Girod : représentant de l'Etat prévenant le maire avant toute saisine du tribunal administratif (p. 2361).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2362).

Art. 2 (Substitution de l'expression « article 3 » par l'expression « article 2 » au deuxième alinéa de l'art. 8 de la loi n° 82-213 du 3 mars 1982) – Adopté (p. 2362).

Art. 3 (Remplacement de l'expression « article 3 » par l'expression « article 2 » au deuxième alinéa de l'art. 16 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (p. 2362).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2362).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2362).

Art. 4 (Caractère exécutoire des actes des communes qui l'étaient à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) – Adopté (p. 2362).

Art. 5 (Actes pris par les autorités départementales : caractère exécutoire, définition, recours) (p. 2362).

Adoptés : amendement de coordination n° 24 de M. René Touzet (p. 2363) – Amendement n° 38 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet : sanctions soumises à l'avis du conseil de discipline – Amendement de coordination n° 4 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2363) – Amendements de coordination n° 25, 26, 27 de M. René Touzet, soutenus par M. Paul Girod (p. 2364) – Amendements rédactionnels n° 5 et 6 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2364).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2364).

Art. 6 (Remplacement de l'expression « article 46 » par l'expression « article 45 » au troisième alinéa de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) – Adopté (p. 2364).

Art. 7 (Actes pris par les autorités régionales : caractère exécutoire, définition, recours) (p. 2364).

Adoptés : amendement de coordination n° 29 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Girod (p. 2364) – Amendement n° 39 de M. Jean Cauchon sanctions soumises à l'avis du conseil de discipline (p. 2365) – Amendement n° 7 de M. Gaston Defferre, ministre : régime juridique des actes pris par les autorités régionales au nom de l'Etat (p. 2365) – Amendements de coordination n° 31, 32 et 33 de M. René Touzet, soutenus par M. Paul Girod (p. 2365) – Amendements de coordination n° 8 et 9 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 2365).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2365).

Art. 8 (Remplacement du chiffre « III » par le chiffre IV dans le nouveau texte des art. 7 de la loi du 5 juillet 1972 et 18 de la loi du 6 mai 1976, tel qu'il résulte de l'art. 69 de la loi du 2 mars 1982) – Adopté (p. 2365).

Après l'art. 8 (p. 2365).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : rectification de diverses erreurs commises dans la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (p. 2366).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2366).

Art. 9 (*Abrogation des dispositions contraires aux articles qui précèdent et entrée en vigueur de la loi*) (p. 2366).

Adopté : amendement n° 18 de M. Gaston Defferre, ministre : délai d'entrée en vigueur de la présente loi (p. 2366).

– L'art. 9 ; ainsi modifié, est adopté (p. 2366).

Intitulé de la proposition de loi (p. 2367) « Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales » – Adopté (p. 2367).

Explication de vote : M. Jean Ooghe (p. 2367).

Adoption (27 mai 1982) (p. 2367).

Discussion (deuxième lecture)

(30 juin 1982) (p. 3334, 3345).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3334, 3336) *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois.*

ACTES ADMINISTRATIFS : DEFFERRE (Gaston) (p. 3334, 3335) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 3335).

ALSACE ET MOSELLE : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 3335).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : DEFFERRE (Gaston) (p. 3335).

CONSEILS GENERAUX : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 3336).

CONSEILS REGIONAUX : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 3336).

PARIS : DEFFERRE (Gaston) (p. 3335).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3336, 3345) *MM. Léon Jozeau-Marigné, en remplacement de M. Pierre Schiélé, rapporteur ; René Touzet, Gaston Defferre, ministre ; Jacques Descours Desacres, Louis Souvet, François Collet.*

Art. 1^{er} (p. 3336).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : suppression des dispositions de cet article relatives au délai de quinzaine pour la transmission des actes des autorités communales au représentant de l'Etat dans le département (p. 3337) – Amendement n° 5 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : information sans délai de l'autorité communale par le représentant de l'Etat avant de déférer un acte au tribunal administratif et précision sur les illégalités invoquées à l'encontre de l'acte concerné (p. 3338).

Retiré : amendement n° 1 de M. René Touzet : suppression des dispositions de cet article relatives au délai de quinzaine pour la transmission des actes des autorités communales au représentant de l'Etat dans le département (p. 3337).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3338).

Art. 5 (p. 3338).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : suppression des dispositions de cet article sur le délai de quinzaine pour la transmission des actes des autorités départementales au représentant de l'Etat dans le département (p. 3338) – Amendement n° 7 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : représentation sans délai de l'autorité départementale par le représentant de l'Etat dans le département avant de déférer un acte au tribunal administratif et précision sur les illégalités invoquées à l'encontre de l'acte concerné (p. 3338).

– L'art 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3338).

Art. 7 (p. 3338).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : suppression des dispositions de cet article relatives au délai de quinzaine pour la transmission des actes des autorités régionales au représentant de l'Etat dans la région (p. 3339) – Amendement n° 9 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : information sans délai de l'autorité régionale par le représentant de l'Etat dans la région avant de déférer un acte au tribunal administratif et précision sur les illégalités invoquées à l'encontre de l'acte concerné (p. 3339).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3339).

Art. 8 bis A (p. 3339).

Retiré : amendement n° 14 de M. Henri Belcour, soutenu par M. Louis Souvet : suppression des dispositions de cet article relatives à la composition et à l'élection du bureau du conseil général (p. 3341).

– L'art. 8 bis A est adopté (p. 3341).

Art. 8 bis B (p. 3341).

Adopté : amendement n° 15 de M. Gaston Defferre, ministre : vote des crédits par les conseils général et régional (p. 3343).

Retiré : amendement n° 10 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : suppression de cet article relatif au vote des crédits par les conseils général et régional de la délibération préalable de ces conseils en cas d'octroi de crédits de subvention de plus de deux millions de francs à une personne morale ou physique (p. 3342).

– L'art. 8 bis B, ainsi modifié, est adopté (p. 3343).

Art. 8 bis C et Art. 8 bis D – Adoptés (p. 3343).

Art. 8 bis (p. 3343).

Adopté : amendement n° 11 de M. Pierre Schiélé, rapporteur, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : situation de l'Alsace et de la Moselle et authentification par les exécutifs élus, en vue de leur publication au bureau des hypothèques, des actes concernant les droits réels immobiliers et les baux passés en la forme administrative par les collectivités et les établissements publics (p. 3343).

– L'art. 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3343).

Avant l'art. 9 (p. 3343).

Adoptés : amendement n° 12 (article additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : exercice des fonctions de président par un vice-président ou un conseiller régional en cas de vacance du siège de président de conseil régional (p. 3343) – Amendement n° 16 (article additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : transfert de l'exécutif du département de Paris au maire de Paris, président du conseil de Paris (p. 3344).

– Deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 3343 et 3344).

Art. 9 – Adopté (p. 3344).

Explications de vote : MM. Marcel Daunay (p. 3344, 3345), Léon Jozeau-Marigné (p. 3345), Fernand Lefort (p. 3345) ; intervention de M. Gaston Defferre, ministre (p. 3345).

Adoption (30 juin 1982) (p. 3345).

3. – Projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (22 juin 1982) [n° 409 (81-82)] – Lettre rectificative (28 septembre 1982) [n° 516 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales (23 juin 1982) ; à la commission des affaires culturelles (25 juin 1982) ; à la commission des affaires économiques (29 juin 1982) ; à la

commission des finances (1^{er} juillet 1982) – Rapport de M. Paul Girod (7 octobre 1982) [n° 16 (82-83)] – Avis de M. Jacques Valade au nom de la commission des affaires économiques (7 octobre 1982) [n° 17 (82-83)]; de MM. Joseph Raybaud et Jean-Pierre Fourcade, au nom de la commission des finances (7 octobre 1982) [n° 18 (82-83)]; de M. Paul Séramy au nom de la commission des affaires culturelles (7 octobre 1982) [n° 19 (82-83)]; de M. Jean Madelain au nom de la commission des affaires sociales (14 octobre 1982) [n° 47 (82-83)] – Urgence.

Discussion (21 octobre 1982) (p. 4710, 4742); (28 octobre 1982) (p. 4883, 4925); (29 octobre 1982) (p. 4938, 4955); (2 novembre 1982) (p. 4977, 5019); (4 novembre 1982) (p. 5099, 5111); (5 novembre 1982) (p. 5199, 5227) Adoption (5 novembre 1982) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1215] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances, à la commission de la production et à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (24 novembre 1982) [n° 1240] – Discussion (29 et 30 novembre 1982, 1^{er} et 2 décembre 1982) – Adoption (2 décembre 1982) [n° 272].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-Pierre Worms (10 décembre 1982) [n° 1287] – Discussion (14 décembre 1982) – Adoption (14 décembre 1982) [n° 283].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Paul Girod (10 décembre 1982) [n° 137 (82-83)] – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption (17 décembre 1982) [n° 55 (82-83)].

PROMULGATION : Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (JO Lois et Décrets du 9 janvier 1983) – Rectificatif (JO Lois et Décrets du 6 mars 1983).

Discussion (première lecture)

(21 octobre 1982) (p. 4710, 4742); (28 octobre 1982) (p. 4883, 4925); (29 octobre 1982) (p. 4938, 4955); (2 novembre 1982) (p. 4977, 5019); (4 novembre 1982) (p. 5099, 5111); (5 novembre 1982) (p. 5199, 5227).

I. DISCUSSION GENERALE (21 octobre 1982) (p. 4710, 4742): *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jacques Valade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis de la commission des finances; Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances (dotation globale d'équipement); Lucien Delmas, Pierre Salvi, Henri Caillavet, Marcel Rosette, Jean-François Pintat, Michel Giraud, Franck Sérusclat, Raymond Bouvier, Louis de La Forest, Louis Longequeue, Roland du Luart, René Regnault, Jacques Descours Desacres.*

AGENCES TECHNIQUES DEPARTEMENTALES : DELMAS (Lucien) (p. 4729); REGNAULT (René) (p. 4741).

AIDE SOCIALE : GIROD (Paul) (p. 4718); MADELAIN (Jean) (p. 4719); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724); SALVI (Pierre) (p. 4730); PINTAT (Jean-François) (p. 4733).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); VALADE (Jacques) (p. 4721); DELMAS (Lucien) (p. 4728); SALVI (Pierre) (p. 4730); BOUVIER (Raymond) (p. 4736).

AMENAGEMENT RURAL : VALADE (Jacques) (p. 4721); DELMAS (Lucien) (p. 4728).

ARCHITECTES DES BATIMENTS DE FRANCE : SERAMY (Paul) (p. 4720).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : RAYBAUD (Joseph) (p. 4727).

ASSOCIATION DES PRESIDENTS DES CONSEILS GENERAUX : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710); GIROD (Paul) (p. 4714); SALVI (Pierre) (p. 4729).

BATIMENTS SCOLAIRES : GIROD (Paul) (p. 4717).

CHARTES INTERCOMMUNALES : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); GIROD (Paul) (p. 4716, 4717); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726); DELMAS (Lucien) (p. 4728).

CODE DE L'URBANISME : VALADE (Jacques) (p. 4723); DELMAS (Lucien) (p. 4728).

COLLEGE REGIONAL DU PATRIMOINE ET DES SITES : SERAMY (Paul) (p. 4720).

COMMUNAUTES URBAINES : ROSETTE (Marcel) (p. 4732); DEFFERRE (Gaston) (p. 4710, 4712, 4713); GIROD (Paul) (p. 4716); VALADE (Jacques) (p. 4722); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); ROSETTE (Marcel) (p. 4732); PINTAT (Jean-François) (p. 4733); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); REGNAULT (René) (p. 4741); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 4742).

COMMUNES (petites) : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); GIROD (Paul) (p. 4715); LUART (Roland du) (p. 4739).

COOPERATION INTERCOMMUNALE : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); GIROD (Paul) (p. 4716); VALADE (Jacques) (p. 4722); DELMAS (Lucien) (p. 4728); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); ROSETTE (Marcel) (p. 4732); SERUSCLAT (Franck) (p. 4735); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 4742).

CORSE : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710); GIRAUD (Michel) (p. 4733).

DECENTRALISATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710); GIROD (Paul) (p. 4714, 4742); VALADE (Jacques) (p. 4722); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726); DELMAS (Lucien) (p. 4727); SALVI (Pierre) (p. 4729); CAILLAVET (Henri) (p. 4730); ROSETTE (Marcel) (p. 4731); PINTAT (Jean-François) (p. 4733); GIRAUD (Michel) (p. 4735); SERUS CLAT (Franck) (p. 4735); BOUVIER (Raymond) (p. 4736); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); LUART (Roland du) (p. 4739); REGNAULT (René) (p. 4740).

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME : SERUSCLAT (Franck) (p. 4735).

DECONCENTRATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710); SERUSCLAT (Franck) (p. 4735).

DEPARTEMENTS : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710, 4712, 4713); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726); DELMAS (Lucien) (p. 4728); REGNAULT (René) (p. 4741).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT (DDE) : LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738).

DISTRICTS URBAINS : ROSETTE (Marcel) (p. 4732).

DOTATION GENERALE DE COMPENSATION : CAILLAVET (Henri) (p. 4731) DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712); GIROD (Paul) (p. 4715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); PINTAT (Jean-François) (p. 4733); REGNAULT (René) (p. 4741).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712, 4713); GIROD (Paul) (p. 4715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4725); RAYBAUD (Joseph) (p. 4725, 4726); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); GIRAUD (Michel) (p. 4724); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); LUART (Roland du) (p. 4739); REGNAULT (René) (p. 4741).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724); SALVI

(Pierre) (p. 4730); PINTAT (Jean-François) (p. 4733); GIRAUD (Michel) (p. 4734); BOUVIER (Raymond) (p. 4736).

ECOLE DE MUSIQUE : FOREST (Louis de la) (p. 4737).

EDUCATION : SERAMY (Paul) (p. 4719); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724); SALVI (Pierre) (p. 4730); BOUVIER (Raymond) (p. 4736).

ELUS LOCAUX (statut des) : GIRAUD (Michel) (p. 4734).

ENSEIGNEMENT : GIROD (Paul) (p. 4717).

ENSEIGNEMENT PRIVE : FOREST (Louis de la) (p. 4737).

EQUIPEMENT RURAL : GIROD (Paul) (p. 4719).

EQUIPEMENT : LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); REGNAULT (René) (p. 4741).

FINANCES LOCALES : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710, 4712); GIROD (Paul) (p. 4715); MADELAIN (Jean) (p. 4719); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726); DELMAS (Lucien) (p. 4729); SALVI (Pierre) (p. 4730); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); ROSETTE (Marcel) (p. 4732); BOUVIER (Raymond) (p. 4737); LUART (Roland du) (p. 4739); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 4742).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710, 4711); GIROD (Paul) (p. 4717); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); PINTAT (Jean-François) (p. 4733); GIRAUD (Michel) (p. 4734); FOREST (Louis de la) (p. 4737); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); LUART (Roland du) (p. 4739); REGNAULT (René) (p. 4740).

FONDS D'AMORTISSEMENT POUR LES CHARGES D'ELECTRIFICATION (FACE) : DEFFERRE (Gaston) (p. 4713); GIROD (Paul) (p. 4716); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726, 4727).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE : RAYBAUD (Joseph) (p. 4725).

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU (FNDAE) : DEFFERRE (Gaston) (p. 4713); GIROD (Paul) (p. 4716); RAYBAUD (Joseph) (p. 4726, 4727).

FONDS NATIONAL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE : SERAMY (Paul) (p. 4720).

FORMATION PROFESSIONNELLE : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); SERAMY (Paul) (p. 4719); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724).

HABITAT : VALADE (Jacques) (p. 4721); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); REGNAULT (René) (p. 4741).

HABITAT (réhabilitation) : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712).

ILE DE FRANCE : GIRAUD (Michel) (p. 4734).

IMPOTS LOCAUX : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712); GIROD (Paul) (p. 4715); DELMAS (Lucien) (p. 4729); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); LUART (Roland du) (p. 4738).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : BOUVIER (Raymond) (p. 4736).

INVESTISSEMENTS : GIROD (Paul) (p. 4716); LOGEMENT : DEFFERRE (Gaston) (p. 4719); VALADE (Jacques) (p. 4721); GIRAUD (Michel) (p. 4734).

LOGEMENT SOCIAL : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712); GIROD (Paul) (p. 4716); BOUVIER (Raymond) (p. 4736); REGNAULT (René) (p. 4741).

LOIS DE FINANCES : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712).

LYON : SERUSCLAT (Franck) (p. 4735).

MEDECINE SCOLAIRE : ROSETTE (Marcel) (p. 4732); PINTAT (Jean-François) (p. 4733).

MONTAGNE : RAYBAUD (Joseph) (p. 4726).

PARIS (statut) : SERUSCLAT (Franck) (p. 4735).

PATRIMOINE (protection du) : SERAMY (Paul) (p. 4720); VALADE (Jacques) (p. 4723).

PERMIS DE CONSTRUIRE : GIROD (Paul) (p. 4716); VALADE (Jacques) (p. 4721, 4722); DELMAS (Lucien) (p. 4728); GIRAUD (Michel) (p. 4734); FOREST (Louis de la) (p. 4737); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738).

PLAN : DEFFERRE (Gaston) (p. 4712); GIROD (Paul) (p. 4717); VALADE (Jacques) (p. 4721); DELMAS (Lucien) (p. 4727); GIRAUD (Michel) (p. 4735); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738).

PLAN D'OCCUPATION DES DOLS (POS) : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); VALADE (Jacques) (p. 4722); DELMAS (Lucien) (p. 4727); SALVI (Pierre) (p. 4730); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); BOUVIER (Raymond) (p. 4736); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); REGNAULT (René) (p. 4741).

POLICE MUNICIPALE : DELMAS (Lucien) (p. 4728).

POUVOIR REGLEMENTAIRE : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710); GIROD (Paul) (p. 4718); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4723); DELMAS (Lucien) (p. 4728); PINTAT (Jean-François) (p. 4733).

REGION PARISIENNE : GIROD (Paul) (p. 4716).

REGIONS : DEFFERRE (Gaston) (p. 4710, 4711, 4713); GIROD (Paul) (p. 4716); SERAMY (Paul) (p. 4719); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4725); DELMAS (Lucien) (p. 4727); SALVI (Pierre) (p. 4729); GIRAUD (Michel) (p. 4734); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); REGNAULT (René) (p. 4741); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 4742).

SCHEMA D'AMENAGEMENT DE LA MER : GIROD (Paul) (p. 4716); REGNAULT (René) (p. 4741).

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU) : VALADE (Jacques) (p. 4722); DELMAS (Lucien) (p. 4727); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); FOREST (Louis de la) (p. 4737); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); REGNAULT (René) (p. 4741).

SCHEMAS DIRECTEURS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE : VALADE (Jacques) (p. 4722).

SECRETAIRES GENERAUX DE MAIRIE : PINTAT (Jean-François) (p. 4733).

SITES ET PAYSAGES (protection des) : SERAMY (Paul) (p. 4720).

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX : SERUSCLAT (Franck) (p. 4735).

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS (TIPP) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4724).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); LUART (Roland du) (p. 4739).

TRANSPORTS SCOLAIRES : GIROD (Paul) (p. 4717); SALVI (Pierre) (p. 4730); URBANISME : DEFFERRE (Gaston) (p. 4711); GIROD (Paul) (p. 4716); VALADE (Jacques) (p. 4721, 4722, 4723); DELMAS (Lucien) (p. 4727); CAILLAVET (Henri) (p. 4731); GIRAUD (Michel) (p. 4734); BOUVIER (Raymond) (p. 4736); FOREST (Louis de la) (p. 4737); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4738); LUART (Roland du) (p. 4739); REGNAULT (René) (p. 4741).

ZONES RURALES : DELMAS (Lucien) (p. 4727).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (28 octobre 1982) (p. 4883, 4925); (29 octobre 1982) (p. 4938, 4955); (2

novembre 1982) (p. 4977, 5019) ; (4 novembre 1982) (p. 5099, 5111) ; (5 novembre 1982) (p. 5199, 5227) : *MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Descours Desacres, Paul Pillet, Gaston Defferre, ministre ; Philippe de Bourgoing, Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Lucien Delmas, Henri Duffaut, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Marc Bécam, Paul Pillet, Geoffroy de Montalembert, Paul Jargot, Roger Poudonson, Jacques Eberhard, Jean Ooghe, Roland Ruet, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Jacques Valade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Michel d'Aillières, Georges Berchet, Paul Séramy, René Ballayer, Adolphe Chauvin – Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme ; Jacques Pelletier, Pierre Matraja, Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense ; Pierre Louvot, Bernard Legrand – Roland du Luart, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique ; Bernard-Michel Hugo, René Regnault, Louis de la Forest, Raymond Brun, Paul Jargot, Michel Miroudot, Stéphane Bonduel – Jacques Mossion, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; René Ballayer – Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances (dotation globale d'équipement) ; Roland Grimaldi.*

TITRE I^{er}

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX ET DES MODALITES DE TRANSFERTS DE COMPETENCES

Art. 1^{er} (*Notion d'affaires d'intérêt local*) (p. 4883).

Adoptés : amendement n° A-14 de M. Paul Girod, rapporteur : règlement des affaires de leur compétence par les communes, les départements et les régions – Rôle de faciliter la participation des citoyens et d'assurer l'expression de la diversité de la vie locale (p. 4885) ; sous-amendement n° A-338 de M. Jacques Descours-Desacres : communes ; départements et régions constituant les cadres institutionnels de la participation des citoyens à la vie locale, garantissant et assurant l'expression de ses diversités (p. 4885).

Retiré : amendement n° A-289 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Paul Pillet : précisions concernant la notion d'intérêt local (p. 4884) – Amendement n° A-290 de M. Raymond Bouvier soutenu par M. Paul Pillet : participation des citoyens à la vie locale assurée par les communes, les départements et les régions (p. 4884).

Devient sans objet : amendement n° A-169 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : communes, départements et régions, organes de la participation des citoyens à la vie locale (p. 4885).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4885).

Art. 2 (*Prohibition de la tutelle entre les collectivités locales*) (p. 4885).

Adoptés : amendement n° A-15 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux risques de tutelle ou d'ingérence de compétence d'une collectivité sur une autre (p. 4886) ; sous-amendement n° A-351 de M. Gaston Defferre, ministre : possibilité pour une collectivité territoriale d'intervenir dans l'exercice des compétences relevant d'une autre collectivité territoriale en cas de convention conclue avec cette dernière et de fixer des règles s'imposant à une autre collectivité territoriale dans l'exercice des compétences de celle-ci (p. 4286).

Retirés : amendement n° A-291 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : interdiction pour une collectivité locale d'exercer une tutelle sur une autre collectivité (p. 4885) – Amendement n° A-202 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : interdiction pour une collectivité d'établir ou d'exercer une tutelle sous quelque forme que ce soit sur une autre d'entre elles (p. 4885).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4886).

Après l'art. 2 (p. 4886).

Adopté : amendement n° A-16 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat s'effectuant par bloc et représentation des collectivités territoriales correspondant à la part que ces collectivités assurent dans le financement des établissements publics (p. 4889).

Retiré : sous-amendement n° A-362 de M. Jacques Descours Desacres, à l'amendement n° A-16 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : prise en compte de la part que chaque catégorie de collectivité assure dans le financement de ces établissements (p. 4889) – Sous-amendement n° A-363 de M. Henri Duffaut à l'amendement n° A-16 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : représentation des collectivités territoriales pouvant répondre, si elles le désirent, à la part que ces collectivités assurent dans le financement de ces établissements (p. 4889) – Amendement n° A-17 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : impossibilité de transférer directement ou indirectement aux communes ou aux départements en dehors des cas et des conditions expressément prévus par la loi des dépenses à la charge de l'Etat ou d'un établissement public national ou régional (p. 4889).

Devient sans objet : amendement n° A-11 (art. additionnel) de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis : répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat s'effectuant par bloc et représentation des collectivités correspondant à la part que ces collectivités assurent dans le financement des établissements publics (p. 4889).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4889).

Art. 3 (*Principe de la compensation des transferts de compétences par un transfert des ressources nécessaires – Principe de la compensation des accroissements de charges décidés par voie réglementaire*) (p. 4889).

Adopté : amendement n° A-18 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet art. relatif à l'accomplissement des transferts de compétences du transfert par l'Etat aux communes, départements et régions des ressources nécessaires à l'exercice de ces compétences ; ressources définies à l'art. 114 de la présente loi au moins égales à celles résultant de l'application de l'art. 102 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; accroissement de charges pour les collectivités territoriales compensées dans les conditions prévues à l'art. 114 ; (p. 4925 ; scrutin public n° 20 ; liste des votants p. 4934, 4935).

Retirés : amendement n° A-12 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet art. relatif à l'accompagnement des transferts de compétences du transfert par l'Etat aux communes, départements et régions des ressources nécessaires à l'exercice de ces compétences (p. 4924) – Amendement n° A-332 de M. André Bohl, soutenu par M. Paul Pillet : prise d'effet des transferts de compétences après transfert par l'Etat aux collectivités territoriales des ressources équivalentes employées par l'Etat pour l'exercice de ses compétences (p. 4924) – Amendement n° A-170 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : prise d'effet des transferts de compétences après transfert par l'Etat aux collectivités territoriales de ressources au moins égales à celles qu'il consacre à l'exercice de ces compétences (p. 4924) – Amendement n° A-1 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : accompagnement des transferts de compétences du transfert par l'Etat aux collectivités territoriales des ressources nécessaires à l'exercice de ces compétences et définies à l'art. 114 de la présente loi (p. 4924).

Devient sans objet : amendement n° A-352 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de cet art. relatif à l'accompagnement des transferts de compétences du transfert par l'Etat aux communes, départements et régions des ressources nécessaires à l'exercice de ces compétences (p. 4925).

– L'art. 3 (précédemment réservé p. 4891), ainsi modifié, est adopté (p. 4925).

Après l'art. 3 (p. 4891).

Adopté : amendement n° A-19 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : détermination au préalable des transferts de ressources correspondants pour chaque transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités locales ou entre les collectivités locales elles-mêmes (p. 4925 ; précédemment réservé p. 4891).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4925).

Art. 4 (Calendrier d'entrée en vigueur des différents transferts de compétences) (p. 4891).

Adoptés : amendement n° A-20 de M. Paul Girod, rapporteur : limitation à un an après la date de promulgation de la présente loi de la fixation par décret de chaque transfert de compétences ; compétences transférées au cours de chacune des années à venir (p. 4897) ; sous-amendement n° A-353 de M. Gaston Defferre, ministre : détermination des transferts de compétences dans le domaine de la justice et de la police par une loi ultérieure : achèvement au plus tard deux ans après la date de promulgation de la présente loi des transferts de compétences dans les domaines de la justice (p. 4897) ; sous-amendement n° A-72 de MM. Geoffroy de Montalembert et Jacques Descours Desacres qui le soutient : fixation par décret d'une date au plus tôt le 31 mars 1983 pour la prise d'effet de chaque transfert (p. 4896).

Rejeté : amendement n° A-331 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Paul Pillet : suppression de cet article relatif à la fixation de la date d'effet et transfert (p. 4896).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4897).

Après l'art. 4 (p. 4897).

Deviennent sans objet : amendement n° A-354 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : transfert de compétences organisé par la présente loi, accompagné du transfert par l'Etat aux communes, aux départements et aux régions des ressources et des moyens nécessaires à l'exercice des dites compétences (p. 4925 ; précédemment réservé p. 4897) – Amendement n° A-355 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : impossibilité pour l'Etat d'accroître par voie réglementaire des charges résultant, pour les collectivités locales de l'exercice des compétences transférées, dans des proportions supérieures à la progression annuelle de la dotation générale de décentralisation définie à l'art. 118 de la présente loi (p. 4925 ; précédemment réservé p. 4897).

Art. 5 (Transports éventuels aux organismes de coopération – Convention entre collectivités territoriales pour l'exercice de leurs compétences) (p. 4897).

Premier alinéa (p. 4897).

Adopté : amendement n° A-293 de M. Roger Poudonson : exercice des attributions dans un domaine faisant l'objet d'un transfert de compétences par un groupement de collectivités territoriales et avis favorable des collectivités qui en sont membres selon les règles de majorité en vigueur au sein de cet organisme (p. 4898).

Retirés : amendement n° A-163 de M. Louis de la Forest, soutenu par M. Jacques Descours-Desacres : suppression du premier alinéa relatif à l'exercice des attributions dans un domaine faisant l'objet d'un transfert de compétences par un groupement de collectivités territoriales (p. 4898) – Amendement n° A-261 de M. Jean Ooghe, soutenu par M. Paul Jargot : avis conforme nécessaire des conseils municipaux concernés lorsqu'un groupement de collectivités territoriales exerce des attributions dans un domaine faisant l'objet d'un transfert de compétences (p. 4898) – Amendement n° A-292 de M. Jacques Moisson, soutenu par M. Paul Pillet : avis favorable de la collectivité normalement bénéficiaire du transfert lorsqu'un groupement de collectivités territoriales exerce des attributions dans un domaine faisant l'objet d'un transfert de compétences (p. 4898).

– Le premier alinéa de l'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4898).

Deuxième alinéa (p. 4898).

Adopté : amendement n° A-21 de M. Paul Girod, rapporteur : liberté d'association des collectivités territoriales pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération (p. 4900).

Retirés : amendement n° A-184 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression du deuxième alinéa relatif à l'association des collectivités territoriales pour l'exercice de leurs compétences (p. 4900) – Amendement n° A-294 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Paul Pillet : possibilité pour les collectivités territoriales de s'associer librement pour l'exercice de leurs compétences (p. 4900) – Amendement n° A-262 de M. Jean Ooghe : modalités de coopération entre communes, départements et régions définies par la loi prévue par l'art. 1^{er} de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions (p. 4900).

Devient sans objet : amendement n° A-263 de M. Jacques Eberhard : possibilité pour les collectivités territoriales de s'associer librement pour l'exercice de leurs compétences (p. 4900).

– Le deuxième alinéa de l'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4900).

Troisième alinéa (p. 4900).

Adopté : amendement n° A-22 de M. Paul Girod, rapporteur : conventions ne pouvant avoir pour effet de transférer en tout ou partie l'exercice d'une compétence d'une collectivité locale à une autre, sauf dispositions particulières prévues par la loi (p. 4901).

– Le troisième alinéa de l'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4901).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4901).

Art. 6 (Conséquences administratives des transferts de compétences – Principe du transfert des services et des personnels) (p. 4901).

Adopté : amendement n° A-356 de M. Gaston Defferre, ministre : conditions du transfert des services correspondants pour tout transfert de compétences de l'Etat au profit des départements et des régions (p. 4904).

Retirés : amendement n° A-295 de M. Adolphe Chauvin soutenu par M. Paul Pillet : services de l'Etat dans les régions et les départements nécessaires à l'exercice des compétences transférés aux collectivités territoriales, mis à la disposition de la collectivité locale concernée et placée sous son autorité pour l'exercice de ces compétences (p. 4903) – Amendement n° A-204 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : services de l'Etat dans les régions et les départements nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales, mis à la disposition de la collectivité locale concernée (p. 4903) – Amendement n° A-296 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Paul Pillet : services ou partie de services de l'Etat chargés de la mise en œuvre d'une compétence attribuée à une collectivité transférés à celle-ci dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat avant le transfert effectif de cette compétence (p. 4903) – Amendement n° A-164 de M. Louis de la Forest, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : maintien des garanties statutaires accordées au personnel des collectivités locales et des services concernés dans l'attente de la promulgation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 (p. 4903).

Devient sans objet : amendement n° A-23 de M. Paul Girod, rapporteur : transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales s'accompagnant du transfert des services correspondants (p. 4904).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4904).

Art. 7 (Transferts des services de la préfecture – Prorogation et modification des conventions passées entre les présidents de

Conseils généraux et régionaux et les représentants de l'Etat (p. 4904).

Adoptés : amendement n° A-357 de M. Gaston Defferre, ministre : modifications de cette convention faisant l'objet d'un avenant approuvé par arrêté du ministre de l'intérieur dans le délai de trois mois suivant la publication du décret fixant pour chaque compétence la date d'entrée en vigueur du transfert, (p. 4907) ; sous-amendement n° A-368 de M. Paul Girod, rapporteur : concernant les modifications de cette convention, suppression de l'approbation de l'avenant par arrêté du ministre de l'intérieur (p. 4907).

Retirés : amendement n° A-297 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Paul Pillet : abrogation de la convention conclue entre le représentant de l'Etat et le président du Conseil général et du conseil régional en application de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (p. 4904) – Amendement n° A-339 de M. Jacques Descours Desacres : modifications de cette convention faisant l'objet, dans un délai de trois mois après sa publication, ou après celle de chacun des décrets prévus à l'art. 4 pour la matière concernée, d'un avenant approuvé par arrêté du ministre de l'intérieur (p. 4907) – Amendement n° A-186 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Roland Ruet : avenant approuvé par le président de la collectivité territoriale concernée et le représentant de l'Etat (p. 4907).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4907).

Après l'art. 7 (p. 4907).

Retiré : amendement n° A-358 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : personnel des services mentionnés aux art. 6 et 7 restant régis par les statuts qui leur sont applicables lors de l'entrée en vigueur de la présente loi (p. 4912 ; précédemment réservé p. 4907).

Avant l'art. 8 (p. 4907).

Adopté : amendement n° A-24 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : services de l'Etat nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales, mis à disposition en tant que de besoin de la collectivité territoriale concernée ; services et personnels placés sous l'autorité et le contrôle direct de l'exécutif de la collectivité territoriale concernée pendant la durée de la mise à disposition ; interdiction pour les services de l'Etat mis à disposition de participer à l'exercice du contrôle de légalité (p. 4910) ; sous-amendement n° A-369 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : autorité et contrôle s'exerçant dans le cadre des lois et règlements, sous réserve de l'article 18 de la présente loi et de l'art. additionnel après l'art. 32 ci-dessous (p. 4910) – Amendement n° A-359 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : possibilité pour les services de l'Etat des régions et des départements d'apporter pour les compétences qui leur sont transférées leur concours aux communes qui le demandent (p. 4911).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4910 et 4911).

Art. 8 (*Pérennisation de la mise à disposition prévue par la loi du 2 mars 1982*) (p. 4911).

Retirés : amendement n° A-185 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : autorité du président sur les services extérieurs de l'Etat pour la préparation et l'exécution des délibérations au conseil général (p. 4911) – Amendement n° A-299 de M. Claude Mont, soutenu par M. Paul Pillet : conditions de l'autorité du président du conseil régional sur les services extérieurs de l'Etat fixées par convention (p. 4911).

– L'art. 8 est adopté (p. 4911).

Après l'art. 8 (p. 4911).

Adoptés : amendement n° A-25 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : personnels des services mentionnés aux

articles précédents restant régis par les statuts qui leur sont applicables lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, jusqu'à la publication de la loi relative aux garanties statutaires accordées aux personnels des collectivités territoriales prévues par la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (p. 4912) – Amendement n° A-26 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : détermination des responsabilités civiles lorsqu'un dommage ouvrant droit à réparation résulte en tout ou en partie de la faute d'un agent ou du défaut de fonctionnement d'un service ne dépendant pas directement d'une collectivité territoriale (p. 4912) – Amendement n° A-27 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : décompte particulier dans les conditions prévues à l'art. 114 ci-dessous des charges résultant des contrats destinés à garantir les collectivités territoriales contre les risques découlant de l'exercice de compétences transférées (p. 4913).

– Trois art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4912 et 4913).

Art. 9 (*Principe de la mise à disposition de biens correspondant aux compétences transférées*) (p. 4913).

Adoptés : amendement n° A-28 de M. Paul Girod, rapporteur : transfert d'une compétence entraînant de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens, meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert pour l'exercice de cette compétence (p. 4914) – Amendement n° A-2 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : constatation de la mise à disposition par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire : procès-verbal précisant le montant estimatif des travaux nécessaires à l'exercice satisfaisant de la compétence transférée (p. 4915).

Retirés : amendement n° A-300 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Paul Pillet : concomitance entre la mise à disposition et les transferts de compétences (p. 4914) – Amendement n° A-29 de M. Paul Girod, rapporteur : constatation de la mise à disposition par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire (p. 4915) – Amendement n° A-301 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : constatation de la mise à disposition par un procès-verbal d'accord établi entre le représentant de l'Etat dans le département et la collectivité concernée (p. 4914).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4915).

Avant l'art. 10 (p. 4915).

Adopté : amendement n° A-341 (art. additionnel) de M. Jacques Descours Desacres : cas où la collectivité devenant compétente est déjà propriétaire des biens où s'exerçait la compétence et exerce par cette collectivité sans restriction aucune de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire (p. 4915).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4915).

Art. 10 (*Droits et obligations de la collectivité propriétaire et la collectivité bénéficiaire*) (p. 4915).

Adoptés : amendement n° A-30 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à la gestion des biens et énumérant les obligations réciproques entre les parties (p. 4917) ; sous-amendement n° A-361 de M. Gaston Defferre, ministre : conclusion d'une convention entre les deux collectivités intéressées déterminant les conditions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens remis dans lesquels la collectivité bénéficiaire peut procéder à ces travaux (p. 4917).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4917).

Art. 11 (*Conséquences de la désaffectation des biens mis à disposition – Conditions de la vente des biens concernés*) (p. 4917).

Adoptés : amendement rédactionnel n° A-31 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4917) – Amendement n° A-32 de M. Paul

Girod, rapporteur : à défaut d'accord, fixation par le juge du prix selon les modalités d'estimation utilisées en matière d'expropriation (p. 4918).

Retiré : sous-amendement n° A-360 de M. Gaston Defferre, ministre, à l'amendement n° A-32 de M. Paul Girod, rapporteur : modalités de fixation du prix et, à défaut d'accord fixation des prix par le juge de l'expropriation (p. 4918).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4918).

Art. 12 (*Cas où la collectivité antérieurement compétente n'était pas propriétaire – Substitution dans les droits et obligations correspondant aux biens mis à disposition*) (p. 4918).

Adopté : amendement n° A-33 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif au cas où la collectivité antérieurement compétente était locataire des biens mis à sa disposition (p. 4918).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4918).

Après l'art. 12 (p. 4918).

Retiré : amendement n° A-34 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : contrôle de la légalité des décisions individuelles (p. 5163 ; précédemment réservé p. 4919).

Art. 13 (*Obligation de poursuivre l'établissement de statistiques – Compensation des charges correspondantes*) (p. 4919).

Adoptés : amendement n° A-3 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : obligation d'établissement de statistiques pour tout transfert de compétences (p. 4920) – Amendement n° A-4 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : décret en Conseil d'Etat déterminant les modalités des obligations incombant aux collectivités territoriales et définition des conditions de la compensation financière (p. 4921) ; sous-amendement n° A-35 de M. Paul Girod, rapporteur : loi déterminant les modalités des obligations incombant aux collectivités territoriales (p. 4921).

Retiré : amendement n° A-303 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : obligation d'établissement de statistiques selon les modalités définies par la loi pour tout transfert de compétences (p. 4920).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4921).

Art. 14 (*Sujétions imposées par la défense nationale*) – Adopté (p. 4922).

TITRE II

DES COMPETENCES NOUVELLES DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS

SECTION I

De l'urbanisme

Intitulé (p. 4939).

Adoptés : amendements identiques n° A-74 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis et n° A-36 de M. Paul Girod, rapporteur : intitulé ; « De l'urbanisme et de la sauvegarde du patrimoine et des sites » (p. 5134 ; précédemment réservé p. 4939).

– L'intitulé de la section I du titre II, ainsi modifié, est adopté (p. 5134).

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Avant l'art. 15 (p. 4942).

Adoptés : amendement n° A-75 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : cohérence entre les différents documents d'urbanisme et défense des libertés locales (p. 4943) ; sous-amendement n° A-342 de M. Jacques Descours Desacres : harmonisation des décisions des collectivités publiques (p. 4943).

Deviens sans objet : sous-amendement n° A-370 de M. Roger Quilliot, ministre : gestion de l'espace ; protection des espaces naturels et des paysages ; promotion de l'équilibre harmonieux de la population (p. 4943).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4943).

Art. 15 (*Prescriptions nationales et prescriptions particulières à certaines régions*) (p. 4943).

Adopté : amendement n° A-76 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : prescriptions nationales en application de lois d'aménagement et d'urbanisme du territoire ; avis des régions concernées et compatibilité entre les documents d'urbanisme (p. 4945).

Retirés : amendement n° A-304 de M. Roger Poudonson : référence au code de l'urbanisme ; détermination par la loi des conditions d'application des règles nationales d'urbanisme ; définition du contenu de la directive par décret d'application (p. 4945) – Amendement n° A-172 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : impossibilité pour l'Etat d'imposer des prescriptions particulières à certaines régions (p. 4945).

Deviens sans objet : amendement n° A-371 de M. Roger Quilliot, ministre : prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire en application de lois d'aménagement et d'urbanisme ; propositions et consultation de régions territorialement intéressées ; compatibilité entre les documents d'urbanisme (p. 4945).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4945).

Après l'art. 15 (p. 4945).

Adoptés : amendement n° A-283 (art. additionnel) de M. Jacques Pelletier : dispositions incluses dans les documents d'urbanisme (p. 4946) ; sous-amendement n° A-429 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : valeur de prescription nationale (p. 4946).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4946).

Art. 16 (*Principe d'inconstructibilité en l'absence de document d'urbanisme*) (p. 4946).

Adoption de la motion n° A-337 de M. Jacques Mossion, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 5104 ; scrutin public n° 28 ; liste des votants p. 5192, 5193).

– L'art. 16 est rejeté (p. 5104 ; précédemment réservé p. 4946).

Après l'art. 16 (p. 4946).

Retiré : amendement n° A-183 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing puis par M. Jacques Descours Desacres : sauvegarde de l'espace agricole et protection des documents relatifs aux opérations d'urbanisme ou d'infrastructure (p. 5104 ; précédemment réservé p. 4946).

Art. 17 (*Commission départementale de conciliation*) (p. 4946).

Adoptés : amendement n° A-78 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : mission de la commission de conciliation en matière d'élaboration de schémas directeurs, de plans d'occupation des sols et de tout document d'urbanisme opposable aux tiers (p. 4950) ; sous-amendement n° A-236 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Pierre Matraja : composition de cette commission (p. 4950) ; sous-amendement n° A-197 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : détermination des conditions d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat (p. 4949).

Retirés : amendements identiques n° A-174 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et n° A-330 de M. Roger Poudonson : suppression de cet article relatif à l'institution d'une commission de conciliation en matière d'élaboration de schémas directeurs et de plans d'occupation des sols (p. 4948) – Sous-amendement n° A-350 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, à l'amendement n° A-78 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : compétence pour les zones d'environne-

ment protégé (p. 4948) – Sous-amendement n° A-344 de M. Roland du Luart soutenu par M. Philippe de Bourgoing, à l'amendement n° A-78 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : représentation de la chambre d'agriculture, de la chambre des métiers, et de la chambre de commerce et d'industrie (p. 4948).

Deviennent sans objet : amendement n° A-372 de M. Roger Quilliot, ministre : composition et mission de la commission départementale de conciliation en matière d'élaboration de schémas directeurs et de plans d'occupation des sols (p. 4950) – Amendement n° A-264 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe : désignation par le conseil général de personnes qualifiées pour siéger dans la commission de conciliation en matière d'élaboration de schémas directeurs et de plans d'occupation des sols (p. 4950) – Amendement n° A-196 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : représentation de la chambre d'agriculture, de la chambre des métiers, de la chambre de commerce et d'industrie (p. 4950) – Amendement n° A-237 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Pierre Matraja : précision du domaine sur lequel porte l'avis des personnes publiques associées à l'élaboration des documents d'urbanisme (p. 4950).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4950).

Art. 18 (*Prise en charge des dépenses en matière d'urbanisme par les collectivités territoriales – Compensation des charges correspondantes*) (p. 4950).

Adoptés : amendement n° A-79 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : prise en charge des dépenses entraînées par les études, l'établissement, la modification et la révision des documents d'urbanisme (p. 4952) ; sous-amendement n° A-336 de M. André Bohl, soutenu par M. Roger Poudonson : substitution de la notion de plans d'occupation des sols ou de tout document élaboré par la commune à celle de documents d'urbanisme (p. 4951).

Retirés : sous-amendement n° A-153 de M. Paul Girod, rapporteur, à l'amendement n° A-79 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : référence à la loi portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (p. 4953).

Deviennent sans objet : amendement n° A-238 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Pierre Matraja : coût de l'établissement des documents d'urbanisme et transfert de ressources au titre de la dotation générale de décentralisation (p. 4953) – Amendement n° A-373 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : prise en charge des dépenses entraînées pour les études et pour l'établissement des documents d'urbanisme par les communes ou groupements de communes compétents pour leur élaboration (p. 4953).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 4953).

CHAPITRE II

Des schémas directeurs

Art. 19 (*Objectifs du schéma directeur*) (p. 4953).

Adopté : amendement n° A-80 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : harmonisation des schémas directeurs, des schémas de secteur et des programmes de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics (p. 4955).

Rejeté : amendement n° A-374 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : finalité du schéma directeur et définition des conditions de l'équilibre urbain et rural (p. 4955).

Retirés : amendement n° A-329 de M. Roger Poudonson : suppression de cet art. relatif à la mission des schémas directeurs (p. 4955) – Amendement n° A-39 de M. Paul Girod, rapporteur : prise en compte par les schémas directeurs et les schémas de secteur de programmes de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements et services publics (p. 4955) – Sous-amendement n° A-345 de M. Roland du Luart, soutenu

par M. Pierre Louvot, à l'amendement n° A-80 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : prise en compte des dispositions prévues par les chartes intercommunales (p. 4955).

Deviennent sans objet : amendement n° A-284 de M. Bernard Legrand : substitution de la notion de protection et de mise en valeur à celle d'organisation de l'espace (p. 4955) – Amendement n° A-198 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Pierre Louvot : référence aux chartes intercommunales (p. 4955).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 4955).

Art. 20 (*Elaboration du schéma directeur*) (p. 4977).

Adopté : amendement n° A-81 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification ; nouvelle rédaction de cet article relatif à l'élaboration du schéma directeur (p. 4982).

Rejeté : amendement n° A-312 de M. Roger Poudonson : suppression de cet article relatif à l'élaboration du schéma directeur (p. 4981).

Retiré : sous-amendement n° A-346 de M. Roland du Luart, à l'amendement n° A-81 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : caractère d'intérêt général de la protection des activités agricoles et des espaces naturels (p. 4981).

Deviennent sans objet : amendement n° A-328 de M. Roger Poudonson : codification ; initiative de l'établissement des schémas directeurs à l'Etat et aux collectivités locales concernées, meilleure représentation des collectivités locales dans la commission d'élaboration (p. 4982) – Amendement n° A-375 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : règle de majorité en matière de coopération intercommunale, de définition du périmètre et d'élaboration des schémas (p. 4082) – Amendement n° A-199 de M. Roland du Luart : définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'élaboration par les communes du schéma directeur (p. 4982) – Amendement n° A-266 de M. Bernard-Michel Hugo : accord des conseils municipaux concernés pour l'établissement du périmètre des schémas directeurs (p. 4982) – Amendement de coordination n° A-241 de M. René Regnault (p. 4982) – Amendement n° A-242 de M. René Regnault : renforcement du rôle des collectivités locales de base dans l'élaboration des schémas directeurs et établissements publics (p. 4982) – Amendement n° A-267 de M. Bernard-Michel Hugo : communes et établissements publics pour l'établissement des schémas directeurs (p. 4982) – Amendement de coordination n° A-268 de M. Bernard-Michel Hugo (p. 4982) – Amendement n° A-243 de M. René Regnault : liberté de délibération des communes (p. 4982) – Amendement de coordination n° A-244 de M. René Regnault (p. 4982) – Amendement n° A-165 de M. Louis de la Forest : organismes consulaires (p. 4982).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4982).

Après l'art. 20 (p. 4982).

Adopté : sous-amendement n° A-154 de M. Paul Girod, rapporteur : prise en compte du potentiel fiscal des communes (p. 4983).

Rejeté : amendement n° A-82 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : réglementation du fonctionnement du syndicat intercommunal d'études et de programmation (p. 4983).

Art. 21 (*Adoption du projet du schéma directeur*) (p. 4983).

Adopté : amendement n° A-83 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification des modalités d'adoption du schéma directeur ; avis des personnes publiques consultées annexé au dossier mis à la disposition du public (p. 4983 ; scrutin public n° 21 ; liste des votants p. 5026, 5027).

Rejeté : sous-amendement rédactionnel n° A-376 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° A-83 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (p. 4983).

Devient sans objet : amendement n° A-269 de M. Bernard-Michel Hugo : adoption du projet de schéma directeur par délibération des conseils municipaux (p. 4983).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4983).

Art. 22 (Approbation du schéma directeur) (p. 4983).

Adoptés : sous-amendement n° A-364 de M. Marc Becam, soutenu par M. Raymond Brun, à l'amendement n° A-37, de M. Paul Girod, rapporteur : retrait de communes du périmètre du schéma directeur par délibération adoptée à la majorité (p. 4986) – Amendement n° A-84 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification ; conditions d'approbation et d'arrêt du schéma directeur intervention du représentant de l'Etat ; cas d'opposition de retrait de communes (p. 4989) ; scrutin public n° 22 ; liste des votants p. 5027, 5028) ; sous-amendement n° A-246 de M. Lucien Delmas : obligation pour le représentant de l'Etat de motiver ses demandes de modifications du schéma directeur (p. 4988).

Rejeté : premier alinéa de l'amendement n° A-37 de M. Paul Girod, rapporteur : conditions d'approbation et d'arrêt des schémas directeurs (p. 4987).

Retiré : second alinéa de l'amendement n° A-37 de M. Paul Girod, rapporteur : opposition et retrait des communes du périmètre du schéma directeur (p. 4987).

Deviennent sans objet : amendement n° A-373 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : codification : possibilité de modification du projet de schéma directeur, transmission pour information à la région, au département et aux personnes publiques intéressées (p. 4989) – Amendement n° A-245 de M. René Regnault : modalités de l'information relative au schéma directeur après son approbation (p. 4989).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 4989).

Art. 23 (Elaboration ou modification d'un schéma directeur à la demande du représentant de l'Etat) (p. 4989).

Adopté : amendement n° A-85 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : insertion des dispositions de cet article relatives aux conditions d'élaboration ou de modification d'un schéma directeur dans un article L. 122-1-4 du code de l'urbanisme (p. 4990 ; scrutin public n° 23 ; liste des votants p. 5028, 5029).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 4990).

Après l'art. 23 (p. 4990).

Adopté : amendement n° A-86 (art. additionnel) de M. Jacques Valade rapporteur pour avis : codification : addition au code de l'urbanisme d'un art. L. 122-4 renvoyant à des décrets en Conseil d'Etat la précision de la nature des projets d'intérêt général visés aux articles précédents (p. 4990).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4990).

CHAPITRE III

Des plans d'occupation des sols

Art. 24 (Place des plans d'occupation des sols dans la hiérarchie des règles en matière d'urbanisme) (p. 4990).

Adoptés : première, seconde et quatrième phrase de l'amendement n° A-87 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : nouvelle rédaction de cet article pour insertion dans le code de l'urbanisme (p. 4993) ; sous-amendement rédactionnel n° A-155 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4992).

Rejetée : troisième phrase de l'amendement n° A-87 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : maintien de la référence aux chartes intercommunales (p. 4993).

Devient sans objet : amendement n° A-380 de M. Gaston Defferre, ministre : distinction entre les dispositions obligatoires et les dispositions facultatives contenues dans le plan d'occupation des sols (p. 4993).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 4993).

Après l'art. 24 (p. 4993).

Adoptés : amendement n° A-88 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : décision d'élaboration, de révision ou de modification d'un plan d'occupation des sols par une commune (p. 4993) – Amendement n° A-89 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : obligation pour certaines communes d'avoir un plan d'occupation des sols (p. 4994).

Rejeté : amendement n° A-381 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : codification : conditions d'annulation par voie juridictionnelle d'un plan d'occupation des sols ; conditions de substitution d'un nouveau plan d'occupation des sols à un plan antérieur (p. 4994).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4993 et 4994).

Art. 25 (Elaboration du POS selon la procédure décentralisée) (p. 4994).

Adoptés : amendement n° A-90 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : 1° codification ; 2° modifications des conditions d'élaboration et de publication des plans d'occupation des sols (p. 4998) ; sous-amendement n° A-157 de M. Paul Girod, rapporteur : 1° rédactionnel ; 2° délimitation du champ de cet article relatif au cas des communes couvertes par un schéma directeur approuvé (p. 4998).

Retirés : sous-amendement n° A-324 de M. Roger Poudonson à l'amendement n° A-90 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : plan d'occupation des sols opposable dès sa publication (p. 4997) – Sous-amendement n° A-190 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, à l'amendement n° A-90 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : responsabilité et contrôle de la commune sur l'élaboration du plan d'occupation des sols (p. 4997) – Amendement de coordination n° A-247 de M. René Regnault : conditions de consultation de l'Etat, de la région, du département et des autres collectivités territoriales et établissements publics de coopération concernés (p. 4996).

Deviennent sans objet : amendement n° A-382 de M. Gaston Defferre, ministre : 1° codification ; 2° nouvelle rédaction des dispositions relatives aux conditions d'élaboration et de publication des plans d'occupation des sols (p. 4998) – Amendements de coordination n° A-248 et n° A-249 de M. René Regnault (p. 4998) – Amendement n° A-167 de M. Louis de la Forest : procédure de consultation préalable à l'élaboration d'un plan d'occupation des sols : délai de transmission de l'avis valant approbation du plan (p. 4998) – Amendement n° A-250 de M. Lucien Delmas plan d'occupation des sols opposable dès sa publication (p. 4998).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 4998).

Art. 26 (Soumission à enquête publique et approbation) (p. 4998).

Adopté : amendement n° A-91 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : 1° codification ; 2° nouvelle rédaction de cet article relatif à la soumission à enquête publique et l'approbation du plan d'occupation des sols (p. 4999).

Retirés : sous-amendement de coordination n° A-334 de M. Roger Poudonson, à l'amendement n° A-91 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (p. 4999) – Amendement n° A-251 de M. René Regnault : délai maximum de trois ans à compter de la publication du plan d'occupation des sols pour son approbation par délibération du conseil municipal (p. 4999).

Devient sans objet : amendement n° A-383 de M. Gaston Defferre, ministre : 1° codification ; 2° nouvelle rédaction de cet article relatif à la soumission à enquête publique et à l'approbation du plan d'occupation des sols (p. 4999).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 4999).

Art. 27 (Conditions d'entrée en vigueur et opposabilité aux tiers des POS dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé) (p. 4999).

Adoptés : amendement n° A-92 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : 1° codification ; 2° nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions d'entrée en vigueur des plans d'occupation des sols dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé : contrôle de légalité (p. 5001) ; sous-amendement n° A-253 de M. Lucien Delmas : contrôle de légalité du représentant de l'Etat en cas d'incompatibilités manifestes entre le plan d'occupation des sols de la commune considérée et l'utilisation ou l'affectation des sols des communes voisines (p. 5001).

Retirés : amendement n° A-192 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : conditions d'entrée en vigueur des plans d'occupation des sols dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé : exercice du contrôle de la légalité par la juridiction administrative (p. 5001) – Amendement n° A-175 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : conditions d'entrée en vigueur des plans d'occupation des sols dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé : exercice de contrôle de légalité par la juridiction administrative (p. 5001) – Amendement n° A-252 de M. Lucien Delmas : conditions d'entrée en vigueur des plans d'occupation des sols dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé : limitation du pouvoir d'intervention du représentant de l'Etat (p. 5001) – Amendement n° A-176 de M. Jean-François Pintat soutenu par M. Michel Miroudot : délai laissé au tribunal administratif pour rendre son arrêté à compter de sa saisine par le représentant de l'Etat (p. 5001).

Devient sans objet : amendement n° A-384 de M. Gaston Defferre ministre : 1° codification ; 2° nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions d'entrée en vigueur des plans d'occupation des sols dans les communes non couvertes par un schéma directeur approuvé : contrôle de légalité (p. 5001).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 5001).

Art. 28 (Prescription et approbation de la modification de la révision du POS par le représentant de l'Etat) (p. 5001).

Adopté : amendement n° A-93 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : 1° codification ; 2° modification des dispositions de cet article relatives à la révision ou à la modification des plans d'occupation des sols à la demande du représentant de l'Etat (p. 5003).

Retirés : amendement n° A-177 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Michel Miroudot : suppression de cet article relatif à la révision ou à la modification des plans d'occupation des sols à la demande du représentant de l'Etat (p. 5002) – Sous-amendement n° A-349 de M. Roland du Luart, à l'amendement n° A-93 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : consultation de la commission départementale des structures agricoles et des représentants de la chambre d'agriculture dans les cas prévus à l'art. 73 de la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 (p. 5003).

Devient sans objet : amendement de codification n° A-385 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 5003).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 5003).

Après l'art. 28 (p. 5003).

Adopté : amendement n° A-94 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : double procédure de révision ou de modification des plans d'occupation des sols, par analogie avec les deux procédures d'élaboration de ces plans (p. 5003).

Rejeté : sous-amendement n° A-386 de M. Gaston Defferre, ministre : conditions d'application anticipée des dispositions du nouveau plan en cours d'élaboration en cas de révision d'un plan d'occupation des sols (p. 5003).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5003).

Art. 29 (Annexion des servitudes aux POS – Pouvoir de substitution du représentant de l'Etat) (p. 5003).

Adopté : amendement n° A-95 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : 1° codification ; 2° augmentation de un

à six mois du délai laissé au maire ou au président de l'établissement public compétent pour annexer au plan d'occupation des sols les servitudes d'utilité publique (p. 5004).

Rejeté : sous-amendement n° A-387 de M. Gaston Defferre, ministre : 1° responsabilité du maire seul pour annexer au plan d'occupation des sols les servitudes d'utilité publique ; 2° maintien du délai à un mois (p. 5004).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 5004).

Après l'art. 29 (p. 5005).

Adoptés : amendement n° A-96 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : valeur de plan d'occupation des sols conférée aux zones d'environnement protégé (ZEP) existantes (p. 5005) – Amendement n° A-97 (division en chapitre additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : intitulé de chapitre additionnel « des cartes communales » (p. 5006) – Amendement n° A-98 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : contenu de ce chapitre : objet, élaboration et opposabilité aux tiers de la carte communale (p. 5006) – Amendement n° A-99 (division en chapitre additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : insertion d'une division en chapitre additionnel « Les opérations d'aménagement » (p. 5007) – Amendement n° A-100 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : contenu de ce chapitre : compétence des communes ou de leurs groupements pour décider et diriger toutes les opérations d'aménagement urbain (p. 5007).

Rejeté : amendement n° A-388 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : délai de deux ans accordé aux communes pour substituer aux zones d'environnement protégé (ZEP) un plan d'occupation des sols opposable aux tiers (p. 5005).

Retirés : amendement n° A-318 et A-319 de M. Roger Poudonson : codification : création d'un chapitre additionnel relatif à l'objet, à l'élaboration et à l'opposabilité aux tiers de la carte communale (p. 5006) – Sous-amendement n° A-389 de M. Gaston Defferre, ministre, à l'amendement n° A-100 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : extension du champ d'application de cet article aux zones d'aménagement concerté (ZAC) (p. 5007).

– Deux divisions en chapitres additionnels et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5005, 5006 et 5007).

CHAPITRE IV

Des schémas d'utilisation de la mer

Intitulé (p. 5007).

Adopté : amendement n° A-101 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : suppression de la division et de l'intitulé du chapitre IV : « Des schémas d'utilisation de la mer » (p. 5010).

– La division chapitre IV et son intitulé sont supprimés (p. 5010).

Art. 30 (Schémas d'utilisation de la mer) (p. 5007).

Adoptés : amendements identiques n° A-102 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis, n° A-5 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis soutenu par M. Jacques Descours Desacres, n° A-179 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Michel Miroudot et n° A-317 de M. Jean Francou, soutenu par M. Paul Pillet : suppression de cet article relatif aux schémas d'utilisation de la mer (p. 5010).

Deviennent sans objet : amendement n° A-168 de M. Louis de la Forest : pouvoir d'initiative des régions pour l'établissement de schémas d'utilisation de la mer dans les zones côtières (p. 5010) – Amendement n° A-194 de M. Roland du Luart : substitution de l'appellation de schéma d'utilisation du littoral à l'appellation du schéma d'utilisation de la mer (p. 5010) – Amendement n° A-195 de M. Roland du Luart : extension du champ d'application aux zones d'activités agricoles (p. 5010)

– Amendement de coordination n° A-205 de M. Roland du Luart (p. 5010) – Amendement n° A-285 de M. Stéphane Bonduel : compensation par l'octroi de moyens financiers du transfert de compétences aux communes en matière de défense et de protection des côtes (p. 5010) – Amendement de forme n° A-254 de M. René Regnault : schémas directeurs (p. 5010) – Amendement n° A-272 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Bernard-Michel Hugo : fixation par décret en Conseil d'Etat des seules modalités d'élaboration des schémas d'utilisation de la mer, à l'exclusion de leur contenu (p. 5070).

– L'art. 30 est supprimé (p. 5010).

CHAPITRE V

Du permis de construire et des divers mode d'utilisation du sol

Avant l'art. 31 (p. 5010).

Adopté : amendement n° A-103 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : conditions d'attribution et d'instruction du permis de construire : délivrance soit par le maire ou le président de l'établissement public compétent, soit par l'Etat (p. 5010).

Devient sans objet : amendement n° A-393 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : codification : conditions de délivrance du permis de construire (p. 5010).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5010).

Art. 31 (*Délivrance du permis de construire par le maire*) (p. 5010).

Adoptés : amendement n° A-104 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : modification, instruction et délivrance par le maire des demandes de permis de construire ; cas où le maire est intéressé à la délivrance du permis de construire (p. 5013 ; scrutin public n° 24 ; liste des votants p. 5029) ; sous-amendement n° A-365 de M. Marc Bécam : suppression du caractère définitif du transfert de compétences (p. 5013).

Deviennent sans objet : amendement de codification n° A-390 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 5013) – Amendement n° A-255 de M. Lucien Delmas : établissements publics et pouvoirs réglementaires des communes (p. 5013) – Amendement n° A-273 de M. Bernard-Michel Hugo : retrait de délégation de compétence de la commune à l'établissement public (p. 5013) – Amendement rédactionnel et de codification n° A-206 de M. Roland du Luart (p. 5013) ; sous-amendement n° A-391 de M. Gaston Defferre, ministre : amélioration de la codification (p. 5013).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 5013).

Après l'art. 31 (p. 5014).

Adopté : amendement n° A-105 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : organisation de délégation de pouvoirs du maire dans le cas d'un établissement public groupant des communes (p. 5014).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5014).

Art. 32 (*Consultations obligatoires*) (p. 5014).

Adoptés : amendement n° A-106 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification : consultation obligatoire pour la délivrance du permis de construire ; responsabilité de l'Etat en cas d'annulation motivée par l'illégalité d'un avis émis par l'Etat dans le cadre de ces consultations (p. 5014) ; paragraphes n° 2 et n° 3 du sous-amendement n° A-394 de M. Gaston Defferre, ministre : codification (p. 5014).

Rejetés : paragraphes n° 1 et n° 4 du sous-amendement n° A-394 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de la responsabilité de l'Etat en cas d'annulation du permis de construire motivée par l'illégalité de l'avis émis dans le cadre des consultations obligatoires (p. 5014).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 5014).

Après l'art. 32 (p. 5014).

Adoptés : amendement n° A-107 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : permis de construire délivré par le représentant de l'Etat (p. 5015) – Amendement n° A-108 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : concertation des personnels mis à disposition avec les maires pour l'instruction des permis de construire (p. 5015) – Amendement n° A-109 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification ; transmission du dossier de la demande du permis de construire (p. 5016) ; troisième partie du sous-amendement n° A-431 de M. Gaston Defferre, ministre : substitution du mot « demande » au mot « dossier », (p. 5016) – Amendement n° A-401 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : délivrance du permis de construire et d'autres autorisations d'utilisation du sol, du certificat d'urbanisme et du certificat de conformité par le maire ou le président de l'établissement public (p. 5161 ; précédemment réservé p. 5017) – Amendement n° A-396 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : mise en place d'un contrôle de légalité découlant de la loi du 2 mars 1982 (p. 5017).

Rejetés : première, troisième et quatrième parties du sous-amendement n° A-431 de M. Gaston Defferre, à l'amendement n° A-109 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification (p. 5016) – Amendement n° A-110 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : modalités de transmission et de modification des autorisations en matière de permis de construire (p. 5017).

Retirés : amendement n° A-159 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : autorité du maire sur les services extérieurs de l'Etat mis à sa disposition pour l'instruction des demandes de permis de construire (p. 5015) – Amendement n° A-392 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : cas où le maire est intéressé dans la délivrance du permis de construire (p. 5015) – Amendement n° A-41 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : information réciproque du maire et du représentant de l'Etat des demandes de permis de construire (p. 5016).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5015, 5016, 5017 et 5161).

Art. 33 (*Le sursis à exécution*) (p. 5018).

Adopté : amendement n° A-395 de M. Gaston Defferre, ministre : codification : possibilité de sursis à exécution pour l'Etat et pour le président de l'établissement public (p. 5018).

Retirés : amendement n° A-42 de M. Paul Girod, rapporteur : codification ; demande de sursis à exécution formulée par le maire (p. 5018) – Amendement n° A-111 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : codification ; demande de sursis à exécution formulée par le maire (p. 5018) – Amendement n° A-314 de M. Claude Mont, soutenu par M. Paul Pillet : codification : référence à la loi du 22 juillet 1982 (p. 5018).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 5018).

Après l'art. 33 (p. 5018).

Adopté : amendement n° A-112 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : caractère optionnel de l'entrée en vigueur de la décentralisation de la délivrance des permis de construire (p. 5019).

Rejeté : amendement n° A-397 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : codification : conditions d'entrée en vigueur de la décentralisation de la délivrance du permis de construire (p. 5019).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5019).

Après l'art. 33 (p. 5099).

Retiré : amendement n° A-310 (art. additionnel) de M. Jacques Mossion : phase technique d'élaboration de plans d'occupation des sols et mission d'assistance d'un ou de plusieurs architectes (p. 5099).

Art. 34 (*Délivrance des autres autorisations d'utilisation du sol*) (p. 5099).

Adopté : amendement n° A-113 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : conditions d'organisation et de transfert des autorisations d'occupation du sol (p. 5102).

Devient sans objet : amendement n° A-398 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : réforme du code de l'urbanisme et modifications de forme ; autorisation de démolition et d'abattage d'arbres ; dérogation à la loi du 2 mars 1982 pour le permis de démolir (p. 5102).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 5102).

Après l'art. 34 (p. 5104).

Adoptés : amendements identiques n° A-44 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur et n° A-142 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : création du collège régional du patrimoine et des sites (p. 5105) – Amendement n° A-45 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : institution de zones de protection du patrimoine architectural et urbain autour des monuments historiques ou dans les quartiers et sites à protéger (p. 5107) ; sous-amendement de forme n° A-400 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 5106) – Amendement n° A-116 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : nature de l'autorisation spéciale accordée pour les travaux de construction, de démolition de déboisement de transformation et de modification de l'aspect des immeubles compris dans le périmètre de zone de patrimoine architectural et urbain (p. 5110) ; sous-amendement n° A-399 de M. Gaston Defferre, ministre : référence au visa de l'architecte des bâtiments de France (p. 5108) ; sous-amendement n° A-402 de M. Gaston Defferre, ministre : constatation des infractions et régime de contrôle (p. 5108) ; sous-amendement n° A-445 de M. Jacques Descours Desacres : applicabilité de cette procédure pendant un an dans les zones de protection définies par les textes actuellement en vigueur (p. 5110) – Amendement n° A-47 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : adaptation de la zone de protection autour d'un monument historique ; disparition des servitudes résultant de la loi de 1913 et suppression des procédures instituées par la loi de 1930 (p. 5111) ; sous-amendement de forme n° A-403 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 5111) – Amendement n° A-43 (Division additionnelle) de M. Paul Girod, rapporteur : « Chapitre V bis – De la sauvegarde du patrimoine et des sites » (p. 5111).

Retirés : amendements identiques n° A-46 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur et n° A-144 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : nature de l'autorisation spéciale accordée pour les travaux de construction, de démolition, de déboisement, de transformation et de modification de l'aspect des immeubles compris dans le périmètre de zone du patrimoine architectural et urbain (p. 5109).

Deviennent sans objet : amendement n° A-115 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : institution de zones de protection du patrimoine architectural et urbain autour des monuments historiques ou dans les quartiers et sites à protéger (p. 5107) – Amendement n° A-143 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : institution de zones de protection du patrimoine architectural et urbain autour des monuments historiques ou dans les quartiers et sites à protéger (p. 5107) – Amendements identiques n° A-145 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis et n° A-117 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : adaptation de la zone de protection autour d'un monument historique ; disparition des servitudes résultant de la loi de 1913 et suppression des procédures instituées par la loi de 1930 (p. 5111).

– Une division additionnelle et son intitulé, et quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5105, 5107, 5110 et 5111).

CHAPITRE VI

Dispositions transitoires

Intitulé (p. 5125).

Adopté : amendement n° A-118 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : intitulé : « Dispositions diverses et transitoires » (p. 5126).

– L'intitulé du chapitre VI, ainsi modifié est adopté (p. 5126).

Art. 35 (Entrée en vigueur de la décentralisation de la délivrance des permis de construire) (p. 5126).

Adopté : amendement n° A-119 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives aux communes dont le plan d'occupation des sols n'aura pas été approuvé avant la date de publication de cette loi (p. 5126).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 5126).

Art. 36 (Prorogation provisoire, pour une durée de deux ans, des directives d'aménagement national existantes (montagne, littoral, zone de bruit des aérodromes)) (p. 5126).

Adoptés : amendement n° A-120 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : prise en compte des directives d'aménagement national déjà existantes (p. 5126) ; sous-amendement n° A-404 de M. Gaston Defferre, ministre : insertion dans le code de l'urbanisme d'un article L. 111-1-2 nouveau (p. 5126).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 5126).

Art. 37 (Régime de documents d'urbanisme en cours d'élaboration) (p. 5126).

Adopté : amendement n° A-405 de M. Gaston Defferre, ministre : publicité des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols ; transfert de compétences (p. 5127).

Retiré : amendement de forme n° A-121 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (p. 5126).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 5127).

Art. 38 (Délai de mise en application de l'art. 16) (p. 5127).

Adopté : amendement n° A-48 de M. Paul Girod, rapporteur : mise en place de cartes communales dans un délai de trois ans (p. 5127).

Retirés : amendement n° A-305 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Paul Séramy : suppression de cet article relatif aux communes se dotant d'un plan d'occupation des sols dans un délai de six mois (p. 5127).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 5127).

Art. 39 (Définition des projets d'intérêt général) (p. 5127).

Adopté : amendement n° A-123 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à la précision par décret en Conseil d'Etat de la nature des projets d'intérêt général ne relevant pas de l'Etat, de la région ou du département (p. 5128).

Retiré : amendement n° A-407 de M. André Labarrère, ministre : précision par décret en Conseil d'Etat de la nature des projets d'intérêt général ainsi que de la qualité des intervenants (p. 5128).

– L'art. 39 est supprimé (p. 5128).

Art. 40 (Modifications complémentaires du code de l'urbanisme) (p. 5128).

Adopté : amendement n° A-124 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : harmonisation du code de l'urbanisme avec les dispositions déjà adoptées (p. 5133).

Devient sans objet : amendement n° A-274 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Camille Vallin : modalités de retrait de la délégation de compétence d'une commune à l'établissement public (p. 5133).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 5133).

SECTION II

Du logement

Art. 41 (*Compétence de la région en matière d'habitat : qualité, amélioration, équipement des terrains, innovation, économies d'énergie*) (p. 5134).

Adoptés : amendement n° A-49 de M. Paul Girod, rapporteur : responsabilités de la région en matière de logement (p. 5135) – Amendements de forme identiques n° A-50 de M. Paul Girod, rapporteur et n° A-126 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (p. 5135) – Amendement n° A-51 de M. Paul Girod, rapporteur : précision du type d'actions de la région (p. 5135).

Deviennent sans objet : amendement n° A-125 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : responsabilités de la région en matière de logement (p. 5135) – Amendement n° A-432 de M. Gaston Defferre, ministre : consultation des départements et étude des propositions adressées par les communes (p. 5135) – Amendement n° A-275 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Camille Vallin : consultation par la région des communes et des départements (p. 5135).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 5135).

Art. 42 (*Compétences du département : aides sociales au logement*) (p. 5135).

Adoptés : amendements identiques n° A-6 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis et n° A-309 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Séramy : suppression de cet article relatif au financement par le département d'aides sociales au logement, notamment en complément de celles distribuées par la caisse d'allocations familiales (p. 5138).

– L'art. 42 est supprimé (p. 5138).

Art. 43 (*Compétence des communes : définition d'un programme local de l'habitat*) (p. 5138).

Adoptés : amendement n° A-52 de M. Paul Girod, rapporteur : programmes d'opérations prioritaires des communes (p. 5139) ; sous-amendement n° A-433 de M. Gaston Defferre, ministre : actions en faveur des personnes mal logées ou défavorisées (p. 5139).

Retiré : amendement n° A-276 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Camille Vallin : modalités financières de mise en œuvre du programme local de l'habitat de la commune (p. 5139).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 5139).

Art. 44 (*Conseil départemental de l'habitat*) (p. 5139).

Adoptés : amendement n° A-128 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : substitution du conseil départemental de l'habitat aux commissions, comités et conseils départementaux en matière de logement (p. 5140) – Amendement n° A-216 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : détermination par décret en Conseil d'Etat de la composition, des modalités de fonctionnement et de la nature des différentes fonctions du conseil départemental de l'habitat (p. 5140).

Retirés : amendement n° A-277 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : conseil départemental de l'habitat et contrôle des élus départementaux (p. 5140) – Amendement n° A-278 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : composition du conseil départemental (p. 5140).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 5140).

Art. 45 (*Répartition des aides de l'Etat*) (p. 5140).

Adopté : amendement n° A-130 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat et consultation du conseil départemental de l'habitat (p. 5141).

Rejeté : amendement n° A-129 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat et consultation du conseil régional (p. 5141).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 5141).

Après l'art. 45 (p. 5141).

Adopté : amendement n° A-131 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : possibilité pour une commune d'accorder à une personne de droit privé sa garantie à un emprunt (p. 5142 ; scrutin public n° 29 ; liste des votants p. 5193, 5194).

Retiré : amendement n° A-279 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Camille Vallin : composition des conseils d'administration des offices publics d'habitation à loyer modéré (p. 5142).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5142).

SECTION V

De la formation professionnelle et de l'apprentissage

Art. 72 (*Compétences respectives de la région et de l'Etat*) (p. 5142).

Adoptés : amendement n° A-147 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : actions d'apprentissage et de formation professionnelle continue ; compétences respectives de la région et de l'Etat (p. 5143) ; sous-amendement n° A-443 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Paul Séramy : avis conforme de la région sur le choix et la localisation des sections (p. 5143).

– L'art. 72, ainsi modifié, est adopté (p. 5143).

Art. 73 (*Centres de formation d'apprentis*) (p. 5143).

Adopté : amendement n° A-148 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : modalités de création des centres de formation d'apprentis ; demande de convention ; caractère suspensif des recours portés à l'encontre d'une décision dénonçant une convention ; prorogation de la durée d'application de certaines conventions (p. 5145).

Retiré : sous-amendement n° A-434 de M. Gaston Defferre, ministre : modalités de dénonciation d'une convention ; poursuite par la région de l'exécution de certaines conventions ; prorogation de la durée d'application des conventions venant à échéance dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de cet article (p. 5145).

– L'art. 73, ainsi modifié, est adopté (p. 5145).

Art. 74 (*Programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) (p. 5145).

Adoptés : amendement n° A-435 de M. Gaston Defferre, ministre : établissement du programme régional annuel d'apprentissage et de formation professionnelle continue et avis du comité régional, des comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (p. 5146) – Amendement n° A-149 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : création, composition et règles de fonctionnement du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue (p. 5146) – Amendement n° A-150 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : rôle du comité de coordination (p. 5146).

Retiré : amendement n° A-280 de Mme Danielle Bidard : établissement du programme régional annuel d'apprentissage et de formation professionnelle continue et concertation avec les départements et les communes qui le souhaitent (p. 5146).

– L'art. 74, ainsi modifié, est adopté (p. 5147).

Art. 75 (*Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle*) (p. 5147).

Adoptés : amendement n° A-73 de M. Geoffroy de Montalembert : création d'un fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ; référence à l'art. 114 relatif au transfert de compétences et de ressources (p. 5147) – Amendement n° A-366 de M. Paul Girod, rapporteur : gestion du fonds régional de l'apprentissage et de la formation

professionnelle par le conseil régional (p. 5147) – Amendement n° A-151 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : compensation intégrale par l'Etat des charges résultant de la rémunération des stagiaires (p. 5147) – Amendements identiques n° A-7 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis et n° A-152 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives à l'affectation à la région de ressources fiscales et à la notion de ressources affectées pour le fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (p. 5147) – Amendement n° A-8 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : définition des relations financières futures entre l'Etat et les régions (p. 5148) – Amendement n° A-436 de M. Gaston Defferre, ministre : modalités d'évolution des crédits transférés par l'Etat à la région (p. 5148).

– L'art. 75, ainsi modifié, est adopté (p. 5148 ; scrutin public n° 30 ; liste des votants p. 5194, 5195).

Art. 76 (Coordination) (p. 5148).

Adopté : amendement n° A-54 de M. Paul Girod, rapporteur : substitution de la notion de représentant de l'Etat dans la région à celle de l'autorité administrative (p. 5149).

Rejeté : sous-amendement n° A-437 de M. Gaston Defferre, ministre : introduction de la notion de ministre chargé de la formation professionnelle (p. 5149).

– L'art. 76, ainsi modifié, est adopté (p. 5149).

Après l'art. 76 (p. 5149).

Retirés : amendement n° A-55 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : énumération de la liste des lycées, collèges et écoles pour lesquels les régions assurent la maîtrise et le financement des travaux de construction, d'équipement et d'entretien des bâtiments (p. 5150) – Amendement n° A-56 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : pouvoirs du président du conseil régional (p. 5150).

SECTION VII

De la planification régionale, du développement économique et de l'aménagement du territoire

Art. 91 (Plan national et plan régional) (p. 5150).

Adopté : amendement n° A-58 de M. Paul Girod, rapporteur : élaboration du plan régional et consultation par le conseil régional des commissions instituées à cet effet par chaque conseil général et composées des représentants des autres communes désignées (p. 5152).

Deviennent sans objet : amendement n° A-281 de M. Raymond Dumont : établissement du plan régional après consultation des collectivités territoriales et possibilité de consultation de personnes morales de droit public ou privé (p. 5152) – Amendement n° A-257 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. René Regnault : soumission du plan régional aux collectivités dotées d'une charte intercommunale d'aménagement et de développement (p. 5152) – Amendement n° A-313 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Adolphe Chauvin : établissement du plan régional et consultation des groupements de communes (p. 5152).

– L'art. 91, ainsi modifié, est adopté (p. 5152).

Après l'art. 91 (p. 5152).

Adopté : amendement d'harmonisation n° A-59 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur (p. 5153).

Retirés : amendement n° A-282 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont : protection des intérêts économiques, sociaux et culturels de la population régionale et pouvoirs de la région (p. 5153) – Amendement n° A-287 (art. additionnel) de M. Jacques Pelletier soutenu par M. Bernard Legrand : pouvoirs de la région en matière de protection et de restauration de l'environnement et de lutte contre les pollutions et les nuisances (p. 5153).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5153).

Art. 92 (Chartes intercommunales d'aménagement) (p. 5153).

Adopté : amendement n° A-288 de M. Bernard Legrand : classement des parcs naturels (p. 5155).

Rejetés : amendement n° A-60 de M. Paul Girod, rapporteur : élaboration de chartes intercommunales d'aménagement (p. 5155) ; sous-amendement n° A-446 de M. René Regnault : mission des chartes intercommunales d'aménagement (p. 5155) – Amendement n° A-438 de M. Gaston Defferre, ministre : substitution des chartes intercommunales dans les zones rurales au plans d'aménagement rural (p. 5155).

– L'art. 92, ainsi modifié, est adopté (p. 5155).

Après l'art. 92 (p. 5155).

Adopté : amendement n° A-134 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : modalités de mise en œuvre de la procédure de remembrement ; compétences du représentant de l'Etat en matière forestière (p. 5155).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5155).

Art. 93 (Programme départemental d'aide à l'équipement rural) (p. 5155).

Adoptés : amendement n° A-439 de M. Gaston Defferre, ministre : établissement par le département d'un programme d'aide à l'équipement rural au vu des propositions adressées par les communes (p. 5156) – Amendement n° A-9 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives au financement par le département des études et investissements nécessaires dans les domaines financés par la dotation globale d'équipement des départements (p. 5156) – Amendement n° A-61 de M. Paul Girod, rapporteur ; absence de prescriptions techniques pour les subventions accordées en matière de programme d'aide à l'équipement rural (p. 5156) – Amendement rédactionnel n° A-135 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis (p. 5156) – Amendements identiques n° A-63 de M. Paul Girod, rapporteur et n° A-136 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives à l'inscription du fonds de concours prévu à l'article 19 du code rural dans les écritures du budget du département (p. 5157).

Retiré : amendement n° A-259 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. René Regnault : établissement du programme d'aide à l'équipement rural et concertation avec les communes concernées et leurs groupements (p. 5156).

– L'art. 93, ainsi modifié, est adopté (p. 5157).

Art. 94 (Aménagements fonciers et travaux hydrauliques agricoles d'intérêt local) (p. 5157).

Adoptés : amendement n° A-137 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : référence aux articles du code rural traitant de la responsabilité de l'Etat en matière de remembrement ; substitution de la notion de département à celle d'Etat (p. 5157) – Amendement n° A-138 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : inscription du fonds de concours prévu à l'article 19 du code rural à la section d'investissement du budget départemental (p. 5158).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° A-440 de M. Gaston Defferre, ministre, à l'amendement n° A-137 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : rectification d'une erreur matérielle (p. 5157).

– L'art. 94, ainsi modifié, est adopté (p. 5158).

Art. 95 (Attributions des missions interministérielles d'aménagement) (p. 5158) – *Adopté* : amendement n° A-139 de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : modalités de transfert des attributions versées actuellement par les missions interministérielles d'aménagement touristique aux régions, aux départements et aux communes qui le demandent (p. 5158).

Rejeté : sous-amendement n° A-441 de M. Gaston Defferre, ministre : demande de transfert dans un délai de six mois à compter de la publication de cette loi (p. 5158).

– L'art. 95, ainsi modifié, est adopté (p. 5158).

Après l'art. 95 (p. 5159).

Adoptés : amendement n° A-140 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur pour avis : missions confiées par les régions aux sociétés créées en application de la loi du 24 mai 1951 modifiée, relative aux comptes spéciaux du Trésor (p. 5159) – Amendement n° A-64 (section additionnelle) de M. Paul Girod, rapporteur : insertion d'une section nouvelle et de son intitulé : « Section VII bis – Du transfert à l'Etat des charges supportées par les collectivités locales en matière de justice et de police » (p. 5162 ; scrutin public n° 31 : liste des votants p. 5195 ; précédemment réservé p. 5159) – Amendement n° A-65 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : reprise par l'Etat des frais liés aux fonctions de la justice et de la police (p. 5160) – Amendement n° A-66 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : participation de l'Etat pour l'exercice du service public de la justice (p. 5160) – Amendement n° A-67 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : modalités d'institution du régime de l'Etat (p. 5160) – Amendement n° A-68 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : responsabilité de l'Etat dans les grandes atteintes à l'ordre public ; extension de ces dispositions aux départements de la Grande couronne (p. 5161) – Amendement n° A-69 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : inclusion des pollutions de toute nature dans l'art. L. 131-2 du code des communes traitant de la police municipale (p. 5161) – Amendement n° A-70 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : limitation de la responsabilité des communes lorsqu'elle risque d'être engagée par quelqu'un qui ne dépend pas d'elles (p. 5161) – Amendement n° A-71 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : cas de responsabilité civile de l'Etat (p. 5161).

Devient sans objet : amendement n° A-442 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : information par les régions des représentants de l'Etat sur les missions entrant dans leurs compétences exercées par des sociétés créées en application de la loi du 24 mai 1951 modifiée (p. 5159).

– Une section additionnelle et son intitulé, et huit articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5159, 5160, 5161 et 5162).

TITRE III

DES RESSOURCES NOUVELLES DES COMMUNES DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS

Intitulé (p. 5163).

Adopté : amendement n° B-22 de M. Paul Girod, rapporteur : intitulé : « De la compensation des transferts de compétences et de la dotation globale d'équipement » (p. 5166).

– L'intitulé du titre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 5166).

Avant la section I (p. 5166).

Adoptés : amendement n° B-23 (section additionnelle) de M. Paul Girod, rapporteur : introduction d'une nouvelle section et de son intitulé : « Section I A – Des conditions préalables aux transferts de compétences ultérieurs » (p. 5168 ; précédemment réservé p. 5166) – Amendement n° B-24 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : détermination de la participation de l'Etat aux transports scolaires avant le transfert des compétences aux départements (p. 5166) – Amendements identiques (art. additionnels) n° B-18 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis et n° B-25 de M. Paul Girod, rapporteur : subordination de l'entrée en vigueur des transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé à la révision du barème de 1955 relatif à la participation respective de l'Etat et des collectivités locales dans les financements croisés (p. 5167) – Amendement n° B-19 (art. additionnel) de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis : subordination de l'entrée en vigueur des transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé au remboursement des sommes dont l'Etat reste débiteur vis-à-vis des collectivités locales au titre d'une partie des contingents d'aide sociale actuels (p. 5167).

– Une section additionnelle et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5166, 5167, 5168).

SECTION I

De la compensation des transferts de compétence

Intitulé (p. 5168).

Adopté : amendement n° B-27 de M. Paul Girod, rapporteur : « Modalités de calcul des transferts de charges résultant des transferts de compétences et modalités de leur compensation » (p. 5168).

– L'intitulé de la section 1, ainsi modifié, est adopté (p. 5168).

Avant l'art. 114 (p. 5168).

Adopté : amendement n° B-28 (division et sous-section additionnelle) de M. Paul Girod, rapporteur : insertion d'une division nouvelle et de son intitulé ; « Sous-section I – Des principes de la compensation » (p. 5168).

– Une division additionnelle en sous-section est insérée dans le projet de loi (p. 5168).

Art. 114 (*Principes et mode de calcul de la compensation*) (p. 5168).

Adoptés : premier paragraphe de l'amendement n° B-67 de M. Gaston Defferre, ministre : définition des charges financières en certains domaines, des collectivités locales et attente d'une loi ultérieure (p. 5170) – Amendement n° B-1 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : notion de décompte intégral pour chaque collectivité ou groupe de communes de transfert ; établissement contradictoire de ce décompte (p. 5170) ; sous-amendement rédactionnel n° B-29 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 5170) – Amendement n° B-2 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : absence dans les bilans des charges résultant des transferts de compétences des crédits inscrits dans la dotation globale d'équipement, ainsi que des ressources prévues à l'article 119 (p. 5170).

Rejeté : second paragraphe de l'amendement n° B-67 de M. Gaston Defferre, ministre : dépenses de l'Etat et attente d'une loi ultérieure (p. 5170).

Deviennent sans objet : amendement n° B-82 de M. Camille Vallin : abondement progressif des ressources fiscales que l'Etat prévoit de transférer aux collectivités locales pour assumer leurs nouvelles compétences (p. 5170) – Amendement n° B-66 de M. Gaston Defferre, ministre : rectification d'une erreur matérielle (p. 5170).

– L'art. 114, ainsi modifié, est adopté (p. 5170 ; scrutin public n° 32 ; liste des votants p. 5196).

Après l'art. 114 (p. 5170).

Retiré : amendement n° B-55 (art. additionnel) de M. René Regnault : exclusion de la dotation spéciale des dépenses de police du calcul des charges financières des collectivités locales faisant l'objet d'une attribution par l'Etat de ressources d'un montant équivalent (p. 5171).

Art. 115 (*Modalité de la compensation des charges – Transferts d'impôts et dotation générale de décentralisation*) (p. 5199).

Adopté : amendement n° B-3 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives au volume des transferts d'impôts par rapport aux ressources attribuées par l'Etat (p. 5201).

Retiré : amendement n° B-30 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au volume des transferts d'impôts par rapport aux ressources attribuées par l'Etat (p. 5201).

Devient sans objet : amendement n° B-68 de M. Gaston Defferre, ministre : transferts d'impôts au bout de trois ans par l'ensemble des collectivités locales (p. 5201).

– L'art. 115, ainsi modifié, est adopté (p. 5201).

SECTION II

De la dotation générale de décentralisation

Avant l'art. 116 (p. 5201).

Adopté : amendement n° B-31 de M. Paul Girod, rapporteur : substitution de la division « sous-section II » à la division « section II » (p. 5201).

– La section II devient la sous-section II (p. 5201).

Art. 116 (*Principe de la dotation générale de décentralisation*) – Adopté (p. 5201).

Art. 117 (*Crédits transférés qui n'entrent pas dans le calcul de la dotation générale de décentralisation*) (p. 5201).

Adopté : amendement n° B-4 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à l'absence de prise en compte lors des transferts de ressources des crédits inclus dans la dotation globale d'équipement et des crédits relatifs au fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (p. 5201).

– L'art. 117 est supprimé (p. 5201).

Art. 118 (*Montant, principe de répartition et évolution de la dotation générale de décentralisation*) (p. 5201).

Adopté : amendement n° B-5 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : précision du calcul et de l'évolution de la dotation générale de décentralisation ; notion de compensation intégrale ; inscription de la dotation à la section de fonctionnement du budget des collectivités (p. 5203 ; scrutin public n° 33 portant sur le paragraphe I de l'amendement ; liste des votants p. 5248).

– L'art. 118, ainsi modifié, est adopté (p. 5203).

SECTION III

Des ressources fiscales

Avant l'art. 119 (p. 5203).

Adopté : amendement n° B-32 de M. Paul Girod, rapporteur : substitution de la division « sous-section 3 » à la division « section 3 » (p. 5203).

– La section III devient la sous-section III (p. 5203).

Art. 119 (*Suppression du plafond des ressources fiscales des régions*) (p. 5203).

Adopté : amendement n° B-6 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif au déplafonnement des ressources fiscales des régions (p. 5203).

– L'art. 119 est supprimé (p. 5203).

Art. 120 (*Détail des transferts d'impôts*) (p. 5203).

Adopté : amendement n° B-7 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : modalités de transfert aux régions ou aux départements de la vignette automobile (p. 5205).

Retiré : amendement n° B-33 de M. Paul Girod, rapporteur : substitution de transferts d'impôts de l'Etat à la vignette automobile et compensation de charges nouvelles (p. 5204).

Devient sans objet : amendement n° B-69 de M. Gaston Defferre, ministre : modalités de transfert aux régions et aux départements de la vignette automobile (p. 5205).

– L'art. 120, ainsi modifié, est adopté (p. 5205).

Après l'art. 120 (p. 5205).

Rejeté : amendement n° B-70 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : conditions d'établissements du rapport sur la fiscalité de la Corse (p. 5205).

SECTION IV

De la dotation globale d'équipement

Avant l'art. 121 (p. 5205).

Adopté : amendement n° B-71 de M. Gaston Defferre, ministre : substitution de la division « section 2 » à la division « section 4 » (p. 5205).

Rejeté : amendement n° B-72 de M. Gaston Defferre, ministre : intitulé ; « De la dotation globale d'équipement et des aides à l'équipement rural » (p. 5205).

– La section IV devient la section II (p. 5205).

Art. 121 (*Dotation globale d'équipement des communes*) – Adopté (p. 5205).

Après l'art. 121 (p. 5205).

Adopté : amendement n° B-8 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : durée de la globalisation des subventions d'investissement de l'Etat aux communes ; évolution de la dotation globale d'équipement (p. 5206).

Devient sans objet : sous-amendement n° B-73 de M. Gaston Defferre, ministre : durée de globalisation des subventions d'investissement de l'Etat aux communes (p. 5206).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5206).

Art. 122 (*Répartition de la DGE des communes*) (p. 5206).

Adoptés : amendement n° B-9 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : répartition de la dotation globale d'équipement ; population permanente et saisonnière de la commune ; nombre de logements construits et nombre d'enfants scolarisés ; voirie publique (p. 5210 ; scrutin public n° 34 ; liste des votants p. 5248, 5249) ; sous-amendement n° B-35 de M. Paul Girod, rapporteur : majoration de la dotation des districts disposant d'une fiscalité propre et des communautés urbaines existant à la date de la publication de cette loi (p. 5209).

Retiré : amendement n° B-83 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe : suppression des dispositions de cet article relatives à la majoration de la dotation des groupements bénéficiant d'une fiscalité propre (p. 5209).

Devient sans objet : amendement n° B-53 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Jacques Descours-Desacres : suppression des dispositions de cet article relatives à la majoration de la dotation des communes et de leurs groupements réalisant des travaux d'équipement dans le cadre d'une charte intercommunale (p. 5210).

– L'art. 122, ainsi modifié, est adopté (p. 5210).

Art. 123 (*Liberté d'emploi de la DGE des communes*) – Adopté (p. 5210).

Art. 124 (*DGE des départements*) (p. 5210).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : absence d'insertion dans la dotation globale d'équipement des départements des crédits d'équipement du budget de l'Etat pour l'eau et l'assainissement ainsi que pour l'électrification rurale (p. 5210) – Amendement n° B-37 de M. Paul Girod, rapporteur : calcul de la dotation globale d'équipement des départements sur la valeur moyenne des subventions des trois dernières années (p. 5210).

– L'art. 124, ainsi modifié, est adopté (p. 5210).

Art. 125 (*Répartition de la DGE des départements*) (p. 5211).

Adopté : amendement de forme n° B-74 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 5211).

– L'art. 125, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

Art. 126 (*Liberté d'emploi de la DGE des départements*) (p. 5211).

Adoptés : amendement n° B-75 de M. Gaston Defferre, ministre : conditions d'utilisation de la dotation globale d'équipement (p. 5211) ; sous-amendement n° B-81 de M.

Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : liberté d'emploi des sommes attribuées au prorata de l'effort d'investissement ; règles d'attribution des aides à l'équipement rural (p. 5211).

Deviens sans objet : amendement n° B-11 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : impossibilité pour les priorités définies par les maîtres d'ouvrages de constituer des incitations à des modifications de structures administratives locales (p. 5211).

– L'art. 126, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

Après l'art. 126 (p. 5211).

Adoptés : amendement n° B-12 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : définition des dotations par application du taux de croissance de la formation brute du capital fixe de l'année prévu pour l'année à venir (p. 5213) ; sous-amendement n° B-59 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : substitution de la notion d'administrations publiques à celle de l'Etat (p. 5212).

Rejeté : sous-amendement n° B-78 de M. Gaston Defferre, ministre à l'amendement n° B-12 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : prise en compte de l'évolution de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales (p. 5213).

Deviens sans objet : amendement n° B-84 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe : définition par la loi de finances des dotations globales d'équipement des communes et des dotations des départements (p. 5213).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5213).

Avant l'art. 127 (p. 5213).

Adopté : amendement n° B-38 (section additionnelle) de M. Paul Girod, rapporteur : introduction d'une section nouvelle et de son intitulé : « Section 2 – Aides à l'équipement rural » (p. 5213).

– Une section additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 5213).

Art. 127 (*Versement au département des aides financières consenties sur le fonds national pour le développement de l'adduction d'eau et sur le fonds d'amortissement des charges d'électrification*) (p. 5213).

Adoptés : amendement n° B-39 de M. Paul Girod, rapporteur : répartition par département sous forme de dotations affectées des aides financières consenties par le fonds national pour le développement des adductions d'eau et le fonds d'amortissement des charges d'électrification ; modalités de répartition de ces dotations (p. 5214) ; premier paragraphe du sous-amendement n° B-76 de M. Gaston Defferre, ministre : dotations affectées à l'eau, à l'assainissement et à l'électrification rurale (p. 5214).

Rejetés : second et troisième paragraphes du sous-amendement n° B-76 de M. Gaston Defferre, ministre, à l'amendement n° B-39 de M. Paul Girod, rapporteur : prise en compte des programmes proposés par les collectivités concernées ; substitution de la notion de groupements et autres maîtres d'ouvrage à celle de groupements, maîtres d'ouvrage (p. 5214).

Retiré : amendement n° B-13 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif au versement aux départements sous forme de dotation globale d'une aide financière consentie par le fonds national pour le développement de l'adduction d'eau potable et le fonds d'amortissement des charges d'électrification (p. 5213).

– L'art. 127, ainsi modifié, est adopté (p. 5214).

Art. 128 (*Répartition des aides pour l'eau et l'électrification*) (p. 5214).

Adoptés : amendement n° B-40 de M. Paul Girod, rapporteur : règles de répartition des fonds entre les départements (p. 5215) ; premier paragraphe du sous-amendement n° B-77

de M. Gaston Defferre, ministre : rectification de forme (p. 5215).

Rejetés : second et troisième paragraphes du sous-amendement n° B-77 de M. Gaston Defferre, ministre : prise en compte par le département des programmes proposés par les collectivités concernées ; programmes d'électrification rurale (p. 5215).

– L'art. 128, ainsi modifié, est adopté (p. 5215).

Art. 129 (*Evolution des dotations globales d'équipement*) (p. 5215).

Adoptés : amendements identiques de coordination n° B-15 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis et n° B-85 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe : suppression de l'article 129 (p. 5216).

– L'art. 129 est supprimé (p. 5216).

Avant l'art. 130 (p. 5216).

Adopté : amendement n° B-41 (section additionnelle) de M. Paul Girod, rapporteur : insertion d'une section nouvelle et de son intitulé : « Section 3 – Dispositions diverses » (p. 5216).

– Une section additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 5216).

Art. 130 (*Délais de versement des crédits de paiement*) – Adopté (p. 5216).

Art. 131 (*Décrets d'application*) (p. 5216).

Adopté : amendement n° B-79 de M. Gaston Defferre, ministre : détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent titre (p. 5216).

– L'art. 131, ainsi modifié, est adopté (p. 5216).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Après l'art. 131 (p. 5216).

Adopté : amendement n° B-16 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Fourcade rapporteur pour avis : réintroduction de la disposition sur le déplaçonnement de la fiscalité régionale (p. 5218).

Avant l'art. 132 (p. 5218).

Adopté : amendement n° B-42 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : responsabilité de l'Etat en matière de logement des instituteurs (p. 5219).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5218 et 5219).

Art. 132 (*Prorogation de la dotation spéciale culturelle*) (p. 5219).

Adopté : amendement n° B-43 de M. Paul Girod, rapporteur : prorogation des dispositions de l'article 93 de la loi du 2 mars 1982 relatif à l'action culturelle jusqu'au 1^{er} janvier 1985 (p. 5219).

Rejeté : amendement n° B-80 de M. Gaston Defferre, ministre : abrogation de l'article 93 de la loi du 2 mars 1982 relatif à l'action culturelle (p. 5219).

– L'art. 132, ainsi modifié, est adopté (p. 5219).

Art. 133 (*Prorogation de la dotation spéciale « justice »*) (p. 5219).

Adopté : amendement n° B-44 de M. Paul Girod, rapporteur : prorogation des dispositions de l'article 96 de la loi du 2 mars 1982 relatives à la dotation spéciale des collectivités en faveur de la justice jusqu'au 1^{er} janvier 1984 (p. 5220).

– L'art. 133, ainsi modifié, est adopté (p. 5220).

Art. 134 (*Prorogation du régime des services sanitaires et sociaux – Loi complémentaire en matière d'aide sociale*) (p. 5220).

Adopté : amendement n° B-20 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis : adaptation de la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales (p. 5220).

– L'art. 134, ainsi modifié, est adopté (p. 5221).

Art. 135 (*Application aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 5221).

Adopté : amendement n° B-61 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : application du droit commun en matière de transferts de compétences pour les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 5221).

– L'art. 135, ainsi modifié, est adopté (p. 5221).

Après l'art. 135 (p. 5221).

Adoptés : amendement B-65 (art. additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : transferts de compétences aux régions et harmonisation entre l'année scolaire et l'année légale (p. 5221)

– Amendement n° B-17 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour avis : rapport gouvernemental : bilan de trois ans d'application de cette loi (p. 5221) ; sous-amendement n° B-46 de M. Paul Girod, rapporteur : rapport gouvernemental trois ans après l'année de publication de cette loi (p. 5221).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5221).

Intitulé du projet de loi (p. 5222).

Adopté : amendement n° A-13 de M. Paul Girod, rapporteur : « Projet de loi portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions » (p. 5222).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 5222).

Seconde délibération – ordonnée (p. 5222).

Art. 4 (p. 5222).

Adoptés : amendements de coordination n° 1 et 2 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 5222).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5222).

Après l'art. 20 (p. 5222).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : existence des syndicats intercommunaux d'études et de programmation (p. 5222).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5222).

Art. 22 (p. 5223).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : approbation des plans d'occupation des sols (p. 5223).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 5223).

Art. 23 bis (p. 5223).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : définition des projets d'intérêt général (p. 5223).

– L'article 23 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5223).

Art. 27 (p. 5223).

Adopté : amendement n° 7 de M. Paul Girod, rapporteur : opposabilité du plan d'occupation des sols ; harmonisation des dispositions du plan d'occupation des sols avec celles retenues pour le schéma directeur (p. 5223).

– L'art. 27 ainsi modifié, est adopté (p. 5223).

Art. 29 ter (p. 5223).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Girod, rapporteur : harmonisation du régime de la carte communale avec celui du plan d'occupation des sols (p. 5224).

– L'art. 29 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5224).

Art. 33 (p. 5224).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 5224).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 5224).

Art. 34 quater (p. 5224).

Adopté : amendement rédactionnel n° 10 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 5224).

– L'art. 34 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 5224).

Art. 45 (p. 5224).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 5224).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 5224).

Explications de vote : MM. Jean Madelain rapporteur pour avis (p. 5224), Marc Becam (p. 5224, 5225), Jean Ooghe (p. 5225), Germain Authié (p. 5225), Jacques Descours Desacres (p. 5225, 5226) ; intervention de M. Gaston Defferre, ministre (p. 5226) ; M. Paul Girod, rapporteur (p. 5226).

Scrutin public n° 35 (p. 5227 ; liste des votants p. 5249, 5250).

Adoption (5 novembre 1982) (p. 5227).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(17 décembre 1982) (p. 7026, 7054).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7026, 7036) *MM. Paul Girod, rapporteur pour le Sénat ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Jean-Pierre Fourcade, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Jean Ooghe, Jacques Descours Desacres.*

AIDE SOCIALE : GIROD (Paul) (p. 7027) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 7030, 7031, 7035) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 7030) ; LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 7031) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7032, 7234) ; OOGHE (Jean) (p. 7033).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES : GIROD (Paul) (p. 7027) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7034) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 7035).

COMMUNES (petites) : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 7034).

DEPARTEMENTS : DEFFERRE (Gaston) (p. 7030, 7031) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 7030, 7031).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : DEFFERRE (Gaston) (p. 7031, 7035) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7033) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 7034).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : GIROD (Paul) (p. 7027).

FINANCES LOCALES : GIROD (Paul) (p. 7026) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 7031) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7033) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 7034).

FORMATION PROFESSIONNELLE : GIROD (Paul) (p. 7026) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 7030).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : GIROD (Paul) (p. 7027, 7036) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 7030, 7035, 7036) ; OOGHE (Jean) (p. 7033) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7033, 7035, 7036) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 7034).

PERMIS DE CONSTRUIRE : GIROD (Paul) (p. 7027).

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) : GIROD (Paul) (p. 7027).

POLICE MUNICIPALE : GIROD (Paul) (p. 7027) ; DEF-FERRE (Gaston) (p. 7030) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7033).

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX : GIROD (Paul) (p. 7026).

URBANISME : DEFFERRE (Gaston) (p. 7030).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7036, 7054) *MM. Paul Girod, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; Jean-Pierre Fourcade.*

Art. 1^{er}, Art. 2, Art. 2 bis - (p. 7036).

Art. 3A (p. 7036) Amendement n° 1 de M. Gaston Defferre, ministre : étalement sur un an du transfert de charges de police et de gendarmerie.

Art. 3, Art. 5, Art. 6, Art. 6 bis, Art. 7, Art. 8A, Art. 8 Abis, Art. 8B, Art. 8C, Art. 8, Art. 8 ter, Art. 8 quinquies, Art. 9, Art. 10, Art. 11, Art. 11 bis, Art. 12 bis, Art. 13, Art. 15 AA, Art. 15 AB, Art. 15 AC, Art. 15 AD, Art. 15 AF, Art. 15 AG, 15 AH, Art. 15, Art. 15 bis - (p. 7037, 7039).

Art. 16 (p. 7039) Amendement rédactionnel n° 2 de M. Gaston Defferre, ministre.

Art. 17, Art. 18, Art. 19, Art. 20, Art. 20 bis, Art. 21 - (p. 7040).

Art. 22 (p. 7041) Amendement rédactionnel n° 3 de M. Gaston Defferre, ministre.

Art. 23, Art. 23 bis, Art. 24, Art. 24 quater, Art. 25, Art. 26, Art. 27, Art. 28, Art. 28 bis, Art. 29, Art. 29 bis, Art. 30, Art. 31 A, Art. 31, Art. 32, Art. 32 ter, Art. 32 quater, Art. 32 quinquies, Art. 32 quinquies bis, Art. 32 sexies, Art. 33, Art. 33 bis, Art. 34, Art. 34 quater, Art. 36, Art. 37, Art. 40, Art. 41 A, Art. 41, Art. 43, Art. 45, Art. 45 bis, Art. 72, Art. 74 - (p. 7041, 7047).

Art. 75 (p. 7047) - Amendement rédactionnel n° 4 de M. Gaston Defferre, ministre.

Art. 76 (p. 7047).

Art. 95 ter (p. 7047) : amendements de coordination n° 5, 6 et 7 de M. Gaston Defferre, ministre.

Art. A 5 quater (p. 7047) : amendement n° 8 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de l'article 15 quater relatif aux modalités de reprise des travaux en cours sur les palais de justice.

Art. 95 quinquies (p. 7047) Amendements rédactionnels n° 9 et 10 de M. Gaston Defferre, ministre - Amendement n° 11 de M. Gaston Defferre, ministre : possibilité d'étatisation de la police pour les communes qui rempliraient les conditions après la date d'entrée en application de la présente loi.

Art. 95 sexies, 95 septies, 95 octies, 95 nonies (p. 7048).

Art. 114 B (p. 7048) - Amendement n° 12 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression des dispositions de cet article prescrivant la remise en ordre des contingents départementaux, par l'Etat avant tout transfert de compétence en matière d'aide sociale et de santé.

Art. 114 (p. 7048) - Amendement n° 13 de M. Gaston Defferre, ministre : décompte par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie.

Art. 115, Art. 117, Art. 118 - (p. 7049).

Art. 120 (p. 7049) Amendement n° 14 de M. Gaston Defferre ministre : suppression de la référence à la taxe intérieure des produits pétroliers et dégrèvement des frais d'assiette et de recouvrement des impôts transférés.

Art. 120 bis, Art. 122, Art. 124, Art. 125, Art. 126, Art. 127, Art. 128, Art. 132 A (p. 7050, 7051).

Art. 132 D (p. 7051) - Amendement n° 15 de M. Gaston Defferre, ministre : contribution due par les départements et les régions au commissaire de la République.

FG Art. 132 F, Art. 132, Art. 134, Art. 135, Art. 136 bis, Art. 137 - (p. 7052).

Explications de vote : *MM. Jacques Pelletier (p. 7052), Jean Ooghe (p. 7052, 7053), Jacques Descours Desacres (p. 7053), Adolphe Chauvin (p. 7053) ; intervention de M. Gaston Defferre, ministre (p. 7053, 7054).*

Nouvel intitulé « *Projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes et les départements, les régions et l'Etat* » (p. 7054).

Scrutin public (p. 7054 ; n° 116 ; liste des votants (p. 7082, 7083).

Adoption (17 décembre 1982) (p. 7054).

4. - Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les bureaux d'étude agissant pour le compte des collectivités locales, présentée par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 octobre 1982) [n° 51 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois.

5. - Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, présentée par M. Paul Girod, sénateur et plusieurs de ses collègues (19 octobre 1982) [n° 53 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois pour avis à la Commission des finances (23 novembre 1982).

6. - Rapport d'information fait en application des dispositions de l'article 22, paragraphe premier, du Règlement, au nom de la commission des lois, sur la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, par M. Paul Girod (24 novembre 1982) [n° 106 (82-83)].

Voir aussi AGRICULTURE, 2, art. 9
AUDIOVISUEL, 1, DG
CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1
CHOMAGE : INDEMNISATION, 1
COMMUNES, 3
CORSE, 1
CORSE, 2
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ; Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1
PLAN, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 106 ; 109 ; 111 ; 136
TRANSPORTS, 1
TRANSPORTS URBAINS, 1

COLLECTIVITES LOCALES (délibérations)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG

COLLECTIVITES LOCALES (justice)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Voir PLAN, 1, DG

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES

COLLEGE DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

COLLEGE REGIONAL DU PATRIMOINE ET DES SITES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

COLLEGES D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (CES)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 125

COLLOQUE NATIONAL SUR LA RECHERCHE ET LA TECHNOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

COLONIALISME

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

COMEDIE FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

COMITE CONSULTATIF CONSTITUTIONNEL

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, Nouvelle lecture, DG

COMITE CONSULTATIF POUR LA PROTECTION DES PERSONNES ETRANGERES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39

COMITE D'ALLEGEMENT DES PRESCRIPTIONS ET PROCEDURES TECHNIQUES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1

COMITE DES ECONOMIES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

COMITE DIRECTEUR DE L'ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (APCCI)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 97, DG

COMITE D'ORGANISATION DES RECHERCHES APPLIQUEES SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (CORDES)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

COMITE D'ORIENTATION DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (CDOIS)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG

COMITE FRANÇAIS DES MANIFESTATIONS ECONOMIQUES A L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur

COMITE INTERMINISTERIEL D'AIDE A LA LOCALISATION DES ACTIVITES (CIALA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

COMITE INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DU SOUTIEN DE L'EMPLOI (CIDISE)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG

COMITE INTERMINISTERIEL DE LA JEUNESSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

COMITE INTERMINISTERIEL DE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 126, DG

COMITE INTERPROFESSIONNEL DE RENOVATION DES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT (CIRITH)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 141, DG

COMITE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DE L'HORTICULTURE FLORALE ET ORNEMENTALE (CNIH)

Voir AGRICULTURE, 2, DG

COMITES CONSULTATIFS DE PROMOTION DE SANTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

COMITES CONSULTATIFS REGIONAUX DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1

COMITES DE BASSIN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

COMITES DE GROUPE

Voir TRAVAIL, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

COMITES DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3

COMITES D'ENTREPRISES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Consommation
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 20, DG ; 92, DG ; 145, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 4, DG

COMITES DEPARTEMENTAUX D'HYGIENE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

COMITES DEPARTEMENTAUX DU TOURISME (CDT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
TOURISME, 1, DG

COMITES DEPARTEMENTAUX POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES (CODEFI)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

COMITES D'ETABLISSEMENT

Voir TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE (CHS)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 4, DG

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Voir TRAVAIL, 4, DG ; nouvelle lecture, DG

COMITES ECONOMIQUES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 6 et 22

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

COMITES MEDICAUX

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

COMITES REGIONAUX DU TOURISME ET DES LOISIRS (CRTL)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 89, DG
TOURISME, 1, DG

COMMANDEMENT DU TRANSPORT AERIEN MILITAIRE (COTAM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

COMMERÇANTS

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
ENTREPRISES, 2

COMMERÇANTS ET ARTISANS

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

COMMERÇANTS ET ARTISANS (conjoint)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG ; 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; Commerce et artisanat

COMMERCE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

COMMERCE ET ARTISANAT

1. - **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat (2 avril 1982) [n° 730] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de Mme Odile Sicard (2 avril 1982) [n° 748] - Discussion (8, 13 et 14 avril 1982) - Adoption (14 avril 1982) [n° 125].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1982) [n° 269 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales (20 avril 1982) - Rapport de M. Raymond Bouvier (5 mai 1982) [n° 316 (81-82)] - Avis de M. Pierre Sallenave (28 avril 1982) [n° 304 (81-82)] - Discussion (11 mai 1982) (p. 1856, 1888) ; (12 mai 1982) (p. 1946, 1959) - Adoption (12 mai 1982) [n° 80].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 mai 1982) [n° 856] - RENVOI A LA COMMISSION SPECIALE - Rapport de Mme Odile Sicard (1^{er} juin 1982) [n° 911] - Discussion (15 juin 1982) - Adoption (15 juin 1982) [n° 168].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1982) [n° 392 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales (17 juin 1982) - Rapport de M. Raymond Bouvier (23 juin 1982) [n° 420 (81-82)] - Avis de M. Pierre Sallenave (17 juin 1982) [n° 401 (81-82)] - Discussion (24 juin 1982) (p. 3129, 3134) - Adoption (24 juin 1982) [n° 123].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 1982) [n° 980] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de Mme Odile Sicard (25 juin 1982) [n° 981] - Discussion (25 juin 1982) - Adoption (25 juin 1982) [n° 187].

PROMULGATION : Loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 (JO Lois et Décrets du 13 juillet 1982).

Discussion (Première lecture)

(11 mai 1982) (p. 1856, 1888) ;

(12 mai 1982) (p. 1946, 1959).

I. DISCUSSION GENERALE (1856, 1872) : *MM. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat ; Raymond Bouvier, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Sallenave, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Bernard Legrand, Pierre-Christian Taittinger, Mme Cécile Goldet, M. Félix Ciccolini, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jean Cluzel.*

ALLOCATION DE REPOS MATERNEL ET ALLOCATION DE REMPLACEMENT : DELELIS (André) (p. 1858) ; SALLENAVE (Pierre) (p. 1860) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1861) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1863) ; GOLDET (Cécile) (p. 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1867) ; BELCOUR (Henri) (p. 1867) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868).

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE : DELELIS (André) (p. 1857) ; BOUVIER (Raymond) (p. 1859) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1862) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1863) ; GOLDET (Cécile) (p. 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; BELCOUR (Henri) (p. 1868).

BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX (BIC) : DELELIS (André) (p. 1857, 1871) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1862) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1863) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; BELCOUR (Henri) (p. 1868).

CENTRES DE GESTION AGREES : CLUZEL (Jean) (p. 1869) ; DELELIS (André) (p. 1872).

CHARTRE DE L'ARTISANAT : CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1866).

CHOMAGE (indemnisation du) : BOUVIER (Raymond) (p. 1859) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868).

CONCUBINAGE : CLUZEL (Jean) (p. 1868) ; DELELIS (André) (p. 1871).

COOPERATIVES : CICCOLINI (Félix) (p. 1866).

COMMERCANTS ET ARTISANS (conjoints) : DELELIS (André) (p. 1856, 1857, 1858, 1870, 1871, 1872) ; BOUVIER (Raymond) (p. 1858, 1859, 1860) ; SALLENAVE (Pierre) (p. 1860) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1861, 1862) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1862, 1863) ; GOLDET (Cécile) (p. 1863, 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1864, 1865, 1866) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1866, 1867) ; BELCOUR (Henri) (p. 1867, 1868) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868, 1869).

CUMULS : CLUZEL (Jean) (p. 1868) ; DELELIS (André) (p. 1871).

ENTREPRISES (familiales) : DELELIS (André) (p. 1858, 1870) ; BOUVIER (Raymond) (p. 1859) ; SALLENAVE (Pierre) (p. 1861) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1861) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1862) ; GOLDET (Cécile) (p. 1863, 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : DELELIS (André) (p. 1870).

FEMMES : CICCOLINI (Félix) (p. 1865).

FONDS DE COMMERCE : BOUVIER (Raymond) (p. 1860).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE : LEGRAND (Bernard) (p. 1862).

FORMATION PROFESSIONNELLE : LEGRAND (Bernard) (p. 1862) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; CLUZEL (Jean) (p. 1869) ; DELELIS (André) (p. 1870).

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1866, 1867) ; BELCOUR (Henri) (p. 1867) ; DELELIS (André) (p. 1871).

MYLICULTURE : LEGRAND (Bernard) (p. 1862).

OSTREICULTURE : LEGRAND (Bernard) (p. 1862) ; DELELIS (André) (p. 1870).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1866).

PROFESSIONS LIBERALES : DELELIS (André) (p. 1858, 1970) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1862) ; GOLDET (Cécile) (p. 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; CLUZEL (Jean) (p. 1869).

REGIMES MATRIMONIAUX : DELELIS (André) (p. 1857) ; BOUVIER (Raymond) (p. 1859) ; BELCOUR (Henri) (p. 1867) ; REGISTRE DU COMMERCE : DELELIS (André) (p. 1857).

SECURITE SOCIALE : BOUVIER (Raymond) (p. 1859) ; SALLENAVE (Pierre) (p. 1861) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1862) ; GOLDET (Cécile) (p. 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868) ; DELELIS (André) (p. 1871).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : GOLDET (Cécile) (p. 1864).

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITE (SARL) : DELELIS (André) (p. 1858, 1870) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1863) ; GOLDET (Cécile) (p. 1864) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865).

SOCIETES COMMERCIALES : BOUVIER (Raymond) (p. 1859, 1860) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868).

SUCCESSIONS : DELELIS (André) (p. 1858, 1870) ; BOUVIER (Raymond) (p. 1860) ; LEGRAND (Bernard) (p. 1862) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1863) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1865) ; BELCOUR (Henri) (p. 1868) ; CLUZEL (Jean) (p. 1868, 1869).

ZONES RURALES : CICCOLINI (Félix) (p. 1866).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1872, 1878 ; 1946, 1959) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Raymond Bouvier, rapporteur ; André Delelis, ministre ; Mme Cécile Goldet, MM. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis ; Jacques Moutet, Mme Genevieve Le Bellegou-Béguin, MM. Etienne Dailly, Louis Jung, Pierre-Christian Taittinger, Jean Cluzel, Henri Belcour, Bernard Legrand, Adrien Gouteyron, Michel Darras, Louis de la Forest - René Touzet, Jean-Pierre Blanc, Stéphane Bonduel, Mme Monique Midy, MM. Michel Darras, Félix Ciccolini, Pierre Gamboa.*

Art. 1^{er} (*Option du conjoint d'artisan et de commerçant entre les qualités de collaborateur, de salarié et d'associé*) (p. 1872).

Adopté : amendement n° 15 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de la référence au caractère familial de l'entreprise (p. 1873).

Rejetés : amendement n° 83 de Mme Marie-Claude Beaudeau : limitation du champ d'application du projet aux entreprises de caractère familial (p. 1873) - Amendement n° 46 de Mme Cécile Goldet : suppression de référence à cet article, à la mention obligatoire du conjoint collaborateur au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (p. 1873).

Retirés : amendement n° 2 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : possibilité de modification du statut choisi par le conjoint (p. 1874) - Amendement n° 59 de M. Jacques Moutet : possibilité de modification du statut choisi par le conjoint (p. 1873).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1874).

Art. 2 (*Accord du conjoint pour les actes de disposition sur les éléments nécessaires à l'entreprise commerciale ou artisanale*) (p. 1874).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 16 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : suppression de la mention du « rôle » des éléments du fonds de commerce - Location gérance et non bail commercial (p. 1874) - Amendement de forme n° 17 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : consentement exprès du conjoint (p. 1874).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1874).

Art. 3 (*Conjoint d'un commerçant et qualité de commerçant*) (p. 1874).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : modification de la rédaction proposée pour l'article 4 du code du commerce : suppression de la mention d'activité consistant à détailler les marchandises du commerce du conjoint ; seule exclusion de l'exercice d'une activité commerciale séparée (p. 1875) ; sous-amendement rédactionnel n° 52 de Mme Geneviève Le Bellegou-Beguïn (p. 1875).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1875).

Art. 4 (*Allocations de maternité*) (p. 1875).

Adopté : amendement n° 4 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : attribution de l'indemnité de remplacement en cas de recours à du personnel salarié pour l'exécution des travaux professionnels ou ménagers (p. 1876) – Amendement n° 5 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : montant de l'indemnité de remplacement et prise en compte du coût effectif du remplacement (p. 1877) – Amendement n° 35 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : mention du registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle (p. 1877) – Amendement n° 88 de M. André Delelis, ministre : cas de l'adoption : versement pour moitié de l'allocation forfaitaire de repos maternel et de l'allocation de remplacement (p. 1878) – Amendement n° 7 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : avis des institutions professionnelles intéressées et des associations éventuellement désignées par elles, préalable à la fixation par décret des mesures d'application relatives à l'allocation de repos maternel et à l'indemnité de remplacement (p. 1880).

Retirés : amendement n° 6 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : extension du bénéfice des allocations de maternité aux médecins conventionnés et à leurs conjoints (premier alinéa p. 1875 ; second alinéa p. 1877) – Amendement n° 73 de M. André Bohl, soutenu par M. Louis Jung : mention du registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle (p. 1877) – Amendements identiques n° 27 de M. Pierre-Christian Taittinger, n° 74 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Jean Cluzel, n° 37 de M. Henri Belcour et n° 57 de M. Jacques Moutet : consultation des intéressés, préalable à l'élaboration du décret d'application relatif aux allocations de repos maternel et de remplacement (p. 1879).

Devient sans objet : amendement n° 3 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : extension du bénéfice des allocations de maternité au cas de l'adoption (p. 1378).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1880).

Art. 5 (*Extension de l'attribution préférentielle aux entreprises à forme sociale*) (p. 1880).

Adopté : amendement n° 29 de M. Pierre-Christian Taittinger : fixation par décret des conditions d'octroi de prêts à taux préférentiel pour le paiement de la soulte par les conjoints exerçant une activité dans des entreprises commerciales ou artisanales (p. 1882) ; sous-amendement rédactionnel n° 89 de M. Etienne Dailly (p. 1882).

Rejetés : amendement n° 58 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Moutet : calcul du montant de la soulte et prise en compte de la prestation gratuite fournie par le conjoint au bénéfice de l'entreprise (p. 1882) – Amendement n° 70 de M. André Jouany, soutenu par M. Bernard Legrand : priorité du conjoint survivant sur tout autre héritier copropriétaire pour demander le bénéfice de l'attribution préférentielle (p. 1882) – Amendement n° 38 de M. Henri Belcour : priorité du conjoint survivant sur les autres héritiers pour le bénéfice de l'attribution préférentielle (p. 1882).

Retirés : amendement n° 28 de M. Pierre-Christian Taittinger : priorité du conjoint survivant sur tout autre héritier copropriétaire pour demander le bénéfice de l'attribution préférentielle (p. 1881) – Amendement n° 75 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Louis Jung : paiement de la soulte et octroi de prêts à

taux bonifiés (p. 1881) – Amendement n° 61 de M. Bernard Legrand : paiement d'une soulte et institution d'un régime de prêts bonifiés (p. 1881).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1882).

Art. 6 (*Attribution préférentielle en cas de pluralité de demandes*) (p. 1883).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Jacques Moutet : priorité du conjoint qui travaille dans l'entreprise familiale en cas de pluralité de demandes d'attribution préférentielle (p. 1883).

– L'art. 6 est adopté (p. 1883).

Après l'art. 6 (p. 1883).

Retiré : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Louis de la Forest : application aux conjoints d'artisans et commerçants travaillant dans l'entreprise familiale des dispositions de la loi du 17 juillet 1980 instituant une assurance veuvage (p. 1883).

Intitulé de chapitre (p. 1884).

Adopté : amendement n° 8 (intitulé additionnel) de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : intitulé additionnel : « chapitre II – Conjoint collaborateur » (p. 1884).

– Un intitulé additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1884).

Art. 7A (*Assurance vieillesse du conjoint collaborateur d'un artisan ou d'un commerçant*) (p. 1884).

Adoptés : Amendement de coordination n° 36 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 1885) – Amendement n° 31 de M. Pierre-Christian Taittinger : calcul des cotisations d'assurance vieillesse du conjoint collaborateur sur la fraction plafonnée du revenu professionnel du chef d'entreprise (p. 1885) – Amendement rédactionnel n° 49 de Mme Cécile Goldet (p. 1885) – Amendement n° 9 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : affiliation du conjoint collaborateur qui partage l'assiette de cotisation au régime d'assurance vieillesse de son époux (p. 1886) – Amendement n° 11 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : entrée en vigueur des dispositions relatives au partage de l'assiette des cotisations au plus tard le 1^{er} janvier 1983 (p. 1887).

Rejetés : amendement n° 10 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : partage de l'assiette des cotisations et avis des organisations professionnelles intéressées préalable à l'élaboration du décret d'application (p. 1887) – Amendement n° 40 de M. Henri Belcour : partage de l'assiette des cotisations et avis des organisations professionnelles représentatives et des associations désignées par elles, préalable à l'élaboration du décret d'application (p. 1887).

Retiré : amendement n° 69 de M. André Jouany, soutenu par M. Bernard Legrand : reconstitution de carrière pour le conjoint collaborateur (p. 1886).

Deviennent sans objet : sous-amendement rédactionnel n° 90 de M. Etienne Dailly, à l'amendement n° 10 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 1887) – Amendement rédactionnel n° 48 de Mme Cécile Goldet (p. 1886).

– L'art. 7A, ainsi modifié, est adopté (p. 1887).

Art. 7 (*Déduction des cotisations de sécurité sociale des bénéficiaires industriels et commerciaux et des bénéficiaires des professions non commerciales*) – Adopté (p. 1888).

Intitulé du chapitre (p. 1888).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : suppression d'intitulé (p. 1888).

– La mention chapitre II et son intitulé sont supprimés (p. 1888).

Art. 8 (*Présomption de mandat au profit du conjoint collaborateur*) (p. 1946).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : mandat du conjoint collaborateur pour accomplir les actes d'administration concernant les besoins de l'entreprise ; fin à la présomption de mandat par déclaration devant notaire et suppression de la motivation ; insertion dans un journal d'annonces légales (p. 1947) ; sous-amendements identiques n° 41 de M. Henri Belcour et n° 50 de Mme Cécile Goldet : suppression de l'insertion dans un journal d'annonces légales (p. 1947) – Amendement n° 20 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : présomption de mandat (p. 1947).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1947).

Art. 9 (*Affiliation au régime général du conjoint salarié d'un travailleur non non salarié*) – Adopté (p. 1948).

Après l'art. 9 (p. 1948).

Adopté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : abrogation de l'art. 154 du code général des impôts et déduction intégrale du bénéfice imposable du salaire versé au conjoint ; compensation par majoration à due concurrence des droits proportionnels d'enregistrement pour les biens meubles corporels (p. 1951 ; scrutin public n° 100 ; liste des votants p. 1977, 1978).

Retiré : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Henri Belcour : déduction du bénéfice imposable du salaire versé au conjoint (p. 1949).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : abrogation de l'art. 154 du code général des impôts et déduction intégrale du bénéfice imposable du salaire versé au conjoint ; compensation et impôt de solidarité pour les entreprises, les banques, les établissements financiers nationalisés (p. 1950).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1951).

Art. 10 (*Application des dispositions du code du travail au conjoint salarié du chef d'entreprise*) (p. 1951).

Adopté : amendement n° 14 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : applicabilité des dispositions du code du travail au conjoint du chef d'entreprise salarié par lui, participant effectivement à l'entreprise et recevant une rémunération horaire minimale égale au SMIC (p. 1952).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1952).

Art. 11 (*Validité de sociétés constituées entre deux époux*) – Adopté (p. 1952).

Art. 12 (*Qualité d'associé en cas de parts communes*) (p. 1952).

Adoptés : amendement n° 21 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : impossibilité pour un époux d'employer des biens de communauté pour un apport à une société ou l'acquisition de parts sociales sans avertir son conjoint (p. 1953) – Amendement n° 22 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : modalités de la qualité d'associé pour le conjoint (p. 1953) – Amendement de coordination n° 23 de M. Raymond Bouvier, rapporteur (p. 1953).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1954).

Art. 13 (*Les apports en industrie ne concourent pas à la formation du capital social*) (p. 1954).

Retirés : amendements identiques n° 43 de M. Henri Belcour, n° 67 de M. André Jouany, soutenu par M. René Touzet et n° 86 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Monique Midy : détermination dans les statuts par les associés des modalités de partage des bénéfices et de la contribution aux pertes pour les apports en industrie (p. 1954) – Amendement n° 51 de Mme Cécile Goldet : détermination dans les statuts des modalités de partage des bénéfices et de la contribution aux pertes pour les apports en industrie (p. 1954).

– L'art. 13 est adopté (p. 1954).

Art. 14 (*Abrogation du second alinéa de l'art. 1845-1 du code civil*) – Adopté (p. 1954).

Art. 15 (*Introduction des apports en industrie dans les SARL*) (p. 1955).

Adoptés : amendement n° 24 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : apports en industrie d'un associé si son activité principale est liée à la réalisation de l'objet de la société (p. 1955).

Retiré : amendement n° 64 de M. André Jouany, soutenu par M. René Touzet : suppression des dispositions de cet article relatives à la détermination de la quote-part du conjoint apporteur en industrie dans sa contribution aux pertes par les statuts sans qu'elle puisse être supérieure à celle de l'associé qui a le moins apporté (p. 1955).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1955).

Art. 15 bis (*Participation de l'apporteur en industrie aux décisions collectives : règles de calcul des majorités dans les SARL*) – Adopté (p. 1956).

Art. 16 (*Représentation des associés dans une société à responsabilité limitée*) – Adopté (p. 1956).

Art. 17 (*Affiliation aux régimes sociaux des travailleurs indépendants de certains conjoints d'associés*) – Adopté (p. 1956).

Après l'art. 17 (p. 1956).

Adoptés : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, rapporteur : notification faite par le conjoint et conditions d'agrément (p. 1958) – Amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, rapporteur : applicabilité des dispositions relatives au conjoint associé aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 1958).

Retirés : amendements identiques n° 66 (art. additionnel) de M. André Jouany soutenu par M. René Touzet et n° 87 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Pierre Gamboa : société à responsabilité limitée (SARL) de type familial et régime fiscal des sociétés de personnes (p. 1956) – Amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Henri Belcour, repris par M. Etienne Dailly (p. 1957) : société à responsabilité limitée (SARL) à caractère familial et régime fiscal des sociétés de personnes ; compensation et augmentation de la taxe sur les contrats d'assurance (p. 1958).

Seconde délibération ordonnée (p. 1958).

Art 7 A (p. 1958).

Adopté : amendement n° 91 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : fixation de l'assiette de la cotisation de l'assurance vieillesse du conjoint collaborateur d'un artisan ou d'un commerçant à une fraction de revenu professionnel plafonné du chef d'entreprise lorsque le revenu excède la limite du plafond de la sécurité sociale (p. 1958).

Explications de vote : M. Pierre Schiélé (p. 1958, 1959), Mmes Cécile Goldet (p. 1959), Monique Midy (p. 1959), MM. Henri Belcour (p. 1959), Etienne Dailly (p. 1959).

Scrutin public (p. 1959 ; n° 101 ; liste des votants p. 1978).

Adoption (12 mai 1982) (p. 1959).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1982) (p. 3129, 3134).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3130) : *MM. André Délélis, ministre du commerce et de l'artisanat ; Raymond Bouvier, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Sallenave, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.*

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE : SALLENAVE (Pierre) (p. 3130).

COMMERCANTS ET ARTISANS (conjoint) : BOUVIER (Raymond) (p. 3130) ; SALLENAVE (Pierre) (p. 3130) ; DELELIS (André) (p. 3130).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3130, 3134) : *MM. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis ; Charles Bonifay ; André Delélis, ministre ; Adolphe Chauvin, Raymond Bouvier, rapporteur.*

Art. 2 (p. 3130) – Adopté.

Art. 4 (p. 3131).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Charles Bonifay et n° 2 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : extension du bénéfice des allocations de maternité aux médecins conventionnés et à leurs conjoints (p. 3131).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3131).

Art. 5 (p. 3131).

Adopté : amendement n° 5 de M. Raymond Bouvier, rapporteur : conditions d'obtention par le conjoint survivant de l'attribution préférentielle d'une entreprise commerciale industrielle ou artisanale et prêts à taux bonifié pour le paiement de la soulte (p. 3132).

Retiré : amendement n° 6 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin : attribution préférentielle de parts sociales dans une société familiale et clauses d'agrément contenues dans les statuts opposables après un délai de deux ans (p. 3132).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3132).

Art. 7 A (p. 3132).

Retirés : amendement n° 7 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin : répartition des bénéfices industriels et commerciaux entre les époux ; partage des pensions entre les époux évalué depuis l'origine de l'activité commune (p. 3133) – Amendement n° 3 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives au partage du minimum de pension entre les époux (p. 3133).

– L'art. 7 A est adopté (p. 3133).

Art. 8 (p. 3133).

Retiré : amendement n° 8 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin : révocation du mandat du conjoint collaborateur par le consentement exprès des deux époux ou pour une cause légitime reconnue en justice, à la demande de l'un d'eux (p. 3133).

– L'art. 8 est adopté (p. 3133).

Art. 9 bis (p. 3133).

Retiré : amendement n° 4 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : déductibilité intégrale du salaire du conjoint (p. 3134).

– L'art. 9 bis est adopté (p. 3134).

Art. 15 (p. 3134) – Adopté.

Adoption (24 juin 1982) (p. 3134).

2. – **Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. André Delélis, ministre du commerce et de l'artisanat (2 avril 1982) [n°732] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie Jacq (18 novembre 1982) [n°1226] – Discussion (23 novembre 1982) – Adoption (23 novembre 1982) [n°264].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 novembre 1982) [n°110 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des affaires économiques (26 novembre 1982) – Rapport de M. Henri Le Breton (8 décembre 1982) [n° 128 (82-83)] – Avis de M. Georges Mouly (8 décembre 1982) [n° 126 (82-83)] – Discussion (15 décembre 1982) (p. 6928, 6942) – Adoption (15 décembre 1982) [n°50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 1318] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie Jacq (17 décembre 1982) [n° 1325] – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption définitive (17 décembre 1982) [n° 293].

PROMULGATION : Loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 24 décembre 1982).

Discussion (Première lecture)

(15 décembre 1982) (p. 6928, 6942).

I. **DISCUSSION GENERALE** (p. 6928, 6933) *MM. André Delélis, ministre du commerce et de l'artisanat ; Henri Le Breton, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Georges Mouly, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan ; Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles ; René Chazelle.*

ARTISANAT : DELELIS (André) (p. 6928, 6932) ; LE BRETON (Henri) (p. 6929) ; MOULY (Georges) (p. 6929) ; CHAZELLE (René) (p. 6931).

BREVET DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE : DELELIS (André) (p. 6933).

CHAMBRES DES METIERS : MOULY (Georges) (p. 6929, 6930) ; DELELIS (André) (p. 6933).

COMMERCE : MOULY (Georges) (p. 6930) ; EECKHOUTTE (Léon) (p. 6931) ; EECKHOUTTE (Léon) (p. 6931) ; CHAZELLE (René) (p. 6932) ; DELELIS (André) (p. 6932).

ENTREPRISES : DELELIS (André) (p. 6928) ; LE BRETON (Henri) (p. 6928, 6929) ; EECKHOUTTE (Léon) (p. 6931) ; CHAZELLE (René) (p. 6931).

FONDS D'ASSURANCE FORMATION (FAF) : DELELIS (André) (p. 6928) ; MOULY (Georges) (p. 6930) ; CHAZELLE (René) (p. 6931).

FORMATION CONTINUE : DELELIS (André) (p. 6928) ; LE BRETON (Henri) (p. 6928) ; EECKHOUTTE (Léon) (p. 6931) ; CHAZELLE (René) (p. 6931).

FORMATION PROFESSIONNELLE : DELELIS (André) (p. 6928, 6932, 6933) ; LE BRETON (Henri) (p. 6928, 6929) ; MOULY (Georges) (p. 6929, 6930) ; EECKHOUTTE (Léon) (p. 6931) ; CHAZELLE (René) (p. 6931, 6932).

SALARIES : LE BRETON (Henri) (p. 6929) ; CHAZELLE (René) (p. 6932) ; DELELIS (André) (p. 6932).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : MOULY (Georges) (p. 6929, 6930) ; DELELIS (André) (p. 6932).

TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRE DE METIERS : DELELIS (André) (p. 6928) ; LE BRETON (Henri) (p. 6929) ; MOULY (Georges) (p. 6929) ; CHAZELLE (René) (p. 6931).

II **DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6933, 6942) *MM. Henri Le Breton, rapporteur ; Georges Mouly, rapporteur pour avis ; André Delélis, ministre ; Pierre Lacour, Jacques Pelletier, René Chazelle, André Bohl.*

Art 1^{er} (*Objectifs de la formation professionnelle continue des artisans*) (p. 6933).

Adopté : amendement n° 13 de M. Henri Le Breton, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux objectifs de la formation continue des artisans et à la définition de ses bénéficiaires (p. 6934).

– L'art. 1^{er} ainsi modifié, est adopté (p. 6934).

Art. 2 (*Stages d'initiation à la gestion*) (p. 6934).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Henri Le Breton, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux stages d'initiation à la gestion du futur chef d'entreprise avant son

immatriculation au répertoire des métiers (p. 6936) ; sous-amendement n° 27 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : centre conventionné dans les conditions fixées par les articles L. 900-2 et L. 940-1 du code du travail (p. 6936) ; sous-amendement n° 28 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : ouverture du stage au conjoint du futur chef d'entreprise et à ses auxiliaires familiaux (p. 6936) ; sous-amendement n° 26 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : stage assurant une initiation à la comptabilité générale et à la comptabilité analytique ainsi qu'une information sur l'environnement économique, juridique et social de l'entreprise artisanale (p. 6936) ; sous-amendement n° 29 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : en cas de dispense de participation au stage pour le chef d'entreprise, celui-ci reste ouvert à son conjoint et à ses auxiliaires familiaux (p. 6936).

Retirés : amendement n° 20 de M. Pierre Lacour : stage d'initiation à la gestion organisé, en liaison avec les organisations professionnelles de l'artisanat, par les chambres de métiers et, en tant que de besoin, par des établissements publics d'enseignement ou par des centres conventionnés (p. 6935) – Amendement n° 7 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : remplacement du mot « inscription » par le mot « immatriculation » (p. 6935).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 6936).

Après l'art. 2 (p. 6936).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : financement des stages d'initiation à la gestion (p. 6937).

Art. 3 (Financement de la formation continue des artisans) (p. 6937).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Henri Le Breton, rapporteur : financement des actions de formation continue au bénéfice des artisans (p. 6937) – Amendement n° 9 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : de forme (p. 6938) – Amendement n° 10 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis : taxe comprenant un droit fixe par ressortissant dont le maximum est fixé lors du vote de la loi de finances de l'année (p. 6938).

Retiré : amendement n° 21 de M. Roger Lise, soutenu par M. Pierre Lacour : majoration de la taxe pour frais de chambre de métiers se situant entre 20 et 80 % du droit fixe pour les chambres de métiers des départements d'outre-mer (p. 6939).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6939).

Après l'art. 3 (p. 6939).

Retiré : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Louis Jung soutenu par M. André Bohl : imputation sur la participation instituée par les articles L. 950-1 et L. 950-2 du code du travail de la partie de la taxe pour frais de chambre de métiers affectée à l'information (p. 6939).

Art. 4 (Répartition des ressources) (p. 6939).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. Henri Le Breton, rapporteur (p. 6940).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 6940).

Art. 5 (Etablissement public de répartition) (p. 6940).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Henri Le Breton, rapporteur : répartition des ressources affectées au fonds d'assurance formation par un établissement public national à caractère administratif créé à cet effet dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 6940) – Amendement n° 18 de M. Henri Le Breton, rapporteur : suppression du troisième alinéa relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement du fonds national de répartition (p. 6940).

Retiré : sous-amendement n° 25 de M. Georges Mouly, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 17 de M. Henri Le Breton, rapporteur : composition de l'organe délibérant de l'établissement public chargé de la répartition des ressources affectées au fonds d'assurance formation (p. 6940).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 6940).

Art. 6 (Abrogation d'une disposition du Code du travail) – Adopté (p. 6940).

Art. 7 (Entrée en vigueur de la loi) – Adopté (p. 6940).

Art. 8 (Formation continue des salariés des entreprises artisanales) (p. 6940).

Adopté : amendement rédactionnel n° 19 de M. Henri Le Breton, rapporteur (p. 6941).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 6941).

Explication de vote : MM. Georges Mouly (p. 6941), Fernand Lefort (p. 6941), René Regnault (p. 6941), Louis Souvet (p. 6941), Pierre Lacour (p. 6941).

Adoption (15 décembre 1982) (p. 6941).

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, art. 53, art. 69, art. 70 ; Commerce et artisanat SECURITE SOCIALE, 3

COMMERCE EXTERIEUR

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer ; Commerce extérieur ; Comptes spéciaux du Trésor ; Economie et finances II services économiques et financiers ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 92, DG ; 116
TRAITES ET CONVENTIONS, 34, DG

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT

Voir BANQUES, 1

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT (commission de discipline)

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 2

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (CEA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Recherche et industrie

COMMISSARIAT A L'ETUDE ET A LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Intérieur et décentralisation

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

COMMISSARIATS DE POLICE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'AUDIOVISUEL

Voir AUDIOVISUEL, 1

COMMISSION CONSULTATIVE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur

COMMISSION DAUTRESME (développement et protection de l'épargne)

Voir EPARGNE, 1, DG

COMMISSION DELMON (commission permanente pour l'amélioration des rapports entre bailleurs, gestionnaires et usagers)

Voir BAUX, 1, DG

COMMISSION DES MARCHES A TERMES DE MARCHANDISES (COMT)

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
EPARGNE, 2, DG

COMMISSION DES SUITES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

COMMISSION EUROPEENNE DE LUTTE CONTRE LA FIEVRE APHTEUSE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 44, DG

COMMISSIONNAIRES

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE

Voir TRAVAIL, 3, DG

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL)

1. - Dépôt par M. le président de la commission nationale de l'informatique et des libertés du rapport de cette commission présenté en application de l'article 23 de la loi n° 78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (2 avril 1982) (p. 853).

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Justice
MOEURS, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 150

SECURITE SOCIALE, 2, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 39, DG

COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire
PLAN, 1, DG ; CMP

COMMISSION NATIONALE DES RAPPORTS LOCATIFS

Voir BAUX, 1

COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES QUARTIERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

COMMISSION PARITAIRE D'INTERPRETATION

Voir TRAVAIL, 3, DG

COMMISSIONS DE FORMATION

Voir TRAVAIL, 2, DG

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 4
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ; Justice
PARLEMENT, 3, DG
PERSONNES AGEES, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG
RENSEIGNEMENTS DIVERS en tête de la table.
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

COMMISSIONS ECONOMIQUES

Voir TRAVAIL, 2, DG

COMMISSIONS ETAT-TERRITOIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

COMMISSIONS ET DESIGNATIONS D'OFFICE

Voir JUSTICE, 3, DG

COMMISSIONS MIXTE PARITAIRES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, CMP
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, CMP
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, CMP
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, nouvelle lecture, DG
RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

COMMISSIONS PERMANENTES

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
PARLEMENT, 3, DG
RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

COMMISSIONS NATIONALES OU REGIONALES DE CONCILIATION

Voir TRAVAIL, 3

COMMISSIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CACT)

Voir TRAVAIL, 4, DG ; nouvelle lecture, DG

COMMISSIONS SPECIALES

Voir RENSEIGNEMENT DIVERS, en tête de la table

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTOREP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale ; Commerce et artisanat

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 1^{er} et 2

CORSE, 2, DG

LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Commerce extérieur ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

PRODUITS CHIMIQUES ET PARA-CHIMIQUES, 1

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;

116 ; 141, DG

TRAITES ET CONVENTIONS, 2, DG ; 5, DG ; 18,

DG

TRANSPORTS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la)

Voir AGRICULTURE, 2, DG

LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Relations extérieures

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 84, DG

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (recommandations)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

COMMUNAUTES EUROPEENNES. – Rapport d'information établi au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1^{er} novembre 1981 et le 31 mai 1982 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les communautés européennes, par M. Georges Spénale (25 juin 1982) [n° 427 (81-82)] – Participation de MM. Jacques Genton, Georges Spénale, Marcel Daunay, Bernard Barbier, Adrien Gouteyron, Amédée Bouquerel, Jean Garcia, Charles d'Ornano, Robert Pontillon, Joseph Raybaud, Philippe Machefer, Jacques Mossion.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil)

Voir ENTREPRISES, 2, DG
EPARGNE, 2, DG

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e lecture, DG

LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

PRODUITS CHIMIQUES ET PARA-CHIMIQUES, 1, DG

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG

QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

TRAVAIL, 4, DG

VETERINAIRE, 1, DG ; 2^e lecture, DG

COMMUNAUTES URBAINES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

COMMUNES

1. – Proposition de loi tendant à attribuer aux communes les biens vacants et sans maître ayant un caractère d'immeuble, présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juillet 1982) [n° 449 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – Proposition de loi relative aux commissions syndicales constituées dans les sections de communes, présentée par M. René Chazelle, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1982) [n° 10 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (6 octobre 1982) [n° 1129] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Poperen (13 octobre 1982) [n° 1148] – Urgence – Discussion générale commune avec le projet de loi n° 1128 (20 et 21 octobre 1982) ; discussion des articles (22 et 23 octobre 1982) – Adoption (23 octobre 1982) [n° 256].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1982) [n° 64 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Romani (10 novembre 1982) [n° 90 (82-83)] – Discussion (18 novembre 1982) (p. 5549, 5586) – Rejet (18 novembre 1982) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 novembre 1982) [n° 1231] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Raymond Forni (23 novembre 1982) [n° 1238] – COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Romani (23 novembre 1982) [n° 101 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 novembre 1982) [n° 1231] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Poperen (2 décembre 1982) [n° 1269] – Discussion (9 décembre 1982) – Adoption (9 décembre 1982) [n° 279] –

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (10 décembre 1982) [n° 139] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Romani (14 décembre 1982) [n° 143 (82-83)] – Discussion (15 décembre 1982) (p. 6920, 6924) – Rejet (15 décembre 1982) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 1305] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Poperen (16 décembre 1982) [n° 1309] – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption définitive (17 décembre 1982) [n° 288].

Décision du Conseil constitutionnel en date du 28 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 29 décembre 1982) déclarant la loi conforme à la Constitution Adoption définitive (17 décembre 1982) [n° 288].

PROMULGATION : Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 1^{er} janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(18 novembre 1982) (p. 5549, 5586).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5549, 5580) : *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Roger Romani, rapporteur de la commission des lois ; Pierre-Christian Taittinger, Francisque Collomb, Pierre Vallon, Mme Rolande Perlican, MM. Christian de la Malène, Bernard Parmantier, Serge Mathieu, Camille Vallin, Pierre Carous, Michel Caldagues ; Jean Chérioux, Dominique Pado, Mme Cécile Goldet, M. Raymond Bourguine.*

Alger (statut) : ROMANI (Roger) (p. 5577).

ASSOCIATIONS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5556, 5557) ; VALLIN (Camille) (p. 5568) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5574, 5575) ; GOLDET (Cécile) (p. 5578, 5579) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

BRUXELLES (statut) : GOLDET (Cécile) (p. 5578).

COMMUNAUTES URBAINES : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550, 5558) ; ROMANI (Roger) (p. 5551) ; COLLOMB (Francisque) (p. 5557, 5558) ; VALLON (Pierre) (p. 5560) ; MATHIEU (Serge) (p. 5565, 5566) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; CAROUS (Pierre) (p. 5569).

COMMUNES : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5552) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5556) ; VALLON (Pierre) (p. 5560) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562) ; VALLIN (Camille) (p. 5567).

CONSEIL DE PARIS : ROMANI (Roger) (p. 5553) ; GOLDET (Cécile) (p. 5575).

CONSEIL D'ETAT (avis) : LA MALENE (Christian de) (p. 5562).

CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549, 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5551, 5552, 5553, 5554, 5555) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5557) ; COLLOMB (Francisque) (p. 5558) ; VALLON (Pierre) (p. 5559) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5563) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 5565) ; MATHIEU (Serge) (p. 5566) ; VALLIN (Camille) (p. 5567, 5568) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5573, 5574, 5575) ; GOLDET (Cécile) (p. 5578) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

CONSEILS GENERAUX : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550).

CONSEILS MUNICIPAUX : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5552, 5553, 5554, 5555) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5556) ; COLLOMB (Francisque) (p. 5558) ; VALLON (Pierre) (p. 5559) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5564) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; CAROUS (Pierre) (p. 5570) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5572) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

COOPERATION INTERCOMMUNALE : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549) ; VALLON (Pierre) (p. 5560) ; VALLIN (Camille) (p. 5568).

CRECHES : ROMANI (Roger) (p. 5555).

DECENTRALISATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5556) ; VALLON (Pierre) (p. 5559) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5563) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 5565) ; MATHIEU (Serge) (p. 5566) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; GOLDET (Cécile) (p. 5577, 5578).

DECONCENTRATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549).

DEPARTEMENTS : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : VALLON (Pierre) (p. 5559).

ELECTIONS MUNICIPALES : COLLOMB (Francisque) (p. 5559) ; VALLON (Pierre) (p. 5559, 5560) ; MATHIEU (Serge) (p. 5565) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5575).

ELUS LOCAUX : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5551) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561).

EQUIPEMENTS : ROMANI (Roger) (p. 5553) ; VALLON (Pierre) (p. 5559) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5571).

FINANCES LOCALES : ROMANI (Roger) (p. 5552, 5553, 5554) ; COLLOMB (Francisque) (p. 5558) ; VALLON (Pierre) (p. 5559) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : ROMANI (Roger) (p. 5554) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561).

INVESTISSEMENTS : ROMANI (Roger) (p. 5554, 5555) ; LOGEMENT : VALLIN (Camille) (p. 5567).

LOGEMENT SOCIAL : ROMANI (Roger) (p. 5553) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561).

LONDRES (statut) : GOLDET (Cécile) (p. 5578).

LYON (statut) : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549, 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5553) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5557) ; COLLOMB (Francisque) (p. 5557, 5558, 5559) ; VALLON (Pierre) (p. 5560) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562) ; MATHIEU (Serge) (p. 5565, 5566) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; CAROUS (Pierre) (p. 5568) ; CADALGUES (Michel) (p. 5572) ; PADO (Dominique) (p. 5577) ; GOLDET (Cécile) (p. 5577, 5579) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

MAIRES (d'arrondissement) : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5552) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5556) ; VALLON (Pierre) (p. 5559) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562, 5563) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; CAROUS (Pierre) (p. 5569) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

MAIRES (de commune) : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5552) ; VALLON (Pierre) (p. 5559, 5560) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562, 5563) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

MAIRE (de Paris) : DEFFERRE (Gaston) (p. 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5551) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5556) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561, 5562) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5571).

MARIAGE : CAROUS (Pierre) (p. 5569) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5569).

MARSEILLE (statut) : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549) ; ROMANI (Roger) (p. 5553) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5557) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562) ; MATHIEU (Serge) (p. 5566) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; CAROUS (Pierre) (p. 5568) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5571) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5573) ; PADO (Dominique) (p. 5577) ; GOLDET (Cécile) (p. 5577, 5579).

MODE DE SCRUTIN : COLLOMB (Francisque) (p. 5558) ; VALLON (Pierre) (p. 5560) ; CAROUS (Pierre) (p. 5570).

OFFICIERS MUNICIPAUX : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5557) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 5565).

PARIS (statut) : DEFFERRE (Gaston) (p. 5549, 5550) ; ROMANI (Roger) (p. 5550, 5551, 5552, 5553) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 5555, 5556, 5557) ; PERLICAN (Rolande) (p. 5561, 5562) ; LA MALENE (Christian de) (p. 5562, 5563) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 5564) ; MATHIEU (Serge) (p. 5565, 5566) ; VALLIN (Camille) (p. 5567) ; CAROUS (Pierre) (p. 5568) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5570, 5571, 5572) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5573, 5574, 5575) ; PADO (Dominique) (p. 5575, 5576, 5577) ;

GOLDET (Cécile) (p. 5577, 5578, 5579); BOURGINE (Raymond) (p. 5579).

PATRONAT: PERLICAN (Rolande) (p. 5561).

PREFET DE POLICE: ROMANI (Roger) (p. 5554); CALDAGUES (Michel) (p. 5571).

QUESTIONS ECRITES (des conseils d'arrondissement): ROMANI (Roger) (p. 5552, 5553).

QUESTIONS PREALABLES: PERLICAN (Rolande) (p. 5560).

TUTELLE ADMINISTRATIVE: ROMANI (Roger) (p. 5552, 5554, 5555); LA MALENE (Christian de) (p. 5562, 5563); CAROUS (Pierre) (p. 5569); CALDAGUES (Michel) (p. 5571); PADO (Dominique) (p. 5577).

URBANISME: COLLOMB (Francisque) (p. 5558, 5559).

Motion n° 1 de M. Roger Romani, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 5580, 5586): *M. Roger Romani, rapporteur; Mme Cécile Goldet, M. Gaston Defferre, ministre.*

Adoption de la motion (p. 5586; scrutin public n° 46; liste des votants p. 5615, 5616).

Rejet (18 novembre 1982) (p. 5586).

Discussion (nouvelle lecture)

(15 décembre 1982) (p. 6920, 6924).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 6920, 6924) *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Roger Romani, rapporteur de la commission des lois; Michel Caldagues, Jean Chérioux, Pierre-Christian Taittinger.*

ASSOCIATIONS: DEFFERRE (Gaston) (p. 6920); CHERIOUX (Jean) (p. 6923).

COMMUNAUTES URBAINES: DEFFERRE (Gaston) (p. 6920).

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT: ROMANI (Roger) (p. 6922).

CONSEILS MUNICIPAUX: DEFFERRE (Gaston) (p. 6920); ROMANI (Roger) (p. 6921); CALDAGUES (Michel) (p. 6923); CHERIOUX (Jean) (p. 6923); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6924).

DECENTRALISATION: ROMANI (Roger) (p. 6922); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6924).

ELUS LOCAUX: ROMANI (Roger) (p. 6921); CALDAGUES (Michel) (p. 6923).

MAIRES (d'arrondissement): ROMANI (Roger) (p. 6922).

MODE DE SCRUTIN: DEFFERRE (Gaston) (p. 6920).

OFFICIERS MUNICIPAUX: DEFFERRE (Gaston) (p. 6920); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6924).

PARIS (statut): ROMANI (Roger) (p. 6922); CALDAGUES (Michel) (p. 6923); CHERIOUX (Jean) (p. 6923).

TUTELLE ADMINISTRATIVE: ROMANI (Roger) (p. 6922).

Motion n° 1 de M. Roger Romani, rapporteur, tendant à opposer la question préalable: *M. Roger Romani, rapporteur; Mme Rolande Perlican, M. Gaston Defferre, ministre.*

Adoption de la motion (p. 6924; scrutin public n° 113; liste des votants p. 6945, 6946).

Rejet (15 décembre 1982) (p. 6924).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 3
CORSE, 2, DG
ELECTIONS, 6

LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1

COMMUNES-CENTRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

COMMUNES FORESTIERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

COMMUNES TOURISTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement; après l'art. 47

COMMUNES (petites)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG; CMP
ELECTIONS, 6, DG

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

1. - **Projet de loi rendant applicables dans le territoire d'outre-mer, les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Georges Fillioud, ministre de la communication (10 novembre 1982) [n°91 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

COMMUNICATIONS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. - Lettre de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale donnant la composition du bureau de l'Assemblée nationale (3 février 1982) (p. 478).

2. - Lettre de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, donnant la composition du bureau de l'Assemblée nationale (6 avril 1982) (p. 912).

COMORES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

COMPAGNIE FINANCIERE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Voir NATIONALISATIONS, 1

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Voir NATIONALISATIONS, 1

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (COFACE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur; Comptes spéciaux du Trésor

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES (CGCT)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE (CGE)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

COMPAGNIE GENERALE DE RADIOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale, DG

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (CNR)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

COMPAGNIES AERIENNES

Voir AIR FRANCE
AIR INTER
LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRAITES ET CONVENTIONS, 23, DG
TRANSPORTS, 1, DG
UNION DES TRANSPORTS AERIENS (UTA)

COMPTABILITE

Voir ENTREPRISES, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

COMPTABILITE PUBLIQUE

1. - Proposition de loi relative à la suppression du cautionnement des comptables publics, présentée par M. Paul Jargot, sénateur et plusieurs de ses collègues (25 mai 1982) [n° 348 (81-82)] - Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG

COMPTABLES PUBLICS

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1

COMPTES CONSOLIDES

Voir ENTREPRISES, 2, DG

COMPTES D'AVANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 41

COMPTES DE COMMERCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 40

COMPTES D'EPARGNE EN ACTIONS

Voir EPARGNE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 51

COMPTES DE PRETS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 42, art. 43

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Voir LOI DE FINANCES, 1, Comptes spéciaux du Trésor, art. 21, art. 30, art. 37, art. 39

CONCENTRATION INDUSTRIELLE

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

CONCILIATEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

CONCILIATION

Voir TRAVAIL, 3

« CONCORDE » (avion supersonique)

Voir COUR DES COMPTES
LOI DE FINANCES, 1, Transports

CONCUBINAGE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

CONCURRENCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145
TRANSPORTS, 1, DG

CONCURRENCE INTERNATIONALE

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer ; Agriculture ; Commerce extérieur ; Relations extérieures
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 126, DG ; 141, DG ; 145, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 1, DG

CONFEDERATION FRANÇAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CFDT)

Voir TRAVAIL, 1, DG

CONFEDERATION FRANÇAISE DES INDUSTRIES DU TOURISME (COFIT)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 89, DG

CONFEDERATION GENERALE DES CADRES (CGC)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT)

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Affaires sociales I section commune III travail emploi
TRAVAIL, 1, DG

TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 3, DG

CONFERENCE DE PROGRAMMATION DES EQUIPEMENTS

Voir COMMUNES, 3

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

CONFERENCE DES PRESIDENTS

1. – Fixation par la conférence des présidents de l'ordre du jour des séances du Sénat au cours de la deuxième session extraordinaire de 1981-1982, ouverte le 12 janvier 1982 – Observations sur le nombre de sessions extraordinaires, l'absence de réponse des membres du gouvernement aux questions écrites et orales, et la nécessité d'une déclaration de politique étrangère – *MM. Jean Cluzel, Robert Schwint, Dominique Pado, Raymond Dumont, Pierre Salvi, Alain Poher, président du Sénat* (12 janvier 1982) (p. 66, 68).

CONFERENCE DE VERSAILLES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (CSCE)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

CONFLITS DU TRAVAIL

Voir GREVES
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 95
TRAVAIL, 3, DG

CONGE (locations)

Voir BAUX, 1, DG

CONGE POUR LA FORMATION SYNDICALE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG

CONGES DE FORMATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
TRAVAIL, 2, DG

CONGES DE MALADIE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG

CONGES PAYES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
NATIONALISATIONS, 1, DG

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ;
89, DG
TRAVAIL, 1, DG

CONJOINTS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 23

CONJOINTS DE COMMERÇANTS ET D'ARTISANS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG ; CMP
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, CMP
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer
NATIONALISATIONS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
PETITIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (consultation)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions)

1. – Quatre décisions, du 30 décembre 1981, du 31 décembre 1981, du 31 décembre 1981 et du 5 janvier 1982, qui déclarent :

– conformes à la Constitution : la loi de finances pour 1982 ; la quatrième loi de finances rectificative pour 1981 ; la loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social ;

– et partiellement non conforme à la Constitution : la troisième loi de finances rectificative pour 1981. (12 janvier 1982) (p. 68 ; 85 à 89).

2. – Décision du 16 janvier 1982 qui déclare partiellement non conforme à la Constitution la loi de nationalisation (19 janvier 1982) (p. 246 ; 247 à 251).

3. – Trois décisions du 11 février 1982, du 25 février 1982 et du 25 février 1982 qui déclarent

– conforme à la Constitution : la loi de nationalisation ;
– non contraire à la Constitution : la loi portant statut particulier de la région de Corse ;

– et partiellement non conforme à la Constitution : la loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. (2 avril 1982) (p. 834 ; 849 à 853).

4. – Décision du 28 juin 1982 qui déclare conforme à la Constitution la loi de finances rectificative pour 1982 (29 juin 1982) (p. 3222).

5. – Trois décisions : deux en date du 27 juillet 1982 : l'une qui déclare conforme à la Constitution la loi portant réforme de la planification ; l'autre qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle ; la troisième, en date du 30 juillet 1982, déclare conforme à la Constitution la loi sur les prix et les revenus. (21 septembre 1982) (p. 3995 ; p. 4027, 4031).

6. – Décision du 22 octobre 1982 qui déclare non conforme à la Constitution l'article 8 de la loi relative au développement des institutions représentatives du personnel et conformes à la Constitution les autres dispositions de cette loi. (26 octobre 1982) (p. 4757 ; p. 4815, 4816).

7. - Décision du 10 novembre 1982 qui déclare conforme à la Constitution la loi relative à la négociation collective et aux conflits collectifs du travail (10 novembre 1982) (p. 5386 et 5388).

8. - Décision du 18 novembre 1982 qui déclare partiellement non conforme à la Constitution la loi modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. (19 novembre 1982) (p. 5620 ; p. 5628, 5629).

9. - Décision du 14 décembre 1982 qui déclare conforme à la Constitution la loi relative à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (14 décembre 1982) (p. 6873 ; 6875).

Voir aussi BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS, 1, DG
CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG ; 2^e lecture, DG
CORSE, 2, DG
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG ; CMP
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DU CADRE DE VIE

Voir CORSE, 1, DG ; nouvelle lecture

CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

CONSEIL DE L'EUROPE

1. - Rapport établi par la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette assemblée au cours de sa XXXII^e session ordinaire (mai 1980 avril 1981) adressé à M. le Président du Sénat en application de l'article 108 du Règlement, par M. René Jager, au nom des délégués élus par le Sénat (5 février 1982) [n° 212 (81-82)].

2. - Rapport d'information établi par la délégation française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette assemblée au cours de sa XXXIII^e session ordinaire (mai 1981 - avril 1982) adressé à M. le Président du Sénat en application de l'article 108 du règlement par M. René Jager, au nom des délégués élus par le Sénat (9 décembre 1982) [n° 134 (82-83)].

Voir aussi TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39, DG

CONSEIL DE PARIS

Voir COMMUNES, 3, DG
ELECTIONS, 7

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

1. - Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jean Auroux, ministre du travail (12 janvier 1982) [n° 686] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Roland Renard (21 janvier 1982) [n° 698] - Discussion (27 janvier 1982) - Adoption (27 janvier 1982) [n° 108].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 janvier 1982) [n° 197 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois (2 avril 1982) - Rapport de M. André Rabineau (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 237 (81-82)] - Avis de M. Louis Virapoullé (2 avril 1982) [n° 238 (81-82)] - Discussion (6 avril 1982) (p. 912, 946) ; (7 avril 1982) (p. 973, 1019) - Adoption (7 avril 1982) [n° 51].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 avril 1982) [n° 761] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Roland Renard (13 avril 1982) [n° 764] - Discussion (13 avril 1982) - Adoption (13 avril 1982) [n° 124].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 avril 1982) [n° 266 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois (14 avril 1982) - Rapport de M. André Rabineau (14 avril 1982) [n° 267(81-82)] - Avis de M. Louis Virapoullé (20 avril 1982) [n° 270 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 avril 1982)[n° 785] - Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Roland Renard (21 avril 1982) [n° 792].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Rabineau (21 avril 1982) [n° 276 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 avril 1982)[n° 785] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Roland Renard (22 avril 1982) [n° 825] - Discussion (22 avril 1982) - Adoption (22 avril 1982) [n° 142].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 294 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. André Rabineau (27 avril 1982) [n° 301 (81-82)] - Discussion (27 avril 1982) (p. 1388, 1393) - Adoption (27 avril 1982) [n° 59].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (28 avril 1982) [n° 829] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Roland Renard (28 avril 1982) [n° 830] - Discussion (28 avril 1982) - Adoption (28 avril 1982) [n° 143].

PROMULGATION : Loi n° 82-372 du 6 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 7 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(6 avril 1982) (p. 912, 946) ; (7 avril 1982) (p. 973, 1019).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 912, 928) : *MM. Jean Auroux, ministre du travail ; André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Hector Viron, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Marcel Rudloff, André Bohl, Louis Souvet.*

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : RABINEAU (André) (p. 916).

ALSACE-LORRAINE (échevinage) : AUROUX (Jean) (p. 913, 914, 927) ; RABINEAU (André) (p. 914, 916) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 917) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 918, 920) ; VIRON (Hector) (p. 922) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 922, 923, 924) ; BOHL (André) (p. 925) ; SOUVET (Louis) (p. 926, 927).

ARTISANS : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919).

CADRES : RABINEAU (André) (p. 916) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919) ; SOUVET (Louis) (p. 927).

CHOMEURS : RABINEAU (André) (p. 916).

COMMERÇANTS : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PRUD'HOMIE : AUROUX (Jean) (p. 914); RABINEAU (André) (p. 915); VIRAPOULLE (Louis) (p. 917); DREYFUS SCHMIDT (Michel) (p. 918); VIRON (Hector) (p. 921); SOUVET (Louis) (p. 926).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : AUROUX (Jean) (p. 912, 913, 914, 927, 928); RABINEAU (André) (p. 914, 915, 916); VIRAPOULLE (Louis) (p. 916, 917); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 918, 919, 920, 921); VIRON (Hector) (p. 921, 922); RUDLOFF (Marcel) (p. 922, 923, 924, 925); BOHL (André) (p. 925); SOUVET (Louis) (p. 925, 926, 927).

CONVENTIONS COLLECTIVES : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919).

DECENTRALISATION : AUROUX (Jean) (p. 913); VIRAPOULLE (Louis) (p. 917); RUDLOFF (Marcel) (p. 923); BOHL (André) (p. 925).

ESPACE SOCIAL EUROPEEN : BOHL (André) (p. 925).

JUGE DEPARTITEUR : AUROUX (Jean) (p. 914); VIRAPOULLE (Louis) (p. 916); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 918, 920); RUDLOFF (Marcel) (p. 924).

LICENCIEMENTS : RABINEAU (André) (p. 915); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919); SOUVET (Louis) (p. 926, 927).

PARIS : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919).

PARLEMENT (information du) : RABINEAU (André) (p. 915).

SALARIES (droits des) : AUROUX (Jean) (p. 913); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 920); BOHL (André) (p. 925); SOUVET (Louis) (p. 927); AUROUX (Jean) (p. 927).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : AUROUX (Jean) (p. 913); VIRAPOULLE (Louis) (p. 917); VIRON (Hector) (p. 922).

TRAVAILLEURS IMMIGRES : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 918).

TRIBUNAUX DE COMMERCE : RABINEAU (André) (p. 916); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 919); RUDLOFF (Marcel) (p. 922).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 928, 946); (p. 973, 1019) : *MM. Charles Lederman, André Rabineau, rapporteur ; Jean Auroux, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé, rapporteur pour avis ; Marcel Rudloff, André Méric, Jean Chérioux, Hector Viron, Louis Souvet, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Pierre Louvot, Bernard Legrand, Jacques Moutet, Jacques Descours Desacres, Pierre Schiélé, André Bohl.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 928).

Retirés : amendement n° 106 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : mise en cause de l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (AGS) aux côtés du syndicat, en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire (p. 929) – Amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : compétence des conseils pour les créances salariales (p. 929).

Art. 1^{er} (*art. 511-1 du code du travail : compétence générale des conseils de prud'hommes*) (p. 929).

Adoptés : amendement n° 32 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article sur la compétence des conseils de prud'hommes (p. 933) – Amendement n° 3 de M. André Rabineau, rapporteur, identique à l'amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : compromis d'arbitrage à la fin du contrat de travail

(p. 934) – Amendement n° 4 de M. André Rabineau, rapporteur, identique à l'amendement n° 33 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : fixation du taux de compétence des conseils de prud'hommes par décret ; révision annuelle à la valeur de trois fois le salaire moyen mensuel (p. 936).

Rejeté : sous-amendement n° 130 de M. Jean Auroux, ministre aux amendements identiques n° 4 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 33 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : modalités de cette révision annuelle et suppression de la référence à la valeur de trois fois le salaire moyen mensuel d'ouvrier (p. 936).

Retirés : amendement n° 56 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : compétence des conseils de prud'hommes pour interpréter la convention collective, même en dehors de tout litige individuel (p. 930) – Amendement n° 108 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement n° 124 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : licenciements économiques et compétence des conseils de prud'hommes (p. 932) – Amendement n° 2 de M. André Rabineau, rapporteur : compétence non exclusive des conseils de prud'hommes (p. 933).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 936).

Art. 2 (*Art. L 511-3 du code du travail : création et ressort des conseils de prud'hommes*) – Adopté (p. 936).

Art. 3 (*Création d'un conseil supérieur de la prud'homie*) (p. 936).

Retiré : amendement n° 109 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Hector Viron : désignation des représentants des organisations syndicales proportionnellement au résultat des élections prud'homales (p. 937).

– L'art. 3 est adopté (p. 937).

Art. 4 (*Art. 512-2 du code du travail : modulation des effectifs suivant l'activité des sections des conseils de prud'hommes*) (p. 937).

Adopté : amendement n° 58 de M. Marc Plantegenest, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de réduction du nombre de conseillers de chaque section d'un conseil de prud'hommes dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 939).

Rejeté : amendement n° 75 de M. Louis Souvet : possibilité de réduction du nombre des conseillers prud'hommes, employeurs et salariés dans les sections de l'agriculture (p. 939).

Retiré : amendement n° 57 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la notion de sections autonomes (p. 939).

– L'art. 4, ainsi modifié, et adopté (p. 939).

Art. 5 (*Art. 512-4 de code du travail : fixation par décret du nombre de conseillers à élire par collège dans les différentes sections pour chaque collège de prud'hommes*) – Adopté (p. 939).

Art. 6 (*Art. 512-5 du code du travail : durée du mandat des conseillers et renouvellement général des conseils de prud'hommes*) (p. 939).

Adopté : amendement n° 135 de M. Jean Auroux, ministre : report de la date du dépôt de rapport pour les conseillers prud'hommes désignés comme conseillers rapporteurs dont le mandat n'a pas été renouvelé (p. 940).

Retiré : amendement n° 5 de M. André Rabineau, rapporteur : prorogation du mandat des conseillers prud'hommes sortants qui ont siégé en audience de jugement ou qui ont été désignés comme conseillers rapporteurs (p. 940).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 940).

Art. 7 (*Art. 512-7 du code du travail : modalités d'élection des présidents et vice-présidents de Conseils de prud'hommes de section et de chambre*) (p. 940).

Adoptés : amendement n° 59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de vote par mandat et détention par un conseiller d'un maximum d'une voix (p. 940) – Amendement n° 6 de M. André Rabineau, rapporteur : réduction possible du nombre des conseillers par section (p. 941).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 941).

Après l'art. 7 (p. 941).

Adopté : amendement n° 73 (art. additionnel) de M. Pierre Louvot : décision du président après avis du vice-président (p. 942).

Retiré : amendement n° 72 de M. Pierre Louvot : pouvoir de contrôle des conseillers prud'hommes relativement à l'activité du greffe et du greffier en chef (p. 941).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 942).

Art. 8 (*Art. 512-11 du code du travail : palliatifs de certaines difficultés de fonctionnement des conseils*) (p. 942).

Adopté : amendement n° 90 de M. Bernard Legrand : difficultés de fonctionnement d'une section du conseil de prud'hommes et décision du premier président (p. 944).

Rejetés : amendement n° 76 de M. Louis Souvet : suppression de cet article sur l'affectation temporaire de conseillers prud'hommes pour 6 mois renouvelables en cas de difficultés provisoires de fonctionnement d'une autre section (p. 944) – Amendement n° 35 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : possibilité pour le premier président de la cour d'appel de désigner une section de même nature d'un autre conseil de prud'hommes (p. 944) – Amendement n° 60 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'accord des intéressés en cas d'affectation provisoire des conseillers prud'hommes à une autre section (p. 944).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 944).

Art. 8 bis (*Art. 512-12 du code du travail : harmonisation*) – Adopté (p. 944).

Avant l'art. 8 ter (p. 944).

Adoptés : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur : organisation des élections après dissolution des conseils de prud'hommes – (p. 945) ; sous-amendement n° 128 de M. Charles Lederman : absence de dérogation pour les alinéas relatifs aux conditions de déroulement du scrutin, à la répression de la fraude et aux autorisations d'absence (p. 945).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 945).

Art. 8 ter (*Art. 513-1 du code du travail : conditions exigées pour les salariés involontairement privés d'emplois pour faire partie de l'électorat des conseils de prud'hommes*) (p. 945).

Adopté : amendement n° 8 de M. André Rabineau, rapporteur : possibilité pour un travailleur involontairement privé d'emploi depuis trois ans, d'être électeur (p. 946).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression de cet article sur les conditions demandées aux travailleurs involontairement privés d'emploi pour être électeurs (p. 946).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 946).

Après l'art. 8 ter (p. 973).

Rejetés : amendements identiques n° 110 (art. additionnel) de M. Charles Lederman et n° 123 (art. additionnel) de M. Jacques Moutet : extension de la section de l'encadrement aux techniciens, agents de maîtrise et salariés relevant du deuxième collège lors des élections professionnelles, ainsi qu'à tous les représentants de l'industrie et du commerce (p. 976) – paragraphe I (1^{er} alinéa) de l'amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : 1^o extension de la section de l'encadrement aux salariés qui exercent un commandement par délégation de l'employeur (p. 970).

Deviennent sans objet : suite de l'amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : 2^o extension de la section de l'encadrement aux techniciens et agents de maîtrise qui ont une délégation de commandement et aux voyageurs, représentants et placiers ; création ultérieure d'une sixième section (p. 976) ; sous-amendement n° 131 de M. Jean Auroux, ministre : extension de la section de l'encadrement aux agents de maîtrise qui ont une délégation écrite de commandement, mais non aux techniciens se trouvant dans le même cas ; suppression de la disposition prévoyant la création ultérieure d'une sixième section (p. 976).

Art. 9 (*Art. L 513-1 du code du travail : principe de l'inscription et du vote des électeurs dans une seule section*) (p. 977).

Rejeté : amendement n° 61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : modification du second alinéa de l'art. L. 513-1 du code du travail pour supprimer la mention des « chefs d'atelier de famille travaillant eux-même » (p. 977).

– L'art. 9 est adopté (p. 977).

Art 10 (*Art. L. 513-2 du code du travail conditions d'éligibilité*) (p. 977).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 9 de M. André Rabineau, rapporteur (p. 979) – Amendement n° 38 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : conditions territoriales d'éligibilité : dans la section du conseil de prud'hommes du lieu d'inscription sur les listes électorales ou dans la section de même nature du ou des conseils limitrophes ou, pour les retraités seulement, dans le conseil de leur domicile (p. 981).

Rejeté : amendement n° 62 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, retiré puis repris par M. Bernard Legrand : réduction de 10 à 5 ans du délai d'éligibilité des personnes ayant cessé d'exercer une activité salariée (p. 978) – Amendement n° 92 de M. Bernard Legrand : conditions territoriales d'éligibilité dans la section du conseil de prud'hommes du lieu d'inscription sur les listes électorales (p. 981).

Retiré : amendement n° 91 de M. Bernard Legrand : réduction de 10 à 6 ans du délai d'éligibilité des personnes ayant cessé d'exercer une activité salariée (p. 978).

Deviennent sans objet : amendement n° 111 de M. Charles Lederman : conditions territoriales d'éligibilité : dans la section du conseil de prud'hommes du lieu d'inscription sur les listes électorales ou dans la section de même nature des conseils de prud'hommes de la circonscription de la cour d'appel ou, pour les retraités, dans le conseil de leur domicile (p. 981) – Amendement n° 77 de M. Louis Souvet : assouplissement des conditions territoriales d'éligibilité et choix possible pour les candidats du collège patronal entre la section de l'encadrement et la section professionnelle (p. 981).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 981).

Art. 11 (*Art. L. 513-3 du code électoral : conditions d'établissement des listes électorales*) (p. 981).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : modification du texte proposé pour l'art. L. 513-3 du code du travail, pour supprimer l'alinéa prévoyant l'inscription par les agences locales de l'emploi des travailleurs privés d'emploi sur les listes électorales des conseils de prud'hommes (p. 983) – Amendement n° 127 de M. André Rabineau, rapporteur : possibilité pour les salariés de fixer leur domicile à l'adresse de leur choix pour l'établissement des listes fournies par l'employeur (p. 985) – Amendement n° 13 de M. André Rabineau, rapporteur : listes tenues pendant 15 jours à la disposition du personnel à de strictes fins de consultation et de vérification (p. 980) ; sous-amendement n° 129 de M. Charles Lederman, soutenu par Hector Viron : listes tenues à la disposition du personnel « dans leur intégralité » (p. 986) – Amendement n° 14 de M. André Rabineau, rapporteur : communication au ministère du travail par les organismes sociaux des listes et adresses des entreprises « aux seules fins d'information des employeurs sur les élections prud'homales à venir » (p. 986) – Amendement n° 81 de M. Louis Souvet : mission confiée à la commission nationale

informatique et libertés de contrôler l'exploitation des listes établies sur documents informatisés (p. 987).

Rejetés : amendement n° 79 de M. Louis Souvet : suppression sur les listes établies par l'employeur de la mention du domicile des salariés (p. 985) – Amendement n° 80 de M. Louis Souvet : consultation des listes électorales : consultation par chaque salarié des seuls renseignements qui le concernent (p. 980).

Retirés : amendement n° 12 de M. André Rabineau, rapporteur : modification du texte proposé pour l'article L. 513-3 du code du travail, pour supprimer l'alinéa prévoyant l'inscription par les agences locales de l'emploi des travailleurs privés d'emploi sur les listes électorales des conseils de prud'hommes (p. 982) – Amendement n° 40, de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : possibilité pour les salariés d'exiger d'être domiciliés au siège social de leur entreprise, pour la fixation des listes établies par l'employeur (p. 983) – Amendement n° 15 de M. André Rabineau : fixation par décret des peines contraventionnelles applicables en cas d'utilisation des renseignements portés sur les listes électorales prud'homales à des fins autres qu'électorales (p. 987).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 987).

Art. 12 (*Art. L. 513-4 du code du travail : date de l'élection générale et des élections complémentaires*) (p. 987).

Retiré : amendement n° 133 de M. Jean Auroux, ministre : divers cas rendant nécessaires des élections complémentaires (p. 987).

– L'art. 12 est adopté (p. 987).

Après l'art. 12 (p. 987).

Retirés : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur : autorisations d'absence et rémunération pour les assesseurs du scrutin (p. 988) – Amendement n° 112 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : autorisations d'absence et rémunération pour les délégués de liste, les assesseurs et les scrutateurs du vote (p. 988).

Irrecevable (Art. 40 de la Constitution) : amendement n° 41 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : autorisation d'absence et rémunération pour les assesseurs du scrutin (p. 988).

Art. 13 (*Art. L. 513-6 du code du travail : appel au suivant de liste ; nombre des candidats de chaque liste*) (p. 988).

Adopté : amendement n° 17 de M. André Rabineau, rapporteur : obligation pour chaque liste de comporter un nombre de candidats compris entre 50 % et 150 % des postes à pourvoir (p. 990).

Devient sans objet : amendement n° 42 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : obligation pour chaque liste de comporter un nombre de candidats compris entre le nombre de postes à pourvoir et le double de ce nombre (p. 990).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 990).

Art. 14 (*Art. L. 513-7 du code du travail : renouvellement intégral à date unique des conseils de prud'hommes : incidences de cette règle*) – Adopté (p. 990).

Art. 15 (*Art. L. 513-8 du code du travail : harmonisation rédactionnelle*) (p. 990).

Rejeté : amendement n° 78 de M. Louis Souvet : organisation d'élections complémentaires en cas de vacance de postes (p. 990).

Retiré : amendement n° 113 de M. Charles Lederman : organisation d'élections complémentaires en cas de vacance de postes (p. 990).

– L'art. 15 est adopté (p. 990).

Art. 16 (*Art. L. 513-9 du code électoral : règles s'appliquant aux opérations électorales pour les conseils de prud'hommes*) – Adopté (p. 990).

Après l'art. 16 (p. 990).

Adopté : amendement n° 134 (art. additionnel) de M. Jean Auroux, ministre : compétence du tribunal d'instance pour le contentieux relatif à l'électorat, à l'éligibilité et à la régularité des opérations électorales pour l'élection des conseillers prud'hommes (p. 991).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 991).

Art. 17 (*Art. L. 514-1 du code du travail : statut des conseillers prud'hommes*) (p. 991).

Adoptés : amendement n° 43 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : extension à tous les conseillers prud'hommes salariés de la protection sociale prévue en faveur des seuls conseillers du collège salarié : autorisations d'absence, maintien de la rémunération, avantages sociaux (p. 992) – Amendement n° 44 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : maintien de la rémunération pour les conseillers prud'hommes salariés ; compensation de revenu pour les conseillers prud'hommes employeurs (p. 993).

Retirés : amendement n° 18 de M. André Rabineau, rapporteur : extension à tous les conseillers prud'hommes de la protection sociale prévue en faveur des conseillers du collège salarié : allongement des autorisations d'absence, maintien de la rémunération, avantages sociaux (p. 992) – Amendement n° 94 de M. Bernard Legrand : modalités de contrôle du temps passé par le conseiller prud'homme hors de l'entreprise (p. 993).

Devient sans objet : amendement n° 82 de M. Louis Souvet : extension à tous les conseillers prud'hommes de la protection sociale prévue en faveur des seuls conseillers du collège salarié : autorisations d'absence, maintien de la rémunération, avantages sociaux (p. 992).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 992).

Art. 18 (*Art. L. 514-2 du code du travail : protection contre le licenciement*) (p. 993).

Adopté : amendement n° 19 de M. André Rabineau, rapporteur : licenciement par l'employeur d'un salarié exerçant les fonctions de conseiller prud'homme et référence à la procédure prévue par l'art. L. 402-15 du code du travail (p. 996).

Rejeté : amendement n° 83 de M. Louis Souvet : suppression de l'alinéa visant à instituer une nouvelle procédure de licenciement pour les conseillers prud'hommes, avec autorisation par l'inspecteur du travail (p. 996).

Retiré : amendement n° 63 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : extension aux conseillers prud'hommes de la protection admise pour d'autres catégories de salariés protégés : exclusion de mesures discriminatoires, notamment en matière de rémunérations, d'avantages sociaux et d'avancement (p. 996).

Deviennent sans objet : amendement n° 114 de M. Charles Lederman : autorisation de licenciement par l'employeur d'un salarié exerçant les fonctions de conseiller prud'homme délivrée par l'inspecteur du travail compétent ou l'autorité qui en tient lieu (p. 996) – Amendement n° 115 de M. Charles Lederman : précision sur la mise à pied possible en attendant la décision de l'inspecteur du travail (p. 996) – Amendement n° 95 de M. Bernard Legrand : procédure prévue pour le licenciement d'un conseiller prud'homme salarié et suppression des alinéas rajoutés par l'Assemblée nationale relatifs aux cas des conseillers prud'hommes titulaires d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat travail temporaire (p. 996) – Amendement n° 84 de M. Louis Souvet : protection des conseillers prud'hommes contre le licenciement et nécessité de porter le nom des candidats aux élections prud'homales puis des conseillers élus à la connaissance des chefs d'entreprises concernés (p. 996) – Amendement n° 116 de M. Charles Lederman : application de la protection prévue aux précédents alinéas à compter du premier jour de la période légale de dépôt des candidatures (p. 996) – Amendement n° 117 de M. Charles Lederman : annulation du licenciement ou de la décision administrative de l'autoriser et réintégration de droit

du salarié; effet suspensif du recours hiérarchique ou contentieux contre l'autorisation administrative de licenciement (p. 996) – Amendement n° 118 de M. Charles Lederman: demande d'autorisation de licenciement économique pour un conseiller prud'homme salarié et examen obligatoire séparément et sans délai limite de cette demande (p. 996).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 996).

Art. 19 (*Art. L. 514-3 du code du travail: autorisation d'absence et imputation du coût de la rémunération des absences pour formation*) (p. 996).

Adopté: amendement n° 20 de M. André Rabineau, rapporteur: suppression des deux dernières phrases de cet article relatives à la rémunération par l'employeur des absences pour formation des conseillers prud'hommes et à la possibilité d'imputation de ces dépenses sur la participation obligatoire des employeurs au financement de la formation professionnelle (p. 997).

– L'art. 19, ainsi modifié est adopté (p. 997).

Art. 20 (*Art. L. 514-7 du code du travail: délais minima préalables au dépôt d'une demande de relèvement en cas de déchéance*) – Adopté (p. 997).

Art. 21 (*Art. L. 514-14 et L. 514-15 nouveaux du code du travail: nouveau cas de déchéance et nouvelle possibilité de suspension de fonctions*) (p. 997).

Adoptés: amendement n° 64 de M. Michel Dreyfus-Schmidt: date de déchéance de ses fonctions du conseiller prud'homme condamné pour des faits prévus aux art. L. 5 et L. 6 du code électoral (p. 997) – Amendement n° 21 de M. André Rabineau, rapporteur: limitation du pouvoir du ministre de la justice de suspendre un conseiller prud'homme au seul cas où celui-ci s'est rendu coupable de faits pouvant entraîner une condamnation pénale, à l'exclusion de poursuites disciplinaires (p. 999).

Retirés: amendement n° 45 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis: suppression du texte proposé pour l'art. L. 514-15 du code du travail donnant au ministre de la justice la possibilité de suspendre un conseiller prud'homme passible de poursuites disciplinaires ou pénales (p. 998) – Amendement n° 119 de M. Charles Lederman: suppression du texte proposé pour l'art. L. 514-15 du code du travail donnant au ministre de la justice la possibilité de suspendre un conseiller prud'homme passible de poursuites disciplinaires ou pénales (p. 999) – Amendement n° 65 de M. Michel Dreyfus-Schmidt: possibilité pour le ministre de la justice de suspendre un conseiller prud'homme passible de poursuites disciplinaires ou pénales, subordonnée à l'avis conforme de l'assemblée générale du conseil à la majorité des trois quarts (p. 999) – Amendement n° 74 de M. Pierre Louvot: obligation de réserve imposée aux conseillers prud'hommes et détermination par des décrets des sanctions applicables en cas de manquement à cette obligation (p. 1000).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1000).

Art. 22 (*Art. L. 515-3 du code du travail: mission du juge départiteur en cas de partage; ses conditions*) (p. 1000).

Adoptés: amendement n° 120 de M. Charles Lederman: désignation de juges départiteurs pour chaque conseil de prud'hommes, que son ressort comprenne un ou plusieurs tribunaux d'instance (p. 1002) – Amendement n° 22 de M. André Rabineau, rapporteur: fixation par décret des modalités de remplacement d'un conseiller prud'homme empêché de siéger à l'audience de départage (p. 1003).

Rejetés: amendement n° 86 de M. Louis Souvet: procédure prévue en cas de partage: nouveau renvois possibles (p. 1002) – Amendement n° 98 de M. Bernard Legrand: suppression de la disposition relative au remplacement d'un conseiller absent en cas d'absence justifiée (p. 1003).

Retirés: amendement n° 46 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis: précisions rédactionnelles sur la procédure prévue

en cas de partage (p. 1002) – Amendement n° 97 de M. Bernard Legrand: désignation des juges départiteurs par le premier président de la cour d'appel et non par l'assemblée générale (p. 1002) – Amendement n° 125 de M. Michel Dreyfus-Schmidt: possibilité pour un conseiller empêché, dont l'absence est reconnue justifiée par le président ou le vice président, de se faire remplacer avant l'audience de départage par un conseiller de la même section (p. 1003) – Amendement n° 66 de M. Michel Dreyfus-Schmidt: constatation de l'absence par un procès-verbal du juge d'instance et transmission de ce document au président du conseil de prud'hommes pour suivre éventuellement la procédure de déchéance (p. 1003).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1003).

Avant l'art. 23 (p. 1003).

Rejetés: amendement n° 87 (art. additionnel) de M. Louis Souvet: nomination de deux conseillers rapporteurs, un employeur et un salarié (p. 1004) – Amendement n° 122 (art. additionnel) de M. Charles Lederman: désignation d'un conseiller rapporteur unique sur une liste composée pour moitié dans l'élément salarié et pour moitié dans l'élément patronal (p. 1004).

Art. 23 (*Art. L. 516-3 nouveau du code du travail: assistance et représentation des parties en matière prud'homale*) (p. 1004).

Adoptés: amendement n° 47 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis: incompatibilité entre les fonctions de conseiller prud'homme et les fonctions de défenseur (p. 1005) – Amendement n° 23 de M. André Rabineau, rapporteur: impossibilité pour un conseiller prud'homme de se pourvoir devant la section ou la chambre dont il est membre; compétence dans ce cas d'un conseil limitrophe (p. 1006).

Devient sans objet: amendement n° 99 de M. Bernard Legrand: incompatibilité entre les fonctions de conseiller prud'homme et les fonctions de défenseur devant les mêmes formations (p. 1005).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1006).

Après l'art. 23 (p. 1006).

Adopté: amendement n° 126 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt: autorisations d'absence pour les salariés qui exercent des fonctions d'assistance ou de représentation devant les juridictions prud'homales (p. 1007).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1007).

Art. 24 (*Art. L. 51-10-2 du code du travail: rémunération des conseillers salariés*) (p. 1007).

Adoptés: amendement n° 48 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis: coordination avec le vote de l'amendement n° 44 intervenu à l'art. 17: système de vacations allouées aux conseillers prud'hommes salariés ou employeurs (p. 1008) – Amendement n° 100 de M. Bernard Legrand: remboursement des frais de déplacement des conseillers prud'hommes (p. 1008) – Amendement de coordination n° 25 de M. André Rabineau, rapporteur (p. 1010) – Amendement n° 27 de M. André Rabineau, rapporteur: introduction du même système de provisions pour le maintien de la rémunération des salariés durant les absences pour formation (p. 1010) – Amendement n° 49 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis: substitution au système de remboursement *a posteriori* d'un système d'octroi de provisions aux employeurs pour le maintien des salaires, des avantages et des charges sociales des conseillers prud'hommes salariés (p. 1010) – Amendement n° 50 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis: fixation par décret des conditions d'indemnisation des conseillers prud'hommes employeurs (p. 1010).

Retirés: amendement n° 67 de M. Michel Dreyfus-Schmidt: mention, parmi les dépenses, de la bourse annuelle de documentation des élus, suppression de la médaille (p. 1008) – Amendement n° 68 de M. Michel Dreyfus-Schmidt: mention

des dépenses de formation des conseillers prud'hommes (p. 1010) – Amendement n° 69 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : mention des frais de fonctionnement du conseil supérieur de la prud'homie (p. 1010).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1010).

Art. 25 (*Suppression du chapitre XII du titre I du livre V du code du travail*) – Adopté (p. 1010).

Art. 26 (*Art. L. 531-1 nouveau du code du travail : « délit d'entrave » concernant toute atteinte à la libre désignation des candidats à l'élection et à l'exercice des fonctions prud'homales*) (p. 1010).

Adopté : amendement n° 52 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : délit d'entrave et notion d'atteinte à l'indépendance des fonctions de conseiller prud'homme (p. 1011).

Retiré : amendement n° 89, de M. Louis Souvet : délit d'entrave et atteinte à l'indépendance des conseillers prud'hommes (p. 1011).

L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1011).

Art. 27 (*Art. L. 117-16 et L. 117-17 du code du travail : suppression de la compétence résiduelle gardée par le juge d'instance en matière de refus d'enregistrement du contrat d'apprentissage ou de résiliation dudit contrat*) – Adopté (p. 1011).

Art. 28 (*Art. L. 771-6 du code du travail : suppression de la compétence subsidiaire du juge d'instance pour les litiges relatifs aux contrats entre concierges et employeurs*) – Adopté (p. 1011).

Art. 29 (*Abrogation des art. L. 512-6 et L. 514-9 du code du travail*) (p. 1011).

Rejeté : amendement n° 101 de M. Bernard Legrand : suppression de l'abrogation de l'art. L. 514-9 du code du travail relatif à la procédure utilisée contre des conseillers prud'hommes en cas de plainte en prévarication (p. 1012).

– L'art. 29 est adopté (p. 1012).

Art. 30 (*Abrogation du chapitre III du Titre II du livre VII du code du travail*) – Adopté (p. 1012).

Art. 31 (*Abrogation du 1° de l'art. 634 du code du commerce relatif au droit pour les cadres d'agir devant le tribunal de commerce*) (p. 1012).

Adoptés : amendements identiques n° 29 de M. André Rabineau, rapporteur, et n° 53 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression de cet article qui tend à supprimer pour les cadres le droit d'option devant les tribunaux de commerce (p. 1012).

Devient sans objet : amendement n° 70 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : précisions complémentaires sur les abrogations de textes tendant à supprimer le droit d'option des cadres devant les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes (p. 1012).

– L'art. 31 est supprimé (p. 1012).

Art. 32 (*Organisation d'une consultation exceptionnelle préalable à une nouvelle répartition territoriale des conseils de prud'hommes*) – Adopté (p. 1012).

Art. 33 (*Principe d'élections générales pour l'ensemble des conseils de prud'hommes avant le 31 décembre 1982 et expiration du mandat des conseillers prud'homme en fonction*) – Adopté (p. 1012).

Art. 34 (*Compétence des tribunaux de commerce saisis en matière prud'homale pour connaître des procédures introduites avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1012).

Adoptés : amendements identiques n° 30 de M. André Rabineau, rapporteur, et n° 103 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à la

continuité des procédures engagées devant les tribunaux de commerce en matière prud'homale (p. 1012).

– L'art. 34 est supprimé (p. 1012).

Après l'art. 34 (p. 1013).

Retiré : amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : dépôt de conventions collectives au greffe du conseil de prud'hommes (p. 1013).

Art. 35 (*Dispositions relatives aux conseils de prud'hommes des départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle*) (p. 1013).

– *Adoptés* : amendement n° 31 de M. André Rabineau, rapporteur : généralisation territoriale et professionnelle des conseils de prud'hommes aux trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, mais maintien à la tête du bureau de jugement et de la formation de référé d'un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 1018 ; scrutin public n° 77 ; liste des votants p. 1027).

Retiré : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff : généralisation territoriale et professionnelle des conseils de prud'hommes aux trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, mais maintien à la tête du bureau de jugement et de la formation de référé d'un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 1015).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1018).

Art. 36 (*Date d'installation des conseils de prud'hommes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) – Adopté (p. 1018).

Art. 37 (*Procédures introduites devant les tribunaux d'instance des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) – Adopté (p. 1018).

Art. 38 (*Ordonnance du premier président de la Cour d'appel pour les difficultés éventuelles*) – Adopté (p. 1018).

Art. 39 (*Transfert des archives et minutes aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) – Adopté (p. 1018).

Art. 39 bis (*Personnels des conseils de prud'hommes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) (p. 1018).

Adopté : amendement n° 102 de M. Bertrand Legrand : intégration, à compter du 1^{er} janvier 1983, des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle dans les corps des fonctionnaires de conseils de prud'hommes (p. 1019).

– L'art. 39 bis, ainsi modifié est adopté (p. 1019).

Art. 40 (*Décrets d'application et mesures transitoires*) – Adopté (p. 1019).

Explications de vote :

– MM. Charles Lederman (p. 1019) ; Michel Dreyfus-Schmidt (p. 1019).

Adoption 7 avril 1982 (p. 1019).

Discussion (deuxième lecture)

(20 avril 1982) (p. 1158, 1171).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1158, 1160) : MM. André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean Auroux, ministre du travail.

ALSACE-LORRAINE (échevinage) : RABINEAU (André) (p. 1158, 1159) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 1159) ; AUROUX (Jean) (p. 1160).

CADRES : RABINEAU (André) (p. 1158, 1159) ; AUROUX (Jean) (p. 1160).

CHOMEURS : RABINEAU (André) (p. 1158, 1159).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : RABINEAU (André) (p. 1158, 1159); VIRAPOULLE (Louis) (p. 1159); AUROUX (Jean) (p. 1159, 1160).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PRUD'HOMIE : AUROUX (Jean) (p. 1160).

JUGE DEPARTITEUR : RABINEAU (André) (p. 1158).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON : VIRAPOULLE (Louis) (p. 1159).

SALARIES (droits des) : RABINEAU (André) (p. 1159).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : VIRAPOULLE (Louis) (p. 1159).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1160, 1171) *MM. André Rabineau, rapporteur ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis ; Jean Auroux, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Jean Cluzel, vice-président de la commission des finances ; Henri Goetschy, Marcel Rudloff.*

Art. 1^{er} (p. 1160).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 16 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement du droit d'option des cadres entre la juridiction prud'homale et les tribunaux de commerce (p. 1160) – Amendements identiques n° 2 de M. André Rabineau et n° 17 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement du texte voté en première lecture relatif au compromis d'arbitrage (p. 1161) – Amendements identiques n° 3 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 18 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : reprise du texte voté par le Sénat en première lecture relatif au relèvement du taux de compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes : fixation par décret, révision annuelle et indexation sur le salaire moyen ouvrier (p. 1161).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1161).

Art. 4 (p. 1161).

Adopté : amendement n° 19 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : constitution du conseil de prud'hommes de Saint-Pierre-et-Miquelon : possibilité de réduction du nombre de conseillers de chaque section (p. 1162).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1162).

Art. 7 bis (*Supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 1162).

Adoptés : amendements identiques n° 4 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 20 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement de cet article adopté par le Sénat en première lecture : avis du vice-président préalable à toute décision du président (p. 1162).

– L'art. 7 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 1162).

Art. 8 ter A – Adopté (p. 1162).

Art. 8 ter (p. 1162).

Adoptés : amendements identiques n° 5 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 21 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement de la limite de trois ans pour l'éligibilité aux élections prud'homales des travailleurs involontairement privés d'emploi (p. 1163).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1163).

Art. 10 – Adopté (p. 1163).

Art. 11 – Adopté (p. 1163).

Art. 13 (p. 1163).

Adoptés : amendements identiques n° 6 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 22 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement de la disposition adoptée en première lecture relative à la composition des listes de candidats : listes

pouvant comporter un nombre de candidats inférieur ou supérieur de moitié au nombre de sièges à pourvoir (p. 1164).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1164).

Art. 17 (p. 1164).

Adoptés : amendements identiques n° 7 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 23 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : protection sociale et rémunération – 1 252 des conseillers : rétablissement de l'alignement de la situation de tous les des conseillers : rétablissement de l'alignement de la situation de tous les conseillers salariés membres du collège employeur ou du collège salarié (p. 1164).

– L'art. 17, ainsi modifié est adopté (p. 1164).

Art. 18 – Adopté (p. 1164).

Art. 19 (p. 1164).

Adoptés : amendements identiques n° 8 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 24 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression de la disposition rétablie par l'Assemblée nationale donnant la possibilité aux employeurs d'imputer la rémunération des absences pour formation prud'homale sur la participation obligatoire des employeurs au financement de la formation continue (p. 1165).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1165).

Art. 23 (p. 1165).

Adopté : amendement n° 25 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : incompatibilité entre les fonctions de conseiller prud'homme et les fonctions de défenseur (p. 1165).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1165).

Art. 24 (p. 1165).

Retirés : amendements identiques n° 9 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 26 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : amélioration du système des vacances allouées aux conseillers prud'hommes du collège employeur (p. 1166) – Amendement n° 11 de M. André Rabineau, rapporteur : rétablissement du système adopté par le Sénat en première lecture : octroi de provision aux employeurs pour le maintien des salaires, des avantages et des charges sociales des conseillers prud'hommes salariés (p. 1167) – Amendement n° 27 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement du système de provision aux employeurs en vue du maintien des salaires des conseillers prud'hommes salariés (p. 1167).

Devient sans objet : amendement de coordination n° 10 de M. André Rabineau rapporteur (p. 1167).

Irrecevables (art. 40 de la constitution) : amendements identiques n° 12 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 28 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : mention, parmi les dépenses, des provisions accordées aux employeurs en vue du maintien des salaires des conseillers prud'hommes salariés (p. 1167).

– L'art. 24 est adopté (p. 1167).

Art. 31 (p. 1167).

Adoptés : amendements identiques n° 13 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 29 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression de cet article pour rétablir le droit d'option des cadres entre les conseils de prud'hommes et les tribunaux de commerce (p. 1167).

– L'art. 31 est supprimé (p. 1167).

Art. 34.

Adoptés : amendements identiques n° 14 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 30 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : suppression pour coordination, de cet article relatif à la continuité des procédures engagées devant les tribunaux de commerce en matière prud'homale (p. 1167).

– L'art. 34 est supprimé (p. 1167).

Art. 35 (p. 1167).

Adoptés : amendements identiques n° 15 de M. André Rabineau, rapporteur et n° 31 de M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture : généralisation territoriale et professionnelle des conseils de prud'hommes aux trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, mais maintien à la tête du bureau de jugement et de la formation de référé d'un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 1171 ; scrutin public n° 78 ; liste des votants p. 1219).

– L'art. 35, ainsi modifié est adopté (p. 1171).

Art. 39 bis – Adopté (p. 1171).

Explications de vote :

M. Charles Lederman (p. 1171) ; M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 1171) ; M. Jean Mercier (p. 1171).

Adoption (20 avril 1982) (p. 1171).

Art. 23 bis – Adopté (p. 1165).

Discussion (Nouvelle lecture)

(27 avril 1982) (p. 1388, 1393).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1388) : *MM. Jean Auroux, ministre du travail ; André Rabineau, rapporteur pour la commission des affaires sociales.*

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : AUROUX (Jean) (p. 1388) ; RABINEAU (André) (p. 1388).

SAINT PIERRE ET MIQUELON : RABINEAU (André) (p. 1388).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1388, 1393) : *MM. André Rabineau, rapporteur ; Jean Auroux, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Chérioux, vice-président de la commission des affaires sociales ; Marcel Rudloff, André Bohl.*

Art. 1^{er} (p. 1388).

Adoptés : amendement n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur la compétence des conseils de prud'hommes (p. 1388) – Amendement n° 2 de M. Michel Rabineau, rapporteur : suppression des dispositions de cet article signifiant que toute convention dérogatoire est réputée non écrite (p. 1389) – Amendement n° 3 de M. André Rabineau, rapporteur : fixation du taux de compétence des conseils de prud'hommes par décret ; révision annuelle à la valeur de trois fois le salaire moyen ouvrier mensuel (p. 1389).

– L'art. 1^{er} ainsi modifié, est adopté (p. 1389).

Art. 7 bis (p. 1389).

Adopté : amendement n° 4 de M. André Rabineau, rapporteur : rétablissement de cet article concernant l'avis du vice-président préalable à toute décision du président (p. 1389).

– L'art. 7 bis, ainsi rétabli, est adopté (p. 1389).

Art. 8 ter (p. 1389).

Adopté : amendement n° 5 de M. André Rabineau, rapporteur : rétablissement de la limite de trois ans pour l'éligibilité aux élections prud'homales des travailleurs involontairement privés d'emploi (p. 1389).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1389).

Art. 13 (p. 1389).

Adopté : amendement n° 6 de M. André Rabineau, rapporteur : rétablissement de la disposition relative à la composition des listes de candidats inférieurs ou supérieurs de moitié au nombre des sièges à pourvoir (p. 1389).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1389).

Art. 17 (p. 1389).

Adopté : amendement n° 7 de M. André Rabineau, rapporteur : extension à tous les conseillers prud'hommes salariés de la protection sociale en faveur des conseillers du collège salarié (p. 1390).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1390).

Art. 19 (p. 1390).

Adopté : amendement n° 8 de M. André Rabineau, rapporteur : rémunération par l'employeur des absences pour formation des conseillers prud'hommes et possibilité d'imputation de ces dépenses jusqu'au 1^{er} janvier 1985 sur la participation obligatoire des employeurs au financement de la formation professionnelle (p. 1390).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1390).

Art. 23 (p. 1390).

Adopté : amendement n° 9 de M. André Rabineau, rapporteur : incompatibilité entre les fonctions de conseiller prud'homme et les fonctions de défenseur (p. 1391).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1391).

Après l'art. 24 (p. 1391).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur : vacation allouée aux conseillers prud'hommes employeurs exerçant leurs fonctions durant les heures de travail (p. 1391).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1391).

Art. 31 (p. 1391).

Adopté : amendement n° 11 de M. André Rabineau, rapporteur : suppression de cet article pour rétablir le droit d'option des cadres entre les conseils de prud'hommes et les tribunaux de commerce (p. 1391).

– L'art. 31 est supprimé (p. 1391).

Art. 34 (p. 1391).

Adopté : amendement n° 12 de M. André Rabineau, rapporteur : suppression de cet article relatif à la continuité des procédures engagées devant les tribunaux de commerce en matière prud'homale (p. 1391).

– L'art. 34 est supprimé (p. 1391).

Art. 35 (p. 1391).

Adopté : amendement n° 13 de M. André Rabineau, rapporteur : rétablissement du texte adopté par le Sénat : généralisation territoriale et professionnelle des conseils de prud'hommes aux trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, et le maintien à la tête du bureau de jugement et de la formation de référé d'un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 1392).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1392).

Explications de vote : MM. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 1393), Charles Lederman (p. 1393).

Adoption (27 avril 1982) (p. 1393).

Voir aussi **LOI DE FINANCES, 1**, Affaires sociales I section commune III travail, emploi ; Justice
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
TRAVAIL, 1, DG

CONSEIL D'ETAT

Voir **COLLECTIVITES LOCALES, 2**, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, nouvelle lecture, DG

FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG
JUSTICE, 3
NATIONALISATIONS, 1, DG
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG

CONSEIL D'ÉTAT (avis)

Voir COMMUNES, 3, DG

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Voir CORSE, 1, DG ; nouvelle lecture
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Temps libre
PLAN, 1, DG

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (anciens membres)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
III conseil économique et social

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (avis)

Voir TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (locaux)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
III conseil économique et social

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (personnel)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
III conseil économique et social

CONSEIL GENERAL ET REGIONAL

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

CONSEILLERS COMMERCIAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur

CONSEILLERS DES CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 2

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir ELECTIONS, 6, DG ; nouvelle lecture, DG
ELECTIONS, 8

CONSEILLERS TECHNIQUES ET PEDAGOGIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education nationale

CONSEIL NATIONAL DU CREDIT

Voir BANQUES, 1, DG

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUEL

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

CONSEIL NATIONAL DE L'ALIMENTATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS

Voir TRANSPORTS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

CONSEIL NATIONAL DU BRUIT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANÇAIS (CNPFF)

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Voir SECURITE SOCIALE, 2

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS

Voir COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
ELECTIONS, 7

CONSEILS D'ATELIER

Voir TRAVAIL, 1, DG

CONSEILS DE DIRECTION

Voir AGRICULTURE, 2, art. 3

CONSEILS DE GUERRE

Voir JUSTICE, 1, DG

CONSEILS D'ENTREPRISE

Voir TRAVAIL, 1, DG

CONSEILS DES COMMUNAUTES URBAINES

Voir COMMUNES, 3

CONSEILS GENERAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
COLLECTIVITES LOCALES, 2, 2^e lecture, DG
COMMUNES, 3, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle

lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
 PETITIONS
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 113 ; 136

CONSEILS GENERAUX (consultation)

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

CONSEILS GENERAUX (présidents)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 113, DG

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
 ELECTIONS, 7

CONSEILS REGIONAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
 COLLECTIVITES LOCALES, 2, 2^e lecture, DG
 CORSE, 1, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG ; CMP
 PETITIONS
 PLAN, 1
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 113, DG

CONSEILS REGIONAUX (présidents)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 113, DG

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PRUD'HOMIE

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2^e lecture, DG

CONSEIL SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
 PARLEMENT, 3, DG
 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux

CONSEIL SUPERIEUR DES CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
 CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 2

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG ; 2^e lecture, DG ; CMP ; nouvelle lecture
 LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale

CONSEIL SUPERIEUR DES TRANSPORTS

Voir TRANSPORTS, 1, DG

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 8 ; nouvelle lecture, DG

CONSEIL SUPERIEUR DU TOURISME

Voir TOURISME, 1, DG

CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL SOCIAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement ; Plan et aménagement du territoire

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

CONSOMMATEURS (protection et information des)

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
 LOI DE FINANCES, 1, Concommodation

CONSOMMATION

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ;
 Consommation
 PLAN, 1, DG
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
 92, DG ; 145

CONSTITUTION

1. – Proposition de loi constitutionnelle portant modification de l'article 53 de la Constitution, présentée par M. Claude Mont, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1982) [n° 258 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
 FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG ; nouvelle lecture, DG
 FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, 2^e lecture, DG
 NATIONALISATIONS, 1, DG
 PETITIONS
 PLAN, 1, DG
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, nouvelle lecture, DG
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 22, DG

CONSTITUTION (art. 2)

Voir CORSE, 1, DG

CONSTITUTION (art. 3)

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, nouvelle lecture, DG

CONSTITUTION (art. 24)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG

CONSTITUTION (art. 34)

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG
NATIONALISATIONS, 1, DG
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG

CONSTITUTION (art. 37)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG

CONSTITUTION (art. 38)

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

CONSTITUTION (art. 49)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

CONSTITUTION (art. 53)

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
RAPPELS AU REGLEMENT, 1

CONSTITUTION (art. 72)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
CORSE, 1, DG ; nouvelle lecture
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, nouvelle lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

CONSTITUTION (art. 73)

Voir CORSE, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

CONSTITUTION (art. 74)

Voir CORSE, 1, DG
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG

CONSTRUCTION

Voir BATIMENT (industrie)
BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG
CALAMITES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 131, DG ; 132

CONSTRUCTION NAVALE

Voir EXAMENS et CONCOURS, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Mer

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

CONTENTIEUX FISCAL, DOUANIER ET DES CHANGES (COMITE DU)

1. - Dépôt du troisième rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des charges en exécution des dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (16 juin 1982) (p. 2842).

« CONTINUITÉ TERRITORIALE »

Voir CORSE, 1, DG

CONTRACEPTION

Voir AVORTEMENT, 1, DG

CONTRACEPTION (campagne d'information)

Voir AVORTEMENT, 1, DG

CONTRAINTÉ PAR CORPS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 8, DG

CONTRATS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 12, DG

CONTRATS DE LOCATION (de locaux à usage d'habitation)

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG

CONTRATS DE LOUAGE

Voir BAUX, 1

CONTRATS DE PAYS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

CONTRATS DE PLAN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Plan et aménagement du territoire
NATIONALISATIONS, 1, DG
PLAN, 1, DG ; CMP
TRANSPORTS, 1, DG

CONTRATS DE RIVIERE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

CONTRATS DE SOLIDARITE

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Affaires sociales I
section commune III travail, emploi
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ;

145, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

CONTRATS DE TRAVAIL

Voir TRAVAIL, 3

CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 26, DG

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; affaires sociales I section commune
III travail, emploi

CONTRIBUTION DE SOLIDARITE (chômage)

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

CONTROLE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 38, DG

CONTROLE DES CHANGES

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

CONTROLE DES FRONTIERES

Voir SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

CONTROLES D'IDENTITE

Voir SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

CONVENTION DE LOME

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG

CONVENTIONS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS

CONVENTIONS COLLECTIVES

Voir BANQUES, 1, DG
BAUX, 1
CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

CONVENTIONS D'ENVIRONNEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

CONVENTIONS DE LA HAYE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 8, DG

COOPERANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Relations
extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 29, DG ; 40, DG

COOPERATION

Voir BANQUES, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 104
SERVICE NATIONAL, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 29, DG

COOPERATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

COOPERATION INTERCOMMUNALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG
ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION
INTERCOMMUNALE
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG
SCHEMAS DIRECTEURS DE COOPERATION
INTERCOMMUNALE

COOPERATION JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 7, DG ; 10, DG ; 11,
DG

COOPERATION MILITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

COOPERATIVES

Voir BANQUES, 1
COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du
territoire
NATIONALISATIONS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
PLAN, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 52, DG

COOPERATIVES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION

Voir BANQUES, 1, DG

COPRAH

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

CORSE

1. - **Projet de loi portant statut particulier de la Corse**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (12 janvier 1982) [n° 688].

Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (14 janvier 1982) [n° 692] - Urgence - Discussion (18, 19 et 20 janvier 1982) - Adoption (20 janvier 1982) [n° 104].

NOUVEL INTITULE: « **Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 janvier 1982) [n° 185 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul Girod (26 janvier 1982) [n° 190 (81-82)] - Discussion (27 janvier 1982) (p. 414, 460) - Adoption (27 janvier 1982) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 janvier 1982) [n° 707] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (28 janvier 1982) [n° 719].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Paul Girod (29 janvier 1982) [n° 200 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (28 janvier 1982) [n° 707] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (3 février 1982) [n° 720] - Discussion (3 février 1982) - Adoption (3 février 1982) [n° 112].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (4 février 1982) [n° 204 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul Girod (4 février 1982) [n° 205 (81-82)] - Discussion (4 février 1982) (p. 535, 541) - Rejet (4 février 1982) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (4 février 1982) [n° 724] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (5 février 1982) [n° 725] - Discussion (5 février 1982) - Adoption (5 février 1982) [n° 115].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant la loi non contraire à la constitution (25 février 1982) (JO Lois et Décrets du 3 mars 1982).

PROMULGATION: Loi n° 82-214 du 2 mars 1982 (J.O. Lois et Décrets du 3 mars 1982).

Discussion (première lecture)

(27 janvier 1982) (p. 414, 460).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 414, 439) *MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; René Tomasini, François Giacobbi, Paul d'Ornano, Pierre-Christian Taittinger, Pierre Matraja, Charles Ornano, Pierre Vallon, Louis Minetti, Félix Ciccolini.*

AMENAGEMENT RURAL: GIROD (Paul) (p. 415).

AMNISTIE: GIROD (Paul) (p. 417, 418); DEFFERRE (Gaston) (p. 420); MATRAJA (Pierre) (p. 431); MINETTI (Louis) (p. 437).

AUTONOMIE: GIROD (Paul) (p. 414, 417); TOMASINI (René) (p. 422).

CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DU CADRE DE VIE: TOMASINI (René) (p. 423); MATRAJA (Pierre) (p. 431); MINETTI (Louis) (p. 437).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL: GIROD (Paul) (p. 417); MINETTI (Louis) (p. 437).

CONSEILS REGIONAUX: GIROD (Paul) (p. 417, 418); TOMASINI (René) (p. 423); GIACOBBI (François) (p. 427, 428); DEFFERRE (Gaston) (p. 427); ORNANO (Paul d') (p. 428, 429); MATRAJA (Pierre) (p. 430); ORNANO (Charles) (p. 432); MINETTI (Louis) (p. 436, 437); CICCOLINI (Félix) (p. 438).

CONSTITUTION (art. 2): TOMASINI (René) (p. 423).

CONSTITUTION (art. 72): GIROD (Paul) (p. 416); DEFFERRE (Gaston) (p. 419); TOMASINI (René) (p. 423); GIACOBBI (François) (p. 426); MATRAJA (Pierre) (p. 430).

CONSTITUTION (art. 73): GIROD (Paul) (p. 416); DEFFERRE (Gaston) (p. 419); TOMASINI (René) (p. 423); GIACOBBI (François) (p. 426).

CONSTITUTION (art. 74): TOMASINI (René) (p. 423).

CONTINUITÉ TERRITORIALE: GIROD (Paul) (p. 415); TOMASINI (René) (p. 425); VALLON (Pierre) (p. 433); MINETTI (Louis) (p. 436).

CORSE: GIROD (Paul) (p. 414, 415, 416, 417, 418, 420); DEFFERRE (Gaston) (p. 418, 419, 420, 421, 427); TOMASINI (René) (p. 421, 422, 423, 424, 425); GIACOBBI (François) (p. 425, 426, 427, 428); ORNANO (Paul d') (p. 428, 429); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 429, 430); MATRAJA (Pierre) (p. 430, 431); ORNANO (Charles) (p. 431, 432, 433); VALLON (Pierre) (p. 433, 434); MINETTI (Louis) (p. 435, 436, 437); CICCOLINI (Félix) (p. 437, 438, 439).

CUMULS (mandats): DEFFERRE (Gaston) (p. 420).

DECENTRALISATION: GIROD (Paul) (p. 416, 417); DEFFERRE (Gaston) (p. 419); TOMASINI (René) (p. 423); ORNANO (Paul d') (p. 428); MINETTI (Louis) (p. 436); CICCOLINI (Félix) (p. 438).

DEMOGRAPHIE: MATRAJA (Pierre) (p. 431); MINETTI (Louis) (p. 435); CICCOLINI (Félix) (p. 438).

ELECTIONS: GIROD (Paul) (p. 415, 416, 417, 420); DEFFERRE (Gaston) (p. 419, 420); TOMASINI (René) (p. 424); VALLON (Pierre) (p. 434).

ELECTIONS SENATORIALES: GIACOBBI (François) (p. 427); DEFFERRE (Gaston) (p. 427).

EMIGRATION: DEFFERRE (Gaston) (p. 418); MINETTI (Louis) (p. 436).

EMPLOI: GIROD (Paul) (p. 414); MATRAJA (Pierre) (p. 430); MINETTI (Louis) (p. 435); CICCOLINI (Félix) (p. 438).

ENTREPRISES (création d'): MATRAJA (Pierre) (p. 431).

EQUIPEMENT: GIROD (Paul) (p. 415); TOMASINI (René) (p. 425).

IMPOTS LOCAUX: GIROD (Paul) (p. 415); MATRAJA (Pierre) (p. 431); ORNANO (Charles) (p. 433).

INDEPENDANCE: GIROD (Paul) (p. 418); TOMASINI (René) (p. 422); MINETTI (Louis) (p. 435).

INDUSTRIE: MINETTI (Louis) (p. 435); CICCOLINI (Félix) (p. 438).

INVESTISSEMENTS: TOMASINI (René) (p. 425).

LANGUES REGIONALES: GIROD (Paul) (p. 415); DEFFERRE (Gaston) (p. 419) LISTES ELECTORALES: MINETTI (Louis) (p. 436).

MANIFESTATIONS: GIROD (Paul) (p. 414, 417); DEFFERRE (Gaston) (p. 418, 420); TOMASINI (René) (p. 421, 424); VALLON (Pierre) (p. 434); MINETTI (Louis) (p. 436); CICCOLINI (Félix) (p. 437).

PAOLI (Pascal): MINETTI (Louis) (p. 435, 437); CICCOLINI (Félix) (p. 438).

REGIONALISATION : TOMASINI (René) (p. 421).

REGIONS : GIROD (Paul) (p. 417) ; TOMASINI (René) (p. 423) ; GIACOBBI (François) (p. 426) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 429).

ROUTES : GIROD (Paul) (p. 415) ; TOMASINI (René) (p. 425).

SERVICE D'ACTION CIVIQUE (SAC) : MINETTI (Louis) (p. 436).

SOCIETE POUR LA MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA CORSE (SOMIVAC) : GIROD (Paul) (p. 415).

TRANSPORTS : GIROD (Paul) (p. 414) ; TOMASINI (René) (p. 425).

TRANSPORTS AERIENS : GIROD (Paul) (p. 415) ; MATRAJA (Pierre) (p. 431) ; MINETTI (Louis) (p. 436) ; CICCOLINI (Félix) (p. 438).

TRANSPORTS MARITIMES : GIROD (Paul) (p. 415) ; MINETTI (Louis) (p. 436) ; CICCOLINI (Félix) (p. 438).

TOURISME : MATRAJA (Pierre) (p. 431).

UNIVERSITES : GIROD (Paul) (p. 415).

II. – EXAMEN DES ARTICLES (p. 439, 460) *MM. Paul Girod, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Louis Virapoullé, Louis Minetti.*

Art. 1^{er} (*Transformation de la région de la Corse en collectivité ; renvoi à une loi ultérieure de la définition de ses compétences*) (p. 439).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : définition de la région de Corse fondée sur le simple rappel des deux départements qui la composent ; (p. 441).

Deviennent sans objet : amendement n° 67 de M. André Labarrère, ministre : région de Corse « érigée » en collectivité territoriale (p. 441) – Amendement n° 68 de M. André Labarrère, ministre : spécificité résultant notamment de la « géographie » de la Corse (p. 441) – Amendement n° 69 de M. André Labarrère, ministre : définition par une loi ultérieure des compétences et des ressources particulières de la région de Corse (p. 441).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 441).

Après l'art. 1^{er} (p. 441).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : définition des spécificités présentées par la région de Corse (p. 441).

Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 441).

Art. 2 (*Définition des organes de la collectivité régionale de Corse*) (p. 441).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : appellation de conseil régional de Corse substituée à celle d'assemblée de Corse ; création d'un comité unique de développement économique, social et culturel ; suppression de la mention des établissements publics, agences ou institutions spécialisées (p. 442).

Deviennent sans objet : amendements rédactionnels n° 70 et 71 de M. André Labarrère, ministre (p. 442).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 442).

Après l'art. 2 (p. 442).

Adopté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : dans l'attente des lois ultérieures prévues relatives aux compétences, aux ressources et au statut des élus, maintien de l'application en Corse de dispositions du titre III de la loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (p. 443).

Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 443).

Intitulé « Titre premier – De l'assemblée de Corse » (p. 443).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Titre premier – De l'assemblée de Corse » (p. 443 ; scrutin public n° 72 ; liste des votants p. 464).

– L'intitulé titre premier est supprimé (p. 443).

Intitulé « Chapitre premier – Election de l'assemblée de Corse » (p. 443).

adopté : amendement n° 7 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Chapitre premier – L'élection de l'assemblée de Corse » (p. 444).

– L'intitulé chapitre 1^{er} est supprimé (p. 444).

Art. 3 (*Election du conseil régional de Corse*) (p. 444).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Girod, rapporteur : substitution aux dispositions relatives à la composition de l'assemblée de Corse d'une disposition fixant le délai d'organisation de la première élection du conseil régional de Corse ; (p. 444).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 444).

Art. 4 (*Durée du mandat des membres de l'Assemblée*) (p. 444).

Adopté : amendement n° 9 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la durée du mandat de membre de l'assemblée de Corse (p. 444).

– L'art. 4 est supprimé (p. 444).

Art. 5 (*Mode de scrutin applicable à l'élection de l'Assemblée de Corse*) (p. 444).

Adopté : amendement n° 10 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au mode de scrutin de l'élection à l'assemblée de Corse (p. 444).

– L'art. 5 est supprimé (p. 444).

Art. 6 (*La Corse, circonscription électorale unique*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 11 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la formation de la Corse en circonscription électorale unique pour ces élections (p. 445).

– L'art. 6 est supprimé (p. 445).

Art. 7 (*Conditions d'éligibilité et d'inéligibilité*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 12 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux règles d'éligibilité (p. 445).

– L'art. 7 est supprimé (p. 445).

Art. 8 (*Conditions d'inéligibilité*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la survenue postérieure à l'élection d'un cas d'inéligibilité ou d'incapacité (p. 445).

– L'art. 8 est supprimé (p. 445).

Art. 9 (*Incompatibilités prévues par le code électoral*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 14 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux cas d'incompatibilité énumérés par le code électoral (p. 445).

– L'art. 9 est supprimé (p. 445).

Art. 10 (*Incompatibilités particulières à la région Corse*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 15 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux incompatibilités particulières à la région de Corse.

– L'art. 10 est supprimé (p. 445).

Art. 11 (*Droit d'option en cas d'incompatibilités*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 16 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au droit d'option en cas d'incompatibilité (p. 445).

– L'art. 11 est supprimé (p. 445).

Art. 12 (*Déclaration de candidature*) (p. 445).

Adopté : amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la déclaration de candidature (p. 446).

– L'art. 12 est supprimé (p. 446).

Art. 13 (*Mention de la déclaration de candidature*) (p. 446).

Adopté : amendement n° 18 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux indications devant figurer dans la déclaration de candidature (p. 446).

– L'art. 13 est supprimé (p. 446).

Art. 14 (*Cautionnement*) (p. 446).

Adopté : amendement n° 19 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au versement d'un cautionnement (p. 446).

– L'art. 14 est supprimé (p. 446).

Art. 15 (*Dépôt des déclarations de candidature*) (p. 446).

Adopté : amendement n° 20 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au dépôt des déclarations de candidature et à la délivrance du récépissé (p. 446).

– L'art. 15 est supprimé (p. 446).

Art. 16 (*Refus d'enregistrement de déclaration de candidature*) (p. 446).

Adopté : amendement n° 21 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au cas de refus d'enregistrement à raison de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats de la liste (p. 446).

– L'art. 16 est supprimé (p. 446).

Art. 17 (*Retrait des listes*) (p. 446).

Adopté : amendement n° 22 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au retrait de candidatures ou de listes complètes (p. 447).

– L'art. 17 est supprimé (p. 447).

Art. 18 (*Campagne électorale*) (p. 447).

Adopté : amendement n° 23 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'ouverture de la campagne électorale et aux émissions de télévision et de radiodiffusion (p. 447).

– L'art. 18 est supprimé (p. 447).

Art. 19 (*Commission de propagande*) (p. 447).

Adopté : amendement n° 24 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la commission de propagande (p. 447).

– L'art. 19 est supprimé (p. 447).

Art. 20 (*Prise en charge par l'Etat des frais de la campagne électorale*) (p. 447).

Adopté : amendement n° 25 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la prise en charge par l'Etat des frais électoraux (p. 447).

– L'art. 20 est supprimé (p. 447).

Art. 21 (*Campagne électorale : art. L 211 et L 215 du code électoral*) (p. 447).

Adopté : amendement n° 26 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'application des art. L. 211 et L. 215 du code électoral (p. 447).

– L'art. 21 est supprimé (p. 447).

Art. 22 (*Convocation des électeurs*) (p. 447).

Adopté : amendement n° 27 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la convocation des électeurs (p. 447).

– L'art. 22 est supprimé (p. 447).

Art. 23 (*Recensement des opérations de vote*) (p. 448).

– L'art. 23 est adopté (p. 448).

Art. 24 (*Remplacement des membres de l'Assemblée*) (p. 448).

Adopté : amendement n° 29 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au remplacement d'un membre de l'assemblée dont le siège devient vacant (p. 448).

– L'art 24 est supprimé (p. 448).

Art. 25 (*Contentieux des élections*) (p. 448).

Adopté : amendement n° 30 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la possibilité de contester les élections de l'assemblée de Corse devant le Conseil d'Etat (p. 448).

– L'art. 25 est supprimé (p. 448).

Art. 26 (*Maintien en fonction des membres de l'Assemblée dont l'élection est contestée*) (p. 448).

Adopté : amendement n° 31 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au maintien en fonction du membre de l'assemblée dont l'élection est contestée, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la réclamation (p. 448).

– L'art. 26 est supprimé (p. 448).

Intitulé « Chapitre II – Fonctionnement et attributions de l'assemblée de Corse et de son bureau » (p. 448).

Adopté : amendement n° 32 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Chapitre II – Fonctionnement et attributions de l'assemblée de Corse et de son bureau » (p. 449).

Deviens sans objet : amendement rédactionnel n° 85 de M. André Labarrère, ministre (p. 449).

– L'intitulé Chapitre II est supprimé (p. 449).

Art. 27 (*Attributions de l'Assemblée*).

Adopté : amendement n° 33 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux attributions de l'assemblée de Corse et, notamment, à son droit de proposition (p. 449).

– L'art. 27 est supprimé (p. 449).

Après l'art. 27 (p. 449).

Adopté : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : possibilité pour le président du conseil général de conclure des conventions avec l'Etat pour résoudre les problèmes spécifiques posés par les caractéristiques propres à la région de Corse, notamment en matière de transport ou d'aide fiscale à l'investissement (p. 450).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 450).

Art. 28 (*Règlement et réunions de l'Assemblée*) (p. 450).

Adopté : amendement n° 35 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'organisation des travaux de l'assemblée de Corse (p. 450).

– L'art. 28 est supprimé (p. 450).

Art. 29 (*Règles de quorum et de majorité*) (p. 451).

Adopté : amendement n° 36 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux règles de quorum (p. 451).

– L'art. 29 est supprimé (p. 451).

Art. 30 (*Délégations de vote*) (p. 451).

Adopté : amendement n° 37 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif aux délégations de vote (p. 451).

– L'art. 30 est supprimé (p. 451).

Art. 31 (*Election du président et de son bureau*) (p. 451).

Adopté : amendement n° 38 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au mode de désignation du bureau (p. 451).

– L'art. 31 est supprimé (p. 451).

Art. 32 (*Composition et attributions du bureau*) (p. 451).

Adopté : amendement n° 39 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la composition et au rôle du bureau et au régime des incompatibilités (p. 452).

– L'art. 32 est supprimé (p. 452).

Art. 33 (*Vacances au sein du bureau*) (p. 452).

Adopté : amendement n° 40 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au cas de décès ou de démission d'un membre du bureau ou de vacance du siège du président (p. 452).

– L'art. 33 est supprimé (p. 452).

Art. 34 (*Dissolution de l'Assemblée*) (p. 452).

Adopté : amendement n° 41 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la dissolution de l'assemblée (p. 452).

– L'art. 34 est supprimé (p. 452).

Intitulé « Titre II – De l'exécutif » (p. 452).

Adopté : amendement n° 42 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Titre II – De l'exécutif » (p. 452).

– L'intitulé Titre II est supprimé (p. 452).

Art. 35 (*Attributions et obligations du Président*) (p. 452).

Adopté : amendement n° 43 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au rôle du président de l'assemblée comme organe exécutif de la région de Corse (p. 453).

– L'art. 35 est supprimé (p. 453).

Art. 36 (*Mise à disposition des services extérieurs de l'Etat*) (p. 453).

Adopté : amendement n° 44 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la mise à disposition du président de l'assemblée des services extérieurs de l'Etat jusqu'à la publication de la loi relative à la répartition des compétences (p. 453).

– L'art. 36 est supprimé (p. 453).

Art. 37 (*Information de l'Assemblée par le Président*) (p. 453).

Adopté : amendement n° 45 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'information de l'assemblée par le président (p. 453).

– L'art. 37 est supprimé (p. 453).

Intitulé « Titre III – Des conseils consultatifs » (p. 453).

Adopté : amendement n° 46 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Titre III – Des conseils consultatifs » (p. 453).

– L'intitulé Titre III est supprimé (p. 453).

Art. 38 (*Composition des conseils consultatifs*) (p. 453).

Adopté : amendement n° 47 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article pour créer auprès du conseil régional de Corse un organisme consultatif unique, le comité de développement économique, social et culturel (p. 454).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 454).

Art. 39 (*Attributions du conseil économique et social*) (p. 454).

Adoptés : amendements de coordination n° 50, 48 et 49 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 454).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 454).

Art. 40 (*Attributions du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie*) (p. 454).

Adoptés : amendements de coordination n° 51, 52 et 53 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 455).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 455).

Art. 41 (*Réunions communes des conseils consultatifs*) (p. 455).

Adopté : amendement n° 54 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la possibilité de réunions conjointes des deux conseils consultatifs (p. 455).

– L'art. 41 est supprimé (p. 455).

Intitulé « Titre IV – Du représentant de l'Etat dans la région de Corse » (p. 455).

Adopté : amendement n° 55 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Titre IV – Du représentant de l'Etat dans la région de Corse » (p. 455).

– L'intitulé Titre IV est supprimé (p. 455).

Art. 42 (*Attributions du commissaire de la République dans la région de Corse*) (p. 455).

Adopté : amendement n° 56 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au rôle du commissaire de la République comme représentant de l'Etat dans la région de Corse (p. 456).

– L'art. 42 est supprimé (p. 456).

Art. 43 (*Rapport annuel du représentant de l'Etat dans la région de Corse*) (p. 456).

Adopté : amendement n° 57 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au rapport annuel du représentant de l'Etat à l'assemblée de Corse sur l'activité des services de l'Etat dans la région (p. 456).

– L'art. 43 est supprimé (p. 456).

Art. 44 (*Attributions de contrôle du représentant de l'Etat dans la région de Corse*) (p. 456).

Adopté : amendement n° 58 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'exercice des contrôles par le représentant de l'Etat dans la région de Corse (p. 456).

– L'art. 44 est supprimé (p. 456).

Art. 44 bis (*Chambre régionale des comptes de Corse*) (p. 456).

Adopté : amendement n° 59 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à la chambre régionale des comptes (p. 456).

– L'art. 44 bis, ainsi modifié, est adopté.

Intitulé « Titre V – Dispositions diverses et transitoires » (p. 456).

Adopté : amendement n° 60 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la mention et de l'intitulé « Titre V – Dispositions diverses et transitoires » (p. 456).

– L'intitulé Titre V est supprimé (p. 456).

Art. 45 (*Suppression de l'établissement public régional – Régime législatif applicable*) (p. 457).

Adopté : amendement n° 61 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la suppression de l'établissement public régional de Corse et au transfert de ses biens, droits et obligations à la région de Corse (p. 457).

– L'art. 45 est supprimé (p. 457).

Art. 46 (*Première élection et renouvellement de l'assemblée de Corse*) (p. 457).

Adopté : amendement n° 62 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression du premier alinéa relatif à la première élection au suffrage universel de l'assemblée de Corse ; modification du deuxième alinéa relatif à son renouvellement (p. 457).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 457).

Art. 46 bis (*Prorogation du mandat des membres du comité économique et social*) (p. 457).

Adopté : amendement n° 97 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif au maintien en fonction des membres du comité économique et social (p. 457).

– L'art. 46 bis est supprimé (p. 457).

Art. 47 (*Dispositions fiscales*) (p. 457).

Adopté : amendement n° 63 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'exonération de tout droit ou taxe sur les transferts de propriété, droits et obligations résultant de l'application de la loi (p. 457).

– L'art. 47 est supprimé (p. 457).

Art. 48 (*Amnistie*) (p. 457).

Adopté : amendement n° 64 de M. Paul Girod, rapporteur : exclusion des meurtres et assassinats du champ d'application de l'amnistie (p. 459).

Retiré : amendement n° 66 de M. Louis Minetti : exclusion des meurtres et assassinats du champ d'application de l'amnistie (p. 458).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 459).

Art. 49 (*Modalités d'application de la loi fixées par décret en Conseil d'Etat*) (p. 459).

Adopté : amendement n° 65 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente loi (p. 459).

– L'art. 49 est supprimé (p. 459).

Nouvel intitulé du projet de loi (p. 459).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur : « **Projet de loi portant reconnaissance des caractéristiques particulières de la région de Corse** » (p. 459).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 459).

Scrutin public (p. 460, n° 73, liste des votants p. 465).

Adoption (27 janvier 1982) (p. 460).

Discussion (nouvelle lecture)

(4 février 1982) (p. 535, 541).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 535, 539) *MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur.*

AUTONOMIE : GIROD (Paul) (p. 537).

CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DU CADRE DE VIE : GIROD (Paul) (p. 537) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 539).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL : GIROD (Paul) (p. 537).

CONSTITUTION (Art. 72) : GIROD (Paul) (p. 536) ; DEFERRE (Gaston) (p. 537).

CORSE : GIROD (Paul) (p. 535, 536, 537) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 537, 538, 539).

DECENTRALISATION : GIROD (Paul) (p. 536) ; DEFERRE (Gaston) (p. 539).

ELECTIONS : GIROD (Paul) (p. 537).

REGIONS : DEFFERRE (Gaston) (p. 538).

Motion n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 539) – *MM. Paul Girod, rapporteur ; Louis Minetti, Gaston Defferre, ministre* – Adoption (p. 541 ; scrutin n° 75 ; liste des votants p. 574, 575).

Rejet (4 février 1982) (p. 541).

2. – **Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : compétences**, présenté, au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, (17 juin 1982) [n° 399 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances (22 juin 1982) – Rapport de M. Paul Girod (6 juillet 1982) [n° 453 (81-82)] – Avis de M. Jean Francou (1^{er} juillet 1982) [n° 446 (81-82)] – Discussion (6 juillet 1982) (p. 3393, 3433) – Urgence – Adoption (6 juillet 1982) [n° 133].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 juillet 1982) [n° 1017] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (19 juillet 1982) [n° 1031] – Discussion (19 juillet 1982) – Adoption (19 juillet 1982) [n° 206].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 juillet 1982) [n° 474 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (19 juillet 1982) [n° 1031].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (20 juillet 1982) [n° 477 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 juillet 1982) [n° 1035] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (22 juillet 1982) [n° 1045] – Discussion (22 juillet 1982) – Adoption (22 juillet 1982) [n° 211].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 juillet 1982) [n° 485 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Discussion (22 juillet 1982) (p. 3771, 3777) – Adoption (22 juillet 1982) [n° 143].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 juillet 1982) [n° 1068] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaïson (23 juillet 1982) [n° 1069] – Discussion (23 juillet 1982) – Adoption aux termes de l'article 45, alinéa 4C de la Constitution (23 juillet 1982) [n° 216].

PROMULGATION : Loi n° 82-659 du 30 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 31 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(6 juillet 1982) (p. 3393, 3433).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3393, 3406) *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean Francou, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Adolphe Chauvin, au nom de la commission des affaires culturelles en remplacement de M. Paul Séramy ; Raymond Bouvier, Félix Ciccolini, Louis Minetti, Charles Ornano.*

AGRICULTURE : MINETTI (Louis) (p. 3404).

AMENAGEMENT RURAL : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394).

ATTENTATS : ORNANO (Charles) (p. 3405).

AUDIOVISUEL : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395) ; FRANCOU (Jean) (p. 3397) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398, 3399).

AUTONOMIE : MINETTI (Louis) (p. 3403).

CARTE SCOLAIRE : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : MINETTI (Louis) (p. 3404).

COMMUNES : GIROD (Paul) (p. 3395) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3401).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395).

CORSE : DEFFERRE (Gaston) (p. 3393, 3394, 3402) ; GIROD (Paul) (p. 3354, 3395, 3396) ; FRANCOU (Jean) (p. 3397, 3398) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3397, 3398, 3399) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3400, 3401, 3402) ; CICCOLINI (Félix) (p. 3402) ; MINETTI (Louis) (p. 3403, 3404) ; ORNANO (Charles) (p. 3404, 3405, 3406).

COUR DE SURETE DE L'ETAT : ORNANO (Charles) (p. 3405).

CULTURE : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398) ; CICCOLINI (Félix) (p. 3402).

DECENTRALISATION : BOUVIER (Raymond) (p. 3401).

DEPARTEMENTS : GIROD (Paul) (p. 3395) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3401).

EDUCATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395) ; FRANCOU (Jean) (p. 3397) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398) ; CICCOLINI (Félix) (p. 3402) ; MINETTI (Louis) (p. 3404) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

ELEVAGE : MINETTI (Louis) (p. 3404).

EMPLOIS (créations d') : MINETTI (Louis) (p. 3404).

EMPRUNTS : BOUVIER (Raymond) (p. 3401).

ENERGIE : MINETTI (Louis) (p. 3404).

FRUITS ET LEGUMES : MINETTI (Louis) (p. 3404).

FORETS (incendies de) : CICCOLINI (Félix) (p. 3402).

FORMATION PROFESSIONNELLE : GIROD (Paul) (p. 3395) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398) ; CICCOLINI (Félix) (p. 3402) ; MINETTI (Louis) (p. 3404).

HYDRAULIQUE AGRICOLE : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3396).

IMPOTS LOCAUX : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395) ; MINETTI (Louis) (p. 3403).

INDUSTRIALISATION : MINETTI (Louis) (p. 3404).

LAIT : MINETTI (Louis) (p. 3404).

LANGUES REGIONALES : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3399) ; CICCOLINI (Félix) (p. 3402).

LEGION ETRANGERE : ORNANO (Charles) (p. 3405).

LOGEMENT (aide au) : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395).

OFFICES (Corse) : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3396, 3397) ; FRANCOU (Jean) (p. 3397, 3398) ;

CICCOLINI (Félix) (p. 3402) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

REGIONS : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3398).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF) : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; SOCIETE POUR LA MISE EN VALEUR DE LA CORSE (SOMIVAC) : GIROD (Paul) (p. 3396) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) : MINETTI (Louis) (p. 3404) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

SOLIDARITE NATIONALE : MINETTI (Louis) (p. 3403, 3404).

SPECULATION FONCIERE : MINETTI (Louis) (p. 3404).

TELEVISION : ORNANO (Charles) (p. 3404, 3405).

TRANSPORTS : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; GIROD (Paul) (p. 3395) ; FRANCOU (Jean) (p. 3397) ; CICCOLINI (Félix) (p. 3402) ; MINETTI (Louis) (p. 3403) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

TRANSPORTS AERIENS : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

TRANSPORTS MARITIMES : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394) ; ORNANO (Charles) (p. 3405).

ZONES URBAINES : DEFFERRE (Gaston) (p. 3394).

II. - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3406, 3433) *MM. Paul Girod, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; Jean Francou, rapporteur pour avis ; Louis Minetti, Pierre Lacour, Philippe de Bourgoing, Félix Cicolini, Jacques Eberhard.*

Art. 1^{er} (Définition des compétences particulières de la région de Corse qu'appellent ses caractères spécifiques) (p. 3406).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur : référence à la loi n° 82-814 portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative (p. 3406) - Amendement n° 18 de M. Paul Girod, rapporteur : fixation par la future loi de répartition des compétences des adaptations des dispositions générales rendues nécessaires par les caractères spécifiques des collectivités territoriales de la Corse (p. 3407) ; sous-amendement rédactionnel n° 84 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 3407).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3407).

TITRE I^{er}

De l'identité culturelle de la Corse

CHAPITRE I^{er}

Education et formation

Art. 2 (Schéma d'éducation et de formation).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Paul Girod, rapporteur : consultation du conseil économique et social préalable à la définition de la carte scolaire des collèges et des lycées (p. 3407) - Amendement n° 62 de M. Louis Minetti : établissement par l'assemblée de Corse de propositions de formation supérieure et activités de recherche universitaire en Corse (p. 3408).

Retiré : amendement n° 20 de M. Paul Girod, rapporteur : organisation par la région d'un enseignement complémentaire de langue et de culture corses et application à l'ensemble de la région (p. 3408).

- L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3408).

Art. 3 (Financement, construction, équipement et entretien des différents établissements d'enseignement et de formation) (p. 3408).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression, dans les compétences de la région, du financement de la construction et de l'entretien des établissements de formation des maîtres du premier degré (p. 3408) – Amendement rédactionnel n° 85 de M. Gaston Defferre, ministre : « centres d'information et d'orientation » (p. 3408) – Amendement n° 23 de M. Paul Girod, rapporteur : responsabilité financière de l'Etat quant aux moyens de fonctionnement des collèges, lycées, établissements publics de formation professionnelle et d'éducation spéciale (p. 3409).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3409).

Art. 4 (Dotation annuelle) (p. 3409).

Adopté : amendement n° 86 de M. Gaston Defferre, ministre : substitution à la notion de dotation de la notion du nombre d'emplois fixé chaque année par l'Etat (p. 3409).

Retirés : amendement n° 1 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : substitution à la notion de dotation de la notion du nombre de postes d'enseignants attribué chaque année par l'Etat (p. 3409) – Amendement n° 24 de M. Paul Girod, rapporteur : substitution à la notion de dotation de la notion du nombre de postes d'enseignants fixé chaque année par l'Etat (p. 3409).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3409).

Art. 5 (Arbitrage, entre les communes, des conflits nés de la répartition des charges d'organisation de l'enseignement primaire) – Adopté (p. 3409).

CHAPITRE II

Communication, culture et environnement

Art. 6 (Comité de la communication audiovisuelle) (p. 3409).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 25 de M. Paul Girod, rapporteur : rapport annuel du comité régional de la communication audiovisuelle de la région de Corse (p. 3410) ; sous-amendement rédactionnel n° 87 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 3410) – Amendement n° 26 de M. Paul Girod, rapporteur : dispositions du cahier des charges applicables aux programmes, soumises pour accord au comité régional de la communication audiovisuelle de la région de Corse (p. 3410).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3410).

Art. 7 (Dotation globale culturelle) (p. 3410).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : consultation des départements et des communes intéressés, préalable à la définition par la région de Corse de son action culturelle ; dotation globale attribuée par l'Etat et coordination avec les dispositions de l'article 93 de la loi du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (p. 3411).

Rejeté : amendement n° 64 de M. Louis Minetti : définition conventionnelle entre l'Etat et la région de Corse de la dotation globale attribuée pour l'action culturelle (p. 3411).

Retiré : amendement n° 27 de M. Paul Girod, rapporteur : consultation des départements et des communes intéressés préalable à la définition par la région de Corse de son action culturelle ; dotation globale attribuée par l'Etat et coordination avec les dispositions de l'article 93 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions (p. 3411).

Deviens sans objet : sous-amendement n° 88 de M. Gaston Defferre, ministre à l'amendement n° 3 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : suppression de la mention de la consultation des départements et des communes (p. 3411).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3411).

Art. 8 (Dotation globale pour la protection de l'environnement) (p. 3411).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : consultation des départements et des communes

intéressés préalable à la définition par la région de Corse de ses actions en matière d'environnement ; substitution de la dotation globale de l'Etat aux concours budgétaires précédemment attribués par l'Etat en Corse au même titre (p. 3412).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3412).

TITRE II

De la planification et du développement de la Corse

Art. 9 (Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan national et à l'application de la politique nationale d'aménagement du territoire) (p. 3412).

Adopté : amendement n° 29 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la participation de la région de Corse, à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan national et à sa compétence pour l'établissement d'un plan de développement et d'équipement de la Corse (p. 3413).

Retiré : amendement n° 57 de M. Pierre Lacour : consultation des établissements publics représentant l'agriculture, l'artisanat, le commerce, l'industrie et les services, préalable à l'établissement par la région de Corse, du plan de développement et d'équipement de la Corse (p. 3412).

Deviennent sans objet : amendement n° 67 de M. Louis Minetti : mesures particulières dans le plan national pour le développement industriel de la Corse (p. 3413) – Amendement n° 66 de M. Louis Minetti : inventaire des ressources naturelles de l'île (p. 3413) – Amendement n° 82 de M. Philippe de Bourgoing : consultation des organismes consulaires représentant l'agriculture, l'artisanat, le commerce, l'industrie et les services, préalable à l'établissement par la région de Corse du plan de développement et d'équipement de la Corse (p. 3413).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3413).

Après l'art. 9 (p. 3413).

Retiré : amendement n° 68 (article additionnel) de M. Louis Minetti : dispositions supplémentaires en matière économique : droit de la région de Corse à l'information sur la situation des entreprises et de l'emploi, droit de proposition auprès des organismes compétents en matière de politique industrielle et droit d'initiative (p. 3413).

Demande de priorité de l'examen de l'article 30 – Ordonnée (p. 3413).

Art. 30 (Décrets d'application) (p. 3413).

Adopté : amendement n° 55 de M. Paul Girod, rapporteur : consultation de l'assemblée et du conseil économique et social de Corse, préalable à l'élaboration du décret en Conseil d'Etat fixant les conditions d'organisation et de financement des institutions spécialisées créées par la présente loi ; détermination par ce décret de la composition de leur conseil d'administration, mais obligation légale de désignation par l'assemblée de Corse de la majorité des membres du conseil d'administration de ses institutions (p. 3414).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 3414).

Art. 10 (Office du développement industriel, artisanal et commercial) (p. 3414).

Adoptés : amendements identiques n° 5 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis, n° 30 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création en Corse d'un office du développement industriel, artisanal et commercial (p. 3415) – Amendement n° 69 de M. Louis Minetti, identique à l'amendement n° 5 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis, et à l'amendement n° 30 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de l'article : compétence de la région de Corse (p. 3415).

– L'art. 10 est supprimé (p. 3415).

Après l'art. 10 (p. 3415).

Retiré : amendement n° 31 (article additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : mission interministérielle d'aménagement

mise à la disposition de la région de Corse pour l'élaboration du plan régional (p. 3415).

CHAPITRE I^{er}

De l'Urbanisme

Art. 11 (*Adoption d'un schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 3415).

Adoptés : amendement n° 33 de M. Paul Girod, rapporteur : schéma d'aménagement et localisation des activités artisanales (p. 3416) – Amendement n° 34 de M. Paul Girod, rapporteur : conditions d'établissement du schéma (p. 3416).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Paul Girod, rapporteur : simple possibilité pour la région de Corse d'établir, après consultation des comités consultatifs régionaux et des collectivités locales, un schéma d'aménagement de la Corse (p. 3416).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3416).

Art. 12 (*Règles, servitudes et législation à respecter pour l'établissement du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 3416).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 35 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 3416) – Amendement n° 90 de M. Gaston Defferre, ministre : référence à la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 (p. 3417) – Amendement n° 37 de M. Paul Girod, rapporteur : élaboration du schéma d'aménagement de la Corse et liberté d'option des collectivités locales (p. 3417).

Retiré : amendement n° 36 de M. Paul Girod, rapporteur : référence à la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 et à la loi relative à la répartition des compétences (p. 3417).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3417).

Après l'art. 12 (p. 3417).

Adopté : amendement n° 38 (article additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : modalités d'établissement du schéma d'aménagement de la Corse (p. 3417).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3417).

Art. 13 (*Définition et modification du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 3417).

Adopté : amendement n° 39 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article limité aux modalités de révision du schéma d'aménagement (p. 3418).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3418).

Art. 14 (*Création d'un office foncier urbain de Corse : son rôle – Compétence de son président*) (p. 3418).

Adoptés : amendements identiques n° 40 de M. Paul Girod, rapporteur, et n° 71 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif à la création d'un office foncier urbain de Corse (p. 3418).

– L'art. 14 est supprimé (p. 3418).

Avant l'art. 15 (p. 3418).

Rejetés : amendement n° 56 (article additionnel) de MM. Félix Ciccolini et Pierre Matraja : transfert à la collectivité territoriale de Corse de la propriété du domaine forestier de l'Etat ; convention avec l'Office national des forêts pour l'exploitation de ce domaine (p. 3419) – Amendement n° 72 (article additionnel) de M. Louis Minetti : définition par l'assemblée de Corse des orientations de développement agricole et des critères d'attribution des aides publiques aux agriculteurs (p. 3419).

CHAPITRE II

De l'agriculture

Art. 15 (*Office du développement agricole et rural*) (p. 3419).

Adopté : amendement n° 41 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article pour créer un office unique de développement agricole et rural et d'équipement hydraulique de la Corse (p. 3421).

Rejeté : amendement n° 73 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif à la création d'un office du développement agricole et rural de Corse (p. 3421).

Retiré : amendement n° 6 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article pour créer un office unique du développement agricole et rural et d'équipement hydraulique (p. 3421).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3421).

Art. 16 (*Office d'équipement hydraulique*).

Adoptés : amendements de coordination identiques n° 7 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis, n° 42 de M. Paul Girod, rapporteur et n° 74 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif à la création d'un office d'équipement hydraulique de Corse (p. 3422).

– L'art. 16 est supprimé (p. 3422).

Art. 17 (*Répartition des missions et actifs en cas de dissolution de la société pour la mise en valeur de la Corse*) (p. 3422).

Adoptés : amendements identiques n° 43 de M. Paul Girod, rapporteur et n° 75 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif aux modalités de dissolution de la société pour la mise en valeur de la Corse (SOMIVAC) (p. 3422).

– L'art. 17 est supprimé (p. 3422).

Art. 18 (*Concertation avec les professionnels*) (p. 3422).

Adoptés : amendements de coordination identiques n° 8 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis et n° 44 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article relatif à la représentation des organisations professionnelles agricoles au conseil d'administration des offices (p. 3422).

– L'art. 18 est supprimé (p. 3422).

CHAPITRE III

Du logement

Art. 19 (*Définition, par la région de Corse, de ses priorités en matière d'habitat*) (p. 3422).

Adoptés : amendement n° 45 de M. Paul Girod, rapporteur : consultation des départements et communes préalable à la définition par la région de Corse de ses priorités en matière d'habitat (p. 3423) – Amendement n° 46 de M. Paul Girod, rapporteur : maintien en faveur de la région de Corse d'une part constante de l'ensemble des aides de l'Etat en faveur de l'habitat (p. 3424) – Amendement n° 98 de M. Gaston Defferre, ministre : compétence de la région de Corse pour la répartition des aides de l'Etat en matière d'habitat et pouvoir d'initiative de la région (p. 3424).

Rejeté : sous-amendement n° 97 de M. Gaston Defferre, ministre, à l'amendement n° 45 de M. Paul Girod, rapporteur : consultation des départements et des communes intéressés (p. 3423).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3424).

CHAPITRE IV

Des transports

Art. 20 (*Etablissement d'un schéma régional des transports*) (p. 3424).

Adoptés : amendement n° 58 de M. Pierre Lacour : consultation des organismes consulaires préalable à l'établissement par l'assemblée de Corse d'un schéma régional des transports (p. 3424) – Amendement n° 47 de M. Paul Girod, rapporteur : définition par une convention entre l'Etat et la région de Corse des conditions de substitution de la région à l'Etat dans ses

droits et obligations relatifs aux transports ferroviaires ; fixation, notamment, des modalités propres à assurer l'équilibre de l'exploitation (p. 3425).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3425).

Art. 21 (*Convention avec l'Etat*) (p. 3425).

Adoptés : amendement n° 93 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de la définition par l'Etat des principes généraux en matière de continuité territoriale (p. 3425) – Amendement n° 49 de M. Paul Girod, rapporteur : contenu de la convention passée entre l'Etat et la région de Corse en matière de transports maritimes et aériens (p. 3425).

Retirés : amendement n° 48 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de la définition par l'Etat des principes généraux en matière de continuité territoriale (p. 3425) – Amendement n° 77 de M. Louis Minetti : exécution des transports ferroviaires et maritimes confiée aux sociétés nationales compétentes (p. 3426).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3426).

Art. 22 (*Création d'un office corse des transports*) (p. 3426).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 10 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : « office des transports de la région de Corse » (p. 3426) – Amendement n° 59 de M. Pierre Lacour retiré par son auteur (p. 3426) puis repris par M. Paul Girod, rapporteur : conseil d'administration de l'office des transports de la région de Corse composé pour un quart de membres d'organismes consulaires (p. 3427).

Retiré : amendement n° 50 de M. Paul Girod, rapporteur : composition du conseil d'administration de l'office des transports (p. 3427).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3427).

Art. 23 (*Financement de l'office corse des transports*) (p. 3427).

Adopté : amendement n° 51 de M. Paul Girod, rapporteur : appellation de dotation de continuité territoriale donnée à la dotation spécifique pour les transports, et modalités de révision annuelle de son montant (p. 3428).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3428).

CHAPITRE V

De l'emploi

Art. 24 (*Etablissement d'une programmation propre à la Corse par une commission mixte ; dispositions transitoires*) – Adopté (p. 3428).

Après l'art. 24 (p. 3428).

Retiré : amendement n° 78 (article additionnel) de M. Louis Minetti : définition par l'assemblée de Corse d'un plan de formation professionnelle, en Corse même, des jeunes demandeurs d'emplois (p. 3428).

CHAPITRE VI

De l'énergie

Art. 25 (*Elaboration et mise en oeuvre par la région de Corse du programme régional de prospection, d'exploitation et de valorisation des ressources énergétiques*) (p. 3428).

Adopté : amendement n° 79 de M. Louis Minetti : compétence de la région de Corse pour participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un plan tendant à couvrir les besoins et à diversifier les ressources en énergie de l'île, en concertation avec les établissements publics nationaux (p. 3429).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3429).

CHAPITRE VII

Du tourisme

Art. 26 (*Office d'équipement et de développement touristique*) (p. 3429).

Adoptés : amendements identiques n° 11 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis, n° 52 de M. Paul Girod, rapporteur, n° 61 de M. Pierre Lacour et n° 80 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif à la création d'un office d'équipement et de développement touristique de la Corse (p. 3429).

– L'art. 26 est supprimé (p. 3429).

TITRE III

Des ressources de la région de Corse

Art. 27 (*Définition des ressources*) (p. 3429).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Jean Francou, rapporteur pour avis : ressources de la région de Corse : ressources fiscales et non fiscales ; possibilités d'emprunts ; ressources correspondant aux compétences transférées ; dotation spécifique de décentralisation (p. 3432) ; sous-amendement n° 53 de M. Paul Girod, rapporteur : publication annuelle en annexe au projet de loi de finances d'un document regroupant « les ressources spécifiques attribuées à la région de Corse » (p. 3432).

Deviennent sans objet : amendement n° 94 de M. Gaston Defferre, ministre : ressources de la région de Corse : possibilités d'emprunts ; charges correspondant aux compétences transférées ; taxes sur les véhicules à moteur ; droits sur les tabacs ; dotations spécifiques ; publication annuelle en annexe au projet de loi de finances d'un document regroupant les « ressources spécifiques attribuées à la région de Corse » (p. 3432) ; sous-amendement n° 81 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Jacques Eberhard : gestion des ressources de la région de Corse sous la responsabilité directe de l'assemblée régionale (p. 3432).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 3432).

Après l'art. 27 (p. 3432).

Adopté : amendement n° 54 (article additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : maintien du régime fiscal spécifique applicable en Corse ; détermination par une loi ultérieure des aménagements qui devront être apportés à la loi relative à la répartition des ressources (p. 3433).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3433).

Art. 28 (*Pouvoirs du président de l'assemblée régionale*) – Adopté (p. 3433).

Avant l'art. 29 (p. 3433).

Adopté : amendement de coordination n° 96 (article additionnel) de M. Gaston Defferre, ministre : caractère permanent conféré à l'article 60 de la loi du 2 mars 1982 qui dispose que la région de Corse bénéficie des compétences attribuées par cette loi à toutes les régions (p. 3433).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3433).

TITRE IV

Dispositions diverses et transitoires

Art. 29 (*Transferts de compétence : délai de réalisation*) – Adopté (p. 3433).

Explications de vote : M. Louis Minetti (p. 3433) ; intervention de M. Gaston Defferre, ministre (p. 3433) ; M. Paul Girod (p. 3433).

Adoption (6 juillet 1982) (p. 3433).

3. – **Proposition de loi portant sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'industrialisation de la Corse**, présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 juin 1982) [n° 432 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ;

nouvelle lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Intérieur et
 décentralisation
 TRANSPORTS, 1, DG

COTISATION COMPLEMENTAIRE A LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 17 ; art. 71

COTISATIONS SUR LE TABAC ET LES BOISSONS ALCOOLIQUES

Voir TAXE SUR LES ALCOOLS
 TAXE SUR LE TABAC

COUR DE CASSATION

Voir JUSTICE, 3
 LOI DE FINANCES, 1, Justice

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE ET FINANCIERE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ;
 nouvelle lecture

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 12, DG

COUR DES COMPTES

1. - Dépôt d'un rapport relatif à l'activité, à la gestion et aux
 résultats des **entreprises publiques** (15 juin 1982) (p. 2785).

2 - Dépôt du rapport annuel de la cour des comptes (6 juillet
 1982) (p. 3399, 3400).

*MM. Bernard Beck, premier président de la cour des comptes ;
 Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

ASSURANCE CHOMAGE : BONNEFOUS (Edouard)
 (p. 3400).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : BONNE-
 FOUS (Edouard) (p. 3400).

CONCORDE (Avion supersonique) : BONNEFOUS
 (Edouard) (p. 3399).

COUR DES COMPTES : BONNEFOUS (Edouard) (p. 3399,
 3400).

COUR DES COMPTES (rapport du Sénat sur les suites
 données aux observations de la cour) : BONNEFOUS
 (Edouard) (p. 3399).

ELECTRICITE DE FRANCE : BONNEFOUS (Edouard)
 (p. 3399).

ELF-AQUITAINE : BONNEFOUS (Edouard) (p. 3399).

ENTREPRISES PUBLIQUES : BONNEFOUS (Edouard)
 (p. 3399, 3400).

GAZ DE FRANCE : BONNEFOUS (Edouard) (p. 3399).

INVESTISSEMENTS : BONNEFOUS (Edouard) (p. 3399,
 3400).

LOGEMENT : BONNEFOUS (Edouard) (p. 3399).

SECURITE SOCIALE : BONNEFOUS (Edouard) (p. 3400).

THEATRES NATIONAUX : BONNEFOUS (Edouard)
 (p. 3399)

Voir aussi CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES,
 1, DG
 CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES,
 2, DG
 COLLECTIVITES LOCALES, 1
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Transports ;
 Economie et finances II services économiques et
 financiers

COURS DES COMPTES (rapport)

Voir CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Culture
 PARLEMENT, 3, DG

COUR DE SURETE DE L'ETAT

Voir CORSE, 2, DG
 JUSTICE, 1, 2^e lecture, DG
 SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir MOEURS, 1, DG ; 2^e lecture, DG
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 22, DG

COURS D'ASSISES

Voir JUSTICE, 1

COURS D'ASSISES (jurys)

Voir JUSTICE, 1, DG

COURS D'EAU

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement
 VOIES NAVIGABLES

COURSES HIPPIQUES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 138

COURTIERS

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

CREATION

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Communication
 audiovisuelle

CRECHES

Voir COMMUNES, 3, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 77, DG ;
 139, DG

CREDIT

Voir EPARGNE, 2, DG
 INTERET (taux d')

CREDIT AGRICOLE

Voir EPARGNE, 1, DG
 EXAMENS ET CONCOURS, 2, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Commerce
 et artisanat
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art. 5

CREDIT D'IMPOT

Voir EPARGNE, 2, DG
 LOI DE FINANCES, 1, art. 52

CREDIT LYONNAIS

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

CREDIT MUTUEL

Voir EPARGNE, 1, DG
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art. 5

CRIMES ET DELITS

Voir ATTENTATS
 JUSTICE, 1
 TERRORISME

CRIMINALITE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice
 SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

CUIRS ET PEAUX

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 15

CULTURE

Voir CORSE, 2, DG
 DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
 LOI DE FINANCES, 1, Culture
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 102

CULTURE (ministère)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

CULTURES MARINES

Voir AQUACULTURE
 LOI DE FINANCES, 1, Mer

CUMULS

Voir ARMEE, 1, 2, DG
 ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG ; 2^e lecture, DG
 COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

CUMULS DE MANDATS

Voir CORSE, 1, DG

CURES THERMALES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 142

D**DATION EN PAIEMENT**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

DECENTRALISATION

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
 BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
 CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
 COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ;
 nouvelle lecture
 COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
 COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
 CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
 CORSE, 1, DG ; nouvelle lecture
 CORSE, 2, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle
 lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG ; CMP
 ELECTIONS, 6, DG
 ESCLAVAGE, 1, DG
 ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
 SOINS ET DE CURE, 1, DG
 FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Transports ; Services du
 Premier ministre I services généraux ; Agriculture ;
 Culture ; Intérieur et décentralisation ; Education nationale ;
 Environnement ; Economie et finances III budget ;
 Economie et finances II services économiques et
 financiers ; Plan et aménagement du territoire ; Départements
 et territoires d'outre-mer ; Urbanisme et logement
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
 NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG
 PETITIONS
 PLAN, 1, DG
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 106, DG ;
 113, DG
 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
 DG
 SECURITE SOCIALE, 2, DG
 TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

DECENTRALISATION INDUSTRIELLE

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG

DECENTRALISATION TERTIAIRE

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

Voir AVORTEMENT, 1, DG
 COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
 FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
 MOEURS, 1, DG
 NATIONALISATIONS, 1, DG
 SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

DECLARATION DU GOUVERNEMENT

1 - **Déclaration de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sur son programme économique, lue par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (23 juin 1982) (p. 3030, 3034) [n° 444].**

COMMERCE EXTERIEUR - INDUSTRIE - ENERGIE - RECHERCHE - CONSOMMATION - INVESTISSEMENTS - NATIONALISATIONS (p. 3030).

SOCIETES NATIONALES - SOUS-TRAITANCE - TAXE PROFESSIONNELLE - BANQUES - INDUSTRIE - MONNAIE - TRAVAUX PUBLICS - CULTURE - CONSOMMATION - SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC) - PRESTATIONS SOCIALES - CHOMAGE (p. 3031).

CONTRATS DE SOLIDARITE - FORMATION PROFESSIONNELLE - ENSEIGNEMENT - EMPLOI (EMPLOI DES JEUNES) - PERSONNES AGEES - TRAVAIL (DUREE DU) - EMPLOIS (CREATION D') - INFLATION - PRIX (BLOCAGE DES) - REVENUS (BLOCAGE DES) (p. 3032).

SALAIRES - PRIX (BLOCAGE DES) - FRAUDE FISCALE - INTERET (TAUX D') - ENTREPRISES (CHARGES DES) - COMMERCE (p. 3033).

CONSUMMATEURS (PROTECTION ET INFORMATION DES) - BUDGET DE L'ETAT - SECURITE SOCIALE - CHOMAGE (INDEMNISATION DU) - UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) - EMPLOI (p. 3034).

DECONCENTRATION

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
 COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
 COMMUNES, 3, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

DECORATIONS

1. - **Proposition de loi tendant à rétablir le mérite social, présentée par M. René Jager, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 janvier 1982) [n° 187 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.**

2. - **Proposition de loi tendant à rétablir la Mérite combattant, présentée par M. Francisque Collomb, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 234 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.**

3. - **Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'obtention de la médaille d'honneur du travail, présentée par M. Louis Souvet, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 décembre 1982) [n° 149 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.**

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération

DECORATIONS (mérite combattant)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

DEFENSE (Ministère)

1. - **Proposition de loi tendant à la réparation des préjudices subis par des cadres de l'armée française victimes de mesures arbitraires depuis la seconde guerre mondiale, présentée par M. Serge Boucheny, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juillet 1982) [n° 451 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

DEFENSE CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Services du Premier ministre II secrétariat général de la défense nationale

DEFENSE NATIONALE

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 3
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Défense et service des
 essences (budget annexe) ; Relations extérieures ; Servi-
 ces du Premier ministre II secrétariat général de la
 défense nationale
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 93, 94, 96

**DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR)**

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du
 territoire

DELEGATION A L'ESPACE AERIEN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux

**DELEGATION INTERMINISTERIELLE POUR LES
QUESTIONS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET DE
COOPERATION**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
 PARLEMENT, 3, DG
 PLAN, 1, CMP
 RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

DELEGATIONS REGIONALES AU TOURISME

Voir TOURISME, 1, DG

**DELEGATIONS REGIONALES DU COMMERCE ET DE
L'ARTISANAT**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

DELEGUES DE SITE

Voir TRAVAIL, 2, DG

DELEGUES DU PERSONNEL

Voir TRAVAIL, 2, DG
 TRAVAIL, 4, DG

DELEGUES SYNDICAUX

Voir TRAVAIL, 1, DG
 TRAVAIL, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

DELIT D'AUDIENCE

Voir AVOCATS, 1, 2, DG

DELINQUANCE

Voir ATTENTATS
 CRIMES ET DELITS
 LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ;

Justice ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
 SECURITE PUBLIQUE

DELINQUANCE ECONOMIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

DEMARCHAGE

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

DEMENAGEMENTS (entreprises)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Consommation

DEMINAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

DEMOGRAPHIE

Voir CORSE, 1, DG
 NATALITE

DEONTOLOGIE

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG

DEPARTEMENTALISATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2° lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
 ESCLAVAGE, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
 PETITIONS

DEPARTEMENTS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
 COMMUNES, 3, DG ; CMP
 CORSE, 2, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle
 lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
 LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
 d'outre-mer

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM)

1. - **Projet de loi complétant le code électoral et relatif à
 l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-
 Miquelon**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier
 ministre, par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux
 départements et territoires d'outre-mer (13 janvier 1982)
 [n° 690] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M.
 René Rouquet (14 janvier 1982) [n° 691] - Urgence -
 Discussion (15 janvier 1982) - Adoption (15 janvier 1982)
 [n° 103].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)
 (19 janvier 1982) [n° 180 (81-82)] - Renvoi à la commission
 des lois - Rapport de M. Pierre Salvi (20 janvier 1981)
 [n° 181 (81-82)] - Discussion (21 janvier 1982) (p. 294, 300)
 - Adoption (21 janvier 1982) [n° 38].

PROMULGATION : Loi n° 82-104 du 29 janvier 1982 (J.O.
 Lois et Décrets du 30 janvier 1982).

Discussion (première lecture)

(21 janvier 1982) (p. 294, 300).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 294, 299) *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer; Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois; Marcel Gargar, Louis Virapoullé, Roger Lise, Jacques Moission.*

CONSEILS GENERAUX: EMMANUELLI (Henri) (p. 294, 298, 299); SALVI (Pierre) (p. 295); GARGAR (Marcel) (p. 295); LISE (Roger) (p. 296); MOSSION (Jacques) (p. 298).

DECENTRALISATION: GARGAR (Marcel) (p. 295); VIRAPOULLE (Louis) (p. 297); LISE (Roger) (p. 297).

DEPARTEMENTALISATION: EMMANUELLI (Henri) (p. 294); SALVI (Pierre) (p. 295); VIRAPOULLE (Louis) (p. 296, 297); LISE (Roger) (p. 297).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER: EMMANUELLI (Henri) (p. 295, 298); GARGAR (Marcel) (p. 295); VIRAPOULLE (Louis) (p. 297); LISE (Roger) (p. 297).

ELECTIONS CANTONALES: EMMANUELLI (Henri) (p. 294, 298, 299); SALVI (Pierre) (p. 294, 295).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON: EMMANUELLI (Henri) (p. 294, 296, 298, 299); SALVI (Pierre) (p. 295); VIRAPOULLE (Louis) (p. 296); LISE (Roger) (p. 297); MOSSION (Jacques) (p. 298).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 299)

Art. 1^{er} (*Livre III nouveau de la première partie du code électoral: composition et renouvellement du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 299).

Art. 2 (*Abrogation du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 modifié, portant création d'un conseil général à Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 299).

Art. 3 (*Abrogation du dernier alinéa de l'art. L. 192 du code électoral*) – Adopté (p. 299).

Explications de vote.

M. Gilbert Belin (p. 299); *Louis Virapoullé* (p. 299); *Georges Dagonia* (p. 300); *Edmond Valcin* (p. 300); *André Méric* (p. 300); *Marcel Gargar* (p. 300).

Intervention de *M. Henri Emmanuelli, Secrétaire d'Etat* (p. 300).

Adoption (21 janvier 1982) (p. 300).

2. – **Rapport d'information** fait au nom de la commission des lois à la suite de la mission effectuée du 23 janvier 1981 au 5 février 1981 par une délégation de la commission chargée d'étudier les problèmes d'administration générale dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe, par *M. Louis Virapoullé* et plusieurs de ses collègues (21 janvier 1982) [n° 186 (81-82)].

3. – **Rapport d'information** fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 19 février au 4 mars 1982, chargée d'étudier la protection sociale dans les départements d'outre-mer, de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe, par *M. André Rabineau* et plusieurs de ses collègues (1^{er} octobre 1982) [n° 534 (81-82)].

4. – **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de *M. Pierre Mauroy, Premier ministre* par *M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer* (21 septembre 1982) n° 1084] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. Michel Suchod* (23 septembre 1982) [n° 1088] – Urgence – Discussion (29 et 30 septembre 1982) – Adoption (30 septembre 1982) [n° 230].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1^{er} octobre 1982) [n° 537 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. Louis Virapoullé* (13 octobre 1982) [n° 35 (82-83)] – Discussion (26 octobre 1982) (p. 4757, 4776; 4778, 4813) – Adoption (26 octobre 1982) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 octobre 1982) [n° 1174] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de *M. René Rouquet* (27 octobre 1982) [n° 1175].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de *M. Louis Virapoullé* (27 octobre 1982) [n° 65 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (27 octobre 1982) [n° 1174] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. Michel Suchod* (4 novembre 1982) [n° 1200] – Discussion (5 novembre 1982) – Adoption (5 novembre 1982) [n° 259].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (8 novembre 1982) [n° 84 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. Louis Virapoullé* (10 novembre 1982) [n° 87 (82-83)] – Discussion (10 novembre 1982) (p. 5374, 5385) – Rejet (10 novembre 1982) [n° 35].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1209] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. Michel Suchod* (17 novembre 1982) [n° 1222] – Discussion (23 novembre 1982) – Adoption (23 novembre 1982) [n° 261].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL: décision du 2 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 4 décembre 1982) déclarant le projet de loi non conforme à la Constitution.

Discussion (première lecture)

(26 octobre 1982) (p. 4757, 4776; 4778, 4813).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4757, 4776; 4778, 4801): *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'Outre-mer; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois; René Monory, Georges Repiquet, Raymond Tarcy, Georges Dagonia, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, Marcel Gargar, Mme Rolande Perlican, MM. Edmond Valcin, Roger Lise, André Méric, Georges Repiquet.*

ASSIMILATIONNISME: EMMANUELLI (Henri) (p. 4759, 4760 et 4761); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768); REPIQUET (Georges) (p. 4780).

AUTODETERMINATION: EMMANUELLI (Henri) (p. 4797).

CANTONS: EMMANUELLI (Henri) (p. 4761, 4763); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4767); MONORY (René) (p. 4779); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4784); LISE (Roger) (p. 4784).

COLONIALISME: TARCY (Raymond) (p. 4781).

COMMISSIONS GENERALES (comptes-rendus): EMMANUELLI (Henri) (p. 4760).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL: EMMANUELLI (Henri) (p. 4763).

CONSEILS GENERAUX: VIRAPOULLE (Louis) (p. 4770, 4771); MONORY (René) (p. 4779); DAGONIA (Georges) (p. 4783); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4784, 4785); EMMANUELLI (Henri) (p. 4785); GARGAR (Marcel) (p. 4788); VALCIN (Edmond) (p. 4792).

CONSEILS GENERAUX (consultation): EMMANUELLI (Henri) (p. 4765).

CONSEILS GENERAUX ET REGIONAUX: EMMANUELLI (Henri) (p. 4762, 4763, 4799); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4767); DAGONIA (Georges) (p. 4783);

DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4784) ; GARGAR (Marcel) (p. 4787) ; PERLICAN (Rolande) (p. 4789) ; VALCIN (Edmond) (p. 4790) ; LISE (Roger) (p. 4794).

CONSEILS REGIONAUX : EMMANUELLI (Henri) (p. 4761) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4784) ; GARGAR (Marcel) (p. 4788).

CONSTITUTION : EMMANUELLI (Henri) (p. 4763, 4764) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768, 4770) ; TARCY (Raymond) (p. 4780) ; DAGONIA (Georges) (p. 4782, 4783) ; LARCHE (Jacques) (p. 4786) ; VALCIN (Edmond) (p. 4792).

CONSTITUTION (art. 53) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4764) ; DAGONIA (Georges) (p. 4783).

CONSTITUTION (art. 73) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4763) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768, 4770) ; TARCY (Raymond) (p. 4780) ; DAGONIA (Georges) (p. 4782) ; LARCHE (Jacques) (p. 4786) ; VALCIN (Edmond) (p. 4792).

CORSE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4769) ; VALCIN (Edmond) (p. 4790, 4791) ; LISE (Roger) (p. 4794) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4796).

DECENTRALISATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759, 4760, 4798) ; TARCY (Edmond) (p. 4780, 4782) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4783) ; GARGAR (Marcel) (p. 4787) ; VALCIN (Edmond) (p. 4792).

DEPARTEMENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4761, 4762, 4764, 3779) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4767, 4769, 4770, 4771, 4774) ; MONORY (René) (p. 4778) ; TARCY (Raymond) (p. 4781) ; LISE (Roger) (p. 4795).

DEPARTEMENTALISATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 4758) ; TARCY (Raymond) (p. 4780) ; LARCHE (Jacques) (p. 4786) ; VALCIN (Edmond) (p. 4791) ; LISE (Roger) (p. 4795).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4758, 4759, 4760, 4761, 4762, 4763, 4764, 4765, 4766, 4774, 4775, 4779, 4785) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4766 à 4775, p. 4796 à 4800) ; MONORY (René) (p. 4778) ; REPIQUET (Georges) (p. 4779, 4780) ; TARCY (Raymond) (p. 4780, 4781, 4782) ; DAGONIA (Georges) (p. 4782, 4783, 4786) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4783, 4784, 4800, 4801) ; LISE (Roger) (p. 4784, 4793, 4794, 4795) ; LARCHE (Jacques) (p. 4785, 4786, 4787) ; GARGAR (Marcel) (p. 4787, 4788, 4789) ; PERLICAN (Rolande) (p. 4789) ; VALCIN (Edmond) (p. 4790, 4791 et 4792) ; MERIC (André) (p. 4795, 4796) ; REPIQUET (Georges) (p. 4793).

EMPLOI : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773) ; ENSEIGNEMENT : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773, 4774) ; TARCY (Edmond) (p. 4781) ; LISE (Roger) (p. 4795).

ENTREPRISES : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4772).

EQUIPEMENT : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773) ; TARCY (Raymond) (p. 4781).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4762, 4774) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773, 4775).

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM) : LISE (Roger) (p. 4795).

FRANC (monnaie) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4772).

FRUITS ET LEGUMES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759).

GUADELOUPE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759, 4763, 4765) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768) ; DAGONIA (Georges) (p. 4782) ; VALCIN (Edmond) (p. 4770, 4792) ; LISE (Roger) (p. 4795).

GUYANE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768) ; TARCY (Raymond) (p. 4780, 4781, 4782) ; LISE (Roger) (p. 4794) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4798).

INDEPENDANTISME : EMMANUELLI (Henri) (p. 4760, 4764, 4766) ; VALCIN (Edmond) (p. 4792) ; LISE (Roger) (p. 4794).

INDUSTRIE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773).

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4799).

INDUSTRIE SUCRIERE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773) ; GARGAR (Marcel) (p. 4788) ; LISE (Roger) (p. 4795).

LISTES ELECTORALES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4765).

LOGEMENT : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773) ; MONORY (René) (p. 4778) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4796).

LYON : VALCIN (Edmond) (p. 4790).

MADAGASCAR : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4773).

MANIFESTATIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4765).

MARSEILLE : VALCIN (Edmond) (p. 4790).

MARTINIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768) ; DAGONIA (Georges) (p. 4783) ; LISE (Roger) (p. 4784) ; VALCIN (Edmond) (p. 4791, 4792) ; LISE (Roger) (p. 4795).

MAURICE (île) : LARCHE (Jacques) (p. 4786).

MODE DE SCRUTIN : EMMANUELLI (Henri) (p. 4762, 4763, 4799) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4771) ; DAGONIA (Georges) (p. 4782) ; LARCHE (Jacques) (p. 4787) ; GARGAR (Marcel) (p. 4788) ; VALCIN (Edmond) (p. 4792).

PARIS (statut) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4763) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4770) ; VALCIN (Edmond) (p. 4790) ; LISE (Roger) (p. 4794).

POLITIQUE CULTURELLE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4760, 4766, 4799) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4771) ; TARCY (Raymond) (p. 4781, 4782).

POLITIQUE ECONOMIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759, 4799, 4800) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4772) ; TARCY (Raymond) (p. 4782) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4783) ; LARCHE (Jacques) (p. 4786) ; GARGAR (Marcel) (p. 4788) ; VALCIN (Edmond) (p. 4790) ; LISE (Roger) (p. 4795).

PROMAG (Société) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4799).

RACISME : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4774, 4775) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4775, 4776).

REGIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4760, 4761, 4764) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4767, 4768, 4768, 4773) ; MONORY (René) (p. 4778) ; DAGONIA (Georges) (p. 4783) ; RELIGIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4774).

REUNION : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759, 4760, 4799) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 4768) ; REPIQUET (Georges) (p. 4780) ; LARCHE (Jacques) (p. 4786) ; LISE (Roger) (p. 4795).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : VALCIN (Edmond) (p. 4792) ; LISE (Roger) (p. 4794).

SOLIDARITE : TARCY (Raymond) (p. 4780).

TOURISME : EMMANUELLI (Henri) (p. 4759).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4801, 4813) : MM. Louis Virapoullé, rapporteur ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ; Marcel Gargar, Roger Lise, Edmond Valcin.

CHAPITRE I^{er} Principes généraux

Intitulé (p. 4801).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet intitulé : « Chapitre I – Principes généraux » (p. 4810 ; précédemment réservé p. 4801).

– L'intitulé du chapitre I^{er} est supprimé (p. 4810).

Art. 1^{er} (*Objet du projet de loi*) (p. 4801).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : principe de l'intégration des départements d'Outre-Mer dans la nation française (p. 4801).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4801).

Art. 2 (*Coexistence de deux collectivités territoriales*) (p. 4801).

Adopté : amendement n° 44 de M. Roger Lise : application du droit commun dans les départements d'outre-mer (p. 4802).

Retirés : amendement n° 45 de M. Marcel Gargar, qui le soutient, et Mme Rolande Perlican : dénomination de cette assemblée unique selon les départements d'outre-mer (p. 4802) – Amendement n° 3 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : affirmation de l'existence de deux collectivités territoriales (p. 4802).

– L'art. 2 ainsi modifié, est adopté (p. 4802).

Art. 3 (*Conseil général et régional : Assemblée et exécutif uniques*) (p. 4802).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : coexistence d'un conseil général et d'un conseil régional (p. 4803) – Amendement n° 5 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : mission des présidents du conseil général et du conseil régional (p. 4803).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4803).

Art. 4 (*Le représentant de l'Etat*) – Adopté (p. 4803).

Art. 5 (*Effectifs des conseils généraux et régionaux*) (p. 4803).

Adopté : amendement n° 6 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : composition des conseils généraux des départements d'outre-mer (p. 4804).

Retiré : amendement n° 36 de M. Roger Lise, soutenu par M. Edmond Valcin : nombre de conseillers généraux des départements d'outre-mer et régime électoral des assemblées départementales ; application du droit commun (p. 4803).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4804).

Art. 6 (*Statut des conseillers généraux et régionaux*) (p. 4804).

Adopté : amendement n° 7 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'absorption de l'assemblée départementale par l'assemblée régionale et règles de fonctionnement de cette assemblée unique (p. 4804).

– L'art. 6 est supprimé (p. 4804).

Art. 7 (*Fonctionnement du conseil général et régional*) (p. 4804).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : existence de l'Assemblée départementale et rejet du principe de l'assemblée unique (p. 4804) ; sous-amendement n° 42 de M. Roger Lise : applicabilité des dispositions de droit commun aux conseils généraux (p. 4804) ; sous-amendement n° 43 de M. Roger Lise : rectification d'une erreur matérielle (p. 4804).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4804).

Art. 8 (*Les comités consultatifs*) (p. 4805).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : avis des conseils régionaux et composition des comités économiques et social, de la culture, de l'éducation et de l'environnement (p. 4805) – Amendement n° 10 de M. Louis

Virapoullé, rapporteur : avis des conseils régionaux et liste des organismes et activités de la région représentés dans ces comités (p. 4805) – Amendement n° 11 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : impossibilité pour les membres du conseil régional d'être membres des comités (p. 4805).

Retiré : amendement n° 43 de M. Marcel Gargar, qui le soutient, et Mme Rolande Perlican : composition et mission des comités assistant les conseils généraux et régionaux (p. 4805).

– L'art. 8 ainsi modifié, est adopté (p. 4805).

Art. 9 (*Le comité économique et social*) (p. 4805).

Adopté : amendement n° 12 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : mission du comité économique et social (p. 4806).

Retiré : amendement n° 37 de M. Roger Lise : attributions du comité économique et social (p. 4806).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4806).

Art. 10 (*Le comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement*) (p. 4806).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : compétence du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement pour les affaires régionales (p. 4806) – Amendement n° 14 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : émission d'avis par le comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement (p. 4806).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4806).

Art. 11 (*Les agences*) (p. 4806).

Adopté : amendement n° 15 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création d'établissements publics par les conseils généraux et régionaux (p. 4806).

– L'art. 11 est supprimé (p. 4806).

Art. 12 (*Avis des conseils généraux et régionaux sur les projets d'accords de coopération*) (p. 4806).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : coexistence du conseil général et du conseil régional (p. 4806) – Amendement n° 17 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : coexistence du conseil général et du conseil régional (p. 4807).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4807).

Art. 13 (*Compétences des conseils en matière d'octroi de mer*) (p. 4807).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : octroi de mer, fixation des taux de certains droits, taxe spéciale de consommation sur certains produits pétroliers ; compétence du conseil général dans le cadre défini par la loi (p. 4807) – Amendements n° 19, 20 et 21 de M. Louis Virapoullé, rapporteur, relatifs au maintien du conseil général (p. 4807).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4807).

Art. 13 bis (*Pouvoirs de proposition des conseillers généraux et régionaux*) (p. 4807).

Adopté : amendement n° 38 de M. Roger Lise, soutenu par M. Edmond Valcin : suppression de cet article relatif aux possibilités d'adresse pour les départements d'outre-mer (p. 4808).

– L'art. 13 bis est supprimé (p. 4808).

CHAPITRE II

De l'élection des membres des conseils généraux et régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion

Intitulé (p. 4808).

Adopté : amendement n° 24 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de l'intitulé : « Chapitre II – De l'élection des membres des conseils généraux et régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion » (p. 4810 ; précédemment réservé p. 4808).

– L'intitulé chapitre II est supprimé (p. 4810).

Art. 14 (*Mode d'élection des conseillers généraux et régionaux*) (p. 4808).

Adopté : amendement n° 25 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : régions d'outre-mer, établissements publics jusqu'à la publication de la loi fixant les règles d'élection des membres des conseils régionaux (p. 4808).

– L'art. 14 ainsi modifié, est adopté (p. 4808).

Après l'art. 14 (p. 4808).

Adopté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé, rapporteur : élection de conseils régionaux et dissolution de plein droit des établissements publics (p. 4808).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4808).

Art. 14 bis (*Mode de scrutin retenu pour l'élection des conseils généraux et régionaux*) (p. 4808).

Adopté : amendement n° 27 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'élection des membres des conseils généraux et régionaux (p. 4808).

– L'art. 14 bis est supprimé (p. 4808).

Art. 15 (*Circonscriptions électorales, seuil de représentativité – Dispositions propres à la Guadeloupe*) (p. 4808).

Adopté : amendement n° 28 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif au mode et aux conditions d'élection des conseils généraux et régionaux (p. 4809).

– L'art. 15 est supprimé (p. 4809).

Art. 15 bis (*Conditions d'éligibilité, inéligibilités, incompatibilités*) (p. 4809).

Adopté : amendement n° 29 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : conditions d'éligibilité ; inéligibilités et incompatibilités (p. 4809).

– L'art. 15 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4809).

Art. 16 (*Régime des incompatibilités*) (p. 4809).

Adopté : amendement n° 30 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : régime des incompatibilités pour les conseils régionaux (p. 4809).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4809).

CHAPITRE III

Dispositions d'application

Intitulé (p. 4809).

Adopté : amendement n° 31 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de l'intitulé : « Chapitre III – Dispositions d'application » (p. 4810 ; précédemment réservé p. 4809).

– L'intitulé chapitre III est supprimé (p. 4810).

Art. 17 (*Date d'élection et d'installation des conseils généraux et régionaux*) (p. 4809).

Adopté : amendement n° 32 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à la réduction du mandat des conseillers généraux régulièrement élus lors des précédentes élections (p. 4810).

– L'art. 17 est supprimé (p. 4810).

Art. 18 (*Date de renouvellement des conseils généraux et régionaux*) (p. 4810).

Adopté : amendement n° 33 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif au renouvellement intégral des conseils issus de la première élection suivant la publication de cette loi (p. 4810).

– L'art. 18 est supprimé (p. 4810).

Art. 19 (*Dissolution des établissements publics régionaux*) (p. 4810).

Adopté : amendement n° 34 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à la dissolution des établissements publics régionaux (p. 4810).

– L'art. 19 est supprimé (p. 4810).

Art. 20 (*Décrets en Conseil d'Etat*) (p. 4810).

Adopté : amendement n° 35 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à la détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de cette loi (p. 4810).

– L'art. 20 est supprimé (p. 4810).

Explications de vote : M. Léon Jozeau-Marigné (p. 4810, 4811) ; intervention de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (p. 4811) ; MM. Roger Romani (p. 4811, 4812), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 4812, 4813), Marcel Gargar (p. 4813), Georges Dagonia (p. 4813).

Scrutin public (p. 4813 ; n° 17 ; liste des votants p. 4831).

Adoption (26 octobre 1982) (p. 4813).

Discussion (nouvelle lecture)

(10 novembre 1982) (p. 5374, 5385).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5374, 5385) : MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; André Méric, Roger Lise, Georges Repiquet, Jean Garcia, Paul Pillet, Philippe de Bourgoing.

CONSEIL D'ETAT : PILLET (Paul) (p. 5382) ; EMMA-NUELLI (Henri) (p. 5383).

CONSEILS GENERAUX : EMMANUELLI (Henri) (p. 5374, 5376) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5378) ; LISE (Roger) (p. 5381) ; REPIQUET (Georges) (p. 5381).

CONSEILS GENERAUX ET REGIONAUX : EMMANUELLI (Henri) (p. 5375) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5378).

CONSEILS REGIONAUX : EMMANUELLI (Henri) (p. 5374, 5375, 5376) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5378).

CONSTITUTION : EMMANUELLI (Henri) (p. 5375, 5384) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5377) ; LISE (Roger) (p. 5381) ; REPIQUET (Georges) (p. 5381) ; PILLET (Paul) (p. 5382).

CONSTITUTION (art. 3) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 5379).

CONSTITUTION (art. 72) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 5377).

CONSTITUTION (art. 73) : EMMANUELLI (Henri) (p. 5376) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5377) ; MERIC (André) (p. 5380).

CORSE : EMMANUELLI (Henri) (p. 5376) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5377, 5379).

DECENTRALISATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 5374, 5376) ; MERIC (André) (p. 5380) ; LISE (Roger) (p. 5380 ; 5381) ; GARCIA (Jean) (p. 5382).

DEPARTEMENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 5375) ; MERIC (André) (p. 5379) ; LISE (Roger) (p. 5380).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : EMMANUELLI (Henri) (p. 5374, 5375, 5376, 5377, 5383, 5384, 5385) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5377, 5378, 5379) ; MERIC (André) (p. 5379) ; LISE (Roger) (p. 5380, 5381) ; REPIQUET (Georges) (p. 5381, 5382, 5384) ; GARCIA (Jean) (p. 5382) ; PILLET (Paul) (p. 5382, 5383) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 5383).

INDEPENDANTISME : LISE (Roger) (p. 5381) ; REPIQUET (Georges) (p. 5382).

MODE DE SCRUTIN : EMMANUELLI (Henri) (p. 5376) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5379) ; LISE (Roger) (p. 5381).

POLITIQUE ECONOMIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 5375) ; REPIQUET (Georges) (p. 5384).

REGIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 5375) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5378) ; MERIC (André) (p. 5379).

REUNION : EMMANUELLI (Henri) (p. 5383) ; REPIQUET (Georges) (p. 5384).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : VIRAPOULLE (Louis) (p. 5379).

Motion n° 1 de M. Louis Virapoullé, rapporteur tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 5385) : *MM. Louis Virapoullé, rapporteur ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 5385 ; scrutin public n° 40 ; liste des votants p. 5396, 5397).

Rejet (10 novembre 1982) (p. 5385).

5. - **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (8 décembre 1982) [n° 1279] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Suchod (14 décembre 1982) [n° 1293] - Urgence - Discussion (15 décembre 1982) - Adoption (15 décembre 1982) [n° 285].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 153 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis Virapoullé (20 décembre 1982) [n° 166 (82-83)] - Discussion (21 décembre 1982) (p. 7168, 7176) - Adoption (21 décembre 1982) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1982) [n° 1346] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Suchod (21 décembre 1982) [n° 1371] - **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** ; rapport de M. Louis Virapoullé (21 décembre 1982) [n° 169 (82-83)] - Discussion (21 décembre 1982) (p. 7180, 7188) - Adoption (21 décembre 1982) [n° 67].

PROMULGATION : loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 1^{er} janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1982) (p. 7158, 7176).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7158, 7169) *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois, Michel Dreyfus-Schmidt, Raymond Tarcy, Marcel Gargar, Roger Lise, Edmond Valcin, André Méric.*

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : EMMANUELLI (Henri) (p. 7158, 7167) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7160) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7162, 7163) ; TARCY (Raymond) (p. 7163) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7166, 7167).

CONSEILS GENERAUX : EMMANUELLI (Henri) (p. 7159) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7160, 7161, 7162) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7168).

CONSEILS REGIONAUX : EMMANUELLI (Henri) (p. 7159) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7161) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7163) ; TARCY (Raymond) (p. 7164) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7164, 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7167, 7168).

COOPERATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 7159) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7161) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7163) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164).

CORSE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7161, 7162) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7163) ; TARCY (Raymond) (p. 7163) ; LISE (Roger) (p. 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7167).

DECENTRALISATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 7159) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7161) ; LISE (Roger) (p. 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7166).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : EMMANUELLI (Henri) (p. 7158, 7159, 7160) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7160, 7161, 7162) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7162, 7163, 7166) ; TARCY (Raymond) (p. 7163, 7164) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7164, 7165, 7166) ; VALCIN (Edmond) (p. 7166, 7168) ; MERIC (André) (p. 7166).

GUYANE : TARCY (Raymond) (p. 7163, 7164) ; LISE (Roger) (p. 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7168).

HANDICAPES : LISE (Roger) (p. 7165).

INDEPENDANTISME : VALCIN (Edmond) (p. 7168).

MARTINIQUE : TARCY (Raymond) (p. 7163) ; VALCIN (Edmond) (p. 7167, 7168).

MODE DE SCRUTIN : EMMANUELLI (Henri) (p. 7159) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7163) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7165).

PARLEMENT (rôle du) : VALCIN (Edmond) (p. 7168).

POLITIQUE ECONOMIQUE : TARCY (Raymond) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7166) ; VALCIN (Edmond) (p. 7168).

REFERENDUMS : LISE (Roger) (p. 7165).

REGIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 7159) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 7161) ; GARGAR (Marcel) (p. 7164) ; LISE (Roger) (p. 7165) ; VALCIN (Edmond) (p. 7168).

REUNION : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7163) ; LISE (Roger) (p. 7165).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7161).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7169, 7176) *MM. Louis Virapoullé, rapporteur ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ; Marcel Gargar, Michel Dreyfus-Schmidt, René Tinant.*

Art. 1^{er} (*Erection des régions de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, et de la Réunion en collectivités territoriales*) (p. 7169).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : compétence du conseil régional respectant l'autonomie des collectivités (p. 7169).

Rejeté : sous-amendement n° 15 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : suppression des mentions relatives au respect de l'autonomie des collectivités (p. 7169).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 7169).

Art. 2 (*Du représentant de l'Etat*) - Adopté (p. 7169).

Art. 3 (*Effectifs des conseils régionaux*) - Adopté (p. 7169).

Art. 4 (Des comités consultatifs) (p. 7169).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 7170).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 7170).

Art. 5 (Le comité économique et social) (p. 7170).

Adopté ; amendement de coordination n° 3 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 7170).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 7170).

Art. 6 (Le comité de la culture et de l'éducation et de l'environnement) (p. 7170).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 7170).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 7170).

Art. 7 (Les agences) (p. 7170).

Adopté : amendement n° 5 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création d'établissements publics par les conseils régionaux (p. 7170).

– L'art. 7 est supprimé (p. 7170).

Art. 8 (Pouvoir de proposition des conseils régionaux) (p. 7170).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 7171).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 7171).

Art. 9 (Avis sur les projets d'accord de coopération régionale) (p. 7171).

Adopté : amendement n° 7 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression de cet article relatif aux avis émis par des conseils régionaux dans le cadre de la coopération (p. 7171).

– L'art. 9 est supprimé (p. 7171).

Art. 10 (Mode d'élection des conseils régionaux) (p. 7171).

Retiré : amendement n° 14 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. René Tinant : application aux départements d'outre-mer du système d'élection à la représentation proportionnelle avec correctif majoritaire (p. 7172).

– L'art. 10 est adopté (p. 7172).

Art. 11 (Mode de scrutin retenu pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 7172).

Adopté : amendement n° 8 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : répartition des sièges aux conseils régionaux : application aux DOM des règles adoptées pour la Corse (p. 7172).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 7172).

Art. 12 (Etendue des circonscriptions électorales) – Adopté (p. 7172).**Art. 13 (Régime des inéligibilités)** – Adopté (p. 7172).**Art. 14 (Démission du conseiller inéligible ou incapable)** – Adopté (p. 7173).**Art. 15 (Incompatibilités et cumuls)** (p. 7173).

Adopté : amendement n° 9 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : possibilité pour un fonctionnaire de devenir conseiller régional dans les DOM (p. 7173).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 7173).

Art. 15 bis (Incompatibilités spécifiques) – Adopté (p. 7173).**Art. 16 (Option ou démission en cas d'incompatibilité)** – Adopté (p. 7173).**Art. 17 (Règle de fonctionnement du conseil régional)** (p. 7173).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : transposition dans les DOM des règles applicables en Corse : nombre des vice-présidents du conseil régional (p. 7173) ; amendement de coordination n° 11 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 7174).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 7174).

Art. 18 (Date d'élection des conseils régionaux) (p. 7174).

Adopté : amendement n° 12 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : date identique pour l'élection des conseils régionaux en métropole et dans les DOM (p. 7176).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 7176).

Art. 19 (Date de renouvellement des conseils régionaux) (p. 7176).

Adopté : amendement n° 13 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : suppression pour coordination du premier alinéa de cet article relatif au renouvellement des conseils régionaux dans les DOM (p. 7176).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 7176).

Art. 20 (Dissolution des établissements publics) – Adopté (p. 7176).**Art. 21 (Modalités d'application fixées par décret en Conseil d'Etat)** – Adopté (p. 7176).

Explications de vote : MM. Marcel Gargar (p. 7176), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 7176).

Scrutin public (p. 7176 ; n° 122 ; liste des votants p. 7193, 7194).

Adoption (21 décembre 1982) (p. 7176).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1982) (p. 7180, 7188).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7180, 7185) : MM. Louis Virapoullé, rapporteur pour le Sénat ; Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Paul Girod.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7185).

CONSEILS REGIONAUX : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7180, 7181) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 7182, 7185) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7184) ; GIROD (Paul) (p. 7184).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7182) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7183) ; GIROD (Paul) (p. 7184).

COOPERATION : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7180).

DECENTRALISATION : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7193).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7181, 7185) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 7181) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7183) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7184) ; GIROD (Paul) (p. 7184).

REGIONS : VIRAPOULLE (Louis) (p. 7180, 7181, 7195) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7180, 7183) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 7181, 7182) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7183) ; GIROD (Paul) (p. 7184).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : EMMANUELLI (Henri) (p. 7181) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 7183) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 7184).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7185, 7186)

Art. 1^{er} et 4 (p. 7185).

Art. 5 à 9 (p. 7186).

Art. 11, 15, 17, 18, 19 (p. 7186).

Explications de vote : MM. Roger Lise (p. 7187), Edmond Valcin (p. 7187).

Adoption (21 décembre 1982) (p. 7188).

6. - Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 30 août au 14 septembre 1982, chargée d'étudier la protection sociale dans le département d'outre-mer de la Réunion, par M. Louis Boyer et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1982) [n° 157 (82-83)].

Voir aussi AGRICULTURE, 2, DG, art. 26
CALAMITES, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COMMUNES, 3, DG
ESCLAVAGE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 16 ; Mer ; Transports ;
Education nationale ; Environnement ; Départements et territoires d'outre-mer
PETITIONS
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 137 ;
139, DG

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ;
Temps libre ; Communication audiovisuelle ; Services du
Premier ministre I services généraux-information ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
SECURITE SOCIALE, 2

DEPORTES DU TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

DEPORTES ET INTERNES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 57 ; Anciens combattants

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

1. - Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 - 12 janvier 1982) [n° 175 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. - Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation pour les résistants déportés emprisonnés et internés en Afrique du nord, présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 juin 1982) [n° 435 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. - Proposition de loi tendant à reconnaître le droit au titre de déporté résistant aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination, présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1982) [n° 13 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

DEPOT DE GARANTIE (locations)

Voir BAUX, 1, DG

DEPUTES

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG

DESARMEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
112 ; 135
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

DETENTION PROVISOIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

DETENUS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

DETENUS (Français à l'étranger)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

DETTE PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ;
Economie et finances I charges communes ; Comptes
spéciaux du Trésor

DEVALUATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

DIALOGUE NORD-SUD

Voir PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TIERS MONDE
TRAITES ET CONVENTIONS, 29, DG

DIPLOMES

Voir EXAMENS, CONCOURS ET DIPLOMES, 1
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 29, DG
VETERINAIRES, 1, DG ; 2^e lecture, DG

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances III
budget

DIRECTION REGIONALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION (DGCC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances II services
économiques et financiers ; Consommation

DIRECTION DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE (DASS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EQUIPEMENT (DDE)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

DIRECTIONS INTERDEPARTEMENTALES DE L'INDUSTRIE (DII)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 97, DG

DIRECTIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES DES AFFAIRES DE LA MER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

DISTILLATION

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

DISTRICTS

Voir COMMUNES, 3

DISTRICTS URBAINS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

DIVIDENDES

Voir EPARGNE, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
nouvelle lecture, DG

DIVORCE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 11, DG

DOCUMENTATION FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

DONATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 16 bis

DOTATION AUX JEUNES AGRICULTEURS (DJA)

Voir AGRICULTEURS (JEUNES)
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

DOTATION GENERALE DE COMPENSATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

1. - Dépôt d'un rapport établi par le Gouvernement pour l'année 1982, en application des dispositions de l'article 22 de

la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980, relative à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (21 décembre 1982) (p. 7180).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 24 ; art. 62 ;
art. 63 ; Intérieur et décentralisation ; Départements
et territoires d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art.
26

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 23 bis ; art. 61 ;
Agriculture ; Temps libre ; Intérieur et décentralisation ;
Départements et territoires d'outre-mer

DOUANES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ;
Economie et finances III budget
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
84, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 3, DG

DOUBLE NATIONALITE

Voir NATIONALITE (DOUBLE)

DOUBLES IMPOSITIONS

Voir IMPOTS (DOUBLES IMPOSITIONS)

DROIT AU TRANSPORT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

DROIT D'ASILE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

DROIT DE GARDE (mineurs)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 43, DG

DROIT DE SCEAU

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 19

DROIT DE TIMBRE

Voir DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE
LOI DE FINANCES, 1, art. 5 ; art. 24 ; art. 24 bis ;
nouvelle lecture, DG

DROIT D'EXPRESSION DES SALAIRES

Voir TRAVAIL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 4, DG

DROIT DISCIPLINAIRE

Voir TRAVAIL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

DROIT D'OPPOSITION (conventions et accords collectifs)

Voir TRAVAIL, 3, DG

DROIT INTERNATIONAL DE LA MER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

DROITS D'AUTEUR

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Communication audiovisuelle

DROITS DE LA FEMME

Voir AVORTEMENT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

DROITS DE LA FEMME (ministère)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

DROITS DE L'HOMME

Voir DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME JUSTICE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures ; Justice
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39, DG

DROITS DE L'HOMME (intergroupe sénatorial)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

DROITS DE MUTATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Voir DROIT DE TIMBRE
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 24

DROITS DES TRAVAILLEURS

Voir DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section commune III travail, emploi

DROITS DE SUCCESSION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

E**EAU**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

ECOBUAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

ECOLE DE LA MAGISTRATURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

ECOLE DE SANTE PUBLIQUE DE RENNES

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

ECOLE DES MINES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

ECOLE MILITAIRE DE TULLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
(budget annexe)

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG ;
nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

ECOLE NATIONALE DE LA PATISSERIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

ECOLE NATIONALE DE LA TELEVISION

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA CREATION INDUSTRIELLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

ECOLE PENITENTIAIRE DE METZ

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

ECOLES (grandes écoles)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ECOLES DE MUSIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture

ECOLES DE POLICE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

ECOLES DES BEAUX-ARTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

ECOLES FRANÇAISES DE L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ECOLES MATERNELLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

ECOLES NORMALES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ECOLES SOUS CONTRAT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ECONOMIE SOCIALE

Voir BANQUES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du
territoire
PLAN, 1, DG

ECOUTES TELEPHONIQUES

1. - Dépôt d'un rapport du Gouvernement (commission d'étude sur les écoutes téléphoniques) établi en vertu de l'engagement pris lors de la séance de questions au Gouvernement le 30 juin 1982 à l'Assemblée nationale (28 septembre 1982) (p. 4197).

EDITION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

EDITION SCIENTIFIQUE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

EDUCATION NATIONALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 124 ; 125

EDUCATION NATIONALE (ministère de l')

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 83, DG

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education nationale

EDUCATION POPULAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

EDUCATION SURVEILLEE

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Justice

EGYPTE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 13, DG ; 27

ELECTIONS

1. - **Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux**, présentée par M. Jean Ooghe, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 222 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers municipaux**, présentée par M. Marcel Rosette, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) n° 223 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - **Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers régionaux**, présentée par M. Guy Schmaus, sénateur et plusieurs de ses collègues, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 224 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

4. - **Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés**, présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 225 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

5. - **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code électoral**, présentée par MM. Charles Pasqua et Michel Maurice-Bokanowski, sénateurs (13 avril 1982) [n° 264 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

6. - **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (19 juillet 1982) [n° 1030] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean Poperen (22 juillet 1982) [n° 1060] - Urgence - Discussion (26, 27, 28 juillet 1982) - Adoption (28 juillet 1982) [n° 221].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 - 21 septembre 1982) [n° 494 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre Schiélé (5 octobre 1982) [n° 3 (82-83)] - Discussion (12 octobre 1982) (p. 4467, 4481); (13 octobre 1982) (p. 4498, 4537) - Adoption (13 octobre 1982) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 octobre 1982) [n° 1149] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean Poperen (19 octobre 1982) [n° 1156].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Pierre Schiélé (19 octobre 1982) [n° 52 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 octobre 1982) [n° 1149] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean Poperen (19 octobre 1982) [n° 1157] - Discussion (20 octobre 1982) - Adoption (20 octobre 1982) [n° 252].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 octobre 1982) [n° 54 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre Schiélé (20 octobre 1982) [n° 55 (82-83)] - Discussion (20 octobre 1982) (p. 4672, 4689) - Adoption (20 octobre 1982) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 octobre 1982) [n° 1161] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean Poperen (21 octobre 1982) [n° 1171] - Discussion (21 octobre 1982) - Adoption (21 octobre 1982) [n° 253].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL: décision du 18 novembre 1982 (JO Lois et Décrets du 19 novembre 1982) déclarant contraires à la constitution certaines dispositions de l'art. 4 de la loi.

PROMULGATION: Loi n° 82-974 du 19 novembre 1982 (JO Lois et Décrets du 20 novembre 1982).

Discussion (première lecture)

(12 octobre 1982) (p. 4467, 4481); (13 octobre 1982) (p. 4498, 4537).

I. - **DISCUSSION GENERALE** (12 octobre 1982) (p. 4467, 4481); (13 octobre 1982) (p. 4498, 4504) *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Pierre Schiélé, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, Jacques Carat, Pierre Vallon, Jean Mercier, Jacques Eberhard, Pierre Carous, Louis Longequeue, Pierre-Christian Taittinger, Mme Brigitte Gros, MM. Jean-Marie Girault, André Rouvière, Pierre Tajan, Jean-François Pintat, Paul Girod.*

ADJOINTS (conseils municipaux): SCHIELE (Pierre) (p. 4470); CARAT (Jacques) (p. 4474); ROUVIERE (André) (p. 4501).

COMMUNES (petites): CARAT (Jacques) (p. 4473); TAJAN (Pierre) (p. 4502); GIROD (Paul) (p. 4503).

CONSEILLERS MUNICIPAUX: DEFFERRE (Gaston) (p. 4468, 4469, 4472); SCHIELE (Pierre) (p. 4469, 4470); LARCHE (Jacques) (p. 4471, 4472, 4473); CARAT (Jacques) (p. 4473, 4474, 4475); VALLON (Pierre) (p. 4475, 4476); MERCIER (Jean) (p. 4476, 4477); EBERHARD (Jacques) (p. 4477, 4478, 4479); CAROUS (Pierre) (p. 4479, 4480); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4481); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4498, 4499); GROS (Brigitte) (p. 4499, 4500); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 4500); ROUVIERE (André) (p. 4500, 4501, 4502); TAJAN (Pierre) (p. 4502); PINTAT (Jean-François) (p. 4502, 4503); GIROD (Paul) (p. 4503).

DECENTRALISATION: DEFFERRE (Gaston) (p. 4468); CARAT (Jacques) (p. 4474); EBERHARD (Jacques) (p. 4477).

ELIGIBILITE (âge d'): CARAT (Jacques) (p. 4475); VALLON (Pierre) (p. 4476); EBERHARD (Jacques) (p. 4479); CAROUS (Pierre) (p. 4480); ROUVIERE (André) (p. 4501).

ELUS LOCAUX (statut des): CARAT (Jacques) (p. 4475).

FEMMES: DEFFERRE (Gaston) (p. 4468); SCHIELE (Pierre) (p. 4470); VALLON (Pierre) (p. 4476); EBERHARD (Jacques) (p. 4478, 4479); CAROUS (Pierre) (p. 4480); GROS (Brigitte) (p. 4499); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 4500); TAJAN (Pierre) (p. 4502).

FRANCAIS DE L'ETRANGER: DEFFERRE (Gaston) (p. 4469); SCHIELE (Pierre) (p. 4470); CARAT (Jacques) (p. 4474); VALLON (Pierre) (p. 4476); EBERHARD (Jacques) (p. 4478); ROUVIERE (André) (p. 4501).

LISTES ELECTORALES: DEFFERRE (Gaston) (p. 4469); SCHIELE (Pierre) (p. 4470); CARAT (Jacques) (p. 4474).

MODE DE SCRUTIN: DEFFERRE (Gaston) (p. 4468, 4469); SCHIELE (Pierre) (p. 4469, 4470); LARCHE (Jacques) (p. 4472, 4473); CARAT (Jacques) (p. 4473, 4474).

4475); VALLON (Pierre) (p. 4475, 4476); EBERHARD (Jacques) (p. 4477, 4478, 4479); CAROUS (Pierre) (p. 4479, 4480); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4481); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4498, 4499); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 4500); ROUVIERE (André) (p. 4501); TAJAN (Pierre) (p. 4502); PINTAT (Jean-François) (p. 4502, 4503); GIROD (Paul) (p. 4503).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE: DEFERRE (Gaston) (p. 4468, 4469); SCHIELE (Pierre) (p. 4469); LARCHE (Jacques) (p. 4472, 4473); CARAT (Jacques) (p. 4473); VALLON (Pierre) (p. 4476); MERCIER (Jean) (p. 4476, 4477); EBERHARD (Jacques) (p. 4477); CAROUS (Pierre) (p. 4479); LONGEQUEUE (Louis) (p. 4481); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4498, 4499); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 4500); PINTAT (Jean-François) (p. 4503); GIROD (Paul) (p. 4503).

SECTIONS DE COMMUNES: SCHIELE (Pierre) (p. 4470).

SONDAGES ET ENQUETES: DEFFERRE (Gaston) (p. 4469); LARCHE (Jacques) (p. 4471); EBERHARD (Jacques) (p. 4477).

II. - DISCUSSION DES ARTICLES (13 octobre 1982) (p. 4504, 4537) *MM. Pierre Schiélé, rapporteur; Michel Miroudot, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés; Jacques Eberhard, René Touzet, Jean Mercier, Jacques Carat, Jacques Mossion, Jean-Marie Girault, Robert Schwint, Paul Pillet, Mme Brigitte Gros, MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Pierre Tajan, Philippe de Bourgoing, Jacques Pelletier, Jacques Descours Desacres, Paul Robert, Michel Darras, André Bohl, Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Daniel Hoeffel, Richard Pouille, Marcel Daunay, Roger Boileau, Jean Francou.*

CHAPITRE PREMIER

Dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux

Art. 1^{er} (*Effectif des conseils municipaux: art. L. 225 du code électoral*) - Adopté (p. 4504).

Art. 2 (*Régime électoral applicable aux communes de moins de 3 500 habitants: intitulé du chapitre II du titre IV du livre premier du code électoral*) (p. 4504).

Adopté: amendement n° 8 de M. Pierre Schiélé, rapporteur: seuil d'applicabilité de cette réforme: 10 000 habitants (p. 4507).

- L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4507; précédemment réservé p. 4504).

Art. 3 (*Régime électoral applicable aux communes de moins de 3 500 habitants: art. L. 252 du code électoral*) (p. 4504).

Adopté: amendement n° 9 de M. Pierre Schiélé, rapporteur: applicabilité du système proportionnel à correctif majoritaire pour les communes de plus de 10 000 habitants (p. 4507; scrutin public n° 5; liste des votants p. 4554, 4555).

Rejeté: amendement n° 38 de M. Michel Miroudot: suppression de cet article relatif à l'élection au scrutin majoritaire des membres des conseils municipaux des communes de moins de 3 500 habitants (p. 4504).

Retirés: amendements identiques n° 67 de M. René Touzet et n° 77 de M. Jacques Carat: applicabilité du système proportionnel à correctif majoritaire pour les communes de plus de 9 000 habitants (p. 4505 et 4506).

- L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4507).

Art. 3 bis (*Interdiction des candidatures multiples: premier alinéa de l'article L. 254 du code électoral*) (p. 4507).

Adopté: amendement n° 80 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat: suppression de cet article relatif à l'élection des membres du conseil municipal au scrutin de liste pour toute la commune (p. 4508).

- L'art. 3 bis est supprimé (p. 4508).

Art. 4 (*Dispositions applicables aux communes de 3 500 habitants et plus: art. L. 260 à L. 270 du code électoral; chapitre III du titre IV du livre I^{er} du code électoral*) (p. 4508).

Intitulé (p. 4508).

Adopté: amendement n° 10 de M. Pierre Schiélé, rapporteur: modification de l'intitulé du chapitre III du titre IV du livre I du code électoral et seuil de 10 000 habitants (p. 4508).

- L'intitulé du chapitre III ainsi modifié est adopté (p. 4508).

Section I

Mode de scrutin

ART. L. 260 DU CODE ELECTORAL (p. 4508).

Adopté: amendement n° 11 de M. Pierre Schiélé, rapporteur: modalités d'élection des conseillers municipaux: scrutin à un tour (p. 4513; scrutin public n° 6; liste des votants p. 4555).

Devient sans objet: amendement n° 57 de M. Jean-Marie Girault: absence de fusion de listes entre les deux tours de scrutin (p. 4513).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4513).

ART. L. 260 bis DU CODE ELECTORAL (p. 4513).

Adopté: amendement n° 74 de M. Jacques Carat: respect du quota féminin au sein de la première moitié des candidats dans l'ordre de présentation de la liste (p. 4514).

Rejetés: amendement n° 69 de Mme Brigitte Gros: présence de 30 % de femmes sur les listes de candidats dans les communes de plus de 15 000 habitants (p. 4514) - Amendement n° 62 de M. Pierre Tajan: non prise en compte du quota féminin lorsque les conseillers sortants se représentent sur une même liste (p. 4514).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4514).

ART. L. 261 DU CODE ELECTORAL (p. 4514).

Adopté: amendement n° 12 de M. Pierre Schiélé, rapporteur: modification du seuil d'applicabilité de cette réforme; principe de l'assimilation de la section électorale à une commune (p. 4516).

Devient sans objet: amendement n° 81 de M. Gaston Defferre, ministre: suppression des dispositions de cet article relatives à l'élection d'un suppléant lorsqu'une commune associée n'est représentée que par un seul conseiller (p. 4516).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4516).

ART. L. 262 DU CODE ELECTORAL (p. 4516).

Adopté: amendement n° 13 de M. Pierre Schiélé, rapporteur: modalités d'attribution de sièges à la liste ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages exprimés (p. 4518).

Retiré: amendement n° 29 de M. Jean Mercier: suppression des dispositions de cet article relatives à l'impossibilité pour les listes n'ayant pas obtenu 5 % des suffrages exprimés d'être admises à répartition des sièges (p. 4518).

Deviennent sans objet: amendement n° 82 de M. Gaston Defferre ministre: modalités d'attribution de sièges à la liste ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages exprimés (p. 4518) - Amendement n° 1 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier: égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête et attribution de ces sièges à la liste dont les candidats ont la moyenne de cumul des mandats la moins élevée (p. 4518).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4518).

Section II

Déclarations de candidature

ART. L. 263 DU CODE ELECTORAL – Adopté (p. 4518).

ART. L. 264 DU CODE ELECTORAL (p. 4518).

Adopté : amendement n° 14 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : caractère obligatoire d'une déclaration de candidature pour chaque liste (p. 4519).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4519).

ART. L. 265 DU CODE ELECTORAL (p. 4519).

Adopté : amendement n° 15 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : dépôt des listes à la préfecture ou à la sous-préfecture ; notion de tête de liste ; signature de chaque candidat sur les déclarations de candidature (p. 4521).

Retiré : amendement n° 59 de M. Jean-Marie Girault : vérification de l'éligibilité des candidats après déclaration de candidature (p. 4520).

Devient sans objet : amendement n° 83 de M. Gaston Defferre, ministre : absence de modification de la déclaration de candidature au second tour et suppression du caractère obligatoire de la signature des candidats (p. 4521).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4521).

ART. L. 266 DU CODE ELECTORAL (p. 4521).

Adopté : amendement de forme n° 84 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 4521).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4522).

ART. L. 267 DU CODE ELECTORAL (p. 4522).

Adopté : amendement n° 16 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : dépôt des déclarations de candidature au plus tard dix jours francs avant l'ouverture du scrutin (p. 4522).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4522).

Section III

Opérations de vote

ART. L. 268 DU CODE ELECTORAL – Adopté (p. 4522).

ART. L. 269 DU CODE ELECTORAL – Adopté (p. 4522).

Section IV

Remplacement des conseillers municipaux

ART. L. 270 DU CODE ELECTORAL (p. 4522).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : élections complémentaires en cas de vacance et d'impossibilité de remplacement (p. 4523) – Amendement n° 18 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la constatation par le tribunal administratif de l'inéligibilité d'un candidat et à l'annulation des élus inéligibles (p. 4523).

Devient sans objet : amendement n° 85 de M. Gaston Defferre, ministre : déplacement à l'intérieur de cet article des dispositions relatives à la constatation de l'inéligibilité d'un candidat (p. 4523).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4523).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4524).

Art. 5 (*Mesure d'ordre*) – Adopté (p. 4524).

CHAPITRE II

Dispositions relatives à l'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales et au vote par procuration

Art. 6 (*Inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France*) (p. 4524).

Adopté : amendement n° 19 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : vote des Français établis hors de France dans les communes de plus de 50 000 habitants (p. 4526).

Retiré : amendement n° 35 de M. Charles de Cuttoli : vote des Français établis hors de France et inscription d'un électeur sur la même liste électorale que son conjoint (p. 4524).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4526).

Art. 7 (*Radiation des listes électorales des Français établis hors de France inscrits en application de la loi du 19 juillet 1977*) (p. 4526).

Adopté : amendement n° 20 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : délai d'inscription sur les listes électorales pour les Français établis hors de France (p. 4526).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4526).

Art. 8 (*Limitation à deux du nombre des procurations dont peut disposer un même mandataire*) – Adopté (p. 4526).

CHAPITRE III

Dispositions relatives à l'effectif des conseils municipaux et au nombre des adjoints

Art. 9 (*Augmentation du nombre des conseillers municipaux*) (p. 4527).

Adopté : amendement n° 21 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nombre des membres du conseil municipal et retour au projet de loi initial (p. 4528).

Retiré : amendement n° 79 de M. Jacques Carat : attribution aux communes de moins de 499 habitants de deux conseillers municipaux supplémentaires (p. 4528).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4528).

Art. 10 (*Augmentation du nombre des adjoints au maire*) (p. 4528).

Adopté : amendement n° 22 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nombre maximum d'adjoints (p. 4529).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4529).

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Art. 12 A (*Éligibilité au conseil municipal*) – Adopté (p. 4530).

Art. 12 B (*Inéligibilité des fonctionnaires des corps actifs de police*) (p. 4530).

Adopté : amendement n° 86 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de cet article relatif aux inéligibilités et aux incompatibilités des fonctionnaires des corps actifs de police (p. 4530).

– L'art. 12 B est supprimé (p. 4530).

Art. 12 C (*Inéligibilité des employés de préfecture et de sous-préfecture*) (p. 4530).

Adopté : amendement n° 87 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de cet article relatif aux inéligibilités et aux incompatibilités des employés de préfecture et de sous-préfecture (p. 4530).

– L'art. 12 C est supprimé (p. 4530).

Art. 12 D (*Inéligibilité du personnel d'autorité des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 4530).

Adopté : amendement n° 88 de M. Gaston Defferre, ministre : suppression de cet article relatif aux inéligibilités et aux incompatibilités du personnel d'autorité des conseils généraux et des conseils régionaux (p. 4530).

– L'art. 12 D est supprimé (p. 4530).

Art. 12 E (Sectionnement électoral) (p. 4530).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : détermination du nombre de conseillers en proportion du « chiffre » de la population dans les sections électorales, ou en proportion du « nombre » des électeurs inscrits (p. 4531).

Retiré : amendement n° 89 de M. Gaston Defferre, ministre : nombre de conseillers en proportion du chiffre de la population dans les sections électorales (p. 4531).

– L'art. 12 E, ainsi modifié, est adopté (p. 4531).

Art. 12 F (Retrait des délégations) – Adopté (p. 4531).

Art. 12 G (Désignation du maire délégué) (p. 4532).

Adopté : amendement n° 24 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression de cet article relatif au choix d'un maire délégué dans les communes de moins de 30 000 habitants par les conseillers élus dans la section correspondante (p. 4532).

– L'art. 12 G est supprimé (p. 4532).

Avant l'art. 12 (p. 4532).

Adoptés : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, rapporteur : indisponibilité temporaire du seul conseiller titulaire d'une commune et voix consultative du suppléant au conseil municipal (p. 4533) ; sous-amendement de forme n° 90 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 4532).

Retiré : amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Jean Francou : suppression de l'impossibilité pour deux membres de la même famille de siéger dans un même conseil municipal (p. 4533).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4533).

Art. 12 (Délégués sénatoriaux) (p. 4533).

Adopté : amendement de coordination n° 26 de M. Pierre Schiélé, rapporteur (p. 4533).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4533).

Art. 14 (Abrogation de l'article L. 226 du code électoral) (p. 4533).

Adopté : amendement de coordination n° 91 de M. Gaston Defferre, ministre (p. 4533).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4533).

Art. 15 (Exclusion de Paris, de Marseille et de Lyon du champ d'application du régime électoral fixé par le projet de loi) – Adopté (p. 4534).

Art. 16 (Application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte des dispositions sur le vote des Français établis hors de France) – Adopté (p. 4534).

Art. 17 (Entrée en vigueur de la loi) – Adopté (p. 4534).

Seconde délibération portant sur un article – Ordonnée (p. 4534).

Art. 12 E (p. 4534).

Adopté : amendement n° 92 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : détermination du nombre de conseillers en proportion de la population dans les sections électorales correspondant à une commune associée (p. 4535).

– L'art. 12 E, ainsi modifié, est adopté (p. 4535).

Explications de vote : MM. Jacques Carat (p. 4535), Jacques Eberhard (p. 4535), Paul Pillet (p. 4535, 4536), Philippe de Bourgoing (p. 4536), Jean Mercier (p. 4536), Robert Schwint (p. 4536, 4537) ; intervention de M. Gaston Defferre, ministre (p. 4537).

Scrutin public (p. 4537 ; n° 7 ; liste des votants p. 4556).

Adoption (13 octobre 1982) (p. 4537).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 octobre 1982) (p. 4672, 4689).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4672, 4674) *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Schiélé, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

ADJOINTS (Conseils municipaux) : SCHIELE (Pierre) (p. 4673).

CONSEILLERS MUNICIPAUX : LABARRERE (André) (p. 4672) ; **SCHIELE (Pierre)** (p. 4672, 4673).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : LABARRERE (André) (p. 4672) ; **SCHIELE (Pierre)** (p. 4673).

MODE DE SCRUTIN : SCHIELE (Pierre) (p. 4672, 4673).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4674, 4689) : *MM. Pierre Schiélé, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Franck Sérusclat, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Jacques Eberhard, Pierre Carous, Robert Schwint, Adolphe Chauvin, René Touzet, Michel Dreyfus-Schmidt, Geoffroy de Montalembert, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat ; Roger Romani, Daniel Hoeffel, Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Paul d'Ornano.*

Art. 2 (p. 4674).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : seuil d'applicabilité de ce nouveau régime : 9 000 habitants (p. 4679 ; précédemment réservé p. 4674).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4679).

Art. 3 (p. 4674).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : seuil d'applicabilité de ce régime : 9 000 habitants (p. 4679 ; scrutin public n° 14 ; liste des votants p. 4707).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4679).

Art. 4 (p. 4679).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : seuil de 9 000 habitants (p. 4680) – Amendement n° 5 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : modalités d'élection des membres du conseil municipal pour les communes de 9 000 à 30 000 habitants (p. 4680) – Amendement n° 6 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : premier tour de scrutin et modalités d'attribution de sièges à la liste ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés (p. 4682) – Amendement n° 7 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression du cas particulier des élections où il y a plus de quatre sièges à pourvoir (p. 4682) – Amendement n° 8 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : fusion de différentes listes au second tour dans la proportion de leurs résultats respectifs au premier tour (p. 4683) – Amendement n° 9 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : modalités de déclaration de candidature ; notion de tête de liste et mandataire (p. 4683) – Amendement n° 10 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : modalités de remplacement d'un candidat décédé avant l'ouverture du scrutin (p. 4684) – Amendement n° 11 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au remplacement d'un candidat inéligible (p. 4684).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Jacques Eberhard : incorporation dans les listes fusionnées de candidats figurant sur une liste présentée au premier tour même si cette dernière n'a pas le droit de se maintenir intégralement au second tour (p. 4682).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4684).

Art. 6 (p. 4684).

Adopté : amendement n° 12 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : inscription des Français de l'étranger dans les communes de

plus de 50 000 habitants et pourcentage maximum de 2 % des électeurs inscrits (p. 4685).

– L'art 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4685).

Art. 7 (p. 4685).

Adopté : amendement n° 13 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : inscription des Français établis hors de France ayant fait l'objet d'une radiation sur les listes électorales en dehors des périodes de révision (p. 4686).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4686).

Art. 9 (p. 4686).

Adopté : amendement n° 14 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nombre de membres du conseil municipal et retour au projet de loi initial (p. 4687).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4687).

Art. 10 (p. 4687).

Adopté : amendement n° 15 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nombre maximum des adjoints par commune (p. 4687).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4687).

Art. 12 B (p. 4687).

Adopté : amendement n° 16 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression de cet article relatif aux inéligibilités et aux incompatibilités (p. 4688).

– L'art. 12 B est supprimé (p. 4688).

Art. 12 C (p. 4688).

Adopté : amendement n° 17 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression de cet article relatif aux inéligibilités et aux incompatibilités (p. 4688).

Devient sans objet : amendement n° 21 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : régime des incompatibilités et prise en compte du problème des personnes vivant en ménage et des personnes mariées candidates sur une même liste (p. 4688).

– L'art. 12 C est supprimé (p. 4688).

Art. 12 E – Adopté (p. 4688).

Art. 12 G (p. 4688).

Adopté : amendement n° 18 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression de cet article sur les modalités de choix par les conseillers du maire délégué dans les communes de plus de 3 000 habitants (p. 4688).

– L'art. 12 G est supprimé (p. 4688).

Art. 12 (p. 4688).

Adopté : amendement n° 19 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nombre de délégués pour les conseils municipaux (p. 4688).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4688).

Explications de vote : MM. Philippe de Bourgoing (p. 4689), Jacques Eberhard (p. 4689), Pierre Carous (p. 4689), Franck Sérusclat (p. 4689), Jacques Habert (p. 4689), Maurice PrévotEAU (p. 4689).

Scrutin public (p. 4689 ; n° 15 ; liste de votants p. 4707, 4708).

Adoption (20 octobre 1982) (p. 4689).

7. – Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (6 octobre 1982) [n° 1128] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Poperen (14 octobre 1982) [n° 1150] – Urgence – Discussion générale

commune avec le projet de loi n° 1129 (20 et 21 octobre 1982) ; discussion des articles (22 et 23 octobre 1982) – Adoption (23 octobre 1982) [n° 257].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1982) [n° 63 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Schiélé (10 novembre 1982) [n° 89 (82-83)] – Discussion (18 novembre 1982) (p. 5586, 5596) – Adoption (18 novembre 1982) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 novembre 1982) [n°1232] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Raymond Forni (23 novembre 1982) [n°1239] – **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** ; rapport de M. Pierre Schiélé (23 novembre 1982) [n° 102 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 novembre 1982) [n° 1232] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Poperen (2 décembre 1982) [n°1270] – Discussion (9 décembre 1982) – Adoption (9 décembre 1982) [n°280].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (10 décembre 1982) [n° 138 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Schiélé (14 décembre 1982) [n° 144 (82-83)] – Discussion (15 décembre 1982) (p. 6925, 6927) – Adoption (15 décembre 1982) [n° 49].

TRANSMISSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 1306] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Poperen (16 décembre 1982) [n° 1310] – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption définitive (17 décembre 1982) [n° 289].

PROMULGATION : Loi n° 82-1170 du 31 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 1^{er} janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(18 novembre 1982) (p. 5586, 5596).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5586, 5591) : *MM. Pierre Schiélé, rapporteur de la commission des lois ; Jean Francou, Raymond Bourguine, Jean Chérioux, François Collet, Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Roger Romani.*

ELECTIONS MUNICIPALES : SCHIELE (Pierre) (p. 5586, 5587) ; FRANCOU (Jean) (p. 5587) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5588) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5588) ; COLLET (François) (p. 5589) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5589, 5590) ; ROMANI (Roger) (p. 5590).

INEGILIBILITES : BOURGINE (Raymond) (p. 5588) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5588) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5590) ; ROMANI (Roger) (p. 5590).

LYON (statut) : SCHIELE (Pierre) (p. 5586) ; FRANCOU (Jean) (p. 5588) ; COLET (François) (p. 5589) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5589).

MARSEILLE (statut) : SCHIELE (Pierre) (p. 5586) ; FRANCOU (Jean) (p. 5587, 5588) ; COLLET (François) (p. 5589) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5589).

MODE DE SCRUTIN : SCHIELE (Pierre) (p. 5586).

OFFICIERS MUNICIPAUX : BOURGINE (Raymond) (p. 5588) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5588) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5590) ; ROMANI (Roger) (p. 5590).

PARIS (statut) : SCHIELE (Pierre) (p. 5586) ; FRANCOU (Jean) (p. 5588) ; COLLET (François) (p. 5589).

SECTEURS ELECTORAUX : SCHIELE (Pierre) (p. 5586) ; FRANCOU (Jean) (p. 5587) ; COLLET (François) (p. 5589) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 5589).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5591, 5596) : *MM. Pierre Schiélé, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; Jean*

Francou, Roger Romani, Michel Caldaguès, Raymond Bourguine, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Chérioux, Etienne Dailly, François Collet.

Art. 1^{er} (*Nombre des secteurs et des conseillers municipaux*) – Adopté (p. 5591).

Art. 2 (*Modalités de renouvellement*) – Adopté (p. 5591).

Art. 3 (*Modification de chapitre IV du titre IV du livre premier du code électoral*) (p. 5591).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : harmonisation avec la suppression des conseils d'arrondissement (p. 5591).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5591).

Art. 4 (*Modification de l'art. L. 238 du code électoral*) – Adopté (p. 5591).

Art. 5 (*Modification des tableaux 2, 3 et 4 annexés au code électoral*) (p. 5591).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : élection des membres du conseil de Paris et légère augmentation du nombre de sièges dans les vingt secteurs (p. 5592) – Amendement n° 5 de M. Jean Francou : élection des conseillers municipaux de Marseille et adéquation entre secteurs et arrondissements (p. 5593 ; scrutin public n° 47 ; liste des votants p. 5616, 5617).

Devient sans objet : amendement n° 3 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : élection des conseillers municipaux de Marseille et adéquation entre secteurs et arrondissements (p. 5593).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5593).

Art. 5 bis (*Inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris et aux conseils d'arrondissement de Paris*) (p. 5594).

Adopté : amendement n° 4 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris et aux conseils d'arrondissement pour une durée d'un an après cessation de leurs fonctions (p. 5595).

– L'art. 5 bis est supprimé (p. 5595).

Art. 6 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 5596).

Adoption (18 novembre 1982) (p. 5596).

Discussion (nouvelle lecture)

(15 décembre 1982) (p. 6925, 6927).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 6925) *MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; Pierre Schiélé, rapporteur de la commission des lois.*

OFFICIERS MUNICIPAUX : SCHIELE (Pierre) (p. 6925).

SECTEURS ELECTORAUX : SCHIELE (Pierre) (p. 6925).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6925, 6927) *MM. Pierre Schiélé, rapporteur ; Gaston Defferre, ministre ; François Collet.*

Art. 2 Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 6925).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale relatif au renouvellement partiel des conseils municipaux dans les secteurs où est constaté la vacance, à Paris, Lyon et Marseille (p. 6925).

– L'art. 2 est rétabli, ainsi rédigé (p. 6925).

Art 3 (p. 6925).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article supprimant toutes les références aux conseils d'arrondissement (p. 6926).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6926).

Art. 5 (p. 6926).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nouvelle rédaction du tableau n° II annexé à cet article relatif à la répartition du nombre des sièges pour les 20 secteurs de Paris (p. 6927) – Amendement n° 4 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : nouvelle rédaction du tableau n° IV annexé à cet article relatif à la répartition du nombre de sièges pour les arrondissements constituant les secteurs de Marseille (p. 6927).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 6927).

Art. 5 bis (p. 6927).

Adopté : amendement n° 5 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : suppression de cet article relatif aux conditions d'éligibilité des officiers municipaux à Paris (p. 6927).

– L'art. 5 bis est supprimé (p. 6927).

Adoption (15 décembre 1982) (p. 6927).

8. – Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (2 novembre 1982) [n°1198 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roch Pidjot (25 novembre 1982) [n° 1244] – Urgence – Discussion (25 novembre 1982) – Adoption (25 novembre 1982) [n°270].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1982) [n° 112 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Pillet (7 décembre 1982) [n° 125(82-83)] – Discussion (15 décembre 1982) (p. 6911, 6920) – Adoption (15 décembre 1982) [n° 47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1982) [n° 1300] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roch Pidjot (16 décembre 1982) [n° 1308] – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption définitive (17 décembre 1982) [n° 290].

Décision du Conseil constitutionnel en date du 12 janvier 1983 (JO lois et décrets du 13 janvier 1983) déclarant la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 83-127 du 19 janvier 1983 (JO Lois et décrets du 20 janvier 1983).

Discussion (Première lecture)

(15 décembre 1982) (p. 6911, 6920).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 6911, 6917) *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois, Lionel Cherrier, Daniel Millaud, Germain Authié, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique.*

ASSEMBLEES TERRITORIALES : EMMANUELLI (Henri) (p. 6912) ; PILLET (Paul) (p. 6913, 6914) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6914, 6915) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6915, 6916) ; AUTHIE (Germain) (p. 6916) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 6917).

ELECTIONS MUNICIPALES : EMMANUELLI (Henri) (p. 6911, 6912, 6913) ; PILLET (Paul) (p. 6913) CHERRIER (Lionel) (p. 6914, 6915) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6915, 6916, 6917) ; AUTHIE (Germain) (p. 6916) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 6916, 6917).

MODES DE SCRUTIN : EMMANUELLI (Henri) (p. 6912) ; PILLET (Paul) (p. 6913, 6914) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6915) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6916) ; AUTHIE (Germain) (p. 6916) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 6916).

NOUVELLE CALEDONIE : EMMANUELLI (Henri) (p. 6911, 6912) ; PILLET (Paul) (p. 6913, 6914) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6914, 6915) ; MILLAUD (Daniel)

(p. 6916); AUTHIE (Germain) (p. 6916); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6916).

POLYNESIE FRANCAISE: EMMANUELLI (Henri) (p. 6911, 6912); PILLET (Paul) (p. 6913); MILLAUD (Daniel) (p. 6915, 6916); AUTHIE (Germain) (p. 6916); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6917).

RECENSEMENT: MILLAUD (Daniel) (p. 6916); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6917).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM): EMMANUELLI (Henri) (p. 6911, 6912); PILLET (Paul) (p. 6913, 6914); CHERRIER (Lionnel) (p. 6914, 6915); MILLAUD (Daniel) (p. 6915, 6916, 6917); AUTHIE (Germain) (p. 6916); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6916, 6917).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6917, 6920) *MM. Paul Pillet, rapporteur; Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat; Jacques Eberhard, François Collet, Daniel Millaud.*

Art. 1^{er} (*Extension de la loi du 19 novembre 1982 aux communes de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française*) (p. 6917).

Adopté: amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur: précisions concernant l'application aux territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances ainsi qu'à la Polynésie française de la loi n° 82-274 du 19 novembre 1982 modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (p. 6918).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 6918).

Art. 2 (*Mode de scrutin dans les communes de Nouvelle-Calédonie*) (p. 6918).

Adopté: amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur: I et II: nouvelle rédaction de cet article relatif à l'extension à toutes les communes du territoire de Nouvelle-Calédonie des dispositions électorales particulières prévues par la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977; III: nécessité d'un minimum de 5 % des suffrages exprimés pour que les listes soient admises à la répartition des sièges (p. 6919).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 6919).

Art. 3 (*Mode de scrutin dans les communes de Polynésie française*) – Adopté (p. 6920).

Art. 4 (*Communes associées en Polynésie française*) (p. 6920).

Adopté: amendement n° 3 de M. Daniel Millaud: institution par le conseil municipal d'un maire délégué et modalités de son élection (p. 6920).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6920).

Adoption (15 décembre 1982) (p. 6920).

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1, DG
CORSE, 1, DG; nouvelle lecture
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

ELECTIONS CANTONALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1, DG
PETITIONS

ELECTIONS LEGISLATIVES

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

ELECTIONS MUNICIPALES

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
COMMUNES, 3, DG
ELECTIONS, 7, DG
ELECTIONS, 8, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES

Voir SECURITE SOCIALE, 2
TRAVAIL, 2, DG

ELECTIONS SENATORIALES

Voir CORSE, 1, DG
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG; CMP

ELECTRICITE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 149

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF)

Voir COUR DES COMPTES
LOI DE FINANCES, 1, DG; Environnement; Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 149

ELECTRIFICATION RURALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

ELECTRONIQUE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG;
145, DG

ELEVAGE

Voir AGRICULTURE, 2, DG; art. 14, 15 et 16
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture; Départements et territoires d'outre-mer

ELF AQUITAINE (société nationale)

Voir COUR DES COMPTES
LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

ELIGIBILITE (âge d')

Voir ELECTIONS, 6, DG

ELOGES FUNEBRES

1. – Hommage à la mémoire de M. Auguste Cousin, sénateur de la Manche, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (3 février 1982) (p. 478, 479).

2. – Hommage à la mémoire de M. Marcel Mathy, sénateur de Saône-et-Loire, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 avril 1982) (p. 1376, 1377).

3. - Hommage à la mémoire de M. Philippe Machefer, sénateur des Yvelines, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (5 octobre 1982) (p. 4340, 4341).

4. - Hommage à la mémoire de M. Léon Jean Grégory, sénateur des Pyrénées orientales, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. André Labarrère ministre chargé des relations avec le Parlement (18 novembre 1982) (p. 5548, 5549).

5. - Hommage à la mémoire de M. René Touzet, sénateur de l'Indre, par M. Charles Bonifay, au nom de la commission des affaires sociales, auquel s'associe M. Alain Poher, président du Sénat et M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants (26 novembre 1982) (p. 5850).

6. - Hommage à la mémoire de M. René Touzet, sénateur de l'Indre, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes (7 décembre 1982) (p. 6420, 6421).

ELUS LOCAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ;
Départements et territoires d'outre-mer
MAIRES

ELUS LOCAUX (statut des)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
ELECTIONS, 6, DG

EMBRYONS HUMAINS (expérimentations)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 99, DG

EMIGRATION

Voir CORSE, 1, DG

EMPLOI

1. - Proposition de loi tendant à abroger pour tout demandeur d'emploi ayant accepté un nouveau travail salarié la différence de rémunération brute en rapport avec son emploi antécédant, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur et plusieurs de ses collègues (30 novembre 1982) [n° 114 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
CORSE, 1, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 68 ; Services du Premier ministre I services généraux ; Postes et télécommunications ; Départements et territoires d'outre-mer ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
NATIONALISATIONS, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 121 ; 126, DG ; 129 ; 130 ; 141 ; 145, DG
TRAVAIL, 3, DG

EMPLOI (emploi des femmes)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e lecture, DG

EMPLOI (emploi des jeunes)

Voir AGRICULTEURS (JEUNES)
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section commune III travail, emploi

EMPLOIS (créations d')

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
CORSE, 2, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
EMPLOIS PUBLICS
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Transports ; Postes et télécommunications ; Culture ; Intérieur et décentralisation ; Education nationale ; Commerce extérieur ; Commerce et artisanat ; Economie et finances III budget ; Economie et finances II services économiques et financiers ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer ; Justice ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi ; Consommation
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ; 89, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

EMPLOIS PUBLICS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Services du Premier ministre I services généraux

EMPLOIS RESERVES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

EMPLOIS TERTIAIRES

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
SECTEUR TERTIAIRE

EMPRUNTS

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CORSE, 2, DG
DETTE PUBLIQUE
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges communes ; Relations extérieures
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

ENERGIE

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1
CORSE, 2, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie

ENERGIE (économies)

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

ENERGIE NUCLEAIRE

Voir ESSAIS NUCLEAIRES
LOI DE FINANCES, 1, art. 60 ; Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 148

ENERGIES NOUVELLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

ENFANCE MALTRAITEE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

ENFANTS

1. - Proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'autorité parentale, présentée par Mme Marie-Claude Beaudou, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 - 21 septembre 1982) [n°496 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - Proposition de loi tendant à instituer une participation patronale à la construction et au fonctionnement des crèches, présentée par Mme Marie-Claude Beaudou, sénateur et plusieurs de ses collègues (5 octobre 1982) [n° 6 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi AVORTEMENT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 77, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 7 ; 9 ; 43

ENFANTS (enlèvements)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 9, DG

ENFANTS (garde des)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 7, DG ; 9, DG

ENFANTS NATURELS

Voir FILIATION, 1, DG

ENGRAIS ET AMENDEMENTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Environnement

ENSEIGNANTS

Voir AVORTEMENT, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Relations extérieures ; nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 124, DG ; 125
TRAITES ET CONVENTIONS, 29, DG

ENSEIGNANTS (Afrique du Nord)

Voir AFRIQUE DU NORD, 1, DG

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

ENSEIGNEMENT

1. - Proposition de loi relative à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement

public, présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 - 12 janvier 1982) [n° 174 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - Proposition de loi relative à la gratuité et à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire, présentée par Mme Danielle Bidard, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 215 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

ENSEIGNEMENT (personnel non enseignant)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

ENSEIGNEMENT MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ENSEIGNEMENT MUSICAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 125

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ENSEIGNEMENT PRIVE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 22, DG ; 122

ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Education nationale

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. – **Proposition de loi tendant au développement de l'éducation sexuelle**, présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 221 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 141, DG ;
150
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 43, DG

ENTREPRISES

1. – **Proposition de loi sur la prévention et le traitement des difficultés des entreprises pour assurer la défense de l'emploi**, présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (5 octobre 1982) [n° 5 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IV directive adoptée par le conseil des communautés européennes le 25 juillet 1978**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter ministre de la justice (13 avril 1982) [n° 765] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Bourguignon (17 juin 1982) [n° 956] – Discussion (7 octobre 1982) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 244].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)
(12 octobre 1982) [n° 27 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (2 décembre 1982) [n° 118 (82-83)] – Discussion (20 décembre 1982) (p. 7128, 7141) – Adoption (20 décembre 1982) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1982) [n° 1345] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (Première lecture)

(20 décembre 1982) (p. 7128, 7141).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7128, 7130) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : BADINTER (Robert) (p. 7129) ; DAILLY (Etienne) (p. 7129, 7130).

COMPATIBILITE : BADINTER (Robert) (p. 7129) ; DAILLY (Etienne) (p. 7129, 7130).

COMPTES CONSOLIDES : BADINTER (Robert) (p. 7129) ; DAILLY (Etienne) (p. 7130).

PLAN COMPTABLE GENERAL : BADINTER (Robert) (p. 7129).

SOCIETES CIVILES : DAILLY (Etienne) (p. 7129, 7130).

SOCIETES COMMERCIALES : BADINTER (Robert) (p. 7128, 7129) ; DAILLY (Etienne) (p. 7129, 7130).

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES : DAILLY (Etienne) (p. 7130).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7130, 7141) *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Daniel Millaud.*

Art. 1^{er} (*Intitulé du titre deuxième du livre premier du code de commerce*) – Adopté (p. 7130).

Art. 2 (*Articles 8 à 17 du code du commerce : les prescriptions comptables à l'ensemble des commerçants*) (p. 7131).

Adoptés : amendements n° 1 à 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur : sur la modification des articles 8 à 17 du code de commerce et la reprise des dispositions de la loi du 24 juillet 1966, relative aux obligations comptables applicables aux commerçants (p. 7131 à 7134) ; sous-amendements rédactionnels de M. Robert Badinter, ministre, n° 35 à l'amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 36 à l'amendement n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 37 à l'amendement n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 40 à l'amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7132, 7133).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 7134).

Art. 3 (*Articles 340 et 341 de la loi du 24 juillet 1966 : les comptes annuels et le rapport de gestion présentés par les dirigeants des sociétés commerciales*) (p. 7134).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : nouvelle rédaction des articles 340 et 341 de la loi du 1966 pour coordination avec les dispositions du code du commerce (p. 7134) ; sous-amendement de coordination n° 38 de M. Robert Badinter, ministre, précisant que l'article ne s'inscrit pas en dérogation mais en complément des dispositions de l'article 11 du code de commerce (p. 7134).

– L'art 3, ainsi modifié, est adopté (p. 7134).

Art. 4 (*Articles 342 à 342-5 : les principes généraux de la comptabilité*) (p. 7134).

Adopté : amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur : abrogation de l'article 342 de la loi du 24 juillet 1966 pour coordination avec les dispositions du code du commerce (p. 7135).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 7135).

Art. 5 (*Article 343 de la loi du 24 juillet 1966 : l'amortissement des frais de constitution d'une société*) – Adopté (p. 7135).

Art. 6 (*Articles 16, 56, 168 et 228 de la loi du 24 juillet 1966*) (p. 7135).

Adoptés : amendements rédactionnels et de coordination n° 13, 14, 15, 16, 17 et 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7135, 7136).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 7136).

Art. 7 (*Article 157, deuxième alinéa, et articles 446, 484-1 et 485 premier alinéa de la loi du 24 juillet 1966 : la suppression de la dualité compte d'exploitation générale, compte de pertes et profits*) – Adopté (p. 7136).

Art. 8 (*Articles 68, 69, 217-3, 241, 417, 428 et 459 de la loi du 24 juillet 1966 : la substitution de la notion de capitaux propres à celle d'actif net*) – Adopté (p. 7136).

Art. 9 (*Abrogation de l'article 344 de la loi du 24 juillet 1966 : les bénéfices nets*) – Adopté (p. 7136).

Après l'art. 9 (p. 7136).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : article de coordination relatif à l'article 345 de la loi du 24 juillet 1966 : prélèvement sur le bénéfice de l'exercice en vue de la constitution de la réserve légale (p. 7136).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7136).

Art. 10 (*Article 346 de la loi du 24 juillet 1966 : le bénéfice distribuable*) (p. 7136).

Adoptés : amendement de coordination n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7137) ; amendement n° 21 de M. Etienne Dailly, rapporteur : prélèvement des dividendes par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice (p. 7137) ; amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur : régime juridique de l'écart de réévaluation (p. 7137).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 7137).

Art. 11 (*Articles 313, 425, 426, 437, 439, 444, 445 et 487 de la loi du 24 juillet 1966 : le délit de bilan inexact et le délit de non présentation des comptes sociaux*) (p. 7137).

Adoptés : amendements de coordination n° 23, 24, 25, et 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7138).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 7138).

Art. 12 (*Article 11 de la loi n° 70-1300 du 31 décembre 1970 : les comptes annuels et le rapport de gestion*) (p. 7138).

Adoptés : amendements de coordination n° 27 et n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7138).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 7138).

Après l'art. 12 (p. 7138).

Adopté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination avec l'article 9 du code de commerce relatif aux bénéficiaires (p. 7138).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7138).

Art. 13 (*Article 18 de la loi du 31 décembre 1970 : les attributions des commissionnaires aux comptes dans les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne*) (p. 7139).

Adopté : amendement de coordination n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7139).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 7139).

Avant l'art. 14 (p. 7139).

Adopté : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification de l'article 107 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967, sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (p. 7140) ; sous-amendement n° 39 de M. Robert Badinter, ministre : absence de comptabilité conforme aux lois, règlements et usages du commerce en vigueur (p. 7139).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7140).

Art. 14 (*Article 46 de l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 : la présentation de documents comptables inexacts ou incomplets lors d'une procédure de suspension provisoire de poursuites*) (p. 7140).

Adopté : amendement rédactionnel n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7140).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 7140).

Art. 15 (*Obligation de conserver pendant six ans les pièces justificatives d'origine relatives à des opérations ouvrant le droit à une déduction en matière de taxes sur le chiffre d'affaires*) (p. 7140).

Adopté : amendement n° 33 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article dont le dispositif fait l'objet de l'article 54 ter de la loi de finances (p. 7140).

– L'art. 15 est supprimé (p. 7140).

Art. 16 (*Application de la loi aux comptes du deuxième exercice ouvert après sa promulgation*) (p. 7140).

Adopté : amendement de coordination n° 34 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 7140).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 7140).

Art. 17 (*Applicabilité de la loi dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 7141).

Adoption (20 décembre 1982) (p. 7141).

Voir aussi BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
COMMERCE ET ARTISANAT, 1
COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 16 ; art. 71 ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
NATIONALISATIONS, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ; 89, DG ; 92, DG ; 100
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 3, DG
TRAVAIL, 4

ENTREPRISES (aide aux)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ; nouvelle lecture
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce et artisanat
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

ENTREPRISES (charges des)

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ; Commerce et artisanat ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 131, DG ; 141, DG ; 145, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG ; 2^e lecture, DG
TRANSPORTS URBAINS, 2, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

ENTREPRISES (création d')

Voir CORSE, 1, DG
EPARGNE, 2, DG

ENTREPRISES (familiales)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

ENTREPRISES (fiscalité des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

ENTREPRISES (petites)

Voir PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)
TRAVAIL, 3, DG

ENTREPRISES DE COMMUNICATION (statut)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

ENTREPRISES DE MAIN D'OEUVRE

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

ENTREPRISES NATIONALES

Voir EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ;
Economie et finances I charges communes ; Comptes
spéciaux du Trésor ; Départements et territoires d'outre-
mer ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
PARLEMENT, 3, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG
REDEVANCE DES SOCIETES NATIONALISEES
TRAVAIL, 3, DG

ENTREPRISES PUBLIQUES

Voir COUR DES COMPTES
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e
lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Economie et finances I
charges communes ; Comptes spéciaux du Trésor
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 8
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
TRAVAIL, 3

ENVIRONNEMENT

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3
LOI DE FINANCES, 1, Environnement
TRAVAIL, 3, DG

EPARGNE

1. - **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire**, Présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie (2 avril 1982) [n° 740] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Dominique Taddei (2 avril 1982) [n° 755] - Discussion (6 et 7 avril 1982) - Adoption (7 avril 1982) [n° 119].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 avril 1982) [n° 252 (81-82)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (8 avril 1982) [n° 256 (81-82)] - Discussion (20 avril 1982) (p. 1144, 1158) - Adoption (20 avril 1982) [n° 57].

PROMULGATION : loi n° 82-357 du 27 avril 1982 (JO du 28 avril 1982).

Discussion (première lecture)

(20 avril 1982) (p. 1144, 1158).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1144, 1156) *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Delors, ministre de l'économie ; Léon Jozeau-Marigné, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; Henri Duffaut, René Chazelle, Jean-Pierre Fourcade, Paul Jargot.*

BANQUES : BLIN (Maurice) (p. 1145) ; DELORS (Jacques) (p. 1147, 1155, 1156) ; JARGOT (Paul) (p. 1154).

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC) : BLIN (Maurice) (p. 1145, 1146) ; DELORS (Jacques) (p. 1147, 1155, 1156) ; CHAZELLE (René) (p. 1152) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1153).

CAISSES D'EPARGNE : BLIN (Maurice) (p. 1145) ; DELORS (Jacques) (p. 1147, 1148, 1155, 1156) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1149) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1150) ; CHAZELLE (René) (p. 1151, 1152) ; JARGOT (Paul) (p. 1154).

CAISSE D'EPARGNE (Livret A) : BLIN (Maurice) (p. 1145) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1149) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1150) ; CHAZELLE (René) (p. 1151) ; JARGOT (Paul) (p. 1153, 1154) ; DELORS (Jacques) (p. 1156).

COMMISSION DAUTRESME (développement et protection de l'épargne) : BLIN (Maurice) (p. 1146) ; DELORS (Jacques) (p. 1146, 1156) ; CHAZELLE (René) (p. 1152) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1153).

CREDIT AGRICOLE : BLIN (Maurice) (p. 1145) ; DELORS (Jacques) (p. 1147, 1155).

CREDIT MUTUEL : BLIN (Maurice) (p. 1145) ; DELORS (Jacques) (p. 1147, 1155).

EPARGNE : BLIN (Maurice) (p. 1144, 1145, 1146) ; DELORS (Jacques) (p. 1146, 1147, 1148, 1155, 1156) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1149) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 1149, 1150) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1150, 1151) ; CHAZELLE (René) (p. 1151, 1152) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1152, 1153) ; JARGOT (Paul) (p. 1153, 1154).

FINANCES LOCALES (prêts Minjot) : BLIN (Maurice) (p. 1145) ; DELORS (Jacques) (p. 1148, 1155, 1156) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1149) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1150) ; CHAZELLE (René) (p. 1152) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1153) ; JARGOT (Paul) (p. 1154).

LIVRET D'EPARGNE POPULAIRE : BLIN (Maurice) (p. 1144, 1145, 1146) ; DELORS (Jacques) (p. 1146, 1147, 1148, 1155) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 1149, 1150) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1150, 1151) ; CHAZELLE (René) (p. 1151) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1152) ; JARGOT (Paul) (p. 1153, 1154).

OFFICES D'HABITATION A LOYER MODERE (HLM) : CHAZELLE (René) (p. 1152) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1153) ; JARGOT (Paul) (p. 1154).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1156, 1158) : *MM. Josy Moinet, Jacques Descours-Desacres, Jacques Delors, ministre.*

Art. 1^{er} (Création d'un livret d'épargne populaire) - Adopté (p. 1157).

Art. 2 (Mode de fonctionnement du régime d'épargne populaire) - Adopté (p. 1157).

Art. 3 (Bénéficiaires du régime d'épargne populaire) - Adopté (p. 1157).

Art. 4 (Nombre de livrets) - Adopté (p. 1157).

Art. 5 (Mécanisme de l'indexation) - Adopté (p. 1157).

Art. 6 (Exonération fiscale) - Adopté (p. 1158).

Art. 7 (Sanctions des infractions éventuelles commises par les établissements dépositaires) – Adopté (p. 1158).

Explication de vote : M. Jean-Pierre Fourcade (p. 1158).

Adoption (20 avril 1982) (p. 1158).

2. – Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie (21 septembre 1982) [n° 1080] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (23 septembre 1982) [n° 1090] – Urgence – Discussion (28 septembre 1982) – Adoption (28 septembre 1982) [n° 227].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 septembre 1982) [n° 523 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois (8 octobre 1982) – Rapport de M. René Monory (28 octobre 1982) [n° 72 (82-83)] – Avis de M. Etienne Dailly (2 novembre 1982) [n° 78 (82-83)] – Discussion (3 novembre 1982) (p. 5033, 5082) – Adoption (3 novembre 1982) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 novembre 1982) [n° 1199] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (26 novembre 1982) [n° 1258] – COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. René Monory (26 novembre 1982) [n° 111 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (3 novembre 1982) [n° 1199] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (30 novembre 1982) [n° 1266] – Discussion (7 décembre 1982) – Adoption (7 décembre 1982) [n° 274].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 décembre 1982) [n° 124 (82-83)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois (14 décembre 1982) – Rapport de M. René Monory (16 décembre 1982) [n° 151 (82-83)] – Avis de M. Etienne Dailly (17 décembre 1982) [n° 155 (82-83)] – Discussion (20 décembre 1982) (p. 7119, 7128) – Adoption (20 décembre 1982) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1982) [n° 1342] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général [n° 1343] – Discussion (20 décembre 1982) – Adoption définitive (20 décembre 1982) [n° 308].

PROMULGATION : Loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 (JO Lois et décrets du 4 janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(3 novembre 1982) (p. 5033, 5082).

I DISCUSSION GENERALE (p. 5033, 5048) : *MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; René Monory, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Henri Duffaut, Paul Jargot, Christian Poncelet, Marcel Daunay.*

ACTIONS A DIVIDENDE PRIORITAIRE SANS DROIT DE VOTE : DELORS (Jacques) (p. 5034) ; MONORY (René) (p. 5035) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5040).

ASSURANCES : MONORY (René) (p. 5036).

AVOIR FISCAL : MONORY (René) (p. 5036) ; PONCELET (Christian) (p. 5043).

BANQUES : JARGOT (Paul) (p. 5041, 5042, 5043) ; DELORS (Jacques) (p. 5045, 5047).

BOURSE DES VALEURS : DELORS (Jacques) (p. 5035).

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT : DELORS (Jacques) (p. 5034, 5046) ; MONORY (René) (p. 5037) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5040) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

COMMERCE EXTERIEUR : DELORS (Jacques) (p. 5046).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : DAILLY (Etienne) (p. 5038).

COMPTES D'EPARGNE EN ACTIONS : DELORS (Jacques) (p. 5035) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

CREDIT : JARGOT (Paul) (p. 5041).

CREDIT D'IMPOT : DELORS (Jacques) (p. 5034, 5046) ; MONORY (René) (p. 5036) ; PONCELET (Christian) (p. 5043) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

DIVIDENDES : DAILLY (Etienne) (p. 5039).

ENTREPRISES (aide aux) : DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

ENTREPRISES (charges des) : JARGOT (Paul) (p. 5042) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

ENTREPRISES (création d') : DELORS (Jacques) (p. 5034).

ENTREPRISES NATIONALES : MONORY (René) (p. 5037) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044) ; DELORS (Jacques) (p. 5046).

EPARGNE : DELORS (Jacques) (p. 5033, 5034, 5035, 5045, 5046, 5047) ; MONORY (René) (p. 5035, 5036, 5037, 5047) ; DAILLY (Etienne) (p. 5038, 5039) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5040, 5041) ; JARGOT (Paul) (p. 5041, 5042, 5043) ; PONCELET (Christian) (p. 5043, 5044) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044, 5045).

ETATS UNIS D'AMERIQUE (USA) : MONORY (René) (p. 5038).

EXPORTATIONS : MONORY (René) (p. 5047).

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A RISQUES : DELORS (Jacques) (p. 5034, 5047) ; MONORY (René) (p. 5037) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5041) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : MONORY (René) (p. 5037) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5045) ; DELORS (Jacques) (p. 5046).

IMPOT SUR LA FORTUNE : DAILLY (Etienne) (p. 5039), DAUNAY (Marcel) (p. 5045).

IMPOT SUR LE REVENU : DELORS (Jacques) (p. 5034, 5046) ; MONORY (René) (p. 5036) ; PONCELET (Christian) (p. 5043).

INDUSTRIE : DELORS (Jacques) (p. 5035, 5046) ; MONORY (René) (p. 5037).

INFLATION : MONORY (René) (p. 5038) ; JARGOT (Paul) (p. 5042) ; DELORS (Jacques) (p. 5045).

INSTITUTS REGIONAUX DE PARTICIPATION : DELORS (Jacques) (p. 5047).

INTERET (taux d') : JARGOT (Paul) (p. 5041, 5042, 5043).

INVESTISSEMENTS : DELORS (Jacques) (p. 5034) ; MONORY (René) (p. 5038) ; DAILLY (Etienne) (p. 5038) ; JARGOT (Paul) (p. 5041) ; PONCELET (Christian) (p. 5043) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044) **LOGEMENT :** DAUNAY (Marcel) (p. 5045).

POLITIQUE ECONOMIQUE : DELORS (Jacques) (p. 5035) ; MONORY (René) (p. 5037, 5038, 5047) ; JARGOT (Paul) (p. 5041, 5043) ; PONCELET (Christian) (p. 5044).

PRIX (blocage des) : MONORY (René) (p. 5037).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES : DAILLY (Etienne) (p. 5038, 5039) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5040).

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL : DELORS (Jacques) (p. 5047).

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE (SICAV) : DUFFAUT (Henri) (p. 5040) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

TITRES PARTICIPATIFS : DELORS (Jacques) (p. 5034, 5046) ; MONORY (René) (p. 5037) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5040) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044).

VALEURS MOBILIÈRES : DELORS (Jacques) (p. 5034, 5035, 5047) ; MONORY (René) (p. 5035, 5036, 5037, 5038, 5039) ; DAILLY (Etienne) (p. 5038, 5039) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5040) ; JARGOT (Paul) (p. 5042) ; PONCELET (Christian) (p. 5043) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5044, 5045).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5048, 5082) : MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; René Monory, rapporteur ; Jacques Delors, ministre ; Henri Duffaut, Josy Moinet, Paul Jargot.

TITRE I^{er}

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

CHAPITRE I^{er}

Simplification des règles relatives à la constitution des sociétés anonymes et aux augmentations de capital.

Intitulé (p. 5048).

Adopté : amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : « simplification des règles relatives aux augmentations de capital » (p. 5055 ; précédemment réservé p. 5048).

– L'intitulé du chapitre I^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5055).

Art. 1^{er} (*Constitution de sociétés anonymes – Suppression de l'obligation de déclaration notariée de souscriptions et de versements*) (p. 5048).

Adopté : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à la déclaration notariée des souscriptions et des versements (p. 5050 ; scrutin public n° 25 ; liste des votants p. 5091, 5092).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 5050).

Art. 2 (*Augmentation de capital – Suppression des obligations de déclaration notariée de versements et souscriptions et de dépôt de la liste des souscripteurs*) (p. 5050).

Adoptés : second et troisième paragraphes de l'amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : rétablissement de la constatation des libérations d'action par compensation de créances liquides par un certificat des commissaires aux comptes ; rétablissement du paragraphe III relatif à l'établissement des certificats constatant les souscriptions et les versements (p. 5051).

Rejeté : paragraphe premier de l'amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : applicabilité des dispositions du premier alinéa de l'art. 77, de la loi du 24 juillet 1966, y compris celles relatives à la liste des souscripteurs (p. 5051).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5051).

Art. 3 (*Augmentation de capital – Suppression de l'exigence du bulletin de souscription en cas d'intervention d'un intermédiaire financier*) (p. 5051).

Adopté : amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : remplacement des bulletins individuels de souscription par un bordereau récapitulatif (p. 5052 ; scrutin public n° 26 ; liste des votants p. 5092, 5093).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5052).

Art. 4 (*Augmentation de capital – Mise en oeuvre de certains effets juridiques de la « prise ferme » en cas de garantie de bonne fin de l'opération*) (p. 5052).

Adopté : amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : augmentation de capital réputé réalisé après constatation dans une convention écrite ; versement par les entreprises de crédit à la société d'un montant au moins égal au quart du montant nominal et de la prime d'émission dans un délai de 60 jours (p. 5053).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5053).

Après l'art. 4 (p. 5053).

Adopté : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité de renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel pour les actionnaires (p. 5053).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5053).

Art. 5 (*Augmentation de capital – Aménagement de droit de souscription préférentiel des actionnaires*) (p. 5053).

Adoptés : amendement n° 21 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour l'assemblée générale extraordinaire de décider de la suppression du droit préférentiel à titre réductible selon les règles prévues à l'art. 186 (p. 5054) – Amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : répartition par le conseil d'administration ; solde des souscriptions n'ayant pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital ; dans les sociétés faisant appel publiquement à l'épargne, ouverture de la souscription au public si le nombre des actions non souscrites est égal ou supérieur à 3 % de l'augmentation de capital (p. 5054) ; sous-amendement n° 1 de M. René Monory, rapporteur : dans les sociétés faisant appel à l'épargne, ouverture de la souscription au public si le nombre des actions non souscrites est égal ou supérieur à 1 % de l'augmentation de capital (p. 5054).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5054).

Après l'art. 5 (p. 5054).

Adopté : amendement de coordination n° 23 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5055) – Amendement n° 24 (chapitre additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouveau chapitre ainsi intitulé : « Obligations avec bons de souscription d'action » (p. 5056) – Amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly rapporteur pour avis : émission d'obligations avec bons de souscription d'actions (p. 5058) – Amendements de coordination (art. additionnels) n° 26, 27, 28 et 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5058 et 5059).

– Un chapitre additionnel et six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5055, 5056, 5058 et 5059).

CHAPITRE I^{er} bis

Emissions d'actions à titre de dividendes.

Intitulé (p. 5059).

Adopté : amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvel intitulé du chapitre I^{er} bis : « Paiement du dividende en actions » (p. 5059).

– L'intitulé du chapitre I^{er} bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5059).

Art. 5 bis (*Conditions d'émission d'actions à titre de dividendes – Part attribuée aux associés sous forme d'actions nouvelles*) (p. 5059).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution une option entre le paiement du dividende en numéraires ou en actions (p. 5060) – Amendement n° 32 de M. Etienne Dailly,

rapporteur pour avis : détermination du prix d'émission des actions par l'assemblée générale et déduction de la valeur du dividende de la valeur d'émission des actions (p. 5061) – Amendement n° 33 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : exercice de l'option entre le paiement en numéraires ou en actions dans un délai fixé par l'assemblée générale, sans que ce délai puisse être supérieur à trois mois, à compter de la date de l'assemblée générale ; constatation du nombre des actions émises devant intervenir dans les deux mois sur l'expiration du délai fixé par l'assemblée générale (p. 5061) ; sous-amendement n° 2 de M. René Monory, rapporteur : constatation du nombre des actions émises, devant intervenir au plus tard dans les deux mois suivant l'expiration du délai fixé par l'assemblée générale (p. 5061) – Amendement n° 34 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression du paragraphe 2 de cet article relatif au premier alinéa de l'article 347 de la loi du 24 juillet 1966 (p. 5061) – Amendement de coordination n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5062) – Amendement n° 14 de M. Josy Moinet : bénéfice des dispositions relatives aux émissions à titre de dividende, applicable aux sociétés coopératives (p. 5062).

– L'art. 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5062).

CHAPITRE II

Actions à dividende prioritaire sans droit de vote

Art. 6 (*Extension de la possibilité de création des actions à dividende prioritaire au regard de la condition relative aux bénéficiaires*) (p. 5062).

Retiré : amendement n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote (p. 5063).

– L'art. 6 est adopté (p. 5063).

Art. 7 (*Possibilité de créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote lorsqu'il existe des obligations convertibles en action*) – Adopté (p. 5063).

Art. 8 (*Possibilité de créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote lorsqu'il existe des obligations échangeables contre des actions*) – Adopté (p. 5063).

Art. 9 (*Modalités de création et de conversion des actions à dividende prioritaire sans droit de vote*) (p. 5063).

Adoptés : amendement de coordination n° 38 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5063) – Amendement rédactionnel n° 39 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5064).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5064).

Art. 10 (*Modification du mode de calcul du montant minimum du dividende prioritaire*) – Adopté (p. 5064).

Art. 11 (*Réduction de la durée pendant laquelle le droit de vote est attribué faute temporairement de versement du dividende prioritaire*) (p. 5064).

Adopté : amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article relatif à la réduction à 2 au lieu de 3 ans du nombre d'exercices pendant lesquels le versement devra avoir lieu (p. 5064).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5064).

CHAPITRE III

Certificats d'investissement

Art. 12 (*Certificats d'investissement : création et régime juridique*) (p. 5064).

Rejeté : amendement n° 3 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif aux certificats d'investissement (p. 5066).

– L'art. 12 est supprimé (p. 5066 ; scrutin public n° 27 ; liste des votants p. 5093).

CHAPITRE IV

Titres participatifs

Art. 13 (*Titres participatifs : création et régime juridique*) (p. 5066).

Adopté : amendement n° 4 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif aux titres participatifs (p. 5067).

– L'art. 13 est supprimé (p. 5067).

Après l'art. 13 (p. 5067).

Retiré : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Josy Moinet : article additionnel visant à permettre aux associations à objet économique remplissant certaines conditions d'émettre des titres participatifs (p. 5067).

Art. 14 (*Titre participatif : régime fiscal*) (p. 5067).

Adopté : amendement n° 5 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif au régime fiscal des titres participatifs et des obligations à taux fixe (p. 5068).

– L'art. 14 est supprimé (p. 5068).

CHAPITRE V

Fonds communs de placement à risques

Art. 15 (*Fonds communs de placement à risques*) (p. 5068).

Adoptés : amendement n° 65 de M. Jacques Delors, ministre : réduction de 50 à 40 % du montant des actions ou de parts de sociétés non admises à la cote officielle ou à la cote de second marché (p. 5069) – Amendement n° 66 de M. Jacques Delors, ministre : abaissement du délai pour la demande de rachat de 5 à 3 ans (p. 5069).

Retiré : amendement n° 6 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif aux dispositions particulières aux fonds communs de placements à risques (p. 5068).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 5069).

TITRE II

LA PROTECTION DES EPARGNANTS

CHAPITRE I^{er}

Droits des actionnaires

Avant l'art. 16 (p. 5069).

Adopté : amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : article additionnel relatif au vote par procuration des actionnaires (p. 5070).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5070).

Art. 16 (*Vote par correspondance aux assemblées générales d'actionnaires*) (p. 5070).

Rejeté : amendement n° 7 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif au vote par correspondance (p. 5071).

– L'art. 16 est adopté (p. 5071).

Après l'art. 16 (p. 5071).

Adopté : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour un ou plusieurs actionnaires représentant 5 % du capital de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution ne comportant pas la présentation de candidats au conseil d'administration ou au conseil de surveillance (p. 5071).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5071).

Art. 17 (*Sociétés cotées – Obligation de présenter un bilan et un compte de résultats consolidés*) – Adopté (p. 5071).

Après l'art. 17 (p. 5072).

Adoptés : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : mission des commissaires aux comptes à l'égard des comptes consolidés (p. 5072) – Amendement n° 44 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : investigations des commissaires aux comptes auprès de l'ensemble des sociétés ou groupements entrant dans le champ de la consolidation des comptes (p. 5072).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5072).

Art. 18 (*Sociétés cotées – Obligation de présenter un bilan et un compte de résultats consolidés – sanctions*) – Adopté (p. 5072).

Après l'art. 18 (p. 5072).

Adoptés : amendement n° 53 (chapitre additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : chapitre additionnel ainsi intitulé : « inscription en compte des valeurs mobilières » (p. 5075) – Amendements n° 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 63 (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conséquences juridiques de l'application du principe de l'inscription en compte des valeurs mobilières (p. 5075) – Amendement n° 60 et 61 (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conséquences juridiques de l'application du principe de l'inscription en compte des valeurs mobilières, relatives au nantissement et à la faillite des intermédiaires teneurs de comptes (p. 5075) – Amendement de coordination n° 62 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5075).

– Un chapitre additionnel et dix articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5075).

CHAPITRE II**Surveillance des marchés**

Art. 19 (*Coopération de la commission des opérations de bourse (COB) avec ses homologues étrangers*) – Adopté (p. 5075).

Art. 20 (*Extension des dispositions des articles 6 et 7 de l'ordonnance du 28 septembre 1967*) (p. 5075).

Adopté : amendement n° 8 de M. René Monory, rapporteur : extension des dispositions des articles 6 et 7 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 à tout émetteur, à l'exception de l'Etat et des collectivités territoriales (p. 5076).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5076).

Art. 21 (*Délit d'initié*) – Adopté (p. 5076).

CHAPITRE III**Surveillance des placements**

Art. 22 (*Surveillance des placements constitués de droit portant sur les biens mobiliers ou immobiliers*) (p. 5076).

Adopté : amendement n° 45 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : notion d'appel public à l'épargne, selon la loi du 24 juillet 1966 et définition des activités de démarchage, selon la loi du 3 janvier 1972, pour l'application des dispositions des articles 23 à 26 (p. 5077).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 5077).

Art. 23 (*Documentation préalable à tout appel public à l'épargne et à tout démarchage*) – Adopté (p. 5077).

Après l'art. 23 (p. 5077).

Adopté : amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : extension du champ d'action de la commission des opérations de bourse et modification de sa dénomination (p. 5077).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5077).

Art. 24 (*Rapport d'activité*) – Adopté (p. 5077).

Art. 25 (*Commissariat aux comptes*) (p. 5077).

Adopté : amendement n° 47 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : relèvement du commissaire aux comptes de ses fonctions ; absence de responsabilités lors de la révélation au procureur de la République de faits délictueux ; rémunération, conformément au tarif fixé par le ministre chargé de l'économie après avis du conseil national des commissaires aux comptes (p. 5078).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 5078).

Art. 26 (*Sanctions*) – Adopté (p. 5078).

Art. 27 (*Règles relatives aux opérations de publicité et de démarchage des fonds communs de placement ainsi qu'à la surveillance des informations diffusées sur ces fonds*) (p. 5078).

Retiré : amendement n° 48 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : interdiction des activités de démarchage définies par la loi n° 72-6 du 3 janvier 1972 en vue de la souscription de parts de fonds communs de placement (p. 5078).

– L'art. 27 est adopté (p. 5078).

Avant l'art. 28 (p. 5079).

Adoptés : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : achèvement des opérations sur titre (p. 5079) – Amendement de coordination n° 50 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5079).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5079).

Dispositions diverses**Art. 128** (*Définition des valeurs mobilières*) (p. 5079).

Adopté : amendement n° 9 de M. René Monory, rapporteur : suppression de cet article relatif aux valeurs mobilières émises par les sociétés par actions, revêtant la forme de titres au porteur ou de titres nominatifs (p. 5079).

– L'art. 28 est supprimé (p. 5079).

Après l'art. 28 (p. 5079).

Adopté : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : fonds communs de placement constitués en application de la loi du 30 décembre 1981 sur la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes (p. 5080).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5080).

Art. 29 (*Codification*) – Adopté (p. 5080).

Art. 30 (*Remplacement des termes « compartiment spécial du hors-cote » par les termes « second marché »*) (p. 5080).

Adopté : amendement de coordination n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 5081).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 5081).

Art. 31 (*Décrets d'application*) – Adopté (p. 5081).**Après l'art. 31** (p. 5081).

Adopté : amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : application des dispositions du projet de loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 5081).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5081).

Explications de vote : MM. Henri Duffaut (p. 5081), Paul Jargot (p. 5081, 5082).

Adoption (3 novembre 1982) (p. 5082).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1982) (p. 7119, 7128).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7119, 7121) *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; Yves Durand, en remplacement de M. René Monory, rapporteur ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis.*

BANQUES : DAILLY (Etienne) (p. 7121).

EPARGNE : DAILLY (Etienne) (p. 7120).

INVESTISSEMENTS : DAILLY (Etienne) (p. 7120).

SOCIETES COMMERCIALES : DURAND (Yves) (p. 7119).

VALEURS MOBILIERES : LABARRERE (André) (p. 7119) ; **DAILLY** (Etienne) (p. 7120, 7121).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7121, 7128) *MM. Yves Durand, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis.*

Intitulé du chapitre 1^{er} du titre I^{er} (p. 7121).

Adoptés : amendements identiques n° 7 de M. René Monory, rapporteur et n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvel intitulé du chapitre I^{er} « Simplification des règles relatives aux augmentations de capital » (p. 7123 ; précédemment réservés (p. 7121).

– L'intitulé est ainsi rédigé (p. 7123).

Art. 1^{er} (p. 7121).

Adoptés : amendements identiques n° 8 de M. René Monory, rapporteur et n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article tendant à supprimer l'obligation de déclaration notariale des souscriptions et versements, pour la remplacer par l'établissement d'un simple certificat du dépositaire au moment du dépôt des fonds (p. 7122).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 7122).

Art. 2 (p. 7123).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : retrait des fonds provenant des souscriptions en numéraires pouvant être effectué par un mandataire de la société après l'établissement du certificat du dépositaire ou du notaire (p. 7123) ; amendement de coordination n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 7123).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 7123).

Art. 3 – Adopté (p. 7123).

Art. 4 – Adopté (p. 7123).

Art. 5 (p. 7123).

Retiré : amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : modification du texte des articles 184 et 185 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 relatifs à la répartition des actions à la suite de l'exercice par les actionnaires de leur droit préférentiel de souscription (p. 7124).

– L'art. 5 est adopté (p. 7124).

Art. 5 bis A et 5 bis E – Adoptés (p. 7125).

Art. 5 bis – Adopté (p. 7125).

Art. 11 et 12 – Adoptés (p. 7126).

Art. 13 (p. 7126).

Adopté : amendement n° 9 de M. René Monory, rapporteur soutenu par M. Yves Durand : suppression de cet article relatif aux titres participatifs (p. 7127).

– L'art. 13 est supprimé (p. 7127).

Art. 14 (p. 7127).

Adopté : amendement n° 10 de M. René Monory, rapporteur, soutenu par M. Yves Durand : suppression de l'article pour coordination (p. 7127).

– L'art. 14 est supprimé (p. 7127).

Art. 15 – Adopté (p. 7127).

Art. 18 sexies (p. 7127).

Adopté : amendement n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale, relatif au secret professionnel des intermédiaires financiers tenant des comptes de valeurs mobilières (p. 7128).

– L'art. 18 sexies, ainsi rédigé, est rétabli (p. 7128).

Art. 18 undecies – Adopté (p. 7128).

Art. 20 (p. 7128).

Adopté : amendement n° 11 de M. René Monory, rapporteur, soutenu par M. Yves Durand : application des dispositions des articles 6 et 7 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 à tout émetteur, à l'exception de l'Etat et des collectivités territoriales, qui fait appel public à l'épargne pour le placement des valeurs mobilières (p. 7128).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 7128).

Art. 22 et 25 – Adoptés (p. 7128).

Art. 28 (p. 7128).

Adopté : amendement n° 12 de M. René Monory, rapporteur, soutenu par M. Yves Durand : suppression de cet article relatif aux valeurs mobilières émises par les sociétés par actions, revêtant la forme de titres au porteur ou de titres nominatifs (p. 7128).

– L'art. 28 est supprimé (p. 7128).

Adoption (20 décembre 1982) (p. 7128).

Voir aussi **BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG**
BAUX, 1, DG
BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
ENTREPRISES, 2
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 3 ; art. 51 ; art. 59 ; Agriculture ; Comptes spéciaux du Trésor ; nouvelle lecture, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

EPARGNE (livrets)

Voir **LIVRET D'EPARGNE POPULAIRE**
LOI DE FINANCES, 1, nouvelle lecture, DG

EPARGNE LOGEMENT

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer**

EPAVES

Voir **MER ET LITTORAL, 1, DG ; 2^e lecture, DG**

EQUIPEMENT HOSPITALIER

Voir **ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG**

EQUIPEMENT RURAL

Voir **COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG**

EQUIPEMENTS

Voir **BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG**
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG
CORSE, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer ; Agriculture ; Temps libre ; Intérieur et décentralisation ; Education nationale ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

ERGONOMIE

Voir **SECURITE SOCIALE, 3, DG**

ESCLAVAGE

1. - **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (14 mai 1982) [n° 333 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis Virapoullé (3 juin 1982) [n° 372 (81-82)] - Discussion (3 juin 1982) (p. 2510, 2520) - Adoption (3 juin 1982) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1982) [n° 921] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René Rouquet (16 décembre 1982) [n° 1307] - Discussion (17 décembre 1982) - Adoption (17 décembre 1982) [n° 291].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1982) [n° 165 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2510, 2520).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2510, 2516) ; *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Etienne Dailly, vice président du Sénat, président de séance, Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; Serge Boucheny, Gilbert Belin, Raymond Tarcy.*

CESAIRE (Aimé) : **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2514) ; **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2516, 2517).

DECENTRALISATION : **BOUCHENY** (Serge) (p. 2515) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515) ; **TARCY** (Raymond) (p. 2515, 2516).

DEPARTEMENTALISATION : **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2514) ; **TARCY** (Raymond) (p. 2515).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2510, 2512, 2513) ; **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2514) ; **BOUCHENY** (Serge) (p. 2515) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515) ; **TARCY** (Raymond) (p. 2515).

ESCLAVAGE : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2510, 2511, 2512, 2513) ; **DAILLY** (Etienne) (p. 2512) ; **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2513, 2514) ; **BOUCHENY** (Serge) (p. 2514, 2515) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515) ; **TARCY** (Raymond) (p. 2515).

FETES LEGALES : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2510, 2512, 2513) ; **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2514) ; **BOUCHENY** (Serge) (p. 2514, 2515) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515) ; **TARCY** (Raymond) (p. 2515).

GREGOIRE (abbé) : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2511) ; **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2514) ; **TARCY** (Raymond) (p. 2515).

JAURES (Jean) : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2510) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515).

MIGRANTS : **BOUCHENY** (Serge) (p. 2514).

MOULIN (Jean) : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2510) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515) ; **SCHÆLCHER** (Victor) : **EMMANUELLI** (Henri) (p. 2510, 2512, 2513) ; **DAILLY** (Etienne) (p. 2512) ; **VIRAPOULLE** (Louis) (p. 2514) ; **BOUCHENY** (Serge) (p. 2515) ; **BELIN** (Gilbert) (p. 2515).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 2516, 2520)
MM. Louis Virapoullé, rapporteur ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ; Pierre Carous, André Méric, Marcel Rudloff.

Art. unique (*La commémoration de l'abolition de l'esclavage fera l'objet d'une journée fériée dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyanne, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte - La date de cette commémoration, qui sera fixée par décret, pourra ne pas être la même pour toutes les collectivités territoriales -*) (p. 2516).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : commémoration commune de l'abolition de l'esclavage et de l'érection des colonies en départements français d'outre-mer à une date unique sur l'ensemble du territoire national (p. 2520 ; scrutin public n° 112 ; liste des votants p. 2540, 2541).

- L'art. unique, ainsi modifié, est adopté (p. 2520).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2521).

ESPACE AUDIOVISUEL EUROPEEN

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures**

ESPACE SOCIAL EUROPEEN

Voir **CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ESPACES VERTS

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Environnement ; Urbanisme et logement**

ESPAGNE

Voir **AGRICULTURE, 2, DG**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 84, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG ; 25

ESPIONNAGE

Voir **QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 96**

ESSAIS NUCLEAIRES

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG**

ESSENCES (service des)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)**

ETABLISSEMENT PUBLIC DE DIFFUSION

Voir **AUDIOVISUEL, 1**

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

1. - **Projet de loi modifiant l'art. L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités du secteur privé dans les**

établissements d'hospitalisation publics, Présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jack Ralite, ministre de la santé (7 mai 1982) [n° 853] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (18 juin 1982) [n° 961] – Discussion (25 juin 1982) – Adoption (25 juin 1982) [n° 188].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1982) [n° 430 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Boyer (23 septembre 1982) [n° 509 (81-82)] – Discussion (29 septembre 1982) (p. 4215, 4237) – Rejet (29 septembre 1982) [n° 151].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 septembre 1982) (n° 1099) – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (30 septembre 1982) [n° 1100] – Discussion (30 septembre 1982) – Adoption (30 septembre 1982) [n° 229].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1^{er} octobre 1982) [n° 533 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Boyer (1^{er} octobre 1982) [n° 535 (81-82)] – Discussion (1^{er} octobre 1982) (p. 4292, 4295) – Rejet (1^{er} octobre 1982) [n° 154].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (1^{er} octobre 1982) [n° 1120] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Raymond Derosier (7 octobre 1982) [n° 1130].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Louis Boyer (7 octobre 1982) [n° 9 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (1^{er} octobre 1982) [n° 1120] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (7 octobre 1982) [n° 1132] – Discussion (7 octobre 1982) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 239].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 20 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Boyer (7 octobre 1982) [n° 21 (82-83)] – Discussion (7 octobre 1982) (p. 4389) – Rejet (7 octobre 1982) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (8 octobre 1982) [n° 1142] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (13 octobre 1982) [n° 1147] – Discussion (13 octobre 1982) – Adoption (13 octobre 1982) [n° 246].

PROMULGATION: Loi n° 82-916 du 28 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 29 octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(29 septembre 1982) (p. 4215, 4237).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4215, 4234): *MM. Jack Ralite, ministre de la santé; Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales; Stéphane Bonduel, Mme Monique Midy, MM. Edouard Bonnefous, André Bohl, Michel Miroudot, Jean Chérioux, Henri Belcour, Mme Cécile Goldet.*

ASSURANCE MALADIE: RALITE (Jack) (p. 4216); BOYER (Louis) (p. 4220); GOLDET (Cécile) (p. 4229).

ASSURANCE VIEILLESSE: RALITE (Jack) (p. 4217); BOYER (Louis) (p. 4220); BONDUEL (Stéphane) (p. 4221); CHERIOUX (Jean) (p. 4228); GOLDET (Cécile) (p. 4229).

AVANTAGE SOCIAL VIEILLESSE (ASV): RALITE (Jack) (p. 4217); BOYER (Louis) (p. 4220).

CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES MEDECINS FRANCAIS (CARMF): RALITE (Jack) (p. 4217, 4233); BOYER (Louis) (p. 4220); BONDUEL (Stéphane)

(p. 4222); CHERIOUX (Jean) (p. 4228); GOLDET (Cécile) (p. 4229).

CANCER (lutte contre le): RALITE (Jack) (p. 4218).

CENTRES DE SANTE INTEGRES: BOHL (André) (p. 4226).

CENTRES HOSPITALIERS ET UNIVERSITAIRES (CHU): RALITE (Jack) (p. 4216, 4217, 4232).

CENTRES HOSPITALIERS REGIONAUX (CHR): RALITE (Jack) (p. 4217).

CHARTE DE LA SANTE: BONDUEL (Stéphane) (p. 4222).

COMITES MEDICAUX: BONDUEL (Stéphane) (p. 4221).

CONGES DE MALADIE: RALITE (Jack) (p. 4216).

DECENTRALISATION: BONDUEL (Stéphane) (p. 4221); RALITE (Jack) (p. 4234).

EQUIPEMENT HOSPITALIER: RALITE (Jack) (p. 4218, 4231); MIDY (Monique) (p. 4222); GOLDET (Cécile) (p. 4230).

EXPOSITIONS: RALITE (Jack) (p. 4231).

FONCTION PUBLIQUE: BONDUEL (Stéphane) (p. 4221); CHERIOUX (Jean) (p. 4227).

FORMATION CONTINUE: RALITE (Jack) (p. 4218, 4234).

FRANCE (paquebot): RALITE (Jack) (p. 4231).

FRANCOPHONIE: BONNEFOUS (Edouard) (p. 4225, 4231, 4232); RALITE (Jack) (p. 4231).

HOPITAUX: RALITE (Jack) (p. 4216, 4218, 4232); BOYER (Louis) (p. 4219); MIDY (Monique) (p. 4222, 4223); MIROUDOT (Michel) (p. 4226); CHERIOUX (Jean) (p. 4227, 4228); BELCOUR (Henri) (p. 4228); GOLDET (Cécile) (p. 4229, 4230).

HOPITAUX PUBLICS (secteur privé): RALITE (Jack) (p. 4216, 4217, 4231, 4232, 4233); BOYER (Louis) (p. 4218, 4219, 4220); BONDUEL (Stéphane) (p. 4221, 4222); MIDY (Monique) (p. 4222, 4223); BONNEFOUS (Edouard) (p. 4224, 4225); BOHL (André) (p. 4226); MIROUDOT (Michel) (p. 4226, 4227); CHERIOUX (Jean) (p. 4228); BELCOUR (Henri) (p. 4229); GOLDET (Cécile) (p. 4229, 4230).

INSTITUTION DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLICS (IRCANTEC): RALITE (Jack) (p. 4217, 4233); GOLDET (Cécile) (p. 4229).

MEDECINE: RALITE (Jack) (p. 4218, 4232); BOYER (Louis) (p. 4220); BONDUEL (Stéphane) (p. 4221, 4222); BOHL (André) (p. 4226); MIROUDOT (Michel) (p. 4226, 4227); CHERIOUX (Jean) (p. 4227); GOLDET (Cécile) (p. 4230).

MEDECINE (enseignement): RALITE (Jack) (p. 4218, 4234); BONNEFOUS (Edouard) (p. 4225); GOLDET (Cécile) (p. 4230).

MEDECINE PREVENTIVE: RALITE (Jack) (p. 4218); MIDY (Monique) (p. 4222).

MEDECINE (privée): BOYER (Louis) (p. 4219, 4220); BONDUEL (Stéphane) (p. 4221); MIDY (Monique) (p. 4223); BONNEFOUS (Edouard) (p. 4224, 4234); BOHL (André) (p. 4226); CHERIOUX (Jean) (p. 4228); GOLDET (Cécile) (p. 4229); RALITE (Jack) (p. 4232, 4234); MEDECINS: MIDY (Monique) (p. 4222); BONNEFOUS (Edouard) (p. 4225); BOHL (André) (p. 4225); BELCOUR (Henri) (p. 4229); RALITE (Jack) (p. 4231).

MEDECINS (généralistes): RALITE (Jack) (p. 4218, 4234).

MEDECINS HOSPITALIERS : RALITE (Jack) (p. 4216, 4217, 4218, 4232, 4233) ; BOYER (Louis) (p. 4219, 4220) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 4221) ; MIDY (Monique) (p. 4223) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 4224) ; MIRÓUDOT (Michel) (p. 4226) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4228) ; BELCOUR (Henri) (p. 4228) ; GOLDET (Cécile) (p. 4229, 4230).

MEDECINS (spécialistes) : RALITE (Jack) (p. 4218).

MEDICAMENT (industrie du) : RALITE (Jack) (p. 4231).

MUTUALITE : CHERIOUX (Jean) (p. 4228).

PENSIONS DE RETRAITE : RALITE (Jack) (p. 4217).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES : RALITE (Jack) (p. 4218, 4234) ; MIDY (Monique) (p. 4222, 4223) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4227) ; GOLDET (Cécile) (p. 4230).

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE : RALITE (Jack) (p. 4218).

SANTE SCOLAIRE : RALITE (Jack) (p. 4218).

SERVICES D'AIDE MEDICALE URGENTE (SAMU) : RALITE (Jack) (p. 4234).

UNION NATIONALE POUR LA FORMATION MEDICALE CONTINUE (UNAFORMEC) : RALITE (Jack) (p. 4234).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4235, 4237) *MM. Louis Boyer, rapporteur ; Franck Sérusclat, Jack Ralite, ministre ; Mme Monique Midy.*

Art. 1^{er} (*Abrogation du 2^e alinéa de l'art. L. 680 du code de la santé publique ; secteur privé dans les hôpitaux publics*) (p. 4235).

Adopté : amendement n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article modifiant l'art. L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (p. 4235 ; scrutin public n° 163 ; liste des votants p. 4264, 4265).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 4236).

Art. 2 (*Dispositions transitoires*) (p. 4236).

Adopté : amendement n° 6 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif aux mesures transitoires (p. 4237 ; scrutin public n° 164 ; liste des votants p. 4265, 4266).

Devient sans objet : amendement n° 11 de M. Franck Sérusclat : report de la date limite de choix des médecins jusqu'au 31 décembre 1983, date à laquelle serait connu le nouveau statut de la fonction hospitalière (p. 4237).

– L'art. 2 est supprimé (p. 4237).

Rejet (29 septembre 1982) (p. 4237).

Discussion (deuxième lecture)

(1^{er} octobre 1982) (p. 4292, 4295).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4292, 4293) *MM. Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jack Ralite, ministre de la santé ; Stéphane Bonduel.*

MEDECINE PRIVEE : BONDUEL (Stéphane) (p. 4293).

MEDECINS HOSPITALIERS : BOYER (Louis) (p. 4292) ; RALITE (Jack) (p. 4293) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 4293).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4293, 4295) *MM. Louis Boyer, rapporteur ; Jack Ralite, ministre ; Jean Chérioux, Paul Girod, Pierre Carous.*

Art. 1^{er} (p. 4293).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article modifiant l'art. L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (p. 4294 ; scrutin public n° 168 ; liste des votants p. 4321).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 4294).

Art. 2 (p. 4294).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif aux mesures transitoires (p. 4295 ; scrutin public n° 169 ; liste des votants p. 4321, 4322).

– L'art. 2 est supprimé (p. 4295).

Rejet (1^{er} octobre 1982) (p. 4295).

Discussion (nouvelle lecture)

(7 octobre 1982) (p. 4389).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4389) *MM. Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jack Ralite, ministre de la santé.*

HOPITAUX PUBLICS (secteur privé) : BOYER (Louis) (p. 4389).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4389) *MM. Louis Boyer, rapporteur ; Jack Ralite, ministre.*

Art. 1^{er} (p. 4389).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (p. 4389).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 4389).

Art. 2 (p. 4389).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif aux mesures transitoires (p. 4389).

– L'art. 2 est supprimé (p. 4389).

Rejet (7 octobre 1982) (p. 4389).

Voir aussi HOPITAUX
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES,
2
SECURITE SOCIALE, 3

ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Voir COMMUNES, 3

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE RECHERCHE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

ETAT-CIVIL

1. – **Proposition de loi sur l'égalité de l'homme et de la femme en matière de droit au nom**, présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 juin 1982) [n° 389 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

ETAT DES LIEUX

Voir BAUX, 1

ETATS UNIS D'AMERIQUE (USA)

Voir EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Relations extérieures
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 114

ETRANGERS

Voir EXPULSIONS (AFRIQUE DU NORD)
EXPULSIONS (ETRANGERS)
LOI DE FINANCES, 1, art. 2 ter ; Relations extérieures
TRAVAILLEURS IMMIGRES

ETUDIANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
SERVICE NATIONAL, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 13, DG

EUROCONTROL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 38

EUROPE

Voir COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA)
COMMUNAUTES EUROPEENNES
CONSEIL DE L'EUROPE
LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 93

EVADES (statut)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

EXAMENS ET CONCOURS

1. – **Projet de loi de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981**, présenté à l'Assemblée Nationale, au nom de Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jack Ralite, ministre de la santé (2 avril 1982) [n° 737] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Louis Lareng (21 avril 1982)

[n° 786] – Discussion (21 avril 1982) – Adoption (21 avril 1982) [n° 131].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 291 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (23 juin 1982) [n° 413 (81-82)] – Discussion (24 juin 1982) (p. 3095, 3097) – Adoption (24 juin 1982) [n° 119].

PROMULGATION : Loi n° 82-547 du 30 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 1^{er} juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1982) (p. 3095, 3097).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3095, 3097) : *MM. Jack Ralite, ministre de la santé ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

ASSISTANCE PUBLIQUE : SERAMY (Paul) (p. 3096, 3097).

INTERNAT : RALITE (Jack) (p. 3095, 3096) ; SERAMY (Paul) (p. 3096, 3097).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3097)

Art. unique (*Validation de la liste principale et la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 publiées par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de l'Île de France*) – Adopté (p. 3097).

Adoption (24 juin 1982) (p. 3097).

2. – **Projet de loi portant validation des résultats du concours 1976 d'élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre par M. Robert Badinter, ministre de la justice (2 avril 1982) [n° 738] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Rouquette (21 avril 1982) [n° 788] – Discussion (21 avril 1982) – Adoption (21 avril 1982) [n° 132].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 292 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (19 mai 1982) [n° 342 (81-82)] – Adoption [3 juin 1982] (n° 107).

PROMULGATION : Loi n° 82-502 du 14 juin 1982 (JO Lois et décrets du 15 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2523, 2524).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2523, 2524) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois.*

COMMISSARIAT AU PLAN : GIROD (Paul) (p. 2524).

CREDIT AGRICOLE : GIROD (Paul) (p. 2524).

EDUCATION SURVEILLEE : BADINTER (Robert) (p. 2523) ; GIROD (Paul) (p. 2523, 2524).

EXAMENS ET CONCOURS : BADINTER (Robert) (p. 2523) ; GIROD (Paul) (p. 2523, 2524).

SEITA : GIROD (Paul) (p. 2524).

VALIDATION : BADINTER (Robert) (p. 2524) ; GIROD (Paul) (p. 2523, 2524).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2524)

Art. unique (*Validation de la nomination des 137 élèves-éducateurs de l'éducation surveillée*) – Adopté (p. 2524).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2524).

3. - **Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrication**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Charles Hernu, ministre de la défense (2 avril 1982) [n° 739] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Joseph Gourmelon (14 avril 1982) [n° 773] - Discussion (21 avril 1982) - Adoption (21 avril 1982) [n° 133].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 293 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Albert Voilquin (27 mai 1982) [n° 361 (81-82)] - Discussion (4 juin 1982) (p. 2544, 2546) - Adoption (4 juin 1982) [n° 109].

PROMULGATION : Loi n° 82-503 du 14 juin 1982 (JO Lois et décrets du 15 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(4 juin 1982) (p. 2544, 2546).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2544, 2546) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Philippe Machefer, Bernard-Michel Hugo.*

EXAMENS ET CONCOURS : LEMOINE (Georges) (p. 2544) ; VOILQUIN (Albert) (p. 2544, 2545).

CONSTRUCTION NAVALE : LEMOINE (Georges) (p. 2544) ; VOILQUIN (Albert) (p. 2544).

INGENIEURS TECHNICIENS D'ETUDES ET DE FABRICATIONS (ITEF) : LEMOINE (Georges) (p. 2544, 2545, 2546) ; VOILQUIN (Albert) (p. 2544, 2545) ; MACHEFER (Philippe) (p. 2545) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2545, 2546) **RAPPORT PICARD** (fonctionnaires techniques de la défense) : LEMOINE (Georges) (p. 2544, 2545, 2546) ; MACHEFER (Philippe) (p. 2545) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2546).

TECHNICIENS D'ETUDES ET DE FABRICATIONS (TEF) : LEMOINE (Georges) (p. 2544, 2545, 2546) ; VOILQUIN (Albert) (p. 2544, 2545) ; MACHEFER (Philippe) (p. 2545) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2545, 2546).

VALIDATION : LEMOINE (Georges) (p. 2544) ; VOILQUIN (Albert) (p. 2545) ; MACHEFER (Philippe) (p. 2545).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2546)

Art. unique (*Nominations et intégrations dans le corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications*) - Adopté (p. 2546).

Adoption (4 juin 1982) (p. 2546).

Voir aussi **FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG** ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
PHARMACIE, 2, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MADICALES, 2
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 22, DG

EXODE RURAL

Voir **AGRICULTURE, 2, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles

EXPERTISES

1. - **Proposition de loi visant à rendre contradictoire les expertises médicales des accidentés de la route**, présentée par M. Raymond Soucaret, sénateur (29 octobre 1982) [n° 75 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi **TRAVAIL, 4**

EXPERTS COMPTABLES

Voir **COMPTABILITE**
LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voir **AGRICULTEURS (JEUNES)**
CALAMITES, 1, DG
COMMERCE ET ARTISANAT, 1
LOI DE FINANCES, 1, art. 55 ; Prestations sociales agricoles
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art. 21 et 22
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 123
SECURITE SOCIALE, 2

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoint)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Prestations sociales agricoles**

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Voir **AGRICULTURE, 2, DG**
COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 55 ; Agriculture

EXPORTATIONS

Voir **AGRICULTURE, 2, DG**
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Postes et télécommunications ; Temps libre ; Commerce extérieur ; Recherche et industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 115 ; 126, DG ; 145, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 33, DG ; 41, DG

EXPORTATIONS (aide aux)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur**

EXPOSITIONS

Voir **ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Environnement
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 102

EXPOSITION UNIVERSELLE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Culture**

EXPROPRIATION

1. - **Proposition de loi tendant à définir les conditions de mise en oeuvre des enquêtes publiques pour cause d'utilité publique**, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 213 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

EXPULSIONS (Afrique du Nord)

Voir **AFRIQUE DU NORD, 1, DG**

EXPULSIONS (étrangers)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation**

EXPULSIONS (logement)

Voir BAUX, 1, DG

EXTRADITION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

F**FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS**

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

FAITS PERSONNELS

1. - *M. Robert Schwint* : rappel au règlement de *M. Christian de La Malène*, et prise à partie de *M. Gaston Defferre*, ministre - Demande d'information au président de séance *M. Pierre Christian Taittinger*, sur sa réponse précédente (30 juin 1982) (p. 3348).

2. - *De M. Etienne Dailly* : propos tenus par *M. Charles Fiterman*, ministre, sur le caractère « spécieux » de son raisonnement - Sa précédente mise en cause par *M. Jack Ralite* - Caractère désobligeant de ce qualificatif (13 décembre 1982) (p. 6799, 6800) : *MM. Etienne Dailly, Charles Fiterman, ministre des transports*.

FALCON (avion)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

FAMILLE

1. - **Proposition de loi pour la famille, « bien-être, dignité, liberté »**, présentée par *Mme Hélène Luc*, sénateur et plusieurs de ses collègues (25 mai 1982) [n° 347 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Retirée par ses auteurs le 2 juin 1982.

Voir aussi FILIATION, 1
LOI DE FINANCES, 1, art. 2 quater
TRAITES ET CONVENTIONS, 11

FAMILLES MONOPARENTALES

Voir AVORTEMENT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE (FEN)

Voir SECURITE SOCIALE, 2, DG

FEDERATION DES MEDECINS DE FRANCE (FMF)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE (FNACA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

FEDERATION NATIONALE DES MEDECINS D'URGENCE (FNASUM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

FEDERATION NATIONALE POUR L'ANIMATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

FEMMES

1. - **Proposition de loi tendant à la protection des femmes victimes de violences ou de sévices de la part de leur conjoint**, présentée par *Mme Marie-Claude Beaudeau*, sénateur et plusieurs de ses collègues (19 mai 1982) [n° 343 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à faire évoluer les représentations de la femme au travers de la publicité**, présentée par *Mme Marie-Claude Beaudeau*, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juillet 1982) [n° 450 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. - **Proposition de loi tendant à assurer l'égalité des femmes devant l'emploi et la formation professionnelle**, présentée par *Mme Marie-Claude Beaudeau*, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 - 21 septembre 1982) [n° 495 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi AVORTEMENTS, 1
COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
ELECTION, 6, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOI DE FINANCES, 1, Défense et services des essences (budget annexe); Intérieur et décentralisation; Affaires sociales I section commune III travail, emploi; Consommation
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 77, DG
TRAVAIL, 1, DG

FEMME (condition de la)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

FENWICK (société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 126, DG

FESTIVALS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture; Départements et territoires d'outre-mer

FETES LEGALES

Voir ESCLAVAGE, 1, DG

FETES LEGALES (commémoration du 8 mai 1945)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

FIAT (société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

FICHER CENTRAL DU TERRORISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

FICHIERS

Voir MOEURS, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 150

FICHIERS AUTOMATISES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39, DG

FIEVRE APHTEUSE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 44

FILIALES

Voir SOCIETES (FILIALES)

FILIATION

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'art. 334-8 du code civil relatif à l'établissement de la filiation naturelle**, présentée par M. Jean Foyer, député (8 juillet 1981) [n° 73] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Foyer (12 novembre 1981) [n° 547] – Discussion (14 décembre 1981) – Adoption (14 décembre 1981) [n° 77].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1981) [n° 123 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (20 avril 1982) [n° 271 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2520, 2523) – Adoption (3 juin 1982) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1982) [n° 919] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Foyer (16 juin 1982) [n° 949] – Discussion (16 juin 1982) – Adoption (16 juin 1982) [n° 170].

PROMULGATION : Loi n° 82-536 du 25 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 26 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2520, 2523).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2520, 2522) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, rapporteur de la commission des lois.*

ENFANTS NATURELS : BADINTER (Robert) (p. 2520, 2521) ; LE BELLEGOU BEGUIN (Geneviève) (p. 2521, 2522).

SUCCESSIONS : BADINTER (Robert) (p. 2520, 2521) ; LE BELLEGOU BEGUIN (Geneviève) (p. 2522).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2522, 2523) : *Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, rapporteur ; M. Robert Badinter, ministre.*

Art. 1^{er} (Art. 334-8 du code civil : établissement de la filiation naturelle) (p. 2522).

Adopté : amendement n° 4 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, rapporteur : modes de preuve judiciaire et extra judiciaire de la filiation naturelle (p. 2523).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2523).

Art. 2 (Application de la loi) (p. 2523) *Adopté* : amendement n° 1 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, rapporteur : enfants naturels bénéficiant des dispositions de la présente loi dans les successions déjà liquidées (p. 2523).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2523).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2523).

FILMS

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Communication audiovisuelle

FINANCES (ministère)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

FINANCES LOCALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
COMMUNES, 3, DG
IMPOTS LOCAUX
PLAN, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 110 ; 136

FINANCES LOCALES (prêts Minjoz)

Voir EPARGNE, 1, DG

FINANCES PUBLIQUES

Voir PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 118

FLEURS ET PLANTES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 32

FLEURS, GRAINES ET ARBRES

1. – **Projet de loi portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzerne importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France de graines de graminées impropres à la semence**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (14 décembre 1982) [n° 142 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi AGRICULTURE, 2, art. 19, 20 et 21

FLORE ET FAUNE (Antarctique)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 2, DG

FOIRES

Voir AGRICULTURE, 2, DG

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. – **Projet de loi modifiant l'art. 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires**, présentée au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme (15 octobre 1981) (n° 24 (81-82)) – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Cécile Goldet (3 décembre 1981) (n° 92 (81-82)) – Discussion (15 décembre 1981) (p. 4256, 4263) – Adoption (15 décembre 1981) (n° 20).

Nouvel intitulé : « **Projet de loi modifiant l'art. 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1981) [n° 616] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (2 avril 1982) [n° 747] – Discussion (7 avril 1982) – Adoption (7 avril 1982) [n° 120].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 avril 1982) [n° 253 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Félix Ciccolini (28 avril 1982) [n° 302 (81-82)] – Discussion (29 avril 1982) (p. 1497, 1500) – Adoption définitive (29 avril 1982) [n° 70].

PROMULGATION : Loi n° 82-380 du 7 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 8 mai 1982).

Discussion (deuxième lecture)

(29 avril 1982) (p. 1497, 1500).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1497, 1499) *MM. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme ; M. Félix Ciccolini, rapporteur de la commission des lois.*

AGENTS COMMUNAUX : ROUDY (Yvette) (p. 1498) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1499).

CODE DE LA FONCTION PUBLIQUE : LE PORS (Anicet) (p. 1497).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil) : Ciccolini (Félix) (p. 1499).

EMPLOI (emploi des femmes) : LE PORS (Anicet) (p. 1497, 1498) ; ROUDY (Yvette) (p. 1498) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1498, 1499).

ENTREPRISES PUBLIQUES : CICCOLINI (Félix) (p. 1499).

FEMMES (conditions des) : CICCOLINI (Félix) (p. 1499).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : LE PORS (Anicet) (p. 1497, 1498) ; ROUDY (Yvette) (p. 1498) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1498 ; 1499).

FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES : CICCOLINI (Félix) (p. 1499).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : ROUDY (Yvette) (p. 1498) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1499).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : CICCOLINI (Félix) (p. 1499).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1499, 1500)

Art. 3 – Adopté (p. 1500).

Art. 5 – Adopté (p. 1500).

Sur l'ensemble intervention de M. Anicet Le Pors, ministre (p. 1500).

Adoption (29 avril 1982) (p. 1500).

2. – **Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique (24 mai 1982) [n° 895] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Rouquette (9 juin 1982) [n° 924] – Discussion (7 juillet 1982) – Adoption (7 juillet 1982) [n° 200].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 juillet 1982) [n° 463 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (29 septembre 1982) [n° 522 (81-82)] – Discussion (30 septembre 1982) (p. 4269, 4278) – Adoption (30 septembre 1982) [n° 152].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 septembre 1982) [n° 1116] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Rouquette (1^{er} octobre 1982) [n° 1118] – Discussion (1^{er} octobre 1982) – Adoption (1^{er} octobre 1982) [n° 231].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1^{er} octobre 1982) [n° 536 (81-82)] – Renvoi à la commission

des lois – Discussion (1^{er} octobre 1982) (p. 4295, 4298) – Adoption (1^{er} octobre 1982) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (1^{er} octobre 1982) [n° 1121] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Roger Rouquette (7 octobre 1982) [n° 1131] – Discussion (7 octobre 1982) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 240].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (7 octobre 1982) [n° 11 (82-83)] – Discussion (7 octobre 1982) (p. 4386, 4389) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 13].

PROMULGATION : loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 20 octobre 1982).

Discussion (Première lecture)

(30 septembre 1982) (p. 4269, 4278).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4269, 4273) : *MM. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Eberhard, Félix Ciccolini.*

CODE DE LA FONCTION PUBLIQUE : LE PORS (Anicet) (p. 4270) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4272).

DROIT DE GREVE : LE PORS (Anicet) (p. 4269, 4270, 4273) ; GIROD (Paul) (p. 4270, 4273) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4272) ; CICCOLINI (Félix) (p. 4272).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : LE PORS (Anicet) (p. 4269, 4270, 4273) ; GIROD (Paul) (p. 4270, 4271, 4272, 4273) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4272) ; CICCOLINI (Félix) (p. 4272).

GREVES : GIROD (Paul) (p. 4271, 4272, 4273) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4272) ; LE PORS (Anicet) (p. 4273).

RETENUE SUR TRAITEMENT : LE PORS (Anicet) (p. 4269, 4273) ; GIROD (Paul) (p. 4271) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4272) ; CICCOLINI (Félix) (p. 4272).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4273, 4278) *MM. Paul Girod, rapporteur ; Anicet Le Pors, ministre ; Félix Ciccolini, Guy Petit, Adrien Gouteyron, Jacques Eberhard.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 4273).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : retenue sur le traitement pour absence de service fait pendant une fraction quelconque de la journée et champ d'application de cet article (p. 4274 ; scrutin public n° 165 ; liste des votants p. 4287).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4274).

Art. 1^{er} (*Nouvelles règles de retenue en cas de cessation concertée du travail*) (p. 4274).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : montant des retenues effectuées sur traitement en cas d'absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail, lorsque les dispositions des art. L. 521-3 et L. 521-4 du code du travail relatifs au préavis et à la grève tournante ont été respectés (p. 4275 ; scrutin public n° 166 ; liste des votants p. 4288).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4275).

Art. 2 (*Modification de l'art. L. 521-6 du code du travail qui a codifié les dispositions de l'art. 6 de la loi du 31 juillet 1963*) (p. 4275).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4275).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4275).

Après l'art. 2 (p. 4275).

Adopté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : obligation de négocier durant la durée du préavis (p. 4276).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4276).

Art. 3 (*Abrogation de la loi du 22 juillet 1977 modifiant l'art. 4 de la loi de finances rectificative pour 1961*) – Adopté (p. 4276).

Après l'art. 3 (p. 4276).

Adoptés : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : possibilité de retenue sur traitement (p. 4277) ; sous-amendement n° 7 de M. François Collet, soutenu par M. Adrien Gouteyron : limitation de la possibilité de retenue sur traitement au service insuffisamment fait (p. 4277) – Amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur : abrogation de l'art. 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (p. 4277).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4277).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 4278), Jacques Eberhard (p. 4278) ; intervention de M. Anicet Le Pors, ministre (p. 4278).

Adoption (30 septembre 1982) (p. 4278).

Discussion (deuxième lecture)

(1^{er} octobre 1982) (p. 4295, 4298).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4295, 4296) *MM. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois.*

CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE : LE PORS (Anicet) (p. 4295).

DROIT DE GREVE : LE PORS (Anicet) (p. 4295) ; **GIROD** (Paul) (p. 4296).

GREVES : LE PORS (Anicet) (p. 4295) ; **GIROD** (Paul) (p. 4296).

RETENUE SUR TRAITEMENT : LE PORS (Anicet) (p. 4295) ; **GIROD** (Paul) (p. 4296).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4296, 4298) : *MM. Paul Girod, rapporteur ; Anicet Le Pors, ministre.*

Art. 1^{er} A (p. 4296) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture : nouvelle rédaction de l'ensemble des dispositions concernant le traitement après service fait (p. 4297).

– L'art. 1^{er} A est rétabli, ainsi rédigé (p. 4297).

Art. 1^{er} (p. 4297).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : réintroduction des notions de respect du préavis et d'interdiction des grèves tournantes (p. 4297).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4297).

Art. 2 (p. 4297).

Adopté : amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur : coordination (p. 4297).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4297).

Art. 2 bis (p. 4297) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : rétablir cet article : obligation pour les parties de négocier pendant la durée du préavis (p. 4298).

– L'art. 2 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 4298).

Art. 4 (p. 4298) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 5 de M. Paul Girod, rapporteur : rétablissement de cet article donnant à l'administration, dans le cadre de la procédure disciplinaire, une possibilité de retenue sur le traitement envers un agent, en cas d'infraction concernant l'exécution complète du service en conformité des instructions en vigueur (p. 4298).

– L'art. 4 est rétabli, ainsi rédigé (p. 4298).

Art. 5 (p. 4298) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : rétablissement de cet article visant, pour coordination, à abroger l'art. 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (p. 4298).

– L'art. 5 est rétabli, ainsi rédigé (p. 4298).

Adoption (1^{er} octobre 1982) (p. 4298).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(7 octobre 1982) (p. 4386, 4389).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4386, 4388) *MM. Paul Girod, rapporteur pour le Sénat ; Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Adolphe Chauvin.*

DROIT DE GREVE : GIROD (Paul) (p. 4388).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : GIROD (Paul) (p. 4386, 4387, 4388) ; **LE PORS** (Anicet) (p. 4387).

RETENUE SUR TRAITEMENT : GIROD (Paul) (p. 4386, 4387) ; **LE PORS** (Anicet) (p. 4387).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4388)

Art. 1^{er} A, 1^{er}, 2, 2 bis, 5 (p. 4388).

Explication de vote : M. Adolphe Chauvin (p. 4388, 4389).

Adoption (7 octobre 1982) (p. 4389).

3. – Proposition de loi tendant à harmoniser la date de départ à la retraite des époux fonctionnaires, présentée par M. Georges Mouly, sénateur et plusieurs de ses collègues, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 502 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Retirée par ses auteurs le 21 septembre 1982.

4. – Projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique (21 septembre 1982) [n° 1082] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Barthe (29 septembre 1982) [n° 1097] – Discussion (5 octobre 1982) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 235].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 14 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Eberhard (27 octobre 1982) [n° 70 (82-83)] – Discussion (16 novembre 1982) (p. 5469, 5472) – Adoption (16 novembre 1982) [n° 37].

PROMULGATION : Loi n° 82-997 du 23 novembre 1982 (JO Lois et Décrets du 26 novembre 1982).

Discussion (Première lecture)

(16 novembre 1982) (p. 5469, 5472).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5470, 5471) : *MM. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Jacques Eberhard, rapporteur de la commission des lois, Félix Ciccolini.*

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE (CHS) : LE PORS (Anicet) (p. 5470).

CONGE POUR LA FORMATION SYNDICALE : LE PORS (Anicet) (p. 5470) ; **EBERHARD** (Jacques) (p. 5471) ; **CICCOLINI** (Félix) (p. 5471).

GREVE (DROIT DE) : LE PORS (Anicet) (p. 5470).

FEMMES : LE PORS (Anicet) (p. 5470).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : EBERHARD (Jacques) (p. 5471) ; CICCOLINI (Félix) (p. 5471).

HANDICAPES : LE PORS (Anicet) (p. 5470).

INFORMATION : LE PORS (Anicet) (p. 5470).

MEDECINE PREVENTIVE : LE PORS (Anicet) (p. 5470).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : LE PORS (Anicet) (p. 5470) ; EBERHARD (Jacques) (p. 5470, 5471).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5471, 5472) : MM. Jacques Eberhard, rapporteur ; Anicet Le Pors, ministre.

Art. 1^{er} (*Congé pour la formation syndicale*) (p. 5471).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : nécessité pour l'intéressé de présenter lui-même sa demande de congé pour suivre un stage de formation syndicale (p. 5471).

– L'art. 1^{er} est adopté (p. 5471).

Art. 2 (*Extension aux agents non titulaires de l'Etat*) – Adopté (p. 5472).

Art. 3 (*Harmonisation de l'art. L. 451-5 du code du travail*) – Adopté (p. 5472).

Explication de vote : M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois (p. 5472) ; intervention de M. Anicet Le Pors, ministre (p. 5472).

Adoption (16 novembre 1982) (p. 5472).

5. – **Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique (27 septembre 1982) [n° 1092] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (29 septembre 1982) [n° 1098] – Urgence – Discussion (5 octobre 1982) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 236].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 22 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires culturelles (20 octobre 1982) – Rapport de M. Daniel Hoeffel (27 octobre 1982) [n° 71 (82-83)] – Discussion (16 novembre 1982) (p. 5472, 5493) – Rejet (16 novembre 1982) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 novembre 1982) [n° 1221] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (24 novembre 1982) [n° 242] – COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Daniel Hoeffel (24 novembre 1982) [n° 105 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (16 novembre 1982) [n° 1221] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (25 novembre 1982) [n° 1245] – Discussion (25 novembre 1982) – Adoption (25 novembre 1982) [n° 271].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (26 novembre 1982) [n° 113 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (2 décembre 1982) [n° 117 (82-83)].

– Discussion (16 décembre 1982) (p. 6965, 6968) – Rejet (16 décembre 1982) [n° 53].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 1322] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel

(20 décembre 1982) [n° 1340] – Discussion (20 décembre 1982) – Adoption (23 décembre 1982) [n° 307].

Décision du Conseil constitutionnel en date 14 janvier 1983 (JO du 15 janvier 1983 p. 356) déclarant contraire à la Constitution l'avant-dernier alinéa de l'article 20bis de l'ordonnance du 4 février 1959 et constatant la conformité à la Constitution les autres dispositions de la loi PROMULGATION : Loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 (JO Lois et décret du 20 janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(16 novembre 1982) (p. 5472, 5493).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5472, 5488) : MM. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Félix Cicolini, Jacques Eberhard, René Billères, Pierre Salvi, Jacques Larché.

ADMINISTRATEURS CIVILS : SALVI (Pierre) (p. 5486).

ASSOCIATIONS : LE PORS (Anicet) (p. 5473) ; SALVI (Pierre) (p. 5486).

CENTRES DE PREPARATION A L'ADMINISTRATION GENERALE (CPAG) : LE PORS (Anicet) (p. 5476).

CONSTITUTION : LE PORS (Anicet) (p. 5475) ; HÖFFEL (Daniel) (p. 5477) ; BILLERES (René) (p. 5483) ; LARCHE (Jacques) (p. 5486).

DECENTRALISATION : LE PORS (Anicet) (p. 5473) ; EBERHARD (Jacques) (p. 5482).

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME : LE PORS (Anicet) (p. 5473) ; CICCOLINI (Félix) (p. 5481) ; SALVI (Pierre) (p. 5486).

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA) : LE PORS (Anicet) (p. 5473, 5474, 5475) ; SERAMY (Paul) (p. 5478, 5479, 5480) ; HÖFFEL (Daniel) (p. 5476, 5478) ; CICCOLINI (Félix) (p. 5480, 5481) ; EBERHARD (Jacques) (p. 5482, 5483) ; BILLERES (René) (p. 5483, 5484) ; SALVI (Pierre) (p. 5485) ; LARCHE (Jacques) (p. 5486, 5487).

ELUS LOCAUX : LE PORS (Anicet) (p. 5473) ; BILLERES (René) (p. 5484).

ENSEIGNANTS : LARCHE (Jacques) (p. 5487).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : SERAMY (Paul) (p. 5479).

EXAMENS ET CONCOURS : LE PORS (Anicet) (p. 5473, 5474, 5475, 5476) ; HÖFFEL (Daniel) (p. 5476, 5477, 5478) ; SERAMY (Paul) (p. 5479, 5480) ; CICCOLINI (Félix) (p. 5480, 5481) ; EBERHARD (Jacques) (p. 5482, 5483) ; BILLERES (René) (p. 5484) ; SALVI (Pierre) (p. 5485) ; LARCHE (Jacques) (p. 5486, 5487).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : HÖFFEL (Daniel) (p. 5477, 5478) ; SERAMY (Paul) (p. 5478) ; SALVI (Pierre) (p. 5486) ; LARCHE (Jacques) (p. 5487, 5488).

FORMATION CONTINUE : LE PORS (Anicet) (p. 5473).

HANDICAPES : LE PORS (Anicet) (p. 5476).

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES : BILLERES (René) (p. 5483).

INSTITUT NATIONAL DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : LE PORS (Anicet) (p. 5476).

INSTITUTS REGIONAUX D'ADMINISTRATION (IRA) : LE PORS (Anicet) (p. 5476).

LOI (domaine de la) : LE PORS (Anicet) (p. 5475) ; BILLERES (René) (p. 5485).

MAGISTRATS : LARCHE (Jacques) (p. 5487).

MUTUALITE : LE PORS (Anicet) (p. 5473).

STAGES (Ecole nationale d'administration) : LE PORS (Anicet) (p. 5474).

STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES : LE PORS (Anicet) (p. 5474) ; CICCOLINI (Félix) (p. 5482).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : LE PORS (Anicet) (p. 5473) ; BILLERES (René) (p. 5484) ; SALVI (Pierre) (p. 5485, 5486).

TRAVAIL (conditions du) : SALVI (Pierre) (p. 5485).

Motion n° 1 de MM. Daniel Hœffel, rapporteur, et Paul Séramy, rapporteur pour avis, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 5488, 5493) : *MM. Daniel Hœffel, rapporteur ; Jacques Eberhard, Anicet Le Pors, ministre.*

Adoption de la motion (p. 5493 ; scrutin public n° 42 ; liste des votants p. 5505).

Rejet (16 novembre 1982) (p. 5493).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 décembre 1982) (p. 6965, 6968).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 6965, 6967) *MM. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique ; Daniel Hœffel, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Eberhard ; Louis Jung.*

CONSTITUTION : Jung (Louis) (p. 6966).

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA) : LE PORS (Anicet) (p. 6965) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 6965, 6966) ; EBERHARD (Jacques) (p. 6966).

EXAMENS ET CONCOURS : LE PORS (Anicet) (p. 6965) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 6965, 6966) ; EBERHARD (Jacques) (p. 6966).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : LE PORS (Anicet) (p. 6965) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 6965, 6966) ; EBERHARD (Jacques) (p. 6966) ; JUNG (Louis) (p. 6967).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : HOEFFEL (Daniel) (p. 6966).

Motion de M. Daniel Hœffel, rapporteur, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 6967) : *MM. Daniel Hœffel, rapporteur ; Félix Cicolini, Anicet Le Pors, ministre.*

Adoption de la motion (p. 6968).

Rejet (16 décembre 1982) (p. 6968).

6. - Proposition de loi tendant à régulariser certaines situations administratives, présentée par M. Paul Girod, sénateur (14 octobre 1982) [n° 45 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois.

7. - Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique (21 septembre 1982) [n° 1081] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Safin (8 décembre 1982) [n° 1278] - Discussion (14 décembre 1982) - Adoption (14 décembre 1982) [n° 284].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1982) [n° 148 (82-83)] - Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi AFRIQUE DU NORD, 1, DG
ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG ; CMP
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

LOI DE FINANCES, 1, DG ; Anciens combattants ; Services du Premier ministre I services généraux ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer ; Justice

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, nouvelle lecture, DG

QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 147
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TRAVAIL, 4, DG

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS (logement)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e lecture, DG

FONCTION PUBLIQUE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Intérieur et décentralisation
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
CHOMAGE : INDEMNITE, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ; nouvelle lecture
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, 2^e lecture, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG

FONDATION NATIONALE DES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

FONDS ADDITIONNEL DE L'ACTION SOCIALE (FAAS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles

FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 14, DG

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A RISQUES

Voir EPARGNE, 2, DG

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE (FAC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Relations extérieures

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE OBLIGATOIRE (FASSO)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

FONDS D'ACTION SOCIALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

FONDS D'ACTION TOURISTIQUE (FAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

FONDS D'AIDE A LA DECENTRALISATION (FAD)

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

FONDS D'AIDE A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

FONDS D'AIDE A L'EXPANSION DE LA PRESSE A L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

FONDS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'INTERIEUR ET DES ILES (FADIL)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG

FONDS D'AIDE AUX QUOTIDIENS NATIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (FAC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

FONDS D'AMENAGEMENT URBAIN (FAU)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION (FACE)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Intérieur et décentralisation

FONDS D'ASSISTANCE DU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

FONDS D'ASSURANCE FORMATION (FAF)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG

FONDS DE COMMERCE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

FONDS DE COMPENSATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ; nouvelle lecture, DG

FONDS DE COMPENSATION DES RISQUES DE L'ASSURANCE ET DE LA CONSTRUCTION

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 27

FONDS DE COOPERATION DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

FONDS DE CREATION AUDIOVISUELLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES)

Voir EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer ; Temps libre ; Economie et finances I charges communes ; Comptes spéciaux du Trésor ; Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

FONDS DE GARANTIE DE PRET POUR L'ASSURANCE DU CAPITAL A RISQUE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Comptes spéciaux du Trésor

FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION SOCIALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

FONDS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

FONDS DE PRETS DU CREDIT FONCIER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Comptes spéciaux du Trésor

FONDS D'EQUIPEMENT DE LA CORSE

Voir CORSE, 2, nouvelle lecture, DG

FONDS DE SOLIDARITE POUR L'EMPLOI

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG ; CMP

FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

FONDS D'EXPANSION ECONOMIQUE DE LA CORSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Comptes spéciaux du Trésor

FONDS D'INTERVENTION D'OUTRE-MER (FIOM)

Voir AGRICULTURE, 2, DG

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM)

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FIDES)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

FONDS D'ORIENTATION ET DE REGULARISATION DES MARCHES AGRICOLES (FORMA)

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures
TOURISME, 1, DG

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA)

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Mer
TOURISME, 1, DG

FONDS FORESTIER NATIONAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; après l'art. 54 ter.

FONDS INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

FONDS INTERMINISTERIEL POUR LA QUALITE DE LA VIE (FIQV)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

FONDS INTERMINISTERIEL POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AMENAGEMENT RURAL (FIDAR)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Temps libre ; Plan et aménagement du territoire

FONDS MARINS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 2

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

FONDS NATIONAL CHOMAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section commune III travail, emploi

FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'URBANISME (FNAFU)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 40

FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Temps libre

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
SECURITE SOCIALE, 3, DG

FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (FNH)

Voir BAUX, 1, DG

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art. 17

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU (FNDAE)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Intérieur et décentralisation

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

FONDS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section commune III travail, emploi

FONDS POUR LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

FONDS REGIONAL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

FONDS SOCIAL EUROPEEN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Transports ; Temps libre ; Education nationale ; Environnement ; Comptes spéciaux du Trésor ; Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement ; Recherche et industrie
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR)

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports

FORCE D'HELICOPTERES ANTI-CHARS (FHAC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

FORCE MULTINATIONALE ET D'OBSERVATEURS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE (FOST)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

FORCES TERRESTRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

FORETS

1. - **Proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des forêts méditerranéennes et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts**, présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juin 1982) [n° 364 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, art. 16 ; Agriculture

FORETS (incendie de)

Voir CALAMITES, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Intérieur et décentralisation

FORFAIT HOSPITALIER

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

FORMATION CONTINUE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Education nationale ; Commerce et

artisanat ; Justice
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG
TRAVAIL, 3, DG

FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir AGRICULTURE, 2, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
CORSE, 2, DG
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 9 ; art. 17 ; art. 71 ; Mer ; Services du Premier ministre I services généraux ; Agriculture ; Education nationale ; Commerce et artisanat ; Départements et territoires d'outre-mer ; Justice ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi ; après l'art. 53 bis
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 77, DG ; 84, DG ; 92, DG ; 124, DG ; 144
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 3, DG

FORMATION SYNDICALE

Voir CONGE POUR LA FORMATION SYNDICALE

FOYERS-LOGEMENTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

FRAIS DE GARDE (enfants)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 77, DG

FRAIS GENERAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Temps libre ; Commerce extérieur
SECURITE SOCIALE, 3, DG

FRANC (monnaie)

Voir AGRICULTURE, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG

FRANCAIS DE L'ETRANGER

1. - **Proposition de loi relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger et à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France**, présentée par M. Charles de Cuttoli, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 -

2 avril 1982) [n° 232 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (2 avril 1982) [n° 734] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (7 avril 1982) [n° 760] – Discussion (7 et 8 avril 1982) – Adoption (8 avril 1982) [n° 121].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1982) [n° 261 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léon Jozeau-Marigné (28 avril 1982) [n° 305 (81-82)] – Discussion (4 mai 1982) (p. 1592, 1615) – Adoption (4 mai 1982) [n° 72].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 mai 1982) [n° 846] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (6 mai 1982) [n° 849] – Discussion (6 mai 1982) – Adoption (6 mai 1982) [n° 144].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 mai 1982) [n° 323 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léon Jozeau-Marigné (11 mai 1982) [n° 324 (81-82)] – Discussion (12 mai 1982) (p. 1911, 1921) – Adoption (12 mai 1982) [n° 78].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (12 mai 1982) [n° 854] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Suchod (12 mai 1982) [n° 875] – Discussion (17 mai 1982) – Adoption (17 mai 1982) [n° 148].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Léon Jozeau-Marigné (12 mai 1982) [n° 330 (81-82)] – Discussion (18 mai 1982) (p. 2114, 2122) – Adoption (18 mai 1983) [n° 87].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (12 mai 1982) [n° 854] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (19 mai 1982) [n° 889] – Discussion (24 mai 1982) – Adoption (24 mai 1982) [n° 150].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 mai 1982) [n° 345 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léon Jozeau-Marigné (25 mai 1982) [n° 346 (81-82)] – Discussion (25 mai 1982) (p. 2232, 2239) – Adoption (25 mai 1982) [n° 90].

Transmission à l'Assemblée nationale (dernière lecture) (26 mai 1982) [n° 898] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (27 mai 1982) [n° 900] – Discussion (27 mai 1982) – Adoption définitive (27 mai 1982) [n° 152].

PROMULGATION : Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 (JO Lois et décrets du 8 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(4 mai 1982) (p. 1592, 1615).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1592, 1606) : *MM. Léon Jozeau-Marigné, président et rapporteur de la commission des lois ; Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Cantegrit, Adolphe Chauvin, Roger Romani, Paul d'Ornano, Pierre-Christian Taittinger, Bernard Parmantier, Jacques Eberhard, Jacques Habert.*

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1592) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1598) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599).

CONSEIL D'ETAT : CHEYSSON (Claude) (p. 1595 ; 1605) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599) ; ORNANO (Paul d') (p. 1600).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1592, 1593, 1594) ; CHEYSSON (Claude) (p. 1594, 1595, 1596, 1605, 1606) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596, 1597) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1597, 1598, 1599) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599, 1600) ; ROMANI (Roger) (p. 1600) ; ORNANO (Paul d') (p. 1600, 1601) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1600, 1602) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1602, 1603) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1603 ; 1604) ; HABERT (Jacques) (p. 1604, 1605, 1606).

CONSTITUTION (art. 34) : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1592).

ELECTIONS SENATORIALES : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1593) ; CHEYSSON (Claude) (p. 1594, 1595, 1606) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1597, 1599) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599, 1600) ; ROMANI (Roger) (p. 1600) ; ORNANO (Paul d') (p. 1601).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1593, 1594) ; CHEYSSON (Claude) (p. 1594, 1595, 1605) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596, 1597) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1597, 1599) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599) ; ROMANI (Roger) (p. 1600) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1602, 1603) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1603) ; HABERT (Jacques) (p. 1604).

LOI (domaine de la) : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1592, 1594) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599) ; ROMANI (Roger) (p. 1600) ; ORNANO (Paul d') (p. 1600).

PARLEMENT (rôle du) : CUTTOLI (Charles de) (p. 1596) ; ORNANO (Paul d') (p. 1601).

PROPAGANDE ELECTORALE : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1593) ; CHEYSSON (Claude) (p. 1595) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1599).

REGLEMENT : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1594) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1596) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1598) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 1599) ; CHEYSSON (Claude) (p. 1605).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1593) ; CHEYSSON (Claude) (p. 1595, 1605) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 1597) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 1599) ; ORNANO (Paul d') (p. 1601) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1603) ; HABERT (Jacques) (p. 1604).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1606, 1615) : *MM. Jacques Eberhard, Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Claude Cheysson, ministre ; Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Roger Romani, Pierre Croze.*

Art. 1^{er} ((Composition du conseil) (p. 1606).

Adopté : amendement n°1 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur : représentation au conseil des sénateurs représentant les français établis hors de France et de dix à vingt personnalités, sauf pour l'application des dispositions relatives à l'élection des sénateurs (p. 1607).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1607).

Art. 2 (Conditions relatives à l'électorat) (p. 1607).

Adopté : amendement n°2 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur : inscription des français établis dans le ressort d'un consulat, immatriculés, en cours d'immatriculation ou dispensés d'immatriculation sur la liste spéciale du ressort ; (p. 1608).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1608).

Art. 3 (Délimitation des circonscriptions et répartition des sièges) (p. 1608).

Adoptés : amendement n°3 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur : détermination des circonscriptions électorales, de

leur chef-lieu et du nombre de sièges attribués à chacune d'elles par la loi (p. 1611; scrutin public n° 94; liste des votants p. 1623) – Sous-amendement n° 7 de M. Jacques Habert: détermination par la loi en fonction des données géographiques, économiques, historiques et humaines (p. 1610).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1611).

Art. 4 (Conditions d'éligibilité) – Adopté (p. 1612).

Art. 5 (Propagande électorale) – Adopté (p. 1612).

Art. 6 (Modalités de vote) (p. 1612).

Adopté: amendement n° 4 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: modalités de vote: directement, par procuration ou par correspondance (p. 1613).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1613).

Art. 7 (Mode de scrutin) (p. 1613).

Adopté: amendement n° 5 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: élection au scrutin majoritaire à deux tours dans les circonscriptions qui ont droit à quatre sièges et élection à la représentation proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne dans les circonscriptions qui ont droit à cinq sièges ou plus (p. 1615).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1615).

Art. 8 (Vacances de sièges) – Adopté (p. 1615).

Art. 9 (Contentieux des élections) – Adopté (p. 1615).

Art. 10 (Date d'effet de la loi) (p. 1615).

Adopté: amendement n° 6 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: suppression de cet article sur le caractère rétroactif de la loi (p. 1615).

– L'art. 10 est supprimé (p. 1615).

Explications de vote: M. Jacques Eberhard (p. 1615), M. Jacques Habert (p. 1615).

Adoption (4 mai 1982) (p. 1615).

Discussion (deuxième lecture)

(12 mai 1982) (p. 1911, 1921).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1911, 1913) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération; Léon Jozeau-Marigné, président et rapporteur de la commission des lois.*

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER: COT (Jean-Pierre) (p. 1911, 1912); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1912, 1913).

CONSTITUTION: JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1913).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE: COT (Jean-Pierre) (p. 1912); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1913).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1913, 1921): *MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur; Jean-Pierre Cot, ministre; Charles de Cuttoli; Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Habert.*

Art. 1 (p. 1913).

Adoptés: amendement n° 1 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: détermination du nombre de membres élus du Conseil supérieur des français de l'étranger (p. 1914) – Amendement n° 2 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: suppression des dispositions de cet article concernant la fourchette du nombre des membres élus (p. 1914).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1914).

Art. 3 (p. 1914).

Adopté: amendement n° 3 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: détermination des circonscriptions électorales, de leur chef-lieu et du nombre de sièges par la loi (p. 1917).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1918).

Art. 6 (p. 1918).

Adopté: amendement n° 4 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: vote par procuration (p. 1919).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1919).

Art. 7 (p. 1919).

Adopté: amendement n° 5 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: scrutin majoritaire à deux tours pour les circonscriptions ayant quatre sièges ou moins; représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne pour les circonscriptions ayant droit à 5 sièges ou plus (p. 1920).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1920).

Art. 10 (p. 1920).

Adopté: amendement n° 6 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur: suppression de cet article sur le caractère rétroactif de la loi (p. 1921).

– L'art. 10 est supprimé (p. 1921).

Explication de vote: M. Jacques Eberhard (p. 1921).

Adoption (12 mai 1982) (p. 1921).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(18 mai 1982) (p. 2114, 2122).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2114, 2120): *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération; Léon Jozeau-Marigné, rapporteur pour le Sénat; Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly.*

AMENDEMENTS: JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2115, 2116, 2118); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2117); DAILLY (Etienne) (p. 2118, 2119).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES: JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2115); DAILLY (Etienne) (p. 2118, 2119); COT (Jean-Pierre) (p. 2119).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL: JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2115); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2117).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions): COT (Jean-Pierre) (p. 2117); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2118).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER: COT (Jean-Pierre) (p. 2114, 2115, 2119); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2115, 2118); CUTTOLI (Charles de) (p. 2116); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2116, 2117).

ELECTIONS SENATORIALES: JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2115).

LOI (domaine de la): COT (Jean-Pierre) (p. 2114, 2117); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2118).

PARLEMENT (rôle du): DAILLY (Etienne) (p. 2118, 2119).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE: COT (Jean-Pierre) (p. 2114, 2115, 2117); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 2115); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2116).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2120, 2122) *Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois et rapporteur.*

Art. 1^{er} (p. 2120).

Art. 3 (p. 2120).

Art. 6 (p. 2120).

Art. 7 (p. 2120) Amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Cot ministre: scrutin de liste et représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste; élection d'un seul

membre du conseil dans une circonscription et majorité relative des suffrages exprimés (p. 2122).

Art. 10 (p. 2120).

Explications de vote.

MM. Marcel Rudloff (p. 2120), Jean-Pierre Cantegrit (p. 2120, 2121), Philippe de Bourgoing (p. 2121), Jacques Eberhard (p. 2121), André Méric (p. 2121), Roger Romani (p. 2122).

Scrutin public (p. 2122 ; n° 104 ; liste des votants p. 2134, 2135).

Rejet (18 mai 1982) (p. 2122).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 mai 1982) (p. 2232, 2239).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2232, 2235) *MM. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Léon Jozeau-Marigné, président et rapporteur de la commission des lois ; Charles de Cuttoli, Jean Pierre Cantegrit.*

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER : COURRIERE (Raymond) (p. 2232, 2233, 2234) ; **JOZEAU-MARIGNE** (Léon) (p. 2233, 2235) ; **CUTTOLI** (Charles de) (p. 2233) ; **CANTEGRIT** (Jean-Pierre) (p. 2234).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : CUTTOLI (Charles de) (p. 2233) ; **CANTEGRIT** (Jean-Pierre) (p. 2234).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : COURRIERE (Raymond) (p. 2232, 2234) ; **CANTEGRIT** (Jean-Pierre) (p. 2234).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2235, 2239) : *MM. Jacques Habert, Michel Dreyfus-Schmidt, Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Paul Girod, Jean-Pierre Cantegrit.*

Art. 1^{er} – Adopté (p. 2235).

Art. 3 et tableau annexé – Adopté (p. 2236).

Art. 6 – Adopté (p. 2236).

Art. 7 (p. 2236).

Adopté : amendement n° 1 de M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur : élection au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions qui ont le droit à un ou deux sièges, élection à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel dans les circonscriptions qui ont droit à trois sièges ou plus (p. 2238).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2238).

Art. 10 – Adopté (p. 2238).

Explication de vote : M. Paul d'Ornano (p. 2238, 2239).

Adoption (25 mai 1982) (p. 2239).

Voir aussi **ELECTIONS**, 6, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Communication audiovisuelle ; Relations extérieures ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 25
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

FRANÇAIS MUSULMANS

Voir **AFRIQUE DU NORD**, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges communes

FRANÇAIS (langue)

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 10, DG ; 29, DG

FRANCE (paquebot)

Voir **ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE**, 1, DG

FRANCHISE POSTALE

Voir **QUESTION ORALE AVEC DEBAT**, n° 113, DG

FRANCOPHONIE

Voir **ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE**, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

FRANC « VERT »

Voir **AGRICULTURE**, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

FRAUDE FISCALE

Voir **DECLARATION DU GOUVERNEMENT**, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 54 ; Economie et finances III budget

FRET

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Départements et territoires d'outre-mer ; Mer

FROMAGES

Voir **LAIT ET PRODUITS LAITIERS**
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 95

FRONTALIERS

1. – **Proposition de loi tendant à établir un statut des travailleurs frontaliers**, présentée par M. Gérard Ehlers, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 juin 1982) [n° 434 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

FRONT DE LIBERATION NATIONALE DE LA CORSE (FLNC)

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Intérieur et décentralisation

FRUITS ET LEGUMES

Voir **AGRICULTURE**, 2, DG ; art. 12 et 13
CORSE, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

G**GARDE A VUE**

Voir JUSTICE, 1, DG

GAZ

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ; Relations extérieures ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art. 7 ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 118 ; 119

GAZ DE FRANCE

Voir COUR DES COMPTES
LOI DE FINANCES, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

GAZODUC FRANCO-SOVIETIQUE

Voir GAZ
TRAVAIL, 2, DG

GENDARMERIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Défense et service des essences (budget annexe) ; Intérieur et décentralisation ; Départements et territoire d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Commerce extérieur
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

GEOPHYSIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

GEOthermie

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

GOVERNEMENT

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 103
RENSEIGNEMENT DIVERS (en tête de la table)

GRANDE-BRETAGNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

GRECE

Voir AGRICULTURE, 2, DG

GREGOIRE (abbé)

Voir ESCLAVAGE, 1, DG

GREVE (droit de)

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG ; 2° lecture, DG ; CMP
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports

GREVES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG ; 2° lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ; Education nationale ; Relations extérieures ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ; 145, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (GERDAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES (GIAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS

Voir AGRICULTURE, 2, art. 22

GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE (GIE)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC (GIP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

GROUPES POLITIQUES

Voir RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

GUADELOUPE

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
LOI DE FINANCES, 1, Environnement ; Départements
et territoires d'outre-mer

GUINEE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 19

GUYANE

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Départements
et territoires d'outre-mer

H**HABILLEMENT (industrie)**

Voir AGRICULTURE, 2, art. 15
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ;
141, DG

HABITAT

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

HABITAT (amélioration de l')

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale ; Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

HABITAT (droit à l')

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG

HABITAT (réhabilitation)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

HABITAT RURAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM)

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
BAUX, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
OFFICES D'HABITATIONS A LOYER MODERE
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

HANDICAPES

1. – Proposition de loi tendant à favoriser l'embauche des travailleurs handicapés et mutilés de guerre et à permettre aux établissements concernés une application effective du pourcentage fixe d'emplois obligatoires de cette catégorie de travailleurs, présentée par M. Georges Mouly, sénateur (29 janvier 1982) [n° 199 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à permettre le détachement en milieu ordinaire de travail, pour une expérience professionnelle en vue d'une insertion définitive, d'un travailleur handicapé placé dans un centre d'aide par le travail, présentée par M. Georges Mouly, sénateur (7 octobre 1982) [n° 8 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4,
DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5,
DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 66 ; Anciens
combattants ; Prestations sociales agricoles ; Temps
libre ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale ; nouvelle lecture, DG

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRANSPORTS, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 3, DG

HARAS

1. – **Projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires du corps des officiers des haras dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture (19 juillet 1982) [n° 472 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Pierre Lacour (14 octobre 1982) [n° 44 (82-83)] – Discussion (25 novembre 1982) (p. 5795) – Adoption (25 novembre 1982) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1982) [n° 1260] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Claude Michel (9 décembre 1982) [n° 1280] – Discussion (14 décembre 1982) – Adoption (14 décembre 1982) [n° 282].

PROMULGATION : Loi n° 82-1081 du 21 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 22 décembre 1982).

Discussion (Première lecture)

(25 novembre 1982) (p. 5795).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5795) : *MM. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture ; Pierre Lacour, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

INGENIEURS DU GENIE RURAL, DES EAUX ET FORETS (IGREF) : CELLARD (André) (p. 5795) ; LACOUR (Pierre) (p. 5795).

OFFICIERS DES HARAS : CELLARD (André) (p. 5795) ; LACOUR (Pierre) (p. 5795).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5795)

Art. unique (Suppression du corps des officiers des haras et intégration des fonctionnaires de ce corps dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts) – Adopté (p. 5795).

Adoption (25 novembre 1982) (p. 5795).

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Communication audiovisuelle ; Services du Premier ministre I services généraux-information

HAUT COMITE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

HAUT COMITE D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

HAUT COMITE DU LOISIR SOCIAL, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DES ACTIVITES DE PLEINE NATURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

HAUT COMITE DU THERMALISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges communes

HAUTE-VOLTA

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

HAUT TRIBUNAL PERMANENT DES FORCES ARMEES

Voir JUSTICE, 1, DG

HELICOPTERES

Voir FORCE D'HELICOPTERES ANTI-CHARS (FHAC)
LOI DE FINANCES, 1, Transports

HISTOIRE (enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 78, DG

HOMOSEXUALITE

Voir MOEURS, 1, DG ; 2^e lecture, DG ; nouvelle lecture, DG

HOPITAUX

Voir CALAMITES, 1, DG
ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PERSONNES AGEES, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

HOPITAUX (personnels)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

HOPITAUX (tarifs)

Voir FORFAIT HOSPITALIER
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

HOPITAUX PUBLICS (secteur privé)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

HOSPICES

Voir ASSURANCES VIEILLESSE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PERSONNES AGEES, 1, DG

HOTELLERIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Temps libre
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 88

HOULLERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Voir CORSE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

HYDROCARBURES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et artisanat
PETROLE

ILE DE FRANCE

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
 COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
 LOI DE FINANCES, 1, art. 49; art. 67; art. 75;
 Environnement; Culture; Plan et aménagement du territoire
 REGION PARISIENNE
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG
 TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

IMMEUBLES

1. – Proposition de loi tendant à ce que les immeubles vacants et ceux qui n'ont pas de maître soient transférés aux communes, présentée par M. Georges Berchet, sénateur (22 juin 1982) [n° 404 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

IMMIGRATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
 TRAVAILLEURS ETRANGERS
 TRAVAILLEURS IMMIGRES

IMMIGRATION CLANDESTINE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

IMMUNITE PARLEMENTAIRE

1. – Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat (M. Jean Bénard, sénateur de l'Indre) (13 juillet 1982) (p. 3538) – Nomination des membres de la commission chargée d'examiner la demande en autorisation de poursuite (4 novembre 1982) (p. 5112): MM. Pierre Bastié, Charles Beaupetit, Jean-Marie Bouloux, Philippe de Bourgoing, Pierre Carous, Jean Cauchon, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Yves Durand, Jacques Eberhard, Claude Fuzier, Jacques Genton, François Giaccobi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Bernard-Charles Hugo, Pierre Lacour, Jacques Larché, Robert Laucournet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Jean Lecanuet, Charles Lederman, Jean-François Le Grand, Louis Le Montagner, Jacques Ménard, Georges Mouly, Marcel Rudloff, Jacques Thyraud, Marcel Vidal.

– Rapport fait au nom de cette commission, par M. Marcel Rudloff (9 décembre 1982) [n° 135 (82-83)].

Discussion des conclusions du rapport (15 décembre 1982) (p. 6909, 6911): MM. Marcel Rudloff, rapporteur; Pierre Carous, président de la commission prévue par l'article 105 du règlement.

Adoption de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de la commission: Le Sénat n'autorise pas la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean Bénard (15 décembre 1982) (p. 6911).

IMPORTATIONS

Voir AGRICULTURE, 2, DG
 COMMERCE EXTERIEUR
 LOI DE FINANCES, 1, DG; Agriculture; Commerce extérieur; Recherche et industrie; Consommation
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, nouvelle lecture, DG

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG;
 126, DG; 127; 141, DG; 145, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG

IMPOTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG; art. 1; art. 54;
 Agriculture; Services du Premier ministre I services généraux; nouvelle lecture, DG
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 4
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
 PLAN, 1, DG
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 121
 SECURITE SOCIALE, 3, DG

IMPOTS DIRECTS

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG

IMPOTS (doubles impositions)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 13, DG; 24, DG; 33, DG; 34, DG; 36, DG

IMPOTS FONCIERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
 TAXES FONCIERES

IMPOTS LOCAUX

1. – Proposition de loi tendant à alléger la charge des impôts locaux pour les familles et les personnes âgées, présentée par M. Jean-Marie Rausch, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 236 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG;
 nouvelle lecture
 COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
 CORSE, 1, DG
 CORSE, 2, DG; nouvelle lecture, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG; Agriculture;
 Intérieur et décentralisation; après l'art. 54 ter
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG;
 nouvelle lecture, DG
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG

IMPOTS LOCAUX (simulations)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

IMPOT SUR LA FORTUNE

Voir EPARGNE, 2, DG
 IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF)
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG
 TRAITES ET CONVENTIONS, 30

IMPOT SUR LE REVENU

1. – Proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu les allocations chômage lorsque leurs bénéficiaires les investissent dans le capital social de l'entreprise qu'ils créent, présentée par M. Louis Souvet, sénateur et plusieurs de ses

collègues (28 avril 1982) [n° 306 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à étendre aux couples dont les deux conjoints exercent une activité professionnelle la déduction pour frais de garde des enfants de moins de trois ans**, présentée par M. Pierre Gamboa, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 499 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Proposition de loi tendant à suspendre le versement du solde de l'impôt sur le revenu par les contribuables qui se trouvent en situation de chômage**, présentée par M. Pierre Gamboa, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 500 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

4. – **Proposition de loi tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de l'étalement du droit de paiement de l'impôt sur le revenu du défunt**, présentée par M. Pierre Gamboa, sénateur et plusieurs de ses collègues (12 octobre 1982) [n° 29 (82-83)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 2 ; Départements et territoires d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 23 et 25
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
TRAITES ET CONVENTIONS, 30 ; 33 ; 34 ; 38, DG

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 12 ; Agriculture ; Culture ; Environnement ; Commerce et artisanat ; Economie et finances II services économiques et financiers ; Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

IMPOTS SUR LES SOCIETES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Imprimerie nationale

IMPRIMERIES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

INCENDIES

Voir FORETS (INCENDIES)
TRAITES ET CONVENTIONS, 31

INCOMPATIBILITES

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 2
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
ELECTIONS, 7

INDE. – Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde du 7 au 18 février 1982, par M. Jacques Ménard et plusieurs de ses collègues (20 juillet 1982) [n° 476 (81-82)].

Voir aussi QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

INDEMNITE DE DEPART

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

INDEMNITE DE TRANSPORT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE (ISM)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART (IVD)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

INDEPENDANCE

Voir CORSE, 1, DG
INDEPENDANTISME
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
PETITIONS
TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

INDEPENDANTISME

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

INDUSTRIALISATION

Voir CORSE, 2, DG
INDUSTRIE

INDUSTRIE

Voir CORSE, 1, DG
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures ; Recherche et industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 126

INDUSTRIE (aide à l')

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 97, DG

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Relations extérieures

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 115

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Voir PHARMACIE (INDUSTRIE)

INDUSTRIE SUCRIERE

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
SUCRE

INELIGIBILITES

Voir ELECTIONS, 7, DG
SECURITE SOCIALE, 2

INFIRMIERS ET INFIRMIERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

INFLATION

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Consommation
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ;
nouvelle lecture, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ;
145, DG

INFORMATION

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; Communication audiovisuelle ;
Services du Premier ministre I services généraux-
information ; Commerce extérieur ; Environnement ; Eco-
nomie et finances III budget ; Monnaies et médailles ;
Plan et aménagement du territoire ; Affaires sociales I
section commune III travail, emploi ; Recherche et
industrie
PARLEMENT, 3, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 126, DG

INFORMATION SEXUELLE

Voir AVORTEMENT, 1, DG

INFORMATIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Agricul-
ture ; Postes et télécommunications ; Education natio-
nale ; Economie et finances III budget ; Justice ; Affaires
sociales I section commune III travail, emploi ; Recherche
et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
PARLEMENT, 3, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39, DG

INGENIEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 130

INGENIEURS DU GENIE RURAL, DES EAUX ET DES FORETS (I.G.R.E.F.)

Voir HARAS, 1, DG

INGENIEURS TECHNICIENS D'ETUDES ET DE FABRICATIONS (ITEF)

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 3, DG

INGENIEURS TECHNICIENS ET ADMINISTRATIFS (ITA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

INNOVATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Agriculture ; Plan et
aménagement du territoire ; Recherche et industrie
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 126, DG ;
141, DG ; 145, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

INSEMINATION ARTIFICIELLE

1. – Proposition de loi tendant à contrôler les recherches sur
la reproduction humaine et à interdire les manipulations
génétiques, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (8 avril
1982) [n° 255 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires
sociales.

INSPECTION DE LA RECHERCHE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 3, DG

INSPECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

Voir VETERINAIRES, 1, DG ; 2^e lecture, DG

INSTITUT CURIE

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE (IDES)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du
territoire

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (IDI)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 126, DG

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES COMPOSANTS AUTOMOBILES (IDICA)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG

INSTITUT DU MONDE ARABE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

INSTITUTEURS

Voir ENSEIGNANTS
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 124, DG ;
144

INSTITUTEURS (indemnité de logement)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ;
nouvelle lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ;
Education nationale
LOI DE FINANCES, 1, DG

**INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR
L'EXPLOITATION DES MERS**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer

INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL (IGN)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

**INSTITUTION DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES
AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT ET DES
COLLECTIVITES PUBLIQUES (IRCANTEC)**

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

**INSTITUT MEDITERRANEEN D'EDUCATION
POPULAIRE**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

**INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION
AUDIOVISUELLE**

Voir AUDIOVISUEL, 1

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Consommation

**INSTITUT NATIONAL DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE**

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE
AGRONOMIQUE (INRA)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Recherche et
industrie

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE EN
INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE (INRIA)**

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE
PEDAGOGIQUE (INRP)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

**INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA
RECHERCHE MEDICALE (INSERM)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES
ETUDES ECONOMIQUES (INSEE)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances II services
économiques et financiers ; Plan et aménagement du
territoire

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

**INSTITUT NATIONAL DE L'EDUCATION POPULAIRE
(INEP)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

**INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE
(INAO)**

Voir AGRICULTURE, 2, DG

INSTITUT NATIONAL DES INVALIDES (INI)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

**INSTITUT NATIONAL DU SPORT ET DE
L'EDUCATION PHYSIQUE (INSEP)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

INSTITUT REGIONAL DES TRANSPORTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

**INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES
PECHES MARITIMES (ISTPM)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

INSTITUT TEXTILE DE FRANCE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG

INSTITUTS REGIONAUX D'ADMINISTRATION (IRA)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

INSTITUTS REGIONAUX DE PARTICIPATION

Voir EPARGNE, 2, DG

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

INSTITUT SYNDICAL DE RECHERCHE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail, emploi

INSTRUCTION CIVIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Educa-
tion nationale

INTERET (taux d')

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Commerce extérieur ;
Comptes spéciaux du Trésor ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

INTERNAT (médecine)

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2,
DG ; nouvelle lecture, DG

INTERNAT (pharmacie)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

INTERNES D'AFRIQUE DU NORD

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG)

Voir AVORTEMENT
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux ; Affaires sociales II santé, solidarité
nationale ; nouvelle lecture, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

**INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG)
(remboursement)**

Voir AVORTEMENT, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

INVALIDES

Voir LOI DE FINANCES, 1, nouvelle lecture, DG
PERSONNES AGEES, 1, DG

INVALIDES (Hôtel des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de
la Libération

INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG

INVESTISSEMENTS

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG
CORSE, 1, DG
COUR DES COMPTES
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer ; Agriculture ; Postes
et télécommunications ; Intérieur et décentralisation ;
Education nationale ; Commerce extérieur ; Economie et
finances I charges communes ; Départements et territoires
d'outre-mer ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art.
21 ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ;
92, DG ; 126, DG ; 141, DG ; 145, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 33, DG ; 34, DG

INVESTISSEMENTS (à l'étranger)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 10, DG

IRAN

Voir MOYEN-ORIENT
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ISLANDE (République d')

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22

ISRAEL

Voir MOYEN-ORIENT
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

ISRAELITES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

ITALIE

Voir TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

J**JAPON**

Voir CONCURRENCE INTERNATIONALE
LOI DE FINANCES, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
116 ; 117
TRAVAIL, 1, DG

JAURES (Jean)

Voir ESCLAVAGE, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG

JEUNES

Voir AGRICULTEURS (JEUNES)
LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Départements et
territoires d'outre-mer ; Affaires sociales II santé, soli-
darité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 22
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

JEUNESSE ET SPORTS (ministère)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

JEUX ET PARIS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 23
LOTO
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 138

JEUX OLYMPIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education
nationale

JOURNALISTES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
PRESSE
RADIODIFFUSION-TELEVISION (journalistes)

JOURNAUX OFFICIELS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Journaux officiels (budget
annexe)

JOURNAUX OFFICIELS (informatique)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Journaux officiels (budget
annexe)

JOURNAUX OFFICIELS (personnels)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Journaux officiels (budget
annexe)

JOURNAUX OFFICIELS (photocomposition)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Journaux officiels (budget
annexe)

JUGES DEPARTITEURS

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2° lecture,
DG

JUGES MILITAIRES

Voir JUSTICE, 1, DG
JUSTICE MILITAIRE

JURIDICTIONS D'EXCEPTION

Voir JUSTICE, 1, DG ; 2° lecture, DG

JUSTICE

1. – **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (2 avril 1982) [n° 741] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Gatel (6 avril 1982) [n° 758] – Discussion (14 avril 1982) – Adoption (14 avril 1982) [n° 126].

TRANSMISSION AU SENAT (Première lecture) (20 avril 1982) [n° 273 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires étrangères (21 avril 1982) – Rapport de M. Marcel Rudloff (13 mai 1982) [n° 331 (81-82)] – Avis de M. Albert Voilquin (7 mai 1982) [n° 322 (81-82)] – Discussion (18 mai 1982) (p. 2084, 2097) ; (19 avril 1982) (p. 2157, 2179) – Adoption (19 mai 1982) [n° 89].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et en matière de sûreté de l'Etat et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 mai 1982) [n° 894] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Gatel (2 juin 1982) [n° 915] – Discussion (16 juin 1982) – Adoption (16 juin 1982) [n° 171].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 juin 1982) [n° 397 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires étrangères (23 juin 1982) – Rapport de M. Marcel Rudloff (23 juin 1982) [n° 419 (81-82)] – Discussion (24 juin 1982) (p. 3113, 3121) – Adoption (24 juin 1982) [n° 120].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et en matière de sûreté de l'Etat et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (24 juin 1979) [n° 979] – Renvoi à la commission de la défense.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Gatel (29 juin 1982) [n° 984] – Discussion (30 juin 1982) – Adoption (30 juin 1982) [n° 194].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (29 juin 1982) [n° 438 (81-82)] – Discussion (30 juin 1982) (p. 3300, 3302) – Adoption (30 juin 1982) [n° 128].

PROMULGATION : loi n° 82-621, 21 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 22 juillet 1982) – Rectificatif le 2 août 1982 (JO Lois et décrets du 2 août 1982).

Discussion (première lecture)

(18 mai 1982) (p. 2084, 2097); (19 mai 1982) (p. 2157, 2179).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2084, 2097; 2157, 2159) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Pierre Matraja, Michel Dreyfus-Schmidt, Edmond Valcin, Serge Boucheny, Rémi Herment - Charles Hernu, ministre de la défense.*

ACTION PUBLIQUE: BADINTER (Robert) (p. 2086); RUDLOFF (Marcel) (p. 2088); VOILQUIN (Albert) (p. 2089, 2090, 2091); MATRAJA (Pierre) (p. 2091, 2092).

ALSACE: RUDLOFF (Marcel) (p. 2089).

ALSACE-LORRAINE (échevinage): RUDLOFF (Marcel) (p. 2088); BADINTER (Robert) (p. 2158).

CODE DE JUSTICE MILITAIRE: BADINTER (Robert) (p. 2085); HERMENT (Rémi) (p. 2096).

CONSEILS DE GUERRE: BADINTER (Robert) (p. 2084).

COURS D'ASSISES (Jurys): DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2094).

DREYFUS (affaire): BADINTER (Robert) (p. 2084); VALCIN (Edmond) (p. 2095); HERMENT (Rémi) (p. 2096).

DROITS DE L'HOMME: RUDLOFF (Marcel) (p. 2089); VOILQUIN (Albert) (p. 2090).

GARDE A VUE: BADINTER (Robert) (p. 2085); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2094).

HAUT TRIBUNAL PERMANENT DES FORCES ARMEES: BADINTER (Robert) (p. 2085).

JUGES MILITAIRES: BADINTER (Robert) (p. 2085, 2086, 2158); RUDLOFF (Marcel) (p. 2088); VOILQUIN (Albert) (p. 2091); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2093); VALCIN (Edmond) (p. 2095).

JURIDICTIONS D'EXCEPTION: BADINTER (Robert) (p. 2084, 2157); VOILQUIN (Albert) (p. 2090); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2093); HERNU (Charles) (p. 2159).

JUSTICE MILITAIRE: BADINTER (Robert) (p. 2084, 2085); RUDLOFF (Marcel) (p. 2087); VOILQUIN (Albert) (p. 2089, 2090, 2091); MATRAJA (Pierre) (p. 2091, 2092); VALCIN (Edmond) (p. 2094, 2095); HERMENT (Rémi) (p. 2096).

LIBERTES: RUDLOFF (Marcel) (p. 2089); MATRAJA (Pierre) (p. 2091, 2093).

MEDECINE MILITAIRE: VALCIN (Edmond) (p. 2095).

MILITAIRES: VOILQUIN (Albert) (p. 2090); MATRAJA (Pierre) (p. 2091); HERNU (Charles) (p. 2158).

« **NOUVELLE CITOYENNETE** »: MATRAJA (Pierre) (p. 2093).

POLITIQUE DE DEFENSE: VOILQUIN (Albert) (p. 2091); MATRAJA (Pierre) (p. 2092); HERNU (Charles) (p. 2159).

PROCEDURE PENALE MILITAIRE: BADINTER (Robert) (p. 2086).

SECRET MILITAIRE: DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2094); BADINTER (Robert) (p. 2157).

SERVICE NATIONAL: VOILQUIN (Albert) (p. 2091).

TRIBUNAL MILITAIRE AUX ARMEES DE LANDAU: RUDLOFF (Marcel) (p. 2088); VOILQUIN (Albert) (p. 2089, 2090); MATRAJA (Pierre) (p. 2091, 2092).

TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMEES (TPFA): BADINTER (Robert) (p. 2084, 2085, 2157); RUDLOFF (Marcel) (p. 2087); VOILQUIN (Albert) (p. 2089, 2090); MATRAJA (Pierre) (p. 2091, 2092); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2093); VALCIN (Edmond) (p. 2094); HERMENT (Rémi) (p. 2096, 2097); HERNU (Charles) (p. 2158).

TRIBUNAUX TERRITORIAUX DES FORCES ARMEES (TTFA): RUDLOFF (Marcel) (p. 2088); VOILQUIN (Albert) (p. 2090).

VICTIMES (droits des): BADINTER (Robert) (p. 2157, 2158); HERNU (Charles) (p. 2159).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2159, 2179): *MM. Marcel Rudloff, rapporteur; Robert Badinter, ministre; Albert Voilquin, rapporteur pour avis; Charles Lederman.*

Intitulé de la première partie (*Des juridictions compétentes en matière militaire en temps de paix et en matière de sûreté de l'Etat*) (p. 2159).

Adopté: amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur: suppression, dans cet intitulé, de la mention relative aux juridictions en temps de paix (p. 2160).

- L'intitulé de la première partie, ainsi modifié, est adopté (p. 2160).

Avant l'art. 1^{er} (p. 2160) - *Adopté*: amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur: en temps de paix, infractions relevant des juridictions compétentes en matière militaire instruites et jugées selon la présente loi et selon les règles du code de procédure pénale (p. 2178; précédemment réservé p. 2160).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2178).

Art. 1^{er} (*Principe de la réforme*) (p. 2178; précédemment réservé p. 2160).

Adopté: amendement n° 3 de M. Albert Voilquin, rapporteur pour avis: suppression de cet article relatif à la suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et à l'instruction et au jugement des infractions de la compétence de ces tribunaux (p. 2178; scrutin public n° 108; liste des votants p. 2198, 2199).

- L'art. 1^{er} est supprimé (p. 2178).

Art. 2 (*Compétences territoriales pour les infractions commises à l'étranger*) - *Adopté* (p. 2160).

Art. 3 (*Crimes et délits en matière militaire: modification des articles 697 à 702 du Code de procédure pénale*) (p. 2160).

Art. 697 du code de procédure pénale (p. 2160)

Adoptés: amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur: affectation de magistrats spécialisés en matière militaire dans les tribunaux désignés par la cour d'appel (p. 2161) - Amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur: création au niveau de la cour d'appel d'une chambre spécialisée en matière militaire (p. 2161) - Amendement rédactionnel n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2162).

Retiré: amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur: composition de la cour d'assises compétente, en vertu de l'art. 697-1 du code de procédure pénale (p. 2161).

- Le texte proposé pour l'art. 697 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2162).

après l'art. 697 du code de procédure pénale (p. 2162)

Retiré: amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur: désignation par le procureur général d'un ou plusieurs magistrats du parquet chargés spécialement des affaires relevant des juridictions mentionnées à l'art. 697 du code pénal (p. 2162).

art. 697-1 du code de procédure pénale (p. 2162)

Adoptés amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la référence aux crimes et délits commis en relation avec le service (p. 2163) – Amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : juridictions connaissant des infractions militaires incompétentes à l'égard des mineurs non militaires – Amendement n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : déclaration d'incompétence d'une juridiction correctionnelle (p. 2164) ; sous-amendement n° 51 de M. Robert Badinter, ministre : suppression de la référence à l'incompétence de droit commun (p. 2164) *Rejeté* : amendement rédactionnel n° 50 de M. Robert Badinter ministre (p. 2163).

– Le texte proposé pour l'art. 697-1 du code de procédure pénale, ainsi modifié est adopté (2164).

art. 697-2 du code de procédure pénale (p. 2164)

Adopté : amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la référence aux juridictions de droit commun (p. 2165).

– Le texte proposé pour l'art. 697-2 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2165).

art. 697-3 du code de procédure pénale

Le texte proposé est adopté (p. 2165).

art. 698 du code de procédure pénale (p. 2165)

Adopté : amendement de coordination n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2165) ; sous-amendement rédactionnel n° 52 de M. Robert Badinter, ministre (p. 2165) – Amendement n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : compétence du procureur de la République en cas d'urgence (p. 2165).

– Le texte proposé pour l'art. 698 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2165).

art. 698-1 du code de procédure pénale (p. 2165)

Adopté : amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : déclenchement de l'action publique devant les juridictions spécialisées (p. 2166).

– Le texte proposé pour l'art. 698-1 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2166).

après l'art. 698-1 du code de procédure pénale (p. 2166)

Adoptés : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : non reprise de la fixation du délai d'urgence pour ce qui concerne l'avis du ministre de la défense (p. 2166) – Amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : tribunal saisi d'une demande de nullité de la poursuite si celle-ci a été engagée trop rapidement (p. 2166).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le code de procédure pénale (p. 2166).

art. 698-2 du code de procédure pénale

– Le texte proposé est adopté (p. 2166).

art. 698-3 du code de procédure pénale (p. 2166)

Adoptés : amendement n° 21 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : 1° distinction entre officiers de police judiciaire civils et militaires ; 2° envoi préalable des réquisitions à l'autorité militaire (p. 2167) – Amendement n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : réquisition précisant la nature et les motifs des investigations jugées nécessaires (p. 2168).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : priorité accordée aux officiers de police judiciaire de la gendarmerie pour la conduite des enquêtes à l'intérieur des établissements militaires (p. 2167).

– Le texte proposé pour l'art. 698-3 du code de procédure pénale ainsi modifié, est adopté (p. 2168).

art. 698-4 du code de procédure pénale

– Le texte proposé est adopté (p. 2168).

art. 698-5 du code de procédure pénale

Adopté : amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : référence à l'art. 377 du code de justice militaire prévoyant que les condamnations pour délit militaire prononcées par les tribunaux militaires ne figurent pas au bulletin n° 3 du casier judiciaire (p. 2168).

– Le texte proposé pour l'art. 698-5 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2168).

art. 698-6 du code de procédure pénale (p. 2168)

Retiré : amendement de coordination n° 24 de M. Marcel Rudloff rapporteur (p. 2168).

– Le texte proposé pour l'art. 698-6 du code de procédure pénale est adopté (p. 2168).

art. 698-7 du code de procédure pénale (p. 2168)

Adopté : amendement de coordination n° 25 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2169).

Rejeté : amendement de coordination n° 53 de M. Robert Badinter, ministre (p. 2169).

– Le texte proposé pour l'art. 698-7 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2169).

art. 698-8 du code de procédure pénale

– Le texte proposé est adopté (p. 2169).

art. 699 du code de procédure pénale (p. 2169)

Adopté : amendement n° 26 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : dessaisissement automatique des juridictions de droit commun, lors de l'application des mesures de mobilisation ou de mise en garde par le Gouvernement (p. 2171 ; précédemment réservé : p. 2169).

Devient sans objet : amendement n° 54 de M. Robert Badinter, ministre : dessaisissement des juridictions de droit commun, en cas de revendication de la part des tribunaux territoriaux des forces armées (p. 2171 ; précédemment réservé : p. 2169).

– Le texte proposé pour l'art. 699 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2171).

art. 699-1 du code de procédure pénale (p. 2169)

Adopté : amendement n° 55 de M. Robert Badinter, ministre : mise en œuvre des dispositions du code de justice militaire relatives au temps de guerre en cas de crise internationale (p. 2170).

Retiré : amendement n° 27 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : application des mesures applicables en temps de guerre, en cas de mise en garde préalable ou de mobilisation générale dues à une circonstance extérieure (p. 2170).

– Le texte proposé pour l'art. 699-1 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2170).

art. 700 du code de procédure pénale

– Le texte proposé est adopté (p. 2171).

art. 701 du code de procédure pénale (p. 2171)

Adoptés : amendement rédactionnel n° 28 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2171) – Amendement de coordination n° 29 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2171).

– Le texte proposé pour l'art. 701 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2171).

art. 702 du code de procédure pénale (p. 2171)

Adoptés : amendement n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : extension des règles de procédure prévues par le projet pour

les infractions militaires aux affaires de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat (p. 2172) – Amendement n° 31 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : pour les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, renvoi au ministère public en cas de déclaration d'incompétence par un tribunal (p. 2172) ; sous-amendement n° 56 de M. Robert Badinter, ministre : référence au tribunal correctionnel mentionné à l'art. 697 du code pénal (p. 2172).

– Le texte proposé pour l'art. 702 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 2172).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2172).

Intitulé de la deuxième partie (*Des juridictions compétentes en matière militaire en temps de guerre, et hors du territoire de la République en temps de paix*) (p. 2172).

Adopté : amendement n° 32 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 2172).

– L'intitulé de la deuxième partie est supprimé (p. 2172).

Art. 4 (*Juridictions compétentes en temps de guerre*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2172).

Adopté : amendement n° 33 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article portant création de tribunaux permanents des forces armées en temps de guerre (p. 2173).

– L'art. 4 est rétabli, ainsi rédigé (p. 2173).

Art. 5 (*Tribunaux militaires aux armées en temps de guerre*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2173).

Adopté : amendement n° 34 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article portant composition des tribunaux permanents des forces armées en temps de guerre (p. 2173).

– L'art. 5 est rétabli, ainsi rédigé (p. 2173).

Art. 6 (*Tribunaux aux armées établis en temps de paix hors du territoire de la République*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2173).

Adopté : amendement n° 35 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article portant création du tribunal militaire aux armées établi en temps de paix hors du territoire de la République (p. 2174).

Rejeté : sous-amendement n° 57 de M. Robert Badinter, ministre : Commissaire du Gouvernement placé sous l'autorité du garde des sceaux (p. 2174).

– L'article 6 est rétabli ainsi rédigé (p. 2174).

Art. 7 (*Exercice de l'action civile*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2174).

Adopté : amendement n° 36 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la réparation du dommage causé par une infraction relevant de la compétence des juridictions des forces armées (p. 2174).

– L'art. 7 est rétabli, ainsi rédigé (p. 2174).

Art. 8 (*Règles de compétence applicables en cas de succession d'une juridiction des forces armées*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2174).

Adopté : amendement de coordination n° 37 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2174).

– L'art. 8 est rétabli, ainsi rédigé (p. 2174).

Art. 9 (*Renvoi en annexe des modifications apportées au code de justice militaire*) (p. 2174).

Retirés : amendement n° 38 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : maintien du livre III du code de justice militaire (p. 2175) – Amendement n° 39 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression du paragraphe III de cet article relatif à la publication par décret en Conseil d'Etat du texte du code de justice militaire (p. 2175).

art. 97 du code de justice militaire (p. 2175)

Adopté : amendement de coordination n° 40 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2176).

Retirés : amendement de coordination n° 58 et 59 de M. Robert Badinter, ministre (p. 2175).

– Le texte proposé pour l'art. 97 du code de justice militaire, ainsi modifié, est adopté (p. 2176).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2176).

Art. 9 bis (*Changement de référence des articles législatifs du code du service national par voie réglementaire*) (p. 2176).

Adopté : amendement n° 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article portant disposition d'ordre réglementaire (p. 2176).

– L'art. 9 bis est supprimé (p. 2176).

Intitulé avant l'art. 10 (*Troisième partie : dispositions diverses et entrée en vigueur*) (p. 2176).

Adopté : amendement rédactionnel n° 43 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2176).

– L'intitulé, ainsi modifié est adopté (p. 2176).

Art. 10 (*Etablissement à Paris d'un tribunal des forces armées*) – Adopté (p. 2176).

Art. 11 (*Reclassement des personnels de la justice militaire dans les corps militaires*) – Adopté (p. 2176).

Art. 12 (*Intégration du personnel de la justice militaire dans le corps des fonctionnaires des services judiciaires*) – Adopté (p. 2176).

Art. 13 (*Modification de la loi du 29 septembre 1966 relative à l'exercice des fonctions judiciaires militaires*) – Adopté (p. 2176).

Art. 14 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 2176).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : précision du délai d'entrée en vigueur de la présente loi (p. 2177) – Amendements de coordination n° 45 et 46 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2177) – Amendement rédactionnel n° 47 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2177).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2177).

Art. 15 (*Application de la loi aux collectivités territoriales d'outre-mer*) (p. 2177).

Adopté : amendement rédactionnel n° 48 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 2178).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2178).

Intitulé du projet de loi (p. 2178).

Adopté : amendement n° 49 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : nouvelle rédaction de cet intitulé ne faisant plus référence à la suppression des tribunaux des forces armées : « **Projet de loi relatif à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et en matière de sûreté de l'Etat et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire** » (p. 2179).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié est adopté (p. 2179).

Adoption (19 mai 1982) (p. 2179).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1982) (p. 3113, 3121).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3113, 3116) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Louis Martin, en remplacement de M. Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Edmond Valcin.*

AMNISTIE : VALCIN (Edmond) (p. 3115) ; BADINTER (Robert) (p. 3115, 3116).

COUR DE LA SURETE DE L'ETAT : VALCIN (Edmond) (p. 3115) ; BADINTER (Robert) (p. 3115).

JURIDICTIONS D'EXCEPTION : BADINTER (Robert) (p. 3113) ; VALCIN (Edmond) (p. 3114, 3115).

JUSTICE MILITAIRE : BADINTER (Robert) (p. 3113, 3115) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3114) ; MARTIN (Louis) (p. 3114) ; VALCIN (Edmond) (p. 3114, 3115).

TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMEES (TPFA) : BADINTER (Robert) (p. 3113) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3114) ; MARTIN (Louis) (p. 3114) ; VALCIN (Edmond) (p. 3114, 3115).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3116, 3121) ; *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Louis Martin, Charles Lederman.*

Art. 1^{er} A (p. 3116 – supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article : jugement en temps de paix des infractions relevant des juridictions compétentes en matière militaire selon les dispositions de la présente loi et les règles du code de procédure pénale (p. 3116).

– L'art. 1^{er} A est rétabli, ainsi rédigé (p. 3116).

Art. 1^{er} (p. 3116).

Adoptés : amendements identiques n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur et n° 1 de M. Albert Voilquin, rapporteur pour avis, soutenu par M. Louis Martin : suppression de cet article relatif à la suppression des tribunaux permanents des forces armées et du haut tribunal permanent des forces armées (p. 3116).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 3116).

Art. 3 (p. 3116).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : tribunal de grande instance et affectation des magistrats aux formations de jugements spécialisés en matière militaire (p. 3117) – Amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : appel et formation d'une chambre spécialisée dans les cours où il existe plusieurs chambres (p. 3117) – Amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : compétence des juridictions spécialisées pour les mineurs et les militaires (p. 3118) – Amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : mise en mouvement de l'action publique et avis dans le délai d'un mois sauf en cas d'urgence absolue (p. 3119) – Amendement de coordination n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 3119) – Amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : précision de la nature et des motifs des investigations jugées nécessaires par les réquisitions (p. 3120) – Amendement de coordination n° 16 de M. Robert Badinter, ministre (p. 3120).

Retiré : amendement n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : réquisitions préalables adressées par les officiers de police chargés d'enquêter auprès de l'autorité militaire (p. 3119).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3120).

Art. 6 (p. 3120).

Adopté : amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice (p. 3120).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3120).

Art. 9 (p. 3120).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression des dispositions de cet article sur l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice (p. 3121) – Amendement n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : avis dans un délai d'un mois, sauf en cas d'urgence absolue

(p. 3121) – Amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : dénonciation ou avis et délai fixé pour la formulation de cet avis (p. 3121).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3121).

Art. 14 (p. 3121) – Adopté.

Nouvel intitulé (p. 3121).

Adopté : amendement n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : « projet de loi relatif à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et en matière de sûreté de l'Etat et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire » (p. 3121).

Adoption (24 juin 1982) (p. 3121).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(30 juin 1982) (p. 3300, 3302).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3300, 3301) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur pour le Sénat.*

ACTION PUBLIQUE : BADINTER (Robert) (p. 3300) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3301).

JUSTICE MILITAIRE : BADINTER (Robert) (p. 3300) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3301).

TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE : BADINTER (Robert) (p. 3300) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3301).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3301, 3302) *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Robert Badinter, ministre.*

Art. 1 et 3 (p. 3301).

Art. 6 et 9 (p. 3302).

Intitulé (p. 3302).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : projet de loi relatif à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et de sûreté de l'Etat et modifiant les codes de procédure pénale et de justice militaire (p. 3302).

Explication de vote : M. Max Lejeune (p. 3302).

Adoption (30 juin 1982) (p. 3302).

2. – Rapport d'information fait, au nom de la commission des finances, sur le fonctionnement de la justice dans le ressort de la Cour d'appel de Rennes, par M. Georges Lombard (12 octobre 1982) [n° 28 (82-83)].

3. – **Projet de loi permettant aux attachés d'administration centrale admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (29 octobre 1982) [n° 73 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (28 octobre 1982) [n° 1194] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Fleury (17 novembre 1982) [n° 1223] – Discussion (23 novembre 1982) – Adoption (23 novembre 1982) [n° 263].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'aide judiciaire, à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile et à la postulation dans la région parisienne** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 novembre 1982) [n° 109 (82-83)] – Renvoi à la commission

des lois - Rapport de M. Léon Jozeau-Marigné (8 décembre 1982) [n° 129] - Discussion (15 décembre 1982) (p. 6895, 6909) - Adoption (15 décembre 1982) [n°45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1982) [n° 1303] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Fleury (16 décembre 1982) [n° 1312] - Discussion (20 décembre 1982) - Adoption définitive (20 décembre 1982) [n°306].

PROMULGATION: Loi n° 82-1173 du 31 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 1^{er} janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1982) (p. 6895, 6509).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 6895, 6904) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice; Léon Jozeau-Marigné, président et rapporteur de la commission des lois; Jean Colin, Félix Ciccolini, Jean-Marie Girault, Charles Lederman, François Collet, Mme Cécile Goldet.*

AIDE JUDICIAIRE: BADINTER (Robert) (p. 6895); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6897, 6898); COLIN (Jean) (p. 6898); CICCOLINI (Félix) (p. 6899, 6900); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6900, 6901); LEDERMAN (Charles) (p. 6901, 6902).

AVOCATS: BADINTER (Robert) (p. 6895, 6896); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6897, 6898); COLIN (Jean) (p. 6899); CICCOLINI (Félix) (p. 6899, 6900); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6900, 6901); LEDERMAN (Charles) (p. 6901, 6902); COLLET (François) (p. 6903, 6904); GOLDET (Cécile) (p. 6904).

AUXILIAIRES DE JUSTICE: BADINTER (Robert) (p. 6895, 6896); CICCOLINI (Félix) (p. 6899); LEDERMAN (Charles) (p. 6901); GOLDET (Cécile) (p. 6904).

BUREAUX D'AIDE JUDICIAIRE: BADINTER (Robert) (p. 6895).

COMMISSIONS ET DESIGNATIONS D'OFFICE: BADINTER (Robert) (p. 6895); CICCOLINI (Félix) (p. 6899); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6901); LEDERMAN (Charles) (p. 6902).

POSTULATION: BADINTER (Robert) (p. 6896, 6897); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6897, 6898); COLIN (Jean) (p. 6898, 6899); CICCOLINI (Félix) (p. 6899); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6900, 6901); LEDERMAN (Charles) (p. 6902); COLLET (François) (p. 6903, 6904); GOLDET (Cécile) (p. 6904).

REGION PARISIENNE: BADINTER (Robert) (p. 6896, 6897); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6897, 6898); COLIN (Jean) (p. 6898, 6899); CICCOLINI (Félix) (p. 6899); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6900, 6901); LEDERMAN (Charles) (p. 6902); COLLET (François) (p. 6903, 6904); GOLDET (Cécile) (p. 6904).

SOLIDARITE NATIONALE: LEDERMAN (Charles) (p. 6902).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6904, 6909) *MM. François Collet, Léon Jozeau-Marigné, rapporteur; Robert Badinter, ministre; Marcel Rudloff, Jean-Marie Girault.*

Art. 1^{er} (Modification de l'intitulé de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6904).

Art. 2 (Insertion d'un titre premier intitulé « De l'aide judiciaire » avant le chapitre premier de la loi du 3 janvier 1972 - Adopté (p. 6904).

Art. 3 (Modification de l'article 8 de la loi du 3 janvier 1972 : frais afférents pris en charge par l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6904).

Art. 4 (Suppression de l'article 11 de la loi du 3 janvier 1972 : bureau supérieur de l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6904).

Art. 5 (Modification de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1972 : recours et règlement des conflits de compétences) - Adopté (p. 6904).

Art. 6 (Modification de l'art. 14 de la loi du 3 janvier 1972 : composition des bureaux d'aide judiciaire) (p. 6905).

Adopté: amendement n° 8 de M. François Collet : présidence des bureaux d'aide judiciaire par un magistrat honoraire ou par un ancien magistrat et composition de chaque bureau s'élevant à 5 membres (p. 6906).

- L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 6906).

Art. 7 (Pouvoir d'investigation des bureaux d'aide sociale) - Adopté (p. 6906).

Art. 8 (Modification de l'article 17 de la loi du 3 janvier 1972 : admission provisoire à l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6906).

Art. 9 (Modification de l'article 8 de la loi du 3 janvier 1972 : recours contre les décisions du bureau d'aide judiciaire) - Adopté (p. 6906).

Art. 10 (Modification de l'article 19 de la loi du 3 janvier 1972 : indemnité versée à l'avocat) - Adopté (p. 6906).

Art. 11 (Modification de l'article 23 de la loi du 3 janvier 1972 : libre choix des auxiliaires de justice par le bénéficiaire de l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6906).

Art. 11 bis (Modification de l'article 26 de la loi du 3 janvier 1972 : dépens mis à la charge du bénéficiaire de l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6906).

Art. 11 ter (Modification de l'article 27 de la loi du 3 janvier 1972 : limite au recouvrement des dépens par l'Etat) - Adopté (p. 6906).

Art. 11 quater (Recouvrement par l'Etat de l'indemnité forfaitaire sur l'adversaire condamné aux dépens et ne bénéficiant pas de l'aide judiciaire) - Adopté (p. 6906).

Art. 12 (Modification de l'art. 30 de la loi du 3 janvier 1972 : restitution des droits et honoraires versés en cas de retrait de l'aide judiciaire) (p. 6906).

Adopté: amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff : obligation pour le bénéficiaire de l'aide judiciaire de restituer les sommes versées à l'avocat ou à l'avoué en cas de retrait de l'aide judiciaire (p. 6907).

- L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 6907).

Art. 13 (Insertion d'un titre II après le chapitre VII de la loi du 3 janvier 1972 : indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile) (p. 6907).

Adopté: amendement de coordination n° 2 de M. Marcel Rudloff (p. 6907).

- L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 6907).

Art. 14 (Modification rédactionnelle de la loi du 3 janvier 1972) - Adopté (p. 6907).

Art. 16 (Modification des articles de référence au huitième alinéa de l'article 31 de la loi du 3 janvier 1972) - Adopté (p. 6907).

Art. 17 (Abrogation de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire) - Adopté (p. 6907).

Art. 17 bis (Numérotation des articles de la loi du 3 janvier 1972) - Adopté (p. 6907).

Art. 17 ter (Modification de l'article 1^{er} de la loi n° 71. 1130 du 31 décembre 1971 : multipostulation dans la région parisienne) (p. 6907).

Rejeté: amendement n° 3 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article relatif à la prorogation en région parisienne de la multipostulation (p. 6909).

- L'art. 17 ter est adopté (p. 6909).

Adoption (15 décembre 1982) (p. 6909).

Voir aussi **CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1**
LOI DE FINANCES, 1, Justice
TRAITES ET CONVENTIONS, 8 ; 11

JUSTICE (copies d'actes)

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, 8, DG**

JUSTICE MILITAIRE

Voir **JUGES MILITAIRES**
JUSTICE, 1, DG ; 2^e lecture, DG ; CMP
TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES
ARMEES (TPFA)
TRIBUNAUX TERRITORIAUX DES FORCES
ARMEES (TTFA)

K**KEHL-STRASBOURG**

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 35, DG

KERGUELEN (pêche)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

KINESITHERAPEUTES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

KOUROU (émetteurs radio)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

KOWEIT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 34

L**LABORATOIRES**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

LAINES

Voir AGRICULTURE, 2, art. 16

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir AGRICULTURE, 2, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Plan et aménagement du territoire
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

LANGUES ETRANGERES

1. - Proposition de loi relative à l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes, présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 juin 1982) [n° 433 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

LANGUES REGIONALES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
CORSE, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

LANGUES VERNACULAIRES

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG

LAVANDE

Voir AGRICULTURE, 2, DG

LA VILLETTE (aménagement)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Economie et finances I charges communes ; Economie et finances (I charges communes Etat C titre VI) ; Culture

LA VILLETTE (musée)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

LEGION D'HONNEUR (ordre de la)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération

LEGION D'HONNEUR (contingents)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Légion d'honneur et ordre de la Libération

LEGION D'HONNEUR (maison d'éducation)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération

LEGION ETRANGERE

Voir CORSE, 2, DG

LEGITIME DEFENSE

Voir AUTO DEFENSE
LOI DE FINANCES, 1, Justice

LEMAN (lac)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 4

LIBAN

Voir ALLOCUTION, 5
MOYEN-ORIENT
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

LIBERATION (ordre de la)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération

LIBERTES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
JUSTICE, 1, DG
MOEURS, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 22, DG ; 79, DG
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

LIBERTES INDIVIDUELLES

1. - Proposition de loi tendant à autoriser les traitements médico-chirurgicaux pour les anomalies de la transexualité et à reconnaître le changement d'état civil des transsexuels, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (9 avril 1982) [n° 260 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39, DG

LIBERTES PUBLIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat ; Justice
PLAN, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39
TRAVAIL, 1, DG

LICENCIEMENTS

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Mer
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 92, DG ; 107 ; 120, DG ; 126 ; 131, DG
TRAVAIL, 1, DG

TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 4

LIGNES ELECTRIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

LIGNES FERROVIAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS, 1, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA)

Voir MOEURS, 1, DG

LIN (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG

LISTES ELECTORALES

Voir CORSE, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
ELECTIONS, 6, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

LITTORAL (protection du)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Environnement ; Urbanisme et logement ; Plan et aménagement du territoire

LIVRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Imprimerie nationale ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
MANUELS SCOLAIRES

LIVRET D'EPARGNE POPULAIRE

Voir EPARGNE, 1, DG

LOCATAIRES (droits et obligations des)

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG ; CMP

LOCATION VENTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

LOGEMENT

1. – Proposition de loi relative au logement des fonctionnaires de la police nationale, présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 176 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – Proposition de loi tendant à démocratiser la participation des entreprises à l'effort de construction, présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 501 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG
COUR DES COMPTES
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 16 ; art. 48 ; Temps libre ; Départements et territoires d'outre-mer ; Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, 131, DG ; 139, DG ; 146

LOGEMENT SOCIAL

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
BAUX, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 48 ; Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Voir BAUX, 1, DG

LOI (domaine de la)

Voir BAUX, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, DG
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG ; CMP
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

LOI (non rétroactivité de la)

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

LOI QUILLIOT (loi n° 81-1161 du 30 décembre 1981 relative à la modération des loyers)

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

LOI « SECURITE ET LIBERTE » (loi n° 81-82 du 2 février 1981 renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes)

Voir SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

LOIS AUROUX (travail)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ; 131, DG
TRAVAIL

LOIS DE FINANCES

1. – Projet de loi de finances pour 1983, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget (21 septembre 1982) [n° 1083] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères, à la commission de la défense nationale, à la commission des affaires culturelles, des lois et à la commission de la production – Rapport général de M. Christian Pierret, rapporteur général

(21 octobre 1982) [n° 1165] – Discussion du 26 octobre au 19 novembre 1982) – Adoption (19 novembre 1982) [n° 260].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1982) [n° 94 (82-83)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles, à la commission des affaires économiques, à la commission des affaires étrangères, à la commission des affaires sociales et à la commission des lois – Rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général (22 novembre 1982) [n° 95 (82-83)].

Discussion (22 novembre 1982) (p. 5634, 5672); (23 novembre 1982) (p. 5680, 5700); (24 novembre 1982) (p. 5729, 5768); (25 novembre 1982) (p. 5774, 5813); (26 novembre 1982) (p. 5822, 5870); (27 novembre 1982) (p. 5892, 5950); (29 novembre 1982) (p. 5964, 6019); (30 novembre 1982) (p. 6028, 6089); (1^{er} décembre 1982) (p. 6100, 6133); (2 décembre 1982) (p. 6146, 6211); (3 décembre 1982) (p. 6230, 6271); (4 décembre 1982) (p. 6278, 6313); (6 décembre 1982) (p. 6334, 6392); (7 décembre 1982) (p. 6406, 6459); (8 décembre 1982) (p. 6470, 6523); (9 décembre 1982) (p. 6534, 6588); (10 décembre 1982) (p. 6596, 6652); (11 décembre 1982) (p. 6657, 6749) – Rejet (11 décembre 1982) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1982) [n° 1292] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (14 décembre 1982) [n° 1294] – **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)**; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (14 décembre 1982) [n° 141 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 décembre 1982) [n° 1292] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (15 décembre 1982) [n° 1298] – Discussion (15 décembre 1982) – Adoption (15 décembre 1982) [n° 286].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 152 (82-83)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (17 décembre 1982) [n° 154 (82-83)] – Discussion (18 décembre 1982) (p. 7095, 7109) – Rejet (18 décembre 1982) [n° 60].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1982) [n° 1336] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (18 décembre 1982) [n° 1337] – Discussion (18 décembre 1982) – Adoption définitive (18 décembre 1982) [n° 304].

Décision du Conseil constitutionnel en date du 29 décembre 1982 (JO du 30 décembre 1982) déclarant inconstitutionnelles les dispositions des articles 106 et 108 de la loi et conformes à la Constitution les autres dispositions de la loi.

PROMULGATION: Loi n° 82-1126 du 29 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 30 décembre 1982).

SÉNAT

Rapporteur général

Rapport général de M. Maurice Blin [n° 95 (82-83)] fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1983, adopté par l'Assemblée nationale.

Tome I. – Le budget de 1983 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. – Observations de la Commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes (M. André Fosset, Rapporteur).

Tome II. – Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Annexes n° :

Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi :

1. – I. – Section commune : M. André FOSSET.
2. – II. – Santé, Solidarité nationale : M. Marcel FORTIER.
1. – III. – Travail, Emploi : M. André FOSSET.
3. – Agriculture : M. Henri TORRE.
4. – Anciens combattants : M. René TOMASINI.
5. – Commerce et artisanat : M. René BALLAYER.
6. – Commerce extérieur : M. Tony LARUE.
7. – Consommation : M. Michel MANET.
8. – Culture : M. Jean-Pierre FOURCADE.
9. – Départements et Territoires d'Outre-Mer : M. René MONORY.

Economie et finances :

10. – I. – Charges communes : M. Henri DUFFAUT.
11. – II. – Services économiques et financiers : M. Michel MANET.
11. – III. – Budget : M. Michel MANET.

Education nationale :

12. – I. – Enseignement scolaire : M. Gérard DELFAU.
13. – II. – Enseignement universitaire : M. René CHAZELLE.
14. – Environnement : M. Pierre CROZE.
15. – Information : M. Henri GETSCHY.
16. – Intérieur et décentralisation : M. Joseph RAYBAUD.
17. – Justice : M. Georges LOMBARD.

Mer :

18. – Marine marchande : M. Camille VALLIN.
19. – Ports : M. Tony LARUE.

Plan et aménagement du territoire :

20. – I. – Commissariat général du Plan : M. Paul JARGOT.
21. – II. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de MONTALEMBERT.
20. – III. – Economie sociale : M. Paul JARGOT.

Recherche et industrie :

22. – I. – Recherche : M. Jacques DESCOURS DESACRES.
23. – II. – Industrie : M. René TOMASINI.

Relations extérieures :

24. – I. – Services diplomatiques et généraux : M. Josy MOINET.
25. – II. – Coopération : M. Robert SCHMITT.

Services du Premier Ministre :

26. - I. - Services généraux : M. Robert GUILLAUME.
 27. - II. - Secrétariat général de la Défense nationale : M. Christian PONCELET.
 28. - III. - Conseil économique et social : M. Paul JARGOT.
- Temps libre :
29. - I. - Section commune : M. Stéphane BONDUEL.
 29. - II. - Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature : M. Stéphane BONDUEL.
 29. - III. - Jeunesse et sports : M. Stéphane BONDUEL.
 30. - IV. - Tourisme : M. Yves DURAND.

Transports :

31. - I. - Section commune : Mlle Irma RAPUZZI.
 32. - II. - Aviation civile : M. Jean-François PINTAT.
 III. - Transports intérieurs
 31. - Transports terrestres : Mlle Irma RAPUZZI.
 33. - Routes et voies navigables : M. Henri CAILLAVET.
 32. - IV. - Météorologie : M. Jean-François PINTAT.
 34. - Urbanisme et logement : M. Charles BEAUPETIT.

B. - Budgets annexes.

35. - Imprimerie nationale : M. Pierre GAMBOA.
 36. - Journaux officiels : M. Pierre GAMBOA.
 37. - Légion d'Honneur et Ordre de la Libération : M. René CHAZELLE.
 38. - Monnaies et médailles : M. Jean-Pierre FOURCADE.
 39. - Postes et télécommunications : M. Louis PERREIN.
 40. - Prestations sociales agricoles : M. Henri TORRE.

II. - DÉFENSE

A. - Budget général.

41. - Exposé d'ensemble : M. Jean FRANCOU.
 42. - Dépenses ordinaires : M. Modeste LEGOUÉZ.
 41. - Dépenses en capital : M. Jean FRANCOU.

B. - Budget annexe.

43. - Essences : M. Michel MANET.

III. - AUTRES DISPOSITIONS

44. - Comptes spéciaux du Trésor : M. Christian PONCELET.
 45. - Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982) : M. Jean CLUZEL.

Avis [n° 96 (82-83)] présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1983, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Culture, par M. Michel MIROUDOT.
 Tome II.- Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques CARAT.
 Tome III.- Environnement, par M. Hubert MARTIN.
 Tome IV.- Enseignement scolaire, par M. Paul SÉRAMY.
 Tome V.- Enseignement agricole, par M. René TINANT.
 Tome VI.- Enseignements supérieurs, par M. Jean SAUVAGE.

Tome VII.- Recherche scientifique et technique, par M. Adrien GOUTEYRON.

Tome VIII.- Formation professionnelle continue, par Mme Brigitte GROS.

Tome IX.- Education physique et sportive, par M. Roland RUET.

Tome X.- Jeunesse et sports, par M. Roland RUET.

Tome XI.- Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature, par Mme Hélène LUC.

Tome XII.- Information-Presses, par Mme Brigitte GROS.

Tome XIII.- Communication audiovisuelle, par M. Charles PASQUA.

Tome XIV.- Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques PELLETIER.

Tome XV.- Coopération, par M. Lucien DELMAS.

Avis [n° 97 (82-83)] présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1983, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I.- Agriculture, par M. Michel SORDEL.

Tome II.- Aménagement rural, par M. Jules ROUJON.

Tome III.- Industries agricoles et alimentaires, par M. Pierre JEAMBRUN.

Tome IV.- Industrie, par M. Francisque COLLOMB.

Tome V.- Energie, par M. Marcel LUCOTTE.

Tome VI.- Recherche scientifique, par M. Pierre NOÉ.

Tome VII.- Commerce et artisanat, par M. Raymond BRUN.

Tome VIII.- Consommation et concurrence, par M. Gérard EHLERS.

Tome IX.- Commerce extérieur, par M. Maurice PRÉVOTEAU.

Tome X.- Aménagement du territoire, par M. Roger RINCHET.

Tome XI.- Plan, par M. Bernard BARBIER.

Tome XII.- Routes et voies navigables, par M. Jacques BRACONNIER.

Tome XIII.- Ports maritimes, par M. Daniel MILLAUD.

Tome XIV.- Logement, par M. Robert LAUCOURNET.

Tome XV.- Urbanisme, par M. Maurice JANETTI.

Tome XVI.- Tourisme, par M. Paul MALASSAGNE.

Tome XVII.- Environnement, par M. Richard POUILLE.

Tome XVIII.- Transports terrestres, par M. Georges BERCHET.

Tome XIX.- Aviation civile, par M. Bernard LEGRAND.

Tome XX.- Marine marchande, par M. Jean COLIN.

Tome XXI.- Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie RAUSCH.

Tome XXII.- Départements d'Outre-Mer, par M. Bernard PARMANTIER.

Tome XXIII.- Territoires d'Outre-Mer, par M. Jacques MOSSION.

Avis [n° 98 (82-83)] présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1983, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Affaires étrangères, par M. Claude MONT.
 Tome II.- Relations culturelles, par M. Francis PALMERO.
 Tome III.- Coopération, par M. Louis MARTIN.
 Tome IV.- Défense. - Section commune, par M. Jacques GENTON.
 Tome V.- Défense. - Section Gendarmerie, par M. Michel CALDAGUÈS.
 Tome VI.- Défense. - Section Forces terrestres, par M. Jacques CHAUMONT.
 Tome VII.- Défense. - Section Air, par M. Albert VOILQUIN.
 Tome VIII.- Défense. - Section Marine, par M. Max LEJEUNE.

Avis [n° 99 (82-83)] présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1983, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Anciens combattants, par M. Charles BONIFAY.
 Tome II.- Solidarité nationale. - Santé, par M. Jean CHÉRIOUX.
 Tome III.- Solidarité nationale. - Sécurité sociale, par M. Louis BOYER.
 Tome IV.- Travail, par M. Jean BÉRANGER.
 Tome V.- Prestations sociales agricoles, par M. Louis CAIVEAU.

Avis [n° 100 (82-83)] présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1983, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I.- Intérieur, par M. Pierre SALVI.
 Tome II.- Justice, par M. Edgar TAILHADES.
 Tome III.- Départements d'Outre-Mer, par M. Louis VIRAPOULLÉ.
 Tome IV.- Territoires d'Outre-Mer, par M. Lionel CHERRIER.
 Tome V.- Protection civile, par M. Paul GIROD.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

Rapport général du M. Christian Pierret [n° 1165] fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1983.

- Tome I.- Rapport général.
 Tome II.- Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.
 Tome III.- Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGET GÉNÉRAL

A. - Dépenses civiles

Annexes n° :

1. - Affaires sociales et solidarité nationale. Santé : Section commune : M. Jean-Paul de ROCCA-SERRA.
2. - (Tome 1) Affaires sociales et solidarité nationale : M. Daniel BENOIST.

(Tome 2) Santé : M. Daniel BENOIST

(Fascicule budgétaire : Affaires sociales et solidarité nationale-Travail-Santé-Emploi)

3. - Affaires sociales et solidarité nationale.-Services du Premier Ministre : Travail et emploi : M. Dominique FRELAUT.

(Fascicule budgétaire : Affaires sociales et solidarité nationale-Travail-Santé-Emploi)

4. - Agriculture : Dépenses ordinaires : M. Martin MALVY.
5. - Agriculture : Dépenses en capital : M. Yves TAVERNIER.
6. - Anciens combattants : M. Jean-Louis DUMONT.
7. - Commerce et artisanat : Commerce. M. Germain SPRAUER.
8. - Commerce et artisanat : Artisanat : M. René SOUCHON.
9. - Commerce extérieur : M. Paul CHOMAT.

(Fascicule budgétaire : Economie et Finances, services économiques et financiers)

10. - Communication : Communication.-Radio-télévision : M. Pierre FORGUES.

(Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)

11. - Consommation : M. Serge BELRAME.
12. - Culture : M. Jean-Paul PLANCHOU.
13. - Départements et territoires d'Outre-Mer : M. Maurice POURCHON.
14. - (Tome 1) Economie et Finances : Charges communes : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

(Tome 2) Economie et Finances : Services économiques et financier) : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

15. - Economie et Finances : Budget : M. Parfait JANS.
16. - Education nationale : Enseignement primaire et secondaire : M. François MORTELETTE.
17. - Education nationale : Enseignement supérieur : M. Gilbert GANTIER.
18. - Environnement : M. René RIEUBON.
19. - Formation professionnelle : M. Michel BERSON.

(Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)

20. - Intérieur et Décentralisation : M. André LAIGNEL.
21. - Justice : M. Jean NATIEZ.
22. - Mer : M. Albert DENVERS.
23. - Plan et aménagement du territoire : M. Dominique TADDEI.
24. - Recherche et Industrie : Recherche : M. Michel CHARZAT.

25. – Recherche et Industrie : Industrie : M. Claude GERMON.
26. – Recherche et Industrie : Energie : M. Alain RODET.
27. – Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux : M. Charles JOSSELIN.
28. – Relations extérieures : Affaires européennes : M. Pierre MEHAIGNERIE.
29. – Relations extérieures : Coopération et développement : M. Alain VIVIEN.
30. – Services du Premier Ministre : Droits de la Femme : M. Emmanuel HAMEL.
- (Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)
31. – Services du Premier Ministre : Fonction publique : M. Raymond DOUYERE.
- (Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)
32. – Services du Premier Ministre : Rapatriés : M. Gérard BAPT.
- (Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, service généraux)
33. – Services du Premier Ministre : Relations avec le Parlement : M. Edmond ALPHANDERY.
- (Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)
34. – Services du Premier Ministre : Services généraux : M. Jean ANCIANT.
35. – Services du Premier Ministre : Secrétariat général de la Défense nationale : M. Henri de GASTINÈS.
36. – Services du Premier Ministre : Conseil Economique et social : M. Michel BARNIER.
37. – Temps libre : Section commune-Loisir social-Education populaire et activités de pleine nature : M. Hervé VOUILLOT.
38. – Temps libre : Jeunesse et sports : M. Claude WILQUIN.
39. – Temps libre : Tourisme : M. Jean de PREAUMONT.
40. – Transports : Section commune : M. Francois d'AUBERT.
41. – Transports : Transports intérieurs : M. Roland CARRAZ.
42. – Transports : Aviation civile-Météorologie : M. Robert-André VIVIEN.
43. – Urbanisme et logement : M. Guy LENGAGNE.

B. – Dépenses militaires

44. – Défense : M. Jean-Yves LE DRIAN.

II. – BUDGETS ANNEXES

45. – Essences : M. Michel INCHAUSPE.
46. – Imprimerie nationale : M. Philippe MESTRE.
47. – Journaux officiels : M. Michel BARNIER.
48. – Légion d'Honneur-Ordre de la Libération : M. Christian BERGELIN.
49. – Monnaies et Médailles : M. Michel NOIR.
50. – Postes, Télécommunications et Télédiffusion : M. Alain BONNET.
51. – Prestations sociales agricoles : M. Michel COUILLET.

III. – DIVERS

14. – (Tome 3) Comptes spéciaux du Trésor : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

52. – Taxes parafiscales : M. Paul MERDIECA.

Avis [n° 1166] présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1983

- Tome I.– Affaires sociales et Solidarité nationale, par M. Joseph LEGRAND

- Tome II.– Affaires sociales et Solidarité nationale : Famille et population, par M. Henri BAYARD

- Tome III.– Affaires sociales et Solidarité nationale : Handicapés, par M. Louis BESSON

- Tome IV.– Affaires sociales et Solidarité nationale : Personnes âgées, par M. Jean LABORDE

- Tome V.– Affaires sociales et Solidarité nationale : Population immigrée, par M. Jean-Michel BELORGEY

- Tome VI.– Affaires sociales et Solidarité nationale : Travail, par M. Michel COFFINEAU

- Tome VII.– Anciens combattants, par M. Jean FALALA

- Tome VIII.– Communication, par M. Jean-Michel BOUCHERON

(Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre services généraux)

- Tome IX.– Communication : Radio-télévision, par M. Alain BOCQUET

- Tome X.– Culture, par M. Rodolphe PESCE

- Tome XI.– Départements et territoires d'Outre-Mer : Régime social, par M. Marcel GARROUSTE

- Tome XII.– Education nationale : Orientation générale, par M. Bernard DEROSIER

- Tome XIII.– Education nationale : Enseignement primaire et enseignement secondaire, par M. Jacques BRUNHES

- Tome XIV.– Education nationale : Universités, par M. Jacques SANTROT

- Tome XV.– Education nationale : Enseignement technique, par M. Jean-Paul FUCHS

- Tome XVI.– Education nationale : Education physique et sportive, par M. Jean-Hugues COLONNA

- Tome XVII.– Environnement, par M. Etienne PINTÉ

- Tome XVIII.– Formation professionnelle, par M. Antoine GISSINGER

(Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)

- Tome XIX.– Prestations sociales agricoles, par M. Francis GENG

- Tome XX.– Recherche et Industrie : Recherche, par M. Jean-Pierre SUEUR

- Tome XXI.– Relations extérieures : Relations culturelles, par M. André DELEHEDDE

- Tome XXII.– Santé, par M. Louis LARENG

(Fascicule budgétaire : Affaires sociales et solidarité nationale-Travail-Santé-Emploi)

Tome XXIII.— Services du Premier Ministre : Emploi, par Mme Marie-France LECUIR

(Fascicule budgétaire : Affaires sociales et solidarité nationale-Travail-Santé-Emploi)

Tome XXIV.— Services du Premier Ministre : Droits de la femme, par Mme Ghislaine TOUTAIN

Tome XXV.— Services du Premier Ministre : Rapatriés, par M. Gérard COLLOMB

Tome XXVI.— Temps libre, par M. Michel SAINTE-MARIE

Tome XXVII.— Temps libre : Jeunesse et sports, par M. Charles HABY

Tome XXVIII. Urbanisme et Logement : Logement social, par M. Pierre GODEFROY

Avis [n° 1167] présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1983.

Tome I.— Relations extérieures, par Mme Véronique NEIERTZ

Tome II.— Relations extérieures : Coopération et développement, par M. André BELLON

Tome III.— Relations extérieures : Relations culturelles, par M. Xavier DENIAU

Tome IV.— Relations extérieures : Affaires européennes, par M. Pierre GUIDONI

Tome V.— Commerce extérieur, par M. Théo VIAL-MASSAT

(Fascicule budgétaire : Economie et Finances, services économiques et financiers)

Tome VI.— Affaires sociales et Solidarité nationale : Population immigrée, par M. François ASENSI

Tome VII.— Agriculture, par M. Bernard POIGNANT

Tome VIII.— Culture, par M. Max GALLO

Tome IX.— Défense, par M. Pierre LAGORCE

Tome X.— Mer, par M. Christian BONNET

Avis [n° 1168] présenté, au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi de finances pour 1983.

Tome I.— Défense : Politique de défense de la France, par M. Jacques HUYGHUES des ETAGES

Tome II.— Défense : Section commune.-Budget annexe des Essences, par M. Pierre MAUGER

Tome III.— Défense : Section Forces terrestres, par M. Jean COMBASTEIL

Tome IV.— Défense : Section Marine, par M. Joseph GOURMELON

Tome V.— Défense : Section Air, par M. Loïc BOUVARD

Tome VI.— Défense : Section Gendarmerie, par M. Robert AUMONT

Tome VII.— Services du Premier Ministre : Secrétariat Général de la Défense nationale, par M. Jacques HUYGHUES des ETAGES

Avis [n° 1169] présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1983.

Tome I.— Justice : Administration centrale et services judiciaires, par M. Louis MAISONNAT

Tome II.— Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée, par M. Jean-Pierre MICHEL

Tome III.— Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales, par M. Claude WOLFF

Tome IV.— Intérieur et décentralisation : Sécurité, par M. Bertrand DELANOË

Tome V.— Services du Premier Ministre : Fonction Publique, par M. Georges LABAZEE

(Fascicule budgétaire : Services du Premier Ministre, services généraux)

Tome VI.— Départements et territoires d'Outre-Mer : Départements d'Outre-Mer, par M. Pierre BOURGUIGNON

Tome VII.— Départements et territoires d'Outre-Mer : Territoires d'Outre-Mer, par M. René ROUQUET

Avis [n° 1170] présenté, au nom de la commission de la production, sur le projet de loi de finances pour 1983.

Tome I.— Agriculture : Dépenses ordinaires, par M. Charles PISTRE

Tome II.— Agriculture : Dépenses en capital, par M. Roland HUGUET

Tome III.— Commerce et Artisanat, par M. Jean-Pierre DESTRADE

Tome IV.— Commerce extérieur, par M. Alain MAYOUD

(Fascicule budgétaire : Economie et Finances, services économiques et financiers)

Tome V.— Consommation, par M. Maurice CORNETTE

Tome VI.— Départements et territoires d'Outre-Mer, par M. Maurice DOUSSET

Tome VII.— Environnement, par M. René LA COMBE

Tome VIII.— Mer, par M. André DUROMEA

Tome IX.— Plan et aménagement du territoire, par M. Robert de CAUMONT

Tome X.— Postes, Télécommunications et Télédiffusion, par M. Jean JAROSZ

Tome XI.— Prestations sociales agricoles, par M. Emile BIZET

Tome XII.— Recherche et Industrie : Industrie, par M. André BILLARDON

Tome XIII.— Recherche et Industrie : Energie, par M. Albert CHAUBARD

Tome XIV.— Recherche et Industrie : Recherche, par M. Robert CHAPUIS

Tome XV.— Temps libre : Tourisme, par M. Jean BÉGAULT

Tome XVI.— Transports : Transports intérieurs, par M. Alain CHENARD

Tome XVII.— Transports : Aviation civile, par M. Claude LABBE

Tome XVIII.— Urbanisme et Logement, par M. Guy MALANDAIN

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1983 (Assemblée Nationale n° 1083 et Sénat n° 94, 1982-1983) et des articles de la loi de finances pour 1983 (n° 82-1126 du 29 décembre 1982)

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		<i>A. - Dispositions antérieures</i>			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5680 7097	1
		<i>B. - Mesures fiscales</i>			
		<i>a. Justice et solidarité</i>			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement Taux majoré de TVA appliqué aux opérations commerciales portant sur les pelleteries tannées.- Suppression de la notion de chef de famille, déclaration conjointe et imposition commune des époux.- Quotient familial. Tarifs des droits de timbres. Allègements fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion agréés. Abrogation de dispositions du C.G.I. pour les successions ouvertes à compter du 1 ^{er} janvier 1983.	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5681 7097	2
	2 bis	Déclaration des commissions, courtages, ristournes, honoraires, droits d'auteurs, rémunération d'associés et parts de bénéficiaires par les chefs d'entreprise et les contribuables exerçant des professions non commerciales.	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5688 7098	3
	2 ter	Champ d'application des droits de mutation à titre gratuit. Taxe annuelle de 3 % sur la valeur vénale des immeubles ou droits possédés en France par les personnes morales dont le siège est situé hors de France.	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5689 7098	4
	2 quater	Présentation par le Gouvernement d'un rapport relatif aux modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'I.R.P.P.	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5691 7099	5
		<i>b. Encouragement à l'épargne</i>			
3		Mesures relatives à l'épargne investie en obligations et autres placements à revenu fixe.	23 nov. 1982	5692	6
4		Simplification du régime d'imposition des plus-values.	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5693 7099	7
		<i>c. Simplification, harmonisation, allègements d'impôts</i>			
5		Suppression de certaines taxes.	23 nov. 1982	5696	8
6		Encouragement au secteur associatif et aux activités culturelles.	23 nov. 1982 18 déc. 1982 23 nov. 1982 18 déc. 1982	5696 7100 5696 7100	9
	6 bis (AN)	Extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la déduction prévue pour dons faits à des associations d'utilité publique.	23 nov. 1982 18 déc. 1982	5700 7100	10
7		Mesure d'incitation à l'économie sociale: exonération de l'imposition des allocations ASSEDIC investies dans le capital d'une société coopérative ouvrière de production.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5729 7100	11

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
8		Taxe d'habitation. Non-perception par l'État du prélèvement de 3,60 %	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5730 7100	12
		<i>d. Divers</i>			
9		Taxe sur la valeur ajoutée. Professions juridiques ; formation professionnelle ; presse	24 nov. 1982	5732	13
10		Taxation des institutions financières et de certains de leurs produits	24 nov. 1982	5739	14
11		Normalisation du régime des sociétés mères et de leurs filiales	24 nov. 1982	5744	15
12		Impôt sur les grandes fortunes. Actualisation des seuils . . .	24 nov. 1982	5747	16
13		Taxe sur les véhicules à moteur. Barème	24 nov. 1982	5755	17
14		Tabacs. Fiscalité et aménagement du monopole	24 nov. 1982	5756	18
	14 bis (AN)	Majoration de la réduction des tarifs du droit de consommation sur les alcools pour les petits producteurs d'eau-de-vie	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5757 7102	19
15		Transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5757 7102	20
	15 bis (AN)	Exonérations de droits de mutations et d'enregistrement au bénéfice des collectivités locales et des régions	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5758 7103	21
	15 ter (Sénat)	Exonération de la taxe de publicité foncière pour les inscriptions d'hypothèques prises en garantie de prêts . . .	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5758 7103	22
16		Reconduction des mesures temporaires et mesures diverses	24 nov. 1982	5759	23
	16 bis (AN)	Suppression de la réduction de 25 % des droits de mutation à titre gratuit prévue en faveur des donations par contrat de mariage	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5760 7104	24
	16 ter (AN)	Doublement du plafond ouvrant droit à un abattement de 20 000 F sur l'assiette des droits d'enregistrement applicables aux mutations à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5761 7104	25
	16 quater (AN) Nlle lecture	Modification des tarifs des droits fixes et des minima d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière	(*) 18 déc. 1982	(*) 7104	26
		<i>C. - Mesures diverses</i>			
17		Abrogation des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées et reconduction de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et des dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5761 7104	27
18		Modification de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5762 7104	28
19		Revalorisation du droit de sceau	24 nov. 1982	5762	29
20		Détaxation des carburants agricoles	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5762 7104	30
	20 bis (AN) Nlle lecture	Répartition du produit des versements dus au titre des densités de construction supérieures au plafond légal entre la région Ile-de-France et la Ville de Paris	(*) 18 déc. 1982	(*) 7105	31
		II. - RESSOURCES AFFECTÉES			
21		Dispositions relatives aux affectations	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5764 7105	32 33

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
22		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5764 7105	
23		Modification de la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5764 7105	34
	23 bis (AN)	Institution d'une dotation spéciale au sein de la dotation globale de fonctionnement.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5765 7105	35
24		Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5767 7106	36
	24 bis (AN)	Modification des tarifs des droits de timbre.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5768 7106	37
TITRE II					
Dispositions relatives aux charges					
25		Confirmation de dispositions législatives antérieures.	24 nov. 1982	5768	38
26		Majoration des rentes viagères.	24 nov. 1982 18 déc. 1982	5768 7106	39
TITRE III					
Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges					
27		Équilibre général du budget.	25 nov. 1982 18 déc. 1982	5775 7107	40
DEUXIÈME PARTIE					
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES					
TITRE PREMIER					
Dispositions applicables à l'année 1983					
<i>A. - Opérations à caractère définitif</i>					
I. - BUDGET GÉNÉRAL					
28		Budget général. - Services votés.	11 déc. 1982	6683	41
29		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils.	11 déc. 1982	6683	42
30		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services civils.	11 déc. 1982	6684	43
31		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires.	29 nov. 1982	5999	44
32		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires.	29 nov. 1982	5999	45
33		Autorisations d'engagements par anticipation.	11 déc. 1982	6686	46
II. - BUDGETS ANNEXES					
34		Budgets annexes. - Services votés.	11 déc. 1982	6686	47
35		Budgets annexes. - Mesures nouvelles.	11 déc. 1982	6686	48
III. - OPERATIONS A caractère définitif des comptes d'affectation spéciale					
36		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Services votés.	6 déc. 1982	6361	49
37		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Mesures nouvelles.	6 déc. 1982	6361	50

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du " J.O. "	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
		B. - Opérations à caractère temporaire			
38		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. - Services votés.	6 déc. 1982	6361	51
39		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations à caractère temporaire. - Mesures nouvelles.	6 déc. 1982	6361	52
40		Comptes de commerce. - Mesures nouvelles.	6 déc. 1982	6361	53
	40 bis (Sénat)	Comptes de règlements avec les gouvernements étrangers. - Mesures nouvelles.	6 déc. 1982	6361	54
41		Comptes d'avances. - Mesures nouvelles.	6 déc. 1982	6362	55
42		Comptes de prêts. - Mesures nouvelles.	6 déc. 1982	6362	56
43		Clôtures d'un compte de prêts.	6 déc. 1982	6362	57
		C. - Dispositions diverses			
44		Perception des taxes parafiscales.	11 déc. 1982	6686	58
45		Crédits évaluatifs.	11 déc. 1982	6700	59
46		Crédits provisionnels.	11 déc. 1982	6701	60
47		Reports de crédits.	11 déc. 1982	6702	61
48		Aide au logement social.	10 déc. 1982	6628	62
49		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France.	26 nov. 1982	5850	63
50		Répartition du produit des droits constatés des taxes parafiscales affectées au financement des organismes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision.	2 déc. 1982	6172	64
	50 bis (AN)	Extension de la redevance radiotélévision aux appareils d'enregistrement des images et du son en télévision.	2 déc. 1982	6172	65
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
		A. - Mesures fiscales			
		a. Encouragement à l'épargne			
51		Création d'un compte d'épargne en actions.	11 déc. 1982	6706	66
52		(RETIRE PAR LE GOUVERNEMENT)			
	52 bis (AN)	Etablissement d'un crédit d'impôt, plafonné à 3 millions de francs en faveur des entreprises qui augmentent leur effort de recherche.	11 déc. 1982	6679	67
	52 ter (AN)	Déclaration des produits de placements à revenu fixe et des profits de construction. - Amende de 5 % en cas de non déclaration.	11 déc. 1982	6709	68
	52 quater (AN)	Reconduction pour 5 ans de la déductibilité des dividendes attachés à la création d'entreprises ou à des augmentations de capital.	11 déc. 1982	6709	69
	52 quin-ques (AN)	Réduction du prélèvement résultant de l'application de la taxe sur certains frais généraux des entreprises au prorata de leur activité à l'exportation.	11 déc. 1982	6710	70
		b. Simplification, harmonisation, allègements fiscaux.			
	53 A (AN)	Aide à l'investissement. - Amortissement exceptionnel au taux de 40 %.	11 déc. 1982	6710	71
53		Modalités d'imposition des petits commerçants et artisans et fonctionnement des centres de gestion et associations agréés.	11 déc. 1982	6712	72
	53 bis (AN)	Conciliation du respect du secret professionnel de certaines professions libérales avec la procédure permettant à leurs membres de bénéficier de l'avantage fiscal consenti aux adhérents des associations agréées.	11 déc. 1982	6719	73
		c. Lutte contre la fraude fiscale			
54		Fraude fiscale : sanctions pénales.	11 déc. 1982	6722	74
	54 bis (AN)	Mise en harmonie du livre des procédures fiscales avec l'obligation de conserver les supports magnétiques des comptabilités.	11 déc. 1982	6722	75

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
	54 <i>ter</i> (AN)	Mise en harmonie du livre des procédures fiscales avec l'obligation de conserver les supports magnétiques des comptabilités.	11 déc. 1982	6722	76
	54 <i>quater</i> (AN) Nlle lecture	Fixation à 6 ans du délai de conservation des justificatifs des opérations ouvrant droit à une déduction fiscale en matière de taxe sur le chiffre d'affaires.	(*)	(*)	77
		B. - Autres mesures			
		Agriculture			
55		Conditions de financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles.	30 nov. 1982	6040	78
		Anciens combattants			
56		Relèvement des pensions perçues par les ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité.	26 nov. 1982	5868	79
57		Création d'une allocation spéciale en faveur des veuves des aveugles de la résistance.	26 nov. 1982	5870	80
		Commerce et Artisanat			
	57 <i>bis</i> (AN)	Taxe pour frais de chambres de métiers : droit fixe par ressortissant porté de 288 F à 325 F.	6 déc. 1982	6391	81
		Économie et finances			
58		Redevances des sociétés nationalisées.	6 déc. 1982	6372	82
59		Garantie de l'État pour les comptes sur livrets d'épargne populaire.	6 déc. 1982	6372	83
		Industrie			
60		Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base.	11 déc. 1982	6682	84
		Intérieur			
61		Aménagement du régime des subventions, aux départements pour la prise en charge du réseau routier national déclassé, rendu nécessaire par la création d'une dotation globale d'équipement.	2 déc. 1982	6209	85
62		Dotation globale de fonctionnement : dotation forfaitaire de certains départements.	2 déc. 1982	6209	86
	62 <i>bis</i> (AN)	Rééquilibrage de la répartition de la dotation de péréquation en fonction du potentiel fiscal des communes.	2 déc. 1982	6210	87
	62 <i>ter</i> (AN)	Répartition entre les communes concernées des majorations au titre du potentiel fiscal destinées à compenser des exonérations permanentes d'impôts.	2 déc. 1982	6210	88
	62 <i>quater</i> (AN)	Majoration de la première part de la dotation de péréquation pour les communes structurellement déséquilibrées.	2 déc. 1982	6210	89
	62 <i>quin-</i> <i>quies</i> (AN)	Prise en compte des recensements de population pour la détermination du versement supplémentaire à la dotation forfaitaire.	2 déc. 1982	6210	90
	62 <i>sexiès</i> (AN)	Prise en compte progressive des diminutions de population dans l'attribution de dotation de péréquation (première part).	2 déc. 1982	6211	91
	62 <i>septiès</i> (AN)	Régulation de l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.).	2 déc. 1982	6211	92
	62 <i>octiès</i> (AN)	Évolution de la dotation forfaitaire dans les DOM.	2 déc. 1982	6211	93
	62 <i>noniès</i> (AN) Nlle lecture	Extension du bénéfice des dispositions concernant le fonds de compensation de la T.V.A. aux établissements publics régionaux.	(*)	(*)	94
63		(SUPPRIME par l'Assemblée Nationale : dispositions reprises à l'article 23 bis).			
	63 <i>bis</i> (AN)	Prise en compte progressive des indemnités de sujétions spéciales des personnels de police dans le calcul de leur pension de retraite.	2 déc. 1982	6211	95

ARTICLES		OBJET	DATES de discussion au Sénat (première et deuxième lecture)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finance
Projet de loi	Additionnels				
64		Justice Relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée aux avocats en matière d'aide judiciaire.	8 déc. 1982	6523	96
65		Mer Modification du code des pensions de retraite des marins. .	25 nov. 1982	5812	97
66		Santé - Solidarité nationale Conditions de financement de l'allocation aux adultes handicapés.	9 déc. 1982	6585	98
67		Transports Prorogation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France.	26 nov. 1982	5850	99
	67 bis (AN)	Suppression de l'établissement public à caractère administratif dénommé « Service national des examens du permis de conduire. »	26 nov. 1982	5850	100
68		Travail-Emploi Remise en cause d'aides à la mobilité géographique.	10 déc. 1982	6608	101
69		Suppression des primes de pré-apprentissage.	10 déc. 1982	6608	102
70		Compensation forfaitaire des salaires versés par les maîtres d'apprentissage à leurs apprentis pendant leur temps de présence au centre de formation.	10 déc. 1982	6608	103
71		Allègement de charges pour les entreprises franchissant le seuil de dix salariés.	10 déc. 1982	6608	104
72		P.T.T. Mise en jeu de la garantie de l'État.	27 nov. 1982	5909	105
	73 nouveau (AN)	Éducation Nationale Titularisation des vacataires de l'enseignement remplissant les conditions nécessaires pour être nommés.	4 déc. 1982	6287	106
	74 nouveau (AN)	Coopération Remplacement de l'actuelle annexe au fascicule budgétaire par quatre annexes retraçant l'effort financier consenti par la France pour ses actions extérieure, européenne, d'aide au développement et culturelle extérieure.	7 déc. 1982	6453	107
	75 nouveau (AN)	Urbanisme et Logement (SUPPRIME en nouvelle lecture par l'Assemblée Nationale.)	10 déc. 1982	6628	
	76 nouveau (Sénat)	Éducation Nationale Nomination d'enseignants non titulaires de l'enseignement supérieur en coopération sur des postes de titulaires de l'enseignement supérieur.	4 déc. 1982	6289	108
	77 nouveau (AN) Nlle lecture	B.A.P.S.A. Financement du régime des prestations sociales agricoles pour 1983.	(*)	(*)	109

(*) Tous les articles de la 1^{re} partie du projet de loi de finances ayant été supprimés en nouvelle lecture par le Sénat, l'ensemble du projet de loi a été considéré comme rejeté en application de l'article 47 bis, alinéa 2, du règlement du Sénat.

Discussion (Première lecture)

(22 novembre 1982) (p. 5634, 5672); (23 novembre 1982) (p. 5680, 5700); (24 novembre 1982) (p. 5729, 5768); (25 novembre 1982) (p. 5774, 5813); (26 novembre 1982) (p. 5822, 5870); (27 novembre 1982) (p. 5892, 5950); (29 novembre 1982) (p. 5964, 6019); (30 novembre 1982) (p. 6028, 6089); (1^{er} décembre 1982) (p. 6100, 6133); (2 décembre 1982) (p. 6146, 6211); (3 décembre 1982) (p. 6230, 6271); (4 décembre 1982) (p. 6278, 6313); (6 décembre 1982) (p. 6334, 6392); (7 décembre 1982) (p. 6406, 6459); (8 décembre 1982) (p. 6470, 6523); (9 décembre 1982) (p. 6534, 6588); (10 décembre 1982) (p. 6596, 6652); (11 décembre 1982) (p. 6657, 6749).

I. DISCUSSION GENERALE (22 novembre 1982) (p. 5634, 5672) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; André Fosset, rapporteur de la commission des finances (Rapport annuel de la Cour des comptes) ; Laurent Fabius, ministre du budget ; René Monory, Mme Hélène Luc, MM. Raymond Bourguine, Christian Poncelet, Josy Moynet, Jean-Pierre Fourcade, Henri Duffaut, Alfred Gérin, Henri Caillavet, Roland du Luart, Paul Girod.*

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : BLIN (Maurice) (p. 5636).

AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE : FOSSET (André) (p. 5638).

AGRICULTEURS (jeunes) : FABIUS (Laurent) (p. 5668).

AGRICULTURE : BLIN (Maurice) (p. 5635, 5636) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5665) ; FABIUS (Laurent) (p. 5671).

ARTISANAT : CAILLAVET (Henri) (p. 5669) ; FABIUS (Laurent) (p. 5669).

AVOIR FISCAL : BLIN (Maurice) (p. 5637) ; LUC (Hélène) (p. 5650) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5657).

BANQUES : BLIN (Maurice) (p. 5635) ; FOSSET (André) (p. 5638) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5665).

BATIMENT (industrie du) : BLIN (Maurice) (p. 5637) ; GERIN (Alfred) (p. 5663) ; FABIUS (Laurent) (p. 5671).

BOURSES D'ETUDES : FABIUS (Laurent) (p. 5668).

BUDGET DE L'ETAT : FOSSET (André) (p. 5638, 5639) ; FABIUS (Laurent) (p. 5642, 5670) ; MONORY (René) (p. 5644) ; PONCELET (Christian) (p. 5654, 5655) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5657, 5659) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5661) ; GERIN (Alfred) (p. 5662, 5663) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5664) ; LUART (Roland du) (p. 5665, 5666, 5667) ; GIROD (Paul) (p. 5667).

CADRES : MOINET (Josy) (p. 5655).

CENTRE INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION : BLIN (Maurice) (p. 5636).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : FOSSET (André) (p. 5639).

CHOMAGE : BLIN (Maurice) (p. 5634) ; FABIUS (Laurent) (p. 5640, 5670) ; MONORY (René) (p. 5645) ; PONCELET (Christian) (p. 5652, 5653) ; MOINET (Josy) (p. 5656) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5661) ; LUART (Roland du) (p. 5666).

CITROËN (société) : LUC (Hélène) (p. 5648).

COLLEGES D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (CES) : FABIUS (Laurent) (p. 5668).

COMITES DES ECONOMIES : FABIUS (Laurent) (p. 5671).

COMMERCE EXTERIEUR : FABIUS (Laurent) (p. 5641) ; MONORY (René) (p. 5646, 5647) ; LUC (Hélène) (p. 5648, 5649) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5650) ; PONCELET

(Christian) (p. 5652, 5653) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5660) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5664) ; LUART (Roland du) (p. 5666).

COMMISSION DES SUITES : FOSSET (André) (p. 5639).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : BOURGINE (Raymond) (p. 5651) ; PONCELET (Christian) (p. 5653).

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT) : PONCELET (Christian) (p. 5653).

COUR DES COMPTES : FOSSET (André) (p. 5639).

COUR DES COMPTES (rapport annuel) : FOSSET (André) (p. 5638, 5639).

CREDIT AGRICOLE : BLIN (Maurice) (p. 5635).

DECENTRALISATION : BLIN (Maurice) (p. 5635) ; MOINET (Josy) (p. 5656) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658) ; GIROD (Paul) (p. 5667) ; FABIUS (Laurent) (p. 5668, 5671).

DEFENSE NATIONALE : BLIN (Maurice) (p. 5636) ; PONCELET (Christian) (p. 5653) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5665) ; LUART (Roland du) (p. 5666) ; FABIUS (Laurent) (p. 5670).

DETTE PUBLIQUE : BLIN (Maurice) (p. 5635) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5650) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5659) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5660) ; FABIUS (Laurent) (p. 5671) ; DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : MOINET (Josy) (p. 5656) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5665) ; GIROD (Paul) (p. 5667) ; FABIUS (Laurent) (p. 5668).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : BLIN (Maurice) (p. 5636) ; MOINET (Josy) (p. 5656) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658) ; FABIUS (Laurent) (p. 5668).

DOUANES : MONORY (René) (p. 5647) ; LUC (Hélène) (p. 5649).

EDUCATION NATIONALE : BLIN (Maurice) (p. 5636) ; FABIUS (Laurent) (p. 5643, 5668).

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF) : BLIN (Maurice) (p. 5637) ; MONORY (René) (p. 5646).

EMPLOIS (créations d') : LUC (Hélène) (p. 5649) ; FABIUS (Laurent) (p. 5670).

EMPLOIS PUBLICS : BLIN (Maurice) (p. 5635, 5636) ; FABIUS (Laurent) (p. 5642, 5670) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5661).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ : PONCELET (Christian) (p. 5654).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC : FABIUS (Laurent) (p. 5668).

ENTREPRISES (aide aux) : LUC (Hélène) (p. 5648, 5649) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5659) ; CAILLAVET (Henri) (p. 5664).

ENTREPRISES (charges des) : LUC (Hélène) (p. 5649) ; BOURGINE (Raymond) (p. 5651) ; PONCELET (Christian) (p. 5654) ; GERIN (Alfred) (p. 5663) ; LUART (Roland du) (p. 5667).

ENTREPRISES NATIONALES : BLIN (Maurice) (p. 5637) ; MONORY (René) (p. 5646) ; PONCELET (Christian) (p. 5652) ; MOINET (Josy) (p. 5656) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658) ; LUART (Roland du) (p. 5667) ; FABIUS (Laurent) (p. 5668).

ENTREPRISES PUBLIQUES : FOSSET (André) (p. 5639) ; LUART (Roland du) (p. 5666) ; FABIUS (Laurent) (p. 5671).

EPARGNE : BLIN (Maurice) (p. 5637) ; FABIUS (Laurent) (p. 5643) ; LUC (Hélène) (p. 5650) ; MOINET (Josy) (p. 5655) ; DUFFAUT (Henri) (p. 5662).

EQUIPEMENTS : BLIN (Maurice) (p. 5634, 5635, 5636, 5637); FOSSET (André) (p. 5638, 5639); PONCELET (Christian) (p. 5652); MOINET (Josy) (p. 5656).

ETATS UNIS D'AMERIQUE (USA) : BLIN (Maurice) (p. 5634); FABIUS (Laurent) (p. 5640); MONORY (René) (p. 5645); BOURGINE (Raymond) (p. 5651); DUFFAUT (Henri) (p. 5660, 5661).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : BLIN (Maurice) (p. 5637); LUC (Hélène) (p. 5649).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : MONORY (René) (p. 5644); PONCELET (Christian) (p. 5653); DUFFAUT (Henri) (p. 5661).

FONCTION PUBLIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES : MONORY (René) (p. 5644).

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE (FAC) : BLIN (Maurice) (p. 5637).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : BLIN (Maurice) (p. 5635); FABIUS (Laurent) (p. 5670).

FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS) : FABIUS (Laurent) (p. 5668).

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI (FNE) : FOSSET (André) (p. 5639).

FONDS POUR LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS : FOSSET (André) (p. 5639).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : BLIN (Maurice) (p. 5635); FOSSET (André) (p. 5639).

FORMATION PROFESSIONNELLE : CAILLAVET (Henri) (p. 5665) FRAIS GENERAUX : BLIN (Maurice) (p. 5637).

FRANC (monnaie) : BLIN (Maurice) (p. 5634); MONORY (René) (p. 5646); PONCELET (Christian) (p. 5652); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5659); DUFFAUT (Henri) (p. 5659); GERIN (Alfred) (p. 5663); CAILLAVET (Henri) (p. 5664); LUART (Roland du) (p. 5666, 5667); FABIUS (Laurent) (p. 5668).

FRAUDE FISCALE : FOSSET (André) (p. 5639); FABIUS (Laurent) (p. 5643).

GAZ : FOSSET (André) (p. 5638).

GAZ DE FRANCE (GDF) : BLIN (Maurice) (p. 5637); MONORY (René) (p. 5646).

GENDARMERIE : BLIN (Maurice) (p. 5635); DUFFAUT (Henri) (p. 5661).

GRANDE BRETAGNE : MONORY (René) (p. 5645); DUFFAUT (Henri) (p. 5661).

HOTELLERIE : BLIN (Maurice) (p. 5637).

IMPORTATIONS : LUC (Hélène) (p. 5648, 5649); LUART (Roland du) (p. 5667).

IMPOTS : LUC (Hélène) (p. 5649); PONCELET (Christian) (p. 5654); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5657); GERIN (Alfred) (p. 5663, 5664).

IMPOTS LOCAUX : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658); DUFFAUT (Henri) (p. 5662); GIROD (Paul) (p. 5667).

IMPOT SUR LE REVENU : LUC (Hélène) (p. 5649); BOURGINE (Raymond) (p. 5651); PONCELET (Christian) (p. 5653); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5657); DUFFAUT (Henri) (p. 5662); CAILLAVET (Henri) (p. 5664).

IMPOT SUR LA FORTUNE : BLIN (Maurice) (p. 5637); BOURGINE (Raymond) (p. 5651); PONCELET (Christian) (p. 5654); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658); FABIUS (Laurent) (p. 5670, 5671).

IMPOTS SUR LES SOCIETES : LUC (Hélène) (p. 5649); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5657); FABIUS (Laurent) (p. 5671).

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE (ISM) : FABIUS (Laurent) (p. 5668).

INDUSTRIE : BLIN (Maurice) (p. 5636); FABIUS (Laurent) (p. 5642, 5643); LUC (Hélène) (p. 5649); BOURGINE (Raymond) (p. 5651); PONCELET (Christian) (p. 5655); MOINET (Josy) (p. 5655); DUFFAUT (Henri) (p. 5660, 5661); GERIN (Alfred) (p. 5662, 5663).

INFLATION : BLIN (Maurice) (p. 5634, 5637); FABIUS (Laurent) (p. 5640); MONORY (René) (p. 5644, 5646); PONCELET (Christian) (p. 5652, 5653); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658, 5659); DUFFAUT (Henri) (p. 5659); LUART (Roland du) (p. 5665, 5667).

INSTITUTEURS (indemnité de logement) : MOINET (Josy) (p. 5656); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658); GIROD (Paul) (p. 5667); FABIUS (Laurent) (p. 5668).

INTERET (taux d') : MONORY (René) (p. 5645).

INVESTISSEMENTS : BLIN (Maurice) (p. 5634, 5637); FABIUS (Laurent) (p. 5641, 5642, 5643, 5669, 5671); MONORY (René) (p. 5645); LUC (Hélène) (p. 5649); MOINET (Josy) (p. 5656); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5659); CAILLAVET (Henri) (p. 5664, 5665); LUART (Roland du) (p. 5667).

JAPON : BLIN (Maurice) (p. 5634).

LA VILLETTE (aménagement) : BLIN (Maurice) (p. 5636).

LOGEMENT : BLIN (Maurice) (p. 5637).

MAGNETOSCOPES : MONORY (René) (p. 5647); LUC (Hélène) (p. 5648, 5649); CAILLAVET (Henri) (p. 5665); FABIUS (Laurent) (p. 5669).

MATIERES PREMIERES : MONORY (René) (p. 5645, 5647); LUART (Roland du) (p. 5667) NATIONALISATIONS : BLIN (Maurice) (p. 5636); BOURGINE (Raymond) (p. 5651); MOINET (Josy) (p. 5655, 5656); DUFFAUT (Henri) (p. 5661); CAILLAVET (Henri) (p. 5664); GIROD (Paul) (p. 5668).

NATIONALISATIONS (indemnisation des actionnaires) : DUFFAUT (Henri) (p. 5661).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE) : MONORY (René) (p. 5645); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5659); GERIN (Alfred) (p. 5662).

PARLEMENT (contrôle du) : BLIN (Maurice) (p. 5637); FOSSET (André) (p. 5638); FABIUS (Laurent) (p. 5643); CAILLAVET (Henri) (p. 5665).

PATRONAT : LUC (Hélène) (p. 5648, 5650).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : CAILLAVET (Henri) (p. 5665); FABIUS (Laurent) (p. 5669).

PETROLE : MONORY (René) (p. 5645); LUART (Roland du) (p. 5667); FABIUS (Laurent) (p. 5670).

PEUGEOT (société anonyme PSA) : BOURGINE (Raymond) (p. 5651).

PLUS-VALUES (imposition des) : PONCELET (Christian) (p. 5654); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5658, 5661, 5662); DUFFAUT (Henri) (p. 5661); FABIUS (Laurent) (p. 5671).

POLICE : BLIN (Maurice) (p. 5635); DUFFAUT (Henri) (p. 5661).

POLITIQUE ECONOMIQUE : BLIN (Maurice) (p. 5637, 5638); FABIUS (Laurent) (p. 5641, 5642, 5643, 5644); MONORY (René) (p. 5647); LUC (Hélène) (p. 5647, 5648); MOINET (Josy) (p. 5655, 5656); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5657, 5659); GERIN (Alfred) (p. 5662, 5663); CAIL-

LAVET (Henri) (p. 5664, 5665); LUART (Roland du) (p. 5665, 5666, 5667).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS: PONCELET (Christian) (p. 5654).

PRERETRAITES: MONORY (René) (p. 5645).

PRESTATIONS SOCIALES: BOURGINE (Raymond) (p. 5651); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5659).

PRIMES A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE (PALULOS): FABIUS (Laurent) (p. 5671).

PRIX: MONORY (René) (p. 5646); LUC (Hélène) (p. 5648); DUFFAUT (Henri) (p. 5660); FABIUS (Laurent) (p. 5670).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB): PONCELET (Christian) (p. 5654).

PROFIT: BOURGINE (Raymond) (p. 5650).

PROPOSITIONS DE LOI: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 5669); FABIUS (Laurent) (p. 5669).

PROTECTIONNISME: MONORY (René) (p. 5647); LUC (Hélène) (p. 5648, 5649); PONCELET (Christian) (p. 5652); MOINET (Josy) (p. 5656).

RECHERCHE: BLIN (Maurice) (p. 5636); FABIUS (Laurent) (p. 5643); GERIN (Alfred) (p. 5663); CAILLAVET (Henri) (p. 5664); FABIUS (Laurent) (p. 5671).

REDEVANCE TELEVISION: LUC (Hélène) (p. 5649); DUFFAUT (Henri) (p. 5662).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA): BLIN (Maurice) (p. 5634); FABIUS (Laurent) (p. 5640); MONORY (René) (p. 5645); BOURGINE (Raymond) (p. 5651); DUFFAUT (Henri) (p. 5660, 5661); CAILLAVET (Henri) (p. 5665).

RETRAITE (âge de la): MONORY (René) (p. 5646).

SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL DE CROISSANCE (SMIC): FABIUS (Laurent) (p. 5640).

SECURITE SOCIALE (cotisations): GERIN (Alfred) (p. 5663); SECURITE SOCIALE (financement): BLIN (Maurice) (p. 5636); FABIUS (Laurent) (p. 5641); MONORY (René) (p. 5646); GERIN (Alfred) (p. 5663); LUART (Roland du) (p. 5666).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF): MONORY (René) (p. 5646).

SOLIDARITE NATIONALE: FABIUS (Laurent) (p. 5643, 5644).

SYNDICATS PROFESSIONNELS: FABIUS (Laurent) (p. 5643).

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME): BOURGINE (Raymond) (p. 5651); FABIUS (Laurent) (p. 5670).

SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL (SMI): BLIN (Maurice) (p. 5634).

TARIFS PUBLICS: BLIN (Maurice) (p. 5637); MONORY (René) (p. 5646).

TAXE SUR LES ALCOOLS: PONCELET (Christian) (p. 5653).

TAXE SUR LES TABACS: PONCELET (Christian) (p. 5653).

TELEVISION: BLIN (Maurice) (p. 5636).

TRAVAIL (durée du): FABIUS (Laurent) (p. 5643).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC): BLIN (Maurice) (p. 5636); FABIUS (Laurent) (p. 5641); MONORY

(René) (p. 5646); LUC (Hélène) (p. 5650); PONCELET (Christian) (p. 5652); GERIN (Alfred) (p. 5663); LUART (Roland du) (p. 5666).

VALEURS MOBILIERES: BLIN (Maurice) (p. 5635); MONORY (René) (p. 5645); BOURGINE (Raymond) (p. 5651).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II. DISCUSSION DES ARTICLES (23 novembre 1982) (p. 5680, 5701); (24 novembre 1982) (p. 5729, 5768); (25 novembre 1982) (p. 5774, 5795). *MM. Maurice Blin, rapporteur général; Laurent Fabius, ministre du budget; Jacques Descours Desacres; Paul Robert; André Fosset, Geoffroy de Montalembert, Louis Boyer, Pierre Ceccaldi-Pavard, Paul Pillet, Henri Duffaut, Pierre Croze, Paul Jargot, Paul Gérode, Etienne Dailly, Roland du Luart, Frédéric Wirth, André Jouany, Raymond Brun, au nom de la commission des finances; Jacques Carat, Christian Poncelet - Roger Rinchet, Jacques Mossion, Léon Jozeau-Marigné, Henri Caillavet, Marcel Daunay, Jean Cauchon, Paul Séramy, Adolphe Chauvin, François Collet, Pierre Gamboa, Jean Chérioux, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances; Pierre Lacour, Louis Virapoullé, Philippe de Bourgoing, Jacques Habert, vice-président de la commission des affaires culturelles; René Ballayer, Jean-Pierre Fourcade, Robert Laucournet, Pierre Louvot, Marcel Rudloff, Louis Souvet, Camille Vallin.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. Impôts et revenus autorisés

A. DISPOSITIONS ANTERIEURES

Art. 1^{er} (*Autorisation de percevoir les impôts existants*) (p. 5680).

Adoptés: amendement n° 11 de M. Maurice Blin, rapporteur général: rétablissement de la rédaction du Gouvernement pour le paragraphe I de cet article amendé par l'Assemblée nationale (p. 5681) - Amendement n° 47 de M. Pierre Croze, soutenu par M. Jacques Descours Desacres: évaluation dans l'annexe des voies et moyens du projet de loi de finances annuel, du produit, pour l'année en cours, des impôts affectés aux établissements publics nationaux de caractère administratif ou organismes divers habilités à les percevoir (p. 5681).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5681).

B. MESURES FISCALES

a) Justice et solidarité

Art. 2 (*Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement*) (p. 5681).

Adoptés: amendement n° 1 de M. Paul Robert: barème de l'impôt sur le revenu (p. 5682) - Amendement n° 12 de M. Maurice Blin, rapporteur général: suppression des mesures adoptées par l'Assemblée nationale, visant à financer l'amélioration des conditions de frais de garde, dans les foyers où les deux époux sont salariés, par le relèvement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les pelleteries (p. 5684) - Amendement n° 95 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard: conditions d'application du plafonnement du quotient familial aux contribuables veufs chargés de famille; financement par une majoration des droits de timbre (p. 5685) - Amendement n° 13 de M. Maurice Blin, rapporteur général: suppression du paragraphe V de l'article 2 relatif au plafond de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels applicables aux traitements, indemnités, émoluments et salaires (p. 5685) - Amendement n° 51 de M. Pierre Croze: caractère exceptionnel de la reconduction de la contribution supplémentaire destinée, dans la loi de finances pour 1982, à financer l'indemnisation du chômage (p. 5686) - Amendement n° 14 de M. Maurice Blin, rapporteur général: suppression du paragraphe VII de

l'article 2 tendant à imposer la signature des deux conjoints au bas de la déclaration d'impôts (p. 5687) – Amendement n° 3 de M. Henri Duffaut : augmentation du quotient familial pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs, ayant un ou plusieurs enfants à charge, et remplissant l'une des conditions d'invalidité fixées à l'article 195 du code général des impôts ; recours à l'élévation des droits de timbre (p. 5687) – Amendement n° 4 de M. Henri Duffaut : relèvement des limites de chiffres d'affaires ou de recettes fixées pour l'octroi des allègements fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion et associations agréées : relèvement des droits de timbre sur les contrats de transport, (p. 5688).

Rejeté : amendement n° 109 de M. Henri Duffaut : relèvement de la limite à partir de laquelle est applicable l'abattement pratiqué sur les revenus des adhérents d'organismes de gestion agréés ; financement sur la réserve spéciale de participation (p. 5685).

Retirés : amendement n° 38 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : Relèvement des limites de chiffre d'affaires ou de recettes pour l'octroi d'allègements fiscaux aux adhérents des centres de gestion agréés (p. 5684) – Amendement n° 50 de M. Pierre Croze : suppression du paragraphe VI de l'article 2 visant à reconduire la contribution supplémentaire destinée, dans la loi de finances pour 1982, à financer l'indemnisation du chômage (p. 5686) – Amendement n° 80 de M. Paul Jargot : relèvement du taux de la contribution supplémentaire de solidarité, afin de dégager une recette permettant le financement de l'assurance maladie et la retraite des handicapés (p. 5686) – Amendement n° 28 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Paul Pillet : relèvement du plafond de déduction des intérêts des emprunts contractés en matière de logement (p. 5688) – Amendement n° 29 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : relèvement du montant des déductions forfaitaires spéciales admises au titre des frais professionnels au-delà de la déduction ordinaire de 10 % (p. 5688) – Amendement n° 30 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet : suppression du plafond de l'abattement de 10 % visé au deuxième alinéa de l'art. 158-50 du code général des impôts (p. 5688).

Deviennent sans objet : amendement n° 71 de M. Francis Palmero, soutenu par M. André Fosset : suppression du financement par le relèvement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les pelleteries, de l'amélioration des conditions des frais de garde dans les foyers où les deux époux sont salariés (p. 5684) – Amendement n° 49 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Louis Boyer : financement de l'amélioration des conditions de frais de garde dans les foyers où les deux époux sont salariés : substitution au relèvement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les pelleteries, d'une majoration des droits sur les tabacs et les allumettes (p. 5684) – Amendement n° 89 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Geoffroy de Montalembert : financement de l'amélioration des conditions de frais de garde dans les foyers, où les deux époux sont salariés : substitution de l'imposition des motocyclettes à la taxe différentielle sur les véhicules à moteur au relèvement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les pelleteries (p. 5684) – Amendement n° 27 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Paul Pillet : harmonisation de l'ajustement en hausse proposé pour l'adaptation des fractions de revenus imposables avec le plafond de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels applicables aux traitements, indemnités, émoluments et salaires (p. 5685) – Amendements n° 97, 98 et 99 de MM. Paul Girod, qui les soutient, et Jacques Pelletier relatifs à certaines dispositions sur l'imposition commune des époux (p. 5687).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5688).

Art. 2 bis (*Versement de rémunérations : obligation de déclarer*) – Adopté (p. 5689).

Art. 2 ter (*Taxation des sociétés domiciliées dans des « paradis fiscaux » pour leurs immeubles détenus en France*) (p. 5689).

Adopté : amendement n° 113 de M. Etienne Dailly : suppression des dispositions votées par l'Assemblée nationale, tendant à soumettre les personnes morales dont le siège est

situé hors de France et qui possèdent un ou plusieurs immeubles situés en France à une taxe annuelle égale à 3 % ou une taxe forfaitaire égale à 20 % de la valeur vénale de ces immeubles (p. 5691).

Devient sans objet : amendement n° 117 de M. Laurent Fabius, ministre : abaissement du taux de la taxe forfaitaire de 20 à 15 % (p. 5691).

– L'art. 2 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5691).

Art. 2 quater (*Rapport relatif aux modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu*) – Adopté (p. 5691).

Après l'art. 2 quater (p. 5691).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : diminution du taux de la taxe sur les frais généraux des entreprises instituées par l'article 17 de la loi de finances pour 1982 (p. 5692).

b) *Encouragement à l'épargne*

Art. 3 (*Mesures relatives à l'épargne investie en obligations et autres placements à revenu fixe*) (p. 5692).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale, relatives au relèvement du plafond de l'abattement sur les revenus d'obligations (p. 5692) – Amendement n° 52 de M. Roland du Luart : suppression de toute limite pour l'option en faveur du régime du prélèvement obligatoire par les associés dirigeants d'une entreprise financement par une majoration de la taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité (p. 5693).

Rejetés : amendement n° 81 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Paul Jargot : suppression du paragraphe I de cet article exonérant du droit prévu à l'article 978 du code général des impôts les opérations d'achat et de vente de certaines obligations (p. 5692) – Amendement n° 82 de M. Pierre Gamboa soutenu par M. Paul Jargot : taux du prélèvement forfaitaire libératoire pour le produit des obligations (p. 5693) – Amendement n° 83 de M. Pierre Gamboa soutenu par M. Paul Jargot : suppression de l'exemption des comptes courants d'associés des dispositions du paragraphe III de cet article (p. 5693).

Retiré : amendement de coordination n° 84 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Paul Jargot (p. 5693).

– L'art. 3, ainsi modifié est adopté (p. 5693).

Art. 4 (*Simplification du régime d'imposition des plus-values*) (p. 5693).

Adoptés : amendement n° 72 de M. André Fosset : rétablissement du dernier alinéa de l'article 94-A du code général des impôts relatif à l'actualisation périodique du prix d'acquisition des titres (p. 5694) – Amendement rédactionnel n° 79 de M. Frédéric Wirth relatif aux dispositions sur les plus-values immobilières applicables aux résidences secondaires (p. 5695) – Amendement n° 17 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement de l'alinéa C du paragraphe II de l'article 4 supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à la durée nécessaire pour les abattements applicables aux plus-values à long terme et à court terme (p. 5695).

Retirés : amendement n° 85 de M. Pierre Gamboa soutenu par M. Paul Jargot : suppression de cet article relatif à la simplification de l'imposition des plus-values (p. 5694) – Amendement n° 2 de M. Paul Robert : abandon des réclamations de l'administration fondées sur l'art. 35 A du code général des impôts, relatif aux plus-values immobilières, au moment de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi prévoyant l'abrogation de cet article (p. 5695) – Amendement n° 32 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : rétablissement de l'alinéa C du paragraphe II de l'art. 4 supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à la durée nécessaire pour les

abattements applicables aux plus-values à long terme et à court terme (p. 5695).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) amendent n° 78 de M. Frédéric Wirth : suppression des conditions préalables restrictives à l'exonération de la taxation des plus-values immobilières, dont peuvent bénéficier les Français non-résidents (p. 5696).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5696).

c) *Simplification, harmonisation, allègement d'impôts*

Art. 5 (Suppression de certaines taxes : droits de timbres – Adopté (p. 5696).

Art. 6 (Encouragement au secteur associatif et aux activités culturelles).

Rejeté : amendement n° 68 de M. Raymond Brun : conditions d'exonération de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) pour les manifestations de bienfaisance ou de soutien organisées par les associations (p. 5699).

Retirés : amendement n° 9 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. André Jouany : exonération partielle ou complète de la taxe sur les salaires de certaines associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 (p. 5697) – Amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général : détermination de la date de délibération des conseils municipaux exonérant partiellement de la taxe professionnelle les entreprises de spectacles (p. 5699) – Amendement n° 101 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Christian Poncelet : étalement de l'imposition des droits d'auteur (p. 5700).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 77 de M. Jacques Carat : 1) admission de la petite exploitation cinématographique au bénéfice de l'exonération que les municipalités peuvent accorder aux entreprises de spectacles – 2) financement de cette mesure par l'augmentation du taux de la contribution exceptionnelle des institutions financières institué par la loi de finances rectificative pour 1982 (p. 5700).

– L'art. 6 est adopté (p. 5700).

Art. 6 bis (Versements effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) – Adopté (p. 5700).

Art. 7 (Mesure d'incitation à l'économie sociale : exonération de l'imposition des allocations ASSEDIC investies dans le capital d'une société ouvrière de production) (p. 5729).

Adopté : amendement n° 118 de M. Laurent Fabius, ministre : constitution du capital des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) et exonération de l'impôt sur le revenu des allocations ASSEDIC réinvesties dans le capital de ces sociétés (p. 5730).

Retiré : amendement n° 96 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. André Fosset : extension à l'ensemble des entreprises de l'exonération d'impôt sur le revenu portant sur les allocations ASSEDIC investies dans le capital d'une société coopérative de production (SCOP) (p. 5729).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5730).

Art. 8 (Taxe d'habitation : non perception par l'Etat du prélèvement de 3,60 %) (p. 5730) *Retiré* : amendement n° 106 de M. Roger Rinchet : augmentation de la dotation de fonctionnement minimale des communes rurales les plus démunies (p. 5731).

– L'art. 8 est adopté (p. 5731).

Avant l'art. 9 (p. 5731).

Retiré : amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : suppression des dispositions de l'article 39 octies A II à V relatives à la généralisation de l'avantage fiscal à tout investissement à l'étranger par le biais d'une exonération d'impôt (p. 5732).

d) *Divers*

Art. 9 (Taxe sur la valeur ajoutée – Professions juridiques ; formation professionnelle ; presse) (p. 5732).

Adopté : amendement n° 34 de M. Jacques Mossion : suppression des dispositions de cet article relatives à l'assujettissement à la TVA de certaines professions juridiques et judiciaires (p. 5733).

Retirés : amendement n° 20 de M. Maurice Blin, rapporteur général : exonération en matière de TVA pour les organismes de droit privé à but non lucratif et agréés (p. 5733) – Amendement n° 10 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Henri Caillavet : exonération de TVA pour les associations sans but lucratif à caractère social ou philanthropique (p. 5734).

Devient sans objet : amendement n° 91 de M. Léon Jozeau-Marigné : extension des exonérations de TVA aux huissiers de justice (p. 5733).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 8 de M. René Ballayer soutenu par M. André Fosset : exonération de la TVA pour des personnes morales de droit public s'occupant de formation professionnelle (p. 5733) – Amendement n° 110 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : cas d'exonération de TVA (p. 5733) – Amendement n° 90 de M. Christian Poncelet : assujettissement à la TVA pour les soins dispensés par les centres de médecine du travail (p. 5734).

– L'art. 9 est rejeté (p. 5735).

Après l'art. 9 (p. 5735).

Rejeté : amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa : taux de l'impôt pour la fraction des bénéfices distribués ; taux de l'impôt pour la fraction des bénéfices distribués (p. 5739).

Retiré : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Séramy : réduction de la TVA pour l'hôtellerie quatre étoiles et quatre étoiles luxe ; financement de cette dépense à due concurrence par l'augmentation des droits sur les alcools (p. 5737).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Marcel Daunay : suppression de la taxe intérieure de consommation pour le carburant utilisé à usage de traction agricole et introduction de la déductibilité de la TVA (p. 5736) – Amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Jean Cauchon : taux de TVA appliqué aux véhicules automobiles utilisés par les voyageurs, représentants, placiers (VRP) (p. 5736) – Amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Jacques Mossion : diminution du taux de la TVA sur les activités d'entretien et de réparation ainsi que sur les prestations de services effectuées par les redevables inscrits au répertoire des métiers (p. 5737) – Amendement n° 92 (art. additionnel) de M. Léon Jozeau-Marigné : extension aux associations foncières de remembrement du bénéfice du remboursement de la TVA (p. 5738).

Art. 10 (Taxation des institutions financières et de certains de leurs produits) (p. 5739).

Adoptés : amendement n° 67 de M. François Collet : taxation des bénéfices aux taux d'intérêt légal en vigueur au 31 décembre de chaque exercice et applicable par année écoulée (p. 5740) – Amendement n° 66 de M. François Collet : rectification d'une erreur matérielle (p. 5741) – Amendement n° 112 de M. Laurent Fabius, ministre : déduction de l'impôt du montant de la contribution exceptionnelle sur les sociétés dû au titre du bénéfice (p. 5742) – Amendement n° 63 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Henri Caillavet : modalités d'exonération pour les assurances de groupe (p. 5744) ; sous-amendement n° 111 de M. François Collet : cas des organismes permettant à l'épargne retraite volontaire de se développer (p. 5744) – Amendement n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général : inclusion dans le champ des personnes que couvrent les contrats de groupe des salariés des entreprises envoyés à l'étranger (p. 5744).

Rejeté : amendement n° 107 de M. Henri Duffaut : caractère libérateur de la taxe de l'impôt dû à raison du supplément de bénéfice résultant de la « zillmèrisation » (p. 5742).

Retirés : amendement n° 5 de M. Henri Duffaut : rectification d'une erreur matérielle (p. 5741) – Amendement n° 53 de M. Pierre Croze : suppression des dispositions de cet article relatives aux assurances de groupe (p. 5743) – Amendement n° 54 de M. Pierre Croze : suppression des dispositions de cet article relatives à la soumission à l'impôt sur le revenu des produits attachés aux bons, aux contrats de capitalisation, ainsi qu'aux placements de même nature (p. 5744).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5744).

Art. 11 (*Normalisation du régime des sociétés mères et de leurs filiales*) (p. 5744).

Adopté : amendement n° 22 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression des dispositions de cet article relatives à la réinstitution rétroactive d'une autre imposition pour les dividendes perçus par les sociétés détenant une participation inférieure à 19 % du capital d'une autre société mais dont le montant est supérieur à dix millions de francs (p. 5745).

Retiré : amendement n° 74 de M. André Fosset : détermination du seuil pour les prises de participation postérieures au 2 janvier 1982 (p. 5745).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5745).

Après l'art. 11 (p. 5745).

Adopté : amendement n° 93 (art. additionnel) de M. Léon Jozeau-Marigné : usufruit de la totalité des biens transmise par l'effet d'une libéralité et exclusion à due concurrence de la part correspondant au droit d'usufruit ; caractère interprétatif des dispositions de cet article (p. 5747).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5747).

Art. 12 (*Impôt sur les grandes fortunes – Actualisation des seuils*) (p. 5747).

Adoptés : amendement n° 41 de M. Pierre Lacour : réévaluation des seuils d'application de l'impôt sur la fortune (p. 5749) – Amendement n° 58 de M. Roland du Luart : exonération totale et définitive des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; compensation des pertes de recettes à due concurrence par le produit de la cession de parts que l'Etat détient dans le capital des sociétés nationalisées en 1982 (p. 5751) – Amendement n° 61 de M. Michel Sordel soutenu par M. Philippe de Bourgoing : impôt sur les grandes fortunes et exclusion des biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles ; compensation par majoration à due concurrence des droits sur les alcools importés des autres pays que ceux appartenant aux communautés européennes (p. 5752).

Retiré : amendement n° 108 de M. Jean Chérioux : calcul de l'impôt et problème de l'usufruit (p. 5752).

Devient sans objet : amendement n° 70 de M. Marcel Daunay : bénéfice pour les groupements fonciers agricoles investisseurs des avantages liés à la notion de biens professionnels (p. 5752).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5752).

Après l'art. 12 (p. 5752).

Adopté : amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Edouard Bonnefous : impôt sur les grandes fortunes et exonération des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ; réduction de moitié de l'imposition lorsque seuls les parcs ou jardins sont ouverts au public (p. 5754).

Retiré : amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : modalités de taxation des bénéfices des entreprises en nom personnel (p. 5755).

Devient sans objet : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Jacques Habert : impôt sur

les grandes fortunes et exonération des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ; réduction de moitié de l'imposition lorsque seuls les parcs ou jardins sont ouverts au public (p. 5754).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5754).

Art. 13 (*Taxe différentielle sur les véhicules à moteur – Barème*) (p. 5755).

Rejetés : amendement n° 42 de M. Pierre Lacour : tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteurs (p. 5756) – Amendement n° 59 de M. Pierre Lacour : taxe sur les véhicules de sociétés (p. 5756).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 60 de M. Pierre Lacour : réduction de moitié du prix de la vignette automobile et de la taxe sur les véhicules de sociétés pour les véhicules acquis après le 1^{er} juin de chaque année (p. 5756).

– L'art. 13 est adopté (p. 5756).

Art. 14 (*Tabacs – Fiscalité et aménagement du monopole*) (p. 5756).

Retiré : amendement n° 43 de M. Pierre Lacour : suppression des dispositions de cet article relatives au taux normal du droit de consommation pour les différents groupes de tabac définis à l'art. 575 du code général des impôts (p. 5757).

– L'art. 14 est adopté (p. 5757).

Art. 14 bis (*Relèvement du montant de l'abattement forfaitaire sur le droit de consommation sur les alcools*) – Adopté (p. 5757).

Art. 15 (*Transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) – Adopté (p. 5758).

Art. 15 bis (*Exonération des droits sur les actes passés par les collectivités locales*) (p. 5758).

Adopté : amendement n° 6 de M. Henri Duffaut : applicabilité aux régions et aux établissements publics régionaux des dispositions relatives à l'exonération de perception au profit du Trésor de certaines acquisitions immobilières d'utilité publique ; exonération de toute perception fiscale des acquisitions faites en conséquence de la loi de décentralisation (p. 5758).

– L'art. 15 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5758).

Après l'art. 15 bis (p. 5758).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : exonération de taxe de publicité foncière des inscriptions d'hypothèques prises en garantie des prêts accordés en rapport avec un livret d'épargne de travailleurs manuels (p. 5759).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5759).

Art. 16 (*Reconduction de mesures temporaires et mesures diverses*) (p. 5759).

Adopté : amendement n° 75 de M. André Fosset : montant maximum de ventes au comptant de bijoux de 20 000 F. (p. 5759).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 5759).

Après l'art. 16 (p. 5760).

Adopté : amendement n° 62 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Pierre Louvot : fabrication d'eau de vie naturelle à destination personnelle ; définition des récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle (p. 5760).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5760).

Art. 16 bis (*Donations par contrat de mariage : suppression de la réduction des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 5760).

Adopté : amendement n° 23 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'abrogation de la réduction des droits de mutation à titre gratuit en faveur des donations par contrat de mariage (p. 5761).

– L'art. 16 bis est supprimé (p. 5761).

Art. 16 ter (*Mutation à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle : relèvement du seuil ouvrant droit à abattement des droits d'enregistrement*) (p. 5761).

Adopté : amendement n° 24 de M. Maurice Blin, rapporteur général : opposition à la pérennisation de la surtaxe de la profession des syndics et administrateurs judiciaires (p. 5761).

– L'art. 16 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5761).

C. MESURES DIVERSES

Art. 17 (*Abrogation des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées et reconduction de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et des dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle*) – Adopté (p. 5762).

Art. 18 (*Modification de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes*) – Adopté (p. 5762).

Art. 19 (*Revalorisation du droit de sceau*) – Adopté (p. 5762).

Art. 20 (*Détaxation des carburants agricoles*) – Adopté (p. 5762).

Après l'art. 20 (p. 5762).

Retiré : amendement n° 88 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa : cas des entreprises sous-traitantes et pénalisation des créanciers n'honorant pas leur créance au bout de quarante jours par le paiement d'intérêts moratoires (p. 5763).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 102 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux : détaxe sur les carburants pour les voyageurs représentants placiers ; institution d'un droit de douane sur les automobiles en provenance de l'extérieur de la communauté européenne (p. 5774 ; précédemment réservé p. 5763) – Amendement n° 104 (art. additionnel) de M. Louis Souvet : détaxe sur les carburants pour les compagnies de sapeurs pompiers ; taxe à l'importation sur les automobiles en provenance de pays autres que ceux de la communauté européenne (p. 5763) – Amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Louis Souvet suppression de la taxe frappant les appareils automatiques installés dans les lieux publics procurant un spectacle, une audition, un jeu ou un divertissement ; assujettissement à la TVA pour ces mêmes appareils automatiques (p. 5764).

II. Ressources affectées

Art. 21 (*Dispositions relatives aux affectations*) – Adopté (p. 5764).

Art. 22 (*Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) – Adopté (p. 5764).

Art. 23 (*Modification de la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes*) – Adopté (p. 5764).

Art. 23 bis (*Institution d'une dotation spéciale au sein de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 5765).

Adoptés : amendements identiques n° 25 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade et n° 100 de M. Paul Girod, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : suppression de cet article relatif à l'intégration de la dotation spéciale de logement des instituteurs au sein de la dotation globale de fonctionnement (p. 5767 ; scrutin public n° 48 ; liste des votants p. 5771).

– L'art. 23 bis est supprimé (p. 5767).

Art. 24 (*Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 5767).

Rejeté : amendement n° 26 de M. Laurent Fabius, ministre : taux de prélèvement alimentant la dotation globale de fonctionnement (p. 5767).

– L'art. 24 est adopté (p. 5767).

Art. 24 bis (*Relèvement de droits de timbre*) – Adopté (p. 5768).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 25 (*Confirmation de dispositions législatives antérieures*) – Adopté (p. 5768).

Art. 26 (*Majoration des rentes viagères*) – Adopté (p. 5768).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE

DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 27 et état A (*Equilibre général du budget*).

Adoptés : amendement n° 69 de M. Maurice Blin, rapporteur général : modification de cet article d'équilibre et abattement sur les autorisations de programme (p. 5787 ; scrutin public n° 49 ; liste des votants p. 5816, 5817) – Première partie de l'amendement n° 129 de M. Laurent Fabius, ministre : récapitulation des votes intervenus les 23 et 24 novembre (p. 5786) – Seconde partie de l'amendement n° 129 de M. Laurent Fabius, ministre : coordination avec l'amendement n° 69 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 5787).

– L'art. 27 et l'état A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5787).

Seconde délibération – Ordonnée (p. 5787).

Art. 9 (p. 5787).

Adopté : amendement n° 130 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement de cet article relatif à l'assujettissement de certaines professions à la taxe sur la valeur ajoutée (p. 5787).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5787).

Art. 12 (p. 5787).

Adopté : amendement n° 131 de M. Maurice Blin, rapporteur général : nouvelle rédaction de cet article établissant une coordination entre les modifications adoptées par le Sénat au texte voté par l'Assemblée nationale concernant l'impôt sur les grandes fortunes (p. 5788).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5788).

Art. 27 et état A (p. 5788).

Adopté : amendement n° 132 de M. Laurent Fabius, ministre : nouvelle rédaction de cet article prenant en compte les conséquences mathématiques des décisions adoptées par le Sénat (p. 5788).

– L'art. 27 et l'état A, ainsi modifié, sont adoptés (p. 5788).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie : MM. Stéphane Bonduel (p. 5788, 5789), Pierre Vallon (p. 5789), Pierre Gamboa (p. 5789), Philippe de Bourgoing (p. 5789, 5790), Christian Poncelet (p. 5790) ; intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 5790) ; MM. Christian Poncelet (p. 5790 ; 5791) ; Henri Duffaut (p. 5791, 5792), Maurice Blin, rapporteur général (p. 5792), Marc Becam (p. 5792), intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 5792, 5793) ; M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 5793) ; intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 5793) ; M. Christian Poncelet (p. 5793, 5794) ; intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 5794) ; M. Marc Becam (p. 5794) ; intervention de M. Laurent Fabius, ministre

(p. 5794) ; M. Michel d'Aillières (p. 5794) ; intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 5794, 5795).

Scrutin public (p. 5795 ; n° 50 ; liste des votants p. 5817, 5818).

Adoption de l'ensemble de la première partie de la loi de finances (25 novembre 1982) (p. 5795).

DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi :

I. - Section commune

II. - Santé, Solidarité nationale

III. - Travail, Emploi

Agriculture

Anciens combattants

Commerce et artisanat

Commerce extérieur

Communication audiovisuelle

Comptes spéciaux du Trésor

Consommation

Culture

Défense

Départements et Territoires d'Outre-Mer

Economie et finances :

I. - Charges communes

II. - Services économiques et financiers

III. - Budget

Education nationale

Environnement

Intérieur et décentralisation

Justice

Mer (marine marchande et ports)

Plan et aménagement du territoire

Recherche et industrie :

Relations extérieures :

I. - Services diplomatiques et généraux

II. - Coopération

Services du Premier Ministre :

I. - Services généraux Information

II. - Secrétariat général de la Défense nationale

III. - Conseil économique et social

Temps libre

Transports

Urbanisme et logement

Budgets annexes.

Essences (discussion jointe à la discussion de la Défense)

Imprimerie nationale

Journaux officiels

Légion d'Honneur et Ordre de la Libération

Monnaies et médailles

Postes et télécommunications

Prestations sociales agricoles

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE

I SECTION COMMUNE - III TRAVAIL EMPLOI

Discussion (9 décembre 1982) (p. 6585, 6588) ; (10 décembre 1982) (p. 6596, 6609).

MM. Jean Auroux, ministre du travail ; Jean Béranger, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (Travail) ; Le Garrec, ministre de l'emploi ; André Fosset, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Bonifay, Daniel Millaud, Hector Viron, Louis Souvet, Mme Cécile Goldet.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 6586) ; FOSSET (André) (p. 6600).

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : BERANGER (Jean) (p. 6588) ; LE GARREC (Jean) (p. 6598, 6605, 6606) ; FOSSET (André) (p. 6600) ; SOUVET (Louis) (p. 6604) ; GOLDET (Cécile) (p. 6604).

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA) : BERANGER (Jean) (p. 6588) ; LE GARREC (Jean) (p. 6598, 6605) ; FOSSET (André) (p. 6600) ; SOUVET (Louis) (p. 6604) ; GOLDET (Cécile) (p. 6605).

ASSURANCE CHOMAGE : BERANGER (Jean) (p. 6587, 6588) ; BONIFAY (Charles) (p. 6601).

BUDGET : FOSSET (André) (p. 6599).

CADRES : MILLAUD (Daniel) (p. 6602) ; LE GARREC (Jean) (p. 6606).

CENTRES D'INFORMATION ET D'ORIENTATION (CIO) : LE GARREC (Jean) (p. 6598).

CHARTRE DE L'EMPLOI : LE GARREC (Jean) (p. 6597).

CHOMAGE : BERANGER (Jean) (p. 6587) ; LE GARREC (Jean) (p. 6596) ; BONIFAY (Charles) (p. 6601) ; VIRON (Hector) (p. 6602) ; SOUVET (Louis) (p. 6603, 6604).

CHOMEURS (longue durée) : LE GARREC (Jean) (p. 6597) ; VIRON (Hector) (p. 6602) ; SOUVET (Louis) (p. 6604).

COMMUNAUTES EUROPEENNES : LE GARREC (Jean) (p. 6599).

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT) : FOSSET (André) (p. 6600) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6602).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : AUROUX (Jean) (p. 6587), MILLAUD (Daniel) (p. 6602).

CONTRATS DE SOLIDARITE : LE GARREC (Jean) (p. 6598, 6605) ; FOSSET (André) (p. 6600) ; BONIFAY (Charles) (p. 6601) ; VIRON (Hector) (p. 6602) ; SOUVET (Louis) (p. 6603).

CONTRAT EMPLOI-FORMATION : BERANGER (Jean) (p. 6588) ; LE GARREC (Jean) (p. 6597).

DROITS DES TRAVAILLEURS : AUROUX (Jean) (p. 6586) ; VIRON (Hector) (p. 6603) ; LE GARREC (Jean) (p. 6606).

EMPLOI : BERANGER (Jean) (p. 6587) ; LE GARREC (Jean) (p. 6597, 6599, 6607) ; FOSSET (André) (p. 6599, 6600) ; VIRON (Hector) (p. 6602) ; SOUVET (Louis) (p. 6604) ; GOLDET (Cécile) (p. 6605).

EMPLOIS (création d') : FOSSET (André) (p. 6599).

EMPLOI (emploi des jeunes) : BERANGER (Jean) (p. 6587) ; LE GARREC (Jean) (p. 6597) ; SOUVET (Louis) (p. 6604).

ENTREPRISES (charges des) : FOSSET (André) (p. 6601) ; SOUVET (Louis) (p. 6604) ; LE GARREC (Jean) (p. 6606).

FEMMES : GOLDET (Cécile) (p. 6605).

FONDS NATIONAL CHOMAGE : FOSSET (André) (p. 6599).

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI : FOSSET (André) (p. 6600).

FONDS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 6586).

FORMATION PROFESSIONNELLE : BERANGER (Jean) (p. 6587, 6588) ; LE GARREC (Jean) (p. 6597, 6607) ; BONIFAY (Charles) (p. 6601) ; SOUVET (Louis) (p. 6604).

GREVES : FOSSET (André) (p. 6600).

INFORMATION : AUROUX (Jean) (p. 6586).

INFORMATIQUE : GOLDET (Cécile) (p. 6604).

INSTITUT SYNDICAL DE RECHERCHE ECONOMIQUE ET SOCIALE : AUROUX (Jean) (p. 6586) PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : SOUVET (Louis) (p. 6603, 6604) ; LE GARREC (Jean) (p. 6606).

PRE-RETRAITES : BERANGER (Jean) (p. 6587) ; LE GARREC (Jean) (p. 6598) ; BONIFAY (Charles) (p. 6601) ; SOUVET (Louis) (p. 6603, 6604).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : AUROUX (Jean) (p. 6586) ; FOSSET (André) (p. 6600) ; LE GARREC (Jean) (p. 6606).

TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 6585, 6586, 6587) ; BERANGER (Jean) (p. 6587, 6588).

TRAVAIL (conditions du) : AUROUX (Jean) (p. 6586).

TRAVAIL (durée du) : BERANGER (Jean) (p. 6587, 6588) ; LE GARREC (Jean) (p. 6598) ; BONIFAY (Charles) (p. 6601) ; VIRON (Hector) (p. 6602).

TRAVAIL (hygiène et sécurité du) : AUROUX (Jean) (p. 6587).

TRAVAIL CLANDESTIN : AUROUX (Jean) (p. 6587).

TRAVAILLEURS FRONTALIERS : SOUVET (Louis) (p. 6604) ; LE GARREC (Louis) (p. 6606).

UNEDIC : LE GARREC (Jean) (p. 6597, 6605) ; FOSSET (André) (p. 6600).

VACATAIRES : FOSSET (André) (p. 6600).

Examen des crédits et des articles 68, 69, 70 et 71 (10 décembre 1982) (p. 6607, 6609) MM. André Fosset, rapporteur spécial ; Jean Le Garrec, ministre.

III. TRAVAIL - EMPLOI

Etat B - TITRE III - *Adopté* : amendement n° 186 de M. André Fosset rapporteur spécial, qui le soutient et M. Maurice Blin, rapporteur général : des crédits du titre III - 1°

suppression des crédits destinés à la création de 150 emplois dans les services extérieurs du ministère du travail - 2° suppression d'un crédit affecté à l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail - 3° suppression des crédits destinés au financement d'une campagne d'information sur les emplois d'initiative locale - 4° suppression des crédits pour la création d'emplois pour les services de l'agence nationale pour l'emploi (p. 6608).

TITRE IV - *Adopté* : amendement n° 187 de M. André Fosset, rapporteur spécial qui le soutient, et M. Maurice Blin, rapporteur général : réduction des dotations du titre IV (p. 6608).

Etat C - *Adopté* (p. 6608).

I. Section commune

Etat B - TITRE III - *Adopté* : amendement n° 184 de MM. André Fosset, rapporteur spécial, qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : suppression des crédits pour la création de deux postes de contractuels pour la mission « recherche-actions incitatives » (p. 6608).

Etat C - TITRE V - *Adopté* : amendement n° 185 de MM. André Fosset rapporteur spécial qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : réduction de crédits du titre V, destinés à la création de la mission « recherche-actions incitatives » (p. 6608).

Art. 68 (*Abrogation des articles L. 322-3 à L. 322-7 et L. 832-2 du code du travail*) - *Adopté* (p. 6608).

Art. 69 (*Abrogation de l'article 58 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat*) - *Adopté* (p. 6608).

Art. 70 (*Prorogation portant sur diverses mesures de l'emploi*) - *Adopté* (p. 6608).

Art. 71 (*Cotisations atteignant ou dépassant l'effectif de dix salariés*) - *Adopté* (p. 6609).

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE

II SANTE, SOLIDARITE NATIONALE

Discussion (9 décembre 1982) (p. 6534, 6583).

MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; Jack Ralite, ministre de la santé ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille ; MM. François Autain, secrétaire d'Etat aux émigrés ; Marcel Fortier, rapporteur spécial à la commission des finances (II Santé, solidarité nationale) ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (solidarité nationale, santé) ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (solidarité nationale, sécurité sociale) ; Henri Belcour, Pierre Louvot, Franck Sérusclat, Louis Jung, Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Midy, MM. Pierre-Christian Taittinger, Robert Schwint, Jean Cluzel, Jean Béranger, René Regnault, Charles Ferrant, Pierre Bastié, André Jouany, Raymond Soucaret, Charles Bonifay, Mme Cécile Goldet.

ACCIDENTS DE TRAJET : CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6559).

AIDE MEDICALE : DUFOIX (Georgina) (p. 6542) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6549).

AIDE MEDICALE URGENTE : RALITE (Jack) (p. 6537, 6538) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6548).

AIDE MENAGERE : DUFOIX (Georgina) (p. 6541, 6542).

AIDE SOCIALE : DUFOIX (Georgina) (p. 6540, 6541, 6542) ; FORTIER (Marcel) (p. 6546) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6547, 6549) ; BEREGOVY (Pierre) (p. 6577, 6578).

ALCOOLISME : RALITE (Jack) (p. 6537, 6562) ; CLUZEL (Jean) (p. 6567).

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES : FORTIER (Marcel) (p. 6547) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6554) ; BEREGOVY (Pierre) (p. 6577).

ALLOCATIONS FAMILIALES: DUFOIX (Georgina) (p. 6540); CHERIOUX (Jean) (p. 6549); BOYER (Louis) (p. 6550); BEREGOVOY (Pierre) (p. 6575).

ALLOCATIONS PRENATALES ET POSTNATALES: BOYER (Louis) (p. 6551).

ALSACE: JUNG (Louis) (p. 6555, 6556, 6557, 6581); RALITE (Jack) (p. 6556, 6580, 6581).

ASSOCIATION GENERALE DES INSTITUTIONS DE RETRAITE DES CADRES (AGIRC): BEREGOVOY (Pierre) (p. 6576).

ASSOCIATIONS: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6535).

ASSURANCE MALADIE: BOYER (Louis) (p. 6550, 6551); CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6558); BERANGER (Jean) (p. 6558); BONIFAY (Charles) (p. 6572).

ASSURANCE VEUVAGE: LOUVOT (Pierre) (p. 6553); CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6557).

ASSURANCE VIEILLESSE: BOYER (Louis) (p. 6550, 6551); CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6558); SCHWINT (Robert) (p. 6566); BERANGER (Jean) (p. 6568); JOUANY (André) (p. 6572); BONIFAY (Charles) (p. 6572).

ASSURANCE VOLONTAIRE: CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6558).

AUXILIAIRES DE VIE: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6535); BERANGER (Jean) (p. 6568).

CANCER: RALITE (Jack) (p. 6537, 6538, 6562); BELCOUR (Henri) (p. 6552); MIDY (Monique) (p. 6560); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562); GOLDET (Cécile) (p. 6574).

CENTRES DE SANTE INTEGRES: FORTIER (Marcel) (p. 6546); CHERIOUX (Jean) (p. 6548).

CHIRURGIENS DENTISTES: CHERIOUX (Jean) (p. 6548).

CHOMAGE (indemnisation): CHERIOUX (Jean) (p. 6549).

CLINIQUES PRIVEES: BELCOUR (Henri) (p. 6552, 6553); JUNG (Louis) (p. 6555, 6556, 6581); FERRANT (Charles) (p. 6570); RALITE (Jack) (p. 6580, 6581).

COMITES CONSULTATIFS DE PROMOTION DE SANTE: BELCOUR (Henri) (p. 6552); MIDY (Monique) (p. 6560); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562); RALITE (Jack) (p. 6562).

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE (CHS): MIDY (Monique) (p. 6560).

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTO REP): MIDY (Monique) (p. 6561); BEREGOVOY (Pierre) (p. 6576).

COMPAGNIE GENERALE DE RADIOLOGIE: BELCOUR (Henri) (p. 6552); RALITE (Jack) (p. 6580).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER: CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6558, 6559).

CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL SOCIAL: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6535) CRECHES: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534).

DELINQUANCE: AUTAIN (François) (p. 6544).

DIRECTIONS DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE (DASS): MIDY (Monique) (p. 6561); RALITE (Jack) (p. 6581).

ENFANCE MALTRAITEE: DUFOIX (Georgina) (p. 6541).

ENFANTS: DUFOIX (Georgina) (p. 6540, 6541) SERUSCLAT (Franck) (p. 6554).

ENTREPRISES (charges des): SCHWINT (Robert) (p. 6566); BERANGER (Jean) (p. 6568); BEREGOVOY (Pierre) (p. 6575).

EQUIPEMENTS: RALITE (Jack) (p. 6539; 6540); FORTIER (Marcel) (p. 6546); CHERIOUX (Jean) (p. 6547); REGNAULT (René) (p. 6569).

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX: DUFOIX (Georgina) (p. 6541).

FEDERATION NATIONALE DES MEDECINS D'URGENCE (FNASUM): RALITE (Jack) (p. 6578).

FONDS D'ACTION SOCIALE: AUTAIN (François) (p. 6543).

FONDS D'ASSISTANCE DU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES: CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6557, 6559).

FRAIS DE GARDE: DUFOIX (Georgina) (p. 6541).

FRANCAIS DE L'ETRANGER: CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6557, 6558); BEREGOVOY (Pierre) (p. 6577).

HABITAT (amélioration de l'): DUFOIX (Georgina) (p. 6541); MIDY (Monique) (p. 6560).

HANDICAPES: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534, 6576, 6577); MIDY (Monique) (p. 6560); BERANGER (Jean) (p. 6568); REGNAULT (René) (p. 6569).

HAUT COMITE DU THERMALISME: CLUZEL (Jean) (p. 6567); RALITE (Jack) (p. 6582).

HOPITAUX: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534); RALITE (Jack) (p. 6539, 6540, 6556, 6564, 6579, 6581, 6582, 6583); FORTIER (Marcel) (p. 6546); CHERIOUX (Jean) (p. 6548), BOYER (Louis) (p. 6551); BELCOUR (Henri) (p. 6552, 6553); JUNG (Louis) (p. 6557); MIDY (Monique) (p. 6560); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6563, 6564); SCHWINT (Robert) (p. 6565, 6566); BOYER (Louis) (p. 6568, 6569); REGNAULT (René) (p. 6569); FERRANT (Charles) (p. 6570); JOUANY (André) (p. 6571); SOUCARET (Raymond) (p. 6572); BONIFAY (Charles) (p. 6572); GOLDET (Cécile) (p. 6573).

HOPITAUX (personnels): RALITE (Jack) (p. 6536, 6538, 6583); BOYER (Louis) (p. 6568, 6569); JOUANY (André) (p. 6571).

HOPITAUX (secteur privé): FORTIER (Marcel) (p. 6546); CHERIOUX (Jean) (p. 6548); BELCOUR (Henri) (p. 6552); JUNG (Louis) (p. 6555); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562).

HOPITAUX (tarifs): CHERIOUX (Jean) (p. 6548).

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES: MIDY (Monique) (p. 6560).

HOSPICES: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534, 6577); DUFOIX (Georgina) (p. 6541, 6542); REGNAULT (René) (p. 6569); BASTIE (Pierre) (p. 6570, 6571); GOLDET (Cécile) (p. 6574).

IMMIGRATION: AUTAIN (François) (p. 6543, 6544); MIDY (Monique) (p. 6561).

INFIRMIERS ET INFIRMIERES: RALITE (Jack) (p. 6539); DUFOIX (Georgina) (p. 6542).

INSTITUTIONS DE RETRAITES COMPLEMENTAIRES DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES (IRCANTEC): BEREGOVOY (Pierre) (p. 6576) INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE: BOYER (Louis) (p. 6551).

JEUNES: BEREGOVOY (Pierre) (p. 6535).

KINESITHERAPEUTES: CHERIOUX (Jean) (p. 6548).

MALADIES PROFESSIONNELLES: CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6559); MIDY (Monique) (p. 6560).

MEDECINE : FORTIER (Marcel) (p. 6546, 6547) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6547, 6548) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 6554) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562) ; SOUCARET (Raymond) (p. 6572) ; RALITE (Jack) (p. 6578, 6581).

MEDECINE (enseignement de la) : RALITE (Jack) (p. 6538, 6578) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6548) ; JUNG (Louis) (p. 6555) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562).

MEDECINE DU TRAVAIL : MIDY (Monique) (p. 6560).

MEDECINE PREVENTIVE : RALITE (Jack) (p. 6537) ; DUFOIX (Georgina) (p. 6540) ; BELCOUR (Henri) (p. 6552) ; MIDY (Monique) (p. 6559) ; GOLDET (Cécile) (p. 6573).

MEDECINE SCOLAIRE : MIDY (Monique) (p. 6559) ; GOLDET (Cécile) (p. 6573).

MEDECINS : RALITE (Jack) (p. 6538) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6553).

MEDECINS (hospitaliers) : RALITE (Jack) (p. 6538) ; FORTIER (Marcel) (p. 6546) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6548) ; BELCOUR (Henri) (p. 6552).

MEDICAMENTS : RALITE (Jack) (p. 6539, 6580) ; FORTIER (Marcel) (p. 6546) ; BOYER (Louis) (p. 6551) ; JUNG (Louis) (p. 6556) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6564) ; SCHWINT (Robert) (p. 6566) ; BONIFAY (Charles) (p. 6572).

MERES DE FAMILLE : JOUANY (André) (p. 6572).

OBSERVATOIRES REGIONAUX DE SANTE : RALITE (Jack) (p. 6537).

ORGANISMES INTERNATIONAUX : CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6559).

PARLEMENT (information du) : SCHWINT (Robert) (p. 6565).

PENSIONS DE RETRAITE : CHERIOUX (Jean) (p. 6549) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6576).

PENSIONS DE REVERSION : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534) ; DUFOIX (Georgina) (p. 6542).

PERSONNES AGEES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534, 6575, 6577, 6578) ; DUFOIX (Georgina) (p. 6542) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6547) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6554) ; MIDY (Monique) (p. 6560) ; BASTIE (Pierre) (p. 6570, 6571) ; GOLDET (Cécile) (p. 6574).

PHARMACIE : RALITE (Jack) (p. 6539, 6540, 6580) ; FORTIER (Marcel) (p. 6546).

PHARMACIE (industrie) : RALITE (Jack) (p. 6540) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6564) ; SCHWINT (Robert) (p. 6566).

PHARMACIENS : CHERIOUX (Jean) (p. 6548).

POLITIQUE FAMILIALE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534, 6578) ; RALITE (Jack) (p. 6536) ; DUFOIX (Georgina) (p. 6540, 6541) ; BONIFAY (Charles) (p. 6572).

PRERETRAITES : SCHWINT (Robert) (p. 6566) ; BERANGER (Jean) (p. 6568) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6576).

PRESTATIONS SOCIALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6536) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6549) ; BOYER (Louis) (p. 6550) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 6558, 6559) ; SCHWINT (Robert) (p. 6566) ; BERANGER (Jean) (p. 6568) ; BONIFAY (Charles) (p. 6572).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARA-MEDICALES : RALITE (Jack) (p. 6539) ; FORTIER (Marcel) (p. 6546) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 6554) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6575) PSYCHIATRIE : RALITE (Jack) (p. 6537).

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI) : RALITE (Jack) (p. 6536) ; MIDY (Monique) (p. 6559) ; GOLDET (Cécile) (p. 6573).

RECHERCHE MEDICALE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562).

RESONANCE MAGNETIQUE NUCLEAIRE (RMN) : BOYER (Louis) (p. 6569) ; RALITE (Jack) (p. 6580, 6582).

RETRAITE (âge de la) : CHERIOUX (Jean) (p. 6549).

SANTE PUBLIQUE : RALITE (Jack) (p. 6536, 6540, 6578) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6547) ; BELCOUR (Henri) (p. 6552) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6562).

SANTE SCOLAIRE : RALITE (Jack) (p. 6537).

SCANOGRAPHES : RALITE (Jack) (p. 6539, 6580, 6582) ; BELCOUR (Henri) (p. 6552) ; BOYER (Louis) (p. 6569) ; GOLDET (Cécile) (p. 6573, 6574).

SECOURISME : JUNG (Louis) (p. 6555).

SECURITE SOCIALE : BOYER (Louis) (p. 6550, 6551) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6553) ; BONIFAY (Charles) (p. 6573).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : BOYER (Louis) (p. 6551) ; BERANGER (Jean) (p. 6568) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6575, 6577).

SECURITE SOCIALE (financement) : FORTIER (Marcel) (p. 6545) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6548) ; BOYER (Louis) (p. 6550) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6553) ; MIDY (Monique) (p. 6561) ; SCHWINT (Robert) (p. 6565) ; BERANGER (Jean) (p. 6568) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6574, 6575, 6577).

SOCIETE NATIONALE DE CONSTRUCTION POUR LES TRAVAILLEURS (SONACOTRA) : MIDY (Monique) (p. 6561).

SOLIDARITE NATIONALE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6536).

TAXE SUR LES ALCOOLS : BOYER (Louis) (p. 6550) ; SCHWINT (Robert) (p. 6566).

TAXE SUR LES SALAIRES : BELCOUR (Henri) (p. 6552) ; RALITE (Jack) (p. 6579).

TAXE SUR LES TABACS : BOYER (Louis) (p. 6550) ; SCHWINT (Robert) (p. 6566).

TECHNOLOGIES BIOMEDICALES : RALITE (Jack) (p. 6540).

THERMALISME : RALITE (Jack) (p. 6537, 6582) ; CLUZEL (Jean) (p. 6566, 6567).

TOXICOMANIE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6534, 6535) ; RALITE (Jack) (p. 6536) ; Goldet (Cécile) (p. 6573).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6535) ; AUTAIN (François) (p. 6542, 6543, 6544) ; MIDY (Monique) (p. 6561).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : MIDY (Monique) (p. 6561) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6576).

VEUVES : JOUANY (André) (p. 6572) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 6577).

VIOLENCE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 6535).

ZONES RURALES : DUFOIX (Georgina) (p. 6542).

Examen des crédits et de l'article 66 (9 décembre 1982) (p. 6583, 6585) *MM. Etienne Dailly, André Fosset au nom de la commission des finances ; Jack Ralite, ministre.*

Etat B - TITRE III - Rejeté (p. 6584 ; scrutin public n° 94, liste des votants p. 6594).

TITRE IV (p. 6584).

Retiré : amendement n° 166 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Marcel Fortier, rapporteur spécial : réduction des

crédits du titre IV relatifs à la promotion de la santé régionalisée (p. 6585).

Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 6585).

Etat C – TITRE V et VI – Adoptés (p. 6585).

Art. 66 (Conditions de financement de l'allocation aux adultes handicapés) – Adopté (p. 6585).

AGRICULTURE

Discussion (30 novembre 1982) (p. 6042, 6089).

Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Sordel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jules Roujon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; Pierre Jeambrun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et alimentaires) ; René Tinant, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Louis Minetti, Geoffroy de Montalembert, Serge Mathieu, Fernand Tardy, Marcel Daunay, Charles-Edouard Lenglet, Paul Jargot, Jean-François Legrand, Roland du Luart, Gérard Delfain, Jean Cluzel, Raymond Soucaret, Paul Malassagne, Pierre Louvot, Bernard Desbrières, Louis Jung, France Lechenault, Louis Souvet, Jean Puech, Roland Courteau, Paul Séramy, Emile Didier, Adrien Gouteyron, Alphonse Arzel, André Barroux, Bernard Laurent, Gérard Roujas, Rémi Herment, René Chazelle, André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture.

ADDUCTIONS D'EAU : BARROUX (André) (p. 6079) ; TORRE (Henri) (p. 6082).

AGRICULTEURS (Jeunes) : CRESSON (Edith) (p. 6044, 6045, 6085) ; TORRE (Henri) (p. 6047) ; TARDY (Fernand) (p. 6058) ; JARGOT (Paul) (p. 6061) ; LUART (Roland du) (p. 6063) ; SOUCARET (Raymond) (p. 6066) ; DESBRIERES (Bernard) (p. 6069) ; LECHENAULT (France) (p. 6070) ; SOUVET (Louis) (p. 6071) ; COURTEAU (Roland) (p. 6074) ; AUTHIE (Germain) (p. 6076) ; ARZEL (Alphonse) (p. 6079) ; LAURENT (Bernard) (p. 6080) ; CHAZELLE (René) (p. 6081) ; CELLARD (André) (p. 6084).

AGRICULTURE : CRESSON (Edith) (p. 6042, 6043, 6044, 6045, 6046, 6047, 6085, 6086, 6087, 6088, 6089) ; TORRE (Henri) (p. 6047, 6048, 6082, 6083) ; SORDEL (Michel) (p. 6048, 6049, 6050) ; ROUJON (Jules) (p. 6051, 6052) ; JEAMBRUN (Pierre) (p. 6052, 6053) ; TINANT (René) (p. 6053, 6054) ; MINETTI (Louis) (p. 6054, 6055) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6055, 6056) ; MATHIEU (Serge) (p. 6056, 6057) ; TARDY (Fernand) (p. 6057, 6058) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6058, 6059) ; LENGLET (Charles-Edmond) (p. 6059, 6060) ; JARGOT (Paul) (p. 6060, 6061) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 6061, 6062) ; LUART (Roland du) (p. 6062, 6063, 6064) ; DELFAU (Gérard) (p. 6064) ; CLUZEL (Jean) (p. 6065) ; SOUCARET (Raymond) (p. 6065, 6066) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 6066, 6067, 6068) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6068) ; DESBRIERES (Bernard) (p. 6069) ; JUNG (Louis) (p. 6069, 6070) ; LECHENAULT (France) (p. 6070, 6071) ; SOUVET (Louis) (p. 6071, 6072) ; PUECH (Jean) (p. 6072, 6073) ; COURTEAU (Roland) (p. 6073, 6074) ; SERAMY (Paul) (p. 6074) ; DIDIER (Emile) (p. 6074) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6075, 6076) ; CHERRIER (Lionnel) (p. 6076) ; AUTHIE (Germain) (p. 6076, 6077) ; GERIN (Alfred) (p. 6077, 6078) ; VIDAL (Marcel) (p. 6078) ; ARZEL (Alphonse) (p. 6078, 6079) ; BARROUX (André) (p. 6079, 6080) ; LAURENT (Bernard) (p. 6080) ; ROUJAS (Gérard) (p. 6080, 6081) ; HERMENT (Rémi) (p. 6081) ; CHAZELLE (René) (p. 6081, 6082) ; CELLARD (André) (p. 6082, 6083, 6084, 6085).

AGRICULTURE (aide à l') : CRESSON (Edith) (p. 6044, 6045, 6046) ; TORRE (Henri) (p. 6047) ; MINETTI (Louis) (p. 6054) ; TARDY (Fernand) (p. 6058) ; SOUCARET (Raymond) (p. 6066) ; DESBRIERES (Bernard) (p. 6069) ;

PUECH (Jean) (p. 6072) ; BARROUX (André) (p. 6079) ; CHAZELLE (René) (p. 6081) ; CELLARD (André) (p. 6072).

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE : CRESSON (Edith) (p. 6043, 6044, 6085) ; TARDY (Fernand) (p. 6057).

AGRICULTURE (ministère) : LUART (Roland du) (p. 6062) ; SOUCARET (Raymond) (p. 6065) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6068) ; SOUVET (Louis) (p. 6072) ; HERMENT (Rémi) (p. 6081) ; CELLARD (André) (p. 6083) ; CRESSON (Edith) (p. 6086).

ALIMENTS DU BETAIL : CLUZEL (Jean) (p. 6065).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : CRESSON (Edith) (p. 6044).

AMENAGEMENT RURAL : CRESSON (Edith) (p. 6045, 6047) ; ROUJON (Jules) (p. 6051) ; MINETTI (Louis) (p. 6055) ; TARDY (Fernand) (p. 6058) ; LENGLET (Charles-Edouard) (p. 6060) ; DIDIER (Emile) (p. 6075) ; VIDAL (Marcel) (p. 6078) ; LAURENT (Bernard) (p. 6080) ; CELLARD (André) (p. 6083).

ANIMATION CULTURELLE : LECHENAULT (France) (p. 6070) ; CRESSON (Edith) (p. 6086).

ASSAINISSEMENT : LUART (Roland du) (p. 6062) ; BARROUX (André) (p. 6079) ASSURANCES : AUTHIE (Germain) (p. 6077).

AUXILIARIAT (enseignement) : LECHENAULT (France) (p. 6071).

AGRICULTURE : TARDY (Fernand) (p. 6057).

BANQUES : JEAMBRUN (Pierre) (p. 6053).

BAUX RURAUX : LAURENT (Bernard) (p. 6080) ; CHAZELLE (René) (p. 6081) ; CELLARD (André) (p. 6084).

BIERE : JUNG (Louis) (p. 6070).

BOIS (industrie du) : JEAMBRUN (Pierre) (p. 6053) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 6067) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6075, 6076) ; CHAZELLE (René) (p. 6082) ; CRESSON (Edith) (p. 6088).

BOURSES D'ETUDES : CRESSON (Edith) (p. 6045, 6087) ; MATHIEU (Serge) (p. 6056) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 6061) ; SOUCARET (Raymond) (p. 6066) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 6068) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6068) ; SOUVET (Louis) (p. 6071).

CALAMITES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6042, 6088) ; SORDEL (Michel) (p. 6050) ; LUART (Roland du) (p. 6063) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 6067) ; PUECH (Jean) (p. 6073) ; COURTEAU (Roland) (p. 6074) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6075) ; AUTHIE (Germain) (p. 6077) ; GERIN (Alfred) (p. 6077) ; BARROUX (André) (p. 6080) ; CHAZELLE (René) (p. 6082) ; CELLARD (André) (p. 6082, 6084).

CARBURANTS (détaxation) : MINETTI (Louis) (p. 6055) ; JUNG (Louis) (p. 6069).

CHAMBRES D'AGRICULTURES : TARDY (Fernand) (p. 6057).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CRESSON (Edith) (p. 6043, 6044, 6087) ; TORRE (Henri) (p. 6048) ; MINETTI (Louis) (p. 6055) ; TARDY (Fernand) (p. 6057) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6059) ; JARGOT (Paul) (p. 6060) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6068) ; COURTEAU (Roland) (p. 6073) ; GERIN (Alfred) (p. 6077).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : CRESSON (Edith) (p. 6044, 6085) ; SOUVET (Louis) (p. 6071).

COMMUNES FORESTIERES : JUNG (Louis) (p. 6070).

CONCURRENCE INTERNATIONALE: SORDEL (Michel) (p. 6049).

CONSEIL NATIONAL DE L'ALIMENTATION: CRESSON (Edith) (p. 6047).

COOPERATIVES AGRICOLES: JARGOT (Paul) (p. 6061); CELLARD (André) (p. 6083).

CREDIT AGRICOLE: CRESSON (Edith) (p. 6044, 6087); LUART (Roland du) (p. 6063); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067).

DECENTRALISATION: CRESSON (Edith) (p. 6045); TORRE (Henri) (p. 6047); ROUJON (Jules) (p. 6051, 6052); ARZEL (Alphonse) (p. 6079); CELLARD (André) (p. 6082).

DISTILLATION: DELFAU (Gérard) (p. 6064); COURTEAU (Roland) (p. 6074); CELLARD (André) (p. 6084, 6085).

DOTATION AUX JEUNES AGRICULTEURS (DJA): CRESSON (Edith) (p. 6046); TORRE (Henri) (p. 6047); LUART (Roland du) (p. 6063); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); LECHENAULT (France) (p. 6070); CELLARD (André) (p. 6083).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE): TORRE (Henri) (p. 6047, 6048); ROUJON (Jules) (p. 6051, 6052); DAUNAY (Marcel) (p. 6059); LENGLET (Charles Edouard) (p. 6060); MALASSAGNE (Paul) (p. 6066); PUECH (Jean) (p. 6072); AUTHIE (Germain) (p. 6077); VIDAL (Marcel) (p. 6078); ROUJAS (Gérard) (p. 6080); CELLARD (André) (p. 6082, 6083) ELECTRIFICATION RURALE: LUART (Roland du) (p. 6062); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6075); BARROUX (André) (p. 6079); CHAZELLE (René) (p. 6082).

ELEVAGE: TARDY (Fernand) (p. 6057); CLUZEL (Jean) (p. 6065); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); AUTHIE (Germain) (p. 6077); ARZEL (Alphonse) (p. 6079); CELLARD (André) (p. 6082); CRESSON (Edith) (p. 6085, 6088).

ENGRAIS ET AMENDEMENTS: SORDEL (Michel) (p. 6048).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE: CRESSON (Edith) (p. 6045, 6086, 6087); TORRE (Henri) (p. 6048); TINANT (René) (p. 6053, 6054); MINETTI (Louis) (p. 6055); MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6055); MATHIEU (Serge) (p. 6056); TARDY (Fernand) (p. 6058); DAUNAY (Marcel) (p. 6059); LENGLET (Charles Edouard) (p. 6060); LE GRAND (Jean-François) (p. 6061, 6062); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); LECHENAULT (France) (p. 6070); PUECH (Jean) (p. 6073); CHERRIER (Lionel) (p. 6076); GERIN (Alfred) (p. 6077); ARZEL (Alphonse) (p. 6079); ROUJAS (Gérard) (p. 6081).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE: CRESSON (Edith) (p. 6045, 6086, 6087); TORRE (Henri) (p. 6048); TINANT (René) (p. 6053, 6054); MATHIEU (Serge) (p. 6056); DAUNAY (Marcel) (p. 6059); LENGLET (Charles Edouard) (p. 6060); LE GRAND (Jean-François) (p. 6062); LOUVOT (Pierre) (p. 6068); LUART (Roland du) (p. 6063); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067, 6068); SOUVET (Louis) (p. 6071); PUECH (Jean) (p. 6073); GERIN (Alfred) (p. 6077); ARZEL (Alphonse) (p. 6079); HERMENT (Rémi) (p. 6081).

EPARGNE: CRESSON (Edith) (p. 6146).

EQUIPEMENTS: CRESSON (Edith) (p. 6045); TORRE (Henri) (p. 6048); ROUJON (Jules) (p. 6051); TINANT (Henri) (p. 6053); TARDY (Fernand) (p. 6058); DAUNAY (Marcel) (p. 6058); LUART (Roland du) (p. 6063); AUTHIE (Germain) (p. 6077); VIDAL (Marcel) (p. 6078); BARROUX (André) (p. 6079); ROUJAS (Gérard) (p. 6081).

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints): DESBRIERES (Bernard) (p. 6069); CRESSON (Edith) (p. 6088).

EXPLOITANTS AGRICOLES: SORDEL (Michel) (p. 6050); MINETTI (Louis) (p. 6054); DAUNAY (Marcel) (p. 6059); LENGLET (Charles-Edmond) (p. 6060); DESBRIERES (Bernard) (p. 6069); LECHENAULT (France) (p. 6071); CRESSON (Edith) (p. 6086, 6087).

EXPORTATIONS: CRESSON (Edith) (p. 6046, 6087); TORRE (Henri) (p. 6048); JEAMBRUN (Pierre) (p. 6052, 6053); MINETTI (Louis) (p. 6055); TARDY (Fernand) (p. 6057); COURTEAU (Roland) (p. 6073); GERIN (Alfred) (p. 6077); HERMENT (Rémi) (p. 6081).

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELCTRIFICATION: ROUJON (Jules) (p. 6051).

FONDS D'ORIENTATION ET DE REGLEMENTATION DES MARCHES AGRICOLES (FORMA): CRESSON (Edith) (p. 6086).

FONDS FORESTIER NATIONAL: CELLARD (André) (p. 6083).

FONDS INTERMINISTERIEL POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'AMENAGEMENT RURAL (FIDAR): ROUJON (Jules) (p. 6051).

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU: ROUJON (Jules) (p. 6051); CELLARD (André) (p. 6083).

FORET: TORRE (Henri) (p. 6047); SORDEL (Michel) (p. 6050); JARGOT (Paul) (p. 6060); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); JUNG (Louis) (p. 6070); VIDAL (Marcel) (p. 6078); ROUJAS (Gérard) (p. 6081); CHAZELLE (René) (p. 6081, 6082); CRESSON (Edith) (p. 6088) FORMATION PROFESSIONNELLE: CRESSON (Edith) (p. 6045); MINETTI (Louis) (p. 6055); MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6055); TARDY (Fernand) (p. 6058); LE GRAND (Jean-François) (p. 6061); SOUVET (Louis) (p. 6071); CHERRIER (Lionel) (p. 6076).

« FRANC VERT »: CRESSON (Edith) (p. 6043); CLUZEL (Jean) (p. 6065).

FRUITS ET LEGUMES: TARDY (Fernand) (p. 6057); CRESSON (Edith) (p. 6085, 6088).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT): TORRE (Henri) (p. 6048); MINETTI (Louis) (p. 6055).

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA): CRESSON (Edith) (p. 6046); CELLARD (André) (p. 6084).

HARAS: SERAMY (Paul) (p. 6074).

HYDRAULIQUE AGRICOLE: CRESSON (Edith) (p. 6046); MINETTI (Louis) (p. 6055); LUART (Roland du) (p. 6063); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); PUECH (Jean) (p. 6072); VIDAL (Marcel) (p. 6078); ROUJAS (Gérard) (p. 6080, 6081); CELLARD (André) (p. 6082).

IMPORTATIONS: CLUZEL (Jean) (p. 6065); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); JUNG (Louis) (p. 6070); LECHENAULT (France) (p. 6071); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6075); CHAZELLE (René) (p. 6082).

IMPOTS ET TAXES: CRESSON (Edith) (p. 6044, 6086).

IMPOTS LOCAUX: LUART (Roland du) (p. 6063).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES: MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6055, 6056); CRESSON (Edith) (p. 6086).

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE (ISM): TORRE (Henri) (p. 6047); PUECH (Jean) (p. 6073); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6076).

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART (IVD): SORDEL (Michel) (p. 6050); JARGOT (Paul) (p. 6061); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); CHAZELLE (René) (p. 6081).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : CRESSON (Edith) (p. 6046, 6047, 6087, 6088); TORRE (Henri) (p. 6048); JEAMBRUN (Pierre) (p. 6052, 6053); MATHIEU (Serge) (p. 6056); TARDY (Fernand) (p. 6057); DAUNAY (Marcel) (p. 6058); JUNG (Louis) (p. 6069, 6070); LECHENAULT (France) (p. 6071); SOUVET (Louis) (p. 6071); GERIN (Alfred) (p. 6077, 6078); CELLARD (André) (p. 6083).

INFORMATIQUE : CELLARD (André) (p. 6083).

INNOVATION : SOUVET (Louis) (p. 6071).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRO-NOMIQUE (INRA) : CRESSON (Edith) (p. 6046).

INVESTISSEMENTS : CRESSON (Edith) (p. 6044, 6045, 6046, 6087); DAUNAY (Marcel) (p. 6058); SOUVET (Louis) (p. 6072); PUECH (Jean) (p. 6072); BARROUX (André) (p. 6079); HERMENT (Rémi) (p. 6081); CELLARD (André) (p. 6082, 6083).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS : CRESSON (Edith) (p. 6086).

LANGUEDOC-ROUSSILLON : DELFAU (Gérard) (p. 6064).

LOISIRS : SERAMY (Paul) (p. 6074).

MAISONS FAMILIALES RURALES D'EDUCATION ET D'ORIENTATION : MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6055); MATHIEU (Serge) (p. 6056); LUART (Roland du) (p. 6063); MALASSAGNE (Paul) (p. 6068); LOUVOT (Pierre) (p. 6068); CHERRIER (Lionel) (p. 6076); HERMENT (Rémi) (p. 6081); CRESSON (Edith) (p. 6087).

MARCHES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6043, 6086); MINETTI (Louis) (p. 6055); TARDY (Fernand) (p. 6058); LECHENAULT (France) (p. 6070); SOUVET (Louis) (p. 6071, 6072).

METAYAGE : LECHENAULT (France) (p. 6071); CELLARD (André) (p. 6083); MEUNERIE : SORDEL (Michel) (p. 6049); CRESSON (Edith) (p. 6088).

MONTAGNE : TARDY (Fernand) (p. 6058); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); DIDIER (Emile) (p. 6074, 6075); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6076); AUTHIE (Germain) (p. 6076, 6077); CHAZELLE (René) (p. 6081); CELLARD (André) (p. 6083).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES : CRESSON (Edith) (p. 6043, 6086); TORRE (Henri) (p. 6048); SORDEL (Michel) (p. 6049); JEAMBRUN (Pierre) (p. 6052); MINETTI (Louis) (p. 6055); MATHIEU (Serge) (p. 6056); TARDY (Emmanuel) (p. 6057); DAUNAY (Marcel) (p. 6059); LENGLET (Charles-Edmond) (p. 6059); CLUZEL (Jean) (p. 6065); MALASSAGNE (Paul) (p. 6066); GERIN (Alfred) (p. 6077); ARZEL (Alphonse) (p. 6078); HERMENT (Rémi) (p. 6081).

NOUVELLE-CALÉDONIE : CHERRIER (Lionel) (p. 6076); CRESSON (Edith) (p. 6087).

NOYERAIES : JARGOT (Paul) (p. 6060).

OFFICE DES VINS : DELFAU (Gérard) (p. 6064); COURTEAU (Roland) (p. 6073, 6074); CELLARD (André) (p. 6084, 6085).

OFFICE NATIONAL DES FORETS : VIDAL (Marcel) (p. 6078).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (ONIVIT) : DELFAU (Gérard) (p. 6064).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BÉTAIL ET DES VIANDES (ONIBEV) : CLUZEL (Jean) (p. 6065); SOUCARET (Raymond) (p. 6066).

OFFICES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6046, 6086); SORDEL (Michel) (p. 6049); MATHIEU (Serge) (p. 6056, 6057); TARDY (Fernand) (p. 6057, 6058); LUART

(Roland du) (p. 6063); LECHENAULT (France) (p. 6070); SOUVET (Louis) (p. 6071); HERMENT (Rémi) (p. 6081).

OPERATIONS GROUPEES DES AMENAGEMENTS FONCIERS (OGAF) : TARDY (Fernand) (p. 6058).

PARI MUTUEL URBAIN (PMU) : SERAMY (Paul) (p. 6074); CELLARD (André) (p. 6082, 6083); TORRE (Henri) (p. 6082).

PATE A PAPIER : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6076).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6044); SORDEL (Michel) (p. 6050); LUART (Roland du) (p. 6063); SOUCARET (Raymond) (p. 6066); LOUVOT (Pierre) (p. 6068).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (cotisations) : SORDEL (Michel) (p. 6050); LUART (Roland du) (p. 6063); SOUVET (Louis) (p. 6072).

PRIX : CRESSON (Edith) (p. 6043, 6044, 6085, 6086); SORDEL (Michel) (p. 6049); TARDY (Fernand) (p. 6057); LENGLET (Charles-Edmond) (p. 6059); LUART (Roland du) (p. 6063).

PRIX (blocage des) : JEAMBRUN (Pierre) (p. 6052); JUNG (Louis) (p. 6070); GERIN (Alfred) (p. 6077).

PROTECTIONNISME : SOUVET (Louis) (p. 6072); GERIN (Alfred) (p. 6078).

RECHERCHE : CRESSON (Edith) (p. 6046, 6087).

REMEMBREMENT : SORDEL (Michel) (p. 6050); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067).

REVENUS AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6042, 6085, 6086); TORRE (Henri) (p. 6047); MINETTI (Louis) (p. 6054); LENGLET (Edmond) (p. 6059); LUART (Roland du) (p. 6064); CLUZEL (Jean) (p. 6065); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); LECHENAULT (France) (p. 6070); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6076); AUTHIE (Germain) (p. 6076); ROUJAS (Gérard) (p. 6080).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : CRESSON (Edith) (p. 6044); SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) : SORDEL (Michel) (p. 6050); MALASSAGNE (Paul) (p. 6067); AUTHIE (Germain) (p. 6076); LAURENT (Bernard) (p. 6080); CELLARD (André) (p. 6083).

SOCIETES DE COURSE : TORRE (Henri) (p. 6082); CELLARD (André) (p. 6083).

SOJA : ROUJAS (Gérard) (p. 6081).

TABAC : JARGOT (Paul) (p. 6060); CRESSON (Edith) (p. 6088).

TAXE DE CORESPONSABILITE SUR LES CEREALES : CRESSON (Edith) (p. 6085).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER : CHERRIER (Lionel) (p. 6076).

TRANSPORTS SCOLAIRES : LE GRAND (Jean-François) (p. 6061).

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS : SOUVET (Louis) (p. 6071).

VINS : DELFAU (Gérard) (p. 6064); COURTEAU (Roland) (p. 6073, 6074); CELLARD (André) (p. 6084, 6085); CRESSON (Edith) (p. 6085).

VITICULTURE : MINETTI (Louis) (p. 6054); DELFAU (Gérard) (p. 6064); LECHENAULT (France) (p. 6071); COURTEAU (Roland) (p. 6073, 6074); CELLARD (André) (p. 6084, 6085).

ZONES RURALES : SOUCARET (Raymond) (p. 6066); DESBRIERES (Bernard) (p. 6069); VIDAL (Marcel) (p. 6078); BARROUX (André) (p. 6079).

Examen des crédits (p. 6089)

Etat B – TITRE III – Rejet (p. 6089 ; scrutin public n° 69 ; liste des votants p. 6094, 6095).

TITRE IV – Rejet (p. 6089 ; scrutin public n° 70 ; liste des votants p. 6095, 6096).

Etat C – TITRE V – Rejet (p. 6089 ; scrutin public n° 71 ; liste des votants p. 6096, 6097).

TITRE VI – Rejet (p. 6089 ; scrutin public n° 72 ; liste des votants p. 6097).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (26 novembre 1982) (p. 5850, 5870) :

MM. Charles Bonifay, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Laurain, ministre des anciens combattants ; René Tomasini, rapporteur spécial de la commission des finances ; Edmond Valcin, Lionel Cherrier, Noël Berrier, Charles Ferrant, Georges Mouly, René Martin, Robert Schwint, Edouard Le Jeune, André Jouany, Marcel Rudloff.

ALLOCATION POUR TIERCE PERSONNE : TOMASINI (René) (p. 5854).

ALSACE ET MOSELLE : RUDLOFF (Marcel) (p. 5865).

ALSACE LORRAINE (malgré nous) : LAURAIN (Jean) (p. 5851, 5866) ; **TOMASINI** (René) (p. 5854) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5856) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5858) ; **MARTIN** (René) (p. 5862) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5865).

ANCIENS COMBATTANTS : BONIFAY (Charles) (p. 5850, 5854, 5855, 5856) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5850, 5851, 5852, 5853, 5866, 5867) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853, 5854) ; **VALCIN** (Edmond) (p. 5856, 5857) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5857, 5858) ; **BERRIER** (Noël) (p. 5858) ; **FERRANT** (Charles) (p. 5859, 5860) ; **MOULY** (Georges) (p. 5860, 5861) ; **MARTIN** (René) (p. 5861, 5862) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5862, 5863) ; **LE JEUNE** (Edouard) (p. 5863, 5864) ; **JOUANY** (André) (p. 5864, 5865) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5865).

ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD : LAURAIN (Jean) (p. 5851, 5866) ; **TOMASINI** (René) (p. 5854) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5855, 5856) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5858) ; **BERRIER** (Noël) (p. 5858) ; **FERRANT** (Charles) (p. 5860) ; **MARTIN** (René) (p. 5861) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5862) ; **LE JEUNE** (Edouard) (p. 5863).

APPAREILLAGE : LAURAIN (Jean) (p. 5851, 5852) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5855).

ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS : LAURAIN (Jean) (p. 5866, 5867).

BRIGADES INTERNATIONALES DE LA GUERRE D'ESPAGNE : LAURAIN (Jean) (p. 5867).

CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE (CVR) : LAURAIN (Jean) (p. 5851, 5866) ; **MARTIN** (René) (p. 5861).

COMMISSION D'INFORMATION HISTORIQUE POUR LA PAIX : LAURAIN (Jean) (p. 5852, 5867) ; **TOMASINI** (René) (p. 5854) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5855) ; **VALCIN** (Edmond) (p. 5857) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5858) ; **BERRIER** (Noël) (p. 5859) ; **MOULY** (Georges) (p. 5860) ; **MARTIN** (René) (p. 5861) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5863).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL : BONIFAY (Charles) (p. 5856) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5866).

DECORATIONS (mérite combattant) : FERRANT (Charles) (p. 5860) ; **LE JEUNE** (Edouard) (p. 5863) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5866).

DEPORTES DU TRAVAIL : LAURAIN (Jean) (p. 5852) ; **MARTIN** (René) (p. 5862) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5863) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5865).

DEPORTES ET INTERNES : LAURAIN (Jean) (p. 5852, 5867) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5858) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5863) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5865).

EMPLOIS RESERVES : LAURAIN (Jean) (p. 5851, 5866) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853).

EVADES (statut) : RUDLOFF (Marcel) (p. 5865) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5866).

FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE (FNACA) : MOULY (Georges) (p. 5860).

FETES LEGALES (commémoration du 8 mai 1945) : TOMASINI (René) (p. 5854) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5855) ; **VALCIN** (Edmond) (p. 5857) ; **MOULY** (Georges) (p. 5860) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5862).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : BONIFAY (Charles) (p. 5855) ; **VALCIN** (Edmond) (p. 5856) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5857, 5858) ; **BERRIER** (Noël) (p. 5858) ; **FERRANT** (Charles) (p. 5860) ; **MARTIN** (René) (p. 5861, 5862) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5863) ; **LE JEUNE** (Edouard) (p. 5863) ; **RUDLOFF** (Marcel) (p. 5865) **HANDICAPES : LAURAIN** (Jean) (p. 5851) ; **MOULY** (Georges) (p. 5860).

INFORMATIQUE : LAURAIN (Jean) (p. 5852) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5854).

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES (INI) : LAURAIN (Jean) (p. 5852) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5855).

INSTRUCTION CIVIQUE : MOULY (Georges) (p. 5860).

INTERNES D'AFRIQUE DU NORD : LAURAIN (Jean) (p. 5867).

LEGION D'HONNEUR (contingents) : BONIFAY (Charles) (p. 5856) ; **CHERRIER** (Lionel) (p. 5858) ; **FERRANT** (Charles) (p. 5860) ; **JOUANY** (André) (p. 5864) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5866).

MARCEL PAUL (hommage à) : MARTIN (René) (p. 5861).

NOUVELLE CALEDONIE : CHERRIER (Lionel) (p. 5858).

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (ONAC) : LAURAIN (Jean) (p. 5852) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5854) ; **JOUANY** (André) (p. 5864).

ORPHELINS : TOMASINI (René) (p. 5854) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5866).

PATRIOTES REFRACTAIRES A L'ANNEXION DE FAIT (PRAF) : LAURAIN (Jean) (p. 5866).

PATRIOTES RESISTANTS A L'OCCUPATION (PRO) : LAURAIN (Jean) (p. 5866).

PENSIONS DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS : LAURAIN (Jean) (p. 5851, 5852, 5865, 5866) ; **TOMASINI** (René) (p. 5853) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 5854, 5855) ; **BERRIER** (Noël) (p. 5858) ; **FERRANT** (Charles) (p. 5859) ; **MOULY** (Georges) (p. 5860) ; **MARTIN** (René) (p. 5861, 5862) ; **LE JEUNE** (Edouard) (p. 5863) ; **JOUANY** (André) (p. 5864).

PENSIONS DE RETRAITE MUTUALISTE : CHERRIER (Lionel) (p. 5858) ; **FERRANT** (Charles) (p. 5859) ; **MARTIN** (René) (p. 5862) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5863) ; **LAURAIN** (Jean) (p. 5867).

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE : LAURAIN (Jean) (p. 5852) ; **SCHWINT** (Robert) (p. 5863) ; **LE JEUNE** (Edouard) (p. 5863).

PERSONNES AGEES : BONIFAY (Charles) (p. 5855).

RAPPORT CONSTANT: LAURAIN (Jean) (p. 5851); TOMASINI (René) (p. 5853); BONIFAY (Charles) (p. 5855); VALCIN (Edmond) (p. 5856); BERRIER (Noël) (p. 5858); FERRANT (Charles) (p. 5859); MOULY (Georges) (p. 5860); MARTIN (René) (p. 5861); LE JEUNE (Edouard) (p. 5863); JOUANY (André) (p. 5864).

REEDUCATION PROFESSIONNELLE: TOMASINI (René) (p. 5853).

RESISTANTS: BONIFAY (Charles) (p. 5855, 5856); FERRANT (Charles) (p. 5860); MARTIN (René) (p. 5861, 5862).

TAHITI: CHERRIER (Lionel) (p. 5858).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM): CHERRIER (Lionel) (p. 5858).

VEUVES: TOMASINI (René) (p. 5854); FERRANT (Charles) (p. 5859); MARTIN (René) (p. 5862); LE JEUNE (Edouard) (p. 5863); LAURAIN (Jean) (p. 5866).

Examen des crédits et des articles 56 et 57 (26 novembre 1982) (p. 5867, 5870) *MM. Charles Bonifay, rapporteur pour avis; Jean Laurain, ministre; Robert Schwint, Fernand Lefort, René Tomasini, rapporteur spécial; Charles Ferrant, Charles Pasqua.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 5867).

TITRE IV (p. 5867).

Adopté: amendement n° 115 de M. Charles Bonifay, rapporteur pour avis suppression des crédits du titre IV (p. 5868; scrutin public n° 54; liste des votants p. 5888, 5889).

– Les crédits figurant au titre IV sont supprimés (p. 5868).

Art. 56 (*Relèvement des pensions perçues par les ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité*).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution): amendement n° 116 de M. André Rabineau, soutenu par M. Charles Ferrant: modification de l'art. L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre: relèvement de l'indice servant de référence pour le calcul des pensions d'invalidité et de guerre (p. 5869).

– L'art. 56 est adopté (p. 5869).

Art. 57 (*Création d'une allocation spéciale en faveur des veuves des aveugles de la résistance*) – Adopté (p. 5870).

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6375, 6391).

MM. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat; René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances; Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Robert Laucournet, Marcel Daunay, Georges Mouly, Gérard Ehlers, Michel Alloncle, Jean Puech, Paul Robert, René Chazelle, Robert Schmitt, André Jouany, René Regnault, Maurice Janetti.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE: PUECH (Jean) (p. 6383); JANETTI (Maurice) (p. 6387, 6388).

APPRENTISSAGE: BALLAYER (René) (p. 6376); BRUN (Raymond) (p. 6377); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); ROBERT (Paul) (p. 6384); REGNAULT (René) (p. 6387); DELELIS (André) (p. 6389).

ARTISANAT: DELELIS (André) (p. 6375, 6388, 6389, 6390, 6391); BALLAYER (René) (p. 6376); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); DAUNAY (Marcel) (p. 6379); EHLERS (Gérard) (p. 6381); PUECH (Jean) (p. 6383); ROBERT (Paul) (p. 6384); CHAZELLE (René) (p. 6385); SCHMITT (Robert) (p. 6385); JOUANY (André) (p. 6386); REGNAULT (René) (p. 6387).

BANQUES: DAUNAY (Marcel) (p. 6379); JOUANY (André) (p. 6386).

CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA): BRUN (Raymond) (p. 6377); REGNAULT (René) (p. 6387).

CENTRES DE GESTION AGREES: BALLAYER (René) (p. 6376); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); CHAZELLE (René) (p. 6384); SCHMITT (Robert) (p. 6385); REGNAULT (René) (p. 6387).

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX: DAUNAY (Marcel) (p. 6379).

COMMERCANTS ET ARTISANS (conjoint): DELELIS (André) (p. 6375); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); ROBERT (Paul) (p. 6384); CHAZELLE (René) (p. 6384); SCHMITT (Robert) (p. 6385); REGNAULT (René) (p. 6387).

COMMERCE: BALLAYER (René) (p. 6376); BRUN (Raymond) (p. 6377); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); MOULY (Georges) (p. 6380); EHLERS (Gérard) (p. 6381); ALLONCLE (Michel) (p. 6382); PUECH (Jean) (p. 6383); CHAZELLE (René) (p. 6385); SCHMITT (Robert) (p. 6385); JOUANY (André) (p. 6386); DELELIS (André) (p. 6388, 6389, 6390, 6391).

COMMERCE ET ARTISANAT: DELELIS (André) (p. 6375, 6376, 6388, 6389, 6390, 6391); BALLAYER (René) (p. 6376, 6377); BRUN (Raymond) (p. 6377, 6378); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); DAUNAY (Marcel) (p. 6378, 6379, 6380); MOULY (Georges) (p. 6380, 6381); EHLERS (Gérard) (p. 6381, 6382); DELONCLE (Michel) (p. 6382); PUECH (Jean) (p. 6382, 6383); ROBERT (Paul) (p. 6383, 6384); CHAZELLE (René) (p. 6384, 6385); SCHMITT (Robert) (p. 6385); JOUANY (André) (p. 6385, 6386); REGNAULT (René) (p. 6387); JANETTI (Maurice) (p. 6387, 6388).

COMMISSION TECHNIQUE D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTOREP): LAUCOURNET (Robert) (p. 6378).

COMPTABILITE: BRUN (Raymond) (p. 6377); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); EHLERS (Gérard) (p. 6382); ROBERT (Paul) (p. 6384); CHAZELLE (René) (p. 6384); REGNAULT (René) (p. 6387); DELELIS (André) (p. 6389).

CONCURRENCE: PUECH (Jean) (p. 6383); CHAZELLE (René) (p. 6385); SCHMITT (Robert) (p. 6385); JANETTI (Maurice) (p. 6387); DELELIS (André) (p. 6390).

CREDIT AGRICOLE: DAUNAY (Marcel) (p. 6379).

DELEGATIONS REGIONALES DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT: DELELIS (André) (p. 6375); BALLAYER (René) (p. 6376); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378).

DROITS DE MUTATION: BALLAYER (René) (p. 6376); BRUN (Raymond) (p. 6377); DELELIS (André) (p. 6389).

ECOLE NATIONALE DE LA PATISSERIE: DELELIS (André) (p. 6389) **ENTREPRISES (aide aux):** BALLAYER (René) (p. 6376); DELELIS (André) (p. 6391).

ENTREPRISES (charges des): BALLAYER (René) (p. 6376); BRUN (Raymond) (p. 6377); DAUNAY (Marcel) (p. 6379); ALLONCLE (Michel) (p. 6382).

EMPLOIS (créations d): DELELIS (André) (p. 6375, 6388); BALLAYER (René) (p. 6376, 6377); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); MOULY (Georges) (p. 6381); ROBERT (Paul) (p. 6384); SCHMITT (Robert) (p. 6385).

ENTREPRISES (fiscalité des): BALLAYER (René) (p. 6376); BRUN (Raymond) (p. 6377); LAUCOURNET (Robert) (p. 6378); DAUNAY (Marcel) (p. 6379, 6380); JOUANY (André) (p. 6386); DELELIS (André) (p. 6389).

EXPERTS COMPTABLES: REGNAULT (René) (p. 6387).

FORMATION CONTINUE: BALLAYER (René) (p. 6376); EHLERS (Gérard) (p. 6381).

FORMATION PROFESSIONNELLE : DELELIS (André) (p. 6375, 6376, 6389) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 6378) ; ROBERT (Paul) (p. 6384) ; REGNAULT (René) (p. 6387).

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins) : BRUN (Raymond) (p. 6377) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 6378) ; DELONCLE (Michel) (p. 6382) ; PUECH (Jean) (p. 6383) ; ROBERT (Paul) (p. 6383) ; SCHMITT (Robert) (p. 6385) ; JOUANY (André) (p. 6386) ; JANETTI (Maurice) (p. 6387) ; DELELIS (André) (p. 6390).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : DAUNAY (Marcel) (p. 6380).

INDEMNITE DE DEPART : BRUN (Raymond) (p. 6377) ; MOULY (Georges) (p. 6380) ; ROBERT (Paul) (p. 6384) ; CHAZELLE (René) (p. 6384) ; SCHMITT (Robert) (p. 6385) ; REGNAULT (René) (p. 6387) ; DELELIS (André) (p. 6388).

LIBERTES PUBLIQUES : ALLONCLE (Michel) (p. 6382) ; PUECH (Jean) (p. 6383).

MARCHES PUBLICS : DAUNAY (Marcel) (p. 6379).

MONTAGNE : DELELIS (André) (p. 6375, 6388, 6391) ; MOULY (Georges) (p. 6380) ; ROBERT (Paul) (p. 6383).

POLITIQUE ECONOMIQUE : ALLONCLE (Michel) (p. 6382).

PRIMES D'INSTALLATION ARTISANALE : BALLAYER (René) (p. 6376).

PRIX (blocage des) : BALLAYER (René) (p. 6376) ; DELONCLE (Michel) (p. 6382) ; PUECH (Jean) (p. 6383) ; SCHMITT (Robert) (p. 6385) ; DELELIS (André) (p. 6389).

REGLEMENT JUDICIAIRE : DELELIS (André) (p. 6390).

REPARATIONS : DAUNAY (Marcel) (p. 6379).

SECURITE SOCIALE : BRUN (Raymond) (p. 6377) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6380) ; EHLERS (Gérard) (p. 6381) ; ROBERT (Paul) (p. 6384) ; DELELIS (André) (p. 6390).

SOUS-TRAITANCE : BRUN (Raymond) (p. 6377) ; DELELIS (André) (p. 6390).

STATISTIQUES : SCHMITT (Robert) (p. 6385) ; JOUANY (André) (p. 6386) ; DELELIS (André) (p. 6388).

TRAVAIL CLANDESTIN : LAUCOURNET (Robert) (p. 6378) ; MOULY (Georges) (p. 6380) ; ROBERT (Paul) (p. 6384) ; CHAZELLE (René) (p. 6385) ; SCHMITT (Robert) (p. 6385) ; DELELIS (André) (p. 6391).

TRAVAIL TEMPORAIRE : ROBERT (Paul) (p. 6384) URBANISME COMMERCIAL : BRUN (Raymond) (p. 6377) ; MOULY (Georges) (p. 6380) ; ROBERT (Paul) (p. 6383) ; CHAZELLE (René) (p. 6385) ; JANETTI (Maurice) (p. 6387) ; DELELIS (André) (p. 6390).

ZONES RURALES : DELELIS (André) (p. 6375, 6388) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 6378) ; MOULY (Georges) (p. 6380) ; EHLERS (Gérard) (p. 6381) ; PUECH (Jean) (p. 6383) ; ROBERT (Paul) (p. 6383) ; JANETTI (Maurice) (p. 6387).

Examen des crédits et de l'article 57 bis (6 décembre 1982) (p. 6391, 6392) *MM. André Delelis, secrétaire d'Etat ; Raymond Brun, rapporteur pour avis ; Georges Mouly, André Jouany, René Ballayer, rapporteur spécial.*

Etat B. - TITRE III ET IV - Adoptés (p. 6391).

Etat C. - TITRE VI - Adopté (p. 6391).

Art. 57 bis (*Augmentation de la taxe pour frais de chambres de métiers*) - (p. 6391).

Adopté : amendement n° 142 de M. André Delelis, secrétaire d'Etat : accroissement de l'augmentation de la taxe pour frais de chambre de métiers (p. 6392).

Retirés : amendement n° 125 de M. Raymond Brun, rapporteur pour avis, et amendement identique n° 158 de M. Pierre Jeambrun, soutenu par M. Georges Mouly : accroissement de l'augmentation de la taxe pour frais de chambre de métiers (p. 6392).

- L'art. 57 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 6392).

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (3 décembre 1982) (p. 6230, 6243).

MM. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur ; Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances ; Maurice PrévotEAU, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Danielle Bidard, MM. Paul d'Ornano, Serge Mathieu, Mme Cécile Goldet, M. Alfred Gérin.

AGENCE POUR LA COOPERATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ECONOMIQUE : LARUE (Tony) (p. 6232).

AUTOMOBILE (industrie) : GOLDET (Cécile) (p. 6236) ; JOBERT (Michel) (p. 6242).

BANQUES : JOBERT (Michel) (p. 6230).

BOIS (industrie du) : JOBERT (Michel) (p. 6243).

BREVETS : MATHIEU (Serge) (p. 6236) ; GOLDET (Cécile) (p. 6238).

CENTRE FRANCAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (CFCE) : LARUE (Tony) (p. 6232) ; GOLDET (Cécile) (p. 6238) ; JOBERT (Michel) (p. 6241).

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE : GERIN (Alfred) (p. 6240) ; JOBERT (Michel) (p. 6241).

COMITE FRANCAIS DES MANIFESTATIONS ECONOMIQUES A L'ETRANGER : LARUE (Tony) (p. 6232).

COMMERCE EXTERIEUR : JOBERT (Michel) (p. 6230, 6231, 6232, 6240, 6241, 6242, 6243) ; LARUE (Tony) (p. 6232, 6233) ; PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233, 6234) ; BIDARD (Danielle) (p. 6234) ; ORNANO (Paul d') (p. 6234, 6235) ; MATHIEU (Serge) (p. 6235, 6236) ; GOLDET (Cécile) (p. 6236, 6237, 6238) ; GERIN (Alfred) (p. 6238, 6239, 6240).

COMMISSION CONSULTATIVE DU COMMERCE INTERNATIONAL : JOBERT (Michel) (p. 6231) ; LARUE (Tony) (p. 6233) ; GOLDET (Cécile) (p. 6238).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : JOBERT (Michel) (p. 6231, 6243) ; PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233) ; GOLDET (Cécile) (p. 6237, 6238).

COMPAGNIE FRANCAISE D'ASSURANCES POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (COFACE) : JOBERT (Michel) (p. 6241).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : JOBERT (Michel) (p. 6231, 6241) ; GOLDET (Cécile) (p. 6237).

CONSEILLERS COMMERCIAUX : JOBERT (Michel) (p. 6230) ; LARUE (Tony) (p. 6232) ; GOLDET (Cécile) (p. 6238).

DETTE PUBLIQUE : ORNANO (Paul d') (p. 6234).

DEVALUATIONS : LARUE (Tony) (p. 6232) ; ORNANO (Paul d') (p. 6234) ; MATHIEU (Serge) (p. 6236).

DOUANES : JOBERT (Michel) (p. 6231) ; PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233) ; ORNANO (Paul d') (p. 6235) ; MATHIEU (Serge) (p. 6236) ; GOLDET (Cécile) (p. 6237).

EMPLOIS (créations d') : LARUE (Tony) (p. 6232).

ENTREPRISES (charges des) : PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233) ; ORNANO (Paul d') (p. 6234, 6235) ; MATHIEU (Serge) (p. 6236) ; JOBERT (Michel) (p. 6242).

ENTREPRISES NATIONALES: GERIN (Alfred) (p. 6239); JOBERT (Michel) (p. 6243).

EXPORTATIONS: JOBERT (Michel) (p. 6230, 6241, 6243); GOLDET (Cécile) (p. 6238); GERIN (Alfred) (p. 6238, 6239).

EXPORTATIONS (aide aux): JOBERT (Michel) (p. 5230); LARUE (Tony) (p. 6232); PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233); ORNANO (Paul d') (p. 6235); GERIN (Alfred) (p. 6240).

FRAIS GENERAUX: MATHIEU (Serge) (p. 6236); GOLDET (Cécile) (p. 6238); JOBERT (Michel) (p. 6241).

FRANC (monnaie): LARUE (Tony) (p. 6232); ORNANO (Paul d') (p. 6234); MATHIEU (Serge) (p. 6236); GERIN (Alfred) (p. 6239).

GAZ: JOBERT (Michel) (p. 6231) GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT): JOBERT (Michel) (p. 6231, 6241); LARUE (Tony) (p. 6232); BIDARD (Danielle) (p. 6234); MATHIEU (Serge) (p. 6236).

IMPORTATIONS: JOBERT (Michel) (p. 6231, 6241, 6242); LARUE (Tony) (p. 6233); MATHIEU (Serge) (p. 6235); GOLDET (Cécile) (p. 6238); GERIN (Alfred) (p. 6239).

INDUSTRIE: JOBERT (Michel) (p. 6230); LARUE (Tony) (p. 6233); ORNANO (Paul d') (p. 6234); GOLDET (Cécile) (p. 6236); GERIN (Alfred) (p. 6239).

INFORMATION: ORNANO (Paul d') (p. 6234).

INTERET (taux d'): MATHIEU (Serge) (p. 6236).

INVESTISSEMENTS: LARUE (Tony) (p. 6232); ORNANO (Paul d') (p. 6234); MATHIEU (Serge) (p. 6236); JOBERT (Michel) (p. 6242).

MAGNETOSCOPES: JOBERT (Michel) (p. 6231); PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233); MATHIEU (Serge) (p. 6236); GOLDET (Cécile) (p. 6237).

MEUBLES (industrie): GOLDET (Cécile) (p. 6238); JOBERT (Michel) (p. 6241).

MONNAIES: JOBERT (Michel) (p. 6230, 6242); LARUE (Tony) (p. 6232); GOLDET (Cécile) (p. 6237).

NATIONALISATIONS: BIDARD (Danielle) (p. 6234); ORNANO (Paul d') (p. 6234); GERIN (Alfred) (p. 6239).

PAPIER (industrie): LARUE (Tony) (p. 6233); JOBERT (Michel) (p. 6241).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT: BIDARD (Danielle) (p. 6234); GOLDET (Cécile) (p. 6237).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME): PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233); ORNANO (Paul d') (p. 6235); GOLDET (Cécile) (p. 6238); GERIN (Alfred) (p. 6240); JOBERT (Michel) (p. 6241).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI): GOLDET (Cécile) (p. 6238); GERIN (Alfred) (p. 6240).

POLITIQUE ECONOMIQUE: ORNANO (Paul d') (p. 6234); MATHIEU (Serge) (p. 6235); JOBERT (Michel) (p. 6240).

PRIX: JOBERT (Michel) (p. 6230); GERIN (Alfred) (p. 6239).

PRIX (blocage): MATHIEU (Serge) (p. 6236).

PROTECTIONNISME: JOBERT (Michel) (p. 6231); LARUE (Tony) (p. 6233); BIDARD (Danielle) (p. 6234).

RECHERCHE: GOLDET (Cécile) (p. 6238).

SOCIETES DE COMMERCE INTERNATIONAL: JOBERT (Michel) (p. 6231).

TAXE SUR LES EXPORTATIONS D'ALCOOL ETHYLIQUE: PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233).

TEXTILE (industrie): JOBERT (Michel) (p. 6243).

VOLONTAIRES DU SERVICE NATIONAL ACTIF (VSNA): PREVOTEAU (Maurice) (p. 6233); JOBERT (Michel) (p. 6241).

Examen des crédits (compris dans Economie et finances II, Services économiques et financiers) (6 décembre 1982) (p. 6355)

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (p. 6355).

Etat C - TITRE V - Adopté (p. 6355).

- Les crédits sont adoptés (p. 6355; précédemment réservés p. 6243).

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Discussion (2 décembre 1982) (p. 6146, 6169).

MM. Georges Fillioud, ministre de la communication; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances; Charles Pasqua, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Félix Ciccolini, Louis Virapoullé, Henri Caillavet, James Marson, Charles de Cuttoli, Lionel Cherrier, Michel Miroudot, Daniel Hoeffel, Pierre-Christian Taittinger, Georges Dagonia, Dominique Pado, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.

ALSACE: HOFFFEL (Daniel) (p. 6161).

CENTRE D'ETUDE DE L'OPINION (CEO): CLUZEL (Jean) (p. 6151).

CINEMA: CLUZEL (Jean) (p. 6151); FILLIOUD (Georges) (p. 6165, 6166).

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE: FILLIOUD (Georges) (p. 6146, 6147, 6148, 6162, 6163, 6165, 6166, 6167); CLUZEL (Jean) (p. 6149, 6150, 6151, 6168); PASQUA (Charles) (p. 6152, 6153, 6154, 6169); CICCOLINI (Félix) (p. 6154, 6155); VIRAPOULLE (Louis) (p. 6155, 6156); CAILLAVET (Henri) (p. 6156, 6157); MARSON (James) (p. 6157, 6158, 6159); CUTTOLI (Charles de) (p. 6159); CHERRIER (Lionel) (p. 6159, 6160); MIROUDOT (Michel) (p. 6160, 6161); HOFFFEL (Daniel) (p. 6161); TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6161); CLUZEL (Jean) (p. 6161, 6162); DAGONIA (Georges) (p. 6162); PADO (Dominique) (p. 6165, 6167); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6167).

COMMUNICATION (ministère): TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6161); FILLIOUD (Georges) (p. 6164, 6166).

CREATION: CLUZEL (Jean) (p. 6151); FILLIOUD (Georges) (p. 6163).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM): FILLIOUD (Georges) (p. 6147, 6164); VIRAPOULLE (Louis) (p. 6155, 6156); CAILLAVET (Henri) (p. 6157); CHERRIER (Lionel) (p. 6159); DAGONIA (Georges) (p. 6162).

DROITS D'AUTEUR: MIROUDOT (Michel) (p. 6161).

FILMS: CAILLAVET (Henri) (p. 6156).

FRANCAIS DE L'ETRANGER: CUTTOLI (Charles de) (p. 6159).

GREVES: FILLIOUD (Georges) (p. 6148, 6149, 6164); PASQUA (Charles) (p. 6169) HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE: FILLIOUD (Georges) (p. 6147, 6163); CLUZEL (Jean) (p. 6149); PASQUA (Charles) (p. 6153, 6154); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); CLUZEL (Jean) (p. 6161, 6162).

INFORMATION: PASQUA (Charles) (p. 6153); CAILLAVET (Henri) (p. 6156); MARSON (James) (p. 6158); CUTTOLI (Charles de) (p. 6159); MIROUDOT (Michel)

(p. 6160); HOFFEL (Daniel) (p. 6161); CLUZEL (Jean) (p. 6162); FILLIOUD (Georges) (p. 6166).

MAGNETOSCOPES: FILLIOUD (Georges) (p. 6147); CLUZEL (Jean) (p. 6150); PASQUA (Charles) (p. 6153); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); CAILLAVET (Henri) (p. 6157); MARSON (James) (p. 6158); MIROUDOT (Michel) (p. 6160).

MAL-ENTENDANTS: CICCOLINI (Félix) (p. 6155); CAILLAVET (Henri) (p. 6156); FILLIOUD (Georges) (p. 6163).

POLYNESIE: CHERRIER (Lionel) (p. 6160).

PRESSE: PASQUA (Charles) (p. 6153); CAILLAVET (Henri) (p. 6157); MIROUDOT (Michel) (p. 6160); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6267).

PUBLICITE CLANDESTINE: CAILLAVET (Henri) (p. 6157); FILLIOUD (Georges) (p. 6165).

RADIODIFFUSION: FILLIOUD (Georges) (p. 6148); CLUZEL (Jean) (p. 6151); PASQUA (Charles) (p. 6152, 6169); CAILLAVET (Henri) (p. 6156).

RADIODIFFUSION TELEVISION: FILLIOUD (Georges) (p. 6146, 6164); MARSON (James) (p. 6158); CHERRIER (Lionel) (p. 6159); HOFFEL (Daniel) (p. 6161); DAGONIA (Georges) (p. 6162).

RADIODIFFUSION TELEVISION (informations): PASQUA (Charles) (p. 6153); CAILLAVET (Henri) (p. 6156); CUTTOLI (Charles de) (p. 6159); MIROUDOT (Michel) (p. 6160); CLUZEL (Jean) (p. 6161, 6162); FILLIOUD (Georges) (p. 6166) RADIODIFFUSION TELEVISION (Journalistes): PASQUA (Charles) (p. 6153); MARSON (James) (p. 6158); CLUZEL (Jean) (p. 6162); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6167); FILLIOUD (Georges) (p. 6167); PADO (Dominique) (p. 6167).

RADIODIFFUSION TELEVISION (programmes): CLUZEL (Jean) (p. 6150); PASQUA (Charles) (p. 6152); CICCOLINI (Félix) (p. 6155); VIRAPOULLE (Louis) (p. 6156).

RADIODIFFUSION TELEVISION (publicité): FILLIOUD (Georges) (p. 6146); PASQUA (Charles) (p. 6152).

RADIODIFFUSION TELEVISION (Radio France): FILLIOUD (Georges) (p. 6147); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); MARSON (James) (p. 6158).

RADIODIFFUSION TELEVISION (Radio France internationale): FILLIOUD (Georges) (p. 6147, 6166); CUTTOLI (Charles de) (p. 6159).

RADIODIFFUSION TELEVISION (radios locales privées): CICCOLINI (Félix) (p. 6154); CAILLAVET (Henri) (p. 6157).

REDEVANCE TELEVISION: FILLIOUD (Georges) (p. 6146, 6163); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); CAILLAVET (Henri) (p. 6157); CLUZEL (Jean) (p. 6168).

REGIONALISATION: PASQUA (Charles) (p. 6152); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); CAILLAVET (Henri) (p. 6156); HOFFEL (Daniel) (p. 6161); FILLIOUD (Georges) (p. 6164).

RESEAUX CABLES: FILLIOUD (Georges) (p. 6149); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); MARSON (James) (p. 6158); PASQUA (Charles) (p. 6169).

REUNION: VIRAPOULLE (Louis) (p. 6156).

SATELLITES: MARSON (James) (p. 6158); CHERRIER (Lionel) (p. 6160); FILLIOUD (Georges) (p. 6165); PADO (Dominique) (p. 6165).

TELEVISION: FILLIOUD (Georges) (p. 6148, 6163); CLUZEL (Jean) (p. 6151); PASQUA (Charles) (p. 6169).

TELEVISION (chaines): FILLIOUD (Georges) (p. 6149, 6165); CLUZEL (Jean) (p. 6150); CICCOLINI (Félix) (p. 6154); VIRAPOULLE (Louis) (p. 6156); CAILLAVET (Henri) (p. 6157).

TELEVISION (sociétés de programme): PASQUA (Charles) (p. 6152); CAILLAVET (Henri) (p. 6157).

TELEVISION (sociétés françaises de production) (SFP): FILLIOUD (Georges) (p. 6147, 6165); CLUZEL (Jean) (p. 6150); CICCOLINI (Félix) (p. 6155); MARSON (James) (p. 6158); MIROUDOT (Michel) (p. 6160).

VIDEO: MARSON (James) (p. 6158); CHERRIER (Lionel) (p. 6160).

Lignes 60, 61 et 62 de l'Etat E annexé à l'article 44 ainsi que les articles 50 et 50 bis (2 décembre 1982) (p. 6169, 6172) MM. Pierre Bastié, Pierre-Christian Taittinger, Jean Cluzel, rapporteur spécial; Georges Fillioud, ministre.

Etat E (p. 6169).

LIGNE 60 - Rejetée (p. 6171; scrutin public n° 74; liste des votants p. 6223, 6224).

LIGNE 61 (p. 6171).

Adopté: amendement n° 149 de M. Pierre-Christian Taittinger: suppression de la taxe sur les magnétoscopes (p. 6172; scrutin public n° 75; liste des votants p. 6224, 6225).

- La ligne 61 de l'état E est supprimée (p. 6172).

LIGNE 62 - Adoptée (p. 6172) L'art. 44 et l'état E annexé sont réservés (p. 6172).

Art. 50 (Répartition du produit des taxes affectées aux organismes du service de la radiodiffusion sonore et de la télévision) - Adopté (p. 6172).

Art. 50 bis (Modification de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle) - Rejeté (p. 6172).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6355, 6362).

MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances; Christian Poncelet, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Gamboa, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.

BANQUES: PONCELET (Christian) (p. 6357, 6358); GAMBOA (Pierre) (p. 6359); DELORS (Jacques) (p. 6360).

COMMERCE EXTERIEUR: BONNEFOUS (Edouard) (p. 6360); DELORS (Jacques) (p. 6361).

COMPAGNIE FRANCAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (COFACE): BONNEFOUS (Edouard) (p. 6360).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR: DELORS (Jacques) (p. 6356, 6359, 6360, 6361).

DETTE PUBLIQUE: PONCELET (Christian) (p. 6358).

ENTREPRISES NATIONALES: PONCELET (Christian) (p. 6357); GAMBOA (Pierre) (p. 6358).

ENTREPRISES PUBLIQUES: DELORS (Jacques) (p. 6359).

EPARGNE: PONCELET (Christian) (p. 6358).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES): DELORS (Jacques) (p. 6356); PONCELET (Christian) (p. 6357); GAMBOA (Pierre) (p. 6358).

FONDS DE GARANTIE DE PRET POUR L'ASSURANCE DU CAPITAL A RISQUE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES: GAMBOA (Pierre) (p. 6358).

FONDS DE PRETS DU CREDIT FONCIER : DELORS (Jacques) (p. 6356) ; PONCELET (Christian) (p. 6357).

FONDS D'EXPANSION ECONOMIQUE DE LA CORSE : DELORS (Jacques) (p. 6356) ; PONCELET (Christian) (p. 6357).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : PONCELET (Christian) (p. 6357).

INTERET (taux d') : GAMBOA (Pierre) (p. 6359).

MATIERES PREMIERES : DELORS (Jacques) (p. 6361).

OFFICES AGRICOLES : PONCELET (Christian) (p. 6357).

PARLEMENT (contrôle du) : PONCELET (Christian) (p. 6358).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : DELORS (Jacques) (p. 6360) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6360, 6361).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6358) ; DELORS (Jacques) (p. 6359 ; 6360).

UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) : DELORS (Jacques) (p. 6356).

Examen des crédits figurant aux articles 36 à 43 (6 décembre 1982) (p. 6361, 6362) MM. Jacques Delors, ministre ; Christian Poncelet, rapporteur spécial ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.

Art. 36 (Comptes d'affectation spéciale – Opérations définitives – Services votés) – Adopté (p. 6361).

Art. 37 (Comptes d'affectation spéciale – Opérations définitives – Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6361).

Art. 38 (Comptes d'affectation spéciale – Opération à caractère temporaire – Services votés) – Adopté (p. 6361).

Art. 39 (Comptes d'affectation spéciale – Opérations à caractère temporaire – Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6361).

Art. 40 (Comptes de commerce – Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6361).

Avant l'art. 41.

Adopté : amendement n° 167 (art. additionnel) de M. Jacques Delors, ministre : crédits supplémentaires pour la participation de la France aux accords internationaux de stabilisation des cours de matières premières (p. 6362).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6362).

Art. 41 (Comptes d'avances – Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6362).

Art. 42 (Comptes de prêts – Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6362).

Art. 43 (Prêts au crédit foncier de France pour faciliter la régulation du marché hypothécaire – Clôture) – Adopté (p. 6362).

CONSOMMATION

Discussion (11 décembre 1982) (p. 6657, 6665).

Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation ; MM. Michel Manet, rapporteur spécial ; Gérard Ehlers, rapporteur pour avis ; Mme Monique Midy, MM. William Chervy, Marcel Daunay.

ACCIDENTS DOMESTIQUES : LALUMIERE (Catherine) (p. 6659) ; MANET (Michel) (p. 6659) ; CHERVY (William) (p. 6661).

ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS : EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; MIDY (Monique) (p. 6661) ; CHERVY (William) (p. 6662) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 6663).

CENTRES LOCAUX D'INFORMATION SUR LES PRIX : LALUMIERE (Catherine) (p. 6658, 6663) ; MANET (Michel) (p. 6659) ; EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; MIDY (Monique) (p. 6661) ; CHERVY (William) (p. 6661).

COMITES D'ENTREPRISES : MIDY (Monique) (p. 6661) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 6664).

CONSOMMATEURS (information et protection des) : LALUMIERE (Catherine) (p. 6658, 6659, 6663) ; MANET (Michel) (p. 6659) ; EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; CHERVY (William) (p. 6661, 6662).

CONSOMMATION : LALUMIERE (Catherine) (p. 6657, 6658, 6663, 6664, 6665) ; MANET (Michel) (p. 6659) ; EHLERS (Gérard) (p. 6659) ; MIDY (Monique) (p. 6660, 6661) ; CHERVY (William) (p. 6661) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6662).

DEMEMAGEMENTS (entreprises) : LALUMIERE (Catherine) (p. 6664).

DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION (DGCC) : LALUMIERE (Catherine) (p. 6659, 6663).

EMPLOIS (créations d') : LALUMIERE (Catherine) (p. 6659).

FEMMES : EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; MIDY (Monique) (p. 6661).

IMPORTATIONS : EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 6663).

INFLATION : LALUMIERE (Catherine) (p. 6658).

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC) : LALUMIERE (Catherine) (p. 6658, 6664, 6665) ; MANET (Michel) (p. 6659) ; EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; CHERVY (William) (p. 6662) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6662).

PUBLICITE : EHLERS (Gérard) (p. 6660) ; MIDY (Monique) (p. 6661) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 6664).

RECHERCHE : DAUNAY (Marcel) (p. 6662).

TRANSPORTS (entreprises) : LALUMIERE (Catherine) (p. 6664).

Examen des crédits (11 décembre 1982) (p. 6665, 6666) MM. Marcel Daunay, Michel Manet, rapporteur spécial ; Mme Catherine LALUMIERE, ministre ; M. Adolphe Chauvin.

Etat B – TITRE III (p. 6665).

Adopté : amendement n° 226 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Marcel Daunay : réduction de crédits de 344 000 francs : création d'une cellule de recherche de deux emplois (p. 6665 ; scrutin public n° 95 ; liste des votants (p. 6751, 6753).

– Les crédits du titre III, ainsi modifiés sont adoptés (p. 6665).

TITRE IV – Adopté (p. 6665).

Etat C – TITRE V et VI – Adoptés (p. 6666).

CULTURE

Discussion (1^{er} décembre 1982) (p. 6100, 6126).

MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma, théâtre dramatique) ; François Collet, Henri Duffaut, Pierre-Christian Taittinger, Marc Boeuf, Paul Séramy, Jean Béranger, James Marson, Albert Voilquin, Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; René Chazelle, Adolphe Chauvin, Marcel Vidal, Pierre Salvi, Jacques Descours Desacres, vice-président de la commission des finances.

AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU CINEMA : LANG (Jack) (p. 6101).

ARCHEOLOGIE : BOEUF (Marc) (p. 6112).

ARCHITECTURE : MIROUDOT (Michel) (p. 6107).

ARCHIVES : CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : MIROUDOT (Michel) (p. 6107).

ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN DU THEATRE PRIVE : CARAT (Jacques) (p. 6108).

ASSOCIATIONS : MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; COLLET (François) (p. 6109, 6110) ; LANG (Jack) (p. 6110) ; BOEUF (Marc) (p. 6112) ; BERANGER (Jean) (p. 6114).

AUDIOVISUEL : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111) ; MARSON (James) (p. 6115).

BEAUX ARTS : LANG (Jack) (p. 6123).

BERCY : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105).

BIBLIOTHEQUE NATIONALE : MARSON (James) (p. 6115) ; LANG (Jack) (p. 6126).

BIBLIOTHEQUES : LANG (Jack) (p. 6102) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; BERANGER (Jean) (p. 6114) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6121).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS : MARSON (James) (p. 6115) ; LANG (Jack) (p. 6126).

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104, 6105) ; SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118) ; LANG (Jack) (p. 6120, 6122).

CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104) ; BERANGER (Jean) (p. 6114).

CENTRES DE CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : MARSON (James) (p. 6115).

CINEMA : LANG (Jack) (p. 6101, 6122, 6123, 6124) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; CARAT (Jacques) (p. 6108, 6109) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111) ; BERANGER (Jean) (p. 6114) ; MARSON (James) (p. 6115) ; SALVI (Pierre) (p. 6119).

CIRQUE : VOILQUIN (Albert) (p. 6115) ; LANG (Jack) (p. 6125).

COMEDIE FRANCAISE : CARAT (Jacques) (p. 6108).

COMITES D'ENTREPRISES : BERANGER (Jean) (p. 6114) ; MARSON (James) (p. 6115).

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES : CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117).

COOPERATION CULTURELLE : LANG (Jack) (p. 6123).

COUR DES COMPTES (rapport) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104) ; LANG (Jack) (p. 6104) ; CARAT (Jacques) (p. 6107) ; COLLET (François) (p. 6110).

CREATION : LANG (Jack) (p. 6122, 6123, 6124) ; **CULTURE** : LANG (Jack) (p. 6100, 6101, 6102, 6103, 6104, 6110, 6119, 6120, 6121, 6122, 6123, 6124, 6125, 6126) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6103, 6104, 6105, 6121, 6126) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6106, 6107) ; CARAT (Jacques) (p. 6107, 6108, 6109) ; COLLET (François) (p. 6109, 6110) ; DUFFAUT (Henri) (p. 6110, 6111) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111, 6112) ; BOEUF (Marc) (p. 6112) ; SERAMY (Paul) (p. 6112, 6113) ; BERANGER (Jean) (p. 6113, 6114) ; MARSON (James) (p. 6114, 6115) ; VOILQUIN (Albert) (p. 6115, 6116) ; CHAZELLE (René) (p. 6116, 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117, 6118) ; VIDAL (Marcel) (p. 6118, 6119) ; SALVI (Pierre) (p. 6119).

CULTURE (ministère) : LANG (Jack) (p. 6100, 6101).

DATION EN PAIEMENT : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6120) ; LANG (Jack) (p. 6120).

DECENTRALISATION : LANG (Jack) (p. 6102, 6120, 6125) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; CARAT (Jacques) (p. 6107, 6108) ; BERANGER (Jean) (p. 6114) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118).

DROITS D'AUTEUR : LANG (Jack) (p. 6101).

DROITS DE SUCCESSION : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6120) ; LANG (Jack) (p. 6120).

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA CREATION INDUSTRIELLE : LANG (Jack) (p. 6122).

ECOLES DE MUSIQUE : MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; CHAZELLE (René) (p. 6117).

ECOLES DES BEAUX-ARTS : MIROUDOT (Michel) (p. 6107).

EDITION : LANG (Jack) (p. 6101) ; BERANGER (Jean) (p. 6114).

EGLISES : BLIN (Maurice) (p. 6116).

EMPLOIS (créations d') : COLLET (François) (p. 6110).

ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES : MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; BOEUF (Marc) (p. 6112) ; BERANGER (Jean) (p. 6114) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118).

EXPOSITIONS : CHAZELLE (René) (p. 6117).

EXPOSITION UNIVERSELLE : SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117).

FEDERATION NATIONALE POUR L'ANIMATION DES MONUMENTS HISTORIQUES : COLLET (François) (p. 6110).

FESTIVALS : CARAT (Jack) (p. 6108) ; COLLET (François) (p. 6110) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; SALVI (Pierre) (p. 6119) ; LANG (Jack) (p. 6124).

FILMS : CARAT (Jacques) (p. 6109) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111) ; SALVI (Pierre) (p. 6119) ; LANG (Jack) (p. 6124).

FONDATION NATIONALE DES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES : LANG (Jack) (p. 6122).

FONDS DE CREATION AUDIOVISUELLE : CARAT (Jacques) (p. 6109) ; LANG (Jack) (p. 6124).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : SALVI (Pierre) (p. 6119).

ILE-DE-FRANCE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES : MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117).

LIVRES : LANG (Jack) (p. 6101, 6122) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6106) ; BERANGER (Jean) (p. 6114) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6121) MAGNETOSCOPES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111, 6112) ; BERANGER (Jean) (p. 6114) ; LANG (Jack) (p. 6124).

MANIFESTATIONS CULTURELLES : MIROUDOT (Michel) (p. 6107).

MANUFACTURES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104).

MECENAT : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105) ; LANG (Jack) (p. 6122).

MEDIATEUR DU CINEMA : LANG (Jack) (p. 6101) ; CARAT (Jacques) (p. 6108).

METIERS D'ART : MIROUDOT (Michel) (p. 6107).

MONUMENTS HISTORIQUES : MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; COLLET (François) (p. 6110) ; BERANGER (Jean) (p. 6113).

MUSEES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105) ; SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117, 6118) ; LANG (Jack) (p. 6120, 6121).

MUSEES (musée d'Orsay) : LANG (Jack) (p. 6103, 6122) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105) ; SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117).

MUSIQUE : MIROUDOT (Michel) (p. 6107) ; BOEUF (Marc) (p. 6112) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118) ; VIDAL (Marcel) (p. 6118) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6121).

OPERA (Bastille) : LANG (Jack) (p. 6103) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104) ; SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117).

PATRIMOINE (protection du) : LANG (Jack) (p. 6102, 6121) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6106) ; BOEUF (Marc) (p. 6112) ; BERANGER (Jean) (p. 6113) ; CHAZELLE (René) (p. 6117) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117) ; VIDAL (Marcel) (p. 6118).

POLITIQUE CULTURELLE : LANG (Jack) (p. 6102) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6103, 6121, 6126) ; MIROUDOT (Michel) (p. 6106, 6107) ; COLLET (François) (p. 6109) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111) ; MARSON (James) (p. 6114, 6115) ; SALVI (Pierre) (p. 6119).

PORNOGRAPHIE : CARAT (Jacques) (p. 6109).

RADIODIFFUSION-TELEVISION (sociétés de programme) : CARAT (Jacques) (p. 6109).

RECHERCHE : LANG (Jack) (p. 6101).

RESEAUX CABLES : LANG (Jack) (p. 6101) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105).

SPECTACLES DE VARIETES : VOILQUIN (Albert) (p. 6115, 6116) ; LANG (Jack) (p. 6125).

TAXE PROFESSIONNELLE : CARAT (Jacques) (p. 6108).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : VOILQUIN (Albert) (p. 6115, 6116).

TELEVISION : CARAT (Jacques) (p. 6107, 6109) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111).

TELEVISION (programmes) : MIROUDOT (Michel) (p. 6106) ; SALVI (Pierre) (p. 6119) ; LANG (Jack) (p. 6124).

TELEVISION (sociétés de programme) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 6111).

THEATRES DRAMATIQUES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104) ; CARAT (Jacques) (p. 6107, 6108) ; VOILQUIN (Albert) (p. 6115) ; LANG (Jack) (p. 6120).

THEATRES LYRIQUES : LANG (Jack) (p. 6103) ; DUFFAUT (Henri) (p. 6111) ; SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6118).

THEATRES NATIONAUX : CARAT (Jacques) (p. 6107, 6108).

VIDEO : LANG (Jack) (p. 6101) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6105) ; CARAT (Jacques) (p. 6109) VILLETTE (établissement public) : LANG (Jack) (p. 6103) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6104) ; SERAMY (Paul) (p. 6113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6117).

VIOLENCE : CARAT (Jacques) (p. 6109).

ZONES RURALES : CHAZELLE (René) (p. 6116) ; VIDAL (Marcel) (p. 6118) ; LANG (Jack) (p. 6126).

Examen des crédits (1^{er} décembre 1982) (p. 6126, 6133) MM. Jacques Descours Desacres, vice-président de la commission des finances ; Jack Lang, ministre ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis ; Michel Moreigne, Jacques Habert, Gérard Delfau, Jean Amelin, Robert Schwint, Adolphe Chauvin, Michel Dreyfus-Schmidt, Philippe de Bourgoing, Roger Romani, Paul Kauss.

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 6127).

TITRE IV (p. 6127).

Retiré : amendement n° 143 de M. François Collet, soutenu par M. Jean Amelin : réduction des crédits du titre IV destinés au développement culturel (p. 6132).

– Les crédits figurant au titre IV sont rejetés (p. 6132 ; scrutin public n° 73 ; liste des votants p. 6143, 6144).

Etat C – TITRE V (p. 6133).

Retiré : amendement n° 126 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement des titres V et VI (p. 6133).

– Les crédits figurant au titre V sont rejetés (p. 6133).

TITRE VI : Rejeté (p. 6133).

DEFENSE

Discussion (29 novembre 1982) (p. 5964, 6002).

Charles Hernu, ministre de la défense ; Jean Franco, rapporteur spécial de la commission des finances (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; Modeste Legouez, rapporteur spécial de la commission des finances (dépenses ordinaires) ; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances (budget annexe du service des essences) ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section commune) ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section Forces terrestres) ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section Air) ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section Marine) ; Michel Caldaguès, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section Gendarmerie) ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Pierre Matrāja, Roger Poudonson, Emile Didier, Serge Boucheny, Yvon Bourges, Albert Voilquin, Philippe Madrelle, Jean-François Pintat, Louis Longequeue, Pierre Noé, Robert Pontillon, Jacques Habert.

AERONAUTIQUE (industrie) : FRANCOU (Jean) (p. 5968) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5989) ; HERNU (Charles) (p. 5997).

AERONAUTIQUE NAVALE : LEJEUNE (Max) (p. 5976).

ARMEE (air) : HERNU (Charles) (p. 5965, 5997) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5973) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5974, 5975) ; LECANUET (Jean) (p. 5980) ; BOURGES (Yvon) (p. 5988) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5992).

ARMEE (personnels) : LEGOUZ (Modeste) (p. 5969) ; GENTON (Jacques) (p. 5971) ; LEJEUNE (Max) (p. 5977).

ARMEMENT : HERNU (Charles) (p. 5965) ; LEGOUZ (Modeste) (p. 5969) ; GENTON (Jacques) (p. 5971) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5973) ; LECANUET (Jean) (p. 5981) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987).

ARMEMENT (nucléaire) : HERNU (Charles) (p. 5964, 5996) ; FRANCOU (Jean) (p. 5967) ; GENTON (Jacques) (p. 5971, 5972) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5973) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5974) ; LEJEUNE (Max) (p. 5976, 5977) ; LECANUET (Jean) (p. 5979, 5982) ; MATRAJA (Pierre) (p. 5983) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5985) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5989) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5993) ; PONTILLON (Robert) (p. 5995).

ARMEMENT (industrie) : VOILQUIN (Albert) (p. 5991).

ARMES (ventes d') : VOILQUIN (Albert) (p. 5991).

BOMBES A NEUTRONS : FRANCOU (Jean) (p. 5968) ; GENTON (Jacques) (p. 5972) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5991).

CODE DU SERVICE NATIONAL : HABERT (Jacques) (p. 5999) ; HERNU (Charles) (p. 5999).

COMMANDEMENT DU TRANSPORT AERIEN MILITAIRE (COTAM) : PINTAT (Jean-François) (p. 5993).

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (CEA) : FRANCOU (Jean) (p. 5967) ; GENTON (Jacques) (p. 5972) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987) ; NOE (Pierre) (p. 5994).

COMMISSIONS REGIMENTAIRES : HERNU (Charles) (p. 5966).

DEFENSE NATIONALE : HERNU (Charles) (p. 5964, 5965, 5966, 5984, 5995, 5996, 5997, 5998, 5999) ; FRANCOU (Jean) (p. 5967, 5968) ; LEGOUZ (Modeste) (p. 5969, 5970) ; GENTON (Jacques) (p. 5971, 5972, 5973) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5973, 5974) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5974, 5975, 5989, 5990, 5991) ; LEJEUNE (Max) (p. 5975, 5976) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5977, 5978) ; LECANUET (Jean) (p. 5978, 5979, 5980, 5981) ; MATRAJA (Pierre) (p. 5982, 5983, 5984) ; POU DONSON (Roger) (p. 5984) ; DIDIER (Emile) (p. 5984, 5985) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5985, 5986, 5987) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987, 5988, 5989, 5996) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5992) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5993, 5994) ; NOE (Pierre) (p. 5994) ; PONTILLON (Robert) (p. 5994, 5995).

DEFENSE CIVILE : MATRAJA (Pierre) (p. 5983).

DOUBLE NATIONALITE : HABERT (Jacques) (p. 5999).

ECOLE MILITAIRE DE TULLE : LONGEQUEUE (Louis) (p. 5994) ; HERNU (Charles) (p. 5998).

ESSENCES (services des) : MANET (Michel) (p. 5970) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5974).

EUROPE : HERNU (Charles) (p. 5965) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5973) ; LECANUET (Jean) (p. 5982).

FEMMES : HERNU (Charles) (p. 5966) ; MATRAJA (Pierre) (p. 5983).

FORCE D'HELICOPTERES ANTI-CHARS (FHAC) : HERNU (Charles) (p. 5966) ; FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE (FOST) : HERNU (Charles) (p. 5964) ; FRANCOU (Jean) (p. 5967) ; GENTON (Jacques) (p. 5971) ;

LEJEUNE (Max) (p. 5976) ; MATRAJA (Pierre) (p. 5983) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5993) ; PONTILLON (Robert) (p. 5995).

FORCES TERRESTRES : HERNU (Charles) (p. 5965) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5973, 5974) ; LECANUET (Jean) (p. 5979) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5985) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987, 5989) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5993) ; PONTILLON (Robert) (p. 5995).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 5999) ; HERNU (Charles) (p. 5999).

GENDARMERIE : HERNU (Charles) (p. 5965, 5966, 5984, 5997, 5998) ; LEGOUZ (Modeste) (p. 5969) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5977, 5978) ; LECANUET (Jean) (p. 5981) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5989) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5994).

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES (GIAT) : HERNU (Charles) (p. 5965).

MARINE NATIONALE : HERNU (Charles) (p. 5964) ; FRANCOU (Jean) (p. 5967, 5968) ; LEJEUNE (Max) (p. 5975, 5976, 5977) ; LECANUET (Jean) (p. 5980) ; BOURGES (Yvon) (p. 5988).

MIRAGES 2000 (avions) : HERNU (Charles) (p. 5964, 5965) ; FRANCOU (Jean) (p. 5967) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5989).

MISSILES : HERNU (Charles) (p. 5965) ; GENTON (Jacques) (p. 5971) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5974, 5975) ; LECANUET (Jean) (p. 5980, 5982).

OBJECTEURS DE CONSCIENCE : VOILQUIN (Albert) (p. 5990).

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN) : BOUCHENY (Serge) (p. 5985).

OUVRIERS D'ETAT : BOUCHENY (Serge) (p. 5986).

PACIFISME : MATRAJA (Pierre) (p. 5983) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5990).

PARLEMENT (contrôle du) : GENTON (Jacques) (p. 5971) ; LECANUET (Jean) (p. 5979).

PENSIONS DE RETRAITE : POU DONSON (Roger) (p. 5984) ; DIDIER (Emile) (p. 5985) ; HERNU (Charles) (p. 5998).

PENSIONS DE REVERSION : HERNU (Charles) (p. 5966, 5998) ; CALDAGUES (Michel) (p. 5978) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5994).

PETROLE (prix du) : LEGOUZ (Modeste) (p. 5970) ; MANET (Michel) (p. 5970) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5975) ; LEJEUNE (Max) (p. 5975).

POLICE NATIONALE : POU DONSON (Roger) (p. 5984) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992).

POLITIQUE DE DEFENSE : HERNU (Charles) (p. 5964, 5966, 5995) ; FRANCOU (Jean) (p. 5968) ; GENTON (Jacques) (p. 5972) ; LECANUET (Jean) (p. 5978, 5980, 5981) ; MATRAJA (Pierre) (p. 5982) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5985, 5986) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987, 5989) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5989, 5991) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5993) ; PONTILLON (Robert) (p. 5995).

PORTE-AERONEFS NUCLEAIRES : HERNU (Charles) (p. 5965, 5997) ; LEJEUNE (Max) (p. 5976) ; BOURGES (Yvon) (p. 5988).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT) : BOURGES (Yvon) (p. 5997).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) : FRANCOU (Jean) (p. 5967) ; LECANUET (Jean) (p. 5979) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5992) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5992) ; HERNU (Charles) (p. 5996).

RECHERCHE : GENTON (Jacques) (p. 5971) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5975) ; LECANUET (Jean) (p. 5981) ; NOE (Pierre) (p. 5994) RECHERCHE FONDAMENTALE : HERNU (Charles) (p. 5965).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA) : LECANUET (Jean) (p. 5981) ; PONTILLON (Robert) (p. 5995).

SATELLITE MILITAIRE DE RECONNAISSANCE OPTIQUE (SAMRO) : FRANCOU (Jean) (p. 5968).

SERVICE NATIONAL : HERNU (Charles) (p. 5966, 5998, 5999) ; GENTON (Jacques) (p. 5971) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 5974) ; MATRAJA (Pierre) (p. 5983) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5985) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5989) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5994) ; HABERT (Jacques) (p. 5999).

SOLDAT (condition du) : HERNU (Charles) (p. 5965, 5966) ; LEGOUEZ (Charles) (p. 5969) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5975) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5986).

SOUS MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (SNLE) : HERNU (Charles) (p. 5964) ; FRANCOU (Jean) (p. 5967) ; GENTON (Jacques) (p. 5972) ; BOURGES (Yvon) (p. 5987).

TERRORISME : HERNU (Charles) (p. 5965) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5990) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 5994).

TRANSALL C 160 (avions) : PINTAT (Jean-François) (p. 5993).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : LECANUET (Jean) (p. 5982) ; BOUCHENY (Serge) (p. 5985) ; VOILQUIN (Albert) (p. 5990).

Examen des crédits figurant aux articles 31 et 32 et budget annexe du service des essences figurant aux articles 34 et 35 (29 novembre 1982) (p. 5999, 6002) MM. Jean Garcia, Jean Francou, rapporteur spécial ; Charles Henu, ministre ; Michel Caldaguès, rapporteur pour avis ; Yvon Bourges.

Art. 31 (Défense : mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires) (p. 5999).

Paragraphe I (autorisation de programme) : rejeté (p. 5999 ; scrutin public n° 62 ; liste des votants p. 6022).

Paragraphe II (crédits de paiement) : rejeté (p. 5999 ; scrutin public n° 63 ; liste des votants p. 6022, 6023).

– L'art. 31 est rejeté (p. 5999).

Art. 32 (Défense : mesures nouvelles sur les dépenses en capital) (p. 5999).

TITRE V – Rejet des autorisations de programme (p. 6000 ; scrutin public n° 64 ; liste des votants (p. 6023, 6024) – Rejet des crédits de paiement (p. 6000 ; scrutin public n° 65 ; liste des votants p. 6024, 6025).

TITRE VI – Rejeté (p. 6000).

– L'art. 32 est rejeté (p. 6000).

Après l'art. 59 (p. 6000).

Retiré : amendement n° 135 (art. additionnel) de M. Jean Garcia : constitution d'une commission tendant à harmoniser les situations des gendarmes et des personnels de police, notamment en ce qui concerne l'intégration progressive de la prime de sujétions spéciales dans le calcul des pensions de retraite ; composition de cette commission (p. 6001).

Après l'art. 63 bis (p. 6001).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 136 (art. additionnel) de M. Michel Caldaguès, rapporteur pour avis : intégration de primes de sujétions spéciales de police versées aux militaires de la gendarmerie pour le calcul de la pension de retraite (p. 6001) – Amendement n° 137 (art. additionnel) de M. Michel Caldaguès, rapporteur pour avis :

taux de pension de veuves de militaires de la gendarmerie tués en service fixé à 100 % de la pension de retraite accordée à leurs maris (p. 6002).

Art. 34 (Service des essences : services votés) – Rejeté (p. 6002).

Art. 35 (Service des essences : mesures nouvelles) – Rejeté (p. 6002).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (8 décembre 1982) (p. 6470, 6497).

MM. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; René Monory, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Parmantier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Jacques Moission, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Georges Dagonia, Lionel Cherrier, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Mme Rolande Perlican, MM. Sosefo Makape Papilio, Daniel Millaud, Serge Boucheny, Edmond Valcin, Roger Lise, Marcel Henry, Max Lejeune, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6480) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6491).

AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET LA PROMOTION DES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER (ANT) : COURRIERE (Raymond) (p. 6472) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485).

AGRICULTEURS (Jeunes) : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

AGRICULTURE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; DAGONIA (Georges) (p. 6484) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485) ; VALCIN (Edmond) (p. 6487) ; LISE (Roger) (p. 6488).

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES : BOUCHENY (Serge) (p. 6486).

ANTILLES : COURRIERE (Raymond) (p. 6472, 6473) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6486) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6495).

AQUACULTURE : MOSSION (Jacques) (p. 6477) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6496).

ARTISANAT : LISE (Roger) (p. 6488).

BANANE : DAGONIA (Georges) (p. 6484).

BOURSES D'ETUDES : PAPILIO (Sosefo Makape) (p. 6481) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6484) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6494).

BUREAU POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIGRATIONS INTERESSANT LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (BUMIDOM) : COURRIERE (Raymond) (p. 6472) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485).

CAFE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471).

CHARTE DE DECOLONISATION : CHERRIER (Lionel) (p. 6479).

CHERCHEURS : PARMANTIER (Bernard) (p. 6496).

CHOMAGE : PARMANTIER (Bernard) (p. 6475) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6480) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485, 6486) ; LISE (Roger) (p. 6487, 6488).

CODE DE PROCEDURE PENALE : CHERRIER (Lionel) (p. 6479) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6485).

CODE DES COMMUNES : MILLAUD (Daniel) (p. 6485).

CODE PENAL : CHERRIER (Lionel) (p. 6479).

COMMISSIONS ETAT-TERRITOIRES : CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6481) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6485).

COMORES : HENRY (Marcel) (p. 6488).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : MONORY (René) (p. 6473) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6477) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6480) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485) ; VALCIN (Edmond) (p. 6486, 6487) ; LEJEUNE (Max) (p. 6489) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

COPRAH : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

DECENTRALISATION : PERLICAN (Rolande) (p. 6480) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6481) ; DAGONIA (Georges) (p. 6483) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485) ; VALCIN (Edmond) (p. 6487) ; LISE (Roger) (p. 6487) ; LEJEUNE (Max) (p. 6489) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492, 6493).

DEPARTEMENTS : MONORY (René) (p. 6473) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6477) ; VALCIN (Edmond) (p. 6486) ; LEJEUNE (Max) (p. 6489).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : COURRIERE (Raymond) (p. 6471, 6472, 6473) ; MONORY (René) (p. 6474) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6474, 6475) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6477) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6480) ; DAGONIA (Georges) (p. 6483) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485, 6486) ; VALCIN (Edmond) (p. 6486) ; LISE (Roger) (p. 6487) ; LEJEUNE (Max) (p. 6489) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492) ; MOSSION (Jacques) (p. 6496) DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : COURRIERE (Raymond) (p. 6470, 6471, 6472, 6473) ; MONORY (René) (p. 6473, 6474) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6474, 6475, 6476) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6477, 6478) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6480) ; DAGONIA (Georges) (p. 6483, 6484) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485, 6486) ; VALCIN (Edmond) (p. 6486, 6487) ; LISE (Roger) (p. 6487, 6488) ; LEJEUNE (Max) (p. 6489, 6490) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6490, 6491, 6492, 6493, 6494, 6495) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6496).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : COURRIERE (Raymond) (p. 6470) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6484) ; HENRY (Marcel) (p. 6489) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6493).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : COURRIERE (Raymond) (p. 6470).

ELEVAGE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6496).

ELUS LOCAUX : CHERRIER (Lionel) (p. 6479).

EMPLOI : COURRIERE (Raymond) (p. 6471).

EMPLOIS (créations d') : VIRAPOULLE (Louis) (p. 6478).

ENERGIE : COURRIERE (Raymond) (p. 6472) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6475) ; MOSSION (Jacques) (p. 6477).

ENSEIGNEMENT : COURRIERE (Raymond) (p. 6472, 6473) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6474).

ENSEIGNEMENT MUSICAL : COURRIERE (Raymond) (p. 6473).

ENTREPRISES : COURRIERE (Raymond) (p. 6471).

ENTREPRISES NATIONALES : BOUCHENY (Serge) (p. 6485).

EPARGNE LOGEMENT : CHERRIER (Lionel) (p. 6482) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

EQUIPEMENTS : COURRIERE (Raymond) (p. 6471).

ETAT-CIVIL : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6480).

FESTIVALS : COURRIERE (Raymond) (p. 6473).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : VALCIN (Edmond) (p. 6487).

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE OBLIGATOIRE (FASSO) : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM) : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; DAGONIA (Georges) (p. 6483) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FIDES) : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; MONORY (René) (p. 6474) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6482) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6484) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

FORMATION PROFESSIONNELLE : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

FRANC (monnaie) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 6478) ; LISE (Roger) (p. 6487).

FRET : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6484).

GENDARMERIE : PAPILIO (Sosefo Makape) (p. 6480).

GEOOTHERMIE : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

GOUVERNEMENT : MONORY (René) (p. 6473).

GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (GERDAT) : MOSSION (Jacques) (p. 6476).

GUADELOUPE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; DAGONIA (Georges) (p. 6483) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485) ; VALCIN (Edmond) (p. 6486) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492, 6493).

GUYANE : PARMANTIER (Bernard) (p. 6475, 6496) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492, 6495, 6496) IMPOT SUR LE REVENU : MONORY (René) (p. 6474).

INDEPENDANCE : CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6482).

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DES MERS : PARMANTIER (Bernard) (p. 6475).

INVESTISSEMENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 6490).

JEUNES : VIRAPOULLE (Louis) (p. 6478) ; LISE (Roger) (p. 6487).

LANGUES REGIONALES : COURRIERE (Raymond) (p. 6473).

LIVRE : COURRIERE (Raymond) (p. 6473).

LOGEMENT : LISE (Roger) (p. 6488).

MAISON DES ANTILLES : LISE (Roger) (p. 6487) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6491).

MARTINIQUE : VALCIN (Edmond) (p. 6486, 6487) ; LISE (Roger) (p. 6487, 6488) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492, 6493, 6494).

MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 6488, 6489) ; LEJEUNE (Max) (p. 6490).

MER (ressources de la) : COURRIERE (Raymond) (p. 6472) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6475).

MIGRANTS : COURRIERE (Raymond) (p. 6472) ; MONORY (René) (p. 6473) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6485) ; LISE (Roger) (p. 6488) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6495) ; LISE (Roger) (p. 6488) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6495).

MUSEES : COURRIERE (Raymond) (p. 6473).

NICKEL : PERLICAN (Rolande) (p. 6480) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6481) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

NOUVELLE-CALÉDONIE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471) ; MONORY (René) (p. 6474) ; MOSSION (Jacques)

ques) (p. 6476, 6477); CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6481); PERLICAN (Rolande) (p. 6480); EMMANUELLI (Henri) (p. 6491).

OCTROI DE MER : COURRIERE (Raymond) (p. 6471).

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (ORSTOM) : MOSSION (Jacques) (p. 6476); PARMANTIER (Bernard) (p. 6496).

OFFICES : CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6481); PERLICAN (Rolande) (p. 6480); EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

ORDONNANCES : COURRIERE (Raymond) (p. 6471); CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6481).

PECHE MARITIME : PARMANTIER (Bernard) (p. 6475, 6496); MOSSION (Jacques) (p. 6477); DAGONIA (Georges) (p. 6483); BOUCHENY (Serge) (p. 6485); Lise (Roger) (p. 6488) Emmanuelli (Henri) (p. 6493, 6496).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : COURRIERE (Raymond) (p. 6471).

POLITIQUE CULTURELLE : COURRIERE (Raymond) (p. 6473); CHERRIER (Lionel) (p. 6479); MILLAUD (Daniel) (p. 6484).

POLITIQUE ECONOMIQUE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471); VIRAPOULLE (Louis) (p. 6478); PERLICAN (Rolande) (p. 6480); CHERRIER (Lionel) (p. 6482); DAGONIA (Georges) (p. 6483); BOUCHENY (Serge) (p. 6485).

POLYNESIE FRANCAISE : COURRIERE (Raymond) (p. 6472); MOSSION (Jacques) (p. 6476, 6477); CHERRIER (Lionel) (p. 6479); MILLAUD (Daniel) (p. 6484); EMMANUELLI (Henri) (p. 6493, 6494).

PORTS MARITIMES : HENRY (Marcel) (p. 6488, 6489).

PREFETS : VALCIN (Edmond) (p. 6487).

RECHERCHE : PARMANTIER (Bernard) (p. 6475).

REFORME FONCIERE : COURRIERE (Raymond) (p. 6471); MOSSION (Jacques) (p. 6477); CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6481); BOUCHENY (Serge) (p. 6485); HENRY (Marcel) (p. 6489) REGIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 6492).

REUNION : COURRIERE (Raymond) (p. 6471, 6473); MOSSION (Jacques) (p. 6476); BOUCHENY (Serge) (p. 6486); VALCIN (Edmond) (p. 6486); EMMANUELLI (Henri) (p. 6492, 6495).

RHUM : VALCIN (Edmond) (p. 6487).

ROUTES : HENRY (Marcel) (p. 6489).

SCHOELCHER (Victor) : EMMANUELLI (Henri) (p. 6495).

SECURITE SOCIALE : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

SERVICE MILITAIRE ADAPTE : MONORY (René) (p. 6474); VIRAPOULLE (Louis) (p. 6477); CHERRIER (Lionel) (p. 6482).

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) : LISE (Roger) (p. 6488).

SOJA : COURRIERE (Raymond) (p. 6472).

SUCRE : DAGONIA (Georges) (p. 6484); VALCIN (Edmond) (p. 6487); LISE (Roger) (p. 6488); EMMANUELLI (Henri) (p. 6493, 6494).

TAXE SUR LES ALCOOLS : DAGONIA (Georges) (p. 6484).

TAXE SUR LE TABAC : DAGONIA (Georges) (p. 6484).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : MOSSION (Jacques) (p. 6476); CHERRIER (Lionel) (p. 6479, 6481); MILLAUD (Daniel) (p. 6484); EMMANUELLI (Henri) (p. 6493, 6494).

TOURISME : MOSSION (Jacques) (p. 6477); CHERRIER (Lionel) (p. 6482); DAGONIA (Georges) (p. 6483).

UNIVERSITE DU PACIFIQUE : MILLAUD (Daniel) (p. 6484); EMMANUELLI (Henri) (p. 6493).

WALLIS ET FUTUNA : COURRIERE (Raymond) (p. 6472, 6473); MOSSION (Jacques) (p. 6476); CHERRIER (Lionel) (p. 6479); PAPILO (Sosefo Makapé) (p. 6480); EMMANUELLI (Henri) (p. 6491).

ZONE ECONOMIQUE MARITIME : PARMANTIER (Bernard) (p. 6475).

Examen des crédits (8 décembre 1982) (p. 6496, 6497) *MM. Max Lejeune, Lionel Cherrier, Edmond Valcin.*

I. Section commune

Etat B - TITRE III - Rejeté (p. 6496).

II Départements d'outre-mer

Etat B - TITRE IV - Rejeté (p. 6497; scrutin public n° 91; liste des votants p. 6530).

Etat C - TITRE V ET VI - Rejetés (p. 6497).

III - Territoires d'outre-mer

Etat B - TITRE IV - Adopté (p. 6497).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (p. 6497).

ECONOMIE ET FINANCES

I CHARGES COMMUNES

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6363, 6370).

MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances; Laurent Fabius, ministre du budget; Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés; Henri Duffaut, rapporteur spécial de la commission des finances; Lionel Cherrier, Jules Faigt, Roland Courteau.

AGENCE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT : DELORS (Jacques) (p. 6364).

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES : DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

ALLOCATION DE SOLIDARITE : DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

BANQUE DE FRANCE : DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

BANQUES : DELORS (Jacques) (p. 6364).

DETTE PUBLIQUE : DELORS (Jacques) (p. 6363); FABIUS (Laurent) (p. 6364); DUFFAUT (Henri) (p. 6366).

EMPRUNTS : DELORS (Jacques) (p. 6363); FABIUS (Laurent) (p. 6364); DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

ENTREPRISES NATIONALES : DELORS (Jacques) (p. 6364); DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

ENTREPRISES PUBLIQUES : FABIUS (Laurent) (p. 6365); DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

FRANCAIS MUSULMANS : COURRIERE (Raymond) (p. 6365, 6366, 6369); FAIGT (Jules) (p. 6368); COURTEAU (Roland) (p. 6369).

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC : DELORS (Jacques) (p. 6364).

INVESTISSEMENTS : DELORS (Jacques) (p. 6364).

LA VILLETTE (aménagement): FABIUS (Laurent) (p. 6365); DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

OR: FABIUS (Laurent) (p. 6364); DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES: DELORS (Jacques) (p. 6364).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT: DELORS (Jacques) (p. 6364).

PENSIONS DE RETRAITE: COURRIERE (Raymond) (p. 6365, 6366, 6369, 6370); FAIGT (Jules) (p. 6368); COURTEAU (Roland) (p. 6369).

PERSONNES AGEES: DUFFAUT (Henri) (p. 6367).

RAPATRIES: COURRIERE (Raymond) (p. 6365, 6366, 6369, 6370); DUFFAUT (Henri) (p. 6367); CHERRIER (Lionel) (p. 6368); FAIGT (Jules) (p. 6368); COURTEAU (Roland) (p. 6368, 6369).

RAPATRIES (aide aux): COURRIERE (Raymond) (p. 6365, 6366, 6369, 6370); COURTEAU (Roland) (p. 6368, 6369).

RAPATRIES (indemnisation des): COURRIERE (Raymond) (p. 6365, 6369); CHERRIER (Lionel) (p. 6368); COURTEAU (Roland) (p. 6368).

VALEURS MOBILIERES: DELORS (Jacques) (p. 6363).

VANUATU: CHERRIER (Lionel) (p. 6367, 6368); COURRIERE (Raymond) (p. 6369).

Examen des crédits et des articles 18 et 19 (6 décembre 1982) (p. 6370, 6372) *MM. Daniel Millaud, Henri Duffaut, rapporteur spécial; Laurent Fabius, ministre; Christian Poncelet, Jean-Pierre Fourcade.*

Etat B – TITRES I, II, III, IV – Adoptés (p. 6370).

Etat C – TITRE V (p. 6370).

Adopté: amendement n° 162 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Daniel Millaud: réduction des crédits de paiement du titre V: suppression des crédits de construction d'un centre international de la communication et réduction des crédits de transfert du ministère des finances à Bercy (p. 6372; scrutin public n° 83; liste des votants p. 6402).

– Les crédits figurant au titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 6372).

TITRE VI (p. 6372).

Adopté: amendement n° 164 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Daniel Millaud: réduction des crédits de paiement du titre VI: économies sur les crédits prévus en faveur de l'établissement public du parc de La Villette (p. 6372; scrutin public n° 84; liste des votants p. 6402, 6403).

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 6372).

Art. 58 (*Prélèvements au profit de la caisse nationale de l'industrie et au profit de la caisse nationale des banques*) – Adopté (p. 6372).

Art. 59 (*Garantie de l'Etat aux fonds déposés sur les livrets d'épargne populaire*) – Adopté (p. 6372).

ECONOMIE

II SERVICES ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6354, 6355).

MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances.

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES: MANET (Michel) (p. 6355).

COMMERCE EXTERIEUR: MANET (Michel) (p. 6355).

COUR DES COMPTES: MANET (Michel) (p. 6355).

DECENTRALISATION: DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6354, 6355).

DIRECTION REGIONALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION (DGCC): DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6355).

EMPLOIS (créations d'): DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6355).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF): MANET (Michel) (p. 6355).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE): DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6355).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME): MANET (Michel) (p. 6355).

PRIX (blocage des): DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6355).

RECENSEMENT: DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6355).

REGIONS: DELORS (Jacques) (p. 6354); MANET (Michel) (p. 6355).

Examen des crédits (6 décembre 1982) (p. 6355)

Etat B – TITRES III ET IV – Adoptés (p. 6355).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 6355).

ECONOMIE ET FINANCES

III BUDGET

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6372, 6374).

MM. Laurent Fabius, ministre du budget; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances; Daniel Millaud.

ADMINISTRATION (organisation): FABIUS (Laurent) (p. 6372, 6373); MANET (Michel) (p. 6373).

DECENTRALISATION: FABIUS (Laurent) (p. 6373).

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS: FABIUS (Laurent) (p. 6373).

DOUANES: FABIUS (Laurent) (p. 6373); MANET (Michel) (p. 6373).

EMPLOIS (créations d'): FABIUS (Laurent) (p. 6372, 6373); MANET (Michel) (p. 6373).

FRAUDE FISCALE: FABIUS (Laurent) (p. 6373); MANET (Michel) (p. 6373).

INFORMATION: FABIUS (Laurent) (p. 6372).

INFORMATIQUE: FABIUS (Laurent) (p. 6372); MANET (Michel) (p. 6373).

MENSUALISATION (pensions): MILLAUD (Daniel) (p. 6373, 6374); MANET (Michel) (p. 6373).

Examen des crédits (p. 6374)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 6374).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 6374).

EDUCATION NATIONALE

Discussion (3 décembre 1982) (p. 6243, 6271); (4 décembre 1982) (p. 6278, 6284).

MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale; Gérard Delfau, rapporteur spécial de la commission des finances (enseignement scolaire); René Chazelle, rapporteur spécial de

la commission des finances (enseignement universitaire) ; Roland Ruet, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (éducation physique et sportive) ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement scolaire) ; Jean Sauvage, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignements supérieurs) ; Mme Hélène Luc, MM. Adrien Gouteyron, Serge Mathieu, Kléber Malécot, René Billères, Mme Danielle Bidard, MM. Sosefo Makapé Papilio, Lionel Cherrier, Germain Authié, Louis Virapoulle, Stéphane Bonduel, Guy Schmaus, Marc Boeuf, Louis Perrein, Franck Sérusclat, Jacques Descours Desacres.

ANTILLES : CHAZELLE (René) (p. 6250) ; SAVARY (Alain) (p. 6280).

AUXILIARAT (enseignement) : DELFAU (Gérard) (p. 6247) ; CHAZELLE (René) (p. 6248) ; RUET (Roland) (p. 6250) ; SERAMY (Paul) (p. 6251, 6252) ; LUC (Hélène) (p. 6255) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256) ; BILLERES (René) (p. 6260) ; BOEUF (Marc) (p. 6267, 6268) ; SAVARY (Alain) (p. 6281).

BIBLIOTHEQUES : BIDARD (Danielle) (p. 6262).

BOURSES D'ETUDES : CHAZELLE (René) (p. 6248, 6250) ; SAUVAGE (Jean) (p. 6253) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256) ; CHAZELLE (René) (p. 6259) ; MALECOT (Kléber) (p. 6259, 6260) ; BILLERES (René) (p. 6260) ; BIDARD (Danielle) (p. 6262) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263).

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE) : PERREIN (Louis) (p. 6269).

CARTE SCOLAIRE : AUTHIE (Germain) (p. 6264) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6268).

CARTE UNIVERSITAIRE : SAVARY (Alain) (p. 6245) ; CHAZELLE (René) (p. 6248).

CASA VELASQUEZ : CHAZELLE (René) (p. 6249).

CENTRES REGIONAUX D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (CREPS) : SCHMAUS (Guy) (p. 6267) ; BOEUF (Marc) (p. 6267).

CENTRE UNIVERSITAIRE DES ANTILLES ET DE LA GUYANE : CHAZELLE (René) (p. 6249).

COLLEGE DE FRANCE : BIDARD (Danielle) (p. 6262).

CONSEILLERS TECHNIQUES ET PEDAGOGIQUES : RUET (Roland) (p. 6250).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : MALECOT (Kléber) (p. 6259) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263) ; PERREIN (Louis) (p. 6269) ; SAVARY (Alain) (p. 6283).

CONTRACTUELS (enseignement) : MALECOT (Kléber) (p. 6260).

COOPERANTS : SAVARY (Alain) (p. 6245).

DECENTRALISATION : SAVARY (Alain) (p. 6245, 6284) ; DELFAU (Gérard) (p. 6247).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 6265) ; PERREIN (Louis) (p. 6269).

DIPLOMES : SAVARY (Alain) (p. 6278).

ECOLES (grandes écoles) : MATHIEU (Serge) (p. 6258).

ECOLES MATERNELLES : LUC (Hélène) (p. 6255) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6266) ; BOEUF (Marc) (p. 6267) ; PERREIN (Louis) (p. 6269).

ECOLES NORMALES : AUTHIE (Germain) (p. 6264) ; SAVARY (Alain) (p. 6281, 6282).

ECOLES SOUS CONTRAT : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6257) ; MATHIEU (Serge) (p. 6258) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6265) ; SAVARY (Alain) (p. 6280).

EDUCATION NATIONALE : SAVARY (Alain) (p. 6243, 6244, 6245, 6246, 6278, 6279, 6280, 6281, 6282, 6283, 6284) ; DELFAU (Gérard) (p. 6246, 6247, 6252) ; CHAZELLE (René) (p. 6248, 6249, 6250, 6258, 6259) ; RUET (Roland) (p. 6250, 6251) ; SERAMY (Paul) (p. 6251, 6252) ; SAUVAGE (Jean) (p. 6252, 6253, 6254) ; LUC (Hélène) (p. 6254, 6255, 6256) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256, 6257) ; MATHIEU (Serge) (p. 6257, 6258) ; MALECOT (Kléber) (p. 6259, 6260) ; BILLERES (René) (p. 6260, 6261) ; BIDARD (Danielle) (p. 6262) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263, 6284) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6263, 6264) ; AUTHIE (Germain) (p. 6264, 6265) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6265) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6265, 6266) ; SCHMAUS (Guy) (p. 6267) ; BOEUF (Marc) (p. 6267, 6268) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6268) ; PERREIN (Louis) (p. 6268, 6269) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 6269, 6270) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6281) EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE : DELFAU (Gérard) (p. 6147) ; RUET (Roland) (p. 6250, 6251) ; BILLERES (René) (p. 6261) ; SCHMAUS (Guy) (p. 6267) ; BOEUF (Marc) (p. 6267) ; SAVARY (Alain) (p. 6279).

EMPLOIS (créations d') : SAVARY (Alain) (p. 6249, 6279) ; SERAMY (Paul) (p. 6252) ; LUC (Hélène) (p. 6255) ; BILLERES (René) (p. 6260) ; BIDARD (Danielle) (p. 6262) ; AUTHIE (Germain) (p. 6264) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6266) ; BOEUF (Marc) (p. 6267) ; PERREIN (Louis) (p. 6269).

ENSEIGNANTS : SAVARY (Alain) (p. 6244, 6245, 6279, 6281, 6282, 6284) ; CHAZELLE (René) (p. 6248) ; SERAMY (Paul) (p. 6251, 6252) ; LUC (Hélène) (p. 6255) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256) ; MATHIEU (Serge) (p. 6258) ; MALECOT (Kléber) (p. 6259) ; BILLERES (René) (p. 6261) ; BIDARD (Danielle) (p. 6262) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6263) ; AUTHIE (Germain) (p. 6264, 6265) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6266) ; SCHMAUS (Guy) (p. 6267) ; PERREIN (Louis) (p. 6269).

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE : DELFAU (Gérard) (p. 6247) ; LUC (Hélène) (p. 6255) ; MALECOT (Kléber) (p. 6260) ; BILLERES (René) (p. 6261) ; SAVARY (Alain) (p. 6279, 6281).

ENSEIGNEMENT MARITIME : BONDUEL (Stéphane) (p. 6266).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : SAVARY (Alain) (p. 6244, 6278, 6283) ; DELFAU (Gérard) (p. 6247) ; SERAMY (Paul) (p. 6251, 6252) ; LUC (Hélène) (p. 6255) ; BILLERES (René) (p. 6260) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263, 6264) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6266).

ENSEIGNEMENT PRIVE : SAVARY (Alain) (p. 6245, 6280) ; DELFAU (Gérard) (p. 6247) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6257) ; MATHIEU (Serge) (p. 6258) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 6265) ; BOEUF (Marc) (p. 6267, 6268) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 6271) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6281).

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : SAVARY (Alain) (p. 6244, 6245) ; DELFAU (Gérard) (p. 6247) ; RUET (Roland) (p. 6250) ; SERAMY (Paul) (p. 6252) ; LUC (Hélène) (p. 6255) ; MATHIEU (Serge) (p. 6258) ; BILLERES (René) (p. 6260) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263) ; CHERRIER (Lionel) (p. 6263, 6264) ; PERREIN (Louis) (p. 6269).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : SAVARY (Alain) (p. 6245, 6246, 6279) ; CHAZELLE (René) (p. 6248, 6249) ; SAUVAGE (Jean) (p. 6252, 6253, 6254) ; MATHIEU (Serge) (p. 6257) ; MALECOT (Kléber) (p. 6260) ; BILLERES (René) (p. 6261) ; BIDARD (Danielle) (p. 6262).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : SAVARY (Alain) (p. 6245, 6278, 6282) ; DELFAU (Gérard) (p. 6246) ; SERAMY (Paul) (p. 6251) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6257) ; CHAZELLE (René) (p. 6259) ; BILLERES

(René) (p. 6260); AUTHIE (Germain) (p. 6264); BONDUEL (Stéphane) (p. 6266); BOEUF (Marc) (p. 6268).

EQUIPEMENTS : RUET (Roland) (p. 6250); SAUVAGE (Jean) (p. 6253); LUC (Hélène) (p. 6255); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256); BILLERES (René) (p. 6260); BIDARD (Danielle) (p. 6262); SCHMAUS (Guy) (p. 6267); BOEUF (Marc) (p. 6268); SAVARY (Alain) (p. 6278).

ETUDIANTS : SAVARY (Alain) (p. 6245, 6283); CHAZELLE (René) (p. 6248).

EXAMENS ET CONCOURS : SAVARY (Alain) (p. 6279).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : DELFAU (Gérard) (p. 6246).

FORMATION CONTINUE : PERREIN (Louis) (p. 6269).

FORMATION PROFESSIONNELLE : SAVARY (Alain) (p. 6278).

GREVES : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256); BIDARD (Danielle) (p. 6262); GUYANE : CHAZELLE (René) (p. 6250); SAVARY (Alain) (p. 6280).

HISTOIRE (enseignement) : CHAZELLE (René) (p. 6259); SAVARY (Alain) (p. 6278).

INFORMATIQUE : CHAZELLE (René) (p. 6248).

INSTITUTEURS (logement) : SAVARY (Alain) (p. 6245, 6246, 6282); SERUSCLAT (Franck) (p. 6269, 6270).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE PEDAGOGIQUE (INRP) : LUC (Hélène) (p. 6255).

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT) : BIDARD (Danielle) (p. 6262).

INSTRUCTION CIVIQUE : CHAZELLE (René) (p. 6259); BILLERES (René) (p. 6261); SAVARY (Alain) (p. 6278).

INVESTISSEMENTS : CHERRIER (Lionel) (p. 6263).

JEUX OLYMPIQUES : SCHMAUS (Guy) (p. 6267).

JOURNAL OFFICIEL : SAUVAGE (Jean) (p. 6253).

LABORATOIRES : CHAZELLE (René) (p. 6249).

LYCEES ET COLLEGES : SAVARY (Alain) (p. 6244, 6282); DELFAU (Gérard) (p. 6246, 6247); SERAMY (Paul) (p. 6251); LUC (Hélène) (p. 6255); MALECOT (Kléber) (p. 6259); SCHMAUS (Guy) (p. 6267); BOEUF (Marc) (p. 6268); PERREIN (Louis) (p. 6269).

MANUELS SCOLAIRES : BOEUF (Marc) (p. 6268).

MEDECINE (enseignement) : SAVARY (Alain) (p. 6279).

MONTAGNE : CHAZELLE (René) (p. 6258); AUTHIE (Germain) (p. 6264).

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE : CHAZELLE (René) (p. 6249); BIDARD (Danielle) (p. 6262); SAVARY (Alain) (p. 6280).

MUSIQUE : SAVARY (Alain) (p. 6279).

NOUVELLE-CALÉDONIE : CHERRIER (Lionel) (p. 6263); SAVARY (Alain) (p. 6283).

PARLEMENT (contrôle du) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6256).

PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE, OUVRIER ET DE SERVICE (ATOS) : DELFAU (Gérard) (p. 6246); BILLERES (René) (p. 6260).

POLYNÉSIE FRANÇAISE : SAVARY (Alain) (p. 6283).

RAPPORT LEGRAND (enseignement) : SAVARY (Alain) (p. 6244); BILLERES (René) (p. 6261); BOEUF (Marc) (p. 6267).

RECHERCHE : SAVARY (Alain) (p. 6245); CHAZELLE (René) (p. 6248); LUC (Hélène) (p. 6255); MALECOT (Kléber) (p. 6260).

REGION PARISIENNE : PERREIN (Louis) (p. 6269).

REUNION : VIRAPOULLE (Louis) (p. 6265).

SCOLARISATION : SAVARY (Alain) (p. 6244).

SPORTS DE HAUT NIVEAU : RUET (Roland) (p. 6250).

SPORTS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE : RUET (Roland) (p. 6250); SAVARY (Alain) (p. 6279).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : MATHIEU (Serge) (p. 6258).

TAXE D'APPRENTISSAGE : BOEUF (Marc) (p. 6268).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : SAVARY (Alain) (p. 6283).

TRANSPORTS SCOLAIRES : DELFAU (Gérard) (p. 6246, 6252); SERAMY (Paul) (p. 6251); MALECOT (Kléber) (p. 6259); BOEUF (Marc) (p. 6268); SAVARY (Alain) (p. 6282).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : SAVARY (Alain) (p. 6281).

UNIVERSITE DU PACIFIQUE : CHERRIER (Lionel) (p. 6263); SAVARY (Alain) (p. 6283).

UNIVERSITES : CHAZELLE (René) (p. 6248, 6250); SAUVAGE (Jean) (p. 6253); MATHIEU (Serge) (p. 6257); BIDARD (Danielle) (p. 6262); SAVARY (Alain) (p. 6279); UNIVERSITES (conseils) : CHAZELLE (René) (p. 6248); SAUVAGE (Jean) (p. 6253).

VACATAIRES (enseignement) : SAVARY (Alain) (p. 6245); CHAZELLE (René) (p. 6248); BIDARD (Danielle) (p. 6262).

WALLIS ET FUTUNA : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 6263, 6284); SAVARY (Alain) (p. 6283, 6284).

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE (ZEP) : BOEUF (Marc) (p. 6268).

ZONES RURALES : PERREIN (Louis) (p. 6269).

Examen des crédits et de l'article 73 (4 décembre 1982) (p. 6284, 6291) Mme Hélène Luc, MM. Alain Savary, ministre; Jacques Habert, Adolphe Chauvin, Mme Danielle Bidard, M. René Chazelle, rapporteur spécial.

Etat B - TITRE III - Adopté (p. 6285).

TITRE IV - Rejeté (p. 6287; scrutin public n° 80; liste des votants p. 6329, 6330).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (p. 6287).

Art. 73 (*Assistants et adjoints d'enseignement*).

Rejetés: amendement n° 155 de Mme Danielle Bidard: titularisation des vacataires dépendant des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale (p. 6288) - Amendement n° 156 de Mme Danielle Bidard: prise en compte des périodes de congé de maladie, de congé de maternité, de service militaire et congé de recherche pour le décompte des périodes d'activité (p. 6288) - Amendement n° 157 de Mme Danielle Bidard: création et rôle d'une commission nationale devant examiner la recevabilité des dossiers des candidats et l'attribution des postes d'assistants (p. 6288) - Amendement n° 160 de M. Alain Savary, ministre: I. Nomination d'assistants après avis du conseil de l'établissement affectataire de l'emploi; II. Nomination en qualité d'adjoint d'enseignement sur proposition du recteur après avis d'une commission de huit membres comprenant quatre professeurs, deux maîtres assistants et deux assistants (p. 6289).

– Rejet de l'article 73 (p. 6289) par scrutin public (n° 81 ; liste des votants p. 6330, 6331).

Après l'article 75 (p. 6289).

Adopté : amendement n° 161 (art. additionnel) de M. Alain Savary, ministre : réservation d'emplois d'enseignants de l'enseignement supérieur en faveur d'enseignants non titulaires de l'enseignement supérieur chargés de fonctions d'enseignement supérieur en coopération (p. 6291).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6291).

ENVIRONNEMENT

Discussion (4 décembre 1982) (p. 6291, 6312).

MM. Michel Crépeau, ministre de l'environnement ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Pierre Croze, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul Guillaumot, en remplacement de M. Richard Pouille, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Bernard-Charles Hugo, Edouard Le Jeune, Marc Boeuf, André Bettencourt, Michel Rigou, Serge Boucheny, Jean Chérioux, Georges Dagonia, Pierre Lacour, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.

ADDUCTIONS D'EAU : CREPEAU (Michel) (p. 6292) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 6300).

AEROPORTS : CREPEAU (Michel) (p. 6311).

AGENCE DE LA QUALITE DE L'AIR : GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309).

AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (ANRED) : GUILLAUMOT (Paul) (p. 6300) ; RIGOU (Michel) (p. 6304) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

AGENCES DE BASSIN : DAGONIA (Georges) (p. 6306).

ANTILLES : CREPEAU (Michel) (p. 6311).

ASSAINISSEMENT : CREPEAU (Michel) (p. 6292, 6294) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6300) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 6300) ; BETTENCOURT (André) (p. 6303) ; RIGOU (Michel) (p. 6304) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308).

ASSOCIATIONS : CREPEAU (Michel) (p. 6291, 6292) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6297) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299) ; LACOUR (Pierre) (p. 6307).

ASSURANCES : BOEUF (Marc) (p. 6302).

AUTOROUTES : BOUCHENY (Serge) (p. 6305).

BARRAGES : BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308).

BRUIT : CREPEAU (Michel) (p. 6292, 6293, 6311) ; MARTIN (Hubert) (p. 6296) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6297, 6298) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299) ; RIGOU (Michel) (p. 6303, 6304) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6304, 6305) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309).

CALAMITES : CREPEAU (Michel) (p. 6302) ; DAGONIA (Georges) (p. 6306) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

CENTRALES HYDRO-ELECTRIQUES (micro-centrales) : CREPEAU (Michel) (p. 6294).

CHASSE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298) ; LACOUR (Pierre) (p. 6307, 6309) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311, 6312).

COMITES DE BASSIN : BETTENCOURT (André) (p. 6303).

COMITES DEPARTEMENTAUX D'HYGIENE : GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299).

CONSEIL NATIONAL DU BRUIT : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6297) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6305).

CONSERVATOIRE DU LITTORAL : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298) ; BOEUF (Marc) (p. 6302) ; RIGOU (Michel) (p. 6304) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

CONTRATS DE RIVIERE : HUGO (Bernard-Charles) (p. 6301) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

CONVENTIONS D'ENVIRONNEMENT : CREPEAU (Michel) (p. 6295).

COURS D'EAU : CREPEAU (Michel) (p. 6294, 6311) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6297) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6300) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 6300, 6301) ; BETTENCOURT (André) (p. 6303) ; DAGONIA (Georges) (p. 6306) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309).

DECENTRALISATION : CREPEAU (Michel) (p. 6291, 6309) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299, 6300) ; LACOUR (Pierre) (p. 6307).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : CREPEAU (Michel) (p. 6311).

EAU : BETTENCOURT (André) (p. 6303) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF) : CREPEAU (Michel) (p. 6294).

ENGRAIS ET AMENDEMENTS : HUGO (Bernard-Charles) (p. 6300) **ENVIRONNEMENT** : CREPEAU (Michel) (p. 6291, 6292, 6293, 6294, 6295, 6309, 6310, 6311, 6312) ; MARTIN (Hubert) (p. 6295, 6296) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6296, 6297, 6298, 6299) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299, 6300) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 6300, 6301) ; LE JEUNE (Edouard) (p. 6301, 6302) ; BOEUF (Marc) (p. 6302) ; BETTENCOURT (André) (p. 6302, 6303) ; RIGOU (Michel) (p. 6303, 6304) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6304, 6305) ; CHERIOUX (Jean) (p. 6305, 6306) ; DAGONIA (Georges) (p. 6306) ; LACOUR (Pierre) (p. 6307) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308, 6309).

ESPACES VERTS : CHERIOUX (Jean) (p. 6305) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308, 6309).

EXPOSITIONS : CREPEAU (Michel) (p. 6295, 6310) ; BOUCHENY (Serge) (p. 6305).

FONDS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : MARTIN (Hubert) (p. 6296).

FONDS D'INTERVENTION POUR LA QUALITE DE LA VIE (FIQV) : MARTIN (Hubert) (p. 6296) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6300) ; BOEUF (Marc) (p. 6302).

FONDS INTERMINISTERIEL POUR LA QUALITE DE LA VIE (FIQV) : CREPEAU (Michel) (p. 6293, 6310).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299).

GUADELOUPE : BOEUF (Marc) (p. 6302) ; DAGONIA (Georges) (p. 6306) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

ILE-DE-FRANCE : BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES : BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309).

INFORMATION : GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299).

LIGNES ELECTRIQUES : CREPEAU (Michel) (p. 6295) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309).

LITTORAL (protection du) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298) ; GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299) ; CREPEAU (Michel) (p. 6311).

MONTAGNE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298).

NATURE (protection de la) : CREPEAU (Michel) (p. 6295) ; MARTIN (Hubert) (p. 6296) ; FOURCADE (Jean-Pierre)

(p. 6298); RIGOU (Michel) (p. 6304); CHERIOUX (Jean) (p. 6305); DAGONIA (Georges) (p. 6306).

OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE : LACOUR (Pierre) (p. 6307).

ORDURES MENAGERES : DAGONIA (Georges) (p. 6306); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308); CREPEAU (Michel) (p. 6311).

PARCS NATURELS NATIONAUX : CREPEAU (Michel) (p. 6292, 6295, 6311); BOEUF (Marc) (p. 6302); DAGONIA (Georges) (p. 6306).

PARCS NATURELS REGIONAUX : MARTIN (Hubert) (p. 6295); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298); GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299, 6300); LE JEUNE (Edouard) (p. 6301, 6302); CREPEAU (Michel) (p. 6310).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : CREPEAU (Michel) (p. 6292); BOUCHENY (Serge) (p. 6305).

PECHE : LACOUR (Pierre) (p. 6307, 6308); CREPEAU (Michel) (p. 6311, 6312).

POLLUTION : MARTIN (Hubert) (p. 6300); GUILLAUMOT (Paul) (p. 6304); RIGOU (Michel) (p. 6304); CHERIOUX (Jean) (p. 6305); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308).

POLLUTION (air) : CREPEAU (Michel) (p. 6292); MARTIN (Hubert) (p. 6296); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6298); GUILLAUMOT (Paul) (p. 6299); POLLUTION (eau) : CREPEAU (Michel) (p. 6294, 6310); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6294, 6310); GUILLAUMOT (Paul) (p. 6300); HUGO (Bernard-Charles) (p. 6300, 6301); BETTENCOURT (André) (p. 6303); RIGOU (Michel) (p. 6303); DAGONIA (Georges) (p. 6306); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6308, 6309).

RECHERCHE : CREPEAU (Michel) (p. 6292).

REGION PARISIENNE : CREPEAU (Michel) (p. 6293).

RHIN (pollution) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6297); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6309); CREPEAU (Michel) (p. 6310).

SATELLITES : CREPEAU (Michel) (p. 6295).

SITES (protection des) : CREPEAU (Michel) (p. 6292, 6295).

TAXE DES AEROPORTS : CREPEAU (Michel) (p. 6293).

TAXE SUR LES ESPACES VERTS : CREPEAU (Michel) (p. 6311).

Examen des crédits (4 décembre 1982) (p. 6312, 6313) *MM. Adolphe Chauvin, Pierre Lacour.*

Etat B. - TITRES III et IV - Adoptés (p. 6312).

Etat C. - TITRE V - Adopté (p. 6312).

TITRE VI - Adopté (p. 6313).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Discussion (2 décembre 1982) (p. 6179, 6205).

MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur; Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique; Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois (protection civile); Daniel Hoeffel, Jean Béranger, Camille Vallin, René Tomasini, Jean-Marie Girault, André Rouvière, Roger Boileau, Maurice Schumann, Jacques Eberhard, René Regnault, Jean Colin, Paul Kauss, Bernard Parmantier, Jacques Delong.

ABRIS ANTI-ATOMIQUES : DELONG (Jacques) (p. 6205).

AMNISTIE : TOMASINI (René) (p. 6194).

ARMES (détention) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : BERANGER (Jean) (p. 6191).

AUTODEFENSE : BERANGER (Jean) (p. 6191); TOMASINI (René) (p. 6194); EBERHARD (Jacques) (p. 6200).

AUTORISATIONS DE SEJOUR : FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185).

AVIONS GRUNMANN-TRACKER : GIROD (Paul) (p. 6189); DEFFERRE (Gaston) (p. 6189); ROUVIERE (André) (p. 6198).

CENTRALES NUCLEAIRES : DELONG (Jacques) (p. 6204).

COLLECTIVITES LOCALES : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); SALVI (Pierre) (p. 6187, 6188); HOEFFEL (Daniel) (p. 6190); VALLIN (Camille) (p. 6192); REGNAULT (René) (p. 6201); COLIN (Jean) (p. 6202).

COMMISSARIAT NATIONAL A LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182).

COMMISSARIATS DE POLICE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180); BOILEAU (Roger) (p. 6199); EBERHARD (Jacques) (p. 6200).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : TOMASINI (René) (p. 6193); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6196); EBERHARD (Jacques) (p. 6200).

COMMUNES : SALVI (Pierre) (p. 6188); HOEFFEL (Daniel) (p. 6190); BERANGER (Jean) (p. 6191); BOILEAU (Roger) (p. 6199); REGNAULT (René) (p. 6201); KAUSS (Paul) (p. 6203).

COMMUNES-CENTRES : VALLIN (Camille) (p. 6193).

CORSE : GIROD (Paul) (p. 6188); TOMASINI (René) (p. 6194); ROUVIERE (André) (p. 6198).

DECENTRALISATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182, 6183); SALVI (Pierre) (p. 6188); SCHUMANN (Maurice) (p. 6199); REGNAULT (René) (p. 6201).

DECONCENTRATION : DEFFERRE (Gaston) (p. 6183).

DELINQUANCE : SALVI (Pierre) (p. 6186); BERANGER (Jean) (p. 6191); EBERHARD (Jacques) (p. 6200).

DEMINAGE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); ROUVIERE (André) (p. 6197).

DEPARTEMENTALISATION : GIROD (Paul) (p. 6190).

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD) : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); BERANGER (Jean) (p. 6191, 6192); REGNAULT (René) (p. 6202); KAUSS (Paul) (p. 6203).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); BERANGER (Jean) (p. 6191, 6192); VALLIN (Camille) (p. 6193); BOILEAU (Roger) (p. 6199); SCHUMANN (Maurice) (p. 6200); REGNAULT (René) (p. 6201, 6202); KAUSS (Paul) (p. 6203).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); SALVI (Pierre) (p. 6186, 6188); BERANGER (Jean) (p. 6191); VALLIN (Camille) (p. 6192); SCHUMANN (Maurice) (p. 6200); REGNAULT (René) (p. 6201); KAUSS (Paul) (p. 6203).

ECOBUAGE : ROUVIERE (André) (p. 6198).

ECOLES DE POLICE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6184).

ELUS LOCAUX : BERANGER (Jean) (p. 6191).

EMPLOIS (création d') : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); SALVI (Pierre) (p. 6186); BERANGER (Jean) (p. 6191) EQUIPEMENTS : GIROD (Paul) (p. 6189); BERANGER (Jean) (p. 6191); BOILEAU (Roger) (p. 6199); REGNAULT (René) (p. 6201).

EXPULSIONS (étrangers) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185).

EXTRADITION : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6196).

FEMMES : PARMANTIER (Bernard) (p. 6203).

FICHER CENTRAL DU TERRORISME : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185); TOMASINI (René) (p. 6195).

FONCTION PUBLIQUE : SALVI (Pierre) (p. 6186).

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION (FACE) : REGNAULT (René) (p. 6202).

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA : RAYBAUD (Joseph) (p. 6179, 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182, 6183); SALVI (Pierre) (p. 6188); VALLIN (Camille) (p. 6193); BOILEAU (Roger) (p. 6199); SCHUMANN (Maurice) (p. 6199); REGNAULT (René) (p. 6201); KAUSS (Paul) (p. 6203).

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6197).

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAUX (FNDAE) : REGNAULT (René) (p. 6202).

FORETS (incendies de) : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); GIROD (Paul) (p. 6188, 6189, 6198); ROUVIERE (André) (p. 6197, 6198).

FRONT DE LIBERATION NATIONALE DE LA CORSE (FLNC) : SALVI (Pierre) (p. 6186).

GENDARMERIE : SALVI (Pierre) (p. 6186).

IMMIGRATION CLANDESTINE : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182).

IMPOTS LOCAUX : SALVI (Pierre) (p. 6188); VALLIN (Camille) (p. 6192, 6193); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6197); KAUSS (Paul) (p. 6203).

INSTITUTEURS (logement) : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181); DEFFERRE (Gaston) (p. 6183); SALVI (Pierre) (p. 6186, 6187, 6188); BERANGER (Jean) (p. 6191); VALLIN (Camille) (p. 6193); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6197); REGNAULT (René) (p. 6201); KAUSS (Paul) (p. 6203).

INVESTISSEMENTS : REGNAULT (René) (p. 6201); KAUSS (Paul) (p. 6203).

METRO : TOMASINI (René) (p. 6194).

OFFICES AGRICOLES : GIROD (Paul) (p. 6188).

PENSIONS DE REVERSION : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); TOMASINI (René) (p. 6195).

PERSONNEL DEPARTEMENTAL : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180).

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6184); SALVI (Pierre) (p. 6187).

POLICE NATIONALE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6183, 6184, 6185); SALVI (Pierre) (p. 6186, 6187); BERANGER (Jean) (p. 6191); TOMASINI (René) (p. 6194, 6195); BOILEAU (Roger) (p. 6198, 6199); EBERHARD

(Jacques) (p. 6200, 6201); COLIN (Jean) (p. 6203); PARMANTIER (Bernard) (p. 6203).

PREFETS : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180).

PROTECTION CIVILE : GIROD (Paul) (p. 6188); DEFFERRE (Gaston) (p. 6189); ROUVIERE (André) (p. 6197).

RADIO ACTIVITE : DELONG (Jacques) (p. 6204).

RECHERCHE NUCLEAIRE : SALVI (Pierre) (p. 6188).

SAPEURS-POMPIERS : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); GIROD (Paul) (p. 6189, 6190); DELONG (Jacques) (p. 6204) SECURITE CIVILE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180); DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); GIROD (Paul) (p. 6188, 6189); ROUVIERE (André) (p. 6197); DELONG (Jacques) (p. 6204).

SECURITE NUCLEAIRE : DELONG (Jacques) (p. 6204, 6205).

SECURITE PUBLIQUE : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185); SALVI (Pierre) (p. 6186, 6188); BERANGER (Jean) (p. 6190); TOMASINI (René) (p. 6193, 6194); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6196); BOILEAU (Roger) (p. 6198); EBERHARD (Jacques) (p. 6200); PARMANTIER (Bernard) (p. 6203).

SERVICE MOBILE D'URGENCE ET DE REANIMATION (SMUR) : GIROD (Paul) (p. 6190).

SYSTEME TELEPHONIQUE D'ALERTE AUX RISQUES (STAR) : ROUVIERE (André) (p. 6197).

TAXE D'HABITATION : VALLIN (Camille) (p. 6192).

TAXE PROFESSIONNELLE : DEFFERRE (Gaston) (p. 6183); VALLIN (Camille) (p. 6192).

TAXE SUR LES CARTES GRISES : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182).

TERRORISME : FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185); SALVI (Pierre) (p. 6186); BERANGER (Jean) (p. 6191); TOMASINI (René) (p. 6194); GIRAULT (Jean-Marie) (p. 6196); BOILEAU (Roger) (p. 6198); COLIN (Jean) (p. 6202).

TRAVAILLEURS IMMIGRES : SALVI (Pierre) (p. 6186).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : RAYBAUD (Joseph) (p. 6180); DEFFERRE (Gaston) (p. 6183); SALVI (Pierre) (p. 6186).

VEUVES : DEFFERRE (Gaston) (p. 6182); TOMASINI (René) (p. 6195).

VIOLENCE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 6185); SALVI (Pierre) (p. 6186).

VOIRIE : RAYBAUD (Joseph) (p. 6181).

ZONES RURALES : REGNAULT (René) (p. 6202).

Examen des crédits et des articles 61, 62, 62 bis, 62 ter, 62 quater, 62 quinquies, 62 sexies, 62 septies, 62 octies et 63 bis (2 décembre 1982) (p. 6205, 6211) *MM. Charles Lederman, Gaston Defferre, ministre; Joseph Raybaud, rapporteur spécial; René Regnault, Jean Colin, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat; Adrien Gouteyron, Jean Béranger, Michel Moreigne, Roger Boileau.*

Etat B - TITRE III (p. 6205).

Adopté : amendement n° 121 de MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial, qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : réduction des crédits du titre III majorés par l'Assemblée nationale de façon à assurer le fonctionnement des délégations du ministère des droits de la femme qui n'a pas de budget propre (p. 6206).

Retiré : amendement n° 152 de MM. Jean Colin qui le soutient et Pierre Ceccaldi-Pavard : réduction des crédits du titre III destinés à la création d'emplois supplémentaires d'enquêteurs de police (p. 6207).

– Les crédits figurant au titre III sont rejetés (p. 6207 ; scrutin public n° 78 ; liste des votants p. 6227).

TITRE IV – Rejeté (p. 6207).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 6207).

TITRE VI (p. 6207).

Retiré : amendement n° 151 de MM. Jean Béranger qui le soutient et Stéphane Bonduel : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI en raison de la disparition du crédit consacré à la lutte contre les moustiques (p. 6208).

– Les crédits figurant au titre VI sont rejetés (p. 6208 ; scrutin public n° 79 ; liste des votants p. 6228).

Art. 61 (*Aménagement du régime de subventions aux départements pour la prise en charge du réseau routier national déclassé, rendu nécessaire par la création d'une dotation globale d'équipement*) (p. 6209).

Adopté : amendement n° 122 de MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial, qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article (p. 6209).

– L'art. 61 est supprimé (p. 6209).

Avant l'art. 62 (p. 6209).

Retiré : amendement n° 148 (article additionnel) de M. Michel Moreigne : création d'une dotation de fonctionnement minimale pour les départements de moins de 150 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel moyen par habitant de l'ensemble des départements (p. 6209).

Art. 62 (*Dotation globale de fonctionnement : dotation forfaitaire de certains départements*) (p. 6209).

Adopté : amendement n° 123 de MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial, qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : globalisation de la subvention attribuée aux départements pauvres (p. 6210).

– L'art. 62 est supprimé (p. 6210).

Art. 62 bis (*Modification des coefficients d'attribution moyenne par habitant*) – *Adopté* (p. 6210).

Art. 62 ter (*Répartition des majorations d'impôts entre les communes concernées*) – *Adopté* (p. 6210).

Art. 62 quater (*Majoration de dotation pour les communes structurellement déséquilibrées*) (p. 6210).

Rejeté : amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Fourcade, soutenu par M. Joseph Raybaud, rapporteur spécial : suppression de cet article substituant un système intégré à la dotation globale de fonctionnement aux subventions exceptionnelles d'équilibre (p. 6210).

– L'art. 62 quater est adopté (p. 6210).

Art. 62 quinquies (*Prise en compte des recensements de population pour la détermination de la dotation forfaitaire*) – *Adopté* (p. 6210).

Art. 62 sexies (*Prise en compte progressive des diminutions de population dans l'attribution de dotation de péréquation*) – *Adopté* (p. 6211).

Art. 62 septies (*Régulation de l'évolution des composants de la DGF*) – *Adopté* (p. 6211).

Art. 62 octies (*Evolution de la dotation forfaitaire dans les DOM*) – *Adopté* (p. 6211).

Art. 63 bis (*Prise en compte des indemnités de sujétions spéciale des personnels de police dans les pensions*) – *Adopté* (p. 6211).

Après l'art. 63 bis (p. 6211).

Retiré : amendement n° 147 (art. additionnel) de M. Roger Boileau : création de postes d'enquêteurs principaux de police (p. 6211).

JUSTICE

Discussion (8 décembre 1982) (p. 6500, 6522).

MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Georges Lombard, rapporteur spécial ; Edgar Tailhades, rapporteur pour avis ; Raymond Bourguine ; Pierre Carous, Léon Jozeau-Marigné, Félix Ciccolini, Marcel Rudloff, Charles Lederman.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE : BADINTER (Robert) (p. 6502, 6518) ; LOMBARD (Georges) (p. 6506) ; TAILHADES (Edgar) (p. 6507) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6511, 6512) ; CICCOLINI (Félix) (p. 6514).

AIDE JUDICIAIRE : BADINTER (Robert) (p. 6500) ; LOMBARD (Georges) (p. 6506) ; TAILHADES (Edgar) (p. 6507) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512) ; CICCOLINI (Félix) (p. 6512) ; LEDERMAN (Charles) (p. 6516).

CENTRES D'ORIENTATION ET D'ACTION EDUCATIVE : TAILHADES (Edgar) (p. 6507).

CODE PENAL : BADINTER (Robert) (p. 6500, 6519) ; TAILHADES (Edgar) (p. 6507) ; CICCOLINI (Félix) (p. 6514) ; LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

COLLECTIVITES LOCALES (justice) : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES : TAILHADES (Edgar) (p. 6508) ; CICCOLINI (Félix) (p. 6514).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : BADINTER (Robert) (p. 6518, 6531) ; LOMBARD (Georges) (p. 6531).

CONCILIATEURS : BADINTER (Robert) (p. 6504) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512).

CONDAMNES : LOMBARD (Georges) (p. 6504).

CONSEIL DE PRUD'HOMMES : LOMBARD (Georges) (p. 6504) ; LEDERMAN (Charles) (p. 6516) ; BADINTER (Robert) (p. 6518).

COUR DE CASSATION : TAILHADES (Edgar) (p. 6507) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512) ; BADINTER (Robert) (p. 6519).

CRIMINALITE : BADINTER (Robert) (p. 6501).

DELINQUANCE : BADINTER (Robert) (p. 6501, 6502, 6519) ; BOURGINE (Raymond) (p. 6508) ; CAROUS (Pierre) (p. 6510) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6513) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 6516) ; LEDERMAN (Charles) (p. 6516).

DELINQUANCE ECONOMIQUE : LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

DETENTION PROVISOIRE : BADINTER (Robert) (p. 6501) ; TAILHADES (Edgar) (p. 6507) ; BOURGINE (Raymond) (p. 6509) ; CAROUS (Pierre) (p. 6510) ; CICCOLINI (Félix) (p. 6514).

DETENUS : BADINTER (Robert) (p. 6501, 6502) ; LOMBARD (Georges) (p. 6506) ; TAILHADES (Edgar) (p. 6507) ; BOURGINE (Raymond) (p. 6508) ; LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

DROITS DE L'HOMME : CICCOLINI (Félix) (p. 6515).

ECOLE DE LA MAGISTRATURE : CICCOLINI (Félix) (p. 6513).

ECOLE PENITENTIAIRE DE METZ : CICCOLINI (Félix) (p. 6514).

EDUCATION SURVEILLEE : LOMBARD (Georges) (p. 6506) ; CICCOLINI (Félix) (p. 6514) ; LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

EMPLOIS (créations d') : BADINTER (Robert) (p. 6500) ; LOMBARD (Georges) (p. 6505) ; TAILHADES (Edgar) (p. 6506, 6507).

INFORMATIQUE : BADINTER (Robert) (p. 6503, 6519); LOMBARD (Georges) (p. 6506); TAILHADES (Edgar) (p. 6508); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6511); CICCOLINI (Félix) (p. 6513); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515); LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : BADINTER (Robert) (p. 6503, 6519); LOMBARD (Georges) (p. 6505); TAILHADES (Edgar) (p. 6508); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6511); LEDERMAN (Charles) (p. 6516).

FORMATION CONTINUE : BADINTER (Robert) (p. 6503).

FORMATION PROFESSIONNELLE : LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

JUGES SUPPLEANTS : JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512); JUSTICE : BADINTER (Robert) (p. 6500, 6501, 6502, 6503, 6504, 6505, 6517, 6518, 6519, 6520, 6521); LOMBARD (Georges) (p. 6504, 6505, 6506, 6521); TAILHADES (Edgar) (p. 6506, 6507, 6508); BOURGINE (Raymond) (p. 6508, 6509); CAROUS (Pierre) (p. 6509, 6510, 6511); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6511, 6512, 6513); CICCOLINI (Félix) (p. 6513, 6514, 6515); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515, 6516); LEDERMAN (Charles) (p. 6516, 6517).

JUSTICE (organisation de la) : BADINTER (Robert) (p. 6500, 6504, 6520); TAILHADES (Edgar) (p. 6507); BOURGINE (Raymond) (p. 6509); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512, 6513); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515).

LEGITIME DEFENSE : LOMBARD (Georges) (p. 6505); CAROUS (Pierre) (p. 6510); LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

LIBERTES PUBLIQUES : BADINTER (Robert) (p. 6500, 6519, 6520).

MAGISTRATS : BADINTER (Robert) (p. 6503, 6519, 6521); LOMBARD (Georges) (p. 6504, 6506); TAILHADES (Edgar) (p. 6507, 6508); CAROUS (Pierre) (p. 6509, 6510); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6511, 6512); CICCOLINI (Félix) (p. 6513, 6514); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515); LEDERMAN (Charles) (p. 6516, 6517).

NOTAIRES : CAROUS (Pierre) (p. 6511); BADINTER (Robert) (p. 6519).

PEINES : BADINTER (Robert) (p. 6502); TAILHADES (Edgar) (p. 6507); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6513); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515).

PEINE DE TRAVAIL D'INTERET GENERAL : BADINTER (Robert) (p. 6502).

PEINES DE SUBSTITUTION : BADINTER (Robert) (p. 6502); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515).

PREVENTION : BADINTER (Robert) (p. 6502, 6520); LOMBARD (Georges) (p. 6503); TAILHADES (Edgar) (p. 6507); CICCOLINI (Félix) (p. 6514); LEDERMAN (Charles) (p. 6517).

PRISONS : BADINTER (Robert) (p. 6501, 6502, 6519); LOMBARD (Georges) (p. 6506); TAILHADES (Edgar) (p. 6507); BOURGINE (Raymond) (p. 6508); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6512); CICCOLINI (Félix) (p. 6514); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515).

RECIDIVE : BADINTER (Robert) (p. 6501, 6502, 6519); CICCOLINI (Félix) (p. 6514).

SECURITE PUBLIQUE : BADINTER (Robert) (p. 6519); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6513); LEDERMAN (Charles) (p. 6517); BADINTER (Robert) (p. 6518, 6519).

SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE : CAROUS (Pierre) (p. 6510); BADINTER (Robert) (p. 6510).

TRIBUNAL DE L'APPLICATION DES PEINES : BADINTER (Robert) (p. 6518).

TRIBUNAUX (palais de justice) : BADINTER (Robert) (p. 6503).

TRIBUNAUX POUR ENFANTS : LOMBARD (Georges) (p. 6506); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 6511, 6512).

VICTIMES (droits des) : BADINTER (Robert) (p. 6500); LOMBARD (Georges) (p. 6505); TAILHADES (Edgar) (p. 6507); CICCOLINI (Félix) (p. 6514); RUDLOFF (Marcel) (p. 6515); LEDERMAN (Charles) (p. 6516); BADINTER (Robert) (p. 6519, 6520).

VIOLENCE : BADINTER (Robert) (p. 6504); BOURGINE (Raymond) (p. 6508).

Examen des crédits et de l'article 64 (8 décembre 1982) (p. 6521, 6523) MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Carous, Raymond Bourguine, Philippe de Bourgoing, Robert Badinter, ministre ; Pierre Schiélé.

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 6522 ; scrutin public n° 92 : liste des votants p. 6530, 6531).

TITRE IV – Rejeté (p. 6522).

Etat C – TITRE V ET VI – Rejetés (p. 6523).

Art. 64 (Aide judiciaire ; modification de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972) – Adopté (p. 6523 ; scrutin public n° 93 ; liste des votants p. 6531, 6532).

MER

Discussion (25 novembre 1982) (p. 5796, 5813) :

MM. Louis Le Pensec, ministre de la mer ; Camille Vallin, rapporteur spécial de la commission des finances (marine marchande) ; Jean Colin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; Daniel Millaud, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports) ; Melle Irma Rappuzzi, en remplacement de M. Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances (ports) ; MM. Michel Rigou, Raymond Dumont, Jean-François Le Grand, Philippe Madrelle, Charles Ferrant, Marc Becam, Yves Le Cozannet, René Regnault, Joseph Yvon, Bernard Legrand.

CENTRALES THERMIQUES : LE COZANNET (Yves) (p. 5807) ; LE PENSEC (Louis) (p. 5811).

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCEANS (CNEXO) : LE GRAND (Jean-François) (p. 5805) ; LE PENSEC (Louis) (p. 5809).

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE : MILLAUD (Daniel) (p. 5802).

CHERCHEURS : LE GRAND (Jean-François) (p. 5805) ; LE PENSEC (Louis) (p. 5809).

COMMERCE EXTERIEUR : LE PENSEC (Louis) (p. 5796) ; COLIN (Jean) (p. 5799) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5805).

COMMUNAUTES EUROPEENNES : VALLIN (Camille) (p. 5799) ; DUMONT (Raymond) (p. 5803) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 5804) ; FERRANT (Charles) (p. 5806) ; LE PENSEC (Louis) (p. 5809, 5811).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : COLIN (Jean) (p. 5800) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5805) ; FERRANT (Charles) (p. 5806).

CONSTRUCTION NAVALE : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5809) ; VALLIN (Camille) (p. 5798) ; COLIN (Jean) (p. 5800, 5801) ; FERRANT (Charles) (p. 5806) ; REGNAULT (René) (p. 5807) ; LEGRAND (Bernard) (p. 5809).

CULTURES MARINES : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5797, 5810) ; RIGOU (Michel) (p. 5803) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 5805) ; REGNAULT (René) (p. 5807).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : MILLAUD (Daniel) (p. 5801).

DIRECTIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES DES AFFAIRES DE LA MER : REGNAULT (René) (p. 5807).

DROIT INTERNATIONAL DE LA MER : LE PENSEC (Louis) (p. 5811).

EQUIPEMENTS : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5810); MILLAUD (Daniel) (p. 5802).

FONDS D'AIDE A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION : DUMONT (Raymond) (p. 5803).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : LE GRAND (Jean-François) (p. 5805).

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA) : LE GRAND (Jean-François) (p. 5804).

FORMATION PROFESSIONNELLE : LE GRAND (Jean-François) (p. 5804), REGNAULT (René) (p. 5807).

FRETS ET PASSAGES : LE PENSEC (Louis) (p. 5796); VALLIN (Camille) (p. 5798).

INNOVATION : LE PENSEC (Louis) (p. 5797).

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PECHEES MARITIMES (ISTPM) : LE GRAND (Jean-François) (p. 5805); LE PENSEC (Louis) (p. 5809).

INVESTISSEMENTS : MADRELLE (Philippe) (p. 5805).

KERGUELEN (pêche) : COLIN (Jean) (p. 5800); LE PENSEC (Louis) (p. 5810).

LICENCIEMENTS : COLIN (Jean) (p. 5801); LE PENSEC (Louis) (p. 5809); LEGRAND (Bernard) (p. 5809).

LITTORAL (protection du) : VALLIN (Camille) (p. 5798); LE COZANNET (Yves) (p. 5807).

MARINE MARCHANDE : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5809); VALLIN (Camille) (p. 5798); COLIN (Jean) (p. 5799, 5801); FERRANT (Charles) (p. 5806).

MARINS : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5797, 5810); VALLIN (Camille) (p. 5799); LE GRAND (Jean-François) (p. 5804); YVON (Joseph) (p. 5808, 5809) MARINS PECHEURS : COLIN (Jean) (p. 5800); RIGOU (Michel) (p. 5803); LE GRAND (Jean-François) (p. 5804); BECAM (Marc) (p. 5807); LE PENSEC (Louis) (p. 5811).

NAUFRAGES : BECAM (Marc) (p. 5806); LE PENSEC (Louis) (p. 5811).

NAVIGATION DE PLAISANCE : FERRANT (Charles) (p. 5806).

NODULES POLYMETALLIQUES : REGNAULT (René) (p. 5807).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE) : COLIN (Jean) (p. 5800).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : VALLIN (Camille) (p. 5798); FERRANT (Charles) (p. 5806); LE PENSEC (Louis) (p. 5809).

PECHEES MARITIMES : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5797, 5809, 5810); VALLIN (Camille) (p. 5799); COLIN (Jean) (p. 5800); RIGOU (Michel) (p. 5803); DUMONT (Raymond) (p. 5803); MADRELLE (Philippe) (p. 5806); FERRANT (Charles) (p. 5806); BECAM (Marc) (p. 5806); REGNAULT (René) (p. 5807).

PENSIONS DE RETRAITE : LE PENSEC (Louis) (p. 5797, 5810, 5811); VALLIN (Camille) (p. 5799); COLIN (Jean) (p. 5799); YVON (Joseph) (p. 5808).

PENSIONS DE REVERSION : YVON (Joseph) (p. 5809); LE PENSEC (Louis) (p. 5811).

PHARES ET BALISES : LE COZANNET (Yves) (p. 5807); REGNAULT (René) (p. 5807).

PILOTAGE MARITIME : VALLIN (Camille) (p. 5799).

POLLUTION (mer) : LE PENSEC (Louis) (p. 5809, 5810).

PORTS AUTONOMES : MILLAUD (Daniel) (p. 5801, 5802); RAPUZZI (Irma) (p. 5803); MADRELLE (Philippe) (p. 5805); FERRANT (Charles) (p. 5806); LE PENSEC (Louis) (p. 5810).

PORTS MARITIMES : LE PENSEC (Louis) (p. 5796, 5810, 5811); MILLAUD (Daniel) (p. 5801, 5802); RAPUZZI (Irma) (p. 5802, 5803); MADRELLE (Philippe) (p. 5805, 5806); FERRANT (Charles) (p. 5806); LE COZANNET (Yves) (p. 5807); REGNAULT (René) (p. 5807).

RECHERCHE : COLIN (Jean) (p. 5801); RIGOU (Michel) (p. 5803); LE GRAND (Jean-François) (p. 5805); REGNAULT (René) (p. 5807); LE PENSEC (Louis) (p. 5810).

REPARATION NAVALE : LE PENSEC (Louis) (p. 5796).

SAUVETAGE EN MER : REGNAULT (René) (p. 5807).

SECURITE MARITIME : LE PENSEC (Louis) (p. 5797, 5811); VALLIN (Camille) (p. 5798); COLIN (Jean) (p. 5801); BECAM (Marc) (p. 5807); LE COZANNET (Yves) (p. 5807); REGNAULT (René) (p. 5807).

SITES ET PAYSAGES (protection des) : LE COZANNET (Yves) (p. 5807).

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER : VALLIN (Camille) (p. 5799); LE PENSEC (Louis) (p. 5809).

TRANSPORTS ROUTIERS : MILLAUD (Daniel) (p. 5802).

TUNNEL SOUS LA MANCHE : LE COZANNET (Yves) (p. 5807).

USINES MAREMOTRICES : LE GRAND (Jean-François) (p. 5805).

VEUVES : YVON (Joseph) (p. 5808).

Examen des crédits et de l'article 65 (25 novembre 1982) (p. 5811, 5813) : *MM. Joseph Yvon, au nom de la commission des affaires économiques; Camille Vallin, rapporteur spécial; Louis Le Pensec, ministre.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 5812; scrutin public n° 51; liste des votants p. 5818, 5819).

TITRE IV – Rejeté (p. 5812).

Etat C – TITRE V ET TITRE VI – Rejetés (p. 5812).

Art. 65 (Modification du deuxième alinéa de l'art. L. 43 du code des pensions de retraite des marins) – Adopté (p. 5812).

Après l'art. 65 (p. 5812).

Irrecevable (art. 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances) : amendement n° 114 (art. additionnel) de MM. Joseph Yvon et Jean Colin : modification du code des pensions de retraite des marins en faveur des veuves remariées, redevenues veuves ou divorcées ou séparées de corps; dépenses gagées par la création d'une taxe de 50 F sur les permis de chasse sous-marine (p. 5813).

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6334, 6353).

MM. Michel Rocard, ministre du Plan et l'aménagement du territoire; Paul Jargot, rapporteur spécial de la commission des finances (commissariat général du Plan et économie sociale); Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial de la commission des finances (aménagement du territoire); Bernard Barbier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

et du Plan (Plan) ; Roger Rinchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan (aménagement du territoire) ; Pierre Noé, Rémi Herment, Jacques Pelletier, Bernard-Michel Hugo, Philippe Madrelle, Michel Rigou, Marcel Vidal, Adolphe Chauvin.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : ROCARD (Michel) (p. 6334, 6335, 6336, 6337, 6347, 6348, 6349, 6350, 6351, 6352) ; JARGOT (Paul) (p. 6337, 6338) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6338, 6339, 6352) ; BARBIER (Bernard) (p. 6339, 6340, 6351) ; RINCHET (Roger) (p. 6340, 6341) ; NOE (Pierre) (p. 6341) ; HERMENT (Rémi) (p. 6341, 6342, 6343, 6353) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343, 6344) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344, 6345) ; MADRELLE (Philippe) (p. 6345) ; RIGOU (Michel) (p. 6345, 6346) ; VIDAL (Marcel) (p. 6346, 6347) ; RINCHET (Roger) (p. 6349) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6352).

AQUITAINE : MADRELLE (Philippe) (p. 6345).

ASSOCIATIONS : HERMENT (Rémi) (p. 6342).

AUTOROUTES : PELLETIER (Jacques) (p. 6344).

BANQUES : ROCARD (Michel) (p. 6351).

BATIMENT (industrie) : PELLETIER (Jacques) (p. 6343).

CENTRALES THERMIQUES : MADRELLE (Philippe) (p. 6345).

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION (CREDOC) : ROCARD (Michel) (p. 6335).

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE : BARBIER (Bernard) (p. 6339).

CENTRE D'ETUDE DES REVENUS ET DES COÛTS (CERC) : ROCARD (Michel) (p. 6335) ; BARBIER (Bernard) (p. 6339).

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII) : ROCARD (Michel) (p. 6335) ; JARGOT (Paul) (p. 6337) ; BARBIER (Bernard) (p. 6339).

CHERCHEURS : ROCARD (Michel) (p. 6335).

CHOMAGE : BARBIER (Bernard) (p. 6340).

COLLECTIVITES LOCALES : ROCARD (Michel) (p. 6335).

COMITE D'ORGANISATION DES RECHERCHES APPLIQUEES SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (CORDES) : BARBIER (Bernard) (p. 6339).

COMITE INTERMINISTERIEL D'AIDE A LA LOCALISATION DES ACTIVITES (CIALA) : ROCARD (Michel) (p. 6335).

COMITES DEPARTEMENTAUX DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES (CODEFI) : RINCHET (Roger) (p. 6341) ; ROCARD (Michel) (p. 6349).

COMMERCE EXTERIEUR : BARBIER (Bernard) (p. 6339).

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN : ROCARD (Michel) (p. 6334) ; JARGOT (Paul) (p. 6337) ; BARBIER (Bernard) (p. 6339) ; NOE (Pierre) (p. 6341).

COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION : ROCARD (Michel) (p. 6334) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6350) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343).

CONSERVATOIRE DU LITTORAL : RINCHET (Roger) (p. 6340).

CONTRATS DE PAYS : RIGOU (Michel) (p. 6346).

CONTRATS DE PLAN : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6350) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6338) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343) ; MADRELLE (Philippe) (p. 6345) ; RIGOU (Michel) (p. 6346).

COOPERATIVES : ROCARD (Michel) (p. 6336) ; JARGOT (Paul) (p. 6338) ; RIGOU (Michel) (p. 6346).

DECENTRALISATION : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6351) ; RINCHET (Roger) (p. 6340) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344) ; DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR) : MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6338) ; BARBIER (Bernard) (p. 6339) ; NOE (Pierre) (p. 6341) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342) ; VIDAL (Marcel) (p. 6346) ; ROCARD (Michel) (p. 6348).

ECONOMIE SOCIALE : ROCARD (Michel) (p. 6336, 6347, 6350, 6351) ; JARGOT (Paul) (p. 6337) ; NOE (Pierre) (p. 6341) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344) ; RIGOU (Michel) (p. 6345, 6346).

EMPLOIS (créations d') : MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6339) ; RINCHET (Roger) (p. 6340) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344).

ENTREPRISES : BARBIER (Bernard) (p. 6340, 6351) ; HERMENT (Rémi) (p. 6343) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344) ; ROCARD (Michel) (p. 6348, 6349, 6350, 6351) ; RINCHET (Roger) (p. 6349).

EQUIPEMENTS : HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344).

FINANCES (ministère) : ROCARD (Michel) (p. 6335).

FONDS D'AIDE A LA DECENTRALISATION (FAD) : ROCARD (Michel) (p. 6336).

FONDS D'AMENAGEMENT URBAIN (FAU) : PELLETIER (Jacques) (p. 6343).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : RINCHET (Roger) (p. 6341).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER) : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6350) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343).

FONDS INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT) : ROCARD (Michel) (p. 6336, 6350) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342).

FONDS INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT RURAL (FIDAR) : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6336, 6350) ; RINCHET (Roger) (p. 6341) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343) ; RIGOU (Michel) (p. 6346).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : ROCARD (Michel) (p. 6335).

ILE DE FRANCE : ROCARD (Michel) (p. 6351).

INDUSTRIE : NOE (Pierre) (p. 6341) ; ROCARD (Michel) (p. 6348, 6349, 6351, 6352) ; HERMENT (Rémi) (p. 6353).

INFORMATION : BARBIER (Bernard) (p. 6339).

INNOVATION : NOE (Pierre) (p. 6341).

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE (IDES) : ROCARD (Michel) (p. 6337, 6351).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE) : ROCARD (Michel) (p. 6347).

JOURNAL OFFICIEL : ROCARD (Michel) (p. 6350).

LANGUEDOC ROUSSILLON : ROCARD (Michel) (p. 6336) ; RINCHET (Roger) (p. 6340) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342).

LITTORAL : ROCARD (Michel) (p. 6335) ; RINCHET (Roger) (p. 6341).

MEUSE (département) : HERMENT (Rémi) (p. 6343, 6353) ; ROCARD (Michel) (p. 6350, 6352).

MONTAGNE : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6349) ; RINCHET (Roger) (p. 6341).

PLAN : ROCARD (Michel) (p. 6334, 6348, 6349, 6350) ; JARGOT (Paul) (p. 6337) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6338) ; BARBIER (Bernard) (p. 6339) ; NOE (Pierre) (p. 6341) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344) ; MADRELLE (Philippe) (p. 6345) ; VIDAL (Marcel) (p. 6346).

PLAN DU GRAND SUD-OUEST : ROCARD (Michel) (p. 6336) ; MADRELLE (Philippe) (p. 6345).

PLAN INTERIMAIRE : BARBIER (Bernard) (p. 6339, 6351) ; ROCARD (Michel) (p. 6348, 6351) PRIME A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (PAT) : ROCARD (Michel) (p. 6336, 6350) ; RINCHET (Roger) (p. 6340) ; NOE (Pierre) (p. 6341) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343) ; RIGOU (Michel) (p. 6346).

PRIX (blocage) : BARBIER (Bernard) (p. 6340) ; ROCARD (Michel) (p. 6349).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) : BARBIER (Bernard) (p. 6351).

RECHERCHE : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6351) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344).

REGIONALISATION : ROCARD (Michel) (p. 6335, 6348, 6350, 6351) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6338) ; RINCHET (Roger) (p. 6341) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6343) ; MADRELLE (Philippe) (p. 6345) ; VIDAL (Marcel) (p. 6347).

REGION PARISIENNE : RINCHET (Roger) (p. 6340) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344) ; ROCARD (Michel) (p. 6351).

ROUTES : ROCARD (Michel) (p. 6335) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6344) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344).

SIDERURGIE (industrie) : HERMENT (Rémi) (p. 6343).

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (SCOP) : ROCARD (Michel) (p. 6336, 6350) ; RIGOU (Michel) (p. 6346).

STATISTIQUES : MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 6338) ; ROCARD (Michel) (p. 6347).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : BARBIER (Bernard) (p. 6339) ; HERMENT (Rémi) (p. 6342) ; MADRELLE (Philippe) (p. 6345) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 6352) ; ROCARD (Michel) (p. 6352).

TOURISME : ROCARD (Michel) (p. 6336, 6349) ; RINCHET (Roger) (p. 6341).

TRANSPORTS : ROCARD (Michel) (p. 6349).

VILLES MOYENNES : RIGOU (Michel) (p. 6346).

VILLES NOUVELLES : ROCARD (Michel) (p. 6336) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344).

ZONES MINIERES : ROCARD (Michel) (p. 6336) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 6344).

ZONES RURALES : RIGOU (Michel) (p. 6346) ; ROCARD (Michel) (p. 6350).

Examen des crédits (6 décembre 1982) (p. 6353) : *M. Jean Chérioux*.

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 6353 ; scrutin public n° 82 ; liste des votants p. 6401).

TITRE IV – Adopté (p. 6353).

Etat C – TITRES V ET VI – Adoptés (p. 6353).

RECHERCHE ET INDUSTRIE

Discussion (10 décembre 1982) (p. 6631, 6652) ; (11 décembre 1982) (p. 6666, 6679).

MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie ; Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie ; Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial de la commission des finances (I. Recherche) ; René Tomasini, rapporteur spécial de la commission des finances (II. Industrie) ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Recherche scientifique et technique) ; Pierre Noé, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Recherche scientifique) ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Industrie) ; Richard Pouille, en remplacement de M. Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Energie) ; André Rabineau, Stéphane Bonduel, Mme Danielle Bidard, MM. Michel Maurice-Bokanowski, Hubert Martin, Roland Grimaldi, Raymond Dumont, Louis Souvet, Louis Lazuech, Lionel Cherrier, Germain Authié, Maurice Janetti, Bernard Parmentier, Hubert Martin, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.

AGENCE FRANCAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE : HERVE (Edmond) (p. 6636) ; TOMASINI (René) (p. 6641) ; NOE (Pierre) (p. 6670).

AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6635).

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6642) ; NOE (Pierre) (p. 6643) ; GRIMALDI (Roland) (p. 6652).

AGENCES REGIONALES D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632).

ALGERIE : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6677) ; TOMASINI (René) (p. 6641) ; POUILLE (Richard) (p. 6646) ; JANETTI (Maurice) (p. 6671).

ALLOCATIONS DE RECHERCHE : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6639).

ALUMINIUM (industrie) : AUTHIE (Germain) (p. 6671) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR) : TOMASINI (René) (p. 6640).

AUTOMOBILE (industrie) : SOUVET (Louis) (p. 6668) ; NOE (Pierre) (p. 6669) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

BIOLOGIE : NOE (Pierre) (p. 6644).

BOIS (industrie) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6635) ; AUTHIE (Germain) (p. 6671).

BREVETS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633).

BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (BRGM) : BIDARD (Danielle) (p. 6648) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6674).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6639).

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPACIALES (CNES) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCEANS (CNEXO) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

CHARBON : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6676, 6677, 6678) ; TOMASINI (René) (p. 6640) ; POUILLE (Richard) (p. 6646, 6677), MAURICE-BOKANOWSKI (Michel)

(p. 6640) ; DUMONT (Raymond) (p. 6667) ; NOE (Pierre) (p. 6669) ; JANETTI (Maurice) (p. 6671).

CHARBONNAGES DE FRANCE : HERVE (Edmond) (p. 6637) ; TOMASINI (René) (p. 6640) ; POUILLE (Richard) (p. 6645) ; DUMONT (Raymond) (p. 6667) ; LAZUECH (Louis) (p. 6669) ; NOE (Pierre) (p. 6669).

CHERCHEURS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633, 6634, 6672) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6638) ; BIDARD (Danielle) (p. 6648).

CHIMIE (Industrie) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

CITROEN (société) : SOUVET (Louis) (p. 6668, 6675).

COLLOQUE NATIONAL SUR LA RECHERCHE ET LA TECHNOLOGIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632).

COMMERCE EXTERIEUR : SOUVET (Louis) (p. 6668) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6674).

COMMISSARIAT DE L'ENERGIE ATOMIQUE (CEA) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634) ; NOE (Pierre) (p. 6643).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6639).

ECOLE DES MINES : TOMASINI (René) (p. 6640).

ELECTRICITE : HERVE (Edmond) (p. 6636, 6637, 6679) ; POUILLE (Richard) (p. 6646) ; DUMONT (Raymond) (p. 6666, 6667).

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634) ; TOMASINI (René) (p. 6641) ; ELECTRONIQUE (industriel) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6635) ; TOMASINI (René) (p. 6641) ; COLLOMB (Francisque) (p. 6645).

ELF AQUITAINE (société nationale) (SNEA) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

ENERGIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634) ; HERVE (Edmond) (p. 6636, 6637, 6638) ; POUILLE (Richard) (p. 6645, 6677) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6649) ; DUMONT (Raymond) (p. 6666, 6667) ; NOE (Pierre) (p. 6669, 6670) ; JANETTI (Maurice) (p. 6671, 6672).

ENERGIE (économies d') : POUILLE (Richard) (p. 6645) ; NOE (Pierre) (p. 6669).

ENERGIE NUCLEAIRE : HERVE (Edmond) (p. 6636, 6676, 6677) ; TOMASINI (René) (p. 6641) ; POUILLE (Richard) (p. 6646) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6646) ; DUMONT (Raymond) (p. 6666).

ENERGIES NOUVELLES : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6678) ; POUILLE (Richard) (p. 6646) ; NOE (Pierre) (p. 6669) ; JANETTI (Maurice) (p. 6671).

ENTREPRISES (charges des) : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6650) ; SOUVET (Louis) (p. 6668).

ENTREPRISES NATIONALES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634, 6635, 6674) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6670) ; TOMASINI (René) (p. 6642) ; NOE (Pierre) (p. 6644) ; COLLOMB (Francisque) (p. 6645) ; RABINEAU (André) (p. 6647) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6648) ; SOUVET (Louis) (p. 6667).

EXPORTATIONS : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6650).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : SOUVET (Louis) (p. 6668).

FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES : HERVE (Edmond) (p. 6637).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : TOMASINI (René) (p. 6641).

GAZ : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6677) ; TOMASINI (René) (p. 6641) ; POUILLE (Richard) (p. 6646) ; DUMONT (Raymond) (p. 6667) ; JANETTI (Maurice) (p. 6671) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

GEOPHYSIQUE : DUMONT (Raymond) (p. 6666) ; HERVE (Edmond) (p. 6678).

GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC (recherche) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633, 6634) ; NOE (Pierre) (p. 6644) ; GRIMALDI (Roland) (p. 6651, 6652).

HOUILLERES : HERVE (Edmond) (p. 6637) ; DUMONT (Raymond) (p. 6667).

GREVES : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6650) ; SOUVET (Louis) (p. 6668).

GROUPEMENTS D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (GERDAT) : CHERRIER (Lionel) (p. 6670) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

HYDROCARBURES : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6678).

INDUSTRIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6631, 6632, 6634, 6635, 6672, 6676) ; TOMASINI (René) (p. 6640, 6641, 6642) ; COLLOMB (Francisque) (p. 6644) ; RABINEAU (André) (p. 6646) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 6648) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6649) ; MARTIN (Hubert) (p. 6650) ; GRIMALDI (Roland) (p. 6651) ; SOUVET (Louis) (p. 6667).

IMPORTATIONS : SOUVET (Louis) (p. 6667) ; AUTHIE (Germain) (p. 6671).

INFORMATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632) ; HERVE (Edmond) (p. 6636).

INFORMATIQUE : TOMASINI (René) (p. 6641) ; COLLOMB (Francisque) (p. 6645) ; INGÉNIEURS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632) ; NOE (Pierre) (p. 6644).

INGENIEURS TECHNICIENS ET ADMINISTRATIFS (ITA) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633) ; BIDARD (Danielle) (p. 6649).

INNOVATION : TOMASINI (René) (p. 6641) ; SOUVET (Louis) (p. 6668) ; NOE (Pierre) (p. 6669).

INSPECTEURS DE LA RECHERCHE : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6639).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634) ; NOE (Pierre) (p. 6643).

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634, 6672).

INTERET (taux d') : RABINEAU (André) (p. 6647) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 6659) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6674).

INVESTISSEMENTS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6635, 6674) ; HERVE (Edmond) (p. 6636, 6637) ; COLLOMB (Francisque) (p. 6645) ; RABINEAU (André) (p. 6646) ; MARTIN (Hubert) (p. 6651) ; AUTHIE (Germain) (p. 6671).

LABORATOIRES : SOUVET (Louis) (p. 6667).

LA VILLETTE (musée) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6643).

LORRAINE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634, 6674, 6675) ; HERVE (Edmond) (p. 6637) ; MARTIN (Hubert) (p. 6651, 6675) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6674) ; POUILLE (Richard) (p. 6677).

MACHINE-OUTIL (industrie) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634, 6676) ; TOMASINI (René) (p. 6641).

MATIERES PREMIERES : TOMASINI (René) (p. 6641); CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6672, 6674).

MINES DE FER : MARTIN (Hubert) (p. 6651, 6675); CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6674, 6675).

MINEURS (travailleurs de la mine) : MARTIN (Hubert) (p. 6675); POUILLE (Richard) (p. 6677).

MUSEES : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6642).

NICKEL : CHERRIER (Lionel) (p. 6671); CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

NOUVELLE CALEDONIE : CHERRIER (Lionel) (p. 6670, 6671); CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

PECHINEY-UGINE-KUHLMAN (Société) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER (ORSTOM) : CHERRIER (Lionel) (p. 6670); CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6676).

OFFICE DES RAYONNEMENTS IONISANTS D'ORSAY (ORIS) : NOE (Pierre) (p. 6643).

OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES : GRIMALDI (Roland) (p. 6652).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6640); NOE (Pierre) (p. 6644); AUTHIE (Germain) (p. 6671).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632, 6672).

PETROLE : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6678); POUILLE (Richard) (p. 6646); DUMONT (Raymond) (p. 6667).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632, 6634, 6635, 6672, 6676); TOMASINI (René) (p. 6641, 6642); COLLOMB (Francisque) (p. 6644, 6645); RABINEAU (André) (p. 6647); SOUVET (Louis) (p. 6668); LUZUECH (Louis) (p. 6668, 6669); NOE (Pierre) (p. 6669); AUTHIE (Germain) (p. 6671) RECHERCHE ET INDUSTRIE (ministère) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6665).

RECHERCHE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6631, 6632, 6633, 6634, 6672); HERVE (Edmond) (p. 6636); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 6638, 6639, 6640); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6642, 6643); NOE (Pierre) (p. 6643, 6644); RABINEAU (André) (p. 6647); BONDUEL (Stéphane) (p. 6648); BIDARD (Danielle) (p. 6648); GRIMALDI (Roland) (p. 6651).

RECHERCHE FONDAMENTALE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632, 6674); BIDARD (Danielle) (p. 6649); GRIMALDI (Roland) (p. 6651).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6642, 6643); NOE (Pierre) (p. 6643, 6644); CHERRIER (Lionel) (p. 6670).

REGIONALISATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6633); NOE (Pierre) (p. 6644).

RENAULT (Régie) : SOUVET (Louis) (p. 6668).

RHONE POULENC (société) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

SIDERURGIE (industrie) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634, 6674); MARTIN (Hubert) (p. 6651); LAZUECH (Louis) (p. 6669); PARMANTIER (Bernard) (p. 6674).

Société coopérative matière de production : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6635).

TAXES PARAFISCALES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6632).

TEXTILE (industrie) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634, 6635, 6676); AUTHIE (Germain) (p. 6671).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : HERVE (Edmond) (p. 6637, 6677); TOMASINI (René) (p. 6641); DUMONT (Raymond) (p. 6667).

USINOR (société) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 6634).

Examen des crédits et des articles 52 bis et 68 (11 décembre 1982) (p. 6679, 6683) *MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial; Jean-Pierre Chevenement, ministre.*

Art. 52 bis (*Crédit d'impôt en faveur des entreprises qui augmentent leur effort de recherche*) – Demande de priorité adopté (p. 6679).

Adoptés: amendement n° 175 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial: fixation d'un plafond de 3 millions de francs pour le premier exercice budgétaires, pour pouvoir bénéficier du crédit d'impôt accordé aux entreprises (p. 6680) – Amendement n° 176 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial: suppression du premier alinéa du paragraphe VI relatif à l'application des dispositions du présent article, aux dépenses de recherche mentionnées au II, exposées au cours des années 1983 à 1987 sur option de l'entreprise valable jusqu'au terme de cette période (p. 6681) – Amendement n° 177 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial: suppression du paragraphe VIII relatif à l'abrogation de l'article 39 quinquies A bis du Code général des impôts (p. 6681).

– L'art. 52 bis est adopté (p. 6681).

I RECHERCHE

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 6681).

TITRE IV – Rejeté (p. 6681).

Etat C – TITRE V et VI – Adoptés (p. 6681).

II INDUSTRIE

Etat B – TITRE III et VI – Adoptés (p. 6681).

Etat C – TITRE V et VI – Adoptés (p. 6680).

Art. 60 (*Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base*) – Adopté (p. 6683).

RELATIONS EXTERIEURES

Discussion (7 décembre 1982) (p. 6406, 6451).

MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures; André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes; Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances; Josy Moinet, rapporteur spécial de la commission des finances (I. Services diplomatiques et généraux); Robert Schmitt, rapporteur spécial de la commission des finances (II. Coopération) – Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations extérieures); Roger Poudonson en remplacement de M. Francis Palmero, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations extérieures; relations culturelles); Louis Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (coopération); Jacques Pelletier, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques); Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (coopération); Jean Francou, Jean Béranger, Jean Garcia, Jacques Habert, Paul d'Ornano, André Bettencourt, Robert Portillon, Mme Rolande Perlican; MM. Charles de Cuttoli, Pierre Croze, Pierre Matraja, Jean Repiquet, Gérard Gaud.

AFGHANISTAN : CHEYSSON (Claude) (p. 6410); MONT (Claude) (p. 6422); GARCIA (Jean) (p. 6432); BETTENCOURT (André) (p. 6436); PONTILLON (Robert) (p. 6438); REPIQUET (Georges) (p. 6445).

AFRIQUE : CHEYSSON (Claude) (p. 6408, 6409) ; COT (Jean-Pierre) (p. 6414, 6448) ; SCHMITT (Robert) (p. 6419, 6451) ; MARTIN (Louis) (p. 6425) ; GARCIA (Jean) (p. 6432) ; HABERT (Jacques) (p. 6432) ; BETTENCOURT (André) (p. 6436, 6437) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6440) ; CROZE (Pierre) (p. 6442) ; GAUD (Gérard) (p. 6445).

AFRIQUE DU NORD : COT (Jean-Pierre) (p. 6415) ; MOINET (Josy) (p. 6417) ; CROZE (Pierre) (p. 6442) ; GAUD (Gérard) (p. 6445).

AFRIQUE DU SUD : CHEYSSON (Claude) (p. 6409).

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE : MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

ALGERIE : CHEYSSON (Claude) (p. 6409) ; MOINET (Josy) (p. 6416) ; MONT (Claude) (p. 6421) ; BERANGER (Jean) (p. 6430) ; HABERT (Jacques) (p. 6434) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435) ; PONTILLON (Robert) (p. 6439) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6440) ; CROZE (Pierre) (p. 6442) ; GAUD (Gérard) (p. 6445) ; COT (Jean-Pierre) (p. 6448).

ALLIANCE ATLANTIQUE : CHEYSSON (Claude) (p. 6410) ; MONT (Claude) (p. 6423) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435).

AMERIQUE CENTRALE : CHEYSSON (Claude) (p. 6408) ; MONT (Claude) (p. 6422) ; GARCIA (Jean) (p. 6432) ; BETTENCOURT (André) (p. 6436) ; CHANDERNAGOR (André) (p. 6446).

AMERIQUE LATINE : GARCIA (Jean) (p. 6432) ; CROZE (Pierre) (p. 6442).

ANTILLES : COT (Jean-Pierre) (p. 6414).

ARMES (ventes d') : MONT (Claude) (p. 6423).

ASIE : CHEYSSON (Claude) (p. 6409) ; MONT (Claude) (p. 6422) ; GARCIA (Jean) (p. 6432) ; BETTENCOURT (André) (p. 6436) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6440) ; CROZE (Pierre) (p. 6442) ; REPIQUET (Georges) (p. 6444).

ASSOCIATION DU SUD-EST DE L'ASIE : CHEYSSON (Claude) (p. 6409).

ASSOCIATION FRANCAISE D'ACTION ARTISTIQUE : CHEYSSON (Claude) (p. 6408).

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (AID) : COT (Jean-Pierre) (p. 6449).

ASSOCIATION NATIONALE DES ECOLES FRANCAISES DE L'ETRANGER (ANEFE) : HABERT (Jacques) (p. 6433).

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET L'INFORMATION SUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (ARIAD) : FRANCOU (Jean) (p. 6429) ; COT (Jean-Pierre) (p. 6448).

AUDIOVISUEL : MOINET (Josy) (p. 6418) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6427).

BOURSES D'ETUDES : MOINET (Josy) (p. 6416) ; POU-DONSON (Roger) (p. 6423) ; HABERT (Jacques) (p. 6433, 6434) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435).

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE : SCHMITT (Robert) (p. 6419).

CENTRES INTERNATIONAUX DE DOCUMENTATION ET DE DIFFUSION : PELLETIER (Jacques) (p. 6427).

COMMERCE EXTERIEUR : CHANDERNAGOR (André) (p. 6412) ; MONT (Claude) (p. 6422) ; CROZE (Pierre) (p. 6442) ; REPIQUET (Georges) (p. 6444).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CHEYSSON (Claude) (p. 6411) ; CHANDERNAGOR (André) (p. 6411, 6412, 6413, 6446) ; MONT (Claude) (p. 6422) ; BERANGER (Jean) (p. 6431) ; BETTENCOURT

(André) (p. 6437) ; MATRAJA (Pierre) (p. 6443) ; COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (Elargissement de la) : CHANDERNAGOR (André) (p. 6412, 6446) ; PONTILLON (Robert) (p. 6438) ; MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT FRANCAIS A L'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 6434).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS A L'ETRANGER : CHEYSSON (Claude) (p. 6407, 6449) ; HABERT (Jacques) (p. 6433, 6434) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435) ; CUTTOLI (Charles de) (p. 6441).

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES : MONT (Claude) (p. 6421) ; PONTILLON (Robert) (p. 6439).

COOPERANTS : COT (Jean-Pierre) (p. 6415, 6447) ; SCHMITT (Robert) (p. 6419) ; MARTIN (Louis) (p. 6425) ; GAUD (Gérard) (p. 6446).

COOPERATION : COT (Jean-Pierre) (p. 6413, 6414, 6415) ; MOINET (Josy) (p. 6417) ; SCHMITT (Robert) (p. 6418, 6419, 6444) ; MARTIN (Louis) (p. 6425, 6426) ; DELMAS (Lucien) (p. 6427, 6428) ; BERANGER (Jean) (p. 6430) ; PERLICAN (Rolande) (p. 6440) ; CROZE (Pierre) (p. 6442) ; MATRAJA (Pierre) (p. 6443) ; GAUD (Gérard) (p. 6445, 6446) ; CHEYSSON (Claude) (p. 6449).

COOPERATION CULTURELLE : SCHWINT (Robert) (p. 6419) ; MARTIN (Louis) (p. 6425) ; PELLETIER (Jacques) (p. 6426, 6427) ; BERANGER (Jean) (p. 6430).

COOPERATION MILITAIRE : SCHMITT (Robert) (p. 6419) ; MARTIN (Louis) (p. 6425) ; DELMAS (Lucien) (p. 6427) ; GAUD (Gérard) (p. 6446) ; COT (Jean-Pierre) (p. 6447).

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE : CHEYSSON (Claude) (p. 6407) ; MOINET (Josy) (p. 6417) ; MONT (Claude) (p. 6421) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435) ; PONTILLON (Robert) (p. 6439, 6440) ; REPIQUET (Georges) (p. 6444).

DEFENSE : CHEYSSON (Claude) (p. 6410, 6450) ; GARCIA (Jean) (p. 6431) ; BETTENCOURT (André) (p. 6436) ; PONTILLON (Robert) (p. 6438).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : MOINET (Josy) (p. 6418).

DESARMEMENT : GARCIA (Jean) (p. 6431) ; BETTENCOURT (André) (p. 6436) ; PONTILLON (Robert) (p. 6438) ; CHEYSSON (Claude) (p. 6450).

DETENUS (Français à l'étranger) : POU-DONSON (Roger) (p. 6424).

DROITS DE L'HOMME : CHEYSSON (Claude) (p. 6409) ; BERANGER (Jean) (p. 6430) ; PONTILLON (Robert) (p. 6439).

ECOLES FRANCAISES DE L'ETRANGER : CHEYSSON (Claude) (p. 6408) ; SCHMITT (Robert) (p. 6418) ; HABERT (Jacques) (p. 6432, 6433, 6434) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435) ; PONTILLON (Robert) (p. 6439).

EMPRUNTS : FRANCOU (Jean) (p. 6430) ; BETTENCOURT (André) (p. 6437) ; MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

ENSEIGNANTS : HABERT (Jacques) (p. 6433, 6434) ; ORNANO (Paul d') (p. 6435).

ENSEIGNEMENT : CHEYSSON (Claude) (p. 6408, 6449) ; SCHMITT (Robert) (p. 6418, 6419) ; POU-DONSON (Roger) (p. 6424) ; HABERT (Jacques) (p. 6432, 6433, 6434) ; PONTILLON (Robert) (p. 6439) ; CROZE (Pierre) (p. 6442).

ESPACE AUDIOVISUEL EUROPEEN : POU DONSON (Roger) (p. 6424); PELLETIER (Jacques) (p. 6427); CHEYSSON (Claude) (p. 6450).

ESPACE SOCIAL EUROPEEN : MATRAJA (Pierre) (p. 6443) ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : MONT (Claude) (p. 6421); GARCIA (Jean) (p. 6431); ORNANO (Paul d') (p. 6435); PERLICAN (Rolande) (p. 6440); REPIQUET (Georges) (p. 6444); CHEYSSON (Claude) (p. 6450).

ETRANGERS : CHEYSSON (Claude) (p. 6407).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : CHEYSSON (Claude) (p. 6407); MOINET (Josy) (p. 6416, 6417, 6418); MONT (Claude) (p. 6421).

FONDS D'ACTION CULTURELLE (FAC) : HABERT (Jacques) (p. 6432, 6433).

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (FAC) : COT (Jean-Pierre) (p. 6414); SCHMITT (Robert) (p. 6419); MARTIN (Louis) (p. 6425); DELMAS (Lucien) (p. 6427); GAUD (Gérard) (p. 6445).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED) : COT (Jean-Pierre) (p. 6415).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER) : MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) : PERLICAN (Rolande) (p. 6440); COT (Jean-Pierre) (p. 6448).

FONDS SOCIAL EUROPEEN : MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

FRANC (monnaie) : BETTENCOURT (André) (p. 6437); REPIQUET (Georges) (p. 6444).

FRANCAIS (langue) : CHEYSSON (Claude) (p. 6408); SCHMITT (Robert) (p. 6418); POU DONSON (Roger) (p. 6423, 6424); PELLETIER (Jacques) (p. 6427); BERANGER (Jean) (p. 6431); HABERT (Jacques) (p. 6432).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : CHEYSSON (Claude) (p. 6407, 6449); MOINET (Josy) (p. 6416); POU DONSON (Roger) (p. 6423, 6424); HABERT (Jacques) (p. 6432, 6433); ORNANO (Paul d') (p. 6435); CUTTOLI (Charles de) (p. 6441).

GAZ : CHEYSSON (Claude) (p. 6409, 6410); CHANDERNAGOR (André) (p. 6411); MOINET (Josy) (p. 6416); MONT (Claude) (p. 6421); BERANGER (Jean) (p. 6430); GARCIA (Jean) (p. 6431); HABERT (Jacques) (p. 6434); ORNANO (Paul d') (p. 6435); BETTENCOURT (André) (p. 6436); PONTILLON (Robert) (p. 6438, 6439); CROZE (Pierre) (p. 6442); MATRAJA (Pierre) (p. 6443); GAUD (Gérard) (p. 6445).

GREVES : PELLETIER (Jacques) (p. 6427).

INDUSTRIE : CROZE (Pierre) (p. 6442); MATRAJA (Pierre) (p. 6443); CHANDERNAGOR (André) (p. 6446); COT (Jean-Pierre) (p. 6449).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : PERLICAN (Rolande) (p. 6440); COT (Jean-Pierre) (p. 6448).

INSTITUT DU MONDE ARABE ; CHEYSSON (Claude) (p. 6408).

LIBAN : CHEYSSON (Claude) (p. 6407, 6451); FRANCOU (Jean) (p. 6429); GARCIA (Jean) (p. 6431); BETTENCOURT (André) (p. 6437); PONTILLON (Robert) (p. 6439).

LIVRE : MOINET (Josy) (p. 6418).

MATIERES PREMIERES : CHEYSSON (Claude) (p. 6409); COT (Jean-Pierre) (p. 6414); PERLICAN (Rolande) (p. 6440) MEXIQUE : GAUD (Gérard) (p. 6445).

MISSILES : MONT (Claude) (p. 6423); BETTENCOURT (André) (p. 6437); CHEYSSON (Claude) (p. 6450).

MONNAIES : MATRAJA (Pierre) (p. 6443); CHANDERNAGOR (André) (p. 6446).

MOYEN-ORIENT : CHEYSSON (Claude) (p. 6409, 6431); FRANCOU (Jean) (p. 6430); BETTENCOURT (André) (p. 6437); PONTILLON (Robert) (p. 6439); REPIQUET (Georges) (p. 6444) ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (OLP) : FRANCOU (Jean) (p. 6429); GARCIA (Jean) (p. 6432); BETTENCOURT (André) (p. 6437); PONTILLON (Robert) (p. 6439).

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (OUA) : CHEYSSON (Claude) (p. 6408).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES : CROZE (Pierre) (p. 6442); GAUD (Gérard) (p. 6446).

PACIFISME : CHEYSSON (Claude) (p. 6410); GARCIA (Jean) (p. 6431).

PARLEMENT (contrôle du) : MOINET (Josy) (p. 6417).

PARLEMENT (information du) : DELMAS (Lucien) (p. 6427).

PARLEMENT (rôle du) : MOINET (Josy) (p. 6416).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : CHEYSSON (Claude) (p. 6408, 6411); COT (Jean-Pierre) (p. 6414, 6415, 6449); BONNEFOUS (Edouard) (p. 6415, 6416); SCHMITT (Robert) (p. 6418); MARTIN (Louis) (p. 6425); DELMAS (Lucien) (p. 6427, 6428); FRANCOU (Jean) (p. 6429); BERANGER (Jean) (p. 6430); BETTENCOURT (André) (p. 6436); PERLICAN (Rolande) (p. 6440); CROZE (Pierre) (p. 6442); GAUD (Gérard) (p. 6445, 6446).

PECHE MARITIME : MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

PERSONNES AGEES : CHEYSSON (Claude) (p. 6407).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : CHANDERNAGOR (André) (p. 6413); MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

POLITIQUE CULTURELLE : MONT (Claude) (p. 6422).

POLITIQUE ECONOMIQUE : CHANDERNAGOR (André) (p. 6412); BETTENCOURT (André) (p. 6436).

POLITIQUE EXTERIEURE : CHEYSSON (Claude) (p. 6408, 6409); MONT (Claude) (p. 6421, 6422); ORNANO (Paul d') (p. 6435); BETTENCOURT (André) (p. 6436, 6437); PONTILLON (Robert) (p. 6438, 6439); CROZE (Pierre) (p. 6442); MATRAJA (Pierre) (p. 6443); REPIQUET (Georges) (p. 6444, 6445).

POLOGNE : CHEYSSON (Claude) (p. 6410); BETTENCOURT (André) (p. 6436); PONTILLON (Robert) (p. 6438, 6439); REPIQUET (Georges) (p. 6444).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) : SCHMITT (Robert) (p. 6419); DELMAS (Lucien) (p. 6428).

PRODUIT NATIONAL BRUT : BERANGER (Jean) (p. 6430); GAUD (Gérard) (p. 6445).

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) : COT (Jean-Pierre) (p. 6449).

PROTECTIONNISME : MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

RADIODIFFUSION : MOINET (Josy) (p. 6416, 6417); POU DONSON (Roger) (p. 6423, 6424); PELLETIER (Jacques) (p. 6426); PONTILLON (Robert) (p. 6439); CUTTOLI (Charles de) (p. 6441).

RADIODIFFUSION (RADIO FRANCE INTERNATIONALE) : CHEYSSON (Claude) (p. 6408, 6450); POU DONSON (Roger) (p. 6424); CUTTOLI (Charles de) (p. 6441).

RECHERCHE : CHANDERNAGOR (André) (p. 6412, 6446); MOINET (Josy) (p. 6416); MATRAJA (Pierre) (p. 6443).

REFUGIES : CHEYSSON (Claude) (p. 6407).

RELATIONS CULTURELLES : MOINET (Josy) (p. 6416, 6417); POU DONSON (Roger) (p. 6423, 6424, 6425); HABERT (Jacques) (p. 6434); CHEYSSON (Claude) (p. 6449) RELATIONS EXTERIEURES (ministère des) : CHEYSSON (Claude) (p. 6406, 6407, 6449); COT (Jean-Pierre) (p. 6414); MOINET (Josy) (p. 6416, 6417); SCHMITT (Robert) (p. 6418); POU DONSON (Roger) (p. 6423, 6424); PELLETIER (Jacques) (p. 6426); DELMAS (Lucien) (p. 6427, 6428); BERANGER (Jean) (p. 6430); PONTILLON (Robert) (p. 6439); PERLICAN (Rolande) (p. 6440); CROZE (Pierre) (p. 6441, 6442); GAUD (Gérard) (p. 6445).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA) : CHEYSSON (Claude) (p. 6410); BETTENCOURT (André) (p. 6436).

REUNION : PONTILLON (Robert) (p. 6439).

SATELLITES : POU DONSON (Roger) (p. 6424).

SCOLARISATION : CHEYSSON (Claude) (p. 6407, 6449); HABERT (Jacques) (p. 6432).

SENATEURS : CUTTOLI (Charles de) (p. 6441).

SOCIETE MONEGASQUE D'EXPLOITATION ET D'ETUDES DE RADIODIFFUSION (SOMERA) : CHEYSSON (Claude) (p. 6408).

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME) : CHANDERNAGOR (André) (p. 6413, 6446); MONT (Claude) (p. 6422).

TELEVISION : CHEYSSON (Claude) (p. 6408).

TERRORISME : BETTENCOURT (André) (p. 6436); PONTILLON (Robert) (p. 6439).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : MOINET (Josy) (p. 6417).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : CHEYSSON (Claude) (p. 6410, 6450); GARCIA (Jean) (p. 6431); ORNANO (Paul d') (p. 6435); BETTENCOURT (André) (p. 6436); PONTILLON (Robert) (p. 6438); REPIQUET (Georges) (p. 6445).

VOLONTAIRES DU SERVICE NATIONAL ACTIF (VSNA) : CUTTOLI (Charles de) : (p. 6441).

Examen des crédits et de l'article 74 (7 décembre 1982) (p. 6451, 6454) MM. Charles de Cuttoli, Claude Cheysson, ministre; Jean Garcia, Pierre Croze, Christian Poncelet, Josy Moinet, rapporteur spécial.

Etat B.

I. Services diplomatiques et généraux

TITRE III (p. 6451) – Rejeté (p. 6452; scrutin public n° 85; liste des votants, p. 6463, 6464).

TITRE IV – Rejeté (p. 6452; scrutin public n° 86; liste des votants p. 6464).

II. Coopération et développement

TITRES III et IV. Adoptés (p. 6453).

Etat C.

I. Services diplomatiques et généraux

TITRE V. Rejeté (p. 6453; scrutin public n° 87; liste des votants p. 6465).

TITRE VI. Rejeté (p. 6453; scrutin public n° 88; liste des votants p. 6465, 6466).

II. Coopération et développement

TITRES V ET VI. Adoptés (p. 6453).

Art. 74 (*Crédits de toute nature concourant à l'action extérieure de la France*) (p. 6453).

Retiré: amendement n° 171 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Josy Moinet, rapporteur spécial: suppression de cet article relatif à la récapitulation annuelle des crédits de toute nature qui concourent sous une forme multilatérale et bilatérale à l'action extérieure de la France (p. 6454).

– L'art. 74 est adopté (p. 6454).

Après l'art. 74 (p. 6454).

Irrecevable (article 40 de la Constitution): amendement n° 172 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli: prise en charge par le Gouvernement des indemnités de fonctionnement, de déplacement ou de transport des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 6454).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I SERVICES GENERAUX (SAUF INFORMATION)

Discussion (29 novembre 1982) (p. 6002, 6017).

Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme; MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement; Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique; Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, Robert Guillaume, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (formation professionnelle continue); M. Jean Colin, Mmes Marie-Claude Beauveau, Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Pierre Salvi, Mme Cécile Goldet, M. René Regnault.

ADMINISTRATEURS CIVILS : LE PORS (Anicet) (p. 6005, 6006, 6015); GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

ALCOOLISME : LABARRERE (André) (p. 6007).

ALLOCATIONS FAMILIALES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6010); ROUDY (Yvette) (p. 6014).

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA) : RIGOUT (Marcel) (p. 6006, 6016); GUILLAUME (Robert) (p. 6009).

ASSOCIATION UNIVERSITAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA CULTURE A MADASCAR (AUDECAM) : LABARRERE (André) (p. 6003).

ASSOCIATIONS : ROUDY (Yvette) (p. 6003); RIGOUT (Marcel) (p. 6006, 6007); GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

ASSURANCE CHOMAGE : SALVI Pierre) (p. 6012).

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE : LE PORS (Anicet) (p. 6005, 6006).

AUDIOVISUEL : LABARRERE (André) (p. 6004); GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

BANQUE D'INFORMATIONS POLITIQUES ET D'ACTUALITE (BIPA) : GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

CENTRE DES HAUTES ETUDES SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES : GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

CENTRES INTERMINISTERIELS DES RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (CIRA) : GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

CODE DES DEBITS DE BOISSONS : LABARRERE (André) (p. 6007).

CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE : LE PORS (Anicet) (p. 6005); EBERHARD (Jacques) (p. 6017).

COMMERCANTS ET ARTISANS (conjointes) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011); LE BELLÉGOU-BÉGUIN (Geneviève) (p. 6011).

COMMISSARIAT A L'ETUDE ET A LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS: GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES QUARTIERS: GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

CONGES FORMATION: GROS (Brigitte) (p. 6009).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE: GOLDET (Cécile) (p. 6013).

CONTRATS EMPLOI-FORMATION: RIGOUT (Marcel) (p. 6006).

DECENTRALISATION: LE PORS (Anicet) (p. 6005); RIGOUT (Marcel) (p. 6007, 6016); REGNAULT (René) (p. 6013).

DELEGATION A L'ESPACE AERIEN: LABARRERE (André) (p. 6004); GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

DELEGATION INTERMINISTERIELLE POUR LES QUESTIONS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION: GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

DOCUMENTATION FRANCAISE: GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

DROITS DE LA FEMME: ROUDY (Yvette) (p. 6002); GUILLAUME (Robert) (p. 6007); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 6011).

DROITS DE LA FEMME (ministère): BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6010); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 6011, 6012); GOLDET (Cécile) (p. 6013).

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA): LE PORS (Anicet) (p. 6004, 6006); GUILLAUME (Robert) (p. 6008); EBERHARD (Jacques) (p. 6017).

ELECTIONS: GOLDET (Cécile) (p. 6013).

EMPLOI: LE PORS (Anicet) (p. 6005); RIGOUT (Marcel) (p. 6005); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011) EMPLOIS PUBLICS: SALVI (Pierre) (p. 6012); LE PORS (Anicet) (p. 6015).

FAMILLES MONOPARENTALES: BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011); ROUDY (Yvette) (p. 6014).

FEMME (condition de la): COLIN (Jean) (p. 6010); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6010).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS: LE PORS (Anicet) (p. 6004, 6005, 6006, 6015); GUILLAUME (Robert) (p. 6008); SALVI (Pierre) (p. 6012).

FONCTION PUBLIQUE: LE PORS (Anicet) (p. 6004); GUILLAUME (Robert) (p. 6007, 6008); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011); EBERHARD (Jacques) (p. 6017).

FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION SOCIALE: RIGOUT (Marcel) (p. 6007); GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

FORMATION PROFESSIONNELLE: LE PORS (Anicet) (p. 6004); RIGOUT (Marcel) (p. 6006, 6007, 6016, 6017); GUILLAUME (Robert) (p. 6007, 6008, 6009); GROS (Brigitte) (p. 6009); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6010); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 6012); REGNAULT (René) (p. 6013).

FORMATION CONTINUE: GROS (Brigitte) (p. 6009); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6010).

FRAIS DE GARDE: BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011).

FRANCAIS: LABARRERE (André) (p. 6004); GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

FRANCOPHONIE: LABARRERE (André) (p. 6003).

HAUT COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE: GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

HAUT COMITE D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME: LABARRERE (André) (p. 6004); GUILLAUME (Robert) (p. 6007).

IMPOTS: ROUDY (Yvette) (p. 6003); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011).

INDEMNITE DE TRANSPORT: RIGOUT (Marcel) (p. 6017).

INFORMATION: ROUDY (Yvette) (p. 6003); LABARRERE (André) (p. 6004); GUILLAUME (Robert) (p. 6007); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 6011); GOLDET (Cécile) (p. 6013).

INSTITUTEURS: LE PORS (Anicet) (p. 6006).

INSTITUTS REGIONAUX D'ADMINISTRATION: GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG): ROUDY (Yvette) (p. 6002); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 6011); LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 6012); GOLDET (Cécile) (p. 6013); ROUDY (Yvette) (p. 6014).

MEDIATEUR: GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

MENSUALISATION (pensions): GUILLAUME (Robert) (p. 6008).

MISSION INTERMINISTERIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MIDIST): LABARRERE (André) (p. 6004).

ORTHOGENIE: ROUDY (Yvette) (p. 6003).

PENSIONS DE RETRAITE: ROUDY (Yvette) (p. 6003).

PENSIONS DE REVERSION: COLIN (Jean) (p. 6010); ROUDY (Yvette) (p. 6014).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME): RIGOUT (Marcel) (p. 6016).

RETRAITE (âge de la): SALVI (Pierre) (p. 6012).

SEXISME: ROUDY (Yvette) (p. 6003); GOLDET (Cécile) (p. 6013).

TRANSPORTS SCOLAIRES: REGNAULT (René) (p. 6013).

TRAVAIL (durée du): SALVI (Pierre) (p. 6012).

VEUVES: COLIN (Jean) (p. 6010).

ZONES RURALES: ROUDY (Yvette) (p. 6003).

Examen des crédits (29 novembre 1982) (p. 6018, 6019); (2 décembre 1982) (p. 6179)

Etat B - TITRE III - Réservé (p. 6018) et rejeté (p. 6179; scrutin public n° 76; liste des votants p. 6225, 6226).

TITRE IV - Réservé (p. 6018) et rejeté (p. 6179; scrutin public n° 77; liste des votants p. 6226, 6227).

Etat C - TITRES V ET VI - Réservés (p. 6019) et rejetés (p. 6179).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. SERVICES GENERAUX

INFORMATION

Discussion (2 décembre 1982) (p. 6172, 6179).

MM. Georges Fillioud, ministre de la communication; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; MM. Guy de la Verpillière, Louis Perrein, Guy Schmaus, Paul Girod.

AGENCE FRANCE-PRESSE (AFP) : FILLIOUD (Georges) (p. 6173) ; GOETSCHY (Henri) (p. 6174).

CAMPAGNES DE PRESSE : GOETSCHY (Henri) (p. 6174, 6179) ; VERPILLIERE (Guy de la) (p. 6175) ; FILLIOUD (Georges) (p. 6178).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : FILLIOUD (Georges) (p. 6173) ; GOETSCHY (Henri) (p. 6174).

FONDS D'AIDE A L'EXPANSION DE LA PRESSE A L'ETRANGER : FILLIOUD (Georges) (p. 6173).

FONDS D'AIDE AUX QUOTIDIENS NATIONAUX : FILLIOUD (Georges) (p. 6173).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : GROS (Brigitte) (p. 6175) ; VERPILLIERE (Guy de la) (p. 6176).

IMPRIMERIES : GOETSCHY (Henri) (p. 6174) ; FILLIOUD (Georges) (p. 6178).

INFORMATION : GOETSCHY (Henri) (p. 6173, 6174) ; GROS (Brigitte) (p. 6175) ; VERPILLIERE (Guy de la) (p. 6175).

MONOPOLES : FILLIOUD (Georges) (p. 6177) ; GIROD (Paul) (p. 6179).

PRESSE : FILLIOUD (Georges) (p. 6172, 6173, 6177, 6178) ; GOETSCHY (Henri) (p. 6173, 6174, 6179) ; GROS (Brigitte) (p. 6175, 6178) ; PERREIN (Louis) (p. 6176) ; SCHMAUS (Guy) (p. 6177) ; GIROD (Paul) (p. 6179).

PRESSE (fiscalité) : FILLIOUD (Georges) (p. 6172).

PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES : GOETSCHY (Henri) (p. 6175) ; FILLIOUD (Georges) (p. 6176).

PUBLICITE : GROS (Brigitte) (p. 6175).

RADIODIFFUSION TELEVISION : FILLIOUD (Georges) (p. 6173).

RADIODIFFUSION TELEVISION (radios locales privées) : GROS (Brigitte) (p. 6175).

SOCIETE FINANCIERE DE RADIODIFFUSION (SOFIRAD) : GOETSCHY (Henri) (p. 6174).

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE (SNEP) : GOETSCHY (Henri) (p. 6174) ; SCHMAUS (Guy) (p. 6177) ; FILLIOUD (Georges) (p. 6178).

TARIFS PUBLICS (PTT) : FILLIOUD (Georges) (p. 6173) ; GOETSCHY (Henri) (p. 6174) ; PERREIN (Louis) (p. 6176).

TELEVISION (informations) : FILLIOUD (Georges) (p. 6177) ; GROS (Brigitte) (p. 6178).

TELEVISION (publicité) : GOETSCHY (Henri) (p. 6174) ; GROS (Brigitte) (p. 6175).

VELIZY (expérience télématique) : PERREIN (Louis) (p. 6176).

Examen des crédits Services du Premier ministre, I. Services généraux (comprenant l'information) (2 décembre 1982) (p. 6179)

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 6179 ; scrutin public n° 76 ; liste des votants p. 6225, 6226).

TITRE IV – Rejeté (p. 6179 ; scrutin public n° 77 ; liste des votants p. 6226, 6227).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 6179).

TITRE VI – Rejeté (p. 6179).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Discussion (7 décembre 1982) (p. 6454, 6456).

MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Christian Poncelet, rapporteur spécial.

ABRIS ANTI-ATOMIQUES : LABARRERE (André) (p. 6455).

DEFENSE : PONCELET (Christian) (p. 6455).

DEFENSE CIVILE : LABARRERE (André) (p. 6454) ; **PONCELET** (Christian) (p. 6455, 6456).

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE (SGDN) : LABARRERE (André) (p. 6454) ; **PONCELET** (Christian) (p. 6455).

Examen des crédits (7 décembre 1982) (p. 6456)

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 6456 ; scrutin public n° 89 ; liste des votants p. 6466, 6467).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 6456 ; scrutin public n° 90 ; liste des votants p. 6467, 6468).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (7 décembre 1982) (p. 6456, 6457).

MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Camille Vallin, en remplacement de M. Paul Jargot, rapporteur spécial.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (anciens membres) : VALLIN (Camille) (p. 6457).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (locaux) : LABARRERE (André) (p. 6456) ; **VALLIN** (Camille) (p. 6457).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (personnel) : LABARRERE (André) (p. 6456) ; **VALLIN** (Camille) (p. 6457).

Examen des crédits (7 décembre 1982) (p. 6457)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 6457).

TEMPS LIBRE

Discussion (27 novembre 1982) (p. 5910, 5946).

M. André Henry, ministre du temps libre ; Mme Edwige Avice, ministre chargé de la jeunesse et des sports ; MM. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme ; Stéphane Bonduel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Yves Durand, rapporteur spécial de la commission des finances (tourisme) ; Mme Hélène Luc, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature) ; MM. Jacques Habert, en remplacement de M. Roland Ruet, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (jeunesse et sports) ; Paul Málassagne, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (tourisme) ; Louis Boyer, Jean Peyrafitte, Jean Francou, Georges Mouly, Bernard-Michel Hugo, Sosefo Makapé Papilio, Marc Boeuf, Guy Schmaus, Bernard Parmantier, Jules Faigt, Philippe Madrelle.

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE (ANIT) : ABADIE (François) (p. 5915) ; **DURAND** (Yves) (p. 5919).

AGENCES DE TOURISME : ABADIE (François) (p. 5915) ; **FRANCOU** (Jean) (p. 5929).

AIDE A LA JEUNESSE POUR L'INITIATIVE ET LA RESPONSABILITE (AJIR) : AVICE (Edwige) (p. 5913).

ANIMATEURS SPORTIFS : LUC (Hélène) (p. 5920) ; **AVICE** (Edwige) (p. 5938) ; **HENRY** (André) (p. 5941).

ASSISES DU TEMPS DE VIVRE: HENRY (André) (p. 5910, 5911).

ASSOCIATION FRANCAISE D'ACTION TOURISTIQUE (AFAT): ABADIE (François) (p. 5915, 5939); DURAND (Yves) (p. 5919); MALASSAGNE (Paul) (p. 5925).

ASSOCIATIONS: HENRY (André) (p. 5910, 5941, 5942); AVICE (Edwige) (p. 5913); BONDUEL (Stéphane) (p. 5917, 5918); LUC (Hélène) (p. 5920, 5921, 5946); HABERT (Jacques) (p. 5922); FRANCOU (Jean) (p. 5928); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931); AVICE (Edwige) (p. 5939).

AVIATION LEGERE ET SPORTIVE: PARMANTIER (Bernard) (p. 5934); HENRY (André) (p. 5942).

« BIENVENUE FRANCE » (groupe d'intérêt économique): ABADIE (François) (p. 5915).

CAMPING ET CARAVANING: DURAND (Yves) (p. 5919); MALASSAGNE (Paul) (p. 5924, 5925); PEYRAFITTE (Jean) (p. 5926); FRANCOU (Jean) (p. 5929); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931); BOEUF (Marc) (p. 5933); ABADIE (François) (p. 5937).

CENTRES DE VACANCES: AVICE (Edwige) (p. 5913); BONDUEL (Stéphane) (p. 5917); HABERT (Jacques) (p. 5922); BOEUF (Marc) (p. 5933); MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

CENTRES PUBLICS DE FORMATION: LUC (Hélène) (p. 5920).

CENTRES REGIONAUX D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE ET D'EDUCATION POPULAIRE (CREPS): HENRY (André) (p. 5911, 5942); AVICE (Edwige) (p. 5912, 5940); BOYER (Louis) (p. 5926).

CHEQUES VACANCES: BONDUEL (Stéphane) (p. 5916); DURAND (Yves) (p. 5919); LUC (Hélène) (p. 5921); MALASSAGNE (Paul) (p. 5924); FRANCOU (Jean) (p. 5929); BOEUF (Marc) (p. 5933); ABADIE (François) (p. 5937); HENRY (André) (p. 5942).

COMITE INTERMINISTERIEL DE LA JEUNESSE: AVICE (Edwige) (p. 5913); BONDUEL (Stéphane) (p. 5917).

COMITES DEPARTEMENTAUX DU TOURISME: HENRY (André) (p. 5945).

COMITES REGIONAUX DE TOURISME: ABADIE (François) (p. 5915, 5937); DURAND (Yves) (p. 5920); MALASSAGNE (Paul) (p. 5925); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931); BOEUF (Marc) (p. 5933); HENRY (André) (p. 5945).

CONGES PAYES: HENRY (André) (p. 5943).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL: MALASSAGNE (Paul) (p. 5923).

CONSEILLERS TECHNIQUES ET PEDAGOGIQUES: BONDUEL (Stéphane) (p. 5917); HABERT (Jacques) (p. 5922); MADRELLE (Philippe) (p. 5936); AVICE (Edwige) (p. 5938); HENRY (André) (p. 5941).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM): HENRY (André) (p. 5911); DURAND (Yves) (p. 5919).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE): BONDUEL (Stéphane) (p. 5916, 5918); MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE: FRANCOU (Jean) (p. 5928); AVICE (Edwige) (p. 5939); HENRY (André) (p. 5942) EDUCATION POPULAIRE: HENRY (André) (p. 5910, 5941); AVICE (Edwige) (p. 5913); LUC (Hélène) (p. 5920); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931).

EQUIPEMENTS: AVICE (Edwige) (p. 5912, 5914, 5938, 5940); BONDUEL (Stéphane) (p. 5917); HABERT (Jac-

ques) (p. 5921); FRANCOU (Jean) (p. 5928); MOULY (Georges) (p. 5930); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931); SCHMAUS (Guy) (p. 5934); FAIGT (Jules) (p. 5935); MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

EXPORTATIONS: ABADIE (François) (p. 5937); HENRY (André) (p. 5944).

FONDS D'ACTION TOURISTIQUE (FAT): HENRY (André) (p. 5945).

FONDS DE COOPERATION DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE (FONJEP): HENRY (André) (p. 5911, 5941); AVICE (Edwige) (p. 5913); BONDUEL (Stéphane) (p. 5916, 5917); LUC (Hélène) (p. 5920); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931); BOEUF (Marc) (p. 5933).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES): PEYRAFITTE (Jean) (p. 5926).

FONDS INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT RURAL (FIDAR): HENRY (André) (p. 5945).

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS): AVICE (Edwige) (p. 5912, 5914, 5938, 5940); BONDUEL (Stéphane) (p. 5916, 5917, 5918); HABERT (Jacques) (p. 5921); MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX: MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

FRAIS GENERAUX: MALASSAGNE (Paul) (p. 5924); FRANCOU (Jean) (p. 5928, 5929); ABADIE (François) (p. 5937).

HANDICAPES: HENRY (André) (p. 5911).

HAUT COMITE DU LOISIR SOCIAL, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DES ACTIVITES DE PLEINE NATURE: HENRY (André) (p. 5911); LUC (Hélène) (p. 5921).

HOTELLERIE: ABADIE (François) (p. 5915, 5937); MALASSAGNE (Paul) (p. 5924); PEYRAFITTE (Jean) (p. 5926); FRANCOU (Jean) (p. 5928); MOULY (Georges) (p. 5930).

INSTITUT MEDITERRANEEN D'EDUCATION POPULAIRE: HENRY (André) (p. 5910, 5911).

INSTITUT NATIONAL DE L'EDUCATION POPULAIRE (INEP): HENRY (André) (p. 5911, 5942); LUC (Hélène) (p. 5920, 5921).

INSTITUT NATIONAL DU SPORT ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE (INSEP): AVICE (Edwige) (p. 5921).

JEUNES: AVICE (Edwige) (p. 5913, 5939); BONDUEL (Stéphane) (p. 5917, 5918); HABERT (Jacques) (p. 5921); MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

JEUNESSE ET SPORTS (ministère): HABERT (Jacques) (p. 5922); BOYER (Louis) (p. 5926).

JEUX OLYMPIQUES: AVICE (Edwige) (p. 5912, 5940); BONDUEL (Stéphane) (p. 5917); HABERT (Jacques) (p. 5922); SCHMAUS (Guy) (p. 5933).

LOGEMENT: BONDUEL (Stéphane) (p. 5917).

LOISIRS: HENRY (André) (p. 5910, 5911); AVICE (Edwige) (p. 5913); BONDUEL (Stéphane) (p. 5916, 5917); MALASSAGNE (Paul) (p. 5923); ABADIE (François) (p. 5937); AVICE (Edwige) (p. 5939).

LOISIR SOCIAL: BONDUEL (Stéphane) (p. 5916); LUC (Hélène) (p. 5920, 5921).

LOTO: AVICE (Edwige) (p. 5914).

MAISONS DU TEMPS LIBRE: HENRY (André) (p. 5910, 5911); LUC (Hélène) (p. 5920).

MANIFESTATIONS SPORTIVES : AVICE (Edwige) (p. 5912, 5914) OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE : BONDUÉL (Stéphane) (p. 5917) ; HABERT (Jacques) (p. 5922).

OFFICE FRANCO-QUEBÉCOIS POUR LA JEUNESSE : HABERT (Jacques) (p. 5922, 5931) ; AVICE (Edwige) (p. 5939).

PARI MUTUEL URBAIN (PMU) : AVICE (Edwige) (p. 5914).

PRESSE : HENRY (André) (p. 5941).

RADIOS LOCALES PRIVÉES : HENRY (André) (p. 5942) ; LUC (Hélène) (p. 5946).

RAPPORT LAVIGNE (sport) : AVICE (Edwige) (p. 5912).

RESIDENCES SECONDAIRES : DURAND (Yves) (p. 5919).

RESTAURANTS : MOULY (Georges) (p. 5930).

SERVICES D'ETUDE ET D'AMÉNAGEMENT DU TOURISME (SEAT) : ABADIE (François) (p. 5915).

SPORT DE HAUT NIVEAU : AVICE (Edwige) (p. 5912) ; HABERT (Jacques) (p. 5922) ; BOYER (Louis) (p. 5925) ; FRANCOU (Jean) (p. 5928) ; MADRELLE (Philippe) (p. 5936).

SPORTS : AVICE (Edwige) (p. 5912, 5913, 5914, 5938, 5939) ; BONDUÉL (Stéphane) (p. 5917, 5918) ; HABERT (Jacques) (p. 5921, 5922) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 5923) ; BOYER (Louis) (p. 5925) ; FRANCOU (Jean) (p. 5927) ; MOULY (Georges) (p. 5930) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 5923) ; SCHMAUS (Guy) (p. 5933, 5934) ; FAIGT (Jules) (p. 5935) ; HENRY (André) (p. 5924).

SPORTS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE : BOYER (Louis) (p. 5926) ; FRANCOU (Jean) (p. 5928) ; FAIGT (Jules) (p. 5935) ; AVICE (Edwige) (p. 5940).

TELEVISION : HENRY (André) (p. 5942) ; LUC (Hélène) (p. 5946).

TEMPS LIBRE (ministère) : HENRY (André) (p. 5911, 5941) ; BONDUÉL (Stéphane) (p. 5916).

TENNIS : AVICE (Edwige) (p. 5940).

THERMALISME : MALASSAGNE (Paul) (p. 5925) ; PEYRAFITTE (Jean) (p. 5926).

TOURISME : ABADIE (François) (p. 5915, 5916) ; DURAND (Yves) (p. 5919, 5920) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 5923, 5924) ; FRANCOU (Jean) (p. 5928) ; BOEUF (Marc) (p. 5932) ; HENRY (André) (p. 5944, 5945).

TOURISME (aide au) : ABADIE (François) (p. 5916).

TOURISME FLUVIAL : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931).

TOURISME RURAL : MOULY (Georges) (p. 5930) ; ABADIE (François) (p. 5937).

TOURISME SOCIAL : BONDUÉL (Stéphane) (p. 5916) ; DURAND (Yves) (p. 5919) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 5924) ; FRANCOU (Jean) (p. 5928) ; MOULY (Georges) (p. 5930) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931) ; BOEUF (Marc) (p. 5933).

VACANCES : BONDUÉL (Stéphane) (p. 5917) ; LUC (Hélène) (p. 5920) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 5923).

VACANCES (étalement des) : HENRY (André) (p. 5910, 5943, 5944) ; LUC (Hélène) (p. 5921) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 5923, 5925) ; FRANCOU (Jean) (p. 5929) ; BOEUF (Marc) (p. 5923).

VILLAGES DE VACANCES : DURAND (Yves) (p. 5919) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 5924) ; MOULY (Georges) (p. 5930) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 5931).

WALLIS ET FUTUNA : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 5932) ; AVICE (Edwige) (p. 5940).

ZONES RURALES : ABADIE (François) (p. 5937).

Examen des crédits (27 novembre 1982) (p. 5946, 5950) *M. Jacques Habert, Mme Edwige Avice, ministre ; MM. Jean Francou, Yves Durand, Paul Malassagne, Louis Boyer, Stéphane Bonduel, Philippe Madrelle, André Henry, ministre ; Jean Chérioux, Guy Schmaus.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 5948 ; scrutin public n° 57 ; liste des votants p. 5957).

TITRE IV – Rejeté (p. 5948 ; scrutin public n° 58 ; liste des votants p. 5957, 5958).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 5949 ; scrutin public n° 59 ; liste des votants p. 5958, 5959).

TITRE VI – Rejeté (p. 5949 ; scrutin public n° 60 ; liste des votants p. 5959, 5960).

Après l'art. 66 (p. 5949).

Rejeté : amendement n° 134 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus : financement par le Fonds national pour le développement du sport des études tendant à permettre l'organisation des Jeux olympiques à Paris en 1992, (p. 5950 ; scrutin public n° 61 ; liste des votants p. 5960, 5961).

TRANSPORTS

Discussion (26 novembre 1982) (p. 5822, 5850).

M. Charles Fiterman, ministre des transports ; Melle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial de la commission des finances (section commune et transports terrestres) ; MM. Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ; Jean-François Pintat, rapporteur spécial de la commission des finances (aviation civile et météorologie) ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aviation civile) ; Henri Caillavet, rapporteur spécial de la commission des finances (routes et voies navigables) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; Bernard-Michel Hugo, Edmond Valcin, André Méric, Pierre Sallenave, Henri Le Breton, Stéphane Bonduel, Jacques Eberhard, Pierre Noé, Louis Virapoullé, René Regnault, Noël Berrier, Roland Courteau, Bernard Parmantier, Jean Colin.

A 320 (avion) : FITERMAN (Charles) (p. 5823) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5827) ; MERIC (André) (p. 5834).

AERONAUTIQUE (industrie) : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5847) ; RAPUZZI (Irma) (p. 5825) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5827) ; LEGRAND (Bernard) (p. 5828) ; VALCIN (Edmond) (p. 5833) ; MERIC (André) (p. 5833, 5834) ; LE BRETON (Henri) (p. 5837).

AEROPORTS : PINTAT (Jean-François) (p. 5826) ; VALCIN (Edmond) (p. 5832, 5833) ; COLIN (Jean) (p. 5843, 5844) ; FITERMAN (Charles) (p. 5845, 5848).

AIRBUS : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5847) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5816) ; MERIC (André) (p. 5833, 5834) ; LE BRETON (Henri) (p. 5837).

AIR FRANCE : PINTAT (Jean-François) (p. 5827) ; VALCIN (Edmond) (p. 5833) ; LE BRETON (Henri) (p. 5837) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840) ; FITERMAN (Charles) (p. 5847).

AIR INTER : PINTAT (Jean-François) (p. 5826) ; BERCHET (Georges) (p. 5826) ; LE BRETON (Henri) (p. 5837) ; FITERMAN (Charles) (p. 5845, 5847).

ANTILLES : VALCIN (Edmond) (p. 5833).

ATR 42 (avion) : FITERMAN (Charles) (p. 5823) ; PINTAT (Jean-François) (p. 5827) ; MERIC (André) (p. 5833).

AUTOMOBILE (industrie) : LE BRETON (Henri) (p. 5836).

AUTOROUTES : FITERMAN (Charles) (p. 5822, 5846); RAPUZZI (Irma) (p. 5824); CAILLAVET (Henri) (p. 5829); BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5832); SALLENAVE (Pierre) (p. 5835); LE BRETON (Henri) (p. 5836); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838).

AVIATION CIVILE : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5828); PINTAT (Jean-François) (p. 5826); LEGRAND (Bernard) (p. 5827, 5828); VALCIN (Edmond) (p. 5832, 5833); LE BRETON (Henri) (p. 5837); REGNAULT (René) (p. 5841); PARMANTIER (Bernard) (p. 5843); COLIN (Jean) (p. 5843).

AVIATION LEGERE ET SPORTIVE : PARMANTIER (Bernard) (p. 5843).

BATELLERIE : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5846); LEGRAND (Bernard) (p. 5829); LE BRETON (Henri) (p. 5837); EBERHARD (Jacques) (p. 5838, 5839); COURTEAU (Roland) (p. 5842).

BRUIT : COLIN (Jean) (p. 5843, 5844); FITERMAN (Charles) (p. 5848).

CANAUX : COURTEAU (Roland) (p. 5842, 5843).

CARTE ORANGE (transports) : FITERMAN (Charles) (p. 5823); RAPUZZI (Irma) (p. 5824); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5811, 5832).

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (CNR) : BRACONNIER (Jacques) (p. 5831); COURTEAU (Roland) (p. 5843).

COMPAGNIES AERIENNES : BERCHET (Georges) (p. 5826); PINTAT (Jean-François) (p. 5826, 5827); LEGRAND (Bernard) (p. 5827, 5828); FITERMAN (Charles) (p. 5828, 5845, 5847); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840).

« CONCORDE » AVION SUPERSONIQUE : FITERMAN (Charles) (p. 5822); RAPUZZI (Irma) (p. 5824); PINTAT (Jean-François) (p. 5826); VALCIN (Edmond) (p. 5833); LE BRETON (Henri) (p. 5837).

CONTRATS DE PLAN : FITERMAN (Charles) (p. 5823); BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); REGNAULT (René) (p. 5841).

CONTRATS DE SOLIDARITE : MERIC (André) (p. 5834).

CORSE : RAPUZZI (Irma) (p. 5825); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840) COUR DES COMPTES : FITERMAN (Charles) (p. 5846).

DECENTRALISATION : SALLENAVE (Pierre) (p. 5835); REGNAULT (René) (p. 5841).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840); FITERMAN (Charles) (p. 5848).

DROIT AU TRANSPORT : LE BRETON (Henri) (p. 5836).

EMPLOIS (créations d') : FITERMAN (Charles) (p. 5824).

FALCON (avion) : VALCIN (Edmond) (p. 5833); MERIC (André) (p. 5833).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER) : REGNAULT (Henri) (p. 5841).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5847); RAPUZZI (Irma) (p. 5824); BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831); LE BRETON (Henri) (p. 5836); NOE (Pierre) (p. 5839); REGNAULT (René) (p. 5840, 5841).

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FSIR) : CAILLAVET (Henri) (p. 5829).

FORETS (incendies de) : FITERMAN (Charles) (p. 5824).

GREVE (droit de) : PINTAT (Jean-François) (p. 5827); MERIC (André) (p. 5834); FITERMAN (Charles) (p. 5848).

HELICOPTERES : PINTAT (Jean-François) (p. 5817).

ILE DE FRANCE : RAPUZZI (Irma) (p. 5825); FITERMAN (Charles) (p. 5844).

INSTITUT REGIONAL DES TRANSPORTS : RAPUZZI (Irma) (p. 5825).

LIGNES FERROVIAIRES : RAPUZZI (Irma) (p. 5825); BERCHET (Georges) (p. 5826); VALCIN (Edmond) (p. 5833); SALLENAVE (Pierre) (p. 5835); BERRIER (Noël) (p. 5842); FITERMAN (Charles) (p. 5845, 5846).

METEOROLOGIE : FITERMAN (Charles) (p. 5822, 5824); PINTAT (Jean-François) (p. 5826).

METRO (sécurité) : BERCHET (Georges) (p. 5826); FITERMAN (Charles) (p. 5844, 5845).

NAVIGATION AERIENNE : FITERMAN (Charles) (p. 5824, 5848); PINTAT (Jean-François) (p. 5826, 5827); MERIC (André) (p. 5834).

PARIS : FITERMAN (Charles) (p. 5833).

PEAGES (autoroutes) : CAILLAVET (Henri) (p. 5829); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5832); LE BRETON (Henri) (p. 5836); FITERMAN (Charles) (p. 5846).

PERMIS DE CONDUIRE (service des examens) : LE BRETON (Henri) (p. 5837).

POLITIQUE ECONOMIQUE : FITERMAN (Charles) (p. 5824); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831).

PORTS FLUVIAUX : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5832); EBERHARD (Jacques) (p. 5837).

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : RAPUZZI (Irma) (p. 5825); BERCHET (Georges) (p. 5826); FITERMAN (Charles) (p. 5844, 5845).

REGION PARISIENNE : REGNAULT (René) (p. 5841).

REUNION : PINTAT (Jean-François) (p. 5827); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840); FITERMAN (Charles) (p. 5847).

ROUTES : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5846); CAILLAVET (Henri) (p. 5829); BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5822); SALLENAVE (Pierre) (p. 5835); LE BRETON (Henri) (p. 5836); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838); REGNAULT (René) (p. 5840).

SECURITE AERIENNE : FITERMAN (Charles) (p. 5824) SECURITE ROUTIERE : FITERMAN (Charles) (p. 5824); RAPUZZI (Irma) (p. 5825); CAILLAVET (Henri) (p. 5829); BRACONNIER (Georges) (p. 5830); LE BRETON (Henri) (p. 5836); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838); REGNAULT (René) (p. 5840).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF) : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5845); RAPUZZI (Irma) (p. 5825); BERCHET (Georges) (p. 5826); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831); SALLENAVE (Pierre) (p. 5835); LE BRETON (Henri) (p. 5837); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838); NOE (Pierre) (p. 5839); REGNAULT (René) (p. 5841); BERRIER (Noël) (p. 5841, 5842).

SOCIETE NATIONALE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVION (SNECMA) : MERIC (André) (p. 5834).

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE (SNIAS) : MERIC (André) (p. 5833).

SOUS-TRAITANCE : MERIC (André) (p. 5833, 5834).

TOURISME : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5832); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840).

TOURISME SOCIAL : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5832).

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV) : RAPUZZI (Irma) (p. 5825); BERCHET (Georges) (p. 5826); VALCIN (Edmond) (p. 5833); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838); NOE (Pierre) (p. 5839); REGNAULT (René) (p. 5841); FITERMAN (Charles) (p. 5845).

TRANSPORTEURS ROUTIERS : LE BRETON (Henri) (p. 5836).

TRANSPORTS : FITERMAN (Charles) (p. 5822, 5823, 5824, 5828, 5844, 5845, 5846, 5847, 5848); RAPUZZI (Irma) (p. 5824, 5825); BERCHET (Georges) (p. 5826); PINTAT (Jean-François) (p. 5826, 5827, 5828); LEGRAND (Bernard) (p. 5828); CAILLAVET (Henri) (p. 5829); BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831); VALCIN (Edmond) (p. 5833); MERIC (André) (p. 5833, 5834); SALLENAVE (Pierre) (p. 5835, 5836); LE BRETON (Henri) (p. 5836, 5837); BONDUEL (Stéphane) (p. 5838); EBERHARD (Jacques) (p. 5838); NOE (Pierre) (p. 5839); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840); REGNAULT (René) (p. 5840, 5841); BERRIER (Noël) (p. 5841, 5842); COURTEAU (Roland) (p. 5842, 5843); PARMANTIER (Bernard) (p. 5843); COLIN (Jean) (p. 5843).

TRANSPORTS AERIENS : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5847); PINTAT (Jean-François) (p. 5826); BERCHET (Georges) (p. 5826); LEGRAND (Bernard) (p. 5827, 5828); VALCIN (Edmond) (p. 5833); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840); REGNAULT (René) (p. 5841).

TRANSPORTS D'ENFANTS : LE BRETON (Henri) (p. 5837).

TRANSPORTS EN COMMUN : LE BRETON (Henri) (p. 5836); FITERMAN (Charles) (p. 5845).

TRANSPORTS FERROVIAIRES : SALLENAVE (Pierre) (p. 5835).

TRANSPORTS FLUVIAUX : BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); EBERHARD (Jacques) (p. 5838); COURTEAU (Roland) (p. 5842).

TRANSPORTS MARITIMES : RAPUZZI (Irma) (p. 5825); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5840); FITERMAN (Charles) (p. 5845).

TRANSPORTS ROUTIERS : LE BRETON (Henri) (p. 5837).

TRANSPORTS SCOLAIRES : BERRIER (Noël) (p. 5842); FITERMAN (Charles) (p. 5845).

TRANSPORTS TERRESTRES : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5846); RAPUZZI (Irma) (p. 5824, 5825, 5826); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831); VALCIN (Edmond) (p. 5833); NOE (Pierre) (p. 5839); BERRIER (Noël) (p. 5841); TRANSPORTS URBAINS : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5844); RAPUZZI (Irma) (p. 5825); BERCHET (Georges) (p. 5826); HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831); LE BRETON (Henri) (p. 5836); NOE (Pierre) (p. 5839).

UNION DES TRANSPORTS AERIENS (UTA) : LE BRETON (Henri) (p. 5837).

VERSEMENT DE TRANSPORT EN COMMUN : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831); FITERMAN (Charles) (p. 5844).

VILLES MOYENNES : BERCHET (Georges) (p. 5826).

VILLES NOUVELLES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 5831).

VOIES NAVIGABLES : FITERMAN (Charles) (p. 5823, 5846); CAILLAVET (Henri) (p. 5829); BRACONNIER (Jacques) (p. 5830); LE BRETON (Henri) (p. 5837); EBERHARD (Jacques) (p. 5836); REGNAULT (René) (p. 5841); COURTEAU (Roland) (p. 5842).

VOIES NAVIGABLES (liaison Rhin-Rhône) : BRACONNIER (Jacques) (p. 5831).

VOIRIE URBAINE : CAILLAVET (Henri) (p. 5829).

Examen des crédits et des articles 49, 67 et 67 bis (26 novembre 1982) (p. 5848, 5850) MM. Jean-François Pintat, rapporteur spécial; Charles Fiterman, ministre; André Méric, Adolphe Chauvin.

Etat B - TITRES III ET IV : adoptés (p. 5848).

Etat C - TITRE V (p. 5848).

Rejetée : première partie de l'amendement n° 119 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Jean-François Pintat, rapporteur spécial qui le soutient : réduction des autorisations de programme : inscription budgétaire nécessaire en faveur des recherches des parties haute pression et haute température pour la construction de moteurs civils d'avions et d'hélicoptères (p. 5850).

Retirée : seconde partie de l'amendement n° 119 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Jean-François Pintat, rapporteur spécial, qui le soutient : réduction des crédits de paiement (p. 5850) - Scrutin public sur les autorisations de programme (p. 5850; n° 52; liste des votants p. 5886, 5887) - Les autorisations de programme sont rejetées - Scrutin public sur les crédits de paiement (p. 5850; n° 53; liste des votants p. 5887, 5888) - Les crédits de paiement sont rejetés.

TITRE VI - Rejeté (p. 5850).

Art. 49 (Conditions dans lesquelles sont prévues les parts respectives de l'Etat et de la région d'Ile de France dans la réalisation des travaux d'intérêt général concernant la région d'Ile de France) - Rejeté (p. 5850).

Art. 67 (Prorogation jusqu'au 31 décembre 1983 des dispositions de l'art. 1^{er} de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile de France) - Rejeté (p. 5850).

Art. 67 bis (Suppression du service national des examens du permis de conduire - Dispositions transitoires) - Rejeté (p. 5850).

URBANISME ET LOGEMENT

Discussion (10 décembre 1982) (p. 6609, 6628).

MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement; Charles Beaupetit, rapporteur spécial de la commission des finances; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (logement); Maurice Janetti, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (urbanisme); Marcel Vidal, Paul Pillet, Emile Didier, Fernand Lefort, François Collet, Richard Pouille, Pierre Matraja, Marcel Henry, Raymond Soucaret, Adrien Gouteyron, André Rabineau.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (ANAH) : QUILLIOT (Roger) (p. 6609).

AIDE AU LOGEMENT : QUILLOT (Roger) (p. 6609, 6624); BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); LAUCOURNET (Robert) (p. 6613); VIDAL (Marcel) (p. 6615); PILLET (Paul) (p. 6616); LEFORT (Fernand) (p. 6619); COLLET (François) (p. 6619); MATRAJA (Pierre) (p. 6621, 6622); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6623); RABINEAU (André) (p. 6624).

ARCHITECTURE : QUILLIOT (Roger) (p. 6610, 6627), JANETTI (Maurice) (p. 6615).

ASSURANCE CONSTRUCTION : LAUCOURNET (Robert) (p. 6618); QUILLIOT (Roger) (p. 6627).

BATIMENT (industrie du) : QUILLIOT (Roger) (p. 6610, 6625); PILLET (Paul) (p. 6616); DIDIER (Emile) (p. 6617); LEFORT (Fernand) (p. 6618); COLLET (François) (p. 6619); POUILLE (Richard) (p. 6620, 6621); MATRAJA (Pierre) (p. 6621); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6623); RABINEAU (André) (p. 6624).

CENTRES VILLES : JANETTI (Maurice) (p. 6614); LEFORT (Fernand) (p. 6619); COLLET (François) (p. 6619).

COLLECTIVITES LOCALES : BEAUPETIT (Charles) (p. 6612); JANETTI (Maurice) (p. 6614).

COMMUNES TOURISTIQUES : DIDIER (Emile) (p. 6617).

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE) : QUILLIOT (Roger) (p. 6610, 6626); JANETTI (Maurice) (p. 6614).

CONSTRUCTION : QUILLIOT (Roger) (p. 6609); BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); LAUCOURNET (Robert) (p. 6612); PILLET (Paul) (p. 6616, 6617); DIDIER (Emile) (p. 6617); LEFORT (Fernand) (p. 6618).

DECENTRALISATION : BEAUPETIT (Charles) (p. 6612).

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EQUIPEMENT (DDE) : BEAUPETIT (Charles) (p. 6611).

ESPACES VERTS : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

FONDS D'AMENAGEMENT URBAIN (FAU) : JANETTI (Maurice) (p. 6614); QUILLIOT (Roger) (p. 6626).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : VIDAL (Marcel) (p. 6615); LEFORT (FERNAND) (p. 6618, 6619); QUILLIOT (Roger) (p. 6625).

FOYERS-LOGEMENTS : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6623).

HABITAT (amélioration de l') : QUILLIOT (Roger) (p. 6609, 6624, 6626); BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); LAUCOURNET (Robert) (p. 6612); JANETTI (Maurice) (p. 6614); VIDAL (Marcel) (p. 6615); HENRY (Marcel) (p. 6622); SOUCARET (Raymond) (p. 6623); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6623).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : QUILLIOT (Roger) (p. 6610, 6625, 6627); DIDIER (Emile) (p. 6618); COLLET (François) (p. 6620); MATRAJA (Pierre) (p. 6621, 6622); SOUCARET (Raymond) (p. 6623).

HABITAT RURAL : JANETTI (Maurice) (p. 6614); VIDAL (Marcel) (p. 6615); PILLET (Paul) (p. 6617); POUILLE (Richard) (p. 6621); SOUCARET (Raymond) (p. 6623); QUILLIOT (Roger) (p. 6626).

IMPOT FONCIER : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES : PILLET (Paul) (p. 6616).

INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL (IGN) : BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); QUILLIOT (Roger) (p. 6626).

LITTORAL (protection du) : QUILLIOT (Roger) (p. 6610).

LOCATION VENDE : QUILLIOT (Roger) (p. 6627) LOGEMENT : QUILLIOT (Roger) (p. 6609, 6627); BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); LAUCOURNET (Robert) (p. 6612, 6613); JANETTI (Maurice) (p. 6614); VIDAL (Marcel) (p. 6615); PILLET (Paul) (p. 6616); COLLET (François) (p. 6619, 6620); POUILLE (Richard) (p. 6620); MATRAJA (Pierre) (p. 6621); RABINEAU (André) (p. 6624).

LOGEMENT SOCIAL : QUILLIOT (Roger) (p. 6510, 6625); DIDIER (Emile) (p. 6617, 6618); LEFORT (Fernand) (p. 6618; 6619); COLLET (François) (p. 6619, 6620); MATRAJA (Pierre) (p. 6622).

LORRAINE : POUILLE (Richard) (p. 6620).

LOYERS : COLLET (François) (p. 6619); MATRAJA (Pierre) (p. 6621); QUILLIOT (Roger) (p. 6625, 6627).

MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 6622); QUILLIOT (Roger) (p. 6624).

MONTAGNE : QUILLIOT (Roger) (p. 6610).

MULTIPROPRIETE : LAUCOURNET (Robert) (p. 6613).

PATRIMOINE (protection du) : QUILLIOT (Roger) (p. 6610).

PLAFOND LEGAL DE DENSITE (PLD) : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

PLANS D'OCCUPATION DES SOLS : QUILLIOT (Roger) (p. 6610, 6625); BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); JANETTI (Maurice) (p. 6613).

PRETS D'ACCESSION A LA PROPRIETE (PAP) : QUILLIOT (Roger) (p. 6609, 6625, 6627); VIDAL (Marcel) (p. 6615); PILLET (Paul) (p. 6616); LEFORT (Fernand) (p. 6619); MATRAJA (Pierre) (p. 6621); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6623).

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA) : QUILLIOT (Roger) (p. 6609, 6624); VIDAL (Marcel) (p. 6615); PILLET (Paul) (p. 6616); DIDIER (Emile) (p. 6618); LEFORT (Fernand) (p. 6619); MATRAJA (Pierre) (p. 6621); SOUCARET (Raymond) (p. 6623).

PRIMES A L'AMELIORATION DE L'HABITAT (PAH) : QUILLIOT (Roger) (p. 6609); VIDAL (Marcel) (p. 6615).

PRIMES A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE (PALULOS) : QUILLIOT (Roger) (p. 6609, 6625); PILLET (Paul) (p. 6616); LEFORT (Fernand) (p. 6619).

PROGRAMME D'ACTION FONCIERE (PAF) : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

PROPRIETE (accession à la) : QUILLIOT (Roger) (p. 6609); MATRAJA (Pierre) (p. 6621).

PROVENCE ALPES COTE D'AZUR : JANETTI (Maurice) (p. 6613).

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU) : BEAUPETIT (Charles) (p. 6611).

SPECULATION FONCIERE : DIDIER (Emile) (p. 6617).

TAXES FONCIERES : PILLET (Paul) (p. 6617); MATRAJA (Pierre) (p. 6622); RABINEAU (André) (p. 6624); QUILLIOT (Roger) (p. 6625).

URBANISME : QUILLIOT (Roger) (p. 6610); JANETTI (Maurice) (p. 6613); VIDAL (Marcel) (p. 6615); SOUCARET (Raymond) (p. 6623).

URBANISME (documents d') : BEAUPETIT (Charles) (p. 6611); JANETTI (Maurice) (p. 6613).

URBANISME ET LOGEMENT : QUILLIOT (Roger) (p. 6609, 6610, 6624, 6625, 6626, 6627); BEAUPETIT (Charles) (p. 6611, 6612); LAUCOURNET (Robert) (p. 6612, 6613); JANETTI (Maurice) (p. 6613, 6614, 6615); VIDAL (Marcel) (p. 6615, 6616); PILLET (Paul) (p. 6616); DIDIER (Emile) (p. 6617, 6618); LEFORT (Fernand) (p. 6618); COLLET (François) (p. 6619); POUILLE (Richard) (p. 6620); MATRAJA (Pierre) (p. 6621, 6622); HENRY (Marcel) (p. 6622); SOUCARET (Raymond) (p. 6623); GOUTEYRON (Adrien) (p. 6623); RABINEAU (André) (p. 6623, 6624).

VILLES NOUVELLES : JANETTI (Maurice) (p. 6614) ZONES A URBANISER EN PRIORITE (ZUP) : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD) : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

ZONES D'AMENAGEMENT PROTEGE (ZAP) : BEAUPETIT (Charles) (p. 6611).

ZONES D'INTERVENTION FONCIERE (ZIF) : JANETTI (Maurice) (p. 6614).

Examen des crédits et des articles 48 et 75 (10 décembre 1982) (p. 6628, 6631) *MM. Christian de la Malène, Charles Beaupetit, rapporteur spécial ; Roger Quilliot, ministre ; Adolphe Chauvin, Jacques Descours Desacres, Fernand Lefort.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 6628).

Etat C – TITRES V, VI et VII – Adoptés (p. 6628).

Art. 48 (*Aide de l'Etat accordée pour les emprunts contractés en vue de la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements*) – Adopté (p. 6628).

Art. 75 (*Modification affectant le versement pour dépassement du plafond légal de densité*) (p. 6628).

Adoptés : amendement n° 202 de M. Charles Beaupetit : maintien de l'article 333-6 du code de l'urbanisme (p. 6629) – Amendement n° 221 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : suppression du paragraphe D de l'article 75 (p. 6631).

Retiré : amendement n° 222 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : exonération de la taxe sur le plafond légal de densité des organismes de construction de caractère social ; majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur les sociétés acquitté par les sociétés immobilières passibles de cet impôt (p. 6629).

Deviennent sans objet : amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Fourcade, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : harmonisation entre les dispositions du texte proposé pour cet article et celles prévues dans le projet de loi sur la décentralisation (p. 6641) – Amendement n° 224 de M. Raymond Brun, soutenu par M. Christian de la Malène : remplacement du seuil de 100 000 habitants par celui de 50 000 habitants dans le paragraphe D de cet article (p. 6641).

– L'art. 75 est rejeté (p. 6631).

IMPRIMERIE NATIONALE (BUDGET ANNEXE)

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6374, 6375).

MM. Laurent Fabius, ministre du budget ; Pierre Gamboa, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Parmantier.

IMPRIMERIE NATIONALE : FABIUS (Laurent) (p. 6374) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6374, 6375) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6375).

LIVRE : GAMBOA (Pierre) (p. 6374).

MANUELS SCOLAIRES : GAMBOA (Pierre) (p. 6374).

METIERS D'ARTS GRAPHIQUES : FABIUS (Laurent) (p. 6374) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6374, 6375) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6375).

PHOTOCOMPOSITION : PARMANTIER (Bernard) (p. 6375).

Examen des crédits figurant aux articles 34 et 35 (6 décembre 1982) (p. 6375)

Art. 34 (*Imprimerie nationale – Services votés*) – Adopté (p. 6375).

Art. 35 (*Imprimerie nationale – Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 6375).

JOURNAUX OFFICIELS (BUDGET ANNEXE)

Discussion (7 décembre 1982) (p. 6457, 6459).

MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Gamboa, rapporteur spécial.

JOURNAUX OFFICIELS : LABARRERE (André) (p. 6457, 6458) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6458).

JOURNAUX OFFICIELS (informatique) : LABARRERE (André) (p. 6457, 6458) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6458).

JOURNAUX OFFICIELS (personnels) : GAMBOA (Pierre) (p. 6458).

JOURNAUX OFFICIELS (photocomposition) : LABARRERE (André) (p. 6457, 6458) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6458).

Examen des crédits figurant aux articles 34 et 35 (7 décembre 1982) (p. 6459) *MM. Etienne Dailly, André Labarrère, ministre.*

Art. 34 (*Journaux officiels – services votés*) – Adopté (p. 6459).

Art. 35 (*Journaux officiels – mesures nouvelles*) – Adopté (p. 6459).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

Discussion (8 décembre 1982) (p. 6497, 6499).

MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; René Chazelle, rapporteur spécial.

ANCIENS COMBATTANTS (légion d'honneur) : CHAZELLE (René) (p. 6499).

DECORATIONS : BADINTER (Robert) (p. 6498) ; CHAZELLE (René) (p. 6499).

INVALIDES (hôtel des) : CHAZELLE (René) (p. 6499).

LEGION D'HONNEUR (contingents) : CHAZELLE (René) (p. 6499).

LEGION D'HONNEUR (maisons d'éducation) : BADINTER (Robert) (p. 6497) ; CHAZELLE (René) (p. 6498, 6499).

LEGION D'HONNEUR (ordre de la) : BADINTER (Robert) (p. 6497) ; CHAZELLE (René) (p. 6498, 6499).

LIBERATION (ordre de la) : CHAZELLE (René) (p. 6499).

MEDAILLE MILITAIRE : CHAZELLE (René) (p. 6498, 6499).

MERITE (ordre du) : CHAZELLE (René) (p. 6498).

Examen des crédits figurant aux articles 34 et 35 (p. 6499)

LEGION D'HONNEUR

Art. 34 (*Services votés*) – Adopté (p. 6499).

Art. 35 (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 6499).

ORDRE DE LA LIBERATION

Art. 34 (*Services votés*) – Adopté (p. 6499).

Art. 35 (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 6499).

MONNAIES ET MEDAILLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (6 décembre 1982) (p. 6363, 6364).

MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances ; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la commission des finances.

INFORMATION : DELORS (Jacques) (p. 6362).

MEDAILLES : DELORS (Jacques) (p. 6362) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6363).

MONNAIES : DELORS (Jacques) (p. 6362) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6362, 6363).

MONNAIES ET MEDAILLES (administration des) : DELORS (Jacques) (p. 6362) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6362, 6363).

SOUS-TRAITANCE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 6363).

Examen des crédits figurant aux articles 34 et 35 (6 décembre 1982) (p. 6363)

Art. 34 (*Monnaies et médailles – Services votés*) – Adopté (p. 6363).

Art. 35 (Monnaies et médailles – Mesures nouvelles) – Adopté (p. 6363).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Discussion (27 novembre 1982) (p. 5892, 5908) :

MM. Louis Mexandeau, ministre des PTT; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; René Regnault, Charles Ferrant, André Jouany, Fernand Lefort, Georges Dagonia.

AGENCE POUR LA COOPERATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ECONOMIQUE (ACTIM): MEXANDEAU (Louis) (p. 5907).

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE: FERRANT (Charles) (p. 5901).

AUXILIARIAT: REGNAULT (René) (p. 5900).

BUREAUX DE POSTE: REGNAULT (René) (p. 5900); FERRANT (Charles) (p. 5901); DAGONIA (Georges) (p. 5904).

CAISSE D'EPARGNE: MEXANDEAU (Louis) (p. 5893).

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE): PERREIN (Louis) (p. 5894); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896).

CHARTES DE GESTION DE LA POSTE ET DES TELECOMMUNICATIONS: MEXANDEAU (Louis) (p. 5893, 5905); PERREIN (Louis) (p. 5895); REGNAULT (René) (p. 5900).

CHEQUES POSTAUX (CCP): PERREIN (Louis) (p. 5894); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil): DAGONIA (Georges) (p. 5904); MEXANDEAU (Louis) (p. 5906).

COURRIER ELECTRONIQUE: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM): DAGONIA (Georges) (p. 5904); MEXANDEAU (Louis) (p. 5906).

EMPLOI: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5898); DAGONIA (Georges) (p. 5904); MEXANDEAU (Louis) (p. 5907).

EMPLOIS (créations d'): RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5898); REGNAULT (René) (p. 5899); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); LEFORT (Fernand) (p. 5903); MEXANDEAU (Louis) (p. 5908).

EXPORTATIONS: PERREIN (Louis) (p. 5894); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5898); REGNAULT (René) (p. 5899); MEXANDEAU (Louis) (p. 5907, 5908).

INFORMATIQUE: PERREIN (Louis) (p. 5894); FERRANT (Charles) (p. 5901).

INVESTISSEMENTS: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896); REGNAULT (René) (p. 5899); FERRANT (Charles) (p. 5901, 5902); LEFORT (Fernand) (p. 5903); MEXANDEAU (Louis) (p. 5907).

POSTES: MEXANDEAU (Louis) (p. 5892, 5893, 5905); PERREIN (Louis) (p. 5893, 5894, 5895); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896, 5898); REGNAULT (René) (p. 5899); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); LEFORT (Fernand) (p. 5903); DAGONIA (Georges) (p. 5904).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT): MEXANDEAU (Louis) (p. 5892, 5893, 5905, 5906, 5907, 5908); PERREIN (Louis) (p. 5893, 5894, 5895, 5896); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896, 5897, 5898, 5899); REGNAULT (René) (p. 5899, 5900); FERRANT (Charles) (p. 5900, 5901, 5902); JOUANY (André) (p. 5902);

LEFORT (Fernand) (p. 5902, 5903); DAGONIA (Georges) (p. 5904).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (personnel des): PERREIN (Louis) (p. 5895); REGNAULT (René) (p. 5900); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); LEFORT (Fernand) (p. 5903); DAGONIA (Georges) (p. 5904); MEXANDEAU (Louis) (p. 5908).

PRESSE: PERREIN (Louis) (p. 5894); REGNAULT (René) (p. 5899); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); MEXANDEAU (Louis) (p. 5905).

PRIVATISATION (postes): LEFORT (Fernand) (p. 5903).

RECHERCHE: MEXANDEAU (Louis) (p. 5892); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5899); REGNAULT (René) (p. 5899) RESEAUX CABLES: MEXANDEAU (Louis) (p. 5892, 5893, 5907); PERREIN (Louis) (p. 5895); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5899); REGNAULT (René) (p. 5900); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); LEFORT (Fernand) (p. 5903); DAGONIA (Georges) (p. 5904).

SATELLITES: MEXANDEAU (Louis) (p. 5892); PERREIN (Louis) (p. 5895).

SECURITE SOCIALE: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5898); REGNAULT (René) (p. 5899); MEXANDEAU (Louis) (p. 5906).

TARIFS PUBLICS (PTT): PERREIN (Louis) (p. 5894, 5895); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5897, 5899); REGNAULT (René) (p. 5900); FERRANT (Charles) (p. 5901).

TAXE DE SOLIDARITE: FERRANT (Charles) (p. 5901); MEXANDEAU (Louis) (p. 5906).

TELECOMMUNICATIONS: PERREIN (Louis) (p. 5894, 5895); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896, 5899); REGNAULT (René) (p. 5899, 5900); FERRANT (Charles) (p. 5902); JOUANY (André) (p. 5902); LEFORT (Fernand) (p. 5903); DAGONIA (Georges) (p. 5904); MEXANDEAU (Louis) (p. 5905, 5906, 5908).

TELECOMMUNICATIONS (industrie): RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5897); FERRANT (Charles) (p. 5902); MEXANDEAU (Louis) (p. 5908).

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF): MEXANDEAU (Louis) (p. 5892); LEFORT (Fernand) (p. 5903).

TELEMATIQUE: PERREIN (Louis) (p. 5894, 5895); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896, 5897, 5899); REGNAULT (René) (p. 5900); MEXANDEAU (Louis) (p. 5906).

TELEPHONE: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5897, 5898, 5899); REGNAULT (René) (p. 5900); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); DAGONIA (Georges) (p. 5904); MEXANDEAU (Louis) (p. 5906).

TELETEL: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896).

TRI POSTAL: RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5896); REGNAULT (René) (p. 5899).

VANDALISME: DAGONIA (Georges) (p. 5904).

VELIZY (expérience télématique): PERREIN (Louis) (p. 5894); RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5897); MEXANDEAU (Louis) (p. 5907).

ZONES RURALES: REGNAULT (René) (p. 5900); FERRANT (Charles) (p. 5901); JOUANY (André) (p. 5902); MEXANDEAU (Louis) (p. 5905).

Examen des crédits figurant aux articles 34 et 35 ainsi que de l'article 72 (27 novembre 1982) (p. 5908, 5910) MM. Louis Mexandeau, ministre; Paul Malassagne, Pierre Gamboa, Louis Perrein, rapporteur spécial; François Collet.

Art. 34 (Postes et télécommunications: services votés) – Rejeté (p. 5909; scrutin public n° 55; liste des votants p. 5955, 5956).

Art. 35 (*Postes et télécommunications ; mesures nouvelles*) – Rejeté (p. 5909 ; scrutin public n° 56 ; liste des votants p. 5956).

Art. 72 (*Garantie aux bénéficiaires des paiements effectués par les porteurs de cartes de paiement*) – Adopté (p. 5910).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (30 novembre 1982) (p. 6028, 6042).

Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture ; MM. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Caiveau, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Paul Robert, Louis Minetti, Louis de la Forest, Hubert d'Andigné, Michel Moreigne, Marcel Daunay, Jean Béranger, Pierre Louvot.

AGRICULTURE (aide à l') : CRESSON (Edith) (p. 6038).

AIDE MENAGERE : CAIVEAU (Louis) (p. 6031).

ALLOCATIONS FAMILIALES : CRESSON (Edith) (p. 6028) ; TORRE (Henri) (p. 6029) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6030) ; ANDIGNE (Hubert d') (p. 6033) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6036) ; BERANGER (Jean) (p. 6036).

ALLOCATION LOGEMENT : CRESSON (Edith) (p. 6028) ; BERANGER (Jean) (p. 6036).

ASSURANCE MALADIE : CAIVEAU (Louis) (p. 6030) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6034).

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE et MATERNITE des EXPLOITANTS AGRICOLES (AMEXA) : MOREIGNE (Michel) (p. 6034).

ASSURANCE VEUVAGE : CAIVEAU (Louis) (p. 6031) ; CRESSON (Edith) (p. 6038, 6039).

ASSURANCE VIEILLESSE : CRESSON (Edith) (p. 6028, 6039) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6031) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6034).

CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF) : DAUNAY (Marcel) (p. 6036) ; CRESSON (Edith) (p. 6037).

CHOMAGE (indemnisation) : CRESSON (Edith) (p. 6028) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6035).

EXODE RURAL : ROBERT (Paul) (p. 6031).

EXPLOITANTS AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6029) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6030, 6031).

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoint) : CRESSON (Edith) (p. 6028, 6038, 6039) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6031) ; MINETTI (Louis) (p. 6032) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6035).

FONDS ADDITIONNEL DE L'ACTION SOCIALE (FAAS) : CAIVEAU (Louis) (p. 6031).

HANDICAPES : CRESSON (Edith) (p. 6028).

MEDECINE : MOREIGNE (Michel) (p. 6034).

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE : TORRE (Henri) (p. 6029) ; ROBERT (Paul) (p. 6031).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6028, 6029, 6037, 6038) ; TORRE (Henri) (p. 6029) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6030) ; ROBERT (Paul) (p. 6031) ; MINETTI (Louis) (p. 6032) ; FOREST (Louis de la) (p. 6032, 6033) ; ANDIGNE (Hubert d') (p. 6033) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6034, 6035) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6035, 6036) ; BERANGER (Jean) (p. 6036, 6037) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6037).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (cotisations) : CRESSON (Edith) (p. 6028, 6029, 6038, 6039) ; TORRE (Henri) (p. 6029) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6030) ; ROBERT (Paul) (p. 6031, 6032) ; MINETTI (Louis) (p. 6032) ;

FOREST (Louis de la) (p. 6033) ; ANDIGNE (Hubert d') (p. 6033, 6034) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6035) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6035, 6036) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6037).

RETRAITE (âge de la) : CRESSON (Edith) (p. 6028) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6031) ; FOREST (Louis de la) (p. 6033) ; ANDIGNE (Hubert d') (p. 6034) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6035) ; BERANGER (Jean) (p. 6036).

RETRAITES AGRICOLES : CRESSON (Edith) (p. 6028, 6039) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6031) ; MINETTI (Louis) (p. 6032) ; FOREST (Louis de la) (p. 6033) ; ANDIGNE (Hubert d') (p. 6034) ; MOREIGNE (Michel) (p. 6035).

REVENU AGRICOLE : CRESSON (Edith) (p. 6029, 6038, 6039) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6030) ; ROBERT (Paul) (p. 6031) ; DAUNAY (Marcel) (p. 6036) ; BERANGER (Jean) (p. 6036) SECURITE SOCIALE (financement) : ANDIGNE (Hubert d') (p. 6034) ; BERANGER (Jean) (p. 6036).

SOLIDARITE NATIONALE : CRESSON (Edith) (p. 6028) ; TORRE (Henri) (p. 6029) ; CAIVEAU (Louis) (p. 6031) ; LOUVOT (Pierre) (p. 6037).

TAXES FISCALES ET PARAFISCALES : MINETTI (Louis) (p. 6032) ; CRESSON (Edith) (p. 6038).

Examen des crédits figurant aux articles 34 et 35 ainsi que l'article 55 (p. 6040, 6042) *MM. Jean Colin, Louis Caiveau, rapporteur pour avis ; Jacques Moutet, Mme Edith Cresson, ministre.*

Art. 34 (*Budget annexe des prestations sociales agricoles : services votés*) – Rejeté (p. 6040, scrutin public n° 66 ; liste des votants p. 6092).

Art. 35 (*Budget annexe des prestations sociales agricoles : mesures nouvelles*) – Rejeté (p. 6040 ; scrutin public n° 67 ; liste des votants p. 6093).

Art. 55 (*Prestations familiales servies aux personnes non salariées du régime agricole*) (p. 6040).

Adopté : amendement n° 120 de M. Louis Caiveau, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif aux prestations familiales servies aux personnes non salariées du régime agricole, ainsi que les ressources destinées à leur financement (p. 6042 ; scrutin public n° 68 ; liste des votants p. 6093, 6094).

– L'art. 55 est supprimé (p. 6042).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (11 décembre 1982) (p. 6683, 6730). *MM. Pierre Croze, Maurice Blin, rapporteur général ; Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; André Fosset, Guy Petit, Jacques Moutet, Paul Girod, Michel Darras, Pierre Lacour, Roger Romani, Pierre Ceccaldi-Pavard, François Collet, Paul Robert, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Stéphane Bonduel, Henri Colette, Jean-Pierre Fourcade, Geoffroy de Montalembert, Henri Collard, Etienne Dailly, Camille Vallin, Edouard Bonnefous, Bernard Legrand, Jean Madelain.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1983

A. Opérations à caractère définitif

I. BUDGET GENERAL

Art. 28 (*Budget général – services votés*) – Adopté (p. 6683).

Art. 29 et état B (*Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils*) – Adopté (p. 6684).

Art. 30 et état C (*Mesures nouvelles – Dépense en capital des services civils*) – Adoptés (p. 6685).

II - BUDGETS ANNEXES

Art. 34 (*Budgets annexes - services votés*) - Adopté (p. 6686).

Art. 35 (*Budgets annexes - mesures nouvelles*) - Adopté (p. 6686).

Articles non joints à l'examen des articles

Art. 33 et état D (*Autorisations d'engagements par anticipation*) - Adoptés (p. 6686).

Art. 44 et état E (*Perception des taxes parafiscales*) (p. 6686).

- Lignes 1 à 57 - Adoptées (p. 6699).

- Ligne 58 : *Retiré* : amendement n° 150 de M. Albert Voilquin et Pierre Croze qui le soutient : suppression de la ligne 58 relative à la taxe sur les spectacles (p. 6699) - La ligne 58 est adoptée (p. 6699).

- La ligne 59 est adoptée (p. 6699).

- Ligne 64 : *Irrecevable (article 40 de la Constitution)* : amendement n° 192 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. André Fosset : modification de la ligne 64 et extension du bénéfice du produit de la taxe parafiscale à tout organisme agréé par arrêté ministériel (p. 6709) ; précédemment réservé p. 6699).

- La ligne 64 est adoptée (p. 6709).

- Les lignes 65 et 66 sont adoptées (p. 6699).

- L'art. 44 et l'état E sont adoptés (p. 6709).

Art. 45 et état F (*Crédits évaluatifs*) (p. 6700).

Adopté : amendement n° 198 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et André Fosset qui le soutient : suppression dans le tableau des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits évaluatifs des lignes relatives à la coopération avec l'Algérie (p. 6701).

- L'art. 45 et l'état F, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 6701).

Art. 46 et état G (*Crédits provisionnels*) - Adoptés (p. 6702).

Art. 47 et état H (*Reports de crédits*) - Adoptés (p. 6704).

Après l'art. 47 (p. 6705).

Adopté : amendement n° 146 (art. additionnel) de M. Guy Petit : dispositions relatives au recouvrement de la taxe de séjour au profit des communes touristiques et thermales par apposition de timbres fiscaux ; dispositions complétant l'article 117 de la loi de finances pour 1982 (p. 6706).

Retiré : amendement n° 201 (art. additionnel) de M. Jacques Moutet : exemption de l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des subventions municipales et des cotisations perçues par les offices de tourisme (p. 6706).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 174 (art. additionnel) de M. Guy Petit : non assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des subventions municipales et des cotisations perçues par les offices de tourisme et les organismes remplissant les mêmes fonctions (p. 6706).

- Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6706).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A. Mesures fiscales

a) Encouragement à l'épargne

Art. 51 (*Création d'un compte d'épargne en actions*) (p. 6706).

Adoptés : amendement n° 199 de M. Maurice Blin, rapporteur général : taux de réduction de l'impôt sur le revenu porté à 30 % en cas d'achats nets de valeurs mobilières françaises dans le cadre d'un compte d'épargne en actions et abaissement

du montant sur lequel peut jouer la réduction d'impôt (p. 6708).

- Amendement n° 207 de M. René Monory, soutenu par M. Pierre Lacour : suppression du 2^e alinéa du paragraphe VII relatif aux modalités de calcul du solde annuel des achats et des cessions à titre onéreux par les intermédiaires agréés (p. 6709) - Amendement n° 227 de M. Laurent Fabius, ministre : adjonction d'un paragraphe 9 à l'article 51 supprimant les mots « jusqu'au 31 décembre 1981 » à l'avant-dernier alinéa de l'article 163 octies du code général des impôts (p. 6709).

Retiré : amendement n° 205 de M. René Monory, soutenu par M. Pierre Lacour : assimilation des rachats d'actions de sociétés d'investissement à capital variable remplissant les conditions fixées par l'article 163 octies du code général des impôts, à des cessions à titre onéreux (p. 6708).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 206 de M. René Monory, soutenu par M. Pierre Lacour : suppression de la dernière phrase du dernier alinéa du paragraphe V relative aux modalités de calcul des soldes nets annuels (p. 6709).

- L'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 6709).

Art. 52 ter (*Déclaration des produits des placements à revenu fixe et des profits de construction*) - Adopté (p. 6709).

Art. 52 quater (*Reconduction pour cinq ans de la déductibilité des dividendes attachés à la création d'entreprises ou à des augmentations de capital*) (p. 6709).

Adopté : amendement n° 228 de M. Laurent Fabius, ministre : limitation de la déductibilité des dividendes versés à es actionnaires autres que les sociétés mères, sauf si celles-ci sont imposables en France et renoncent pour ces dividendes au régime des sociétés mères (p. 6710).

- L'art. 52 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 6710).

Art. 52 quinquies (*Réduction de la taxe sur certains frais généraux au prorata des activités à l'exportation*) - Adopté (p. 6710).

b) Simplification, harmonisation allègements fiscaux

Art. 53 A (*Institution d'un nouveau régime d'incitation fiscale à l'investissement*) (p. 6710).

Adopté : amendement n° 208 de M. René Monory, soutenu par M. Pierre Lacour : remplacement du texte de cet article par les dispositions suivantes : I. Les trois premiers alinéas et l'avant-dernier alinéa de l'article 83 de la loi de finances pour 1982 sont supprimés - II. Les textes visés à l'article 302 bis A du code général des impôts sont majorés à due concurrence (p. 6711).

- L'art. 53 A, ainsi modifié, est adopté (p. 6711).

Après l'art. 53 A (p. 6711).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 204 (art. additionnel) de MM. Georges Mouly et Paul Girod qui le soutient : article additionnel tendant à compléter in fine le a) du 1^o de l'article 1467 du code général des impôts relatif à l'extension de la classification du champ d'application des exonérations permanentes de la taxe professionnelle à la valeur locative des installations mises à la disposition de tout organisme ou entreprise par une collectivité locale, en vue de l'exercice d'activités visées au 1^o de l'article 1449 lorsque cette collectivité reste effectivement propriétaire (p. 6712).

Art. 53 (*Modalités d'imposition des petits commerçants et artisans et fonctionnement des centres de gestion et associations agréés*) (p. 6712).

Adoptés : amendement n° 212 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet : possibilité pour les membres de l'ordre des experts comptables de remplir la mission de surveillance prévue au paragraphe III de l'article 53 (p. 6714) - Amendement n° 140 de M. Paul Robert : ouverture normale

de la possibilité de révision du montant plafonné afin de maintenir en dépit de l'éventuelle érosion monétaire sa valeur en termes réels (p. 6715) – Amendement n° 203 de M. Paul Girod : possibilité pour un adhérent des centres agréés dont le chiffre d'affaires évolue après son adhésion de garder le bénéfice du centre et de ne pas être obligé de le quitter dès qu'il dépasse un certain chiffre d'affaires (p. 6716) – Amendement n° 209 de M. Henri Duffaut : addition des experts-comptables stagiaires à la liste des professionnels mentionnés dans cet article (p. 6717) – Amendement n° 183 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : possibilité de versement direct de la rémunération par le centre pour le compte de leurs clients (p. 6717) – Amendement n° 210 de M. Henri Duffaut : prorogation de dix ans de la durée des preuves pour les stagiaires : autorisation de tenir des comptabilités pour son propre compte ou en qualité de salarié délivrée aux experts-comptables stagiaires remplissant des conditions fixées par décret (p. 6718) – Amendement n° 211 de M. Henri Duffaut : présence facultative du directeur des services fiscaux au sein des organismes ; présence du directeur des services fiscaux aux séances des comités relatifs au budget et conditions de fonctionnement des organismes (p. 6718).

Retirés : sous-amendement n° 195 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard à l'amendement n° 212 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet : substitution de la notion de comptabilité de trésorerie à celle de comptabilité super-simplifiée (p. 6714) – Amendement n° 194 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : possibilité pour les contribuables relevant de l'impôt sur le revenu et soumis sur option au régime défini à l'article 302 septies 1 bis du code général des impôts de tenir une comptabilité super-simplifiée (p. 6714) – Amendement n° 173 de M. Henri Duffaut : mission de surveillance des sociétés membres de l'ordre et des conseils juridiques titulaires de la mention de spécialisation fiscale (p. 6717) – Amendement n° 181 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Stéphane Bonduel : mission des experts-comptables et des comptables agréés des sociétés membres de l'ordre des conseillers juridiques titulaires de la mention de spécialisation fiscale (p. 6717) – Amendement n° 182 de M. Stéphane Bonduel : visas et missions ; domaine spécifique des experts-comptables chargés initialement de chaque dossier (p. 6717) – Amendement n° 215 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet : suppression des dispositions de cet article relatives à la voix consultative du directeur des services fiscaux ou de son représentant assistant aux délibérations des organes dirigeant des centres de gestion et associations agréés (p. 6718) – Amendement n° 141 de M. Paul Robert : suppression des limites de chiffre d'affaires ou de recettes conditionnant l'emploi d'allègements fiscaux aux adhérents des centres de gestion ou associations agréés et applicabilité aux exercices ouverts en 1982 (p. 6719).

– L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 6719).

Art. 53 bis (*Mentions devant figurer obligatoirement dans les documents comptables des adhérents aux centres de gestion agréés*) (p. 6719).

Rejeté : amendement n° 225 de M. Paul Girod : suppression de cet article relatif à la composition des documents comptables et à l'impossibilité de demande de renseignements de l'administration des impôts à l'égard des membres des professions non commerciales soumis au secret professionnel sur la nature des prestations fournies ; inapplicabilité de ces dispositions à la profession médicale (p. 6722).

– L'art. 53 bis est adopté (p. 6722).

Après l'art. 53 bis (p. 6722).

Retiré : amendement n° 196 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : centres de formation des personnels communaux et établissements publics hospitaliers (p. 6722).

c) *Lutte contre la fraude fiscale*

Art. 54 (*Fraude fiscale : sanctions pénales*) – Adopté (p. 6722).

Art. 54 bis (*Communication du support des documents comptables*) – Adopté (p. 6722).

Art. 54 ter (*Conservation du support des documents comptables*) – Adopté (p. 6722).

Après l'art. 54 ter (p. 6722).

Adopté : amendement n° 178 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : conservation pendant six ans des pièces justificatives d'origine, relatives à des opérations ouvrant droit du point de vue fiscal à une déduction en matière de taxe sur le chiffre d'affaires (p. 6724).

Retirés : amendement n° 180 (art. additionnel) de M. Edouard Bonnefous : possibilité de réduction à trois ans du délai durant lequel l'administration fiscale peut procéder à des demandes de redressement (p. 6725) – Amendement n° 216 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : compensation égale à la moins value de recettes du fonds forestier national pour les collectivités dont le territoire comprend des propriétés foncières non bâties exonérées de la taxe foncière : augmentation à due concurrence de la taxe prélevée à tous les stades de transformation du bois pour les produits importés des pays non membres de la Communauté économique européenne (p. 6726) – Amendement n° 218 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : modification de la fixation de la progression des bases d'imposition des différentes taxes locales (p. 6728).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) amendement n° 217 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : calcul de la compensation en fonction du produit des bases d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties exonérées par le taux communal applicable en 1980 (p. 6727).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6724).

Avant l'art. 55 (p. 6728).

Adopté : amendement n° 200 (art. additionnel) de MM. Maurice Blin, rapporteur général et André Fosset, rapporteur spécial, qui le soutient : liste des organismes et associations recevant des subventions du Gouvernement dont le montant est supérieur à 100 000 F (p. 6729).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6729).

Après l'art. 74 (p. 6729).

Adopté : amendement n° 144 (art. additionnel) de M. Bernard Legrand : modification de la taxe sur les espaces verts (p. 6730).

Retiré : amendement n° 197 (art. additionnel) de M. Jean Madelain : modification de la taxe sur les espaces verts (p. 6730).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6730).

Art. 27 – Modification de coordination adoptée (p. 6730).

Seconde délibération portant sur l'art. 75, précédemment supprimé – Ordonnée (p. 6731) – MM. Laurent Fabius, ministre ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Christian de la Malène, Maurice Blin, rapporteur général ; Charles Beaupetit, Jacques Descours Desacres, Adolphe Chauvin, Michel Darras, Louis Perrein.

Art. 75 (*Modification affectant le versement pour dépassement du plafond légal de densité*) (p. 6731).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Laurent Fabius, ministre : rétablissement de cet article supprimé par le Sénat (p. 6795 ; scrutin public n° 97 ; liste des votants p. 6754, 6755) ; sous-amendement n° 2 de M. Christian de la Malène : cas particulier de la région Ile-de-France (p. 6732 ; scrutin public n° 96 ; liste des votants p. 6753, 6754).

Non retenu dans le vote unique demandé par le Gouvernement : sous-amendement n° 3 de M. Jacques Descours Desacres : rétablissement du prélèvement en faveur du Fonds de compensation pour la TVA (p. 6734).

Vote unique, à la demande du Gouvernement sur l'article 75 résultant de l'amendement n° 1 et du sous-amendement n° 2 (p. 6734).

– L'art. 75 est rétabli, ainsi rédigé (p. 6795).

Explications de vote : intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 6735, 6736); MM. Maurice Blin, rapporteur général (p. 6737); Jacques Pelletier (p. 6738); Camille Vallin (p. 6738, 6739, 6740); Geoffroy de Montalrmbert, (p. 6739); Charles Pasqua (p. 6740, 6741); Pierre-Christian Taittinger (p. 6741, 6742, 6743); Henri Duffaut (p. 6743, 6744); Adolphe Chauvin (p. 6744, 6745); Jean Béranger (p. 6745, 6746); Louis Perrein (p. 6746, 6747); Jacques Moutet (p. 6747, 6748); Paul Girod (p. 6748, 6749).

Scrutin public (p. 6749; n° 98; liste des votants p. 6756, 6757).

Rejet (11 décembre 1982) (p. 6749).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1982) (p. 7095, 7109).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7095, 7097) *M. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances.*

BANQUES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

CENTRES DE GESTION ET ASSOCIATIONS AGREES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

DROITS DE TIMBRE : BLIN (Maurice) (p. 7096).

ENSEIGNANTS : BLIN (Maurice) (p. 7097).

EPARGNE : BLIN (Maurice) (p. 7096).

EPARGNE (livrets) : BLIN (Maurice) (p. 7096).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : BLIN (Maurice) (p. 7096).

HANDICAPES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

IMPOTS : BLIN (Maurice) (p. 7096).

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG) : BLIN (Maurice) (p. 7096).

INVALIDES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

MAGNETOSCOPES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

PELLETERIES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

REDEVANCE TELEVISION : BLIN (Maurice) (p. 7096).

SOCIETES COMMERCIALES : BLIN (Maurice) (p. 7196).

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (SCOP) : BLIN (Maurice) (p. 7096).

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE : BLIN (Maurice) (p. 7096).

VALEURS MOBILIERES : BLIN (Maurice) (p. 7096).

II. EXAMEN DES ARTICLES ET DES CREDITS (p. 7097, 7109)

Art. 1^{er} (p. 7097).

Adopté : amendements n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux modalités de perception des impôts (p. 7097).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 7097).

Art. 2 (p. 7097).

Adopté : amendement n° 2 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au barème de l'impôt (p. 7098).

– L'art. 2 est supprimé (p. 7098).

Art. 2 bis (p. 7098).

Adopté : amendement n° 3 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'obligation de

déclarer les rémunérations mentionnées au 1 de l'article 240 du code général des impôts (p. 7098).

– L'art. 2 bis est supprimé (p. 7098).

Art. 2 ter (p. 7098).

Adopté : amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général relatif à la taxe imposée aux personnes morales dont le siège est situé hors de France et aux cas d'inapplicabilité de cette taxe (p. 7099).

– L'art. 2 ter est supprimé (p. 7099).

Art. 2 quater (p. 7099).

Adopté : amendement n° 5 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au dépôt par le Gouvernement d'un rapport relatif aux modalités fiscales de prise en compte des charges des familles dans le calcul de l'impôt sur le revenu (p. 7099).

– L'art. 2 quater est supprimé (p. 7099).

Art. 3 (p. 7099).

Adopté : amendement n° 6 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux obligations (p. 7099).

– L'art. 3 est supprimé (p. 7099).

Art. 4 (p. 7099).

Adopté : amendement n° 7 de M. Maurice Blin, rapporteur général, relatif aux valeurs mobilières (p. 7099).

– L'art. 4 est supprimé (p. 7099).

Art. 5 (p. 7100).

Adopté : amendement n° 8 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la suppression des droits de timbre et du droit de timbre de quittance (p. 7100).

– L'art. 5 est supprimé (p. 7100).

Art. 6 (p. 7100).

Adopté : amendement n° 9 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux associations régies par la loi de 1901 aux syndicats professionnels, aux manifestations de bienfaisance, aux collectivités locales et à leurs groupements (p. 7100).

– L'art. 6 est supprimé (p. 7100).

Art. 6 Bis (p. 7100).

Adopté : amendement n° 10 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 7100).

– L'art. 6 bis est supprimé (p. 7100).

Art. 7 (p. 7100).

Adopté : amendement n° 11 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux cas d'acquisition de parts sociales d'une société coopérative ouvrière de production (p. 7100).

– L'art. 7 est supprimé (p. 7100).

Art. 8 (p. 7100).

Adopté : amendement n° 12 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'absence de prise en compte du prélèvement pour les frais de dégrèvement et de non valeurs pris en charge par l'Etat sur le montant de la taxe d'habitation établie au titre de 1983 (p. 7100).

– L'art. 8 est supprimé (p. 7100).

Art. 9 (p. 7100).

Adopté : amendement n° 13 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'abrogation des dispositions exonérant de la taxe sur la valeur ajoutée les prestations des membres des professions juridiques et judiciaires et à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des expertises ayant trait à l'évaluation des indemnités d'assurance (p. 7100).

– L'art. 9 est supprimé (p. 7100).

Art. 10 (p. 7100).

Adopté : amendement n° 14 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux entreprises d'assurance (p. 7101).

– L'art. 10 est supprimé (p. 7101).

Art. 11 (p. 7101).

Adopté : amendement n° 15 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux créances (p. 7101).

– L'art. 11 est supprimé (p. 7101).

Art. 12 (p. 7101).

Adopté : amendement n° 16 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la fraction de la valeur nette taxable du patrimoine (p. 7102).

– L'art. 12 est supprimé (p. 7102).

Art. 13 (p. 7102).

Adopté : amendement n° 17 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la vignette automobile (p. 7102).

– L'art. 13 est supprimé (p. 7102).

Art. 14 (p. 7102).

Adopté : amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la taxe sur les tabacs (p. 7102).

– L'art. 14 est supprimé (p. 7102).

Art. 14 bis (p. 7102).

Adopté : amendement n° 19 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'augmentation du chiffre prévu au paragraphe II de l'article 38 de la loi de finances pour 1982 (p. 7102).

– L'art. 14 bis est supprimé (p. 7102).

Art. 15 (p. 7102).

Adopté : amendement n° 20 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (p. 7103).

– L'art. 15 est supprimé (p. 7103).

Art. 15 bis (p. 7103).

Adopté : amendement n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux acquisitions immobilières ou de fonds de commerce des collectivités locales ou établissements publics (p. 7103).

– L'art. 15 bis est supprimé (p. 7103).

Art. 15 ter (p. 7103).

Adopté : amendement n° 22 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'exonération de la taxe de publicité foncière pour les inscriptions d'hypothèques prises en garantie de prêts (p. 7103).

– L'art. 15 ter est supprimé (p. 7103).

Art. 16 (p. 7103).

Adopté : amendement n° 23 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la reconduction de certaines mesures (p. 7104).

– L'art. 16 est supprimé (p. 7104).

Art. 16 bis (p. 7104).

Adopté : amendement n° 24 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la suppression de la réduction des droits de mutation à titre gratuit en faveur des donations par contrat de mariage (p. 7104).

– L'art. 16 bis est supprimé (p. 7104).

Art. 16 ter (p. 7104).

Adopté : amendement n° 25 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'augmentation du chiffre prévu aux articles 719, 724 et 725 du code général des impôts (p. 7104).

– L'art. 16 ter est supprimé (p. 7104).

Art. 16 quater (p. 7104).

Adopté : amendement n° 26 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au tarif des droits fixes et des minima d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (p. 7104).

– L'art. 16 quater est supprimé (p. 7104).

Art. 17 (p. 7104).

Adopté : amendement n° 27 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la formation professionnelle (p. 7104).

– L'art. 17 est supprimé (p. 7104).

Art. 18 (p. 7104).

Adopté : amendement n° 28 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux abattoirs privés et publics (p. 7104).

– L'art. 18 est supprimé (p. 7104).

Art. 19 (p. 7104).

Adopté : amendement n° 29 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif aux droits de sceau établis au profit du Trésor sur les actes relatifs à la naturalisation, à la réintégration et à la libération de l'allégeance française (p. 7104).

– L'art. 19 est supprimé (p. 7104).

Art. 20 (p. 7104).

Adopté : amendement n° 30 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la quantité d'essence pouvant donner lieu au dégrèvement (p. 7104).

– L'art. 20 est supprimé (p. 7104).

Art. 20 bis (p. 7105).

Adopté : amendement n° 31 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la destination du produit des versements dus au titre des densités de construction supérieures au plafond légal (p. 7105).

– L'art. 20 bis est supprimé (p. 7105).

Art. 21 (p. 7105).

Adopté : amendement n° 32 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la confirmation pour 1983 des affectations résultant de budgets annexes et comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt du projet de la présente loi de finances (p. 7105).

– L'art. 21 est supprimé (p. 7105).

Art. 22 (p. 7105).

Adopté : amendement n° 33 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au taux de la taxe sur les huiles institué au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 7105).

– L'art. 22 est supprimé (p. 7105).

Art. 23 (p. 7105).

Adopté : amendement n° 34 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la destination du produit du prélèvement entre les sociétés de courses, l'élevage, le Fonds national pour le développement des adductions d'eau et le fonds national pour le développement du sport (p. 7105).

– L'art. 23 est supprimé (p. 7105).

Art. 23 bis (p. 7105).

Adopté : amendement n° 35 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes pour le logement des instituteurs (p. 7106).

L'art. 23 bis est supprimé (p. 7106).

Art. 24 (p. 7106).

Adopté : amendement n° 36 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au taux du prélèvement (p. 7106).

– L'art. 24 est supprimé (p. 7106).

Art. 24 bis (p. 7106).

Adopté : amendement n° 37 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au tarif des droits de timbre (p. 7106).

– L'art. 24 bis est supprimé (p. 7106).

Art. 25 (p. 7106).

Adopté : amendement n° 38 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la confirmation pour 1983 des dispositions législatives ayant pour effet de déterminer les charges publiques (p. 7106).

– L'art. 25 est supprimé (p. 7106).

Art. 26 (p. 7106).

Adopté : amendement n° 39 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au taux de majoration applicable à certaines rentes viagères constituées entre particuliers (p. 7106).

– L'art. 26 est supprimé (p. 7106).

Art. 27 (p. 7107).

Adopté : amendement n° 40 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de l'article 27 relatif aux ressources affectées au budget et de l'Etat A relatif au tableau des voies et moyens applicables au budget de 1983 (p. 7109).

– L'art. 27 et l'état A sont supprimés (p. 7109).

Etant donné que tous les articles de la première partie du projet de loi de finances ont été supprimés, l'ensemble de la première partie se trouve rejetée – En application de l'article 47 bis, alinéa 2, du règlement, lorsque le Sénat n'adopte pas la première partie du projet de loi de finances, l'ensemble du projet de loi est considéré comme rejeté.

Rejet (18 décembre 1982) (p. 7109).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1982**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M.

Laurent Fabius, ministre du budget (14 mai 1982) [n° 875] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois (15 mai 1982) – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (19 mai 1982) [n° 892] – Avis de M. Alain Richard (19 mai 1982) [n° 891] – Discussion (25 et 26 mai 1982) – Adoption (26 mai 1982) [n° 151].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mai 1982) [n° 356 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (3 juin 1982) [n° 376 (81-82)] – Discussion (8 juin 1982) (p. 2560, 2602) ; (9 juin 1982) (p. 2631, 2662) – Adoption (9 juin 1982) [n° 110].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 juin 1982) [n° 925] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (16 juin 1982) [n° 951].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (16 juin 1982) [n° 390 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 juin 1982) [n° 925] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (16 juin 1982) [n° 952] – Discussion (16 juin 1982) – Adoption (16 juin 1982) [n° 172].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 juin 1982) [n° 398] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (17 juin 1982) [n° 400 (81-82)] – Discussion (17 juin 1982) (p. 2912, 2918) – Rejet (17 juin 1982) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 juin 1982) [n° 959] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (18 juin 1982) [n° 960] – Discussion (18 juin 1982) – Adoption (18 juin 1982) [n° 175].

PROMULGATION : Loi n° 82-540 du 28 juin 1982 (JO Lois et décrets du 28, 29 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(8 juin 1982) (p. 2560, 2602) ; (9 juin 1982) (p. 2631, 2662).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2560, 2588) : *MM. Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; Jean-Pierre Fourcade, Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, René Monory, Stéphane Bonduel, Jacques Larché, Henri Duffaut, Pierre Lacour, Jean Cluzel, Camille Vallin, Fernand Lefort.*

AIDE AU LOGEMENT : LACOUR (Pierre) (p. 2580) ; LEFORT (Fernand) (p. 2586).

ALGERIE : FABIUS (Laurent) (p. 2561) ; BLIN (Maurice) (p. 2566).

ANCIENS COMBATTANTS : LEFORT (Fernand) (p. 2585) ; FABIUS (Laurent) (p. 2588).

ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD : LEFORT (Fernand) (p. 2585).

ARTISANS : LACOUR (Pierre) (p. 2580) ; FABIUS (Laurent) (p. 2588).

AUDIOVISUEL : CLUZEL (Jean) (p. 2582) ; FABIUS (Laurent) (p. 2588).

BANQUES : FABIUS (Laurent) (p. 2561) ; BLIN (Maurice) (p. 2566) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578).

BATIMENT (industrie du) : CLUZEL (Jean) (p. 2581) ; LEFORT (Fernand) (p. 2585) ; FABIUS (Laurent) (p. 2588).

CENTRES DE GESTION AGREES : CLUZEL (Jean) (p. 2582).

CHAMBRES DE METIERS : CLUZEL (Jean) (p. 2582).

CHOMAGE : BLIN (Maurice) (p. 2564) ; PONCELET (Christian) (p. 2567) ; MONORY (René) (p. 2570) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2574) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576, 2577) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578) ; VALLIN (Camille) (p. 2582).

COMMERCE EXTERIEUR : FABIUS (Laurent) (p. 2560) ; PONCELET (Christian) (p. 2567) ; MONORY (René) (p. 2570, 2571) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2574) ; LARCHE (Jacques) (p. 2574) ; VALLIN (Camille) (p. 2582).

COMMUNES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2577) ; VALLIN (Camille) (p. 2584) ; FABIUS (Laurent) (p. 2587, 2588).

CONJOINTS DE COMMERCANTS ET D'ARTISANS : CLUZEL (Jean) (p. 2582).

CONSOMMATION : FABIUS (Laurent) (p. 2561, 2587) ; BLIN (Maurice) (p. 2564) ; MONORY (René) (p. 2570) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576).

CREDIT AGRICOLE : DUFFAUT (Henri) (p. 2579).

CREDIT MUTUEL : DUFFAUT (Henri) (p. 2579).

DECENTRALISATION : LARCHE (Jacques) (p. 2575).

DEVALUATION : MONORY (René) (p. 2571) ; LARCHE (Jacques) (p. 2574).

EMPLOIS (création d') : MONORY (René) (p. 2570) ; FABIUS (Laurent) (p. 2587).

ENTREPRISES : FABIUS (Laurent) (p. 2560, 2587) ; BLIN (Maurice) (p. 2564, 2565) ; PONCELET (Christian) (p. 2569) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578) ; LACOUR (Pierre) (p. 2580).

ENTREPRISES (charges des) : BLIN (Maurice) (p. 2564) ; PONCELET (Christian) (p. 2569) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576) ; VALLIN (Camille) (p. 2583).

ENTREPRISES NATIONALES : FABIUS (Laurent) (p. 2560, 2561, 2587) ; BLIN (Maurice) (p. 2564, 2565, 2566) ; PONCELET (Christian) (p. 2568) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2573) ; LARCHE (Jacques) (p. 2575) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578) ; VALLIN (Camille) (p. 2583).

EXPLOITANTS AGRICOLES : BLIN (Maurice) (p. 2565) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2573).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : MONORY (René) (p. 2570) ; LACOUR (Pierre) (p. 2580).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS (logement) : LACOUR (Pierre) (p. 2580).

FONDS DE COMMERCE : CLUZEL (Jean) (p. 2582) ; FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : BONDUEL (Stéphane) (p. 2573) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576) ; FABIUS (Laurent) (p. 2586).

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE : VALLIN (Camille) (p. 2584).

FRANC (monnaie) : PONCELET (Christian) (p. 2567) ; MONORY (René) (p. 2571) ; LARCHE (Jacques) (p. 2574, 2575) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578) ; CLUZEL (Jean) (p. 2582) ; FABIUS (Laurent) (p. 2587).

GAZ : FABIUS (Laurent) (p. 2561, 2562, 2586, 2587) ; BLIN (Maurice) (p. 2566, 2567) ; MONORY (René) (p. 2571) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2573).

GAZ DE FRANCE : FABIUS (Laurent) (p. 2561) ; BLIN (Maurice) (p. 2566).

GREVES : DUFFAUT (Henri) (p. 2579).

HABITAT (amélioration de l') : LACOUR (Pierre) (p. 2580).

HANDICAPES : FABIUS (Laurent) (p. 2562) ; BLIN (Maurice) (p. 2565) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2573) ; VALLIN (Camille) (p. 2583).

HOTELLERIE : LACOUR (Pierre) (p. 2580).

IMPORTATIONS : VALLIN (Camille) (p. 2583).

IMPOTS LOCAUX : FABIUS (Laurent) (p. 2563, 2586, 2587, 2588) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576, 2577) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578, 2579) ; VALLIN (Camille) (p. 2583, 2584).

IMPOTS LOCAUX (simulations) : VALLIN (Camille) (p. 2584).

INFLATION : PONCELET (Christian) (p. 2567, 2569) ; MONORY (René) (p. 2570, 2572) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576, 2577) ; VALLIN (Camille) (p. 2582).

INTERET (taux d') : MONORY (René) (p. 2571) ; VALLIN (Camille) (p. 2582).

INVESTISSEMENTS : FABIUS (Laurent) (p. 2560, 2561, 2587, 2588) ; BLIN (Maurice) (p. 2565) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2573) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578, 2579) ; VALLIN (Camille) (p. 2582).

LOGEMENT : CLUZEL (Jean) (p. 2581) ; LEFORT (Fernand) (p. 2586) ; FABIUS (Laurent) (p. 2588).

LOGEMENT SOCIAL : LEFORT (Fernand) (p. 2586) ; FABIUS (Laurent) (p. 2588).

MONNAIE : DUFFAUT (Henri) (p. 2578).

NATIONALISATIONS : FABIUS (Laurent) (p. 2561) ; PONCELET (Christian) (p. 2569).

PARLEMENT (contrôle du) : BLIN (Maurice) (p. 2566) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2573).

PARLEMENT (information du) : LARCHE (Jacques) (p. 2574).

POLITIQUE ECONOMIQUE : FABIUS (Laurent) (p. 2560, 2561) ; BLIN (Maurice) (p. 2564, 2567) ; PONCELET (Christian) (p. 2568) ; MONORY (René) (p. 2570, 2572) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2574) ; LARCHE (Jacques) (p. 2574, 2575) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2575, 2576, 2577).

PRESTATIONS SOCIALES : MONORY (René) (p. 2570) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2574) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576).

PRIX : FABIUS (Laurent) (p. 2560) ; BLIN (Maurice) (p. 2565) ; PONCELET (Christian) (p. 2568) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2574) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2578).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) : PONCELET (Christian) (p. 2569).

PROFESSIONS LIBERALES : LACOUR (Pierre) (p. 2580) ; PROPRIETE (accession à la) : LACOUR (Pierre) (p. 2580).

RADIODIFFUSION-TELEVISION : CLUZEL (Jean) (p. 2581).

REDEVANCE TELEVISION : CLUZEL (Jean) (p. 2582).

REPARATIONS : CLUZEL (Jean) (p. 2581).

SALAIRES : MONORY (René) (p. 2571) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576) ; VALLIN (Camille) (p. 2583).

SECURITE SOCIALE (financement) : PONCELET (Christian) (p. 2568).

SONATRACH (société) : FABIUS (Laurent) (p. 2562).

« STAGFLATION » : PONCELET (Christian) (p. 2569).

TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA): FABIUS (Laurent) (p. 2562, 2563, 2586, 2588); BLIN (Maurice) (p. 2565); PONCELET (Christian) (p. 2569); MONORY (René) (p. 2571); BONDUEL (Stéphane) (p. 2573); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576); DUFFAUT (Henri) (p. 2578, 2579); LACOUR (Pierre) (p. 2580); CLUZEL (Jean) (p. 2581, 2582); VALLIN (Camille) (p. 2583).

TAXE D'HABITATION: FABIUS (Laurent) (p. 2563, 2588); BLIN (Maurice) (p. 2565); BONDUEL (Stéphane) (p. 2573); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576); DUFFAUT (Henri) (p. 2579); VALLIN (Camille) (p. 2583).

TAXE INTERIEURE SUR LES CARBURANTS: FABIUS (Laurent) (p. 2587).

TAXE PROFESSIONNELLE: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2563); FABIUS (Laurent) (p. 2563, 2587); BLIN (Maurice) (p. 2565); MONORY (René) (p. 2571); BONDUEL (Stéphane) (p. 2573); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2576, 2577); DUFFAUT (Henri) (p. 2578, 2579); LACOUR (Pierre) (p. 2580); CLUZEL (Jean) (p. 2581); VALLIN (Camille) (p. 2584).

TEXTILES: VALLIN (Camille) (p. 2583).

TRAVAIL CLANDESTIN: CLUZEL (Jean) (p. 2581).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS): BLIN (Maurice) (p. 2567).

VERSAILLES (conférence de): MONORY (René) (p. 2572); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2575, 2577).

VINS DE LIQUEUR: LACOUR (Pierre) (p. 2580, 2581).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2588, 2602; 2631, 2662) : *Mme Cécile Goldet, MM. Paul Robert, Pierre Gamboa, Pierre Lacour, Maurice Blin, rapporteur général; Laurent Fabius, ministre; Camille Vallin, Michel Moreigne, Adolphe Chauvin, Jules Faigt, Henri Duffaut, Christian Poncelet, André Fossat, Rémi Herment - Jacques Descours Desacres, Pierre Carous, Louis Perrein, Maurice Schumann, Jean Cauchon, Geoffroy de Montalembert, Pierre Sallenave, Jacques Habert, Frédéric Wirth, Michel Rigou, François Collet, André Rabineau.*

Art. 1^{er} (Taxe d'habitation - Dégrèvement en faveur des personnes âgées de plus de soixante ans) (p. 2588).

Retirés : amendement n° 64 de Mme Cécile Goldet : exonération de la taxe d'habitation applicable aux veufs, veuves, aux personnes divorcées ou célibataires, à condition qu'elles aient un enfant à charge (p. 2591) - Amendement n° 63 de Mme Cécile Goldet : instauration d'un dégrèvement partiel de la taxe d'habitation en faveur des veuves, des veufs et des personnes divorcées ou célibataires assurant seules la charge d'un ou de plusieurs enfants (p. 2591) - Amendement n° 23 de M. Paul Robert : exonération de la taxe d'habitation pour les femmes seules non imposables sur le revenu ni sur les grandes fortunes (p. 2591) - Amendement n° 38 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa : non imposition de l'impôt sur le revenu avant déduction de l'avoir fiscal (p. 2590) - Amendement n° 29 de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Pierre Lacour : exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties prévue à l'art. 1391 du code général des impôts (p. 2591) - Amendement n° 22 de MM. Paul Girod et Paul Robert, qui le soutient : bénéfice du dégrèvement de la taxe d'habitation accordé aux contribuables âgés de plus de 70 ans, dont la cotisation d'impôts sur le revenu est inférieure à 1000 f et non passibles de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2291).

- L'article 1^{er} est adopté (p. 2591).

Art. 2 (Taxe professionnelle - Mesures d'allègement des cotisations en 1982) (p. 2591).

Adopté : amendement n° 5 de M. Maurice Blin, rapporteur général : cotisation visée à l'art. 1600 du code général des impôts relative au versement des entreprises en faveur des chambres de commerce, passible d'une réduction de 5 % pour le calcul des cotisations de taxe professionnelle (p. 2593).

Retirés : amendement n° 39 de M. Camille Vallin : modulation de l'abaissement du taux de la cotisation nationale pour en réserver le bénéfice aux redevables de la taxe professionnelle situés dans les communes où le taux est inférieur au taux moyen national (p. 2592) - Amendement n° 40 de M. Camille Vallin : modalités d'abaissement pour chaque entreprise du taux de la cotisation nationale pour le calcul des cotisations de taxe professionnelle (p. 2593) - Amendement n° 41 de M. Camille Vallin : modalités d'attribution aux entreprises de la réduction de 5 % sur la cotisation de taxe professionnelle (p. 2593) - Amendement n° 44 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa : consultation du comité d'entreprise, du comité d'établissement, ou, à défaut, des délégués du personnel sur l'effort réalisé par l'entreprise en matière d'emploi et d'investissement (p. 2593) - Amendement n° 43 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa : inapplicabilité des dispositions du précédent paragraphe relatif au dégrèvement, pour les établissements issus de fusions, absorptions, ou scissions (p. 2594) - Amendement n° 42 de M. Camille Vallin : suppression du paragraphe II, relatif à la diminution annuelle de la taxe professionnelle, à compter de 1982, prévue à l'art. 1647 b quinquies du code général des impôts (p. 2594).

- L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2594).

Après l'art. 2 (p. 2594).

Retirés : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : communication de la matrice de la taxe professionnelle au maire, sur sa demande (p. 2594) - Amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : majoration de 10 % de la dotation globale de fonctionnement pour 1982 en faveur des communes qui ont signé avec l'Etat un contrat de solidarité (p. 2595).

Art. 3 (Taxe sur la valeur ajoutée) (p. 2595).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Paul Robert : fixation à 6 % du taux réducteur de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 2598) - Amendement identiques n° 6 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Christian Poncelet, n° 26 de M. Paul Robert et n° 30 de M. Adolphe Chauvin : suppression du paragraphe II, relatif à la fixation à 18,6 % du taux normal et du taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée dans les départements de la France métropolitaine (p. 2600; scrutin public n° 113; liste des votants p. 2627, 2628) - Amendement rédactionnel n° 72 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2601).

Retirés : amendement n° 47 de M. Camille Vallin : modification de l'art. 54 de la loi de finances pour 1977 relatif aux dotations budgétaires ouvertes chaque année, destinées à permettre le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités locales (p. 2602) - Amendement n° 48 de M. Camille Vallin : majoration du remboursement d'un taux correspondant à l'évolution de l'indice de l'INSEE mesurant la hausse des prix intervenue pendant la période considérée (p. 2602).

Deviennent sans objet : amendement n° 60 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin : application du taux réducteur de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux prestations relatives à la fourniture et à l'évacuation de l'eau, défini à l'art. 279 b du code général des impôts (p. 2598) - Amendement n° 68 de M. Roland Courteau, soutenu par M. Jules Faigt : application au vin, du taux de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 2598).

Irrecevable (Art. 40 de la Constitution) : amendement n° 31 de M. Rémi Herment : extension de la déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée pour le fuel utilisé par les agriculteurs (p. 2601).

- L'art. 3 est rejeté (p. 2602).

Art. 4 (Impôt exceptionnel sur certaines dépenses des institutions financières) - Adopté (p. 2602).

Art. 5 (Date d'entrée en vigueur des modifications apportées au régime fiscal des caisses de crédit agricole et de crédit mutuel) - Adopté (p. 2602).

Art. 6 et Etat A (Equilibre général).

Adopté : amendement n° 74 de M. Laurent Fabius, ministre : modification des évaluations de recette et de l'excédent net des charges pour tenir compte de l'incidence des dispositions adoptées par le Sénat (p. 2632).

– L'art. 6 et l'Etat A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2632).

Art. 7 et Etat B (Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures) (p. 2632).

Adoptés : amendement n° 75 de M. Laurent Fabius, ministre : majoration des crédits pour tenir compte des votes intervenus sur les dégrèvements d'impôts (p. 2631) – Amendement, n° 70 de M. Maurice Blin, rapporteur général : réduction des crédits des relations extérieures : rejet du contrat de gaz algérien (p. 2633 ; précédemment réservé p. 2633).

– L'art. 7 et l'état B, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2633).

Art. 8 (Dépenses en capital des services civils – ouvertures) – Adopté (p. 2633).**Art. 9 (Ratification du décret d'avance n° 82-179 du 22 février 1982 : part de l'Etat dans la facture du gaz algérien)** (p. 2633).

Adopté : amendement n° 8 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la ratification des crédits ouverts par décret d'avance pour l'application du contrat de gaz algérien (p. 2633).

– L'art. 9 est supprimé (p. 2633).

Art. 9 bis (Impôt sur les grandes fortunes : exonération des droits de la propriété littéraire et artistique).

Retiré : amendement n° 61 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Pierre Lacour : exclusion des bases d'imposition des droits de propriété industrielle (p. 2633).

– L'art. 9 bis est adopté (p. 2633).

Avant l'art. 10 (p. 2633).

Retirés : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : reconduction pour 1983 de la suppression du prélèvement sur les frais d'assiette pour la taxe d'habitation (p. 2634) – Amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : prolongation du délai laissé aux collectivités locales pour décider les abattements applicables aux taxes directes locales pour 1983.

Art. 10 (Réduction de la part des salaires dans les bases de la taxe professionnelle et compensation de cette mesure) (p. 2634).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Descours Desacres : prorogation au-delà de 1983 des dispositions relatives aux conditions de répartition du fonds national de péréquation destinées à compenser pour les collectivités locales l'atténuation de la taxe professionnelle (p. 2638).

Retirés : amendement n° 32 de M. Pierre Lacour : réduction des bases de la taxe professionnelle des professions libérales (p. 2634) – Amendement n° 51 de M. Pierre Gamboa : actualisation ultérieure de la compensation accordée par le fonds national de péréquation aux collectivités locales ; augmentation à due concurrence de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle (p. 2637).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2638).

Art. 11 (Prise en compte pour moitié des augmentations de la valeur locative des matériels dans les bases de la taxe professionnelle) (p. 2638).

Adoptés : amendement n° 71 de M. Laurent Fabius, ministre : prise en compte de l'augmentation de la valeur locative des équipements dans les bases de la taxe professionnelle : exclusion d'opérations comptables entre différents établissements d'une même entreprise (p. 2639) – Amendement rédactionnel n° 9 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2639) – Amendement n° 10 de M. Maurice Blin, rapporteur général : variation annuelle de la compensation en fonction de

l'évolution des valeurs locatives constatée l'année précédente (p. 2640) – Amendement rédactionnel n° 11 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2640).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2640).

Art. 12 (Taxe professionnelle – Institution d'une réduction dégressive sur la valeur locative des matériels) (p. 2640).

Adopté : amendement rédactionnel n° 12 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2640).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2640).

Art. 13 (Taxe professionnelle – Régime d'imposition des artisans) (p. 2640).

Retiré : amendement n° 33 de M. Pierre Lacour : application aux professions libérales de la réduction des bases de la taxe professionnelle prévue en faveur des artisans qui emploient de un à trois salariés (p. 2641).

– L'art. 13 est adopté (p. 2641).

Art. 14 (Taxe professionnelle – Calcul des taux) (p. 2641).

Adopté : amendement n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général : limitation de l'accroissement possible du taux de la taxe professionnelle en fonction de la variation des taux des autres taxes et notamment de la taxe d'habitation (p. 2642).

Rejeté : amendement n° 54 de M. Camille Vallin : suppression de cet article relatif à l'impossibilité pour une collectivité d'augmenter le taux de la taxe professionnelle si le taux des trois autres taxes est inférieur à la moyenne nationale (p. 2642).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2642).

Art. 14 bis (Modification des règles de compensation par l'Etat des pertes de recettes résultant des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties prévues par les art. 1383 à 1385 du code général des impôts) (p. 2642).

Adopté : amendement n° 13 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article, introduit par l'Assemblée nationale, relatif au mode de calcul de la subvention allouée aux communes en compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 2642).

Devient sans objet : amendement n° 55 de M. Camille Vallin : suppression de cet article, introduit par l'Assemblée nationale, relatif au mode de calcul de la subvention allouée aux communes en compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 2642).

– L'art. 14 bis est supprimé (p. 2642).

Art. 15 (Plafonnement du taux de la taxe professionnelle) (p. 2643).

Adoptés : amendement n° 57 de M. Camille Vallin : modification du mode d'actualisation de la compensation versée aux communes dont le taux de taxe professionnelle est supérieur à deux fois la moyenne nationale (p. 2644) – Amendement rédactionnel n° 14 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2644).

Retiré : amendement n° 56 de M. Camille Vallin : modification du mode de calcul de la taxe professionnelle (p. 2644).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2644).

Art. 16 (Taxe professionnelle – Cotisation de péréquation) (p. 2644).

Adoptés : amendement n° 34 de M. Pierre Lacour : modulation du taux de la cotisation de péréquation demandée aux entreprises dont le taux d'imposition à la taxe professionnelle est inférieur à la moyenne nationale (p. 2645) – Amendement d'harmonisation n° 35 de M. Pierre Lacour (p. 2645).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2645).

Art. 17 (*Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – Origine et affectation des ressources*).

Adopté : amendement n° 15 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : bénéfice des ressources du fonds de péréquation réservé aux communes dont le potentiel fiscal est inférieur aux deux tiers de la moyenne nationale (p. 2646).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2646).

Art. 18 (*Taxe professionnelle – Présentation au Parlement d'un rapport*) (p. 2646).

Retiré : amendement n° 59 de M. Camille Vallin : détermination par une loi ultérieure des modifications éventuelles à apporter au projet en examen à partir de 1983 (p. 2646).

– L'art. 18 est adopté (p. 2646).

Art. 19 (*Présentation d'un rapport au Parlement, sur une éventuelle modification des assiettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières*) – Adopté (p. 2646).

Art. 20 (*Actualisation des valeurs locatives foncières*) (p. 2646).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Jacques Descours Desacres : modification du mécanisme de revalorisation des revenus cadastraux (p. 2648) – Amendement de coordination n° 73 de M. Laurent Fabius, ministre : imposition des locaux régis par la loi de 1948 sur la valeur locative normale (p. 2648).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2648).

Art. 21 (*Extension de l'aide fiscale à l'investissement aux exploitants agricoles*) (p. 2649).

Retiré : amendement n° 36 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Pierre Lacour : extension au bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement aux sociétés civiles d'exploitation agricole (p. 2649).

– L'art. 21 est adopté (p. 2649).

Art. 22 (*Aide fiscale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs*) – Adopté (p. 2649).

Art. 23 (*Relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint des adhérents des centres et associations de gestion agréés*) (p. 2649).

Adopté : amendement n° 17 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif au relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint des artisans et commerçants jusqu'à douze fois le SMIC mensuel (p. 2650 ; scrutin public n° 114 ; liste des votants p. 2680).

Devient sans objet : amendement n° 2 de M. Pierre Sallenave : suppression de cet article relatif au relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint des artisans et commerçants jusqu'à douze fois le SMIC mensuel, (p. 2650).

– L'art. 23 est supprimé (p. 2650).

Après l'art. 23 (p. 2651).

Retiré : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : prorogation pour trois ans du fonds national de compensation des salaires versés aux maîtres d'apprentissage (p. 2652).

Art. 24 (*Abrogation de tarifs de droit de timbre non applicables*) – Adopté (p. 2652).

Après l'art. 24 (p. 2652).

Adoptés : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : relèvement de 200 à 1 000 F du seuil de loyer annuel permettant la dispense de la formalité de l'enregistrement pour les mutations de jouissance d'immeuble (p. 2652) – Amendement n° 66 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : extension de la procédure de dation en paiement par remise d'œuvres d'art aux droits dus sur les mutations à titre gratuit entre vifs et aux droits de partage (p. 2652).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2652).

Art. 25 (*Suppression de l'exonération des placements financiers pour les français qui deviennent non-résidents*) (p. 2652).

Rejeté : amendement n° 67 de M. Jacques Habert : suppression de cet article relatif à l'exclusion de l'exonération de l'impôt sur les grandes fortunes pour les français qui ont transféré leur domicile fiscal hors de France depuis le 2 octobre 1981 (p. 2654).

– L'art. 25 est adopté (p. 2654).

Art. 26 (*Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement*).

Adopté : amendement n° 76 de M. Laurent Fabius, ministre : suppression, pour coordination, de cet article relatif aux taux de la TVA (p. 2654).

– L'art. 26 est supprimé (p. 2654).

Art. 27 (*Contribution pour l'assurance de la construction*) (p. 2655).

Adoptés : amendement n° 77 de M. Laurent Fabius, ministre : détermination par la loi du taux de la contribution destinée à alimenter le fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction (p. 2657) – Amendement n° 28 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou : alimentation du fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction par une contribution additionnelle aux primes et cotisations des contrats d'assurance construction (p. 2657).

Retirés : amendement n° 20 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à l'institution du fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction (p. 2656) – Amendement n° 62 de M. François Collet : alimentation du fonds de compensation des risques de l'assurance de la construction par une majoration de la taxe unique sur les conventions d'assurance (p. 2657).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2657).

Après l'art. 27 (p. 2657).

Irrecevable (*Art. 40 de la Constitution*) : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. André Rabineau : revalorisation de 5 % à compter du 1^{er} juillet 1982 des pensions militaires (p. 2658).

Seconde délibération : ordonnée (p. 2658).

Art. 6 et Etat A (p. 2658).

Adopté : amendement n° 78 de M. Laurent Fabius, ministre : incidence sur l'équilibre général des recettes et des charges, de l'adoption de l'amendement n° 70 supprimant les crédits d'application du contrat du gaz algérien (p. 2658).

– L'art. 6 et l'Etat A, ainsi modifiés sont adoptés (p. 2658).

Explications de vote : MM. Edouard Bonnefous (p. 2659) ; Henri Duffaut p. 2659, 2660, 2661) ; Camille Vallin (p. 2660) ; Maurice Blin, rapporteur général (p. 2660, 2661) ; André Fosset (p. 2661) ; intervention de M. Laurent Fabius, ministre (p. 2661, 2662).

Scrutin public (p. 2662, ; n° 115 ; liste des votants p. 2680, 2681).

Adoption (9 juin 1982) (p. 2662).

Discussion (Nouvelle lecture)

(17 juin 1982) (p. 2912, 2918).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 2912, 2915) MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; François Abadie, secrétaire d'Etat au Tourisme ; Maurice Blin, rapporteur général ; Adolphe Chauvin, Camille Vallin, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.

AGRICULTURE : BLIN (Maurice) (p. 2914).

CHOMAGE : ABADIE (François) (p. 2913).

COMITE CONSULTATIF CONSTITUTIONNEL : BONNEFOUS (Edouard) (p. 2916).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES (CMP) : BLIN (Maurice) (p. 2913) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 2916).

FRANC (monnaie) : BLIN (Maurice) (p. 2913, 2914).

GAZ : BLIN (Maurice) (p. 2914).

IMPOTS LOCAUX : VALLIN (Camille) (p. 2915).

INFLATION : ABADIE (François) (p. 2913) ; BLIN (Maurice) (p. 2914).

INVESTISSEMENTS : ABADIE (François) (p. 2913) ; VALLIN (Camille) (p. 2915).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES : BLIN (Maurice) (p. 2914).

POLITIQUE ECONOMIQUE : ABADIE (François) (p. 2913) ; BLIN (Maurice) (p. 2913, 2914).

PRIX : ABADIE (François) (p. 2913) ; BLIN (Maurice) (p. 2914).

SALAIRES : ABADIE (François) (p. 2913) ; BLIN (Maurice) (p. 2914).

SECURITE SOCIALE (financement) : BLIN (Maurice) (p. 2914).

TAXE D'HABITATION : VALLIN (Camille) (p. 2915).

TAXE PROFESSIONNELLE : ABADIE (François) (p. 2913) ; BLIN (Maurice) (p. 2914) ; VALLIN (Camille) (p. 2915).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : ABADIE (François) (p. 2913) ; BLIN (Maurice) (p. 2914) ; VALLIN (Camille) (p. 2915).

Motion n° 1 tendant à opposer la **question préalable**, de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 2916, 2918) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Louis Perrein, François Abadie, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 2918 ; scrutin public n° 120 ; liste des votants p. 2941).

Rejet (17 juin 1982) (p. 2918).

2. - **Projet de loi de finances rectificative pour 1982**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget (26 novembre 1982) [n° 1259] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense (26 novembre 1982) - Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (7 octobre 1982) [n° 1275] - Avis de Jacques Huygues des Etages (2 décembre 1982) [n° 1272] - Discussion (7 décembre 1982) - Adoption (7 décembre 1982) [n° 275].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1982) [n° 130 (82-83)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (9 décembre 1982) [n° 132 (82-83)] - Discussion (16 décembre 1982) (p. 6984, 7020) - Adoption (16 décembre 1982) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1982) [n° 1323] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (18 décembre 1982) [n° 1335] - **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (18 décembre 1982) [n° 159 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1982) [n° 1323] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (18 décembre 1982) [n° 1338] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption (18 décembre 1982) [n° 305].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1982) [n° 163 (82-83)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (20 décembre 1982) [n° 164 (82-83)] - Discussion (20 décembre 1982) (p. 7142, 7145) - Adoption [20 décembre 1982] (n° 63).

Décision du Conseil constitutionnel en date du 30 décembre 1982 (JO du 30 décembre 1982) déclarant inconstitutionnels les articles 23 et 35 de la loi et conforme à la Constitution les autres dispositions de la loi.

PROMULGATION : Loi n° 82-1152 du 30 décembre 1982 (JO du 31 décembre 1982).

Discussion (Première lecture)

(16 décembre 1982) (p. 6984, 7020).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 6984, 6990) *MM. Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Caldagues, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Louis Perrein, Pierre Gamboa.*

AERONAUTIQUE (industrie) : CALDAGUES (Michel) (p. 6988).

AIR-FRANCE : FABIUS (Laurent) (p. 6985).

AUTOROUTES : PERREIN (Louis) (p. 6989) ; FABIUS (Laurent) (p. 6990).

BUDGET : BLIN (Maurice) (p. 6986, 6990) ; FABIUS (Laurent) (p. 6987) ; PERREIN (Louis) (p. 6988) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6989).

CHARBONNAGES DE FRANCE : FABIUS (Laurent) (p. 6985).

CHOMAGE (indemnisation du) : BLIN (Maurice) (p. 6986).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : FABIUS (Laurent) (p. 6985).

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES (CGCT) : FABIUS (Laurent) (p. 6985) ; BLIN (Maurice) (p. 6986) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6986).

DEFENSE NATIONALE : BLIN (Maurice) (p. 6986, 6987) ; CALDAGUES (Michel) (p. 6987, 6988) ; PERREIN (Louis) (p. 6988) ; FABIUS (Laurent) (p. 6990).

ENTREPRISES PUBLIQUES : FABIUS (Laurent) (p. 6985, 6990) ; BLIN (Maurice) (p. 6986) ; PERREIN (Louis) (p. 6988, 6989) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6989).

EQUIPEMENT : BLIN (Maurice) (p. 6985, 6986, 6987) ; FABIUS (Laurent) (p. 6990).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : BLIN (Maurice) (p. 6986, 6987).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : BLIN (Maurice) (p. 6987).

GAZ : FABIUS (Laurent) (p. 6990).

GENDARMERIE : CALDAGUES (Michel) (p. 6987, 6988) ; PERREIN (Louis) (p. 6989).

IMPOTS : FABIUS (Laurent) (p. 6985).

IMPOTS SUR LES SOCIETES : FABIUS (Laurent) (p. 6985) ; BLIN (Maurice) (p. 6986).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : PERREIN (Louis) (p. 6989) ; GAMBOA (Pierre) (p. 6989, 6990) ; FABIUS (Laurent) (p. 6990).

INFORMATIQUE : BLIN (Maurice) (p. 6986).

INVESTISSEMENTS : FABIUS (Laurent) (p. 6985) ; PERREIN (Louis) (p. 6988, 6989).

LIBAN : CALDAGUES (Michel) (p. 6987).

NATIONALISATIONS (indemnisation des actionnaires) : BLIN (Maurice) (p. 6986).

POLITIQUE ECONOMIQUE : FABIUS (Laurent) (p. 6984) ; PERREIN (Louis) (p. 6988, 6989).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : FABIUS (Laurent) (p. 6985, 6990) ; PERREIN (Louis) (p. 6989).

POLITIQUE MONETAIRE : BLIN (Maurice) (p. 6987) ; PERREIN (Louis) (p. 6988).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF) : FABIUS (Laurent) (p. 6985) ; BLIN (Maurice) (p. 6986).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : FABIUS (Laurent) (p. 6985) ; BLIN (Maurice) (p. 6986).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : FABIUS (Laurent) (p. 6985).

VEUVES : CALDAGUES (Michel) (p. 6987) ; PERREIN (Louis) (p. 6989).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6991, 7020) MM. Michel Caldaguès, Laurent Fabius, ministre ; Pierre Gamboa, Geoffroy de Montalembert, Etienne Dailly, Maurice Blin, rapporteur général ; Louis Jung, François Collet, Henri Caillavet, Adolphe Chauvin, Jacques Carat, Louis Perrein, Lionel Cherrier, Jacques Descours Desacres, André Fosset, Christian de la Malène, Jacques Habert, Jacques Pelletier.

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1^{er} et état A (*Equilibre général*) – Adoptés (p. 6993).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I^{er}

Dispositions applicables à l'année 1982

A. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF

I. Budget général

Art. 2 et état B (*Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures*) – Adopté (p. 6994).

Art. 3 et état C (*Dépenses en capital des services civils – Ouvertures*) – Adoptés (p. 6996).

Art. 4 (*Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures*) – Adopté (p. 6996).

Art. 5 (*Dépenses en capital des services militaires – Ouvertures*) – Adopté (p. 6996).

II. Budgets annexes

Art. 6 (*Ouvertures*) – Adopté (p. 6996).

B. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE

Art. 7 (*Comptes de prêts – ouvertures*) – Adopté (p. 6996).

C. AUTRES DISPOSITIONS

Art. 8 (*Répartition complémentaire du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*) – Adopté (p. 6996).

TITRE II

Dispositions permanentes

A. MESURES FISCALES

Art. 9 (*Traitement des biens professionnels au regard du paiement de l'impôt sur les grandes fortunes*) (p. 6997).

Rejeté : amendement n° 13 de M. Pierre Gamboa : suppression de cet article relatif à la capacité de report d'impôt et à l'exonération des biens professionnels pour l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6999).

Retirés : amendement n° 21 de M. Geoffroy de Montalembert : extension des dispositions en matière d'impôt sur les grandes fortunes et de biens professionnels au domaine foncier agricole (p. 7000) – Amendement n° 2 de MM. Etienne Dailly, qui le soutient, et Henri Colette : impôt sur les grandes fortunes et biens professionnels : cas d'entreprises familiales composées de plusieurs sociétés (p. 6999) – Amendement n° 3 de MM. Etienne Dailly, qui le soutient, et Henri Colette : cas de décès d'un détenteur d'actions d'une ou plusieurs sociétés familiales, remplissant les conditions d'exonération : octroi de délais aux héritiers (p. 6999).

– L'art. 9 est adopté (p. 7000).

Après l'art. 9 (p. 7000).

Retiré : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : possibilité pour les bénéficiaires d'une donation partage de procéder entre eux à des échanges sur ces biens dans les mêmes conditions que la donation partage initiale (p. 7001).

Art. 10 (*Coefficients forfaitaires de majoration des valeurs locatives cadastrales*) (p. 7001).

Adoptés : amendement de cohérence n° 28 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 7001) – Amendement n° 9 de M. Maurice Blin, rapporteur général : fixation du coefficient de majoration applicable en 1984 à la valeur locative des établissements industriels (p. 7001).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 7001).

Après l'art. 10 (p. 7001).

Retiré : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Louis Jung : possibilité pour les communes forestières, en contrepartie de l'assujettissement à la TVA de leurs ventes de bois, de récupérer la TVA sur les dépenses de fonctionnement comme les exploitants agricoles (p. 7002).

Art. 11 (*Cession gratuite à un hôpital intercommunal d'un ensemble immobilier*) – Adopté (p. 7002).

Art. 12 (*Abandon des majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances avant le 1^{er} mai 1983*) (p. 7002).

Adopté : amendement n° 10 de M. Maurice Blin, rapporteur général : prorogation jusqu'au 1^{er} mai 1983 des dispositions de la loi de finances pour 1982 permettant aux contribuables de faire connaître par lettre recommandée les insuffisances, inexatitudes ou omissions de leur déclaration fiscale (p. 7003).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 7003).

Art. 13 (*Situation des actions Matra au regard des plus-values*) – Adopté (p. 7003).

Art. 14 (*Modification du régime des échanges céréaliers – aliments du bétail*) – Adopté (p. 7003).

Après l'art. 14 (p. 7003).

Adopté : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Adolphe Chauvin : possibilité pour les groupements fonciers agricoles investisseurs de bénéficier

des avantages liés à la notion de biens professionnels ; financement par le relèvement des droits de timbre (p. 7003).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7003).

Art. 15 (Taxe communale sur les véhicules publicitaires) – Adopté (p. 7003).

Art. 16 (Fixation du taux des taxes applicables aux affiches et véhicules publicitaires) (p. 7004).

Adopté : amendement n° 14 de M. Henri Caillavet : minoration de la réévaluation de la taxe d'affichage dite droit de timbre (p. 7004).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 7004).

Art. 17 (Modalités de mise en oeuvre et de contrôle des taxes applicables aux véhicules et aux affiches publicitaires) (p. 7004).

Adopté : amendement n° 15 de M. Henri Caillavet : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la taxe sur les préenseignes (p. 7005).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 7005).

Art. 18 (Modification des articles L. 233-83 et L. 233-85 du code des communes) (p. 7005).

Adopté : amendement rédactionnel n° 26 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Louis Jung : taxe sur les emplacements publicitaires (p. 7006).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Jacques Carat : possibilité pour les communes d'augmenter de 20 % les tarifs de la taxe sur les emplacements publicitaires lorsqu'ils sont en saillie sur la voie publique (p. 7006).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 7006).

Après l'art. 18 (p. 7006).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : possibilité pour les communes de diminuer de 50 % la taxe professionnelle pour les entreprises de spectacle cinématographique ; financement par l'augmentation de la taxe sur la publicité (p. 7007).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7007).

Art. 19 (Institution d'un impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie) (p. 7007).

Adopté : amendement n° 30 de M. Laurent Fabius, ministre : validation de la délibération de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie n° 374 du 11 janvier 1982, à l'exclusion des dispositions relatives au quitus fiscal (p. 7010).

Rejetés : amendement n° 22 de MM. François Collet qui le soutient et Yvon Bourges : suppression de cet article relatif à l'institution d'un impôt annuel sur le revenu des personnes physiques dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et à la validation de la délibération de l'assemblée territoriale du 11 janvier 1982 (p. 7009) – Amendement n° 23 de MM. François Collet qui le soutient et Yvon Bourges : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la validation de la délibération de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie n° 374 du 11 janvier 1982 (p. 7010).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 7010).

Après l'art. 19 (p. 7010).

Adopté : amendement n° 29 de MM. André Fosset, rapporteur spécial, qui le soutient, et Maurice Blin, rapporteur général : déduction des frais de garde pour les couples dont les deux conjoints travaillent ; financement par un prélèvement sur la contribution annuelle versée aux institutions sociales du comité d'entreprise lorsqu'elle excède 3 % du montant des salaires (p. 7014).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7014).

B. AUTRES MESURES

Art. 20 A (Prélèvement au profit des petites communes touristiques) – Adopté (p. 7014).

Après l'art. 20 A (p. 7014).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Christian de la Malène : application au calcul des dotations des départements de la région Ile-de-France du système de prise en compte de la population utilisé pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement des autres départements (p. 7014) – Amendement n° 5 de M. Michel Giraud soutenu par M. Christian de la Malène : application aux départements de la région Ile-de-France de la garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement accordée aux autres départements (p. 7015).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 7014, 7015).

Art. 20 (Institution d'un mécanisme de financement du congé individuel de formation des salariés) – Adopté (p. 7016).

Art. 21 (Reversion au taux de 100 % des pensions des veuves des fonctionnaires de police tués en opération) (p. 7016).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 24 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet : pension à 100 % pour le conjoint de policier ou de gendarme tué au cours d'une opération de police : extension du bénéfice de cette mesure à la veuve et aux orphelins du fonctionnaire de police tué dans l'exercice de ses fonctions (p. 7016) – Amendement n° 25 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet : extension à la veuve et aux orphelins du militaire de la gendarmerie tué dans l'exercice de ses fonctions, du bénéfice d'une pension de retraite égale au montant de la solde d'activité (p. 7017) – Amendement n° 16 de M. Michel Caldaguès, rapporteur pour avis : extension au conjoint et aux orphelins du militaire de la gendarmerie tué en service commandé du bénéfice d'une pension de retraite égale à la solde d'activité (p. 7017).

Après l'art. 21 (p. 7017).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Louis Jung : augmentation de 50 à 52 % du taux de la pension de réversion prévue à l'article L. 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; compensation par l'augmentation à due concurrence des tarifs du droit de timbre (p. 7018).

Art. 22 (Financement des autoroutes concédées) – Adopté (p. 7018).

Après l'art. 22 (p. 7018).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Jacques Habert : modification de l'art. 51 de la loi de finances rectificative pour 1964 relatif à la possibilité pour l'Etat d'accorder sa garantie aux emprunts émis par des associations à caractère national pour financer la construction et l'aménagement de locaux d'enseignement : adjonction de la possibilité d'acquisition de ces locaux (p. 7018) – Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 7018).

Art. 23 (Relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu) – Adopté (p. 7019).

Art. 24 (Dispositions particulières aux sociétés d'économie mixte) – Adopté (p. 7019).

Art. 25 (Garantie des risques résultant d'attentats ou d'actes de terrorisme) – Adopté (p. 7019).

In fine (p. 7019).

Retiré : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Jacques Pelletier : modalités de recouvrement de la taxe de séjour au profit des communes touristiques et thermales (p. 7019).

Explications de vote : MM. Etienne Dailly (p. 7019), Louis Perrein (p. 7019), Louis Jung (p. 7019), M. Jacques Pelletier (p. 7019), M. Pierre Gamboa (p. 7019, 7020).

Scrutin public n° 115 (p. 7020 ; liste des votants p. 7023, 7024).

Adoption (16 décembre 1982) (p. 7020).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1982) (p. 7142, 7145).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7142, 7144) *MM. André Labarrère ministre chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget ; André Fosset, en remplacement de M. Maurice Blin, rapporteur général.*

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES : FOSSET (André) (p. 7143) ; LABARRERE (André) (p. 7144).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR LA REDEVANCE TELEVISION : FOSSET (André) (p. 7143).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7144, 7145) *MM. André Fosset, rapporteur ; André Labarrère, ministre.*

Art. 10, 10 bis et 12 – Adoptés (p. 7144).

Art. 18 ter, 18 quater, 20 BA, 20 C, 22 bis A, 22 bis B, 22 bis C – Adoptés (p. 7145).

Scrutin public (p. 7145 ; n° 121 ; liste des votants p. 7154, 7155).

Adoption (20 décembre 1982) (p. 7145).

LOIS DE REGLEMENT

1. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre du budget (15 juillet 1981) [n° 101] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (2 avril 1982) [n° 735] – Discussion (6 avril 1982) – Adoption (6 avril 1982) [n° 117].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1982) [n° 249 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (22 avril 1982) [n° 283 (81-82)] – Discussion (6 mai 1982) (p. 1656, 1728 – commune avec la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1980) – Adoption (6 mai 1982) [n° 75].

PROMULGATION : Loi n° 82-420 du 19 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 22 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(6 mai 1982) (p. 1656, 1728).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1656, 1660 – Discussion générale commune pour le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979 et pour le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1980) : *MM. Laurent Fabius, ministre du budget ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Henri Duffaut, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

BATIMENT (industrie du) : BLIN (Maurice) (p. 1658).

CHOMAGE : BLIN (Maurice) (p. 1657) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1659).

COMMERCE EXTERIEUR : BLIN (Maurice) (p. 1656) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1659).

EMPRUNTS : BLIN (Maurice) (p. 1657) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1659).

ENTREPRISES (charges des) : BLIN (Maurice) (p. 1657).

FRANC (monnaie) : BLIN (Maurice) (p. 1658) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1659).

INFLATION : BLIN (Maurice) (p. 1656) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1659).

INTERET (taux d') : BLIN (Maurice) (p. 1657).

LOIS DE REGLEMENT (procédure) : BONNEFOUS (Edouard) (p. 1660).

MATIERES PREMIERES : BLIN (Maurice) (p. 1657).

PARLEMENT (Contrôle du) : FABIUS (Laurent) (p. 1656) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 1660).

PETROLE (prix du) : BLIN (Maurice) (p. 1656).

POLITIQUE ECONOMIQUE : FABIUS (Laurent) (p. 1656) ; BLIN (Maurice) (p. 1657).

PRESTATIONS SOCIALES : BLIN (Maurice) (p. 1658).

PRIX : BLIN (Maurice) (p. 1657) ; DUFFAUT (Henri) (p. 1659).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1660, 1728)

Art. 1^{er} (*Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1979*) – Adopté (p. 1661).

Art. 2 (*Montant définitif des recettes du budget général de l'année 1979 [tableau A]*) – Adopté (p. 1662).

Art. 3 (*Montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1979 [tableau B]*) – Adopté (p. 1682).

Art. 4 (*Montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1979 [tableau C]*) – Adopté (p. 1700).

Art. 5 (*Montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1979 [tableau D]*) – Adopté (p. 1702).

Art. 6 (*Montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1979 [tableau E]*) – Adopté (p. 1704).

Art. 7 (*Résultat définitif du budget général de 1979 [tableau F]*) – Adopté (p. 1706).

Art. 8 (*Résultats définitifs pour 1979 des budgets annexes (services civils), rattachés pour ordre au budget général % [tableau G]*) – Adopté (p. 1710).

Art. 9 (*Résultats définitifs, pour 1979, des budgets annexes (services militaires) rattachés pour ordre au budget général [tableau H]*) – Adopté (p. 1712).

Art. 10 (*Résultats pour 1979 des opérations à caractère définitif des comptes spéciaux du trésor [tableau I]*) – Adopté (p. 1722).

Art. 11 (*Résultats des opérations à caractère temporaire, pour 1979, des comptes spéciaux du trésor [tableau I']*) – Adopté (p. 1722).

Art. 12 (*Soldes, à la date du 31 décembre 1979, des comptes spéciaux du trésor [tableau I'']*) – Adopté (p. 1722).

Art. 13 (*Résultats des opérations à caractère définitif des comptes spéciaux du trésor définitivement clos au titre de l'année 1979 [tableau J]*) – Adopté (p. 1726).

Art. 14 (*Résultats des opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux du trésor définitivement clos au titre de l'année 1979 [tableau J']*) – Adopté (p. 1726).

Art. 15 (*Soldes, à la date du 31 décembre 1979, des comptes spéciaux du trésor définitivement clos au titre de l'année 1979, et leurs affectations [tableau J'']*) – Adopté (p. 1726).

Art. 16 (*Solde débiteur de compte résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor, pour 1979*) – Adopté (p. 1728).

Art. 17 (*Dépenses reconnues d'utilité publique*) – Adopté (p. 1728).

Art. 18 (Somme, mentionnée à l'art. 15, transportée en atténuation des découverts du Trésor) – Adopté (p. 1728).

Scrutin public (p. 1728 ; n° 96 ; liste des votants p. 1830, 1831).

Adoption (6 mai 1982) (p. 1728).

2. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1980**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Laurent Fabius, ministre du budget (18 décembre 1982) [n° 652] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret, rapporteur général (2 avril 1982) [n° 736] – Discussion (6 avril 1982) – Adoption (6 avril 1982) [n° 118].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1982) [n° 250 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général (22 avril 1982) [n° 284 (81-82)] – Discussion (6 mai 1982) (p. 1656, 1660 ; 1728, 1794) – Commune avec la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979 – Adoption (6 mai 1982) [n° 76].

PROMULGATION : Loi n° 82-412 du 19 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 20 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(6 mai 1982) (p. 1656, 1660 ; 1728, 1794).

I. **DISCUSSION GENERALE** (p. 1656, 1660 – discussion générale commune pour le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979 et pour le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1980) – voir ci-dessus

II. **DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1728, 1794).

Art. 1^{er} (Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1980) – Adopté (p. 1729).

Art. 2 (Montant définitif des recettes du budget général de l'année 1980 [tableau A]) – Adopté (p. 1730).

Art. 3 (Montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1980 [tableau B]) – Adopté (p. 1750).

Art. 4 (Montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1980 [tableau C]) – Adopté (p. 1768).

Art. 5 (Montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1980 [tableau D]) – Adopté (p. 1770).

Art. 6 (Montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1980 [tableau E]) – Adopté (p. 1772).

Art. 7 (Résultat définitif du budget général de 1980 tableau F) – Adopté (p. 1774).

Art. 8 (Résultats définitifs des budgets annexes [services civils], rattachés pour ordre au budget général [tableau G]) – Adopté (p. 1778).

Art. 9 (Résultats définitifs des budgets annexes [services militaires], rattachés pour ordre au budget général [tableau H]) – Adopté (p. 1780).

Art. 10 (Résultats des comptes spéciaux du Trésor [tableau I]) – Adopté (p. 1790).

Art. 11 (Résultats des comptes spéciaux du Trésor, définitivement clos au titre de l'année 1980 – Répartition [tableau J]) – Adopté (p. 1792).

Art. 12 (Solde débiteur pour 1980 du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor) – Adopté (p. 1794).

Art. 13 (Autorisation, pour le ministre de l'économie et des finances, à admettre en surséance les avances du Trésor, consenties en 1975 au service des alcools) – Adopté (p. 1794).

Art. 14 (Apurement du solde débiteur du compte n° 441-52 « Apurement d'opérations avec l'étranger, compte de liquidation de l'actif et du passif de Guinée ») – Adopté (p. 1794).

Art. 15 (Remise de dettes à la République de Guinée) – Adopté (p. 1794).

Art. 16 (Sommes transportées en augmentation et atténuation des découverts du Trésor) – Adopté (p. 1794).

Scrutin public (p. 1794 ; n° 97 ; liste des votants p. 1831, 1832).

Adoption (6 mai 1982) (p. 1794).

LOIS DE REGLEMENT (procédure)

Voir LOI DE REGLEMENT, 1, DG

LOISIRS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Temps libre
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ;
89, DG

LOISIR SOCIAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

LONDRES (statut)

Voir COMMUNES, 3, DG

LORRAINE

Voir ALSACE ET LORRAINE
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement ;
Recherche et industrie

LOTO

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

LOYERS

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

LOYERS (blocage des)

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
nouvelle lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

LOYERS (non paiement et indemnisation)

Voir BAUX, 1, DG

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG ; 125

LYCEES ET COLLEGES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL
(LEP)

LYON

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

LYON (statut)

Voir COMMUNES, 3, DG
ELECTIONS, 7, DG

LYS (rivière)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 37, DG

M**MACHINE-OUTIL (industrie)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ;
145, DG

MADAGASCAR

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

MAGISTRATS

Voir AFRIQUE DU NORD, 1
CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 2,
DG ; CMP
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
JUSTICE, 3
LOI DE FINANCES, 1, Justice

MAGNETOSCOPES

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Culture ; Communication
audiovisuelle ; Commerce extérieur ; nouvelle lecture, DG

MAIRE DE PARIS

Voir COMMUNES, 3, DG

MAIRES

Voir COMMUNES, 3, DG

MAIRES D'ARRONDISSEMENT A PARIS

Voir COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

MAIRES DELEGUES

Voir ELECTIONS, 8

MAISON DES ANTILLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer

MAISONS DU TEMPS LIBRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

MAISONS FAMILIALES RURALES D'EDUCATION ET D'ORIENTATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

MALADIES DU BETAIL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 44, DG

MALADIES PROFESSIONNELLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 4, DG

MAL-ENTENDANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

MALOUINES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

MANDAT ELECTIF

Voir MOEURS, 1, DG

MANIFESTATIONS

Voir CORSE, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 22, DG

MANIFESTATIONS CULTURELLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

MANIFESTATIONS SPORTIVES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

MANIOC

Voir AGRICULTURE, 2, DG

MANUELS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Impri-
merie nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 78, DG ;
124, DG

MANUTENTION (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 126, DG

MARCEL PAUL (hommage à)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

MARCHES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 2, 7 et 11
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

MARCHES A TERME DE MARCHANDISES

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG

MARCHES PUBLICS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

MARIAGE

Voir COMMUNES, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 11, DG

MARINE MARCHANDE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer (marine marchande)

MARINE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

MARINS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 65 ; Mer

MARINS PECHEURS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 65 ; Mer

MAROC

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28

MARSEILLE

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

MARSEILLE (statut)

Voir COMMUNES, 3, DG
ELECTIONS, 7, DG

MARTINIQUE

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

MATERIEL CHIRURGICAL ET MEDICAL

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG

MATIERES PREMIERES

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Comptes spéciaux du Trésor ; Relations extérieures ; Recherche et industrie
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 14, DG

MATRA (société)

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

MAURICE (île)

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 30

MAYOTTE

1. - Dépôt d'un **Rapport du Gouvernement** en application de l'art. 3, 3^e alinéa, de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à Mayotte (17 novembre 1982) (p. 5508).

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1
LOI DE FINANCES, 1, Ddépartements et territoires d'outre-mer ; Urbanisme et logement
PLAN, 1, CMP

MECENAT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

MEDAILLE MILITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération

MEDAILLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Monnaies et médailles

MEDECINE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 99
SECURITE SOCIALE, 3, DG

MEDECINE DU TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
TRAVAIL, 4, DG

MEDECINE MILITAIRE

Voir JUSTICE, 1, DG

MEDECINE PREVENTIVE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

MEDECINE PRIVEE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG ; 2^e lecture, DG
HOPITAUX

MEDECINE SCOLAIRE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 83, DG

MEDECINE (enseignement)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 101

MEDECINS

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG
PROFESSIONS MEDICALES ET PARA-MEDICALES

MEDECINS GENERALISTES

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

MEDECINS HOSPITALIERS

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG ; 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

MEDECINS SANS FRONTIERES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

MEDECINS SPECIALISTES

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

MEDIATEUR

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux

MEDIATEUR DU CINEMA

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

MEDIATION

Voir TRAVAIL, 3, DG

MEDICAMENT (industrie du)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG

MEDICAMENTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PHARMACIE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

MELANESIENS (ethnie)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
OFFICE CULTUREL MELANESIEN

MENSUALISATION (pensions)

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Economie et finances III budget

MER

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3
MER ET LITTORAL
SCHEMA D'AMENAGEMENT DE LA MER

MER (ressources de la)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

MERE DE FAMILLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

MERE DE FAMILLE (statut)

Voir AVORTEMENT, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

MERITE (ordre du)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Légion d'honneur et ordre de la Libération

MER ET LITTORAL

1. -- **Projet de loi modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves maritimes**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981-8 septembre 1981) [n° 356 (80-81)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Joseph Yvon (15 octobre 1981) [n° 25 (81-82)] – Discussion (8 avril 1982) (p. 1031, 1034) – Adoption (8 avril 1982) [n° 52].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1982) [n° 762] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Maurice Briand (22 avril 1982) [n° 824] – Discussion (7 octobre 1982) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 241].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 octobre 1982) [n° 24 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Joseph Yvon (3 novembre 1982) [n° 80 (82-83)] – Discussion (10 novembre 1982) (p. 5355, 5357) – Adoption (10 novembre 1982) [n° 33].

PROMULGATION : Loi n° 82-356 du 23 novembre 1982 (JO Lois et Décrets du 24 novembre 1982).

Discussion (première lecture)

(8 avril 1982) (p. 1031, 1034).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1031, 1032) : *MM. Louis Le Pensec, ministre de la mer ; Joseph Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

EPAVES : LE PENSEC (Louis) (p. 1031, 1032) ; YVON (Joseph) (p. 1032).

POLLUTION (mer) : LE PENSEC (Louis) (p. 1031, 1032) ; YVON (Joseph) (p. 1032).

TRANSPORTS MARITIMES : LE PENSEC (Louis) (p. 1031) ; YVON (Joseph) (p. 1032).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1033, 1034) *MM. Louis Le Pensec, ministre ; Joseph Yvon, rapporteur ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.*

Art. unique (Modification des art. 1^{er}, 2 et 6 de la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relative à la police des épaves

maritimes : interventions de l'administration à l'égard des épaves dangereuses) (p. 1033).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Le Pensec, ministre : possibilité de recours du propriétaire de la cargaison contre le transporteur (p. 1033).

– L'art. unique, ainsi modifié, est adopté (p. 1034).

Adoption (8 avril 1982) (p. 1034).

Discussion (deuxième lecture)

(10 novembre 1982) (p. 5355, 5357).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5355, 5357) : *MM. Louis Le Pensec, ministre de la mer ; Joseph Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques, René Regnault.*

EPAVES : LE PENSEC (Louis) (p. 5355) ; YVON (Joseph) (p. 5356).

PHARES ET BALISES : LE PENSEC (Louis) (p. 5356).

POLLUTION (Mer) : LE PENSEC (Louis) (p. 5355, 5356) ; YVON (Joseph) (p. 5356) ; REGNAULT (René) (p. 5356).

SECURITE MARITIME : LE PENSEC (Louis) (p. 5355, 5356) ; REGNAULT (René) (p. 5356).

TRANSPORTS MARITIMES : YVON (Joseph) (p. 5356) ; LE PENSEC (Louis) (p. 5356).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5357)

Art. unique (p. 5357) – Adopté.

Explication de vote : M. Alphonse Arzel (p. 5357).

Adoption (10 novembre 1982) (p. 5357).

2. – **Proposition de loi tendant à favoriser la création de réserves et de parcs marins et à en assurer la protection**, présentée par M. Pierre Vallon, sénateur et plusieurs de ses collègues (20 avril 1982) [n° 272 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des affaires économiques (17 juin 1982).

3. – **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec ministre de la mer (13 avril 1982) [n° 771] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Lauriol (2 juin 1982) [n° 912] – Discussion (7 octobre 1982) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 242].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 1982) [n° 25 (82-82)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer (13 avril 1982) [n° 772] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Lauriol (2 juin 1982) [n° 913] – Discussion (7 octobre 1982) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 243].

TRANSMISSION AU SENAT (Première lecture) (12 octobre 1982) [n° 26 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi tendant à inclure les lagunes côtières du Languedoc-Roussillon dans le domaine public maritime**, présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1982) [n° 43 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

6. – **Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier

ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer (2 décembre 1982) [n° 120 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

METAYAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

METEOROLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

METIERS D'ART

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

METIERS D'ARTS GRAPHIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Imprimerie nationale

METRO

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

METRO (sécurité)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

METROS (province)

Voir TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

MEUBLES (biens)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 17

MEUBLES

Voir BAUX, 1

MEUSE (département)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

MEXIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

MIDI-PYRENEES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

MIGRANTS

Voir ESCLAVAGE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

MILICES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 95

MILITAIRES

Voir JUSTICE, 1, DG
SOLDAT (CONDITION DU)

MINES ET CARRIERES

1. – Proposition de loi tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au régime minier le bénéfice du régime spécial, présenté par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (25 mai 1982) [n° 349 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi ZONES MINIERES

MINES DE FER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

MINEURS (d'âge)

Voir MOEURS, 1, DG ; 2^e lecture, DG ; nouvelle lecture, DG

MINEURS (travailleurs de la mine)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

MINISTERES

Voir RENSEIGNEMENT DIVERS, en tête de la table

MIRAGES 2000 (avions)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et services des essences (budget annexe)

MISSILES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et services des essences (budget annexe) ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

MISSION INTERMINISTERIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MIDIST)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

MISSIONS D'INFORMATION

Voir PARLEMENT, 3, DG
RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

MODE DE SCRUTIN

Voir COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
ELECTIONS, 6, DG ; nouvelle lecture, DG
ELECTIONS, 7, DG
ELECTIONS, 8, DG
PETITIONS
REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

MOEURS

1. – Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal, présentée par M. Raymond Forni député

et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1981) [n° 527] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Gisèle Halimi (10 décembre 1981) [n° 602] – Discussion (20 décembre 1981) – Adoption (20 décembre 1981) [n° 93].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1981) [n° 149 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (4 mai 1982) [n° 314 (81-82)] – Discussion (5 mai 1982) (p. 1625, 1635) – Rejet (5 mai 1982) [n° 73].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 mai 1982) [n° 848] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Gisèle Halimi (17 juin 1982) [n° 957] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption (24 juin 1982) [n° 183].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1982) [n° 426 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (7 juillet 1982) [n° 457 (81-82)] – Discussion (8 juillet 1982) (p. 3525, 3529) – Rejet (8 juillet 1982) [n° 137].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (9 juillet 1982) [n° 1024] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Gisèle Halimi (21 juillet 1982) [n° 1039].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (21 juillet 1982) [n° 479 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 juillet 1982) [n° 1024] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Gisèle Halimi (21 juillet 1982) [n° 1046] – Discussion (21 juillet 1982) – Adoption (21 juillet 1982) [n° 209].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 juillet 1982) [n° 481 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (22 juillet 1982) [n° 482 (81-82)] – Discussion (23 juillet 1982) (p. 3785, 3787) – Rejet (23 juillet 1982) [n° 145].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (23 juillet 1982) [n° 1070] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Gisèle Halimi (27 juillet 1982) [n° 1075] – Discussion (27 juillet 1982) – Adoption aux termes de l'art. 45, alinéa 4 C, de la Constitution (27 juillet 1982) [n° 220].

PROMULGATION : Loi n° 82-683 du 4 août 1982 (JO Lois et décrets du 5 août 1982).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1982) (p. 1625, 1635).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1626, 1635) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Mme Cécile Goldet, M. Henri Caillavet.*

ATTENTAT AUX MOEURS : BADINTER (Robert) (p. 1527) ; DAILLY (Etienne) (p. 1629).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL) : CAILLAVET (Henri) (p. 1632).

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME : DAILLY (Etienne) (p. 1630, 1635).

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME : BADINTER (Robert) (p. 1628) ; DAILLY (Etienne) (p. 1630).

FICHIERS : CAILLAVET (Henri) (p. 1632) ; DAILLY (Etienne) (p. 1634).

HOMOSEXUALITE : BADINTER (Robert) (p. 1626, 1627, 1633) ; DAILLY (Etienne) (p. 1629, 1630, 1634) ; GOLDET (Cécile) (p. 1631, 1632) ; CAILLAVET (Henri) (p. 1632, 1633, 1634).

LIBERTES : BADINTER (Robert) (p. 1628, 1634) ; CAILLAVET (Henri) (p. 1632, 1633) ; DAILLY (Etienne) (p. 1634).

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA) : DAILLY (Etienne) (p. 1634).

MANDAT ELECTIF : DAILLY (Etienne) (p. 1630, 1634) ; BADINTER (Robert) (p. 1633).

MINEURS : BADINTER (Robert) (p. 1628, 1634) ; DAILLY (Etienne) (p. 1629, 1630) ; CAILLAVET (Henri) (p. 1632).

PROSTITUTION : DAILLY (Etienne) (p. 1630) ; GOLDET (Cécile) (p. 1632) ; BADINTER (Robert) (p. 1633, 1634).

VIOL : BADINTER (Robert) (p. 1637) ; DAILLY (Etienne) (p. 1630) ; CAILLAVET (Henri) (p. 1632).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1635) *MM. Robert Badinter, ministre ; Jacques Eberhard.*

Art. unique (*Abrogation de l'alinéa 2 de l'art. 331 du code pénal : incrimination « de quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature contre un individu mineur du même sexe »* (p. 1635).

Adopté : amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article abrogeant l'alinéa 2 de l'art. 331 du code pénal (p. 1635 ; scrutin public n° 95 ; liste des votants p. 1652, 1653).

– L'art. unique est supprimé (p. 1635).

Rejet (5 mai 1982) (p. 1635).

Discussion (Deuxième lecture)

(8 juillet 1982) (p. 3525, 3529).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3525, 3529) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME : DAILLY (Etienne) (p. 3527).

HOMOSEXUALITE : BADINTER (Robert) (p. 3525, 3526, 3528) ; DAILLY (Etienne) (p. 3527, 3528, 3529).

ORDRE DU JOUR DU SENAT : BADINTER (Robert) (p. 3526) ; DAILLY (Etienne) (p. 3527, 3528).

MINEURS : BADINTER (Robert) (p. 3526) ; DAILLY (Etienne) (p. 3527, 3528, 3529).

PROSTITUTION : DAILLY (Etienne) (p. 3527) ; BADINTER (Robert) (p. 3528).

VIOL : DAILLY (Etienne) (p. 3526).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3529) *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre.*

Art. unique (p. 3529).

Adopté : amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article abrogeant l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (p. 3529 ; scrutin public n° 135 ; liste des votants p. 3536).

– L'article unique est supprimé (p. 3529).

Rejet (8 juillet 1982) (p. 3529).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 juillet 1982) (p. 3785, 3787).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3785, 3786) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Parmantier.*

HOMOSEXUALITE : BADINTER (Robert) (p. 3785) ; DAILLY (Etienne) (p. 3786) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 3786).

MINEURS : DAILLY (Etienne) (p. 3786).

PROSTITUTION : BADINTER (Robert) (p. 3785).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 3787) *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre.*

Art. unique (p. 3787).

Adopté : amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de l'art. unique relatif à l'abrogation du deuxième alinéa de l'art. 331 du code pénal (p. 3787 ; scrutin public n° 155 ; liste des votants p. 3802, 3803).

– L'art. unique est supprimé (p. 3787).

Rejet (23 juillet 1982) (p. 3782).

MONACO

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 1

MONITEURS (ski)

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, 2^e lecture, DG

MONNAIE

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
FRANC (MONNAIE)
INFLATION

LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ;
Commerce extérieur

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

MONNAIES ET MEDAILLES (administration des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Monnaies et médailles

MONOPOLE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

MONTAGNE

Voir AGRICULTURE, 2, DG

COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Education nationale ; Environnement ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement

TRANSPORTS, 1, DG

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

Voir AGRICULTURE, 2, DG

LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, nouvelle lecture, DG

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

MOSELLE (département)

Voir ALSACE ET MOSELLE
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

MOULIN (Jean)

Voir ESCLAVAGE, 1, DG

MOYEN-ORIENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

MOZAMBIQUE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 29

MULTIPROPRIETE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

MUSEE D'ORSAY

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

MUSEES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Départements et
territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

MUSIQUE

Voir ENSEIGNEMENT MUSICAL
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Education nationale

MUTUALITE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
MUTUELLES
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 52, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles

MUTUELLES

Voir AVORTEMENT, 1, DG
BANQUES, 1
CALAMITES, 1, DG
MUTUALITE
NATIONALISATIONS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
SECURITE SOCIALE, 2

MYTILICULTURE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

N

NATALITE

Voir DEMOGRAPHIE
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

NATIONALISATIONS

1. - **Projet de loi de nationalisation**, présenté par M. Pierre Mauroy, Premier ministre (20 janvier 1982) [n° 696] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Michel Charzat (22 janvier 1982) [n° 700] - Urgence - Considéré comme adopté aux termes de l'art. 49, alinéa 3 de la Constitution (28 janvier 1982) [n° 111].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 janvier 1982) [n° 198 (81-82)].

Renvoi à la commission spéciale - Rapport de MM. Jean Chérioux, Etienne Dailly et Jean-Pierre Fourcade (3 février 1982) [n° 203 (81-82)] - Discussion (3 février 1982 ; 4 février 1982) (p. 479, 495 ; 516, 535) - Rejet (4 février 1982) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 février 1982) [n° 721] - Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Michel Charzat (4 février 1982) [n° 722].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (5 février 1982) [n° 208 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (4 février 1982) [n° 721] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Michel Charzat (4 février 1982) [n° 723] - Discussion (4 février 1982) - Adoption (4 février 1982) [n° 114].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (5 février 1982) [n° 209 (81-82)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly (5 février 1982) [n° 210 (81-82)] - Discussion (5 février 1982) (p. 578, 584) - Rejet (5 février 1982) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (5 février 1982) [n° 726] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Michel Charzat (5 février 1982) [n° 727] - Discussion (5 février 1982) - Adoption définitive (5 février 1982) [n° 116].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant le projet conforme à la Constitution - 11 février 1982 (J.O. Lois et Décrets du 12 février 1982) - **PROMULGATION**: Loi n° 82-155 du 11 février 1982 (J.O. du 13 février 1982) - Rectificatif (J.O. du 13 mars 1982).

Discussion (première lecture)

(3 février 1982) (p. 479, 495).

(4 février 1982) (p. 516, 535).

I. - **DISCUSSION GENERALE** (p. 479, 495 ; 516, 531) MM. Daniel Hoeffel, président de la commission spéciale; Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public; Etienne Dailly, rapporteur; Jean Chérioux, rapporteur; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur; Robert Badinter, ministre de la justice - Marcel Rudloff, Jacques Larché, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement; Raymond Dumont, Félix Ciccolini, Charles Lederman, Maurice Schumann, vice-président, président de séance; René Regnault.

ALSACE: HOFFFEL (Daniel) (p. 479); RUDLOFF (Marcel) (p. 516); CICCOLINI (Félix) (p. 522); LE GARREC (Jean) (p. 528).

BANQUE FEDERATIVE DE CREDIT MUTUEL (BFCM): RUDLOFF (Marcel) (p. 516, 517); LARCHE (Jacques) (p. 517); LE GARREC (Jean) (p. 528).

BANQUE NATIONALE DE PARIS (BNP): CHERIOUX (Jean) (p. 490).

BANQUES: HOFFFEL (Daniel) (p. 479); LE GARREC (Jean) (p. 480, 481, 528); DAILLY (Etienne) (p. 483, 484, 485, 487, 488, 530); CHERIOUX (Jean) (p. 489, 490); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491, 492); BADINTER (Robert) (p. 494); RUDLOFF (Marcel) (p. 516, 517); LARCHE (Jacques) (p. 517); DUMONT (Raymond) (p. 521); CICCOLINI (Félix) (p. 522); LEDERMAN (Charles) (p. 524).

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE (CGE): LE GARREC (Jean) (p. 480).

CONCENTRATION INDUSTRIELLE: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491).

CONFEDERATION GENERALE DES CADRES (CGE): CHERIOUX (Jean) (p. 489).

CONGES PAYES: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 492).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL: HOFFFEL (Daniel) (p. 479, 480); DAILLY (Etienne) (p. 482, 483, 485); CHERIOUX (Jean) (p. 489, 490); BADINTER (Robert) (p. 494, 495); LARCHE (Jacques) (p. 520); DUMONT (Raymond) (p. 520); CICCOLINI (Félix) (p. 522); LEDERMAN (Charles) (p. 523, 524); SCHUMANN (Maurice) (p. 525); DAILLY (Etienne) (p. 525); LE GARREC (Jean) (p. 525); REGNAULT (René) (p. 525).

CONSEIL D'ETAT: LE GARREC (Jean) (p. 480); BADINTER (Robert) (p. 495); LARCHE (Jacques) (p. 517).

CONSTITUTION: CHERIOUX (Jean) (p. 490).

CONSTITUTION (Art. 34): CICCOLINI (Félix) (p. 522); LEDERMAN (Charles) (p. 524).

CONSTITUTION (Art. 49): LARCHE (Jacques) (p. 519).

CONTRATS DE PLAN: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 493).

COOPERATIVES: HOFFFEL (Daniel) (p. 479); LE GARREC (Jean) (p. 481, 528); DAILLY (Etienne) (p. 483, 484, 485, 488, 530); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491); BADINTER (Robert) (p. 494); RUDLOFF (Marcel) (p. 516, 517); CICCOLINI (Félix) (p. 522); LEDERMAN (Charles) (p. 524); REGNAULT (René) (p. 525).

CREDIT LYONNAIS: CHERIOUX (Jean) (p. 490).

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME: DAILLY (Etienne) (p. 487); CHERIOUX (Jean) (p. 490); LEDERMAN (Charles) (p. 524).

ELECTIONS LEGISLATIVES: LARCHE (Jacques) (p. 518); LABARRERE (André) (p. 519).

EMPLOI: LE GARREC (Jean) (p. 479, 527); CHERIOUX (Jean) (p. 489); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491, 493); LARCHE (Jacques) (p. 518); DUMONT (Raymond) (p. 521); CICCOLINI (Félix) (p. 521); REGNAULT (René) (p. 526).

MATRA (Société): DUMONT (Raymond) (p. 521).

MUTUELLES: HOFFFEL (Daniel) (p. 479); LE GARREC (Jean) (p. 481, 528); DAILLY (Etienne) (p. 483, 484, 485, 488, 530); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491); BADINTER (Robert) (p. 494); RUDLOFF (Marcel) (p. 516); LARCHE (Jacques) (p. 517); CICCOLINI (Félix) (p. 522); LEDERMAN (Charles) (p. 524); REGNAULT (René) (p. 525) **NATIONALISATION**: HOFFFEL (Daniel)

(p. 479); LE GARREC (Jean) (p. 479, 480, 481, 482, 525, 527, 528, 529, 530); DAILLY (Etienne) (p. 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 525, 530, 531); CHERIOUX (Jean) (p. 489, 490); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491, 492, 493, 494); BADINTER (Robert) (p. 494, 495); RUDLOFF (Marcel) (p. 516, 517); LARCHE (Jacques) (p. 517, 518, 519, 520); LABARRERE (André) (p. 519); DUMONT (Raymond) (p. 520, 521); CICCOLINI (Félix) (p. 521, 522, 523); LEDERMAN (Charles) (p. 523, 524); REGNAULT (René) (p. 525, 526, 527).

NATIONALISATION (indemnisation des actionnaires): HOEFFEL (Daniel) (p. 479); LE GARREC (Jean) (p. 480); DAILLY (Etienne) (p. 482, 486, 487, 488); CHERIOUX (Jean) (p. 490); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 492); DUMONT (Raymond) (p. 520, 521); CICCOLINI (Félix) (p. 522, 523); LEDERMAN (Charles) (p. 524); REGNAULT (René) (p. 525, 526).

PARLEMENT (rôle du): LARCHE (Jacques) (p. 518, 519); LABARRERE (André) (p. 519).

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS: LE GARREC (Jean) (p. 481, 529); CHERIOUX (Jean) (p. 489).

PECHINEY-UGINE KUHLMANN (Société): DAILLY (Etienne) (p. 486).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME): FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491); CICCOLINI (Félix) (p. 522); LE GARREC (Jean) (p. 528).

PLAN INTERIMAIRE: REGNAULT (René) (p. 527); LE GARREC (Jean) (p. 528).

POLITIQUE INDUSTRIELLE: LE GARREC (Jean) (p. 481, 528); DAILLY (Etienne) (p. 484); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491, 493); REGNAULT (René) (p. 526, 527).

PROPRIETE (droit de): DAILLY (Etienne) (p. 483); CHERIOUX (Jean) (p. 489); LARCHE (Jacques) (p. 520).

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT: LABARRERE (André) (p. 519).

RENAULT (Régie): FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491).

RHONE-POULENC (Société): DAILLY (Etienne) (p. 486).

SIDERURGIE (industrie): LE GARREC (Jean) (p. 480, 529).

SOCIETE GENERALE: CHERIOUX (Jean) (p. 490).

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVION (SNECMA): FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491).

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE (SNIAS): FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491).

SOCIETES (filiales): DAILLY (Etienne) (p. 483, 484, 530); CHERIOUX (Jean) (p. 489).

SOUS-TRAITANCE: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 491); LE GARREC (Jean) (p. 528).

SYNDICATS PROFESSIONNELS: CHERIOUX (Jean) (p. 489, 490).

VALEURS MOBILIERES: LE GARREC (Jean) (p. 480, 481); DAILLY (Etienne) (p. 488); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 492).

Question préalable; motion n° 3 de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly, rapporteurs, tendant à opposer la question préalable (p. 531) – *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur; Félix Ciccolini, Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat* – Adoption (p. 535; scrutin public n° 74; liste des votants p. 573, 574).

Rejet (4 février 1982) (p. 535).

Discussion (nouvelle lecture)

(5 février 1982) (p. 578, 584).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 578, 582) *MM. Etienne Dailly, rapporteur; Jean-Pierre Fourcade, rapporteur; Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public; Raymond Dumont.*

BANQUES: DAILLY (Etienne) (p. 578, 579, 580, 581); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 580); LE GARREC (Jean) (p. 581); DUMONT (Raymond) (p. 582).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL: DAILLY (Etienne) (p. 579); LE GARREC (Jean) (p. 581); DUMONT (Raymond) (p. 582).

COOPERATIVES: DAILLY (Etienne) (p. 578); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 580); LE GARREC (Jean) (p. 581); DUMONT (Raymond) (p. 582).

MUTUELLES: DAILLY (Etienne) (p. 578); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 580); LE GARREC (Jean) (p. 581); DUMONT (Raymond) (p. 582).

NATIONALISATION: DAILLY (Etienne) (p. 578, 579, 580, 581, 582); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 580); LE GARREC (Jean) (p. 580, 581, 582); DUMONT (Raymond) (p. 582).

NATIONALISATION (Indemnisation des actionnaires): DAILLY (Etienne) (p. 578, 579, 580, 581); LE GARREC (Jean) (p. 581).

SOCIETES (filiales): DAILLY (Etienne) (p. 578); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 580); LE GARREC (Jean) (p. 581).

Question préalable – Motion n° 1 de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly, rapporteurs, tendant à opposer la question préalable (p. 582) – *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur; Raymond Dumont, Daniel Hoeffel, président de la commission spéciale; Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat* – Adoption (p. 584; scrutin public n° 76; liste des votants p. 590, 591).

Rejet (5 février 1982) (p. 584).

2. – Proposition de loi tendant à abroger la loi de nationalisation n°82-155 du 11 février 1982, présentée par M. Georges Lombard, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 228 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi **BANQUES, 1, DG**
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG; art. 58; Commerce extérieur
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG; 145, DG
TRAVAIL, 1, DG

NATIONALISATIONS (indemnisation)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, DG**
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
NATIONALISATIONS, 1, DG; nouvelle lecture, DG

NATIONALITE (double)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Défense et Service des essences (budget annexe)**
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 42, DG

NATURE (protection de la)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement
TRAITES ET CONVENTIONS, 32

NAVIGATION DE PLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 20, DG

NAVIGATION FLUVIALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 37, DG

NICKEL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer; Recherche et industrie

NODULES POLYMETALLIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

NORD-PAS-DE-CALAIS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG;
141, DG

NOTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice
SECURITE SOCIALE, 3, DG; nouvelle lecture, DG

**NOTICE D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DU
LOGEMENT**

Voir BAUX, 1

NOUVELLE-CALEDONIE

1. - **Projet de loi autorisant le Gouvernement par application de l'art. 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (12 janvier 1982) [n° 687] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Suchod (12 janvier 1982) (n° 689) - Urgence - Discussion (14 janvier 1982) - Adoption (14 janvier 1982) [n° 102].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1982) [n° 179 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul Pillet (20 janvier 1982) [n° 182 (81-82)] - Discussion (21 janvier 1982) (p. 300, 324) - Rejet (21 janvier 1982) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 janvier 1982) [n° 699] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Michel Suchod (25 janvier 1982) [n° 701].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE SENAT; rapport de M. Paul Pillet (26 janvier 1982) [n° 192 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 janvier 1982) [n° 699] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Suchod (26 janvier 1982) [n° 702] - Discussion (26 janvier 1982) - Adoption (26 janvier 1982) [n° 107].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (26 janvier 1982) [n° 194 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul Pillet (26 janvier 1982) [n° 195 (81-82)] - Discussion (26 janvier 1982) (p. 353, 354) - Rejet (26 janvier 1982) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (27 janvier 1982) [n° 704] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Suchod (28 janvier 1982) [n° 705] - Discussion (28 janvier 1982) - Adoption définitive (28 janvier 1982) [n° 109].

PROMULGATION: Loi n° 83-127 du 4 février 1982 (J.O. Lois et décrets du 5 février 1982).

Discussion (première lecture)

(21 janvier 1982) (p. 300, 324).

I. - **DISCUSSION GENERALE** (p. 300, 322) *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois; Lionel Cherrier, Henri Caillavet, Daniel Millaud, Serge Boucheny, Gilbert Belin, Mme Cécile Goldet, M. Yvon Bourges.*

ASSEMBLEES TERRITORIALES: EMMANUELLI (Henri) (p. 302, 317, 318, 319); PILLET (Paul) (p. 305, 306, 307, 320, 321); CHERRIER (Lionel) (p. 308, 309); CAILLAVET (Henri) (p. 311); MILLAUD (Daniel) (p. 313); BELIN (Gilbert) (p. 314); BOURGES (Yvon) (p. 316).

AUXILIARIAT (enseignement): BOUCHENY (Serge) (p. 313).

CANAQUES: EMMANUELLI (Henri) (p. 301); BOUCHENY (Serge) (p. 313); GOLDET (Cécile) (p. 315).

CONSEIL D'ETAT: MILLAUD (Daniel) (p. 312).

CONSTITUTION (art. 34): EMMANUELLI (Henri) (p. 302).

CONSTITUTION (art. 38): EMMANUELLI (Henri) (p. 301, 302, 317, 319, 320, 321); PILLET (Paul) (p. 304, 305); CHERRIER (Lionel) (p. 308, 309); CAILLAVET (Henri) (p. 310, 311); MILLAUD (Daniel) (p. 311, 312); BOUCHENY (Serge) (p. 313); BELIN (Gilbert) (p. 314); GOLDET (Cécile) (p. 314); BOURGES (Yvon) (p. 315, 316).

CONSTITUTION (art. 74): EMMANUELLI (Henri) (p. 303); BOURGES (Yvon) (p. 315).

DECENTRALISATION: EMMANUELLI (Henri) (p. 303, 317); PILLET (Paul) (p. 304, 306); CHERRIER (Lionel) (p. 308, 309).

ELECTRICITE: EMMANUELLI (Henri) (p. 303); BOUCHENY (Serge) (p. 314).

ENSEIGNEMENT: EMMANUELLI (Henri) (p. 303).

FONDS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'INTERIEUR ET DES ILES (FADIL): CHERRIER (Lionel) (p. 309).

INDEPENDANCE: EMMANUELLI (Henri) (p. 301); PILLET (Paul) (p. 305); CHERRIER (Lionel) (p. 310); CAILLAVET (Henri) (p. 311); BOUCHENY (Serge) (p. 314); GOLDET (Cécile) (p. 314); BOURGES (Yvon) (p. 316).

LANGUES VERNACULAIRES: CHERRIER (Lionel) (p. 309).

MELANESIENS (ethnie): EMMANUELLI (Henri) (p. 301, 302, 303); CHERRIER (Lionel) (p. 309); BOUCHENY (Serge) (p. 313, 314); BELIN (Gilbert) (p. 314).

NATIONALISATION: MILLAUD (Daniel) (p. 312); BOUCHENY (Serge) (p. 313).

NOUVELLE CALEDONIE : EMMANUELLI (Henri) (p. 301, 302, 303, 304, 312, 317, 318, 319, 320, 322); PILLET (Paul) (p. 304, 305, 306, 307, 320, 321); CHERRIER (Lionel) (p. 308, 309, 310); CAILLAVET (Henri) (p. 310, 311); MILLAUD (Daniel) (p. 311, 312, 313, 319); BOUCHENY (Serge) (p. 313, 314); BELIN (Gilbert) (p. 314); GOLDET (Cécile) (p. 314, 315); BOURGES (Yvon) (p. 315, 316, 318, 320).

OFFICE CULTUREL MELANESIEN : EMMANUELLI (Henri) (p. 303); GOLDET (Cécile) (p. 315).

PARLEMENTAIRES : CHERRIER (Lionel) (p. 310); MILLAUD (Daniel) (p. 311); BOURGES (Yvon) (p. 315, 320); EMMANUELLI (Henri) (p. 318).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : EMMANUELLI (Henri) (p. 302); PILLET (Paul) (p. 305, 307, 308).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 322, 324) MM. Paul Pillet, rapporteur ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat.

Art. 1^{er} (Habilitation du gouvernement, en vertu de l'art. 38 de la Constitution, à prendre par ordonnances les mesures de réforme nécessitées par la situation en Nouvelle Calédonie ; durée et champ de l'habilitation) (p. 322).

Rejeté. amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur : limitation des mesures du Gouvernement prises par ordonnances au régime législatif du territoire, à l'exclusion de l'organisation administrative et après consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 323).

Art. 2 (Dépôt du projet de loi de ratification des ordonnances) – Adopté (p. 323).

Explications de vote.

M. Adolphe Chauvin (p. 323); François Collet (p. 323); Philippe de Bourgoing (p. 324); Marcel Gargar (p. 324).

Intervention de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (p. 324) : procédure juridique dans le cadre de la Constitution – Art. 38 de la Constitution se situant dans l'état de droit et procédure soumise à la Haute Assemblée approuvée par le Conseil d'Etat.

Scrutin public (p. 324 ; n° 68 ; liste des votants p. 347).

Rejet (21 janvier 1982) (p. 324).

Discussion (Nouvelle lecture)

(26 janvier 1982) (p. 353, 354).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 353) MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois.

NOUVELLE-CALEDONIE : PILLET (Paul) (p. 353).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 353, 354) MM. Paul Pillet, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Lionel Cherrier, Gilbert Belin.

Art. 1^{er} (p. 353) – Rejet par scrutin public (p. 354 ; n° 69 ; liste des votants p. 408, 409).

Art. 2 – Rejet (p. 354).

Rejet (26 janvier 1982) (p. 354).

2. – Proposition de loi visant à étendre le régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, présentée par M. Lionel Cherrier, sénateur (4 juin 1982) [n° 379 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – Rapport d'information fait, au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, du 25 août au 6 septembre 1982, par M. Jean-Marie Girault et plusieurs de ses collègues (20 octobre 1982) [n° 57 (82-83)].

Voir aussi ELECTIONS, 8, DG
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Agriculture ; Education nationale ; Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

« NOUVELLE CITOYENNETE »

Voir BAUX, 1, DG
JUSTICE, 1, DG

« NOUVELLE FORMATION DU JEUNE TELESPECTATEUR »

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

NOYERAIES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

NUISANCES

Voir BRUIT
LOI DE FINANCES, 1, art. 16

O

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
(budget annexe)

OBSERVATOIRES REGIONAUX DE SANTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

OBTENTIONS VEGETALES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 32, DG

OCEANIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

OCTROI DE MER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer

OEUVRES AUDIOVISUELLES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

OEUVRES D'ART

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

OFFICE CULTUREL MELANESIEN

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG

**OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE D'OUTRE-MER (ORSTOM)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer ; Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

OFFICE DES VINS

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

**OFFICE DES RAYONNEMENTS IONISANTS D'ORSAY
(ORIS)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

OFFICE DU BLE

Voir AGRICULTURE, 2, DG

OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

OFFICE FRANCO-QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 44, DG

OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION

Voir TRANSPORTS, 1, DG

**OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE (ONAC)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

OFFICE NATIONAL DES FORETS

1. - Dépôt d'un rapport du gouvernement, rapport de gestion
de l'office national des forêts pour 1981, établi en application
de l'art. L. 124-2 du code forestier (22 juillet 1982) (p. 3768).

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

**OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES
CEREALES (ONIC)**

Voir AGRICULTURE, 2, DG

**OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS
DE TABLE (ONIVIT)**

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

**OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU
BETAIL ET DES VIANDES (ONIBEV)**

Voir AGRICULTURE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

OFFICE OF TECHNOLOGY ASSESSMENT (OTA)

Voir PARLEMENT, 3, DG

**OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION DES CHOIX
SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
PARLEMENT, 3

OFFICES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
d'outre-mer

OFFICES (Corse)

Voir CORSE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

OFFICES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 1^{er} à 9 ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Intérieur et décentralisation ; Comptes spéciaux du Trésor

OFFICES DE TOURISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, après l'art. 47

OFFICES D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Voir EPARGNE, 1, DG

OFFICES D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Voir OFFICES AGRICOLES

OFFICIERS DES HARAS

Voir HARAS, 1, DG

OFFICIERS GENERAUX

Voir AFRIQUE DU NORD, 1, DG

OFFICIERS MUNICIPAUX

Voir COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
ELECTIONS, 7, DG ; nouvelle lecture, DG

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTERIELS

Voir JUSTICE, 3
NOTAIRES

OPERA (Bastille)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

OPERATIONS GROUPES DES AMENAGEMENTS FONCIERS (OGAF)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

OR

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I Charges communes

ORDRE DU JOUR DU SENAT

1. - **Observations à la suite de la communication du gouvernement** modifiant l'ordre du jour (21 juillet 1982) (p. 3730, 3731) : surcharge de la fin de session et risque d'absence des sénateurs - *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le parlement, Marc Becam.*

Voir aussi MOEURS, 1, 2^e lecture, DG

ORDONNANCES (législation par)

Voir CONSTITUTION (article 38)
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires

d'outre-mer

QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

ORDRE PUBLIC

1. - **Proposition de loi tendant à la dissolution des milices patronales**, présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 juin 1982) [n° 386 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

ORDURES MENAGERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

ORGANISATION DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (OCDE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (OLP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (OUA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
112 ; 135
TRAITES ET CONVENTIONS, 26

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE POUR LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (OTIF)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 16, DG

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

Voir TRAVAIL, 4, DG

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges communes ; Relations extérieures

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Voir RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

ORGANISMES INTERNATIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

**ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU
BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (OPPBTP)**

Voir TRAVAIL, 4, DG

ORPHELINS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

ORTHOGENIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux

OSTREICULTURE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

OUTRAGE A MAGISTRAT

Voir AVOCATS, 1, 2, DG

OUVRIERS D'ETAT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et services des essences
(budget annexe)

P

PACIFIQUE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

PACIFISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

PALESTINIENS

Voir ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (OLP)
TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

PAPIER (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur ; Agriculture

PARCS NATURELS NATIONAUX ET REGIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

PARI MUTUEL URBAIN (PMU)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 23 ; Agriculture ; Temps libre

PARIS

Voir BAUX, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1
COLLECTIVITES LOCALES, 2, 2^e lecture, DG
CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

PARIS (statut)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
ELECTIONS, 7, DG

PARLEMENT

1. – Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Présentée par M. Pierre Noé, sénateur et plusieurs de ses collègues (27 mai 1982) [n° 362 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun avec la proposition n° 377 (81-82) et n° 7 (82-83) de M. Jean-Marie Rausch (4 novembre 1982) [n° 82 (82-83)].

2. – Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de créer un office parlementaire pour l'évaluation des choix technologiques, présentée par M. Pierre Vallon, sénateur et plusieurs de ses collègues (3 juin 1982) [n° 377 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun avec les propositions n° 362 (81-82) et n° 7 (82-83) de M. Jean-Marie Rausch (4 novembre 1982) [n° 82 (82-83)].

3. – Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, présentée par M. Gilbert Gantier, député (21 avril 1982) [n° 819] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Robert Chapuis (17 juin 1982) [n° 958] – Discussion (5 octobre 1982) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 234].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1982) [n° 7 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun avec les propositions n° 362 (81-82) et n° 377 (81-82) de M. Jean-Marie Rausch (4 novembre 1982) [n° 82 (82-83)] – Discussion (9 novembre 1982) (p. 5326, 5334 ; 5341, 5347 – Adoption (9 novembre 1982) [n° 32].

NOUVEL INTITULE (Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 novembre 1982) [n° 1204] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion (Première lecture)

(9 novembre 1982) (p. 5326, 5334 ; 5341, 5347).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5326, 5334) : *MM. Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Louis Mexandeau, ministre des PTT ; Pierre Noé ; Michel Miroudot, Raymond Dumont.*

CENTRE D'ETUDE DES SYSTEMES ET DES TECHNOLOGIES AVANCEES (CESTA) : NCE (Pierre) (p. 5329).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) : NCE (Pierre) (p. 5329).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5327) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5332).

COMMISSIONS PERMANENTES : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5327) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5330).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE : NCE (Pierre) (p. 5329).

COUR DES COMPTES (rapport annuel) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327).

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5328, 5329) ; NCE (Pierre) (p. 5330) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5331, 5332) ; DUMONT (Raymond) (p. 5334).

ENTREPRISES NATIONALES : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5328).

INFORMATION : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5328) ; NCE (Pierre) (p. 5329) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5333) ; DUMONT (Raymond) (p. 5334).

INFORMATIQUE : MEXANDEAU (Louis) (p. 5327).

MISSIONS D'INFORMATION : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327).

OFFICE OF TECHNOLOGY ASSESSMENT (OTA) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5326, 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5328) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5331).

PARLEMENT (information du) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5327) ; NCE (Pierre) (p. 5329, 5330) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5330, 5332, 5333) ; DUMONT (Raymond) (p. 5334).

PARLEMENT (rôle du) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 5327) ; NCE (Pierre) (p. 5329, 5330).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (messages) : MEXANDEAU (Louis) (p. 5327).

RECHERCHE : MEXANDEAU (Louis) (p. 5328) ; NŒ (Pierre) (p. 5329) ; DUMONT (Raymond) (p. 5333, 5334).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : MEXANDEAU (Louis) (p. 5328) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5331) ; DUMONT (Raymond) (p. 5334).

SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 5327).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : MIROUDOT (Michel) (p. 5332).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5341, 5347) : MM. Jean-Marie Rausch ; rapporteur : Louis Mexandeu, ministre ; Pierre Noé, Raymond Dumont, Michel Miroudot, Michel Darras, Paul Malassagne.

Art. 1^{er} (Institution d'une délégation pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques) (p. 5341).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : nouvelle rédaction de l'alinéa relatif à la création de la délégation parlementaire : suppression du terme d'office (p. 5342) – Amendement n° 1 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Michel Miroudot : composition de la délégation et durée du mandat de ses membres (p. 5343) – Amendement n° 3 de M. Michel Miroudot : suppression de l'alinéa relatif au comité consultatif (p. 5343) – Amendement de coordination n° 4 de M. Michel Miroudot (p. 5343) – Amendement n° 11 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : nouvelle rédaction du paragraphe IV relatif aux modalités de saisine de la délégation : suppression de la possibilité de saisine par un président de groupe ; suppression également des procédures obligatoires de consultation du conseil scientifique et du comité consultatif (p. 5344) – Amendement n° 12 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : octroi de la délégation à titre permanent des pouvoirs d'investigation prévus par l'ordonnance du 30 décembre 1958 modifiée (p. 5345) – Amendement n° 13 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : caractère confidentiel des travaux de la délégation ; possibilité de publication de leurs conclusions par décision de l'assemblée à laquelle appartient l'auteur de la saisine (p. 5346) ; sous-amendement n° 18 de M. Paul Malassagne : possibilité de publication de leurs conclusions par décision conjointe des deux assemblées (p. 5346) – Amendement n° 14 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : modification de forme de l'alinéa relatif à l'établissement du règlement intérieur de la délégation (p. 5346) – Amendement n° 15 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : principe du financement des dépenses afférentes au fonctionnement de la délégation par les dotations des deux assemblées (p. 5346).

Retiré : amendement n° 6 de M. Michel Miroudot : principe de la publication des travaux de la délégation (p. 5345).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5346).

Art. 2^e (Dispositions transitoires) (p. 5346).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur (p. 5347).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5347).

Intitulé (p. 5347).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : « proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques » (p. 5347).

– L'intitulé de la proposition de loi, ainsi modifiée, est adoptée (p. 5347).

Explications de vote : MM. Raymond Dumont (p. 5347), Pierre Noé (p. 5347).

Adoption (9 novembre 1982) (p. 5347).

Voir aussi QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 118 ;

PARLEMENT (contrôle du)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Défense et service des essences (budget annexe) ; Education nationale ; Comptes spéciaux du Trésor ; Relations extérieures
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

PARLEMENT (information du)

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
PARLEMENT, 3, DG

PARLEMENT (rôle du)

Voir BAUX, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, nouvelle lecture
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
NATIONALISATIONS, 1, DG
PARLEMENT, 3, DG
PLAN, 1, DG

PARLEMENTAIRES

Voir DEPUTES
SENATEURS
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

1. – Proposition de loi relative à la participation des travailleurs à l'exercice de la responsabilité dans les filiales des sociétés commerciales mentionnées aux articles 1^{er}, 12 et 29 de la loi de nationalisation n° 82-155 du 11 février 1982, présentée par M. Jean Chérioux, sénateur et plusieurs de ses collègues (4 mai 1982) [n° 315 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi NATIONALISATIONS, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

PARTS SOCIALES

Voir BANQUES, 1, DG

PATRIMOINE (protection du)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Urbanisme et logement
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

PATRIOTES REFRACTAIRES A L'ANNEXION DE FAIT (PRAF)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

PATRIOTES RESISTANT A L'OCCUPATION (PRO)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

PATRONAT

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
COMMUNES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 3, DG

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

PAYS-BAS

Voir AGRICULTURE, 2, DG

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Voir DIALOGUE NORD SUD
LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur ; Environnement ; Economie et finances I charges communes ; Comptes spéciaux du Trésor ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
TIERS MONDE
TRAITES ET CONVENTIONS, 14, DG ; 15, DG ; 18, DG

PEAUX

Voir CUIRS ET PEAUX

PECHE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

PECHE FLUVIALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 4, DG

PECHE MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
TRAITES ET CONVENTIONS, 2, DG

PECHINEY-UGINE KUHLMANN (société)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
NATIONALISATIONS, 1, DG

PEDAGOGIE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

PEINE DE MORT

Voir SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

PEINES

Voir AGRICULTURE, 2, art. 25
BAUX, 1
LOI DE FINANCES, 1, Justice

PEINES DE TRAVAIL D'INTERET GENERAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

PEINES DE SUBSTITUTION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

PEINES (transfèrement des condamnés)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

PEINTURES

Voir PRODUITS CHIMIQUES ET PARA-CHIMIQUES, 1, DG

PELLETERIES

Voir CUIRS ET PEAUX
LOI DE FINANCES, 1, nouvelle lecture, DG

PENSIONS ALIMENTAIRES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 43, DG

PENSIONS DE RETRAITE

1. – Proposition de loi relative à la retraite des Français résidents ou anciens résidents au Maroc, présentée par M. Charles de Cuttoli, sénateur et plusieurs de ses collègues [n° 184 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à modifier et uniformiser les conditions d'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant, présentée par M. Kléber Malécot, sénateur et plusieurs de ses collègues (28 janvier 1982) [n° 196 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi ARMEE, 1, 2
ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Défense et service des essences (budget annexe) ; Services du Premier ministre I services généraux ; Economie et finances I charges communes ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale

PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES

Voir AFRIQUE DU NORD, 1, DG
PENSIONS DE RETRAITE

PENSIONS DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

PENSIONS DE RETRAITE MUTUALISTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

PENSIONS DE REVERSION

1. – Proposition de loi tendant à uniformiser la condition de durée de mariage fixée, dans les régimes obligatoires de sécurité sociale, pour l'attribution d'une pension de réversion, présentée par M. Jean Béranger, sénateur (26 janvier 1982) [n° 188 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à élever à 75 % le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant des agents de la fonction publique en application du code des pensions civiles et militaires de retraite, présentée par M. Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juin 1982) [n°365 (81-82)].

Voir aussi ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Défense et service des essences (budget annexe) ; Services du Premier ministre I services généraux ; Intérieur et décentralisation ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2

PENSIONS DE VIEILLESSE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG ; 2^e lecture, DG
SECURITE SOCIALE, 3

PENSIONS D'INVALIDITE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE

1. – Proposition de loi portant sur l'assimilation à des périodes d'assurance vieillesse, des périodes d'incapacité de travail pendant lesquelles les pensionnés militaires d'invalidité ont été hospitalisés en raison de leurs infirmités pensionnées, ou ont bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux, ou de certaines allocations spéciales, présentée par MM. Robert Schwint et André Méric et plusieurs de leurs collègues (4 février 1982) [n° 206 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport commun de M. Robert Schwint avec la proposition de loi n° 235 (81-82) (21 avril 1982) [n° 282 (81-82)].

2. – Proposition de loi tendant à assimiler à des périodes d'assurance vieillesse les périodes d'incapacité de travail de certaines personnes bénéficiaires de pensions militaires d'invalidité, présentée par M. Louis Le Montagner, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 235 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport commun de M. Robert Schwint avec la proposition de loi n° 206 (81-82) (21 avril 1982) [n° 282 (81-82)].

3. – Proposition de loi portant sur l'assimilation à des périodes d'assurance vieillesse, des périodes d'incapacité de travail pendant lesquelles les pensionnés militaires d'invalidité ont été hospitalisés en raison de leurs infirmités pensionnées, ou ont bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux, ou de certaines allocations spéciales, présentée par M. Fernand Lefort, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 juillet 1982) [n° 452 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, art. 56 ; art. 57 ; Anciens combattants

PERMIS DE CONDUIRE

1. – Proposition de loi relative à la composition des commissions de retrait de permis de conduire, présentée par M. Raymond Soucaret, sénateur (29 octobre 1982) [n° 76 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

PERMIS DE CONDUIRE (service des examens)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP

PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE, OUVRIER ET DE SERVICE (ATOS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

PERSONNEL DE DIRECTION

Voir AGRICULTURE, 2, art. 3
BANQUES, 1
SECURITE SOCIALE, 2

PERSONNEL DEPARTEMENTAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

PERSONNES AGEES

1. – Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur les établissements chargés d'accueillir les personnes âgées, présentée par M. Jean Chérioux, sénateur et plusieurs de ses collègues (24 novembre 1982) [n° 104 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (9 décembre 1982) [n° 136 (82-83)] – Discussion (17 décembre 1982) (p. 7073, 7074) – Adoption (17 décembre 1982) [n°57].

Discussion des conclusions du rapport

(17 décembre 1982) (p. 7073, 7074).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7073, 7074) MM. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Midy, M. Robert Schwint.

COMMISSION D'ENQUETE ET DE CONTROLE : CHERIOUX (Jean) (p. 7074) ; MIDY (Monique) (p. 7074) ; SCHWINT (Robert) (p. 7074).

HOPITAUX : CHERIOUX (Jean) (p. 7073, 7074).

HOSPICES : CHERIOUX (Jean) (p. 7074).

INVALIDES : CHERIOUX (Jean) (p. 7074).

PERSONNES AGEES : CHERIOUX (Jean) (p. 7073, 7074).

REGION PARISIENNE : CHERIOUX (Jean) (p. 7074).

II DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7074)

Art. 1^{er} (Création d'une commission de contrôle sur les établissements chargés d'accueillir les personnes âgées) – Adopté (p. 7074).

Art. 2 (Désignation des membres de cette commission) – Adopté (p. 7074).

Adoption (17 décembre 1982) (p. 7074).

Voir aussi ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
BAUX, 1, 2^e lecture, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Economie et finances I charges communes ; Relations extérieures ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
TRANSPORTS, 1, DG

PERSONNES MORALES

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, nouvelle lecture, DG

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG; Services du Premier ministre I services généraux; Commerce extérieur; Comptes spéciaux du Trésor; Economie et finances II services économiques et financiers; Départements et territoires d'outre-mer; Affaires sociales I section commune III travail, emploi; Recherche et industrie
NATIONALISATIONS, 1, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG; nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 3, DG

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur; Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG
TRAVAIL, 1, DG

PETITIONS**Pétitions examinées :**

n° 4681 (11 août 1982) – M. Legros et un certain nombre de conseillers généraux du département de la Réunion – Objet : conseils généraux des départements d'outre-mer – Rapport commun avec le rapport sur la pétition n° 4682 de M. Louis Virapoullé, au nom de la commission des lois (7 octobre 1982) [n° 15 (82-83)]

n° 4682 (8 septembre 1982) – M. Maurice et un certain nombre de conseillers généraux du département de la Martinique – Objet : conseils généraux des départements d'outre-mer – Rapport commun avec le rapport sur la pétition n° 4681 de M. Louis Virapoullé, au nom de la commission des lois (7 octobre 1982) [n° 15 (82-83)]

1 – Discussion du rapport commun aux pétitions n° 4681 et 4682 (14 octobre 1982) (p. 4558, 4564) :

MM. Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois; Marcel Gargar, Edmond Valcin, Georges Dagonia, Roger Lise, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois.

CANTONS : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4559).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : DAGONIA (Georges) (p. 4563).

CONSEILS GENERAUX ET REGIONAUX : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4558); GARGAR (Marcel) (p. 4561); VALCIN (Edmond) (p. 4562); LISE (Roger) (p. 4563).

CONSEILS GENERAUX : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4558, 4559, 4560); VALCIN (Edmond) (p. 4561); DAGONIA (Georges) (p. 4562).

CONSEILS REGIONAUX : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4560).

CONSTITUTION : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4558, 4559, 4560); VALCIN (Edmond) (p. 4562); LISE (Roger) (p. 4563).

DECENTRALISATION : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4559, 4560); DAGONIA (Georges) (p. 4562).

DEPARTEMENTALISATION : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4558); DAGONIA (Georges) (p. 4562); LISE (Roger) (p. 4568).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4558, 4559, 4560, 4561); GARGAR (Marcel) (p. 4561); VALCIN (Edmond) (p. 4561, 4562); DAGONIA (Georges) (p. 4562); LISE (Roger) (p. 4563); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 4564).

ELECTIONS CANTONALES : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4560); LISE (Roger) (p. 4563).

INDEPENDANCE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4559); VALCIN (Edmond) (p. 4562).

MODE DE SCRUTIN : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4560).

REFERENDUMS : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4559); LISE (Roger) (p. 4563).

REGLEMENTS DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES (Règlement du Sénat, art. 88, 89 et 89 bis, pétitions) : LISE (Roger) (p. 4563); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4563); GARGAR (Marcel) (p. 4563); JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 4564).

2. – Décision de la commission : transmission au Premier ministre (10 novembre 1982) (p. 5388).

PETROLE

Voir HYDROCARBURES
LOI DE FINANCES, 1, DG; art. 16; art. 20; Recherche et industrie
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 120

PETROLE (prix du)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

PEUGEOT (société anonyme PSA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

PHARES ET BALISES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer
MER ET LITTORAL, 1, 2° lecture, DG

PHARMACIE

1. – Proposition de loi tendant à légaliser la profession de délégué à l'information médicale, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 214 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Projet de loi concernant les préparateurs en pharmacie, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 avril 1982) [n° 265 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (12 mai 1982) [n° 327 (81-82)] – Discussion (26 mai 1982) (p. 2285, 2289) – Adoption (26 mai 1982) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 mai 1982) [n° 899] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

(26 mai 1982) (p. 2285, 2289).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2285, 2288) : *MM. Jack Ralite, ministre de la Santé; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jacques Descours Desacres.*

EXAMENS ET CONCOURS : RALITE (Jack) (p. 2285, 2286, 2288); MADELAIN (Jean) (p. 2286, 2287); DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2287).

MEDICAMENTS : RALITE (Jack) (p. 2285, 2288) ; **MADELAIN** (Jean) (p. 2287) ; **DESCOURS DESACRES** (Jacques) (p. 2287).

PREPARATEURS EN PHARMACIE : RALITE (Jack) (p. 2285, 2286, 2288) ; **MADELAIN** (Jean) (p. 2286, 2287) ; **DESCOURS DESACRES** (Jacques) (p. 2287).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 2288, 2289) : *MM. Jacques Descours Desacres, Jean Madelain, rapporteur ; Jack Ralite, ministre.*

Art. unique (*Au troisième alinéa de l'art. L. 663 du code de la santé publique report du 31 décembre 1981 au 31 décembre 1985 de la date limite d'autorisation de délivrance des médicaments par les préparateurs en pharmacie non titulaires du brevet professionnel*) (p. 2288).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Jacques Descours Desacres : substitution de la date du 31 décembre 1982 à la date proposée du 31 décembre 1985 (p. 2288).

– L'art. unique est adopté (p. 2289).

Adoption (26 mai 1982) (p. 2289).

3. – Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales, présentée par Mme Monique Midy, sénateur et plusieurs de ses collègues (3 décembre 1982) [n° 121 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi **LOI DE FINANCES, 1**, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

PHARMACIE (enseignement)

Voir **PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2**, DG ; nouvelle lecture

PHARMACIE (industrie)

Voir **DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2**, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

PHARMACIENS

Voir **LOI DE FINANCES, 1**, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS MEDICALES ET PARA-MEDICALES
SERVICE NATIONAL, 1

PHARMACIE VETERINAIRE

1. – Dépôt d'un rapport du Gouvernement sur les conditions de reconversion des revendeurs de médicaments vétérinaires, établi en application de l'art. 2 de la loi n° 75-409 du 29 mai 1975 modifiant le livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (25 mai 1982) (p. 2204).

PHOTOCOMPOSITION

Voir **LOI DE FINANCES, 1**, Imprimerie nationale ; Journaux officiels (budget annexe), DG

PLAFOND LEGAL DE DENSITE (PLO)

Voir **LOI DE FINANCES, 1**, Urbanisme et logement

PLAN

1. – Projet de loi portant réforme de la planification, présenté, à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Rocard, ministre du plan (28 mai 1982) [n° 909] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (10 juin 1982) [n° 926] – Urgence – Discussion (14 et 15 juin 1982) – Adoption (15 juin 1982) [n° 167].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1982) [n° 391.81-82] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des finances (16 juin 1982) – Rapport de M. Bernard Barbier (23 juin 1982) [n° 414 (81-82)] – Avis de M. Georges Lombard (22 juin 1982) [n° 411 (81-82)] – DISCUSSION (29 juin 1982) (p. 3255, 3264) ; (30 juin 1982) (p. 3286, 3300 ; 3314, 3333) ; (1^{er} juillet 1982) (p. 3371, 3383) – Adoption (1^{er} juillet 1983) [n° 132].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1^{er} juillet 1982) [n° 1011] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Planchou (6 juillet 1982) [n° 1013] – Discussion (7 juillet 1982) – Adoption (7 juillet 1982) [n° 199].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Barbier (6 juillet 1982) [n° 455 (81-82)] – Discussion (7 juillet 1982) (p. 3465, 3468) – Adoption (7 juillet 1982) [n° 134].

PROMULGATION : loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 30 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1982) (p. 3255, 3264) ; (30 juin 1982) (p. 3286, 3300 ; 3314, 3333) ; (1^{er} juillet 1982) (p. 3371, 3383) :

I. DISCUSSION GENERALE (29 juin 1982) *MM. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, Jacques Puymartin, rapporteur de la commission spéciale du Plan du Conseil économique et social ; Bernard Barbier, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Georges Lombard, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Béranger, Jacques Moission, Pierre Noé, Raymond Dumont, Pierre-Christian Taittinger, Georges Mouly, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.*

AMENAGEMENTS DU TERRITOIRE : PUYMARTIN (Jacques) (p. 3260).

ASSOCIATIONS : ROCARD (Michel) (p. 3299).

ASSOCIATIONS FAMILIALES : PUYMARTIN (Jacques) (p. 3259).

BANQUES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3293, 3294).

CHOMAGE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3293, 3294).

COLLECTIVITES LOCALES : BERANGER (Jean) (p. 3286) ; **MOSSION** (Jacques) (p. 3288) ; **MOULY** (Georges) (p. 3295).

COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION : ROCARD (Michel) (p. 3257) ; **PUYMARTIN** (Jacques) (p. 3259) ; **BARBIER** (Bernard) (p. 3262) ; **BERANGER** (Jean) (p. 3286).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL : ROCARD (Michel) (p. 3258) ; **PUYMARTIN** (Jacques) (p. 3260).

CONSOMMATION : DUMONT (Raymond) (p. 3291) ; **TAITTINGER** (Pierre-Christian) (p. 3293).

CONSTITUTION : BERANGER (Jean) (p. 3286).

CONTRATS DE PLAN : ROCARD (Michel) (p. 3256, 3257, 3258, 3297, 3298) ; PUYMARTIN (Jacques) (p. 3260) ; LOMBARD (Georges) (p. 3263) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3294).

COOPERATIVES : ROCARD (Michel) (p. 3299).

DECENTRALISATION : BARBIER (Bernard) (p. 3261) ; BERANGER (Jean) (p. 3286) ; MOSSION (Jacques) (p. 3287) ; NŒ (Pierre) (p. 3289) ; DUMONT (Raymond) (p. 3291) ; MOULY (Georges) (p. 3295) ; ROCARD (Michel) (p. 3296).

ECONOMIE SOCIALE : ROCARD (Michel) (p. 3299).

ENTREPRISES (charges des) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3294).

FINANCES LOCALES : LOMBARD (Georges) (p. 3263).

FINANCES PUBLIQUES : LOMBARD (Georges) (p. 3263).

FRANC (monnaie) : DUMONT (Raymond) (p. 3291) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3292, 3294).

IMPOTS : LOMBARD (Georges) (p. 3264) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3293).

INFLATION : DUMONT (Raymond) (p. 3291) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3294).

LIBERTES PUBLIQUES : ROCARD (Michel) (p. 3256).

NATIONALISATIONS : MOSSION (Jacques) (p. 3288) ; NŒ (Pierre) (p. 3289) ; DUMONT (Raymond) (p. 3292) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3293) ; ROCARD (Michel) (p. 3296).

PARLEMENT (rôle du) : NŒ (Pierre) (p. 3290).

PLAN : ROCARD (Michel) (p. 3255, 3256, 3257, 3258, 3295, 3297, 3298, 3299) ; PUYMARTIN (Jacques) (p. 3259, 3260, 3261) ; BARBIER (Bernard) (p. 3261, 3262) ; LOMBARD (Georges) (p. 3263, 3264) ; BERANGER (Jean) (p. 3286, 3287) ; MOSSION (Jacques) (p. 3287, 3288, 3289) ; NŒ (Pierre) (p. 3289, 3290) ; DUMONT (Raymond) (p. 3290, 3291, 3292) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3292, 3293, 3294, 3295) ; MOULY (Georges) (p. 3295).

PLAN INTERIMAIRE : ROCARD (Michel) (p. 3298).

PLAN MONNET : ROCARD (Michel) (p. 3258) ; BERANGER (Jean) (p. 3286) ; MOSSION (Jacques) (p. 3288).

POLITIQUE ECONOMIQUE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3292).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : DUMONT (Raymond) (p. 3292).

PRIX (blocage des) : DUMONT (Raymond) (p. 3291).

PROFESSIONS LIBERALES : PUYMARTIN (Jacques) (p. 3259) ; REGIONS : ROCARD (Michel) (p. 3258, 3295) ; PUYMARTIN (Jacques) (p. 3259, 3260) ; BARBIER (Bernard) (p. 3261) ; LOMBARD (Georges) (p. 3263, 3264) ; BERANGER (Jean) (p. 3286, 3287) ; MOSSION (Jacques) (p. 3289) ; NŒ (Pierre) (p. 3289, 3290) ; DUMONT (Raymond) (p. 3292) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3294) ; MOULY (Georges) (p. 3295).

REVENUS (blocage des) : DUMONT (Raymond) (p. 3291) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3293) ; ROCARD (Michel) (p. 3299).

SECURITE SOCIALE (financement) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3294).

SOLIDARITE NATIONALE : ROCARD (Michel) (p. 3258) ; MOULY (Georges) (p. 3295).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3293).

TRAITES ET CONVENTIONS : BARBIER (Bernard) (p. 3262).

TRAVAILLEURS (droits des) : ROCARD (Michel) (p. 3296).

II. - DISCUSSION DES ARTICLES (30 juin 1982) (p. 3314, 3333) ; (1^{er} juillet 1982) (p. 3371, 3383) MM. Charles de Cuttoli, Bernard Barbier, rapporteur ; Michel Rocard, ministre ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques ; Michel Darras, Jacques Descours Desacres, Pierre Noé, Georges Lombard, rapporteur pour avis ; Louis Virapoullé, René Touzet, Jean Cauchon, Raymond Dumont - MM. Marc Bécam, Richard Pouille, Lionel Cherrier.

TITRE 1^{er}

Le plan de la nation

Art. 1^{er} (*Définition du plan de la nation*) (p. 3314).

Retiré : amendement n° 43 de M. Charles de Cuttoli : association de partenaires sociaux et économiques et du Conseil supérieur des Français de l'étranger à l'élaboration du plan (p. 3314).

- L'art. 1^{er} est adopté (p. 3315).

Après l'art. 1^{er} (p. 3315).

Adopté : amendement n° 5 (article additionnel) de M. Bernard Barbier, rapporteur : composition et attributions de la délégation parlementaire pour la planification (p. 3316).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3316).

CHAPITRE 1^{er}

Le contenu du plan de la nation

Art. 2 (*La première loi de plan*) (p. 3316).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Bernard Barbier, rapporteur : durée, objectifs et résultats attendus de la première loi de plan (p. 3316) - Amendement n° 8 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité pour ce rapport d'indiquer les domaines dans lesquels il est recommandé que s'engagent des négociations entre partenaires sociaux et économiques en fonction des objectifs du plan (p. 3318) ; scrutin public n° 132 ; liste des votants p. 3367, 3368) - Amendement n° 9 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité pour le rapport de proposer l'ouverture de négociations ou la conclusion d'accords et de programmes de coopération en certains domaines ou avec certains Etats en tenant compte de l'action des communautés européennes (p. 3319).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Bernard Barbier, rapporteur : approbation par la première loi de plan d'un rapport préparé par le Gouvernement au vu des travaux et consultations de la commission nationale de planification (p. 3317).

- L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3319).

Art. 3 (*La seconde loi du plan*) (p. 3319).

Retirés : amendement n° 10 de M. Bernard Barbier, rapporteur : approbation par la seconde loi de plan d'un rapport précisant les mesures juridiques, financières et administratives à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la première loi de plan ; composition de ce rapport ; loi de programme (p. 3321) - Amendement n° 1 de M. Georges Lombard, rapporteur pour avis : seconde loi de plan : loi de programme (p. 3321).

- L'art. 3 est adopté (p. 3321).

Art. 4 (*Intégration des lois de programme aux lois de plan*) (p. 3321).

Adopté : amendement n° 12 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'intégration dans la seconde loi de plan des lois de programme en vigueur à sa promulgation (p. 3323).

Devient sans objet : amendement n° 2 de M. Georges Lombard, rapporteur pour avis : intégration avec les modifications souhaitables des lois de programme ou de programmation à caractère sectoriel dans la prochaine seconde loi de plan ou la prochaine loi de plan rectificative (p. 3323).

– L'art. 4 est supprimé (p. 3323).

CHAPITRE II

Procédure d'élaboration et d'adoption du plan de la nation

Art. 5 (*Commission nationale de planification*) (p. 3323).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Bernard Barbier, rapporteur : compétences de la commission nationale de planification : consultations nécessaires à l'élaboration du plan et émission d'avis sur son exécution (p. 3324) – Amendement n° 14 de M. Bernard Barbier, rapporteur : représentation au sein de la commission nationale de planification des organismes consulaires de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, de l'industrie et des professions libérales (p. 3325).

Retiré : amendement n° 4 de M. René Touzet : représentation au sein de la commission nationale de planification des organismes consulaires représentant l'agriculture, l'artisanat, le commerce et l'industrie (p. 3325).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3325).

Art. 5 bis (*Délégation parlementaire de la planification*) (p. 3326).

Adopté : amendement n° 15 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3326).

– L'art. 5 bis est supprimé (p. 3326).

Art. 6 (*Saisine de la commission nationale de planification et consultation des régions*) (p. 3326).

Adoptés : amendement de coordination n° 16 de M. Bernard Barbier, rapporteur (p. 3326) – Amendement n° 46 de M. Charles de Cuttoli : transmission par le Conseil supérieur des Français de l'étranger à la commission nationale de planification d'un avis sur le projet de première loi de plan relatif au commerce extérieur, à la coopération internationale ou aux besoins des Français établis hors de France (p. 3327) ; sous-amendement n° 52 de M. Michel Rocard, ministre : transmission par le Conseil supérieur des Français de l'étranger d'un avis sur le document d'orientation établi après consultation des régions (p. 3327) – Amendement n° 17 de M. Bernard Barbier, rapporteur : possibilité pour chaque région de transmettre à la commission nationale de planification un document présentant ses priorités de développement des activités productives (p. 3327).

Rejeté : sous-amendement n° 53 de M. Michel Rocard, ministre, à l'amendement n° 17 de M. Bernard Barbier, rapporteur : transmission pour chaque région à la commission nationale de planification d'un document présentant ses priorités de développement des activités productives (p. 3327).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3327).

Art. 7 (*Elaboration de la première loi de plan*) (p. 3327).

Adoptés : amendement de coordination n° 18 de M. Bernard Barbier, rapporteur (p. 3327) – Amendement n° 58 de M. Michel Rocard, ministre : élaboration du projet de première loi de plan sur la base du rapport de la commission nationale de planification (p. 3328) – Amendement n° 59 de M. Michel Rocard, ministre : soumission par le Gouvernement du projet de première loi de plan au Conseil économique et social (p. 3329).

Retiré : amendement n° 19 de M. Bernard Barbier, rapporteur : transmission au Gouvernement des résultats des consultations

effectuées par la commission nationale de planification et de ses avis (p. 3327).

Devient sans objet : amendement n° 20 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la saisine du Conseil économique et social (p. 3329).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3329).

Art. 8 (*Elaboration de la seconde loi de plan*) (p. 3329).

Adoptés : amendement n° 21 de M. Bernard Barbier, rapporteur : avis de la commission nationale de planification sur le projet de seconde loi de plan et transmission aux régions pour information (p. 3330) ; sous-amendement n° 60 de M. Michel Darras : avis du Conseil économique et social sur l'avant-projet de seconde loi de plan (p. 3330).

Rejetés : sous-amendements n° 54 et 55 de M. Michel Rocard, ministre relatifs à l'avis de la commission sur l'avant-projet de seconde loi de plan et sa transmission aux régions (p. 3330).

Retiré : sous-amendement n° 56 de M. Michel Rocard, ministre : présentation de cet avant-projet de seconde loi de plan au Conseil économique et social (p. 3330).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3330).

Art. 9 (*Rapport annexé au projet de loi de finances*) – Adopté (p. 3330).

CHAPITRE III

Exécution du plan de la nation et les contrats de plan

Art. 10 (*Définition des contrats de plan*) (p. 3330).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Bernard Barbier, rapporteur : conclusion de contrats de plan entre l'Etat et les collectivités territoriales, les régions, les entreprises publiques ou privées, et éventuellement d'autres personnes morales (p. 3331) – Amendement n° 23 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives aux domaines sur lesquels portent les contrats de plan (p. 3331) – Amendement n° 24 de M. Bernard Barbier, rapporteur : définition par contrat de plan des actions que l'Etat et les régions s'engagent à mener conjointement (p. 3333) – Amendements rédactionnels n° 25 et 26 de M. Bernard Barbier, rapporteur (p. 3333).

Retiré : amendement n° 42 de M. Raymond Dumont : droit pour les comités d'entreprises et les comités de groupes, de saisir l'Etat de leurs propositions de contrat de plan (p. 3332).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3333).

Art. 11 (*Régime des contrats de plan*) (p. 3371).

Adopté : amendement n° 27 de M. Bernard Barbier, rapporteur : aides financières de l'Etat dans le cadre des contrats de plan dans la limite des autorisations de programme prévues par l'article 3 de la présente loi et par la loi de finances de l'année (p. 3372).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3372).

Art. 12 (*Rapport d'exécution du plan*) (p. 3372).

Adopté : amendement n° 28 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la transmission du rapport gouvernemental pour avis au Conseil économique et social (p. 3373).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3373).

TITRE II Les plans des régions

Art. 13 (*Définition du plan de la région*) (p. 3373).

Adopté : amendement n° 30 de M. Bernard Barbier, rapporteur : prévision par le plan régional des programmes d'exécution mis en œuvre par la région, directement ou par voie contractuelle, avec l'Etat, d'autres régions, les départements, les communes, les entreprises publiques ou privées ou toute autre personne morale (p. 3373).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3373).

Art. 14 (*Elaboration des plans régionaux*).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la consultation des partenaires économiques et sociaux pour l'élaboration du plan de la région (p. 3376) – Amendement n° 32 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la consultation par la région des entreprises publiques implantées sur son territoire sur les choix qu'elles envisagent pour l'activité dans la région, au cours de la période d'application du plan (p. 3377).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3377).

Art. 15 (*Exécution des plans régionaux*) (p. 3377).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Bernard Barbier, rapporteur : plan de la région et indication de l'objet du contrat de plan (p. 3377).

– L'art. 15 est adopté (p. 3377).

Art. 16 (*Cohérence entre les plans des régions et la planification*) (p. 3377).

Adoptés : amendement de coordination n° 34 de M. Bernard Barbier, rapporteur (p. 3378) – Amendement n° 35 de M. Bernard Barbier, rapporteur : rapport du ministre du plan et appréciation par le Gouvernement de la cohérence des plans des régions entre eux et avec le plan de la nation (p. 3380) – Amendement n° 3 de M. Georges Lombard, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, rapporteur pour avis : contrats de plan et accords contractuels particuliers de chaque région ; actions reconnues compatibles avec les objectifs du plan de la nation (p. 3380).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3380).

Après l'art. 16 (p. 3380).

Adopté : amendement n° 36 (titre additionnel) de M. Bernard Barbier, rapporteur : intitulé ; « titre III : dispositions diverses » (p. 3380) ; sous-amendement n° 57 de M. Michel Rocard, ministre : intitulé « titre III : dispositions diverses et transitaires » (p. 3380).

– Un titre additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3380).

Art. 16 bis (*Dispositions transitoires concernant la commission nationale de planification*) – Adopté (p. 3381).

Art. 16 ter (*Dispositions transitoires relatives aux régions*) – Adopté (p. 3381).

Art. 17 (*Abrogation de la loi n° 62-900 du 4 août 1962*) (p. 3381).

Adopté : amendement rédactionnel n° 37 de M. Bernard Barbier, rapporteur (p. 3381).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3381).

Art. 18 (*Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 3381).

Adoptés : amendement n° 38 de M. Bernard Barbier, rapporteur : applicabilité de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 3382) ; sous-amendement n° 61 de M. Lionel Cherrier : décrets spécifiques et précision pour les collectivités territoriales des conditions d'adaptation des dispositions relatives aux plans des régions (p. 3382).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3382).

Explications de vote : MM. Pierre Noé (p. 3382), Raymond Dumont (p. 3382), Richard Pouille (p. 3382), Michel Chauty (p. 3382, 3383) ; intervention de M. Michel Rocard, ministre (p. 3383) ; M. France Léchenault (p. 3383).

Adoption (1^{er} juillet 1982) (p. 3383).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(7 juillet 1982) (p. 3465, 3468).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3465, 3466) *MM. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire ; Bernard Barbier, rapporteur pour le Sénat.*

COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION : ROCARD (Michel) (p. 3465) ; BARBIER (Bernard) (p. 3466).

CONTRATS DE PLAN : ROCARD (Michel) (p. 3465) ; BARBIER (Bernard) (p. 3466).

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES POUR LA PLANIFICATION : BARBIER (Bernard) (p. 3465).

PLAN : ROCARD (Michel) (p. 3465) ; BARBIER (Bernard) (p. 3465, 3466).

PLAN INTERIMAIRE : BARBIER (Bernard) (p. 3466).

REGIONS : ROCARD (Michel) (p. 3465) ; BARBIER (Bernard) (p. 3466).

MAYOTTE : BARBIER (Bernard) (p. 3466).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER : BARBIER (Bernard) (p. 3466).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3466, 3468) *MM. Bernard Barbier, rapporteur ; Michel Rocard, ministre.*

Art. 1^{er} bis, 2, 4, 5, 6 (p. 3466).

Art. 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17 (p. 3467).

Art. 18 (p. 3468).

Explication de vote : M. Raymond Dumont (p. 3468).

Adoption (7 juillet 1982) (p. 3468).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

PLAN COMPTABLE GENERAL

Voir ENTREPRISES, 2, DG

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

PLAN DU GRAND SUD-OUEST

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

PLAN INTERIMAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire
NATIONALISATIONS, 1, DG
PLAN, 1, DG ; CMP
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, nouvelle lecture, DG

PLAN MONNET

Voir PLAN, 1, DG

PLANS D'ENTREPRISES

Voir PLAN, 1

PLANS REGIONAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
PLAN, 1

PLANTES A PARFUM, AROMATIQUES ET MEDICINALES

Voir AGRICULTURE, 2, DG

PLAN TEXTILE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

PLUS-VALUES (imposition des)

Voir BAUX, 1, DG
EPARGNE, 2
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 16
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2

POISSONS ET PRODUITS D'EAU DOUCE ET DE LA MER

Voir AGRICULTURE, 2, art. 10

POLICE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

POLICE MUNICIPALE

1. - Proposition de loi relative à l'âge de la retraite des personnels de police municipale, présentée par M. Marc Bécam, sénateur (21 décembre 1982) [n° 167 (82-83)].

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP

POLICE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Intérieur et décentralisation
POLICE
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 98

POLITIQUE AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, 2, DG

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

POLITIQUE CULTURELLE

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 102

POLITIQUE DE DEFENSE

Voir JUSTICE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

POLITIQUE DE L'ENERGIE

Voir ENERGIE
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 120, DG

POLITIQUE ECONOMIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Transports ; Commerce extérieur ; Commerce et artisanat ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ; 137
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAVAIL, 2, DG

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

1. - Proposition de loi de développement de l'actionnariat, de l'épargne et de l'emploi, présentée par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur et plusieurs de ses collègues (4 mai 1982) [n° 313 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. - Projet de loi sur les prix et les revenus, présenté, à l'Assemblée Nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie (22 juin 1982) [n° 962] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean Anciant (23 juin 1982) [n° 966] - Urgence - Discussion générale (24 juin 1982) - Considéré comme adopté aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (28 juin 1982) [n° 193].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1982) [n° 441 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois et à la commission des affaires sociales (30 juin 1982) ; à la commission des finances (1^{er} juillet 1982) - Rapport de M. Michel Chauty (1^{er} juillet 1982) [n° 445 (81-82)] - Avis de M. Maurice Blin, rapporteur général, au nom de la commission des finances (1^{er} juillet 1982) [n° 447 (81-82)] ; de M. André Rabineau, au nom de la commission des affaires sociales (7 juillet 1982) [n° 456 (81-82)] ; de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois (7 juillet 1982) [n° 458 (81-82)] - Discussion (8 juillet 1982) (p. 3485, 3525) - Rejet (8 juillet 1982) [n° 136].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 juillet 1982) [n° 1022] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Anciant (9 juillet 1982) [n° 1025].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Michel Chauty (13 juillet 1982) [n° 465 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 juillet 1982) [n° 1022] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Anciant (9 juillet 1982) [n° 1026] – Considéré comme adopté aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (12 juillet 1982 [n° 204].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (13 juillet 1982) [n° 466 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Discussion (13 juillet 1982) (p. 3538, 3545) – Rejet (13 juillet 1982) [n° 138].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (13 juillet 1982) [n° 1028] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Anciant (13 juillet 1982) [n° 1029] – Considéré comme adopté aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (20 juillet 1982) [n° 207].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision du 30 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 31 juillet 1982) déclarant le projet de loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 82-660 du 30 juillet 1982 (JO Lois et décrets du 31 juillet 1982).

Discussion (Première lecture)

(8 juillet 1982) (p. 3485, 3525).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3485, 3520) *MM. Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Robert Schwint, André Méric, André Rabineau, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Maurice Blin, rapporteur général et rapporteur pour avis de la commission des finances ; René Monory, Michel Maurice-Bokanowski ; Maurice Schumann, Pierre Noé, Raymond Dumont, Pierre-Christian Taittinger, Jean Colin, Jean-Pierre Fourcade, Henri Le Breton, Marcel Daunay, Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances.*

AGRICULTURE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3512) ; DELORS (Jacques) (p. 3513, 3516).

ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS : CHAUTY (Michel) (p. 3487).

ASSURANCE-CHOMAGE : DELORS (Jacques) (p. 3514).

BANQUES : DELORS (Jacques) (p. 3518).

BATIMENT (industrie du) : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; BLIN (Maurice) (p. 3496).

CADRES : COLIN (Jean) (p. 3507).

CADRES (fuite des cerveaux) : LE BRETON (Henri) (p. 3510).

CHOMAGE : CHAUTY (Michel) (p. 3485) ; RABINEAU (André) (p. 3495) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3499) ; DUMONT (Raymond) (p. 3502) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3504) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508) ; LE BRETON (Henri) (p. 3509) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3518).

CHOMAGE (indemnisation du) : RABINEAU (André) (p. 3495).

COMMERCANTS ET ARTISANS : DAUNAY (Marcel) (p. 3511).

COMMERCE EXTERIEUR : CHAUTY (Michel) (p. 3485) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean)

(p. 3506) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3512) ; DELORS (Jacques) (p. 3515).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : DELORS (Jacques) (p. 3513, 3514, 3516).

CONCURRENCE : DELORS (Jacques) (p. 3515, 3516).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : DELORS (Jacques) (p. 3515).

CONSOMMATION : CHAUTY (Michel) (p. 3485) ; RABINEAU (André) (p. 3495) ; MONORY (René) (p. 3498) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3499) ; DUMONT (Raymond) (p. 3503) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; LE BRETON (Henri) (p. 3509).

CONSTRUCTION : DAILLY (Etienne) (p. 3490).

DIVIDENDES : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; DAILLY (Etienne) (p. 3492) ; BLIN (Maurice) (p. 3496).

EDITION : CHAUTY (Michel) (p. 3487).

ELECTIONS MUNICIPALES : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3501).

EMPLOI : CHAUTY (Michel) (p. 3486) ; RABINEAU (André) (p. 3495) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510).

EMPLOIS (créations d') : CHAUTY (Michel) (p. 3486).

EMPRUNTS : BLIN (Maurice) (p. 3497).

ENTREPRISE : CHAUTY (Michel) (p. 3485, 3487) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3501) ; NOE (Pierre) (p. 3501) ; DUMONT (Raymond) (p. 3503) ; COLIN (Jean) (p. 3507) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508, 3509) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510, 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3516, 3518, 3519).

ENTREPRISES (charges des) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508, 3509) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510).

ENTREPRISES PUBLIQUES : MONORY (René) (p. 3498, 3499).

EPARGNE : DAILLY (Etienne) (p. 3492, 3493) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510) ; DELORS (Jacques) (p. 3519).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE : BLIN (Maurice) (p. 3497) ; DUMONT (Raymond) (p. 3503) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; DELORS (Jacques) (p. 3513) FINANCES PUBLIQUES : CHAUTY (Michel) (p. 3486) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; MONORY (René) (p. 3498) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3501) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3506).

FONDS POUR LES GRANDS TRAVAUX : CHAUTY (Michel) (p. 3488) ; MONORY (René) (p. 3498) ; DELORS (Jacques) (p. 3519).

FRANC (monnaie) : CHAUTY (Michel) (p. 3485, 3486, 3487) ; BLIN (Maurice) (p. 3497) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3499) ; NOE (Pierre) (p. 3501) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3504, 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3507) ; LE BRETON (Henri) (p. 3509) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3515, 3516, 3518, 3519, 3520).

FRANC « VERT » : DAUNAY (Marcel) (p. 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3516).

GREVES : MONORY (René) (p. 3499).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : CHAUTY (Michel) (p. 3487).

HOTELLERIE : CHAUTY (Michel) (p. 3487).

IMPOTS : RABINEAU (André) (p. 3495) ; COLIN (Jean) (p. 3507).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3511).

INFLATION : RABINEAU (André) (p. 3495) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; NOE (Pierre) (p. 3501) ; DUMONT (Raymond) (p. 3502, 3503) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; LE BRETON (Henri) (p. 3509, 3510) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3514, 3515, 3517, 3518).

INNOVATION : DELORS (Jacques) (p. 3515).

INTERET (taux d') : NOE (Pierre) (p. 3501) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510) ; DELORS (Jacques) (p. 3513, 3516).

INVESTISSEMENTS : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3501) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3504, 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3507) ; LE BRETON (Henri) (p. 3509) ; DELORS (Jacques) (p. 3515, 3517, 3519).

LOI (non rétroactivité de la) : DAILLY (Etienne) (p. 3494) ; DELORS (Jacques) (p. 3518).

LOI (domaine de la) : DAILLY (Etienne) (p. 3490).

LOI QUILLIOT (loi du 30 décembre 1981 relative à la modération des loyers) : DAILLY (Etienne) (p. 3491).

LOYERS (blocage des) : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; DAILLY (Etienne) (p. 3490, 3491) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508).

MARCHES PUBLICS : BLIN (Maurice) (p. 3496) ; MONORY (René) (p. 3498) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508).

MATIERES PREMIERES : CHAUTY (Michel) (p. 3485) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 3500) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; LE BRETON (Henri) (p. 3509).

MONNAIE : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3501).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3516).

NATIONALISATION : CHAUTY (Michel) (p. 3486) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508).

ORGANISATION DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (OCDE) : NOE (Pierre) (p. 3501).

PETROLE (prix du) : CHAUTY (Michel) (p. 3485) ; MONORY (René) (p. 3498).

PLAN : DELORS (Jacques) (p. 3519).

PLAN INTERIMAIRE : CHAUTY (Michel) (p. 3485) ; PRESTATIONS SOCIALES : RABINEAU (André) (p. 3495) ; COLIN (Jean) (p. 3507).

PRIX (blocage des) : CHAUTY (Michel) (p. 3486, 3487) ; DAILLY (Etienne) (p. 3490) ; RABINEAU (André) (p. 3495) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 3500) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3500, 3501) ; NOE (Pierre) (p. 3501) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3506, 3507) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508, 3509) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510, 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3512, 3513, 3514, 3515).

RECHERCHE : DELORS (Jacques) (p. 3517).

REGLEMENT : DAILLY (Etienne) (p. 3494).

REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES (règlement du Sénat ; ordre des orateurs) : DAILLY (Etienne) (p. 3488) ; SCHWINT (Robert) (p. 3488).

REVENU AGRICOLE : DAUNAY (Marcel) (p. 3512) ; DELORS (Jacques) (p. 3517).

REVENUS (blocage des) : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; DAILLY (Etienne) (p. 3494) ; RABINEAU (André) (p. 3495) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; MONORY (René) (p. 3499) ; NOE (Pierre) (p. 3501) ; DUMONT (Raymond) (p. 3503) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3505) ; COLIN (Jean) (p. 3507) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3508) ; LE BRETON (Henri) (p. 3510, 3511) ; DELORS (Jacques) (p. 3512, 3513, 3514).

SALAIRES : DAILLY (Etienne) (p. 3494) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3506) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; DELORS (Jacques) (p. 3512, 3519).

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC) : BLIN (Maurice) (p. 3496).

SECURITE SOCIALE (financement) : RABINEAU (André) (p. 3495) ; COLIN (Jean) (p. 3506) ; DELORS (Jacques) (p. 3514, 3517, 3518).

SOCIETES COMMERCIALES : DAILLY (Etienne) (p. 3492, 3493, 3494) ; DELORS (Jacques) (p. 3518).

SOCIETES D'INVESTISSEMENT : DAILLY (Etienne) (p. 3492).

SOCIETES NATIONALES : BLIN (Maurice) (p. 3497).

SOLIDARITE NATIONALE : DELORS (Jacques) (p. 3514).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : CHAUTY (Michel) (p. 3487) ; RABINEAU (André) (p. 3495).

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3509) ; DELORS (Jacques) (p. 3513, 3516).

TRAVAIL (durée du) : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 3501).

TRAVAUX PUBLICS : CHAUTY (Michel) (p. 3488) ; BLIN (Maurice) (p. 3496) ; MONORY (René) (p. 3498).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : DUMONT (Raymond) (p. 3502).

VALEURS MOBILIERES : DAILLY (Etienne) (p. 3492, 3493) ; BLIN (Maurice) (p. 3496).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3520, 3525) : MM. Michel Chauty, rapporteur ; André Méric, Jacques Delors, ministre.

Adoption de la motion (p. 3525 ; scrutin public n° 134 ; liste des votants p. 3535).

Rejet (8 juillet 1982) (p. 3525).

Discussion (nouvelle lecture)

(13 juillet 1982) (p. 3538, 3545).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 3538, 3544) MM. Jean Auroux, ministre du travail ; Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, Raymond Dumont.

CHOMAGE : DUMONT (Raymond) (p. 3542).

CONSTITUTION : DAILLY (Etienne) (p. 3540, 3543).

DIVIDENDES : CHAUTY (Michel) (p. 3539).

ENTREPRISES : AUROUX (Jean) (p. 3538, 3543) ; CHAUTY (Michel) (p. 3543).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : CHAUTY (Michel) (p. 3539).

IMPORTATIONS : CHAUTY (Michel) (p. 3543).

INVESTISSEMENTS : AUROUX (Jean) (p. 3538).

LOI (domaine de la) : DAILLY (Etienne) (p. 3540).

LOI QUILLOT (loi du 30 décembre 1981 relative à la modération des loyers) : DAILLY (Etienne) (p. 3541).

LOYERS (blocage des) : CHAUTY (Michel) (p. 3539) ; DAILLY (Etienne) (p. 3541).

MATIERES PREMIERES : AUROUX (Jean) (p. 3538).

PERSONNES MORALES : DAILLY (Etienne) (p. 3542).

PRIX (blocage des) : AUROUX (Jean) (p. 3538) ; CHAUTY (Michel) (p. 3539) ; DAILLY (Etienne) (p. 3540, 3541).

REVENUS (blocage des) : AUROUX (Jean) (p. 3538) ; CHAUTY (Michel) (p. 3539) ; DAILLY (Etienne) (p. 3542) ; DUMONT (Raymond) (p. 3542, 3543).

SALAIRES : DUMONT (Raymond) (p. 3543).

SOCIETES COMMERCIALES : DAILLY (Etienne) (p. 3541, 3542).

SOLIDARITE NATIONALE : AUROUX (Jean) (p. 3538).

TEXTILE (industrie) : AUROUX (Jean) (p. 3538).

VALEURS MOBILIERES : DAILLY (Etienne) (p. 3542).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3544, 3545) ; MM. Michel Chauty, rapporteur ; André Méric.

Adoption de la motion (p. 3545 ; scrutin public n° 136 ; liste des votants p. 3581, 3582).

Rejet (13 juillet 1982) (p. 3545).

POLITIQUE EXTERIEURE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
 86 ; 87 ; 112 ; 116 ; 117 ; 135
 TRAITES ET CONVENTIONS, 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 24 ; 25 ;
 26 ; 27 ; 28 ; 30

POLITIQUE FAMILIALE

Voir AVORTEMENT, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

POLITIQUE FINANCIERE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE
 POLITIQUE MONETAIRE
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG

POLITIQUE FONCIERE

Voir AGRICULTURE, 2, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires
 d'outre-mer

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
 NATIONALISATIONS, 1, DG
 PLAN, 1, DG
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ;
 126, DG ; 145, DG

POLITIQUE MONETAIRE

Voir FRANC (MONNAIE)
 INFLATION
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

POLITIQUE SOCIALE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 137

POLLUTION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement, art. 16

POLLUTION (air)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

POLLUTION (eau)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement
 TRAITES ET CONVENTIONS, 4, DG

POLLUTION (mer)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG
 MER ET LITTORAL, 1, DG ; 2° lecture, DG

POLOGNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 86

POLYNESIE FRANÇAISE

Voir ELECTIONS, 8, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ;
 Education nationale ; Départements et territoires
 d'outre-mer
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG

POMMES DE TERRE

Voir AGRICULTURE, 2, art. 13

PORNOGRAPHIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

PORTE-AERONEFS NUCLEAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
 (budget annexe)

PORTS AUTONOMES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

PORTS FLUVIAUX

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

PORTS MARITIMES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Départements et
 territoires d'outre-mer

PORTUGAL

Voir AGRICULTURE, 2, DG

POSTES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 113

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 72 ; Défense et service des
essences (budget annexe) ; Postes et télécommunications

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (personnel des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

POSTULATION

Voir JUSTICE, 3, DG

POUVOIR REGLEMENTAIRE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

PREFET DE POLICE

Voir COMMUNES, 3, DG

PREFETS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ;
Départements et territoires d'outre-mer
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 113

PREPARATEURS EN PHARMACIE

Voir PHARMACIE, 2, DG

PREPARATION MILITAIRE

Voir SERVICE NATIONAL, 1, DG

PRE-RETRAITE

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Affaires sociales I section
commune III travail, emploi ; Affaires sociales II santé,
solidarité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG

PRESCRIPTION

Voir BAUX, 1

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
116, 131

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (messages)

Voir PARLEMENT, 3, DG

PRESSE

1. - Proposition de résolution tendant à la création d'une
commission d'enquête chargée d'examiner le problème des aides
publiques à la presse écrite, présentée par M. Guy Schmaus,
sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au
procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982)
[n° 233 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires
culturelles - Pour avis à la commission des lois (2 avril 1982).

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 9 ; art. 16 ; Postes et
télécommunications ; Temps libre ; Communication
audiovisuelle ; Services du Premier ministre I
services généraux-information
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 105,
143
SECURITE SOCIALE, 3, DG

PRESSE (fiscalité)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

PRESTATIONS FAMILIALES

Voir ALLOCATIONS FAMILIALES
ALLOCATIONS PRENATALES ET POSTNATALES
ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 55
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG
SECURITE SOCIALE, 2

PRESTATIONS SOCIALES

Voir DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Affaires sociales II santé,
solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
PRESTATIONS FAMILIALES
SECURITE SOCIALE, 3, DG

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles
(budget annexe)

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (cotisations)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Prestations
sociales agricoles

PRETS D'ACCESSION A LA PROPRIETE (PAP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

PREVENTION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

PRIME A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET OCCUPATION SOCIALE (PALULOS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Urbanisme et logement
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

PRIME A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (PAT)

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 129

PRIME DE PRE-APPRENTISSAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 69

PRIME DE TRANSPORT

Voir TRANSPORTS URBAINS, 1, DG
TRANSPORTS URBAINS, 2, DG

PRIME D'INSTALLATION ARTISANALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

PRIME POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (PAH)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

PRISONNIERS DE GUERRE

1. – Proposition de loi tendant à modifier et compléter les dispositions de la loi n° 73-10 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre 60 et 65 ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de 65 ans, présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues (2 novembre 1982) [n° 77 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

PRISONS

Voir ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
LOI DE FINANCES, 1, Justice
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

PRIVATISATION (postes)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

PRIX

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Commerce extérieur
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2,
TRANSPORTS, 1, DG

PRIX (blocage)

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
DECLARATION DU GOUVERNEMENT, 1
EPARGNE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Commerce

extérieur ; Commerce et artisanat ; Economie et finances
II services économiques et financiers ; Plan et aménagement du territoire

PLAN, 1, DG

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 141, DG ; 145, DG

TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

TRAVAIL, 1, DG

TRAVAIL, 3, DG

PRIX AGRICOLES (garantie)

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG

PROCEDURE PENALE

1. – Proposition de loi tendant à supprimer la procédure de flagrant délit, présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues (1^{er} juin 1982) [n° 366 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la Justice (7 juin 1982) [n° 922] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Forni (19 juillet 1982) [n° 1032] – Adoption (23 juillet 1982) [n° 217].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)
(rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 493 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

PROCEDURE PENALE MILITAIRE

Voir JUSTICE, 1, DG

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Défense et service des essences (budget annexe) ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir AGRICULTURE, 2, art. 4 et 7
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 115

PRODUITS CHIMIQUES ET PARACHIMIQUES

1. – – Projet de loi modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement (30 novembre 1981) [n° 85 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Rémi Herment (7 avril 1982) [n° 248 (81-82)] – Discussion (14 avril 1982) (p. 1117, 1122) – Adoption (14 avril 1982) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1982 [n° 775] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jacques Cambolive (6 mai 1982) [n° 850] – Discussion (2 juin 1982) – Adoption (2 juin 1982) [n° 153].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques et l'article L. 231-7 du code du travail ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 juin 1982) [n° 373 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Rémi Herment (10 juin 1982) [n° 383 (81-82)] – Discussion (7 octobre 1982) (p. 4368, 4369) – Adoption (7 octobre 1982) [n° 11].

PROMULGATION : Loi n° 82-905 du 21 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 22 octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1982) (p. 1117, 1122).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1117, 1118) : *MM. Michel Crépeau, ministre de l'environnement ; Rémi Herment, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Raymond Dumont, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.*

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil) : CREPEAU (Michel) (p. 1117) ; HERMENT (Rémi) (p. 1117, 1118).

PEINTURES : CREPEAU (Michel) (p. 1117).

PRODUITS CHIMIQUES ET PARACHIMIQUES : CREPEAU (Michel) (p. 1117) ; HERMENT (Rémi) (p. 1117, 1118).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1118, 1122) *MM. Rémi Herment, rapporteur ; Michel Crépeau, ministre ; Raymond Dumont.*

Art. 1^{er} (*Art. 2 de la loi 77-771 du 12 juillet 1977 : substances exclues du champ d'application de la loi*) (p. 1118).

Adoptés : amendement de forme n° 2 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1119) – Amendement n° 3 de M. Rémi Herment rapporteur : non application de la loi de 1977 à toutes les substances visées par un texte spécifique tendant à protéger l'homme ou son environnement (p. 1119).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1119).

Art. 2 (*Art. 3 de la loi du 12 juillet 1977 : déclaration et dossiers techniques préalables à la mise sur le marché d'une substance nouvelle*) (p. 1119).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 119).

Rejetés : amendement n° 13 de M. Raymond Dumont : déclaration et contrôle des substances chimiques mises sur le marché d'un Etat membre des Communautés européennes avant le 18 septembre 1981 (p. 1120) – Amendement n° 14 de M. Raymond Dumont : suppression des dispositions de cet article sur la dispense accordée à l'importateur d'une déclaration si le produit importé a fait l'objet d'une mise sur le marché d'un Etat membre des Communautés européennes (p. 1120) – Amendement n° 16 de M. Raymond Dumont : suppression des dispositions de cet article sur la possibilité pour le producteur ou l'importateur de substances chimiques ayant fait l'objet d'une déclaration régulière dans un Etat membre des Communautés européennes depuis au moins dix ans, de ne pas déposer un dossier technique à l'appui de sa déclaration (p. 1121).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Art. 3 (*Art. 4, premier alinéa de la loi du 12 juillet 1977 : modification du délai de dépôt de la déclaration et du dossier technique préalables à la mise sur le marché d'une substance nouvelle*).

Adoptés : amendement de coordination n° 5 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1121) – Amendement de coordination n° 6 de M. Rémi Herment rapporteur (p. 1121).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Art. 4 (*Art. 5 de la loi du 12 juillet 1977 : rectifications formelles apportées au texte énonçant les pouvoirs de l'autorité administrative pour les substances déclarées*) (p. 1121).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1121).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Art. 5 (*Art. 5 bis après l'art. 5 de la loi du 12 juillet 1977 : obligation d'informer l'autorité administrative des évolutions affectant les substances déclarées ; possibilité de réexamen*) (p. 1121).

Adoptés : amendement de coordination n° 8 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1121) – Amendement n° 9 de M. Rémi Herment, rapporteur : obligation d'informer l'administration en cas de nouvelle utilisation de la substance résultant notamment de son incorporation à des préparations (p. 1121).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Art. 6 (*Art. 6 de la loi du 12 juillet 1977 : limites de la confidentialité des données*) (p. 1121).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1121).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Art. 7 (*Art. 7 de la loi du 12 juillet 1977 : dispositions concernant le réexamen de substances non soumises à déclaration*) (p. 1122).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1122).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1122).

Art. 8 (*Art. 10 de la loi du 12 juillet 1977 : rectifications apportées aux dispositions relatives aux sanctions*) (p. 1122).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Rémi Herment, rapporteur (p. 1122).

– L'art. 8, ainsi modifié est adopté (p. 1122).

Après l'art. 8 (p. 1122).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Michel Crépeau, ministre : non obligation de déclaration à un organisme agréé d'une substance nouvelle mise sur le marché national si elle fait l'objet, dans un autre Etat membre des Communautés européennes, d'une mise sur le marché conformément aux règles nationales prises pour l'application des directives du Conseil des Communautés européennes (p. 1122).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1122).

Adoption (14 avril 1982) (p. 1122).

Discussion (deuxième lecture)

(7 octobre 1982) (p. 4368, 4369).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4368) *MM. Michel Crépeau, ministre de l'environnement ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques en remplacement de M. Rémi Herment, rapporteur.*

PRODUITS CHIMIQUES ET PARA-CHIMIQUES : CREPEAU (Michel) (p. 4368).

SECRET COMMERCIAL : CREPEAU (Michel) (p. 4368).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4368) *M. Michel Chauty, rapporteur.*

Art. 4 – Adopté (p. 4368).

Art. 6 – Adopté (p. 4369).

Intitulé – Adopté (p. 4369).

Adoption (7 octobre 1982) (p. 4369).

Voir aussi **PRODUITS CHIMIQUES, 1, 2^e lecture, DG TRAVAIL, 4, DG**

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jack Ralite, ministre de la santé (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 220 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Noël Berrier (8 avril 1982) [n° 254 (81-82)] – Discussion (14 avril 1982) (p. 1110, 1117) – Adoption (14 avril 1982) [n° 55].

NOUVEL INTITULE « Projet de loi modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967, et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1982) [n° 776] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-France Lecuir (6 mai 1982) [n° 851] – Discussion (12 mai 1982) – Adoption (12 mai 1982) [n° 146].

PROMULGATION : Loi n° 82-413 du 19 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 20 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(14 avril 1982) (p. 1110, 1117).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1110, 1114) *MM. Jack Ralite, ministre de la santé ; Noël Berrier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Midy.*

CENTRE D'EDUCATION ET DE PLANIFICATION FAMILIALE : RALITE (Jack) (p. 1111) ; BERRIER (Noël) (p. 1112) ; MIDY (Monique) (p. 1114).

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE : RALITE (Jack) (p. 1111) ; MIDY (Monique) (p. 1114).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil) : BERRIER (Noël) (p. 1112) ; MIDY (Monique) (p. 1114).

DEONTOLOGIE : RALITE (Jack) (p. 1110, 1111).

FORMATION PROFESSIONNELLE : RALITE (Jack) (p. 1111) ; BERRIER (Noël) (p. 1112) ; MIDY (Monique) (p. 1114).

HOPITAUX : RALITE (Jack) (p. 1110) ; MIDY (Monique) (p. 1113).

MATERIEL CHIRURGICAL ET MEDICAL : RALITE (Jack) (p. 1111) ; BERRIER (Noël) (p. 1112).

MEDECINS : BERRIER (Noël) (p. 1112) ; MIDY (Monique) (p. 1113).

SAGES-FEMMES : RALITE (Jack) (p. 1110, 1111) ; BERRIER (Noël) (p. 1111, 1112) ; MIDY (Monique) (p. 1113, 1114).

SECURITE SOCIALE : MIDY (Monique) (p. 1114).

TRAVAIL (conditions du) : RALITE (Jack) (p. 1111).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1114, 1117) *MM. Noël Berrier, rapporteur ; Jack Ralite, ministre ; Jean Chérioux, Mme Cécile Goldet.*

Art. 1^{er} (*Abrogation du second alinéa de l'art. 6 de la loi n° 191 du 24 avril 1944 : accès égalitaire des hommes*) (p. 1114).

Adopté : amendement n° 1 de M. Noël Berrier, rapporteur : application aux candidats des deux sexes des termes désignant les personnes se destinant à la profession de sage-femme (p. 1114).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1114).

Art. 2 (*Harmonisation de l'art. L. 356 du code de la santé publique avec la nouvelle définition de la profession de sage-femme*) – Adopté (p. 1114).

Art. 3 (*Harmonisation de l'art. L. 363 du code de la santé publique avec la nouvelle définition de la profession de sage-femme*) – Adopté (p. 1114).

Art. 4 (*Art. L. 365 du code de la santé publique : extension aux sages-femmes de la disposition qui interdit à toute personne ne remplissant pas les conditions requises pour l'exercice de la profession, de recevoir totalité ou partie des honoraires ou des bénéfices provenant de son activité professionnelle*) (p. 1115).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Chérioux : interdiction aux personnes ne remplissant pas les conditions requises par l'exercice de la profession de recevoir, en vertu d'une convention, des honoraires ou bénéfices provenant de l'activité d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme (p. 1115).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1115).

Après l'art. 4 (p. 1115).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Noël Berrier, rapporteur : précision de la liste des instruments dans le code de déontologie par arrêté du ministre de la santé après avis de l'académie de médecine (p. 1115).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1115).

Art. 5 (*Art. L. 370 du code de la santé publique : possibilité pour les sages-femmes de prescrire examens et médicaments dont la liste est établie par arrêté du ministre de la santé*) – Adopté (p. 1115).

Art. 6 (*Art. L. 374 du code de la santé publique : nouvelle définition de la profession de sage-femme*) (p. 1115).

Adopté : amendement n° 3 de M. Noël Berrier, rapporteur : exercice de la profession de sage-femme et participation aux consultations de planification familiale (p. 1116).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1116).

Art. 7 (*Art. 375 du code de la santé publique : harmonisation de la rédaction avec la nouvelle définition de la profession de sage-femme*) – Adopté (p. 1116).

Art. 8 (*Art. L. 376 du code de la santé publique : alignement des sanctions encourues par les sages-femmes sur celles qui concernent les médecins et les dentistes*) – Adopté (p. 1116).

Art. 9 (*Art. L. 379 du code de la santé publique : harmonisation rédactionnelle*) – Adopté (p. 1116).

Après l'art. 9 (p. 1116).

Adopté : amendement n° 5 de Mme Cécile Goldet : délivrance exclusive des contraceptifs en pharmacie ; habilitation des sages-femmes à prescrire les diaphragmes et les capes (p. 1116).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1116).

Intitulé (p. 1116).

Adopté : amendement n° 6 de Mme Cécile Goldet : « **Projet de loi modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967, et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme** » (p. 1116).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 1116).

Adoption (14 avril 1982) (p. 1117).

2. - **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (21 septembre 1982) [n° 1076] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Louis Lareng (23 septembre 1982) [n° 1089] - Discussion (27 septembre 1982) - Adoption (27 septembre 1982) [n° 226].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 septembre 1982) [n° 532 (81-82)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Adrien Gouteyron (21 octobre 1982) [n° 60 (82-83)] - Discussion (27 octobre 1982) (p. 4835, 4874) - Adoption (27 octobre 1982) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 octobre 1982) [n° 1176] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Louis Lareng (16 novembre 1982) [n° 1220] - **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)**; rapport de M. Adrien Gouteyron (16 novembre 1982) [n° 92 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (28 octobre 1982) [n° 1176] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Louis Lareng (17 novembre 1982) [n° 1225] - Discussion (23 novembre 1982) - Adoption (23 novembre 1982) [n° 262].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 novembre 1982) [n° 103 (82-83)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Adrien Gouteyron (1^{er} décembre 1982) [n° 115 (82-83)] - Discussion (16 décembre 1982) (p. 6955, 6965) - Adoption (16 décembre 1982) [n° 52].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 1321] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Louis Lareng (17 décembre 1982) [n° 1324] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption définitive (18 décembre 1982) [n° 300].

PROMULGATION: Loi n° 82-1098 du 23 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 26 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(27 octobre 1982) (p. 4835, 4874).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4835, 4854): *MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale; Jack Ralite, ministre de la santé; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission spéciale; Henri Belcour, Franck Sérusclat, Mme Danielle Bidard, MM. Robert Schmitt, Pierre Louvot, René Billières, André Rabineau.*

BIOLOGIE MEDICALE: SAVARY (Alain) (p. 4836); RALITE (Jack) (p. 4839); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840); SERUSCLAT (Franck) (p. 4845).

CENTRES DE SANTE AGREES: LOUVOT (Pierre) (p. 4849).

CHARTRE DE LA SANTE: RALITE (Jack) (p. 4838); SERUSCLAT (Franck) (p. 4845).

CHIRURGIE: SAVARY (Alain) (p. 4836); RALITE (Jack) (p. 4839); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840); SERUSCLAT (Franck) (p. 4843).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (recommandations): RALITE (Jack) (p. 4838); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840); SCHMITT (Robert) (p. 4848).

DIPLOMES: GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840); SCHMITT (Robert) (p. 4848).

ECOLE DE SANTE PUBLIQUE DE RENNES: GOUTEYRON (Adrien) (p. 4841).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR: LOUVOT (Pierre) (p. 4849).

FEDERATION DES MEDECINS DE FRANCE (FMF): RALITE (Jack) (p. 4853).

FORMATION CONTINUE: SAVARY (Alain) (p. 4837); RALITE (Jack) (p. 4853).

HOPITAUX: SAVARY (Alain) (p. 4835, 4837); RALITE (Jack) (p. 4838, 4853); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4841, 4842); SERUSCLAT (Franck) (p. 4843, 4844, 4845); BIDARD (Danielle) (p. 4846, 4847); SCHMITT (Robert) (p. 4847); LOUVOT (Pierre) (p. 4848).

HOPITAUX (secteur privé): SCHMITT (Robert) (p. 4847); LOUVOT (Pierre) (p. 4848).

INTERNAT (médecine): SAVARY (Alain) (p. 4835, 4836, 4852); RALITE (Jack) (p. 4838, 4853); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4841); BELCOUR (Henri) (p. 4842); SERUSCLAT (Franck) (p. 4844, 4845); BIDARD (Danielle) (p. 4846, 4847); SCHMITT (Robert) (p. 4848); LOUVOT (Pierre) (p. 4848, 4849); BILLIERES (René) (p. 4850); RABINEAU (André) (p. 4851).

INTERNAT (pharmacie): SAVARY (Alain) (p. 4837); RALITE (Jack) (p. 4839); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840).

MEDECINE (enseignement): SAVARY (Alain) (p. 4835, 4836, 4837, 4851, 4852); RALITE (Jack) (p. 4837, 4838, 4839, 4852, 4853); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4839, 4840, 4841, 4854); BELCOUR (Henri) (p. 4842, 4843); SERUSCLAT (Franck) (p. 4843, 4844, 4845); BIDARD (Danielle) (p. 4845, 4846, 4847); SCHMITT (Robert) (p. 4847, 4848); LOUVOT (Pierre) (p. 4848, 4849); BILLIERES (René) (p. 4850); RABINEAU (André) (p. 4851).

MEDECINE PREVENTIVE: BELCOUR (Henri) (p. 4843); LOUVOT (Pierre) (p. 4849); SAVARY (Alain) (p. 4851).

MEDECINE SCOLAIRE: BIDARD (Danielle) (p. 4846); SAVARY (Alain) (p. 4851); RALITE (Jack) (p. 4853).

MEDECINS (généralistes): SAVARY (Alain) (p. 4835, 4836, 4837, 4852); RALITE (Jack) (p. 4838, 4853); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840, 4841); BELCOUR (Henri) (p. 4842); SERUSCLAT (Franck) (p. 4843); BIDARD (Danielle) (p. 4846, 4847); SCHMITT (Robert) (p. 4847); LOUVOT (Pierre) (p. 4848); BILLIERES (René) (p. 4850).

MEDECINS (spécialistes): SAVARY (Alain) (p. 4835, 4836, 4851); RALITE (Jack) (p. 4839); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840, 4841); SERUSCLAT (Franck) (p. 4843); BIDARD (Danielle) (p. 4846, 4847); LOUVOT (Pierre) (p. 4848); BILLIERES (René) (p. 4850) **PHARMACIE (enseignement)**: SAVARY (Alain) (p. 4835, 4837, 4852); RALITE (Jack) (p. 4839, 4853); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840, 4854); SERUSCLAT (Franck) (p. 4845); BILLIERES (René) (p. 4850); RABINEAU (André) (p. 4851).

PSYCHIATRIE: SAVARY (Alain) (p. 4836); RALITE (Jack) (p. 4839); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840); SERUSCLAT (Franck) (p. 4845); BIDARD (Danielle) (p. 4847).

RAPPORT ROUX-SELIGMANN (médecine): SAVARY (Alain) (p. 4835); RALITE (Jack) (p. 4838); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840); LOUVOT (Pierre) (p. 4849).

RECHERCHE MEDICALE: SAVARY (Alain) (p. 4836); RALITE (Jack) (p. 4839); GOUTEYRON (Adrien) (p. 4840, 4841, 4854); BELCOUR (Henri) (p. 4843); SERUSCLAT (Franck) (p. 4845); SCHMITT (Robert) (p. 4848); LOUVOT (Pierre) (p. 4848, 4849); BILLIERES (René) (p. 4850).

RESIDANAT: GOUTEYRON (Adrien) (p. 4841, 4854); SERUSCLAT (Franck) (p. 4845); BIDARD (Danielle) (p. 4846); LOUVOT (Pierre) (p. 4848, 4849); BILLIERES (René) (p. 4850); SAVARY (Alain) (p. 4852).

SANTE PUBLIQUE (filiale): SAVARY (Alain) (p. 4836, 4851, 4852); RALITE (Jack) (p. 4839, 4853); GOUTEY-

RON (Adrien) (p. 4840, 4841, 4854) ; BIDARD (Danielle) (p. 4847) ; LOUVOT (Pierre) (p. 4848) ; BILLIERES (René) (p. 4850).

VETERINAIRES : SERUSCLAT (Franck) (p. 4845).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4854, 4874) : *Mme Danielle Bidard, MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Alain Savary, ministre ; Pierre Louvot, Jack Ralite, ministre ; Robert Schwint, président de la commission spéciale ; Yves Durand, au nom de la commission des finances ; Franck Sérusclat, Michel Rigou, Charles de Cuttoli.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 4854).

Retiré : amendement n° 75 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard : définition par une loi ultérieure des nouvelles conditions d'admission aux études médicales du premier et du second cycle ainsi que de leur organisation (p. 4855).

Art. 1^{er} (Abrogation des dispositions de la loi n° 79-565 du 6 juillet 1979 qui fixaient le régime des études médicales et pharmaceutiques pour le troisième cycle) (p. 4855).

Adoptés : amendement identique n° 4 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur et n° 42 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : suppression de cet article visant l'abrogation des articles de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, modifiée par la loi du 6 juillet 1979 (p. 4855).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 4855).

Art. 2 (Principe de l'organisation du troisième cycle des études médicales sous forme d'un internat pour tous les étudiants) (p. 4855).

ALINEA INTRODUCTIF

Adopté : amendement de coordination n° 2 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4855).

– Le premier alinéa de l'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4855).

ART. 46 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : deuxième partie de l'amendement n° 3 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression des filières de santé publique et de recherche médicale (p. 4859) ; sous-amendement n° 43 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : dénomination de filière de résidanat pour la filière de médecine générale et de filière d'internat pour la filière de médecine spécialisée (p. 4858 ; scrutin public n° 18 ; liste des votants p. 4878, 4879).

Rejeté : sous-amendement n° 44 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : maintien à deux ans de la durée minimale du troisième cycle de formation des médecins généralistes (p. 4858).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) première partie de l'amendement n° 3 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : allongement de la durée du troisième cycle de formation des médecins généralistes (p. 4858).

– Le texte proposé pour l'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 4859).

ART. 47 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : amendement n° 4 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression du classement lié à l'examen de fin de deuxième cycle d'études médicales (p. 4861) – Amendement de coordination n° 5 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de la mention des filières de santé publique et de recherche médicale (p. 4861) ; sous-amendement de coordination n° 46 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : rétablissement de la dénomination de concours de l'internat donnant accès à la filière de médecine spécialisée (p. 4861).

Retiré : amendement n° 45 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : suppression de la disposition spécifique prévue pour l'examen de fin de deuxième cycle des études médicales dans la région d'Ile-de-France (p. 4860).

Deviennent sans objet : amendement de coordination n° 47 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : médecine générale et résidanat (p. 4861) – Amendement n° 76 de Mme Danielle Bidard : suppression du classement lié à l'examen de fin de deuxième cycle des études médicales ; attribution des stages par tirage au sort (p. 4861).

– Le texte proposé pour l'art. 47, ainsi modifié, est adopté (p. 4861).

ART. 48 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : amendement rédactionnel n° 6 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4862) – Amendement n° 7 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : dérogation au délai de présentation au concours : suppression de la notion de cas de force majeure (p. 4862) – Amendement n° 8 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rétablissement de la disposition prévoyant la possibilité pour les étudiants de faire acte de candidature dans trois des circonscriptions mentionnées à l'art. 53 (p. 4862) ; sous-amendement n° 80 de M. Alain Savary, ministre : UER d'origine des candidats figurant parmi les trois possibilités d'inscription (p. 4862) – Amendement de coordination n° 49 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4863).

Rejeté : amendement n° 81 de M. Alain Savary, ministre : identité de programme et mêmes catégories d'épreuves pour le concours et pour l'examen de fin de second cycle (p. 4863).

Retirés : amendement n° 48 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : suppression de la disposition prévoyant l'identité de programme de concours et de l'examen (p. 4863) – Amendement n° 38 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Michel Rigou : identité de programme et de modalités d'épreuves du concours et de l'examen (p. 4863).

– Le texte proposé pour l'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 4863).

ART. 49 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adopté : amendement n° 50 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : durée de résidanat fixée à deux ans ; durée de l'internat variable selon les spécialités (p. 4863).

– Le texte proposé pour l'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 4863).

ART. 50 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : amendement n° 10 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modification de la rédaction relative à la validation du troisième cycle des études médicales (p. 4864) ; sous-amendement de coordination n° 51 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4864) – Amendement n° 52 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : suppression du document annexé au diplôme d'Etat de docteur en médecine et faisant état de la validation du troisième cycle (p. 4865).

– Le texte proposé pour l'art. 50, ainsi modifié, est adopté (p. 4865).

ART. 51 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : amendements de coordination n° 53 et 54 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4865) – Amendement n° 11 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : identité du statut pour les résidents et les internes (p. 4866) – Amendement n° 12 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : possibilité pour les internes d'exercer leurs fonctions dans des établissements hospitaliers militaires ou privés participant au service public (p. 4866) – Amendement n° 13 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : possibilité de stages dans des organismes agréés extra-hospitaliers ou de recherche médicale (p. 4866) – Amendement n° 14 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modification de la rédaction des alinéas relatifs à l'exercice des fonctions des internes de médecine générale ou les résidents pendant au moins un semestre dans un centre hospitalier régional faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire (CHU) (p. 4687).

Retirés : amendement n° 55 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : suppression de la disposition relative à l'unicité de statut de tous les internes ; résidanat et internat (p. 4865) – Amendements rédactionnels n° 56, 57 et 58 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenus par M. Pierre Louvot (p. 4867).

– Le texte proposé pour l'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 4867).

ARTICLE 52 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adoptés : amendement de coordination n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4867) – Amendement n° 15 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression à cet emplacement de l'alinéa relatif à la participation des futurs médecins non universitaires à la formation des futurs médecins (p. 4867).

Devient sans objet : amendement n° 59 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : modification rédactionnelle de l'alinéa relatif à la participation des médecins non universitaires à la formation des médecins généralistes (p. 4867).

– Le texte proposé pour l'art. 52, ainsi modifié, est adopté (p. 4867).

ART. 53 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adopté : amendement de coordination n° 16 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4868).

– Le texte proposé pour l'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 4868).

ART. 53 bis DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Retiré : amendement n° 61 de M. Pierre Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot : suppression du texte présenté pour cet article relatif à la formation par la recherche pour tous les internes (p. 4868).

– Le texte proposé pour l'art. 53 bis est adopté (p. 4868).

ART. 53 ter DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adopté : amendement rédactionnel n° 62 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot, retiré (p. 4868) puis repris par M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4868).

– Le texte proposé pour l'art. 53 ter, ainsi modifié est adopté (p. 4868).

APRES L'ART. 53 TER DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adopté : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : principe de l'association des médecins

praticiens non universitaires à la formation des résidents et internes (p. 4869).

– Un article additionnel est inséré après l'art. 53 ter de la loi du 12 novembre 1968 modifiée (p. 4869).

ART. 54 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adoptés : amendement de coordination n° 65 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4869) – Amendement n° 85 de M. Alain Savary, ministre : postes d'internes : mention des hôpitaux militaires ou des hôpitaux privés participant au service public (p. 4869) – Amendement de coordination n° 67 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4869) – Amendement n° 19 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : substitution de la notion de diplôme ou de groupement de diplômes à la notion de discipline pour la détermination du nombre de postes d'interne (p. 4869) – Amendement de coordination n° 66 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4870).

Retirés : amendement n° 18 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : postes d'internes : mention des hôpitaux militaires ou des hôpitaux privés participant au service public (p. 4869) – Amendement de coordination n° 20 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4869).

– Le texte proposé pour l'art. 54, ainsi modifié, est adopté (p. 4870).

ART. 55 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : amendement rédactionnel n° 21 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4870) – Amendement n° 22 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : substitution au sein des commissions interrégionales de la notion de discipline à celle de spécialité et de formation (p. 4870) – Amendement n° 23 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : composition des commissions régionales (p. 4870).

– Le texte proposé pour l'art. 55, ainsi modifié, est adopté (p. 4870).

ART. 56 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adoptés : amendement rédactionnel n° 24 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4870) – Amendements de coordination n° 69 et 70 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenus par M. Pierre Louvot (p. 4870 et 4871).

– Le texte proposé pour l'art. 56, ainsi modifié est adopté (p. 4871).

ART. 57 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adoptés : amendement rédactionnel n° 27 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4871) ; sous-amendement rédactionnel n° 71 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Pierre Louvot (p. 4871) – Amendement rédactionnel n° 28 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4871) – Amendement n° 84 de M. Alain Savary, ministre : formation des pharmaciens : possibilités de stages dans les laboratoires agréés de recherche (p. 4871).

Retiré : amendement n° 29 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : formation des pharmaciens : possibilité de stages dans des organismes agréés de recherche médicale (p. 4871).

– Le texte proposé pour l'art. 57, ainsi modifié, est adopté (p. 4871).

ART. 58 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE

Adopté amendement de coordination n° 30 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4872).

– Le texte proposé pour l'art. 58, ainsi modifié, est adopté (p. 4872).

ART. 59 DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adopté : amendement n° 32 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : accès des pharmaciens étrangers au cycle de formation de troisième cycle hors contingent (p. 4872).

– Le texte proposé pour l'art. 59, ainsi modifié, est adopté (p. 4872).

ART. 59 bis DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1968 MODIFIEE.

Adopté : amendement rédactionnel n° 33 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 4873).

– Le texte proposé pour l'art. 59 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4873).

Alinéa additionnel à l'art. 2 (p. 4873).

Adopté : amendement n° 34 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modification d'un numéro d'article de la loi du 12 novembre 1968 modifiée (p. 4873).

– L'art. 46 de la loi du 12 novembre modifiée devient l'art. 60 de la même loi (p. 4873).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4873).

Art. 3 (Fixation des conditions d'application de la loi dans le temps et des mesures transitoires nécessaires) – Adopté (p. 4873).

Art. 4 (Exceptions à l'opposition de limite d'âge de l'art. 10 du code du service national (vingt sept ans)) – Adopté (p. 4873).

Art. 5 (Abrogation des articles 4, 5 et 6 de la loi du 6 juillet 1979 relative aux études médicales et pharmaceutiques) – Adopté (p. 4873).

Art. 6 (Fixation par décret, à titre transitoire, des conditions d'équivalence de l'internat des régions sanitaires) – Adopté (p. 4873).

Avant l'art. 7 (p. 4873).

Adopté : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : dispositions dérogatoires éventuelles pour permettre l'application de la loi aux départements et territoires d'outre-mer (p. 4873).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4873).

Art. 7 (Présentation au Parlement d'un bilan de l'application de la présente loi dans les cinq ans suivant sa promulgation) (p. 4873).

Adopté : amendement n° 37 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : introduction, dans le rapport au Parlement sur l'application de la présente loi, de l'examen des conséquences de la réforme sur le fonctionnement des centres hospitaliers (p. 4874).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4874).

Explications de vote : M. Michel Moreigne (p. 4874), Mme Danielle Bidard (p. 4874), M. Michel Rigou (p. 4874) ; intervention de M. Alain Savary, ministre (p. 4874).

Scrutin public (p. 4874 ; n° 19 ; liste des votants p. 4879, 4880).

Adoption (27 octobre 1982) (p. 4874).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 décembre 1982) (p. 6955, 6965).

I DISCUSSION GENERALE(p. 6955, 6958) *MM. Jack Ralite, ministre de la santé ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission spéciale ; Franck Sérusclat, Jacques Larché.*

BIOLOGIE MEDICALE : RALITE (Jack) (p. 6955) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 6956).

INTERNAT (médecine) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6956) ; RALITE (Jack) (p. 6957, 6958).

MEDECINE (enseignement) : RALITE (Jack) (p. 6955, 6957, 6958) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 6956).

MEDECINS (généralistes) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6956).

MEDECINS (spécialistes) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6956).

PHARMACIE (enseignement) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6956, 6957) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 6956, 6957) ; RALITE (Jack) (p. 6958) ; LARCHE (Jacques) (p. 6958).

RESIDANAT : GOUTEYRON (Adrien) (p. 6956).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6959, 6965) *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Jack Ralite, ministre ; Franck Sérusclat, Mme Cécile Goldet.*

Art. 1^{er} (p. 6959).

Adopté : amendement n° 1 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'abrogation des articles modifiés en 1979, de la loi de 1968 (p. 6959).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 6959).

Art. 2 (p. 6959).

Adoptés : amendement de coordination n° 2 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 6960) – Amendement n° 3 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression des deux filières supplémentaires de santé publique et de recherche médicale (p. 6961) – Amendement n° 4 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression du caractère classant de l'examen de fin de deuxième cycle et suppression de la référence aux deux filières de santé publique et de recherche médicale (p. 6961) – Amendement de coordination n° 5 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 6961) – Amendement de coordination n° 6 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 6961) – Amendement n° 7 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression du document annexé au diplôme de docteur en médecine mentionnant la qualification obtenue (p. 6961) – Amendement n° 8 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture, relatif au troisième cycle des études médicales (p. 6962) ; sous-amendement n° 20 de M. Robert Schwint, soutenu par Mme Cécile Goldet, retiré (p. 6962) puis repris par M. Adrien Gouteyron : obligation de stage extra-hospitalier pour tout les futurs médecins généralistes ou spécialistes (p. 6962) – Amendement de coordination n° 9 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : organisation du troisième cycle de médecine générale (p. 6963) – Amendement de coordination n° 10 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : organisation du troisième cycle de médecine spécialisée (p. 6963) – Amendements de coordination n° 11 et 12 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 6963) – Amendement de coordination n° 13 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modalités de répartition des postes de résidents et d'internes mis au concours (p. 6963) – Amendements de coordination n° 14 et 15 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 6963) – Amendements de coordination n° 16, 17 et 18 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 6964).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 6964).

Art. 7 (p. 6964).

Adopté : amendement n° 19 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : présentation par le Gouvernement au Parlement d'un bilan d'application de cette loi dans un délai de cinq ans : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 6965).

– L'art. 7, ainsi modifié est adopté (p. 6965).

Explication de vote : Mme Danielle Bidard (p. 6965).

Adoption (16 décembre 1982) (p. 6965).

PROFESSIONS LIBERALES

Voir AVOCATS
 COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
 NOTAIRES
 PLAN, 1, DG
 SECURITE SOCIALE, 2, DG

PROFESSIONS MEDICALES ET PARA-MEDICALES

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, 2^e lecture, DG
 ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
 SOINS ET DE CURE, 1, DG
 INFIRMIERS ET INFIRMIERES
 KINESITHERAPEUTES
 LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale
 MEDECINS
 PHARMACIE, 1, 2
 PHARMACIENS
 PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES
 SECURITE SOCIALE, 2, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG
 SERVICE NATIONAL, 1, DG

PROFIT

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG

PROGRAMME D'ACTION FONCIERE (PAF)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

PROMAG (société)

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

PROMULGATION DES LOIS

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

PROPAGANDE ELECTORALE

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG

PROPOSITIONS DE LOI

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

PROPRIETE

Voir MER ET LITTORAL, 1
 MULTIPROPRIETE
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 146

PROPRIETE (accession à la)

Voir BAUX, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

PROPRIETE (droit de)

Voir BAUX, 1, DG
 NATIONALISATIONS, 1, DG

PROSTITUTION

Voir MOEURS, 1, DG ; 2^e lecture, DG ; nouvelle lecture, DG

PROTECTION CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
 TRAITES ET CONVENTIONS, 31, DG

PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 39, DG

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
 SOINS ET DE CURE, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale

PROTECTIONNISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Commerce
 extérieur ; Relations extérieures
 QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ;
 141, DG

PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR

Voir AGRICULTURE, 2, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

PSYCHIATRIE

Voir HOPITAUX PSYCHIATRIQUES
 LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale
 PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux-information

PUBLICITE

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux-information ; Consommation
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 105

PUBLICITE PHARMACEUTIQUE

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

PUBLICITE CLANDESTINE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

PYRENEES ATLANTIQUES (département)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n°131, DG

Q

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

QUESTIONS ECRITES

Voir LA TABLE DES QUESTIONS ECRITES ET ORALES DU SENAT

Voir aussi RAPPEL AU REGLEMENT, 12

QUESTIONS ECRITES (des conseils d'arrondissement)

Voir COMMUNES, 3, DG

QUESTIONS ORALES

Voir LA TABLE DES QUESTIONS ECRITES ET ORALES DU SENAT

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

n° 9 (Canaux – Prévention des accidents le long du canal industriel entre Jouques et Saint-Chamas) – Question de M. Jacques Francou (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) – Caduque (le 22 juin 1981) – Reprise (le 2 juillet 1981) – Retirée (le 28 septembre 1982) (p. 4176).

n° 11 – Animaux (organisation de l'élevage des chevaux et lutte contre certaines pratiques de leur abattage) – question de M. Paul Séramy (2 juillet 1981) (p. 778) – Retrait (2 avril 1982) (p. 836).

n° 17 – Meubles (biens) (Difficultés de fabricants de meubles) – Question de M. Hubert Martin (2 juillet 1981) (p. 779) – Retirée (le 30 septembre 1982) (p. 4269).

n° 20 – Tourisme (Développement du tourisme fluvial) – Question de M. Bernard-Michel Hugo (8 juillet 1981) (p. 824). – Discussion (23 avril 1982) (p. 1348, 1351).

Orateurs : MM. Bernard-Michel Hugo, André Henry, ministre du temps libre.

CANAU : HENRY (André) (p. 1350, 1351).

NAVIGATION DE PLAISANCE : HUGO (Bernard-Michel) (p. 1350) ; HENRY (André) (p. 1350).

TOURISME FLUVIAL : HUGO (Bernard-Michel) (p. 1348, 1349, 1350) ; HENRY (André) (p. 1350, 1351).

VOIES NAVIGABLES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 1348, 1349) ; HENRY (André) (p. 1350, 1351).

n° 22 – Enseignement privé (politique du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé) – Question de M. Serge Mathieu (8 juillet 1981) (p. 824). – Discussion (1^{er} juin 1982) (p. 2402, 2405 – commune avec la discussion de la question n° 122 de M. Jean Sauvage).

Orateurs : MM. Serge Mathieu, René Jager, Adrien Gouteyron, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.

CONSTITUTION : MATHIEU (Serge) : (p. 2402).

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME : JAGER (René) (p. 2403).

ENSEIGNEMENT PRIVE : MATHIEU (Serge) (p. 2402, 2403) ; JAGER (René) (p. 2403, 2404) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2404) ; SAVARY (Alain) (p. 2404, 2405).

EXAMENS ET CONCOURS : MATHIEU (Serge) (p. 2402) ; SAVARY (Alain) (p. 2405).

LIBERTES : MATHIEU (Serge) (p. 2402) ; JAGER (René) (p. 2403) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2404).

MANIFESTATIONS : MATHIEU (Serge) (p. 2402, 2403).

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS (SNI) : MATHIEU (Serge) (p. 2402).

n° 29 – Exploitants agricoles (Rémunération des agriculteurs) – Question de M. Jean Puech (16 juillet 1981) (p. 932) – Retrait (2 avril 1982) (p. 836).

n° 34 – Famille (Politique familiale) Question de M. Robert Schwint (21 juillet 1981) (p. 985) – Retrait (17 décembre 1982) (p. 7077).

n° 39 – Assurance-construction (nécessité de réformer l'assurance-construction) – Question de M. Robert Laucournet (30 juillet 1981) (p. 1230) – Retrait (15 juin 1982).

n° 50 – Sports (situation de l'aviation légère et sportive) Question de M. Bernard Parmantier (16 septembre 1981) (p. 1477) – Retrait (2 avril 1982) (p. 836).

n° 51 – Sports (Avenir du sport aérien) – Question de M. Bernard Parmantier (16 septembre 1981) (p. 1478) – Retrait (2 avril 1982) (p. 836).

n° 52 – Vacances (instauration du chèque-vacances) – Question de M. Marc Boeuf (16 septembre 1981) (p. 1478). – Discussion (23 avril 1982) (p. 1346, 1348).

Orateurs : MM. Marc Boeuf, Pierre Vallon, Bernard-Michel Hugo, André Henry, ministre du temps libre.

CHEQUE VACANCES : BOEUF (Marc) (p. 1346) ; VALLON (Pierre) (p. 1347) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 1347, 1348).

COMITES D'ENTREPRISE : HENRY (André) (p. 1348).

CONGES PAYES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 1347).

COOPERATIVES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 1347) ; HENRY (André) (p. 1348).

EMPLOIS (créations d') : HENRY (André) (p. 1348).

ENTREPRISES : VALLON (Pierre) (p. 1347) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 1347) ; HENRY (André) (p. 1347, 1348).

LOISIRS : VALLON (Pierre) (p. 1347).

MUTUALITE : HUGO (Bernard-Michel) (p. 1347).

TOURISME : BOEUF (Marc) (p. 1346) ; VALLON (Pierre) (p. 1347).

TOURISME SOCIAL : VALLON (Pierre) (p. 1347) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 1347) ; HENRY (André) (p. 1347).

VACANCES : VALLON (Pierre) (p. 1347).

n° 77 – Garderies d'enfants (problèmes posés par l'accueil des jeunes enfants) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (28 octobre 1981) (p. 2243). – Discussion (8 octobre 1982) (p. 4432, 4435).

Orateurs : Mmes Marie-Claude Beaudeau, Georgina Dufoix secrétaire d'Etat à la famille.

ASSISTANTES MATERNELLES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4433) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4435).

CRECHES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4432, 4433) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4433, 4435).

ENFANTS : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4432, 4433) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4433, 4434, 4435).

FEMMES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4432, 4433).

FORMATION PROFESSIONNELLE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4433).

FRAIS DE GARDE (enfants) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4433).

n° 78 - Enseignement (Image négative de la France donnée par un manuel scolaire) - Question de M. Jean Francou (28 octobre 1981) (p. 2243). - Discussion (1^{er} juin 1982) (p. 2405, 2410).

Orateurs : MM. Jean Francou, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale Jacques Habert.

HISTOIRE (enseignement) : HABERT (Jacques) (p. 2407, 2408) ; SAVARY (Alain) (p. 2409, 2410).

MANUELS SCOLAIRES : FRANCOU (Jean) (p. 2406, 2407) ; HABERT (Jacques) (p. 2407, 2408) ; SAVARY (Alain) (p. 2406, 2409, 2410).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : HABERT (Jacques) (p. 2408, 2409).

n° 79 - Droits de l'homme (violation des droits de l'homme dans un nombre croissant de pays) - Question de M. René Chazelle (26 novembre 1981) (p. 3197). - Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 - Commune avec la discussion des questions n° 86 de M. Claude Mont, n° 87 de M. Jean Cluzel, n° 112 de M. Serge Boucheny ; n° 114 de M. Robert Pontillon, n° 116 de M. Pierre Matraja, n° 117 de M. Philippe Machefer, n° 118 de M. Roland du Luart et n° 119 de M. René Tomasini).

Orateurs : MM. René Chazelle, Claude Mont, Jean Cluzel, Roland du Luart, Robert Pontillon, Pierre Matraja, Philippe Machefer, Serge Boucheny, René Tomasini, Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Germain Authié, Philippe Madrelle, Jean Garcia, Adolphe Chauvin.

AFGHANISTAN : CHAZELLE (René) (p. 2098) ; MONT (Claude) (p. 2100) ; PONTILLON (Robert) (p. 2103) ; LECANUET (Jean) (p. 2109, 2110) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2112) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 2127).

AGRICULTURE : LECANUET (Jean) (p. 2108) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2111).

ALGERIE : LUART (Roland du) (p. 2102) ; TOMASINI (René) (p. 2107) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2113) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

ALLIANCE ATLANTIQUE : LECANUET (Jean) (p. 2108) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2113) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2124) ; GARCIA (Jean) (p. 2126).

AMERIQUE CENTRALE : CHAZELLE (René) (p. 2098) ; MONT (Claude) (p. 2100) ; LECANUET (Jean) (p. 2109) ; GARCIA (Jean) (p. 2125).

AMERIQUE DU SUD : CHAZELLE (René) (p. 2098, 2099) ; LECANUET (Jean) (p. 2108) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2113) ; GARCIA (Jean) (p. 2125) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 2126, 2127).

AMNESTY INTERNATIONAL : CHAUVIN (Adolphe) (p. 2127).

ANALPHABETISME : GARCIA (Jean) (p. 2125).

ANDORRE : CLUZEL (Jean) (p. 2101) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2111, 2127) ; AUTHIE (Germain) (p. 2122, 2123, 2124).

ARGENTINE : LECANUET (Jean) (p. 2108) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2113) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 2126, 2127).

ARMEMENT (armement nucléaire) : PONTILLON (Robert) (p. 2103) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2106) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

ARMES BACTERIOLOGIQUES : PONTILLON (Robert) (p. 2103) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

ARMES CHIMIQUES : BOUCHENY (Serge) (p. 2106) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

ARMES (ventes d') : CHAZELLE (René) (p. 2099) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2106).

ASIE DU SUD-EST : CHAZELLE (René) (p. 2098) ; MACHEFER (Philippe) (p. 2104) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2113).

ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE (ASEAN) : MACHEFER (Philippe) (p. 2104).

AUSTRALIE : MACHEFER (Philippe) (p. 2104, 2105).

BOMBES A NEUTRONS : BOUCHENY (Serge) (p. 2107).

CHOMAGE : CHEYSSON (Claude) (p. 2111) ; GARCIA (Jean) (p. 2125).

COLLECTIVITES LOCALES : CLUZEL (Jean) (p. 2101).

COMMERCE EXTERIEUR : MATRAJA (Pierre) (p. 2103).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CHEYSSON (Claude) (p. 2110, 2111) ; GARCIA (Jean) (p. 2126).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : CLUZEL (Jean) (p. 2101) ; LECANUET (Jean) (p. 2108, 2109) ; AUTHIE (Germain) (p. 2123).

COMMUNAUTES EUROPEENNES : MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LES PAYS LES MOINS AVANCES : MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

CONFERENCE DE VERSAILLES : MATRAJA (Pierre) (p. 2103) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (CSCE) : PONTILLON (Robert) (p. 2103) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

CONSOMMATION : MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

DESARMEMENT : PONTILLON (Robert) (p. 2103) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2105, 2106, 2107) ; LECANUET (Jean) (p. 2110) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2112) ; GARCIA (Jean) (p. 2125, 2126) DIALOGUE NORD-SUD : LUART (Roland du) (p. 2102) ; TOMASINI (René) (p. 2107) ; LECANUET (Jean) (p. 2110) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2113, 2128) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

DOUANES : CLUZEL (Jean) (p. 2101).

DROIT D'ASILE : CHEYSSON (Claude) (p. 2113).

DROITS DE L'HOMME : CHAZELLE (René) (p. 2098, 2099) ; MACHEFER (Philippe) (p. 2104) ; PONTILLON (Robert) (p. 2122) ; GARCIA (Jean) (p. 2125) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 2126, 2127) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2128).

DROITS DE L'HOMME (intergroupe sénatorial) : CHAZELLE (René) (p. 2098) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 2127).

ESPAGNE : CLUZEL (Jean) (p. 2101) ; LECANUET (Jean) (p. 2108) ; AUTHIE (Germain) (p. 2123).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : BOUCHENY (Serge) (p. 2106) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2111).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : TOMASINI (René) (p. 2107).

FRANCAIS (langue) : AUTHIE (Germain) (p. 2123) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2127).

FRANCOPHONIE : MACHEFER (Philippe) (p. 2105).

GAZ : LUART (Roland du) (p. 2102) ; TOMASINI (René) (p. 2107) ; LECANUET (Jean) (p. 2109) ; CHEYSSON (Claude) (p. 2114).

GAZ DE FRANCE : LUART (Roland du) (p. 2102).

GRANDE BRETAGNE : LECANUET (Jean) (p. 2108, 2109); CHEYSSON (Claude) (p. 2111).

HAUTE VOLTA : CHAUVIN (Adolphe) (p. 2127); CHEYSSON (Claude) (p. 2128).

INDE : CHEYSSON (Claude) (p. 2113, 2128); MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

INDEPENDANTISME : MACHEFER (Philippe) (p. 2105); GARCIA (Jean) (p. 2126).

IRAN : CHAZELLE (René) (p. 2098).

ISRAEL : MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

ISRAELITES : PONTILLON (Robert) (p. 2122); CHEYSSON (Claude) (p. 2128).

JAPON : MATRAJA (Pierre) (p. 2103, 2104); MACHEFER (Philippe) (p. 2104); CHEYSSON (Claude) (p. 2111); MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

LIBAN : CHEYSSON (Claude) (p. 2113).

LIBERTES : GARCIA (Jean) (p. 2125).

MALOUINES : MONT (Claude) (p. 2100); LECANUET (Jean) (p. 2109); CHEYSSON (Claude) (p. 2111); MADRELLE (Philippe) (p. 2124); GARCIA (Jean) (p. 2125).

MEDECINS SANS FRONTIERES : MONT (Claude) (p. 2100); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2127).

MEXIQUE : MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

MISSILES : CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

MOYEN ORIENT : CHAZELLE (René) (p. 2098); CHEYSSON (Claude) (p. 2113); MADRELLE (Philippe) (p. 2124); GARCIA (Jean) (p. 2125).

OCEANIE : MACHEFER (Philippe) (p. 2104).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) : CHAZELLE (René) (p. 2099); BOUCHENY (Serge) (p. 2105); GARCIA (Jean) (p. 2125).

PACIFIQUE : MACHEFER (Philippe) (p. 2104, 2105); CHEYSSON (Claude) (p. 2111) PACIFISME : BOUCHENY (Serge) (p. 2107).

PARLEMENT (contrôle du) : LUART (Roland du) (p. 2102, 2103); TOMASINI (René) (p. 2107); CHEYSSON (Claude) (p. 2113).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : LUART (Roland du) (p. 2102); TOMASINI (René) (p. 2107); LECANUET (Jean) (p. 2110); CHEYSSON (Claude) (p. 2113, 2128); MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

POLITIQUE DE DEFENSE : LECANUET (Jean) (p. 2110); CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

POLITIQUE DE L'ENERGIE : LUART (Roland du) (p. 2102).

POLITIQUE ETRANGERE : CHAZELLE (René) (p. 2098, 2099); MONT (Claude) (p. 2100, 2101); CLUZEL (Jean) (p. 2101); LUART (Roland du) (p. 2102, 2103); PONTILLON (Robert) (p. 2103); MATRAJA (Pierre) (p. 2103); MACHEFER (Philippe) (p. 2104, 2105); BOUCHENY (Serge) (p. 2105, 2106, 2107); TOMASINI (René) (p. 2107); LECANUET (Jean) (p. 2107, 2108, 2109, 2110); CHEYSSON (Claude) (p. 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2127, 2128); PONTILLON (Robert) (p. 2122); AUTHIE (Germain) (p. 2122, 2123, 2124); MADRELLE (Philippe) (p. 2124, 2125); GARCIA (Jean) (p. 2125, 2126); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2126, 2127).

POLOGNE : MONT (Claude) (p. 2100); PONTILLON (Robert) (p. 2103); LECANUET (Jean) (p. 2108, 2109, 2110); CHEYSSON (Claude) (p. 2112).

POLYNESIE : MACHEFER (Philippe) (p. 2104).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : MADRELLE (Philippe) (p. 2124, 2125).

PROTECTIONNISME : MATRAJA (Pierre) (p. 2104).

RADIODIFFUSION : CLUZEL (Jean) (p. 2102); CHEYSSON (Claude) (p. 2111, 2127); AUTHIE (Germain) (p. 2123).

REFUGIES : CHAZELLE (René) (p. 2099); CHEYSSON (Claude) (p. 2113).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA) : LECANUET (Jean) (p. 2109); CHEYSSON (Claude) (p. 2111); MADRELLE (Philippe) (p. 2124).

SADATE (président) : LECANUET (Jean) (p. 2108).

SALVADOR : MONT (Claude) (p. 2100).

SONATRACH (société) : LUART (Roland du) (p. 2102).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : GARCIA (Jean) (p. 2125).

SYRIE : CHAZELLE (René) (p. 2098).

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME) : CHEYSSON (Claude) (p. 2111).

TRAITES ET CONVENTIONS (accords d'Helsinki) : PONTILLON (Robert) (p. 2103).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : CHEYSSON (Claude) (p. 2113).

TURQUIE : GARCIA (Jean) (p. 2125).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : PONTILLON (Robert) (p. 2103, 2122); MACHEFER (Philippe) (p. 2104); BOUCHENY (Serge) (p. 2106); LECANUET (Jean) (p. 2110); CHAUVIN (Adolphe) (p. 2126); CHEYSSON (Claude) (p. 2128).

UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (UIT) : AUTHIE (Germain) (p. 2123).

VANUATU : MACHEFER (Philippe) (p. 2105).

n° 83 – Médecine scolaire (situation du service social de santé scolaire) – Question de M. René Regnault (9 décembre 1981) (p. 3963). – Discussion (1^{er} juin 1982) (p. 2410, 2411).
Orateurs : MM. René Regnault, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.

EDUCATION NATIONALE (ministère de l') : REGNAULT (René) (p. 2410); SAVARY (Alain) (p. 2410).

MEDECINE SCOLAIRE : REGNAULT (René) (p. 2410); SAVARY (Alain) (p. 2410, 2411).

SANTE SCOLAIRE (Service social) : REGNAULT (René) (p. 2410); SAVARY (Alain) (p. 2411).

n° 84 – Textiles (Restructuration du groupe Boussac-Saint-Frères) – Question de M. Christian Poncelet (18 décembre 1981) (p. 4387). – Discussion (13 avril 1982) (p. 1074, 1083) – Commune avec la discussion des questions n° 90 de M. Pierre Vallon et n° 108 de M. Hector Viron).
Orateurs : MM. Christian Poncelet, Pierre Vallon, Hector Viron, Germain Authié, Maurice Schumann, Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie.

ACCORDS MULTIFIBRES : PONCELET (Christian) (p. 1075); VALLON (Pierre) (p. 1076); VIRON (Hector) (p. 1078); SCHUMANN (Maurice) (p. 1080); DREYFUS (Pierre) (p. 1081).

BOUSSAC SAINT FRERES (BSF société) : PONCELET (Christian) (p. 1074, 1075, 1082, 1083); VIRON (Hector) (p. 1078); DREYFUS (Pierre) (p. 1082, 1083).

CENTRE DE PROMOTION DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT : AUTHIE (Germain) (p. 1080) ; DREYFUS (Pierre) (p. 1081).

COMITE INTERPROFESSIONNEL DE RENOVATION DES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT (CIRITH) : VALLON (Pierre) (p. 1077).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (CEE) (Directives du Conseil) : DREYFUS (Pierre) (p. 1081).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE CEE (Elargissement de la) : PONCELET (Christian) (p. 1075).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : PONCELET (Christian) (p. 1075, 1082) ; VALLON (Pierre) (p. 1076) ; VIRON (Hector) (p. 1078) ; AUTHIE (Germain) (p. 1079) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 1080) ; DREYFUS (Pierre) (p. 1081).

DOUANES : SCHUMANN (Maurice) (p. 1081).

EMPLOI : PONCELET (Christian) (p. 1075) ; VALLON (Pierre) (p. 1077) ; VIRON (Hector) (p. 1078).

ESPAGNE : PONCELET (Christian) (p. 1075).

EXPORTATIONS : VALLON (Pierre) (p. 1077) ; AUTHIE (Germain) (p. 1079) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 1080, 1081).

FORMATION PROFESSIONNELLE : VALLON (Pierre) (p. 1077).

FRAUDES : VIRON (Hector) (p. 1078).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFS AND TRADE (GATT) : SCHUMANN (Maurice) (p. 1081).

HABILLEMENT (industrie) : VALLON (Pierre) (p. 1076, 1077) ; VIRON (Hector) (p. 1078) ; DREYFUS (Pierre) (p. 1081, 1082) ; PONCELET (Christian) (p. 1082, 1083).

IMPORTATIONS : PONCELET (Christian) (p. 1075) ; VALLON (Pierre) (p. 1075, 1076) ; VIRON (Hector) (p. 1078) ; AUTHIE (Germain) (p. 1079, 1080) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 1080, 1081) ; DREYFUS (Pierre) (p. 1081, 1082).

IMPOT SUR LA FORTUNE : VALLON (Pierre) (p. 1077).

INDUSTRIE : VIRON (Hector) (p. 1078).

INTERET (taux d') : AUTHIE (Germain) (p. 1079).

INVESTISSEMENTS : VALLON (Pierre) (p. 1077) ; AUTHIE (Germain) (p. 1080).

LICENCIEMENTS : PONCELET (Christian) (p. 1074, 1082, 1083) ; VIRON (Hector) (p. 1078).

MIDI-PYRENEES : AUTHIE (Germain) (p. 1079, 1080).

NATIONALISATIONS : PONCELET (Christian) (p. 1075).

NORD-PAS-DE-CALAIS : VIRON (Hector) (p. 1078).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI) : AUTHIE (Germain) (p. 1079).

PLAN TEXTILE : VALLON (Pierre) (p. 1075).

TAPIS (industrie) : VIRON (Hector) (p. 1078).

TEXTILE (industrie) : PONCELET (Christian) (p. 1074, 1082, 1083) ; VALLON (Pierre) (p. 1075, 1076, 1077) ; VIRON (Hector) (p. 1077, 1078) ; AUTHIE (Germain) (p. 1079, 1080) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 1080, 1081) ; DREYFUS (Pierre) (p. 1081, 1082, 1083).

TEXTILES : AUTHIE (Germain) (p. 1079).

TIERS MONDE : VALLON (Pierre) (p. 1076) TRAVAIL (durée du) : VALLON (Pierre) (p. 1077) ; AUTHIE (Germain) (p. 1079).

TURQUIE : VALLON (Pierre) (p. 1076) ; DREYFUS (Pierre) (p. 1082, 1083) ; PONCELET (Christian) (p. 1082, 1083).

n° 86 – Politique extérieure (Politique étrangère du Gouvernement) – Question de M. Claude Mont (JO débats 8 janvier 1982) (p. 1). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 87 – Politique extérieure (Relations du Gouvernement avec la principauté d'Andorre) – question de M. Jean Cluzel (20 janvier 1982) (p. 284). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 88 – Hôtels et restaurants (Imposition des hôtels « quatre étoiles et luxe ») – question de M. Pierre Vallon (26 janvier 1982) (p. 352).

n° 89 – Vacances (Etalement des vacances : politique du Gouvernement) – Question de M. Pierre Vallon (26 janvier 1982) (p. 352). – Discussion (23 avril 1982) (p. 1343, 1346 – Commune avec la discussion de la question n° 100 de M. Marc Bœuf).

Orateurs : MM. Pierre Vallon, Marc Bœuf, André Henry, ministre du temps libre.

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE : VALLON (Pierre) (p. 1343).

CHEQUE VACANCES : VALLON (Pierre) (p. 1344) ; HENRY (André) (p. 1345).

COMITES REGIONAUX DE TOURISME : VALLON (Pierre) (p. 1344) ; BŒUF (Marc) (p. 1345) ; HENRY (André) (p. 1345).

CONFEDERATION FRANCAISE DES INDUSTRIES DU TOURISME (COFIT) : HENRY (André) (p. 1341).

CONGES PAYES : VALLON (Pierre) (p. 1343) ; BŒUF (Marc) (p. 1344).

CONTRATS DE SOLIDARITE : HENRY (André) (p. 1346).

ENTREPRISES : VALLON (Pierre) (p. 1344) ; HENRY (André) (p. 1345, 1346).

EMPLOIS (créations d') : HENRY (André) (p. 1345, 1346).

LOISIRS : VALLON (Pierre) (p. 1344).

SPORTS D'HIVER : VALLON (Pierre) (p. 1344).

TOURISME : VALLON (Pierre) (p. 1344) ; BŒUF (Marc) (p. 1345) ; HENRY (André) (p. 1345, 1346).

TOURISME SOCIAL : VALLON (Pierre) (p. 1344).

TRAVAIL (durée du) : VALLON (Pierre) (p. 1343).

VACANCES : VALLON (Pierre) (p. 1343, 1344) ; BŒUF (Marc) (p. 1344, 1345) ; HENRY (André) (p. 1345, 1346).

n° 90 – Textiles (Situation de l'industrie textile) – Question de M. Pierre Vallon (26 janvier 1982) (p. 352). – Discussion (13 avril 1982) (p. 1074, 1083 – Commune avec la discussion de la question n° 84 de M. Christian Poncelet).

n° 91 – Automobiles (Situation de l'industrie automobile) – question de M. Pierre Vallon (26 janvier 1982) (p. 353).

n° 92 – Cadres (Politique gouvernementale à l'égard des cadres) – Question de M. Roger Poudonson (27 janvier 1982) (p. 413). – Discussion (15 juin 1982) (p. 2785, 2795 – Commune avec la discussion de la question n° 130 de M. Hector Viron).

Orateurs : MM. André Bohl, au nom de M. Roger Poudonson, Hector Viron, Pierre Sallenave, Jean Chérioux, Jean Béranger, Pierre Mauroy, Premier ministre.

AUTOMOBILE (industrie) : VIRON (Hector) (p. 2787).

CADRES : BOHL (André) (p. 2785, 2786, 2787); VIRON (Hector) (p. 2787, 2788, 2791); SALLENAVE (Pierre) (p. 2788, 2789); CHERIOUX (Jean) (p. 2789, 2790, 2791); BERANGER (Jean); (p. 2791, 2792); MAUROY (Pierre) (p. 2792, 2793, 2794, 2795).

CHANGE : CHERIOUX (Jean) (p. 2790).

CHIMIE (industrie) : VIRON (Hector) (p. 2788).

CHOMAGE : BOHL (André) (p. 2785); VIRON (Hector) (p. 2787); SALLENAVE (Pierre) (p. 2789); CHERIOUX (Jean) (p. 2789); MAUROY (Pierre) (p. 2792, 2793).

COLLOQUE NATIONAL SUR LA RECHERCHE ET LA TECHNOLOGIE : VIRON (Hector) (p. 2788).

COMITES D'ENTREPRISE : CHERIOUX (Jean) (p. 2790).

COMMERCE EXTERIEUR : BOHL (André) (p. 2786); CHERIOUX (Jean) (p. 2790).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : SALLENAVE (Pierre) (p. 2789).

CONSOMMATION : VIRON (Hector) (p. 2787); MAUROY (Pierre) (p. 2792, 2795).

CONTRATS DE SOLIDARITE : CHERIOUX (Jean) (p. 2789).

CONVENTIONS COLLECTIVES : BOHL (André) (p. 2785); VIRON (Hector) (p. 2787, 2788).

DIPLOMES : VIRON (Hector) (p. 2788).

ELECTRONIQUE (industrie) : VIRON (Hector) (p. 2788).

ENTREPRISES : BOHL (André) (p. 2785); VIRON (Hector) (p. 2787); SALLENAVE (Pierre) (p. 2789); MAUROY (Pierre) (p. 2794, 2795).

ENTREPRISES NATIONALES : VIRON (Hector) (p. 2787); MAUROY (Pierre) (p. 2794).

FORMATION PROFESSIONNELLE : MAUROY (Pierre) (p. 2793).

FRANC (monnaie) : MAUROY (Pierre) (p. 2793, 2794).

GREVES : VIRON (Hector) (p. 2787).

IMPOTS LOCAUX : BOHL (André) (p. 2786).

INFLATION : VIRON (Hector) (p. 2787); MAUROY (Pierre) (p. 2792).

INVESTISSEMENTS : MAUROY (Pierre) (p. 2793, 2795).

LICENCIEMENTS : SALLENAVE (Pierre) (p. 2789); CHERIOUX (Jean) (p. 2790).

LOIS AUROUX (travail) : BOHL (André) (p. 2785); VIRON (Hector) (p. 2787); SALLENAVE (Pierre) (p. 2789).

PARTICIPATION (des travailleurs) : CHERIOUX (Jean) (p. 2791); MAUROY (Pierre) (p. 2793).

POLICE : CHERIOUX (Jean) (p. 2790).

POLITIQUE ECONOMIQUE : BOHL (André) (p. 2785); VIRON (Hector) (p. 2787); CHERIOUX (Jean) (p. 2789, 2790, 2791); MAUROY (Pierre) (p. 2792).

POLITIQUE FINANCIERE : CHERIOUX (Jean) (p. 2790, 2791).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : VIRON (Hector) (p. 2787); BERANGER (Jean) (p. 2792); MAUROY (Pierre) (p. 2793, 2794, 2795).

QUOTIENT FAMILIAL : SALLENAVE (Pierre) (p. 2789).

RETRAITE (âge de la) : CHERIOUX (Jean) (p. 2790); MAUROY (Pierre) (p. 2794).

RETRAITES : BOHL (André) (p. 2785, 2786); VIRON (Hector) (p. 2788); SALLENAVE (Pierre) (p. 2789); BERANGER (Jean) (p. 2791).

SALAIRES : BOHL (André) (p. 2785); VIRON (Hector) (p. 2787, 2788); SALLENAVE (Pierre) (p. 2789); MAUROY (Pierre) (p. 2794) SECURITE SOCIALE : BOHL (André) (p. 2785, 2786); CHERIOUX (Jean) (p. 2790); MAUROY (Pierre) (p. 2794).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : BOHL (André) (p. 2785, 2786); MAUROY (Pierre) (p. 2794).

TRAVAIL (durée du) : MAUROY (Pierre) (p. 2793).

TRAVAILLEURS (droits des) : BOHL (André) (p. 2785, 2786); VIRON (Hector) (p. 2787).

n° 93 – **Défense nationale (Agression contre la France : définition)** – question de M. Jacques Genton (JO Débats du 18 février 1982) (p. 593) – Retirée le 23 septembre 1982 (p. 4168).

n° 94 – **Défense nationale (Perspective d'une défense européenne autonome)** – Question de M. Pierre Jeambrun (JO Débats du 18 février 1982) (p. 593) – Retirée le 1^{er} octobre 1982 (p. 4292).

n° 95 – **Violence (Action d'un commando patronal à Isigny)** – Question de M. Jacques Eberhard (JO Débats du 18 février 1982) (p. 593).

n° 96 – **Espionage (Réforme du SDECE)** – Question de M. Jean Colin (JO Débats du 18 février 1982) (p. 593).

n° 97 – **Chambres de commerce (Projets de réforme des chambres de commerce et d'industrie)** – question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (JO Débats du 25 février 1982) (p. 647). – **Discussion** (13 avril 1982) (p. 1083, 1085).

Orateurs : MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie.

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1083, 1084, 1085); DREYFUS (Pierre) (p. 1084, 1085).

COMITE DIRECTEUR DE L'ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (APCCI) : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1083, 1084).

DIRECTIONS INTERDEPARTEMENTALES DE L'INDUSTRIE (DII) : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1084) DREYFUS (Pierre) (p. 1085).

INDUSTRIE (aide à l') : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1084).

SOUS-TRAITANTS : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 1084, 1085); DREYFUS (Pierre) (p. 1085).

n° 98 – **Police (Réforme de la police nationale)** – Question de M. Pierre Salvi (JO Débats du 11 mars 1982) (p. 717).

n° 99 – **Recherche scientifique (Expérimentation sur les foetus et les embryons humains : aspects scientifiques, moraux et juridiques)** – question de M. Georges Lombard (JO Débats du 11 mars 1982) (p. 717). – **Discussion** (12 octobre 1982) (p. 4465, 4467).

Orateurs : MM. Georges Lombard, Jack Ralite, ministre de la santé.

EMBRYONS HUMAINS (expérimentations) : LOMBARD (Georges) (p. 4465, 4466, 4467); RALITE (Jack) (p. 4466, 4467).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE : RALITE (Jack) (p. 4466).

n° 100 – **Aménagement du temps (étalement des vacances)** – question de M. Marc Boeuf (JO Débats du 11 mars 1982) (p. 717). – **Discussion** (23 avril 1982) (p. 1343, 1346 – Commune avec la discussion de la question n° 89 de M. Pierre Vallon).

n° 101 – Armée (Devenir de l'école de santé de Bordeaux) – question de M. Jean-François Pintat (JO Débats du 11 mars 1982) (p. 717).

n° 102 – Politique culturelle (Déséquilibre culturel entre la province et la région parisienne) – Question de M. Georges Lombard (JO Débats du 18 mars 1982) (p. 773).

n° 103 – Radiodiffusion et télévision (objectivité de l'information télévisée) – question de M. Jacques Mossion (JO Débats du 18 mars 1982) (p. 773).

n° 104 – Coopération (Conseil de coopération : création – question de M. Philippe Machefer (JO Débats du 18 mars 1982) (p. 773).

n° 105 – Presse (Ressources des entreprises de presse) – Question de M. Henri Goetchy (2 avril 1982) (p. 836).

n° 106 – Collectivités locales (Circulaire relative au contrôle de légalité des actes administratifs des autorités communales, départementales et régionales : portée) – question de M. Pierre Schiélé (2 avril 1982) (p. 836). – Discussion (6 mai 1982) (p. 1796, 1806 – Commune avec la discussion des questions n° 109 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 111 de M. Charles Pasqua).

Orateurs : MM. Pierre Schiélé, Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, Gaston Defferre, ministre de l'intérieur ; René Touzet, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Paul Malassagne.

ACTES ADMINISTRATIFS : SCHIELE (Pierre) (p. 1797) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1798) ; DAILLY (Etienne) (p. 1798) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1800, 1802) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1805).

ALSACE-LORRAINE : SCHIELE (Pierre) (p. 1806).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : DEFFERRE (Gaston) (p. 1803).

CIRCULAIRES MINISTERIELLES : SCHIELE (Pierre) (p. 1796) ; DAILLY (Etienne) (p. 1798, 1799, 1801, 1802) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1801, 1802, 1804).

COMMUNES : SCHIELE (Pierre) (p. 1797) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1798) ; DAILLY (Etienne) (p. 1798) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1800).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (consultation) : DAILLY (Etienne) (p. 1801) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1801).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : SCHIELE (Pierre) (p. 1797) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1798) ; DAILLY (Etienne) (p. 1798, 1799, 1802, 1803) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1800, 1803, 1805) ; TOUZET (René) (p. 1803).

CONSTITUTION (art. 72) : DAILLY (Etienne) (p. 1799).

CONTROLE DES ACTES ADMINISTRATIFS : SCHIELE (Pierre) (p. 1797) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1798) ; DAILLY (Etienne) (p. 1798) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1804) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 1806).

DECENTRALISATION : SCHIELE (Pierre) (p. 1796, 1798, 1806) ; JOZEAU-MARIGNE (Léon) (p. 1805).

LOI (domaine de la) : DAILLY (Etienne) (p. 1798, 1802).

ORDONNANCES (législation par) : DAILLY (Etienne) (p. 1802).

PROMULGATION (droit de) : DAILLY (Etienne) (p. 1799).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : TOUZET (René) (p. 1803) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 1803, 1806) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 1806).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : SCHIELE (Pierre) (p. 1797).

n° 107 – Bâtiment (Difficultés rencontrées par les entreprises du bâtiment) – Question de M. Paul Guillard (2 avril 1982) (p. 836) – Retirée (30 juin 1982) (p. 3300).

n° 108 – Textiles (situation de l'industrie textile) – Question de M. Hector Viron (8 avril 1982) (p. 1030). – Discussion (13 avril 1982) (p. 1074, 1083 – Commune avec la discussion de la question n° 84 de M. Christian Poncelet).

n° 109 – Administration (organisation) (Contrôle de légalité des arrêtés des autorités communales, départementales et régionales) – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt (20 avril 1982) (p. 1172). – Discussion (6 mai 1982) (p. 1796, 1806) – Commune avec la question n° 106 de M. Pierre Schiélé).

n° 110 – Taxe professionnelle (Réforme de la taxe professionnelle) – Question de M. Pierre Carous (21 avril 1982) (p. 1222).

n° 111 – Administration (organisation – Contrôle des actes administratifs des collectivités locales : délai) – Question de M. Charles Pasqua (27 avril 1982) (p. 1377). – Discussion (6 mai 1982) (p. 1796, 1806 – Commune avec la discussion de la question n° 106 de M. Pierre Schiélé).

n° 112 – Politique extérieure (session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement) – Question de M. Serge Boucheny (27 avril 1982) (p. 1377). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 113 – Postes (Attribution de la franchise postale aux présidents de conseils généraux) – Question de M. Christian Poncelet (4 mai 1982) (p. 1588). – Discussion (15 juin 1982) (p. 2795, 2797).

Orateurs : MM. Christian Poncelet, Louis Mexandeau, ministre des PTT ; Louis Longequeue.

CONSEILS REGIONAUX : MEXANDEAU (Louis) (p. 2797).

DECENTRALISATION : PONCELET (Christian) (p. 2795, 2796) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 2796).

FRANCHISE POSTALE : PONCELET (Christian) (p. 2795, 2796, 2797) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 2797).

PRESIDENTS DES CONSEILS GENERAUX : PONCELET (Christian) (p. 2795, 2797) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 2796).

PRESIDENTS DES CONSEILS REGIONAUX : LONGEQUEUE (Louis) (p. 2797) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 2797).

n° 114 – Armement (Réduction des armements : initiatives du Gouvernement français) – Question de M. Robert Pontillon (4 mai 1982) (p. 1588). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 115 – Produits agricoles (Exportations de produits agro-alimentaires transformés) – Question de M. Raymond Dumont (4 mai 1982) (p. 1616).

n° 116 – Politique extérieure (Relations de la France avec le Japon à la suite du voyage de M. le Président de la République) – Question de M. Pierre Matraja (6 mai 1982) (p. 1794). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 117 – Politique extérieure (Relations avec le Japon et les problèmes du Pacifique) – question de M. Philippe Machefer (11 mai 1982) (p. 1869). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 118 – Gaz (Ratification des accords sur les livraisons de gaz algérien à la France) – Question de M. Roland du Luart (13 mai 1982) (p. 1985). – Discussion (18 mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 119 – Gaz (contrat d'achat de gaz algérien) – question de M. René Tomasini (14 mai 1982) (p. 2059). – Discussion (18

mai 1982) (p. 2097, 2114 ; 2122, 2128 – Commune avec la discussion de la question n° 79 de M. René Chazelle).

n° 120 – Pétrole (Plan de fermeture d'unités de raffinage) – Question de M. Paul Kauss (18 mai 1982) (p. 2114). – **Discussion** (12 octobre 1982) (p. 4462, 4465).

Orateurs : MM. Paul Kauss, Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie.

ALSACE : KAUSS (Paul) (p. 4463, 4465).

LICENCIEMENTS : HERVE (Edmond) (p. 4463, 4464).

POLITIQUE DE L'ENERGIE : HERVE (Edmond) (p. 4463).

RAFFINERIES : KAUSS (Paul) (p. 4462, 4463, 4464) ; HERVE (Edmond) (p. 4463, 4464).

n° 121 – Transports ferroviaires (Modalités de manutention des marchandises aux gares frontières d'Hendaye et d'Irun) – Question de M. Guy Petit (19 mai 1982) (p. 2179).

n° 122 – Enseignement privé (Enseignement privé : orientation de la politique gouvernementale) – Question de M. Jean Sauvage (25 mai 1982) (p. 2204). – **Discussion** (1^{er} juin 1982) (p. 2402, 2405 – Commune avec la discussion de la question n° 22 de M. Serge Mathieu).

n° 123 – Exploitants agricoles (exploitants agricoles : revenu) – Question de M. Rémi Herment (25 mai 1982) (p. 2204).

n° 124 – Education (éducation : formation initiale des jeunes) – Question de Mme Hélène Luc (25 mai 1982) (p. 2204). – **Discussion** (1^{er} juin 1982) (p. 2411, 2416 – Commune avec la discussion de la question n° 125 de Mme Hélène Luc).

Orateurs : Mme Hélène Luc, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.

AUXILIARIAT (enseignement) : LUC (Hélène) (p. 2413) ; SAVARY (Alain) (p. 2415).

BOURSES D'ETUDES : SAVARY (Alain) (p. 2414).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : LUC (Hélène) (p. 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2414).

ECOLES MATERNELLES : LUC (Hélène) (p. 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2414, 2415).

ENSEIGNANTS : LUC (Hélène) (p. 2411, 2412, 2413) ; SAVARY (Alain) (p. 2413, 2415).

ENSEIGNEMENT (personnel non enseignant) : LUC (Hélène) (p. 2413) ; SAVARY (Alain) (p. 2415, 2416).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : LUC (Hélène) (p. 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2413, 2414).

FORMATION PROFESSIONNELLE : LUC (Hélène) (p. 2411, 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2414).

INSTITUTEURS : LUC (Hélène) (p. 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2415).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : LUC (Hélène) (p. 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2413, 2414).

MANUELS SCOLAIRES : LUC (Hélène) (p. 2412).

PEDAGOGIE : LUC (Hélène) (p. 2411) ; SAVARY (Alain) (p. 2416).

RENTREE SCOLAIRE : LUC (Hélène) (p. 2412) ; SAVARY (Alain) (p. 2414).

SCOLARISATION : LUC (Hélène) (p. 2412).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : SAVARY (Alain) (p. 2415).

n° 125 – Education (prochaine rentrée scolaire : mesures particulières) – Question de Mme Hélène Luc (25 mai 1982) (p. 2204). – **Discussion** (1^{er} juin 1982) (p. 2411, 2416 –

commune avec la discussion de la question n° 124 de Mme Hélène Luc).

n° 126 – Industrie (Situation de l'industrie de la manutention) – Question de M. Louis Boyer (25 mai 1982) (p. 2257). – **Discussion** (12 novembre 1982) (p. 5412, 5413).

Orateurs : MM. Louis Boyer, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie.

COMITE INTERMINISTERIEL DE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5413).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5413).

EMPLOI : BOYER (Louis) (p. 5412).

EXPORTATIONS : BOYER (Louis) (p. 5412).

FENWICK (société) : BOYER (Louis) (p. 5412) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5413).

IMPORTATIONS : BOYER (Louis) (p. 5412, 5413).

INFORMATION : BOYER (Louis) (p. 5412).

INNOVATION : BOYER (Louis) (p. 5412).

INVESTISSEMENTS : BOYER (Louis) (p. 5412).

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (IDI) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5413).

MANUTENTION (industrie) : BOYER (Louis) (p. 5412, 5413) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5412, 5413).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5413).

ROBOTIQUE : BOYER (Louis) (p. 5412).

SAXBY (société) : BOYER (Louis) (p. 5412) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5413).

n° 127 – Textiles (dégradation de la situation dans le secteur du textile et de l'habillement, notamment de l'industrie cotonnière) – question de M. Christian Poncelet (27 mai 1982) (p. 2367).

n° 128 – Artisans (entreprises artisanales : modification des modalités d'attribution de la prime d'incitation à l'embauche) – question de M. Pierre Bastié (27 mai 1982) (p. 2367) – Retiré le 28 septembre 1982 (p. 4176).

n° 129 – Aménagement du territoire (Attribution de la prime d'aménagement du territoire dans la région Nord-Pas-de-Calais) – Question de M. Henri Collette (1^{er} juin 1982) (p. 2402).

n° 130 – Emploi (Politique à l'égard des cadres, ingénieurs et techniciens) – Question de M. Hector Viron (3 juin 1982) (p. 2509). – **Discussion** (15 juin 1982) (p. 2785, 2795 – Commune avec la discussion de la question n° 92 de M. Roger Poudonson).

n° 131 – Urbanisme (mesures à prendre pour pallier les difficultés du secteur du bâtiment et des travaux publics) – Question de M. Robert Laucournet (10 juin 1982) (p. 2698). – **Discussion** (25 juin 1982) (p. 3173, 3183) – Commune avec la discussion des questions n° 132 de M. Jules Faigt et n° 133 de M. Alfred Gérin.

Orateurs : MM. Jules Faigt, Alfred Gérin, Robert Laucournet, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Moutet, Fernand Lefort, Mme Cécile Goldet, M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (APL) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3182) ; QUILLIOT (Roger) (p. 3183).

AUTOROUTES : GERIN (Alfred) (p. 3175).

BATIMENTS (exportations) : GERIN (Alfred) (p. 3176); QUILLIOT (Roger) (p. 3181).

BATIMENTS (industrie du) : FAIGT (Jules) (p. 3173, 3174); GERIN (Alfred) (p. 3174, 3175, 3176); LAUCOURNET (Robert) (p. 3176, 3177); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177, 3182, 3183); MOUTET (Jacques) (p. 3177, 3178); LEFORT (Fernand) (p. 3178); GOLDET (Cécile) (p. 3178); QUILLIOT (Roger) (p. 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183).

CHOMAGE : GERIN (Alfred) (p. 3174, 3176); LAUCOURNET (Robert) (p. 3176); QUILLIOT (Roger) (p. 3178).

COMITES DEPARTEMENTAUX POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES (CODEFI) : QUILLIOT (Roger) (p. 3179).

CONSTRUCTION : FAIGT (Jules) (p. 3174); GERIN (Alfred) (p. 3175); LAUCOURNET (Robert) (p. 3176); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); LEFORT (Fernand) (p. 3178).

ENTREPRISES (aide aux) : LAUCOURNET (Robert) (p. 3176).

ENTREPRISES (charges des) : GERIN (Alfred) (p. 3175); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177).

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS : LEFORT (Fernand) (p. 3178).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX : GERIN (Alfred) (p. 3175); LAUCOURNET (Robert) (p. 3176); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); LEFORT (Fernand) (p. 3178); QUILLIOT (Roger) (p. 3181).

HABITAT (amélioration de l') : LAUCOURNET (Robert) (p. 3176); LEFORT (Fernand) (p. 3178); QUILLIOT (Roger) (p. 3180).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : FAIGT (Jules) (p. 3174); LEFORT (Fernand) (p. 3178).

ILE DE FRANCE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); QUILLIOT (Roger) (p. 3181, 3183).

LANGUEDOC ROUSSILLON : FAIGT (Jules) (p. 3174); QUILLIOT (Roger) (p. 3181).

LICENCIEMENTS : GERIN (Alfred) (p. 3175); MOUTET (Jacques) (p. 3177).

LOGEMENT : LAUCOURNET (Robert) (p. 3176); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); MOUTET (Jacques) (p. 3177, 3182); QUILLIOT (Roger) (p. 3179, 3181).

LOGEMENT (logement social) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); LEFORT (Fernand) (p. 3178); GOLDET (Cécile) (p. 3178); QUILLIOT (Roger) (p. 3179); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3182).

LOIS AUROUX (travail) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); QUILLIOT (Roger) (p. 3179).

LOYERS (blocage) : FAIGT (Jules) (p. 3174).

MARCHES PUBLICS : LAUCOURNET (p. 3176).

PARIS : GOLDET (Cécile) (p. 3178); QUILLIOT (Roger) (p. 3181, 3182); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3182).

PRETS POUR L'ACCESSION A LA PROPRIETE (PAP) : MOUTET (Jacques) (p. 3177); QUILLIOT (Roger) (p. 3180).

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA) : QUILLIOT (Roger) (p. 3180).

PRIMES A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET OCCUPATION SOCIALE (PALULOS) : QUILLIOT (Roger) (p. 3180).

PROPRIETE (accession à la) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177); MOUTET (Jacques) (p. 3177) PYRENEES

ATLANTIQUES : MOUTET (Jacques) (p. 3177); QUILLIOT (Roger) (p. 3181).

REGION PARISIENNE : QUILLIOT (Roger) (p. 3181); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3182).

RESIDENCES SECONDAIRES : QUILLIOT (Roger) (p. 3179).

RHONE (département) : GERIN (Alfred) (p. 3174).

ROUTES : FAIGT (Jules) (p. 3174).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : GERIN (Alfred) (p. 3176).

TAXE PROFESSIONNELLE : QUILLIOT (Roger) (p. 3179).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : GERIN (Alfred) (p. 3175); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177).

TRAVAIL (durée du) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177).

TRAVAUX PUBLICS : FAIGT (Jules) (p. 3173, 3174); GERIN (Alfred) (p. 3174, 3175, 3176); LAUCOURNET (Robert) (p. 3176, 3177); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3177, 3182, 3183); MOUTET (Jacques) (p. 3177, 3178); LEFORT (Fernand) (p. 3178); GOLDET (Cécile) (p. 3178); QUILLIOT (Roger) (p. 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183).

n° 132 - Construction (situation des entreprises du bâtiment et des travaux du Languedoc-Roussillon) - Question de M. Jules Faigt (15 juin 1982) (p. 2776). - Discussion (25 juin 1982) (p. 3173, 3183 - commune avec la discussion de la question n° 131 de M. Robert Laucournet).

n° 133 - Bâtiment (soutien de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics) - Question de M. Alfred Gérin (23 juin 1982) (p. 3030). - Discussion (25 juin 1982) (p. 3173, 3183 - Commune avec la discussion de la question n° 131 de M. Robert Laucournet).

n° 134 - Centrales nucléaires (état d'avancement de la construction de la centrale de Creys-Malville) - Question de M. Jean-François Pintat (30 juin 1982) (p. 3349).

n° 135 - Politique extérieure (Deuxième session spéciale de l'ONU sur le désarmement) - Question de M. Philippe Machefer (19 juillet 1982) (p. 3584).

n° 136 - Conseils généraux (Situation financière du conseil général de l'Essonne) - Question de M. Jean Colin (22 juillet 1982) (p. 3768).

n° 137 - Départements d'outre-mer (DOM) (Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer en matière de progrès économique et social) - Question de M. Adolphe Chauvin (JO Débats du 19 août 1982) (p. 3807).

n° 138 - Jeux et paris (Réformes envisagées en matière d'organisation des courses de chevaux en France) - Question de M. Auguste Chupin (JO Débats du 19 août 1982) (p. 3807).

n° 139 - Prestations familiales (mesures d'économie prises en matière de prestations familiales) - Question de M. André Bohl (JO Débats du 19 août 1982) (p. 3807). - Discussion (8 octobre 1982) (p. 4428, 4432).

Orateurs : M. André Bohl, Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille.

ALLOCATION AU DERNIER ENFANT : DUFOIX (Georgina) (p. 4430).

ALLOCATION LOGEMENT : DUFOIX (Georgina) (p. 4430); BOHL (André) (p. 4432).

ALLOCATION ORPHELIN : DUFOIX (Georgina) (p. 4430).

CRECHES : DUFOIX (Georgina) (p. 4431).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : DUFOIX (Georgina) (p. 4431).

FAMILLES MONOPARENTALES : DUFOIX (Georgina) (p. 4430).

LOGEMENT : DUFOIX (Georgina) (p. 4430, 4431).

LOYERS : BOHL (André) (p. 4430).

MERE DE FAMILLE (statut) : BOHL (André) (p. 4429).

MOSELLE : BOHL (André) (p. 4432).

NATALITE : BOHL (André) (p. 4429) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4432).

POLITIQUE FAMILIALE : BOHL (André) (p. 4429) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4430, 4431, 4432).

PRESTATIONS FAMILIALES : BOHL (André) (p. 4429, 4430, 4432) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4430, 4431, 4432).

RAPPORT OHEIX (contre la précarité de la pauvreté) : BOHL (André) (p. 4429).

n° 140 - Attentats (lutte contre le terrorisme international) - Question de M. Jean Colin (JO Débat du 19 août 1982) (p. 3708).

n° 141 - Textiles (situation de l'industrie textile) - Question de M. Pierre Vallon (28 septembre 1982) (p. 4176). - Discussion (17 décembre 1982) (p. 7054, 7060).

Orateurs MM. Pierre Vallon, Maurice Schumann, Raymond Dumont, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie.

ACCORDS MULTIFIBRES : VALLON (Pierre) (p. 7056) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7057) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

COMITE D'ORIENTATION DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (CODIS) : VALLON (Pierre) (p. 7056) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

COMITE INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DU SOUTIEN DE L'EMPLOI (CIDISE) : VALLON (Pierre) (p. 7056) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

COMITE INTERPROFESSIONNEL DE RENOVATION DES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT (CIRITH) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

COMMISSION D'ENQUETE : SCHUMANN (Maurice) (p. 7056).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : VALLON (Pierre) (p. 7056) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7057) ; DUMONT (Raymond) (p. 7057) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059, 7060).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : VALLON (Pierre) (p. 7055, 7056) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7057) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7058).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : VALLON (Pierre) (p. 7056).

ENTREPRISES (charges des) : VALLON (Pierre) (p. 7055) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

HABILLEMENT : VALLON (Pierre) (p. 7055) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7056) ; DUMONT (Raymond) (p. 7057, 7058).

IMPORTATIONS : VALLON (Pierre) (p. 7055, 7056) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7056, 7057) ; DUMONT (Raymond) (p. 7057).

INNOVATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

INSTITUT TEXTILE DE FRANCE : VALLON (Pierre) (p. 7056).

INVESTISSEMENTS : VALLON (Pierre) (p. 7056) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7056) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

LIN (industrie) : DUMONT (Raymond) (p. 7057).

MATIERES PREMIERES : SCHUMANN (Maurice) (p. 7056).

NORD-PAS-DE-CALAIS : DUMONT (Raymond) (p. 7057, 7058).

PRIX (blocage des) : VALLON (Pierre) (p. 7055) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7056).

PROTECTIONNISME : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7058).

RHONE-ALPES : VALLON (Pierre) (p. 7055).

SOIERIE (industrie) : VALLON (Pierre) (p. 7055).

SOUS-TRAITANCE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7059).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : VALLON (Pierre) (p. 7055) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7056).

TEXTILE (industrie) : VALLON (Pierre) (p. 7055, 7056) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 7056, 7057) ; DUMONT (Raymond) (p. 7057, 7058) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 7058, 7059, 7060).

n° 142 - Cures thermales (Politique dans le domaine du thermalisme) - Question de M. Jean Cluzel (28 septembre 1982) (p. 4176).

n° 143 - Presse (Application des ordonnances de 1944 sur la presse) - Question de M. Henri Caillavet (28 septembre 1982) (p. 4188).

n° 144 - Formation professionnelle (usage insuffisant qui est fait des médias dans la formation des jeunes et des adultes) - Question de M. Adrien Gouteyron (1^{er} octobre 1982) (p. 4292).

n° 145 - Automobiles (situation de l'industrie automobile française) - Question de M. Guy Schmaus (7 octobre 1982) (p. 4389). - Discussion (12 novembre 1982) (p. 5406, 5412).

Orateurs : MM. Guy Schmaus, Daniel Millaud, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie.

AGENCE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AUTOMATISEE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5411).

AUTOMOBILE (industrie) : SCHMAUS (Guy) (p. 5406, 5407, 5408) ; MILLAUD (Daniel) (p. 5408, 5409, 5410) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410, 5411, 5412).

BANQUES : SCHMAUS (Guy) (p. 5407).

CITROEN (société) : SCHMAUS (Guy) (p. 5411) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5411).

COMITES D'ENTREPRISE : SCHMAUS (Guy) (p. 5408).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : SCHMAUS (Guy) (p. 5406) ; MILLAUD (Daniel) (p. 5408).

CONTRATS DE SOLIDARITE : MILLAUD (Daniel) (p. 5409).

ELECTRONIQUE : SCHMAUS (Guy) (p. 5407) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410).

EMPLOI : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5412).

ENTREPRISES (charges des) : SCHMAUS (Guy) (p. 5406, 5409).

EXPORTATIONS : SCHMAUS (Guy) (p. 5407) ; MILLAUD (Daniel) (p. 5408).

FIAT (société) : MILLAUD (Daniel) (p. 5409 ; 5411).

FORMATION CONTINUE : SCHMAUS (Guy) (p. 5408).

GREVES : MILLAUD (Daniel) (p. 5408).

IMPORTATIONS : MILLAUD (Daniel) (p. 5408) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410).

INFLATION : MILLAUD (Daniel) (p. 5409) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410).

INNOVATION : MILLAUD (Daniel) (p. 5410) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410).

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES COMPOSANTS AUTOMOBILES (IDICA) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410, 5411).

INVESTISSEMENTS : SCHMAUS (Guy) (p. 5407) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5410, 5411).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : SCHMAUS (Guy) (p. 5407).

MACHINE OUTIL (industrie) : SCHMAUS (Guy) (p. 5408).

NATIONALISATIONS : SCHMAUS (Guy) (p. 5407).

PEUGEOT (société anonyme PSA) : SCHMAUS (Guy) (p. 5407, 5408, 5410) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5411).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5412).

PRIX (blocage des) : SCHMAUS (Guy) (p. 5406) ; MILLAUD (Daniel) (p. 5408).

RENAULT (Régie) : SCHMAUS (Guy) (p. 5408, 5410) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5411).

ROBOTIQUE : SCHMAUS (Guy) (p. 5407, 5411).

SALAIRES : SCHMAUS (Guy) (p. 5407, 5408).

SOUS-TRAITANCE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 5411).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : MILLAUD (Daniel) (p. 5409).

TRAVAIL (durée du) : MILLAUD (Daniel) (p. 5409).

n° 146 – Logement (crise du secteur locatif) – Question de M. Roland du Luart (12 octobre 1982) (p. 4467).

n° 147 – Fonctionnaires (Réformes administratives concernant la situation des attachés d'administration centrale et des secrétaires adjoints des affaires étrangères) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger (14 octobre 1982) (p. 4557).

n° 148 – Energie nucléaire (Eventuelle réduction des objectifs à atteindre concernant le programme nucléaire) – Question de M. Jean-François Pintat (14 octobre 1982) (p. 4558) – Retirée (19 octobre 1982) (p. 4618).

n° 149 – Electricité (Développement de l'énergie électrique) – Question de M. Jean-François Pintat (19 octobre 1982) (p. 4618).

n° 150 – Enseignement supérieur (Respect de la loi « informatique et libertés » pour le tirage au sort informatique des membres du conseil supérieur provisoire des universités) – Question de M. Henri Caillavet (21 octobre 1982) (p. 4725) – Retrait (17 novembre 1982).

n° 151 – Aménagement du territoire (Fonds d'aménagement urbain : attribution des subventions) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade (15 décembre 1982) (p. 6927).

QUESTION PREALABLE (observations)

Voir TRANSPORTS URBAINS, 1, nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 1, nouvelle lecture, DG

QUOTIENT FAMILIAL

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG

R**RACISME**

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

RADIO ACTIVITE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

RADIODIFFUSION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ;
Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

RADIODIFFUSION TELEVISION

1. - Proposition de loi portant réforme de l'audiovisuel, présentée par M. Jean Cluzel, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 229 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. - Proposition de loi tendant à la création d'une chaîne privée de télévision, présentée par Mme Brigitte Gros, sénateur (12 mai 1982) [n° 328 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. - Rapport d'information fait, au nom de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion-télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974, par M. Félix Ciccolini, président (26 octobre 1982) [n° 65 (82-83)].

Voir aussi AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 50 ; Communication audiovisuelle ; Services du Premier ministre I services généraux-information
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 103, 105
TELEVISION

RADIODIFFUSION-TELEVISION (émissions)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

RADIODIFFUSION-TELEVISION (informations)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

RADIODIFFUSION-TELEVISION (journalistes)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

RADIODIFFUSION-TELEVISION (personnels)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

RADIODIFFUSION-TELEVISION (programmes)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

RADIODIFFUSION-TELEVISION (publicité)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

RADIODIFFUSION-TELEVISION (Radio France)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

RADIODIFFUSION-TELEVISION (Radio France internationale)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ;
Relations extérieures

RADIODIFFUSION-TELEVISION (radios locales privées)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ;
Services du Premier ministre I services généraux-information

RADIODIFFUSION-TELEVISION (retransmission des débats des assemblées)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

RADIODIFFUSION-TELEVISION (société financière de radiodiffusion SOFIRAD)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre
I services généraux-information

RADIODIFFUSION-TELEVISION (société française de production SFP)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

RADIODIFFUSION-TELEVISION (sociétés de programmes)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture

RADIOS LIBRES

Voir RADIODIFFUSION-TELEVISION (RADIOS LOCALES PRIVEES)

RADIOS LOCALES PRIVEES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
RADIODIFFUSION-TELEVISION (RADIOS LOCALES PRIVEES)

RAFFINERIES (hydrocarbures)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 120, DG

RAPATRIES

1. - Proposition de loi relative à la réparation des dommages subis par les personnes physiques et morales françaises dépossédées de biens sis dans les territoires d'outre-mer ayant relevé de la souveraineté, du protectorat ou de la tutelle de la France, présentée par M. Jean Francou, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 décembre 1982) [n° 123 (82-83)] - Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi AFRIQUE DU NORD, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I
charges communes
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

RAPATRIES (aide aux)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges
communes

RAPATRIES (indemnisation des)

Voir AFRIQUE DU NORD, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges
communes
TRAITES ET CONVENTIONS, 19, DG
RAPPELS AU REGLEMENT

1. – De M. Adolphe Chauvin : interprétation de l'article 53 de la Constitution concernant la ratification des traités ou accords engageant les finances de l'Etat, examen par le Parlement de l'accord signé entre EDF et l'organisme soviétique Soyouzgaz (26 janvier 1982) (p. 351, 352) – MM. Adolphe Chauvin, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.

2. – De M. Michel Dreyfus-Schmidt : circulaires adressées par le ministre de la justice aux parquets pour spécifier la manière dont les lois doivent être appliquées (27 avril 1982) (p. 1393) – MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice président du Sénat, président de séance.

3. – De M. Robert Schwint : demande de scrutin public quand le vote à main levée est déjà engagé (28 avril 1982) (p. 1470) – MM. Robert Schwint, Etienne Dailly, vice président du Sénat, président de séance.

4. – De M. Adolphe Chauvin : en application de l'art. 16, paragraphe 2 du règlement du Sénat, demande la création d'une commission spéciale pour examiner le projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (Projet de loi Auroux) (27 mai 1982) (p. 2297) – MM. Adolphe Chauvin, Robert Laucournet, vice président du Sénat, président de séance.

5. – De M. Robert Schwint : création de commissions spéciales sur les projets de loi relatifs aux droits des travailleurs (Projet de loi Auroux) et évocation en conférence des présidents (9 juin 1982) (p. 2651) – MM. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Robert Laucournet, vice président du Sénat, président de séance.

6. – De M. Adolphe Chauvin : dispositions de l'art. 49 du règlement du Sénat et faculté pour le Gouvernement de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale – (15 juin 1982) (p. 2785 et 2792) – MM. Adolphe Chauvin, Pierre Mauroy, Premier ministre ; André Méric, Maurice Schumann, vice président du Sénat, président de séance.

7. – De M. Dominique Pado : rectification d'une erreur faite dans une intervention précédente sur l'indemnité de licenciement d'un journaliste de TF1 (15 juin 1982) (p. 2803) – M. Dominique Pado.

8. – De M. Christian de La Malène : statut de Paris et substitution de vingt municipalités d'arrondissement (30 juin 1982) (p. 3334) – MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, Robert Schwint.

9. – De M. Adolphe Chauvin : communication du conseil des ministres quant à l'élaboration d'un projet de loi relatif aux départements d'outre-mer (7 juillet 1982) (p. 3464) – MM. Adolphe Chauvin, Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire ; Robert Schwint.

10. – De M. Guy Petit : remise en cause de la nécessité d'une session extraordinaire du Parlement durant la seconde quinzaine du mois de juillet (8 juillet 1982) (p. 3484) – MM.

Guy Petit, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

11. – De M. Louis Perrein : art. 43 du règlement : renvoi en commission en raison de l'incohérence du débat ; rapporteur favorable à la réforme des transports de la région parisienne et refusant la discussion sur cette réforme (22 juillet 1982) (p. 3770, 3771) – MM. Louis Perrein, Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance.

12. – De M. Pierre Schiélé : exercice des prérogatives du Parlement – Délai de réponse des ministres aux questions écrites de sénateurs – Exercice du pouvoir législatif et délais d'application des lois – Application des textes législatifs par voie de circulaire avant même que le Parlement ne se soit prononcé – (5 octobre 1982) (p. 4341) – M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.

13. – De M. Adolphe Chauvin : respect du temps de parole par les intervenants et interrogation sur l'heure du vote du budget (11 décembre 1982) (p. 6666) – MM. Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

14. – De M. Pierre Noé : nombre de scrutins publics ; débat parlementaire et « parodie de démocratie » (14 décembre 1982) (p. 6840).

15. – De M. Adolphe Chauvin : conditions de déroulement du débat parlementaire et danger pour l'institution parlementaire, nécessité de prendre des mesures concrètes (14 décembre 1982) (p. 6840).

16. – De M. Jacques Habert : réfute les propos de M. Pierre Noé relatifs à la parodie de démocratie au sein de cette assemblée – Conditions de travail – Importance du nombre de débats – Pratique de la démocratie en toute honnêteté et en toute conscience (14 décembre 1982) (p. 6840).

17. – De M. Raymond Dumont : fréquentes demandes de scrutins publics par la majorité sénatoriale (14 décembre 1982) (p. 6841).

18. – De M. Adolphe Chauvin : annonce de l'arrestation en Pologne de Lech Walesa ; la solidarité avec le peuple polonais, demande de suspension de séance de quelques minutes MM. Adolphe Chauvin, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, Raymond Dumont ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, interviendra dès son arrivée ; arrestations des dirigeants du parti communiste au Brésil, (6 décembre 1982) (p. 6968).

19. – De M. Jacques Descours Desacres : organisation des travaux des commissions mixtes paritaires et souhait de l'établissement conjointement par l'Assemblée nationale et par le Sénat d'un règlement les concernant (20 décembre 1982) (p. 7146).

RAPPORT AUROUX (travail)

Voir TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

RAPPORT BREDIN (audiovisuel)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

RAPPORT LAVIGNE (sport)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

RAPPORT LEGRAND (enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

RAPPORT MOINOT (audiovisuel)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

RAPPORT OHEIX (contre la précarité et la pauvreté)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 139, DG

RAPPORT PICARD (fonctionnaires techniques de la défense)

Voir EXAMEN ET CONCOURS, 3, DG

RAPPORT ROUX-SELIGMANN (médecine)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

RAPPORT SUDREAU (entreprises)

Voir TRAVAIL, 1, DG

RECENSEMENTVoir ELECTIONS, 8, DG
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances II services économiques et financiers**RECHERCHE**Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Mer ; Défense et service des essences (budget annexe) ; Agriculture ; Postes et télécommunications ; Culture ; Education nationale ; Commerce extérieur ; Environnement ; Plan et aménagement du territoire ; Relations extérieures ; Départements et territoires d'outre-mer ; Recherche et industrie ; Consommation
PARLEMENT, 3, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG**RECHERCHE AGRICOLE**

Voir AGRICULTURE, 2, DG

RECHERCHE AGRONOMIQUE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 32, DG

RECHERCHE ET INDUSTRIE (ministère)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

RECHERCHE FONDAMENTALEVoir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Recherche et industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG**RECHERCHE MEDICALE**Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 99**RECHERCHE MILITAIRE**

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

RECHERCHE NUCLEAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

RECHERCHE PTT

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE1. - **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jean Pierre Chevènement, ministre de la recherche (6 avril 1982) [n° 242 (81-82)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean-Marie Rausch (11 mai 1982) [n° 325 (81-82)] - Discussion (13 mai 1982) (p. 1987, 2026) ; (14 mai 1982) (p. 2036, 2051) ; (19 mai 1982) (p. 2139, 2157) - Adoption (19 mai 1982) [n° 88].NOUVEL INTITULE « **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique** ».TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1982) [n° 893] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Philippe Bassinet (16 juin 1982) [n° 953] - Discussion (21, 22 et 23 juin 1982) - Adoption (23 juin 1982) [n° 177] NOUVEL INTITULE : **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France**.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 juin 1982) [n° 422 (81-82)] - Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Bassinet (24 juin 1982) [n° 969].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Marie Rausch (24 juin 1982) [n° 424 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (24 juin 1982) [n° 971] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Philippe Bassinet (24 juin 1982) [n° 973] - Discussion (28 juin 1982) - Adoption (28 juin 1982) [n° 190].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1982) [n° 437 (81-82)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean-Marie Rausch (29 juin 1982) [n° 439 (81-82)] - Discussion (30 juin 1982) (p. 3303, 3314) - Adoption (30 juin 1982) [n° 129] NOUVEL INTITULE : **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique**.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (30 juin 1982) [n° 988] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Philippe Bassinet (30 juin 1982) [n° 989] - Discussion (30 juin 1982) - Adoption (30 juin 1982) [n° 196].

PROMULGATION : Loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 (J.O. Lois et Décrets 15 juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1987, 2026) ; (14 mai 1982) (p. 2036, 2051) ; (19 mai 1982) (p. 2139, 2157).

I. DISCUSSION GENERALE (13 mai 1982) (p. 1987, 2016) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche ; Georges Beauchamp, rapporteur du Conseil économique et social ; Jacques Valade, président de la commission spéciale ; Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission spéciale ; Pierre Noé, Jean Béranger, Michel Maurice-Bokanowski, Mme Danielle Bidard, MM. Marc Bœuf, Pierre Lacour, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Habert.*

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (ANVAR) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1989) ; NCE (Pierre) (p. 1999) ; LACOUR (Pierre) (p. 2008).

ARCHEOLOGIE : BŒUF (Marc) (p. 2007) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2014).

CENTRE D'ETUDES DES SYSTEMES ET TECHNOLOGIES AVANCES : NCE (Pierre) (p. 2000).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1991) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (SNES) : NCE (Pierre) (p. 1999).

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCEANS (CNEXO) : NCE (Pierre) (p. 1999).

CHERCHEURS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1990, 1991, 1992, 2011, 2015) ; BEAUCHAMP (Georges) (p. 1993) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1996, 1998, 1999) ; NCE (Pierre) (p. 1999, 2001) ; BERANGER (Jean) (p. 2002) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2005) ; BIDARD (Danielle) (p. 2005, 2006, 2007) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2010) ; HABERT (Jacques) (p. 2010).

COLLOQUE NATIONAL SUR LA RECHERCHE ET LA TECHNOLOGIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1988) ; VALADE (Jacques) (p. 1993) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997) ; NCE (Pierre) (p. 1999) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2003) ; BIDARD (Danielle) (p. 2006) ; HABERT (Jacques) (p. 2010).

COMITES D'ENTREPRISES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2014).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1987).

COOPERATION INTERNATIONALE : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1996) ; NCE (Pierre) (p. 2000) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2005) ; BIDARD (Danielle) (p. 2005, 2007) ; LACOUR (Pierre) (p. 2009) ; HABERT (Jacques) (p. 2010) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2013, 2015).

DECENTRALISATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1990) ; BEAUCHAMP (Georges) (p. 1993) ; NCE (Pierre) (p. 2000) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2004) ; LACOUR (Pierre) (p. 2008).

EDITION SCIENTIFIQUE : BERANGER (Jean) (p. 2003) ; HABERT (Jacques) (p. 2011) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2013).

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1998).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1990) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1996) ; NCE (Pierre) (p. 2001) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2010) ; HABERT (Jacques) (p. 2010).

ENTREPRISES : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1996) ; BIDARD (Danielle) (p. 2006) ; LACOUR (Pierre) (p. 2008) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2012).

ENTREPRISES NATIONALES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1989, 2012) ; LACOUR (Pierre) (p. 2008).

ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1991, 2012) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997) ; NCE (Pierre) (p. 2000) ; BERANGER (Jean) (p. 2003) ; BIDARD (Danielle) (p. 2007).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : BIDARD (Danielle) (p. 2007).

FONCTION PUBLIQUE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1992) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1998).

FORMATION PROFESSIONNELLE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2010).

FRANCAIS (langue) : BEAUCHAMP (Georges) (p. 1993) ; BERANGER (Jean) (p. 2003) ; BIDARD (Danielle) (p. 2007) ; HABERT (Jacques) (p. 2010) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2013) GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE (GIE) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC (GIP) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1992, 2014) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1998) ; NCE (Pierre) (p. 2000) ; BERANGER (Jean) (p. 2003) ; BIDARD (Danielle) (p. 2007) ; LACOUR (Pierre) (p. 2008).

INFORMATIQUE : HABERT (Jacques) (p. 2010).

INNOVATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1989) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2003, 2004) ; LACOUR (Pierre) (p. 2009).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRIA) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE (INRIA) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1991) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PECHEES MARITIMES (ISTPM) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

LABORATOIRES : BIDARD (Danielle) (p. 2005).

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (ORSTOM) : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1992) ; BEAUCHAMP (Georges) (p. 1993) ; NCE (Pierre) (p. 2000) ; BIDARD (Danielle) (p. 2007) ; LACOUR (Pierre) (p. 2009).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1987, 1988).

RECHERCHE FONDAMENTALE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1988, 1990, 2013, 2015) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1996) ; NCE (Pierre) (p. 2000) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2005) ; BIDARD (Danielle) (p. 2007) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2009) ; HABERT (Jacques) (p. 2010).

RECHERCHE MILITAIRE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1989).

RECHERCHE (PTT) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1989).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015) ; BEAUCHAMP (Georges) (p. 1992) ; VALADE (Jacques) (p. 1993) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999) ; NCE (Pierre) (p. 1999, 2000, 2001, 2002) ; BERANGER (Jean) (p. 2002, 2003) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2003, 2004, 2005) ; BIDARD (Danielle) (p. 2005, 2006, 2007) ; BŒUF (Marc) (p. 2007, 2008) ; LACOUR (Pierre) (p. 2008, 2009) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2009, 2010) ; HABERT (Jacques) (p. 2010, 2011).

RECHERCHE UNIVERSITAIRE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1989).

REGIONALISATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 1990, 2012, 2013) ; BEAUCHAMP (Georges) (p. 1993) ; RAUSCH (Jean-Marie) (p. 1997) ; BERANGER (Jean)

(p. 2003) ; BIDARD (Danielle) (p. 2006) ; LACOUR (Pierre) (p. 2009) ; HABERT (Jacques) (p. 2010).

UNIVERSITES : BERANGER (Jean) (p. 2003) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 2004) ; BIDARD (Danielle) (p. 2005) ; HABERT (Jacques) (p. 2010) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2014).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (13 mai 1982) (p. 2016, 2026) ; (14 mai 1982) (p. 2036, 2051) ; (19 mai 1982) (p. 2139, 2157) : MM. Jean-Marie Rausch, rapporteur ; Jean-Pierre Chevènement, ministre ; Jacques Habert, Pierre Noé, Mme Danielle Bidard, MM. Pierre Lacour, Félix Ciccolini, Michel Darras, Adolphe Chauvin, Jacques Valade, président de la commission spéciale ; Raymond Dumont – Jacques Descours Desacres, Jean Béranger, Paul Girod – Pierre-Christian Taittinger, Bernard Parmantier.

Intitulé du titre I^{er} (p. 2016).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : modification d'intitulé : « Titre I. – Dispositions générales » (p. 2152 ; précédemment réservé p. 2016).

– L'intitulé du Titre I^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2152).

Avant l'art. 1^{er} (p. 2016).

Adopté : amendement n° 2 (division additionnelle) de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : insertion d'une division nouvelle « Objectifs globaux de la politique de recherche et de développement technologique », regroupant les art. 1^{er} à 10 du projet de loi (p. 2152 ; précédemment réservé p. 2016).

– Une division nouvelle est insérée dans le projet de loi (p. 2152).

Art. 1^{er} (*Caractère de priorité nationale conféré à la recherche scientifique et au développement technologique*) – Adopté (p. 2016).

Art. 2 (*Equilibres financiers*) (p. 2017).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : moyens d'action et précision des contraintes financières nécessaires à l'exécution du projet de loi (p. 2018).

Devient sans objet : amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre : réexamen annuel par le Parlement des conditions de réalisation de l'effort national de recherche (p. 2018).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2018).

Art. 3 (*Présentation du budget civil de recherche et de développement technologique*) (p. 2018).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : approbation par le Parlement des programmes mobilisateurs (p. 2019) – Amendement n° 5 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : 1^o modifications d'ordre rédactionnel ; 2^o précisions en ce qui concerne les crédits consacrés aux recherches fondamentales (p. 2019).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2019).

Art. 4 (*Contrôle par le Parlement*) (p. 2019).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : précisions relatives aux conditions de contrôle de l'effort national de recherche par le Parlement (p. 2021).

Deviennent sans objet : amendement n° 42 de Mme Danielle Bidard : priorité nationale conférée à la recherche (p. 2021) – Amendement n° 43 de Mme Danielle Bidard : orientations de la présente loi applicables au-delà de 1985 (p. 2021) – Amendement n° 40 de M. Pierre Lacour : maintien de l'équilibre entre les quatre rubriques du budget civil de recherche (p. 2021).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2021).

Après l'art. 4 (p. 2021).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Rausch : approbation des programmes mobilisateurs (p. 2021).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2021).

Intitulé du Titre II (p. 2021).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 2152 ; précédemment réservé p. 2021).

– La division Titre II et son intitulé sont supprimés (p. 2152).

Intitulé Chapitre 1^{er} (p. 2022).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 2152 ; précédemment réservé p. 2022).

– La division Chapitre 1^{er} et son intitulé sont supprimés (p. 2152).

Après l'art. 4 (p. 2022).

Adopté : amendement n° 10 (chapitre additionnel) de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : insertion d'un intitulé additionnel de chapitre : « Orientations de la recherche et du développement technologique » (p. 2152 ; précédemment réservé p. 2022).

– Un intitulé de chapitre est inséré dans le projet de loi (p. 2152).

Intitulé Section première (p. 2022).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 2043 ; précédemment réservé p. 2022).

– La division Section première et son intitulé sont supprimés (p. 2043).

Art. 5 (*Objectifs de la politique nationale de recherche*) (p. 2022).

Adopté : amendement rédactionnel n° 12 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur (p. 2022).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2022).

Art. 6 (*Formation aux problèmes scientifiques et techniques*) (p. 2022).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 13 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur (p. 2023) ; sous-amendement n° 66 de M. Michel Darras : participation du service public radio et télévision à l'effort de développement et de diffusion de la culture scientifique et technique (p. 2023).

Devient sans objet : amendement n° 44 de Mme Danielle Bidard : participation du service public radio et télévision à l'effort de développement et de diffusion de la culture scientifique et technique (p. 2023).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2023).

Art. 7 (*Politique de coopération internationale*) (p. 2023).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : élargissement de la coopération scientifique et technique à tous les partenaires de la France notamment à ceux de la Communauté européenne (p. 2025) ; sous-amendement n° 67 de M. Michel Darras : substitution de la notion d'Europe à celle de communauté européenne (p. 2025).

Devient sans objet : amendement n° 45 de Mme Danielle Bidard : élargissement de la coopération scientifique et technologique à tous les partenaires de la France (p. 2025).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2025).

Après l'art. 7 (p. 2025).

Adoptée : première partie de l'amendement n° 47 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard : création d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie (p. 2026).

Rejeté : amendement n° 46 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard : consultation des comités d'entreprises sur la politique de recherche de l'entreprise (p. 2026).

Retirée : seconde partie de l'amendement n° 47 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard : composition du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (p. 2026).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2026).

Avant l'art. 8 (p. 2036).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de la division (Section II) et de son intitulé relatif à la politique régionale en matière de recherche (p. 2039 ; scrutin public n° 102 ; liste des votants p. 2079, 2080).

– La division et son intitulé sont supprimés (p. 2039).

Art. 8 (*Rôle des régions dans la politique de la recherche*) (p. 2039).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'association de la région à l'élaboration de la politique nationale de recherche et de la technologie (p. 2040).

– L'art. 8 est supprimé (p. 2040).

Art. 9 (*Moyens juridiques de la régionalisation de la recherche*) (p. 2040).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article définissant les moyens juridiques de la régionalisation de la recherche, et le champ d'application des conventions que les régions pourront passer avec divers intervenants : Etat, organismes de recherche, entreprises (p. 2041).

– L'art. 9 est supprimé (p. 2041).

Art. 10 (*Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique*) (p. 2041).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création d'un comité consultatif régional de recherche et de développement technologique, placé auprès du conseil régional (p. 2042).

Retirés : amendement n° 48 de Mme Danielle Bidard : composition du comité consultatif régional de recherche et de développement technologique (p. 2041) – Amendement n° 49 de Mme Danielle Bidard : fixation des modalités d'application par décret en Conseil d'Etat après consultation des organisations concernées (p. 2041).

– L'art. 10 est supprimé (p. 2042).

Après l'art. 10 (p. 2043).

Adoptés : amendement n° 19 (Titre additionnel) de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : regroupement dans un même titre de l'ensemble des dispositions concernant les institutions (p. 2043).

– Un titre additionnel III est inséré dans le projet de loi (p. 2043).

Avant la section première (p. 2043).

Adopté : amendement n° 20 (chapitre additionnel) de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : insertion d'une nouvelle division regroupant les art. 11 à 16 relatifs aux établissements publics (p. 2043).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 2043).

Avant l'art. 11 (p. 2043).

Adopté : amendement n° 21 (Intitulé de la Section Ière) de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : limitation de la section première aux seules missions des établissements nationaux (p. 2043).

– L'intitulé de la section première, ainsi modifiée est adopté (p. 2043).

Art. 11 (*Missions des établissements publics nationaux de recherche*) (p. 2043).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : définition des établissements publics nationaux de recherche et retrait pour ces établissements de l'exclusivité de la formation (p. 2044).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2044).

Avant l'art. 12 (p. 2044).

Adopté : amendement n° 23 (section additionnelle) de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : regroupement des art. 12, 13, 14, 15 et 16 sous une section première bis intitulée « régime juridique des établissements publics à caractère scientifique et technologique » (p. 2044).

– Une section additionnelle première bis est insérée dans le projet de loi (p. 2044).

Art. 12 (*Principe de la création de la nouvelle catégorie des établissements publics à caractère scientifique et technologique et administration de ces établissements*) (p. 2044).

Adoptés : amendement n° 24 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : 1° création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics à caractère scientifique et technologique ; 2° définition des règles relatives à ces établissements ; organes compétents, attributions respectives, catégories représentées au sein de ces organes, règle de la proportionnalité ; dissociation des fonctions de direction et de responsabilité du grade (p. 2046) ; première partie du sous-amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre : 1° modification du premier alinéa et exclusion des établissements publics industriels et commerciaux du champ d'application de la loi (p. 2046).

Rejetée : seconde partie du sous-amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre : 2° suppression des autres alinéas relatifs à la définition des règles concernant les établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 2046).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2046).

Art. 13 (*Administration des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 2046).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'administration des établissements à caractère scientifique et technologique (p. 2046).

– L'art. 13 est supprimé (p. 2046).

Art. 14 (*Régime financier et comptable des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 2046).

Adopté : amendement n° 26 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : précisions relatives au régime financier et comptable des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; présentation du budget des établissements selon une nomenclature par nature et par objectifs ; gestion possible des moyens par les unités de recherche des établissements tout en distinguant les dépenses de fonctionnement et d'équipement ; modalités d'application définies par décret en Conseil d'Etat (p. 2047).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2047).

Art. 15 (*Régime juridique des opérations de valorisation effectuées par des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 2047).

Adopté : amendement n° 27 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique de la référence relative à la participation à des groupements (p. 2048).

Retiré : amendement n° 41 de M. Pierre Lacour : prise des autorisations de participation ou de constitution de filiales

après avis de représentants qualifiés de la profession concernée (p. 2048).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2048).

Art. 16 (*Modalités de mise en œuvre de la nouvelle catégorie d'établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 2048).

Adopté : amendement n° 28 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif aux modalités de création et aux règles de fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 2048).

– L'art. 28 est supprimé (p. 2048).

Avant l'art. 17 (p. 2048).

Adopté : amendement de forme n° 29 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur (p. 2048).

– La division Section 2 est remplacée par la division Chapitre II (p. 2048).

Art. 17 (*Groupements d'intérêt public*) (p. 2048).

Adopté : amendement n° 30 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : conditions et règles de création, d'organisation et de fonctionnement des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière, précisées par une prochaine loi ; suppression des 2°, 3° et 4° alinéas relatifs aux conditions et règles de création et de fonctionnement des groupements d'intérêt public (p. 2051 ; scrutin public n° 103 ; liste des votants p. 2080, 2081).

Retiré : amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre : constitution des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière en un ou plusieurs établissements publics ayant une activité de recherche, ou de développement technologique, entre ceux-ci et une ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé (p. 2049).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2051).

Avant l'art. 18 (p. 2139, 2143) Observations sur une déclaration du ministre de la recherche relative aux votes émis par le Sénat, sur le droit d'amendement du Parlement, sur les faiblesses et les buts de la loi d'orientation et de programmation de la recherche, sur la régionalisation, les établissements publics à caractère scientifique et technique, les groupements d'intérêt public.

Art. 18 (*Apprentissage des méthodes de la recherche*) (p. 2142).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : 1° suppression de l'affirmation selon laquelle la formation à la recherche et par la recherche intéresse non seulement les travailleurs scientifiques, mais la société toute entière ; 2° précision en ce qui concerne les responsabilités du ministre de l'éducation nationale en matière de diplômes (p. 2143) ; sous-amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre : formation à la recherche intéressant, outre les travailleurs scientifiques, la société toute entière (p. 2143).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2143).

Art. 19 (*Aides individuelles à la recherche*) (p. 2143).

Adopté : amendement n° 32 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : 1° modification rédactionnelle ; 2° suppression de la référence à l'ordonnance n° 82-130 du 5 février 1982 non encore ratifiée par le parlement (p. 2145).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2145).

Art. 20 (*Les métiers de la recherche*) (p. 2145).

Adopté : amendement n° 33 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : conservation des connaissances relevant du ministère de la recherche (p. 2146).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2146).

Art. 21 (*Garanties accordées aux personnels de la recherche*) (p. 2146).

Adopté : amendement n° 34 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : statuts des personnels des établissements publics de recherche favorisant la mobilité de ces personnels (p. 2146).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2146).

Art. 22 (*Statuts des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologiques*) (p. 2146).

Adopté : amendement n° 35 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : éventuelle titularisation des personnels de la recherche ; suppression de la liste des dérogations accordées à certaines catégories de personnels de recherche (p. 2147).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2147).

Art. 23 (*Conventions collectives concernant les travailleurs scientifiques des entreprises*) (p. 2147).

Adopté : amendement n° 36 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article (p. 2149).

Retiré : amendement rédactionnel n° 51 de Mme Danielle Bidard (p. 2148).

– L'art. 23 est supprimé (p. 2149).

Art. 24 (*Régimes de retraite des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 2149).

Adopté : amendement n° 37 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : extension à l'ensemble du personnel de la recherche, des possibilités de validation des services accomplis dans les secteurs public ou privé ; harmonisation des avantages de la retraite pour les chercheurs du secteur public, fonctionnaires ou non (p. 2149).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2147).

Art. 25 (*Rapport annexé au projet de loi*) (p. 2149).

Adopté : amendement n° 38 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article (p. 2151 ; scrutin public n° 105 ; liste des votants p. 2195, 2196).

– L'art. 25 est supprimé (p. 2151).

Intitulé du projet de loi.

Adopté : amendement n° 39 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : dans cet intitulé, suppression de la notion de programmation (p. 2153 ; scrutin public n° 106 ; liste des votants p. 2196, 2197).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2153).

Explications de vote :

MM. Pierre Lacour (p. 2153), Adrien Gouteyron (p. 2153, 2154), Pierre Noé (p. 2154), Mme Danielle Bidard (p. 2154, 2155), MM. Stéphane Bonduel (p. 2155), André Méric (p. 2155), François Collet (p. 2155), Dominique Pado (p. 2155, 2156), Jean-Marie Rausch, rapporteur (p. 2156, 2157), Jacques Descours-Desacres (p. 2157).

Intervention de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre (p. 2156).

Scrutin public (p. 2157 ; n° 107 ; liste des votants p. 2197, 2198).

Adoption (19 mai 1982) (p. 2157).

Discussion (nouvelle lecture)

(30 juin 1982) (p. 3303, 3314).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3303, 3304) MM. Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission spéciale ; Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche ; Pierre Noé.

CHERCHEURS : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 3303).

ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 3303).

PLAN INTERIMAIRE : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 3303).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : RAUSCH (Jean-Marie) (p. 3303); CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 3303, 3304); NOE (Pierre) (p. 3304).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3304, 3314) *MM. Jean-Marie Rausch, rapporteur; Jean-Pierre Chevènement, ministre.*

TITRE 1^{er}

Programmation des moyens de la recherche publique et des actions de développement technologique

Intitulé (p. 3304).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : intitulé : « titre I – dispositions générales » (p. 3304).

– L'intitulé du titre 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3304).

CHAPITRE I^{er}

Division et Intitulé (supprimés par l'Assemblée générale) (p. 3304).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : rétablir la division en chapitres avec l'intitulé suivant : chapitre I : « objectifs globaux de la politique de recherche et de développement technologique » (p. 3304).

– La division, et son intitulé ainsi rédigé, sont rétablis (p. 3304).

Art. 2 (p. 3304).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : moyens d'action et précision des contraintes financières nécessaires à l'exécution du projet de loi (p. 3305).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3305).

Art. 3 (p. 3305).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : budget civil de recherche et de développement technologique et mise en oeuvre de programmes mobilisateurs pluriannuels proposés par le Gouvernement et approuvés par le Parlement (p. 3305).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3305).

Art. 4 (p. 3305).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : conditions de contrôle de l'effort national de recherche par le Parlement (p. 3306).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3306).

Art. 4 bis (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3306).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Marie Rausch : rétablissement de l'article 4 bis relatif à l'approbation des programmes mobilisateurs (p. 3306).

– L'art. 4 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 3306).

TITRE II

Orientation de la recherche et du développement technologique

Division et Intitulé (p. 3306).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 3306).

– La division du titre II et son intitulé sont supprimés (p. 3306).

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Division et Intitulé (p. 3306).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 3306).

– La division du chapitre premier du titre II et son intitulé sont supprimés (p. 3306).

CHAPITRE I^{er} bis

(Supprimé par l'Assemblée nationale)

Division et Intitulé (p. 3306).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : rétablissement de la division et de l'intitulé suivant : « chapitre 1^{er} bis – Orientations de la recherche et du développement technologique » (p. 3306).

– La division du chapitre I^{er} bis, et son intitulé ainsi rédigé, sont rétablis (p. 3306).

SECTION PREMIERE. – La politique nationale

Division et intitulé (p. 3306).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 3308 ; précédemment réservé p. 3306).

– La division de la section première et son intitulé sont supprimés (p. 3308).

Art. 5 – Adopté (p. 3306).

Art. 5 bis (p. 3306).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif aux procédures d'appréciation de la qualité de la recherche portant sur les personnels, les équipes, les programmes et les résultats (p. 3307).

– L'art. 5 bis est supprimé (p. 3307).

Art. 6 (p. 3307).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : participation du service public de la radiodiffusion et de la télévision à l'effort de développement et de diffusion de la culture scientifique et technique (p. 3307).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3307).

Art. 6 bis (p. 3307).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif au développement de la recherche fondamentale couvrant tout le champ des connaissances et le cas particulier des sciences humaines et sociales (p. 3307).

– L'art. 6 bis est supprimé (p. 3307).

Art. 7 – Adopté (p. 3307).

Art. 7 bis (p. 3307).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives aux procédures de choix en matière de programmation et d'orientation des actions de recherche (p. 3307).

– L'art. 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3307).

SECTION II. – Les politiques régionales

Division et Intitulé (p. 3307).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 3308 ; précédemment réservé p. 3307).

– La division de la section II et son intitulé sont supprimés (p. 3308).

Art. 8 (p. 3307).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'association de la région à l'élaboration de la politique nationale de la recherche et de la technologie (p. 3308).

– L'art. 8 est supprimé (p. 3308).

Art. 9 (p. 3308).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'action de la région pour l'exécution des programmes pluriannuels d'intérêt régional et à l'engagement des programmes de recherche interrégionaux (p. 3308).

– L'art. 9 est supprimé (p. 3308).

Art 10 (p. 3308).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création et à la mission d'un comité consultatif régional de recherche et de développement technologique placé auprès du conseil régional (p. 3308).

– L'art. 10 est supprimé (p. 3308).

CHAPITRE II

Les moyens institutionnels

Division et Intitulé (p. 3308).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé (p. 3308).

– La division du chapitre II et son intitulé sont supprimés (p. 3308).

TITRE III

Division et Intitulé (supprimés par l'Assemblée nationale) (p. 3308).

Adopté : amendement n° 20 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : rétablissement de la division du titre III et de son intitulé : « Dispositions relatives aux institutions » (p. 3309).

– La division titre III, et son intitulé ainsi rédigé, sont rétablis (p. 3309).

CHAPITRE I^{er}

Division et Intitulé (supprimés par l'Assemblée nationale) (p. 3309).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : rétablissement de la division du chapitre I et de son intitulé : « Dispositions relatives aux organismes publics » ; (p. 3309).

– La division chapitre I^{er} du titre III, et son intitulé ainsi rédigé, sont rétablis (p. 3309).

SECTION PREMIERE. – *Dispositions relatives à la recherche publique*

Art. 11 (p. 3309).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : missions de la recherche publique (p. 3309) – Amendement n° 23 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au caractère industriel, commercial, administratif ou scientifique et technologique des établissements publics de recherche (p. 3309).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3309).

SECTION PREMIERE Bis

Division et Intitulé (supprimés par l'Assemblée nationale) (p. 3309).

Adopté : amendement n° 24 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : rétablissement de la division de la section I bis et de son intitulé : « Des établissements publics de recherche » (p. 3309).

– La division section première bis, et son intitulé ainsi rédigé, sont rétablis (p. 3309).

Art. 12 (p. 3309).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : caractère industriel et commercial, administratif ou scientifique et technologique des établissements publics de recherche (p. 3309).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3309).

Art. 13 (p. 3309).

Adopté : amendement n° 26 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : création, mission et composition des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; composition des conseils d'administration (p. 3310).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3310).

Art. 13 bis (p. 3310).

Adopté : amendement n° 27 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : possibilités de statuts particuliers pour le personnel des établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3310).

– L'art. 13 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2310).

Art. 14 (p. 3310).

Adopté : amendement n° 28 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : contrôle financier de l'Etat envers les établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3310).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3310).

Art. 15 (p. 3310).

Adopté : amendement n° 29 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique de la référence à la participation à des groupements (p. 3311).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3311).

Art. 16 (p. 3311).

Adopté : amendement n° 30 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article sur la précision par décret des modalités d'organisation et des règles de fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3311).

– L'art. 16 est supprimé (p. 3311).

SECTION II : *Les groupements d'intérêt public*

Division et Intitulé (p. 3311).

Adopté : amendement n° 31 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de la division de la section II et de son intitulé (p. 3311).

– La division et son intitulé sont supprimés (p. 3311).

CHAPITRE II

Division et Intitulé (supprimés par l'Assemblée nationale) (p. 3311).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : rétablissement de la division du chapitre II et de son intitulé : « les groupements d'intérêt public » (p. 3311).

– La division et son intitulé, ainsi rédigé, sont rétablis (p. 3311).

Art. 17 (p. 3311).

Adopté : amendement n° 32 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : précision dans une loi ultérieure des conditions de création des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; suppression des dispositions de cet article relatives aux conditions de fonctionnement de ces groupements (p. 3311).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3311).

CHAPITRE III

Les personnels de la recherche

SECTION PREMIERE : *Formation à la recherche et formation par la recherche*

Art. 18 et 19. – Adoptés (p. 3312).

SECTION II : *Missions et statuts des personnels de recherche*

Art. 20 et 21. – Adoptés (p. 3312).

Art. 22 (p. 3312).

Adopté : amendement n° 33 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif aux dérogations de recrutement pour certaines catégories de personnel de recherche (p. 3312).

– L'art. 22 est supprimé (p. 3312).

Art. 23 (p. 3312).

Adopté : amendement n° 34 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif aux conventions collectives (p. 3312).

– L'art. 23 est supprimé (p. 3312).

Art. 23 bis (p. 3312).

Adopté : amendement n° 35 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à la consultation annuelle du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise (p. 3312).

– L'art. 23 bis est supprimé (p. 3312).

Art. 24 (p. 3313).

Adopté : amendement n° 36 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : extension à l'ensemble du personnel de la recherche des possibilités de validation des services accomplis dans le secteur public ou privé ; harmonisation des avantages de la retraite pour les chercheurs du secteur public, fonctionnaires ou non (p. 3313).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3313).

Art. 25 (p. 3313).

Adopté : amendement n° 37 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'approbation du rapport annexé (p. 3313).

– L'art. 25 est supprimé (p. 3313).

Intitulé (p. 3313).

Adopté : amendement n° 38 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : « Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique » (p. 3313).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3313).

Explications de vote : Mme Danielle Bidard (p. 3313) ; MM. Jean Béranger (p. 3313), Pierre Noé (p. 3313), Jacques Descours Desacres (p. 3313, 3314) ; intervention de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre (p. 3314).

Adoption (30 juin 1982) (p. 3314).

Voir aussi **LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie**
PARLEMENT, 3
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 99, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 32

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Voir **RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG**

RECIDIVE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Justice**

REDEVANCE DES SOCIETES NATIONALISEES

Voir **LOI DE FINANCES, 1, art. 58**

REDEVANCE DE SURETE NUCLEAIRE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, art. 6**

REDEVANCE POUR CREATION DE LOCAUX A USAGE DE BUREAUX ET A USAGE INDUSTRIEL (Ile-de-France)

Voir **AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG**

REDEVANCE POUR LA CONSTRUCTION DE BUREAUX ET LOCAUX DE RECHERCHE

Voir **AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG**

REDEVANCE TELEVISION

Voir **AUDIOVISUEL, 1, DG**
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Communication audiovisuelle ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2

REEDUCATION PROFESSIONNELLE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants**

REFERENDUMS

Voir **DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG**
PETITIONS
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

REFORME FONCIERE

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer**

REFUGIES

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures**
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

REGIE FRANÇAISE DE PUBLICITE

Voir AUDIOVISUEL, 1

REGIMES MATRIMONIAUX

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

REGIONALISATION

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
CORSE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle ;
Plan et aménagement du territoire ; Recherche et
industrie
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1,
DG

REGION PARISIENNE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
ILE DE FRANCE
JUSTICE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Education nationale ;
Environnement ; Plan et aménagement du territoire
PERSONNES AGEES, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 102 ; 131,
DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

REGIONS

Voir AGRICULTURE, 2, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ;
nouvelle lecture
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
CORSE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
CORSE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle
lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances II services
économiques et financiers ; Départements et territoires
d'outre-mer
PLAN, 1, DG ; CMP
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 102
TRANSPORTS, 1, DG
TOURISME, 1, DG

REGISTRE DU COMMERCE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG

REGLEMENT

Voir FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

REGLEMENT DU SENAT : ORDRE DES ORATEURS

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

REGLEMENT DU SENAT : PETITIONS

Voir PETITIONS

REGLEMENT INTERIEUR (entreprises)

Voir TRAVAIL, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

REGLEMENT JUDICIAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

RELATIONS CULTURELLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

RELATIONS EXTERIEURES (ministère des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

RELIGIONS

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG

REMEMBREMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

RENAULT (Régie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
NATIONALISATIONS, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 145, DG

RENTES VIAGERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 26

RENTREE SCOLAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

PREPARATION NAVALE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

REPARATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

REPORT D'INCORPORATION

Voir SERVICE NATIONAL, 1

REPRESENTANTS DE L'ETAT

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Voir TRAVAIL, 2
TRAVAIL, 4

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

Voir COMMUNES, 3
ELECTIONS, 6, DG
ELECTIONS, 8
FRANÇAIS DE L'ETRANGER, 2, DG ; 2^e lecture,

DG ; CMP ; nouvelle lecture
 MODE DE SCRUTIN
 PARLEMENT, 3, DG
 SECURITE SOCIALE, 2, DG

REPRISE (droit de)

Voir BAUX, 1, DG ; 2^e lecture, DG

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Défense et service des
 essences (budget annexe) ; Relations extérieures
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
 TRAVAIL, 1, DG
 TRAVAIL, 2, DG

REQUISITION (droit de)

Voir BAUX, 1, DG

RESEAUX CABLES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ;
 Culture ; Communication audiovisuelle

RESIDANAT

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2,
 DG ; nouvelle lecture, DG

RESIDENCES SECONDAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

RESISTANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 57 ; Anciens combattants

RESISTANTS (veuves)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 57

RESONANCE MAGNETIQUE NUCLEAIRE (RMN)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale

RESPONSABILITE CIVILE

1. - Proposition de loi visant à la création d'un barème
 économique pour l'estimation du préjudice corporel, présentée
 par M. Raymond Soucaret, sénateur et plusieurs de ses
 collègues (29 octobre 1982) [n° 74 (82-83) - Renvoi à la
 commission des lois.

Voir aussi CALAMITES, 1, DG ; CMP
 TRANSPORTS AERIENS, 1, DG
 TRAVAIL, 4, DG

RESTITUTION (biens culturels)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

RETENUE SUR TRAITEMENT

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG ;
 2^e lecture, DG ; CMP

RETRAITE (âge de la)

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG ; 2^e lecture, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Services du Premier
 ministre I services généraux ; Prestations sociales agri-
 coles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG

RETRAITES AGRICOLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Prestations sociales agricoles

RETRAITÉS MILITAIRES

Voir ARMEE, 1, 2, DG

REUNION

Voir DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle
 lecture, DG
 DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Communication
 audiovisuelle ; Education nationale ; Relations extérieu-
 res ; Départements et territoires d'outre-mer

REVENU AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
 LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Prestations
 sociales agricoles
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 123

REVENUS (blocage des)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
 PLAN, 1, DG
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
 nouvelle lecture, DG
 TRANSPORTS URBAINS, 1, DG
 TRAVAIL, 1, DG
 TRAVAIL, 3, DG

REVISION DE CARRIERE

Voir AFRIQUE DU NORD, 1, DG

RHIN (pollution)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Environnement

RHONE (département)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131, DG

RHONE-ALPES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG

RHONE-POULENC (société)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie
 NATIONALISATIONS, 1, DG

RHUM

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer
SECURITE SOCIALE, 3, DG

ROBOTIQUE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 126, DG ;
145, DG

ROUTES

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CORSE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 61 ; Transports ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, N° 131, DG

RUINES

1. – Proposition de loi tendant à favoriser la suppression des bâtiments en ruine, présentée par M. Georges Berchet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 504 (81-82) – Renvoi à la commission des lois.

S**SADATE (président)**

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG

SAGES FEMMES

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG

SAINT-GOBAIN (compagnie de)

Voir NATIONALISATIONS, 1

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 2^e lecture, DG ;
nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG ; nouvelle
lecture, DG

**SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL DE
CROISSANCE (SMIC)**

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

SALAIRES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art.
10 ; nouvelle lecture, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92, DG ;
145, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 3, DG

SALARIES

1. - Proposition de loi relative à la protection de l'emploi des
salariés victimes d'un accident de trajet, présentée par M.
Hector Viron, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 juillet
1982) [n° 467 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires
sociales.

Voir aussi CHOMAGE : INDEMNISATION, 1
COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1
TRAVAIL, 1
TRAVAIL, 3

SALARIES (droits des)

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2^e lecture,
DG
TRAVAILLEURS (droits des)

SALVADOR

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

SANTE PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

SANTE PUBLIQUE (filière)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG

SANTE SCOLAIRE

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE
SOINS ET DE CURE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

SANTE SCOLAIRE (service social)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 83, DG

SAPEURS-POMPIERS

1. - Proposition de loi tendant à permettre aux sapeurs-
pompiers professionnels et volontaires, communaux et départe-
mentaux, de concourir aux missions de secours en dehors de
leurs compétences géographiques, présentée par M. Jean
Francou, sénateur (23 juin 1982) [n° 417 (81-82)] - Renvoi à
la commission des lois.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisa-
tion

**SATELLITE MILITAIRE DE RECONNAISSANCE
OPTIQUE (SAMRO)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences
(budget annexe)

SATELLITES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ;
Communication audiovisuelle ; Environnement ; Relations
extérieures
SATELLITE MILITAIRE DE RECONNAISSANCE
OPTIQUE (SAMRO)

SAUVETAGE EN MER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

SAXBY (société)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 126, DG

SCANOGRAPHES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

SCHEMA D'AMENAGEMENT DE LA MER

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

**SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET
D'URBANISME (SDAU)**

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

SCHEMAS DIRECTEURS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

SCHOELCHER (Victor)

Voir ESCLAVAGE, 1, DG

SCOLARISATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

SECOURISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale

SECRETAIRES GENERAUX DE MAIRIE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE (SGDN)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre II secrétariat général de la défense nationale

SECRET COMMERCIAL

Voir PRODUITS CHIMIQUES, 1, 2^e lecture, DG

SECRET MILITAIRE

Voir JUSTICE, 1, DG

SECRET PROFESSIONNEL

Voir TRAVAIL, 2, DG

SECTEUR PRIVE

Voir HOPITAUX PUBLICS (secteur privé)

SECTEUR TERTIAIRE

Voir EMPLOIS TERTIAIRES
TRAVAIL, 4, DG

SECTEURS ELECTORAUX

Voir ELECTIONS, 7, DG ; nouvelle lecture, DG

SECTIONS DE COMMUNES

Voir ELECTIONS, 6, DG

SECURITE AERIENNE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

SECURITE MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer
MER ET LITTORAL, 1, 2^e lecture, DG

SECURITE NUCLEAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

SECURITE PUBLIQUE

1. – Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle des services chargés au ministère de l'intérieur et de la décentralisation, d'une mission de sécurité publique, présentée par M. Charles Pasqua, sénateur et de plusieurs de ses collègues (7 avril 1982) [n° 251 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (5 mai 1982) [n° 317 (81-82)] – Discussion (6 mai 1982) (p. 1806, 1812) – Adoption (6 mai 1982) [n° 77] NOUVEL INTITULE : « Proposition de résolution créant une commission de contrôle des services de l'Etat chargés du maintien de la sécurité publique » – Election des membres de la commission (11 mai 1982) (p. 1869).

RAPPORT fait au nom de la commission de contrôle par M. René Tomasini (8 novembre 1982) [n° 85 (82-83)].

Discussion des conclusions du rapport

(6 mai 1982) (p. 1806, 1812).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1806, 1811) : *MM. Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Eberhard, Charles Pasqua, Michel Dreyfus-Schmidt.*

AMNISTIE : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1810).

ATTENTATS : PASQUA (Charles) (p. 1810).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : SALVI (Pierre) (p. 1807) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1810).

CONTROLE DES FRONTIERES : PASQUA (Charles) (p. 1809).

CONTROLES D'IDENTITE : PASQUA (Charles) (p. 1809).

COUR DE SURETE DE L'ETAT : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1810).

CRIMINALITE : SALVI (Pierre) (p. 1807).

DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME : SALVI (Pierre) (p. 1807).

LIBERTES : SALVI (Pierre) (p. 1807) ; PASQUA (Charles) (p. 1810).

LOI « SECURITE ET LIBERTE » : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1801).

PEINE DE MORT : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1810).

POLICE : SALVI (Pierre) (p. 1807, 1810) ; PASQUA (Charles) (p. 1809) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1810).

PRISONS : PASQUA (Charles) (p. 1809).

SECURITE PUBLIQUE : SALVI (Pierre) (p. 1807, 1810) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1808) ; PASQUA (Charles) (p. 1808, 1810) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1810, 1811).

SEPARATION DES POUVOIRS : SALVI (Pierre) (p. 1807, 1810) ; PASQUA (Charles) (p. 1808) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1811).

TERRORISME : SALVI (Pierre) (p. 1807) ; PASQUA (Charles) (p. 1809, 1810).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1811)

Art. 1 (*Création d'une commission de contrôle des services de l'Etat chargés du maintien de la sécurité publique*) – Adopté (p. 1811).

Art. 2 (*Composition de la commission et désignation de ses membres*) – Adopté (p. 1811).

Explication de vote : M. Maurice Schumann (p. 1811).

Scrutin public (p. 1812; n° 98 : liste des votants p. 1832, 1833).

Adoption (6 mai 1982) (p. 1812).

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation ; Justice

SECURITE ROUTIERE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS, 1, DG

SECURITE SOCIALE

1. – **Proposition de loi tendant à la création d'une allocation minimum de soutien social**, présentée par M. Henri Belcour, sénateur et plusieurs de ses collègues (3 février 1982) [n° 201 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Dépôt d'un rapport du gouvernement** rapport établi pour 1981 par le président de la commission des comptes de la sécurité sociale, en application du dernier alinéa de l'article 3 du décret n° 79-237 du 22 mars 1979 (2 avril 1982) (p. 835).

3. – **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale (14 juin 1982) [n° 947 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Guyard (29 juin 1982) [n° 986] – Discussion (7 et 8 juillet 1982) – Urgence – Adoption (8 juillet 1982) [n° 203].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 juillet 1982) [n° 468 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (13 octobre 1982) [n° 34 (82-83)] – Discussion (19 octobre 1982) (p. 4619, 4645); (20 octobre 1982) (p. 4657, 4671) – Adoption (20 octobre 1982) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 octobre 1982) [n° 1159] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jacques Guyard (21 octobre 1982) [n° 1164].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); RAPPORT DE M. LOUIS SOUVET (21 octobre 1982) [n° 58 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 octobre 1982) [n° 1159] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Guyard (26 octobre 1982) [n° 1172] – Discussion (26 octobre 1982) – Adoption (26 octobre 1982) [n° 258].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (27 octobre 1982) [n° 67 (82-83)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (4 novembre 1982) [n° 81 (82-83)] – Discussion (9 novembre 1982) (p. 5309, 5310) – Adoption (9 novembre 1982) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (15 novembre 1982) [n° 1219] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M.

Jacques Guyard (23 novembre 1982) [n° 1236] – Discussion (24 novembre 1982) – Adoption (24 novembre 1982) [n° 267].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision du 14 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 15 décembre 1982) déclarant la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 18 décembre 1982) – Rectificatif (JO Lois et Décrets du 19 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(19 octobre 1982) (p. 4619, 4645); (20 octobre 1982) (p. 4657, 4671).

I. DISCUSSION GENERALE (19 octobre 1982) (p. 4619, 4629) : MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Charles Bonifay, Jean Madelain, Henri Belcour, Mmes Monique Midy, Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille.

AFFAIRE LUCET (caisse d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône) : MIDY (Monique) (p. 4627).

ALLOCATIONS FAMILIALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4619, 4620); SOUVET (Louis) (p. 4622); CHERIOUX (Jean) (p. 4624); BELCOUR (Henri) (p. 4626).

ASSOCIATIONS FAMILIALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620); SOUVET (Louis) (p. 4622); MIDY (Monique) (p. 4628); DUFOIX (Georgina) (p. 4628).

ASSURANCE MALADIE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4619); CHERIOUX (Jean) (p. 4624).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES : SOUVET (Louis) (p. 4622).

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPF) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620); MIDY (Monique) (p. 4628); DUFOIX (Georgina) (p. 4628).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : SOUVET (Louis) (p. 4622).

DECENTRALISATION : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4621).

FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE (FEN) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620).

HOPITAUX (tarifs) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4619); MIDY (Monique) (p. 4628).

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : MIDY (Monique) (p. 4628).

LISTES ELECTORALES : SOUVET (Louis) (p. 4622).

MUTUALITE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620); SOUVET (Louis) (p. 4621); MIDY (Monique) (p. 4628); DUFOIX (Georgina) (p. 4628).

PATRONAT : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620); MIDY (Monique) (p. 4627, 4628); DUFOIX (Georgina) (p. 4628).

PROFESSIONS LIBERALES : SOUVET (Louis) (p. 4622).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620); CHERIOUX (Jean) (p. 4624); BELCOUR (Henri) (p. 4626).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4620).

SECURITE SOCIALE (caisses) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4619, 4620, 4621); SOUVET (Louis) (p. 4621, 4622); CHERIOUX (Jean) (p. 4623, 4624); BONIFAY (Charles) (p. 4624); MADELAIN (Jean) (p. 4626); BELCOUR (Henri) (p. 4626); DUFOIX (Georgina) (p. 4628, 4629).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 4619).

SECURITE SOCIALE (élections) : BEREGOVY (Pierre) (p. 4620) ; SOUVET (Louis) (p. 4621, 4622) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4623, 4624) ; BONIFAY (Charles) (p. 4624) ; MADELAIN (Jean) (p. 4626) ; BELCOUR (Henri) (p. 4626) ; MIDY (Monique) (p. 4628) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4628, 4629).

SECURITE SOCIALE (financement) : BEREGOVY (Pierre) (p. 4619) ; SOUVET (Louis) (p. 4621) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4624) ; BONIFAY (Charles) (p. 4625) ; MADELAIN (Jean) (p. 4626) ; MIDY (Monique) (p. 4627, 4628) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4628).

SECURITE SOCIALE (organismes) : BEREGOVY (Pierre) (p. 4620, 4621) ; SOUVET (Louis) (p. 4621, 4622, 4623) ; BONIFAY (Charles) (p. 4624) ; BELCOUR (Henri) (p. 4626, 4627) ; MIDY (Monique) (p. 4627, 4628).

SOLIDARITE : BEREGOVY (Pierre) (p. 4619).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : BEREGOVY (Pierre) (p. 4620) ; SOUVET (Louis) (p. 4621, 4622) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4623) ; MADELAIN (Jean) (p. 4626) ; DUFOIX (Georgina) (p. 4628, 4629).

TRAVAIL (sécurité du) : MIDY (Monique) (p. 4628).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : SOUVET (Louis) (p. 4622) ; MIDY (Monique) (p. 4628).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (19 octobre 1982) (p. 4629, 4645) ; (20 octobre 1982) (p. 4657, 4671) : *M. Louis Souvet, rapporteur ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat ; MM. Charles Bonifay, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Midy, MM. André Bohl, Raymond Dumont, Jean Chérioux, Louis Virapoullé, Marcel Gargar - Henri Gaetschy, au nom de la commission des finances.*

TITRE I^{er}

COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

CHAPITRE I^{er}

Les caisses locales et régionales

Art. 1^{er} (*Caisses primaires d'assurance maladie*) (p. 4629).

Adoptés : amendement de coordination n° 1 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 4631) - Amendement n° 2 de M. Louis Souvet, rapporteur : élection de onze représentants des assurés sociaux par ceux des assurés qui ont leur résidence dans la circonscription de la caisse (p. 4630) - Amendement n° 3 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de onze représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles nationales d'employeurs représentatives au conseil d'administration de chaque caisse primaire d'assurance maladie (p. 4630) - Amendement n° 4 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 5^e alinéa relatif à la participation au conseil d'administration de chaque caisse primaire d'assurance maladie de deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale, l'une parmi des organisations de salariés, l'autre parmi des organisations d'employeurs (p. 4630) - Amendement n° 80 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration de chaque caisse primaire d'assurance maladie d'une personne désignée par la commission consultative des professions de santé instituée auprès de la caisse, en qualité d'expert (p. 4631).

Retiré : amendement n° 5 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de chaque caisse primaire d'assurance maladie d'une personne désignée par les organisations représentatives des professions de santé, en qualité d'expert (p. 4630).

Deviens sans objet : amendement n° 79 de M. Charles Bonifay : élection de quinze représentants des assurés sociaux par ceux des assurés ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse (p. 4630).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 4631).

Art. 2 (*Caisses régionales d'assurance maladie*) (p. 4632).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de chaque caisse régionale d'assurance maladie de onze représentants des assurés sociaux désignés dans les conditions prévues à l'art. 5 de la présente loi (p. 4632) - Amendement n° 7 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de onze représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles nationales d'employeurs représentatives au conseil d'administration de chaque caisse régionale d'assurance maladie (p. 4632) - Amendement n° 8 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 5^e alinéa relatif à la participation au conseil d'administration de chaque caisse régionale d'assurance maladie de deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale, l'une parmi des organisations de salariés, l'autre parmi des organisations d'employeurs (p. 4632) - Amendement n° 9 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de chaque caisse régionale d'assurance maladie de deux représentants des retraités (p. 4633) - Amendement n° 82 de M. Charles Bonifay : représentant des retraités choisi par les membres du conseil d'administration sur les propositions des associations de retraite ayant leur siège dans la circonscription de la caisse (p. 4633) - Amendement n° 146 de M. Louis Souvet, rapporteur : choix du représentant des associations familiales parmi les allocataires de prestations familiales ou les anciens allocataires (p. 4633) - Amendement n° 144 de M. Louis Souvet, rapporteur : désignation du représentant des associations familiales par les unions départementales des associations familiales territorialement compétentes dans la circonscription de la caisse (p. 4633) - Amendement n° 83 de M. Charles Bonifay : commission consultative des professions de santé instituée auprès de la caisse désignant une personne pour siéger en qualité d'expert (p. 4633).

Retiré : amendement n° 10 de M. Louis Souvet, rapporteur : organisations représentatives des professions de santé désignant une personne pour siéger en qualité d'expert (p. 4638).

Deviennent sans objet : amendement n° 107 de Mme Monique Midy : participation dans les conseils d'administration de chaque caisse régionale d'assurance maladie de quinze représentants des salariés élus par les assurés sociaux ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse (p. 4632) - Amendement n° 81 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration de chaque caisse régionale d'assurance maladie de quinze représentants des assurés sociaux désignés par les organisations syndicales nationales représentatives (p. 4632).

- L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4633).

Art. 3 (*Caisses régionales d'assurance maladie d'Ile-de-France et de Strasbourg*) (p. 4633).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de onze représentants des assurés sociaux, désignés dans les conditions prévues à l'art. 5 de la présente loi, dans les conseils d'administration de la caisse régionale d'assurance maladie de l'Ile-de-France et celle de Strasbourg (p. 4634) - Amendement n° 13 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de onze représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles nationales d'employeurs représentatives dans les conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie d'Ile-de-France et celle de Strasbourg (p. 4634) - Amendement n° 14 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 5^e alinéa relatif à la participation de deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale au conseil d'administration des caisses régionales d'assurance maladie de l'Ile-de-France et celle de Strasbourg (p. 4634) - Amendement n° 145 de M. Louis Souvet, rapporteur : désignation par les unions

départementales des associations familiales territorialement compétentes dans la circonscription de la caisse d'administration des associations familiales siégeant au conseil d'administration des caisses régionales d'assurance maladie de l'Ile-de-France et celles de Strasbourg (p. 4634) – Amendement n° 85 de M. Charles Bonifay : désignation par la commission consultative des caisses régionales de santé instituée auprès de la caisse d'une personne siégeant en qualité d'expert (p. 4634) – Amendement n° 11 de M. Louis Souvet, rapporteur : conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France et celle de Strasbourg composé de 24 membres (p. 4634).

Retiré : amendement n° 15 de M. Louis Souvet, rapporteur : désignation par les organisations représentatives des professions de santé d'une personne siégeant en qualité d'expert (p. 4634).

Devient sans objet : amendement n° 84 de M. Charles Bonifay : participation de quinze représentants des assurés sociaux désignés par les organisations syndicales nationales représentatives dans les conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie de l'Ile-de-France et celle de Strasbourg (p. 4634).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4634).

Art. 4 (Caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) (p. 4634).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de onze représentants des assurés sociaux désignés dans les conditions prévues à l'art. 5 au conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg (p. 4635) – Amendement n° 18 de M. Louis Souvet, rapporteur : désignation de onze représentants des employeurs par les organisations professionnelles nationales d'employeurs représentatives (p. 4635) – Amendement n° 19 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 4^e alinéa relatif à la désignation de deux personnes qualifiées par le ministre chargé de la sécurité sociale, l'une parmi des organisations de salariés, l'autre parmi des organisations d'employeurs (p. 4635) – Amendement n° 87 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg de deux représentants des retraités, choisis par les autres membres du conseil d'administration sur les propositions des associations de retraités ayant leur siège dans la circonscription de la caisse (p. 4625) – Amendement n° 21 de M. Louis Souvet, rapporteur : représentation par des allocataires ou des anciens allocataires de prestations familiales des associations familiales au conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg (p. 4636) – Amendement n° 16 de M. Louis Souvet, rapporteur : administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg par un conseil d'administration comprenant 24 membres (p. 4636).

Retirés : amendement n° 20 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg de deux représentants des retraités, issus des associations de retraités ayant leur siège dans la circonscription de la caisse et choisis par les autres membres du conseil d'administration (p. 4635) – Amendement n° 88 de M. Charles Bonifay : représentation par des allocataires ou des anciens allocataires de prestations familiales des associations familiales au conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg (p. 4635).

Devient sans objet : amendement n° 86 de M. Charles Bonifay : participation de quinze représentants des assurés sociaux désignés par les organisations syndicales nationales représentatives au sein du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg (p. 4635).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4635).

Art. 5 (Désignation des représentants des assurés sociaux dans les caisses régionales) (p. 4636).

Adoptés : amendements identiques n° 22 de M. Louis Souvet, rapporteur et n° 89 de M. Charles Bonifay : désignation des représentants des assurés sociaux (p. 4636) – Amendement

n° 23 de M. Louis Souvet, rapporteur : désignation de son ou de ses administrateurs par chaque organisation disposant d'une représentation en fonction de cette répartition (p. 4636).

Retiré : amendement d'harmonisation n° 108 de Mme Monique Midy (p. 4636).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4636).

Art. 6 (Conseil d'administration des caisses d'allocations familiales) (p. 4636).

Adoptés : amendement n° 77 de M. André Rabineau, soutenu par M. Jean Chérioux : participation de neuf représentants des assurés sociaux, élus par ceux des assurés mentionnés à l'art. 17, ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse et ayant la qualité d'allocataires de prestations familiales (p. 4637) – Amendement n° 27 de M. Louis Souvet, rapporteur : choix de l'un au moins de ces trois représentants parmi des allocataires employeurs ou travailleurs indépendants (p. 4637) – Amendement n° 28 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 6^e alinéa de l'art. 6 relatif à la participation au conseil d'administration de chaque caisse d'allocations familiales d'une personne qualifiée désignée par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4638) – Amendement n° 24 de M. Louis Souvet, rapporteur : administration de chaque caisse d'allocations familiales par un conseil d'administration de 21 membres (p. 4638).

Rejeté : amendement n° 133 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : composition pour moitié de représentants des pêcheurs salariés et pour 1 sixième de représentants des employeurs au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales nationale de la pêche maritime (p. 4638).

Retiré : amendement n° 25 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de neuf représentants des assurés sociaux mentionnés à l'art. 17 ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse, au conseil d'administration de chaque caisse d'allocations familiales (p. 4637) – Amendement n° 26 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de deux représentants élus des travailleurs indépendants du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, et d'un représentant élu des professions libérales au conseil d'administration de chaque caisse d'allocations familiales (p. 4637).

Devient sans objet : amendement n° 90 de M. Charles Bonifay : participation de 15 représentants des assurés sociaux élus par ceux des assurés qui, mentionnés à l'art. 17, ont leur résidence dans la circonscription de la caisse au conseil d'administration de chaque caisse d'allocations familiales (p. 4637).

– L'art. 6 ainsi modifié, est adopté (p. 4638).

Avant l'art. 7 (p. 4638).

Retiré : amendement n° 130 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : institution dans chaque département d'outre-mer d'une caisse de mutualité sociale agricole (p. 4638).

Art. 7 (Caisses régionales de sécurité sociale des départements d'outre-mer) (p. 4638).

Adoptés : amendement n° 30 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation de neuf représentants des assurés sociaux élus par ceux des assurés qui ont leur résidence dans la circonscription de la caisse, au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer (p. 4629) – Amendement n° 31 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 6^e alinéa de cet article relatif à la participation au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer de deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4639) – Amendement n° 92 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer d'un représentant choisi parmi les 27 autres membres du conseil d'administration sur proposition des associations de retraités ayant leur siège dans la circonscription de la caisse (p. 4639) – Amendement n° 33 de M. Louis

Souvet, rapporteur : participation avec voix consultative au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer de deux représentants des associations familiales ayant la qualité d'allocataire ou d'ancien allocataire de prestations familiales, et de deux représentants du personnel de la caisse (p. 4640) – Amendement n° 94 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer d'une personne désignée par la commission consultative des professions de santé instituée auprès de la caisse (p. 4640) – Amendement n° 29 de M. Louis Souvet, rapporteur : conseils d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer comprenant vingt membres (p. 4640).

Rejeté : amendement n° 109 de Mme Monique Midy, soutenu par M. Marcel Gargar : participation au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer de trois représentants des exploitations agricoles élus par l'ensemble de la profession, sur listes présentées par les organisations professionnelles représentées localement (p. 4639).

Retirés : amendement n° 32 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation aux conseils d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer d'un représentant des retraités issu des associations de retraités ayant leur siège dans la circonscription de la caisse et choisi par les autres membres du conseil d'administration (p. 4639) – Amendement n° 34 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer d'une personne désignée par les organisations représentatives des professions de santé, en qualité d'expert (p. 4640).

Deviennent sans objet : amendement n° 91 de M. Charles Bonifay : participation de quinze représentants des assurés sociaux élus par ceux des assurés ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse, au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer (p. 4639) – Amendement n° 93 de M. Charles Bonifay : participation avec voix consultative au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer de deux représentants des associations familiales ayant la qualité d'allocataire de prestations familiales, et de deux représentants du personnel de la caisse (p. 4640).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4640).

Art. 8 (Caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer) (p. 4640).

Adoptés : amendement n° 78 de M. André Rabineau, soutenu par M. Jean Chérioux : participation au conseil d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer de huit représentants des assurés sociaux élus par ceux des assurés ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse et ayant qualité d'allocataire de prestations familiales (p. 4640) – Amendement n° 37 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 5^e alinéa de cet article, alinéa relatif à la participation aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer d'une personne qualifiée désignée par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4641) – Amendement n° 38 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer d'un représentant des salariés, des exploitants agricoles et des employeurs (p. 4641) – Amendement n° 35 de M. Louis Souvet, rapporteur : conseils d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer comportant 19 membres (p. 4641).

Retiré : amendement n° 36 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer de huit représentants des assurés sociaux élus par ceux des assurés ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse (p. 4640).

Deviennent sans objet : amendement n° 95 de M. Charles Bonifay : participation aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer de quinze représentants des assurés sociaux élus par ceux des assurés sociaux ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse (p. 4641).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4641).

CHAPITRE II

Les organismes nationaux

Art. 9 (Caisse nationale de l'assurance maladie) (p. 4641).

Adoptés : amendement n° 40 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie de onze représentants des assurés sociaux (p. 4641) – Amendement n° 41 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie de onze représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles nationales d'employeurs représentatives (p. 4641) – Amendement n° 42 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 4^e alinéa de cet article relatif à la participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie de deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4642) – Amendement n° 97 de M. Charles Bonifay : participation avec voix consultative au conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance maladie d'une personne désignée par l'union nationale des associations familiales et de deux représentants du personnel et d'une personne désignée par la commission consultative des professions de santé instituée auprès de la caisse, en qualité d'expert (p. 4642) ; sous-amendement n° 134 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : participation au conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance maladie de deux représentants du personnel de la caisse élus dans les conditions prévues par la loi n° 420-7 du code du travail pour l'élection des délégués du personnel dans l'entreprise (p. 4642) – Amendement n° 39 de M. Louis Souvet, rapporteur : composition du conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance maladie comportant 24 membres (p. 4642).

Retiré : amendement n° 43 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation avec voix consultative au conseil national de l'assurance maladie d'une personne désignée par l'union nationale des associations familiales de deux représentants du personnel et d'une personne désignée par les organisations représentatives des professions de santé (p. 4642).

Deviennent sans objet : amendement n° 111 de Mme Monique Midy : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie de quinze représentants des salariés désignés par les organisations syndicales nationales de salariés représentatives (p. 4641) – Amendement n° 96 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie de quinze représentants des assurés sociaux (p. 4641).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4642).

Art. 10 (Caisse nationale d'assurance vieillesse) (p. 4642).

Adoptés : amendement n° 45 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse de onze représentants des assurés sociaux – Amendement n° 46 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse de onze représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles nationales d'employeurs représentatives (p. 4643) – Amendement n° 47 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du 4^e alinéa de cet article, alinéa relatif à la participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse de deux personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4643) – Amendement n° 48 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration

de la caisse nationale d'assurance vieillesse de deux représentants des retraités choisis par les 22 autres membres du conseil d'administration (p. 4643) – Amendements identiques n° 49 de M. Louis Souvet, rapporteur et n° 99 de M. Charles Bonifay : participation avec voix consultative au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse d'une personne désignée par l'union nationale des associations familiales, de deux représentants du personnel (p. 4643) – Amendement n° 44 de M. Louis Souvet, rapporteur : conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse composé de 24 membres (p. 4643).

Deviennent sans objet : amendement n° 112 de Mme Monique Midy : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse de quinze représentants des salariés désignés par les organisations syndicales nationales de salariés représentatives (p. 4642) – Amendement n° 98 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse de quinze représentants des assurés sociaux (p. 4643).

– L'art. 10, ainsi modifié est adopté (p. 4643).

Art. 11 (Caisse nationale des allocations familiales) (p. 4643).

Adoptés : amendement n° 51 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales de neuf représentants des assurés sociaux désignés dans les conditions prévues à l'art. 12 de la présente loi (p. 4644) – Amendement n° 52 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales de trois représentants des travailleurs indépendants représentant chacun des collèges visés à l'art. 17 (p. 4644) – Amendement n° 53 de M. Louis Souvet, rapporteur : participation au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales de trois représentants des associations familiales dont l'un au moins doit être choisi parmi les allocataires employeurs ou travailleurs indépendants (p. 4644) – Amendement n° 54 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du dernier alinéa de cet article, alinéa relatif à la participation au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales d'une personne qualifiée désignée par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4644) – Amendements identiques n° 55 de M. Louis Souvet, rapporteur et n° 101 de Charles Bonifay : participation avec voix consultative au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales de deux représentants du personnel élus dans des conditions définies par décret (p. 4644) – Amendement n° 50 de M. Louis Souvet, rapporteur : conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales composée de 21 membres (p. 4644).

Rejeté : amendement n° 114 de Mme Monique Midy : participation au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales de trois représentants élus des travailleurs indépendants (p. 4644).

Deviennent sans objet : amendement n° 113 de Mme Monique Midy : participation au conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales de 15 représentants des salariés désignés par les organisations syndicales nationales de salariés représentatives (p. 4644) – Amendement n° 100 de M. Charles Bonifay : participation au conseil d'administration de la caisse nationale d'allocations familiales de quinze représentants des assurés sociaux (p. 4644).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4644).

Art. 12 (Désignation des représentants des assurés sociaux) (p. 4657).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Louis Souvet, rapporteur : répartition des sièges des représentants des salariés entre les organisations ayant présenté des candidats (p. 4658) – Amendement n° 57 de M. Louis Souvet, rapporteur : substitution de la notion d'assurés sociaux à celle de salariés (p. 4658).

Retiré : amendement n° 115 de Mme Monique Midy : suppression de cet article relatif à la répartition des sièges des

représentants des salariés dans les conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie et de la caisse nationale d'assurance vieillesse (p. 4658).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4658).

Art. 13 (Union des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 4658).

Adopté : amendement n° 58 de M. Louis Souvet, rapporteur : représentation égale des trois caisses nationales au sein de l'union des caisses nationales de sécurité sociale et principe du paritarisme entre employeurs et assurés (p. 4659).

Deviennent sans objet : amendement n° 121 de M. Charles Bonifay : substitution de la notion d'assurés sociaux à celle de salariés (p. 4659).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4659).

Art. 14 (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 4659).

Adopté : amendement n° 59 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de cet article relatif aux modalités de désignation des représentants des trois caisses nationales (p. 4659).

Deviennent sans objet : amendement n° 122 de M. Charles Bonifay : substitution de la notion d'assurés sociaux à celle de salariés (p. 4659) – Amendements identiques n° 103 de M. Charles Bonifay et n° 116 de Mme Monique Midy : répartition entre représentants des salariés et représentants des employeurs (p. 4659).

– L'art. 14 est supprimé (p. 4659).

Art. 14 bis (Composition du conseil d'administration de l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales URSSAF) (p. 4659).

Adoptés : amendement n° 60 de M. Louis Souvet, rapporteur : composition du conseil d'administration des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (p. 4660) – Amendement n° 138 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : mode de désignation des administrateurs des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (p. 4660) ; sous-amendement n° 147 de M. Louis Souvet, rapporteur : substitution de la notion d'assurés sociaux à celle de salariés ; substitution de la notion d'organisation ayant droit à un ou plusieurs sièges à celle d'organisations syndicales nationales des salariés les plus représentatives (p. 4660).

Deviennent sans objet : amendement n° 137 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : composition du conseil d'administration des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (p. 4660).

– L'art. 14 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4660).

CHAPITRE III

Dispositions communes

Art. 15 (Diverses mesures intéressant les administrateurs) (p. 4660).

Adopté : amendement n° 61 de M. Louis Souvet, rapporteur : élection des présidents des conseils d'administration des caisses locales, des caisses régionales et des organismes nationaux (p. 4661).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4661).

Art. 16 (Durée des mandats) (p. 4661).

Adopté : amendement n° 62 de M. Louis Souvet, rapporteur : limitation à cinq ans de la durée des mandats des administrateurs de caisses de sécurité sociale (p. 4661).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4661).

Après l'art. 16 (p. 4661).

Adoptés : amendement n° 104 (intitulé de chapitre additionnel) de M. Charles Bonifay : intitulé « chapitre nouveau – Fonctionnement des conseils d'administration » (p. 4662 ; précédemment réservé p. 4661) – Amendement n° 131 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay : maintien des dispositions législatives et réglementaires pendant la période comprise entre l'adoption de l'actuel projet de loi et la future réforme de l'institution (p. 4661) – Amendement n° 132 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay : maintien des conditions d'exercice de la fonction de directeur des organismes de sécurité sociale (p. 4662).

– Un intitulé de chapitre additionnel et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4661 et 4662).

TITRE II

L'ELECTION DES REPRESENTANTS DES ASSURES SOCIAUX DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES CAISSES LOCALES

CHAPITRE PREMIER

L'électorat

Art. 17 (*Définition des électeurs*) (p. 4662).

Adopté : amendement n° 139 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : élection des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses locales et répartition des travailleurs indépendants en trois collèges distincts (p. 4662).

Retiré : amendement n° 63 de M. Louis Souvet, rapporteur : élection des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses locales et répartition des travailleurs indépendants en deux collèges distincts (p. 4662).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4662).

Art. 18 (*Etablissement des listes électorales*) (p. 4662).

Adopté : amendement n° 64 de M. Louis Souvet, rapporteur : modalités d'établissement des listes électorales (p. 4663).

Retiré : amendement n° 105 de M. Charles Bonifay : modalités d'inscription sur les listes électorales des personnes affiliées à une autre caisse que celle de leur résidence (p. 4663).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 4663).

Art. 19 (*Levée du secret professionnel pour la constitution des listes*) (p. 4663).

Adopté : amendement n° 65 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la communication de documents permettant d'établir des listes électorales à des sociétés de services (p. 4663).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 4663).

CHAPITRE II

Candidature et propagande électorale

Art. 20 (*Définition des éligibles*) (p. 4663).

Adopté : amendement n° 66 de M. Louis Souvet, rapporteur : éligibilité au conseil d'administration de la caisse de résidence ou d'affiliation (p. 4664) – Amendement n° 67 de M. Louis Souvet, rapporteur : obligation pour un administrateur dans un conseil d'administration ou une caisse de sécurité sociale de pouvoir s'exprimer en français (p. 4664).

Rejeté : amendement n° 140 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : personnes au conseil d'administration de la caisse où elles sont électeurs (p. 4664).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4664).

Art. 21 (*Définition des inéligibilités*) (p. 4664).

Adoptés : amendement n° 68 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'inéligibilité des personnes qui plaident, consultent ou réalisent des expertises pour le compte des caisses (p. 4665) – Amendement n° 69 de M. Louis Souvet, rapporteur : incompatibilité de la fonction d'administrateur avec la perception d'honoraires versés par un organisme de sécurité sociale ; cas de déchéance de mandat (p. 4665).

Rejeté : amendement n° 117 de Mme Monique Midy : possibilité pour les salariés frappés de sanctions pour activités politiques ou syndicales de se présenter aux élections au conseil d'administration de la sécurité sociale (p. 4664).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4665).

Art. 22 (*Monopole de présentation des candidatures*) – priorité ordonnée (p. 4631).

Adopté : amendement n° 70 de M. Louis Souvet, rapporteur : listes de candidatures devant comprendre un nombre de candidats égal au minimum au nombre d'administrateurs à élire et au maximum à une fois et demie ce nombre, plusieurs listes ne pouvant avoir dans la même circonscription le même titre, ni se réclamer de la même organisation (p. 4632).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 4632).

Art. 23 (*Propagande électorale*) – Adopté (p. 4665).

CHAPITRE III

Le scrutin

Art. 24 (*Fixation de la date des élections*) (p. 4665).

Rejeté : amendement n° 118 de Mme Monique Midy : élection des membres des conseils d'administration des caisses primaires d'assurance maladie, des caisses générales et des caisses d'allocations familiales durant un jour ouvré (p. 4665).

– L'art. 24 est adopté (p. 4665).

Art. 25 (*Conditions de déroulement du scrutin*) (p. 4665).

Adoptés : amendement n° 14 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : vote des assurés affiliés aux caisses des pêches maritimes, de la navigation intérieure et des marins de commerce (p. 4666) – Amendement n° 71 de M. Louis Souvet, rapporteur : détermination du régime des autorisations d'absence par voie réglementaire (p. 4666).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 4666).

Art. 26 (*Mode de scrutin*) (p. 4666).

Adoptés : amendement n° 72 de M. Louis Souvet, rapporteur : substitution de la notion de représentants des assurés sociaux à celle de membres des conseils d'administration (p. 4666) – Amendement n° 142 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : élection des représentants des travailleurs indépendants aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales (p. 4666).

Rejeté : amendement n° 120 de Mme Monique Midy : scrutin de liste à la représentation proportionnelle et règle de la plus forte moyenne (p. 4666).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 4666).

Art. 27 (*Recensement des votes*) – Adopté (p. 4666).

Art. 28 (*Contentieux électoral*) – Adopté (p. 4666).

Art. 29 (*Prise en charge des dépenses électorales*) (p. 4666).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 74 de M. Louis Souvet, rapporteur : conditions de prise en charge des dépenses électorales (p. 4667).

– L'art. 29 est rejeté (p. 4667).

TITRE II BIS

STATUT DES ADMINISTRATEURS DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Art. 29 bis (*Statut des administrateurs*) (p. 4667).

Adopté : amendement n° 75 de M. Louis Souvet, rapporteur : limitation des autorisations d'absence des salariés administrateurs d'un conseil d'administration pour les seules sessions de formation financées par les caisses (p. 4668).

Rejeté : amendement n° 119 de Mme Monique Midy : obligation pour les employeurs de laisser aux salariés de leur entreprise le temps nécessaire à l'exercice de leur mandat de membre d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale (p. 4667).

– L'art. 29 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4668).

Art. 29 ter (*Statut des administrateurs*) – Adopté (p. 4668).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 30 (*Quorum*) (p. 4668).

Retiré : amendement n° 76 de M. Louis Souvet, rapporteur : nombre de membres présents au conseil d'administration d'une caisse (p. 4668).

– L'art. 30 est adopté (p. 4668).

Art. 31 (*Suppléants*) – Adopté (p. 4668).

Art. 31 bis (*Dissolution des conseils*) – Adopté (p. 4668).

Art. 32 (*Terme du mandat des administrateurs actuellement en fonction*) – Adopté (p. 4668).

Art. 32 bis (*Carence des conseils dans la préparation des élections*) (p. 4668).

Adopté : amendement n° 143 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat : possibilité pour le ministre de la sécurité sociale d'ordonner l'exécution de mesures nécessaires à la préparation des élections en cas de carence ; applicabilité de cette disposition dès la promulgation de cette loi (p. 4669).

– L'art. 32 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4669).

Art. 34 (*Abrogations*) – Adopté (p. 4669).

Art. 35 (*Codification*) – Adopté (p. 4669).

Seconde délibération – ordonnée (p. 4669).

Art. 9 (p. 4669).

Adopté : amendement de coordination n° 148 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat (p. 4669).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4669).

Art. 10 (p. 4669).

Adopté : amendement d'harmonisation n° 149 de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat (p. 4669).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4669).

Explications de vote : MM. Louis Souvet, rapporteur (p. 4669, 4670) ; Michel Moreigne (p. 4670), Mme Monique Midy (p. 4670), MM. Robert Schwint (p. 4670, 4671), Jean Chérioux (p. 4671), Adolphe Chauvin (p. 4671) ; intervention de Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat (p. 4671).

Scrutin public ; n° 13 ; (p. 4671, liste des votants p. 4706, 4707).

Adoption (20 octobre 1982) (p. 4671).

Discussion (nouvelle lecture)

(9 novembre 1982) (p. 5309, 5326).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5309, 5310) : MM. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales.

ASSOCIATIONS FAMILIALES : SOUVET (Louis) (p. 5309) ; **BEREGOVY** (Pierre) (p. 5310).

LISTES ELECTORALES : SOUVET (Louis) (p. 5309, 5310).

SECURITE SOCIALE (organismes) : SOUVET (Louis) (p. 5309, 5310) ; **BEREGOVY** (Pierre) (p. 5310).

UNION DE CAISSES NATIONALES DE SECURITE SOCIALE (UCANSS) : SOUVET (Louis) (p. 5310) ; **BEREGOVY** (Pierre) (p. 5310).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5310, 5326) : MM. Louis Souvet, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Jean Chérioux, Jean-Pierre Cantegrit, Stéphane Bonduel.

Art. 1^{er} (p. 5314).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification des alinéas relatifs à la composition des conseils d'administration des caisses primaires d'assurance maladie : rétablissement du paritarisme entre représentants des assurés sociaux et des employeurs (p. 5316) – Amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Cantegrit : création de deux alinéas supplémentaires érigeant en organisme autonome la caisse chargée de la gestion du système d'assurance volontaire des Français à l'étranger (p. 5317).

Retirés : amendement n° 24 de M. Stéphane Bonduel : voix délibérative accordée au représentant des associations familiales et suppression de l'exigence de la qualité d'allocataire de prestations familiales (p. 5317) – Amendement n° 25 de M. Stéphane Bonduel : représentation des professions de santé : possibilité de siéger avec voix consultative au conseil d'administration de chaque caisse pour les trois présidents des commissions consultatives médicale, dentaire et pharmaceutique, instituées par le décret du 22 décembre 1967 (p. 5317).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5317).

Art. 2 (p. 5317).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration des caisses régionales d'assurance maladie : rétablissement du paritarisme entre les représentants des assurés sociaux et des employeurs ; suppression de la notion d'organisations syndicales nationales représentatives (p. 5317).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5317).

Art. 3 (p. 5317).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition des conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie de l'Ile-de-France et de Strasbourg (p. 5318).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5318).

Art. 4 (p. 5318).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg (p. 5318).

– L'art. 4 ainsi modifié, est adopté (p. 5318).

Art. 5 (p. 5318).

Adopté : amendement n° 5 de M. Louis Souvet, rapporteur : modalités de désignation des administrateurs par les organisations (p. 5318).

– L'art. 5 ainsi modifié, est adopté (p. 5318).

Art. 6 (p. 5319).

Adopté : amendement n° 6 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration des caisses d'allocations familiales (p. 5320).

Devient sans objet : amendement n° 28 de M. Stéphane Bonduel : modification de la composition du conseil d'administration des caisses d'allocations familiales : généralisation de l'exigence de la qualité d'allocataire de prestations familiales (p. 5320).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5320).

Art. 7 (p. 5320).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer (p. 5320).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5320).

Art. 8 (p. 5320).

Adopté : amendement de coordination n° 8 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer (p. 5321).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5321).

Art. 9 (p. 5321).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance maladie (p. 5321).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5321).

Art. 10 (p. 5321).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse (p. 5321).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5321).

Art. 11 (p. 5321).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales (p. 5322).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5322).

Art. 12 (p. 5322).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Louis Souvet, rapporteur ; suppression du monopole syndical de présentation des candidatures (p. 5322).

– L'art. 12 ainsi modifié, est adopté (p. 5322).

Art. 13 (p. 5322).

Adopté : amendement n° 13 de M. Louis Souvet, rapporteur : composition de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) (p. 5322).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5322).

Art. 14 (p. 5322).

Adopté : amendement n° 14 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de cet article relatif aux modalités de désignation des représentants des trois caisses nationales (p. 5322).

– L'art. 14 est supprimé (p. 5322).

Art. 14 bis (p. 5323).

Adopté : amendement n° 15 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification de la composition du conseil d'administration des

unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) et modalité de désignation des représentants des assurés sociaux (p. 5323).

– L'art. 14 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5323).

Art. 16 (p. 5323).

Adopté : amendement n° 16 de M. Louis Souvet, rapporteur : diminution de six à cinq ans de la durée du mandat des membres des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (p. 5323).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 5323).

Art. 18 (p. 5323).

Adopté : amendement n° 17 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification des modalités d'établissement des listes électorales (p. 5323).

– L'art. 18 ainsi modifié, est adopté (p. 5323).

Art. 19 (p. 5324).

Adopté : amendement n° 18 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de la possibilité de recours à des sociétés de services pour l'établissement des listes électorales ; détermination par décret pris après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés des modalités d'application des dispositions relatives à la protection du secret des informations (p. 5324).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5324).

Art. 20 (p. 5324).

Adopté : amendement n° 19 de M. Louis Souvet, rapporteur : modification des conditions d'éligibilité aux conseils d'administration des caisses : caisses de résidence ou d'affiliation ; capacité de s'exprimer en français (p. 5324).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5324).

Art. 22 (p. 5310) – priorité ordonnée (p. 5310).

Adopté : amendement n° 20 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du premier alinéa de cet article relatif au monopole de candidature accordé aux organisations syndicales de salariés représentatives au plan national (p. 5314 ; scrutin public n° 38 ; liste des votants p. 5350, 5351).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 5314).

Art. 25 – Adopté (p. 5324).**Art. 29** (p. 5324).

Adopté : amendement n° 21 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la prise en charge par les organismes du régime général de sécurité sociale des dépenses afférentes aux élections (p. 5324).

– L'art. 29 est supprimé (p. 5324).

Art. 29 bis (p. 5324).

Adopté : amendement n° 22 de M. Louis Souvet, rapporteur : formation des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale : obligation pour les employeurs d'accorder des autorisations d'absence dans le seul cas de sessions de formation organisées par les organismes de sécurité sociale (p. 5325).

– L'art. 29 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5325).

Art. 33 bis – Adopté (p. 5325).

Explications de vote : MM. Daniel Millaud (p. 5325), Charles Bonifay (p. 5325), Mme Monique Midy (p. 5325) ; intervention de M. Pierre Bérégovoy, ministre (p. 5326) ; M. Louis Souvet, rapporteur (p. 5326).

Adoption (9 novembre 1982) (p. 5326).

4. - **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales (1^{er} octobre 1982) [n° 1123] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Claude Evin (14 octobre 1982) [n° 1151] - Urgence - Discussion (18 et 19 octobre 1982) - Adoption (19 octobre 1982) [n° 251].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 octobre 1982) [n° 56 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. André Bohl (10 novembre 1982) [n° 88 (82-83)] - Discussion (15 novembre 1982) (p. 5421, 5449) - Rejet (15 novembre 1982) [n° 36].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 NOVEMBRE 1982) [n° 1219] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Claude Evin (24 novembre 1982) [n° 1241] - **COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)**; Rapport de M. André Bohl (25 novembre 1982) [n° 107 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 novembre 1982) [n° 1219] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Claude Evin (2 décembre 1982) [n° 1271] - Discussion (8 décembre 1982) - Adoption (8 décembre 1982) [n° 278].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1982) [n° 131 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. André Bohl (15 décembre 1982) [n° 147 (82-83)] - Discussion (18 décembre 1982) (p. 7088, 7095) - Rejet (18 décembre 1982) [n° 59].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1982) [n° 1333] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Claude Evin (18 décembre 1982) [n° 1334] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption (18 décembre 1982) [n° 303].

Décision du Conseil constitutionnel en date du 14 janvier 1983 (JO du 15 janvier 1983 p. 354) déclarant la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION: Loi n° 83-25 du 19 janvier 1983 (JO Lois et décrets du 20 janvier 1983).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1982) (p. 5421, 5449).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5421, 5444): *MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales; André Bohl, rapporteur de la commission des affaires sociales; Michel Rigou, Edgar Faure, Robert Schwint, Pierre Lacour, Mme Monique Midy, MM. Jean Chérioux, Louis Minetti, Michel Miroudot, Jean Béranger, Daniel Millaud, Henri Collette, Louis Virapoullé.*

ACCIDENTS DU TRAVAIL: MINETTI (Louis) (p. 5439).

AIDE MEDICALE: SCHWINT (Robert) (p. 5432).

AIDE SOCIALE: BEREGOVY (Pierre) (p. 5423); BOHL (André) (p. 5425); SCHWINT (Robert) (p. 5432); MIDY (Monique) (p. 5436); CHERIOUX (Jean) (p. 5438); MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

ALCOOLISME: BOHL (André) (p. 5426); FAURE (Edgar) (p. 5428); LACOUR (Pierre) (p. 5433); MINETTI (Louis) (p. 5439); MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

ALCOOLS: RIGOU (Michel) (p. 5427); LACOUR (Pierre) (p. 5433, 5434, 5435); MINETTI (Louis) (p. 5440).

ALLOCATION DE LOGEMENT: SCHWINT (Robert) (p. 5431).

ALLOCATIONS FAMILIALES: BEREGOVY (Pierre) (p. 5422); FAURE (Edgar) (p. 5429); SCHWINT (Robert) (p. 5431); MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

ASSURANCE MALADIE: BOHL (André) (p. 5425); SCHWINT (Robert) (p. 5432).

ASSURANCE VEUVAGE: SCHWINT (Robert) (p. 5431).

ASSURANCE VIEILLESSE: BEREGOVY (Pierre) (p. 5422); SCHWINT (Robert) (p. 5431).

BOISSONS: BEREGOVY (Pierre) (p. 5423); BOHL (André) (p. 5426); RIGOU (Michel) (p. 5427); LACOUR (Pierre) (p. 5433, 5434); MINETTI (Louis) (p. 5490); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

CENTRES DE SANTE: VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

COGNAC: RIGOU (Michel) (p. 5427); FAURE (Edgar) (p. 5428); LACOUR (Pierre) (p. 5433, 5434).

COMITES D'ENTREPRISE: BOHL (André) (p. 5426).

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE (CHS): MINETTI (Louis) (p. 5439).

COMMUNAUTES EUROPEENNES: BOHL (André) (p. 5426); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

CONCURRENCE INTERNATIONALE: FAURE (Edgar) (p. 5429).

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPF): MIDY (Monique) (p. 5435).

CONTRATS DE SOLIDARITE: BEREGOVY (Pierre) (p. 5424); BOHL (André) (p. 5425); SCHWINT (Robert) (p. 5431); MIDY (Monique) (p. 5436); MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

CUMULS: COLLETTE (Henri) (p. 5443).

ENTREPRISES (charges des): BEREGOVY (Pierre) (p. 5422); FAURE (Edgar) (p. 5429).

ENTREPRISES DE MAIN D'OEUVRE: FAURE (Edgar) (p. 5429).

ERGONOMIE: MINETTI (Louis) (p. 5439).

EXPORTATIONS: BEREGOVY (Pierre) (p. 5423); FAURE (Edgar) (p. 5430); LACOUR (Pierre) (p. 5433, 5434); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI: BEREGOVY (Pierre) (p. 5424).

FORFAIT HOSPITALIER: SCHWINT (Robert) (p. 5432); MIDY (Monique) (p. 5436); CHERIOUX (Jean) (p. 5437, 5438); BERANGER (Jean) (p. 5443); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

FRAIS GENERAUX: VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

HANDICAPES: SCHWINT (Robert) (p. 5431).

HOPITAUX: SCHWINT (Robert) (p. 5432); MIDY (Monique) (p. 5436); CHERIOUX (Jean) (p. 5438).

HOPITAUX (tarifs): BEREGOVY (Pierre) (p. 5423); BOHL (André) (p. 5425); RIGOU (Michel) (p. 5426); SCHWINT (Robert) (p. 5432); MIDY (Monique) (p. 5436); CHERIOUX (Jean) (p. 5437, 5438); MIROUDOT (Michel) (p. 5441); BERANGER (Jean) (p. 5443); VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444) **IMPORTATIONS**: FAURE (Edgar) (p. 5430); MIDY (Monique) (p. 5436).

IMPOTS: FAURE (Edgar) (p. 5429).

INSTITUT CURIE: MINETTI (Louis) (p. 5439).

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM): MINETTI (Louis) (p. 5439).

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG): CHERIOUX (Jean) (p. 5438).

MALADIES PROFESSIONNELLES : MINETTI (Louis) (p. 5439).

MEDECINE : BOHL (André) (p. 5426) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

MEDICAMENTS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5423).

MUTUALITE : FAURE (Edgar) (p. 5429).

NOTAIRES : COLLETTE (Henri) (p. 5443).

PATRONAT : MIDY (Monique) (p. 5435, 5436).

PHARMACIE (industrie) : MIDY (Monique) (p. 5437) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5443).

POLITIQUE ECONOMIQUE : BOHL (André) (p. 5424, 5426) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5440).

POLYNESIE FRANCAISE : MILLAUD (Daniel) (p. 5443).

PRERETRAITE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5424) ; BOHL (André) (p. 5424) ; RIGOU (Michel) (p. 5426) ; SCHWINT (Robert) (p. 5431) ; MIDY (Monique) (p. 5436) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; BERANGER (Jean) (p. 5442).

PRESSE : BOHL (André) (p. 5423) ; SCHWINT (Robert) (p. 5431) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; BERANGER (Jean) (p. 5442).

PRESTATIONS SOCIALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5422) ; BOHL (André) (p. 5424) ; BERANGER (Jean) (p. 5443).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5423) ; BERANGER (Jean) (p. 5443).

PROFIT : MIDY (Monique) (p. 5435, 5436).

PROTECTION SOCIALE : SCHWINT (Robert) (p. 5431) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437).

PUBLICITE (pharmaceutique) : BOHL (André) (p. 5425) ; RIGOU (Michel) (p. 5427) ; SCHWINT (Robert) (p. 5431) ; MIDY (Monique) (p. 5436) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; BERANGER (Jean) (p. 5442) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5443).

RETRAITE (âge de la) : SCHWINT (Robert) (p. 5431) ; BERANGER (Jean) (p. 5442).

RHUM : VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

SECURITE SOCIALE (commission des comptes) : MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5422, 5424) ; BOHL (André) (p. 5424, 5426) ; RIGOU (Michel) (p. 5426) ; FAURE (Edgar) (p. 5428) ; SCHWINT (Robert) (p. 5430, 5431) ; MIDY (Monique) (p. 5436, 5437) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441, 5442) ; BERANGER (Jean) (p. 5442) ; MILLAUD (Daniel) (p. 5443).

SECURITE SOCIALE (financement) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5422, 5424) ; RIGOU (Michel) (p. 5426) ; FAURE (Edgar) (p. 5428, 5429) ; SCHWINT (Robert) (p. 5430, 5431) ; MIDY (Monique) (p. 5435, 5436) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5440, 5441) ; BERANGER (Jean) (p. 5442).

SECURITE SOCIALE (organismes) : MIDY (Monique) (p. 5435) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; SECURITE SOCIALE (prestations) : CHERIOUX (Jean) (p. 5438) ; MILLAUD (Daniel) (p. 5443).

SECURITE SOCIALE (ticket modérateur) : BOHL (André) (p. 5425) ; SCHWINT (Robert) (p. 5431, 5432) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437).

SOCIETE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET DES ALLUMETTES (SEITA) : BOHL (André) (p. 5426) ; LACOUR (Pierre) (p. 5435) ; MINETTI (Louis) (p. 5439) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

SOLIDARITE NATIONALE : SCHWINT (Robert) (p. 5433).

TABAC : LACOUR (Pierre) (p. 5435).

TABAGISME : MINETTI (Louis) (p. 5439, 5440) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : FAURE (Edgar) (p. 5430).

TAXE SUR LES ALCOOLS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5423) ; BOHL (André) (p. 5426) ; RIGOU (Michel) (p. 5427) ; FAURE (Edgar) (p. 5428) ; SCHWINT (Robert) (p. 5432) ; LACOUR (Pierre) (p. 5433) ; MIDY (Monique) (p. 5436) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; MINETTI (Louis) (p. 5439) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

TAXE SUR LE TABAC : BEREGOVOY (Pierre) (p. 5423) ; BOHL (André) (p. 5426) ; RIGOU (Michel) (p. 5427) ; FAURE (Edgar) (p. 5428) ; SCHWINT (Robert) (p. 5432) ; LACOUR (Pierre) (p. 5433) ; MIDY (Monique) (p. 5436) ; MINETTI (Louis) (p. 5439) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 5444).

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS : BOHL (André) (p. 5426) ; SCHWINT (Robert) (p. 5432) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5441) ; BERANGER (Jean) (p. 5443).

VISITEURS MEDICAUX : BOHL (André) (p. 5425) ; SCHWINT (Robert) (p. 5431) ; CHERIOUX (Jean) (p. 5437) ; BERANGER (Jean) (p. 5442).

Motion n° 2 de M. André Bohl, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 5444) : MM. André Bohl, rapporteur ; Robert Schwint, Pierre Beregovoy, ministre.

Adoption de la motion (p. 5449 ; scrutin public n° 41 ; liste des votants p. 5467).

Rejet (15 novembre 1982) (p. 5449).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1982) (p. 7088, 7095).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7088, 7094) MM. François Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés ; André Bohl, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Lacour, Michel Rigou, Charles Bonifay, Jean Chérioux, Abel Sempe, Philippe de Bourgoing, Adolphe Chauvin.

AIDE SOCIALE : BOHL (André) (p. 7089) ; AUTAIN (François) (p. 7094) ; CHERIOUX (Jean) (p. 7094).

ALCOOLS : LACOUR (Pierre) (p. 7090) ; RIGOU (Michel) (p. 7091) ; SEMPE (Abel) (p. 7093) ; AUTAIN (François) (p. 7094).

ALLOCATIONS FAMILIALES : BOHL (André) (p. 7089).

ASSURANCE MALADIE : AUTAIN (François) (p. 7088) ; BOHL (André) (p. 7088).

ASSURANCE VIEILLESSE : BONIFAY (Charles) (p. 7091).

COGNAC : LACOUR (Pierre) (p. 7090) ; RIGOU (Michel) (p. 7091) ; SEMPE (Abel) (p. 7093).

CUMULS : BOHL (André) (p. 7088).

HOPITAUX : BOHL (André) (p. 7089) ; BONIFAY (Charles) (p. 7092) ; CHERIOUX (Jean) (p. 7092).

HOPITAUX (tarifs) : BOHL (André) (p. 7088, 7089) ; BONIFAY (Charles) (p. 7091, 7092) ; AUTAIN (François) (p. 7094) ; CHERIOUX (Jean) (p. 7094).

NOTAIRES : AUTAIN (François) (p. 7088) ; BOHL (André) (p. 7088).

PHARMACIE (industrie) : BOHL (André) (p. 7088, 7089).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : AUTAIN (François) (p. 7088) ; BOHL (André) (p. 7088, 7089).

SECURITE SOCIALE (financement) : BOHL (André) (p. 7089) ; RIGOU (Michel) (p. 7091) ; BONIFAY (Charles) (p. 7091) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 7093) ; AUTAIN (François) (p. 7094).

SECURITE SOCIALE (organismes) : AUTAIN (François) (p. 7088, 7094) ; BOHL (André) (p. 7088) ; CHERIOUX (Jean) (p. 7092).

TAXE SUR LES ALCOOLS : BOHL (André) (p. 7089) ; LACOUR (Pierre) (p. 7090) ; SEMPE (Abel) (p. 7092, 7093).

TAXE SUR LE TABAC : BOHL (André) (p. 7089) ; LACOUR (Pierre) (p. 7090).

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS : AUTAIN (François) (p. 7088) ; BOHL (André) (p. 7089).

Motion n° 1 de M. André Bohl, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 7094) : *MM. André Bohl, rapporteur ; Charles Bonifay, François Autain, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 7095 ; scrutin public n° 119 ; liste des votants p. 7113).

Rejet (18 décembre 1982) (p. 7095).

Voir aussi ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG ; 2^e lecture, DG
 COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
 COUR DES COMPTES
 DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
 LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ; Commerce et artisanat ; Départements et territoires d'outre-mer ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2
 PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n°92, DG
 TRAITES ET CONVENTIONS, 17, DG
 TRAVAIL, 4, DG

SECURITE SOCIALE (commission des comptes)

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

SECURITE SOCIALE (cotisations)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Agriculture ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
 SECURITE SOCIALE, 2, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

SECURITE SOCIALE (élections)

Voir SECURITE SOCIALE, 2, DG

SECURITE SOCIALE (financement)

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
 LOI DE FINANCES, 1, DG ; Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
 LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; nouvelle lecture, DG
 PLAN, 1, DG
 POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

SECURITE SOCIALE, 2, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

SECURITE SOCIALE (organismes)

Voir SECURITE SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
 SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
 UNION DES CAISSES NATIONALES DE SECURITE SOCIALE (UCANSS)

SECURITE SOCIALE (prestations)

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

SECURITE SOCIALE (ticket modérateur)

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

SEMENCES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 32

SENAT

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG ; nouvelle lecture
 QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 86
 RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

SENATEURS

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG ; Relations extérieures
 RENSEIGNEMENTS DIVERS, en tête de la table

SEPARATION DES POUVOIRS

Voir SECURITE PUBLIQUE, 1, DG

SERVICE D'ACTION CIVIQUE (SAC)

Voir CORSE, 1, DG
 TRAVAIL, 2, DG

SERVICE D'ESPIONNAGE ET DU CONTRE-ESPIONNAGE (SDECE)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 96

SERVICE MILITAIRE ADAPTE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

SERVICE MOBILE D'URGENCE ET DE REANIMATION

Voir LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation

SERVICE NATIONAL

1. - **Proposition de loi instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'art. L. 10 du code du service national**, présentée par M. Pierre-Bernard Cousté, député et plusieurs de ses collègues (8 juillet 1981) [n° 27] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport commun avec les

propositions n° 344 et n° 589, de M. Louis Robin (10 décembre 1981) [n° 606] – Discussion commune (2 juin 1982).

Proposition de loi tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie, présentée par M. Jean Brocard, député et plusieurs de ses collègues (17 septembre 1981) [n° 344] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport commun, avec les propositions n° 27 et n° 589, de M. Louis Robin (10 décembre 1981) [n° 606] – Discussion commune avec les mêmes propositions (voir plus bas).

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code du service national, présentée par M. Louis Robin, député et plusieurs de ses collègues (3 décembre 1981) [n° 589] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport commun avec les propositions n° 27 et n° 344, de M. Louis Robin (10 décembre 1981) [n° 606].

Discussion commune aux trois propositions précédentes (2 juin 1982) – Adoption (2 juin 1982) [n° 155].

NOUVEL INTITULE COMMUN : « Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code du service national ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 juin 1982) [n° 375 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Chaumont (22 juin 1982) [n° 412 (81-82)] – Discussion (23 juin 1982) (p. 3058, 3063) – Adoption (23 juin 1982) [n° 117].

PROMULGATION : Loi n° 82-541 du 29 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 30 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(23 juin 1982) (p. 3058, 3063).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3058, 3061) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Paul Malassagne, Charles Henu, ministre de la défense.*

COOPERATION : HENU (Charles) (p. 3061).

ETUDIANTS : CHAUMONT (Jacques) (p. 3059, 3060) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 3060) ; HENU (Charles) (p. 3060, 3061).

PREPARATION MILITAIRE : CHAUMONT (Jacques) (p. 3059).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARA-MEDICALES : CHAUMONT (Jacques) (p. 3059) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 3060) ; HENU (Charles) (p. 3060, 3061).

SERVICE NATIONAL : CHAUMONT (Jacques) (p. 3059, 3060) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 3060) ; HENU (Charles) (p. 3060, 3061).

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (SNLE) : HENU (Charles) (p. 3061).

SURSIS (REPORT D'INCORPORATION) : CHAUMONT (Jacques) (p. 3059, 3060) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 3060) ; HENU (Charles) (p. 3060).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3061, 3063) *MM. Jacques Genton, Charles Henu, ministre ; Charles de Cuttoli, Jacques Chaumont, rapporteur ; Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Report supplémentaire d'incorporation ; art. L. 5 bis du code de service national*) – Adopté (p. 3061).

Art. 2 (*Report spécial d'incorporation ; art. L. 10 du code du service national*) – Adopté (p. 3062).

Art. 3 (*Durée du service national effectuée au titre de l'aide technique ou de la coopération ; art. L. 12 du code du service national*) – Adopté (p. 3062).

Après l'art. 3 (p. 3062).

Retirés : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : consultation du Conseil supérieur des Français de l'étranger ou de son bureau permanent pour déterminer les conditions d'appel différé au service national actif, les cas de dispense des obligations du service national actif (p. 3063) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jacques Habert : dispense du service militaire pour les jeunes gens français et de nationalité étrangère venant de faire leurs études supérieures en France, s'ils ont accompli leur service obligatoire dans leur pays de résidence, ou s'ils ont obtenu un sursis d'incorporation au titre de ces études (p. 3063).

Adoption (23 juin 1982) (p. 3063).

2. – **Proposition de loi tendant à indexer le prêt accordé aux jeunes gens accomplissant le service national actif sur le SMIC**, présentée par M. Serge Boucheny, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 497 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

3. – **Proposition de loi tendant à accorder aux jeunes gens accomplissant le service national actif le droit d'adhérer aux associations politiques, philosophiques ou religieuses de leur choix reconnues par la loi**, présentée par M. Serge Boucheny, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1982 – 21 septembre 1982) [n° 498 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir aussi JUSTICE, 1, DG

LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
PREPARATION MILITAIRE
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2
SERVICE MILITAIRE ADAPTE
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 42, DG
VOLONTAIRES DU SERVICE NATIONAL
ACTIF (VSNA)

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

1. – **Projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (28 septembre 1982) [n° 518 (81-82)] – Renvoi à la commission des lois.

SERVICES D'AIDE MEDICALE URGENTE (SAMU)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG

SERVICES D'ETUDE ET D'AMENAGEMENT DU TOURISME (SEAT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

SERVICES EXTERIEURS DU TRAVAIL

Voir TRAVAIL, 4, DG

SERVICES SECRETS

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 96

SIDERURGIE (industrie)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire ; Recherche et industrie
NATIONALISATIONS, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG

SITES ET PAYSAGES (protection des)

Voir COLLECTIVITES LOCALES 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Environnement

**SOCIETE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES
TABACS ET DES ALLUMETTES (SEITA)**

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

**SOCIETE FINANCIERE DE RADIODIFFUSION
(SOFIRAD)**

Voir RADIODIFFUSION TELEVISION (SOCIETE
FINANCIERE DE RADIODIFFUSION (SOFIRAD))

SOCIETE FRANÇAISE DE PRODUCTION (SFP)

Voir RADIODIFFUSION TELEVISION (SOCIETE
FRANÇAISE DE PRODUCTION (SFP))

SOCIETE GENERALE

Voir NATIONALISATIONS, 1, DG

SOCIETE INTERPROFESSIONNELLE DES OLEAGINEUX

Voir AGRICULTURE, 2, DG

**SOCIETE MONEGASQUE D'EXPLOITATION ET
D'ETUDES DE RADIODIFFUSION (SOMERA)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures

**SOCIETE NATIONALE CHARGEE DE LA PRODUCTION
DE DOCUMENTS AUDIOVISUELS**

Voir AUDIOVISUEL, 1

**SOCIETE NATIONALE DE CONSTRUCTION POUR LES
TRAVAILLEURS (SONACOTRA)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé,
solidarité nationale

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

**SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER
FRANÇAIS (SNCF)**

Voir CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Transports
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
TRANSPORTS, 1, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

**SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
(SNEP)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I
services généraux-Information

**SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE
CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION
(SNECMA)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
NATIONALISATIONS, 1, DG

**SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE
(SNIAS)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
NATIONALISATIONS, 1, DG

**SOCIETE POUR LA MISE EN VALEUR AGRICOLE DE
LA CORSE (SOMIVAC)**

Voir CORSE, 1, DG
CORSE, 2, DG

**SOCIETE POUR L'EXPANSION DES VENTES DES
PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (SOPEXA)**

Voir AGRICULTURE, 2, DG

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE (SARL)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES
SOCIETES COMMERCIALES

SOCIETES CIVILES

Voir ENTREPRISES, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 11
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1
EPARGNE, 2
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2

SOCIETES COMMERCIALES

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
ENTREPRISES, 2, DG
EPARGNE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 11 ; nouvelle lecture, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
nouvelle lecture, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

SOCIETES COOPERATIVES DE BANQUES

Voir BANQUES 1, DG

**SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE
PRODUCTION (SCOP)**

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 7 ; Plan et aménagement
du territoire ; Recherche et industrie ; nouvelle lecture,
DG

**SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER)**

Voir CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture ; Départements et
territoires d'outre-mer

SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE

Voir PARLEMENT, 3, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1

SOCIETES DE COURSE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

SOCIETES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Voir EPARGNE, 2, DG

SOCIETES D'INVESTISSEMENT

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (SICAV)

Voir EPARGNE, 2, DG

SOCIETES FILIALES

Voir BANQUES, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 11
NATIONALISATIONS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

SOCIETES MUTUALISTES

Voir BANQUES 1, DG

SOCIETES NATIONALES

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG

SOCIETES NATIONALES DE PROGRAMME

Voir RADIODIFFUSION TELEVISION (SOCIETES DE PROGRAMME)

SOCIETES NATIONALES DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION

Voir AUDIOVISUEL, 1

SOCIETES REGIONALES DE RADIODIFFUSION-TELEVISION

Voir AUDIOVISUEL, 1

SOCIETES TERRITORIALES DE RADIODIFFUSION-TELEVISION

Voir AUDIOVISUEL, 1

SOINS AMBULATOIRES

Voir SECURITE SOCIALE, 3

SOIERIE (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 141, DG

SOLDAT (condition du)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
MILITAIRES

SOLIDARITE NATIONALE

Voir CHOMAGE : INDEMNISATION, 1, DG
CORSE, 2, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
JUSTICE, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Prestations sociales agricoles ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
PLAN, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG

SONATRACH (société)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

SONDAGES ET ENQUETES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
BAUX, 1, DG
ELECTIONS, 6, DG

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGIN (SNLE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)
SERVICE NATIONAL, 1, DG

SOUS-TRAITANCE

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Commerce et artisanat ; Monnaies et médailles
NATIONALISATIONS, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 97, DG ; 141, DG ; 145, DG

SPECTACLES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 6

SPECULATION FONCIERE

Voir BAUX, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

SPOLIATIONS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

SPORT DE HAUT NIVEAU

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education nationale

SPORTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

SPORTS D'HIVER

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 89, DG

SPORTS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education nationale

SRI LANKA

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 24

STAGES (école nationale d'administration)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG

« STAGFLATION »

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG

SUCCESSIONS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
FILIAISON, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 128
TRAITES ET CONVENTIONS, 33, 34

SUCRE

Voir AGRICULTURE, 2, DG
BOURSES DE COMMERCE, 1, DG
INDUSTRIE SUCRIERE
LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

SUISSE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 4

SURGENERATEURS

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 134

SURIS

Voir SERVICE NATIONAL, 1, DG

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS (SNI)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 22, DG

SYNDICATS DE COMMUNES

Voir SYNDICATS INTERCOMMUNAUX

SYNDICATS DE RETRAITES

Voir TRAVAIL, 2, DG

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG ; CMP
COOPERATION INTERCOMMUNALE

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
BANQUES 1, DG
COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG
CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG ; 2^e lecture, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Education nationale ; Plan et aménagement du territoire ; Affaires sociales I section commune III travail, emploi
NATIONALISATIONS, 1, DG
PARLEMENT, 3, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 92, DG ; 95 ; 131, DG ; 145, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
TRANSPORTS, 1
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 3, DG
TRAVAIL, 4, DG

SYRIE

Voir MOYEN ORIENT
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG ; Relations extérieures
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL (SMI)

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

T**TABAC**

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 14 ; Agriculture
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TAXE SUR LE TABAC

TABAGISME

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

TAHITI

Voir LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants

TAPIS (industrie)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG

TARIFS

Voir HOPITAUX (tarifs)
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2
TRANSPORTS, 1, DG

TARIFS PUBLICS

Voir LOI DE FINANCES, 1, DG

TARIFS PUBLICS (PTT)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ;
Services du Premier ministre I services généraux-
Information

TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRE DES METIERS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 2, DG

TAXE A L'ESSIEU

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 25, DG

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 17 ; Education nationale

TAXE DE CORESPONSABILITE SUR LE LAIT

Voir AGRICULTURE, 2, DG

TAXE DE CORESPONSABILITE SUR LES CEREALES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

TAXE DE PROTECTION SANITAIRE ET D'ORGANISATION DES MARCHES DES VIANDES

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 18

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE

Voir LOI DE FINANCES, 1, nouvelle lecture, DG

TAXE D'HABITATION

Voir ASSURANCE VIEILLESSE, 3, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 8 ; Intérieur et décentrali-
sation
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ; art.
1^{er} et 19 ; nouvelle lecture, DG

TAXE DIFFERENTIELLE SUR LES VEHICULES A MOTEUR (vignette)

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 13

TAXE INTERIEURE SUR LES CARBURANTS

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

TAXE PROFESSIONNELLE

1. – Proposition de loi tendant à instituer un versement aux communes, compensatoire des moins-values de recettes fiscales résultant de l'exonération de la taxe professionnelle des centres d'aide par le travail ou ateliers protégés des associations départementales des amis et parents d'enfants inadaptés (ADAPEI) qu'elles accueillent sur leur territoire, présentée par M. Louis Souvet, sénateur et plusieurs de ses collègues (18 mai 1982) [n° 336 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Intérieur et décentralisation ; après l'art. 53 A
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ;
art. 2, 10 à 18 ; nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 113 ;
131, DG

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS (TIPP)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG

TAXES FONCIERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, art. 3 et 26

TAXES PARAFISCALES

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 44 ; Recherche et industrie

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG

TAXE SUR LA PUBLICITE PHARMACEUTIQUE

Voir SECURITE SOCIALE, 3

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

1. – Proposition de loi relative à la régularisation des déductions de TVA en cas de vols avec effraction ou sous la

menace d'une arme, présentée par M. Georges Lombard, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1982) [n° 48 (82-83)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi **COLLECTIVITES LOCALES**, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 9, art. 16 ; Culture
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG ;
 art. 3 et 26 ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
PLAN, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 131,
 DG ; 141, DG
SECURITE SOCIALE, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 35, DG

**TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) (hôtellerie
 du luxe et de quatre étoiles)**

Voir **QUESTION ORALE AVEC DEBAT**, n° 88

**TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR LA
 REDEVANCE TELEVISION**

Voir **LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE**, 2, nouvelle
 lecture, DG

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Voir **ENTREPRISES**, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, après l'art. 54 ter

TAXE SUR LES ALCOOLS

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, DG ; Départements et
 territoires d'outre-mer ; Affaires sociales II santé, soli-
 darité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

**TAXE SUR LES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION
 DES VEHICULES**

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, art. 15 ; Intérieur et décentra-
 lisation

TAXE SUR LES ESPACES VERTS

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Environnement ; après l'art. 74

TAXE SUR LES HUILES

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, art. 22

TAXE SUR LES SALAIRES

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Affaires sociales II santé,
 solidarité nationale

TAXE SUR LE TABAC

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, DG ; Départements et
 territoires d'outre-mer ; Affaires sociales II santé, soli-
 darité nationale
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture

TAXIS

Voir **ASSURANCE VIEILLESSE**, 3, 2^e lecture, DG

**TECHNICIENS D'ETUDES ET DE FABRICATIONS
 (TEF)**

Voir **EXAMENS ET CONCOURS**, 3, DG

TELECOMMUNICATIONS

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

TELECOMMUNICATIONS (industrie)

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Postes et télécommunications

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF)

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Postes et télécommunications

TELEPHONE (annuaire téléphonique)

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG

TELETEL

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Postes et télécommunications

TELEMATIQUE

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications
VELIZY (EXPERIENCE TELEMATIQUE)

TELEVISION

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG ; nouvelle lecture
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Temps libre ; Culture ;
 Communication audiovisuelle ; Relations extérieures
RADIODIFFUSION TELEVISION

TELEVISION (chaines)

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Communication audiovisuelle

TELEVISION (émissions)

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG

TELEVISION (informations)

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Services du Premier ministre
 I services généraux-Information
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 103

TELEVISION PRIVEE

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG

TELEVISION (programmes)

Voir **AUDIOVISUEL**, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Culture

TELEVISION (publicité)

Voir **LOI DE FINANCES**, 1, Services du Premier ministre I
 services généraux-information

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)

1. – Proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, présentée par M. Daniel Millaud, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 octobre 1982) [n° 61 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi ELECTIONS, 8, DG
LOI DE FINANCES, 1, Anciens combattants ; Agriculture ; Education nationale ; Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, DG
PLAN, 1, CMP

TERRORISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe) ; Intérieur et décentralisation ; Relations extérieures
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 140
SECURITE PUBLIQUE, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

TEXTILE (industrie)

Voir AGRICULTURE, 2, art. 15
LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur ; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
PLAN TEXTILE
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, nouvelle lecture, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 90 ; 108 ; 127 ; 141
TRAVAIL, 1, DG

TEXTILES

Voir TEXTILE (industrie)

THEATRES DRAMATIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture

THEATRES LYRIQUES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture
OPERA (BASTILLE)

THEATRES NATIONAUX

Voir COMEDIE FRANÇAISE
COUR DES COMPTEES
LOI DE FINANCES, 1, Culture

THERMALISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale ; Temps libre

THOMSON-BRANDT (société)

Voir NATIONALISATIONS, 1

TIERS MONDE

Voir DIALOGUE NORD SUD
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

**QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 41, DG****TITRES PARTICIPATIFS**

Voir EPARGNE, 2, DG

TOURISME

1. – Proposition de loi portant réforme de l'organisation régionale du tourisme, présenté au Sénat par M. Marc Boeuf, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 avril 1982) [n° 268 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Pierre Lacour (7 octobre 1982) [n° 12 (82-83)] – Discussion (12 octobre 1982) (p. 4450, 4462) – Adoption (12 octobre 1982) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 1982) [n° 1144] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(12 octobre 1982) (p. 4450, 4462).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4450, 4457) *MM. Pierre Lacour, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Vallon, François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme ; Georges Mouly, Marc Boeuf, Jacques Ménard.*

COMITES DEPARTEMENTAUX DU TOURISME (CDT) : MOULY (Georges) (p. 4454) ; BOEUF (Marc) (p. 4455).

COMITES REGIONAUX DU TOURISME ET DES LOISIRS (CRTL) : LACOUR (Pierre) (p. 4451, 4452) ; VALLON (Pierre) (p. 4452, 4453) ; ABADIE (François) (p. 4453) ; MOULY (Georges) (p. 4454) ; BOEUF (Marc) (p. 4454, 4455) ; MENARD (Jacques) (p. 4456).

CONSEIL SUPERIEUR DU TOURISME : ABADIE (François) (p. 4453) ; BOEUF (Marc) (p. 4454).

DELEGATIONS REGIONALES AU TOURISME : VALLON (Pierre) (p. 4453) ; BOEUF (Marc) (p. 4455).

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA) : LACOUR (Pierre) (p. 4451).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER) : LACOUR (Pierre) (p. 4451).

REGIONS : LACOUR (Pierre) (p. 4452) ; VALLON (Pierre) (p. 4452, 4453) ; ABADIE (François) (p. 4453) ; MOULY (Georges) (p. 4453, 4454) ; BOEUF (Marc) (p. 4455) ; MENARD (Jacques) (p. 4455).

TOURISME : LACOUR (Pierre) (p. 4450, 4451, 4452) ; VALLON (Pierre) (p. 4452, 4453) ; ABADIE (François) (p. 4453) ; MOULY (Georges) (p. 4453, 4454) ; BOEUF (Marc) (p. 4454, 4455, 4456) ; MENARD (Jacques) (p. 4456, 4457).

TOURISME (social) : BOEUF (Marc) (p. 4456).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4457, 4462) *MM. Marc Boeuf, Pierre Lacour, rapporteur ; François Abadie, secrétaire d'Etat ; François Giacobbi, Pierre Vallon, Gérard Delfau, Jean Peyrafitte, Jacques Ménard.*

Art. 1^{er} (Création des comités régionaux du tourisme et des loisirs (CRTL) (p. 4457).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Marc Boeuf : limitation à deux comités régionaux de tourisme par région à la date de promulgation de la présente loi (p. 4457).

– L'art. 1^{er} est adopté (p. 4457).

Art. 2 (compétence des CRTL) – Adopté (p. 4457).

Art. 3 (*modalités d'association des CRTL*) – Adopté (p. 4457).

Art. 4 (*composition du CRTL*) – Adopté (p. 4458).

Art. 5 (*composition et élection du bureau du CRTL*) (p. 4458).

Adoptés : amendements n° 5 de MM. Bernard Legrand et François Giacobbi, qui le soutient : obligation de choisir un élu pour être président du comité (p. 4458) – Amendement n° 3 de M. Pierre Vallon : possibilité d'élire le président parmi les membres du comité régional du tourisme et des loisirs jusqu'à la première réunion des conseils régionaux élus au suffrage universel (p. 4459).

Retiré : amendement n° 4 de MM. Bernard Legrand et François Giacobbi qui le soutient : suppression de l'obligation d'élire le président du conseil d'administration du comité régional de tourisme parmi les conseillers régionaux membres du comité (p. 4458).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4459).

Art. 6 (*Compétence du Président du CRTL*) – Adopté (p. 4459).

Art. 7 (*Organisation interne du CRTL*) – Adopté (p. 4459).

Art. 8 (*Personnel des CRTL*) – Adopté (p. 4459).

Art. 9 (*Désignation et compétences du directeur du CRTL*) (p. 4459).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Marc Boeuf : interdiction pour le directeur de cumuler sa fonction avec celle de délégué régional au tourisme (p. 4460 ; scrutin public n° 3 ; liste des votants p. 4492).

– L'art. 9 est adopté (p. 4460).

Art. 10 (*Ressources des CRTL*) (p. 4460).

Adopté : amendement n° 6 de M. François Abadie, secrétaire d'Etat : ressources du comité régional du tourisme et des loisirs comprenant éventuellement les subventions et contributions de toute nature de l'Etat (p. 4461).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4461).

Art. 11 (*Règlement intérieur*) – Adopté (p. 4461).

Art. 12 (*Abrogation de lois antérieures – Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 4461).

Art. 13 (*Champ d'application de la loi*) – Adopté (p. 4461).

Art. 14 (*Mesures réglementaires d'application de la loi*) – Adopté (p. 4461).

Explications de vote : MM. Paul Malassagne (p. 4461), Pierre Vallon (p. 4461), Louis Jung (p. 4461), Hubert Peyou (p. 4461), Marc Boeuf (p. 4461), Jacques Menard (p. 4462).

Scrutin public n° 4 (p. 4462 ; liste des votants p. 4493).

Adoption (12 octobre 1982) (p. 4462).

Voir aussi CORSE, 1, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 16 ; Transports ; Temps libre ; Plan et aménagement du territoire ; Départements et territoires d'outre-mer
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ; 89, DG

TOURISME (aide au)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

TOURISME FLUVIAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 20, DG

TOURISME RURAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

TOURISME SOCIAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Transports
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 52, DG ; 89, DG
TOURISME, 1, DG

TOXICOMANIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales II santé, solidarité nationale
TABAGISME

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

TRAITES ET CONVENTIONS

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention sur la sécurité sociale du 28 février 1952 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté de Monaco**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (15 juillet 1981) [n° 91] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Max Gallo (8 octobre 1981) [n° 463] – Discussion (29 octobre 1981) – Adoption (29 octobre 1981) [n° 52].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 octobre 1981) [n° 45 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Francis Palmero (14 décembre 1981) [n° 120 (81-82)] – Discussion (7 avril 1982) (p. 972, 973) – Adoption définitive (7 avril 1982) [n° 50].

PROMULGATION : Loi n° 82-350 du 20 avril 1982 (JO Lois et Décrets du 21 avril 1982).

Discussion (première lecture)

(7 avril 1982) (p. 972, 973).

I. **DISCUSSION GENERALE** (p. 972, 973) : MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Charles Bosson, en remplacement de M. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

ASSURANCE VIEILLESSE : CHANDERNAGOR (André) (p. 972) ; **BOSSON** (Charles) (p. 972, 973).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 973)

Art. Unique (*Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention sur la sécurité sociale du 28 février 1952 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco, signé à Paris le 17 décembre 1979*) – Adopté (p. 973).

Adoption (7 avril 1982) (p. 973).

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (15 juillet 1981) [n° 90] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Théo Vial-Massat (5 novembre 1981) [n° 493] – Discussion (26 novembre 1981) – Adoption (26 novembre 1981) [n° 62].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1981) [n° 80 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Max Lejeune (14

décembre 1981) [n° 119 (81-82)] – Discussion (7 avril 1982) (p. 969, 971) – Adoption (7 avril 1982) [n° 48].

PROMULGATION : Loi n° 82-347 du 20 avril 1982 (JO Lois et Décrets du 21 avril 1982).

Discussion (première lecture)

(7 avril 1982) (p. 969, 971).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 969, 970) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Charles Bosson, en remplacement de M. Max Lejeune, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CHANDERNAGOR (André) (p. 970).

FLORE ET FAUNE (Antarctique) : CHANDERNAGOR (André) (p. 970) ; BOSSON (Charles) (p. 970).

PECHE MARITIME : BOSSON (Charles) (p. 970) ; CHANDERNAGOR (André) (p. 970).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 971)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, ensemble une annexe, signée à Camberra le 20 mars 1980*) – Adopté (p. 971).

Adoption (7 avril 1982) (p. 971).

3. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Autriche**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (15 juillet 1981) [n° 93] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Léotard (5 novembre 1981) [n° 494] – Discussion (26 novembre 1981) – Adoption (26 novembre 1981) [n° 63].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1981) [n° 81 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (15 décembre 1981) [n° 128 (81-82)] – Discussion (7 avril 1982) (p. 967, 968) – Adoption (7 avril 1982) [n° 46].

PROMULGATION : Loi n° 82-348 du 20 avril 1982 (JO Lois et Décrets du 21 avril 1982).

Discussion (première lecture)

(7 avril 1982) (p. 967, 968).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 967, 968) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

DOUANES : CHANDERNAGOR (André) (p. 967) ; BOSSON (Charles) (p. 968).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 968)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Autriche, signée à Vienne le 29 février 1980*) – Adopté (p. 968).

Adoption (7 avril 1982) (p. 968).

4. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la pêche dans le lac Léman**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (15 juillet 1981) [n° 95] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alain Madelin (5 novembre 1981) [n° 495] – Discussion (26 novembre 1981) – Adoption (26 novembre 1981) [n° 64].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1981) [n° 82 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (15 décembre 1981) [n° 129 (81-82)] – Discussion (7 avril 1982) (p. 968, 969) – Adoption (7 avril 1982) [n° 47].

PROMULGATION : Loi n° 82-349 du 20 avril 1982 (JO Lois et Décrets du 21 avril 1982).

Discussion (première lecture)

(7 avril 1982) (p. 968, 969).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 968, 969) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

PECHE FLUVIALE : CHANDERNAGOR (André) (p. 968) ; BOSSON (Charles) (p. 968, 969).

POLLUTION (eau) : BOSSON (Charles) (p. 969).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 969)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la pêche dans le lac Léman (ensemble une annexe et un règlement d'application), signée à Berne le 20 novembre 1980*) – Adopté (p. 969).

Adoption (7 avril 1982) (p. 969).

5. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (15 juillet 1981) [n° 96] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Mahéas (26 novembre 1981) [n° 571] – Discussion (10 décembre 1981) – Adoption (10 décembre 1981) [n° 72].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1981) [n° 116 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moynet (27 mai 1982) [n° 352 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2508, 2509) – Adoption (3 juin 1982) [n° 104].

PROMULGATION : Loi n° 82-483 du 10 juin 1982 (JO Lois et décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2508, 2509).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2508, 2509) Discussion commune I. du présent projet de loi – II. Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu – [n° 295 et 353 (1981-1982)] – III. Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande afin d'éviter la double imposition en matière de transport aérien [n° 289 et 354 (1981-1982)] voir TRAITES ET CONVENTIONS, 25 II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 2509)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Port-Louis le 11 décembre 1980, et celle du protocole signé le même jour*) – Adopté (p. 2509).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2509).

6. – **Projet de loi 1 – autorisant la ratification d'un Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe; 2 – autorisant l'approbation d'un Accord interne entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 20 novembre 1979**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (2 novembre 1982) [n° 488] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Vade pied (3 décembre 1982) [n° 591] – Discussion (17 décembre 1982) – Adoption (17 décembre 1982) [n° 79].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1981) [n° 143 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (2 avril 1982) [n° 241 (81-82)] – Discussion (7 avril 1982) (p. 971, 972) Adoption (7 avril 1982) [n° 49].

PROMULGATION : Loi n° 82-351 du 20 avril 1982 (JO Lois et Décrets du 21 avril 1982).

Discussion (première lecture)

(7 avril 1982) (p. 971, 972).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 971, 972) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes; Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CHARBON : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 971).

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA) : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 971).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 971).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FDE) : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 972).

LOME (Convention de) : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 971).

SIDERURGIE (Industrie) : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 971).

ZIMBABWE (République du) : CHANDERNAGOR (André) (p. 971); MATRAJA (Pierre) (p. 971, 972).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 972)

Art. 1^{er} (*Autorisation d'approbation de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe, le 4 novembre 1980*) – Adopté (p. 972).

Art. 2 (*Autorisation d'approbation d'un accord interne entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 20 novembre 1979*) – Adopté (p. 972).

Adoption (7 avril 1982) (p. 972).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation de trois conventions internationales relatives à la protection de la nature**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981) – 12 janvier 1982 [n° 166 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Merli (5 mai 1982) [n° 318 (81-82)].

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions**

en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 167 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Philippe Machefer (6 avril 1982) [n° 244 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1441, 1442) – Adoption (28 avril 1982) [n° 60].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 838] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Paulette Nevoux (13 mai 1982) [n° 863] – Discussion (3 juin 1982) – Adoption (3 juin 1982) [n° 156].

PROMULGATION : Loi n° 82-485 du 10 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1441, 1442).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1441, 1442) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération; Philippe Machefer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Louis Perrein.*

COOPERATION JUDICIAIRE : COT (Jean-Pierre) (p. 1441); MACHEFER (Philippe) (p. 1441, 1442); PERREIN (Louis) (p. 1442).

ENFANTS (garde des) : COT (Jean-Pierre) (p. 1441, 1442); MACHEFER (Philippe) (p. 1441, 1442); PERREIN (Louis) (p. 1442).

TUTELLE (mineurs) : COT (Jean-Pierre) (p. 1441).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE : (p. 1442)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, signée à Luxembourg le 20 mai 1980*) – Adopté (p. 1442).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1442).

9. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention tendant à faciliter l'accès international à la justice**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 168 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gérard Gaud (5 mai 1982) [n° 319 (81-82)] – Discussion (13 mai 1982) (p. 1982, 1983) – Adoption (13 mai 1982) [n° 83].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1982) [n° 874] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Raoul Vade pied (27 mai 1982) [n° 905] – Discussion (10 juin 1982) – Adoption (10 juin 1982) [n° 166].

PROMULGATION : Loi n° 82-524 du 21 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 22 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1982, 1983).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1982, 1983) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures; Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

AIDE JUDICIAIRE : GAUD (Gérard) (p. 1983).

ASSISTANCE JUDICIAIRE : CHEYSSON (Claude) (p. 1982); GAUD (Gérard) (p. 1983).

CAUTION JUDICIAIRE : CHEYSSON (Claude) (p. 1982); GAUD (Gérard) (p. 1983).

CONTRAINTES PAR CORPS : CHEYSSON (Claude) (p. 1982) ; GAUD (Gérard) (p. 1983).

CONVENTIONS DE LA HAYE : CHEYSSON (Claude) (p. 1982) ; GAUD (Gérard) (p. 1983).

JUSTICE (COPIES D'ACTES) : CHEYSSON (Claude) (p. 1982) ; GAUD (Gérard) (p. 1983).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 1583)

Art. unique (Autorisation de ratification de la convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, faite à La Haye le 25 octobre 1980) – Adopté (p. 1983).

Adoption (13 mai 1982) (p. 1983).

10. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 169 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Philippe Machefer (6 avril 1982) [n° 245 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1442, 1443 – Adoption (28 avril 1982) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 839] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Paulette Nevoux (13 mai 1982) [n° 864] – Discussion (3 juin 1982) – Adoption (3 juin 1982) [n° 157].

PROMULGATION : Loi n° 82-486 du 10 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1442, 1443).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1442, 1443) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Philippe Machefer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Louis Perrein.*

ENFANTS (enlèvements) : COT (Jean-Pierre) (p. 1442) ; MACHEFER (Philippe) (p. 1443).

ENFANTS (garde des) : COT (Jean-Pierre) (p. 1442) ; MACHEFER (Philippe) (p. 1443) ; PERREIN (Louis) (p. 1443).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : MACHEFER (Philippe) (p. 1443).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1443) **Art. unique** (Autorisation d'approbation de la convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, signée à La Haye le 25 octobre 1980) – Adopté (p. 1443).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1443).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-brésilienne de coopération judiciaire en matière civile, commerciale, sociale et administrative**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 170 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (6 avril 1982) [n° 246 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1444) – Adoption (28 avril 1982) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 840] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (13 mai 1982) [n° 865] – Discussion (3 juin 1982) – Adoption (3 juin 1982) [n° 158].

PROMULGATION : Loi n° 82-487 du 10 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1444).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1444) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ASSISTANCE JUDICIAIRE : COT (Jean-Pierre) (p. 1444) ; MATRAJA (Pierre) (p. 1444).

COOPERATION JUDICIAIRE : COT (Jean-Pierre) (p. 1444) ; MATRAJA (Pierre) (p. 1444).

FRANCAIS (langue) : MATRAJA (Pierre) (p. 1444).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : MATRAJA (Pierre) (p. 1444).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1444)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la Convention franco-brésilienne de coopération judiciaire en matière civile commerciale, sociale et administrative, signée à Paris le 30 janvier 1981) – Adopté (p. 1444).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1444).

12. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et le royaume du Maroc relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 171 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alfred Gérin (21 avril 1982) [n° 277 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1443) – Adoption (28 avril 1982) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 841] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus (13 mai 1982) [n° 866] – Discussion (3 juin 1982) – Adoption (3 juin 1982) [n° 159].

PROMULGATION : Loi n° 82-484 du 10 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 11 juin 1982).

Discussion (Première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1443).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1443) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

COOPERATION JUDICIAIRE : COT (Jean-Pierre) (p. 1443).

DIVORCE : COT (Jean-Pierre) (p. 1443) ; GERIN (Alfred) (p. 1443).

MARIAGE : COT (Jean-PIERRE) (p. 1443) ; GERIN (Alfred) (p. 1443).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : GERIN (Alfred) (p. 1443).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1443)

Art. unique (Autorisation de ratification de la convention entre la République française et le royaume du Maroc relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire, signée à Rabat le 10 août 1981) – Adopté (p. 1443).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1443).

13. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1981 – 12 janvier 1982) [n° 172 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (5 mai

1982) [n° 320 (81-82)] – Discussion (13 mai 1982) (p. 1983, 1984) – Adoption (13 mai 1982) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1982) [n° 873] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Adrien Zeller (27 mai 1982) [n° 904] – Discussion (10 juin 1982) – Adoption (10 juin 1982) [n° 165].

PROMULGATION : Loi n° 82-523 du 21 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 22 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1983, 1984).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1983, 1984) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CONTRATS : CHEYSSON (Claude) (p. 1983) ; BOSSON (Charles) (p. 1983, 1984).

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES : CHEYSSON (Claude) (p. 1983) ; BOSSON (Charles) (p. 1984).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 1984)

Art. unique (*Autorisation de ratification de la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles signée à Rome, le 19 juin 1980*) – Adopté (p. 1984).

Adoption (13 mai 1982) (p. 1984).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention fiscale franco-égyptienne**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 (2 avril 1982) [n° 216 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Josy Moinet (8 avril 1982) [n° 257 (81-82)] – Discussion (13 mai 1982) (p. 1980, 1981) – Adoption (13 mai 1982) [n° 81].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1982) [n° 872] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Raymond Julien (27 mai 1982) [n° 903] – Discussion (10 juin 1982) – Adoption (10 juin 1982) [n° 164].

PROMULGATION : Loi n° 82-522 du 21 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 22 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1980, 1981).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1980, 1981) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

EGYPTE : CHEYSSON (Claude) (p. 1980, 1981) ; MOINET (Josy) (p. 1981).

ETUDIANTS : CHEYSSON (Claude) (p. 1981).

IMPOTS (DOUBLES IMPOSITIONS) : CHEYSSON (Claude) (p. 1980) ; MOINET (Josy) (p. 1981).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 1981)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) signée à Paris le 19 juin 1980*) – Adopté (p. 1981).

Adoption (13 mai 1982) (p. 1981).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord portant création du Fonds commun pour les produits de base**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché

pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 217 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alfred Gérin (21 avril 1982) [n° 278 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1444, 1445) – Adoption (28 avril 1982) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 842] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bellon (13 mai 1982) [n° 867] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption (24 juin 1982) [n° 178].

PROMULGATION : Loi n° 82-549 du 30 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 1^{er} juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1444, 1445).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1444, 1445) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE : COT (Jean-Pierre) (p. 1445) ; GERIN (Alfred) (p. 1445).

MATIERES PREMIERES : COT (Jean-Pierre) (p. 1445) ; GERIN (Alfred) (p. 1445).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : COT (Jean-Pierre) (p. 1445) ; GERIN (Alfred) (p. 1445).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 1445) **Art. unique** (*Autorisation d'approbation de l'accord relatif à la création du Fonds commun pour les produits de base, ouvert à la signature à New-York, le 1 octobre 1980*) – Adopté (p. 1445).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1445).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1980 sur le cacao**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 – 2 avril 1982) [n° 218 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alfred Gérin (21 avril 1982) [n° 279 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1445, 1446) – Adoption (28 avril 1982) [65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 845] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Lagorce (13 mai 1982) [n° 868] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption – 24 juin 1982 [n° 179].

PROMULGATION : Loi n° 82-548 du 30 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 1^{er} juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1445, 1446).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1445, 1446) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

CACAO : COT (Jean-Pierre) (p. 1445, 1446) ; GERIN (Alfred) (p. 1446).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : COT (Jean-Pierre) (p. 1445) ; GERIN (Alfred) (p. 1446).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1446)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord international de 1980 sur le cacao, fait à Genève le 19 novembre 1980*) – Adopté (p. 1446).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1446).

17. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative aux transports internationaux ferroviaires**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour

ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982 [n° 219 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Gilbert Belin (4 mai 1982) [n° 311 (81-82)] - Discussion (13 mai 1982) (p. 1984, 1985) - Adoption (13 mai 1982) [n° 85].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1982) [n° 871] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Théo Vial-Massat (27 mai 1982) [n° 902] - Discussion (10 juin 1982) - Adoption (10 juin 1982) [n° 163].

PROMULGATION : Loi n° 82-520 du 21 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 22 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1984, 1985).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1984, 1985) : *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Gilbert Belin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE POUR LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (OTIF) : CHEYSSON (Claude) (p. 1984) ; BELIN (Gilbert) (p. 1984).

TRANSPORTS FERROVIAIRES : CHEYSSON (Claude) (p. 1984) ; BELIN (Gilbert) (p. 1984, 1985).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 1985)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires, signée à Berne le 9 mai 1980*) - Adopté (p. 1985).

Adoption (13 mai 1982) (p. 1985).

18. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant n° 4 à la convention générale entre la France et la Tunisie sur la sécurité sociale**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 230 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Francis Palmero (4 mai 1982) [n° 312 (81-82)] - Discussion (13 mai 1982) (p. 1985) - Adoption (13 mai 1982) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mai 1982) [n° 870] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques Mahéas (27 mai 1982) [n° 901] - Discussion (10 juin 1982) - Adoption (10 juin 1982) [n° 162].

PROMULGATION : Loi n° 82-521 du 21 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 22 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1985).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1985) : *MM. Claude Cheysson ministre des relations extérieures ; Charles Bosson, en remplacement de M. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

SECURITE SOCIALE : CHEYSSON (Claude) (p. 1985) ; BOSSON (Charles) (p. 1985).

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 1985)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'avenant n° 4 à la convention générale entre la France et la Tunisie sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965, signé à Paris le 29 décembre 1980*) - Adopté (p. 1985).

Adoption (13 mai 1982) (p. 1985).

19. - **Projet de loi relatif aux deux protocoles de 1981 prorogeant l'accord international sur le blé de 1971**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M.

Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 février 1982 - 2 avril 1982) [n° 231 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Emile Didier (21 avril 1982) [n° 280 (81-82)] - Discussion (28 avril 1982) (p. 1446, 1447) - Adoption (28 avril 1982) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1982) [n° 844] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Adrien Zeller (13 mai 1982) [n° 869] - Discussion (24 juin 1982) - Adoption (24 juin 1982) [n° 180].

PROMULGATION : Loi n° 82-550 du 30 juin 1982 (JO Lois et Décrets du 1^{er} juillet 1982).

Discussion (première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1446, 1447).

I DISCUSSION GENERALE (p. 1446, 1447) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Emile Didier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

BLE : COT (Jean-Pierre) (p. 1446) ; DIDIER (Emile) (p. 1447).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : COT (Jean-Pierre) (p. 1446) ; DIDIER (Emile) (p. 1447).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : COT (Jean-Pierre) (p. 1446) ; DIDIER (Emile) (p. 1447).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1447)

Art. unique (*Autorisation d'approbation des protocoles portant sixième prorogation de la convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'accord international sur le blé de 1971, faits à Londres le 6 mars 1981*) - Adopté (p. 1447).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1447).

20. - **Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (15 juillet 1981) [n° 99] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Philippe Sanmarco (26 novembre 1981) [n° 572] - Discussion (8 avril 1982) - Adoption (8 avril 1982) [n° 122].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1982) [n° 262 (81-82)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Josy Moinet (29 avril 1982) [n° 309 (81-82)] - Discussion (13 mai 1982) (p. 1981, 1982) - Adoption (13 mai 1982) [n° 82].

PROMULGATION : Loi n° 82-414 du 19 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 20 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(13 mai 1982) (p. 1981, 1982).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1981, 1982) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

RAPATRIES (INDEMNISATION DES) : CHEYSSON (Claude) (p. 1981) ; MOINET (Josy) (p. 1982).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1982) : *MM. Claude Cheysson, ministre ; Josy Moinet, rapporteur.*

Art. 1^{er} (*Evaluation forfaitaire de la valeur d'indemnisation des biens visés*) - Adopté (p. 1982).

Art. 2 (*Déduction du montant de l'indemnité des avantages fiscaux ayant résulté pour les personnes indemnisables de*

l'imputation sur leurs bénéficiaires des pertes qu'elles ont subies) – Adopté (p. 1982).

Art. 3 (*Exclusion du champ d'application du projet des dépenses déjà indemnisées en vertu des lois de 1970 et 1978*) – Adopté (p. 1982).

Art. 3 bis (*Plafonnement des indemnités versées*) – Adopté (p. 1982).

Art. 4 (*Délai de forclusion des demandes d'indemnité*) – Adopté (p. 1982).

Adoption (13 mai 1982) (p. 1982).

21. – Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique nord sur l'accèsion de l'Espagne, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (2 avril 1982) [n° 733] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Guidoni (2 avril 1982) [n° 752] – Discussion (8 avril 1982) – Adoption (8 avril 1982) [n° 123].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1982) [n° 263 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gérard Gaud (21 avril 1982) [n° 281 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1447, 1450) – Adoption définitive (28 avril 1982) [n° 67].

PROMULGATION : Loi n° 82-374 du 6 mai 1982 (JO Lois et décrets du 7 mai 1982).

Discussion (Première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1447, 1450).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1447, 1450) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération; Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean Garcia, André Méric, Philippe Machefer.*

ARMEMENT (armement nucléaire et atomique) : GARCIA (Jean) (p. 1450).

COMMUNAUTE EUROPEENNE : GAUD (Gérard) (p. 1448).

DESARMEMENT : GARCIA (Jean) (p. 1450).

ESPAGNE : COT (Jean-Pierre) (p. 1447); GAUD (Gérard) (p. 1448, 1449); GARCIA (Jean) (p. 1449); MERIC (André) (p. 1450); MACHEFER (Philippe) (p. 1450).

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN) : COT, Jean-Pierre) (p. 1447); GAUD (Gérard) (p. 1448); GARCIA (Jean) (p. 1449, 1450); MACHEFER (Philippe) (p. 1450).

REFERENDUM : GARCIA (Jean) (p. 1450).

TERRORISME : GAUD (Gérard) (p. 1448).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1450)

Art. unique (*Autorisation de ratification du protocole du traité de l'Atlantique nord sur l'accèsion de l'Espagne, signé à Bruxelles le 10 décembre 1981*) – Adopté (p. 1450).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1450).

22. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux conventions internationales concernant le transport par chemin de fer des marchandises, des voyageurs et des bagages, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (2 novembre 1981) [n° 486] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Lagorce (2 avril 1982) [n° 749] – Discussion (21 avril 1982) – Adoption (21 avril 1982) [n° 128].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 288 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gilbert Belin (27 mai

1982) [n° 357 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2505, 2506) – Adoption (3 juin 1982) [n° 99].

PROMULGATION : Loi n° 82-488 du 10 juin 82 (JO Lois et décrets 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2505, 2506).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2505, 2506) : *André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes; Gilbert Belin, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance.*

TRAITES ET CONVENTIONS (ratification) : BELIN (Gilbert) (p. 2506); SCHUMANN (Maurice) (p. 2506); CHANDERNAGOR (André) (p. 2506).

TRANSPORTS FERROVIAIRES (indemnité de perte, avarie ou retard) : CHANDERNAGOR (André) (p. 2506); BELIN (Gilbert) (p. 2506).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2506)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la disposition complémentaire aux conventions internationales du 7 février 1970 concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM) et le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV), et à la convention additionnelle à la CIV du 25 février 1966, adoptée à Berne le 11 novembre 1977*) – Adopté (p. 2506).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2506).

23. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande afin d'éviter la double imposition en matière de transport aérien, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (2 novembre 1981) [n° 487] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Mahéas (2 avril 1982) [n° 750] – Discussion (21 avril 1982) – Adoption (21 avril 1982) [n° 129].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 289] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (27 mai 1982) [n° 354 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2508, 2509) – Adoption (3 juin 1982) [n° 103].

PROMULGATION : Loi n° 82-481 du 10 juin 1982 (JO Lois et décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2508, 2509).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2508, 2509) – Discussion commune I. du présent projet de loi – II. Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste du Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu – [n° 295 et 353 (1981-1982)] – III. Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 116 et 352 (1981-1982)] voir TRAITES ET CONVENTIONS, 25

II. DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 2509).

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande afin d'éviter la double imposition en matière de transport aérien, signé à Paris le 8 mai 1981*) – Adopté (p. 2509).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2509).

24. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 83 bis)**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (2 novembre 1981) [n° 489] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (2 avril 1982) [n° 751] – Discussion (21 avril 1982) – Adoption (21 avril 1982) [n° 130].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 290 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Boucheny (27 mai 1982) [n° 358 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2506, 2507) – Adoption (3 juin 1982) [n° 100].

PROMULGATION: Loi n° 82-480 du 10 Juin 1982 (JO Lois et décrets 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2506, 2507).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2506, 2507) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Serge Boucheny, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

AVIATION CIVILE INTERNATIONALE : CHANDERNAGOR (André) (p. 2506, 2507) ; **BOUCHENY** (Serge) (p. 2507).

COMPAGNIES AERIENNES : CHANDERNAGOR (André) (p. 2506) ; **BOUCHENY** (Serge) (p. 2507).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2507)

Art. unique (Autorisation de ratification du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 83 bis) fait à Montréal le 6 octobre 1980) – Adopté (p. 2507).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2507).

25. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (13 avril 1982) [n° 767] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Adrien Zeller (20 avril 1982) [n° 781] – Discussion (22 avril 1982) – Adoption (22 avril 1982) [n° 140].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 295 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (27 mai 1982) [n° 353 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2508, 2509) – Adoption (3 juin 1982) [n° 102].

PROMULGATION: Loi n° 82-479 du 10 Juin 1982 (JO Lois et décrets du 10 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2508, 2509).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2508, 2509) – Discussion commune I. du présent projet de loi – II. Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande afin d'éviter la double imposition en matière de transport aérien. [Nos 289 et 354 (1981-1982)] – III. Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. [Nos 116 et 352 (1981-1982)] *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

IMPÔTS (doubles impositions) : **Chandernagor** (André) (p. 2508, 2509) ; **Moinet** (Josy) (p. 2508, 2509).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2509)

Art. unique (autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Colombo le 17 septembre 1981) – Adopté (p. 2509).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2509).

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (13 avril 1982) [n° 768] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Lagorce (20 avril 1982) [n° 782] – Discussion (22 avril 1982) – Adoption (22 avril 1982) [n° 139].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 296 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (27 mai 1982) [n° 355 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2507) – Adoption (3 juin 1982) [n° 101].

PROMULGATION: Loi n° 82-478 du 10 Juin 1982 (JO Lois et décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2507).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2507) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

TAXE A L'ESSIEU : CHANDERNAGOR (André) (p. 2507) ; **MOINET** (Josy) (p. 2507).

TRANSPORTS ROUTIERS : CHANDERNAGOR (André) (p. 2507) ; **MOINET** (Josy) (p. 2507).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2507)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international, signé à Madrid le 16 octobre 1981) – Adopté (p. 2507).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2507).

27. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (13 avril 1982) [n° 769] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Asensi (20 avril 1982) [n° 783] – Discussion (22 avril 1982) – Adoption (22 avril 1982) [n° 138].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 297 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Emile Didier (27 mai 1982) [n° 359 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2505) – Adoption (3 juin 1982) [n° 98].

PROMULGATION: Loi n° 82-482 du 10 Juin 1982 (JO Lois et décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2505).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2505) *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Emile Didier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE : CHANDERNAGOR (André) (p. 2505) ; DIDIER (Emile) (p. 2505).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2505)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, faite à Vienne le 11 avril 1980*) – Adopté (p. 2505).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2505).

28. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (13 avril 1982) [n° 766] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Michel Bérégovoy (20 avril 1982) [n° 780] – Avis de M. Marc Verdon (21 avril 1982) [n° 821] – Discussion (22 avril 1982) – Adoption (22 avril 1982) [n° 136].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 298 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (27 avril 1982) [n° 300 (81-82)] – Discussion (28 avril 1982) (p. 1450, 1452) – Adoption définitive (28 avril 1982) [n° 68].

PROMULGATION : Loi n° 82-376 du 6 mai 1982 (JO Lois et Décrets du 7 mai 1982).

Discussion (Première lecture)

(28 avril 1982) (p. 1450, 1452).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1450, 1452) *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Serge Boucheny.*

CAMP DAVID (accords de) : COT (Jean-Pierre) (p. 1451) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1451) ; BOUCHENY (Serge) (p. 1451, 1452).

FORCE MULTINATIONALE ET D'OBSERVATEURS : COT (Jean-Pierre) (p. 1451) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1451) ; BOUCHENY (Serge) (p. 1452).

INDEPENDANCE : BOUCHENY (Serge) (p. 1451, 1452).

ISRAEL : COT (Jean-Pierre) (p. 1450, 1451) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1451) ; BOUCHENY (Serge) (p. 1451, 1452).

MOYEN-ORIENT : COT (Jean-Pierre) (p. 1451) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1451) ; BOUCHENY (Serge) (p. 1451, 1452).

PALESTINIENS : COT (Jean-Pierre) (p. 1450) ; BOUCHENY (Serge) (p. 1451, 1452).

SADATE (président) : VOILQUIN (Albert) (p. 1451).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1452)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord par échanges de lettres en date des 18 et 20 mars 1982 relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs*) – Adopté (p. 1452).

Adoption (28 avril 1982) (p. 1452).

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (13 avril 1982) [n° 770] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus (20 avril 1982) [n° 784] – Discussion (22 avril 1982) – Adoption (22 avril 1982) [n° 137].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1982) [n° 299 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (27 mai 1982) [n° 360 (81-82)] – Discussion (3 juin 1982) (p. 2504, 2505) – Adoption (3 juin 1982) [n° 97].

PROMULGATION : Loi n° 82-477 du 10 juin 1982 (JO Lois et décrets du 11 juin 1982).

Discussion (première lecture)

(3 juin 1982) (p. 2504, 2505).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2504, 2505) : *MM. André Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes ; Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

DETENUS : CHANDERNAGOR (André) (p. 2504) ; BOSSON (Charles) (p. 2504).

JEUNES : BOSSON (Charles) (p. 2504).

PEINES (TRANSFEREMENT DES CONDAMNES) : CHANDERNAGOR (André) (p. 2504) ; BOSSON (Charles) (p. 2504, 2505).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2505)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés, signée à Rabat le 10 août 1981*) – Adopté (p. 2505).

Adoption (3 juin 1982) (p. 2505).

30. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord général de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Mozambique**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (14 mai 1982) [n° 334 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Longequeue (9 juin 1982) [n° 382 (81-82)] – Discussion (23 juin 1982) (p. 3057, 3058) – Adoption (23 juin 1982) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1982) [n° 977] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Vadepied (7 décembre 1982) [n° 1276].

Discussion (première lecture)

(23 juin 1982) (p. 3057, 3058).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3057, 3058) : *MM. Charles Hernu ; ministre de la défense ; Louis Longequeue, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

AIDE ALIMENTAIRE : LONGEQUEUE (Louis) (p. 3058).

COOPERANTS : HERNU (Charles) (p. 3058).

COOPERATION : HERNU (Charles) (p. 3057, 3058) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 3058).

DIALOGUE NORD-SUD : LONGEQUEUE (Louis) (p. 3058).

DIPLOMES : LONGEQUEUE (Louis) (p. 3058).

ENSEIGNANTS : HERNU (Charles) (p. 3058) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 3058).

FRANCAIS (Langue) : HERNU (Charles) (p. 3058).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3058)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord général de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Mozambique, signé à Maputo le 19 décembre 1981*) – Adopté (p. 3058).

Adoption (23 juin 1982) (p. 3058).

31. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (1^{er} juin 1982) [n° 367 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (16 juin 1982) [n° 393] – Discussion (23 juin 1982) (p. 3056, 3057) – Adoption (23 juin 1982) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1982) [n° 1246] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Georges Bustin (25 novembre 1982) [n° 1246] – Discussion (18 décembre 1982) – Adoption (18 décembre 1982) [n° 294].

PROMULGATION : Loi n° 82-1095 du 23 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 24 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(23 juin 1982) (p. 3056, 3057).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3056, 3057) : *MM. Charles Hernu, ministre de la défense ; Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CALAMITES ET CATASTROPHES : HERNU (Charles) (p. 3056) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3057).

PROTECTION CIVILE : HERNU (Charles) (p. 3056) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3057).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3057)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Paris le 21 avril 1981) – Adopté (p. 3057).

Adoption (23 juin 1982) (p. 3057).

32. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la protection des obtentions végétales**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (1^{er} juin 1982) [n° 368 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alfred Gérin (16 juin 1982) [n° 394 (81-82)] – Discussion (23 juin 1982) (p. 3055, 3056) – Adoption (23 juin 1982) [n° 114].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1982) [n° 976] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Adrien Zeller (10 novembre 1982) [n° 1206] – Discussion (8 décembre 1982) – Adoption (8 décembre 1982) [n° 276].

PROMULGATION : Loi n° 82-1049 du 14 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 15 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(23 juin 1982) (p. 3055, 3056).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3055, 3056) *MM. Charles Hernu, ministre de la défense ; Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

OBTENTIONS VEGETALES : HERNU (Charles) (p. 3055) ; GERIN (Alfred) (p. 3056).

RECHERCHE AGRONOMIQUE : HERNU (Charles) (p. 3055) ; GERIN (Alfred) (p. 3056).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3056)

Art. unique (Autorisation de ratification de la convention signée à Genève le 23 octobre 1978 et intitulée « Convention internationale pour la protection des obtentions végétales » du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978) – Adopté (p. 3056).

Adoption (23 juin 1982) (p. 3056).

33. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole)**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (1^{er} juin 1982) [n° 369 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (7 juillet 1982) [n° 461 (81-82)] – Discussion (5 octobre 1982) (p. 4349) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 8].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 1136] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Lydie Dupuy (16 décembre 1982) [n° 1314] – Discussion (18 décembre 1982) – Adoption (18 décembre 1982) [n° 297].

PROMULGATION : Loi n° 82-1092 du 23 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 24 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4349).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4349) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

EXPORTATIONS : MOINET (Josy) (p. 4349).

IMPOTS (doubles impositions) : CHEYSSON (Claude) (p. 4349) ; MOINET (Josy) (p. 4349).

INVESTISSEMENTS : MOINET (Josy) (p. 4349).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4349)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole), signée à Paris le 18 février 1982) – Adopté (p. 4349).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4349).

34. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole)**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (1^{er} juin 1982) [n° 370 (81-82)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (7 juillet 1982) [n° 462 (81-82)] – Discussion (5 octobre 1982) (p. 4350) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 1137] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf (16 décembre 1982) [n° 1315] – Adoption (18 décembre 1982) [n° 298].

PROMULGATION : Loi n° 82-1094 du 23 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 24 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4350).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4350) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

COMMERCE EXTERIEUR : MOINET (Josy) (p. 4350).

IMPOTS (doubles impositions) : CHEYSSON (Claude) (p. 4350) ; MOINET (Josy) (p. 4350).

INVESTISSEMENTS : CHEYSSON (Claude) (p. 4350) ; MOINET (Josy) (p. 4350).

II. - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4350)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole), signée à Koweït le 7 février 1982* - Adopté (p. 4350).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4350).

35. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une part de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à certains dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg, et d'autre part de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1980 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du barrage de Kehl-Strasbourg**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (22 juin 1982) [n° 405 (81-82)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Josy Moinet (29 septembre 1982) [n° 519 (81-82)] - Discussion (5 octobre 1982) (p. 4348, 4349) - Adoption (5 octobre 1982) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 1139] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Adrien Zeller (10 novembre 1982) [n° 1205] - Discussion (8 décembre 1982) - Adoption (8 décembre 1982) [n° 277].

PROMULGATION : Loi n° 82-1048 du 14 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 15 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4348).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 4348) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

KEHL-STRASBOURG (barrage) : CHEYSSON (Claude) (p. 4348) ; MOINET (Josy) (p. 4348).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : CHEYSSON (Claude) (p. 4348).

II. - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4348)

Art. 1^{er} (*Autorisation d'approbation de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage Kehl-Strasbourg*) - Adopté (p. 4348).

Art. 2 (*Autorisation d'approbation de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du barrage de Kehl-Strasbourg*) - Adopté (p. 4348).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4348).

36. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (22 juin 1982) [n° 406 (81-82)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Josy Moinet (29 septembre 1982) [n° 520 (81-82)] - Discussion (5 octobre 1982) (p. 4348, 4349) - Adoption (5 octobre 1982) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 1138] - Renvoi à

la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Philippe Sanmarco (25 novembre 1982) [n° 1248] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption (18 décembre 1982) [n° 296].

PROMULGATION : Loi n° 82-1093 du 23 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 24 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4348, 4349).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 4348, 4349) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

IMPOTS (doubles impositions) : CHEYSSON (Claude) (p. 4349) ; MOINET (Josy) (p. 4349).

II. - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4349)

Art. unique (*autorisation d'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), signée à Nicosie le 18 décembre 1981* - Adopté (p. 4349).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4349).

37. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre la République française et le Royaume de Belgique, au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre Deulémont et Menin**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (22 juin 1982) [n° 408 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roger Poudonson (29 septembre 1982) [n° 524 (81-82)] - Discussion (5 octobre 1982) (p. 4347, 4348) - Adoption (5 octobre 1982) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) [n° 1135] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Georges Bustin (25 novembre 1982) [n° 1247] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption (18 décembre 1982) [n° 295].

PROMULGATION : Loi n° 82-1096 du 23 décembre 1982 (JO Lois et Décrets du 24 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4347, 4348).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 4347, 4348) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; Roger Poudonson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

LYS (rivière) : CHEYSSON (Claude) (p. 4347) ; POUDONSON (Roger) (p. 4347, 4348).

NAVIGATION FLUVIALE : CHEYSSON (Claude) (p. 4347) ; POUDONSON (Roger) (p. 4347, 4348).

II. - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4348)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre la République française et le Royaume de Belgique au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre Deulémont et Menin (ensemble cinq annexes), signée à Bruxelles le 3 février 1982*) - Adopté (p. 4348).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4348).

38. - **Projet de loi autorisant la ratification de trois accords relatifs à l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol »**, présenté au Sénat au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (22 juin 1982) [n° 410 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Alfred Gérin (29 septembre 1982) [n° 525 (81-82)] - Discussion (5 octobre 1982) (p. 4345, 4347) - Adoption (5 octobre 1982) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 1134] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (9 décembre 1982) [n° 1282].

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4345, 4347).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4345, 4347) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures; Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CONTROLE DE LA NAVIGATION AERIENNE: CHEYSSON (Claude) (p. 4345, 4346, 4347); GERIN (Alfred) (p. 4346).

IMPOT SUR LE REVENU: GERIN (Alfred) (p. 4347).

ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE (EUROCONTROL): CHEYSSON (Claude) (p. 4345, 4346, 4347); GERIN (Alfred) (p. 4346).

REDEVANCE DE ROUTE (navigation aérienne): CHEYSSON (Claude) (p. 4346, 4347); GERIN (Alfred) (p. 4346).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4347)

Art. 1^{er} (Autorisation de ratification du protocole amendant la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, ensemble un accord multilatéral relatif aux redevances de route, signés à Bruxelles le 12 février 1981) – Adopté (p. 4347).

Art. 2 (Autorisation de ratification du protocole portant modification du protocole additionnel à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », signé à Bruxelles le 21 novembre 1978) – Adopté (p. 4347).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4347).

39. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (26 avril 1982) [n° 827] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (13 mai 1982) [n° 862] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption (24 juin 1982) [n° 181].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1982) [n° 428 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (29 septembre 1982) [n° 526 (81-82)] – Discussion (5 octobre 1982) (p. 4341, 4343) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 2].

PROMULGATION: Loi n° 82-890 du 19 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 20 octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4341, 4343).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4341, 4343) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures; Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Henri Caillavet, Jacques Thyraud.*

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL): BOSSON (Charles) (p. 4342); CAILLAVET (Henri) (p. 4342); THYRAUD (Jacques) (p. 4342, 4343); CHEYSSON (Claude) (p. 4343).

CONSEIL DE L'EUROPE: BOSSON (Charles) (p. 4341); CAILLAVET (Henri) (p. 4342); THYRAUD (Jacques) (p. 4342, 4343); CHEYSSON (Claude) (p. 4343).

DROITS DE L'HOMME: THYRAUD (Jacques) (p. 4343).

FICHIERS AUTOMATISES: BOSSON (Charles) (p. 4342); CAILLAVET (Henri) (p. 4342); THYRAUD (Jacques) (p. 4342, 4343).

INFORMATIQUE: CHEYSSON (Claude) (p. 4341, 4343); BOSSON (Charles) (p. 4341, 4342); CAILLAVET (Henri) (p. 4342); THYRAUD (Jacques) (p. 4342, 4343).

LIBERTES INDIVIDUELLES: CHEYSSON (Claude) (p. 4341); BOSSON (Charles) (p. 4342); THYRAUD (Jacques) (p. 4342).

PROTECTION DE LA VIE PRIVEE: CHEYSSON (Claude) (p. 4341, 4343); BOSSON (Charles) (p. 4341); CAILLAVET (Henri) (p. 4342); THYRAUD (Jacques) (p. 4342, 4343).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4343)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981) – Adopté (p. 4343).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4343).

40. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre Conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Vanuatu**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (28 mai 1982) [n° 910] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Paulette Nevoux (23 juin 1982) [n° 963] – Discussion (24 juin 1982) – Adoption (24 juin 1982) [n° 182].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1982) [n° 429 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (29 septembre 1982) [n° 527 (81-82)] – Discussion (5 octobre 1982) (p. 4343, 4345) – Adoption (5 octobre 1982) [n° 3].

PROMULGATION: Loi n° 82-891 du 19 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 20 octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4143, 4145).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4143, 4145) *MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures; Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Paul d'Ornano.*

COOPERANTS: CHEYSSON (Claude) (p. 4343); MATRAJA (Paul) (p. 4344).

COOPERATION (culturelle, scientifique et technique): CHEYSSON (Claude) (p. 4343, 4344, 4345); MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4344).

ENSEIGNEMENT: CHEYSSON (Claude) (p. 4343); MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4344).

ESSAIS NUCLEAIRES: MATRAJA (Pierre) (p. 4344).

FRANCAIS DE L'ETRANGER: MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4345).

FRANCOPHONIE: CHEYSSON (Claude) (p. 4343); MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4344).

NOUVELLE CALEDONIE: MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4344).

RAPATRIES: MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4345); CHEYSSON (Claude) (p. 4345).

SPOLIATIONS: ORNANO (Paul d') (p. 4345).

VANUATU: CHEYSSON (Claude) (p. 4343, 4344, 4345); MATRAJA (Pierre) (p. 4344); ORNANO (Paul d') (p. 4344, 4345).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4345)

Art. unique (*Autorisation d'approbation d'un accord et de quatre conventions relatives à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Vanuatu*) – Adopté (p. 4345).

Adoption (5 octobre 1982) (p. 4345).

41. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (28 septembre 1982) [n° 512 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des affaires culturelles (20 octobre 1982) – Rapport de M. Charles Bosson (13 octobre 1982) [n° 37 (82-83)] – Discussion (9 novembre 1982) (p. 5338, 5341) – Adoption (9 novembre 1982) [n° 31].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1210] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (Première lecture)

(9 novembre 1982) (p. 5338, 5341).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5338, 5341) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.*

ARCHEOLOGIE : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; BOSSON (Charles) (p. 5339) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

EXPORTATIONS : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; BOSSON (Charles) (p. 5339) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

MONUMENTS HISTORIQUES : MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

MUSEES : BOSSON (Charles) (p. 5339) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

OEUVRES D'ART : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; BOSSON (Charles) (p. 5339) ; Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; BOSSON (Charles) (p. 5339) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340, 5341).

PATRIMOINE (protection du) : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

RESTITUTION (biens culturels) : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; BOSSON (Charles) (p. 5339) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

TIERS-MONDE : COT (Jean-Pierre) (p. 5339) ; BOSSON (Charles) (p. 5339).

VOL (lutte contre le) : COT (Jean-Pierre) (p. 5338) ; BOSSON (Charles) (p. 5339) ; MIROUDOT (Michel) (p. 5340).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5341)

Art. unique (*Autorisation de ratification de la convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, faite à Paris, le 14 novembre 1970*) – Adopté (p. 5341).

Adoption (9 novembre 1982) (p. 5341).

42. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (28 septembre 1982) [n° 513 (81-82)] – Renvoi à

la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gérard Gaud (13 octobre 1982) [n° 38 (82-83)] – Discussion (9 novembre 1982) (p. 5336) – Adoption (9 novembre 1982) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1212] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Adrien Zeller (9 décembre 1982) [n° 1284].

Discussion (première lecture)

(9 novembre 1982) (p. 5336).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5336) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

NATIONALITE (double) : COT (Jean-Pierre) (p. 5336) ; GAUD (Gérard) (p. 5336).

SERVICE NATIONAL : COT (Jean-Pierre) (p. 5336) ; GAUD (Gérard) (p. 5336).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5336) :

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité, signée à Paris le 18 mars 1982*) – Adopté (p. 5336).

Adoption (9 novembre 1982) (p. 5336).

43. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants de droit de visite et d'obligations alimentaires**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (28 septembre 1982) [n° 514 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Alfred Gérin (13 octobre 1982) [n° 39 (82-83)] – Discussion (9 novembre 1982) (p. 5334, 5335) – Adoption (9 novembre 1982) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1211] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Paulette Neveux (9 décembre 1982) [n° 1283].

Discussion (première lecture)

(9 novembre 1982) (p. 5334, 5335).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5334, 5335) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Alfred Gérin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

DROIT DE GARDE (mineurs) : COT (Jean-Pierre) (p. 5334) ; GERIN (Alfred) (p. 5334, 5335).

ENTRAIDE JUDICIAIRE : COT (Jean-Pierre) (p. 5334) ; GERIN (Alfred) (p. 5334, 5335).

PENSIONS ALIMENTAIRES : GERIN (Alfred) (p. 5335).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5335)

Art. unique (*Autorisation d'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligations alimentaires, signée à Paris le 18 mars 1982*) – Adopté (p. 5335).

Adoption (9 novembre 1982) (p. 5335).

44. – **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à l'acte constitutif de la commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse**, présenté au Sénat, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (28 septembre 1982) [n° 515 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de

M. Michel Alloncle (13 octobre 1982) [n° 40 (82-83)] - Discussion (9 novembre 1982) (p. 5336, 5338) - Adoption (9 novembre 1982) [n° 30].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1982) [n° 1213] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(9 novembre 1982) (p. 5336, 5338).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5336, 5338) : *MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération ; Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Marcel Daunay.*

COMMISSION EUROPEENNE DE LUTTE CONTRE LA FIEVRE APHTEUSE : COT (Jean-Pierre) (p. 5336, 5337) ; ALLONCLE (Michel) (p. 5337).

MALADIES DU BETAIL : COT (Jean-Pierre) (p. 5337) ; ALLONCLE (Michel) (p. 5337) ; DAUNAY (Marcel) (p. 5338).

OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES : COT (Jean-Pierre) (p. 5337) ; ALLONCLE (Michel) (p. 5337).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5338)

Art. unique : (*Autorisation d'adhésion de la France à l'acte constitutif de la commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, approuvé le 11 décembre 1953, tel qu'amendé en avril 1973 et approuvé en novembre 1973*) - Adopté (p. 5338).

Adoption (9 novembre 1982) (p. 5338).

Voir aussi PLAN, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 121

TRAITES ET CONVENTIONS (accords d'Helsinki)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

TRAITES ET CONVENTIONS (ratification)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 21, DG

TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 20

TRAMWAYS

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG

TRANSALL C 160 (avion)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe)

TRANSPORTS

1. - **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Charles Fiterman, ministre des transports (21 septembre 1982) [n° 1077] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Alain Chenard (7 octobre 1982) [n° 1133] - Urgence - Discussion (12 au 15 octobre 1982) - Adoption (15 octobre 1982) [n° 250].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 octobre 1982) [n° 50 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (1^{er} décembre 1982) [n° 116 (82-83)] - Discussion (13

décembre 1982) (p. 6760, 6799) ; (14 décembre 1982) (p. 6831, 6873) - Adoption (14 décembre 1982) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1982) [n° 1299] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Chenard (15 décembre 1982) [n° 1301] - COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (15 décembre 1982) [n° 150 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 décembre 1982) [n° 1299] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Alain Chenard (15 décembre 1982) [n° 1304] - Discussion (16 décembre 1982) - Adoption (16 décembre 1982) [n° 287].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1982) [n° 156 (82-83)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Discussion (17 décembre 1982) - Rejet (17 décembre 1982) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1982) [n° 1331] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Alain Chenard (18 décembre 1982) [n° 1332] - Discussion (18 décembre 1982) - Adoption définitive (18 décembre 1982) [n° 302].

Décision du conseil Constitutionnel le 30 décembre 1982 (JO lois et décrets du 31 décembre 1982) déclarant le projet de loi conforme à la Constitution PROMULGATION : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 (JO Lois et décrets du 31 décembre 1982).

Discussion (Première lecture)

(13 décembre 1982) (p. 6760, 6799) ; (14 décembre 1982) (p. 6831, 6873).

I. DISCUSSION GENERALE (13 décembre 1982) (p. 6760, 6777) *MM. Charles Fiterman, ministre des transports ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Raymond Dumont ; Jean Puech ; Pierre Noé, Daniel Millaud, Henri Caillavet, Bernard-Michel Hugo, Robert Laucournet, Jacques Eberhard, Bernard Parmantier, William Chervy, Roland Grimaldi.*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : HUGO (Bernard-Michel) (p. 6770) ; FITERMAN (Charles) (p. 6776).

BATELLERIE : FITERMAN (Charles) (p. 6761, 6763, 6777) ; CAILLAVET (Henri) (p. 6769) ; EBERHARD (Jacques) (p. 6773) ; GRIMALDI (Roland) (p. 6775).

CANAUX : CAILLAVET (Henri) (p. 6769) ; FITERMAN (Charles) (p. 6777).

CHAMBRE NATIONALE DE LA BATELLERIE : FITERMAN (Charles) (p. 6763) ; CAILLAVET (Henri) (p. 6769) ; EBERHARD (Jacques) (p. 6773) ; GRIMALDI (Roland) (p. 6775).

CHAUFFEURS ROUTIERS : FITERMAN (Charles) (p. 6763) ; CHERVY (William) (p. 6774).

CHEMINOTS : LAUCOURNET (Robert) (p. 6771, 6772).

CODE DE L'AVIATION CIVILE : FITERMAN (Charles) (p. 6763).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : FITERMAN (Charles) (p. 6762) ; MILLAUD (Daniel) (p. 6768).

COMPAGNIES AERIENNES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 6771) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 6773, 6774) ; FITERMAN (Charles) (p. 6777).

CONCURRENCE : FITERMAN (Charles) (p. 6761) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 6763), PUECH (Jean)

(p. 6766); NOE (Pierre) (p. 6767); MILLAUD (Daniel) (p. 6768); LAUCOURNET (Robert) (p. 6771); PARMANTIER (Bernard) (p. 6773); CHERVY (William) (p. 6774, 6775); GRIMALDI (Roland) (p. 6775).

CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS : FITERMAN (Charles) (p. 6762).

CONSEIL SUPERIEUR DES TRANSPORTS : FITERMAN (Charles) (p. 6760, 6762, 6777); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 6764).

CONTRATS DE PLAN : FITERMAN (Charles) (p. 6762); NOE (Pierre) (p. 6767); LAUCOURNET (Robert) (p. 6772).

CORSE : FITERMAN (Charles) (p. 6762).

DROIT AU TRANSPORT : FITERMAN (Charles) (p. 6762); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 6764); DUMONT (Raymond) (p. 6765); PUECH (Jean) (p. 6766); NOE (Pierre) (p. 6767); MILLAUD (Daniel) (p. 6768); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6770).

HANDICAPES : FITERMAN (Charles) (p. 6762).

LIGNES FERROVIAIRES : PUECH (Jean) (p. 6766); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6770).

MONTAGNE : FITERMAN (Charles) (p. 6762); NOE (Pierre) (p. 6767).

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION : CAILLAVET (Henri) (p. 6769); EBERHARD (Jacques) (p. 6773); GRIMALDI (Roland) (p. 6775).

PERSONNES AGEES : FITERMAN (Charles) (p. 6762).

PRIX : FITERMAN (Charles) (p. 6762); PUECH (Jean) (p. 6766); CHERVY (William) (p. 6774).

REGIONS : FITERMAN (Charles) (p. 6763, 6777); PUECH (Jean) (p. 6766); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6771); PARMANTIER (Bernard) (p. 6774).

SECURITE ROUTIERE : NOE (Pierre) (p. 6767); CHERVY (William) (p. 6775).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF) : FITERMAN (Charles) (p. 6761, 6763, 6775, 6776, 6777); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 6764); PUECH (Jean) (p. 6765, 6766); MILLAUD (Daniel) (p. 6767); CAILLAVET (Henri) (p. 6769); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6770, 6771); LAUCOURNET (Robert) (p. 6771, 6772); CHERVY (William) (p. 6774).

TARIFS : FITERMAN (Charles) (p. 6763, 6777); PUECH (Jean) (p. 6766); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6771); CHERVY (William) (p. 6774) TRANSPORTS : FITERMAN (Charles) (p. 6760, 6761, 6762, 6763, 6775, 6776, 6777); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 6763, 6764, 6765); DUMONT (Raymond) (p. 6765); PUECH (Jean) (p. 6765, 6766); NOE (Pierre) (p. 6766, 6767); MILLAUD (Daniel) (p. 6767, 6768); CAILLAVET (Henri) (p. 6768, 6769); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6770, 6771); LAUCOURNET (Robert) (p. 6771, 6772); EBERHARD (Jacques) (p. 6772, 6773); PARMANTIER (Bernard) (p. 6773, 6774); CHERVY (William) (p. 6774, 6775); GRIMALDI (Roland) (p. 6775).

TRANSPORTS (entreprises) : FITERMAN (Charles) (p. 6762); DUMONT (Raymond) (p. 6765); PUECH (Jean) (p. 6766); NOE (Pierre) (p. 6767); MILLAUD (Daniel) (p. 6768).

TRANSPORTS AERIENS : FITERMAN (Charles) (p. 6763, 6776, 6777); PUECH (Jean) (p. 6766); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6771); PARMANTIER (Bernard) (p. 6773, 6774).

TRANSPORTS DE MARCHANDISES : FITERMAN (Charles) (p. 6761, 6762, 6763); DUMONT (Raymond) (p. 6765); CAILLAVET (Henri) (p. 6769); LAUCOURNET

(Robert) (p. 6772); CHERVY (William) (p. 6774); GRIMALDI (Roland) (p. 6775).

TRANSPORTS FLUVIAUX : FITERMAN (Charles) (p. 6763, 6775, 6777); CAILLAVET (Henri) (p. 6769); EBERHARD (Jacques) (p. 6772, 6773).

TRANSPORTS ROUTIERS : FITERMAN (Charles) (p. 6761, 6775, 6776); DUMONT (Raymond) (p. 6765); PUECH (Jean) (p. 6766); CAILLAVET (Henri) (p. 6769); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6771); CHERVY (William) (p. 6774).

TRANSPORTS URBAINS : FITERMAN (Charles) (p. 6762); CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 6763); HUGO (Bernard-Michel) (p. 6770).

TRAVAIL (conditions du) : FITERMAN (Charles) (p. 6762).

VOIES NAVIGABLES : EBERHARD (Jacques) (p. 6772, 6773); GRIMALDI (Roland) (p. 6775); FITERMAN (Charles) (p. 6777).

VOIES NAVIGABLES (liaison Rhin-Rhône) : CAILLAVET (Henri) (p. 6769); FITERMAN (Charles) (p. 6777).

VOIES NAVIGABLES (liaison Seine Nord et Seine Est) : CAILLAVET (Henri) (p. 6769).

ZONES RURALES : NOE (Pierre) (p. 6767).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (13 décembre 1982) (p. 6777, 6799); (14 décembre 1982) (p. 6831, 6873) *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur; Charles Fiterman, ministre; Robert Laucournet, Bernard-Michel Hugo, Michel Chauby, président de la commission des affaires économiques, Roland Grimaldi, Raymond Dumont, Adolphe Chauvin, Pierre Noé, Jean Puech, Jacques Eberhard, Etienne Dailly, Philippe de Bourgoing, Jacques Descours Desacres, Louis Lazuech, Marcel Daunay, Jean Colin, Joseph Yvon.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT

CHAPITRE PREMIER

Du droit au transport et des principes généraux applicables aux transports intérieurs

Intitulé (p. 6777).

Adopté : amendement n° 7 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre I : « Des principes généraux applicables aux transports intérieurs destinés à satisfaire les besoins des citoyens » (p. 6797; précédemment réservé p. 6779).

– L'intitulé du chapitre premier du titre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 6797).

Art. 1^{er} (*La satisfaction des besoins des usagers dans les conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité*) (p. 6777).

Adoptés : amendements n° 9 et 10 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : modification de la définition du rôle des transports intérieurs et de la définition du droit au transport (p. 6779; scrutin public n° 99 pour l'amendement n° 9, liste des votants p. 6820, 6821; scrutin public n° 100 pour l'amendement n° 10, liste des votants p. 6821, 6822).

– L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 6779).

Art. 2 (*Principes généraux applicables aux transports intérieurs destinés à satisfaire les besoins des citoyens*) (p. 6780).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de la notion de mise en oeuvre progressive du droit au transport (p. 6780; scrutin public

n° 101, liste des votants p. 6822, 6823) – Amendement n° 12 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : modification des dispositions relatives aux mesures particulières à prendre en faveur des personnes à mobilité réduite et des populations des parties insulaires ou lointaines du territoire national (p. 6781) – Amendement n° 13 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif au droit à l'information en matière de transports (p. 6782 ; scrutin public n° 102, liste des votants 6823, 6824).

Deviennent sans objet : amendement n° 114 de M. Pierre Noé, soutenu par M. Robert Laucournet : mise en oeuvre progressive du droit aux transports et nécessité d'un maillage suffisant du territoire par les moyens de transport public en particulier dans les zones rurales et à faible densité de population (p. 6780) – Amendement n° 115 de M. Pierre Noé, soutenu par M. Roland Grimaldi : renforcement de l'engagement relatif aux mesures particulières à prendre en faveur des personnes à mobilité réduite et des populations des parties insulaires ou lointaines du territoire national (p. 6781).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 6782).

Art. 3 (*Concurrence loyale entre les modes de transport*) (p. 6782).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de la notion de prise en compte, par la politique globale des transports, des coûts sociaux monétaires et non monétaires supportés par les usagers et les tiers (p. 6783 ; scrutin public n° 103, liste des votants p. 6824, 6825) – Amendement n° 16 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : nouvelle rédaction de l'alinéa relatif au rôle de la politique globale des transports pour l'établissement des bases d'une concurrence loyale entre les modes de transport et entre les entreprises (p. 6784).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : rôle de la politique globale des transports : substitution de la notion de développement et de complémentarité des divers modes de transport à la notion de développement harmonieux et complémentaire des divers modes de transports individuels et collectifs (p. 6783).

Retiré : amendement n° 17 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif à la contribution de la politique globale des transports au développement et à l'amélioration de la politique européenne des transports (p. 6784).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6784).

Art. 4 (*Participation des collectivités territoriales à la mise en oeuvre de la politique des transports : schémas de développement de transports, priorité aux transports collectifs, contrats*) (p. 6784).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : élaboration conjointe par l'Etat et les collectivités territoriales de la politique globale des transports ; entreprises et organismes concernés, associés à la mise en oeuvre ; référence au plan de la nation et à l'établissement de schémas de développement de transport (p. 6786) – Amendement n° 19 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : nouvelle rédaction de l'alinéa relatif au développement des transports collectifs (p. 6786).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 6786).

Art. 5 (*Missions de service public des transports*) (p. 6786).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de la notion de service public des transports (p. 6787 ; scrutin public n° 104 ; liste des votants p. 6825, 6826) – Amendement de coordination n° 22 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de la mention du système de transports (p. 6787 ; scrutin public n° 105 ; liste des votants p. 6826, 6827) – Amendement n° 23 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution à la notion d'organisation du transport public de la notion d'organisation du transport pour le compte d'autrui (p. 6788) – Amendement de

coordination n° 24 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : transport pour le compte d'autrui (p. 6788) – Amendement n° 25 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : variation des modalités de relation entre les autorités publiques et les entreprises de transport public et suppression de la référence à la distinction entre transport de personnes ou de marchandises en cette matière (p. 6788) – Amendement de coordination n° 111 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6788) – Amendement n° 122 de M. Charles Fiterman, ministre : définition des transports publics et modification de la disposition relative au compte propre (p. 6788).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif à la mention du développement de l'information sur le système de transport parmi les missions incombant aux pouvoirs publics (p. 6787).

Retiré : amendement n° 127 de MM. Jean Puech qui le soutient et Louis Luzuech : substitution de la notion d'organisation des services de transports à la notion d'organisation du transport public (p. 6788).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 6788).

Art. 6 (*Rémunération du transporteur*) (p. 6788).

Adopté : amendement n° 26 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif au principe de juste rémunération du transporteur (p. 6789).

– L'art. 6 ainsi modifié, est adopté (p. 6789).

Art. 7 (*Principes relatifs aux transports collectifs réguliers des personnes*) (p. 6789).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression du paragraphe I de cet article relatif à l'inscription des entreprises de transport public de personnes (p. 6856 ; précédemment réservé p. 6790) – Amendement n° 28 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : organisation des transports collectifs réguliers de personnes par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements : possibilité d'en confier l'exploitation à un établissement public à caractère industriel et commercial et référence à la loi du 19 juin 1979 sur les transports publics d'intérêt local (p. 6790) – Amendement n° 29 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : modification de l'alinéa relatif aux conditions de financement des services de transport public régulier de personnes (p. 6791) – Amendement n° 30 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution à la notion d'autorité compétente de la notion d'autorité organisatrice pour la définition de la politique tarifaire (p. 6793).

Rejeté : amendement de coordination n° 31 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6793).

– L'art. 7 (précédemment réservé p. 6793), est adopté (p. 6856).

Art. 8 (*Principes relatifs aux transports de marchandises pour compte d'autrui*) (p. 6794).

Adoptés : amendement n° 32 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression du paragraphe I de cet article, relatif à l'exercice des professions de transporteur public de marchandises, de loueur de véhicules industriels destinés aux transports et d'auxiliaire de transports (p. 6859 ; précédemment réservé p. 6794), amendement de coordination n° 33 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution à la notion de contrat de transport public de la notion de contrat de transport pour compte d'autrui (p. 6794) – Amendement rédactionnel n° 35 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6795) – Amendement n° 36 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution de la notion de rémunération des auxiliaires de transport de la notion de rémunération des commissionnaires de transport : suppression du principe selon lequel cette rémunération est supportée par les bénéficiaires des services (p. 6797).

Rejetés : amendement rédactionnel n° 34 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6795) – Sous-amendement

n° 138 de M. Jacques Eberhard, à l'amendement n° 36 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : rétablissement du principe selon lequel cette rémunération est supportée par ceux qui bénéficient des services rendus (p. 6797).

– L'art. 8 (précédemment réservé p. 6797) ainsi modifié, est adopté (p. 6859).

CHAPITRE II

Des conditions sociales de la sécurité

Art. 9 (*Respect des règles relatives aux conditions de travail et de sécurité*) (p. 6797).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 37 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6797) – Amendement n° 38 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : restriction aux seules opérations de transport exécutées pour compte d'autrui de l'obligation de comptabilité avec la réglementation des conditions de travail et de sécurité (p. 6798).

Rejetés : amendement n° 39 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de la disposition relative à l'engagement de la responsabilité de l'expéditeur, du commissionnaire, de l'affrèteur, du mandataire, du destinataire ou de tout autre donneur d'ordre pour les manquements qui leur sont imputables (p. 6832) – Amendement n° 139 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : opérations de transport et conditions conformes à la réglementation applicable en matière de travail et de sécurité (p. 6832).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 6832).

Art. 10 (*Conditions et durée du travail des non salariés chargés de la conduite et du pilotage*) (p. 6832).

Adopté : amendement n° 1 de M. Charles Fiterman, ministre : réglementation relative à la durée du travail et à la durée de conduite (p. 6833).

Rejeté : amendement n° 40 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'applicabilité des conditions et de la durée du travail aux salariés chargés de la conduite ou du pilotage (p. 6833).

Retiré : amendement n° 41 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : réglementation des conditions et de la durée du travail des salariés chargés de la conduite ou du pilotage et prise en compte du progrès des conditions techniques (p. 6833).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 6833).

Art. 11 (*Définition du temps de travail des agents chargés de la conduite ou du pilotage*) – Adopté (p. 6833).

Art. 12 (*Régime de protection en cas d'inaptitude*) – Adopté (p. 6833).

Art. 13 (*Création de commissions paritaires départementales chargées de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail*) (p. 6834).

Adoptés : amendement n° 42 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : création d'une commission consultative pour suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail des conducteurs (p. 6834) – Amendement n° 43 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : composition paritaire de cette commission (p. 6834).

Retiré : amendement n° 116 de M. Pierre Noé : composition de la commission consultative chargée de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail des conducteurs (p. 6834).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 6834).

CHAPITRE III

Des infrastructures, équipements, matériels et technologies.

Art. 14 (*Schémas directeurs d'infrastructures*) (p. 6834).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur prise en compte du coût économique réel pour les

choix relatifs aux infrastructures (p. 6836 ; scrutin public n° 106 ; liste des votants (p. 6883, 6884) – Amendement rédactionnel n° 45 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6836) – Amendement n° 46 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : établissement des schémas directeurs d'infrastructures par l'Etat et possibilité d'établissement par les collectivités territoriales (p. 6836).

Rejetés : amendement n° 128 de M. Jean Puech : choix relatifs aux investissements publics concernant les infrastructures, équipements et matériels de transport (p. 6825) – Amendements identiques n° 47 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur et n° 109 de M. Louis de la Forest ; suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité de contrats entre l'Etat et les collectivités locales intéressées pour la réalisation, l'aménagement d'une infrastructure (p. 6837) – Amendement n° 48 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la précision par décret en Conseil d'Etat des infrastructures et des choix technologiques (p. 6837).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 6837).

Art. 15 (*Modalités de financement des infrastructures*) (p. 6837).

Adoptés : amendement n° 50 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la participation au financement des infrastructures des différentes catégories de bénéficiaires qui en retirent un avantage direct ou indirect (p. 6839 ; scrutin public n° 107 ; liste des votants p. 6885, 6886) – Amendement n° 52 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : perception de taxes pour l'usage d'infrastructures permettant d'en assurer le financement, l'entretien et le fonctionnement (p. 6840 ; scrutin public n° 108 ; liste des votants p. 6886, 6887).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution de la notion d'autorité organisatrice à celle d'autorité compétente (p. 6838).

– L'art. 15 ainsi modifié est adopté (p. 6840 ; scrutin public n° 109 ; liste des votants p. 6887, 6888).

CHAPITRE IV

Des institutions

Art. 16 (*Attributions du conseil national des transports, des comités régionaux et départementaux des transports*) (p. 6841).

Adopté : amendement n° 53 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : création d'un conseil national des transports mais non pas de comités régionaux et départementaux (p. 6842).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 6842).

Art. 17 (*Composition du conseil national des transports, des comités régionaux et départementaux des transports*) (p. 6842).

Adoptés : amendement n° 54 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : composition du conseil national des transports (p. 6842) – Amendement n° 55 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la composition des comités régionaux et départementaux des transports pour coordination (p. 6842) – Amendement n° 56 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la création d'une commission des sanctions administratives au sein du comité régional des transports (p. 6843) – Amendement de coordination n° 57 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6843).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 6843).

Après l'art. 17 (p. 6844).

Retiré : amendement n° 58 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : mesures transitoires pour le conseil supérieur des transports jusqu'à la mise en place du conseil national des transports (p. 6844).

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX DIFFERENTS
MODES DE TRANSPORT

CHAPITRE PREMIER

Du transport ferroviaire

Art. 18 (*Création d'un établissement public industriel et commercial*: « La société nationale des chemins de fer français ») (p. 6844).

Adoptés: amendement n° 59 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: modalités de gestion des filiales de la société nationale des chemins de fer français (p. 6844); sous-amendement rédactionnel n° 136 de M. Charles Fiterman, ministre (p. 6844).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 6844).

Art. 19 (*Régime du domaine immobilier ferroviaire et des biens mobiliers*) (p. 6844).

Adopté: amendement n° 135 de M. Charles Fiterman, ministre: attribution à titre gratuit des biens de la Société nationale des chemins de fer français, société anonyme d'économie mixte à l'établissement public SNCF (p. 6845).

Retiré: amendement n° 132 de M. Raymond Brun, soutenu par M. Jean Chérioux: soustraction des terrains sur lesquels sont implantés les marchés d'intérêt national de la nouvelle concession octroyée à la Société nationale des chemins de fer français (p. 6845).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 6845).

Art. 20 (*Régime des biens immobiliers remis en dotation à la SNCF: dérogations au code du domaine de l'Etat*) (p. 6845).

Adoptés: amendement n° 60 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: caractère de domaine public pour les biens immobiliers remis en dotation à l'établissement public affectés au transport ferroviaire et aménagés spécialement à cette fin (p. 6846).

Amendement n° 61 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: problème des installations de transport d'électricité, de gaz, des postes et des télécommunications bénéficiant d'un droit d'occupation du domaine public et arbitrage éventuel de l'Etat au cas où ces installations de transport énergétique se trouvent dans le domaine public ferroviaire (p. 6846).

– Amendement n° 62 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: acquisition des biens immobiliers par l'établissement public au nom de l'Etat (p. 6846) – Amendement n° 63 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: substitution des termes « utilisés par » à « nécessaires à » (p. 6846); sous-amendement n° 137 de M. Charles Fiterman, ministre: utilisation des biens immobiliers pour la poursuite de ses missions (p. 6846) – Amendement n° 64 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: possibilité pour les biens immobiliers détenus par l'établissement cessant d'être affectés à la poursuite de ses missions de recevoir une autre affectation domaniale (p. 6847).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 6847).

Art. 21 (*Composition du conseil d'administration*) (p. 6847).

Adoptés: amendement n° 65 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: composition du conseil d'administration de l'établissement et représentation de cinq membres choisis en raison de leurs compétences dont deux représentants des usagers nommés par décret (p. 6847) – Amendement n° 66 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: composition du conseil d'administration de l'établissement et représentation de six membres élus par les salariés de l'entreprise et de ses filiales (p. 6848) – Amendement n° 67 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: détermination des modalités de nomination et d'élection des membres du conseil d'administration par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil national des transports (p. 6849).

Devient sans objet: amendement n° 8 de M. Charles Fiterman, ministre: composition du conseil d'administration de l'établis-

sement et représentation de six membres élus par les salariés de l'entreprise et de ses filiales (p. 6848).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 6849).

Art. 22 (*Création des commissions consultatives auprès des directions régionales de la SNCF*) – Adopté (p. 6849).

Art. 23 (*Situation des personnels de la SNCF et de ses filiales – Institutions représentatives du personnel*) – Adopté (p. 6849).

Art. 24 (*Fonctionnement de la SNCF: contrat de plan avec l'Etat, cahier des charges, concours financier de l'Etat*) (p. 6849).

Adoptés: amendement n° 68 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: concours financier de l'Etat à la Société nationale des chemins de fer français (p. 6850); sous-amendement n° 129 de M. Jean Puech soutenu par M. Louis Luzuech: définition par les lois de finances des conditions dans lesquelles l'Etat apporte son concours financier (p. 6850).

Rejeté: amendement n° 69 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: prise en compte par ce concours des objectifs d'assainissement progressif de la situation financière de la société (p. 6850).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 6850).

Art. 25 (*Régime comptable – Contrôle de l'Etat*) – Adopté (p. 6850).

Art. 26 (*Dispositions transitoires*) – Adopté (p. 6850).

CHAPITRE II

Des transports urbains des personnes

Art. 27 (*Périmètre de transports urbains*) (p. 6850).

Rejetés: amendements n° 70 et 71 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: substitution de la notion de transports collectifs à celle de transports publics (p. 6851) – Amendement n° 72 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: impossibilité de création et de modification des dessertes locales des transports collectifs routiers non urbains de personnes à l'intérieur du périmètre sans l'accord de l'autorité organisatrice des transports collectifs urbains et du conseil général (p. 6851).

– L'art. 27 est adopté (p. 6851).

Art. 28 (*Création de plans de déplacements urbains*) (p. 6852).

Adoptés: amendement rédactionnel n° 73 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6852) – Amendement de coordination n° 74 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6852) – Amendement n° 75 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: prise en compte par les plans urbains des conditions générales de trafic (p. 6852) – Amendement n° 76 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: objectifs du plan de déplacements urbains: utilisation plus rationnelle de la voiture et bonne insertion des piétons, des usagers des véhicules à deux roues et des transports en commun (p. 6253) – Amendement n° 77 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: étude des financements et de coûts d'exploitation (p. 6853) – Amendement n° 78 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: substitution de la notion d'autorité organisatrice à celle d'autorité compétente (p. 6853) – Amendement n° 79 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: substitution de la notion de périmètre de transports urbains à celle d'agglomération (p. 6853) – Amendement n° 82 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: suppression des mots « services privés » (p. 6854) – Amendement n° 83 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: suppression des dispositions de cet article relatives aux services privés (p. 6855) – Amendement n° 84 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur: services occasionnels et autorisations délivrées par le président du conseil général du département concerné (p. 6855).

Rejeté: sous-amendement n° 141 de M. Charles Fiterman, ministre, à l'amendement n° 119 de M. Pierre Noé: substitution des mots « peut inclure » à « incluant »: suppression

des dispositions relatives à la prise en compte de toute commune dans ce plan (p. 6855).

Retiré : amendement n° 119 de M. Pierre Noé : définition du plan départemental comme schéma de développements publics incluant l'ensemble des modes de déplacements publics sur les courtes distances ; prise en compte de toute commune dans ce plan (p. 6855).

Retiré : amendement n° 118 de M. Pierre Noé : problème des déplacements urbains et caractère obligatoire de l'élaboration de plans en ce domaine (p. 6852).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 6853).

CHAPITRE III

Du transport routier non urbain de personnes

Art. 29 (*Organisation des transports routiers non urbains de personnes*) (p. 6853).

Adoptés : Amendement n° 80 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : prise en compte par les dispositions de cet article des catégories suivantes (p. 6854) – Amendement n° 81 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives aux services privés (p. 6854).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 6855).

Après l'art. 29 (p. 6855).

Adopté : amendement n° 85 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur inscription des entreprises à un registre des transports collectifs de personnes tenu par les autorités de l'Etat et modalités de cette inscription (p. 6856).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6856).

Art. 30 (*Conventions entre autorité organisatrice et transporteurs collectifs de personnes*) (p. 6856).

Adoptés : amendement n° 86 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution des mots « transports collectifs » aux mots « transports publics » (p. 6857) – Amendement n° 110 de M. Marcel Daunay : suppression d'un service en exploitation par l'autorité organisatrice et mise au point d'une procédure d'indemnisation écartant tout risque de spoliation par décret en Conseil d'Etat (p. 6857) – Amendement n° 87 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'absence de convention à l'expiration du délai de quatre ans du fait de l'autorité organisatrice et à la valeur de convention d' l'autorisation antérieurement accordée au transporteur public pour une durée maximale de dix ans (p. 6857) – Amendement n° 88 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution des mots « transports collectifs » à « transports publics » (p. 6858).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 6858 ; scrutin public n° 110 ; liste des votants p. 6888, 6889).

CHAPITRE IV

Du transport routier de marchandises

Art. 31 (*Amélioration de la productivité des transports routiers de marchandises*) (p. 6858).

Rejetés : amendement n° 89 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : modalités de développement du transport routier de marchandises (p. 6858) – Amendement n° 134 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité pour les collectivités publiques de favoriser les initiatives des entreprises pour pourvoir des équipements améliorant la productivité du système de transport (p. 6858) – Amendement n° 130 de M. Jean Puech, soutenu par M. Louis Lazuech : amélioration de la productivité dans les transports routiers et contrats de plan entre l'Etat et l'ensemble des organisations professionnelles concernées (p. 6859).

– L'art. 31 est adopté (p. 6859).

Après l'art. 31 (p. 6859).

Adopté : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : conditions d'exercice des professions de transporteur routier de marchandises pour le compte d'autrui et de loueur de véhicules industriels destinés au transport de marchandises (p. 6859 ; scrutin public n° 111 ; liste des votants p. 6889, 6890).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6859).

Art. 32 (*Registre des transporteurs publics routiers et des loueurs de véhicules industriels destinés au transport*) (p. 6859).

Adopté : amendement n° 91 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution des mots « transporteurs de marchandises pour compte d'autrui » à ceux de « transporteurs publics routiers » (p. 6860).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 6860).

Art. 33 (*Inscription dans les contrats de transport routier de marchandises des temps nécessaires à l'exécution des différentes tâches*) (p. 6860).

Adopté : amendement n° 92 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression de cet article relatif à la composition des contrats de transports routiers de marchandises (p. 6860).

– L'art. 33 est supprimé (p. 6860).

Art. 34 (*Réglementation de la sous-traitance*) (p. 6860).

Adoptés : amendement de coordination n° 93 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6860) – Amendement n° 123 de M. Charles Fiterman, ministre : précision des moyens de lutte contre le « tractionnariat » (p. 6861) – Amendement n° 2 de M. Charles Fiterman, ministre : possibilité pour un transporteur routier de recourir à la sous-traitance s'il a la qualité de commissionnaire de transport ou dans des cas exceptionnels (p. 6861) – Amendements de coordination n° 94 et 95 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6861).

Retiré : amendement n° 113 de M. Marcel Daunay : précision par décret des conditions dans lesquelles les transporteurs peuvent recourir à la sous-traitance d'autres transporteurs dès lors que ce recours a un caractère accessoire (p. 6861).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 6861).

Art. 35 (*Contrat de location d'un véhicule industriel avec conducteur*) (p. 6861).

Adopté : amendement n° 124 de M. Charles Fiterman, ministre : couverture par ce contrat des coûts réels du service rendu dans des conditions normales d'organisation et de productivité (p. 6862).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 6862).

Art. 36 (*Tarifcation d'ordre public des opérations de transport*) (p. 6862).

Adoptés : amendement de coordination n° 96 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6862) – Amendement n° 125 de M. Charles Fiterman, ministre : exclusion de cet article de la location de véhicules industriels avec conducteur (p. 6862).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 6862).

Art. 37 (*Titre d'exploitation pour le transport routier pour compte d'autrui et la location de véhicules industriels*) (p. 6862).

Adoptés : amendement de coordination n° 97 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 6862) – Amendement n° 98 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au lien entre les autorisations délivrées à l'entreprise ou à un groupement d'entreprises et leurs efforts pour améliorer leur productivité ou au respect par elles des dispositions de cette loi (p. 6863) – Amendement n° 99 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : valeur d'autorisation pour les licences de transport ou de location à durée limitée ou non, détenues par les entreprises de

transport ou de location pour l'application de cette loi (p. 6863) ; sous-amendement n° 126 de M. Charles Fiterman, ministre : conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat (p. 6863).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 6863).

Art. 38 (*Radiation des inscriptions et retrait des autorisations*) (p. 6863).

Adoptés : amendement n° 100 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : substitution des mots « graves et répétés » aux mots « graves ou répétés » (p. 6864) – Amendement n° 101 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives aux cas de radiation et de retrait en cas de manquement à la réglementation du travail ou de la sécurité (p. 6864).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 6864).

Art. 39 (*Groupe professionnels*) – Adopté (p. 6864).

CHAPITRE V

Du transport fluvial

Art. 40 (*Schéma de développement du transport fluvial*) – Adopté (p. 6864).

Art. 41 (*Création d'une chambre nationale de la batellerie artisanale*) (p. 6864).

Adoptés : amendement n° 102 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : institution d'une chambre nationale de la batellerie artisanale jouant dans le secteur le rôle de chambre de métiers (p. 6864) – Amendement n° 103 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : tenue par la chambre nationale de la batellerie artisanale du registre des patrons et compagnons bateliers (p. 6864).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 6864).

Art. 42 (*Attributions de l'office national de la navigation*) (p. 6864).

Adoptés : amendement n° 104 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : composition du conseil d'administration de l'Office national de la navigation (p. 6265) – Amendement n° 105 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : gestion des bourses de fret par l'Office national de la navigation (p. 6865).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 6865).

CHAPITRE VI

Du transport aérien

Art. 43 (*Modifications de la réglementation relative au transport aérien*) (p. 6865).

Adoptés : amendement n° 106 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : autorisation de l'autorité administrative pour les personnes physiques françaises et les personnes morales ayant leur siège social en France voulant exercer une activité de transport aérien public au moyen d'aéronefs immatriculés en France (p. 6867) – Amendement n° 107 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : transport de personnes entre un point d'origine et un point de destination situés sur le territoire national (p. 6867) – Amendement n° 3 de M. Charles Fiterman, ministre : abrogation des dispositions de l'article L. 330-4 pour coordination (p. 6867).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 6868).

Art. 44 (*Dispositions transitoires*) (p. 6868).

Adopté : amendement n° 108 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : valeur d'autorisation pour les agréments jusqu'à leur date d'expiration (p. 6868).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 6868).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 45 (*Définition des transports intérieurs*) (p. 6868).

Adopté : amendement n° 120 de M. Pierre Noé : absence d'applicabilité des dispositions de ce projet de loi au transport de gaz (p. 6869).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 6869).

Après l'art. 45 (p. 6869).

Adopté : amendement n° 140 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : prise de sanctions ou de mesures de radiation après avis d'une commission départementale des sanctions administratives présidée par un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire (p. 6869).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6869).

Art. 46 (*Dispositions particulières aux DOM*) – Adopté (p. 6869).

Art. 47 (*Dispositions particulières à la région d'Ile-de-France*) – Adopté (p. 6869).

Art. 47 bis (*Conditions d'application aux remontées mécaniques*) – Adopté (p. 6869).

Après l'art. 47 bis (p. 6869).

Adopté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Fiterman, ministre : prise en compte partielle des transports maritimes dans la limite des activités de transport en cabotage national ; conditions de travail des marins ; organisation de la marine marchande ; compétence du Conseil supérieur de la marine marchande (p. 6870).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6876).

Art. 48 (*Textes abrogés*) (p. 6870).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de M. Charles Fiterman, ministre (p. 6870).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 6870).

Explications de vote : MM. Pierre Louvot (p. 6870, 6871), Pierre Noé (p. 6871), Bernard-Michel Hugo (p. 6871), Adolphe Chauvin, (p. 6871, 6872), Raymond Dumont (p. 6872), Bernard Parmantier (p. 6872), Michel Chauty (p. 6872) ; intervention de M. Charles Fiterman, ministre (p. 6872, 6873).

Scrutin public (p. 6873 ; n° 112 ; liste des votants p. 6891).

Adoption (14 décembre 1982) (p. 6873).

Discussion (Nouvelle lecture)

(17 décembre 1982) (p. 7075, 7077).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 7075, 7076) *MM. Charles Fiterman, ministre des transports ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : FITERMAN (Charles) (p. 7075).

CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS : FITERMAN (Charles) (p. 7075).

DROIT AU TRANSPORT : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 7076).

TRANSPORTS : FITERMAN (Charles) (p. 7075) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 7075, 7076).

ZONES RURALES : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 7076).

Motion n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 7076) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; Raymond Dumont.*

Adoption de la motion (p. 7077 ; scrutin public n° 118 ; liste des votants p. 7084, 7085).

Rejet (17 décembre 1982) (p. 7077).

Voir aussi **COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG**
CORSE, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, art. 67 ; Transports ; Plan
et aménagement du territoire

TRANSPORTS AERIENS

1. — **Projet de loi relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Charles Fiterman, ministre des transports (24 novembre 1981) [n° 66 (81-82)] — Renvoi à la commission des affaires économiques — Rapport de M. Bernard Legrand (9 décembre 1981) [n° 108 (81-82)] — Discussion (8 avril 1982) (p. 1035, 1037) — Adoption (8 avril 1982) [n° 53].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1982) [n° 763] — Renvoi à la commission des lois — Rapport de M. Philippe Seguin (22 avril 1982) [n° 822] — Discussion (22 avril 1982) — Adoption (22 avril 1982) [n° 134].

PROMULGATION : Loi n° 82-375 du 6 mai 1982 (**JO** Lois et Décrets du 7 mai 1982).

Discussion (première lecture)

(8 avril 1982) (p. 1035, 1037).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1035, 1037) *MM. Charles Fiterman, ministre des transports ; Bernard Legrand, rapporteur de la commission des affaires économiques ; François Collet.*

RESPONSABILITE CIVILE : **FITERMAN** (Charles) (p. 1035, 1036) ; **LEGRAND** (Bernard) (p. 1035, 1036) ; **COLLET** (François) (p. 1036, 1037).

TRANSPORTS AERIENS : **FITERMAN** (Charles) (p. 1035, 1036) ; **LEGRAND** (Bernard) (p. 1035, 1036) ; **COLLET** (François) (p. 1036, 1037).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1037) *MM. Bernard Legrand, rapporteur ; Charles Fiterman, ministre ; François Collet.*

Art. 1^{er} (*Limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur*) (p. 1037).

Adopté : amendement n° 1 de M. Bernard Legrand, rapporteur : majoration du relèvement proposé pour la limite de responsabilité des transporteurs aériens intérieurs (p. 1037).

— L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1037).

Art. 2 (*Applicabilité dans les territoires d'outre-mer*) — Adopté (p. 1037).

Adoption (8 avril 1982) (p. 1037).

Voir aussi **CALAMITES, 1, DG**
CORSE, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRAITES ET CONVENTIONS, 22
TRANSPORTS, 1, DG

TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Voir **TRANSPORTS, 1, DG**

TRANSPORTS D'ENFANTS

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Transports**
TRANSPORTS SCOLAIRES

TRANSPORTS EN COMMUN

Voir **BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG ; nouvelle lecture,
DG

TRANSPORTS (entreprises de)

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Consommation**
TRANSPORTS, 1, DG
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Transports**
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 121
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER
FRANCAIS (SNCF)
TRAITES ET CONVENTIONS, 16, DG ; 21

TRANSPORTS FERROVIAIRES (indemnité de perte, avarie ou retard)

Voir **TRAITES ET CONVENTIONS, 21, DG**

TRANSPORTS FLUVIAUX

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Transports**
TRANSPORTS, 1, DG

TRANSPORTS MARITIMES

Voir **CALAMITES, 1, DG**
CORSE, 1, DG
CORSE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports
MER ET LITTORAL, 1, DG ; 2^e lecture, DG
TRAVAIL, 4

TRANSPORTS PARISIENS

Voir **REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP)**
TRANSPORTS URBAINS, 1, DG ; 2^e lecture, DG

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir **LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Transports**
TRAITES ET CONVENTIONS, 25, DG
TRANSPORTS, 1, DG

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir **COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG**
LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Services du
Premier ministre I services généraux ; Agriculture ;
Education nationale

TRANSPORTS URBAINS

1. — **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains**, présenté à l'Assemblée Nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Charles Fiterman, ministre des transports (18 mai 1982) [n° 876] — Renvoi à la commission de la production — Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (15 juin 1982) [n° 948] — Discussion (25 juin 1982) — Adoption (25 juin 1982) [n° 189].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1982) [n° 431 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Chauty (7 juillet 1982) [n° 460 (81-82)] – Discussion (21 juillet 1982) (p. 3712, 3730) – Rejet (21 juillet 1982) [n° 140].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 juillet 1982) [n° 1042] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (22 juillet 1982) [n° 1043] – Discussion (22 juillet 1982) – Adoption (22 juillet 1982) [n° 210].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juillet 1982) [n° 484 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Discussion (22 juillet 1982) (p. 3768, 3771) – Rejet (22 juillet 1982) [n° 142].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (22 juillet 1982) [n° 1063] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Guy Malandain (23 juillet 1982) [n° 1064].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Michel Chauty (23 juillet 1982) [n° 486 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 juillet 1982) [n° 1063] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (23 juillet 1982) [n° 1065] – Discussion (23 juillet 1982) – Adoption (23 juillet 1982) [n° 215].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 juillet 1982) [n° 491 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Discussion (23 juillet 1982) (p. 3794, 3795) – Rejet (23 juillet 1982) [n° 147].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juillet 1982) [n° 1071] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (27 juillet 1982) [n° 1073] – Discussion (27 juillet 1982) – Adoption aux termes de l'art. 45, alinéa 4 C de la Constitution (27 juillet 1982) [n° 219].

PROMULGATION : Loi n° 82-684 du 4 août 1982 (JO Lois et décrets du 5 août 1982).

Discussion (Première lecture)

(21 juillet 1982) (p. 3712, 3730).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3712, 3724) *MM. Charles Fiterman, ministre des transports; Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Fourcade, Philippe Machefer, Michel Giraud, Robert Laucournet, Raymond Dumont, Fernand Lefort, Mme Brigitte Gros, MM. Jean Colin, Henri Duffaut, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

CARTE ORANGE (transports): FITERMAN (Charles) (p. 3713); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715); GIRAUD (Michel) (p. 3717); LABARRERE (André) (p. 3723).

DECENTRALISATION: GIRAUD (Michel) (p. 3717); LAUCOURNET (Robert) (p. 3718); DUMONT (Raymond) (p. 3719); LABARRERE (André) (p. 3723).

DROIT AU TRANSPORT: MACHEFER (Philippe) (p. 3716, 3717); DUMONT (Raymond) (p. 3718); LEFORT (Fernand) (p. 3720).

EMPLOIS (créations d'): FITERMAN (Charles) (p. 3713).

ENTREPRISES: FITERMAN (Charles) (p. 3713); CHAUTY (Michel) (p. 3715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715); MACHEFER (Philippe) (p. 3716); GIRAUD (Michel) (p. 3717); LEFORT (Fernand) (p. 3720); GROS (Brigitte) (p. 3721); COLIN (Jean) (p. 3721); DUFFAUT (Henri) (p. 3722); LABARRERE (André) (p. 3722).

ENTREPRISES (charges des): CHAUTY (Michel) (p. 3715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715); GIRAUD (Michel) (p. 3717); LEFORT (Fernand) (p. 3720); GROS (Brigitte) (p. 3721); COLIN (Jean) (p. 3721); DUFFAUT (Henri) (p. 3722); LABARRERE (André) (p. 3722).

ILE DE FRANCE: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715); GIRAUD (Michel) (p. 3717); COLIN (Jean) (p. 3721).

ITALIE: FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3723); LABARRERE (André) (p. 3723).

LIGNES FERROVIAIRES: LEFORT (Fernand) (p. 3720); LABARRERE (André) (p. 3723).

METROS (province): CHAUTY (Michel) (p. 3714).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME): LABARRERE (André) (p. 3722).

PRIME DE TRANSPORT: FITERMAN (Charles) (p. 3713); CHAUTY (Michel) (p. 3714); MACHEFER (Philippe) (p. 3716); LEFORT (Fernand) (p. 3720); GROS (Brigitte) (p. 3721, 3723); COLIN (Jean) (p. 3721).

PRIX (blocage des): CHAUTY (Michel) (p. 3715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715).

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP): CHAUTY (Michel) (p. 3714); LEFORT (Fernand) (p. 3720); COLIN (Jean) (p. 3722).

REGION PARISIENNE: CHAUTY (Michel) (p. 3714); MACHEFER (Philippe) (p. 3716); DUMONT (Raymond) (p. 3718); LABARRERE (André) (p. 3722, 3723).

REVENUS (blocage des): CHAUTY (Michel) (p. 3715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF): LEFORT (Fernand) (p. 3720).

TRANSPORTS EN COMMUN: FITERMAN (Charles) (p. 3712, 3713); CHAUTY (Michel) (p. 3713, 3714, 3715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715, 3716); MACHEFER (Philippe) (p. 3716, 3717); GIRAUD (Michel) (p. 3717); LAUCOURNET (Robert) (p. 3718); DUMONT (Raymond) (p. 3718, 3719); LEFORT (Fernand) (p. 3720); GROS (Brigitte) (p. 3721, 3723); COLIN (Jean) (p. 3721, 3722); DUFFAUT (Henri) (p. 3722); LABARRERE (André) (p. 3722, 3724).

TRANSPORTS (entreprises de): LEFORT (Fernand) (p. 3720).

TRANSPORTS PARISIENS: FITERMAN (Charles) (p. 3713); CHAUTY (Michel) (p. 3713, 3714); LEFORT (Fernand) (p. 3720); COLIN (Jean) (p. 3722) TRANSPORTS URBAINS: FITERMAN (Charles) (p. 3712, 3723); CHAUTY (Michel) (p. 3713, 3714); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715, 3716, 3723); MACHEFER (Philippe) (p. 3716, 3717); GIRAUD (Michel) (p. 3717, 3718); LAUCOURNET (Robert) (p. 3718); DUMONT (Raymond) (p. 3718, 3719, 3720); LEFORT (Fernand) (p. 3720); GROS (Brigitte) (p. 3720, 3721, 3723); COLIN (Jean) (p. 3721, 3722); DUFFAUT (Henri) (p. 3722); LABARRERE (André) (p. 3722, 3723, 3724).

VERSEMENT TRANSPORT: FITERMAN (Charles) (p. 3713); CHAUTY (Michel) (p. 3714, 3715); FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3715); MACHEFER (Philippe) (p. 3716); LAUCOURNET (Robert) (p. 3718); DUMONT (Raymond) (p. 3719); LABARRERE (André) (p. 3722, 3724).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3724, 3730) *MM. Michel Chauty, rapporteur; Michel Darras, Robert Laucournet, Mme Brigitte Gros, MM. Raymond Dumont, Louis Perrein, Fernand Lefort, André Méric, Stéphane Bonduel.*

Art. 1^{er} (Modification du deuxième alinéa de l'article L 233-58 du code des communes: versement transport) (p. 3723).

Adopté: amendement n° 1 de M. Michel Chauty, rapporteur: suppression de cet article relatif à l'instauration du versement

transport pour les villes de plus de 30 000 habitants (p. 3726 ; scrutin public n° 146 ; liste des votants p. 3759, 3760).

– L'art. 1^{er} est supprimé (p. 3726).

Art. 2 (*Limitation du taux du versement transport à 0,590 % de la masse salariale*) (p. 3726).

Adopté : amendement n° 2 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif au taux du versement transport pour les communes de 30 000 à 100 000 habitants (p. 3727 ; scrutin public n° 147 ; liste des votants p. 3760, 3761).

– L'art. 2 est supprimé (p. 3727).

Art. 3 (*Prise d'effet des articles 1^{er} et 2 au 1^{er} juillet 1983*) (p. 3727).

Adopté : amendement n° 3 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à la date d'effet des dispositions des articles 1 et 2 (p. 3727 ; scrutin public n° 147 ; liste des votants p. 3760, 3761).

– L'art. 3 est supprimé (p. 3727).

Art. 4 (*Affectation du versement transport aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports publics urbains et des autres services de transport public*) (p. 3727).

Adopté : amendement n° 4 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'affectation du versement transport (p. 3728 ; scrutin public n° 149 ; liste des votants p. 3762, 3763).

– L'art. 4 est supprimé (p. 3728).

Art. 5 (*Prise en charge du prix des titres d'abonnements souscrits par les salariés pour leurs déplacements effectués au moyen de transports publics de voyageurs, entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail*) (p. 3728).

Adopté : amendement n° 5 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à la prise en charge par les entreprises d'une partie des titres d'abonnement des salariés pour leurs déplacements entre leur résidence et leur lieu de travail (p. 3729 ; scrutin public n° 150 ; liste des votants p. 3763).

– L'art. 5 est supprimé (p. 3729).

Art. 7 (*Abrogation des articles L. 142-3 et L. 142-4 du code du travail et de l'article 1^{er} de la loi n° 60-760 du 30 juillet 1960*).

Adopté : amendement n° 6 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'abrogation des articles L. 142-3 et L. 142-4 du code du travail ainsi que de l'article 1^{er} de la loi n° 60-760 du 30 juillet 1960 (p. 3730 ; scrutin public n° 151 ; liste des votants p. 3763, 3764).

– L'art. 7 est supprimé (p. 3730).

Rejet (21 juillet 1982) (p. 3730).

Discussion (Deuxième lecture)

(22 juillet 1982) (p. 3768, 3771).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3768, 3769) *MM. Charles Fiterman, ministre des transports ; Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques.*

CARTE ORANGE (transport) : CHAUTY (Michel) (p. 3769).

ENTREPRISES (charges des) : CHAUTY (Michel) (p. 3769).

TRANSPORTS PARISIENS : FITERMAN (Charles) (p. 3768, 3769).

TRANSPORTS URBAINS : FITERMAN (Charles) (p. 3768, 3769) ; CHAUTY (Michel) (p. 3769).

VERSEMENT TRANSPORT : FITERMAN (Charles) (p. 3768) ; CHAUTY (Michel) (p. 3769).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 3769, 3771) : *MM. Michel Chauty, Raymond Dumont, Charles Fiterman, ministre ; Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance.*

Adoption de la motion (p. 3771 ; scrutin public n° 154 ; liste des votants p. 3782).

Rejet (22 juillet 1982) (p. 3771).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 juillet 1982) (p. 3794, 3795).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3794) : *MM. Jean Auroux, ministre du travail en remplacement de M. Charles Fiterman, ministre des transports ; Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Louis Perrein.*

QUESTIONS PREALABLES : PERREIN (Louis) (p. 3794).

TRANSPORTS EN COMMUN : AUROUX (Jean) (p. 3794) ; CHAUTY (Michel) (p. 3794).

VERSEMENT TRANSPORT : AUROUX (Jean) (p. 3794) ; CHAUTY (Michel) (p. 3794).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3794, 3795) – *MM. Michel Chauty, rapporteur ; Louis Perrein, Jean Auroux, ministre.*

Adoption de la motion (p. 3795 ; scrutin public n° 157 ; liste des votants p. 3804, 3805).

Rejet (23 juillet 1982) (p. 3795).

2. – **Projet de loi modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Charles Fiterman, ministre des transports (21 septembre 1982) [n° 1079] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (21 septembre 1982) [n° 1085] – Discussion (21 septembre 1982) – Adoption (21 septembre 1982) [n° 222].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 septembre 1982) [n° 507 (81-82)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Chauty (22 septembre 1982) [n° 508 (81-82)] – Discussion (23 septembre 1982) (p. 4135, 4136) – Adoption (23 septembre 1982) [n° 148].

PROMULGATION : Loi n° 82-834 du 30 septembre 1982 (JO Lois et Décrets du 1^{er} octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(23 septembre 1982) (p. 4135, 4136).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4135, 4136) *MM. Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Charles Fiterman, ministre des transports ; Marc Bécam.*

ENTREPRISES (charges des) : CHAUTY (Michel) (p. 4135).

PRIME DE TRANSPORT : CHAUTY (Michel) (p. 4135).

II. – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4136)

Art. unique (*Report au 1^{er} novembre 1982 de la suppression de la prime de transport*) – Adopté (p. 4136).

Adoption (23 septembre 1982) (p. 4136).

Voir aussi BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS, 1, DG

TRAVAIL

1. - **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise**, présenté à l'Assemblée Nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jean Auroux, ministre du travail (2 avril 1982) [n° 745] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Ghislaine Toutain (28 avril 1982) [n° 834] - Discussion générale commune avec les projets de loi n° 743 et n° 744 (13 et 14 mai 1982); discussion des articles (17, 18 et 19 mai 1982) - Urgence - Adoption (19 mai 1982) [n° 149].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 mai 1982) [n° 344 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean Chérioux (13 juillet 1982) [n° 470 (81-82)] - Discussion (19 juillet 1982) (p. 3584, 3617); (20 juillet 1982) (p. 3651, 3698) - Rejet (20 juillet 1982) [n° 139].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 juillet 1982) [n° 1034] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de Mme Ghislaine Toutain (21 juillet 1982) [n° 1038].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jean Chérioux (21 juillet 1982) [n° 478 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 juillet 1982) [n° 1034] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Ghislaine Toutain (22 juillet 1982) [n° 1044] - Discussion (22 juillet 1982) - Adoption (22 juillet 1982) [n° 213].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 juillet 1982) [n° 488 (81-82)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean Chérioux (23 juillet 1982) [n° 490 (81-82)] - Discussion (23 juillet 1982) (p. 3787, 3791) - Rejet (23 juillet 1982) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juillet 1982) [n° 1072] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Ghislaine Toutain (27 juillet 1982) [n° 1074] - Discussion (27 juillet 1982) - Adoption aux termes de l'art. 45, alinéa 4 C de la Constitution (27 juillet 1982) [n° 218].

PROMULGATION: Loi n° 82-689 du 4 août 1982 (JO Lois et décrets du 6 août 1982).

Discussion (première lecture)

(19 juillet 1982) (p. 3584, 3617); (20 juillet 1982) (p. 3649, 3698).

1. - **DISCUSSION GENERALE** (19 juillet 1982) (p. 3584, 3617); (20 juillet 1982) (p. 3649, 3651) *MM. Jean Auroux, ministre du travail; Georges Denizet, rapporteur du Conseil économique et social; André Fosset, président de la commission spéciale; Jean Chérioux, rapporteur de la commission spéciale; Louis Souvet, Robert Schwint, Hector Viron, Jean-François Pintat, Georges Mouly, Auguste Chupin, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Boyer, Jean Béranger, Charles Lederman, Pierre Louvot, Bernard Legrand, Bernard Barbier.*

ACTIONNARIAT OUVRIER: CHERIOUX (Jean) (p. 3590).

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT): CHERIOUX (Jean) (p. 3595); BERANGER (Jean) (p. 3611).

AUTOMOBILE (industrie): FOSSET (André) (p. 3589); SOUVET (Louis) (p. 3597); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3608); LEDERMAN (Charles) (p. 3612).

CADRES: AUROUX (Jean) (p. 3585, 3650); FOSSET (André) (p. 3589); CHERIOUX (Jean) (p. 3591, 3595);

PINTAT (Jean-François) (p. 3603); MOULY (Georges) (p. 3604); CHUPIN (Auguste) (p. 3605); LOUVOT (Pierre) (p. 3614).

CHOMAGE: AUROUX (Jean) (p. 3584); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607); LEGRAND (Bernard) (p. 3615).

COMITES D'ETABLISSEMENT: CHERIOUX (Jean) (p. 3590, 3591); VIRON (Hector) (p. 3602); PINTAT (Jean-François) (p. 3603); LEGRAND (Bernard) (p. 3615, 3616); BARBIER (Bernard) (p. 3616).

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE: AUROUX (Jean) (p. 3584).

CONCURRENCE INTERNATIONALE: CHUPIN (Auguste) (p. 3605); BARBIER (Bernard) (p. 3617).

CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CFDT): CHERIOUX (Jean) (p. 3595).

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT): CHERIOUX (Jean) (p. 3595); LEDERMAN (Charles) (p. 3613); BARBIER (Bernard) (p. 3616).

CONGES PAYES: BOYER (Louis) (p. 3609).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (avis): FOSSET (André) (p. 3587); DENIZET (Georges) (p. 3588).

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPFF): VIRON (Hector) (p. 3601).

CONSEILS D'ATELIER: CHERIOUX (Jean) (p. 3593).

CONSEILS D'ENTREPRISE: BERANGER (Jean) (p. 3610).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES: DENIZET (Georges) (p. 3587); CHERIOUX (Jean) (p. 3594); SCHWINT (Robert) (p. 3599); VIRON (Hector) (p. 3602); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3608).

CONVENTIONS COLLECTIVES: FOSSET (André) (p. 3589); SOUVET (Louis) (p. 3597); PINTAT (Jean-François) (p. 3603); CHUPIN (Auguste) (p. 3604).

DELEGUES SYNDICAUX: AUROUX (Jean) (p. 3585).

DROIT D'EXPRESSION DES SALAIRES: AUROUX (Jean) (p. 3585, 3650, 3651); DENIZET (Georges) (p. 3586); FOSSET (André) (p. 3589); CHERIOUX (Jean) (p. 3591, 3593, 3594, 3595); SCHWINT (Robert) (p. 3599, 3600); VIRON (Hector) (p. 3601, 3602); PINTAT (Jean-François) (p. 3603); MOULY (Georges) (p. 3604); CHUPIN (Auguste) (p. 3605); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606, 3607); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3608); BOYER (Louis) (p. 3609, 3610); BERANGER (Jean) (p. 3611, 3612); LEDERMAN (Charles) (p. 3613); LOUVOT (Pierre) (p. 3613); LEGRAND (Bernard) (p. 3615); BARBIER (Bernard) (p. 3616).

DROIT DISCIPLINAIRE: AUROUX (Jean) (p. 3585); DENIZET (Georges) (p. 3587); CHERIOUX (Jean) (p. 3591, 3593, 3594, 3596); SCHWINT (Robert) (p. 3599); VIRON (Hector) (p. 3602); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606); BOYER (Louis) (p. 3609, 3610); BERANGER (Jean) (p. 3611); LEGRAND (Bernard) (p. 3615) **ENTREPRISES**: AUROUX (Jean) (p. 3584, 3585, 3651); DENIZET (Georges) (p. 3586); FOSSET (André) (p. 3589); CHERIOUX (Jean) (p. 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596); VIRON (Hector) (p. 3594); SOUVET (Louis) (p. 3596, 3598); SCHWINT (Robert) (p. 3600); VIRON (Hector) (p. 3601); PINTAT (Jean-François) (p. 3602, 3603); MOULY (Georges) (p. 3603); CHUPIN (Auguste) (p. 3605); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607, 3608); BOYER (Louis) (p. 3608, 3609, 3610); BERANGER (Jean) (p. 3610, 3611, 3612); LEDERMAN (Charles) (p. 3612); LOUVOT (Pierre) (p. 3613, 3614); LEGRAND (Bernard) (p. 3615); BARBIER (Bernard) (p. 3616, 3617).

ENTREPRISES (charges des): SOUVET (Louis) (p. 3598); MOULY (Georges) (p. 3603); CHUPIN (Auguste)

(p. 3605); BERANGER (Jean) (p. 3610); BARBIER (Bernard) (p. 3617).

FEMMES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607).

FONCTION PUBLIQUE : CHERIOUX (Jean) (p. 3594).

FORMATION PROFESSIONNELLE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607).

GREVES : FOSSET (André) (p. 3589); CHERIOUX (Jean) (p. 3593, 3596); SOUVET (Louis) (p. 3597); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3608).

HANDICAPES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3608).

INSPECTION DU TRAVAIL : VIRON (Hector) (p. 3602); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606); BOYER (Louis) (p. 3609).

JAPON : LEGRAND (Bernard) (p. 3616).

JAURES (Jean) : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3607).

LIBERTES PUBLIQUES : DENIZET (Georges) (p. 3587); CHERIOUX (Jean) (p. 3594); SCHWINT (Robert) (p. 3599); LEDERMAN (Charles) (p. 3613).

LICENCIEMENTS : CHERIOUX (Jean) (p. 3594); BOYER (Louis) (p. 3610); LEGRAND (Bernard) (p. 3615).

NATIONALISATIONS : BOYER (Louis) (p. 3609).

PARTICIPATION (des travailleurs) : CHERIOUX (Jean) (p. 3590, 3596); BARBIER (Bernard) (p. 3616).

PATRONAT : VIRON (Hector) (p. 3601); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : DENIZET (Georges) (p. 3587); CHERIOUX (Jean) (p. 3591, 3596); CHUPIN (Auguste) (p. 3605); BERANGER (Jean) (p. 3612); BARBIER (Bernard) (p. 3616).

PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (PMI) : SCHWINT (Robert) (p. 3600).

PRIX (blocage des) : MOULY (Georges) (p. 3603); BOYER (Louis) (p. 3609).

RAPPORT AUROUX (travail) : AUROUX (Jean) (p. 3584); CHERIOUX (Jean) (p. 3591); SCHWINT (Robert) (p. 3598).

RAPPORT SUDREAU (entreprises) : CHERIOUX (Jean) (p. 3590, 3595); SCHWINT (Robert) (p. 3600); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606); BERANGER (Jean) (p. 3610).

REGLEMENT INTERIEUR : AUROUX (Jean) (p. 3585); DENIZET (Georges) (p. 3587); CHERIOUX (Jean) (p. 3593, 3594, 3596); SCHWINT (Robert) (p. 3599); VIRON (Hector) (p. 3602); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607, 3608); BOYER (Louis) (p. 3609); BERANGER (Jean) (p. 3611); LEDERMAN (Charles) (p. 3613); LEGRAND (Bernard) (p. 3615).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA) : BERANGER (Jean) (p. 3610, 3611).

REVENUS (blocage des) : CHERIOUX (Jean) (p. 3590); MOULY (Georges) (p. 3603) SALAIRES : CHERIOUX (Jean) (p. 3590).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : DENIZET (Georges) (p. 3587); FOSSET (André) (p. 3589); CHERIOUX (Jean) (p. 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596); SOUVET (Louis) (p. 3596, 3597, 3598); VIRON (Hector) (p. 3602); PINTAT (Jean-François) (p. 3603); MOULY (Georges) (p. 3604); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606); BOYER (Louis) (p. 3610); BERANGER (Jean) (p. 3611, 3612); LEDERMAN (Charles) (p. 3612); LOUVOT (Pierre) (p. 3614);

LEGRAND (Bernard) (p. 3616); BARBIER (Bernard) (p. 3616); AUROUX (Jean) (p. 3650).

TEXTILE (industrie) : VIRON (Hector) (p. 3601).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : AUROUX (Jean) (p. 3584).

TRAVAIL (conditions du) : AUROUX (Jean) (p. 3584).

TRAVAIL (droit au) : CHERIOUX (Jean) (p. 3592, 3595).

TRAVAIL (durée du) : BOYER (Louis) (p. 3609); AUROUX (Jean) (p. 3650).

TRAVAILLEURS (droit des) : AUROUX (Jean) (p. 3584, 3585, 3586, 3650, 3651); FOSSET (André) (p. 3589); CHERIOUX (Jean) (p. 3591, 3593, 3594, 3596); SOUVET (Louis) (p. 3598); SCHWINT (Robert) (p. 3598, 3599, 3600); VIRON (Hector) (p. 3601, 3602); PINTAT (Jean-François) (p. 3603); MOULY (Georges) (p. 3604); CHUPIN (Auguste) (p. 3605); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3606, 3607); BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3608); BOYER (Louis) (p. 3609, 3610); BERANGER (Jean) (p. 3611, 3612); LEDERMAN (Charles) (p. 3613); LOUVOT (Pierre) (p. 3613, 3614); LEGRAND (Bernard) (p. 3615); BARBIER (Bernard) (p. 3616).

TRAVAILLEURS IMMIGRES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3607).

TRAVAIL TEMPORAIRE : AUROUX (Jean) (p. 3584).

II. - DISCUSSION DES ARTICLES (20 juillet 1982) (p. 3651, 3698) *MM. Jean Chérioux, rapporteur; Jean Colin, Michel Dreyfus-Schmidt, Bernard Legrand, Charles Lederman, Robert Schwint, Georges Denizet, rapporteur du Conseil économique et social; André Fosset, président de la commission spéciale; Hector Viron, Louis Boyer, Marcel Daunay, Auguste Chupin, Adolphe Chauvin, Jean Béranger, Pierre Louvoit, Marcel Rudloff, André Méric, François Collet.*

Art. 1^{er} : (*Nouvelle rédaction de la section VI du chapitre II du livre premier du code du travail : règlement intérieur protection des salariés et droits disciplinaires*) (p. 3651).

Sous-section I. - Règlement intérieur

Art. L. 122-23 du code du travail : *généralisation du champ d'application du règlement intérieur* - Adopté (p. 3651).

Art. L. 122-34 du code du travail : *limitation du contenu du règlement intérieur* (p. 3651).

Retirés : amendement n° 95 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : définition et contenu du règlement intérieur (p. 3652) - Amendements n° 93 et 94 de M. André Bohl, soutenus par M. Jean Colin : définition et contenu du règlement intérieur (p. 3652).

- Le texte proposé est adopté (p. 3652).

Art. L. 122-35 du code du travail : *respect du droit et limitation des atteintes aux libertés* (p. 3652).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur : substitution à la notion des droits des personnes et des libertés individuelles et collectives de la notion des « droits fondamentaux de la personne » (p. 3655) - Amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur : prise en compte des exigences du bon fonctionnement de l'entreprise (p. 3656) - Amendement n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur : interdiction de discriminations liées à la situation familiale des salariés (p. 3656).

Rejeté : amendement n° 98 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : règlement intérieur et conventions collectives; restrictions à l'exercice des libertés des personnes dans l'entreprise (p. 3655).

Retiré : amendement n° 39 de M. Bernard Legrand : référence à la directive européenne du 9 février 1976 relative à la mise

en œuvre de l'égalité du traitement entre hommes et femmes (p. 3654).

Devient sans objet : amendement n° 96 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Jean Colin : mention dans le règlement intérieur des obligations justifiées par la nature de la tâche à accomplir (p. 3655).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3656).

Art. L. 122-36 du code du travail : consultations obligatoires (p. 3656).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 3656) – Amendement n° 92 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Jean Colin : avis motivé du comité d'entreprise sur le règlement intérieur (p. 3656) – Amendement de coordination n° 9 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 3656) – Amendement n° 10 de M. Jean Chérioux, rapporteur : contrôle de légalité du règlement intérieur par le directeur départemental du travail, substitué au contrôle par l'inspecteur du travail (p. 3657) – Amendement n° 12 de M. Jean Chérioux, rapporteur : texte intégral du règlement intérieur remis au salarié lors de son embauche (p. 3659 ; scrutin public n° 137 ; liste des votants p. 3702) – Amendement n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur : procédure en cas de modification du règlement intérieur ou de retrait de clauses (p. 3660).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Jean Chérioux, rapporteur : délai maximum de trois mois laissé à l'administration pour faire connaître ses observations après communication du règlement intérieur (p. 3658).

Retiré : amendement n° 91 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Jean Colin : délai maximum d'un mois laissé à l'administration pour faire connaître ses observations sur le règlement intérieur (p. 3658).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3660).

Art. L. 122-37 du code du travail : pouvoirs de l'inspection du travail (p. 3660).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Jean Chérioux, rapporteur : rôle du directeur départemental du travail dans la procédure de contrôle du règlement intérieur (p. 3661) – Amendement n° 1 de M. Jean Béranger : décision de l'inspecteur du travail notifiée aux membres du comité d'entreprise ou, à défaut, aux délégués du personnel, ainsi qu'aux membres du comité d'hygiène et de sécurité pour les matières relevant de sa compétence (p. 3662) – Amendement n° 134 de M. Jean Auroux, ministre : information de l'inspecteur du travail et des représentants du personnel par le conseil de prud'hommes qui constate l'illégalité d'une clause d'un règlement intérieur (p. 3663).

Rejeté : amendement n° 78 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : suspension de l'application du règlement intérieur en cas de recours contentieux (p. 3662).

Retirés : amendement n° 80 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Jean Colin : possibilité pour l'inspecteur du travail d'exiger le retrait des clauses contraires aux lois et règlements, ainsi qu'aux dispositions des conventions collectives applicables (p. 3660) – Amendement n° 89 de M. André Bohl, soutenu par M. Jean Colin : décision de l'inspection du travail relative au règlement intérieur communiquée aux délégués du personnel et aux délégués au comité d'entreprises (p. 3661) – Sous-amendement n° 139 de M. Charles Lederman à l'amendement n° 1 de M. Jean Béranger : communication de la décision simultanément aux membres du comité d'entreprise et aux délégués du personnel (p. 3662).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3663).

Art. L. 122-38 du code du travail : Recours devant la direction régionale du travail (p. 3663).

Adoptés : amendement n° 50 de M. Charles Lederman : fixation à deux mois du délai de recours administratif (p. 3664) – Amendement de coordination n° 2 de M. Jean Béranger (p. 3664).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de la notion de fonctionnaire assimilé (p. 3664).

Retiré : amendement n° 76 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Jean Colin : possibilité de saisir le tribunal de grande instance des conflits nés à l'occasion du contrôle du règlement intérieur (p. 3663) – Amendement n° 77 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Jean Colin : possibilité de recours devant le tribunal de grande instance en cas de désaccord de l'employeur au sujet du contrôle exercé sur le règlement intérieur (p. 3663).

Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3664).

Art. L. 122-39 du code du travail : extension de la réglementation aux notes de service (p. 3664).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de l'extension du régime juridique du règlement intérieur aux notes de service prises pour son application (p. 3666 ; scrutin public n° 138 ; liste des votants p. 3702, 3703) – Amendement n° 18 de M. Jean Chérioux, rapporteur : 1° rédactionnel ; 2° prescriptions d'urgence en matière d'hygiène et de sécurité et information du directeur départemental du travail et de l'emploi substituée à l'information de l'inspecteur du travail (p. 3667) ; sous-amendement n° 52 de M. Charles Lederman : information du comité d'hygiène et de sécurité et du comité d'entreprises, ou, à défaut, des délégués du personnel (p. 3667).

Retiré : amendement n° 81 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Marcel Daunay : suppression de l'extension du régime juridique du règlement intérieur aux notes de service prises pour son application (p. 3665).

Deviennent sans objet : amendement rédactionnel n° 135 de M. Jean Auroux, ministre (p. 3666) – Amendement rédactionnel n° 51 de M. Charles Lederman (p. 3666).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3667).

Sous-section II. – Protection des salariés et droit disciplinaire

Art. L. 122-40 du code du travail : Définition des sanctions (p. 3667).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression du texte présenté pour cet article relatif à la définition de la sanction (p. 3670 ; scrutin public n° 139 ; liste des votants p. 3703, 3704).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3670).

Art. L. 122-41 du code du travail : procédure disciplinaire (p. 3670).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur : limitation du champ d'application de la procédure disciplinaire aux entreprises occupant plus de vingt salariés ; information préalable du salarié (p. 3672) – Amendement n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur : maintien du principe d'une procédure disciplinaire pour les seules sanctions les plus graves, ayant une incidence directe et immédiate sur l'emploi du salarié, la nature de ses fonctions, sa carrière ou sa rémunération (p. 3674) ; sous-amendement n° 64 de M. André Bohl, soutenu par M. Auguste Chupin : application de la procédure de convocation préalable en cas de sanction susceptible d'avoir une incidence sur le classement hiérarchique du salarié (p. 3674) – Amendement rédactionnel n° 65 de M. André Bohl, soutenu par M. Auguste Chupin (p. 3675) – Amendement n° 22 de M. Jean Chérioux, rapporteur : exclusion du champ d'application de cette procédure des salariés qui ont moins d'un an d'ancienneté (p. 3677 ; scrutin public n° 140 ; liste des votants p. 3704, 3705).

Rejetés : amendement n° 84 de M. André Bohl, soutenu par M. Adolphe Chauvin, retiré (p. 3672) puis repris par M. Bernard Legrand : nouvelle rédaction de l'alinéa relatif à la procédure de convocation préalable (p. 3674) – Amendement n° 40 de M. Bernard Legrand : possibilité de défense du salarié par une personne extérieure à l'entreprise (p. 3675).

Retirés : amendement n° 44 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de l'application de la procédure disciplinaire en cas d'avertissement (p. 3673) – Amendement rédactionnel n° 67 de M. Claude Mont, soutenu par M. Auguste Chupin (p. 3675) – Amendement n° 54 de MM. Pierre Christian Taittinger et Pierre Louvot qui le soutient : exclusion du champ d'application de la procédure disciplinaire des salariés qui ont moins d'un an d'ancienneté et des établissements employant habituellement moins de vingt salariés (p. 3676).

Deviennent sans objet : amendement n° 136 de M. Jean Auroux, ministre : exclusion du champ d'application de la procédure disciplinaire de l'avertissement ; application aux seules sanctions ayant une incidence directe sur la présence dans l'entreprise, la fonction, la carrière ou la rémunération du salarié (p. 3674) – Amendement n° 34 de M. Jean Béranger : procédure de convocation préalable du salarié lorsque la sanction est susceptible d'avoir sur sa situation une incidence, directe ou non (p. 3674) – Amendement n° 43 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : information du salarié dans le même temps qu'est engagée la procédure de sanction (p. 3672).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3677).

Art. L. 122-42 du code du travail : interdiction des amendes (p. 3677).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur : interdiction des amendes ou autres sanctions pécuniaires et référence au troisième alinéa de l'article L. 122-41, relatif à la mise à pied (p. 3678).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3678).

Art. L. 122-44 du code du travail : compétence du conseil de prud'hommes pour apprécier la proportionnalité des fautes (p. 3678).

Adopté : amendement n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression du texte proposé pour cet article, relatif à la possibilité pour le conseil de prud'hommes d'annuler la décision de sanction prise par le chef d'entreprise (p. 3680).

Deviennent sans objet : amendement n° 35 de M. Jean Béranger : jugement du conseil de prud'hommes sur le fond et non sur la régularité de la procédure (p. 3680) – Amendement n° 36 de M. Jean Béranger : suppression de la charge de la preuve incombant à l'employeur (p. 3680) – Amendement n° 42 de M. Jean Béranger : possibilité d'annulation des seules sanctions injustes et disproportionnées par rapport à la faute commise (p. 3680) – Amendement n° 45 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'annulation par le conseil de prud'hommes des sanctions « manifestement » disproportionnées par rapport à la faute commise (p. 3680) – Amendement n° 37 de M. Bernard Legrand : maintien en vigueur des dispositions applicables en cas de licenciement (p. 3680).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3680).

Art. 122-45 du code du travail : prescription des sanctions (p. 3680).

Adoptés : amendement n° 102 de M. Auguste Chupin : 1° rédactionnel ; 2° rétablissement d'un délai de prescription des peines de trois mois au lieu de deux (p. 3681) – Amendement n° 26 de M. Jean Chérioux, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif au délai de récidive (p. 3681).

Retiré : amendement n° 25 de M. Jean Chérioux, rapporteur : 1° rédactionnel ; 2° rétablissement d'un délai de prescription des peines de trois mois au lieu de deux (p. 3681).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3681).

Art. L. 122-46 du code du travail : respect des opinions et risque de détournement (p. 3681).

Adopté : amendement n° 27 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression du texte proposé pour cet article, relatif à l'interdiction de sanctionner ou de licencier un salarié en raison de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou

de ses convictions religieuses (p. 3687 ; scrutin public n° 141 ; liste des votants p. 3705, 3706).

Deviennent sans objet : amendement n° 38 de M. Jean Béranger : interdiction de sanctionner ou licencier un salarié en raison de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou de ses convictions religieuses : nullité de toute décision patronale contraire et remise des choses en leur état antérieur (p. 3687) – Amendement n° 46 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : interdiction de sanctionner ou licencier un salarié en raison de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou de ses convictions religieuses : nullité de toute décision patronale contraire et remise des choses en leur état antérieur (p. 3687).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3687).

– L'art. 1^{er} est rejeté (p. 3687).

Après l'art. 1^{er} (p. 3687).

Adopté : amendement n° 138 (art. additionnel) de M. Jean Auroux, ministre : suppression de la référence au règlement intérieur dans l'article L. 122-7 du code du travail : clause relative au contrat de travail délai-congé, conditions d'ancienneté (p. 3687).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3687).

Art. 2 (*Changement de référence dans l'article L. 152-1 qui fixe les pénalités applicables aux employeurs qui ne respecteraient pas l'interdiction d'infliger des amendes aux salariés*) – Adopté (p. 3687).

Art. 3 (*Généralisation de l'obligation de communication de l'ordre des licenciements*) (p. 3687).

Adopté : amendement n° 47 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements et pondération de ces critères (p. 3688).

Retiré : amendement n° 99 de M. Auguste Chupin : référence au licenciement collectif pour motif économique, dans cet article relatif à la fixation de l'ordre des licenciements (p. 3687).

Deviennent sans objet : amendement n° 100 de M. André Bohl, soutenu par M. Adolphe Chauvin : critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements et ordre de prise en compte de ces critères (p. 3688).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3688).

Art. 4 (*Mise en application de la loi*) (p. 3688).

Adopté : amendement n° 28 de M. Jean Chérioux, rapporteur : rétablissement du délai de deux ans au lieu d'un an pour la mise en conformité des règlements intérieurs (p. 3689).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3689).

Art. 5 (*Coordination*) (p. 3689).

Adopté : amendement n° 29 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif à la modification des numéros d'articles du code du travail (p. 3695 ; scrutin public n° 143 ; liste des votants p. 3707 ; précédemment réservé p. 3689).

– L'art. 5 est supprimé (p. 3695).

Art. 6 (*Introduction d'un titre VI dans le code du travail consacré au droit d'expression des salariés*) (p. 3689).

Adopté : amendement n° 30 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif au droit d'expression des salariés (p. 3695 ; scrutin public n° 142 ; liste des votants p. 3706, 3707).

Deviennent sans objet : amendement n° 41 de M. Bernard Legrand : extension du droit d'expression des salariés aux établissements ayant le caractère d'établissement public administratif (p. 3694) – Amendement n° 3 de M. Jean Béranger : exercice du droit d'expression des salariés en liaison avec les responsabilités du personnel d'encadrement et sans

porter atteinte aux compétences des représentants du personnel (p. 3694) – Amendements n° 48 et 49 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : définition des modalités d'exercice du droit à l'expression par un accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise (p. 3694) – Amendement n° 4 de M. Jean Béranger : modification des alinéas définissant le contenu de l'accord (p. 3694).

– L'art. 6 est supprimé (p. 3694).

Art. 7 (*Négociations qui doivent définir les modalités du droit d'expression dans les entreprises de plus de deux cent salariés*) (p. 3695).

Adopté : amendement n° 31 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif au délai d'engagement des négociations en vue de la conclusion de l'accord relatif au droit d'expression (p. 3695 ; scrutin public n° 144 ; liste des votants p. 3707, 3708).

– L'art. 7 est supprimé (p. 3695).

Art. 8 (*Conditions dans lesquelles les chefs d'entreprise établiront le bilan des résultats obtenus*) (p. 3695).

Adopté : amendement n° 32 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif à l'analyse par le chef d'entreprise des résultats obtenus à l'expiration d'un délai de deux ans (p. 3695).

– L'art. 8 est supprimé (p. 3695).

Art. 9 (*Détermination avant le 31 décembre 1985 des modalités d'exercice du droit d'expression*) (p. 3695).

Adopté : amendement n° 33 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression, pour coordination, de cet article relatif au dépôt en 1984 d'un rapport du Gouvernement, et en 1985 d'un projet de loi relatif aux modalités d'exercice du droit d'expression des salariés dans les entreprises (p. 3695).

– L'art. 9 est supprimé (p. 3695).

Explications de vote : MM. André Méric (p. 3696, 3697), Adolphe Chauvin (p. 3697), Jean Béranger (p. 3697), Etienne Dailly (p. 3697), Charles Lederman (p. 3698), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3698), François Collet (p. 3698).

Scrutin public (n° 145 ; liste des votants p. 3708, 3709).

Rejet (20 juillet 1982) (p. 3698).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 juillet 1982) (p. 3787, 3791).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3787, 3790) : MM. Jean Auroux, ministre du travail ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission spéciale ; Louis Perrein, Etienne Dailly, Gérard Roujas, Jacques Habert, Bernard Parmantier.

DROIT D'EXPRESSION DES SALAIRES : CHERIOUX (Jean) (p. 3787, 3789) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3789) ; HABERT (Jacques) (p. 3789).

DROIT DISCIPLINAIRE : CHERIOUX (Jean) (p. 3787) ; PERREIN (Louis) (p. 3788).

ENTREPRISES : AUROUX (Jean) (p. 3787) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3787, 3789) ; PERREIN (Louis) (p. 3788, 3789) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 3789).

PATRONAT : PARMANTIER (Bernard) (p. 3789).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : CHERIOUX (Jean) (p. 3787).

QUESTIONS PREALABLES : DAILLY (Etienne) (p. 3788, 3789, 3790) ; PERREIN (Louis) (p. 3789, 3790).

REGLEMENT INTERIEUR : CHERIOUX (Jean) (p. 3787) ; PERREIN (Louis) (p. 3788).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Jean Chérioux, rapporteur de la commission spéciale (p. 3790,

3791) – MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Charles Lederman, Maurice Schumann, vice président du Sénat, président de séance ; André Fosset, président de la commission spéciale ; Jean Auroux, ministre.

Adoption de la motion (p. 3791 ; scrutin n° 156 ; liste des votants p. 3803, 3804).

Rejet (23 juillet 1982) (p. 3791).

2. – Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel, présenté à l'Assemblée Nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jean Auroux, ministre du travail (2 avril 1982) [n° 744] – Renvoi à la commission des affaires culturelles, pour avis à la commission de la production – Rapport de M. Michel Coffineau – Annexe présentée par M. Jean Jarosz, au nom de la commission de la production (28 avril 1982) [n° 832] – Discussion générale commune avec les projets de loi n° 743 et n° 745 (13 et 14 mai 1982) ; discussion des articles (24, 25, 27 et 28 mai, 1^{er}, 2, 3, 4, 7 et 8 juin 1982) – Urgence – Adoption (8 juin 1982) [n° 160].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1982) [n° 384 (81-82)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Daniel Hoeffel (21 septembre 1982) [n° 506 (81-82)] – Discussion (28 septembre 1982) (p. 4176, 4197) – Rejet (28 septembre 1982) [n° 150].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 septembre 1982) [n° 1094] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Coffineau (29 septembre 1982) [n° 1095].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Daniel Hoeffel (29 septembre 1982) [n° 521 (81-82)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (28 septembre 1982) [n° 1094] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (30 septembre 1982) [n° 1101] – Discussion (1^{er} octobre 1982) – Adoption (1^{er} octobre 1982) [n° 233].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (5 octobre 1982) [n° 2 (82-83)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Daniel Hoeffel (5 octobre 1982) [n° 4 (82-83)] – Discussion (5 octobre 1982) (p. 4350, 4352) – Rejet (5 octobre 1982) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (6 octobre 1982) [n° 1126] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (6 octobre 1982) [n° 1127] – Discussion (6 octobre 1982) – Adoption (6 octobre 1982) [n° 237].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision du 22 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 23 octobre 1982) déclarant non conforme à la Constitution l'article 8 de la loi et conformes les autres dispositions de la loi.

PROMULGATION : Loi n° 82-915 du 28 octobre 1982 (JO Lois et Décrets du 29 octobre 1982).

Discussion (première lecture)

(28 septembre 1982) (p. 4176, 4197).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4176, 4193) MM. Jean Auroux, ministre du travail ; Georges Denizet, rapporteur du Conseil économique et social ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission spéciale ; Hector Viron, Georges Mouly, Jean Béranger, Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé, Charles Lederman.

AFFAIRE LUCET (caisse d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône) : LEDERMAN (Charles) (p. 4190).

ASSOCIATIONS : CHERIOUX (Jean) (p. 4185).

AUTOMOBILE (industrie) : HOFFEL (Daniel) (p. 4180); CHERIOUX (Jean) (p. 4185); AUROUX (Jean) (p. 4192, 4193).

CADRES : HOFFEL (Daniel) (p. 4180); CHERIOUX (Jean) (p. 4185); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4186); LEDERMAN (Charles) (p. 4191).

COMITES DE GROUPE : AUROUX (Jean) (p. 4177); HOFFEL (Daniel) (p. 4179); VIRON (Hector) (p. 4181); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4187).

COMITES D'ENTREPRISE : AUROUX (Jean) (p. 4177); HOFFEL (Daniel) (p. 4178, 4179, 4180); VIRON (Hector) (p. 4180, 4181); BERANGER (Jean) (p. 4184); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4186, 4187).

COMMISSIONS DE FORMATION : HOFFEL (Daniel) (p. 4180).

COMMISSIONS ECONOMIQUES : CHERIOUX (Jean) (p. 4184); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4187).

CONFEDERATION GENERALE DES CADRES (CGC) : CHERIOUX (Jean) (p. 4185).

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 4187); LEDERMAN (Charles) (p. 4189); CHERIOUX (Jean) (p. 4189).

CONGES DE FORMATION : VIRON (Hector) (p. 4181).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (avis) : DENIZET (Georges) (p. 4178).

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPF) : VIRON (Hector) (p. 4180, 4181); LEDERMAN (Charles) (p. 4188).

DELEGUES DE SITE : AUROUX (Jean) (p. 4177, 4192); HOFFEL (Daniel) (p. 4179); BERANGER (Jean) (p. 4183); CHERIOUX (Jean) (p. 4185).

DELEGUES DU PERSONNEL : AUROUX (Jean) (p. 4177); HOFFEL (Daniel) (p. 4178, 4179); VIRON (Hector) (p. 4180, 4181); CHERIOUX (Jean) (p. 4184); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4187); LEDERMAN (Charles) (p. 4192).

DELEGUES SYNDICAUX : AUROUX (Jean) (p. 4177); HOFFEL (Daniel) (p. 4178, 4179); VIRON (Hector) (p. 4180, 4181); CHERIOUX (Jean) (p. 4184, 4185); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4187).

ELECTIONS PROFESSIONNELLES : CHERIOUX (Jean) (p. 4185); DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4185).

ENTREPRISES : HOFFEL (Daniel) (p. 4179, 4180); MOULY (Georges) (p. 4182); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4186, 4187, 4188); LEDERMAN (Charles) (p. 4191, 4192).

ENTREPRISES (charges des) : AUROUX (Jean) (p. 4177); HOFFEL (Daniel) (p. 4179); MOULY (Georges) (p. 4182); BERANGER (Jean) (p. 4183); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4186, 4187).

GAZODUC (franco-sovietique) : LEDERMAN (Charles) (p. 4191).

GREVES : MOULY (Georges) (p. 4182); CHERIOUX (Jean) (p. 4185).

LICENCIEMENTS : HOFFEL (Daniel) (p. 4179); VIRON (Hector) (p. 4181); CHERIOUX (Jean) (p. 4184); LEDERMAN (Charles) (p. 4189).

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS : CHERIOUX (Jean) (p. 4184); LEDERMAN (Charles) (p. 4192); AUROUX (Jean) (p. 4192).

PATRONAT : VIRON (Hector) (p. 4181); LEDERMAN (Charles) (p. 4188, 4189, 4190, 4191).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : BERANGER (Jean) (p. 4183); CHERIOUX (Jean) (p. 4185).

POLITIQUE ECONOMIQUE : HOFFEL (Daniel) (p. 4180); MOULY (Georges) (p. 4181).

RAPPORT AUROUX (travail) : CHERIOUX (Jean) (p. 4183); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4186).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA) : HOFFEL (Daniel) (p. 4179) SECRET PROFESSIONNEL : AUROUX (Jean) (p. 4193).

SERVICE D'ACTION CIVIQUE (SAC) : LEDERMAN (Charles) (p. 4191).

SYNDICATS DE RETRAITES : BERANGER (Jean) (p. 4182); AUROUX (Jean) (p. 4192).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : AUROUX (Jean) (p. 4177, 4192); HOFFEL (Daniel) (p. 4178, 4179); VIRON (Hector) (p. 4180, 4181); BERANGER (Jean) (p. 4182); CHERIOUX (Jean) (p. 4183, 4184, 4186, 4189); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4187); LEDERMAN (Charles) (p. 4190, 4191).

TRAVAIL (conditions du) : HOFFEL (Daniel) (p. 4178); MOULY (Georges) (p. 4182).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : BERANGER (Jean) (p. 4183).

TRAVAILLEURS (droits des) : VIRON (Hector) (p. 4180); CHERIOUX (Jean) (p. 4183); VIRAPOULLE (Louis) (p. 4186); LEDERMAN (Charles) (p. 4188); AUROUX (Jean) (p. 4193).

Motion tendant à opposer la question préalable, de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 4193, 4197); *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur; Michel Dreyfus-Schmidt, André Fosset, président de la commission spéciale.*

Adoption de la motion (p. 4197; scrutin public n° 162; liste des votants p. 4212, 4213).

Rejet (28 septembre 1982) (p. 4197).

Discussion (nouvelle lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4350, 4352).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 4350, 4351) *MM. Jean Aurox, ministre du travail; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission spéciale; Marcel Gargar.*

COMITES DE GROUPE : HOFFEL (Daniel) (p. 4351).

DELEGUES SYNDICAUX : HOFFEL (Daniel) (p. 4351).

GREVES : HOFFEL (Daniel) (p. 4351).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : HOFFEL (Daniel) (p. 4351).

TRAVAILLEURS (droits des) : AUROUX (Jean) (p. 4350).

Motion tendant à opposer la question préalable de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 4351, 4352) - *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur; Michel Moreigne, Jean Aurox, ministre.*

Adoption de la motion (p. 4352; scrutin public n° 2; liste des votants p. 4362, 4363).

Rejet (5 octobre 1982) (p. 4352).

3. - **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail**, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jean Aurox, ministre du travail (2 avril 1982) [n° 743] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-André Oehler (28 avril 1982) [n° 833] - Discussion générale commune avec les projets de loi n° 744 et n° 745 (13 et 14 mai 1982); discussion des articles (8, 9, 10

11 et 25 juin 1982) – Urgence – Adoption (25 juin 1982) [n° 186].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1982) [n° 440 (81-82)] – Renvoi à la commission spéciale (8 juillet 1982) – Rapport de M. Jacques Larché (30 septembre 1982) [n° 530 (81-82)] – Discussion (5 octobre 1982) (p. 4326, 4339) – Rejet (5 octobre 1982) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 octobre 1982) [n° 1125] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-André Oehler (12 octobre 1982) [n° 1143].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jacques Larché (13 octobre 1982) [n° 33 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (5 octobre 1982) [n° 1125] – Renvois à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-André Oehler (12 octobre 1982) [n° 1146] – Discussion (12 octobre 1982) – Adoption (12 octobre 1982) [n° 247].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 octobre 1982) [n° 42 (82-83)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Jacques Larché (14 octobre 1982) [n° 46 (82-83)] – Discussion (15 octobre 1982) (p. 4572, 4573) – Adoption (15 octobre 1982) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (15 octobre 1982) [n° 1152] Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-André Oehler (15 octobre 1982) [n° 1153] – Discussion (15 octobre 1982) – Adoption (15 octobre 1982) [n° 248].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision du 10 novembre 1982 (JO Lois et Décrets du 11 novembre 1982) déclarant le projet de loi conforme à la constitution.

PROMULGATION : Loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 (JO Lois et Décrets du 14 novembre 1982).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1982) (p. 4326, 4339).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4326, 4337) *MM. Jean Auroux, ministre du travail; Georges Denizet, rapporteur du Conseil économique et social; Jacques Larché, rapporteur de la commission spéciale; Hector Viron, Louis Souvet, Charles Bonifay, Alfred Gérin.*

AUTOMOBILE (industrie) : GERIN (Alfred) (p. 4334).

COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE : AUROUX (Jean) (p. 4327); VIRON (Hector) (p. 4331).

COMMISSION PARITAIRE D'INTERPRETATION : BONIFAY (Charles) (p. 4334).

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT) : GERIN (Alfred) (p. 4335).

CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 4328); LARCHE (Jacques) (p. 4329, 4330).

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS DU TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 4326, 4327, 4328, 4336, 4337); DENIZET (Georges) (p. 4328, 4329); LARCHE (Jacques) (p. 4329, 4330, 4331); VIRON (Hector) (p. 4331, 4333); BONIFAY (Charles) (p. 4333, 4334); GERIN (Alfred) (p. 4334); SOUVET (Louis) (p. 4332, 4333).

DROIT D'OPPOSITION (conventions et accords collectifs) : AUROUX (Jean) (p. 4327, 4328, 4336); DENIZET (Georges) (p. 4328, 4329); LARCHE (Jacques) (p. 4330); SOUVET (Louis) (p. 4332); BONIFAY (Charles) (p. 4333).

EMPLOI : AUROUX (Jean) (p. 4327).

ENTREPRISES : GERIN (Alfred) (p. 4325); AUROUX (Jean) (p. 4336).

ENTREPRISES NATIONALES : AUROUX (Jean) (p. 4327); BONIFAY (Charles) (p. 4334).

ENTREPRISES (petites) : AUROUX (Jean) (p. 4327, 4337); LARCHE (Jacques) (p. 4330); GERIN (Alfred) (p. 4335).

ENVIRONNEMENT : BONIFAY (Charles) (p. 4334).

FORMATION CONTINUE : AUROUX (Jean) (p. 4327).

FORMATION PROFESSIONNELLE : AUROUX (Jean) (p. 4327, 4337).

HANDICAPES : BONIFAY (Charles) (p. 4333).

INSPECTION DU TRAVAIL : SOUVET (Louis) (p. 4333); BONIFAY (Charles) (p. 4333).

MEDIATION : AUROUX (Jean) (p. 4328).

PATRONAT : VIRON (Hector) (p. 4332).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : SOUVET (Louis) (p. 4332); GERIN (Alfred) (p. 4335); AUROUX (Jean) (p. 4337).

PRIX (blocage des) : AUROUX (Jean) (p. 4328).

REVENUS (blocage des) : AUROUX (Jean) (p. 4327); VIRON (Hector) (p. 4331); GERIN (Alfred) (p. 4334).

SALAIRES : AUROUX (Jean) (p. 4327, 4328); VIRON (Hector) (p. 4331); BONIFAY (Charles) (p. 4333); GERIN (Alfred) (p. 4334).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : AUROUX (Jean) (p. 4327, 4328, 4336, 4337); DENIZET (Georges) (p. 4328); LARCHE (Jacques) (p. 4329, 4330, 4331); VIRON (Hector) (p. 4331, 4332); SOUVET (Louis) (p. 4332); BONIFAY (Charles) (p. 4333); GERIN (Alfred) (p. 4334, 4335).

TRAVAIL (conditions du) : AUROUX (Jean) (p. 4327, 4328).

TRAVAIL (durée du) : AUROUX (Jean) (p. 4327).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 4337, 4339) – *MM. Jacques Larché, rapporteur; Charles Bonifay.*

Adoption de la motion (p. 4339; scrutin public n° 1; liste des votants p. 4361, 4362).

Rejet (5 octobre 1982) (p. 4339).

Discussion (nouvelle lecture)

(15 octobre 1982) (p. 4572, 4573).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4572) *MM. Jean Auroux, ministre du travail; Jacques Larché, rapporteur de la commission spéciale.*

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS DU TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 4572).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 4572, 4573) – *MM. Jacques Larché, rapporteur; Félix Ciccolini, Jean Auroux, ministre.*

Adoption de la motion (p. 4573; scrutin public n° 9; liste des votants p. 4598).

Rejet (15 octobre 1982) (p. 4573).

4. – **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jean Auroux, ministre du travail (2 avril 1982) [n° 742] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme

Jacqueline Fraysse-Cazalis (22 avril 1982) [n° 823] – Urgence – Discussion générale commune avec les projets de loi n° 743, n° 744 et n° 745 (13 et 14 mai 1982); discussion des articles (21 et 22 septembre 1982) – Adoption (22 septembre 1982) [n° 223].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 septembre 1982) [n° 531 (81-82) – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Jacques Moission (27 octobre 1982) [n° 69 (82-83)] – Discussion (8 novembre 1982) (p. 5252, 5287) – Adoption (8 novembre 1982) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 novembre 1982) [n° 1203] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (18 novembre 1982) [n° 1230] – COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jacques Moission (18 novembre 1982) [n° 93 (82-83)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (8 novembre 1982) [n° 1203] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (23 novembre 1982) [n° 1235] – Discussion (24 novembre 1982) – Adoption (24 novembre 1982) [n° 268].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 novembre 1982) [n° 108 (82-83)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Jacques Moission (15 décembre 1982) [n° 145 (82-83)] – Discussion (16 décembre 1982) (p. 6949, 6955) – Rejet (16 décembre 1982) [n° 51].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1982) [n° 1319] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis [n° 1327] – Discussion (18 décembre 1982) – Adoption définitive [18 décembre 1982] (n° 299).

PROMULGATION: loi n° 82-1097 du 23 décembre 1982 (JO lois et décrets du 26 décembre 1982).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1982) (p. 5252, 5287).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5252, 5263): *MM. Jean Auroux, ministre du travail; Georges Denizet, rapporteur du Conseil économique et social; Jacques Moission, rapporteur de la commission spéciale; Pierre Noé, Hector Viron, Paul Robert, Daniel Millaud.*

ACCIDENTS DE TRAJET: AUROUX (Jean) (p. 5253).

ACCIDENTS DU TRAVAIL: AUROUX (Jean) (p. 5253, 5262); DENIZET (Georges) (p. 5255); NOE (Pierre) (p. 5259); VIRON (Hector) (p. 5260); ROBERT (Paul) (p. 5261); MILLAUD (Daniel) (p. 5261).

COMITES D'ENTREPRISES: MOSSION (Jacques) (p. 5258, 5259); VIRON (Hector) (p. 5260).

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE (CHS): MOSSION (Jacques) (p. 5256); ROBERT (Paul) (p. 5260); MILLAUD (Daniel) (p. 5261).

COMITES D'HYGIENE DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT): AUROUX (Jean) (p. 5254, 5262, 5263); DENIZET (Georges) (p. 5255, 5256); MOSSION (Jacques) (p. 5257, 5258, 5259); NOE (Pierre) (p. 5259); VIRON (Hector) (p. 5260); ROBERT (Paul) (p. 5261); MILLAUD (Daniel) (p. 5261).

COMMISSIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CACT): MOSSION (Jacques) (p. 5257).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil): AUROUX (Jean) (p. 5255).

DELEGUES DU PERSONNEL: DENIZET (Georges) (p. 5256); VIRON (Hector) (p. 5260).

DROIT D'EXPRESSION DES SALAIRES: AUROUX (Jean) (p. 5254).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS: DENIZET (Georges) (p. 5655, 5256); MOSSION (Jacques) (p. 5258); MILLAUD (Daniel) (p. 5261); AUROUX (Jean) (p. 5262).

MALADIES PROFESSIONNELLES: AUROUX (Jean) (p. 5253); DENIZET (Georges) (p. 5256).

MEDECINE DU TRAVAIL: AUROUX (Jean) (p. 5254).

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT): AUROUX (Jean) (p. 5254, 5255).

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (OPPBTP): MOSSION (Jacques) (p. 5257); VIRON (Hector) (p. 5260); MILLAUD (Daniel) (p. 5261); AUROUX (Jean) (p. 5262, 5263).

PRODUITS CHIMIQUES: AUROUX (Jean) (p. 5254).

RESPONSABILITE CIVILE: AUROUX (Jean) (p. 5254); MOSSION (Jacques) (p. 5258); NOE (Pierre) (p. 5259).

SECTEUR TERTIAIRE: AUROUX (Jean) (p. 5254).

SECURITE SOCIALE: AUROUX (Jean) (p. 5253); ROBERT (Paul) (p. 5261).

SERVICES EXTERIEURS DU TRAVAIL: AUROUX (Jean) (p. 5254).

SYNDICATS PROFESSIONNELS: MOSSION (Jacques) (p. 5258).

TRAVAIL (conditions du): AUROUX (Jean) (p. 5253).

TRAVAIL (hygiène et sécurité du): AUROUX (Jean) (p. 5254, 5262); DENIZET (Georges) (p. 5255, 5256); MOSSION (Jacques) (p. 5258); NOE (Pierre) (p. 5259, 5260); ROBERT (Paul) (p. 5261).

TRAVAILLEURS (droits des): AUROUX (Jean) (p. 5253); MOSSION (Jacques) (p. 5258); NOE (Pierre) (p. 5259); ROBERT (Paul) (p. 5261).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5263, 5287): *MM. Jacques Moission, rapporteur; Jean Auroux, ministre; Pierre Noé, Hector Viron, André Fosset, président de la commission spéciale; Georges Denizet, rapporteur du Conseil économique et social; Daniel Millaud, Stéphane Bonduel, Adolphe Chauvin, Mme Monique Midy, M. François Collet.*

Art. 1^{er} (Modification de certains alinéas des articles L 231-1 et L 231-2 du code du travail) (p. 5263).

Adopté: amendement rédactionnel n° 1 de M. Jacques Moission, rapporteur (p. 5263) – Amendement n° 8 de M. Jacques Moission, rapporteur: organismes professionnels paritaires, particulièrement dans la branche d'activités du bâtiment et des travaux publics (p. 5272; précédemment réservé p. 5263).

Rejetés: amendement n° 26 de M. Pierre Noé: réclamation de l'employeur et silence de l'administration (p. 5264) – Amendement n° 45 de M. Jean Auroux, ministre: organismes professionnels paritaires dans les branches d'activités à hauts risques (p. 5272; précédemment réservé p. 5263).

Retirés: amendement n° 25 de M. Pierre Noé: avis formulé par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et possibilité pour l'inspection du travail de dresser procès verbal sans recours à la mise en demeure préalable (p. 5264) – Amendement n° 40 de M. Daniel Millaud: cas des entreprises du bâtiment et des travaux publics (p. 5271, précédemment réservé p. 5263).

– L'art. 1, ainsi modifié, est adopté (p. 5272).

Après l'art. 1 (p. 5264).

Rejeté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jacques Mossion, rapporteur : application des dispositions prévues par le projet de loi aux administrations de l'Etat et aux établissements publics de l'Etat (p. 5265).

Art. 1^{er} bis (*Procédure à appliquer en cas de danger imminent*) (p. 5265).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur : exercice du droit de retrait du salarié en cas de danger grave et imminent, droit d'opposition de l'employeur (p. 5267).

Retiré : amendement n° 27 de M. Pierre Noé : information par écrit de l'employeur en cas de danger imminent (p. 5267).

– L'art. 1^{er} bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5267).

Art. 1^{er} ter (*Conditions dans lesquelles les salariés ou un groupe de salariés peuvent se retirer d'une situation de danger grave et imminent sans être pénalisés pour autant*) (p. 5267).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Mossion, rapporteur : substitution de la présomption de faute inexcusable de l'employeur à la faute inexcusable de droit (p. 5268).

Devient sans objet : amendement n° 28 de M. Pierre Noé : caractère individuel du droit de retrait (p. 5268).

– L'art. 1^{er} ter, ainsi modifié est adopté (p. 5268).

Après l'art. 1^{er} ter (p. 5268).

Rejeté : amendement n° 44 de M. Jean Auroux, ministre : exercice du droit de retrait et création de danger pour autrui (p. 5268).

Art. 1^{er} quater (*Rôle du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail*) (p. 5268).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de M. Jacques Mossion, (p. 5268) – Amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur : réunion du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en cas de danger imminent ; information de l'inspecteur de la protection sociale agricole (p. 5269).

– L'art. 1^{er} quater, ainsi modifié, est adopté (p. 5269).

Après l'art. 1, quater (p. 5269).

Adopté : amendement n° 54 de M. Jean Auroux, ministre : saisine de l'inspecteur du travail par l'employeur en cas de contestation du bien fondé du retrait des salariés (p. 5269).

Retiré : amendement n° 29 de M. Pierre Noé : saisine de l'inspecteur du travail par l'employeur en cas d'absence du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (p. 5269).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5269).

Art. 2 (*Comités d'hygiène, de sécurité, et des conditions du travail*) (p. 5269).

ART. L 236-1 DU CODE DU TRAVAIL

Adoptés : amendement n° 7 de M. Jacques Mossion, rapporteur : droit de proposition des délégués du personnel d'instaurer un CHSCT (p. 5270) – Amendement de coordination n° 52 de M. Jacques Mossion, rapporteur (p. 5272).

Retirés : amendements n° 30 et 31 de M. Stéphane Bonduel : organismes professionnels dans la branches d'activité du bâtiment et des travaux publics (p. 5272).

Devient dans objet : amendement n° 23 de M. Hector Viron : création de CHSCT sans dérogation particulière dans le secteur du bâtiment (5273).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5275).

ART. L. 236-2 DU CODE DU TRAVAIL

Adopté : amendement n° 9 de M. Jacques Mossion, rapporteur : missions attribuées au CHSCT (p. 5275 ; scrutin public n° 36 ; liste des votants p. 5304).

Devenu sans objet : amendement n° 47 de M. Jean Auroux, ministre : rôle du CHSCT dans l'amélioration des conditions de travail pour la main d'oeuvre féminine (p. 5275) – Amendements de forme n° 50 et 51 de M. Jean Auroux, ministre (p. 5275) – Amendement de coordination n° 49 de M. Jean Auroux, ministre (p. 5275) – Amendement n° 48 de M. Jean Auroux, ministre : saisine du CHSCT par le chef d'établissement et non par le chef d'entreprise (p. 5275).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5275).

ART. L-226-3 DU CODE DU TRAVAIL

Retiré : amendement n° 32 de M. Pierre Noé : devoir d'information et obligation de secret professionnel des membres du CHSCT (p. 5276).

– Le texte proposé est adopté (p. 5276).

ART. L-236-4 DU CODE DU TRAVAIL

Adoptés : amendement rédactionnel n° 10 de M. Jacques Mossion, rapporteur (p. 5277 ; scrutin public n° 37 ; liste des votants p. 5304, 5305) – Amendement n° 11 de M. Jacques Mossion, rapporteur : suppression de l'obligation de la production du rapport et du programme du CHSCT pour toute demande de marché public, subvention ou avantages divers (p. 5277) – Amendement n° 12 de M. Jacques Mossion, rapporteur : dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics occupant habituellement entre 50 et 300 salariés, suppression de l'obligation faite aux chefs d'entreprises de présenter au comité d'entreprise un rapport et un programme annuel relatif à la prévention de risques professionnels (p. 5277).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5277).

ART. L 236-5 DU CODE DU TRAVAIL

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Mossion, rapporteur : représentation au CHSCT de chaque organisation syndicale représentée au comité d'entreprise et par les délégués du personnel (p. 5280) – Amendement n° 14 de M. Jacques Mossion, rapporteur : compétences techniques requises des membres du CHSCT (p. 5280) – Amendement n° 34 de M. Pierre Noé : possibilité pour le CHSCT de faire appel à titre consultatif au concours de toute personne qualifiée (p. 5281) ; sous-amendement n° 53 de M. Jacques Mossion, rapporteur : possibilité pour les CHSCT de refaire appel à une personne qualifiée, soit à l'initiative des membres représentants du personnel, soit à l'initiative des chefs d'entreprise ou d'établissement (p. 5280).

Rejeté : sous-amendement n° 55 de M. Jean Auroux, ministre à l'amendement n° 34 de M. Pierre Noé : appel à titre consultatif et occasionnel de toute personne qualifiée de l'établissement (p. 5281).

Retirés : amendement n° 42 de M. Daniel Millaud : représentation paritaire entre une délégation désignée par le chef d'entreprise et une délégation élue par la représentation du personnel (p. 5280) – Amendement n° 33 de M. Pierre Noé : présence avec voix consultative du personnel infirmier de l'entreprise aux séances du CHSCT (p. 5280).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5281).

ART. L 236-6 DU CODE DU TRAVAIL

Adoptés : amendements rédactionnels n° 15 et 16 de M. Jacques Mossion, rapporteur (p. 5281).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5281).

ART. L 236-7 DU CODE DU TRAVAIL

Adoptés : amendement n° 17 de M. Jacques Mossion, rapporteur : fixation du crédit d'heures par le règlement intérieur de

l'entreprise (p. 5282) – Amendement n° 18 de M. Jacques Mossion, rapporteur : obligation de prévenir un contrôleur des services de prévention de la caisse régionale d'assurance maladie ou un inspecteur du travail de la protection sociale agricole de toutes les réunions du comité CHSCT (p. 5282).

Retiré : amendement n° 41 de M. Daniel Millaud : fixation d'un crédit d'heures maximum pour les membres du CHSCT (p. 5282).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5282).

ART. L 236-8 DU CODE DU TRAVAIL

– Le texte proposé est adopté (p. 5282).

ART. L 236-9 DU CODE DU TRAVAIL

Adoptés : amendement n° 19 de M. Jacques Mossion, rapporteur : précisions sur les personnes compétentes à consulter en cas de besoin d'expertise (p. 5283) – Amendement n° 36 de M. Pierre Noé : harmonisation avec la rédaction de l'art. L 434-6 du code du travail (p. 5283).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5283).

ART. L 236-10 DU CODE DU TRAVAIL

Retiré : amendement n° 24 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Monique Midy : extension aux entreprises occupant entre 50 et 300 salariés de la formation des délégués des CHSCT (p. 5284).

– Le texte proposé est adopté (p. 5284).

ART. L 236-11 DU CODE DU TRAVAIL

– Le texte proposé est adopté (p. 5284).

ART. 236-12 DU CODE DU TRAVAIL

Adopté : amendement n° 37 de M. Pierre Noé : suppression d'un amendement adopté par l'Assemblée nationale, concernant l'adaptation des dispositions du chapitre VI aux entreprises qui pourraient faire courir des risques à d'autres entreprises situées à proximité (p. 5284).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5284).

ART. L 236-13 DU CODE DU TRAVAIL

– Le texte proposé est adopté (p. 5284).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5284).

Art. 3 (*Sanctions à l'égard de tous ceux qui auraient exercé une entrave à la constitution ou au fonctionnement des CHSCT*) (p. 5284).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Daniel Millaud : précisions sur le caractère intentionnel du délit d'entrave (p. 5285) – Amendement n° 20 de M. Jacques Mossion, rapporteur : constitution du délit d'entrave pour les seules infractions aux dispositions de l'art. L 236-11 (p. 5285).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5285).

Art. 4 (*Les dispositions réglementaires spécifiques posées par l'art. 39 de la loi du 6 décembre 1976 relative au développement de la prévention du travail adapteront les dispositions sur le CHSCT aux institutions mentionnées à cet article*) (p. 5285).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jacques Mossion, rapporteur : suppression de la mention du paragraphe I de l'art. 39 de la loi du 6 décembre 1976 instituant des comités particuliers interentreprises d'hygiène et de sécurité pour les chantiers du bâtiment et des travaux publics (p. 5285).

– L'art. 4 ainsi modifié, est adopté (p. 5285).

Art. 5 (*Application aux entreprises d'armement maritime de l'ensemble des dispositions du titre III du livre II du code du travail concernant l'hygiène et la sécurité*) – Adopté (p. 5286).

Art. 6 (*Respect des dispositions législatives et réglementaires sur la protection du secret des informations intéressant la défense nationale*) – Adopté (p. 5286).

Art. 7 (*Date d'entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires*) – Adopté (p. 5286).

Art. 8 (*Cessation de l'application des dispositions du chapitre VII du titre III du livre IV du code du travail et de l'art. L 231-2-3° du même code, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi*) – Adopté (p. 5286).

Art. 9 (*Présentation par le Gouvernement au Parlement d'un bilan des deux premières années d'application de la loi pour la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics*) (p. 5286).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jacques Mossion, rapporteur : présentation annuelle au Parlement du bilan d'application de la présente loi (p. 5286).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5286).

Explications de vote : MM. Stéphane Bonduel (p. 5286), Adolphe Chauvin (p. 5286, 5287), Pierre Noé (p. 5287), Mme Monique Midy (p. 5287), M. Jean Chérioux (p. 5287) ; intervention de M. Jean Auroux, ministre (p. 5287).

Adoption (8 novembre 1982) (p. 5287).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 décembre 1982) (p. 6949, 6955).

I DISCUSSION GENERALE (p. 6949, 6954) *MM. Jean Auroux, ministre du travail ; Jacques Mossion, rapporteur de la commission spéciale ; Charles Bonifay, André Fosset, président de la commission spéciale.*

ACCIDENTS DU TRAVAIL : AUROUX (Jean) (p. 6945, 6950) ; **BONIFAY** (Charles) (p. 6953) ; **FOSSET** (André) (p. 6953).

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHS-CT) : AUROUX (Jean) (p. 6949, 6953) ; **MOSSION** (Jacques) (p. 6951, 6952).

COMMISSIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CACT) : AUROUX (Jean) (p. 6949).

Motion n° 1 de M. Jacques Mossion, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** : *MM. Jacques Mossion, rapporteur, Hector Viron.*

Adoption de la motion (p. 6955 ; scrutin public n° 114 ; liste des votants p. 7022, 7023).

Rejet (16 décembre 1982) (p. 6955).

5. – Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, présenté à l'Assemblée nationale au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme (8 novembre 1982) [n° 1202] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-France Lecuir (1^{er} décembre 1982) [n° 1268] – Discussion (6 décembre 1982) – Adoption (6 décembre 1982) [n° 273].

décembre 1982) [n° 273].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 décembre 1982) [n° 127 (82-83) – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi **LOI DE FINANCES, 1**, Affaires sociales I section communes III travail, emploi

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir **FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1**, 2^e lecture, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 124, DG

TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat ;
Affaires sociales I section commune III travail, emploi
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

TRAVAIL (conditions du)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 5, DG
LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail, emploi
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 92 ; 125
TRANSPORTS, 1, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG
TRAVAIL, 3, DG
TRAVAIL, 4, DG

TRAVAIL (droit du)

Voir ARMEE, 1, 2, DG
TRAVAIL, 1, DG

TRAVAIL (durée du)

Voir DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG ; Services du Premier
ministre I services généraux ; Affaires sociales I section
commune III travail, emploi
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 84, DG ; 89,
DG ; 92, DG ; 131, DG ; 145, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 3, DG

TRAVAIL (hygiène et sécurité du)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail emploi
SECURITE SOCIALE, 2, DG
TRAVAIL, 4, DG

TRAVAILLEURS (droits des)

Voir PLAN, 1, DG
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 92, DG
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAIL, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
TRAVAIL, 4, DG

TRAVAILLEURS ETRANGERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Relations extérieures ; Affaires
sociales II santé, solidarité nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 9, DG ; 11, DG
TRAVAILLEURS IMMIGRES

TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail, emploi

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG
IMMIGRATION

IMMIGRATION CLANDESTINE
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
TRAVAIL, 1, DG
TRAVAILLEURS ETRANGERS

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Agriculture
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2
SECURITE SOCIALE, 2
SECURITE SOCIALE, 3, DG ; nouvelle lecture, DG

TRAVAIL TEMPORAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat
TRAVAIL, 1, DG

TRAVAUX PUBLICS

Voir BATIMENT (INDUSTRIE DU)
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CALAMITES, 1, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 131, DG ;
132 ; 133

TRIBUNAL DE L'APPLICATION DES PEINES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

TRIBUNAL DES CONFLITS

Voir JUSTICE, 3

TRIBUNAL MILITAIRE DE LANDAU

Voir JUSTICE, 1, DG

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Intérieur et décentralisation
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 106, DG

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Voir CONSEILS DE PRUD'HOMMES, 1, DG

TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

Voir JUSTICE, 1, CMP

TRIBUNAUX (palais de justice)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMEES (TPFA)

Voir JUSTICE, 1, DG ; 2° lecture, DG

TRIBUNAUX POUR ENFANTS

Voir LOI DE FINANCES, 1, Justice

TRIBUNAUX TERRITORIAUX DES FORCES ARMEES (TTFA)

Voir JUSTICE, 1, DG

TRI POSTAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

TUNISIE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 17 ; 42 ; 43

TUNNEL SOUS LA MANCHE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

TURQUIE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 79, DG ; 84, DG

TUTELLE ADMINISTRATIVE

Voir CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1, 2^e lecture, DG
COMMUNES, 3, DG ; nouvelle lecture, DG
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3, DG ; CMP
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 106, DG ; 111, DG

TUTELLE (mineurs)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 7, DG

U

UNION DE CAISSES NATIONALES DE SECURITE SOCIALE (UCANSS)

Voir SECURITE SOCIALE, 2, nouvelle lecture, DG

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (UEO)

1. - Rapport établi par la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, sur l'activité de cette assemblée au cours de sa session ordinaire (juin 1980 - décembre 1980) adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, par M. Noël Berrier, au nom des délégués élus par le Sénat (5 février 1982) [n° 211 (81-82)].

2. - Rapport d'information fait par la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, sur l'activité de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, sur l'activité de cette assemblée au cours de sa XXVIIe session ordinaire (1981-1982) adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du règlement, par M. Noël Berrier, au nom des délégués élus par le Sénat (9 décembre 1982) [n° 133 (82-83)].

Voir aussi QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 94

UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Comptes spéciaux du Trésor

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Défense et service des essences (budget annexe); Relations extérieures; Recherche et industrie
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 78, DG;
79, DG; 114

UNION DES TRANSPORTS AERIENS (UTA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports

UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (UIT)

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG

UNION NATIONALE POUR LA FORMATION MEDICALE CONTINUE (UNAFORMEC)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 1, DG

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC)

Voir CHOMAGE: INDEMNISATION, 1, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 1
LOI DE FINANCES, 1, DG; Affaires sociales I section commune III travail, emploi; Affaires sociales II santé, solidarité nationale

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG

UNIVERSITE DU PACIFIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale; Départements et territoires d'outre-mer

UNIVERSITES

Voir CORSE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Education nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 150
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

URBANISME

Voir AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2
COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG; CMP
COMMUNES, 3, DG
LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 131

URBANISME (documents d')

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

URBANISME COMMERCIAL

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce et artisanat

USINES MAREMOTRICE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer

USINOR (société)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Recherche et industrie

V

VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 52, DG ;
89, DG

VACANCES (étalement des)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 89, 100

VACATAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Affaires sociales I section
commune III travail, emploi

VACATAIRES (enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

VACCINATIONS

1. - **Proposition de loi tendant à assurer la gratuité des vaccinations**, présentée par M. René Tomasini, sénateur et plusieurs de ses collègues (28 septembre 1982) [n° 511 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

VALEURS MOBILIERES

Voir EPARGNE, 2, DG ; nouvelle lecture, DG
LOI DE FINANCES, 1, DG ; art. 3, art. 4, art. 51 ;
Economie et finances I charges communes ; nouvelle
lecture, DG
NATIONALISATIONS, 1, DG
PARTS SOCIALES
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 2, DG ;
nouvelle lecture, DG
SOCIETES D'INVESTISSEMENT

VALIDATIONS

Voir EXAMENS ET CONCOURS, 1
EXAMENS ET CONCOURS, 2, DG
EXAMENS ET CONCOURS, 3, DG

VANDALISME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications

VANUATU

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie et finances I charges
communes
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 79, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, n° 40, DG

VELIZY (expérience télématique)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Postes et télécommunications ;
Services du Premier ministre I services généraux-Infor-
mation

VENTE

1. - **Proposition de loi tendant à définir et à interdire la vente à perte**, présentée par M. Raymond Brun, sénateur et plusieurs

de ses collègues (15 juin 1982) [n° 387 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

VERSEMENT POUR DEPASSEMENT DU PLAFOND LEGAL DE DENSITE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 75

VERSEMENT-TRANSPORT

Voir TRANSPORTS URBAINS, 1, DG ; 2° lecture, DG ;
nouvelle lecture, DG

VETERINAIRES

1. - **Projet de loi relatif à l'exercice des activités de vétérinaire**, présenté au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture (7 décembre 1981) [n° 96 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Pierre Lacour (7 avril 1982) [n° 247 (81-82)] - Discussion (14 avril 1982) (p. 1106, 1109) - Adoption (14 avril 1982) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1982) [n° 774] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Henri Prat (2 juin 1982) [n° 914] - Discussion (23 septembre 1982) - Adoption (23 septembre 1982) [n° 224].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 septembre 1982) [n° 510 (81-82)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Discussion (7 octobre 1982) (p. 4369, 4371) - Adoption (7 octobre 1982) [n° 12].

PROMULGATION : Loi n° 82-899 du 20 octobre 1982 (JO Lois et décrets du 21 octobre 1982.

Discussion (Première lecture)

(14 avril 1982) (p. 1106, 1109).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1106, 1107) *MM. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture ; Pierre Lacour, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil) : CELLARD (André) (p. 1106) ; LACOUR (Pierre) (p. 1107).

DIPLOMES : CELLARD (André) (p. 1106) ; LACOUR (Pierre) (p. 1107).

INSPECTION SANITAIRE DES ANIMAUX : LACOUR (Pierre) (p. 1107).

VETERINAIRES : CELLARD (André) (p. 1106) ; LACOUR (Pierre) (p. 1107).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1107, 1109) *MM. Pierre Lacour, rapporteur ; André CELLARD, secrétaire d'Etat ; Maurice Schumann.*

Art. 1^{er} (*Reconnaissance au sein de la communauté économique européenne des diplômes vétérinaires*) (p. 1107).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Lacour, rapporteur : prise en compte uniquement des diplômes décernés par les autorités d'un Etat membre de la Communauté ; condition d'antériorité pour la prise en considération de diplômes ne figurant pas sur la liste établie par arrêté ministériel (p. 1108).

- L'art. 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1108).

Après l'art. 1^{er} (p. 1108).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour, rapporteur : exercice des fonctions d'inspection sanitaire uniquement par des ressortissants français (p. 1108).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1108).

Art. 2 (*Conditions d'exercice des prestations de services*) (p. 1108).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Lacour, rapporteur : conditions d'exercice des prestations de service et absence d'obligation pour les vétérinaires exerçant dans un Etat membre autre que la France, exécutant en France à titre occasionnel des actes professionnels, de s'inscrire au tableau de l'ordre des vétérinaires (p. 1109).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1109).

Avant l'art. 3 (p. 1109).

Adoptés : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour, rapporteur : indication des noms et lieu de l'établissement ou du jury qui a décerné le diplôme de vétérinaire ; absence d'indication d'une spécialisation en cas de confusion possible avec un autre titre national exigeant une formation complémentaire (p. 1109) ; sous-amendement n° 5 de M. Michel Rigou : non mention de spécialisation en cas de confusion possible avec un autre titre français exigeant une formation complémentaire non acquise par l'intéressé (p. 1109).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1109).

Art. 3 (*Harmonisation des dispositions de l'art. 340 du code rural relatif à la répression de l'exercice illégal des activités vétérinaires*) – Adopté (p. 1109).

Art. 4 (*Conditions d'application du projet de loi fixées par décret*) – Adopté (p. 1109).

Adoption (14 avril 1982) (p. 1109).

Discussion (deuxième lecture)

(7 octobre 1982) (p. 4369, 4371).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 4369, 4370) *MM. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture ; Pierre Lacour, rapporteur de la commission des affaires économiques ; William Chervy.*

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : CELLARD (André) (p. 4369) ; LACOUR (Pierre) (p. 4369) ; CHERVY (William) (p. 4370).

DIPLOMES : LACOUR (Pierre) (p. 4370).

INSPECTION SANITAIRE DES ANIMAUX : CELLARD (André) (p. 4369) ; LACOUR (Pierre) (p. 4370).

VETERINAIRES : CELLARD (André) (p. 4369, 4370) ; LACOUR (Pierre) (p. 4369, 4370) ; CHERVY (William) (p. 4370).

II. – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4370, 4371) *MM. Michel Rigou, Pierre Lacour, rapporteur.*

Art. 1^{er} (p. 4370) *Retiré* : amendement n° 1 de M. Michel Rigou : possibilité d'exercer des activités de vétérinaire en France pour les vétérinaires titulaires d'un des diplômes requis ayant acquis la nationalité française par naturalisation ou par mariage (p. 4371).

– L'art. 1^{er} est adopté (p. 4371).

Art. 2 – Adopté (p. 4371).

Adoption (7 octobre 1982) (p. 4371).

Voir aussi PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2, DG
PROFESSIONS MEDICALES ET PARA-MEDICALES

VEUVES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Mer ; Anciens combattants ; Services du Premier ministre I services généraux ; Intérieur et décentralisation ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, DG

VIANDES

Voir AGRICULTURE, 2, art. 14
LOI DE FINANCES, 1, art. 18

VICTIMES (droits des)

Voir JUSTICE, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Justice

VIDEO

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Communication audiovisuelle

VIDEODISQUES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

VILLAGES DE VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre

VILLES MOYENNES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Plan et aménagement du territoire

VILLES NOUVELLES

I. – **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles**, présenté à l'Assemblée nationale, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Michel Rocard, ministre du plan (21 septembre 1982) [n° 1086] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (30 septembre 1982) [n° 1103] – Discussion (6 octobre 1982) – Adoption (6 octobre 1982) [n° 238].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1982) [n° 23 (82-83)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports ; Plan et aménagement du territoire ; Urbanisme et logement

VINS

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 17 et 18
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

VINS DE LIQUEUR

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, DG

VIOL

Voir MOEURS, 1, DG ; 2^e lecture, DG

VIOLENCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Culture ; Intérieur et décentralisation ; Justice ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 95

VISITEURS MEDICAUX

Voir SECURITE SOCIALE, 3, DG

VITICULTURE

Voir AGRICULTURE, 2, DG ; art. 17 et 18
LOI DE FINANCES, 1, Agriculture

VOIES NAVIGABLES

1. - Proposition de loi relative à l'entretien des berges des rivières navigables, présentée par MM. Adolphe Chauvin et Pierre Salvi, sénateurs (29 juin 1982) [n° 442 (81-82)] - Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi LOI DE FINANCES, 1, Transports
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 20, DG
TRANSPORTS, 1, DG

VOIES NAVIGABLES (liaison Rhin-Rhône)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports
TRANSPORTS, 1, DG

VOIES NAVIGABLES (liaison Seine nord et Seine est)

Voir TRANSPORTS, 1, DG

VOIRIE

Voir LOI DE FINANCES, 1, art. 61 ; Intérieur et décentralisation

VOIRIE URBAINE

Voir BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Transports

VOL (lutte contre le)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, n° 41, DG

VOLONTAIRES DU SERVICE NATIONAL ACTIF (VSNA)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Commerce extérieur ; Relations extérieures

W**WALLIS ET FUTUNA**

Voir LOI DE FINANCES, 1, Temps libre ; Education nationale ; Départements et territoires d'outre-mer

Z**ZIMBABWE (République du)**

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG

ZONE ECONOMIQUE MARITIME

Voir LOI DE FINANCES, 1, Départements et territoires d'outre-mer

ZONES A URBANISER EN PRIORITE (ZUP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

ZONES D'AMENAGEMENT PROTEGE (ZAP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE (ZEP)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education nationale

ZONES D'INTERVENTION FONCIERE (ZIF)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Urbanisme et logement

ZONES FRONTALIERES

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG
TRAVAILLEURS FRONTALIERS

ZONES MINIERES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Plan et aménagement du territoire

ZONES RURALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 3, DG
COMMERCE ET ARTISANAT, 1, DG
LOI DE FINANCES, 1, Services du Premier ministre I services généraux ; Agriculture ; Postes et télécommunications ; Temps libre ; Culture ; Intérieur et décentralisation ; Education nationale ; Commerce et artisanat ; Plan et aménagement du territoire ; Affaires sociales II santé, solidarité nationale
TRANSPORTS, 1, DG ; nouvelle lecture, DG

ZONES URBAINES

Voir CORSE, 2, DG

